ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

(L à V)

établie par le Service des Archives de l'Assemblée nationale

Du 1er janvier 1992 au 1er avril 1993

L

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

Voir *Agriculture.*
Communautés européennes.

LANGUE FRANCAISE

1. Proposition de résolution n° 2916 tendant à la création d'une **commission d'enquête sur la défense de la langue française.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 13 août 1992 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Bernard Derosier (16 octobre 1992). - Rapport **n° 2989** (28 octobre 1992).

2. Proposition de loi n° 3178 relative à l'**usage de la langue française.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 décembre 1992 par M. Jean Charbonnel. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Français :* langue : questions orales sans débat.

LOGEMENT ET HABITAT

23. Proposition de loi n° 2569 tendant à améliorer la **protection du domicile.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 février 1992 par M. Alain Juppé. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean Tiberi (9 avril 1992).

24. Proposition de loi n° 2573 tendant à améliorer la **protection des occupants de bonne foi contre les actes de détérioration des logements.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 février 1992 par M. Michel Giraud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Louis Debré (16 avril 1992).

25. Proposition de loi n° 2655 permettant aux **communes** de disposer d'un **délai raisonnable** pour établir les **programmes locaux de l'habitat.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 avril 1992 par M. Michel Giraud. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Claude Dhinnin (20 novembre 1992).

26. Proposition de loi n° 2725 tendant à offrir des **logements décents** à **toute famille dont les membres sont privés d'un emploi et relèvent du régime des Assedic** et/ou **perçoivent des prestations de nature équivalente**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 mai 1992 par M. François d'Harcourt. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

27. Proposition de loi n° 2777 tendant à la création d'un **fonds destiné à l'aide au financement de l'accession au logement locatif.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 juin 1992 par M. François d'Harcourt. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. René Beaumont (20 novembre 1992).

28. Proposition de loi n° 2862 tendant à modifier l'article 13 de la loi n° 71-582 du 16 juillet 1971 relative à l'**allocation de logement en ce qui concerne les modalités de règlement de cette allocation.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1992 par M. Jean-Luc Reitzer. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

29. Proposition de résolution n° 3040 tendant à la **création d'une commission d'enquête sur les perspectives du logement locatif social.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 17 novembre 1992 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

30. Proposition de loi n° 3177 tendant à **proposer des mesures pour relancer la construction et accroître l'offre de logements.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 décembre 1992 par M. André Santini. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

31. Proposition de loi n° 3179 tendant à **réserver dans certaines communes l'attribution de logements sociaux aux mal-logés de la ville.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 décembre 1992 par M. Gilbert Bonnemaison. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

32. Proposition de loi n° 3263 pour favoriser **l'accès au logement.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 24 mars 1993 par M. Michel Giraud. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Questions au Gouvernement :

- **n° 1210 - Logement en Ile-de-France :** *Jegou (Jean-Jacques).* Réponse : *Lienemann (Marie-Noëlle),* ministre délégué au logement et au cadre de vie [29 avril 1992] (p. 773, 774) :

Pénurie de logements ; loi d'orientation pour la ville ; participation des collectivités locales ; schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (S.D.A.U.) ; un p. cent logement : réduction à 0,45 p. cent ; plans d'occupation du parc social (P.O.P.S.) ; P.M.E. et P.M.I. : rôle de dynamisation.

- **n° 1283 - Logement social :** *Gerrer (Edmond).* Réponse : *Lienemann (Marie-Noëlle),* ministre délégué au logement et au cadre de vie [10 juin 1992] (p. 2152, 2153) :

Habitations à loyers modérés (H.L.M) : manque d'offre locative ; prêts locatifs aidés (P.L.A.) : financement par la Caisse des dépôts ; prêts d'accession à la propriété (P.A.P.) ; prêts locatifs sociaux et aide à la construction ; rôle des collectivités locales ; spéculation ; incitations fiscales au logement privé ; secteur locatif intermédiaire : nouveau dispositif : mise en place.

- **n° 1305 - Politique fiscale en faveur du logement :** *Pierret (Christian).* Réponse : *Charasse (Michel),* ministre du budget [17 juin 1992] (p. 2473, 2474) :

Retards de construction ; besoins de logements neufs et de logements sociaux ; livrets A : baisse des dépôts ; situation du logement financé par le marché ; financement du logement social ; mesures fiscales et budgétaires : plan de soutien de 140 milliards de francs ; allocations sociales de logement, réhabilitation de l'habitat ancien ; prêts locatifs aidés (P.L.A.) ; prêts d'accession à la propriété (P.A.P.).

- **n° 1354 - Politique du logement :** *Méhaignerie (Pierre).* Réponse : *Sapin (Michel),* ministre de l'économie et des finances [21 octobre 1992] (p. 4045, 4046) :

Bâtiment : plan de soutien ; mises en chantier ; 60 000 licenciements supplémentaires ; prêts d'accession à la propriété (P.A.P.) ; logement social : logement « intermédiaire » : mesures budgétaires.

- **n° 1401 - Logement social :** *Malandain (Guy).* Réponse : *Sueur (Jean-Pierre),* secrétaire d'Etat aux collectivités locales [12 novembre 1992] (p. 5202, 5203) :

Loi Besson ; réhabilitation des logements sociaux ; sans-logis ; Maliens de Vincennes ; suivi sanitaire et social ; pratiques illégales des « marchands de sommeil » ; coopération nécessaire de l'Etat et des collectivités locales.

- **n° 1404 - Crise du logement :** *Haby (Jean-Yves).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [12 novembre 1992] (p. 5205, 5206) :

Sans-logis et mal-logés ; lettre de l'abbé Pierre ; situation du marché de l'immobilier ; logements sociaux ; rôle des municipalités ; plan de soutien au bâtiment ; aides de l'Etat : prêts d'accession à la propriété (P.A.P.) et prêts locatifs aidés (P.L.A.).

- **n° 1424 - Accession à la propriété :** *Bocquet (Alain).* Réponse : *Lienemann (Marie-Noëlle),* ministre délégué au logement et au cadre de vie [18 novembre 1992] (p. 5689) :

Situation financière des accédants à la propriété ; exemple de la société Carpi ; mesures annoncées par le Gouvernement ; action des tribunaux ; baisse des taux d'intérêt pratiqués par la société d'H.L.M. Carpi.

- **n° 1435 - Crise du bâtiment :** *Jacquemin (Michel).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [26 novembre 1992] (p. 6085, 6086) :

Situation du logement social ; aides de l'Etat ; construction : rythme ; blocage de l'investissement privé ; six millions de mal-logés en France ; bâtiment : crise et suppression d'emplois.

- **n° 1466 - Logement social :** *Brunhes (Jacques).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [9 décembre 1992] (p. 6797, 6798) ;

Manque de logements en France ; spéculation foncière : évolution des taux d'intérêt ; secteur du bâtiment : relance : perspectives ; amélioration de l'habitat ancien ; logement intermédiaire ; dispositions fiscales prévues dans la loi de finances pour 1993.

Questions orales sans débat :

- **n° 594 - Logement (logement social : Paris) :** *Lefort (Jean-Claude)* à M. le ministre délégué au logement et au cadre de vie : publiée au *J.O.* du 10 juin 1992 (p. 2147). Réponse : *Lienemann (Marie-Noëlle),* ministre délégué au logement et au cadre de vie [12 juin 1992] (p. 2277, 2278, 2279) :

Familles sans abri campant sur l'esplanade du château de Vincennes ; relogement à Paris ou en banlieue parisienne : perspectives ; prêts locatifs aidés (P.L.A.) : augmentation ; logements vacants à Paris : recensement.

- **n° 606 - Logement (accession à la propriété) :** *Bocquet (Alain)* à Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie : publiée au *J.O.* du 23 juin 1992 (p. 2690). Réponse : *Sarre (Georges),* secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux [26 juin 1992] (p. 2875, 2876) :

Logement social ; société d'H.L.M. Carpi : contentieux avec les accédants à la propriété ; rapport Vorms : publication.

- **n° 641 - Logement (logement social) :** *Planchou (Jean-Paul)* à Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie : publiée au *J.O.* du 18 novembre 1992 (p. 5672). Réponse : *Lienemann (Marie-Noëlle),* ministre délégué au logement et au cadre de vie [20 novembre 1992] (p. 5761) :

Plafond de ressources : relèvement ; disparités régionales : réduction progressive.

Voir *Bâtiment et travaux publics.*
Baux : questions orales sans débat.
Délinquance et criminalité : questions au Gouvernement.
D.M.O.S. **1**, première lecture : après l'article 24.
Emploi : questions au Gouvernement.
Epargne : questions au Gouvernement.
Lois de finances **11**, avant la discussion des articles, après l'article 3 à après l'article 4, après l'article 22, après l'article 30, article 67 à après l'article 69, article 86, après l'article 86 et article 87.
Lois de finances **11**, deuxième partie : Affaires sociales et santé.
Lois de finances **11**, deuxième partie : D.O.M.-T.O.M.
Lois de finances rectificatives **5**, avant l'article 29, articles 29 A, 39 *bis*, 40 *ter* et après l'article 44.
Marchés financiers **7**.
Motions de censure **18**.
Politique économique et sociale **19**.
Rappels au règlement de : *Pierna (Louis)* [25 mai 1992] (p. 1590).
Urbanisme.
Vie publique **1**.

H.L.M.

Voir *Audiovisuel* **17**.
Coopératives **1** : deuxième lecture : article 46 *ter* A nouveau.

Réduction d'impôt pour grosses réparations.

Voir *T.V.A.* **2** : avant la discussion des articles et article 3.

Réduction d'impôt pour investissement locatif.

Voir *T.V.A.* **2** : avant la discussion des articles et article 2.

LOIS DE FINANCES

8. Proposition de loi organique n° 2678 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour **instituer un contrôle du Parlement sur le prélèvement sur les recettes de l'Etat opéré au profit des Communautés européennes.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 mai 1992 par M. Edmond Alphandéry. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyest (22 mai 1992). - Rapport **n° 2830** (25 juin 1992), commun avec la proposition de loi organique n° 2749 (voir *Lois de finances* **9**). - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur pour avis : M. Jean Le Garrec (15 juin 1992). - Discussion et adoption le 29 juin 1992. - Proposition de loi organique **n° 696**. - Nouveau titre : « Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget des Communautés européennes ».

Sénat (première lecture). - **N° 479** (1991-1992). - Dépôt le 2 juillet 1992. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Jean Arthuis. - Rapport **n° 18** (1992-1993) (21 octobre 1992). - Discussion et adoption le 29 octobre 1992. - Proposition de loi organique **n° 9** (1992-1993).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 2993**. - Dépôt le 30 octobre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyest. - Rapport **n° 3099** (3 décembre 1992).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 1992] (p. 2970).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et de l'avis :
- rapport de la commission des lois : *Lamassoure (Alain)* suppléant *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 2970) ;
- avis de la commission des finances : *Le Garrec (Jean)* (p. 2972).

Discussion générale : Alphandéry (Edmond) (p. 2974) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2975) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2976).

Réponse du Gouvernement : Charasse (Michel) (p. 2977).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes : budget :
- dépenses : *Lamassoure (Alain)* (p. 2970, 2971) ;
- élaboration et contrôle : déficit démocratique : *Lamassoure (Alain)* (p. 2971) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2973) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2975, 2976) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2977) ;
- perspectives à moyen terme : « paquet Delors II » : *Lamassoure (Alain)* (p. 2971) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2972) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2976) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2977) ;
- recettes : provenance et nature juridique : part des contributions nationales : *Lamassoure (Alain)* (p. 2970, 2971, 2972) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2976) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2978).

Constitution : loi constitutionnelle n° 92-554 du 25 juin 1992 : *Le Garrec (Jean)* (p. 2974) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 2975).

Europe : Europe des nations : alternative au traité de Maastricht et à l'Union européenne : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2977).

Finances publiques : politique budgétaire : autonomie de la France : disparition : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2976).

Parlement français :
- Assemblée nationale : propositions de loi organique de MM. Alphandéry et Le Garrec : contenu, inscription à l'ordre du jour et modification par la commission des lois : *Lamassoure (Alain)* (p. 2972) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2972, 2973) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 2974, 2975) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2975) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2977, 2978) ;
- budget communautaire : information, débat, vote et contrôle du Parlement français : *Lamassoure (Alain)* (p. 2971, 2972) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2973, 2974) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 2975) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2976) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2976, 2977) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2978) ;
- participation de la France au budget des Communautés : vote : compétence liée : *Lamassoure (Alain)* (p. 2972) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2973, 2974) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 2975) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2976) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2976) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2978).

Ordonnance organique n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances : modification : *Lamassoure (Alain)* (p. 2971) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2977).

Prélèvement sur recettes au profit des Communautés européennes :
- principe, montant et plafonnement : *Lamassoure (Alain)* (p. 2971) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2972, 2973) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 2975) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2975) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2976) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2977, 2978) ;
- rapport annuel au Parlement : *Lamassoure (Alain)* (p. 2972) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2974) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2979).

Traités et conventions : traité de Maastricht : généralités et dispositions relatives au budget des Communautés : *Lamassoure (Alain)* (p. 2970) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2976, 2977) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2978).

Discussion des articles [29 juin 1992] (p. 2979).

Avant l'article 1er :

Amendement n° 3 de M. Jean-Claude Lefort (propose que le Parlement discute durant la session de printemps d'un projet de loi d'orientation budgétaire indiquant les principales options du prochain projet de loi de finances) : rejeté (p. 2979).

Défavorables : *Lamassoure (Alain)* (p. 2979) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2979).

Amendement n° 4 de M. Jean-Claude Lefort (propose qu'une loi de finances rectificative discutée par le Parlement à la session de printemps fixe le plafond du prélèvement sur recettes qui pourra être opéré l'année suivante au profit du budget des Communautés européennes) (p. 2979) : rejeté (p. 2982).

Défavorables : *Lamassoure (Alain)* (p. 2980) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2980, 2981, 2982).

Observations : *Le Garrec (Jean)* (p. 2981) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 2981).

Budget communautaire : propositions de loi organique : contrôle instauré : intérêt par rapport à l'article 88-4 de la Constitution : *Lamassoure (Alain)* (p. 2980, 2981) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2980, 2981, 2982) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2981) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 2981).

Parlement : budget communautaire et « paquet Delors II » : contrôle : application des articles 53 et 88-4 de la Constitution : *Lamassoure (Alain)* (p. 2980) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2980).

Article 1er *(inscription du principe du prélèvement sur les recettes de l'Etat dans l'ordonnance du 2 janvier 1959)* (p. 2982) : adopté après modifications (p. 2983).

Discussion commune des amendements n°s 7, 1 rectifié et 5.

Amendement n° 7 du Gouvernement (dispose que le Parlement « évalue » le montant de la contribution française au budget des Communautés et en autorise le versement) ; rectifié (précise qu'il s'agit de la « participation » de la France) (p. 2982) : adopté (p. 2983).

Soutenu par : *Charasse (Michel) (G)* (p. 2982, 2983).

Favorable : *Alphandéry (Edmond)* (p. 2982) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2982).

Observations : *Lamassoure (Alain)* (p. 2982) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2983).

Amendement n° 1 rectifié de M. Edmond Alphandéry (précise que le Parlement « établit l'évaluation » du prélèvement sur recettes) : retiré (p. 2982).

Amendement n° 5 de M. Jean Le Garrec (précise que le Parlement « évalue » le montant du prélèvement sur recettes) : retiré (p. 2982).

Article 2 *(information du Parlement sur le budget des Communautés européennes)* : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 8 rectifié modifié (p. 2984).

Amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (dispose que le projet de loi de finances de l'année est accompagné d'un rapport qui justifie le montant de la « contribution » de l'Etat au budget des Communautés et supprime la transmission de l'intégralité des documents budgétaires communautaires aux commissions des finances de chaque assemblée) (p. 2983) : adopté après modifications (p. 2984).

Soutenu par : *Charasse (Michel) (G)* (p. 2983).

Favorable : *Lamassoure (Alain)* (p. 2983).

Observations : *Le Garrec (Jean)* (p. 2983).

Sous-amendement n° 9 rectifié de M. Jean Le Garrec (rétablit l'obligation de transmettre l'intégralité des documents budgétaires communautaires aux commissions parlementaires saisies au fond du projet de loi de finances) (p. 2983) : adopté (p. 2984).

Après l'article 2 :

Amendement n° 6 de M. Gilbert Gantier (dispose qu'un débat est organisé à l'Assemblée nationale et au Sénat sur le budget des Communautés européennes, à la suite de son adoption définitive) : retiré (p. 2984).

Défavorables : *Lamassoure (Alain)* (p. 2984) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2984).

Titre : *proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur le prélèvement sur les recettes de l'Etat opéré au profit des Communautés européennes.*

Amendement n° 10 du Gouvernement (de coordination) ; rectifié : adopté (p. 2984).

Soutenu par : *Charasse (Michel) (G)* (p. 2984).

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 2984) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2984).

Seconde délibération :

Article 2 *(information du Parlement sur le budget des Communautés européennes)* : adopté après modifications (p. 2985).

Amendement n° 1 du Gouvernement (substitue les mots « participation de l'Etat » aux mots « contribution de l'Etat ») : adopté (p. 2985).

Soutenu par : *Charasse (Michel) (G)* (p. 2985).

Favorable : *Lamassoure (Alain)* (p. 2985).

Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de la proposition de loi organique (p. 2985).

9. Proposition de loi organique n° 2749 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour **instituer un contrôle du Parlement sur le prélèvement sur les recettes de l'Etat opéré au profit des Communautés européennes.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 mai 1992 par M. Jean Auroux. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyest (5 juin 1992). - Rapport **n° 2830** (25 juin 1992), commun avec la proposition de loi organique n° 2678 (voir *Lois de finances* **8**). - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur pour avis : M. Jean Le Garrec (15 juin 1992). - Discussion et adoption le 29 juin 1992. - Proposition de loi organique **n° 696**. - Nouveau titre : « Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget des Communautés européennes » (voir *Lois de finances* **8**).

10. Proposition de loi constitutionnelle n° 2915 tendant à **interdire l'usage de l'article 49, alinéa 3,** lors du **vote des projets de loi de finances.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 août 1992 par Mme Yann Piat. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gérard Gouzes (23 octobre 1992).

11. Projet de loi de finances n° 2931 pour 1993.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 1er octobre 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, et Michel Charasse, ministre du budget. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Renvoi pour avis : à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; à la commission des affaires étrangères ; à la commission de la défense nationale et des forces armées ; à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; à la commission de la production et des échanges.

Rapport général n° 2945 (14 octobre 1992).

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : M. Alain Richard.

Tome I. - Rapport général.

Tome II. - Examen de la première partie du projet de loi de finances. - Conditions générales de l'équilibre financier.

Volume I : articles 1 à 35 et article 37.

Volume II : article 36 : évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes.

Tome III. - Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. - Moyens des services et dispositions spéciales.

RAPPORTEURS SPÉCIAUX DE LA COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN

NUMÉROS des annexes		
	I. - Budget général	
	1. Dépenses civiles	
1	Affaires étrangères et coopération (affaires étrangères)	Jean GAUBERT.
2	Affaires étrangères et coopération (affaires européennes)	Dominique ROBERT.
3	Affaires étrangères et coopération (coopération et développement)	Pierre VICTORIA.
4	Affaires sociales et santé (affaires sociales et intégration : famille)	Fabien THIÉMÉ.
5	Affaires sociales et santé (affaires sociales et intégration : personnes âgées)	Jean-Pierre DELALANDE.
6	Affaires sociales et santé (santé et action humanitaire : santé)	Gilbert GANTIER.
7	Agriculture et développement rural ; B.A.P.S.A. (agriculture)	Yves TAVERNIER.
8	Anciens combattants et victimes de guerre	Jean-Louis DUMONT.
9	Départements et territoires d'outre-mer	Maurice POURCHON.
10	Economie et finances ; budget (économie, finances et budget)	Jean-Marc AYRAULT.
11	Economie et finances ; budget (commerce et artisanat)	Alain GRIOTTERAY.
12	Economie et finances ; budget (secteur public)	Gaston RIMAREIX.
13	Education nationale et culture (éducation nationale : enseignement scolaire)	Jean-Paul PLANCHOU.
14	Education nationale et culture (éducation nationale : enseignement supérieur)	Yves FRÉVILLE.
15	Education nationale et culture (culture)	Dominique GAMBIER.
16	Education nationale et culture (culture : communication)	Robert-André VIVIEN.
17	Environnement	Michel BARNIER.
18	Equipement, logement et transports (urbanisme, logement et services communs : logement et cadre de vie)	Jean ANCIANT.
19	Equipement, logement et transports (transports terrestres : transports terrestres et S.N.C.F.)	Claude GERMON.
20	Equipement, logement et transports (transports terrestres : routes et sécurité routière)	Alain RODET.
21	Equipement, logement et transports (transport aérien et météorologie ; budget annexe de l'aviation civile)	Michel INCHAUSPÉ.
22	Equipement, logement et transports (mer)	Albert DENVERS.
23	Industrie et commerce extérieur (industrie)	Jacques ROGER-MACHART.
24	Industrie et commerce extérieur (commerce extérieur)	Edmond HERVÉ.
25	Intérieur (collectivités locales)	Augustin BONREPAUX.
26	Intérieur (sécurité)	Guy BÊCHE.
27	Jeunesse et sports	Gérard BAPT.
28	Justice	Philippe AUBERGER.
29	Postes et télécommunications	Alain BONNET.
30	Recherche et espace	Pierre BOURGUIGNON.
31	Services du Premier ministre (services généraux : Plan ; budget annexe des Journaux officiels)	Jean-Pierre BALLIGAND.
32	Services du Premier ministre (secrétariat général de la défense nationale [S.G.D.N.])	Raymond MARCELLIN.
33	Services du Premier ministre (Conseil économique et social)	Ladislas PONIATOWSKI.
34	Services du Premier ministre (aménagement du territoire)	Jean-Pierre BALLIGAND.
35	Services du Premier ministre (fonction publique et réformes administratives)	Jean-Pierre BOUQUET.
36	Tourisme	Raymond FORNI.
37	Travail, emploi et formation professionnelle (formation professionnelle)	Michel BERSON.
38	Travail, emploi et formation professionnelle (travail, emploi)	Pierre FORGUES.
	2. Dépenses militaires	
39	Défense	François HOLLANDE.
	II. - Budgets annexes	
40	Imprimerie nationale	Michel JACQUEMIN.
41	Légion d'honneur, ordre de la Libération	Jean de GAULLE.
42	Monnaies et médailles	Patrick DEVEDJIAN.
43	Prestations sociales agricoles	Philippe VASSEUR.
	III. - Divers	
44	Comptes spéciaux du Trésor	Didier MIGAUD.
45	Taxes parafiscales	Jean TARDITO.

RAPPORTEURS POUR AVIS

NUMÉROS des tomes

Avis n° 2946 du 14 octobre 1992
(commission des affaires culturelles, familiales et sociales)

I	Affaires étrangères et coopération (affaires étrangères : relations culturelles internationales)	Bernard BARDIN.
II	Affaires sociales et santé (affaires sociales et intégration)	Marie-Josèphe SUBLET.
III	Affaires sociales et santé (affaires sociales et intégration : famille)	Jean-Yves CHAMARD.
IV	Affaires sociales et santé (affaires sociales et intégration : personnes âgées : les veuves âgées)	Denis JACQUAT.
V	Affaires sociales et santé (affaires sociales et intégration : personnes handicapées)	Jean LAURAIN.
VI	Affaires sociales et santé (santé et action humanitaire : santé)	Alain CALMAT.
VII	Anciens combattants et victimes de guerre	Jean PROVEUX.
VIII	Economie et finances (droits des femmes)	Jean-Michel TESTU.
IX	Education nationale et culture (éducation nationale : enseignement scolaire)	Jean-Pierre BEQUET.
X	Education nationale et culture (éducation nationale : enseignement supérieur)	Jean-Christophe CAMBADELIS.
XI	Education nationale et culture (éducation nationale : enseignement technique)	Edouard LANDRAIN.
XII	Education nationale et culture (culture)	Olivier DASSAULT.
XIII	Education nationale et culture (culture : communication)	Bernard SCHREINER (Yvelines).
XIV	Jeunesse et sports	Georges HAGE.
XV	Recherche et espace (recherche)	Bernard BIOULAC.
XVI	Travail, emploi et formation professionnelle (formation professionnelle)	Jean-Paul FUCHS.
XVII	Travail, emploi et formation professionnelle (travail et emploi)	Thierry MANDON.
XVIII	Prestations sociales agricoles	Henri BAYARD.

Avis n° 2947 du 14 octobre 1992
(commission des affaires étrangères)

I	Affaires étrangères et coopération (affaires étrangères)	André DELEHEDDE.
II	Affaires étrangères et coopération (affaires étrangères : francophonie et relations culturelles extérieures)	Xavier DENIAU.
III	Affaires étrangères et coopération (affaires étrangères : immigration)	Bernard STASI.
IV	Affaires étrangères et coopération (affaires européennes : institutions, marché unique, monnaie)	Jean SEITLINGER.
V	Affaires étrangères et coopération (affaires européennes : recherche, transports, environnement)	Jean-Yves LE DÉAUT.
VI	Affaires étrangères et coopération (coopération et développement)	Pierre BRANA.
VII	Affaires sociales et santé (santé et action humanitaire : action humanitaire)	Charles PISTRE.
VIII	Agriculture et développement rural (agriculture)	Théo VIAL-MASSAT.
IX	Education nationale et culture (culture : communication)	Jean LABORDE.
X	Equipement, logement et transports (mer)	Jean LACOMBE.
XI	Industrie et commerce extérieur (commerce extérieur)	Louise MOREAU.
XII	Défense	Claude-Gérard MARCUS.

Avis n° 2948 du 14 octobre 1992
(commission de la défense nationale et des forces armées)

I	Affaires étrangères et coopération (affaires étrangères)	Bertrand GALLET.
II	Affaires étrangères et coopération (coopération et développement)	Guy-Michel CHAUVEAU.
III	Equipement, logement et transports (transport aérien et météorologie ; budget annexe de l'aviation civile)	Yves DOLLO.
IV	Services du Premier ministre (secrétariat général de la défense nationale [S.G.D.N.])	Louis PIERNA.
V	Défense (espace et forces nucléaires)	Freddy DESCHAUX-BEAUME.
VI	Défense (recherche et industrie d'armement)	Jean-Guy BRANGER.
VII	Défense (personnels de la défense)	Jean GATEL.
VIII	Défense (forces terrestres)	François FILLON.
IX	Défense (marine)	Joseph GOURMELON.
X	Défense (air)	Jean BRIANE.
XI	Défense (gendarmerie)	Georges LEMOINE.

NUMÉROS des tomes

Avis n° 2949 du 14 octobre 1992
(commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République)

I	Départements et territoires d'outre-mer (départements d'outre-mer)	Jérôme LAMBERT.
II	Départements et territoires d'outre-mer (territoires d'outre-mer)	Jean-Paul VIRAPOULLÉ.
III	Intérieur (administration générale et collectivités locales)	Pascal CLÉMENT.
IV	Intérieur (sécurité : police)	Denise CACHEUX.
V	Intérieur (sécurité : sécurité civile)	Paul-Louis TENAILLON.
VI	Justice (administration centrale et services judiciaires)	Alain VIDALIES.
VII	Justice (administration pénitentiaire et protection juridique de la jeunesse)	Michel PEZET.
VIII	Services du Premier ministre (fonction publique et réformes administratives)	Marc DOLEZ.

Avis n° 2950 du 14 octobre 1992
(commission de la production et des échanges)

I	Agriculture et développement rural	Pierre MÉTAIS.
II	Départements et territoires d'outre-mer	René DROUIN.
III	Economie et finances (commerce et artisanat)	Jean-Paul CHARIÉ.
IV	Environnement	Daniel CHEVALLIER.
V	Equipement, logement et transports (urbanisme, logement et services communs)	Bernard CARTON.
VI	Equipement, logement et transports (transports terrestres)	Jean-Pierre BAEUMLER.
VII	Equipement, logement et transports (transport aérien et météorologie ; budget annexe de l'aviation civile)	Roger LÉRON.
VIII	Equipement, logement et transports (mer)	Gilbert LE BRIS.
IX	Industrie et commerce extérieur (industrie)	Christian BATAILLE.
X	Industrie et commerce extérieur (commerce extérieur)	Francis SAINT-ELLIER.
XI	Postes et télécommunications	Gabriel MONTCHARMONT.
XII	Recherche et espace	Robert GALLEY.
XIII	Services du Premier ministre (services généraux : Plan)	Paul LOMBARD.
XIV	Services du Premier ministre (aménagement du territoire)	Jean-Pierre KUCHEIDA.
XV	Tourisme	Francis GENG.

Discussion générale et première partie les 20, 21, 22 et 23 octobre 1992. – Adoption de la première partie le 23 octobre 1992.

Deuxième partie les 27, 28, 29 octobre 1992, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 14, 16 et 17 novembre 1992. – Engagement de la responsabilité du Gouvernement le 17 novembre 1992. – Considérée comme adoptée le 23 novembre 1992 en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, la motion de censure déposée le 17 novembre 1992 n'ayant pas été adoptée. – Projet de loi **n° 732.**

Sénat (première lecture). – **N° 55** (1992-1993). Dépôt le 24 novembre 1992. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. – Renvoi pour avis : à la commission des affaires culturelles ; à la commission des affaires économiques et du Plan ; à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; à la commission des affaires sociales.

Rapport général n° 56 (1992-1993) (24 novembre 1992).

Rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : M. Jean Arthuis.

Tome I. – Le budget de 1993 et son contexte économique et financier.

Tome II. – Les conditions générales de l'équilibre financier (première partie de la loi de finances).

Tome III. – Les moyens des services et les dispositions spéciales (deuxième partie de la loi de finances).

RAPPORTEURS SPÉCIAUX DE LA COMMISSION DES FINANCES, DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE ET DES COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA NATION

BUDGETS	RAPPORTEURS SPÉCIAUX	NUMÉROS des annexes
I. - BUDGETS CIVILS		
A. - **Budget général**		
Affaires étrangères	Jacques CHAUMONT	1
● Affaires européennes et article 36. - Evaluation de la participation française au budget des Communautés européennes	René TRÉGOUËT	2
Affaires sociales et santé	Jacques OUDIN	3
Anciens combattants	Auguste CAZALET	4
Coopération et développement	Michel CHARASSE	5
Départements et territoires d'outre-mer	Henri GOETSCHY	6
Economie et finances :		
● Charges communes	Claude BELOT	7
● Services financiers	Michel MANET	8
● Commerce extérieur	Maryse BERGÉ-LAVIGNE	9
● Commerce et artisanat	René BALLAYER	10
Education nationale et culture :		
I. - Education nationale :		
1. Enseignement scolaire	Jacques-Richard DELONG	11
2. Enseignement supérieur	Jean CLOUET	
II. - Culture et communication :		
● Culture	Jacques SOURDILLE	12
● Presse	Jean CLUZEL	13
Environnement	Philippe ADNOT	14
Equipement, logement, transports et espace :		
I. - Urbanisme, logement et service communs	Henri COLLARD	15
II. - Transports :		
● Transports terrestres	Jean-Pierre MASSERET	16
● Routes et sécurité routière	Paul LORIDANT	17
● Transport aérien et III : météorologie	Roger ROMANI	18
IV. - Mer :		
● Marine marchande	René RÉGNAULT	19
● Ports maritimes	Tony LARUE	20
Industrie	Bernard BARBIER	21
Intérieur :		
● Administration centrale et sécurité	Paul GIROD	22
● Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation	Jacques MOSSION	23
Jeunesse et sports	Bernard PELLARIN	24
Justice	Alain LAMBERT	25
Postes et télécommunications	Henri TORRE	26
Recherche et espace	Jacques VALADE	27
Services du Premier ministre :		
I. - Services généraux	Maurice COUVE de MURVILLE	28
● Fonction publique et réformes administratives	René TRÉGOUËT	29
II. - Secrétariat général de la défense nationale	Louis PERREIN	30
III. - Conseil économique et social	Paulette FOST	31
IV. - Plan	Michel MOREIGNE	32
V. - Aménagement du territoire	Geoffroy de MONTALEMBERT	33

BUDGETS	RAPPORTEURS SPÉCIAUX	NUMÉROS des annexes
Tourisme	Pierre CROZE	34
Travail, emploi et formation professionnelle et services communs aux affaires sociales et au travail	Emmanuel HAMEL	35
B. - **Budgets annexes**		
Aviation civile	Roger ROMANI	36
Imprimerie nationale	Robert VIZET	37
Journaux officiels	Paulette FOST	38
Légion d'honneur - Ordre de la Libération	Louis PERREIN	39
Monnaies et médailles	Michel SERGENT	40
Prestations sociales agricoles	Roland du LUART	41
II. - DÉFENSE		
Exposé d'ensemble et dépenses en capital	Maurice BLIN	42
Dépenses ordinaires	François TRUCY	43
III. - AUTRES DISPOSITIONS		
Comptes spéciaux du Trésor	Ernest CARTIGNY	44

RAPPORTEURS POUR AVIS

Avis n° 57 du 24 novembre 1992
(commission des affaires culturelles)

BUDGETS	RAPPORTEURS	NUMÉROS des tomes
Culture	Michel MIROUDOT	I
Cinéma - Théâtre dramatique	Jacques CARAT	II
Environnement	Ambroise DUPONT	III
Enseignement scolaire	Pierre VALLON	IV
Enseignement agricole	Albert VECTEN	V
Enseignement supérieur	Jean-Pierre CAMOIN	VI
Enseignement technique	Gérard DELFAU	VII
Recherche scientifique et technique	Pierre LAFFITTE	VIII
Jeunesse et sports	François LESEIN	IX
Communication	Adrien GOUTEYRON	X
Relations culturelles, scientifiques et techniques	Joël BOURDIN	XI
Francophonie	Jacques LEGENDRE	XII

Avis n° 58 du 24 novembre 1992
(commission des affaires économiques et du Plan)

BUDGETS	RAPPORTEURS	NUMÉROS des tomes
Agriculture	Alain PLUCHET	I
Aménagement rural	Henri de RAINCOURT	II
Industries agricoles et alimentaires	Aubert GARCIA	III
Industrie	Francisque COLLOMB	IV
Energie	Robert LAUCOURNET	V
Recherche et espace	Jean-Marie RAUSCH	VI
Artisanat et commerce	Jean-Jacques ROBERT	VII

BUDGETS	RAPPORTEURS	NUMÉROS des tomes
Consommation et concurrence	Louis MINETTI	VIII
Commerce extérieur	Marcel DAUNAY	IX
Aménagement du territoire	Jean PUECH	X
Plan	Jean BOYER	XI
Routes et voies navigables	Jacques BRACONNIER	XII
Ports maritimes	Josselin de ROHAN	XIII
Logement	William CHERVY	XIV
Urbanisme	Jacques BELLANGER	XV
Tourisme	Charles GINÉSY	XVI
Environnement	Bernard HUGO	XVII
Transports terrestres	Georges BERCHET	XVIII
Aviation civile et transport aérien	Jean-François LE GRAND	XIX
Marine marchande	Louis de CATUÉLAN	XX
Poste et télécommunications	André FOSSET	XXI
Départements d'outre-mer	Rodolphe DÉSIRÉ	XXII
Territoires d'outre-mer	Pierre LACOUR	XXIII

Avis n° 59 du 24 novembre 1992
(commission des affaires étrangères, de la défense et des force armées)

BUDGETS	RAPPORTEURS	NUMÉROS des tomes
Affaires étrangères	Bernard GUYOMARD	I
Affaires étrangères, relations culturelles extérieures	Guy PENNE	II
Coopération	Paul d'ORNANO	III
Défense - Nucléaire, espace et services communs	Xavier de VILLEPIN	IV
Défense - Gendarmerie	Michel ALLONCLE	V
Défense - Forces terrestres	Jean SIMONIN	VI
Défense - Air	Albert VOILQUIN	VII
Défense - Marine	Max LEJEUNE	VIII

Avis n° 60 du 24 novembre 1992
(commission des affaires sociales)

BUDGETS	RAPPORTEURS	NUMÉROS des tomes
Sécurité sociale (problèmes généraux et équilibre financier)	Charles DESCOURS	I
Santé et politique hospitalière	Louis BOYER	II
Politique familiale	Jean CHÉRIOUX	III
Politique en faveur des personnes âgées	Philippe MARINI	IV
Politique en faveur des handicapés	Jacques MACHET	V
Politique de l'immigration et de l'intégration	Hélène MISSOFFE	VI
Travail, emploi et formation professionnelle	Louis SOUVET et Jean MADELAIN	VII
Budget annexe des prestations sociales agricoles	Bernard SEILLIER	VIII
Anciens combattants	Guy ROBERT	IX
D.O.M.-T.O.M. (aspects sociaux)	Roger LISE	X
Logement social	Jacques BIMBENET	XI

Discussion générale les 24, 25 et 26 novembre 1992. - Rejet le 26 novembre 1992. - Projet de loi **n° 24** (1992-1993).

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 3 décembre 1992] (p. 16502). - Réunion le 9 décembre 1992. - Bureau [*J.O.* du 10 décembre 1992] (p. 16861).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport **n° 3116** (9 décembre 1992).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean Arthuis. - Rapport **n° 92** (1992-1993) (9 décembre 1992).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 3086.** - Dépôt le 26 novembre 1992. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport **n° 3118** (9 décembre 1992). - Discussion et adoption le 11 décembre 1992. - Projet de loi **n° 765.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 116** (1992-1993). - Dépôt le 15 décembre 1992. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Jean Arthuis. - Rapport **n° 137** (1992-1993) (16 décembre 1992). - Discussion et rejet le 17 décembre 1992. - Projet de loi **n° 43** (1992-1993).

Assemblée nationale (troisième lecture). - **N° 3159.** - Dépôt le 17 décembre 1992. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport **n° 3160** (17 décembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 17 décembre 1992. - Projet de loi **n° 776.**

Loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992 publiée au *J.O.* du 31 décembre 1992 (p. 18058).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi de finances n° 2931 et ceux de la loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de le loi
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIÈRE PARTIE			
		CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER			
		TITRE Ier			
		DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES			
		I. - IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS			
		A. - **Dispositions antérieures**			
1		Autorisation de percevoir les impôts existants.	Première lecture : 21 octobre 1992	4081	1
		B. - **Mesures fiscales**			
		1. **Mesures en faveur des ménages**			
2		Barème de l'impôt sur le revenu.	Première lecture : 21 octobre 1992	4082	2
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	6981	
	2 *bis* (A.N.)	Modalités d'imputation de la réduction d'impôt pour dépenses de grosses réparations.	Première lecture : 23 octobre 1992	4299	3
3		Institution d'une réduction d'impôt pour la scolarisation d'enfants à charge dès le second degré.	Première lecture : 21 octobre 1992	4093	4
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	6981	
4		Amélioration des dispositions relatives à la réduction d'impôt pour investissement locatif.	Première lecture : 23 octobre 1992	4281	5
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	6982	
	4 *bis* (A.N.)	Abaissement du plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu.	Première lecture : 23 octobre 1992	4292	6
5		Suspension de la perception de la taxe de 0,6 p. 100 sur les revenus soumis à prélèvement libératoire.	Première lecture : 22 octobre 1992	4110	7
6 Supprimé (A.N.)		Actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune.	Première lecture : 22 octobre 1992	4112	
7		Relèvement de la limite d'exonération de la contribution des employeurs à l'acquisition de titres-restaurant par les salariés.	Première lecture : 22 octobre 1992	4119	8
		2. **Mesures en faveur de l'agriculture**			
8		Suppression de la part départementale et de la part régionale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties.	Première lecture : 23 octobre 1992	4293	9
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	6994	
9		Prorogation de l'application du taux super-réduit de taxe sur la valeur ajoutée aux ventes d'animaux vivants de boucherie à des non-assujettis.	Première lecture : 22 octobre 1992	4123	10
		3. **Mesures en faveur de l'investissement et de l'emploi**			
10		Réduction du taux de l'impôt sur les sociétés et mesures d'accompagnement	Première lecture : 22 octobre 1992	4173	11
	10 *bis* (A.N.)	Aménagement de la durée du premier exercice des groupes.	Première lecture : 22 octobre 1992	4177	12
11		Suppression du régime de déductibilité des dividendes.	Première lecture : 22 octobre 1992	4179	13
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	6996	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
12		Adaptation du régime fiscal des parts ou actions d'O.P.C.V.M. détenues par les entreprises.	Première lecture : 22 octobre 1992	4180	14
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	6996	
13		Extension du champ d'application du dispositif en faveur de la reprise d'entreprises en difficulté.	Première lecture : 22 octobre 1992	4188	15
	13 *bis* (A.N.)	Prorogation de la réduction d'impôt en faveur des souscriptions au capital des sociétés nouvelles.	Première lecture : 22 octobre 1992	4188	16
14		Majoration du crédit d'impôt-formation pour l'emploi d'apprentis.	Première lecture : 22 octobre 1992	4190	17
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7000	
15		Mesures d'allégements et de simplification en faveur des petits redevables de la taxe sur les salaires.	Première lecture : 23 octobre 1992	4203	18
16		Exonération de la taxe sur les conventions d'assurance applicable à certains contrats.	Première lecture : 23 octobre 1992	4206	19
17		Reconduction et adaptation du crédit d'impôt-recherche.	Première lecture : 23 octobre 1992	4208	20
		4. Mesures en faveur de l'environnement			
18		Reconduction de diverses mesures d'amortissement exceptionnel	Première lecture : 23 octobre 1992	4228	21
	19 A (A.N.)	Création de l'article 266 *quinquies* du code des douanes relatif à la T.I.P.P. applicable au gaz naturel.	Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7002	22
19		Exonération de la taxe intérieure de consommation pour le gaz naturel utilisé dans les unités de cogénération.	Première lecture : 23 octobre 1992	4231	23
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7003	
		5. Mesures diverses et de reconduction			
20		Actualisation de la limite de l'abattement de 20 p. 100 sur les bénéfices déclarés par les adhérents des centres de gestion et associations agréés.	Première lecture : 23 octobre 1992	4238	24
21		Extension du droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits pétroliers.	Première lecture : 23 octobre 1992	4239	25
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7005	
22		Pérennisation de la majoration de 0,4 p. 100 des frais d'assiette et de recouvrement en matière d'impôts directs locaux.	Première lecture : 23 octobre 1992	4244	26
23		Modification des conditions de paiement de la taxe professionnelle et de la période de référence pour le calcul du plafonnement de cette taxe par rapport à la valeur ajoutée.	Première lecture : 23 octobre 1992	4257	27
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7008	
24		Modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers.	Première lecture : 23 octobre 1992	4272	28
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7010	
	24 *bis* (A.N.)	Aménagement de la taxe sur la valeur vénale des immeubles appartenant à des personnes morales étrangères.	Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7011	29
	24 *ter* (A.N.)	Taxation applicable aux produits utilisés en addition ou en substitution à des carburants ou à des combustibles.	Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7012	30
	24 *quater* (A.N.)	Exonération de la T.I.P.P.	Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7012	31
25		Reconduction du prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières.	Première lecture : 23 octobre 1992	4274	32
26		Hausse du droit de consommation sur les tabacs.	Première lecture : 23 octobre 1992	4296	33
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7013	
27		Affectation du produit du droit de consommation sur les alcools perçu en Corse.	Première lecture : 23 octobre 1992	4275	34
28		Relèvement des droits de timbre sur les jeux et du taux du prélèvement sur l'exploitation de certaines œuvres à caractère pornographique ou d'incitation à la violence.	Première lecture : 23 octobre 1992	4275	35
	28 *bis* (A.N.)	Condition d'exonération de la plus-value réalisée sur la résidence principale par des contribuables résidant hors de France.	Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7014	36

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	28 *ter* (A.N.)	Remboursement forfaitaire de la T.V.A. sur les ventes de lait.	Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7014	37
		C. - **Mesures diverses**			
29		Détermination du montant de la contribution versée par les exploitants La Poste et France Télécom.	Première lecture : 23 octobre 1992	4277	38
	29 *bis* (A.N.)	Modalités de calcul de la compensation versée par l'Etat aux communes membres d'une communauté de villes au titre des exonérations de taxe d'habitation et de taxe foncière sur les propriétés bâties.	Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7016	39
	29 *ter* (A.N.)	Modalités de calcul des dotations de compensation de la taxe professionnelle aux communes et aux groupements à fiscalité propre.	Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7016	40
	29 *quater* (A.N.)	Délibérations prises en matière de taxe professionnelle par les communes et les groupements antérieurement à la constitution des communautés de villes.	Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7016	41
30		Revalorisation du taux de la taxe unique et du barème de la redevance due par les installations classées pour la protection de l'environnement.	Première lecture : 23 octobre 1992	4277	42
	30 *bis* (A.N.)	Etablissement d'un seuil de restitution pour les impositions de toute nature.	Première lecture : 23 octobre 1992	4300	43
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7017	
	30 *ter* (A.N.)	Augmentation du barème de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés.	Première lecture : 23 octobre 1992	4300	44
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7017	
	30 *quater* (A.N.)	Adaptation du droit spécifique sur les bières aux directives communautaires.	Première lecture : 23 octobre 1992	4301	45
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7018	
	30 *quinquies* (A.N.)	Actualisation des pénalités en matière de droit de communication.	Première lecture : 23 octobre 1992	4301	46
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7020	
	30 *sexies* (A.N.)	Alignement du régime fiscal de la taxe sur les grandes surfaces sur celui de la contribution sociale de solidarité.	Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7021	47
	30 *septies* (A.N.)	Condition de restitution des avoirs fiscaux aux fondations et associations reconnues d'utilité publique.	Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7021	48
	30 *octies* (A.N.)	Taxe sur les ventes et locations de cassettes ou disques vidéo au profit du cinéma et de l'audiovisuel.	Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7022	49
	30 *nonies* (A.N.)	Majoration du taux du prélèvement sur la taxe différentielle afférente aux véhicules à moteur.	Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7023	50
	30 *decies* (A.N.)	Suppression de la redevance spéciale pour les débits de tabac créés ou transférés depuis moins de six mois.	Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7024	51
		II. - RESSOURCES AFFECTÉES			
31		Dispositions relatives aux affectations.	Première lecture : 23 octobre 1992	4278	52
32		Actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du B.A.P.S.A.	Première lecture : 23 octobre 1992	4279	53
33		Aménagement de la taxe perçue au profit du compte de soutien à l'industrie cinématographique.	Première lecture : 23 octobre 1992	4279	54
34		Relèvement du tarif de la taxe de sûreté et de sécurité.	Première lecture : 23 octobre 1992	4280	55
35		Abondement de la première fraction du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (dotation de développement rural).	Première lecture : 23 octobre 1992	4280	56

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
36		Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes.	Première lecture : 22 octobre 1992	4150	57
		TITRE II **DISPOSITIONS RELATIVES A L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**			
37		Equilibre général du budget.	Première lecture : 23 octobre 1992	4301	58
			Seconde délibération : 17 novembre 1992	5635	
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7026-7039 7050	
		DEUXIÈME PARTIE *MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*			
		TITRE Ier **DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNÉE 1993**			
		I. - OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF			
		A. - **Budget général**			
38		Budget général. - Services votés.	Première lecture et seconde délibération : 17 novembre 1992	5623-5631	59
39		Mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services civils.	Première lecture et seconde délibération : 17 novembre 1992	5623-5631	60
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7054	
40		Mesures nouvelles. - Dépenses en capital des services civils.	Première lecture et seconde délibération : 17 novembre 1992	5625-5632	61
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7054	
	40 *bis* (A.N.)	Rapport sur les concours à la Société nationale de secours en mer.	Première lecture : 28 octobre 1992	5593	62
41		Mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services militaires.	Première lecture : 9 novembre 1992	5093	63
			Seconde délibération : 17 novembre 1992	5634	
42		Mesures nouvelles. - Dépenses en capital des services militaires.	Première lecture : 9 novembre 1992	5093	64
			Seconde délibération : 17 novembre 1992	5634	
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7058	
43		Autorisations d'engagement par anticipation.	Première lecture : voir aux différents budgets		65
			Seconde délibération : 17 novembre 1992	5634	
		B. - **Budgets annexes**			
44		Budgets annexes. - Services votés.	Première lecture : voir aux différents budgets		
			Seconde délibération : 17 novembre 1992	5634	66

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
45		Budgets annexes. - Mesures nouvelles.	Seconde délibération : 17 novembre 1992	5634	67
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7059	
		C. - **Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale**			
46		Comptes d'affectation spéciale. - Opérations définitives. - Services votés.	Première lecture : 17 novembre 1992	5532	68
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7059	
47		Comptes d'affectation spéciale. - Opérations définitives. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 17 novembre 1992	5532	69
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7059	
	47 *bis* (A.N.)	Prélèvement sur les enjeux des loteries instantanées au profit du Fonds national pour le développement du sport.	Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7060	70
48		Création du compte d'affectation des produits de cessions de titres du secteur public.	Première lecture : 17 novembre 1992	5533	71
49		Modification de l'intitulé du compte « Actions en faveur du développement des départements d'outre-mer ».	Première lecture : 17 novembre 1992	5534	72
		II. - OPÉRATIONS A CARACTÈRE TEMPORAIRE			
50		Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire. - Services votés.	Première lecture : 17 novembre 1992	5534	73
51		Comptes d'affectation spéciale. - Opérations à caractère temporaire. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 17 novembre 1992	5534	74
52		Comptes d'avances. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 17 novembre 1992	5535	75
53		Comptes de prêts. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 17 novembre 1992	5534	76
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7061	
54		Report de la clôture du compte spécial du Trésor n° 904-02 « Fabrications d'armements ».	Première lecture : 17 novembre 1992	5534	77
55		Clôture du Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.	Première lecture : 17 novembre 1992	5534	78
56		Pérennisation du compte de commerce des directions départementales de l'équipement.	Première lecture : 17 novembre 1992	5534	79
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7061	
57		Modification de l'objet du compte spécial du Trésor « Prêts du Trésor à des Etats étrangers en vue de faciliter l'achat de biens d'équipement ».	Première lecture : 17 novembre 1992	5534	80
58		Modification du compte de gestion de titres du secteur public.	Première lecture : 17 novembre 1992	5535	81
		III. - DISPOSITIONS DIVERSES			
59		Autorisation de perception des taxes parafiscales.	Première lecture : 14 novembre 1992 17 novembre 1992	5422-5535	82
60		Crédits évaluatifs.	Première lecture : 17 novembre 1992	5549	83
61		Crédits provisionnels.	Première lecture : 17 novembre 1992	5551	84
62		Reports de crédits.	Première lecture : 17 novembre 1992	5552	85
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7077	
63		Approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle.	Première lecture : 14 novembre 1992	5422	86

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE II			
		DISPOSITIONS PERMANENTES			
		A. - **Mesures concernant la fiscalité**			
		1. **Mesures en faveur de l'agriculture**			
64		Reconduction et extension de la réfaction du bénéfice imposable en faveur des bénéficiaires de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs.	Première lecture : 17 novembre 1992	5564	87
65		Relèvement du plafond de la déduction pour investissement en faveur des exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition.	Première lecture : 17 novembre 1992	5567	88
66		Pérennisation du régime fiscal applicable à certains carburants d'origine agricole.	Première lecture : 17 novembre 1992	5575	89
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7081	
		2. **Mesures en faveur du logement**			
67		Reconduction de la réduction d'impôt pour grosses réparations.	Première lecture : 17 novembre 1992	5576	90
68		Exonération des revenus fonciers provenant de certaines locations de logements antérieurement inoccupés.	Première lecture : 17 novembre 1992	5576	91
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7086	
69		Réduction des droits de mutation à titre onéreux sur les immeubles à usage d'habitation.	Première lecture : 17 novembre 1992	5580	92
		3. **Mesures diverses**			
	70 A (A.N.)	Extension de la réduction d'impôt accordée au titre de l'hébergement en établissement de long séjour ou en section de cure médicale.	Première lecture : 17 novembre 1992	5580	93
	70 B (A.N.) Supprimé (A.N.)	Taux d'enregistrement applicable aux cessions de titres d'établissements de crédit mutualistes ou coopératifs.	Première lecture et seconde délibération : 17 novembre 1992	5581-5634	
70		Reconduction du prélèvement social de 1 p. 100 sur les revenus du patrimoine et les produits de placement.	Première lecture : 17 novembre 1992	5582	94
	70 *bis* (A.N.)	Valeur locative des immobilisations lors des opérations de crédit-bail ou de location.	Première lecture : 17 novembre 1992	5583	95
71		Modification de la base d'imposition à la taxe professionnelle en cas de création d'établissement ou de changement d'exploitant.	Première lecture : 17 novembre 1992	5584	96
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7088	
	71 *bis* (A.N.)	Coefficients de revalorisation des valeurs locatives foncières pour 1993.	Première lecture : 17 novembre 1992	5587	97
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7088	
	71 *ter* (A.N.)	Modification du montant de l'attribution de compensation de taxe professionnelle unique versée aux communes membres d'un groupement antérieurement constitué en communauté urbaine.	Première lecture : 17 novembre 1992	5589	98
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7089	
	71 *quater* (A.N.) Supprimé (A.N.)	Modification du montant de l'attribution de compensation de taxe professionnelle unique versée aux communes membres d'un groupement antérieurement constitué en district.	Première lecture : 17 novembre 1992	5590	
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7089	
	71 *quinquies* (A.N.) Supprimé (A.N.)	Modification du montant de l'attribution de compensation de taxe professionnelle unique versée aux communes membres d'un groupement antérieurement constitué en communauté de communes.	Première lecture : 17 novembre 1992	5590	
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7089	
	71 *sexies* (A.N.)	Aménagement de la fiscalité en cas de superposition de groupements de communes.	Première lecture : 17 novembre 1992	5591	99
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7090	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	71 *septies* (A.N.) Supprimé (A.N.)	Modalités de versement de la compensation due par l'Etat au titre des exonérations de taxe d'habitation et de taxe foncière sur les propriétés bâties aux communes membres d'une communauté de villes.	Première lecture : 17 novembre 1992 Deuxième lecture : 11 décembre 1992	5592 7090	
	71 *octies* (A.N.)	Mècanisme de liaison des taux des impôts locaux.	Première lecture : 17 novembre 1992	5592	100
	71 *nonies* (A.N.) Supprimé (A.N.)	Détermination des taux de la taxe d'habitation des communautés de villes.	Première lecture et seconde délibération : 17 novembre 1992	5593-5634	
	71 *nonies* (A.N.)	Modalités d'écrêtement des établissements exceptionnels créés avant le 1er janvier 1976 au profit des fonds dèpartementaux de péréquation de la taxe professionnelle.	Première lecture et seconde délibération : 17 novembre 1992 Deuxième lecture : 11 décembre 1992	5594-5634 7090	101
	71 *decies* (A.N.)	Ecrêtement des groupements de communes au profit des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle.	Première lecture : 17 novembre 1992 Deuxième lecture : 11 décembre 1992	5595 7091	102
	71 *undecies* (A.N.)	Versement du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle aux communes de plus de 200 000 habitants.	Première lecture : 17 novembre 1992 Deuxième lecture : 11 décembre 1992	5596 7092	103
72		Aménagement du régime fiscal des dividendes versés par les filiales à leur société mère.	Première lecture et seconde délibération : 17 novembre 1992	5602-5634	104
	72 *bis* A (A.N.)	Extension du champ d'intervention des centres de gestion agréés agricoles.	Deuxième lecture : 11 dècembre 1992	7093	105
	72 *bis* (A.N.)	Extension du champ d'intervention des centres de gestion agréés.	Première lecture : 17 novembre 1992 Deuxième lecture : 11 dècembre 1992	5604 7094	106
	72 *ter* (A.N.) Supprimé (A.N.)	Extension du champ d'intervention des centres de gestion agréés.	Première lecture et seconde délibération : 17 novembre 1992	5607-5634	
	72 *quater* (A.N.) Supprimé (A.N.)	Transmission sur support magnétique de déclarations fiscales.	Première lecture : et seconde délibération : 17 novembre 1992	5607-5634	
73		Adaptation du régime de taxation des résultats de filiales situées dans des « paradis fiscaux ».	Première lecture : 17 novembre 1992	5609	107
74		Conditions d'application dans le temps des régles de procédure.	Première lecture : 17 novembre 1992	5611	108
75		Compétence de la direction nationale des vérifications de situations fiscales.	Première lecture : 17 novembre 1992	5613	109
76		Extension du droit de communication à la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.	Première lecture : 17 novembre 1992	5613	110
	76 *bis* (A.N.)	Prorogation du délai de l'examen contradictoire de l'ensemble de la situation fiscale personnelle en cas de découverte en cours de contrôle d'une activité occulte.	Première lecture : 17 novembre 1992	5615	111
77		Garanties de procédure en matière de sanctions fiscales.	Première lecture : 17 novembre 1992	5615	112
	77 *bis* (A.N.)	Regroupement à l'article 265 *ter* du code général des impôts de l'ensemble des exonérations de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures.	Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7096	113
78		Revalorisation du barème des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires de base.	Première lecture : 17 novembre 1992	5617	114
79		Déplafonnement du versement de transport.	Première lecture : 17 novembre 1992 Deuxième lecture : 11 décembre 1992	5617 7096	115

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	79 *bis* (A.N.) Supprimé (A.N.)	Versement à la recette des impôts, dès leur encaissement, des droits sur les actes d'huissier affectés à l'aide juridique.	Première lecture et seconde délibération : 17 novembre 1992	5620-5634	
		B. – Autres mesures			
	80 A (A.N.)	Fixation du plafond de la taxe spéciale d'équipement perçue par l'établissement public foncier du Puy-de-Dôme.	Première lecture : 17 novembre 1992	5620	116
80		Régularisation de la dotation globale de fonctionnement.	Première lecture : 17 novembre 1992	5621	117
		Anciens combattants			
	80 *bis* (A.N.)	Abaissement de l'âge requis pour bénéficier du fonds de solidarité des chômeurs, anciens d'Afrique du Nord.	Première lecture : 14 novembre 1992	5388	118
	80 *ter* (A.N.)	Relèvement du plafond d'invalidité pris en compte pour l'application du mécanisme des « suffixes » aux pensions militaires d'invalidité.	Première lecture : 14 novembre 1992	5389	119
		Charges communes			
81		Majoration des rentes viagères.	Première lecture : 17 novembre 1992	5530	120
82		Institution d'une allocation pour dépenses de scolarité.	Première lecture : 17 novembre 1992	5531	121
		Commerce et artisanat			
83		Actualisation du montant maximum de la taxe pour frais de chambres de métiers.	Première lecture : 16 novembre 1992	5495	122
			Seconde délibération : 17 novembre 1992	5634	
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7100	
		Éducation nationale et culture			
84		Aménagement du régime fiscal des Sofica.	Première lecture : 7 novembre 1992	5029	123
85		Intégration dans les cadres de la fonction publique de certains personnels de la Réunion des musées nationaux.	Première lecture : 7 novembre 1992	5029	124
		Équipement, logement et transports			
86		Généralisation de l'allocation de logement sociale.	Première lecture : 13 novembre 1992	5329	125
87		Création d'un fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété.	Première lecture : 13 novembre 1992	5330	126
			Seconde délibération : 17 novembre 1992	5634	
			Deuxième lecture : 11 décembre 1992	7101	
		Justice			
88		Revalorisation du montant de l'unité de valeur servant à déterminer la dotation affectée aux barreaux au titre de l'aide juridictionnelle.	Première lecture : 28 octobre 1992	4512	127
			Seconde délibération : 17 novembre 1992	5635	
89		Revalorisation du plafond de ressources pour l'admission à l'aide juridictionnelle.	Première lecture : 28 octobre 1992	4513	128
			Seconde délibération : 17 novembre 1992	5635	
	89 *bis* (A.N.) Supprimé (A.N.)	Tableau décomposant par ministère l'aide publique au développement.	Première lecture : 4 novembre 1992	4760	
			Seconde délibération : 17 novembre 1992	5635	

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 octobre 1992] (p. 3972, 4001) ; [21 octobre 1992] (p. 4021, 4060).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport général de la commission des finances : *Richard (Alain)* (p. 3972).

Intervention du président de la commission des finances : Le Garrec (Jean) (p. 3974).

Intervention du Gouvernement : Malvy (Martin) (p. 3976).

Question préalable opposée par : Pons (Bernard) (p. 3982) : rejetée au scrutin public (p. 3992).

Soutenue par : *Gaulle (Jean de)* (p. 3982).

Intervention du Gouvernement : *Malvy (Martin)* (p. 3989).

Explications de vote : *Hollande (François)* (p. 3990) ; *Auberger (Philippe)* (p. 3991) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3991).

Discussion générale : Thiémé (Fabien) (p. 3992) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 3993) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4001) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4003) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4004) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4006) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 4008) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 4009) ; *Richard (Lucien)* (p. 4010) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4013) ; *Tardito (Jean)* (p. 4013) ; *Laffineur (Marc)* (p. 4014) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 4014) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4021) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4022) ; *Bonnet (Alain)* (p. 4023) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4023) ; *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 4026) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 4027) ; *Hollande (François)* (p. 4029) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4029) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4030) ; *Rodet (Alain)* (p. 4031) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4032) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4033) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4035) ; *Lajoinie (André)* (p. 4060) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4062) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4065) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4067) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4070).

Interruptions de : Ueberschlag (Jean) (p. 4029, 4030, 4035) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4030) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4030) ; *Richard (Alain)* (p. 4031, 4035) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4071, 4074) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4078).

Réponses du Gouvernement : Malvy (Martin) (p. 4036) ; *Sapin (Michel)* (p. 4074).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : Afrique : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 4009, 4010).

Agriculture :

- aides et budget de l'agriculture : *Le Garrec (Jean)* (p. 3975) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3981, 4039, 4041) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3986) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 3994) ; *Richard (Lucien)* (p. 4011) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4021) ; *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 4026) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4032) ; *Lajoinie (André)* (p. 4062) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4072) ;
- biocarburants : *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 4026, 4027) ;
- industrie agro-alimentaire : *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 4026) ;
- retraites : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4021) ; *Bonnet (Alain)* (p. 4023).

Aménagement du territoire : *Le Garrec (Jean)* (p. 3975) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3980, 3989, 4039, 4040) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3985, 3986) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 3993) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4006) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4021, 4022) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4023, 4024, 4025) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4030) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4031) ; *Rodet (Alain)* (p. 4031) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4064, 4065).

Anciens combattants : *Douyère (Raymond)* (p. 4006) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4034) ; *Lajoinie (André)* (p. 4062).

Assemblée nationale : députés :

- difficultés rencontrées par Mmes Cacheux et Daugreilh auprès de leur parti : *Ueberschlag (Jean)* (p. 4029) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4029) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4030) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4030) ;
- intervention de M. Auberger : commentaire du ministre de l'économie et des finances : *Sapin (Michel) (G)* (p. 4074) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4074).

Bâtiment et travaux publics : *Gantier (Gilbert)* (p. 4002) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 4009) ; *Tardito (Jean)* (p. 4014) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4022) ; *Hollande (François)* (p. 4029) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4030) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4031) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4032) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4034) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4063) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4069).

Catastrophes naturelles : indemnisation et délai de paiement ou remise gracieuse d'impôts : *Bapt (Gérard)* (p. 4030) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4040).

Chômage : *Malvy (Martin) (G)* (p. 3981, 4036, 4040) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3983) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3992) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 3992, 3993) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4002) ; *Richard (Lucien)* (p. 4011) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 4015) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 4027, 4028) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4032) ; *Lajoinie (André)* (p. 4061) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4063) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4072).

Collectivités locales :

- concours de l'Etat : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4007) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4022) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4024) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4038) ;
- dépenses et fiscalité : *Douyère (Raymond)* (p. 4005) ;
- Paris : lettre de M. Chirac aux parisiens sur la responsabilité du Gouvernement dans la progression de la fiscalité locale : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4040) ;
- transferts de charges : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4007) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4021) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4034) ; *Lajoinie (André)* (p. 4062).

Commerce extérieur et balance des paiements : *Richard (Alain)* (p. 3972) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3976, 4036) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3983) ; *Hollande (François)* (p. 3990) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4005) ; *Richard (Lucien)* (p. 4011) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4012) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 4015) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4066) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4068) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 4076, 4077) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4078).

Communautés européennes :

- construction européenne et Maastricht : *Richard (Alain)* (p. 3973) ; *Lajoinie (André)* (p. 4060, 4061, 4062) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4065, 4066, 4067) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4072) ;
- croissance : initiative coordonnée : *Le Garrec (Jean)* (p. 3976) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4072) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 4078) ;
- Maastricht : référendum : *Thiémé (Fabien)* (p. 3992) ; *Lajoinie (André)* (p. 4060) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4068) ;
- politique agricole commune : *Gaulle (Jean de)* (p. 3985) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4022) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4024, 4025) ; *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 4026) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4032) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4039, 4041) ; *Lajoinie (André)* (p. 4062) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4072) ;
- système monétaire européen et monnaie unique : *Le Garrec (Jean)* (p. 3976) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4004) ; *Lajoinie (André)* (p. 4060) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4067, 4068) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4072) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 4075, 4078).

Coopération et développement : *Malvy (Martin) (G)* (p. 3981, 4038, 4041) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 4009, 4010) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4035).

Culture et grands travaux : *Devedjian (Patrick)* (p. 4015) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4038).

Défense : *Richard (Alain)* (p. 3973) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3981, 4037) ; *Lajoinie (André)* (p. 4062).

Délinquance et criminalité :

- « mafia » : *Daugreilh (Martine)* (p. 4034) ;
- sécurité : *Malvy (Martin) (G)* (p. 3980) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4034).

Emploi : « plan emploi » et politique de l'emploi : *Richard (Alain)* (p. 3973) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3974, 3975) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3981, 4040) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 3993) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 4027, 4028) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4069).

Enseignement :

- allocation pour dépenses de scolarité et réduction d'impôt : *Le Garrec (Jean)* (p. 3975) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3978, 4041) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3984) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4006) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4033) ; *Lajoinie (André)* (p. 4062) ;
- dépenses et efficacité du système : *Malvy (Martin) (G)* (p. 3979) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3987) ; *Laffineur (Marc)* (p. 4014) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 4015) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4034) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4065) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4069) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4073).

Entreprises :

- charges sociales et fiscales : *Malvy (Martin) (G)* (p. 3978, 3989, 3990, 4037) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3982, 3983, 3984) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 3994) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4002) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4005) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 4008, 4009) ; *Richard (Lucien)* (p. 4011) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 4027, 4028) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4031) ; *Lajoinie (André)* (p. 4061) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4063, 4064) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4066) ;
- financement : *Jacquemin (Michel)* (p. 3994) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4003) ;
- individuelles : régime fiscal : *Gaulle (Jean de)* (p. 3985) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 3994) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4032) ;
- investissements : *Gaulle (Jean de)* (p. 3982) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 3994) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4002) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4012) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 4015) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4023) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 4028) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4068) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 4077, 4078) ;
- petites et moyennes entreprises : *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 4008, 4009) ; *Richard (Lucien)* (p. 4011) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4013) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4038) ;
- transmission : *Gantier (Gilbert)* (p. 4003) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4066).

Environnement : *Malvy (Martin) (G)* (p. 3980) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4072).

Epargne :

- fonds salariaux : *Hollande (François)* (p. 4029) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4041) ;
- niveau et orientation : *Richard (Alain)* (p. 3972) ; *Hollande (François)* (p. 4029) ;
- plan d'épargne en actions (P.E.A.) : *Gantier (Gilbert)* (p. 4003) ;
- rémunération et fiscalité : *Richard (Alain)* (p. 3974) ; *Tardito (Jean)* (p. 4013) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 4015) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4038) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4066).

Equipement et grands travaux : *Malvy (Martin) (G)* (p. 3980, 4038) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4013) ; *Hollande (François)* (p. 4029) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4030) ; *Rodet (Alain)* (p. 4031, 4032).

Etrangers : immigration : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 4009, 4010).

Finances publiques :

- généralités : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4021) ; *Rodet (Alain)* (p. 4031) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4033) ;
- déficit budgétaire : *Richard (Alain)* (p. 3973) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3975) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3979, 4036, 4037, 4038, 4042) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3983, 3987) ; *Hollande (François)* (p. 3990) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 3993, 3994) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4001, 4002) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4005) ; *Richard (Lucien)* (p. 4011) ; *Laffineur (Marc)* (p. 4014) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 4014, 4015) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4022) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 4027) ; *Rodet (Alain)* (p. 4031) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4032) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4033, 4034, 4035) ; *Lajoinie (André)* (p. 4061) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4063, 4064) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4068) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4070) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 4076, 4077) ;
- déficit de 1975 : *Hollande (François)* (p. 3990) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4005) ;
- dépenses : niveau et évolution : *Richard (Alain)* (p. 3973) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3975) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3977, 3979, 4037) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3986) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 3993) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4002) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 4015) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4032) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4033) ; *Lajoinie (André)* (p. 4061) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4069) ;
- dépenses : engagements non financés et sous-évaluation : *Gaulle (Jean de)* (p. 3987) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4001) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 4015) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4064) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4065, 4066) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4068) ;
- dépenses prioritaires : *Le Garrec (Jean)* (p. 3975) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3979, 3980, 3981) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4005, 4006) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4021) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4070) ;
- dette publique : *Richard (Alain)* (p. 3973) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3983) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4002) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 4008) ; *Richard (Lucien)* (p. 4011) ; *Laffineur (Marc)* (p. 4014) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 4027) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4033) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4037, 4038) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4063) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4065) ;
- prélèvements obligatoires : *Le Garrec (Jean)* (p. 3975) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3977, 3978, 3989) ; *Auberger (Philippe)* (p. 3991) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 3994) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4003) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4004, 4005) ; *Laffineur (Marc)* (p. 4014) ;
- recettes : allégements fiscaux : *Richard (Alain)* (p. 3974) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3977, 3978, 3980) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4066) ;
- recettes : diminution induite par le ralentissement de la croissance : *Malvy (Martin) (G)* (p. 3978, 4037) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4005) ;
- recettes : plus-values enregistrées de 1988 à 1990 : *Gaulle (Jean de)* (p. 3986) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4002) ; *Laffineur (Marc)* (p. 4014) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 4015) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 4027) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4032) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4033) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4062) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4065) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4069) ;
- recettes : surestimation : *Gaulle (Jean de)* (p. 3983) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 3994) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4037) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4068) ;
- « régulation budgétaire » : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4035, 4036) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4042) ;
- subventions à divers organismes : retard dans leur versement : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4036) ;
- trésorerie : prélèvements sur divers organismes et mesures de trésorerie : *Malvy (Martin) (G)* (p. 3978) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3984) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4002) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4033) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4065).

Fonction publique : *Gaulle (Jean de)* (p. 3986) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3990, 4037) ; *Auberger (Philippe)* (p. 3991, 4069) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 3992) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4032) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4070).

Formation professionnelle et apprentissage : *Malvy (Martin) (G)* (p. 3981) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 4028, 4029, 4035) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4064) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4069).

Impôts locaux :

- réforme : *Richard (Alain)* (p. 3974) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4007) ;

- taxe foncière sur les propriétés non bâties : *Le Garrec (Jean)* (p. 3975) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3981, 4039, 4041) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3986) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 3994) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4021) ;
- taxe professionnelle : *Gaulle (Jean de)* (p. 3984) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 3994) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4002) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4006) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4033) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4067) ;
- valeurs locatives : révision : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4007) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4038).

Impôts sur la fortune et le patrimoine : *Gantier (Gilbert)* (p. 4003) ; *Tardito (Jean)* (p. 4013) ; *Lajoinie (André)* (p. 4061, 4062).

Impôt sur le revenu :
- non indexation des tranches les plus élevées : *Douyère (Raymond)* (p. 4005) ;
- réduction pour frais de scolarité : *Le Garrec (Jean)* (p. 3975) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3978, 4041) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3984) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 3994) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4005) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4022) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4033, 4034) ; *Lajoinie (André)* (p. 4062) ;
- réforme : *Richard (Alain)* (p. 3974) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4003) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4067).

Impôt sur les sociétés : *Richard (Alain)* (p. 3974) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3978, 3980, 4037) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4005) ; *Lajoinie (André)* (p. 4061) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4066).

Jeunesse et sports : Fonds national pour le développement du sport : *Bapt (Gérard)* (p. 4030) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4040).

Justice : *Malvy (Martin) (G)* (p. 3980, 4037) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4003, 4004).

Logement : *Le Garrec (Jean)* (p. 3975) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3978, 3981, 4040) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3985) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 3994) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4002, 4003) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4006) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4007) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 4009) ; *Richard (Lucien)* (p. 4011) ; *Tardito (Jean)* (p. 4014) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4030) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4030, 4031) ; *Richard (Alain)* (p. 4031) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4034) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4063, 4064) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4069).

Marchés financiers : *Le Garrec (Jean)* (p. 3976) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3987) ; *Tardito (Jean)* (p. 4013, 4014) ; *Lajoinie (André)* (p. 4061) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4072) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 4075).

Parlement : rôle : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4035, 4036) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4042).

Partis et mouvements politiques :
- alternance : politique économique et fiscale proposée par l'opposition : *Gaulle (Jean de)* (p. 3988) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4003) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4037, 4038) ; *Lajoinie (André)* (p. 4061, 4062) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4065) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4066, 4067) ;
- majorité : absence depuis 1988 : *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 4008) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4068) ;
- majorité : bilan : *Fabius (Laurent)* (p. 4071) ;
- « majorité de gauche » : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3992) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 3993) ;
- majorité et opposition : politique économique et fiscale : similitudes et différences : *Richard (Alain)* (p. 3974) ;
- opposition : divisions : *Hollande (François)* (p. 3991) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4070) ;
- opposition : politique de 1986 à 1988 : *Fabius (Laurent)* (p. 4072) ;
- opposition : propositions : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4064, 4065) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4073, 4074) ;
- opposition : propositions de dépenses : *Richard (Alain)* (p. 4035) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4036, 4041) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4073) ;
- parti communiste : attitude dans le débat budgétaire et sur la motion de censure : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4008) ; *Lajoinie (André)* (p. 4062) ;
- parti communiste : propositions en matière économique et fiscale : *Thiémé (Fabien)* (p. 3993) ; *Tardito (Jean)* (p. 4013, 4014) ; *Lajoinie (André)* (p. 4061, 4062) ;
- « social-démocratie moderne » : *Fabius (Laurent)* (p. 4074).

Personnes âgées : dépendance : *Lajoinie (André)* (p. 4062) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4073).

Politique économique :
- généralités : *Hollande (François)* (p. 4029) ; *Rodet (Alain)* (p. 4031) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4032) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4035) ;
- croissance : *Richard (Alain)* (p. 3972) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3975) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3976, 3977, 4036) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3982, 3983) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4004) ; *Richard (Lucien)* (p. 4011) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4012) ; *Rodet (Alain)* (p. 4031) ; *Lajoinie (André)* (p. 4061) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4064, 4078) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4066) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4068) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 4076, 4077, 4078) ;
- déflation et récession : *Gantier (Gilbert)* (p. 4002) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 4008) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4022, 4023) ; *Hollande (François)* (p. 4029) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4038) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4063) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4067) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4067, 4068) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4070) ;
- « désinflation compétitive » : *Douyère (Raymond)* (p. 4004) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4012) ; *Lajoinie (André)* (p. 4060) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4063, 4064) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4072) ;
- environnement international : *Richard (Alain)* (p. 3972) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3974, 3975, 3976) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3976) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3982) ; *Hollande (François)* (p. 3990) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4002) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4004) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 4008) ; *Richard (Lucien)* (p. 4010) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4011, 4012) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4063, 4064) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4066, 4067) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4067, 4068) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 4076, 4077, 4078) ;
- franc : *Le Garrec (Jean)* (p. 3976) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3977, 4036, 4039) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4004) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4011, 4012) ; *Tardito (Jean)* (p. 4013) ; *Laffineur (Marc)* (p. 4014) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4022) ; *Lajoinie (André)* (p. 4060, 4061) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4067, 4068, 4069) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 4074, 4075) ;
- inflation : *Richard (Alain)* (p. 3972) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3976, 3977, 4036) ; *Laffineur (Marc)* (p. 4014) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4063) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4066) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4068) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 4076) ;
- négociations commerciales internationales : Uruguay round : *Gaulle (Jean de)* (p. 3986) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4024) ; *Lajoinie (André)* (p. 4062) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4067) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4072) ;
- pouvoir d'achat : *Gaulle (Jean de)* (p. 3983) ; *Hollande (François)* (p. 3990) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4004, 4005) ; *Lajoinie (André)* (p. 4061) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4063, 4064) ;
- « relance » : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4013) ; *Hollande (François)* (p. 4029) ; *Rodet (Alain)* (p. 4031, 4032) ; *Lajoinie (André)* (p. 4061) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4063) ;
- système monétaire international : *Gaulle (Jean de)* (p. 3982) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4067) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4067, 4069) ;
- taux d'intérêt : *Richard (Alain)* (p. 3972, 3973) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3975, 3976) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3982, 3987) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4002) ; *Richard (Lucien)* (p. 4011) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4030) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4039) ; *Lajoinie (André)* (p. 4060) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4067) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4067) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 4075, 4077, 4078) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4078).

Président de la République :
- engagements : *Malvy (Martin) (G)* (p. 3979) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 4027) ;
- initiative politique : *Deprez (Léonce)* (p. 4023).

Prévisions et projections économiques : *Le Garrec (Jean)* (p. 3975) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3977, 4037) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3982) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 3994) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4001) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4004) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 4008) ; *Richard (Lucien)* (p. 4011) ; *Laffineur (Marc)* (p. 4014) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 4015) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4022) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4033) ; *Lajoinie (André)* (p. 4061) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4064) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4066) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4069) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 4077, 4078).

Recherche : *Malvy (Martin) (G)* (p. 3980) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3983) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 3994) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4003) ; *Richard (Lucien)* (p. 4011) ; *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 4026) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4031).

Retraites : *Gantier (Gilbert)* (p. 4003) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4034) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4041).

Revenu minimum d'insertion (R.M.I.) : *Douyère (Raymond)* (p. 4006) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 4015).

Secteur public :

- administration : niveaux : coût : *Lipkowski (Jean de)* (p. 4032) ;
- gestion : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4063, 4064).

Secteur public : entreprises publiques :

- privatisations : *Le Garrec (Jean)* (p. 3975) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 3984, 3988) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 3989, 4037, 4038) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3992) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 3994) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4002) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4006) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 4015) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 4033) ; *Lajoinie (André)* (p. 4061) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4063) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4065) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4073) ;
- rôle : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4013) ; *Lajoinie (André)* (p. 4062) ;
- suppression d'emplois : *Thiémé (Fabien)* (p. 3992).

Sécurité sociale :

- cotisations : assiette et hausse : *Thiémé (Fabien)* (p. 3993) ; *Tardito (Jean)* (p. 4013) ; *Lajoinie (André)* (p. 4061) ;
- déficit : *Gantier (Gilbert)* (p. 4002) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4033) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4063) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4069, 4070) ;
- prestations familiales : fiscalisation des cotisations : *Gaulle (Jean de)* (p. 3984) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4064) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4067) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4073, 4074) ;
- protection sociale : niveau : *Richard (Alain)* (p. 3973) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4073) ;
- protection sociale : répartition entre l'assurance et la solidarité : *Richard (Alain)* (p. 3974).

Tourisme et loisirs :

- budget du tourisme : *Daugreilh (Martine)* (p. 4034) ;
- Eurodisney : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4007) ;
- hôtellerie : *Deprez (Léonce)* (p. 4022, 4023).

Travail : partage : *Fabius (Laurent)* (p. 4072).

T.V.A. :

- décalage d'un mois : *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 4009) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4066) ;
- taux : *Douyère (Raymond)* (p. 4005) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4037, 4041) ; *Lajoinie (André)* (p. 4061).

PREMIERE PARTIE

Discussion des articles [21 octobre 1992] (p. 4081) ; [22 octobre 1992] (p. 4102, 4127, 4162) ; [23 octobre 1992] (p. 4198, 4228, 4269).

Rappel au règlement : *Auberger (Philippe) :* s'élève contre le commentaire de son intervention fait par le ministre de l'économie et réitère ses observations sur la crise monétaire (p. 4081).

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

A. - Dispositions antérieures.

Article 1er *(autorisation de percevoir les impôts existants)* (p. 4081) : adopté (p. 4082).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 4082) ; *Richard (Alain)* (p. 4082) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4082).

Finances publiques :

- impôts : vote : *Gantier (Gilbert)* (p. 4082) ; *Richard (Alain)* (p. 4082) ;
- recettes : surestimation : *Gantier (Gilbert)* (p. 4082) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4082) ;
- services votés : *Gantier (Gilbert)* (p. 4082) ; *Richard (Alain)* (p. 4082).

Demande de réserve des votes sur les articles et **de la discussion** de l'article 4, des articles additionnels après l'article 4, de l'article 8 et des articles additionnels après l'article 8 : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4083).

B. - Mesures fiscales.

1. Mesures en faveur des ménages.

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu)* (p. 4082) : vote réservé (p. 4084) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4323).

Discussion commune des amendements nos 117 et 167.

Amendement no 117 de M. Fabien Thiémé (propose un nouveau barème, accorde une demi-part supplémentaire aux couples mariés de salariés, crée une surtaxe sur des revenus du capital et supprime l'avoir fiscal) (p. 4082) : vote réservé (p. 4084) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4083) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4083) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4084).

Amendement no 167 de M. Gilbert Gantier (affecte les taux des tranches du barème à un coefficient de 0,95 p. 100 du barème) (p. 4083) : vote réservé (p. 4084) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4083) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4083).

Rappel au règlement : *Alphandéry (Edmond) :* s'élève contre la réserve des votes demandée par le ministre du budget (p. 4084) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4084).

Rappel au règlement : *Brard (Jean-Pierre) :* s'interroge sur la portée de la réserve des votes demandée par le ministre du budget et sur la volonté de dialogue du Gouvernement au cours de la discussion budgétaire (p. 4084) ; *Mazeaud (Pierre) (VP)* (p. 4084).

Rappel au règlement : *Alphandéry (Edmond) :* suggère au Gouvernement de ne recourir à la réserve des votes qu'en cas de difficulté manifeste (p. 4084).

Rappel au règlement : *Alphandéry (Edmond) :* s'élève contre la réserve des votes demandée par le ministre du budget ; constate l'absence de journalistes dans les tribunes de la presse (p. 4085) ; *Mazeaud (Pierre) (VP)* (p. 4085).

Rappel au règlement : *Tardito (Jean) :* reproche à M. Edmond Alphandéry de protester à la fois contre un scrutin public demandé par le groupe communiste et contre la réserve des votes demandée par le ministre du budget (p. 4085).

Rappel au règlement : *Auberger (Philippe) :* s'élève contre la réserve des votes demandée par le ministre du budget (p. 4085).

Rappel au règlement : *Gantier (Gilbert) :* s'élève contre la réserve des votes demandée par le ministre du budget (p. 4085) ; *Mazeaud (Pierre) (VP)* (p. 4085, 4086).

Amendement du Gouvernement examiné avant l'article 37 [23 octobre 1992] (p. 4299).

Après l'article 2 :

Amendement n° 13 de M. Fabien Thiémé (asseoit sur la base des nouveaux revenus l'impôt dû au titre de l'année antérieure pour certains contribuables ayant subi un changement de situation sociale) : vote réservé (p. 4086) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4086) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4086).

Impôt sur le revenu :

- délais de paiement : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4086) ;

- indemnités de départ ou de mise à la retraite : répartition de leur fraction imposable sur quatre ans : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4086) ;

- retenue à la source : *Richard (Alain)* (p. 4086).

Demande de réserve de la discussion des amendements n°s 15 de M. Jean-Pierre Brard et 340 de M. Claude Barate : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4086) ; examinés avant l'article 37 [23 octobre 1992] (p. 4298).

Amendement n° 341 de M. Didier Julia (institue la déductibilité fiscale des versements effectués par les élus locaux au titre de la protection sociale ou de la retraite) (p. 4086) : retiré (p. 4087).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4086, 4087).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4086) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4087).

Amendement n° 77 de M. Edmond Alphandéry (institue la déductibilité fiscale des cotisations de retraite complémentaire aux régimes par capitalisation prévoyant une sortie en rente) : vote réservé (p. 4087) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Soutenu par : *Jacquemin (Michel)* (p. 4087).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4087) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4087).

Epargne : fiscalité : *Richard (Alain)* (p. 4087) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4087) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4087).

Retraites : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4087).

Discussion commune des amendements n°s 319 et 281.

Amendement n° 319 de M. Jean Proriol (porte à 2 500 F la déduction forfaitaire pour frais professionnels) (p. 4087) : vote réservé (p. 4088) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4087).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4087, 4088) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4088).

Amendement n° 281 de M. François Rochebloine (porte à 2 300 F la déduction forfaitaire pour frais professionnels) (p. 4087) : vote réservé (p. 4088) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4087, 4088) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4088).

Amendement n° 4 de M. Adrien Zeller (porte à cinquante kilomètres la distance, entre le domicile et le lieu de travail, autorisant la déductibilité des frais de déplacement de l'assiette de l'impôt sur le revenu) (p. 4088) : vote réservé (p. 4090) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Favorable : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4089).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4088, 4089) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4089).

Observations : *Wacheux (Marcel)* (p. 4089).

Aménagement du territoire : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4089).

Gouvernement : circulaire rédigée par M. Michel Charasse : *Richard (Alain)* (p. 4089) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4089).

Partis et mouvements politiques : opposition : réduction des recettes : *Richard (Alain)* (p. 4088).

Amendement n° 283 de M. François Rochebloine (étend à tous les contribuables ne bénéficiant que d'une seule part de quotient familial le bénéfice de l'abattement en faveur des contribuables âgés ou invalides, sous les mêmes conditions de ressources) : vote réservé (p. 4090) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4090) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4090).

Impôt sur le revenu : diminution du nombre d'assujettis : *Richard (Alain)* (p. 4090).

Partis et mouvements politiques : opposition : réductions de recettes : *Richard (Alain)* (p. 4090).

Amendement n° 14 de M. Jean Tardito (porte à 15 p. 100 l'abattement sur les pensions et retraites avec un minimum de 50 p. 100 et un maximum de quatre fois le S.M.I.C. mensuel et majore à due concurrence le taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 4090) : vote réservé (p. 4091) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4090) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4090).

Amendement n° 282 de M. François Rochebloine (porte à 2 200 F le plancher de l'abattement de 10 p. 100 sur les pensions et retraites) : vote réservé (p. 4091) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4091) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4091).

Amendement n° 214 de M. Philippe Auberger (accorde une demi-part supplémentaire aux couples ayant élevé au moins quatre enfants lorsque ces derniers sont devenus majeurs) (p. 4091) : vote réservé (p. 4092) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4091) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4091).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 4091, 4092).

Famille : impôt sur le revenu et transferts : *Gantier (Gilbert)* (p. 4091, 4092).

Amendement n° 362 de M. Jean-Pierre Brard (tient compte de la réduction d'impôt accordée au titre des dons dans la détermination de la cotisation d'impôt sur le revenu susceptible d'ouvrir droit à des dégrèvements de la taxe d'habitation, relève à due concurrence le taux de l'impôt sur les sociétés et institue une cotisation minimum de taxe professionnelle) : vote réservé (p. 4092) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4092).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4092).

Impôts locaux : taxe d'habitation : diminution du nombre de contribuables exonérés ou bénéficiant d'un dégrèvement : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4092) ; *Richard (Alain)* (p. 4092).

Syndicats : cotisations : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4092) ; *Richard (Alain)* (p. 4092).

Amendements nos 361, 359 et 360 de M. Jean-Pierre Brard (tiennent compte de réductions d'impôt dans la détermination de la cotisation d'impôt sur le revenu susceptible d'ouvrir droit à des dégrèvements de la taxe d'habitation, relèvent à due concurrence le taux de l'impôt sur les sociétés et instituent une cotisation minimum de taxe professionnelle) (p. 4092) : vote réservé (p. 4093) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4092).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4092) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4093).

Syndicats : cotisations : *Douyère (Raymond)* (p. 4093).

Article 3 *(institution d'une réduction d'impôt pour la scolarisation d'enfants à charge dès le second degré)* (p. 4093) : adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [22 octobre 1992] (p. 4107).

Favorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 4094, 4106, 4107).

Observations : *Tardito (Jean)* (p. 4094) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4094, 4107).

Enseignement :

- allocation de rentrée scolaire : *Tardito (Jean)* (p. 4094) ;

- bourses : *Tardito (Jean)* (p. 4094) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4094, 4106) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4094) ;

- réduction d'impôt : indexation : *Le Garrec (Jean)* (p. 4107) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4107).

Enseignement supérieur : réduction d'impôt : *Le Garrec (Jean)* (p. 4094, 4107) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4094).

Formation professionnelle : apprentissage : *Le Garrec (Jean)* (p. 4106).

Discussion des amendements identiques nos 51 de la commission et 78 de M. Germain Gengenwin (étendent le bénéfice de la réduction d'impôt aux familles ayant des enfants en apprentissage) (p. 4094) : vote réservé (p. 4095) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [22 octobre 1992] (p. 4107).

Favorable : *Auberger (Philippe)* (p. 4095).

Observations : *Douyère (Raymond)* (p. 4095) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4095) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4095).

Amendement no 51 de la commission : soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4095).

Amendement no 78 de M. Germain Gengenwin : soutenu par : *Jacquemin (Michel)* (p. 4095).

Rappel au règlement : *Alphandéry (Edmond) :* s'élève contre la réserve des votes demandée par le ministre du budget (p. 4096) ; *Mazeaud (Pierre) (VP)* (p. 4096) ; *Richard (Alain)* (p. 4096).

Amendement no 169 de M. Gilbert Gantier (institue une réduction d'impôt de 200 F au titre de la scolarisation d'enfants dans l'enseignement primaire) : vote réservé (p. 4102) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4107).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4102) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4102).

Rappel au règlement : *Gantier (Gilbert) :* s'élève contre la réserve des votes demandée par le ministre du budget (p. 4103).

Amendement no 118 de M. Fabien Thiémé (exclut du bénéfice de la réduction d'impôt les contribuables acquittant un impôt supérieur à 60 000 F ou assujettis à l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 4103) : vote réservé (p. 4104) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4107).

Défavorable : *Richard (Alain)* (p. 4103).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4103) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4103) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4103).

Salaires : cadres : *Richard (Alain)* (p. 4103).

Amendement no 151 de M. Fabien Thiémé (indexe les réductions d'impôt et l'allocation pour dépenses de scolarité à un taux double de celui de l'inflation et augmente à due concurrence le montant de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 4104) : vote réservé (p. 4105) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4107).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4104, 4105).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4104) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4104) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4104) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4105).

Impôt de solidarité sur la fortune : réforme : *Auberger (Philippe)* (p. 4104) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4104, 4105) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4105) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4105).

Amendement no 52 de la commission (maintient l'avantage fiscal minimal résultant de la déduction des pensions alimentaires versées à des enfants majeurs inscrits dans l'enseignement supérieur) (p. 4105) : vote réservé (p. 4106) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4107).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4105).

Favorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 4106).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4105) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4105, 4106).

Assemblée nationale : réserve des votes et Gouvernement s'en remettant à la sagesse de l'Assemblée : *Forni (Raymond) (VP)* (p. 4105) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4106).

Formation professionnelle : apprentissage : *Ollier (Patrick)* (p. 4105).

Partis et mouvements politiques : opposition : propositions en matière fiscale : *Ollier (Patrick)* (p. 4105, 4106).

Amendement no 152 de M. Jean Tardito (maintient l'avantage fiscal minimal résultant de la déduction des pensions alimentaires versées à des enfants majeurs inscrits dans l'enseignement supérieur pour les contribuables ne bénéficiant pas de la réduction d'impôt) : vote réservé (p. 4106) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4107).

Soutenu par : *Thiémé (Fabien)* (p. 4106).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4106).

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4107).

Adoption par un seul vote de l'article 3 modifié par l'amendement no 52, à l'exception de tout autre amendement (p. 4107).

Après l'article 3 :

Discussion commune des amendements nos 86 de M. Edmond Alphandéry, 215 rectifié de M. Philippe Auberger et 260 rectifié de M. Léonce Deprez (instituent la déduction des déficits fonciers du revenu global à hauteur de 50 000 F) (p. 4107) : rejetés (p. 4110).

Favorable : *Ollier (Patrick)* (p. 4109).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4108, 4109) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4108).

Observations : *Le Garrec (Jean)* (p. 4108, 4109) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4109, 4110).

Amendement no 86 de M. Edmond Alphandéry : soutenu par : *Jacquemin (Michel)* (p. 4107).

Amendement no 260 rectifié de M. Léonce Deprez : soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4108).

Logement locatif :

- loyers : non paiement : *Richard (Alain)* (p. 4108) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4108) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4109) ;

- parc : diminution : *Auberger (Philippe)* (p. 4107) ; *Richard (Alain)* (p. 4108) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4109) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4109, 4110) ;

- qualité : *Auberger (Philippe)* (p. 4108) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 4109) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4109) ;
- rendement et fiscalité : *Jacquemin (Michel)* (p. 4107) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4107, 4108) ; *Richard (Alain)* (p. 4108, 4109) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4109) ;
- spéculation : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4110) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4110).

Partis et mouvements politiques : logement : fiscalité : *Auberger (Philippe)* (p. 4108) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4109) ; *Richard (Alain)* (p. 4109) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4110).

Villes : banlieues : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4109, 4110).

Amendement n° 170 rectifié de M. Gilbert Gantier (institue, au profit des contribuables âgés de moins de 35 ans, une réduction d'impôt égale à 60 p. 100 des intérêts - retenus dans la limite de 3 000 F - au titre des prêts contractés en vue du financement d'études supérieures) (p. 4110) : rejeté (p. 4111).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4111).

Article 4 *(amélioration des dispositions relatives à la réduction d'impôt pour investissement locatif)* : discussion et vote réservés ; examiné avant l'article 37 [23 octobre 1992] (p. 4281).

Article 5 *(suspension de la perception de la taxe de 0,6 p. 100 sur les revenus soumis à prélèvement libératoire)* : adopté (p. 4110).

Favorable : *Auberger (Philippe)* (p. 4110).

Impôts locaux : taxe départementale sur le revenu : *Auberger (Philippe)* (p. 4111).

Après l'article 5 :

Amendement n° 217 de M. Philippe Auberger (ramène à 25 p. 100 le taux du prélèvement sur des revenus mobiliers) : rejeté (p. 4111).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4111) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4111).

Politique économique : taux d'intérêt : *Auberger (Philippe)* (p. 4111) ; *Richard (Alain)* (p. 4111).

Amendement n° 99 de M. Patrick Ollier (institue la déductibilité fiscale à hauteur de 25 000 F des sommes versées au titre des emplois de proximité) (p. 4111) : rejeté (p. 4112).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4112) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4112).

Agriculture : pluriactivité : *Ollier (Patrick)* (p. 4111, 4112) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4112).

Impôt sur le revenu : emplois familiaux : baisse des recettes et augmentation des dépenses : *Richard (Alain)* (p. 4112).

Partis et mouvements politiques : opposition : baisse des recettes et augmentation des dépenses : *Richard (Alain)* (p. 4112).

Sécurité sociale : cotisations : travail clandestin : *Ollier (Patrick)* (p. 4112).

Article 6 *(actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)* (p. 4112) : rejeté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4118).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4118) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4118, 4119) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4118, 4119) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4118, 4119) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4119) ; *Forni (Raymond) (VP)* (p. 4119).

Impôt de solidarité sur la fortune :

- réforme : *Auberger (Philippe)* (p. 4119) ;
- rejet de l'article : *Richard (Alain)* (p. 4118) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4118, 4119) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4118, 4119) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4118, 4119) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4119) ; *Forni (Raymond) (VP)* (p. 4119).

Amendement n° 25 de M. Jean Tardito (propose un nouveau barème) (p. 4113) : vote réservé (p. 4114) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4118).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4113, 4114).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4114) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4114) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4114).

Impôt de solidarité sur la fortune :

- « impôt symbolique sur la fortune » : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4113) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4114) ;
- réforme : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4113, 4114) ; *Richard (Alain)* (p. 4114) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4114) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4114).

Partis et mouvements politiques :

- parti communiste : *Richard (Alain)* (p. 4113) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4114) ;
- parti socialiste : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4113).

Après l'article 6 :

Amendement n° 26 de M. Jean-Pierre Brard (prévoit la revalorisation du barème de manière que le produit de l'impôt de solidarité sur la fortune soit égal aux dépenses engagées au titre du R.M.I. l'année précédente) (p. 4114) : vote réservé (p. 4115) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4118).

Soutenu par : *Thiémé (Fabien)* (p. 4114, 4115).

Défavorables : *Gantier (Gilbert)* (p. 4114) ; *Richard (Alain)* (p. 4115) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4115).

Impôt de solidarité sur la fortune : réforme : *Thiémé (Fabien)* (p. 4115).

Amendement n° 27 de M. Fabien Thiémé (inclut les biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune lorsque leur valeur totale excède 6 000 000 F) : vote réservé (p. 4115) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4118).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4115).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4115) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4115).

Impôt de solidarité sur la fortune : réforme : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4115) ; *Richard (Alain)* (p. 4115).

Amendement n° 177 de M. Gilbert Gantier (exclut la résidence principale de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 4115) : vote réservé (p. 4117) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4118).

Défavorables : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4116) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4116).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4115, 4116, 4117) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4116).

Chômage : *Gantier (Gilbert)* (p. 4117).

Impôt de solidarité sur la fortune :

- Paris : pénalisation des familles : *Gantier (Gilbert)* (p. 4115) ; *Richard (Alain)* (p. 4115, 4116, 4117) ;
- réforme : *Gantier (Gilbert)* (p. 4115) ; *Richard (Alain)* (p. 4116) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4116).

Amendement n° 29 de M. Jean Tardito (inclut dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune les objets d'art et de collection dont le prix d'achat unitaire excède 1 200 000 francs : vote réservé (p. 4117) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4118).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4117).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4117) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4117).

Président de la République : assujettissement des œuvres d'art à l'impôt de solidarité sur la fortune : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4117).

Amendement n° 30 de M. Jean-Pierre Brard (inclut dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune les objets d'art et de collection dont la valeur globale excède 1 200 000 F ou qui ont été créés depuis plus de quinze ans) : vote réservé (p. 4117) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4118).

Soutenu par : *Thiémé (Fabien)* (p. 4117).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4117) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4117).

Amendement n° 28 de M. Fabien Thiémé (institue une taxation spécifique des biens professionnels à l'impôt de solidarité sur la fortune) : vote réservé (p. 4117) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4118).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4117) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4117).

Amendement n° 401 de M. Gilbert Gantier (divise la valeur nette taxable du patrimoine assujetti à l'impôt de solidarité sur la fortune par deux pour les contribuables mariés sans enfants et attribue un quart de part supplémentaire par enfant à charge) : vote réservé (p. 4117) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4118).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4118) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4118).

Impôt de solidarité sur la fortune :

- « divorces fiscaux » : *Gantier (Gilbert)* (p. 4117) ; *Richard (Alain)* (p. 4118) ;

- situation familiale : abattements : *Richard (Alain)* (p. 4118).

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4118).

Rejet par un seul vote de l'article 6, dans le texte du projet de loi, à l'exclusion de tout amendement portant article additionnel après l'article 6 (p. 4118).

Article 7 *(relèvement de la limite d'exonération de la contribution des employeurs à l'acquisition de titres-restaurant par les salariés) :* adopté (p. 4119).

Après l'article 7 :

Amendement n° 153 de M. Jean-Pierre Brard (étend la participation à l'effort de construction aux entreprises de moins de dix salariés) (p. 4119) : vote réservé (p. 4120) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4119) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4120).

Amendement n° 218 de M. Philippe Auberger (porte à respectivement 350 000 F et 325 000 F les abattements du conjoint survivant et des enfants) : vote réservé (p. 4120) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4120) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4120).

Avant l'article 8 :

Amendement n° 112 de M. François Grussenmeyer (institue une réduction de 75 p. 100 du droit de consommation, dans la limite de dix litres d'alcool pur par an, au profit des récoltants familiaux de fruits, bouilleurs de cru ne bénéficiant pas du « privilége des bouilleurs de cru ») (p. 4120) : vote réservé (p. 4123) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Favorables : *Ollier (Patrick)* (p. 4122) ; *Geng (Francis)* (p. 4122) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4122) ; *Brocard (Jean)* (p. 4122, 4123).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4121) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4121).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4123).

Aménagement du territoire : *Ollier (Patrick)* (p. 4122).

Communautés européennes : « bouilleurs de cru » : *Grussenmeyer (François)* (p. 4120) ; *Richard (Alain)* (p. 4121) ; *Geng (Francis)* (p. 4122).

Environnement : *Grussenmeyer (François)* (p. 4120) ; *Richard (Alain)* (p. 4121) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4122) ; *Brocard (Jean)* (p. 4123).

Partis et mouvements politiques :

- opposition : « privilège des bouilleurs de cru » : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4123) ;

- « retour à la terre » : *Richard (Alain)* (p. 4121).

Santé publique : alcoolisme : *Richard (Alain)* (p. 4121) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4121) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4122) ; *Geng (Francis)* (p. 4122) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4122).

2. Mesures en faveur de l'agriculture.

Article 8 *(suppression de la part départementale et de la part régionale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) :* discussion et vote réservés ; examiné avant l'article 37 [23 octobre 1992] (p. 4293).

Article 9 *(prorogation de l'application du taux super-réduit de taxe sur la valeur ajoutée aux ventes d'animaux vivants de boucherie à des non-assujettis) :* vote réservé (p. 4123) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4323).

Après l'article 9 :

Amendement n° 6 de M. Philippe Vasseur (étend l'utilisation des déductions du bénéfice que les exploitants agricoles peuvent pratiquer au titre de leurs investissements à l'acquisition de parts ou d'actions de sociétés coopératives agricoles et de leurs unions) : vote réservé (p. 4123) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4123).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4123) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4123).

Discussion commune des amendements n°s 7 de M. Philippe Vasseur et 285 de M. François Rochebloine (suppriment le cinquième alinéa de l'article 72 D du code général des impôts disposant que la base d'amortissement des immobilisations acquises ou créées par les agriculteurs au moyen de la déduction pour investissement est réduite à due concurrence de l'utilisation de cette déduction) (p. 4123) : vote réservé (p. 4124) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4124) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4124).

Amendement n° 7 de M. Philippe Vasseur : soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4124).

Suite des amendements portant articles additionnels après l'article 9 examinés après l'article 36 (p. 4150).

Article 36 *(évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)* (p. 4127) : adopté au scrutin public (p. 4150).

Intervenants :

Richard (Alain) : rapporteur général de la commission des finances (p. 4127).

Le Garrec (Jean) : président de la commission des finances (p. 4130).

Robert (Dominique) : rapporteur spécial (p. 4131).

Bellon (André) : président de la commission des affaires étrangères (p. 4132).

Seitlinger (Jean) : rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (p. 4133).

Pezet (Michel) : président de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes (p. 4134).

Lefort (Jean-Claude) (p. 4138) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4139) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4140) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4142) ; *Rimareix (Gaston)* (p. 4144) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4145).

Intervention du Gouvernement : *Malvy (Martin)* (p. 4136) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 4146).

Affaires étrangères : francophonie : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4143, 4144).

Aménagement du territoire : *Zeller (Adrien)* (p. 4140) ; *Rimareix (Gaston)* (p. 4144).

Banques et établissements financiers : Banque de France : indépendance : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4146).

Constitution :

- article 88-4 et loi organique : *Le Garrec (Jean)* (p. 4130) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 4133, 4134) ; *Pezet (Michel)* (p. 4134) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4136) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4141) ; *Rimareix (Gaston)* (p. 4144) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4145) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4147) ;
- loi organique disposant que tout transfert de charge de l'Etat vers une autre collectivité doit être compensée : *Lamassoure (Alain)* (p. 4142).

Contribution française : montant, solde et « juste retour » : *Richard (Alain)* (p. 4129) ; *Robert (Dominique)* (p. 4132) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 4134) ; *Pezet (Michel)* (p. 4135) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4136, 4137) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4138) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4140) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4142) ; *Rimareix (Gaston)* (p. 4144) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4146).

Coopération et développement : *Richard (Alain)* (p. 4129) ; *Pezet (Michel)* (p. 4135) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4139) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4146).

Cour de justice européenne : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4139).

Cour des comptes : *Pezet (Michel)* (p. 4136).

Croissance : initiative communautaire : *Le Garrec (Jean)* (p. 4131) ; *Rimareix (Gaston)* (p. 4145).

Danemark : référendum et présidence danoise : *Lamassoure (Alain)* (p. 4141) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4147).

Débat et vote : intérêt et limites : *Richard (Alain)* (p. 4128) ; *Bellon (André)* (p. 4133) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 4133) ; *Pezet (Michel)* (p. 4135) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4136) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4138, 4139) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4139, 4140) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4144) ; *Rimareix (Gaston)* (p. 4144) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4147).

Dépenses communautaires et « paquet Delors II » : *Richard (Alain)* (p. 4129) ; *Robert (Dominique)* (p. 4131, 4132) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 4134) ; *Pezet (Michel)* (p. 4134, 4135) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4136, 4137) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4138) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4140) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4141, 4142) ; *Rimareix (Gaston)* (p. 4144, 4145) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4146).

Dépenses communautaires : efficacité et fraudes : *Le Garrec (Jean)* (p. 4130, 4131) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4138) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4140) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4142) ; *Rimareix (Gaston)* (p. 4145) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4146).

Elargissement : *Lamassoure (Alain)* (p. 4141) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4147).

Equipement et grands travaux : *Zeller (Adrien)* (p. 4140) ; *Rimareix (Gaston)* (p. 4144).

« Fonds de cohésion » et solidarité : *Robert (Dominique)* (p. 4132) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 4134) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4138) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4146).

France : défense de ses intérêts : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4143, 4144).

Grande-Bretagne : contribution : *Richard (Alain)* (p. 4129) ; *Rimareix (Gaston)* (p. 4145).

Impôts européens : *Lamassoure (Alain)* (p. 4142).

Maastricht : référendum français : *Robert (Dominique)* (p. 4131) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 4134) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4138) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4140, 4141) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4142) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4145).

Parlements : français et des Etats membres : *Richard (Alain)* (p. 4128, 4130) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4131) ; *Robert (Dominique)* (p. 4131) ; *Bellon (André)* (p. 4133) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 4134) ; *Pezet (Michel)* (p. 4135, 4136) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4145) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4147).

Partis et mouvements politiques : parti communiste : conception de l'Europe : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4139).

Politique agricole commune : *Richard (Alain)* (p. 4129) ; *Pezet (Michel)* (p. 4135) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4137) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4139) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4141, 4142) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4143) ; *Rimareix (Gaston)* (p. 4144) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4146, 4147).

Politiques communes nouvelles : *Richard (Alain)* (p. 4129, 4130) ; *Pezet (Michel)* (p. 4135) ; *Rimareix (Gaston)* (p. 4144).

Recettes communautaires : *Richard (Alain)* (p. 4128, 4129, 4130) ; *Robert (Dominique)* (p. 4131, 4132) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4137) ; *Rimareix (Gaston)* (p. 4144, 4145).

Système monétaire européen et Union économique et monétaire : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4145, 4146) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4147, 4148).

Explications de vote : *Lamassoure (Alain)* (p. 4148) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4149) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4150).

Intervention du rapporteur général : *Richard (Alain)* (p. 4149).

Interruption de : *Zeller (Adrien)* (p. 4149).

Réponse du Gouvernement : *Malvy (Martin)* (p. 4149).

Contribution française : montant : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4149).

Débat : intérêt et limites : *Auberger (Philippe)* (p. 4148) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4149) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4150).

Dépenses communautaires et « paquet Delors II » : *Auberger (Philippe)* (p. 4149).

Politique agricole commune : *Auberger (Philippe)* (p. 4148, 4149) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4150).

Prélèvement au profit des Communautés européennes : nature : crédit évaluatif : *Richard (Alain)* (p. 4149) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4149).

Vote des groupes :

Groupe R.P.R. : ne prend pas part au vote : *Auberger (Philippe)* (p. 4149).

Groupe U.D.C. : ne prend pas part au vote : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4150).

Groupe U.D.F. : ne prend pas part au vote : *Lamassoure (Alain)* (p. 4148).

Après l'article 9 (suite) :

Amendement n° 94 de M. Patrick Ollier (exonère de l'imposition des plus-values les terres agricoles cédées par l'exploitant en cas de force majeure) : vote réservé (p. 4150) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4150) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4150).

Amendement n° 194 de M. Pierre Micaux (propose, pour l'imposition des plus-values, que soit réputée constituer une branche complète d'activité, l'apport par un exploitant agricole de l'ensemble des éléments mobiliers de son actif immobilisé) (p. 4150) : vote réservé (p. 4151) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Soutenu par : *Ollier (Patrick)* (p. 4151).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4151) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4151).

Discussion commune des amendements n°s 8 de M. Philippe Vasseur et 195 de M. Pierre Micaux (autorisent les contribuables exerçant plusieurs activités à ne tenir qu'une seule comptabilité pour l'ensemble de celles-ci et soumettent leurs revenus au régime fiscal de leur activité prépondérante) : vote réservé (p. 4151) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Favorable : *Ollier (Patrick)* (p. 4151).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4151) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4151).

Agriculture : pluriactivité : *Richard (Alain)* (p. 4151) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4151) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4151).

Discussion commune des amendements n°s 256, 294, 255 et 295.

Amendements n°s 256 de M. Philippe Auberger et 294 de M. Philippe Vasseur (autorisent l'imputation des déficits agricoles sur les revenus provenant d'une autre activité) (p. 4151).

Favorable : *Ollier (Patrick)* (p. 4152, 4153).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4152) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4152).

Amendement n° 256 de M. Philippe Auberger : retiré (p. 4153).

Amendement n° 294 de M. Philippe Vasseur : non soutenu (p. 4152).

Amendements n°s 255 de M. Philippe Auberger et 295 de M. Philippe Vasseur (autorisent l'imputation des déficits agricoles sur les revenus provenant d'une autre activité lorsque ces derniers excèdent 100 000 F à condition que le contribuable exerce l'activité agricole à titre principal et participe aux travaux sur les lieux de façon effective et permanente) (p. 4152).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4152) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4152).

Amendement n° 255 de M. Philippe Auberger : vote réservé (p. 4153) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Amendement n° 295 de M. Philippe Vasseur : non soutenu (p. 4152).

Agriculture : pluriactivité : *Richard (Alain)* (p. 4152) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4152) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4152, 4153).

Discussion commune des amendements n°s 273 de M. Philippe Auberger, 364 de M. Raymond Douyère, 300 de M. Philippe Vasseur et 338 rectifié de M. Ambroise Guellec (étendent aux chefs d'exploitations agricoles individuelles le bénéfice de la réduction d'impôt au titre de la formation professionnelle) (p. 4153).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 4154).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4154).

Amendement n° 273 de M. Philippe Auberger : vote réservé (p. 4154) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Amendement n° 364 de M. Raymond Douyère : vote réservé (p. 4154) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Amendement n° 300 de M. Philippe Vasseur : non soutenu (p. 4153).

Amendement n° 338 rectifié de M. Ambroise Guellec : vote réservé (p. 4154) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Soutenu par : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4154).

Amendement n° 9 de M. Philippe Vasseur (maintient le régime des bénéfices agricoles pour les sociétés civiles agricoles exerçant des activités commerciales) : non soutenu (p. 4154).

Discussion commune des amendements n°s 270 de M. Philippe Auberger et 336 de M. Ambroise Guellec (rétablissent la possibilité d'assujettissement à la T.V.A. pour certaines locations saisonnières) : vote réservé (p. 4154) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4154) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4154).

Amendement n° 336 de M. Ambroise Guellec : soutenu par : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4154).

Discussion commune des amendements n°s 271 de M. Philippe Auberger et 317 de M. Ambroise Guellec (soumettent tous les produits de l'horticulture et de la sylviculture au taux réduit de la T.V.A.) (p. 4162) : vote réservé (p. 4165) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Favorable : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4164, 4165).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4164, 4165) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4164).

Amendement n° 317 de M. Ambroise Guellec : soutenu par : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4163).

Commerce et artisanat : filière horticole et fleuristes : *Richard (Alain)* (p. 4164, 4165) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4164).

Communautés européennes : *Auberger (Philippe)* (p. 4163, 4164) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4163) ; *Richard (Alain)* (p. 4164) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4164).

Amendement n° 54 de la commission (soumet les capteurs photovoltaïques et les capteurs solaires thermiques au taux réduit de la T.V.A.) (p. 4165) : vote réservé (p. 4166) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Soutenu par : *Le Garrec (Jean)* (p. 4165, 4166).

Favorable : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4166).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4166).

Observations : *Auberger (Philippe)* (p. 4166).

Discussion commune des amendements n°s 296 de M. Philippe Vasseur, 334 de M. Ambroise Guellec et 337 M. Philippe Auberger (autorisent les exploitants agricoles à clôturer leur exercice T.V.A. à la même date que leur exercice comptable) (p. 4166) : vote réservé (p. 4167) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4167) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4167).

Amendement n° 296 de M. Philippe Vasseur : soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4167).

Amendement n° 334 de M. Ambroise Guellec : soutenu par : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4167).

Discussion des amendements identiques n°s 219 de M. Philippe Auberger et 419 de M. Jean de Gaulle (étendent le bénéfice du taux de 4,8 p. 100 de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement à toutes les mutations à titre onéreux d'immeubles ruraux) : vote réservé (p. 4167) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Soutenus par : *Auberger (Philippe)* (p. 4167).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4167) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4167).

Discussion commune des amendements nos 257 de M. Philippe Auberger et 291 de M. Philippe Vasseur (accordent, sous certaines conditions, aux mutations à titre onéreux d'immeubles ruraux le bénéfice du différé et de l'étalement du paiement des droits prévus pour les mutations à titre gratuit) (p. 4167) : vote réservé (p. 4168) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Favorable : *Ollier (Patrick)* (p. 4168).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4168) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4168).

Amendement no 291 de M. Philippe Vasseur : soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4168).

Communautés européennes : politique agricole commune : *Ollier (Patrick)* (p. 4168).

Discussion commune des amendements nos 10 et 97.

Amendement no 10 de M. Gilbert Gantier (exonère de droits de mutation à titre gratuit les terres agricoles pour un montant inférieur à 600 000 F dans la succession si l'héritier s'engage à les maintenir en exploitation pour cinq ans) (p. 4168) : vote réservé (p. 4170) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Favorable : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4168).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4168) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4168).

Agriculture : exploitations : transmission : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4168) ; *Richard (Alain)* (p. 4168).

Amendement no 97 de M. Patrick Ollier (exonère totalement de droits de mutation à titre gratuit les biens professionnels agricoles d'une valeur totale inférieure à 800 000 francs et à 50 p. 100 au-dessus de 800 000 francs si l'héritier s'engage à utiliser ces biens pendant cinq ans à l'exercice de l'activité agricole) (p. 4168) : vote réservé (p. 4170) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4169) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4169, 4170).

Observations : *Le Garrec (Jean)* (p. 4170).

Agriculture : exploitations : transmission : *Ollier (Patrick)* (p. 4169, 4170) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4170) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4170).

Communautés européennes : politique agricole commune : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4169).

Partis et mouvements politiques : agriculture : attitude du R.P.R. : *Richard (Alain)* (p. 4169).

Amendement no 316 de M. Germain Gengenwin (maintient le lien entre le taux de la taxe d'habitation et celui de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 4170) : vote réservé (p. 4171) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Soutenu par : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4170).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4170).

Discussion commune des amendements nos 272 de M. Philippe Auberger, 297 de M. Philippe Vasseur et 335 de M. Ambroise Guellec (assujettissent les activités extra agricoles des entreprises agricoles soumises au régime simplifié de l'agriculture à ce même régime si les recettes agricoles par nature demeurent prépondérantes) : vote réservé (p. 4171) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4171) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4171).

Amendement no 297 de M. Philippe Vasseur : soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4171).

Amendement no 335 de M. Ambroise Guellec : soutenu par : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4171).

Amendement no 259 de M. Philippe Auberger (offre une option de report en arrière des déficits aux entreprises agricoles soumises à un régime réel d'imposition) (p. 4171) : vote réservé (p. 4172) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4171, 4172) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4172).

Discussion commune des amendements nos 299 et 430.

Amendement no 299 de M. Germain Gengenwin (détermine les revenus professionnels sur lesquels sont assis les cotisations sociales agricoles par la moyenne des revenus positifs ou négatifs des trois années antérieures) : non soutenu (p. 4172).

Amendement no 430 de M. François Rochebloine (aligne le revenu professionnel retenu pour l'assiette des cotisations sociales agricoles sur le revenu net fiscal) : non soutenu (p. 4172).

3. Mesures en faveur de l'investissement et de l'emploi.

Avant l'article 10 :

Amendement no 12 de M. Philippe Vasseur (atténue l'effet de seuil résultant de l'imposition des plus-values réalisées au titre d'une activité agricole, artisanale ou libérale) : vote réservé (p. 4172) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4172).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4172) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4172).

Amendement no 198 de M. Gilbert Gantier (autorise les entreprises à déduire de leur bénéfice imposable les versements à des établissements d'enseignement public ou privé sous contrat dans la limite de 5/1000 de leur chiffre d'affaires) (p. 4172) : vote réservé (p. 4173) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4172, 4173) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4173) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4173).

Article 10 *(réduction du taux de l'impôt sur les sociétés et mesures d'accompagnement)* (p. 4173) : vote réservé (p. 4174) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4323).

Amendement no 46 de M. Jean Tardito (de suppression) (p. 4173) : vote réservé (p. 4174) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4173).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4173, 4174) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4174).

Commerce extérieur : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4174) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4174).

Communautés européennes : Allemagne : impôt sur les sociétés : *Richard (Alain)* (p. 4174).

Entreprises : investissement : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4173) ; *Richard (Alain)* (p. 4174).

Partis et mouvements politiques : parti communiste : motion de censure : *Richard (Alain)* (p. 4173) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4174).

Après l'article 10 :

Amendement n° 47 de M. Jean Tardito (institue un impôt au taux de 10 p. 100 sur l'achat de sociétés étrangères par des sociétés françaises) (p. 4174) : vote réservé (p. 4176) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4175).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4175) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4175) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4175, 4176) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4176).

Communautés européennes : Maastricht et union monétaire : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4175).

Emploi : créations : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4175).

Entreprises : investissements à l'étranger et investissements étrangers en France : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4175) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4175, 4176).

Amendement n° 211 de M. Edmond Alphandéry (porte de 25 à 35 p. 100 le crédit d'impôt pour augmentation de capital des sociétés non cotées prévu à l'article 220 *sexies* du code général des impôts) (p. 4176) : vote réservé (p. 4177) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorable : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4177).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4176, 4177) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4177).

Entreprises : P.M.E. -P.M.I. : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4176) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4177).

Amendement n° 210 de M. Edmond Alphandéry (porte de 25 à 30 p. 100 le crédit d'impôt pour augmentation de capital des sociétés non cotées prévu à l'article 220 *sexies* du code général des impôts) : vote réservé (p. 4177) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorable : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4177).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4176, 4177) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4177).

Amendement n° 113 de M. Edmond Alphandéry (porte de 500 000 F à 800 000 F le plafonnement du crédit d'impôt pour augmentation de capital des sociétés non cotées prévu à l'article 220 *sexies* du code général des impôts) : vote réservé (p. 4177) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorable : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4177).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4176, 4177) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4177).

Amendement n° 114 de M. Edmond Alphandéry (porte de 500 000 F à 600 000 F le plafonnement du crédit d'impôt pour augmentation de capital des sociétés non cotées prévu à l'article 220 *sexies* du code général des impôts) : vote réservé (p. 4177) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorable : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4177).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4176, 4177) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4177).

Amendement n° 363 de M. Alain Richard (autorise les sociétés membres d'un groupe à adopter un exercice d'une durée inférieure à douze mois lors du renouvellement de l'option pour la fiscalité des groupes de sociétés) ; rectifié par le Gouvernement (suppression du financement de l'amendement) : vote réservé (p. 4177) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4323).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4177).

Amendement n° 397 de M. Daniel Colin (supprime le précompte lorsque des sociétés distribuent des bénéfices réalisés à l'occasion d'exercices clos depuis plus de cinq ans) (p. 4177) : vote réservé (p. 4178) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4177, 4178).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4178) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4178).

Amendement n° 199 de M. Gilbert Gantier (supprime l'impôt de bourse) : vote réservé (p. 4178) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4178) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4178).

Article 11 *(suppression de la déductibilité des dividendes)* (p. 4178) : vote réservé (p. 4179) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4323).

Amendement n° 200 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : vote réservé (p. 4178) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4178) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4178).

Discussion commune des amendements n°s 88 et 201.

Amendement n° 88 de M. Edmond Alphandéry (applique l'article aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 1993) (p. 4178) : vote réservé (p. 4179) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4178, 4179) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4179).

Amendement n° 201 de M. Gilbert Gantier (applique l'article aux exercices ouverts à compter du 30 septembre 1992) (p. 4178) : vote réservé (p. 4179) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4178, 4179) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4179).

Lois : rétroactivité : *Gantier (Gilbert)* (p. 4178).

Après l'article 11 :

Amendement n° 132 de M. Fabien Thiémé (institue la déductibilité du revenu imposable pour les intérêts des dépôts du livret A des caisses d'épargne et majore à due concurrence le taux de la dernière tranche du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 4179) : vote réservé (p. 4180) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4179).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4179) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4179) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4179) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4180).

Epargne : rémunération et fiscalité : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4179) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4180).

Logement : financement : livret A des caisses d'épargne : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4179) ; *Richard (Alain)* (p. 4179) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4179, 4180) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4180).

Article 12 *(adaptation du régime fiscal des parts ou actions d'O.P.C.V.M. détenues par les entreprises)* (p. 4180) : vote réservé (p. 4186) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4323).

Amendement n° 202 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 4181) : vote réservé (p. 4182) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4181) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4181).

Amendement n° 365 de M. Raymond Douyère (étend aux compagnies de réassurance la mesure d'exemption prévue pour les compagnies d'assurance) : vote réservé (p. 4182) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4182) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4182).

Amendement n° 55 de la commission (de précision) : vote réservé (p. 4182) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4323).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4182).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4182).

Amendement n° 203 de M. Gilbert Gantier (institue un crédit d'impôt au titre de la taxation à l'étranger de parts ou d'actions d'O.P.C.V.M.) : vote réservé (p. 4183) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4183) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4183).

Discussion commune des amendements n°s 56 de la commission et 204 corrigé de M. Gilbert Gantier (ramènent de 90 à 80 p. 100 le pourcentage de l'actif des O.P.C.V.M. investi en actions ou titre assimilés et permettant le maintien du régime actuel de taxation) (p. 4183) : retirés (p. 4184).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4183).

Amendement n° 56 de la commission : soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4183).

Discussion commune des amendements n°s 205 de M. Gilbert Gantier et 57 de la commission (suppriment la condition relative à la nature des produits financiers des parts et actions - 80 p. 100 provenant de dividendes ouvrant droit à l'avoir fiscal et des plus-values de cession - permettant le maintien du régime actuel de taxation) (p. 4184).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4183).

Amendement n° 57 de la commission : vote réservé (p. 4184) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4323).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4184).

Amendement n° 205 de M. Gilbert Gantier : vote réservé (p. 4184) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Amendement n° 221 rectifié de M. Philippe Auberger (supprime les conditions exigées pour le maintien du régime actuel de taxation des parts des fonds communs de placements à risque) (p. 4184) : vote réservé (p. 4185) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4184) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4184).

Amendement n° 58 de la commission (de précision) : vote réservé (p. 4185) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4323).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4185).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4185).

Discussion commune des amendements n°s 206 corrigé de M. Gilbert Gantier et 220 rectifié de M. Philippe Auberger (unifient les modes de détermination des valeurs liquidatives des titres détenus) : vote réservé (p. 4185) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4185) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4185).

Lois : rétroactivité : *Gantier (Gilbert)* (p. 4185).

Amendement n° 207 de M. Gilbert Gantier (applique l'article aux valeurs liquidatives des titres constatées à partir du 1er juillet 1992) (p. 4185) : vote réservé (p. 4186) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4185) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4185).

Lois : rétroactivité : *Gantier (Gilbert)* (p. 4185, 4186) ; *Richard (Alain)* (p. 4185) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4186).

Amendement n° 59 de la commission (de précision) : vote réservé (p. 4186) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4323).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4186).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4186).

Après l'article 12 :

Amendement n° 48 de M. Fabien Thiémé (soumet les plus-values sur valeurs mobilières à une taxation progressive) : vote réservé (p. 4186) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4186) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4186).

Amendement n° 49 de M. Jean-Pierre Brard (intègre les plus-values sur valeurs mobilières dans le revenu imposable ou dans le bénéfice lorsque le montant des cessions excède 200 000 F par an) : vote réservé (p. 4186) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Soutenu par : *Thiémé (Fabien)* (p. 4186).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4186) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4186).

Amendement n° 229 de M. Raymond Douyère (ramène de 35 p. 100 à 25 p. 100 le taux du prélèvement libératoire sur les bons de caisse et titres bancaires et abaisse à 100 000 F le plafond de cessions entraînant la taxation des plus-values sur les « S.I.C.A.V. monétaires ») : vote réservé (p. 4187) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4187).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4187).

Banques et établissements financiers : taux d'intérêt : *Douyère (Raymond)* (p. 4187).

Epargne : fiscalité : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4187).

Amendement n° 222 de M. Philippe Auberger (supprime l'impôt de bourse sur les opérations afférentes à des blocs de contrôle) : vote réservé (p. 4188) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4188) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4188).

Marchés financiers : place de Paris et sociétés de bourse : *Auberger (Philippe)* (p. 4188).

Article 13 *(extension du champ d'application du dispositif en faveur de la reprise d'entreprises en difficulté)* : vote réservé (p. 4188) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4323).

Amendement n° 60 rectifié de la commission (étend le bénéfice des dispositions de l'article à la reprise de plusieurs établissements) : vote réservé (p. 4188) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4323).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4188).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4188).

Amendement n° 61 de la commission (de précision) : vote réservé (p. 4188) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4323).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4188).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4188).

Après l'article 13 :

Amendement n° 424 de M. Jacques Roger-Machart (assouplit les conditions d'exercice des sociétés de capital-risque spécialisées dans l'apport de fonds propres aux entreprises nouvelles et pérennise le crédit d'impôt au titre de la souscription au capital de ces sociétés) (p. 4188) : vote réservé (p. 4189) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4323).

Favorables : *Richard (Alain)* (p. 4189) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4189).

Sous-amendement n° 431 du Gouvernement (proroge le dispositif du crédit d'impôt jusqu'à 1995) (p. 4188) : vote réservé (p. 4189) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4323).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4189).

Amendement n° 345 de M. Philippe Auberger (supprime l'agrément des organismes auxquels les entreprises allouent des fonds - déductibles de leurs bénéfices - pour la création d'entreprises) (p. 4189) : vote réservé (p. 4190) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4190) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4190).

Article 14 *(majoration du crédit d'impôt formation pour l'emploi d'apprentis)* (p. 4190) : vote réservé (p. 4193) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4323).

Observations : *Thiémé (Fabien)* (p. 4190).

Amendement n° 62 de la commission (propose une nouvelle rédaction de l'article) (p. 4190) : vote réservé (p. 4192) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4323).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4191).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4191).

Sous-amendement n° 433 de M. Jacques Barrot (porte la base du crédit d'impôt de 15 000 F à 26 000 F par apprenti) (p. 4191) : vote réservé (p. 4192) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Soutenu par : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4191).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4191) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4191).

Sous-amendement n° 434 de M. Jacques Barrot (applique l'article aux engagements d'apprentis effectués à partir du 1er juin 1992) (p. 4191) : retiré (p. 4192).

Soutenu par : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4191).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4191) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4191, 4192).

Amendement n° 405 de M. Jean Ueberschlag (porte la base du crédit d'impôt de 15 000 F à 22 500 F par apprenti) : vote réservé (p. 4192) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4192).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4192) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4192).

Amendement n° 83 de M. Germain Gengenwin (ne prend pas en compte le crédit d'impôt-apprentissage dans les plafonds du crédit d'impôt-formation) : vote réservé (p. 4192) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Soutenu par : *Barrot (Jacques)* (p. 4192).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4192) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4192).

Amendement n° 179 de M. Gilbert Gantier (supprime la référence à la variation du nombre des apprentis pour le calcul du crédit d'impôt) (p. 4192) : vote réservé (p. 4193) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4193) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4193).

Amendement n° 366 de M. Jacques Roger-Machart (étend la majoration de 40 p. 100 au titre du crédit d'impôt-formation aux dépenses exposées pour les apprentis préparant des qualifications du niveau III et plus) : vote réservé (p. 4193) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [23 octobre 1992] (p. 4318).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4193) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4193).

Après l'article 14 :

Amendement n° 253 rectifié de M. Jacques Barrot (autorise les entreprises à affecter la cotisation complémentaire de 0,1 p. 100 à la taxe d'apprentissage au financement de l'apprentissage et du fonctionnement des centres de formation d'apprentis) (p. 4198) : retiré (p. 4199).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4198).

Défavorable : *Douyère (Raymond)* (p. 4198).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4199).

Amendement n° 133 de M. Jean-Pierre Brard (porte de 2 à 2,2 p. 100 de la masse salariale le taux de la participation des entreprises de travail temporaire au développement de la formation professionnelle continue) : vote réservé (p. 4199) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Thiémé (Fabien)* (p. 4199).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4199) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4199) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4199) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4199).

Amendement n° 134 de M. Jean-Pierre Brard (porte de 1,5 à 1,7 p. 100 de la masse salariale le taux de la participation des entreprises au développement de la formation professionnelle continue) (p. 4199) : vote réservé (p. 4200) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 4199).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4200).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4200).

Formation professionnelle : mauvaise utilisation des fonds : exemple de l'installation du Club Méditerranée dans l'Yonne : *Auberger (Philippe)* (p. 4200).

Amendement n° 302 de M. Germain Gengenwin (institue un crédit d'impôt au titre des dépenses exposées pour la formation pédagogique des maîtres d'apprentissage par les entreprises artisanales, industrielles et commerciales) (p. 4200) : retiré (p. 4201).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4201) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4201).

Amendement n° 428 de M. Jean Ueberschlag (institue un crédit d'impôt au titre des dépenses exposées en sus de leurs obligations légales pour la formation d'apprentis par les entreprises artisanales, industrielles et commerciales) : vote réservé (p. 4201) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4201).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4201) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4201).

Article 15 *(mesures d'allégements et de simplification en faveur des petits redevables de la taxe sur les salaires)* (p. 4203) : vote réservé (p. 4206) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Amendement n° 309 de M. Alain Richard (porte de 10 000 à 12 000 F le montant de l'abattement de taxe sur les salaires) (p. 4202) : vote réservé (p. 4203) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Favorables : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4203) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4203) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 4206).

Associations sportives : abattement de 20 000 F : *Richard (Alain)* (p. 4202, 4203) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4203).

Sous-amendement n° 435 du Gouvernement (porte le montant de l'abattement à respectivement 15 000 F, 18 000 F et 20 000 F pour les années 1994, 1995 et 1996) : vote réservé (p. 4203) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4203).

Favorables : *Richard (Alain)* (p. 4203) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4203) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 4206).

Amendement n° 63 de la commission (maintient l'abattement de taxe sur les salaires de 20 000 F bénéficiant aux associations sportives) (p. 4203) : vote réservé (p. 4205) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Douyère (Raymond)* (p. 4203, 4205).

Favorables : *Migaud (Didier)* (p. 4204) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4204, 4205) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 4206).

Défavorables : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4203, 4205) ; *Richard (Alain)* (p. 4204).

Amendement n° 136 de M. Fabien Thiémé (exonère de la taxe sur les salaires les organismes et associations de tourisme social et familial à but non lucratif et majore à due concurrence le taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 4205) : vote réservé (p. 4206) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4205, 4206) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4206).

Associations : recours au statut à des fins fiscales : *Auberger (Philippe)* (p. 4206).

Après l'article 15 :

Amendement n° 31 rectifié de M. Jean Tardito (exonère de la taxe sur les salaires les associations d'aide à domicile, les caisses des maisons de retraite publiques et les hôpitaux et majore à due concurrence le taux de l'impôt sur les sociétés) : vote réservé (p. 4206) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4206) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4206).

Article 16 *(exonération de la taxe sur les conventions d'assurance applicable à certains contrats)* (p. 4206) : vote réservé (p. 4208) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Discussion commune des amendements n°s 212 et 180.

Amendement n° 212 de M. Michel Voisin (réduit de 18 à 12 p. 100 le taux de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance relatives à des véhicules d'un poids inférieur à 3,5 tonnes) (p. 4207) : vote réservé (p. 4208) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4207).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4207) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4208).

Assurances : taxes : réduction : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4208).

Finances publiques : prélèvements obligatoires : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4208).

Amendement n° 180 de M. Gilbert Gantier (réduit de 18 à 15 p. 100 le taux de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance relatives à des véhicules d'un poids inférieur à 3,5 tonnes) (p. 4207) : vote réservé (p. 4208) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4207) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4208).

Article 17 *(reconduction et adaptation du crédit d'impôt-recherche)* (p. 4208) : vote réservé (p. 4211) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Défavorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 4208).

Amendement n° 182 de M. Gilbert Gantier (permet aux entreprises sorties du dispositif avant le 31 décembre 1991 de bénéficier à nouveau du crédit d'impôt) (p. 4208) : vote réservé (p. 4209) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4209) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4209).

Amendement n° 432 du Gouvernement (précise les règles du plafonnement du crédit d'impôt pour les sociétés de personnes non assujetties à l'impôt sur les sociétés et dispose qu'il ne peut être attribué à des personnes physiques membres de sociétés de personnes mais qui n'y exercent pas leur activité professionnelle) : vote réservé (p. 4209) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4209).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 4209).

Crédit d'impôt-recherche : « montages fiscaux » : *Richard (Alain)* (p. 4209).

Discussion des amendements identiques n°s 89 rectifié de M. Edmond Alphandéry et 183 rectifié de M. Gilbert Gantier (maintiennent la restitution immédiate du crédit d'impôt ou de son excédent par rapport à la cotisation d'impôt) (p. 4209) : vote réservé (p. 4210) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4210).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4210).

Crédit d'impôt-recherche : « montages fiscaux » : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4210).

Entreprises :

- charges : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4210) ;

- financement : taux d'intérêt : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4209, 4210).

Discussion commune des amendements identiques n°s 90 rectifié et 223 rectifié, 91 rectifié et 224 rectifié et de l'amendement n° 339.

Amendements n°s 90 rectifié de M. Edmond Alphandéry et 223 rectifié de M. Philippe Auberger (imputent l'excédent de crédit d'impôt sur l'impôt de l'année suivante) (p. 4210) : retirés (p. 4211).

Amendements n°s 91 rectifié de M. Edmond Alphandéry et 224 rectifié de M. Philippe Auberger (imputent l'excédent de crédit d'impôt sur l'impôt des deux années suivantes) : vote réservé (p. 4211) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Amendement n° 339 de M. Alain Richard (impute l'excédent de crédit d'impôt sur l'impôt des deux années suivantes) ; rectifié par le Gouvernement (imputation sur l'impôt des trois années suivantes) : vote réservé (p. 4211) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4211).

Après l'article 17 :

Amendement n° 181 de M. Gilbert Gantier (porte de 65 000 F à 74 000 F le plafond applicable pour l'amortissement des voitures particulières) : vote réservé (p. 4211) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4211) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4211).

Amendement n° 185 de M. Philippe Vasseur (atténue l'effet de seuil résultant de l'imposition des plus-values réalisées au titre d'une activité agricole, artisanale ou libérale) (p. 4211) : vote réservé (p. 4212) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4211).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4212) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4212).

Discussion commune des amendements n°s 367 de M. Dominique Larifla et 226 rectifié de M. Claude Lise (étendent le bénéfice de la réduction d'impôt pour investissement outre-mer aux souscriptions au capital de sociétés de capital-risque des départements d'outre-mer) (p. 4212) : vote réservé (p. 4213) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenus par : *Bêche (Guy)* (p. 4212).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 4212).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4213).

Amendement n° 329 de M. Michel Jacquemin (étend le bénéfice du crédit d'impôt-recherche aux dépenses relatives à la création de nouvelles collections ou séries de produits des entreprises des secteurs du textile-habillement-cuir et de l'automobile) : vote réservé (p. 4213) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4213) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4213).

Amendement n° 184 de M. Gilbert Gantier (institue la déductibilité du résultat imposable à hauteur de 50 p. 100 des dépenses engagées par les entreprises en faveur d'un établissement d'enseignement supérieur avec lequel elles ont signé une convention de recherche) (p. 4213) : vote réservé (p. 4214) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4213, 4214) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4214).

Amendement n° 227 de M. Gilbert Gantier (institue un « plan d'épargne entreprise-retraite » donnant lieu à une réduction d'impôt, plafonnée à 20 000 F par an, égale à 25 p. 100 du montant des versements ; permet à l'employeur de les abonder et, à ce titre, l'autorise à déduire jusqu'à 10 000 F par an de son bénéfice imposable et exonère d'impôt sur le revenu les produits du plan ou la rente viagère) : vote réservé (p. 4214) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4214) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4214).

Discussion des amendements identiques n°s 328 de M. Edouard Landrain et 303 de M. Gilbert Gantier (instituent une déduction pour l'investissement des entreprises individuelles assujetties à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition et exerçant une activité industrielle ou commerciale) (p. 4214) : vote réservé (p. 4215) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Favorable : *Ollier (Patrick)* (p. 4215).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4215) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4215).

Amendement n° 328 de M. Edouard Landrain : soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4215).

Entreprises : forme sociétaire : *Richard (Alain)* (p. 4215).

Politique économique : déficit budgétaire : *Richard (Alain)* (p. 4215).

Amendement n° 411 de M. Francis Geng ((institue une déduction pour l'investissement des entreprises individuelles assujetties à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition et exerçant une activité industrielle ou commerciale) : vote réservé (p. 4215) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4215).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4215) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4215).

Amendement n° 425 de M. Raymond Douyère (institue une cotisation nationale de la taxe professionnelle, assise sur la valeur ajoutée, au taux de 0,45 p. 100 pour les entreprises dont la taxe professionnelle représente moins de 2 p. 100 de la valeur ajoutée et supprime le décalage d'un mois de la T.V.A. pour les nouvelles créances des entreprises dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 500 millions de F dans les secteurs industriels ou 100 millions de F dans les autres) (p. 4215) : vote réservé (p. 4219) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 4216).

Défavorables : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4216) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4217, 4218, 4219).

Observations : *Auberger (Philippe)* (p. 4216, 4217, 4219) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4218).

Banques et établissements financiers : « crédit crunch » : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4219).

Entreprises : trésorerie : taux d'intérêt : *Douyère (Raymond)* (p. 4216) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4217).

Taxe professionnelle :

- assurances : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4218) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4218) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4219) ;

- banques et établissements financiers : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4217) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4218) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4219) ;

- commerce et artisanat : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4218) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4218) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4219) ;

- péréquation des ressources : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4218) ;

- réforme : *Auberger (Philippe)* (p. 4216) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4217).

T.V.A. : décalage d'un mois : compensation pour les entreprises ou financement de sa suppression : proposition de M. Maurice Lauré, emprunt, privatisations : *Auberger (Philippe)* (p. 4217, 4219) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4217, 4218, 4219) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4218).

4. Mesures en faveur de l'environnement.

Article 18 *(reconduction de diverses mesures d'amortissement exceptionnel)* (p. 4228) : vote réservé (p. 4230) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Discussion commune des amendements n°s 274 rectifié de M. Philippe Auberger, 304 rectifié de M. Philippe Vasseur et 333 de M. Ambroise Guellec (étendent l'amortissement à 100 p. 100 sur l'année de leur réalisation aux améliorations et aux constructions de bâtiments permettant aux élevages bovin et porçin de respecter les obligations relatives à la lutte contre la pollution) (p. 4228) : vote réservé (p. 4230) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Favorables : *Richard (Alain)* (p. 4229) ; *Tavernier (Yves)* (p. 4229) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4229, 4230).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4229, 4230).

Amendement n° 333 de M. Ambroise Guellec : soutenu par : *Fréville (Yves)* (p. 4228, 4229).

Amendement n° 304 rectifié de M. Philippe Vasseur : soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4229).

Après l'article 18 :

Amendement n° 65 de la commission (étend la possibilité d'amortissement dégressif aux matériels et instruments destinés aux opérations de décontamination ou à la destruction des déchets organiques) (p. 4230) : retiré (p. 4231).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4230).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4230, 4231) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4230).

Article 19 *(exonération de la taxe intérieure de consommation pour le gaz naturel utilisé dans les unités de cogénération)* : vote réservé (p. 4231) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Discussion commune des amendements nos 330 de M. François Bayrou et 275 de M. Philippe Auberger (étendent l'exonération aux hydrocarbures liquides) : vote réservé (p. 4231) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Favorable : *Fréville (Yves)* (p. 4231).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4231) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4231).

Amendement no 330 de M. François Bayrou : soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4231).

Après l'article 19 :

Amendement no 139 de M. Jean-Pierre Brard (attribue une réduction de 10 000 F aux particuliers et aux collectivités locales faisant l'acquisition d'un véhicule électrique en 1993 et majore à due concurrence la redevance des installations classées) (p. 4231) : vote réservé (p. 4232) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 4232).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4232) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4232).

Amendement no 137 de M. Jean-Pierre Brard (étend l'amortissement à 100 p. 100 sur l'année d'acquisition aux véhicules électriques et majore à due concurrence la taxe sur les véhicules des sociétés) (p. 4232) : vote réservé (p. 4233) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 4232, 4233).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4232) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4232).

Amendement no 138 de M. Jean-Pierre Brard (étend l'amortissement à 100 p. 100 sur l'année d'acquisition aux matériels destinés au retraitement des déchets figurant sur une liste établie par arrêté ministériel et majore à due concurrence le taux de l'impôt sur les sociétés) : vote réservé (p. 4233) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4233).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4233).

Amendement no 331 de M. Michel Jacquemin (autorise les entreprises industrielles à provisionner en franchise d'impôt jusqu'à 1,5 p. 100 de leur chiffre d'affaires en vue de l'acquisition d'immobilisations ou de la réalisation de dépenses concourant à la défense de l'environnement définies par arrêté ministériel) (p. 4233) : vote réservé (p. 4234) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Fréville (Yves)* (p. 4234).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4234) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4234).

Amendement no 287 de M. François Rochebloine (institue une réduction d'impôt au titre de l'amélioration de la résidence principale par la plantation d'arbres d'ornement) : non soutenu (p. 4234).

Discussion des amendements identiques nos 66 de la commission, 115 rectifié de M. Patrick Ollier et 187 de M. Gilbert Gantier (assujettissent au taux réduit de la T.V.A. les prestations liées au traitement des ordures ménagères) : vote réservé (p. 4235) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4235).

Amendement no 66 de la commission : soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4235).

Amendement no 115 rectifié de M. Patrick Ollier : soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4235).

Amendement no 1 de M. Michel Barnier (étend la dation en paiement des droits de succession aux immeubles dont la situation et l'intérêt écologique ou paysager justifient la conservation à l'état naturel) : vote réservé (p. 4236) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4236).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4236) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4236).

Amendement no 67 de la commission (étend la dation en paiement des droits de succession aux terrains cédés au Conservatoire du littoral et délimités dans des conditions fixées par décret) (p. 4236) : vote réservé (p. 4237) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4236).

Favorable : *Douyère (Raymond)* (p. 4236).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4236, 4237).

Mer et littoral : Conservatoire du littoral : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4237).

Amendement no 145 de M. Fabien Thiémé (exonère les chauffeurs de taxi salariés de la taxe intérieure sur les produits pétroliers dans la limite de 5 000 litres pour chaque véhicule) : vote réservé (p. 4237) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4237) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4237).

5. Mesures diverses et de reconduction.

Avant l'article 20 :

Amendement no 32 de M. Jean-Pierre Brard (assujettit à l'imposition sur les plus-values les cessions de résidences principales d'un montant supérieur à 3,5 millions de F et réduit de 3 à 1 p. 100 l'abattement par année de détention appliqué aux plus-values sur des biens immobiliers dont le prix de cession excède 6 millions de francs) : retiré (p. 4237).

Article 20 *(actualisation de la limite de l'abattement de 20 p. 100 sur les bénéfices déclarés par les adhérents des centres de gestion et associations agréés)* : vote réservé (p. 4238) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Amendement no 68 de la commission (de coordination) : vote réservé (p. 4238) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4238).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4238).

Après l'article 20 :

Amendement no 95 de M. Patrick Ollier (exclut les sociétés civiles à objet agricole du champ d'application de l'impôt sur les sociétés) : vote réservé (p. 4238) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4238).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4238).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4238).

Agriculture : pluriactivité : régime fiscal : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4238).

Amendement n° 87 de M. Francis Geng (supprime l'impôt de bourse) : vote réservé (p. 4238) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Fréville (Yves)* (p. 4238).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4238) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4238).

Article 21 *(extension du droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits pétroliers)* (p. 4238) : vote réservé (p. 4239) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Après l'article 21 :

Amendement n° 318 de M. Ambroise Guellec (assujettit au taux réduit de la T.V.A. les prestations fournies par les dresseurs et entraîneurs de chevaux) : vote réservé (p. 4239) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Fréville (Yves)* (p. 4239).

Favorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 4239).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4239) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4239).

Amendement n° 369 de M. Fabien Thiémé (assujettit au taux réduit de la T.V.A. les cotisations des adhérents collectifs et individuels des organismes et associations de tourisme social et familial à but non lucratif) (p. 4239) : vote réservé (p. 4240) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 4239).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4239) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4239, 4240).

Amendement n° 85 de M. Edmond Alphandéry (supprime immédiatement la règle du décalage d'un mois de la T.V.A. pour les nouvelles entreprises, fixe un échéancier la supprimant en dix ans pour les autres entreprises et finance ces mesures par des privatisations) : retiré (p. 4240).

Amendement n° 188 de M. Gilbert Gantier (réduit de moitié en 1993 et supprime en 1994 le décalage d'un mois de la T.V.A. ayant grevé les services et des biens ne constituant pas des immobilisations et finance cette mesure par des privatisations) : vote réservé (p. 4240) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4240) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4240).

Observations : *Douyère (Raymond)* (p. 4240).

Partis et mouvements politiques : opposition : privatisations : *Douyère (Raymond)* (p. 4240).

Amendement n° 101 de M. Patrick Ollier (assujettit au taux réduit de la T.V.A. les produits issus du débroussaillement des forêts) (p. 4240) : vote réservé (p. 4241) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4240).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4241) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4241).

Amendement n° 141 de M. Jean Tardito (assujettit au taux réduit de la T.V.A. les livraisons d'électricité, de gaz combustible et d'énergie calorifique à usage domestique dans la limite de 3 000 kW par an et par foyer et majore à due concurrence le taux de la dernière tranche de l'impôt de solidarité sur la fortune) : vote réservé (p. 4241) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4241) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4241).

Amendement n° 323 de M. Jean Proriol (assujettit au taux réduit de la T.V.A. les véhicules électriques) : vote réservé (p. 4241) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4241).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4241) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4241).

Amendement n° 44 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (exonère de la T.V.A. les produits dérivés du sang et du plasma) (p. 4241) : vote réservé (p. 4242) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4242) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4242).

Santé publique : intérêt de l'assujettissement à la T.V.A. pour les entreprises et les organismes publics traitant le sang : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4242).

Amendement n° 41 de M. Jean-Pierre Brard (réduit à 1 p. 100 le taux de la T.V.A. applicable à certains produits alimentaires, relève le taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués, supprime l'avoir fiscal et crée une surtaxe sur les revenus des placements financiers et immobiliers) : vote réservé (p. 4424) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4242) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4242).

T.V.A. : taux normal : réduction : *Richard (Alain)* (p. 4242).

Amendement n° 42 de M. Jean Tardito (réduit à 1 p. 100 le taux de la T.V.A. applicable aux fournitures scolaires et relève à due concurrence le taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 4242) : vote réservé (p. 4243) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4242) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4242).

Amendement n° 43 de M. Jean Tardito (réduit à 1 p. 100 le taux de la T.V.A. applicable aux produits pharmaceutiques et relève à due concurrence le taux de l'impôt sur les sociétés) : vote réservé (p. 4243) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4242) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4242).

Amendement n° 45 de M. Jean Tardito (réduit à 1 p. 100 le taux de la T.V.A. applicable aux journaux d'opinion et relève à due concurrence le taux de l'impôt sur les sociétés) : vote réservé (p. 4243) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4242) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4242).

Amendement n° 344 de M. Jean-Michel Couve (assujettit au taux réduit de la T.V.A. les aliments pour animaux familiers) : vote réservé (p. 4243) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4243).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4243) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4243).

Amendements n°s 103 et 104 de M. Patrick Ollier (exonèrent de droit de bail certaines locations saisonnières en meublé) : vote réservé (p. 4243) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenus par : *Auberger (Philippe)* (p. 4243).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4243) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4243).

Amendement n° 40 de M. Jean Tardito (institue le remboursement de la T.V.A. afférente aux dépenses de fonctionnement des collectivités locales et finance cette mesure par la suppression de diverses dispositions fiscales) (p. 4243) : vote réservé (p. 4244) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4244) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4244).

Amendement n° 189 de M. Gilbert Gantier (retient les salaires versés aux personnels intérimaires par les entreprises de travail temporaire à hauteur de 50 p. 100 de leur montant pour la détermination de leur valeur ajoutée servant à appliquer le plafonnement de leur taxe professionnelle) : vote réservé (p. 4244) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4244) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4244).

Amendement n° 102 de M. Patrick Ollier (assujettit au taux réduit de la T.V.A. tous les produits de l'horticulture et de la sylviculture et supprime l'avoir fiscal) : vote réservé (p. 4244) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4244).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4244) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4244).

Article 22 *(pérennisation de la majoration de 0,4 p. 100 des frais d'assiette et de recouvrement en matière d'impôts directs locaux)* (p. 4244) : vote réservé (p. 4246) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Discussion des amendements identiques n°s 142 de M. Jean-Pierre Brard, 190 de M. Gilbert Gantier et 376 de M. Michel Jacquemin (de suppression) (p. 4244) : vote réservé (p. 4245) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4245) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4245).

Amendement n° 376 de M. Michel Jacquemin : soutenu par : *Fréville (Yves)* (p. 4244, 4245).

Impôts locaux : valeurs locatives : révision : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4244, 4245) ; *Richard (Alain)* (p. 4245) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4245).

Amendement n° 437 de M. Alain Richard (reconduit la majoration pour 1993) : vote réservé (p. 4245) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4245).

Après l'article 22 :

Amendement n° 357 de M. Jean-Pierre Brard (porte de quinze à vingt-cinq ans l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties des immeubles possédés par les H.L.M., majore le taux de la dernière tranche du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et institue une cotisation minimum de taxe professionnelle) : vote réservé (p. 4246) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4246) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4246).

Logement : logement social : entretien : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4246).

Amendements n°s 352 et 351 de M. Jean-Pierre Brard (portent respectivement de quinze à vingt ans et de quinze à dix-huit ans l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties afférente aux constructions financées au moyen des prêts aidés de l'Etat, majorent le taux de la dernière tranche du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et instituent une cotisation minimum de taxe professionnelle) (p. 4246) : vote réservé (p. 4246, 4247) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4246, 4247) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4246, 4247).

Observations : *Auberger (Philippe)* (p. 4247).

Amendement n° 352 de M. Jean-Pierre Brard : soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 4246).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties afférente au logement social : exonération de la part départementale : modalités d'application : *Auberger (Philippe)* (p. 4247) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4247).

Amendements n°s 415 et 416 de M. Jean-Pierre Brard (portent respectivement de dix à quinze ans et de dix à treize ans l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties afférente aux constructions en accession à la propriété financées postérieurement à 1983 au moyen des prêts aidés de l'Etat, majorent le taux de l'impôt sur les sociétés et instituent une cotisation minimum de taxe professionnelle) (p. 4247, 4248) : vote réservé (p. 4248) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4248) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4248).

Amendement n° 415 de M. Jean-Pierre Brard : soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 4247).

Amendements n°s 354, 353, 350, 355 et 356 de M. Jean-Pierre Brard (prolongent les exonérations de la taxe foncière sur les propriétés bâties afférentes aux constructions financées au moyen des prêts aidés de l'Etat pour des durées maximales de respectivement dix, neuf, huit, sept et six ans en cas de réalisation de travaux d'amélioration, majorent le taux de l'impôt sur les sociétés et instituent une cotisation minimum de taxe professionnelle) (p. 4248 à 4252) : vote réservé (p. 4248, 4251, 4252) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4248, 4249, 4251) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4248, 4249, 4251).

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4249, 4250, 4251) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4250).

Amendements n°s 354, 350, 355 et 356 de M. Jean-Pierre Brard : soutenus par : *Tardito (Jean)* (p. 4248, 4252).

Assemblée nationale : députés : *Richard (Alain)* (p. 4249).

Logement : aides : *Richard (Alain)* (p. 4248, 4251) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4249) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4249) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4250).

Logement social : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4249, 4251) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4250, 4251) ; *Richard (Alain)* (p. 4251).

Amendements n°s 161, 121, 122, 123 et 124 de M. Fabien Thiémé (instituent un dégrèvement de 50 p. 100 de la taxe foncière sur les propriétés bâties excédant 1 370 F pour les contribuables acquittant moins de 15 944 F d'impôt sur le revenu lorsque leur cotisation à la taxe foncière excède respectivement 3 p. 100, 2,8 p. 100, 2,6 p. 100, 2,4 p. 100 et 2,2 p. 100 de leur revenu et majorent à due concurrence le taux de la dernière tranche du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 4252 à 4254) : vote réservé (p. 4253, 4254) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4253).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4253).

Amendements n°s 123 et 124 de M. Fabien Thiémé : soutenus par : *Tardito (Jean)* (p. 4254).

Amendement n° 125 de M. Jean Tardito (institue un dégrèvement de 50 p. 100 de la taxe foncière sur les propriétés bâties excédant 1 370 F pour les contribuables acquittant moins de 15 944 F d'impôt sur le revenu lorsque leur cotisation à la taxe foncière excède 2 p. 100 de leur revenu et majore à due concurrence le taux de la dernière tranche du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) : vote réservé (p. 4254) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4254) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4254).

Amendement n° 358 de M. Jean-Pierre Brard (porte de 50 à 80 p. 100 le taux du dégrévement de la taxe d'habitation prévu par les articles 1414 B et 1414 C du code général des impôts pour les contribuables acquittant moins de 15 944 F d'impôt sur le revenu) (p. 4254) : vote réservé (p. 4256) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 4254).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4254, 4255) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4255) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4255).

Impôts locaux : réforme : *Auberger (Philippe)* (p. 4255).

Taxe départementale sur le revenu : *Richard (Alain)* (p. 4255) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4255).

Taxe d'habitation : prise en charge par l'Etat : *Richard (Alain)* (p. 4254, 4255) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4255).

Discussion des amendements identiques n°s 11 de M. Philippe Vasseur, 251 de M. Patrick Ollier et 254 de M. Philippe Auberger (pérennisent le lien entre le taux de la taxe d'habitation et celui de la taxe sur les propriétés non bâties) (p. 4256) : vote réservé (p. 4257) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4256) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4256).

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4256).

Amendement n° 11 de M. Philippe Vasseur : soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4256).

Amendement n° 251 de M. Patrick Ollier : soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4256).

Logement : rentabilité : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4256).

Taxe foncière sur les propriétés bâties : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4256).

Article 23 *(modification des conditions de paiement de la taxe professionnelle et de la période de référence pour le calcul du plafonnement de cette taxe par rapport à la valeur ajoutée)* (p. 4257) : vote réservé (p. 4263) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Défavorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 4257, 4258).

Entreprises : charges : *Gantier (Gilbert)* (p. 4257, 4258).

Finances publiques : mesures de trésorerire : *Gantier (Gilbert)* (p. 4257, 4258).

Discussion des amendements identiques n°s 92 de M. Edmond Alphandéry, 191 de M. Gilbert Gantier et 225 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 4258) : vote réservé (p. 4262) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4258) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4259).

Observations : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4261).

Amendement n° 92 de M. Edmond Alphandéry : soutenu par : *Fréville (Yves)* (p. 4258).

Assemblée nationale : députés : élus du patronat : *Richard (Alain)* (p. 4260, 4261) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4260) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4260, 4261) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4261).

Entreprises : charges : *Fréville (Yves)* (p. 4258) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4259, 4261, 4262) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4259, 4262) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4260, 4262) ; *Richard (Alain)* (p. 4260).

Finances publiques : déficit budgétaire : *Fréville (Yves)* (p. 4258) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4260, 4262) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4261) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4262) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4262).

Partis et mouvements politiques : parti communiste : *Richard (Alain)* (p. 4260, 4261) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4261).

Discussion commune des amendements n°s 69 de la commission et 276 de M. Philippe Auberger (maintiennent le dégrévement bénéficiant aux entreprises dont la valeur ajoutée a diminué l'année précédente).

Observations : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4262).

Amendement n° 69 de la commission : vote réservé (p. 4262) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4262).

Amendement n° 276 de M. Philippe Auberger : vote réservé (p. 4262) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Amendement n° 70 rectifié de la commission (rédactionnel) : vote réservé (p. 4262) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4262).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4262).

Amendement n° 306 de M. Gilbert Gantier (permet aux entreprises ayant bénéficié d'un dégrévement l'année précédente de l'imputer à nouveau - à titre provisoire - sur la cotisation de l'année) : vote réservé (p. 4263) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4263) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4263).

Amendement n° 71 de la commission (permet aux entreprises ayant demandé un dégrévement, sur lequel l'administration n'a pas encore statué, de l'imputer sur leur cotisation au titre de l'année suivante) : vote réservé (p. 4263) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4263).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4263).

Après l'article 23 :

Amendement n° 33 de M. Jean Tardito (supprime la réduction de 16 p. 100 des bases de la taxe professionnelle) : vote réservé (p. 4270) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4270) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4270).

Entreprises : charges : *Tardito (Jean)* (p. 4270).

Amendement n° 143 de M. Jean-Pierre Brard (module la réduction de 16 p. 100 des bases de la taxe professionnelle en fonction du taux de la taxe pratiqué par la commune, fixe la réduction maximale à 16 p. 100 et crée un fonds de solidarité alimenté par les communes dont le taux de réduction des bases se trouve ramené à moins de 16 p. 100, leur cotisation étant calculée par application à leur produit de taxe professionnelle sans compensations d'un taux égal au quart de la différence entre 16 p. 100 et le taux de la réduction des bases en vigueur dans la commune) : vote réservé (p. 4270) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 4270).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4270) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4270).

Amendement n° 34 de M. Jean-Pierre Brard (institue une cotisation minimum de taxe professionnelle égale à 2 p. 100 de la valeur ajoutée) (p. 4270) : vote réservé (p. 4271) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4271) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4271).

Emploi : *Richard (Alain)* (p. 4271) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4271).

Entreprises : charges : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4270, 4271) ; *Richard (Alain)* (p. 4271) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4271).

Amendement n° 35 de M. Jean-Pierre Brard (institue une cotisation minimum de taxe professionnelle égale à 1,7 p. 100 de la valeur ajoutée) (p. 4270) : vote réservé (p. 4271) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4271) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4271).

Amendement n° 72 de la commission (dispose que l'exonération de taxe professionnelle bénéficiant aux professionnels libéraux nouvellement installés concerne les douze mois suivant leur installation et non la seule année civile au cours de laquelle cette dernière a lieu) (p. 4271) : vote réservé (p. 4272) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4271).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4271).

Observations : *Le Garrec (Jean)* (p. 4271, 4272).

Article 24 *(modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers) :* vote réservé (p. 4272) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Amendement n° 144 de M. Jean-Pierre Brard (n'applique pas la majoration au supercarburant sans plomb) : vote réservé (p. 4272) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Thiémé (Fabien)* (p. 4272).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4272) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4272).

Après l'article 24 :

Amendement n° 76 de M. Fabien Thiémé (institue une taxe égale à 3 p. 100 de la valeur vénale des immeubles détenus par des sociétés ayant leur siège dans des « paradis fiscaux ») (p. 4272) : retiré (p. 4274).

Soutenu par : *Tardita (Jean)* (p. 4273).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4273, 4274) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4274).

Gouvernement : engagement à proposer un texte en deuxième partie : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4274).

Article 25 *(reconduction du prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières)* (p. 4274) : vote réservé (p. 4275) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Défavorable : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4274).

Discussion des amendements identiques n°s 192 de M. Gilbert Gantier, 279 de M. Jean-Louis Masson et 324 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 4274).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4275) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4275) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4275).

Amendement n° 192 de M. Gilbert Gantier : vote réservé (p. 4275) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Amendement n° 279 de M. Jean-Louis Masson : non soutenu (p. 4274).

Amendement n° 324 de M. Jean Proriol : vote réservé (p. 4275) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4274).

Secteur public : entreprises publiques : privatisation de la C.F.P. : *Auberger (Philippe)* (p. 4275).

Après l'article 25 :

Amendement n° 37 de M. Jean Tardito (institue une taxe spécifique égale à 25 p. 100 du bénéfice net des entreprises commercialisant du pétrole en France) : retiré (p. 4275).

Article 26 *(hausse du droit de consommation sur les tabacs) :* discussion et vote réservés ; examiné avant l'article 37 (p. 4296).

Article 27 *(affectation du produit du droit de consommation sur les alcools perçu en Corse) :* vote réservé (p. 4275) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Article 28 *(relèvement des droits de timbre sur les jeux et du taux du prélèvement sur l'exploitation de certaines œuvres à caractère pornographique ou d'incitation à la violence)* (p. 4275) : vote réservé (p. 4276) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Après l'article 28 :

Amendement n° 252 de M. Patrick Ollier (autorise les contribuables exerçant plusieurs activités à ne tenir qu'une seule comptabilité pour l'ensemble de celles-ci et soumet leurs revenus au régime fiscal de leur activité prépondérante) : vote réservé (p. 4276) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4276) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4276).

Amendement n° 98 de M. Patrick Ollier (ramène de 13,8 p. 100 à 10 p. 100 le taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement applicables aux transactions immobilières) : vote réservé (p. 4276) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4276) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4276).

Discussion commune des amendements n°s 178, 325, 373 et 288.

Amendement n° 178 de M. Gilbert Gantier (porte de 3 000 F à 10 000 F le montant de l'abattement sur les successions pour frais d'obsèques) (p. 4276) : vote réservé (p. 4277) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4276) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4277).

Amendement n° 325 de M. Jean Proriol (porte de 3 000 F à 6 000 F le montant de l'abattement sur les successions pour frais d'obsèques) (p. 4276) : vote réservé (p. 4277) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4276).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4276) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4277).

Amendement n° 288 de M. François Rochebloine (porte de 3 000 F à 5 000 F et indexe le montant de l'abattement sur les successions pour frais d'obsèques) (p. 4276) : vote réservé (p. 4277) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4276).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4276) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4277).

Amendement n° 373 de M. Jean-Pierre Brard (porte de 3 000 F à 6 000 F le montant de l'abattement sur les successions pour frais d'obsèques) (p. 4276) : vote réservé (p. 4277) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4276) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4277).

Amendement n° 289 de M. François Rochebloine (indexe l'abattement sur les successions pour frais d'obsèques) : vote réservé (p. 4277) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Fréville (Yves)* (p. 4277).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4277) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4277).

C. - Mesures diverses.

Article 29 *(détermination du montant de la contribution versée par les exploitants La Poste et France Télécom) :* vote réservé (p. 4277) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Article 30 *(revalorisation du taux de la taxe unique et du barème de la redevance due par les installations classées pour la protection de l'environnement) :* vote réservé (p. 4277) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Après l'article 30 :

Amendement n° 147 de M. Jean-Pierre Brard (institue des taux régionaux pour la participation des employeurs à l'effort de construction, variant de 0,45 p. 100 à 0,95 p. 100 en fonction du pourcentage de demandeurs de logements sociaux par rapport à la population des régions) (p. 4277) : vote réservé (p. 4278) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4277, 4278).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4277).

Logement : politique : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4277, 4278).

Logement : 1 p. 100 : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4277) ; *Richard (Alain)* (p. 4277) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4277).

Amendement n° 148 de M. Fabien Thiémé (institue une taxe égale à 4 p. 100 des plus-values réalisées par les mouvements de capitaux à court terme n'ayant pas de contrepartie physique) : vote réservé (p. 4278) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4278).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4278) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4278) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4278).

Communautés européennes : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4278) ; *Richard (Alain)* (p. 4278) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4278).

Amendements du Gouvernement examinés avant l'article 37 (p. 4300).

II. - Ressources affectées.

Article 31 *(dispositions relatives aux affectations) :* vote réservé (p. 4278) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Après l'article 31 :

Amendement n° 186 de M. Pierre Micaux (porte de 10,5 à 12,5 centimes par mètre cube le tarif de la redevance sur la consommation d'eau à usage domestique et majore les autres redevances dans les mêmes proportions) : vote réservé (p. 4279) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4279).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4279) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4279).

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4279).

Sous-amendement n° 438 de M. Didier Migaud (fixe à 11 centimes par mètre cube le tarif de la redevance applicable aux besoins domestiques et majore les autres redevances dans les mêmes proportions) : vote réservé (p. 4279) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Article 32 *(actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du B.A.P.S.A.) :* vote réservé (p. 4279) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Article 33 *(aménagement de la taxe perçue au profit du compte de soutien à l'industrie cinématographique) :* vote réservé (p. 4279) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Article 34 *(relèvement de la taxe de sûreté et de sécurité)* (p. 4279) : vote réservé (p. 4280) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Discussion des amendements identiques n°s 73 de la commission et 3 de M. Michel Inchauspé (de suppression) (p. 4279) : vote réservé (p. 4280) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Favorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 4280) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4280).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4280).

Amendement n° 73 de la commission : soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4280).

Amendement n° 3 de M. Michel Inchauspé : soutenu par : Auberger (Philippe) (p. 4280).

Article 35 *(abondement de la première fraction du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle - Dotation de développement rural) :* vote réservé (p. 4280) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Après l'article 35 :

Amendement n° 100 de M. Patrick Ollier (majore la dotation de compensation au titre de la dotation globale de fonctionnement pour les communes passant avec l'Etat des conventions destinées à la mise en œuvre d'actions en faveur de l'environnement) (p. 4280) : vote réservé (p. 4281) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4280).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4280) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4280).

Article 36 *(évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) :* examiné aprés l'article 9 [22 octobre 1992] (p. 4127).

Après l'article 36 :

Amendement n° 166 de M. Gilbert Gantier (prévoit que le Gouvernement déposera au Parlement, avant le 20 février 1993, un rapport sur l'origine des moins-values fiscales constatées en 1992) : vote réservé (p. 4281) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4281) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4281).

Article 4 précédemment réservé *(amélioration des dispositions relatives à la réduction d'impôt pour investissement locatif)* (p. 4281) : vote réservé (p. 4288) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Observations : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4282) ; *Tardito (Jean)* (p. 4282).

Catastrophes naturelles : inondations ayant frappé le Vaucluse et d'autres départements méridionaux : exemption de la taxe d'habitation : *Tardito (Jean)* (p. 4282).

Logement social : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4282).

Amendement n° 53 rectifié de la commission (propose une nouvelle rédaction de l'article, ramenant à 15 p. 100 les taux de la réduction d'impôt et de la déduction forfaitaire, portant à respectivement 400 000 F et 800 000 F les plafonds d'investissement, réduisant de neuf ans à six ans la durée de l'engagement de location et instituant la déductibilité des primes d'assurance-loyer à hauteur de 5 p. 100 des revenus locatifs) (p. 4282) : vote réservé (p. 4285) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4283).

Favorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 4283, 4284) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4284).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4284, 4285) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4284, 4285).

Logement : rentabilité : *Richard (Alain)* (p. 4283) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4285).

Logement social et livret A des caisses d'épargne : *Le Garrec (Jean)* (p. 4283) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4284) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4284).

Amendement n° 439 du Gouvernement (réduit le crédit d'impôt de 20 à 15 p. 100 et porte les plafonds d'investissement à respectivement 400 000 F et 800 000 F) (p. 4285) : vote réservé (p. 4286) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4285).

Observations : *Auberger (Philippe)* (p. 4285) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4286).

Logement social : prêts locatifs aidés : proposition du Gouvernement : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4285) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4285) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4286).

Discussion commune des amendements n°s 440 du Gouvernement, 79 de M. Edmond Alphandéry, 420 de M. Jean de Gaulle, 171 de M. Gilbert Gantier et 264 rectifié de M. Philippe Auberger (réduisent de neuf ans à six ans la durée de l'engagement de location).

Amendement n° 440 du Gouvernement : vote réservé (p. 4286) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4283).

Amendement n° 420 de M. Jean de Gaulle : vote réservé (p. 4286) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4286).

Amendements n°s 79, 171 et 264 rectifié : vote réservé (p. 4286) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Discussion commune des amendements n°s 208 de M. Pierre Méhaignerie, 400 de M. Gilbert Gantier et 265 de M. Philippe Auberger (suppriment les dates limites pour la prise d'effet de la location) : vote réservé (p. 4286) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Amendement n° 441 du Gouvernement (de coordination) : vote réservé (p. 4286) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4283).

Discussion commune des amendements n°s 173 de M. Gilbert Gantier et 266 de M. Philippe Auberger (instituent une réduction d'impôt prorata temporis pour le vendeur et l'acquéreur de parts de S.C.P.I. détenues pendant une durée inférieure à neuf ans) (p. 4286) : vote réservé (p. 4287) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4287) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4287).

Amendement n° 442 du Gouvernement (de conséquence) : vote réservé (p. 4287) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4283).

Discussion commune des amendements n°s 421 et 342.

Amendement n° 421 de M. Jean de Gaulle (porte les plafonds d'investissement locatif à respectivement 450 000 F et 900 000 F) : vote réservé (p. 4287) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4287).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4287) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4287).

Amendement n° 342 de M. Philippe Auberger (porte à 1 200 000 F le plafond de l'investissement locatif pour les couples mariés) : vote réservé (p. 4287) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4287) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4287).

Discussion commune des amendements n°s 174 de M. Gilbert Gantier et 267 de M. Philippe Auberger (appliquent les dispositions de l'article aux logements dont la construction a débuté à partir du 15 mars 1991) : vote réservé (p. 4287) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4287) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4287).

Discussion commune des amendements n°s 268 de M. Philippe Auberger et 422 de M. Jean de Gaulle (appliquent les dispositions de l'article aux logements dont la construction a débuté à partir du 1er janvier 1992) (p. 4287, 4288) : vote réservé (p. 4288) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4288) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4288).

Amendement n° 422 de M. Jean de Gaulle : soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4288).

Amendement n° 343 de M. Jean-Michel Couve (applique les dispositions de l'article - à l'exception de celles relatives au loyer et aux ressources du locataire - aux résidences de tourisme) : vote réservé (p. 4288) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4288).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4288) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4288).

Discussion commune des amendements n°s 269 de M. Philippe Auberger et 423 de M. Jean de Gaulle (accordent le bénéfice de la réduction d'impôt aux locations conclues avec des membre du foyer fiscal du contribuable, ses ascendants ou descendants) : vote réservé (p. 4288) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4288) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4288).

Amendement n° 423 de M. Jean de Gaulle : soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4288).

Amendement n° 326 de M. Edouard Landrain (de précision) : vote réservé (p. 4288) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4288).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4288) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4288).

Après l'article 4 (amendements précédemment réservés) :

Amendement n° 347 de M. Augustin Bonrepaux (fait bénéficier les locations conclues jusqu'au 1er juillet 1995 de l'exonération de deux ans des revenus fonciers prévue par l'article 15 *ter* du code général des impôts pour la mise en location de logements vacants depuis plus de deux ans dans les communes de moins de 5 000 habitants) : retiré (p. 4288).

Discussion commune des amendements n°s 320, 80, 168 rectifié, 216, 262 et 284.

Amendement n° 320 de M. Jean Proriol (porte à 20 p. 100 la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers) : vote réservé (p. 4289) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4289).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4289).

Logement :

- exclusion sociale : *Richard (Alain)* (p. 4289) ;

- rentabilité : *Richard (Alain)* (p. 4289).

Amendements n°s 80 de M. Edmond Alphandéry, 168 rectifié de M. Gilbert Gantier et 216 de M. Philippe Auberger (portent à 15 p. 100 la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers) : vote réservé (p. 4289) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Amendements n°s 262 de M. Léonce Deprez et 284 de M. François Rochebloine (portent à 10 p. 100 la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers) : vote réservé (p. 4289) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Amendement n° 176 de M. Gilbert Gantier (permet aux propriétaires bailleurs, s'engageant à louer un logement pour une période de six ans, d'en déduire les dépenses de réparation et d'entretien de leur revenu global imposable) (p. 4289) : vote réservé (p. 4290) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4290) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4290).

Amendement n° 135 de M. Fabien Thiémé (soumet l'exonération de la plus-value réalisée sur la résidence principale à la condition que le vendeur ait été antérieurement domicilié en France pendant au moins un an) : vote réservé (p. 4290) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4290).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4290).

Amendement n° 321 de M. Jean Proriol (porte de 6 000 F à 12 000 F l'abattement sur les plus-values faisant l'objet d'une taxation selon le barème de l'impôt sur le revenu) : vote réservé (p. 4290) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4290).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4290) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4290).

Amendement n° 175 de M. Gilbert Gantier (institue un amortissement sur neuf ans des logements neufs donnés à bail dans la limite de 50 000 F déduits annuellement du revenu imposable) : vote réservé (p. 4290) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4290) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4290).

Amendement n° 261 de M. Léonce Deprez (étend le bénéfice de la réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunt à l'achat de logements anciens) : vote réservé (p. 4290) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4290).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4290) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4290).

Amendement n° 263 de M. Léonce Deprez (institue une réduction d'impôt du type « Quilès-Méhaignerie » au titre de l'achat de logements anciens donnés à bail) (p. 4290) : vote réservé (p. 4291) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 4290).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4291) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4291).

Amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Brard (exonère de la taxe d'habitation les contribuables exonérés de l'impôt sur le revenu l'année précédente et relève à due concurrence le taux de l'impôt sur les sociétés) : vote réservé (p. 4291) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4291) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4291).

Taxe d'habitation : exonérations et dégrèvements : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4291).

Amendement n° 18 rectifié de M. Fabien Thiémé (institue un dégrèvement de 50 p. 100 de la taxe foncière sur les propriétés bâties au profit des contribuables exonérés d'impôt sur le revenu l'année précédente qui occupent un local dont la valeur locative est inférieure au double de la moyenne nationale et majore à due concurrence le taux de l'impôt sur les sociétés) : retiré (p. 4291).

Amendement n° 120 de M. Fabien Thiémé (plafonne à 3 p. 100 par rapport au revenu le montant de la taxe d'habitation des contribuables acquittant moins de 15 944 F au titre de l'impôt sur le revenu et majore à due concurrence le taux de l'impôt sur les sociétés) ; rectifié par le Gouvernement (plafonnement à 3,4 p. 100 et suppression du financement de l'amendement) (p. 4291) : retiré (p. 4292).

Défavorable : *Richard (Alain)* (p. 4291).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4291) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4292) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4292) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4292) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4292).

Amendement n° 450 du Gouvernement (ramène de 3,7 à 3,4 p. 100 le taux du plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu prévu par l'article 1414 C du code général des impôts) : vote réservé (p. 4292) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4292).

Amendements n°s 24 et 21 de M. Fabien Thiémé, 23 de M. Jean-Pierre Brard et 22 de M. Jean Tardito : retirés (p. 4292).

Amendement n° 17 de M. Fabien Thiémé (détermine la valeur locative pour l'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties des logements du secteur social selon les modalités de la loi du 1er septembre 1948) : vote réservé (p. 4292) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4292).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4292) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4292).

Logement : loi de 1948 : *Richard (Alain)* (p. 4292).

Article 8 précédemment réservé *(suppression de la part départementale et de la part régionale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties)* (p. 4293) : vote réservé (p. 4295) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Observations : *Tardito (Jean)* (p. 4293) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4293).

Communautés européennes : rhum : accises et contingent d'importation en métropole : *Tardito (Jean)* (p. 4293) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4293).

Amendement n° 193 de M. Gilbert Gantier (anticipe d'un an l'application du dispositif de l'article concernant la part départementale) : vote réservé (p. 4293) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4293) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4293).

Discussion commune des amendements n°s 349 de M. Raymond Douyère, 402 de M. Yves Fréville et 403 de M. Jean-Pierre Brard (instituent pour les collectivités territoriales concernées une compensation intégrale par l'Etat des pertes et recettes) (p. 4294) : vote réservé (p. 4295) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4294) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4295).

Amendement n° 436 rectifié de M. Alain Richard (fait varier la compensation des pertes fiscales de chaque collectivité en fonction inverse de leur potentiel fiscal) (p. 4294) : vote réservé (p. 4295) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4295).

Défavorables : *Fréville (Yves)* (p. 4295) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4295).

Collectivités locales : responsabilité fiscale : *Richard (Alain)* (p. 4294, 4295).

Après l'article 8 (amendement précédemment réservé) :

Amendement n° 150 de M. Ernest Moutoussamy (exonère de la taxe foncière sur les propriétés non bâties les terrains de moins de cinq hectares réellement exploités et institue une cotisation minimum de taxe professionnelle égale à 1 p. 100 de la valeur ajoutée) (p. 4295) : vote réservé (p. 4296) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4295, 4296).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 4296) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4296) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4296).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : outre-mer : *Richard (Alain)* (p. 4296).

Article 26 précédemment réservé *(hausse du droit de consommation sur les tabacs)* (p. 4296) : vote réservé (p. 4298) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Discussion des amendements identiques nos 307 de M. Germain Gengenwin et 372 corrigé de Mme Marie Jacq (suppriment l'augmentation du droit de consommation sur les cigares) (p. 4296) : vote réservé (p. 4297) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4297).

Observations : *Le Garrec (Jean)* (p. 4297).

Communautés européennes : tabac : fiscalité : *Jacq (Marie)* (p. 4296) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4297).

Tabac :

– industrie cigarière : Morlaix et Strasbourg : *Jacq (Marie)* (p. 4296, 4297) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4297) ;

– tabagisme : *Jacq (Marie)* (p. 4296) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4297).

Amendement no 75 de M. Jean Charroppin (institue une taxation différenciée du tabac à fumer selon qu'il est destiné ou non à rouler les cigarettes) (p. 4297) : vote réservé (p. 4298) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4297, 4298).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4298) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4298).

Amendement no 443 du Gouvernement (procède à une majoration supplémentaire du droit de consommation sur les cigarettes à compter du 19 avril 1993) : vote réservé (p. 4298) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4298).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 4298).

Amendement no 417 de M. Jean-Pierre Brard (porte de 1,5 à 3 centimes par cigarette vendue dans les départements de la France continentale, la part du produit du droit de consommation sur les tabacs affectée à la Caisse nationale d'assurance maladie et majore à due concurrence le taux de l'impôt sur les sociétés) : vote réservé (p. 4298) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 4298).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4298).

Après l'article 2 (suite) :

Amendement no 340 précédemment réservé de M. Claude Barate (étend aux personnes âgées dépendantes vivant seules la déduction du revenu imposable des dépenses de frais de séjour dans un établissement de cure applicable aux couples mariés dont l'un des membres est hébergé dans ce type d'établissement) (p. 4298) : vote réservé (p. 4299) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 4298).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4298) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4298, 4299).

Amendement no 15 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (accorde une demi-part supplémentaire de quotient familial aux contribuables mariés dont le conjoint est hébergé dans un établissement de long séjour ou dans une section de cure médicale et institue une surtaxe de 5 p. 100 sur la part des revenus des placements financiers et immobiliers excédant 150 000 F) : retiré (p. 4299).

Amendement no 445 du Gouvernement (impute la réduction d'impôt au titre des dépenses de grosses réparations de la résidence principale après application de la décote) : vote réservé (p. 4299) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4299)

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 4299).

Article 2 (suite) :

Amendement no 444 du Gouvernement (ajoute les revenus soumis à un taux proportionnel aux revenus assujettis au barème de l'impôt sur le revenu pour l'application de la minoration de 3 p. 100 de la cotisation d'impôt sur le revenu) : vote réservé (p. 4299) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4299).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 4299).

Après l'article 30 (suite) :

Amendement no 446 du Gouvernement (supprime les restitutions d'impôt d'un montant inférieur à cinquante francs) : vote réservé (p. 4300) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4300).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 4300) ; *Fréville (Yves)* (p. 4300).

Assemblée nationale : amendements : motivation : article 98, alinéa 3, du règlement : *Fréville (Yves)* (p. 4300) ; *Forni (Raymond) (VP)* (p. 4300).

Amendement no 449 du Gouvernement (majore l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés et institue une progressivité en fonction du chiffre d'affaires à partir de dix millions de francs) (p. 4300) : vote réservé (p. 4301) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4300).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 4300).

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4300) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4300).

Gouvernement : dépôt par le Gouvernement d'amendements pour financer les demandes du groupe communiste : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4300) ; *Richard (Alain)* (p. 4300) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4300).

Amendement no 448 du Gouvernement (propose une nouvelle rédaction du paragraphe I de l'article 520 A du code général des impôts relatif au droit spécifique sur les bières et certaines boissons non alcoolisées) : vote réservé (p. 4301) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4301).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 4301).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 4301) ; *Fréville (Yves)* (p. 4301).

Amendement no 447 du Gouvernement (majore les pénalités prévues aux articles 1725 et 1726 du code général des impôts) : vote réservé (p. 4301) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4301).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 4301).

Assemblée nationale : amendements : chiffrage de leur rendement : *Gantier (Gilbert)* (p. 4301).

Titre II : *dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.*

Article 37 et état A *(équilibre général du budget)* (p. 4301) : vote réservé (p. 4318) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 4314) ; *Lajoinie (André)* (p. 4314) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4314, 4315) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4318).

Agriculture : politique agricole commune et retraites : *Douyère (Raymond)* (p. 4315).

Anciens combattants : *Douyère (Raymond)* (p. 4315).

Assemblée nationale : amendements : motivation et chiffrage de leur rendement : *Gantier (Gilbert)* (p. 4314).

Enseignement : bourses : *Douyère (Raymond)* (p. 4315).

Logement : *Douyère (Raymond)* (p. 4315).

Partis et mouvements politiques : parti communiste : réponses du Gouvernement : *Gantier (Gilbert)* (p. 4314) ; *Lajoinie (André)* (p. 4314) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4318).

Amendement n° 451 du Gouvernement (majore et minore des évaluations de recettes et prend en compte des dépenses acceptées par le Gouvernement) (p. 4315) : vote réservé (p. 4318) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4323).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4317, 4318).

Agriculture : retraites : récupération des allocations du Fonds national de solidarité (F.N.S.) sur les successions : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4318).

Anciens combattants : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4317).

Enseignement : bourses : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4317).

Logement social : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4318).

Marchés financiers : mouvements de capitaux : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4318).

Partis et mouvements politiques : parti communiste : réponses du Gouvernement : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4318).

Discussion des amendements identiques n°s 74 de la commission et 2 rectifié de M. Michel Inchauspé (substituent les lignes « redevances de route » et « redevances pour services terminaux » à la ligne 70-03 « redevances de navigation aérienne »).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4318).

Amendement n° 74 de la commission : retiré (p. 4318).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 4318).

Amendement n° 2 rectifié de M. Michel Inchauspé : vote réservé ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4318).

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Malvy (Martin) (G)* (p. 4318, 4319).

Explications de vote : *Auberger (Philippe)* (p. 4319) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4319) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 4320) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4321) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4321).

Intervention du président de la commission des finances : Le Garrec (Jean) (p. 4322).

Intervention du Gouvernement : Malvy (Martin) (p. 4322).

Assemblée nationale :
- députés : *Le Garrec (Jean)* (p. 4322) ;
- rapporteur général : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4321) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4322) ;
- votes : réserve : *Auberger (Philippe)* (p. 4319) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4322).

Collectivités locales : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales : *Gantier (Gilbert)* (p. 4320).

Entreprises : charges : *Auberger (Philippe)* (p. 4319) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4320) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4321) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4322).

Finances publiques :
- déficit : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4321) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4322) ;
- dépenses : *Gantier (Gilbert)* (p. 4320) ;
- prélèvements obligatoires : *Gantier (Gilbert)* (p. 4320) ;
- recettes : allégements fiscaux : *Auberger (Philippe)* (p. 4319) ;
- trésorerie : mesures : *Gantier (Gilbert)* (p. 4320).

Fonctionnaires et agents publics : *Gantier (Gilbert)* (p. 4320).

Impôts sur la fortune et sur le patrimoine : impôt de solidarité sur la fortune : *Auberger (Philippe)* (p. 4319).

Impôt sur le revenu : réforme : *Auberger (Philippe)* (p. 4319).

Motion de censure : article 49, alinéa 2, de la Constitution : *Auberger (Philippe)* (p. 4319) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4321).

Partis et mouvements politiques :
- parti communiste : propositions et négociation avec le Gouvernement : *Gantier (Gilbert)* (p. 4319) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 4320, 4321) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4321) ;
- parti socialiste : dialogue avec le Gouvernement : *Douyère (Raymond)* (p. 4321) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4322).

Politique économique : environnement international : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4321).

Prévisions et projections économiques : *Gantier (Gilbert)* (p. 4320) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4322).

Revenu minimum d'insertion (R.M.I.) : *Gantier (Gilbert)* (p. 4320).

Secteur public : entreprises publiques : privatisations : *Gantier (Gilbert)* (p. 4320).

Sécurité sociale : déficit : *Gantier (Gilbert)* (p. 4320).

Vote des groupes :

Groupe communiste : ne prend pas part au vote : *Thiémé (Fabien)* (p. 4320).

Groupe R.P.R. : contre : *Auberger (Philippe)* (p. 4319).

Groupe socialiste : pour : *Douyère (Raymond)* (p. 4321).

Groupe U.D.C. : contre : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4321).

Groupe U.D.F. : contre : *Gantier (Gilbert)* (p. 4320).

Adoption au scrutin public des dispositions dont le Gouvernement a donné la liste (p. 4323).

DEUXIEME PARTIE

AFFAIRES ETRANGERES

Examen du fascicule [3 novembre 1992] (p. 4695).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et des avis :
- rapport de la commission des finances : *Gaubert (Jean)* (p. 4695) ;
- avis de la commission des affaires étrangères : *Delehedde (André)* (p. 4697) ;
- avis de la commission de la défense : *Gallet (Bertrand)* (p. 4698) ;
- avis de la commission des affaires étrangères pour la francophonie et les relations culturelles extérieures : *Deniau (Xavier)* (p. 4699) ;
- avis de la commission des affaires culturelles pour les relations culturelles internationales : *Bardin (Bernard)* (p. 4700) ;
- avis de la commission des affaires étrangères pour l'immigration : *Stasi (Bernard)* (p. 4701).

Intervention du Président de la commission des affaires étrangères : Bellon (André) (p. 4702).

Discussion : Bérégovoy (Michel) (p. 4703) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4705) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4706) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 4708) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4710) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4711).

Interventions du Gouvernement : Tasca (Catherine) (p. 4715) ; *Dumas (Roland)* (p. 4717).

Procédure des questions : Bapt (Gérard) (p. 4723) ; *Lacombe (Jean)* (p. 4723) ; *Lagorce (Pierre)* (p. 4724) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 4724, 4730) ; *Raoult (Eric)* (p. 4725, 4732) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 4726) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 4727) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4727) ; *Grignon (Gérard)* (p. 4728) ; *Pistre (Charles)* (p. 4729) ; *Proveux (Jean)* (p. 4729) ; *Cazenave (Richard)* (p. 4731) ; *Rouquet (René)* (p. 4731).

Réponses du Gouvernement : Dumas (Roland) (p. 4723 à 4732) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4727 à 4729).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Afghanistan : guerre civile : *Gallet (Bertrand)* (p. 4698) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4704).

Afrique :
- Angola : *Gallet (Bertrand)* (p. 4698) ;

- présence française : *Gallet (Bertrand)* (p. 4698) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4705) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4706) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4720, 4721) ;
- Somalie : *Gallet (Bertrand)* (p. 4698) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 4710) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4720).

Allemagne :
- forces françaises stationnées en Allemagne : *Gallet (Bertrand)* (p. 4698) ;
- réunification : *Montdargent (Robert)* (p. 4706) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 4708) ;
- terre d'accueil pour les réfugiés : *Stasi (Bernard)* (p. 4702).

Audiovisuel : *Gallet (Bertrand)* (p. 4699) ; *Bardin (Bernard)* (p. 4701) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4704) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 4716) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4718).

Cambodge : Casques bleus : déploiement : *Gallet (Bertrand)* (p. 4698) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4705) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4705) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4707) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4720, 4721).

Commerce extérieur : G.A.T.T. : négociations : *Bellon (André)* (p. 4703).

Communautés européennes :
- élargissement : *Dumas (Roland) (G)* (p. 4722) ;
- Europe sociale : *Dumas (Roland) (G)* (p. 4722) ;
- Maastricht : absence de référence à l'Europe de l'Est : *Deniau (Jean-François)* (p. 4709) ;
- Maastricht : réalisation de l'Union politique et économique : *Dumas (Roland) (G)* (p. 4722) ;
- Schengen : mise en place : *Stasi (Bernard)* (p. 4702) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4706).

Coopération et développement :
- aide humanitaire : *Gaubert (Jean)* (p. 4696) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4704) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 4710) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4710) ;
- aide publique au développement : *Gaubert (Jean)* (p. 4696) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4704) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4706) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 4717) ;
- assistance militaire : *Gaubert (Jean)* (p. 4696) ;
- Mission interministérielle de coordination pour l'Europe centrale et orientale (M.I.C.E.C.O.) : *Delehedde (André)* (p. 4697) ; *Deniau (Xavier)* (p. 4699) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4705) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4707) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4717) ;
- Nord-Sud : cassure : *Stasi (Bernard)* (p. 4702) ; *Bellon (André)* (p. 4703) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4705) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4707, 4708) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4717).

Défense :
- armes chimiques : interdiction : *Bérégovoy (Michel)* (p. 4704) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4721) ;
- arsenaux : réduction : *Bérégovoy (Michel)* (p. 4704) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4707) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4721) ;
- essais nucléaires français : suspension : *Bérégovoy (Michel)* (p. 4704) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4707) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4721) ;
- « Eurocorps » franco-allemand : *Gallet (Bertrand)* (p. 4698) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4722) ;
- forces conventionnelles : négociations de Vienne : *Gallet (Bertrand)* (p. 4698) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4721) ;
- sécurité européenne : *Bérégovoy (Michel)* (p. 4704) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4706) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4722) ;
- Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) : composante de la défense européenne : *Dumas (Roland) (G)* (p. 4722) ;
- zones dénucléarisées : *Bérégovoy (Michel)* (p. 4704) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4721).

Droits de l'homme et libertés publiques : défense par la France : *Dumas (Roland) (G)* (p. 4719).

Enseignement :
- Agence pour l'enseignement français à l'étranger : *Gaubert (Jean)* (p. 4696) ; *Deniau (Xavier)* (p. 4699) ; *Bardin (Bernard)* (p. 4700) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 4716) ;
- bourses : *Deniau (Xavier)* (p. 4700) ; *Bardin (Bernard)* (p. 4700, 4701) ;
- établissements scolaires : *Bardin (Bernard)* (p. 4701) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 4716) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4718, 4719).

Environnement : Sommet de Rio : suivi : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 4717) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4721).

Etrangers :
- Maghreb : baisse de l'émigration vers l'Europe : *Stasi (Bernard)* (p. 4702) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4717) ;
- Office français de protection des réfugiés et apatrides (O.F.P.R.A.) : *Gaubert (Jean)* (p. 4696) ; *Delehedde (André)* (p. 4697) ; *Stasi (Bernard)* (p. 4702) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4717).

Europe de l'Est :
- association à la Communauté européenne : *Deniau (Jean-François)* (p. 4709) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4722) ;
- instabilité : *Gaubert (Jean)* (p. 4695) ; *Gallet (Bertrand)* (p. 4698) ; *Stasi (Bernard)* (p. 4702).

Français : langue :
- action culturelle extérieure et francophonie : *Deniau (Xavier)* (p. 4699) ; *Bardin (Bernard)* (p. 4701) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 4716) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4720) ;
- Alliances françaises : *Bardin (Bernard)* (p. 4701) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 4706) ;
- colloques : anglais : prédominance : *Gallet (Bertrand)* (p. 4700).

Liban : *Montdargent (Robert)* (p. 4707) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 4709) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4710, 4711) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4718, 4720, 4721).

Ministère des affaires étrangères :
- carte diplomatique : révision : *Delehedde (André)* (p. 4697) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4706) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4718) ;
- Centre de conférences internationales du quai Branly : *Delehedde (André)* (p. 4698) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4719) ;
- crédits : montant, évolution, répartition : *Gaubert (Jean)* (p. 4695) ; *Delehedde (André)* (p. 4697) ; *Gallet (Bertrand)* (p. 4698) ; *Deniau (Xavier)* (p. 4699) ; *Bardin (Bernard)* (p. 4700) ; *Bellon (André)* (p. 4703) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4703) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4706) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4710) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 4716) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4718, 4719) ;
- école consulaire de Nantes : *Dumas (Roland) (G)* (p. 4719) ;
- informatique : schéma directeur : mise en place : *Gaubert (Jean)* (p. 4696) ; *Delehedde (André)* (p. 4697) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4718, 4719) ;
- investissements immobiliers : *Delehedde (André)* (p. 4698) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4706) ;
- personnel : effectifs, rémunérations : *Gaubert (Jean)* (p. 4696) ; *Delehedde (André)* (p. 4697) ; *Gallet (Bertrand)* (p. 4700) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4717).

Moyen-Orient :
- guerre du Golfe : *Deniau (Jean-François)* (p. 4709) ;
- négociations de paix entre Israël et ses voisins : *Bérégovoy (Michel)* (p. 4705) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4707) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4711) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4721).

Organisations internationales :
- accords d'Helsinki : inviolabilité des frontières : *Deniau (Jean-François)* (p. 4708) ;
- Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) : acte final : respect par les nouveaux Etats membres : *Dumas (Roland) (G)* (p. 4722) ;
- Cour de concertation et d'arbitrage : création : perspectives : *Dumas (Roland) (G)* (p. 4722) ;
- Organisation des Nations Unies (O.N.U.) : Conseil de sécurité : France : membre permanent : *Gallet (Bertrand)* (p. 4699) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4712) ;
- Organisation des Nations Unies (O.N.U.) : interventions : multiplication : *Gallet (Bertrand)* (p. 4698) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4704) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4707) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 4710) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4710) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4712) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4719) ;
- Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (O.T.A.N.) : commandement intégré : *Dumas (Roland) (G)* (p. 4722) ;

- Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (O.T.A.N.) : finalité : *Gallet (Bertrand)* (p. 4698) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4722) ;
- programme des Nations Unies pour le développement (P.N.U.D.) : articulation avec l'aide bilatérale française : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 4717) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4719) ;

Pays baltes : retrait des forces russes : *Bouvard (Loïc)* (p. 4710).

Russie :
- économie : effondrement : *Montdargent (Robert)* (p. 4707) ;
- sidérurgie : exportations sauvages : *Gaubert (Jean)* (p. 4695).

Union soviétique :
- démembrement, conséquences : *Bellon (André)* (p. 4703) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4704) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4705) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4707) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 4708, 4709) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4711) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4718) ;
- représentation diplomatique dans les quinze Etats issus du démembrement : *Gaubert (Jean)* (p. 4696) ; *Delehedde (André)* (p. 4697) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 4706) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 4708) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4718, 4719).

Yougoslavie : guerre civile : *Gallet (Bertrand)* (p. 4698) ; *Bellon (André)* (p. 4703) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4704) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4707) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 4709) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4710, 4711) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4711, 4712) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4718, 4720).

Procédure des questions (p. 4723).

Arménie : respect des populations civiles : *Raoult (Eric)* (p. 4725) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4725).

Audiovisuel : renforcement : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4727) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 4728).

Cambodge : accords de Paris : respect par les Khmers rouges : *Pistre (Charles)* (p. 4729) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4729).

Commerce extérieur : négociations du G.A.T.T. et politique agricole commune (P.A.C.) : *Peyrefitte (Alain)* (p. 4730) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4730).

Enseignement : Agence pour l'enseignement français à l'étranger : moyens budgétaires : *Proveux (Jean)* (p. 4729) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 4729, 4730).

Etrangers : immigration clandestine en provenance d'Algérie : *Ehrmann (Charles)* (p. 4726) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4726).

Français : langue : action culturelle extérieure : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4727) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 4727).

Liban : nouveau gouvernement issu des élections : *Bapt (Gérard)* (p. 4723) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4723).

Libye : responsabilité dans l'attentat du DC 10 : liberté de déplacement du juge Bruguière : *Peyrefitte (Alain)* (p. 4724) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4725).

Maghreb : dérive fondamentaliste : *Lacombe (Jean)* (p. 4723) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4724, 4731) ; *Cazenave (Richard)* (p. 4731).

Russie : emprunts russes : remboursement : perspectives : *Raoult (Eric)* (p. 4732) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4732).

Saint-Pierre-et-Miquelon : droits de pêche : respects par le Canada : *Grignon (Gérard)* (p. 4729) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4729).

Turquie :
- membre « associé » à l'Union de l'Europe occidentale : *Caro (Jean-Marie)* (p. 4727) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4727) ;
- respect des droits des minorités : perspectives : *Lagorce (Pierre)* (p. 4724) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4724).

Union soviétique : querelles nationalistes : multiplication : *Rouquet (René)* (p. 4731) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 4731).

Vote des crédits (p. 4733).

Crédits inscrits à la ligne « Affaires étrangères et coopération : I - Affaires étrangères ».

Etat B, titre III : adopté par scrutin public (p. 4733).

Etat B, titre IV : adopté (p. 4733).

Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 4733).

Après l'article 80 :

Amendement n° 38 rectifié de M. Pierre-André Wiltzer (propose la présentation au Parlement, au début de la deuxième partie du projet de loi de finances, d'un document retraçant la mise en œuvre des décisions prises lors des sommets francophones) (p. 4733) : adopté (p. 4734). Supprimé en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Observations : *Delehedde (André)* (p. 4734) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 4734) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 4734).

AFFAIRES EUROPEENNES

Examen du fascicule [3 novembre 1992] (p. 4673).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et des avis :
- rapport de la commission des finances : *Robert (Dominique)* (p. 4673) ;
- avis de la commission des affaires étrangères pour les institutions, le marché unique et la monnaie : *Seitlinger (Jean)* (p. 4675) ;
- avis de la commission des affaires étrangères pour la recherche, les transports et l'environnement : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4675).

Intervention du président de la délégation pour les Communautés européennes : Pezet (Michel) (p. 4677).

Discussion : Lefort (Jean-Claude) (p. 4679) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4679) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4681) ; *Catala (Nicole)* (p. 4682) ; *Bachy (Jean-Paul)* (p. 4683).

Intervention du Gouvernement : Guigou (Elisabeth) (p. 4684).

Procédure des questions : Virapoullé (Jean-Paul) (p. 4688) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 4689) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 4689) ; *Kœhl (Emile)* (p. 4689) ; *Hunault (Xavier)* (p. 4689) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4691).

Réponses du Gouvernement : Guigou (Elisabeth) (p. 4689 à 4691).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Allemagne : unification : *Pezet (Michel)* (p. 4678).

Audiovisuel : télévision haute définition : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4676).

Budget communautaire :
- Fonds de cohésion : création : perspectives : *Robert (Dominique)* (p. 4674) ;
- « paquet Delors II » : *Robert (Dominique)* (p. 4673, 4674) ; *Bachy (Jean-Paul)* (p. 4684) ;
- projet pour 1993 : montant, évolution : *Robert (Dominique)* (p. 4673, 4674, 4675) ; *Pezet (Michel)* (p. 4677).

Commerce extérieur :
- balance commerciale de la France : redressement : *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4687) ;
- G.A.T.T. : négociations : *Robert (Dominique)* (p. 4674) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4686).

Commission européenne : commissaires : responsabilité devant le Parlement européen et devant le Conseil européen : *Bouvard (Loïc)* (p. 4680).

Conseil de l'Europe :
- contribution française : *Seitlinger (Jean)* (p. 4675) ;
- rôle : accroissement : *Pezet (Michel)* (p. 4678).

Coopération et développement :
- aide à l'Europe de l'Est et à la Communauté des Etats indépendants (C.E.I.) : *Robert (Dominique)* (p. 4674) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4680) ;
- association de l'Europe de l'Est : *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4688).

Danemark :
- clause « d'opting out » : *Catala (Nicole)* (p. 4682) ;

- nouveau référendum : perspectives : *Bouvard (Loïc)* (p. 4680) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4685).

Défense :
- commandes militaires : coordination des programmes : nécessité : *Lamassoure (Alain)* (p. 4682) ;
- défense européenne : nécessité : *Bouvard (Loïc)* (p. 4680).

Droit communautaire :
- normes : harmonisation : *Lamassoure (Alain)* (p. 4681) ;
- société de droit européen : perspectives : *Lamassoure (Alain)* (p. 4681) ;
- subsidiarité : principe : mise en œuvre : *Bouvard (Loïc)* (p. 4680) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4681) ; *Catala (Nicole)* (p. 4683) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4686).

Energie :
- biocarburants : développement : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4677) ;
- E.D.F. : mise en cause par la Commission : *Catala (Nicole)* (p. 4682) ;
- pays de l'Est : sites nucléaires : vétusté : *Robert (Dominique)* (p. 4674).

Enseignement supérieur :
- Centre des hautes études administratives : création : *Robert (Dominique)* (p. 4675) ;
- droit européen : enseignement : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 4684).

Environnement :
- déchets : *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4687) ;
- respect : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4677) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4687).

Europe :
- Accords de Schengen : entrée en vigueur : *Seitlinger (Jean)* (p. 4675) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4687) ;
- Espace économique européen (E.E.E.) : entrée en vigueur en 1993 : *Pezet (Michel)* (p. 4677) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4688) ;
- Europe sociale : *Catala (Nicole)* (p. 4683) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4687) ;
- Maastricht : union politique, économique et monétaire : mise en œuvre : *Robert (Dominique)* (p. 4673) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 4675) ; *Pezet (Michel)* (p. 4677) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4679) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4681) ; *Catala (Nicole)* (p. 4682) ; *Bachy (Jean-Paul)* (p. 4683).

Femmes : protection sociale : amélioration : *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4688).

Grande-Bretagne : traité de Maastricht : ratification : *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4685).

Impôts et taxes : « éco-taxe » sur les carburants : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4677).

Institutions communautaires :
- Comité des régions : création : *Pezet (Michel)* (p. 4679) ; *Bachy (Jean-Paul)* (p. 4684) ;
- Conseil européen de la concurrence : création : perspectives : *Lamassoure (Alain)* (p. 4682) ;
- Cour de justice de Luxembourg : compétence : *Catala (Nicole)* (p. 4683) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4686) ;
- déficit démocratique : *Robert (Dominique)* (p. 4675) ; *Pezet (Michel)* (p. 4677, 4678) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4679) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4680) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4685) ;
- élargissement : perspectives : *Robert (Dominique)* (p. 4674) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 4675) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4680) ;
- médiateur européen : création : *Robert (Dominique)* (p. 4675) ;
- Sénat européen : perspectives : *Pezet (Michel)* (p. 4678).

Ministère : crédits : contribution française : montant, évolution, répartition : *Robert (Dominique)* (p. 4673) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 4675) ; *Pezet (Michel)* (p. 4677) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4679) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4680) ; *Bachy (Jean-Paul)* (p. 4683, 4684) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4684, 4685).

Parlement européen :
- Conférence interparlementaire : perspective : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 4684) ;
- « irresponsabilité » fiscale : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 4684) ;
- mode d'élection : réforme : *Pezet (Michel)* (p. 4677) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4680) ;
- rôle : renforcement : *Bouvard (Loïc)* (p. 4680) ;
- sièges : répartition par Etat membre : *Pezet (Michel)* (p. 4677).

Parlement français : commission chargée de suivre les affaires européennes : *Pezet (Michel)* (p. 4679) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4680) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4682) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4687).

Parlements nationaux : suivi des affaires communautaires : *Pezet (Michel)* (p. 4678) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4680).

Politique agricole commune (P.A.C.) : réforme et financement : *Robert (Dominique)* (p. 4674).

Politique économique :
- croissance : ralentissement généralisé : *Robert (Dominique)* (p. 4673) ;
- économies européennes : convergence : *Robert (Dominique)* (p. 4673) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4682) ; *Catala (Nicole)* (p. 4683) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4686) ;
- monnaie unique : *Bouvard (Loïc)* (p. 4680) ; *Catala (Nicole)* (p. 4683) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4686).

Recherche : crédits : évolution : *Robert (Dominique)* (p. 4674) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4676).

Strasbourg : capitale européenne : *Robert (Dominique)* (p. 4673) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4676) ; *Pezet (Michel)* (p. 4677, 4678) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4679) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4685).

Transports :
- infrastructures : amélioration : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4676) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4680) ;
- rail : service public : respect : *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4687).

Union Soviétique : désagrégation : *Robert (Dominique)* (p. 4675) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 4675) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4680).

Yougoslavie : guerre civile : *Pezet (Michel)* (p. 4679) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4681) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4686).

Procédure des questions (p. 4688).

Affaires étrangères : Maghreb : immigration sauvage : *Ehrmann (Charles)* (p. 4689) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4690).

Conseil de l'Europe : rôle : *Hunault (Xavier)* (p. 4690) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4691).

D.O.M. -T.O.M. : économie agricole sucrière : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4688) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4689).

Institutions communautaires : comité des régions : création : *Blanc (Jacques)* (p. 4691) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4691).

Politique économique : convergence et monnaie unique : *Kœhl (Emile)* (p. 4690) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4690).

Strasbourg : capitale européenne : *Caro (Jean-Marie)* (p. 4689) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4689).

Transports : T.G.V.-Est : *Caro (Jean-Marie)* (p. 4689) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 4689).

Vote des crédits (p. 4733).

Crédits mis aux voix à la suite de l'examen des crédits inscrits à la ligne « Affaires étrangères » : adoptés (p. 4733).

AFFAIRES SOCIALES ET SANTE

Examen du fascicule [27 octobre 1992] (p. 4361, 4381, 4405).

Déroulement de la séance :

Présentation des rapports et des avis :
- rapport de la commission des finances (santé et action humanitaire) : *Gantier (Gilbert)* (p. 4361) ;
- rapport de la commission des finances (personnes âgées) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4366) ;
- rapport de la commission des finances (famille) : *Thiémé (Fabien)* (p. 4369) ;
- avis de la commission des affaires culturelles (affaires sociales et intégration) : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4363) ;

- avis de la commission des affaires culturelles (santé) : *Calmat (Alain)* (p. 4364) ;
- avis de la commission des affaires culturelles (personnes âgées) : *Jacquat (Denis)* (p. 4368) ;
- avis de la commission des affaires culturelles (personnes handicapées) : *Laurain (Jean)* (p. 4369) ;
- avis de la commission des affaires culturelles (famille) : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 4371) ;
- avis de la commission des affaires étrangères (action humanitaire) : *Pistre (Charles)* (p. 4366).

Discussion : *Bachelot (Roselyne)* (p. 4372) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4373) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4375) ; *Jacquat (Denis)* (p. 4377) ; *Chermann (Jean-Claude)* (p. 4377) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 4382).

Interventions du Gouvernement : *Teulade (René)* (p. 4384) ; *Kouchner (Bernard)* (p. 4387) ; *Cathala (Laurent)* (p. 4392) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 4394) ; *Gillibert (Michel)* (p. 4395).

Procédure des questions : *Sauvaigo (Suzanne)* (p. 4396) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 4397, 4410) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4398, 4411) ; *Carpentier (René)* (p. 4398) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4399) ; *Rochebloine (François)* (p. 4400) ; *Garrouste (Marcel)* (p. 4401, 4435) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 4401,4427) ; *Clert (André)* (p. 4401, 4422) ; *Piat (Yann)* (p. 4405) ; *Préel (Jean-Luc)* (p. 4406) ; *Bertrand (Léon)* (p. 4407) ; *Spiller (Christian)* (p. 4408) ; *Wacheux (Marcel)* (p. 4408) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 4409, 4420) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4410, 4412) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 4412) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 4413, 4420) ; *Landrain (Edouard)* (p. 4414) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4415) ; *Laïdi (Robert)* (p. 4415) ; *Laffineur (Marc)* (p. 4416) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4417) ; *Colin (Daniel)* (p. 4417) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 4418) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4419) ; *Bohbot (David)* (p. 4421, 4422) ; *Jacquat (Denis)* (p. 4423, 4424) ; *Chollet (Paul)* (p. 4424) ; *Reymann (Marc)* (p. 4424) ; *Braissia (Louis de)* (p. 4425, 4429) ; *Legras (Philippe)* (p. 4425, 4430) ; *Durr (André)* (p. 4426) ; *Berson (Michel)* (p. 4427, 4428) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4427, 4432) ; *Bayard (Henri)* (p. 4428) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4429) ; *Gambier (Dominique)* (p. 4433) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4433) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 4434) ; *Durieux (Jean-Paul)* (p. 4434, 4436) ; *Proveux (Jean)* (p. 4434, 4435) ; *Néri (Alain)* (p. 4435, 4436) ; *Bourget (René)* (p. 4436).

Réponses du Gouvernement : *Teulade (René)* ; *Kouchner (Bernard)* ; *Cathala (Laurent)* ; *Yamgnane (Kofi)* ; *Gillibert (Michel)* (p. 4397 à 4436).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Action humanitaire :
- action humanitaire et politique étrangère : *Pistre (Charles)* (p. 4366) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4392) ;
- Bosnie-Herzégovine : *Pistre (Charles)* (p. 4366) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4392) ;
- droit humanitaire : droit d'ingérence et droit d'intervention : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4392) ;
- organisations non gouvernementales (O.N.G.) : volontaires : *Pistre (Charles)* (p. 4366) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4392) ;
- service national humanitaire (Globus) : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4392) ;
- Somalie : *Pistre (Charles)* (p. 4366) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4392).

Action sociale et solidarité nationale :
- associations : moyens, rôle et développement : *Yamgnane (Kofi) (G)* (p. 4394) ;
- exclusion : *Bachelot (Roselyne)* (p. 4372) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4375) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4375) ; *Yamgnane (Kofi) (G)* (p. 4394) ;
- exclusion : malades du sida : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4388) ;
- inégalités sociales : accentuation : *Bachelot (Roselyne)* (p. 4372) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4375) ;
- insertion professionnelle et contrats emploi-solidarité : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4363) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4385) ;
- revenu minimum d'insertion (R.M.I.) : cellules d'appui : moyens : *Teulade (René) (G)* (p. 4385) ;
- revenu minimum d'insertion (R.M.I.) ; crédits : évolution, montant et imputation : *Gantier (Gilbert)* (p. 4361, 4362) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4363) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 4370) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 4372) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4375) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 4384) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4384) ;
- revenu minimum d'insertion (R.M.I.) : Réunion : *Gantier (Gilbert)* (p. 4362) ;
- revenu minimum d'insertion (R.M.I.) : veuves : *Jacquat (Denis)* (p. 4368).

Communautés européennes :
- directives : travail de nuit, du dimanche et congé de maternité : *Thiémé (Fabien)* (p. 4370) ;
- traité de l'Union européenne : protocole social : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4364).

Cour des comptes : rapports : *Gantier (Gilbert)* (p. 4362).

Départements : clarification, répartition des compétences et péréquation des ressources : *Bachelot (Roselyne)* (p. 4373) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4376) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4385).

D.O.M. - T.O.M. :
- D.O.M. : allocations familiales : alignement sur la métropole : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4394) ;
- T.O.M. : services de santé : moyens : *Gantier (Gilbert)* (p. 4362) ; *Calmat (Alain)* (p. 4364) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4387).

Etrangers :
- accompagnement scolaire : *Yamgnane (Kofi) (G)* (p. 4395) ;
- contrats d'agglomération : *Yamgnane (Kofi) (G)* (p. 4395) ;
- Fonds d'action sociale (F.A.S.) : *Teulade (René) (G)* (p. 4386) ; *Yamgnane (Kofi) (G)* (p. 4394) ;
- immigration : accueil et intégration : *Bachelot (Roselyne)* (p. 4372) ; *Yamgnane (Kofi) (G)* (p. 4394, 4395).

Famille :
- allocation complémentaire et réduction d'impôt pour dépenses de scolarité : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4364) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4386) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4394) ;
- assistantes maternelles : aides à l'emploi : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4364) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 4370) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4394) ;
- Conseil économique et social : propositions : *Thiémé (Fabien)* (p. 4370) ;
- contrats-enfance : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4364) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p 4371) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4394) ;
- dépenses fiscales : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4394) ;
- droits de l'enfant : reconnaissance : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4364) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4393) ;
- enfants : modes de garde : diversité et financements : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 4371) ;
- familles nombreuses : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 4371) ;
- prestations familiales : niveau et caractère redistributif : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4364) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 4370) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 4371) ;
- vie familiale et vie professionnelle : conciliation : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4364) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 4370).

Finances publiques : dette publique : *Bachelot (Roselyne)* (p. 4373).

Handicapés :
- accessibilité : plan d'action : *Bachelot (Roselyne)* (p. 4373) ; *Gillibert (Michel) (G)* (p. 4396) ;
- allocation aux adultes handicapés (A.A.H.) : *Laurain (Jean)* (p. 4369) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 4373) ; *Jacquat (Denis)* (p. 4377) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4385) ; *Gillibert (Michel) (G)* (p. 4395, 4396) ;
- appelés volontaires : rôle : *Gillibert (Michel) (G)* (p. 4396) ;
- auxiliaires de vie : *Jacquat (Denis)* (p. 4377) ;
- centres d'aide par le travail (C.A.T.), ateliers protégés et maisons d'accueil spécialisé : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4364) ; *Laurain (Jean)* (p. 4369) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 4373) ; *Jacquat (Denis)* (p. 4377) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4386) ; *Gillibert (Michel) (G)* (p. 4395) ;

- commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) : *Laurain (Jean)* (p. 4369) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 4373) ; *Jacquat (Denis)* (p. 4377) ; *Gillibert (Michel) (G)* (p. 4396) ;
- curatelle et tutelle d'Etat : crédits : *Gillibert (Michel) (G)* (p. 4395) ;
- établissements nationaux pour jeunes sourds et aveugles : crédits : *Gillibert (Michel) (G)* (p. 4395) ;
- insertion professionnelle : obligation d'emploi et action de l'association de gestion du fonds national d'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH) : *Laurain (Jean)* (p. 4369) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4396) ;
- services de soins et d'éducation spéciale à domicile (S.S.E.S.D.) : *Gillibert (Michel) (G)* (p. 4396).

Hôpitaux et cliniques :
- Bourges : hôpital : *Calmat (Alain)* (p. 4365) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4387) ;
- budget global et taux directeur : *Millet (Gilbert)* (p. 4374) ;
- excédents de lits : *Gantier (Gilbert)* (p. 4362) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4387) ;
- hôpitaux psychiatriques : *Millet (Gilbert)* (p. 4374) ;
- internes : rémunération : *Gantier (Gilbert)* (p. 4362) : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4387) ;
- investissements : *Calmat (Alain)* (p. 4365) : *Millet (Gilbert)* (p. 4374) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4387) ;
- personnel : pénurie : *Millet (Gilbert)* (p. 4374) ;
- programmes de médicalisation du système d'information (P.M.S.I.) : *Calmat (Alain)* (p. 4365) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4374) ;
- réforme : financement et mise en œuvre : *Calmat (Alain)* (p. 4365) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4373, 4374) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4387) ;
- rentabilité : *Millet (Gilbert)* (p. 4374) ;
- services de proximité : *Gantier (Gilbert)* (p. 4362) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4374) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4388) ;
- unités fonctionnelles : mise en place : *Calmat (Alain)* (p. 4365).

Impôts et taxes :
- cotisation sociale généralisée (C.S.G.) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4367) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 4370) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 4372) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 4372) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4372) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 4384) ;
- droits de consommation sur les tabacs : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 4372).

Jeunes : fonds d'aide aux jeunes : *Teulade (René) (G)* (p. 4385).

Logement et habitat : Fonds national d'aide au logement : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4364).

Lois :
- loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées : *Gillibert (Michel) (G)* (p. 4396) ;
- loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4390) ;
- loi n° 92-642 du 12 juillet 1992 relative aux assistants maternels et assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4393) ;
- loi n° 92-722 du 29 juillet 1992 portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relative à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4363) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 4372) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4385) ;
- projet de loi n° 2219 relatif à l'agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie : *Gantier (Gilbert)* (p. 4362) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4391) ;
- projet de loi n° 2714 modifiant le livre V du code de la santé publique et relative à la pharmacie et au médicament : *Millet (Gilbert)* (p. 4374) ;
- projet de loi n° 2531 modifiant le code civil, relatif à l'état civil et à la filiation et instituant le juge aux affaires familiales : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4364) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4393).

Ministère des affaires sociales et de l'intégration :
- agents : hommage : *Teulade (René) (G)* (p. 4386) ;
- crédits (montant, répartition, évolution) : *Gantier (Gilbert)* (p. 4361) ; *Calmat (Alain)* (p. 4364) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4366, 4367) ; *Laurain (Jean)* (p. 4369) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 4372) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4374) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 4382) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4384) ;
- direction de la population et des migrations : *Yamgnane (Kofi) (G)* (p. 4395) ;
- modernisation : informatisation : *Teulade (René) (G)* (p. 4386) ;
- services extérieurs : moyens : *Gantier (Gilbert)* (p. 4362) ; *Calmat (Alain)* (p. 4365) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4386).

Ministère de la santé :
- agents : hommage : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4391) ;
- crédits (montant, répartition, évolution) : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4387, 4391) ;
- direction de la pharmacie et du médicament : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4391) ;
- direction générale de la santé : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4391) ;
- Laboratoire national de la santé : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4391) ;

Parlement : information : documents budgétaires : indicateurs de cohésion sociale : *Zeller (Adrien)* (p. 4376).

Personnes âgées :
- aides ménagères : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4393) ;
- allocation dépendance : projet : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4363) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 4373) ;
- dépendance : analyse du problème et mesures prises : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4367, 4368) ; *Jacquat (Denis)* (p. 4368) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 4373) ;
- dépendance : maintien à domicile : coordination des intervenants : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4363) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4368) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 4373) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4393) ;
- dépendance : prise en charge : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4363, 4364) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4368) ; *Jacquat (Denis)* (p. 4368) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 4384) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4385) ;
- forfaits de soins : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4363) ;
- hospices : rénovation : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4366) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4386) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4393) ;
- politique de la vieillesse : adaptation : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4363) ;
- soins infirmiers et garde à domicile : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4393) ;
- veuves : situation : *Jacquat (Denis)* (p. 4368).

Professions médicales :
- conventions médicales : *Gantier (Gilbert)* (p. 4362) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4363) ; *Calmat (Alain)* (p. 4365) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4373) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4376) ; *Jacquat (Denis)* (p. 4377) ; *Boulard (Jean-Claude) (p. 4383)* ; *Teulade (René) (G)* (p. 4385) ;
- formation : *Calmat (Alain)* (p. 4364) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4374) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4388) ;
- médecine libérale : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4388).

Professions paramédicales :
- conventions avec les caisses de sécurité sociale : *Gantier (Gilbert)* (p. 4362) ;
- formation : *Gantier (Gilbert)* (p. 4362) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4387).

Professions sociales :
- assistantes maternelles : statut : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4364) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4393) ;
- travailleurs sociaux : formation et plan de revalorisation : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4364) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4375) ; *Jacquat (Denis)* (p. 4377) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4386).

Rapatriés :
- Afrique du Nord : *Teulade (René) (G)* (p. 4386) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4393) ;
- fonds de retraite complémentaire : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4393) ;
- mémorial de l'outre-mer : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4393) ;
- remise de prêts et prêts de consolidation : *Teulade (René) (G)* (p. 4386) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4393).

Retraites :
- âge de la retraite : *Teulade (René) (G)* (p. 4385) ;
- droits dérivés : *Jacquat (Denis)* (p. 4368) ;
- financement : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4364) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 3483) ;
- pensions : revalorisation : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4364) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4367) ; *Jacquat (Denis)* (p. 4368) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4375) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 4383) ;
- répartition et capitalisation : *Millet (Gilbert)* (p. 4375) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 4382) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4385).

Santé publique :
- alcoolisme : centres d'hygiène alimentaire et d'alcoologie et comités départementaux de prévention : *Gantier (Gilbert)* (p. 4362) ; *Calmat (Alain)* (p. 4364) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4375) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4390) ;
- greffes d'organes : *Jacquat (Denis)* (p. 4377) ;
- Institut Pasteur : subventions : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4387) ;
- maladies sexuellement transmissibles : prise en charge par les centres de planning familial : *Calmat (Alain)* (p. 4364) ;
- médecine : progrès, éthique et risques thérapeutiques : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4387) ;
- prévention : nécessité et moyens : *Gantier (Gilbert)* (p. 4361) ; *Calmat (Alain)* (p. 4364) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 4373) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 4383) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4387, 4390) ;
- prévention : milieu scolaire : *Bachelot (Roselyne)* (p. 4373) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4390) ;
- recherche médicale : *Chermann (Jean-Claude)* (p. 4377) ;
- réseau national, observatoires régionaux et Haut Comité de la santé publique : *Gantier (Gilbert)* (p. 4361) ; *Calmat (Alain)* (p. 4364) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4374) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4390) ;
- sida : lutte contre : *Gantier (Gilbert)* (p. 4362) ; *Calmat (Alain)* (p. 4364, 4365) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4375) ; Chermann (Jean-Claude) (p. 4378) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4387, 4388, 4389) ;
- tabagisme : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4387, 4390) ;
- toxicomanie : lutte contre : *Calmat (Alain)* (p. 4364) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4375) ; *Jacquat (Denis)* (p. 4377) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4387, 4389, 4390) ;
- transfusion sanguine : système français : réforme : *Gantier (Gilbert)* (p. 4361) ; *Calmat (Alain)* (p. 4365) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4391) ;
- transfusion sanguine : hémophiles et transfusés atteints du sida : indemnisation : *Calmat (Alain)* (p. 4365) ; *Jacquat (Denis)* (p. 4377) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4391).

Sécurité sociale :
- assurance veuvage : excédents : *Jacquat (Denis)* (p. 4368) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4386) ;
- assurance vieillesse : artisans et commerçants : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 4372) ;
- assurance vieillesse : régime minier : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4366) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4375) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4386) ;
- assurance vieillesse : régimes spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) : *Gantier (Gilbert)* (p. 4361) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4367) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4375) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4376) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4386) ;
- branche famille : excédents et financement : *Thiémé (Fabien)* (p. 4370) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 4371, 4372) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4375) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 4382) ;
- branche vieillesse : cotisations : *Boulard (Jean-Claude)* (p. 4383) ;
- branche vieillesse : analyse du problème et mesures prises : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4367) ; *Jacquat (Denis)* (p. 4368) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 4372) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 4372) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4376) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4385) ;
- comptes sociaux : déficits : *Gantier (Gilbert)* (p. 4361) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4376) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 4382) ;
- comptes sociaux : transparence : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4367) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4376) ;
- conseils d'administration des caisses : élections : *Millet (Gilbert)* (p. 4375) ;
- dépenses d'assurance maladie et dépenses de santé : évolution, maîtrise médicalisée et régulation : *Gantier (Gilbert)* (p. 4362) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4363) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4374, 4375) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4376) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 4383) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4385) ;
- dépenses d'assurance maladie et dépenses de santé : rapport Béraud : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4363) ;
- effort social de la nation : *Bachelot (Roselyne)* (p. 4372) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4375) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 4382) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4384) ;
- Fonds national de solidarité : projet : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 4372) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 4372) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4375) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4376) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4385).

Urbanisme : politique de la ville : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4364).

Rappel au règlement : *Clément (Pascal) :* proteste contre le report de la discussion des crédits du ministère de l'éducation nationale et de la culture (p. 4381).

Rappel au règlement : *Bourg-Broc (Bruno) :* proteste contre le report de la discussion des crédits du ministère de l'éducation nationale et de la culture (p. 4381).

Rappel au règlement : *Vivien (Robert-André) :* dénonce l'absence de réponses dans un délai raisonnable au questionnaire budgétaire sur les crédits du secrétariat d'État à la communication et proteste contre le report de la discussion de ces mêmes crédits (p. 4381).

Procédure des questions (p. 4396).

Action sociale et solidarité nationale :
- accompagnement scolaire : *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 4427) ; *Yamgnane (Kofi) (G)* (p. 4427) ;
- revenu minimum d'insertion : crédits : *Durieux (Jean-Paul) (G)* (p. 4436) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4436).

Anciens combattants : retraite mutualiste : *Neri (Alain)* (p. 4436) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4436).

Départements :
- Pas-de-Calais : situation médico-sociale : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 4434) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4434) ;
- transfert de charges et de ressources : *Legras (Philippe)* (p. 4425) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4426).

D.O.M. - T.O.M. :
- Guyane : hôpitaux de Cayenne et de Saint-Laurent-du-Maroni : *Bertrand (Léon)* (p. 4407) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4407) ;
- Martinique : hôpital de Fort-de-France : *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4433) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4473).

Famille :
- contrats enfance : *Bourget (René)* (p. 4436) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4436) ;
- droits de l'enfant : adoption internationale et prévention des mauvais traitements : *Cacheux (Denise)* (p. 4432) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4432) ;
- enfants : modes de garde : *Laffineur (Marc)* (p. 4416) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4416, 4424, 4427, 4428) ; *Chollet (Paul)* (p. 4424) ; *Berson (Michel)* (p. 4427) ; *Bayard (Henri)* (p. 4428) ;
- politique familiale : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 4412) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4413, 4429) ; *Broissia (Louis de)* (p. 4429).

Handicapés :
- allocation aux adultes handicapés (A.A.H.) : revalorisation : *Carpentier (René)* (p. 4398) ; *Gillibert (Michel) (G)* (p. 4399, 4401) ; *Rochebloine (François)* (p. 4400) ; *Proveux (Jean)* (p. 4434) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4434) ;
- allocation d'éducation spécialisée : complément : *Carpentier (René)* (p. 4398) ; *Gillibert (Michel) (G)* (p. 4399) ;
- auxiliaires de vie : *Carpentier (René)* (p. 4398) ; *Gillibert (Michel) (G)* (p. 4399) ;
- centres d'aide par le travail (C.A.T.) et maisons d'accueil spécialisé : création de places et utilisation des crédits : *Rochebloine (François)* (p. 4400) ; *Gillibert (Michel) (G)* (p. 4400) ; *Wacheux (Marcel)* (p. 4408) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4408, 4413) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 4413) ;
- commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) : réforme : *Jacquat (Denis)* (p. 4424) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4424) ;
- établissements de long séjour : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 4435) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4435) ;
- insertion professionnelle : association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (AGEFIPH) : *Carpentier (René)* (p. 4398) ; *Gillibert (Michel) (G)* (p. 4399).

Hôpitaux et cliniques :
- budget global et taux directeur : *Landrain (Edouard)* (p. 4414) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4414) ;
- excédents de lits et services de proximité : *Legras (Philippe)* (p. 4430) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4431) ;
- lits de long séjour : *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 4410) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4410).

Impôts et taxes : cotisation sociale généralisée (C.S.G.) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 4429) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4429).

Jeunes :
- aide personnalisée au logement (A.P.L.) : critères d'attribution : *Bergelin (Christian)* (p. 4419) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4419) ;
- fonds d'aide aux jeunes en difficulté : *Bergelin (Christian)* (p. 4419) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4419, 4428) ; *Berson (Michel)* (p. 4428) ;
- insertion : aide financière : *Jacquaint (Muguette)* (p. 4398) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4398).

Logement et habitat : allocations de logement : critères d'attribution : *Durr (André)* (p. 4427) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4427).

Personnes âgées :
- aides ménagères : *Préel (Jean-Luc)* (p. 4407) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4407) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4430) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4430) ;
- année européenne des personnes âgées : *Garrouste (Marcel)* (p. 4401) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4401) ;
- dépendance : prise en charge : *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 4497) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4497, 4401, 4411, 4430) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 4401) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4411) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4429) ;
- forfaits de soins : *Clert (André)* (p. 4401) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4402) ;
- hospices : humanisation : *Garrouste (Marcel)* (p. 4435) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4435) ; *Neri (Alain)* (p. 4435).

Pharmacie : médicaments : délivrance : *Clert (André)* (p. 4422) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4422).

Professions médicales :
- infirmières : convention avec les caisses de sécurité sociale : *Broissia (Louis de)* (p. 4425) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4425) ;
- médecins : convention médicale : *Loïdi (Robert)* (p. 4415) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4416).

Professions sociales :
- aides ménagères : statut : *Perrut (Francisque)* (p. 4417) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4417) ;
- assistantes maternelles : *Berson (Michel)* (p. 4427) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4427) ;
- formation : *Cacheux (Denise)* (p. 4427) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4427).

Rapatriés : Français musulmans : interventions spécifiques : *Sauvaigo (Suzanne)* (p. 4397) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 4397, 4415) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4415).

Retraites :
- pensions : revalorisation : *Perrut (Francisque)* (p. 4417) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4417) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4429) ;
- régime général : pensions de réversion : *Perrut (Francisque)* (p. 4417) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4417, 4419, 4429) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 4418) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4429).

Santé publique :
- Agence française du sang : statut : *Millet (Gilbert)* (p. 4410) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4411, 4423) ; *Bohbot (David)* (p. 4422) ;
- alcoolisme : centres d'hygiène alimentaire et d'alcoologie et comités départementaux de prévention : *Clert (André)* (p. 4422) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4422) ;
- alcoolisme : interdiction de la publicité pour les vins : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4399) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4399) ;
- centres de santé : *Millet (Gilbert)* (p. 4412) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4412) ;
- génétique médicale : *Jacquat (Denis)* (p. 4423) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4424) ;
- offre de soins : inégalités régionales : *Gambier (Dominique)* (p. 4433) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4433) ;
- prévention : coordination des intervenants : *Préel (Jean-Luc)* (p. 4406) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4407) ;
- sida : lutte contre : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 4420) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4421) ; *Bohbot (David)* (p. 4421) ;
- toxicomanie : lutte contre : *Piat (Yann)* (p. 4405) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4406) ;
- tranfusion sanguine : directives européennes : *Millet (Gilbert)* (p. 4411) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4411) ;
- transfusion sanguine : hémophiles et tranfusés atteints du sida : indemnisation : *Colin (Daniel)* (p. 4417) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4418).

Sécurité sociale :
- assurance maladie : régime local d'Alsace-Moselle : *Spiller (Christian)* (p. 4408) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 4408) ; *Reymann (Marc)* (p. 4425) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4425) ;
- assurance veuvage : *Proveux (Jean)* (p. 4435) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4435) ;
- commission des comptes : réunions : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 4409) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4409) ;
- Fonds national de solidarité : projet : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 4420) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4420) ;
- régime minier : *Durieux (Jean-Paul)* (p. 4434) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4434).

Vote des crédits (p. 4436).

Etat B, titres III et IV, et état C, titres V et VI : réservés à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Teulade (René) (G)* (p. 4437) ; considérés comme adoptés en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Après l'article 80 :

Amendement n° 31 de M. Adrien Zeller *(crée une annexe au rapport sur l'équilibre économique et financier accompagnant le projet de loi de finances relative à l'évolution des principaux indicateurs sociaux)* : retiré (p. 4437).

Soutenu par : *Jacquat (Denis)* (p. 4437).

Défavorables : *Berson (Michel)* (p. 4437) ; *Teulade (René) (G)* (p. 4437).

AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL. - B.A.P.S.A.

Examen du fascicule [5 novembre 1992] (p. 4819, 4845, 4873).

Déroulement de la séance :

Présentation des rapports et des avis :
- rapport de la commission des finances pour l'agriculture : *Tavernier (Yves)* (p. 4819) ;

- avis de la commission de la production pour l'agriculture : *Métais (Pierre)* (p. 4821) ;
- avis de la commission des affaires étrangères pour l'agriculture : *Vial-Massat (Théo)* (p. 4823) ;
- rapport de la commission des finances pour le B.A.P.S.A. : *Vasseur (Philippe)* (p. 4823) ;
- avis de la commission des affaires culturelles pour le B.A.P.S.A. : *Bayard (Henri)* (p. 4825).

Discussion : Nesme (Jean-Marc) (p. 4826) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 4828) ; *Cointat (Michel)* (p. 4829) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4832) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 4833) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4835).

Intervention du Gouvernement : Soisson (Jean-Pierre) (p. 4836).

Procédure des questions : Charette (Hervé de) (p. 4845) ; *Fèvre (Charles)* (p. 4846) ; *Wolff (Claude)* (p. 4846) ; *Bégault (Jean)* (p. 4847) ; *Patriat (François)* (p. 4847, 4849) ; *Defontaine (Jean-Pierre)* (p. 4848) ; *Legras (Philippe)* (p. 4849, 4850) ; *Chasseguet (Gérard)* (p. 4850, 4858) ; *Briane (Jean)* (p. 4851, 4852) ; *Durand (Adrien)* (p. 4851) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 4852) ; *Franchis (Serge)* (p. 4853) ; *Berthelot (Marcelin)* (p. 4854) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4854) ; *Laffineur (Marc)* (p. 4854) ; *Chollet (Paul)* (p. 4855) ; *Colombier (Georges)* (p. 4856, 4882) ; *Estève (Pierre)* (p. 4856) ; *Gaits (Claude)* (p. 4857) ; *Gallet (Bertrand)* (p. 4857) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4858) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 4859, 4866) ; *Geng (Francis)* (p. 4860) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4860) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4861) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4861) ; *Harcourt (François d')* (p. 4862) ; *Ameline (Nicole)* (p. 4862) ; *Bayard (Henri)* (p. 4863, 4869) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4863, 4869) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4863) ; *Massat (René)* (p. 4864) ; *Lejeune (André)* (p. 4865) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4865, 4866) ; *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 4867) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4868, 4869) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4868) ; *Desanlis (Jean)* (p. 4870, 4887) ; *Migaud (Didier)* (p. 4873) ; *Forgues (Pierre)* (p. 4874) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4874) ; *Doligé (Eric)* (p. 4874, 4879) ; *Schreiner (Bernard) (Bas-Rhin)* (p. 4875, 4880) ; *Paccou (Charles)* (p. 4875, 4880) ; *Lestas (Roger)* (p. 4876, 4877) ; *Micaux (Pierre)* (p. 4876) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 4877, 4884) ; *Beix (Roland)* (p. 4877) ; *Benedetti (Georges)* (p. 4878) ; *Gaubert (Jean)* (p. 4878) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4880, 4881) ; *Dousset (Maurice)* (p. 4881) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 4882) ; *Lambert (Michel)* (p. 4883) ; *Lordinot (Guy)* (p. 4883) ; *André (René)* (p. 4884, 4885) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4885, 4890) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4886) ; *Coussain (Yves)* (p. 4886) ; *Proriol (Jean)* (p. 4887) ; *Bonnet (Alain)* (p. 4888) ; *Chouat (Didier)* (p. 4888) ; *Gatel (Jean)* (p. 4889) ; *Dhinnin (Claude)* (p. 4890) ; *Deniau (Xavier)* (p. 4891) ; *Dinet (Michel)* (p. 4891) ; *Couveinhes (René)* (p. 4892) ; *Boyon (Jacques)* (p. 4893).

Réponses du Gouvernement : Soisson (Jean-Pierre) (p. 4845 à 4894).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Agriculture : ministère de l'agriculture et du développement rural :
- crédits : montant, évolution, répartition : *Tavernier (Yves)* (p. 4819, 4820, 4821) ; *Métais (Pierre)* (p. 4821, 4822) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 4828, 4829) ; *Cointat (Michel)* (p. 4830) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4832) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 4834) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4835) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4837) ;
- crédits interministériels : F.I.D.A.R. : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4840).

Agroalimentaire : industrie : *Tavernier (Yves)* (p. 4821) ; *Métais (Pierre)* (p. 4822) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 4827) ; *Cointat (Michel)* (p. 4829) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 4833, 4835) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4835).

Aménagement du territoire :
- aménagement rural et mise en jachère : *Tavernier (Yves)* (p. 4820) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 4828) ; *Cointat (Michel)* (p. 4829, 4831) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4833) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4835) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4837, 4838) ;
- zones défavorisées et de montagne : *Métais (Pierre)* (p. 4821) ; *Cointat (Michel)* (p. 4831) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4835) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4838, 4839).

Animaux : contrôle vétérinaire aux frontières et dans les abattoirs : *Leduc (Jean-Marie)* (p. 4829) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4837).

B.A.P.S.A. :
- cotisations sociales : hausse : *Tavernier (Yves)* (p. 4820) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 4824) ; *Bayard (Henri)* (p. 4825, 4826) ; *Cointat (Michel)* (p. 4830) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 4834) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4838, 4839, 4841) ;
- dépenses et recettes, répartition : *Métais (Pierre)* (p. 4822) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 4823) ; *Bayard (Henri)* (p. 4825, 4826) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 4829) ; *Cointat (Michel)* (p. 4830) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4833) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4835) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4838, 4839) ;
- mutualité sociale agricole : *Bayard (Henri)* (p. 4826) ; *Cointat (Michel)* (p. 4830) ;
- prestations familiales : *Vasseur (Philippe)* (p. 4824) ; *Bayard (Henri)* (p. 4825) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4838).
- retraite et préretraite : *Tavernier (Yves)* (p. 4821) ; *Métais (Pierre)* (p. 4821) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 4825) ; *Bayard (Henri)* (p. 4826) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 4828, 4829) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4836) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4837).

Bois et forêts : protection : crédits : *Métais (Pierre)* (p. 4822).

Céréales :
- difficultés sectorielles : *Métais (Pierre)* (p. 4822) ; *Cointat (Michel)* (p. 4829, 4830) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4837) ;
- zones de blé dur : *Métais (Pierre)* (p. 4822) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4837).

Commerce extérieur :
- G.A.T.T. : négociations avec les Etats-Unis : *Métais (Pierre)* (p. 4822) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4823) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 4827) ; *Cointat (Michel)* (p. 4829, 4831) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4832) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 4833, 4834) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4835) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4836, 4841) ;
- importations extracommunautaires : *Stirbois (Marie-France)* (p. 4835).

Communautés européennes :
- aides : *Métais (Pierre)* (p. 4821, 4823) ; *Cointat (Michel)* (p. 4831) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4837, 4841) ;
- politique agricole commune (P.A.C.) : réforme : *Tavernier (Yves)* (p. 4820, 4821) ; *Métais (Pierre)* (p. 4821, 4822, 4823) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4823) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 4826, 4827) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 4828) ; *Cointat (Michel)* (p. 4829, 4830, 4831, 4832) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4832) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 4833, 4834) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4836, 4837, 4841).

Crise agricole : *Tavernier (Yves)* (p. 4819) ; *Métais (Pierre)* (p. 4822, 4823) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4823) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 4824, 4825) ; *Bayard (Henri)* (p. 4825) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 4826) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 4829) ; *Cointat (Michel)* (p. 4829, 4830, 4831) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4832, 4833) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 4834) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4835) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4840, 4841).

Elevage : crise de l'élevage et mesures ; prime à la vache allaitante ; prime à l'herbe : *Tavernier (Yves)* (p. 4820, 4821) ; *Métais (Pierre)* (p. 4821, 4822) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 4827) ; *Cointat (Michel)* (p. 4830) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4832) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4837, 4838).

Energie : biocarburants et produits agro-industriels : *Tavernier (Yves)* (p. 4820) ; *Métais (Pierre)* (p. 4822) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 4828, 4829) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4840).

Enseignement agricole : généralités : *Leduc (Jean-Marie)* (p. 4829) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4833) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 4834) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4837).

Environnement : respect : *Tavernier (Yves)* (p. 4820) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4839).

Exploitants agricoles :
- endettement ; prêts bonifiés ; plafonds : *Métais (Pierre)* (p. 4822) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 4829) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4833) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 4834) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4838) ;
- jeunes agriculteurs ; aides : *Tavernier (Yves)* (p. 4820) ; *Métais (Pierre)* (p. 4822) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 4828) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 4834) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4835) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4837, 4838) ;
- revenu : *Tavernier (Yves)* (p. 4819) ; *Métais (Pierre)* (p. 4822) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4835).

Exploitations agricoles :
- excédents de production : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 4826) ;
- terres en jachère : *Tavernier (Yves)* (p. 4820) ; *Cointat (Michel)* (p. 4831) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4832) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 4833) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4835) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4837).

Fruits et légumes : *Cointat (Michel)* (p. 4829) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4832) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 4834).

Impôts et taxes : fiscalité agricole : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 4827) ; *Cointat (Michel)* (p. 4829, 4831) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4836) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4837).

Impôts locaux : taxe sur le foncier non bâti : réforme : *Tavernier (Yves)* (p. 4820) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 4828) ; *Cointat (Michel)* (p. 4830) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4836).

Lait et produits laitiers : quotas : *Cointat (Michel)* (p. 4831) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4835) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4836).

Offices d'intervention : dotation : *Tavernier (Yves)* (p. 4821) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 4827) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4833).

« Produits du terroir » : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 4827) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4840).

Risques naturels : calamités agricoles : fonds de garantie : *Leduc (Jean-Marie)* (p. 4829) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4840).

Tourisme : tourisme « vert » : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4839, 4840).

Procédure des questions (p. 4845).

Agriculture biologique : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4894).

Agriculture et développement rural : ministère : répartition des crédits : *Ollier (Patrick)* (p. 4865, 4866) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4866, 4870) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4869).

Agroalimentaire : industrie : *Patriat (François)* (p. 4849) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4849, 4875) ; *Schreiner (Bernard) (Bas-Rhin)* (p. 4875).

Aménagement du territoire :
- aménagement rural : D.A.T.A.R. : *Ollier (Patrick)* (p. 4866) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4866) ;
- aménagement rural : F.I.D.A.R. : *Defontaine (Jean-Pierre)* (p. 4848, 4849) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4849) ;
- aménagement rural : politique globale : *Dinet (Michel)* (p. 4892, 4893) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4892, 4893) ;
- zones défavorisées et de montagne : *Durand (Adrien)* (p. 4851) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4852, 4857, 4861, 4865, 4866, 4867, 4868, 4873, 4874, 4888) ; *Gaits (Claude)* (p. 4857) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4861) ; *Massat (René)* (p. 4864, 4865) ; *Lejeune (André)* (p. 4865) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4866, 4867) ; *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 4867) ; *Migaud (Didier)* (p. 4873) ; *Forgues (Pierre)* (p. 4874) ; *Proriol (Jean)* (p. 4887) ;
- zones intermédiaires : *Defontaine (Jean-Pierre)* (p. 4848, 4849) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4849).

Animaux : fièvre aphteuse ; vaccination ; contrôle aux frontières : *André (René)* (p. 4885) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4886).

B.A.P.S.A. :
- cotisations sociales : libre choix de l'année de référence : *Patriat (François)* (p. 4848) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4848) ;
- cotisations sociales : réforme : *Millet (Gilbert)* (p. 4854) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4854, 4856, 4860, 4863, 4868, 4870, 4877, 4882, 4893) ; *Estève (Pierre)* (p. 4856) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 4859) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4863) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4868) ; *Desanlis (Jean)* (p. 4870) ; *Lestas (Roger)* (p. 4877) ; *Dousset (Maurice)* (p. 4881) ; *Colombier (Georges)* (p. 4882) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4890) ; *Boyon (Jacques)* (p. 4893) ;
- montant des crédits : *Gengenwin (Germain)* (p. 4868) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4868) ;
- pensions de réversion : veuves d'exploitants agricoles : *Franchis (Serge)* (p. 4853) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4853, 4888) ; *Bonnet (Alain)* (p. 4888) ;
- retraite et préretraite : *Franchis (Serge)* (p. 4853) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4853, 4854, 4856, 4869, 4877, 4888) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4854) ; *Colombier (Georges)* (p. 4856) ; *Estève (Pierre)* (p. 4856) ; *Bayard (Henri)* (p. 4869) ; *Lestas (Roger)* (p. 4877) ; *Bonnet (Alain)* (p. 4888).

Bois et forêts :
- fonds forestier national : *Legras (Philippe)* (p. 4850) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4851, 4891) ; *Micaux (Pierre)* (p. 4891) ;
- forêt méditerranéenne ; prévention des incendies : *Benedetti (Georges)* (p. 4878) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4878) ;
- politique forestière : *Legras (Philippe)* (p. 4849) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4850, 4861, 4891) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4861) ; *Micaux (Pierre)* (p. 4891).

Bourses et allocations d'études : conditions d'obtention pour les enfants d'agriculteurs : *Legras (Philippe)* (p. 4850) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4851).

Céréales :
- généralités : *Fèvre (Charles)* (p. 4846) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4846, 4850, 4853, 4858, 4877, 4887) ; *Chasseguet (Gérard)* (p. 4850) ; *Franchis (Serge)* (p. 4853) ; *Gallet (Bertrand)* (p. 4857) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 4877) ; *Proriol (Jean)* (p. 4887) ;
- coopératives ; stockage : *Micaux (Pierre)* (p. 4876) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 4877) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4877) ;
- indemnités compensatrices : *Warhouver (Aloyse)* (p. 4852) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4853) ;
- maïs : *Forgues (Pierre)* (p. 4874) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4874) ;
- zones de blé dur : *Gallet (Bertrand)* (p. 4857) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4858, 4882) ; *Dousset (Maurice)* (p. 4881).

Chasse : cotisations ; fédérations départementales ; groupement d'intérêt cynégétique : *Berthelot (Marcelin)* (p. 4853) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4853).

Colza : *Warhouver (Aloyse)* (p. 4852) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4853).

Commerce extérieur :
- G.A.T.T. : négociations avec les Etats-Unis : *Gouzes (Gérard)* (p. 4863, 4864) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4864, 4868, 4869) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4868) ; *Bayard (Henri)* (p. 4869) ;
- produits importés des pays de l'Est ; concurrence : *Gaubert (Jean)* (p. 4878) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4877).

Communautés européennes :
- aides : *Fèvre (Charles)* (p. 4846) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4846, 4850, 4868, 4878, 4882, 4885, 4888, 4891) ; *Chasseguet (Gérard)* (p. 4850) ; *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 4867) ; *Benedetti (Georges)* (p. 4878) ; *Dousset (Maurice)* (p. 4881) ; *André (René)* (p. 4885) ; *Proriol (Jean)* (p. 4887) ; *Deniau (Xavier)* (p. 4891) ;
- budget communautaire : *Perrut (Francisque)* (p. 4869) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4870) ;
- politique agricole commune (P.A.C.) : réforme : *Gaits (Claude)* (p. 4857) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4857, 4860, 4862, 4877, 4881, 4886, 4887, 4890, 4891) ; *Geng (Francis)* (p. 4860) ; *Harcourt (François d')* (p. 4862) ; *Ameline (Nicole)* (p. 4862) ; *Lestas (Roger)* (p. 4877) ; *Dousset (Maurice)* (p. 4881, 4891) ; *Coussain (Yves)* (p. 4886) ; *Desanlis (Jean)* (p. 4887) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4890) ; *Deniau (Xavier)* (p. 4891).

Départements :
- Ariège : *Massat (René)* (p. 4864) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4865) ;
- Cantal : *Coussain (Yves)* (p. 4886) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4886) ;
- Charente-Maritime : *Lipkowski (Jean de)* (p. 4880) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4881) ;

- Creuse : *Lejeune (André)* (p. 4865) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4865) ;
- Deux-Sèvres : *Perrut (Francisque)* (p. 4870) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4870) ;
- Eure-et-Loir : *Gallet (Bertrand)* (p. 4857) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4858) ;
- Haute-Marne : *Fèvre (Charles)* (p. 4846) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4846) ;
- Hautes-Alpes : *Ollier (Patrick)* (p. 4867) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4867) ;
- Hautes-Pyrénées : *Gaits (Claude)* (p. 4857) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4857) ;
- Hérault : *Couveinhes (René)* (p. 4892) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4892, 4893) ;
- Jura : *Patriat (François)* (p. 4849) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4849) ;
- Loiret : *Charié (Jean-Paul)* (p. 4866) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4866, 4875) ; *Doligé (Eric)* (p. 4875) ;
- Lot-et-Garonne : *Chollet (Paul)* (p. 4855) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4855) ;
- Lozère : *Durand (Adrien)* (p. 4851) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4852) ;
- Mayenne : *Lestas (Roger)* (p. 4876) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4876) ;
- Moselle : *Warhouver (Aloyse)* (p. 4852) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4853) ;
- Pyrénées-Orientales : *Estève (Pierre)* (p. 4856) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4856) ;
- Sarthe : *Chasseguet (Gérard)* (p. 4850) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4850) ;
- Vaucluse : *Gatel (Jean)* (p. 4889) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4889) ;
- Vosges : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4861) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4861).

D.O.M. - T.O.M. :
- flore tropicale : protection : *Lordinot (Guy)* (p. 4888) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4888) ;
- Guadeloupe : *Lordinot (Guy)* (p. 4888) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4888) ;
- Martinique : *Lordinot (Guy)* (p. 4883, 4884, 4888) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4884, 4888) ;
- offices d'intervention ; pouvoirs de l'Office de développement de l'économie agricole des départements d'outre-mer (O.D.E.A.D.O.M.) : *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4874) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4874, 4884) ; *Lordinot (Guy)* (p. 4884).

Elevage :
- élevage bovin : *Briane (Jean)* (p. 4852) ; *Lejeune (André)* (p. 4865) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4865, 4867, 4868, 4873, 4874, 4886) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4867) ; *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 4867) ; *Migaud (Didier)* (p. 4873) ; *Forgues (Pierre)* (p. 4874) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4886) ;
- élevage ovin : *Briane (Jean)* (p. 4852) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4852, 4853, 4867, 4868, 4873, 4878) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 4852) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4867) ; *Migaud (Didier)* (p. 4873) ; *Benedetti (Georges)* (p. 4878) ;
- élevage porcin : *Lordinot (Guy)* (p. 4884) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4884) ;
- prime à l'herbe : *Patriat (François)* (p. 4849) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4849, 4852, 4857, 4862, 4865, 4867, 4870, 4873, 4874, 4877, 4878, 4888) ; *Briane (Jean)* (p. 4852) ; *Gaits (Claude)* (p. 4857) ; *Ameline (Nicole)* (p. 4862) ; *Lejeune (André)* (p. 4865) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4867) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4870) ; *Forgues (Pierre)* (p. 4874) ; *Lestas (Roger)* (p. 4877) ; *Benedetti (Georges)* (p. 4878) ; *Proriol (Jean)* (p. 4887) ;
- prime à la vache allaitante : *Fèvre (Charles)* (p. 4846) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4846, 4853, 4858, 4865, 4867, 4873, 4886, 4888) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 4852) ; *Chasseguet (Gérard)* (p. 4858) ; *Lejeune (André)* (p. 4865) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4867) ; *Coussain (Yves)* (p. 4886) ; *Proriol (Jean)* (p. 4887) ;
- recherche génétique : productivité : *Briane (Jean)* (p. 4851) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4851, 4886) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4886) ;
- viande : abattoirs : financement : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 4867) ; *Schreiner (Bernard) (Bas-Rhin)* (p. 4880) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4880, 4883) ; *Lambert (Michel)* (p. 4883).

Energie : biocarburants :
- développement de la production : *Auberger (Philippe)* (p. 4858, 4859) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4859, 4869, 4875, 4877, 4880, 4887) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4869) ; *Doligé (Eric)* (p. 4875) ; *Micaux (Pierre)* (p. 4876) ; *Paccou (Charles)* (p. 4880) ; *Desanlis (Jean)* (p. 4887) ;
- diester : prix de revient : *Auberger (Philippe)* (p. 4850) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4859) ;
- régime fiscal : *Auberger (Philippe)* (p. 4859) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4859, 4875) ; *Doligé (Eric)* (p. 4875).

Enseignement agricole :
- maisons familiales rurales : *Laffineur (Marc)* (p. 4854) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4855, 4861, 4863, 4870, 4881, 4882, 4883, 4889) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4861) ; *Bayard (Henri)* (p. 4863) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4870) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4881) ; *Maujouan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 4882) ; *Lambert (Michel)* (p. 4883) ; *Chouat (Didier)* (p. 4888, 4889) ;
- parité avec l'éducation nationale : durée de la scolarité : *Chouat (Didier)* (p. 4888, 4889) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4889).

Exploitants agricoles :
- agriculteurs en difficulté : aides : versement des primes : *Millet (Gilbert)* (p. 4854) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4854, 4858, 4878, 4882, 4885) ; *Gallet (Bertrand)* (p. 4858) ; *Beix (Roland)* (p. 4878) ; *Dousset (Maurice)* (p. 4881) ; *André (René)* (p. 4884) ;
- jeunes agriculteurs : installation : *Legras (Philippe)* (p. 4850) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4850, 4884, 4894) ; *André (René)* (p. 4884) ; *Boyon (Jacques)* (p. 4893) ;
- revenu : *Desanlis (Jean)* (p. 4870) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4870).

Exploitations agricoles :
- pluriactivité : tourisme « vert ou saisonnier » : *Ollier (Patrick)* (p. 4867) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4867, 4884) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 4884) ;
- prêts bonifiés : *Millet (Gilbert)* (p. 4854) : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4854, 4855, 4858, 4862, 4878, 4882, 4885) ; *Chollet (Paul)* (p. 4855) ; *Gallet (Bertrand)* (p. 4858) ; *Harcourt (François d')* (p. 4862) ; *Beix (Roland)* (p. 4878) ; *Dousset (Maurice)* (p. 4881) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4885) ;
- successions et transmissions : *Charié (Jean-Paul)* (p. 4866) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4866, 4877) ; *Lestas (Roger)* (p. 4877) ;
- terres en jachère : taux de rotation : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4868) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4869, 4874, 4891) ; *Forgues (Pierre)* (p. 4874) ; *Deniau (Xavier)* (p. 4891).

Formation professionnelle et promotion sociale : crédit d'impôt-formation pour l'emploi d'apprentis : *Bayard (Henri)* (p. 4863) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4863).

Fruits et légumes :
- aides et protection : *Chollet (Paul)* (p. 4855) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4855, 4866, 4892) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 4866) ; *Couveinhes (René)* (p. 4892) ;
- betterave : *Gengenwin (Germain)* (p. 4869) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4869, 4875) ; *Doligé (Eric)* (p. 4875) ;
- champignons de couche : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4861, 4862) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4862) ;
- pommes de terre : *Paccou (Charles)* (p. 4875, 4876) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4876).

Horticulture : fleur tropicale : protection : *Lordinot (Guy)* (p. 4888) ; *Soisson (Jean Pierre) (G)* (p. 4888).

Hydraulique agricole : aides : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 4868) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4868).

Impôts et taxes :
- entreprises pratiquant l'accueil et l'apprentissage agricole : avantages fiscaux : *Bayard (Henri)* (p. 4863) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4863) ;

- fiscalité agricole : *Bégault (Jean)* (p. 4847) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4847, 4850, 4866, 4879, 4880, 4881, 4882) ; *Legras (Philippe)* (p. 4850) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 4866) ; *Doligé (Eric)* (p. 4879) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4880) ; *Colombier (Georges)* (p. 4882).

Impôts locaux : taxe sur le foncier non bâti : *Wolff (Claude)* (p. 4846) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4846), 4853, 4860) ; *Franchis (Serge)* (p. 4853) ; *Geng (Francis)* (p. 4860) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4890).

Jachère industrielle : *Gengenwin (Germain)* (p. 4869) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4869, 4875, 4880) ; *Doligé (Eric)* (p. 4875) ; *Paccou (Charles)* (p. 4880).

Lait et produits laitiers :
- coût à la production : *Migaud (Didier)* (p. 4873) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4873) ;
- fromages : entreprises de transformation : *Massat (René)* (p. 4864) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4864) ;
- fromages de France : promotion : *Wolff (Claude)* (p. 4846) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4846) ;
- producteurs en graves difficultés : accès à la réserve nationale : *Lestas (Roger)* (p. 4876) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4876) ;
- quotas : réforme : *Durand (Adrien)* (p. 4851) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4852, 4865, 4867, 4873, 4876, 4886) ; *Massat (René)* (p. 4864, 4865) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4866, 4867) ; *Migaud (Didier)* (p. 4873) ; *Lestas (Roger)* (p. 4876) ; *Coussain (Yves)* (p. 4886).

Offices d'intervention : crédits : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4890) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4890).

Régions :
- Alsace : *Gengenwin (Germain)* (p. 4869) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4869) ;
- Auvergne : *Wolff (Claude)* (p. 4846) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4847) ;
- Bourgogne : *Auberger (Philippe)* (p. 4859) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4859) ;
- Champagne-Ardenne : *Auberger (Philippe)* (p. 4859) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4859) ;
- Corse : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 4867) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4868).

Risques naturels : calamités agricoles : indemnisations : *Warhouver (Aloyse)* (p. 4852) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4853, 4855, 4856, 4880, 4889) ; *Chollet (Paul)* (p. 4855) ; *Estève (Pierre)* (p. 4856) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4880) ; *Gatel (Jean)* (p. 4889).

Sucre : organisation du marché : *Gengenwin (Germain)* (p. 4869) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4869).

T.V.A. : horticulture : hausse des taux : *Bégault (Jean)* (p. 4847) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4847, 4879, 4890) ; *Doligé (Eric)* (p. 4879) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4890) ; *Dhinnin (Claude)* (p. 4890).

Viticulture :
- appellations d'origine : Institut national des appellations d'origine (I.N.A.O.) : financement et activités : *Lipkowski (Jean de)* (p. 4881) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4881) ;
- application de la loi Evin : conséquences : difficultés : *Charette (Hervé de)* (p. 4845) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4845, 4892) ; *Couveinhes (René)* (p. 4892) ;
- cognac et pineau : *Lipkowski (Jean de)* (p. 4880) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4880) ;
- exploitations : transmission : *Charié (Jean-Paul)* (p. 4866) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4866) ;
- prix du vin : rotation des stocks : *Patriat (François)* (p. 4848) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4848, 4863) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4863) ;
- promotion : *Patriat (François)* (p. 4848) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4848, 4856, 4863, 4868, 4873, 4883) ; *Estève (Pierre)* (p. 4856) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4863) ; *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 4867) ; *Maujouan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 4883) ;
- vins corses : exonération de T.V.A. : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 4867) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4868) ;
- vins doux naturels : *Estève (Pierre)* (p. 4856) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4856).

Vote des crédits (p. 4894).

Etat B, titres III et IV, état C, titres V et VI : réservés à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4894) ; considérés comme adoptés en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Etat B, titre IV :

Amendement n° 53 de M. Michel Cointat (supprime les crédits du chapitre 44-54 : « Valorisation de la production agricole ») (p. 4894) : retiré (p. 4895).

Observations : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4894) ; *Tavernier (Yves)* (p. 4895).

Horticulture : difficultés : *Cointat (Michel)* (p. 4894) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4894) ; *Tavernier (Yves)* (p. 4895).

Budget annexe des prestations sociales agricoles.

Crédits ouverts à l'article 44 et au paragraphe II de l'article 45 : réservés à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4895) ; considérés comme adoptés en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Après l'article 66 :

Amendement n° 54 de M. Jean Bégault (prévoit la présentation par le Gouvernement, en annexe à la loi de finances pour 1993, d'un rapport exposant l'aide de l'Etat au secteur horticole) : retiré (p. 4895).

Soutenu par : *Cointat (Michel)* (p. 4895).

Favorable : *Tavernier (Yves)* (p. 4896).

Observations : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4896).

Horticulture : T.V.A. ; changement de taux : *Cointat (Michel)* (p. 4895) ; *Bonnet (Alain)* (p. 4895) ; *Tavernier (Yves)* (p. 4895, 4896) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4896).

Amendement n° 55 de M. Alain Bonnet (prévoit la publication par le Gouvernement, avant le 1er juillet 1993, d'un rapport exposant l'aide de l'Etat au secteur horticole) : retiré (p. 4895).

Favorable : *Tavernier (Yves)* (p. 4896).

Observations : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4896).

Horticulture : T.V.A. ; hausse du taux : *Cointat (Michel)* (p. 4895) ; *Bonnet (Alain)* (p. 4895) ; *Tavernier (Yves)* (p. 4895, 4896) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 4896).

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [13 novembre 1992] (p. 5267).

Déroulement de la séance :

Présentation de l'avis et du rapport :
- avis de la commission de la production : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5267) ;
- rapport de la commission des finances : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5269).

Discussion : *Coussain (Yves)* (p. 5271) ; *Dinet (Michel)* (p. 5272) ; *Giraud (Michel)* (p. 5275) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5276) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 5277).

Intervention du Gouvernement : *Laignel (André)* (p. 5277).

Procédure des questions : *Ligot (Maurice)* (p. 5281, 5282) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 5281) ; *Robien (Gilles de)* (p. 5282) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5283) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5284) ; *Dinet (Michel)* (p. 5284) ; *Estrosi (Christian)* (p. 5284, 5285) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5285) ; *Bertrand (Léon)* (p. 5286) ; *Hoarau (Elie)* (p. 5286) ; *Bêche (Guy)* (p. 5287) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 5287) ; *Battist (Umberto)* (p. 5287, 5289) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5288) ; *Wacheux (Marcel)* (p. 5288) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5289).

Réponses du Gouvernement : Laignel (André) (p. 5281 à 5289).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Administration : déconcentration : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5268) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5270, 5271) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5276) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5279).

Aménagement du territoire :
- aménagement rural et désertification : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5268) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5271, 5272) ; *Dinet (Michel)* (p. 5272, 5273, 5274) ; *Giraud (Michel)* (p. 5275) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5276) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 5277) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5278, 5279) ;
- caractère interministériel de l'aménagement du territoire ; rattachement du ministère : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5268) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5270) ; *Coussain (Yves)* (p. 5271) ; *Giraud (Michel)* (p. 5275) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5276) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5278, 5279) ;
- crédits : montant, évolution, répartition : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5267, 5268) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5269) ; *Coussain (Yves)* (p. 5272) ; *Dinet (Michel)* (p. 5272) ; *Giraud (Michel)* (p. 5275) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5277) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5277, 5278, 5279, 5280, 5281) ;
- crise de l'aménagement du territoire : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5269) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5270, 5271) ; *Coussain (Yves)* (p. 5272) ; *Dinet (Michel)* (p. 5272, 5273, 5274) ; *Giraud (Michel)* (p. 5275) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5276) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 5277) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5279).

Collectivités locales :
- compétences : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5269) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5270) ; *Dinet (Michel)* (p. 5272) ; *Giraud (Michel)* (p. 5275) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5276) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5279) ;
- coopération intercommunale et péréquation : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5270) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5276) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 5277).

Communautés européennes :
- fonds structurels européens : *Laignel (André) (G)* (p. 5280) ;
- référendum sur le traité de Maastricht : hostilité du monde rural : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5270) ; *Coussain (Yves)* (p. 5271) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5276).

Communes :
- Angoulême : *Chavanes (Georges)* (p. 5276) ;
- communes rurales : prêts locatifs aidés (P.L.A.) : *Chavanes (Georges)* (p. 5277) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5277) ;
- Gonesse : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5269) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5276).

Départements :
- Cantal : *Coussain (Yves)* (p. 5272) ;
- Vosges : *Warhouver (Aloyse)* (p. 5277).

Emploi : politique de transfert ou de maintien : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5268) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5276) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5279, 5280).

Enseignement supérieur : plan Université 2000 : *Giraud (Michel)* (p. 5275) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5278, 5279).

Etat : rôle : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5267) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5270) ; *Coussain (Yves)* (p. 5272) ; *Dinet (Michel)* (p. 5273) ; *Giraud (Michel)* (p. 5275) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5276) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 5277) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5278).

Industrie :
- délocalisation : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5268) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5276) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5278) ;
- reconversion : *Laignel (André) (G)* (p. 5278).

Mines et carrières : zones minières : restructuration et reconversion ; moyens : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5269) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5278).

Organismes et structures :
- Comité interministériel des aides à la localisation des activités (C.I.A.L.A.) : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5268) ;
- Conseil national de l'aménagement du territoire (C.N.A.T.) : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5267) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5270) ;
- Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (D.A.T.A.R.) : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5268) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5271) ; *Giraud (Michel)* (p. 5275, 5276) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5276, 5277) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5280) ;
- Fonds d'aide à la décentralisation (F.A.D.) : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5269) ;
- Fonds d'intervention pour l'auto-développement en montagne (F.I.A.M.) : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5268) ;
- Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (F.I.A.T.) : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5268) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5269) ; *Coussain (Yves)* (p. 5272) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5277) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5280, 5281) ;
- Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (F.I.D.A.R.) : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5268) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5269) ; *Coussain (Yves)* (p. 5271, 5272) ; *Giraud (Michel)* (p. 5276) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5276, 5277) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5280, 5281) ;
- Fonds régionalisé d'aide aux initiatives locales pour l'emploi (F.R.I.L.E.) : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5268) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5269) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5280) ;
- Groupe interministériel pour la reconstruction des zones minières (GIRZOM) : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5269) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5280).

Plan : contrats de plan Etat-région : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5267) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5270) ; *Dinet (Michel)* (p. 5274, 5275) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5277) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 5277) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5280, 5281).

Primes :
- aide à l'industrie en zone rurale (A.I.Z.R.) : « P.A.T. petits projets » : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5267, 5268) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5270) ; *Coussain (Yves)* (p. 5272) ; *Dinet (Michel)* (p. 5274) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5277) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 5277) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5279, 5280) ;
- primes à l'aménagement du territoire (P.A.T.) : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5267, 5268) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5270) ; *Coussain (Yves)* (p. 5272) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5277) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5280, 5281).

Régions :
- Alsace : *Warhouver (Aloyse)* (p. 5277) ;
- Ile-de-France : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5271) ; *Coussain (Yves)* (p. 5272) ; *Dinet (Michel)* (p. 5273) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5276) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5278, 5279) ;
- Lorraine : *Dinet (Michel)* (p. 5274) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 5277) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5278) ;
- Nord - Pas-de-Calais : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5269) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5278) ;
- Picardie : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5269).

Secteur public : entreprises publiques : délocalisation : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5268) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5270, 5271) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5276) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5279).

Transports :
- infrastructures : *Dinet (Michel)* (p. 5274) ; *Giraud (Michel)* (p. 5276) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5277) ;
- transports ferroviaires : S.N.C.F. : politique : *Coussain (Yves)* (p. 5272) ; *Dinet (Michel)* (p. 5273, 5274) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5278) ;
- transports ferroviaires : T.G.V. - Est : *Dinet (Michel)* (p. 5274) ; *Giraud (Michel)* (p. 5275).

Ville : banlieues : *Dinet (Michel)* (p. 5272) ; *Giraud (Michel)* (p. 5275).

Voirie :
- autoroutes : *Dinet (Michel)* (p. 5274) ; *Giraud (Michel)* (p. 5276) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5277) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5278) ;
- R.N. 4 : *Dinet (Michel)* (p. 5274) ;
- routes nationales et départementales : état : *Coussain (Yves)* (p. 5272) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5278).

Zones de montagne et défavorisées : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5268) ; *Coussain (Yves)* (p. 5270) ; *Dinet (Michel)* (p. 5274) ; *Giraud (Michel)* (p. 5275) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5277) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 5277).

Procédure des questions (p. 5281).

Administration : déconcentration : *Estrosi (Christian)* (p. 5285) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5285, 5288) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5288) ;

Aménagement du territoire :
- aménagement rural : emploi ; installations d'entreprises : *Dinet (Michel)* (p. 5284) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5284) ;
- crédits de paiement : *Robien (Gilles de)* (p. 5282) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5283) ;
- politique de priorités : *Ligot (Maurice)* (p. 5282) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5282) ;
- zones d'intervention privilégiée (Z.I.P.) : *Battist (Umberto)* (p. 5287, 5288) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5288).

Collectivités locales :
- coopération intercommunale et péréquation : *Robien (Gilles de)* (p. 5282) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5282) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5283) ;
- relations avec l'Etat en dehors des contrats de plan Etat-régions : *Chavanes (Georges)* (p. 5285, 5286) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5286).

Communautés européennes :
- classement des zones candidates à des aides : *Ligot (Maurice)* (p. 5281) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5281, 5282, 5287) ; *Robien (Gilles de)* (p. 5282) ; *Bêche (Guy)* (p. 5287) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 5287) ;
- transitaires en douane ; « programme INTERREG » : *Battist (Umberto)* (p. 5289) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5289).

Communes :
- La Fère : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5288) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5288) ;
- Soissons : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5288) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5288).

Défense : ministère : suppression d'emplois militaires dans l'Aisne : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5288) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5288).

Départements :
- Aisne : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5288) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5288) ;
- Moselle : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5283, 5284) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5284).

D.O.M.-T.O.M. :
- Guyane : schéma d'aménagement du territoire ; contrat de Plan : *Bertrand (Léon)* (p. 5286) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5286) ;
- la Réunion : schéma d'aménagement régional : *Hoarau (Elie)* (p. 5286) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5286).

Douanes : avenir : *Battist (Umberto)* (p. 5289) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5289).

Industrie : zones industrielles de Fameck-Feltière et Clouange-Rosselange : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5284) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5284).

Lois : loi sur la montagne : application : *Chavanes (Georges)* (p. 5285) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5285).

Organismes et structures :
- Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (D.A.T.A.R.) : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5284) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5284) ;
- Groupe interministériel pour la reconstruction des zones minières (GIRZOM) : *Wacheux (Marcel)* (p. 5289) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5289).

Plan : contrats de plan Etat-régions : *Roudy (Yvette)* (p. 5283) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5283, 5286, 5289) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5286) ; *Wacheux (Marcel)* (p. 5289).

Primes :
- aide à l'investissement industriel en zone rurale (A.I.Z.R.) et « P.A.T. petits projets » : *Ligot (Maurice)* (p. 5281) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5281) ;
- primes à l'aménagement du territoire (P.A.T.) : *Ligot (Maurice)* (p. 5281) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5281, 5282, 5283, 5287) ; *Robien (Gilles de)* (p. 5282) ; *Bêche (Guy)* (p. 5287).

Régions :
- Alsace : *Caro (Jean-Marie)* (p. 5281) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5282) ;
- Franche-Comté : *Bêche (Guy)* (p. 5287) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5287) ;
- Ile-de-France : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5289) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5289) ;
- Lorraine : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5283, 5284) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5284) ;
- Nord - Pas-de-Calais : bassin minier : *Wacheux (Marcel)* (p. 5288, 5289) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5289) ;
- Nord - Pas-de-Calais : Thiérache : *Dehoux (Marcel)* (p. 5287) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5287) ;
- Nord - Pas-de-Calais : Valenciennois et Sambre-Avesnois : *Battist (Umberto)* (p. 5287, 5288) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5288) ;
- Provence - Alpes - Côte d'Azur : *Estrosi (Christian)* (p. 5284, 5285) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5285).

Transports : transports ferroviaires : T.G.V. : liaisons France-Italie : *Estrosi (Christian)* (p. 5284) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5285).

Ville : villes nouvelles : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5289) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5289).

Voirie : désenclavement routier de l'Alsace : *Caro (Jean-Marie)* (p. 5281) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5282).

Zones de montagne : Massif central : *Chavanes (Georges)* (p. 5285) ; *Laignel (André) (G)* (p. 5285).

Vote des crédits (p. 5290).

Etat B, titre III : adopté au scrutin public (p. 5290).

Etat B, titre IV : adopté (p. 5290).

Etat C, titre VI : adopté (p. 5290).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Examen du fascicule [14 novembre 1992] (p. 5357).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et de l'avis :
- rapport de la commission des finances : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5357) ;
- avis de la commission des affaires culturelles : *Proveux (Jean)* (p. 5359).

Discussion : *Laurain (Jean)* (p. 5361) ; *Cabal (Christian)* (p. 5363) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5365) ; *Brocard (Jean)* (p. 5366) ; *Rochebloine (François)* (p. 5368) ; *Vidal (Yves)* (p. 5370).

Interruption et intervention du Gouvernement : Mexandeau (Louis) (p. 5364, 5371).

Procédure des questions : *Migaud (Didier)* (p. 5377) ; *Néri (Alain)* (p. 5377) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5378) ; *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 5378, 5380) ; *Doligé (Eric)* (p. 5379, 5384) ; *Couveinhes (René)* (p. 5379) ; *Colombier (Georges)* (p. 5380) ; *Meylan (Michel)* (p. 5381) ; *Harcourt (François d')* (p. 5381) ; *Bayard (Henri)* (p. 5382) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5382) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 5382) ; *Rouquet (René)* (p. 5383) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5383) ; *Griotteray (Alain)* (p. 5385) ; *Salles (Rudy)* (p. 5385).

Réponses du Gouvernement : Mexandeau (Louis) (p. 5377 à 5386).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Affaires étrangères : O.N.U. : Comité des droits de l'homme : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5358) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5365).

Alsace-Moselle :
- enrôlés de force dans le service allemand du travail (R.A.D.) : *Laurain (Jean)* (p. 5363) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5373) ;
- patriotes résistants à l'annexion de fait (P.R.A.F.) : *Laurain (Jean)* (p. 5363) ;
- patriotes résistants à l'Occupation (P.R.O.) : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5358) ; *Proveux (Jean)* (p. 5360) ; *Laurain (Jean)* (p. 5361) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5365) ; *Rochebloine (François)* (p. 5368, 5369) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5373).

Anciens combattants d'Afrique du Nord :

- aide sociale, fonds de solidarité : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5358) ; *Proveux (Jean)* (p. 5360) ; *Laurain (Jean)* (p. 5361) ; *Cabal (Christian)* (p. 5364) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5365) ; *Rochebloine (François)* (p. 5369) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5375) ;
- campagne double : *Proveux (Jean)* (p. 5360) ; *Laurain (Jean)* (p. 5362) ; *Cabal (Christian)* (p. 5364) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5365) ; *Brocard (Jean)* (p. 5367) ; *Rochebloine (François)* (p. 5369) ;
- carte du combattant : *Proveux (Jean)* (p. 5360) ; *Laurain (Jean)* (p. 5362) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5365) ; *Rochebloine (François)* (p. 5369) ; *Vidal (Yves)* (p. 5371) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5373) ;
- pathologie : *Proveux (Jean)* (p. 5360) ; *Rochebloine (François)* (p. 5369) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5373) ;
- retraite anticipée : *Proveux (Jean)* (p. 5360) ; *Laurain (Jean)* (p. 5362) ; *Cabal (Christian)* (p. 5364) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5365) ; *Brocard (Jean)* (p. 5366) ; *Rochebloine (François)* (p. 5369) ; *Vidal (Yves)* (p. 5371) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5374).

Anciens combattants d'Indochine : fonds de solidarité : extension : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5358).

Carte du combattant : attribution :

- soldats de l'armée des Alpes : *Rochebloine (François)* (p. 5370) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5373) ;
- volontaires de la Résistance : *Proveux (Jean)* (p. 5361).

Commission tripartite : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5359) ; *Cabal (Christian)* (p. 5364) ; *Brocard (Jean)* (p. 5367) ; *Rochebloine (François)* (p. 5368) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5374).

Décorations : Légion d'honneur et médaille militaire : traitement : *Rochebloine (François)* (p. 5370).

Défense : essais nucléaires : arrêt : *Vidal (Yves)* (p. 5371).

Déportation :

- anciens prisonniers du Viêt-Minh : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5359) ; *Proveux (Jean)* (p. 5361) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5372) ;
- camp japonais de Moah-Binh en Indochine : *Brocard (Jean)* (p. 5366) ; *Rochebloine (François)* (p. 5370) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5373) ;
- camp de Tambow : *Laurain (Jean)* (p. 5363) ; *Rochebloine (François)* (p. 5370) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5373).

Handicapés :

- appareillage : *Vidal (Yves)* (p. 5370) ;
- sourds de guerre : *Rochebloine (François)* (p. 5370).

Institution nationale des invalides : missions : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5359).

Lois :

- loi de finances pour 1960 n° 59-1454 du 26 décembre 1959 : article 71 : *Cabal (Christian)* (p. 5364) ;
- loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au réglement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la Seconde Guerre mondiale : *Proveux (Jean)* (p. 5361) ;
- proposition de loi n° 2662 tendant à prendre en compte pour l'octroi d'une retraite anticipée la durée du séjour effectué au titre du service militaire en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 : *Cabal (Christian)* (p. 5364) ; *Brocard (Jean)* (p. 5366) ;
- projet de loi n° 2917 relatif aux conditions d'attribution de la carte du combattant : *Proveux (Jean)* (p. 5360, 5361) ; *Laurain (Jean)* (p. 5362) ; *Cabal (Christian)* (p. 5365) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5365) ; *Rochebloine (François)* (p. 5369) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5373).

Mémoire et souvenir :

- généralités : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5357) ; *Laurain (Jean)* (p. 5363) ; *Proveux (Jean)* (p. 5359) ; *Vidal (Yves)* (p. 5371) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5372, 5376) ;
- délégation à la mémoire : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5359) ; *Proveux (Jean)* (p. 5359) ;
- mission du cinquantenaire des débarquements et de la Libération : *Proveux (Jean)* (p. 5359) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5372, 5376) ;
- nécropole de Fréjus : *Brocard (Jean)* (p. 5366) ; *Rochebloine (François)* (p. 5370) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5372).

Office national des anciens combattants (O.N.A.C.) :

- foyer de Vence : *Le Meur (Daniel)* (p. 5366) ;
- missions et moyens, délocalisations, fonds sociaux : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5357, 5358, 5359) ; *Proveux (Jean)* (p. 5360) ; *Laurain (Jean)* (p. 5362) ; *Rochebloine (François)* (p. 5369, 5370) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5375, 5376) ;
- ressortissants : orphelins de guerre majeurs et veuves : *Rochebloine (François)* (p. 5370) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5372).

Orphelins de guerre : formation et emploi : *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5372).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite :

- « cristallisation » et plafonnement : *Cabal (Christian)* (p. 5364) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5366) ; *Vidal (Yves)* (p. 5370) ;
- « cristallisation » : ayants droit des pays devenus indépendants : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5358) ; *Proveux (Jean)* (p. 5360) ; *Laurain (Jean)* (p. 5362) ; *Cabal (Christian)* (p. 5364) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5365) ; *Rochebloine (François)* (p. 5368, 5369) ;
- pensions de réversion : veuves et orphelins : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5358) ; *Proveux (Jean)* (p. 5360, 5361) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5373) ;
- pensions de veuves de guerre : *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5373) ;
- rapport constant : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5359) ; *Proveux (Jean)* (p. 5360, 5361) ; *Laurain (Jean)* (p. 5362) ; *Cabal (Christian)* (p. 5364) ; *Brocard (Jean)* (p. 5367) ; *Rochebloine (François)* (p. 5368, 5369) ; *Vidal (Yves)* (p. 5370) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5374) ;
- régime des suffixes : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5358) ; *Proveux (Jean)* (p. 5360) ; *Laurain (Jean)* (p. 5362) ; *Cabal (Christian)* (p. 5364) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5366) ; *Rochebloine (François)* (p. 5368, 5369) ; *Vidal (Yves)* (p. 5370) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5374) ;
- retraite mutualiste : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5358) ; *Laurain (Jean)* (p. 5361) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5366) ; *Rochebloine (François)* (p. 5369) ; *Vidal (Yves)* (p. 5371) ;
- victimes civiles d'actes de terrorisme : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5359) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5372).

Politique économique : *Cabal (Christian)* (p. 5363, 5364).

Secrétariat d'Etat aux anciens combattants et aux victimes de guerre :

- crédits (montant, évolution, répartition) : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5357) ; *Proveux (Jean)* (p. 5359) ; *Cabal (Christian)* (p. 5364) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5364, 5372, 5376) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5365) ; *Vidal (Yves)* (p. 5371) ;
- crédits : « réserve parlementaire » : *Proveux (Jean)* (p. 5361, 5362) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5372, 5374) ;
- effectifs, modernisation : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5357) ; *Proveux (Jean)* (p. 5359) ; *Laurain (Jean)* (p. 5362) ; *Cabal (Christian)* (p. 5365) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5366) ; *Rochebloine (François)* (p. 5370) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5376).

Service du travail obligatoire (S.T.O.) : titre de déporté du travail : *Laurain (Jean)* (p. 5362) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5366).

Procédure des questions (p. 5376).

Alsace-Moselle : patriotes résistants à l'Occupation (P.R.O.) et patriotes résistants à l'annexion de fait (P.R.A.F.) : *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 5378) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5376) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 5382).

Anciens combattants d'Afrique du Nord :

- campagne double : *Doligé (Eric)* (p. 5384) ;
- carte du combattant : *Néri (Alain)* (p. 5377) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5378, 5380, 5382, 5384) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5378) ; *Couveinhes (René)* (p. 5379) ; *Harcourt (François d')* (p. 5381) ; *Doligé (Eric)* (p. 5384) ;

- fonds de solidarité et retraite anticipée : *Migaud (Didier)* (p. 5377) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5377, 5378, 5379, 5380, 5381, 5384) ; *Néri (Alain)* (p. 5377) ; *Doligé (Eric)* (p. 5379, 5384) ; *Colombier (Georges)* (p. 5380) ; *Harcourt (François d')* (p. 5381) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5383) ;
- reconnaissance de l'état de guerre en Algérie : *Néri (Alain)* (p. 5377) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5378) ; *Meylan (Michel)* (p. 5381).

Anciens combattants d'Indochine : fonds de solidarité : *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 5380) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5380).

Carte du combattant : attribution :
- anciens combattants de Diego-Suarez : *Le Meur (Daniel)* (p. 5382) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5382) ;
- volontaires de la Résistance : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5378) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5378).

Déportés : évadés des trains de déportation : statut : *Griotteray (Alain)* (p. 5385) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5385).

Lois : projet de loi n° 2917 relatif aux conditions d'attribution de la carte du combattant : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5378) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5378, 5380) ; *Couveinhes (René)* (p. 5379).

Office national des anciens combattants (O.N.A.C.) : fonds sociaux : *Migaud (Didier)* (p. 5377) ; *Doligé (Eric)* (p. 5379) ; *Bayard (Henri)* (p. 5382) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5382).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite :
- rapport constant : hautes pensions : *Salles (Rudy)* (p. 5386) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5386) ;
- régime des suffixes : *Rouquet (René)* (p. 5383) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5383) ;
- retraite mutualiste : *Néri (Alain)* (p. 5377) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5378).

Veuves de guerre : pensions : *Salles (Rudy)* (p. 5385) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5385).

Vote des crédits (p. 5386).

Etat B, titre III : réservé à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5386) ; considéré comme adopté en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Etat B, titre IV : réservé à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5386) ; considéré comme adopté en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Amendement n° 175 de M. Jean Laurain (supprime les crédits de réparation des préjudices subis par les patriotes résistants à l'Occupation - P.R.O. - afin d'obtenir leur inscription sur un chapitre d'indemnisation et non d'allocation de secours) : retiré (p. 5386).

Après l'article 40 :

Amendement n° 127 de M. Charles Ehrmann (prévoit le dépôt d'un rapport sur la situation des anciens combattants de l'armée des Alpes au regard de la législation des pensions militaires) (p. 5386) : retiré (p. 5387)

Défavorables : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5386) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5386).

Amendement n° 162 de M. Jean Seitlinger (prévoit le dépôt d'un rapport sur la situation des patriotes résistants à l'Occupation - P.R.O. - au regard de la législation des pensions militaires) : retiré (p. 5387).

Observations : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5387) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5387).

Amendement n° 171 de M. Michel Meylan (prévoit le dépôt d'un rapport sur les possibilités et le coût de l'octroi d'une retraite anticipée avant soixante ans à certains anciens combattants d'Afrique du Nord) (p. 5387) : retiré (p. 5388).

Défavorables : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5388) ; *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5388).

Observations : *Brocard (Jean)* (p. 5388).

Après l'article 80 :

Amendement n° 176 du Gouvernement (ramène à cinquante-six ans l'âge requis pour bénéficier du fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée) (p. 5388) : adopté (p. 5389).

Soutenu par : *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5388).

Favorables : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5389) ; *Cabal (Christian)* (p. 5389).

Observations : *Proveux (Jean)* (p. 5389).

Amendement n° 177 du Gouvernement (relève le seuil à partir duquel s'applique le plafonnement de la valeur des suffixes pour le calcul des pensions pour invalidités multiples ; autorise la révision des pensions déjà liquidées pour bénéficier de ce relèvement ; fixe au 1er janvier 1993 la date d'effet de ce relèvement) (p. 5389) : adopté (p. 5390).

Soutenu par : *Mexandeau (Louis) (G)* (p. 5389).

Favorables : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5389) ; *Proveux (Jean)* (p. 5390) ; *Brocard (Jean)* (p. 5390).

Observations : *Le Meur (Daniel)* (p. 5390).

COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1992] (p. 5477).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et de l'avis :
- rapport de la commission des finances : *Griotteray (Alain)* (p. 5477) ;
- avis de la commission de la production : *Charié (Jean-Paul)* (p. 5479).

Discussion : Jacquemin (Michel) (p. 5480) ; *Gaillard (Claude)* (p. 5481) ; *Brune (Alain)* (p. 5482) ; *Lombard (Paul)* (p. 5483) ; *Cousin (Alain)* (p. 5484) ; *Spiller (Christian)* (p. 5485).

Intervention du Gouvernement : Baumet (Gilbert) (p. 5486).

Procédure des questions : Perrut (Francisque) (p. 5490) ; *Wolff (Claude)* (p. 5490) ; *Harcourt (François d')* (p. 5491) ; *Forgues (Pierre)* (p. 5492) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5492, 5493) ; *Brune (Alain)* (p. 5493) ; *Proriol (Jean)* (p. 5493) ; *Diméglio (Willy)* (p. 5494).

Réponses du Gouvernement : Baumet (Gilbert) (p. 5490 à 5494).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire :
- zones rurales : *Griotteray (Alain)* (p. 5478) ; *Cousin (Alain)* (p. 5484) ; *Spiller (Christian)* (p. 5486) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5486, 5487) ;
- zones sensibles : commerce et artisanat : aides : *Jacquemin (Michel)* (p. 5481) ; *Lombard (Paul)* (p. 5483) ; *Cousin (Alain)* (p. 5484).

Banques et établissements financiers :
- prêts aidés : *Charié (Jean-Paul)* (p. 5479) ;
- prêts bonifiés : *Griotteray (Alain)* (p. 5478) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 5479) ; *Gaillard (Claude)* (p. 5482) ; *Brune (Alain)* (p. 5482) ; *Lombard (Paul)* (p. 5483).

Chambres consulaires et chambres des métiers : *Charié (Jean-Paul)* (p. 5480) ; *Gaillard (Claude)* (p. 5482) ; *Cousin (Alain)* (p. 5484) ; *Spiller (Christian)* (p. 5485) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5488).

Commerçants et artisans :
- conjoints : statut : *Brune (Alain)* (p. 5483) ; *Lombard (Paul)* (p. 5483) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5489) ;
- cotisations sociales : régime : *Lombard (Paul)* (p. 5483) ;
- retraite : *Brune (Alain)* (p. 5483) ; *Lombard (Paul)* (p. 5484).

Communes :
- Nancy : contrats de revitalisation commerciale : *Griotteray (Alain)* (p. 5478) ; *Gaillard (Claude)* (p. 5481) ;
- Vaison-la-Romaine et environs : aides aux commerçants et artisans sinistrés : *Griotteray (Alain)* (p. 5478) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5488).

Départements : Meurthe-et-Moselle : *Gaillard (Claude)* (p. 5482).

Entreprises commerciales et artisanales :
- assistance technique : *Jacquemin (Michel)* (p. 5480) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5488) ;
- commerce extérieur : débouchés : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5489) ;
- emploi : *Griotteray (Alain)* (p. 5478) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 5479) ; *Gaillard (Claude)* (p. 5481, 5482) ; *Brune (Alain)* (p. 5482) ; *Cousin (Alain)* (p. 5485) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5488) ;
- entreprises de sous-traitance : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5488) ;
- impôts et taxes : charges et fiscalité : *Griotteray (Alain)* (p. 5478) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 5479) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5481) ; *Gaillard (Claude)* (p. 5481, 5482) ; *Brune (Alain)* (p. 5482, 5483) ; *Lombard (Paul)* (p. 5483) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5489).

Formation professionnelle et promotion sociale : apprentissage ; formation initiale ; formation continue : *Griotteray (Alain)* (p. 5478) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 5479) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5481) ; *Gaillard (Claude)* (p. 5482) ; *Lombard (Paul)* (p. 5483) ; *Cousin (Alain)* (p. 5484) ; *Spiller (Christian)* (p. 5486) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5487, 5488, 5489).

Grandes surfaces :
- implantation : rôle : *Cousin (Alain)* (p. 5484, 5485) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5487) ;
- impôts et taxes : *Brune (Alain)* (p. 5483) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5489).

Ministère du commerce et de l'artisanat : crédits, montant, évolution, répartition : *Griotteray (Alain)* (p. 5477, 5478, 5479) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 5479) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5480) ; *Gaillard (Claude)* (p. 5481) ; *Brune (Alain)* (p. 5482) ; *Lombard (Paul)* (p. 5483) ; *Spiller (Christian)* (p. 5485) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5489).

Organismes et structures :
- fonds d'intervention pour permettre la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités artisanales et commerciales (F.I.S.A.C.) : *Griotteray (Alain)* (p. 5477) ; *Brune (Alain)* (p. 5482) ; *Cousin (Alain)* (p. 5484) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5486, 5489) ;
- Fonds locaux d'adaptation du commerce rural : *Brune (Alain)* (p. 5482) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5487) ;
- Fonds national interconsulaire de compensation (F.N.I.C.) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 5479) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5481) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5488) ;
- Institut supérieur des métiers (I.S.M.) : *Griotteray (Alain)* (p. 5477, 5478).

Plan : contrats de plan : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5486).

P.M.E.-P.M.I. : *Jacquemin (Michel)* (p. 5480) ; *Gaillard (Claude)* (p. 5481) ; *Brune (Alain)* (p. 5483) ; *Cousin (Alain)* (p. 5484, 5485) ; *Spiller (Christian)* (p. 5486) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5489).

Régions : Basse-Normandie : *Cousin (Alain)* (p. 5484).

Urbanisme : urbanisme commercial : réforme : *Cousin (Alain)* (p. 5485) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5487).

Ville : politique de la ville : rôle du commerce : *Griotteray (Alain)* (p. 5478) ; *Gaillard (Claude)* (p. 5481) ; *Cousin (Alain)* (p. 5485) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5486, 5487).

Procédure des questions (p. 5490).

Aménagement du territoire : zones rurales : *Perrut (Francisque)* (p. 5490) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5490, 5494) ; *Proriol (Jean)* (p. 5494).

Banques et établissements financiers : prêts bonifiés : *Wolff (Claude)* (p. 5491) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5491).

Collectivités locales : collectivités territoriales : sociétés de caution mutuelle de l'artisanat : aides : *Forgues (Pierre)* (p. 5492) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5492).

Commerçants et artisans :
- commerces non sédentaires : conditions d'exercice : *Brune (Alain)* (p. 5493) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5493) ;
- retraites : régime : *Wolff (Claude)* (p. 5490, 5491) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5491).

Entreprises commerciales et artisanales :
- impôts et taxes : T.V.A. : déductions : décalage mensuel : *Diméglio (Willy)* (p. 5494) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5494) ;
- modernisation : *Bassinet (Philippe)* (p. 5493) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5493) ;
- transmission : *Proriol (Jean)* (p. 5494) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5494).

Ministère du commerce et de l'artisanat : crédits, montants, évolution, répartition : *Wolff (Claude)* (p. 5490) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5491).

Organismes et structures :
- Fonds de développement pour l'artisanat : gestion, alimentation : *Bassinet (Philippe)* (p. 5492) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5493) ;
- Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des entreprises artisanales et commerciales (F.I.S.A.C) : *Brune (Alain)* (p. 5493) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5493) ;
- Fonds national interconsulaire de compensation (F.N.I.C.) : *Proriol (Jean)* (p. 5494) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5494).

Urbanisme commercial : grandes surfaces : implantation ; concurrence ; monopole grandissant : *Harcourt (François d')* (p. 5491) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5491, 5492).

Vote des crédits (p. 5495).

Etat B, titre III : adopté au scrutin public (p. 5495).

Etat B, titre IV : adopté (p. 5495).

Etat C, titre VI : adopté (p. 5495).

Article 83 *(actualisation du montant maximum de la taxe pour frais de chambres de métiers)* (p. 5495) : adopté (p. 5496) ; modifié en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Discussion des amendements identiques nos 57 de M. Léonce Deprez, 160 de M. Georges Colombier, 161 de M. Michel Jacquemin et 215 de M. Alain Brune (portent de 514 francs à 525 francs le montant du maximum de droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers) (p. 5495) : adoptés (p. 5496).

Favorable : *Charié (Jean-Paul)* (p. 5495).

Défavorable : *Griotteray (Alain)* (p. 5495).

Observations : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5496).

Amendements no 57 de M. Léonce Deprez et 160 de M. Georges Colombier.

Soutenus par : *Wolff (Claude)* (p. 5495).

Chambres de métiers : *Wolff (Claude)* (p. 5495) ; *Griotteray (Alain)* (p. 5495) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5495) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 5495) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5496).

Après l'article 83 :

Discussion des amendements identiques nos 124 de M. Denis Jacquat et 230 de M. Germain Gengenwin (exonèrent de l'impôt sur le revenu la fraction de la taxe d'apprentissage versée par les employeurs et destinée à compenser forfaitairement les salaires versés par les maîtres d'apprentissage définis à l'article L. 118-6 du code du travail) : votes réservés ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5496).

Favorables : *Griotteray (Alain)* (p. 5496) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 5496).

Défavorable : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5496).

Amendement no 124 de M. Denis Jacquat : soutenu par : *Gaillard (Claude)* (p. 5496).

Amendement no 230 de M. Germain Gengenwin : soutenu par : *Jacquemin (Michel)* (p. 5496).

Amendement n° 212 de M. Michel Jacquemin (prévoit la publication, avant le 15 janvier 1994, par le Gouvernement, d'un rapport sur l'utilisation des crédits inscrits à l'article 20-01 du chapitre 44-05 relatif au soutien aux programmes d'animation économique) : vote réservé ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5496).

Favorable : *Charié (Jean-Paul)* (p. 5496).

Défavorable : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 5496).

COOPERATION ET DEVELOPPEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1992] (p. 4741).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et des avis :

- rapport de la commission des finances : *Victoria (Pierre)* (p. 4741) ;
- avis de la commission des affaires étrangères : *Brana (Pierre)* (p. 4743) ;
- avis de la commission de la défense nationale : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4743).

Intervention du président de la commission des affaires étrangères : Bellon (André) (p. 4744).

Discussion : Cazenave (Richard) (p. 4745) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4746) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4747) ; *Lorgeoux (Jeanny)* (p. 4748) ; *Colombier (Georges)* (p. 4749).

Intervention du Gouvernement : Debarge (Marcel) (p. 4750).

Procédure des questions : Galley (Robert) (p. 4754, 4757) ; *Deniau (Xavier)* (p. 4754) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4755) ; *Calmat (Alain)* (p. 4756) ; *Cazenave (Richard)* (p. 4758) ; *Laborde (Jean)* (p. 4758) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4758) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4759).

Réponses du Gouvernement : Debarge (Marcel) (p. 4754 à 4759).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Afrique :

- continent en « voie de disparition » : *Victoria (Pierre)* (p. 4741, 4743) ; *Cazenave (Richard)* (p. 4745) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4747) ; *Colombier (Georges)* (p. 4749) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4750) ;
- croissance économique : nécessité : *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4752) ;
- démocratisation : perspectives : *Victoria (Pierre)* (p. 4742) ; *Brana (Pierre)* (p. 4743) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4744) ; *Lorgeoux (Jeanny)* (p. 4748) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4751) ;
- démographie : maîtrise : nécessité : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4744) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4747) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4751) ;
- désert : progression : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4747) ;
- enseignement : dégradation : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4747, 4748) ;
- faim : *Vial-Massat (Théo)* (p. 4746, 4747) ; *Colombier (Georges)* (p. 4750) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4752) ;
- intégration régionale : nécessité : *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4752) ;
- libertés publiques : respect : *Brana (Pierre)* (p. 4743) ;
- santé publique : maladies tropicales : recrudescence : *Victoria (Pierre)* (p. 4741) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4747) ; *Colombier (Georges)* (p. 4749) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4751) ;
- sécurité publique : nécessité : *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4751).

Aide au développement : aide publique : évolution : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4744) ; *Cazenave (Richard)* (p. 4745) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4746) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4747) ; *Colombier (Georges)* (p. 4750) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4753).

Commerce extérieur : termes de l'échange des matières premières : détérioration : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4744) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4747) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4751).

Communautés européennes : Lomé IV : *Victoria (Pierre)* (p. 4743) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4748) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4752).

Coopérants : statut : *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4753).

Coopération financière :

- Fonds de compensation des créances pour le développement : création : *Victoria (Pierre)* (p. 4743) ; *Brana (Pierre)* (p. 4743) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4746) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4748) ;
- zone franc : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4747) ; *Lorgeoux (Jeanny)* (p. 4749) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4752).

Coopération militaire :

- assistance technique militaire : évolution : *Victoria (Pierre)* (p. 4742) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4744) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4746) ; *Lorgeoux (Jeanny)* (p. 4749) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4751) ;
- gendarmerie nationale : formation des forces de sécurité intérieure : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4744) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4751).

D.O.M.-T.O.M. : aide du ministère des finances : comptabilisation dans l'aide publique au développement : *Cazenave (Richard)* (p. 4745).

Environnement : Conférence de Rio : *Vial-Massat (Théo)* (p. 4746).

Europe : Europe de l'Est :

- incertitudes : *Victoria (Pierre)* (p. 4741) ; *Bellon (André)* (p. 4744) ;
- risque de transfert de l'aide publique à son profit : *Bellon (André)* (p. 4744).

Fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) : *Victoria (Pierre)* (p. 4742) ; *Cazenave (Richard)* (p. 4745) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4753).

Français : langue : Alliance française : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4748) ; *Lorgeoux (Jeanny)* (p. 4749).

Haïti : arrêt de l'aide publique : *Victoria (Pierre)* (p. 4743) ; *Cazenave (Richard)* (p. 4745).

Ministère de la coopération et du développement :

- Agence centrale d'exécution : création : perspectives : *Cazenave (Richard)* (p. 4746) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4746) ;
- crédits : montant, évolution, répartition : *Victoria (Pierre)* (p. 4741) ; *Brana (Pierre)* (p. 4743) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4744) ; *Cazenave (Richard)* (p. 4745) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4746) ; *Lorgeoux (Jeanny)* (p. 4748) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4753) ;
- sous-direction du développement institutionnel : création : *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4752).

Nord-Sud : dialogue : *Bellon (André)* (p. 4744) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4746).

Organisations non gouvernementales (O.N.G.) : appui de l'Etat à leur action dans le Sud-Est asiatique : *Victoria (Pierre)* (p. 4742) ; *Cazenave (Richard)* (p. 4746) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4748) ; *Lorgeoux (Jeanny)* (p. 4749) ; *Colombier (Georges)* (p. 4750) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4753).

Parlement :

- association à la gestion des crédits de l'aide : *Victoria (Pierre)* (p. 4742) ; *Bellon (André)* (p. 4745) ; *Cazenave (Richard)* (p. 4745) ; *Colombier (Georges)* (p. 4750) ;
- délégation parlementaire pour le développement : création : perspectives : *Victoria (Pierre)* (p. 4743) ; *Colombier (Georges)* (p. 4750).

Pays hors champ : compétence du ministère de la coopération ou grand ministère du développement : *Victoria (Pierre)* (p. 4742) ; *Bellon (André)* (p. 4745) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4747) ; *Lorgeoux (Jeanny)* (p. 4749) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4753).

Régions : association aux actions de coopération : *Victoria (Pierre)* (p. 4742) ; *Cazenave (Richard)* (p. 4746) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4746) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4748) ; *Colombier (Georges)* (p. 4750) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4753).

Somalie : opération « riz pour la Somalie » : *Vial-Massat (Théo)* (p. 4746) ; *Colombier (Georges)* (p. 4750).

Sommet de La Baule : *Brana (Pierre)* (p. 4743) ; *Lorgeoux (Jeanny)* (p. 4748) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4751, 4753).

Zaïre : arrêt de l'aide publique : *Victoria (Pierre)* (p. 4743) ; *Cazenave (Richard)* (p. 4745) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4753).

Procédure des questions (p. 4754).

Afrique : démocratisation : perspectives : *Cacheux (Denise)* (p. 4755) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4756).

Comores : devenir démocratique : *Cacheux (Denise)* (p. 4755) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4756).

Coopérants : situation dans les « pays du champ » : *Cazenave (Richard)* (p. 4758) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4758, 4759) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4758).

Coopération financière : Fonds de conversion des créances pour le développement : création : *Laborde (Jean)* (p. 4758) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4758).

Djibouti : devenir démocratique : *Deniau (Xavier)* (p. 4755) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4755, 4756) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4755).

Fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) : coordination avec les organisations non gouvernementales (O.N.G.) : perspectives : *Galley (Robert)* (p. 4754) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4754).

Haïti : retour à la démocratie : perspectives : *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4759) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4759).

Organisations non gouvernementales (O.N.G.) : appui de l'Etat à leur action dans le Sud-Est asiatique : *Galley (Robert)* (p. 4757) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4757).

Sida : progression en Afrique : *Calmat (Alain)* (p. 4756) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4757).

Sommet de Libreville : *Laborde (Jean)* (p. 4758) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4758).

Togo : devenir démocratique : *Cacheux (Denise)* (p. 4755) ; *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4756).

Vote des crédits (p. 4759).

Crédits inscrits à la ligne « affaires étrangères : II. - Coopération et développement ».

Etat B, titre III : adopté (p. 4759).

Etat B, titre IV : adopté (p. 4760).

Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 4760).

Après l'article 89 :

Amendement n° 35 de la commission (annexe au projet de budget de la coopération et du développement un tableau décomposant par ministère l'aide publique au développement) (p. 4760) : adopté (p. 4760). Supprimé en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Soutenu par : *Victoria (Pierre)* (p. 4760).

Favorable : *Debarge (Marcel) (G)* (p. 4760).

DEFENSE

Examen du fascicule [9 novembre 1992] (p. 5035, 5059, 5089).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et des avis :

- rapport de la commission des finances : *Hollande (François)* (p. 5035) ;
- avis de la commission de la défense nationale pour les personnels de la défense : *Gatel (Jean)* (p. 5037) ;
- avis de la commission de la défense nationale pour l'espace et les forces nucléaires : *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 5038) ;
- avis de la commission de la défense nationale pour la section des forces terrestres : *Fillon (François)* (p. 5039) ;
- avis de la commission de la défense nationale pour la section marine : *Gourmelon (Joseph)* (p. 5040) ;
- avis de la commission de la défense nationale pour la section air : *Briane (Jean)* (p. 5041) ;
- avis de la commission de la défense nationale pour la section gendarmerie : *Lemoine (Georges)* (p. 5043) ;
- avis de la commission de la défense nationale pour la recherche et l'industrie d'armement : *Branger (Jean-Guy)* (p. 5043) ;
- avis de la commission des affaires étrangères : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5045).

Intervention du président de la commission de la défense nationale : Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine) (p. 5046).

Intervention du Gouvernement : Joxe (Pierre) (p. 5048, 5068).

Discussion : Paecht (Arthur) (p. 5059) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5061) ; *Fillon (François)* (p. 5063) ; *Voisin (Michel)* (p. 5064) ; *Pierna (Louis)* (p. 5066).

Procédure des questions : Brocard (Jean) (p. 5071, 5072) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 5072) ; *Dollo (Yves)* (p. 5073) ; *Sainte-Marie (Michel)* (p. 5073) ; *Cauvin (Bernard)* (p. 5074, 5085) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5075) ; *Voisin (Michel)* (p. 5076) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 5077) ; *Pierna (Louis)* (p. 5077) ; *Baumel (Jacques)* (p. 5077) ; *Poujade (Robert)* (p. 5078) ; *Colin (Daniel)* (p. 5079) ; *Wiltzer (Pierre-André) (p. 5079)* ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 5080) ; *Gatel (Jean)* (p. 5081) ; *Calmat (Alain)* (p. 5081) ; *Cuq (Henri)* (p. 5082) ; *Boyon (Jacques)* (p. 5082, 5083) ; *Mesmin (Georges)* (p. 5083, 5084) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 5084, 5085) ; *Gaits (Claude)* (p. 5085) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 5089) ; *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 5089) ; *Valleix (Jean)* (p. 5090, 5092) ; *Berthol (André)* (p. 5091, 5092).

Réponses du Gouvernement : Mellick (Jacques) (p. 5072 à 5092) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5073 à 5093).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Affaires étrangères :

- armes nucléaires : prolifération : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5045) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5046) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5048, 5054, 5068) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5062) ;
- contexte géopolitique : évolution : *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 5038) ; *Fillon (François)* (p. 5039, 5063, 5064) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5045) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5046, 5047) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5048, 5053) ; *Paecht (Arthur)* (p. 5060) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5061) ; *Pierna (Louis)* (p. 5066) ;
- crises régionales : multiplication : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5054) ;
- interventions extérieures : multiplication : *Hollande (François)* (p. 5037) ; *Gatel (Jean)* (p. 5037).

Allemagne :

- budget de la défense : *Hollande (François)* (p. 5035) ;
- conscription : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5069).

Armée de l'air :

- crédits : montants et évolution : *Briane (Jean)* (p. 5042) ;
- format : réduction : *Briane (Jean)* (p. 5042) ;
- modernisation : *Fillon (François)* (p. 5064) ;
- transport tactique : *Briane (Jean)* (p. 5042).

Armée de métier : perspectives : *Fillon (François)* (p. 5040) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5055, 5068) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5061) ; *Pierna (Louis)* (p. 5067).

Armée de terre :

- disponibilité immédiate : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5050) ;
- effectifs : déflation : *Hollande (François)* (p. 5036) ; *Gatel (Jean)* (p. 5038) ; *Fillon (François)* (p. 5040) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5046) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5049) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5061) ; *Voisin (Michel)* (p. 5065) ; *Pierna (Louis)* (p. 5067) ;
- forces françaises en Allemagne : *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5046) ;
- personnels militaires : rémunérations : revalorisation : *Gatel (Jean)* (p. 5037) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5045) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5051) ;
- plan Armées 2000 : *Pierna (Louis)* (p. 5067) ;
- professionnalisation : *Fillon (François)* (p. 5064) ;
- réserves : réforme : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5051) ; *Pierna (Louis)* (p. 5067).

Armements classiques :
- avion F1 CT : *Briane (Jean)* (p. 5041) ;
- avion Rafale : *Briane (Jean)* (p. 5041) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5047) ; *Paecht (Arthur)* (p. 5061) ; *Fillon (François)* (p. 5064) ; *Pierna (Louis)* (p. 5067) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5069, 5071) ;
- avions Mirage 2000 et 2000 DA : *Briane (Jean)* (p. 5041) ;
- char Leclerc : *Branger (Jean-Guy)* (p. 5045) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5047) ; *Pierna (Louis)* (p. 5067) ;
- hélicoptères de nouvelle génération : retard : *Fillon (François)* (p. 5039) ;
- missile MICA : maintien du programme : *Briane (Jean)* (p. 5042) ;
- programmes d'équipement : réduction : *Fillon (François)* (p. 5039) ; *Voisin (Michel)* (p. 5065) ; *Pierna (Louis)* (p. 5067) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5069).

Armements nucléaires d'ultime avertissement : missile Hadés : *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 5038) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5046) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5069).

Armements nucléaires stratégiques :
- avion de combat tactique - missile air-sol longue portée (A.C.T.-A.S.L.P.) : *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 5039) ; *Paecht (Arthur)* (p. 5060) ;
- Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) : *Branger (Jean-Guy)* (p. 5045) ;
- crédits : montant, évolution : *Hollande (François)* (p. 5035) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 5039) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 5044) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5049, 5071) ; *Paecht (Arthur)* (p. 5060) ; *Pierna (Louis)* (p. 5066) ;
- essais nucléaires : suspension : *Hollande (François)* (p. 5036) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 5038) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 5044) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5046) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5062) ;
- Force océanique stratégique (Fost) : *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 5038, 5039) ;
- missiles M4, M5, M45 : *Hollande (François)* (p. 5035, 5036) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 5038) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5047) ; *Paecht (Arthur)* (p. 5061) ; *Pierna (Louis)* (p. 5066) ;
- missile S45 : annulation du programme : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5046) ;
- plateau d'Albion : modernisation : *Hollande (François)* (p. 5036) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 5038) ; *Paecht (Arthur)* (p. 5060) ;
- réseaux « Astarté » et « Ramsès » : *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 5039) ;
- réseau « rocade » : *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 5039) ;
- sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (S.N.L.E.) : *Hollande (François)* (p. 5035) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 5038) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5047) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5049, 5052) ; *Paecht (Arthur)* (p. 5060).

Chine : essais nucléaires : *Hollande (François)* (p. 5036) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5046).

Communauté des Etats indépendants (C.E.I.) :
- poussées nationalistes : *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5047) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5053) ;
- statut nucléaire des Républiques de l'ancienne Union soviétique : *Paecht (Arthur)* (p. 5060) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5061) ; *Fillon (François)* (p. 5065) ; *Pierna (Louis)* (p. 5067).

Coopération et développement : coopération militaire : accords de coopération : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5054).

Désarmement : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5045) ; *Pierna (Louis)* (p. 5066, 5067) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5069).

Enseignement supérieur :
- collège interarmées de défense : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5050) ;
- Palaiseau : pôle technologique : création : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5053).

Espace :
- programmes « Hélios », « Osiris » et « Zénon » : *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 5039) ;
- renseignement : satellites : renforcement : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5048, 5050) ; *Voisin (Michel)* (p. 5064, 5065).

Etats-Unis :
- armée de métier : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5069) ;
- bases aériennes : fermeture : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5071) ;
- budget de la défense : *Hollande (François)* (p. 5035) ; *Voisin (Michel)* (p. 5065) ;
- défense stratégique : « Protection globale contre les attaques limitées » (G.P.A.L.S.) : système antimissiles balistiques : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5071) ;
- essais nucléaires : *Hollande (François)* (p. 5036) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5046) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5062) ; *Voisin (Michel)* (p. 5066) ;
- industries d'armement : *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5047, 5048) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5069) ;
- présence en Europe : réduction : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5045) ; *Fillon (François)* (p. 5064) ; *Voisin (Michel)* (p. 5065).

Europe :
- agence européenne : création : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5052) ;
- Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5045) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5053, 5054) ;
- corps d'armée franco-allemand : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5045) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5046) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5053) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5064) ;
- défense européenne : *Hollande (François)* (p. 5037) ; *Boucheron (Jean Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5048) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5049) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5061) ;
- Europe de l'Est : association à la Communauté européenne : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5053) ;
- Europe de l'Est : instabilité : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5045) ; *Paecht (Arthur)* (p. 5060) ;
- Europe de l'Est : situation nucléaire civile : *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5047) ;
- Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) : pilier de la défense européenne : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5045) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5053) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5062) ; *Voisin (Michel)* (p. 5066) ;
- Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) : présence en Adriatique : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5054).

Gendarmerie :
- direction générale de la gendarmerie : implantation : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5052) ;
- gendarmerie départementale : modernisation et informatisation : *Lemoine (Georges)* (p. 5043) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5051) ;
- gendarmerie mobile : *Lemoine (Georges)* (p. 5043) ;
- missions civiles : multiplication : *Fillon (François)* (p. 5040) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5043) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5051) ;
- Organisation des Nations Unies (O.N.U.) : présence des gendarmes français en Yougoslavie au sein des forces de l'O.N.U. : hommage : *Lemoine (Georges)* (p. 5043) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5051) ;
- sécurité civile : gendarmes chargés des secours dans le Vaucluse : hommage : *Gatel (Jean)* (p. 5037) ;
- tourisme et loisirs : gendarmes décédés sur les sites de vacances : hommage : *Lemoine (Georges)* (p. 5043).

Grande-Bretagne :
- armée de métier : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5069) ;
- budget de la défense : *Hollande (François)* (p. 5035) ;
- essais nucléaires : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5046).

Industries d'armement :
- commandes publiques : réduction : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5052, 5069) ;
- commerce des armes : interdiction : perspectives : *Pierna (Louis)* (p. 5068) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5068) ;
- coopération européenne : perspectives : *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5048) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5052) ; *Fillon (François)* (p. 5064) ;
- diversification : *Hollande (François)* (p. 5036, 5037) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5047) ; *Pierna (Louis)* (p. 5068) ;
- exportations : réduction : *Branger (Jean-Guy)* (p. 5044) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5047) ;

- Groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) : difficultés et restructurations : *Hollande (François)* (p. 5036) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 5044) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5047) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5049, 5052) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5061) ; *Pierna (Louis)* (p. 5067) ;
- personnels : durée du travail : réduction : *Hollande (François)* (p. 5036, 5037).

Irak : destruction de son arsenal nucléaire sous l'égide des Nations Unies : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5054).

Loi de programmation militaire : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5049, 5071) ; *Paecht (Arthur)* (p. 5059) ; *Pierna (Louis)* (p. 5068).

Marine nationale :
- crédits : montant et évolution : *Gourmelon (Joseph)* (p. 5041) ;
- modernisation : *Fillon (François)* (p. 5064).

Ministère de la défense :
- comité des prix de revient des fabrications d'armement (C.P.R.A.) : réactivation : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5050) ;
- crédits : montant, évolution, répartition : *Hollande (François)* (p. 5035) ; *Gatel (Jean)* (p. 5037) ; *Fillon (François)* (p. 5039, 5063) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 5044) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5045) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5046) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5049) ; *Paecht (Arthur)* (p. 5059) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5062) ; *Voisin (Michel)* (p. 5065) ;
- délégation aux affaires stratégiques : *Voisin (Michel)* (p. 5065) ;
- direction du renseignement : *Voisin (Michel)* (p. 5065) ;
- fonds de restructuration de la défense (Fred) : *Gatel (Jean)* (p. 5038) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5051) ;
- opérations extérieures : financement : *Hollande (François)* (p. 5037) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5054) ;
- personnels civils : déflation : *Hollande (François)* (p. 5036) ; *Gatel (Jean)* (p. 5038) ; *Fillon (François)* (p. 5040).

Organisation des Nations-Unies (O.N.U.) : interventions : multiplication : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5054).

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N.) :
- comité des plans de défense : *Fillon (François)* (p. 5064) ;
- comité militaire : *Fillon (François)* (p. 5064) ;
- commandement intégré : réintégration de la France : perspectives : *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 5047) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5062) ; *Fillon (François)* (p. 5064) ;
- Conseil de coopération Nord-Atlantique (Cocona) : *Marcus (Claude Gérard)* (p. 5045) ;
- Force de réaction rapide (F.R.R.) : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5045) ; *Pierna (Louis)* (p. 5067) ;
- « leadership » américain au sein de l'Alliance : *Paecht (Arthur)* (p. 5060) ;
- missions : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5053) ; *Paecht (Arthur)* (p. 5060) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5062) ;
- zone de compétence : extension : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5045) ; *Paecht (Arthur)* (p. 5060).

Recherche : recherche fondamentale : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5053) ; *Pierna (Louis)* (p. 5067).

Russie :
- accord de coopération avec la France du 19 septembre 1991 : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5053) ;
- arsenal nucléaire : démantèlement, perspectives : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5054) ; *Paecht (Arthur)* (p. 5060) ; *Voisin (Michel)* (p. 5065) ;
- échanges militaires avec la France et exercices conjoints de la marine : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5054) ;
- essais nucléaires : suspension : *Hollande (François)* (p. 5036) ; *Voisin (Michel)* (p. 5066).

Service national : devenir : *Hollande (François)* (p. 5036, 5037) ; *Fillon (François)* (p. 5040) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5055) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5063) ; *Pierna (Louis)* (p. 5067).

Traités et conventions :
- accords de réduction des armements stratégiques (S.T.A.R.T.) : *Voisin (Michel)* (p. 5065) ;
- accords de réduction des forces conventionnelles en Europe (F.C.E.) : *Voisin (Michel)* (p. 5065).

Yougoslavie :
- guerre civile : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5045) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5054) ;
- personnels militaires français engagés sous commandement des Nations Unies : *Gatel (Jean)* (p. 5037) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5054) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5061).

Rappel au règlement : *Paecht (Arthur)* : insiste pour que le rapport relatif au budget de programme du ministère de la défense soit mis en distribution en temps utile (p. 5055) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 5055).

Rappel au règlement : *Colin (Daniel)* : demande que l'ensemble des documents budgétaires relatifs au budget de la défense soient mis en distribution avant l'examen en séance publique ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 5059) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5059).

Procédure des questions (p. 5071).

Armée de terre :
- actions humanitaires : *Berthol (André)* (p. 5092) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 5092) ;
- disponibilité opérationnelle différée : *Boyon (Jacques)* (p. 5082) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5082) ;
- Organisation des Nations Unies (O.N.U.) : opérations de maintien de la paix : forces françaises engagées et coût pour la France : *Dollo (Yves)* (p. 5073) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5073) ;
- plan Armées 2000 : *Berthol (André)* (p. 5091) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5091) ;
- site de Morhange : *Berthol (André)* (p. 5091) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5091).

Armements classiques :
- porte-avions à propulsion nucléaire : programme : confirmation : *Colin (Daniel)* (p. 5079) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 5079) ;
- sous-marins nucléaires d'attaque (S.N.A.) : *Voisin (Michel)* (p. 5076) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5076).

Armements stratégiques :
- Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) : budget : *Baumel (Jacques)* (p. 5078) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5078) ;
- dissuasion nucléaire : modernisation : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 5079) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5079, 5084) ; *Mesmin (Georges)* (p. 5083) ;
- essais nucléaires : suspension : *Pierna (Louis)* (p. 5077) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5077, 5079) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 5079) ;
- missile air-sol longue portée (A.S.L.P.) : *Voisin (Michel)* (p. 5076) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5076, 5085) ; *Mesmin (Georges)* (p. 5084).

Etats-Unis : essais nucléaires : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 5079) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5080).

France : rôle mondial : *Mesmin (Georges)* (p. 5083) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5084).

Gendarmerie :
- Centre opérationnel de gendarmerie (C.O.G.) : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5075) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5075) ;
- engins blindés d'accompagnement : *Poujade (Robert)* (p. 5078) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5079) ;
- gendarmes auxiliaires : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5075) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5076).
- gendarmes : indemnité de sujétion spéciale de police : intégration dans le calcul des retraites : perspectives : *Gatel (Jean)* (p. 5081) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 5081) ;

Guerre du Golfe : enseignements : *Valleix (Jean)* (p. 5090) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5090).

Industries d'armement :
- Aérospatiale : site de Bourges : *Calmat (Alain)* (p. 5081) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 5081) ;
- Aérospatiale : site des Mureaux : *Cuq (Henri)* (p. 5082) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5082) ;
- constructions navales de Cherbourg : *Cauvin (Bernard)* (p. 5074, 5085) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 5074, 5085) ;
- Groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) : site de Saint-Etienne : *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 5084) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 5084, 5085) ;

- Groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) : site de Tarbes : *Gaits (Claude)* (p. 5086) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 5086) ;
- personnel : plan d'accompagnement social : *Colin (Daniel)* (p. 5080) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 5080) ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 5080) ;
- région Aquitaine : plan de charge : *Sainte-Marie (Michel)* (p. 5074) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 5074) ; *Valleix (Jean)* (p. 5090) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5090) ;
- ventes d'armes : limitation : perspectives : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 5077) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5077).

Ministère de la défense : fonds de restructuration de la défense (Fred) : enveloppe budgétaire : *Cauvin (Bernard)* (p. 5074) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 5074, 5085, 5090) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 5085) ; *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 5089).

Recherche :
- programmes : *Voisin (Michel)* (p. 5076) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5076, 5083) ; *Boyon (Jacques)* (p. 5083) ;
- Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) : centre d'observation spatiale satellitaire : site : *Valleix (Jean)* (p. 5092) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5092).

Retraites : fonctionnaires civils et militaires :
- retraites proportionnelles d'avant le 1er décembre 1964 : majorations pour enfants : *Brocard (Jean)* (p. 5073) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 5073) ;
- sous-officiers retraités au chômage : indemnités : réduction : *Brocard (Jean)* (p. 5071) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 5072).

Service national :
- appelés servant en Yougoslavie au sein des forces de l'O.N.U. : permissions : prise en charge des billets d'avion : *Cuq (Henri)* (p. 5082) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5083) ;
- durée ramenée à dix mois : enseignements : *Boyon (Jacques)* (p. 5082) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5082) ;
- exemptions : multiplication : *Ehrmann (Charles)* (p. 5072) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 5072) ;
- formes civiles : réponse aux besoins des jeunes : *Ehrmann (Charles)* (p. 5072) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 5072) ;
- libérations anticipées : *Grussenmeyer (François)* (p. 5089) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 5089) ;
- reports d'incorporation : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5076) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 5076).

Rappel au règlement : *Fillon (François)* : regrette les qualificatifs employés par le ministre de la défense à l'encontre des parlementaires ; *Bouvard (Loïc) (VP)* ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5086).

Vote des crédits (p. 5093).

Article 41 *(mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services militaires) :* réservé à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5093) ; considéré comme adopté en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Article 42 *(mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services militaires) :* réservé à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5093) ; considéré comme adopté en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Article 43 et état D annexé *(autorisations d'engagement par anticipation) :* réservé à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 5093) ; considéré comme adopté en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Examen du fascicule [2 novembre 1992] (p. 4626, 4651).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et des avis :
- rapport de la commission des finances : *Pourchon (Maurice)* (p. 4626) ;
- avis de la commission de la production : *Destot (Michel)* suppléant *Drouin (René)* (p. 4627) ;
- avis de la commission des lois pour les départements d'outre-mer : *Lambert (Jérôme)* (p. 4629) ;
- avis de la commission des lois pour les territoires d'outre-mer : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4629).

Interventions du Gouvernement : Le Pensec (Louis) (p. 4631, 4641).

Discussion : Jean-Baptiste (Henry) (p. 4636) ; *Lise (Claude)* (p. 4637) ; *Asensi (François)* (p. 4639) ; *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4640) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 4641) ; *Grignon (Gérard)* (p. 4643) ; *Gata (Kamilo)* (p. 4651) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 4653) ; *Legros (Auguste)* (p. 4653) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4654) ; *Larifla (Dominique)* (p. 4655) ; *Hoarau (Elie)* (p. 4656) ; *Castor (Elie)* (p. 4657) ; *Pota (Alexis)* (p. 4658) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4659).

Intervention du Gouvernement : Le Pensec (Louis) (p. 4659).

Procédure des questions : Larifla (Dominique) (p. 4664, 4666) ; *Lise (Claude)* (p. 4664) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4664) ; *Gata (Kamilo)* (p. 4665) ; *Raoult (Eric)* (p. 4665).

Réponses du Gouvernement : Le Pensec (Louis) (p. 4664 à 4666).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Agriculture :
- agro-industrie : *Castor (Elie)* (p. 4658) ;
- banane antillaise : production et exportation : *Pourchon (Maurice)* (p. 4627) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4634, 4660) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 4643) ; *Larifla (Dominique)* (p. 4656) ;
- filière « canne-sucre-rhum » : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 4653) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4660) ;
- productions agricoles des D.O.M. : difficultés : *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4640, 4641) ;
- jeunes agriculteurs : difficultés : *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4659).

Aménagement du territoire : plans d'urbanisme et d'équipement : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4655) ; *Castor (Elie)* (p. 4658).

Collectivités locales :
- budgets locaux : difficultés financières et contrôle : *Lambert (Jérôme)* (p. 4629) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4630) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4632, 4633, 4661, 4662) ; *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4641) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 4643) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 4643) ; *Larifla (Dominique)* (p. 4655) ; *Hoarau (Elie)* (p. 4656, 4657) ;
- décentralisation : approfondissement : *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4632) ; *Larifla (Dominique)* (p. 4655).

Commerce extérieur : Etats A.C.P. : échanges avec les D.O.M.-T.O.M. : *Destot (Michel)* (p. 4628).

Communauté européenne :
- fonds structurels européens : Fonds européen de développement (F.E.D.) : *Lambert (Jérôme)* (p. 4629) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4630) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4634) ; *Gata (Kamilo)* (p. 4651) ;
- intégration économique des D.O.M.-T.O.M. : prise en compte de leur spécificité : accord d'association du 25 juillet 1991 : *Pourchon (Maurice)* (p. 4627) ; *Destot (Michel)* (p. 4628) ; *Lambert (Jérôme)* (p. 4629) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4633) ; *Asensi (François)* (p. 4639) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4654) ;
- marché unique : préférence communautaire et protection des productions locales d'outre-mer : *Destot (Michel)* (p. 4628, 4629) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4634, 4663) ; *Asensi (François)* (p. 4639) ; *Legros (Auguste)* (p. 4654) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4659) ;
- programme P.O.S.E.I.D.O.M. : produits agricoles : règlement-cadre du 16 décembre 1991 : *Destot (Michel)* (p. 4627, 4628) ;
- traité de l'Union européenne : conséquences pour l'outre-mer : *Lambert (Jérôme)* (p. 4629) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4634) ; *Legros (Auguste)* (p. 4654) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4654).

Culture : développement culturel de l'outre-mer : *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4635) ; *Gata (Kamilo)* (p. 4653).

Démographie : accroissement démographique : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4655).

D.O.M.-T.O.M. :
- crise et malaise : *Lise (Claude)* (p. 4638) ; *Asensi (François)* (p. 4639) ; *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4641) ; *Legros (Auguste)* (p. 4653, 4654) ; *Castor (Elie)* (p. 4657) ; *Pota (Alexis)* (p. 4658) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4659) ;
- effort budgétaire global au profit des D.O.M.-T.O.M. : *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4631) ; *Lise (Claude)* (p. 4639) ; *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4640) ;
- insertion et coopération régionale : *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4635, 4636) ;
- statut et institutions : modernisation et réforme : *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4632) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 4642) ; *Gata (Kamilo)* (p. 4653) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4654) ;
- Antarctique et terres australes : *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4634) ;
- Antilles et Guyane : coopération régionale dans les Caraïbes : *Destot (Michel)* (p. 4628) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4635, 4636) ; *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4641) ;
- Guadeloupe : situation générale : *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4633) ; *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4640, 4641) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 4653) ; *Larifla (Dominique)* (p. 4656) ;
- Guadeloupe : crise économique et financière : erreurs de gestion : *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4641) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 4653) ;
- Guadeloupe : élections régionales : annulation par le Conseil d'Etat : *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4641) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4641, 4662) ;
- Guyane : *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4633, 4662) ; *Castor (Elie)* (p. 4657, 4658) ;
- Guyane : programme « Phèdre » et activité spatiale du centre de Kourou : *Castor (Elie)* (p. 4657) ;
- Martinique : *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4633, 4661) ; *Lise (Claude)* (p. 4638, 4639) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4659) ;
- Mayotte : *Lambert (Jérôme)* (p. 4629) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4632, 4633, 4663) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 4636, 4637) ;
- Nouvelle-Calédonie : *Pourchon (Maurice)* (p. 4627) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4630) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4632, 4633, 4661) ; *Asensi (François)* (p. 4639) ;
- Pacifique sud : coopération régionale : *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4635, 4636) ;
- Polynésie française : *Pourchon (Maurice)* (p. 4627) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4630) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4632, 4633, 4662) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 4641, 4642, 4643) ;
- Polynésie française : convention avec le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) et le Centre d'expérimentations du Pacifique (C.E.P.) : arrêt des expérimentations nucléaires : *Léontieff (Alexandre)* (p. 4642) ;
- Réunion : *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4633, 4635, 4661) ; *Legros (Auguste)* (p. 4654) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4655) ; *Hoarau (Elie)* (p. 4656, 4657) ; *Pota (Alexis)* (p. 4658) ;
- Saint-Pierre-et-Miquelon : *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4633, 4663) ; *Grignon (Gérard)* (p. 4643, 4644) ;
- Saint-Pierre-et-Miquelon : pêche industrielle : situation et conflit franco-canadien : *Lambert (Jérôme)* (p. 4629) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4634, 4663) ; *Asensi (François)* (p. 4639) ; *Grignon (Gérard)* (p. 4643, 4644) ;
- Wallis-et-Futuna : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4630) ; *Gata (Kamilo)* (p. 4651, 4652, 4653).

Emploi, formation professionnelle et promotion sociale :
- Agence nationale pour l'insertion et la formation des travailleurs d'outre-mer (A.N.T.) : *Pourchon (Maurice)* (p. 4626) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4635, 4660) ; *Lise (Claude)* (p. 4638, 4639) ; *Legros (Auguste)* (p. 4654) ; *Larifla (Dominique)* (p. 4656) ; *Pota (Alexis)* (p. 4658) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4659) ;
- formation et insertion : nécessité et mécanisme : *Lambert (Jérôme)* (p. 4629) ; *Castor (Elie)* (p. 4657) ; *Pota (Alexis)* (p. 4659) ;
- politique de l'emploi et de lutte contre le chômage : *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4635, 4661) ; *Gata (Kamilo)* (p. 4652) ; *Legros (Auguste)* (p. 4654) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4655) ;
- syndicats d'outre-mer : négociations : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4655).

Enseignement :
- construction d'établissements scolaires et rémunération des enseignants : rôle de l'Etat : *Léontieff (Alexandre)* (p. 4642, 4643) ; *Gata (Kamilo)* (p. 4652) ; *Larifla (Dominique)* (p. 4656) ; *Castor (Elie)* (p. 4657) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4663) ;
- gratuité : *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4659).

Environnement : éco-développement, industrie « verte » et écotourisme : *Castor (Elie)* (p. 4657, 4658) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4662).

Fonctionnaires et agents publics : fonctionnaires ressortissants d'outre-mer : congés bonifiés : *Asensi (François)* (p. 4640) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4660).

Impôts et taxes :
- défiscalisation : amendements de la mission de la commission des finances sur la fiscalité dans les D.O.M. : *Pourchon (Maurice)* (p. 4627) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4634) ;
- octroi de mer : réforme : loi n° 92-676 du 17 juillet 1992 : *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4634).

Logement et habitat :
- ligne budgétaire unique : *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4633, 4660) ; *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4641) ; *Larifla (Dominique)* (p. 4656) ; *Hoarau (Elie)* (p. 4657) ; *Castor (Elie)* (p. 4658) ; *Pota (Alexis)* (p. 4658) ;
- logement social : *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4641) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 4653) ; *Legros (Auguste)* (p. 4654) ; *Hoarau (Elie)* (p. 4657) ; *Castor (Elie)* (p. 4658) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4660, 4661).

Loi de finances : annexes : rapport économique, social et financier spécifique à l'outre-mer : *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 4636, 4637).

Ministère des départements et territoires d'outre-mer :
- bilan de législature : *Pourchon (Maurice)* (p. 4627) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4631, 4636) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 4641) ; *Grignon (Gérard)* (p. 4643) ; *Gata (Kamilo)* (p. 4651, 4652, 4653) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4655) ; *Larifla (Dominique)* (p. 4655) ; *Hoarau (Elie)* (p. 4656) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4659) ;
- budget : date de discussion : choix contestable : *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4631) ; *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4640) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 4641) ; *Larifla (Dominique)* (p. 4655, 4656) ; *Pota (Alexis)* (p. 4658) ;
- budget : exécution : *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 4636) ; *Larifla (Dominique)* (p. 4656) ;
- budget : objectifs et priorités : *Pourchon (Maurice)* (p. 4626) ; *Lambert (Jérôme)* (p. 4629) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4630) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4631, 4636) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 4637) ; *Asensi (François)* (p. 4640) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 4641) ; *Gata (Kamilo)* (p. 4651) ; *Legros (Auguste)* (p. 4654) ; *Hoarau (Elie)* (p. 4656) ; *Pota (Alexis)* (p. 4658) ;
- crédits : montant, évolution et répartition : *Pourchon (Maurice)* (p. 4626) ; *Lambert (Jérôme)* (p. 4629) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4630) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4631, 4661) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 4636) ; *Lise (Claude)* (p. 4637) ; *Asensi (François)* (p. 4639) ; *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4640) ; *Legros (Auguste)* (p. 4654) ; *Pota (Alexis)* (p. 4658).

Politique économique et sociale :
- contrats de plan et projections à long terme : *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4633) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 4636) ;
- développement économique : refus de « l'assistance » : *Pourchon (Maurice)* (p. 4627) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4631) ; *Lise (Claude)* (p. 4638, 4639) ; *Grignon (Gérard)* (p. 4644) ; *Gata (Kamilo)* (p. 4652) ; *Legros (Auguste)* (p. 4654) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4655) ; *Castor (Elie)* (p. 4657) ; *Pota (Alexis)* (p. 4658, 4659) ;
- égalité sociale : assimilation ou prise en compte des spécificités : *Lambert (Jérôme)* (p. 4629) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4631) ; *Lise (Claude)* (p. 4638) ; *Asensi (François)*

(p. 4639) ; *Gata (Kamilo)* (p. 4652) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4654, 4655) ; *Hoarau (Elie)* (p. 4656, 4657) ; *Pota (Alexis)* (p. 4659) ;

- Fonds d'investissement de développement économique et social (F.I.D.E.S.) : *Pourchon (Maurice)* (p. 4627) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4630) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4633, 4661) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 4643) ; *Gata (Kamilo)* (p. 4651) ;
- Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) : *Pourchon (Maurice)* (p. 4626, 4627) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4633, 4661) ; *Lise (Claude)* (p. 4638) ; *Legros (Auguste)* (p. 4654).

Recherche : crédits : accroissement : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4630).

Régions : Ile-de-France : accueil et insertion des ressortissants d'outre-mer : *Asensi (François)* (p. 4639, 4640).

Revenu minimum d'insertion (R.M.I.) : problème de l'assistance : *Lambert (Jérôme)* (p. 4629) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4635) ; *Larifla (Dominique)* (p. 4656).

Risques naturels : cyclone Hugo : indemnisation : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 4653) ; *Larifla (Dominique)* (p. 4656) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4663).

Salaires : S.M.I.C. : rattrapage : *Lambert (Jérôme)* (p. 4629) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4635).

Sécurité sociale : prestations familiales : alignement : *Lambert (Jérôme)* (p. 4629) ; *Lise (Claude)* (p. 4638).

Service national : régime adapté : *Pourchon (Maurice)* (p. 4627) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4630) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4635) ; *Legros (Auguste)* (p. 4654).

Transports : ports et aéroports d'outre-mer : développement et désenclavement : *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 4640) ; *Grignon (Gérard)* (p. 4644) ; *Gata (Kamilo)* (p. 4652) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4662).

Procédure des questions (p. 4664).

Agriculture : « banque des terres » : création : *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4664) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4665).

Emploi : Agence nationale pour l'insertion et la formation des travailleurs d'outre-mer (A.N.T.) : *Raoult (Eric)* (p. 4665) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4666).

Enseignement : étudiants d'outre-mer en métropole : *Raoult (Eric)* (p. 4666) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4666).

Guadeloupe :

- centre de traitement informatique des salaires des fonctionnaires : *Larifla (Dominique)* (p. 4666) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4666) ;
- crédits du F.I.D.O.M. : retard de versement : *Larifla (Dominique)* (p. 4664) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4664).

Martinique : collectivités locales : difficultés financières : *Lise (Claude)* (p. 4664) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4664).

Régions : Ile-de-France : accueil, logement et insertion des ressortissants d'outre-mer : *Raoult (Eric)* (p. 4665, 4666) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4666).

Wallis-et-Futuna : crédits d'insertion sociale et professionnelle : *Gata (Kamilo)* (p. 4665) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 4665, 4666).

Vote des crédits (p. 4666).

Etat B, titre III : adopté au scrutin public (p. 4667).

Etat B, titre IV : adopté (p. 4667).

Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 4667).

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

Charges communes - Services financiers - Comptes spéciaux du Trésor - Taxes parafiscales - Imprimerie nationale (budget annexe) - Monnaies et médailles (budget annexe).

Examen des fascicules [17 novembre 1992] (p. 5503, 5520).

Déroulement de la séance :

Présentation des rapports :

- rapport de la commission des finances pour l'économie, les finances et le budget : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 5503) ;
- rapport de la commission des finances pour le secteur public : *Rimareix (Gaston)* (p. 5504) ;
- rapport de la commission des finances pour les comptes spéciaux du Trésor : *Migaud (Didier)* (p. 5505) ;
- rapport de la commission des finances pour les taxes parafiscales : *Tardito (Jean)* (p. 5507) ;
- rapport de la commission des finances pour le budget annexe de l'Imprimerie nationale : *Jacquemin (Michel)* (p. 5508) ;
- rapport de la commission des finances pour le budget annexe des Monnaies et médailles : *Devedjian (Patrick)* (p. 5509).

Discussion : Hage (Georges) (p. 5510) ; *Fréville (Yves)* (p. 5510) ; *Diméglio (Willy)* (p. 5511) ; *Barate (Claude)* (p. 5512) ; *Bapt (Gérard)* (p. 5513).

Procédure des questions : Ueberschlag (Jean) (p. 5514) ; *Dolez (Marc)* (p. 5514) ; *Bapt (Gérard)* (p. 5514) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5514) ; *Sauvaigo (Suzanne)* (p. 5520).

Réponse du Gouvernement : Malvy (Martin) (p. 5521).

Interventions du Gouvernement : Malvy (Martin) (p. 5522, 5529) ; *Cathala (Laurent)* (p. 5528).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Action sociale et solidarité nationale : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 5503) ; *Diméglio (Willy)* (p. 5511) ; *Barate (Claude)* (p. 5512) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 5529).

Affaires étrangères : Afrique du Nord : *Diméglio (Willy)* (p. 5511) ; *Barate (Claude)* (p. 5512).

Collectivités locales : compte d'avances sur le montant des impositions locales : *Migaud (Didier)* (p. 5506) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5526).

Communautés européennes : *Tardito (Jean)* (p. 5507, 5508) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5508) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 5509, 5510) ; *Hage (Georges)* (p. 5510) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5529).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) et assurance-crédit : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 5503) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5523, 5524).

Comptes spéciaux du Trésor :

- généralités : création, suppression et soldes financiers : *Migaud (Didier)* (p. 5505, 5506) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5526) ;
- compte de commerce des directions départementales de l'équipement : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5526) ;
- départements d'outre-mer : compte d'actions en faveur de leur développement : *Migaud (Didier)* (p. 5506) ;
- Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) : *Migaud (Didier)* (p. 5506) ;
- Fonds forestier national : *Migaud (Didier)* (p. 5506) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5527) ;
- Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme : *Migaud (Didier)* (p. 5506) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5526) ;
- Fonds national pour le développement des adductions d'eau (F.N.D.A.E.) : *Migaud (Didier)* (p. 5506) ;
- Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) : *Migaud (Didier)* (p. 5506, 5507) ; *Bapt (Gérard)* (p. 5513) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5527).

Coopération et développement : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 5503) ; *Migaud (Didier)* (p. 5506) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5524, 5526, 5527).

Douanes : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 5504) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5525).

Drogue : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 5504).

Emploi : politique : financement : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 5503) ; *Fréville (Yves)* (p. 5511) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5523, 5526).

Enseignement : allocation pour dépenses de scolarité : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 5503) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5524).

Etrangers : immigration : *Diméglio (Willy)* (p. 5511).

Finances publiques :
- déficit budgétaire : *Fréville (Yves)* (p. 5510) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5522, 5523) ;
- dépenses : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5523) ;
- dette publique : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 5503) ; *Fréville (Yves)* (p. 5510) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5522, 5523) ;
- recettes : diminution induite par le ralentissement de la croissance : *Fréville (Yves)* (p. 5510) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5522).

Imprimerie nationale :
- dépenses, recettes, productions, investissements : *Jacquemin (Michel)* (p. 5508, 5509) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5527) ;
- établissement de Douai : *Hage (Georges)* (p. 5510) ;
- établissement d'Evry : *Jacquemin (Michel)* (p. 5508, 5509) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5527) ;
- gestion et effectifs : *Jacquemin (Michel)* (p. 5509) ; *Hage (Georges)* (p. 5510) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5527) ;
- modernisation : *Jacquemin (Michel)* (p. 5508, 5509) ;
- statut : *Jacquemin (Michel)* (p. 5508, 5509) ; *Hage (Georges)* (p. 5510) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5527, 5528).

Ministère de l'économie et des finances :
- crédits : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5525) ;
- direction générale des impôts : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 5504) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5525) ;
- modernisation : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 5504) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5525, 5526) ;
- personnels : effectifs, conditions de travail, formation professionnelle, action sociale : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 5504) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5525, 5526).

Monnaies et médailles :
- dépenses, recettes, productions, investissements : *Devedjian (Patrick)* (p. 5509) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5528) ;
- E.C.U. : frappe : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5528) ;
- personnels : effectifs : *Devedjian (Patrick)* (p. 5509) ;
- société Distribution monnaie Paris international : *Devedjian (Patrick)* (p. 5509) ;
- statut : *Devedjian (Patrick)* (p. 5509).

Politique économique :
- croissance : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5523) ;
- taux d'intérêt : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5523).

Rapatriés :
- armée d'Afrique : *Diméglio (Willy)* (p. 5511) ;
- cimetières et nécropoles : *Diméglio (Willy)* (p. 5511) ; *Barate (Claude)* (p. 5512) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 5528) ;
- entreprises : remise des prêts, consolidation des dettes et circulaires de MM. Juppé et Cathala relatives aux enfants de rapatriés ayant succédé à leurs parents : *Barate (Claude)* (p. 5512) ; *Bapt (Gérard)* (p. 5513) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 5529) ;
- harkis, enfants de harkis et camp de Jouques : *Diméglio (Willy)* (p. 5511) ; *Barate (Claude)* (p. 5512) ; *Bapt (Gérard)* (p. 5513) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 5529) ;
- indemnisation : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 5504) ; *Diméglio (Willy)* (p. 5511, 5512) ; *Barate (Claude)* (p. 5512) ; *Bapt (Gérard)* (p. 5513) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5524) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 5528, 5529) ;
- mémorial de la France d'outre-mer : *Barate (Claude)* (p. 5512) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 5528) ;
- partis et mouvements politiques : opposition : engagements et proposition de loi déposée par M. Jacques Chirac le 20 novembre 1991 : *Barate (Claude)* (p. 5512) ;
- retraites : *Diméglio (Willy)* (p. 5511) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5524) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 5529) ;
- titres indemnitaires : *Diméglio (Willy)* (p. 5511) ; *Barate (Claude)* (p. 5512).

Revenu minimum d'insertion (R.M.I.) : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 5503) ; *Fréville (Yves)* (p. 5510) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5522).

Secteur public :
- dotations en capital : *Rimareix (Gaston)* (p. 5505) ;
- endettement : *Rimareix (Gaston)* (p. 5505) ;
- personnels : effectifs : *Rimareix (Gaston)* (p. 5505) ;
- privatisations : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 5503) ; *Rimareix (Gaston)* (p. 5504, 5505) ; *Migaud (Didier)* (p. 5506) ; *Fréville (Yves)* (p. 5510, 5511) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5523, 5524, 5526) ;
- résultats : *Rimareix (Gaston)* (p. 5505) ;
- rôle : *Rimareix (Gaston)* (p. 5505).

Sida : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 5503) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5524).

Taxes parafiscales :
- généralités : objet, création, suppressions, renouvellement, produit : *Tardito (Jean)* (p. 5507) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5527) ;
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (A.D.E.M.E.) et recyclage des huiles usagées : *Tardito (Jean)* (p. 5508) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5527) ;
- Association nationale pour le développement agricole (A.N.D.A.) : *Tardito (Jean)* (p. 5507) ;
- centres techniques industriels : *Tardito (Jean)* (p. 5508) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5529).

Procédure des questions (p. 5514).

Intervention du Gouvernement : indique qu'il répondra à l'ensemble des questions en une seule fois : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5514).

Interventions du président de séance : qualifie de « détournement de procédure » la décision du ministre du budget de répondre à l'ensemble des questions « en une seule fois » : *Clément (Pascal) (VP)* (p. 5514) ; s'interroge sur les conséquences pratiques d'une réponse du Gouvernement aux questions posées par les députés au cours de la procédure des questions : *Clément (Pascal) (VP)* (p. 5515).

Impôts et taxes : taxe sur les salaires : *Ueberschlag (Jean)* (p. 5514) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5521).

Imprimerie nationale :
- investissements : *Cacheux (Denise)* (p. 5515) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5521) ;
- modernisation : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5521) ;
- productions : *Cacheux (Denise)* (p. 5515) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5521) ;
- statut : *Dolez (Marc)* (p. 5514) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5514) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5521).

Monnaies et médailles :
- ECU : frappe : *Dolez (Marc)* (p. 5515) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5521, 5522) ;
- établissement de Pessac : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5521, 5522) ;
- société Distribution monnaie Paris International : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5522) ;
- statut : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5522).

Professions libérales et travailleurs indépendants : fiscalité : *Ueberschlag (Jean)* (p. 5514) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5521).

Rapatriés :
- entreprises : remise des prêts et consolidation des dettes et circulaires de M. Juppé en date du 30 décembre 1987 et de M. Cathala en date du 5 novembre 1992 relatives aux enfants de rapatriés ayant succédé à leurs parents : *Bapt (Gérard)* (p. 5514) ; *Sauvaigo (Suzanne)* (p. 5520, 5521) ;
- indemnisation : *Sauvaigo (Suzanne)* (p. 5520).

Rappel au règlement : *Gantier (Gilbert) :* s'élève contre la non-communication par le Gouvernement à l'Assemblée nationale des chiffres du déficit de la loi de finances pour l'année 1992 publiés par un quotidien du matin et demande au Gouvernement de donner à l'Assemblée l'état exact des finances publiques à la fin de 1992 (p. 5520) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 5520).

Vote des crédits (p. 5529).

Demande de réserve des votes des crédits inscrits aux titres Ier, II, III et IV de l'état B et aux titres V et VI de l'état C : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5530).

Economie, finances et budget.

I. - Charges communes.

Etat B, titres Ier à IV, et état C, titres V et VI : votes réservés (p. 5530) ; considérés comme adoptés en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Article 81 *(majoration des rentes viagères)* (p. 5530) : adopté (p. 5531).

Article 82 *(institution d'une allocation pour dépenses de scolarité)* (p. 5531) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 239 (p. 5532).

Amendement n° 239 du Gouvernement (étend le bénéfice de l'allocation aux parents ayant des enfants scolarisés dans l'enseignement élémentaire) (p. 5531) : adopté (p. 5532).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5531).

Favorables : *Migaud (Didier)* (p. 5531) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5531).

Observations : *Lipkowski (Jean de)* (p. 5531).

Monnaies et médailles : frappe d'une pièce commémorant l'action des parachutistes français ayant sauté sur les sites du débarquement dès le 5 juin 1944 : *Lipkowski (Jean de)* (p. 5531).

Amendement n° 216 de M. Jean-Pierre Brard transformé en sous-amendement à l'amendement n° 239 du Gouvernement (précise que le montant de l'allocation est intégralement pris en charge par l'Etat) (p. 5531) : retiré (p. 5532).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 5531, 5532).

Défavorables : *Migaud (Didier)* (p. 5532) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5532).

II. - Services financiers.

Etat B, titre III : adopté au scrutin public (p. 5532).

Etat B, titre IV : adopté (p. 5532).

Etat C, titre V : adopté (p. 5532).

Comptes spéciaux du Trésor.

I. - Opérations à caractère définitif.

C. Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.

Article 46 *(comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - services votés)* : adopté (p. 5532).

Article 47 *(comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles)* (p. 5532) : adopté (p. 5533).

Amendement n° 222 de M. Didier Migaud (supprime le prélèvement de 35 millions de francs effectué sur le Fonds national pour le développement du sport en vue de la réalisation d'études, de travaux et d'équipements liés à la Coupe du monde de football) (p. 5532) : retiré (p. 5533).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5532, 5533).

Après l'article 47 :

Amendement n° 32 de la commission (majore de 20 p. 100 les taux de la taxe forestière versée au Fonds forestier national) : vote réservé (p. 5533) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5623).

Soutenu par : *Migaud (Didier)* (p. 5533).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5533).

Bois et forêts : moyens alloués par le Gouvernement : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5533).

Article 48 *(création du compte d'affectation des produits de cessions de titres du secteur public)* (p. 5533) : adopté (p. 5534).

Amendement n° 6 de M. Robert-André Vivien (de suppression) (p. 5533) : rejeté (p. 5534).

Soutenu par : *Dehaine (Arthur)* (p. 5533).

Favorable : *Alphandéry (Edmond)* (p. 5533, 5534).

Défavorables : *Migaud (Didier)* (p. 5534) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5534).

Secteur public : entreprises publiques : privatisations : affectation de leur produit : *Alphandéry (Edmond)* (p. 5533, 5534).

Article 49 *(modification du compte spécial du Trésor « Actions en faveur du développement des départements d'outre-mer »)* : adopté (p. 5534).

II. - Opérations à caractère temporaire.

Article 50 *(comptes retraçant des opérations à caractère temporaire - services votés)* : adopté (p. 5534).

Article 51 *(comptes d'affectation spéciale - opérations à caractère temporaire - mesures nouvelles)* : adopté (p. 5534).

Article 52 *(comptes d'avances - mesures nouvelles)* : adopté (p. 5534).

Article 53 *(comptes de prêts - mesures nouvelles)* : adopté (p. 5534).

Article 54 *(report de la clôture du compte spécial du Trésor n° 904-02 « Fabrications d'armement »)* : adopté (p. 5534).

Article 55 *(clôture du Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme)* : adopté (p. 5534).

Article 56 *(pérennisation du compte de commerce des directions départementales de l'équipement)* : adopté (p. 5534).

Article 57 *(modification de l'objet du compte spécial du Trésor « Prêts du Trésor à des Etats étrangers en vue de faciliter l'achat de biens d'équipement »)* (p. 5534) : adopté après modifications (p. 5535).

Amendement n° 237 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 5535).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5535).

Favorable : *Migaud (Didier)* (p. 5535).

Article 58 *(modification du compte de gestion de titres du secteur public)* : adopté (p. 5535).

III. - Dispositions diverses.

Taxes parafiscales.

Article 59 et état E *(autorisation de perception des taxes parafiscales)* (p. 5535) :

- lignes 1 à 45 et 48 à 50 : adoptées (p. 5548) ;
- article 59 et état E : adoptés (p. 5548).

Amendement n° 223 de M. Maurice Pourchon (supprime la taxe parafiscale affectée au Comité national interprofessionnel de l'horticulture) : retiré (p. 5548).

Soutenu par : *Bêche (Guy)* (p. 5548).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5548).

Observations : *Tardito (Jean)* (p. 5548).

Communautés européennes : *Tardito (Jean)* (p. 5548) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5548).

Après l'article 59 :

Amendement n° 236 de M. Michel Meylan (prévoit que le Gouvernement adressera au Parlement avant le 31 décembre 1993 un rapport sur les conséquences pour les centres techniques et industriels de l'exclusion du champ de la T.V.A. des taxes parafiscales versées par les entreprises et sur les solutions à mettre en œuvre pour ceux de ces centres dont les taxes parafiscales constituent la part la plus importante des recettes) (p. 5548) : retiré (p. 5549).

Observations : *Tardito (Jean)* (p. 5549) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5549).

Communautés européennes : *Meylan (Michel)* (p. 5548).

Imprimerie nationale (budget annexe) : adopté (p. 5549).

Article 44 *(services votés)* : adopté (p. 5549).

Article 45 *(mesures nouvelles)* : adopté (p. 5549).

Monnaies et médailles (budget annexe) : adopté (p. 5549).

Article 44 *(crédits ouverts au titre des services votés)* : adopté (p. 5549).

Article 45 *(mesures nouvelles)* : adopté (p. 5549).

EDUCATION NATIONALE ET CULTURE

Communication.

Examen du fascicule [14 novembre 1992] (p. 5393).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et des avis :

- rapport de la commission des finances : *Vivien (Robert-André)* (p. 5393) ;
- avis de la commission des affaires culturelles : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5396) ;
- avis de la commission des affaires étrangères : *Laborde (Jean)* (p. 5398).

Discussion : *Dassault (Olivier)* (p. 5399) ; *Hage (Georges)* (p. 5402) ; *Kert (Christian)* (p. 5404) ; *Françaix (Michel)* (p. 5405) ; *Aubert (François d')* (p. 5409).

Intervention du Gouvernement : Jeanneney (Jean-Noël) (p. 5410).

Intervention du rapporteur de la commission des finances : Vivien (Robert-André) (p. 5418).

Procédure des questions : Dassault (Olivier) (p. 5418) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5419) ; *Deprez (Léonce)* (p. 5420) ; *Salles (Rudy)* (p. 5421).

Réponse du Gouvernement : Jeanneney (Jean-Noël) (p. 5419 à 5421).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Affaires étrangères :

- conseil de l'audiovisuel extérieur de la France : *Laborde (Jean)* (p. 5399) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5415) ;
- coopération européenne : programmes audiovisuels : *Laborde (Jean)* (p. 5399) ;
- ministère des affaires étrangères : direction générale des relations culturelles scientifiques et techniques : moyens : *Laborde (Jean)* (p. 5398) ;
- négociations du G.A.T.T. : *Hage (Georges)* (p. 5403) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5418) ;
- politique extérieure audiovisuelle : généralités : *Laborde (Jean)* (p. 5398) ;
- rapport Decaux : *Laborde (Jean)* (p. 5399).

Assemblée nationale : conditions de travail et information :

- commissions d'enquête : commission d'enquête sur la situation depuis dix ans et les perspectives de la presse et de l'audiovisuel : *Vivien (Robert-André)* (p. 5394) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5397, 5398) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5399, 5400) ; *Aubert (François d')* (p. 5409) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5412) ;
- ordre du jour : report de la discussion des crédits de la communication : *Vivien (Robert-André)* (p. 5393) ; *Aubert (François d')* (p. 5409) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5411) ;
- questionnaires budgétaires : réponses : *Vivien (Robert-André)* (p. 5393, 5415) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5411) ;
- rapporteurs spéciaux : pouvoirs : *Vivien (Robert-André)* (p. 5394, 5418) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5411).

Banque d'images : Canal France International : *Laborde (Jean)* (p. 5399).

Communautés européennes : droit communautaire : directive du 3 octobre 1989 relative à la télédiffusion transfrontière : *Laborde (Jean)* (p. 5399) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5400) ; *Aubert (François d')* (p. 5410).

Conseil constitutionnel : décision n° 91-302 DC du 30 décembre 1991 : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5397).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (C.S.A.) : *Dassault (Olivier)* (p. 5400) ; *Kert (Christian)* (p. 5405) ; *Françaix (Michel)* (p. 5408) ; *Aubert (François d')* (p. 5409).

Finances publiques : comptes spéciaux du Trésor : comptes d'affectation spéciale : affectation des produits de cession de titres du secteur public : création : *Vivien (Robert-André)* (p. 5395) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5401) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5413).

Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) : ressources et missions : *Vivien (Robert-André)* (p. 5394) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5397) ; *Hage (Georges)* (p. 5403) ; *Kert (Christian)* (p. 5404) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5412, 5413, 5415).

Lois :

- loi n° 86-1210 du 27 novembre 1986 complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5411) ;
- loi n° 89-532 du 2 août 1989 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5398) ; *Kert (Christian)* (p. 5405) ; *Aubert (François d')* (p. 5410) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5418) ;
- loi n° 92-61 du 18 janvier 1992 modifiant les articles 27, 28, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : *Dassault (Olivier)* (p. 5400) ;
- loi n° 92-546 du 20 juin 1992 relative au dépôt légal : *Vivien (Robert-André)* (p. 5394) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5397) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5415) ;
- projet de loi n° 2918 relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques : *Aubert (François d')* (p. 5410) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5411, 5417) ;
- projet de loi n° 2978 portant diverses mesures d'ordre social : statut des correspondants de presse : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5412).

Politique économique : ministère de l'économie, des finances et du budget : Institut national de la statistique et des études économiques (I.N.S.E.E.) : indice des prix : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5396) ; *Françaix (Michel)* (p. 5408).

Presse, édition et imprimerie :

- achat de papier : *Hage (Georges)* (p. 5404) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5412) ;
- activité journalistique : définition : mission Vistel : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5412) ;
- agence France-Presse : contrat de plan : exécution : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5411) ;
- aides à la presse : évolution et adaptation : *Vivien (Robert-André)* (p. 5394) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5398) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5402) ; *Hage (Georges)* (p. 5404) ; *Kert (Christian)* (p. 5404, 5405) ; *Françaix (Michel)* (p. 5406) ; *Aubert (François d')* (p. 5409) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5411) ;
- correspondants locaux de presse : statut : *Kert (Christian)* (p. 5404) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5412) ;
- crise : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5398) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5402) ; *Hage (Georges)* (p. 5403) ; *Françaix (Michel)* (p. 5406) ; *Aubert (François d')* (p. 5409) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5411) ;
- fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger : *Françaix (Michel)* (p. 5406) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5411) ;
- presse écrite : rôle : *Françaix (Michel)* (p. 5406) ;
- table ronde sur la presse écrite : organisation : *Hage (Georges)* (p. 5403) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5412).

Publicité :

- agences de publicité : *Aubert (François d')* (p. 5410) ;
- centrales d'achat d'espaces : *Aubert (François d')* (p. 5410) ;
- coupures publicitaires : *Dassault (Olivier)* (p. 5400) ; *Françaix (Michel)* (p. 5406) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5415) ;
- grande distribution : publicité télévisuelle : interdiction : *Françaix (Michel)* (p. 5406) ; *Aubert (François d')* (p. 5410) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5411) ;
- marché publicitaire : crise et évolution : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5397, 5398) ; *Hage (Georges)* (p. 5403) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5414, 5415) ;
- régie commune : disparition : *Vivien (Robert-André)* (p. 5394, 5395) ; *Kert (Christian)* (p. 5405) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5414).

Radiodiffusion :

- fonds de soutien à l'expression radiophonique : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5416) ;

- Radio France : ressources, situation et diffusion : *Vivien (Robert-André)* (p. 5394) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5397) ; *Hage (Georges)* (p. 5403) ; *Kert (Christian)* (p. 5404) ; *Françaix (Michel)* (p. 5406) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5412, 5414) ;
- Radio France Internationale (R.F.I.) : ressources et programmes : *Vivien (Robert-André)* (p. 5394, 5395, 5418) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5397) ; *Laborde (Jean)* (p. 5399) ; *Françaix (Michel)* (p. 5407) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5412, 5413, 5415) ;
- Radio France Outre-mer (R.F.O.) : *Françaix (Michel)* (p. 5407) ; *Aubert (François d')* (p. 5409) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5412, 5415) ;
- radios associatives et radios locales : *Françaix (Michel)* (p. 5407) ; *Aubert (François d')* (p. 5409) ;
- système D.A.B. (*digital audio broadcasting*) : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5417).

Redevance : taux, répartition, exonérations, recouvrement : *Vivien (Robert-André)* (p. 5394) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5396, 5397) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5401) ; *Hage (Georges)* (p. 5403) ; *Kert (Christian)* (p. 5404, 5405) ; *Françaix (Michel)* (p. 5408) ; *Aubert (François d')* (p. 5410) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5412, 5413).

Réseaux câblés et satellite de diffusion directe : situation et difficultés : *Dassault (Olivier)* (p. 5400, 5401) ; *Kert (Christian)* (p. 5405) ; *Aubert (François d')* (p. 5409, 5410) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5415, 5416).

Société française de production (S.F.P.) : moyens : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5414, 5416).

Télévision :
- chaîne culturelle européenne : ARTE : ressources, diffusion, programmes et extension : *Vivien (Robert-André)* (p. 5395, 5396) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5397) ; *Laborde (Jean)* (p. 5399) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5400, 5401) ; *Hage (Georges)* (p. 5403) ; *Kert (Christian)* (p. 5405) ; *Aubert (François d')* (p. 5409, 5410) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5412, 5413, 5414, 5416, 5417) ;
- chaîne européenne d'actualités : Euronews : *Laborde (Jean)* (p. 5399) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5415) ;
- cinquième réseau hertzien : préemption par l'Etat et création d'une chaîne éducative : *Vivien (Robert-André)* (p. 5394, 5396) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5401) ; *Hage (Georges)* (p. 5403) ; *Kert (Christian)* (p. 5405) ; *Aubert (François d')* (p. 5409) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5416) ;
- diffusion : créations, programmes et quotas de production : *Vivien (Robert-André)* (p. 5394) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5400) ; *Hage (Georges)* (p. 5403) ; *Françaix (Michel)* (p. 5408) ; *Aubert (François d')* (p. 5409, 5410) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5414, 5416, 5418) ;
- France 2, France 3 et France Télévision : ressources, rapprochement et fusion, privatisation, missions et programmes : *Vivien (Robert-André)* (p. 5395) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5396, 5397, 5398) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5401) ; *Hage (Georges)* (p. 5403) ; *Kert (Christian)* (p. 5404, 5405) ; *Françaix (Michel)* (p. 5407) ; *Aubert (François d')* (p. 5409, 5410) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5412, 5413, 5414) ;
- information et journalistes : place et déontologie : *Françaix (Michel)* (p. 5408) ; *Aubert (François d')* (p. 5410) ;
- La Cinq : disparition : *Vivien (Robert-André)* (p. 5395) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5397, 5398) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5399, 5400) ; *Aubert (François d')* (p. 5409) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5496) ;
- la S.E.P.T. : *Vivien (Robert-André)* (p. 5394) ;
- politique audiovisuelle : *Dassault (Olivier)* (p. 5400) ; *Hage (Georges)* (p. 5402,5403) ; *Françaix (Michel)* (p. 5407) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5415) ;
- télévision haute définition et norme D2 MAC : *Dassault (Olivier)* (p. 5402) ; *Aubert (François d')* (p. 5409) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5415) ;
- télévisions privées : obligations et quotas de diffusion : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5398) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5400) ; *Aubert (François d')* (p. 5410) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5418) ;
- T.F. 1 : privatisation et situation : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5396) ; *Hage (Georges)* (p. 5403) ; *Françaix (Michel)* (p. 5408) ;
- T.V. 5 Afrique : création : *Laborde (Jean)* (p. 5399) ;
- T.V. 5 Europe : développement : *Laborde (Jean)* (p. 5399).

Procédure des questions : (p. 5418).

Presse, édition et imprimerie : aides à la presse : presse hebdomadaire régionale : *Deprez (Léonce)* (p. 5420) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5420).

Réseaux câblés et satellite de diffusion directe : coût : *Dassault (Olivier)* (p. 5418) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5419).

Télévision :
- chaîne culturelle européenne : ARTE et chaîne éducative : diffusion par satellite : *Pelchat (Michel)* (p. 5419) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5420) ;
- chaîne culturelle européenne : ARTE : programmes : *Salles (Rudy)* (p. 5421) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5421) ;
- télévision haute définition : coût : *Dassault (Olivier)* (p. 5418) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5419).

Vote des crédits (p. 5422).

Lignes 46 et 47, état E : adoptées (p. 5422).

Article 63 (approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) (p. 5422) : adopté (p. 5424).

Amendement n° 178 de M. Michel Pelchat (exclut l'I.N.A. de la répartition du produit de la redevance et affecte le montant en cause à la société nationale France 2) (p. 5422) : rejeté (p. 5423).

Défavorables : *Vivien (Robert-André)* (p. 5423) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5423) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5423).

Amendement n° 180 de M. Michel Pelchat (exclut R.F.I. de la répartition du produit de la redevance et affecte le montant en cause à la société nationale France 2) : rejeté (p. 5423).

Défavorables : *Vivien (Robert-André)* (p. 5423) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5423) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5423).

Discussion commune des amendements n° 181 et 7 :

Amendement n° 181 de M. Michel Pelchat (exclut la société européenne de programmes de télévision de la répartition du produit de la redevance et affecte le montant en cause à la société nationale France 3) (p. 5423) : rejeté (p. 5424).

Défavorables : *Vivien (Robert-André)* (p. 5423) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5424) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5424).

Amendement n° 7 de M. Robert-André Vivien (diminue de 159 millions de francs la part du produit de la redevance perçue par la Société européenne de programmes de télévision et augmente à due concurrence celle perçue par la société nationale France 3) (p. 5423) : rejeté (p. 5424).

Défavorables : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5424) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 5424).

Amendement n° 43 de M. Patrick Ollier : non soutenu (p. 5424).

EDUCATION NATIONALE ET CULTURE

Culture.

Examen du fascicule [7 novembre 1992] (p. 5007).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et de l'avis :
- rapport de la commission des finances : *Gambier (Dominique)* (p. 5007) ;
- avis de la commission des affaires culturelles : *Dassault (Olivier)* (p. 5009).

Discussion : *Panafieu (Françoise de)* (p. 5010) ; *Hermier (Guy)* (p. 5113) ; *Stasi (Bernard)* (p. 5014) ; *Bret (Jean-Paul)* (p. 5016) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5017).

Interventions du Gouvernement : Lang (Jack) (p. 5018 à 5024) ; *Biasini (Emile)* (p. 5024).

Interruption : Charette (Hervé de) (p. 5021).

Procédure des questions : Bourg-Broc (Bruno) (p. 5024, 5025) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5026, 5028) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 5026) ; *Bohbot (David)* (p. 5027, 5028) ; *Albouy (Jean)* (p. 5027, 5028).

Réponses du Gouvernement : Lang (Jack) (p. 5025 à 5028).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Architecture :
- architectes : *Gambier (Dominique)* (p. 5008) ;
- enseignement : réforme : *Gambier (Dominique)* (p. 5008).

Bibliothèques :
- Bibliothèque nationale : *Panafieu (Françoise de)* (p. 5011) ; *Biasini (Emile) (G)* (p. 5024) ;
- bibliothèques scolaires et universitaires : *Lang (Jack) (G)* (p. 5020) ;
- Grande Bibliothèque de France : *Dassault (Olivier)* (p. 5009) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5011) ; *Stasi (Bernard)* (p. 5014) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5017) ; *Biasini (Emile) (G)* (p. 5024).

Cinéma : crise et soutien : *Dassault (Olivier)* (p. 5010) ; *Hermier (Guy)* (p. 5014) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5022).

Collectivités locales :
- action culturelle : importance, inégalités et péréquation des aides : *Gambier (Dominique)* (p. 5009) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5018) ;
- compétences : lecture publique : *Gambier (Dominique)* (p. 5008) ;
- contrats de plan et conventions de développement culturel : *Gambier (Dominique)* (p. 5009) ;
- dotation générale de décentralisation : lecture publique : *Gambier (Dominique)* (p. 5008).

Communes :
- Beauvais : cathédrale : *Dassault (Olivier)* (p. 5010) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5022) ;
- Elancourt : café-musique : *Lang (Jack) (G)* (p. 2021) ;
- Epernay : réinsertion sociale : stages culturels : *Stasi (Bernard)* (p. 5016) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5021) ;
- Saint-Denis : maison de la culture : *Hermier (Guy)* (p. 5014).

Culture : démocratisation : *Gambier (Dominique)* (p. 5009) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5010) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5012, 5013) ; *Stasi (Bernard)* (p. 5014, 5015, 5016) ; *Bret (Jean-Paul)* (p. 5017) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5021).

Danse : Palais Garnier : *Lang (Jack) (G)* (p. 5023).

Déséquilibre Paris-province : *Gambier (Dominique)* (p. 5009) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5011) ; *Bret (Jean-Paul)* (p. 5016) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5018) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5021).

Enseignement :
- enseignements artistiques : *Gambier (Dominique)* (p. 5007, 5008) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5010) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5012) ; *Stasi (Bernard)* (p. 5015) ; *Bret (Jean-Paul)* (p. 5016, 5017) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5017, 5018) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5020) ;
- Institut international d'histoire des arts : création : *Gambier (Dominique)* (p. 5008) ; *Stasi (Bernard)* (p. 5015) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5020).

Finances publiques : déficit : *Panafieu (Françoise de)* (p. 5011).

Fonctionnaires et agents publics :
- architectes des bâtiments de France : statut : *Gambier (Dominique)* (p. 5008) ;
- concertation : délocalisations : *Stasi (Bernard)* (p. 5015).

Grands travaux :
- Centre Georges-Pompidou : *Stasi (Bernard)* (p. 5015) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5022) ;
- crédits : *Gambier (Dominique)* (p. 5009) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5009) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5011, 5012) ; *Stasi (Bernard)* (p. 5014) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5017) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5019).

Impôts et taxes : mécénat : *Dassault (Olivier)* (p. 5010) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5021, 5022).

Ministère de la culture :
- crédits : montant, évolution, répartition ; *Gambier (Dominique)* (p. 5007) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5009) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5011) ; *Hermier (Guy)* (p. 5013) ; *Stasi (Bernard)* (p. 5014, 5015) ; *Bret (Jean-Paul)* (p. 5016) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5017) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5018) ;
- déconcentration : *Stasi (Bernard)* (p. 5016) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5018) ;
- dépenses en capital : régulation budgétaire : *Gambier (Dominique)* (p. 5008, 5009).

Musées :
- Grand Palais : *Stasi (Bernard)* (p. 5015) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5020) ;
- Musée du Louvre : *Gambier (Dominique)* (p. 5009) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5011, 5012) ; *Stasi (Bernard)* (p. 5014) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5022) ;
- Musée des arts et métiers : *Lang (Jack) (G)* (p. 5020) ;
- Muséum d'histoire naturelle : *Lang (Jack) (G)* (p. 5020) ;
- Palais de la découverte : *Lang (Jack) (G)* (p. 5020).

Musique :
- écoles et conservatoires : *Lang (Jack) (G)* (p. 5019, 5020) ;
- Orchestre de l'Opéra de Paris : *Lang (Jack) (G)* (p. 5023).

Opéra : Opéra Bastille : *Dassault (Olivier)* (p. 5009, 5010) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5011, 5012) ; *Stasi (Bernard)* (p. 5014) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5017) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5023).

Parlement : contrôle budgétaire : *Gambier (Dominique)* (p. 5007, 5008).

Patrimoine :
- Cité du patrimoine : projet : *Stasi (Bernard)* (p. 5015) ;
- loi programme : exécution et reconduction : *Gambier (Dominique)* (p. 5008, 5009) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5010) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5012) ; *Stasi (Bernard)* (p. 5015) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5022) ;
- métiers d'art : *Gambier (Dominique)* (p. 5008) ;
- patrimoine rural : *Dassault (Olivier)* (p. 5010) ;
- politique : *Gambier (Dominique)* (p. 5008) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5010) ; *Bret (Jean-Paul)* (p. 5016) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5018).

Politique culturelle :
- action interministérielle : *Lang (Jack) (G)* (p. 5020, 5021) ;
- aide à la création : *Gambier (Dominique)* (p. 5008) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5010) ; *Stasi (Bernard)* (p. 5015) ; *Bret (Jean-Paul)* (p. 5016, 5017) ;
- contenu, historique et priorités : *Gambier (Dominique)* (p. 5007) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5009, 5010) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5012) ; *Hermier (Guy)* (p. 5013) ; *Stasi (Bernard)* (p. 5014) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5017) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5018, 5019).

Propriété intellectuelle : droits d'auteur : *Dassault (Olivier)* (p. 5010).

Sécurité sociale : artistes-interprètes : indemnisation du chômage : *Hermier (Guy)* (p. 5014).

Télévision :
- ARTE : *Hermier (Guy)* (p. 5013) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5022) ;
- production audiovisuelle : *Hermier (Guy)* (p. 5013) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5022) ;
- rôle culturel : *Hermier (Guy)* (p. 5013).

Théâtre :
- aide à la création : *Dassault (Olivier)* (p. 5010) ;
- Comédie-Française : *Lang (Jack) (G)* (p. 5023).

Procédure des questions : (p. 5024).

Assurance maladie-maternité : artistes-interprètes : *Panafieu (Françoise de)* (p. 5028) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5028).

Bibliothèques : communes rurales : aides de l'Etat : *Bohbot (David)* (p. 5028) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5028).

Collectivités locales : action culturelle : contrats avec l'Etat : *Albouy (Jean)* (p. 5028) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5028).

Déséquilibre Paris-province : rapport Latarjet et rééquilibrage : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 5028) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5026, 5027).

Enseignement : enseignements artistiques :
- enseignants et maîtres-formateurs : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5024) ;
- loi d'orientation du 6 janvier 1988 : bilan : *Lang (Jack) (G)* (p. 5025) ;
- lycées professionnels : enseignement musical : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5025).

Impôts et taxes : associations culturelles : *Albouy (Jean)* (p. 5027) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5027).

Jeunes : insertion : action culturelle : *Albouy (Jean)* (p. 5027) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5027).

Musées :
- Louvre : *Bohbot (David)* (p. 5027) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5027).
- Musée Rodin : *Panafieu (Françoise de)* (p. 5026) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5026).

Patrimoine :
- loi-programme : reconduction : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5025) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5025) ;
- monuments historiques : collectivités locales : rôle et financement : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5025) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5026).

Vote des crédits (p. 5028).

Etat B, titre III : adopté au scrutin public (p. 5029).

Etat B, titre IV, et état C, titres V et VI : adoptés (p. 5029).

Article 84 (aménagement du régime fiscal des SOFICA) : adopté (p. 5029).

Article 85 (intégration dans les cadres de la fonction publique de certains personnels de la Réunion des musées nationaux) : adopté (p. 5029).

EDUCATION NATIONALE ET CULTURE

Enseignement scolaire.

Examen du fascicule [9 et 10 novembre 1992] (p. 5094, 5113, 5135).

Déroulement de la séance :

Intervention du Gouvernement : Lang (Jack) (p. 5094).

Présentation du rapport et des avis :
- rapport de la commission des finances : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5098) ;
- avis de la commission des affaires culturelles : *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5100) ;
- avis de la commission des affaires culturelles pour l'enseignement technique : *Landrain (Edouard)* (p. 5102).

Discussion : Couanau (René) (p. 5103) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 5105) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5113) ; *Hage (Georges)* (p. 5115) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5116).

Interruption de : Lang (Jack) (G) (p. 5117).

Réponses du Gouvernement : Lang (Jack) (p. 5118) ; *Glavany (Jean)* (p. 5121).

Intervention du rapporteur pour avis : Bequet (Jean-Pierre) (p. 5123).

Réponse du Gouvernement : Lang (Jack) (p. 5123).

Procédure des questions : Isaac-Sibille (Bernadette) (p. 5123) ; *Couanau (René)* (p. 5124) ; *Haby (Jean-Yves)* (p. 5124, 5125) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 5125) ; *David (Martine)* (p. 5216) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5127) ; *Charzat (Michel)* (p. 5127) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5127) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 5128) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 5129) ; *Deniau (Xavier)* (p. 5129) ; *Perben (Dominique)* (p. 5130) ; *Desanlis (Jean)* (p. 5135) ; *Gaits (Claude)* (p. 5135) ; *Bateux (Jean-Claude)* (p. 5136) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5137, 5140) ; *Proveux (Jean)* (p. 5137, 5141) ; *Carpentier (René)* (p. 5137) ; *Gambier (Dominique)* (p. 5138) ; *Dosière (René)* (p. 5142) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 5142) ; *Fromet (Michel)* (p. 5142, 5143).

Réponses du Gouvernement : Lang (Jack) (p. 5124 à 5143) ; *Glavany (Jean)* (p. 5129, 5137, 5140).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Action sociale et solidarité nationale : assistants du service social : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5117).

Apprentissage et formation en alternance :
- avenant du 8 janvier 1992 à l'accord national interprofessionnel relatif à la formation et au perfectionnement professionnel : *Landrain (Edouard)* (p. 5103) ;
- crédit d'impôt : extension à l'enseignement technique : *Glavany (Jean) (G)* (p. 5122) ;
- crise et revalorisation : *Lang (Jack) (G)* (p. 5095) ; *Landrain (Edouard)* (p. 5102, 5103) ; *Couanau (René)* (p. 5105) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5116, 5117) ; *Glavany (Jean) (G)* (p. 5121, 5122) ;
- financement : réforme : *Landrain (Edouard)* (p. 5103) ; *Glavany (Jean) (G)* (p. 5122) ;
- régions : rôle : *Landrain (Edouard)* (p. 5103).

Audiovisuel : télévision : chaîne éducative : *Lang (Jack) (G)* (p. 5095) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 5107) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5118).

Baccalauréat :
- baccalauréats professionnels : *Lang (Jack) (G)* (p. 5095) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5101) ; *Couanau (René)* (p. 5105) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5113) ; *Glavany (Jean) (G)* (p. 5121) ;
- objectif de 80 p. 100 d'une classe d'âge : *Lang (Jack) (G)* (p. 5095) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5101) ; *Couanau (René)* (p. 5104) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5116).

Bourses et allocations d'études :
- bourses : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5099) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5101) ; *Hage (Georges)* (p. 5115) ;
- fournitures scolaires : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5099) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5101) ; *Hage (Georges)* (p. 5115) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5118).

Centre national d'enseignement à distance (C.N.E.D.) : moyens : *Lang (Jack) (G)* (p. 5095).

Collectivités locales :
- compétences en matière d'éducation : élargissement : *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5100) ; *Couanau (René)* (p. 5104) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5114) ;
- effort financier pour l'éducation : *Couanau (René)* (p. 5104) ; *Glavany (Jean) (G)* (p. 5121).

Conseil économique et social : rapport Andrieu : *Hage (Georges)* (p. 5115).

Démocratisation :
- généralités : *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5100) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5113) ; *Hage (Georges)* (p. 5115, 5116) ;
- inégalités régionales : *Lequiller (Pierre)* (p. 5106) ;
- validation des acquis professionnels : *Lang (Jack) (G)* (p. 5095).

Echec scolaire : *Lang (Jack) (G)* (p. 5095) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5099) ; *Couanau (René)* (p. 5104, 5105) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 5105) ; *Hage (Georges)* (p. 5115) ; *Glavany (Jean) (G)* (p. 5121).

Education civique : *Lang (Jack) (G)* (p. 5095).

Education physique : *Derosier (Bernard)* (p. 5114) ; *Hage (Georges)* (p. 5115, 5116) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5120).

Education scientifique : *Lang (Jack) (G)* (p. 5095).

Enseignants :
- auxiliariat : résorption : *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5101, 5122) ; *Couanau (René)* (p. 5104) ; *Hage (Georges)* (p. 5115) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5123) ;
- congés de mobilité : *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5101, 5122) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5114) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5117) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5123) ;
- formation : instituts universitaires de formation des maîtres (I.U.F.M.) : *Lang (Jack) (G)* (p. 5097, 5119) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 5105, 5106) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5114) ; *Hage (Georges)* (p. 5116) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5118) ;

- professeurs de l'enseignement général des collèges (P.E.G.C.) : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5098) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5101, 5102, 5123) ; *Couanau (René)* (p. 5104) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 5106) ; *Hage (Georges)* (p. 5116) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5123) ;
- recrutement : créations d'emplois et plan pluriannuel : *Lang (Jack) (G)* (p. 5096, 5097, 5118, 5119) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5098, 5099) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5100, 5101) ; *Couanau (René)* (p. 5104) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 5107) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5113) ; *Hage (Georges)* (p. 5115) ;
- revalorisation : *Lang (Jack) (G)* (p. 5097) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5098) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5101) ; *Couanau (René)* (p. 5104) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5114) ; *Hage (Georges)* (p. 5115) ;
- rôle : *Lang (Jack) (G)* (p. 5094).

Enseignement : langues étrangères : *Lang (Jack) (G)* (p. 5095) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5118).

Enseignement maternel et primaire :
- accueil des enfants : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5098) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5100) ; *Hage (Georges)* (p. 5115) ;
- élèves : encadrement : *Couanau (René)* (p. 5103).

Enseignement privé :
- aide de l'Etat : *Hage (Georges)* (p. 5115) ;
- dépenses d'investissement : financement par les collectivités locales : *Lequiller (Pierre)* (p. 5107) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5118) ;
- protocole d'accord du 13 juin 1992 : *Lang (Jack) (G)* (p. 5097) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5118).

Enseignement technique et professionnel :
- crédits : *Landrain (Edouard)* (p. 5102) ; *Glavany (Jean) (G)* (p. 5122) ;
- élèves : effectifs et orientation : *Landrain (Edouard)* (p. 5102) ; *Couanau (René)* (p. 5104) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 5106) ;
- lycées professionnels : professeurs : suppression d'emplois : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5098) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5101) ; *Landrain (Edouard)* (p. 5102) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5114) ; *Hage (Georges)* (p. 5115) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5117) ; *Glavany (Jean) (G)* (p. 5122) ;
- nomenclature des crédits : individualisation : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5098) ; *Landrain (Edouard)* (p. 5102) ; *Glavany (Jean) (G)* (p. 5122) ;
- secteurs d'enseignement spécialisés (S.E.S.) : *Landrain (Edouard)* (p. 5102).

Enseignements artistiques : *Lang (Jack) (G)* (p. 5095, 5119, 5120) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5098) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5101) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 5107) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5113) ; *Hage (Georges)* (p. 5116) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5118).

Entreprises :
- commissions professionnelles consultatives : *Glavany (Jean) (G)* (p. 5121) ;
- rapport Pineau-Valencienne : *Lang (Jack) (G)* (p. 5094) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 5106) ;
- relations école-entreprise : *Lang (Jack) (G)* (p. 5094, 5095) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5100) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5113) ; *Glavany (Jean) (G)* (p. 5121).

Etablissements scolaires : autonomie et déconcentration : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5100) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5100) ; *Couanau (René)* (p. 5104) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5114) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5120) ; *Glavany (Jean) (G)* (p. 5121).

Famille : allocation complémentaire et réduction d'impôt pour dépenses de scolarité : *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5101) ; *Glavany (Jean) (G)* (p. 5122).

Informatique : Commission nationale de l'informatique et des libertés (C.N.I.L.) : fichiers : *Lequiller (Pierre)* (p. 5107).

Jeunes :
- formation : contenu et rôle : *Lang (Jack) (G)* (p. 5094, 5095) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5113) ;
- insertion professionnelle et sociale : *Lang (Jack) (G)* (p. 5094).

Lois :
- loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives : *Hage (Georges)* (p. 5116) ;
- loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés : application par le ministère de l'éducation nationale : *Hage (Georges)* (p. 5116) ;
- loi n° 87-572 du 23 juillet 1987 modifiant le titre premier du code du travail et relative à l'apprentissage : bilan : *Landrain (Edouard)* (p. 5102) ;
- loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation : *Derosier (Bernard)* (p. 5113) ; *Glavany (Jean) (G)* (p. 5122) ;
- loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail : insuffisances : *Landrain (Edouard)* (p. 5102) ; *Glavany (Jean) (G)* (p. 5122).

Lycées et collèges :
- documentalistes : *Hage (Georges)* (p. 5115) ;
- élèves : encadrement : *Couanau (René)* (p. 5103) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 5107) ; *Hage (Georges)* (p. 5115) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5117) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5119) ;
- lycées : plan d'urgence : *Lang (Jack) (G)* (p. 5096) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5114) ;
- rénovation pédagogique : *Lang (Jack) (G)* (p. 5097, 5119, 5123) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5101, 5123) ; *Couanau (René)* (p. 5104) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 5106) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5114) ; *Hage (Georges)* (p. 5116) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5117).

Ministère de l'éducation nationale :
- crédits : montant, évolution, répartition : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5098, 5099) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5100) ; *Couanau (René)* (p. 5103) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 5106) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5113) ; *Hage (Georges)* (p. 5114) ;
- crédits : régulation et exécution de la loi de finances : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5098) ;
- direction de l'évaluation et de la prospective : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5099) ; *Couanau (René)* (p. 5104) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 5105) ;
- inspection générale de l'éducation nationale : *Couanau (René)* (p. 5104) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 5105) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5117, 5118).

Personnel non enseignant :
- agents, techniciens, ouvriers et personnels de service (A.T.O.S.) : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5098) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5101) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 5106) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5113) ; *Hage (Georges)* (p. 5116) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5117) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5118) ;
- conseillers d'éducation : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5098) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5101) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5117) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5123).

Politique de l'éducation :
- historique et principes généraux : *Lang (Jack) (G)* (p. 5096, 5119) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5100, 5102) ; *Couanau (René)* (p. 5103, 5104, 5105) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5113) ;
- rapport Migeon : *Lequiller (Pierre)* (p. 5105) ;
- rapport Thelot : *Lequiller (Pierre)* (p. 5105) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5119).

Professions médicales : médecine scolaire : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5117).

Psychologues : statut : *Hage (Georges)* (p. 5116).

Syndicats enseignants : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5117).

Zones d'éducation prioritaires (Z.E.P.) : *Lang (Jack) (G)* (p. 5097) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5098, 5099) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5100, 5101) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5113) ; *Hage (Georges)* (p. 5115) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5117).

Procédure des questions (p. 5123, 5135).

Apprentissage et formation en alternance : développement : *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5140) ; *Glavany (Jean) (G)* (p. 5140).

Carte scolaire : département de l'Aisne : *Dosière (René)* (p. 5142) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5142).

Elèves : élèves précocement doués : enseignement spécifique : *Ehrmann (Charles)* (p. 5125) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5125).

Enseignants :
- affectations : communes rurales : *Deniau (Xavier)* (p. 5129) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5130, 5135, 5137) ; *Desanlis (Jean)* (p. 5135) ; *Proveux (Jean)* (p. 5137) ;
- auxiliariat : résorption : *Giovannelli (Jean)* (p. 5142) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5142) ;
- formation : « lauréats externés » : *Giovannelli (Jean)* (p. 5142) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5142) ;
- professeurs de l'enseignement général et des collèges (P.E.G.C.) : statut : revalorisation et perspectives de carrière : *Couanau (René)* (p. 5124) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5124, 5136) ; *Bateux (Jean-Claude)* (p. 5136).

Enseignement : langues étrangères : prédominance de l'anglais : *Gambier (Dominique)* (p. 5141) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5141).

Enseignement maternel et primaire :
- accueil des enfants : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5127) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5128) ;
- langues étrangères : allemand : *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 5129) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5129) ;
- langues étrangères : apprentissage précoce : généralisation : *Gambier (Dominique)* (p. 5141) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5141).

Enseignement technique et professionnel : lycées professionnels : professeurs : statut et suppression de postes : *Thiémé (Fabien)* (p. 5128) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5129) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5137) ; *Glavany (Jean) (G)* (p. 5137).

Etablissements scolaires :
- autonomie et déconcentration : *Gambier (Dominique)* (p. 5138) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5139) ;
- directeurs : emplois vacants : *Proveux (Jean)* (p. 5141) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5141).

Famille : bourses, crédits d'impôt et allocations scolaires : *Charzat (Michel)* (p. 5127) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5127).

Lycées et collèges :
- centres de documentation et d'information (C.D.I.) : documentalistes : *Haby (Jean-Yves)* (p. 5125) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5126) ;
- rénovation pédagogique : *Gaits (Claude)* (p. 5135) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5136).

Ministère de l'éducation nationale : politique contractuelle : relevé de conclusions du 29 mars 1989 : mise en œuvre : *Carpentier (René)* (p. 5137) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5138).

Office national d'information sur les enseignements et les professions (O.N.I.S.E.P.) : coordination avec les centres d'information et de documentation de la jeunesse : *Haby (Jean-Yves)* (p. 5124) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5125).

Personnel non enseignant : conseillers d'orientation : *Fromet (Michel)* (p. 5142) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5142).

Professions médicales : médecine scolaire : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 5123) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5124, 5143) ; *Fromet (Michel)* (p. 5143).

Zones d'éducation prioritaires (Z.E.P.) :
- bilan d'application : *David (Martine)* (p. 5126) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5126) ;
- indemnités de sujétions spéciales : bénéficiaires : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 5127) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5127) ;
- quartiers difficiles : mesures spécifiques : *Perben (Dominique)* (p. 5130) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5130).

Rappel au règlement : *Lequiller (Pierre) :* déplore l'absence de communication en temps utile au Parlement du rapport Thélot portant bilan de la politique éducative malgré l'engagement pris par le ministre (p. 5131) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5131).

Vote des crédits : les crédits concernant l'enseignement scolaire sont mis aux voix à la suite de l'examen des crédits de l'enseignement supérieur.

EDUCATION NATIONALE ET CULTURE

Enseignement supérieur.

Examen du fascicule [10 novembre 1992] (p. 5143, 5157).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et de l'avis :
- rapport de la commission des finances : *Fréville (Yves)* (p. 5143) ;
- avis de la commission des affaires culturelles : *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5145).

Discussion : Carpentier (René) (p. 5147) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5148) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5150) ; *Catala (Nicole)* (p. 5151) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5153).

Intervention du Gouvernement : Lang (Jack) (p. 5157).

Procédure des questions : Foucher (Jean-Pierre) (p. 5160) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5161) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5161) ; *Chollet (Paul)* (p. 5162) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 5162) ; *Hage (Georges)* (p. 5163) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5164) ; *Gambier (Dominique)* (p. 5165) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5166) ; *Vittrant (Jean)* (p. 5167).

Réponses du Gouvernement : Lang (Jack) (p. 5160 à 5167).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Action sociale et solidarité nationale :
- crédits, plan social, bourses, logement : *Fréville (Yves)* (p. 5144) ; *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5146) ; *Carpentier (René)* (p. 5147) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5148, 5149) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5151) ; *Catala (Nicole)* (p. 5152) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5153) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5158, 5160) ;
- prêts bancaires spécifiques : *Fréville (Yves)* (p. 5144) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5149) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5151) ; *Catala (Nicole)* (p. 5152) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5153) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5158).

Chômage : jeunes diplômés de l'enseignement supérieur : *Catala (Nicole)* (p. 5153).

Collectivités locales :
- constructions universitaires : partenariat, désengagement de l'Etat, inégalités régionales : *Fréville (Yves)* (p. 5143, 5144) ; *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5146) ; *Carpentier (René)* (p. 5147) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5148) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5151) ; *Catala (Nicole)* (p. 5152) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5153) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5160) ;
- enseignement : formation et orientation : partenariat avec l'Etat : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5151) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5159).

Communautés européennes :
- échanges d'étudiants, équivalence de diplômes et programme Erasmus : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5149) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5151) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5158) ;
- reconnaissance professionnelle des diplômes : *Lang (Jack) (G)* (p. 5158) ;
- traité de Maastricht : article 126 : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5151) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5158).

Communes :
- Caen : instituts universitaires de technologie et instituts universitaires professionnalisés : création : *Lang (Jack) (G)* (p. 5159) ;
- Mulhouse : maison de l'étudiant : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5149) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5159).

Cycles universitaires :
- filières courtes professionnalisées : instituts universitaires de technologie (I.U.T.) et sections de techniciens supérieurs : *Fréville (Yves)* (p. 5144) ; *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5146) ; *Carpentier (René)* (p. 5147) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5151) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5153) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5159) ;
- instituts universitaires professionnalisés (I.U.P.) : *Fréville (Yves)* (p. 5143) ; *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5146) ; *Carpentier (René)* (p. 5147, 5148) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5149) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5150) ; *Catala (Nicole)* (p. 5152) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5153) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5157, 5158, 5159, 5160) ;
- premier cycle : délocalisation : *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5153, 5154) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5160) ;
- premier cycle : dysfonctionnement et réforme : *Fréville (Yves)* (p. 5143) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5148, 5149) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5150) ; *Catala (Nicole)* (p. 5152) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5153) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5160) ;

- second et troisième cycles : professionnalisation : *Fréville (Yves)* (p. 5143) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5150, 5151) ; *Catala (Nicole)* (p. 5152) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5153) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5159).

Enseignants :
- enseignants-chercheurs : *Fréville (Yves)* (p. 5145) ; *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5146) ; *Carpentier (René)* (p. 5147, 5148) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5148, 5149) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5154) ;
- formation : instituts universitaires de formation des maîtres (I.U.F.M.) : allocations de prérecrutement et de première année : *Fréville (Yves)* (p. 5144) ; *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5146) ; *Carpentier (René)* (p. 5147, 5148) ; *Catala (Nicole)* (p. 5152) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5154) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5158, 5160) ;
- formation : instituts universitaires de formation des maîtres (I.U.F.M.) : moyens : *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5146) ; *Carpentier (René)* (p. 5148) ;
- maîtres de conférences et contrats pédagogiques : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5149) ; *Catala (Nicole)* (p. 5152) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5152) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5160) ;
- moniteurs : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5149) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5154) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5158) ;
- recrutement et revalorisation : *Fréville (Yves)* (p. 5144) ; *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5146) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5149) ; *Catala (Nicole)* (p. 5152) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5154) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5159, 5160) ;
- vacataires : *Catala (Nicole)* (p. 5152).

Enseignement artistique : *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5146).

Enseignement privé : subventions : *Carpentier (René)* (p. 5147) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5150).

Etudiants :
- effectifs : *Fréville (Yves)* (p. 5143) ; *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5146) ; *Carpentier (René)* (p. 5147) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5148) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5150, 5151) ; *Catala (Nicole)* (p. 5151) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5153) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5157) ;
- encadrement : *Fréville (Yves)* (p. 5144) ; *Carpentier (René)* (p. 5147) ;
- orientation : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5150) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5153) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5157, 5159) ;
- sécurité sociale : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5149).

Impôts et taxes : crédits d'impôt : étudiants à charge : *Fréville (Yves)* (p. 5144) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5153).

Lois : loi n° 92-678 du 20 juillet 1992 relative à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale : *Fréville (Yves)* (p. 5145) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5159).

Ministère de l'éducation nationale : enseignement supérieur :
- crédits : montant, évolution, répartition : *Fréville (Yves)* (p. 5143, 5145) ; *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5145, 5146) ; *Carpentier (René)* (p. 5147) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5148) ; *Catala (Nicole)* (p. 5151) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5153) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5158) ;
- politique contractuelle : relevé de conclusions du 29 mars 1989 : mise en œuvre : *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5146) ; *Carpentier (René)* (p. 5148).

Personnel non enseignant : agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) : créations d'emplois : *Fréville (Yves)* (p. 5145) ; *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5146) ; *Carpentier (René)* (p. 5147, 5148) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5154) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5158).

Recherche :
- crédits : *Fréville (Yves)* (p. 5145) ; *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5146) ; *Carpentier (René)* (p. 5148) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5149) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5151) ; *Catala (Nicole)* (p. 5152) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5154) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5157, 5160) ;
- institut universitaire de France : *Lang (Jack) (G)* (p. 5158) ;
- Muséum national d'histoire naturelle et zoo de Vincennes : *Carpentier (René)* (p. 5148) ; *Catala (Nicole)* (p. 5151) ;
- résultats : évaluation : *Lang (Jack) (G)* (p. 5158).

Universités :
- bibliothèques : moyens : *Fréville (Yves)* (p. 5144) ; *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5146) ; *Carpentier (René)* (p. 5147) ; *Catala (Nicole)* (p. 5152) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5153) ;
- carte universitaire : *Fréville (Yves)* (p. 5144) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5157) ;
- démocratisation : *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5153, 5154) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5157) ;
- gestion : autonomie : *Fréville (Yves)* (p. 5145) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5150) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5151) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5157, 5159) ;
- plan Universités 2000 : *Fréville (Yves)* (p. 5144) ; *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5145, 5146) ; *Carpentier (René)* (p. 5147) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5148) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5151) ; *Catala (Nicole)* (p. 5151) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 5153) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5160) ;
- subventions globalisées : *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5146) ;
- universités nouvelles : *Fréville (Yves)* (p. 5144) ; *Cambadelis (Jean-Christophe)* (p. 5146) ; *Carpentier (René)* (p. 5147).

Procédure des questions (p. 5160).

Action sociale et solidarité nationale : bourses : critères d'attribution : *Hage (Georges)* (p. 5163) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5163).

Communautés européennes :
- équivalence des diplômes entre établissements d'enseignement : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5161) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5161) ;
- Europe universitaire : construction : *Gambier (Dominique)* (p. 5165) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5166).

Cycles universitaires :
- filière courte professionnalisée : institut universitaire de technologie (I.U.T.) de Vitry : financement : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 5163) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5163) ;
- premier cycle : délocalisations : participation financière des collectivités locales : *Chollet (Paul)* (p. 5162) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5163) ;
- premier cycle : rénovation : *Vittrant (Jean)* (p. 5167) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5167) ;
- troisième cycle professionnalisé : diplôme d'études supérieures spécialisées (D.E.S.S.) : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5160) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5160).

Enseignants :
- formation : instituts universitaires de formation des maîtres (I.U.F.M.) : allocations de prérecrutement : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 5162) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5163, 5164) ; *Hage (Georges)* (p. 5164) ;
- formation : instituts universitaires de formation des maîtres (I.U.F.M.) : bilan et situation des maîtres auxiliaires : *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 5164) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5164, 5165) ;
- recrutement : « secondarisation » : *Gambier (Dominique)* (p. 5165) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5165).

Ministère de l'éducation nationale : politique contractuelle : relevé de conclusions du 29 mars 1989 : mise en œuvre : *Hage (Georges)* (p. 5163) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5164).

Recherche : recherche médicale : moyens : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5161) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5161).

Universités :
- droits d'inscription : régime : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5160) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5160, 5163) ; *Hage (Georges)* (p. 5163) ;
- plan Universités 2000 : état d'avancement : *Derosier (Bernard)* (p. 5166) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5167).

Zones d'éducation prioritaires (Z.E.P.) :
- accueil en classes maternelles : *Hage (Georges)* (p. 5163) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5164) ;
- crédits : *Hage (Georges)* (p. 5163) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5164) ;
- établissements difficiles : professeurs d'éducation physique : *Hage (Georges)* (p. 5163) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5164).

Vote des crédits (p. 5168).

Ligne « Education nationale et culture : I. - Education nationale ».

Etat B, titre III : adopté au scrutin public après modifications (p. 5168).

Amendement n° 102 du Gouvernement (majore de 34 millions de francs les crédits de rémunérations et d'heures supplémentaires d'enseignement secondaire afin d'augmenter le nombre des professeurs du second degré ayant accès à la hors-classe de leur grade) : adopté (p. 5168).

Soutenu par : *Lang (Jack) (G)* (p. 5168).

Favorable : *Fréville (Yves)* (p. 5168).

Etat B, titre IV : adopté après modifications (p. 5168).

Amendement n° 103 du Gouvernement (majore de 8,3 millions de francs les crédits de formation initiale des maîtres du premier et du second degré afin d'augmenter le nombre d'allocations versées en année préparatoire à l'entrée dans les instituts universitaires de formation des maîtres) : adopté (p. 5168).

Soutenu par : *Lang (Jack) (G)* (p. 5168).

Observations : *Fréville (Yves)* (p. 5168).

Etat C, titres V et VI : adoptés (p. 5168).

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [12 novembre 1992] (p. 5175).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et de l'avis :

- rapport de la commission des finances : *Barnier (Michel)* (p. 5175) ;
- avis de la commission de la production : *Chevallier (Daniel)* (p. 5177).

Discussion : Lengagne (Guy) (p. 5178) ; *Demange (Jean-Marie)* (p. 5180) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5180) ; *Gonnot (François-Michel)* (p. 5181) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5182) ; *Wacheux (Marcel)* (p. 5184) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5185).

Intervention du Gouvernement : Royal (Ségolène) (p. 5186).

Procédure des questions : Dumont (Jean-Louis) (p. 5212) ; *Néri (Alain)* (p. 5212) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 5213) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 5214) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 5214) ; *Micaux (Pierre)* (p. 5215) ; *Rossi (André)* (p. 5215) ; *Mesmin (Georges)* (p. 5216) ; *Griotteray (Alain)* (p. 5216) ; *Rochebloine (François)* (p. 5217) ; *Birraux (Claude)* (p. 5219) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5219) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5220, 5223) ; *Benedetti (Georges)* (p. 5220) ; *Laréal (Claude)* (p. 5221) ; *Chollet (Paul)* (p. 5521) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5222) ; *Castor (Elie)* (p. 5222, 5223).

Réponses du Gouvernement : Royal (Ségolène) (p. 5212 à 5224).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Affaires étrangères : Organisation des Nations Unies : conférence sur l'environnement de Rio de Janeiro : *Chevallier (Daniel)* (p. 5178) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5184) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5187).

Air : pollution : effet de serre : *Chevallier (Daniel)* (p. 5177) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5179) ; *Demange (Jean-Marie)* (p. 5180) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5181) ; *Gonnot (François-Michel)* (p. 5182) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5186).

Animaux : baleines, dauphins : sanctuaires : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5187).

Bruit :

- cantines scolaires : *Guellec (Ambroise)* (p. 5187) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5218) ;
- prévention et répression : discussion d'un projet de loi : *Chevallier (Daniel)* (p. 5178) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5179) ; *Gonnot (François-Michel)* (p. 5182) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5184) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5185) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5186).

Collectivités locales : rôle : *Barnier (Michel)* (p. 5175) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5183) ; *Wacheux (Marcel)* (p. 5184) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5185) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5188, 5189).

Cours d'eau, étangs et lacs :

- berges : entretien : *Barnier (Michel)* (p. 5176) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5189) ;
- Loire : barrages : *Barnier (Michel)* (p. 5176) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5184) ;
- milieux aquatiques : protection : *Barnier (Michel)* (p. 5176) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 5177) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5181) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5184) ; *Wacheux (Marcel)* (p. 5184) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5187, 5189) ;
- rivières : contrats de rivières : *Wacheux (Marcel)* (p. 5184).

Déchets :

- assainissement : anciennes décharges industrielles « hors norme » : *Barnier (Michel)* (p. 5177) ;
- assainissement : tri sélectif, recyclage : *Barnier (Michel)* (p. 5177) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 5177) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5179) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5183) ; *Wacheux (Marcel)* (p. 5184) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5185) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5186, 5187, 5188) ;
- stockage : *Chevallier (Daniel)* (p. 5177) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5185) ;
- taxe sur les décharges : *Demange (Jean-Marie)* (p. 5180) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5186).

Départements :

- Hautes-Alpes : *Chevallier (Daniel)* (p. 5178) ;
- Haut-Rhin : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5185).

Eau :

- agences : *Barnier (Michel)* (p. 5176) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 5177) ; *Gonnot (François-Michel)* (p. 5182) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5183) ; *Wacheux (Marcel)* (p. 5184) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5186, 5218) ;
- politique de l'eau : *Barnier (Michel)* (p. 5176) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5179) ; *Wacheux (Marcel)* (p. 5184) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5185) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5187).

Ecologie :

- politique écologique : *Barnier (Michel)* (p. 5175) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5186) ;
- zones urbaines : *Gonnot (François-Michel)* (p. 5182) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5187, 5188).

Emploi : éco-industries : utilisation de la politique de l'environnement comme moyen de lutte contre le chômage : *Barnier (Michel)* (p. 5175) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 5177) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5190).

Energie : énergie nucléaire :

- centrales nucléaires : sécurité : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5181) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5187) ;
- Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) : assainissement des centres : *Barnier (Michel)* (p. 5177) ;
- E.D.F. : politique : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5181) ;
- Parlement : organisation d'un débat : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5181) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5220).

Europe : dimension européenne de l'environnement : *Barnier (Michel)* (p. 5175) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 5178) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5187, 5188).

Impôts et taxes :

- automobiles et cycles : pots catalytiques : *Barnier (Michel)* (p. 5177) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5179) ; *Demange (Jean-Marie)* (p. 5180) ;
- fiscalité de l'environnement : *Barnier (Michel)* (p. 5177) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 5178) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5179) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5186).

Mer et littoral : pollution : *Lengagne (Guy)* (p. 5179).

Ministère de l'environnement :

- crédits : montant, évolution, répartition : *Barnier (Michel)* (p. 5175, 5176) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 5177, 5178) ; *Demange (Jean-Marie)* (p. 5180) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5181) ; *Gonnot (François-Michel)* (p. 5182) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5182, 5184) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5186, 5187) ;
- directions régionales de l'environnement (Diren) : effectifs : *Barnier (Michel)* (p. 5176) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5190) ;
- services : emplois supplémentaires : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5181) ; *Gonnot (François-Michel)* (p. 5182) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5182) ;

- services : regroupement : *Barnier (Michel)* (p. 5176).

Organismes et structures :
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (A.D.E.M.E.) : *Barnier (Michel)* (p. 5176) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 5177, 5178) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5179) ; *Demange (Jean-Marie)* (p. 5180) ;
- Conservatoire du littoral : *Barnier (Michel)* (p. 5177) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 5178) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5179) ; *Demange (Jean-Marie)* (p. 5180) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5189) ;
- Fonds interministériel pour la qualité de la vie (F.I.Q.V.) : *Demange (Jean-Marie)* (p. 5180) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5181) ; *Gonnot (François-Michel)* (p. 5182) ;
- Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme (F.N.A.F.U.) : *Lengagne (Guy)* (p. 5179) ;
- Institut français pour l'environnement (Ifen) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5185) ;
- Institut national de l'environnement et des risques (Ineris) : *Chevallier (Daniel)* (p. 5178) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5183).

Parcs naturels régionaux : *Barnier (Michel)* (p. 5175) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 5178) ; *Demange (Jean-Marie)* (p. 5180) ; *Gonnot (François-Michel)* (p. 5182) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5183) ; *Wacheux (Marcel)* (p. 5185) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5186) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5189).

Plan de développement durable : *Chevallier (Daniel)* (p. 5178).

Régions :
- Bretagne : *Guellec (Ambroise)* (p. 5183) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5189) ;
- Nord - Pas-de-Calais : *Wacheux (Marcel)* (p. 5181) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5186).

Risques naturels : prévention : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5181) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5186).

Sécurité civile : risques technologiques : centrales nucléaires de l'Europe de l'Est : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5181) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5186, 5187).

Sites : paysages : politique : *Gonnot (François-Michel)* (p. 5182) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5183) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5185) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5186, 5218).

Transports : transports routiers : nuisances : *Chevallier (Daniel)* (p. 5178) ; *Demange (Jean-Marie)* (p. 5180) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5188).

Procédure des questions (p. 5212).

Affaires étrangères : Organisation des Nations Unies : conférence sur l'environnement de Rio de Janeiro : résultats : *Birraux (Claude)* (p. 5219) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5219).

Air : effet de serre : moyens de lutte : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5212) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5212).

Bois et forêts : préservation contre les incendies, débroussaillage : *Couve (Jean-Michel)* (p. 5214, 5215) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5215).

Bruit :
- cantines scolaires : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5220) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5212, 5220) ;
- nuisances urbaines : *Mesmin (Georges)* (p. 5216) ; *Rochebloine (François)* (p. 5217, 5218) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5216, 5218).

Déchets :
- déchets en provenance de l'étranger : *Griotteray (Alain)* (p. 5216) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5217) ;
- déchets industriels : élimination : moyens d'action : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5212) ; *Griotteray (Alain)* (p. 5216) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5212, 5217) ;
- emballage : *Néri (Alain)* (p. 5212) ; *Laréal (Claude)* (p. 5221) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5212, 5221) ;
- ordures ménagères : *Néri (Alain)* (p. 5212) ; *Chollet (Paul)* (p. 5221) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5212, 5221) ;
- ordures ménagères : déchets toxiques : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5219) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5219) ;
- recyclage : *Néri (Alain)* (p. 5212) ; *Laréal (Claude)* (p. 5221) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5212, 5221).

Départements :
- Aisne : *Rossi (André)* (p. 5215) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5216) ;
- Gard : *Benedetti (Georges)* (p. 5220) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5221) ;
- Loire : *Rochebloine (François)* (p. 5218) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5218) ;
- Lot-et-Garonne : *Chollet (Paul)* (p. 5221) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5221).

D.O.M. - T.O.M. : Guyane : *Castor (Elie)* (p. 5223) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5223).

Ecologie : zones urbaines : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5212) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5212).

Energie :
- chauffage au bois : incitation : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5212) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5212) ;
- Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) : usine Atalante à Marcoule : *Benedetti (Georges)* (p. 5220) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5221).

Europe : Allemagne : *Griotteray (Alain)* (p. 5216) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5217).

Heure légale : heure d'été : suppression : *Benedetti (Georges)* (p. 5220) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5221).

Mines et carrières : pollution causée par l'industrie minière : responsabilités : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5224) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5225).

Ministère de l'environnement : rôle et rapports avec les autres ministères : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5222) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5222).

Organismes et structures : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (A.D.E.M.E.) : crédits, activités, emploi : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5212) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 5213) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5212, 5213).

Parcs naturels régionaux : *Godfrain (Jacques)* (p. 5213) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 5214) ; *Micaux (Pierre)* (p. 5215) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5213, 5214, 5215).

Régions :
- Ile-de-France : *Mignon (Jean-Claude)* (p. 5214) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5214) ;
- Lorraine : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5223, 5224) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5224) ;
- Midi-Pyrénées : *Godfrain (Jacques)* (p. 5213) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5213, 5222) ;
- Provence - Alpes-Côte d'Azur : *Couve (Jean-Michel)* (p. 5214) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5215).

Sites : protection : *Rossi (André)* (p. 5215) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5216).

Voirie : routes : tunnel du Somport et routes d'accès : protection de l'ours pyrénéen : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5222) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5222).

Vote des crédits (p. 5224).

Etat B, titre III : adopté au scrutin public (p. 5224).

Amendement n° 158 du Gouvernement (diminue les crédits du Fonds interministériel pour la qualité de la vie - F.I.Q.V. - afin d'abonder ceux destinés aux parcs naturels régionaux et aux associations) (p. 5224) : adopté (p. 5226).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5224, 5225).

Favorables : *Barnier (Michel)* (p. 5225) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 5225) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5226).

Observations : *Blanc (Jacques)* (p. 5225) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5226).

Collectivités locales : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5226).

Fonds interministériel pour la qualité de la vie (F.I.Q.V.) : *Chevallier (Daniel)* (p. 5225) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5225) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5224, 5225, 5226).

Parcs naturels régionaux : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5224, 5225, 5226) ; *Barnier (Michel)* (p. 5225) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 5225) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5225).

Régions : Midi-Pyrénées : Cévennes : *Blanc (Jacques)* (p. 5225) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5226).

Etat B, titre IV : modifié par l'amendement n° 158 ; adopté (p. 5227).

Etat C, titre V : adopté (p. 5227).

Amendement n° 159 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 5227).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5227).

Etat C, titre VI : modifié par l'amendement n° 159 ; adopté (p. 5227).

Après l'article 85 :

Amendement n° 33 rectifié de la commission (crée un fonds de financement de l'assainissement des installations nucléaires géré par le Commissariat à l'énergie atomique - C.E.A. - financé par une taxe assise sur l'énergie produite par les centrales nucléaires) (p. 5227) : rejeté (p. 5230).

Soutenu par : *Barnier (Michel)* (p. 5227, 5229).

Défavorables : *Chevallier (Daniel)* (p. 5228) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5228).

Energie :

- Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) : *Barnier (Michel)* (p. 5227, 5229) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 5228) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5229) ;
- E.D.F. : centrales : *Barnier (Michel)* (p. 5227, 5229) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 5228) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5229) ;
- énergie nucléaire : organisation d'un débat au Parlement : *Barnier (Michel)* (p. 5227).

Organismes et structures :

- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (A.D.E.M.E.) : *Barnier (Michel)* (p. 5227) ;
- Conservatoire du littoral : *Barnier (Michel)* (p. 5227) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5228).

Sous-amendement n° 156 de M. Michel Barnier (limite le bénéfice du financement aux seules installations du C.E.A.) (p. 5227) : rejeté (p. 5229).

Défavorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5228, 5229).

Sous-amendement n° 157 de M. Michel Barnier (limite la durée du fonds à sept ans) (p. 5227) : rejeté (p. 5229).

Défavorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 5228, 5229).

EQUIPEMENT, LOGEMENT ET TRANSPORTS

Mer.

Examen du fascicule [14 novembre 1992] (p. 5335).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et des avis :

- rapport de la commission des finances : *Denvers (Albert)* (p. 5335) ;
- avis de la commission de la production : *Le Bris (Gilbert)* (p. 5337) ;
- avis de la commission des affaires étrangères : *Lacombe (Jean)* (p. 5338).

Discussion : *Duroméa (André)* (p. 5339) ; *Grignon (Gérard)* (p. 5341) ; *Ameline (Nicole)* (p. 5342) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 5342) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5343).

Intervention du Gouvernement : Josselin (Charles) (p. 5345).

Procédure des questions : Couanau (René) (p. 5349) ; *Deprez (Léonce)* (p. 5349, 5350) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 5350) ; *Couveinhes (François)* (p. 5351) ; *Victoria (Pierre)* (p. 5351) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 5352) ; *Trémel (Pierre-Yvon)* (p. 5353).

Réponses du Gouvernement : Josselin (Charles) (p. 5349 à 5353).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Affaires étrangères : Canada : contentieux relatif à l'accord de pêche de mars 1992 : *Duroméa (André)* (p. 5340) ; *Grignon (Gérard)* (p. 5341) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5348).

Collectivités locales : mer : moyens d'action : *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5345).

Communautés européennes :

- aides : *Le Bris (Gilbert)* (p. 5338) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5348) ;
- Europe bleue : *Le Bris (Gilbert)* (p. 5338) ; *Lacombe (Jean)* (p. 5338, 5339) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5344) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5347) ;
- Méditerranée : gestion de la ressource : *Lacombe (Jean)* (p. 5339) ;
- mer du Nord : gestion de la ressource : *Le Bris (Gilbert)* (p. 5338) ; *Lacombe (Jean)* (p. 5339) ; *Duroméa (André)* (p. 5340) ;
- pêches maritimes : programme d'orientation pluriannuel (P.O.P.) *Denvers (Albert)* (p. 5336) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 5338) ; *Lacombe (Jean)* (p. 5338, 5339) ; *Duroméa (André)* (p. 5340) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5344) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5347, 5348).

Communes :

- Le Havre : *Duroméa (André)* (p. 5340) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343) ;
- Marseille : *Denvers (Albert)* (p. 5336) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 5337) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5346).

Conchyliculture et cultures marines :

- coquille Saint-Jacques : *Grignon (Gérard)* (p. 5341) ;
- culture marine : *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343).

Culture : patrimoine culturel maritime : *Denvers (Albert)* (p. 5337) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 5338) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343).

D.O.M. - T.O.M. : Saint-Pierre-et-Miquelon : répartition des zones de pêche dans le Nord-Ouest atlantique : *Duroméa (André)* (p. 5340) ; *Grignon (Gérard)* (p. 5341, 5342) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5348).

Environnement :

- environnement marin : *Denvers (Albert)* (p. 5337) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 5338) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5349) ;
- littoral : protection et aménagement : schémas de mise en valeur de la mer : *Denvers (Albert)* (p. 5337) ; *Ameline (Nicole)* (p. 5342) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5349).

Etat : désengagement : *Denvers (Albert)* (p. 5335) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 5337) ; *Duroméa (André)* (p. 5339) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5344) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5345, 5346).

Formation professionnelle et promotion sociale : enseignement et formation maritime : *Josselin (Charles) (G)* (p. 5349).

Impôts et taxes : armateurs : allégement fiscaux et décharges : *Beaufils (Jean)* (p. 5344) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5346).

Marine marchande :

- Compagnie générale maritime (C.G.M.) : *Denvers (Albert)* (p. 5335) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 5337) ; *Duroméa (André)* (p. 5340) ; *Ameline (Nicole)* (p. 5342) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5344, 5345) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5345, 5346 et 5347) ;
- emplois : *Duroméa (André)* (p. 5340) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5346, 5347) ;
- situation et plan marine marchande : *Denvers (Albert)* (p. 5335, 5336) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 5337) ; *Lacombe (Jean)* (p. 5339) ; *Duroméa (André)* (p. 5340) ; *Grignon (Gérard)* (p. 5341) ; *Ameline (Nicole)* (p. 5342) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5344) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5346).

Mer et littoral :

- secrétariat d'Etat à la mer : administration générale : *Denvers (Albert)* (p. 5336) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5345) ;
- secrétariat d'Etat à la mer : crédits : montant, évolution, répartition, annulations : *Denvers (Albert)* (p. 5335, 5336) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 5337, 5338) ; *Duroméa (André)* (p. 5339) ; *Grignon (Gérard)* (p. 5341) ; *Ameline (Nicole)* (p. 5342) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 5342, 5343) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5344,5345) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5345).

Pavillon :

- européen : *Denvers (Albert)* (p. 5336) ; *Lacombe (Jean)* (p. 5339) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5344) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343) ;

- français : *Denvers (Albert)* (p. 5336) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 5337) ; *Lacombe (Jean)* (p. 5339) ; *Duroméa (André)* (p. 5340) ; *Grignon (Gérard)* (p. 5341) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5344) *Josselin (Charles) (G)* (p. 5347) ;
- immatriculation aux Terres australes et antarctiques françaises (T.A.A.F.) (Kerguelen) : *Lacombe (Jean)* (p. 5339) ; *Duroméa (André)* (p. 5340) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5344) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5346, 5347).

Pêches maritimes :
- eaux internationales : *Grignon (Gérard)* (p. 5341) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5348) ;
- pêche artisanale : surendettement : *Duroméa (André)* (p. 5340) ;
- pêche minotière : *Duroméa (André)* (p. 5340) ;
- plan « pêche » et crise de la pêche : *Denvers (Albert)* (p. 5336) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 5337, 5338) ; *Lacombe (Jean)* (p. 5339) ; *Duroméa (André)* (p. 5340) ; *Ameline (Nicole)* (p. 5342) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5344, 5347, 5348) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5347, 5348) ;
- ressource : *Denvers (Albert)* (p. 5336) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 5337, 5338) ; *Lacombe (Jean)* (p. 5339) ; *Duroméa (André)* (p. 5340) ; *Grignon (Gérard)* (p. 5341) ; *Ameline (Nicole)* (p. 5342) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5344) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5347) ;
- saumon : *Grignon (Gérard)* (p. 5341).

Pétrole et dérivés : navires pétroliers : *Lacombe (Jean)* (p. 5339) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5344) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5349).

Politique maritime : *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5345 à 5349).

Ports maritimes :
- activités portuaires : *Denvers (Albert)* (p. 5336) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 5337) ; *Duroméa (André)* (p. 5340, 5341) ; *Grignon (Gérard)* (p. 5341) ; *Ameline (Nicole)* (p. 5342) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5344, 5345) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5346) ;
- dockers : *Denvers (Albert)* (p. 5336) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 5337) ; *Duroméa (André)* (p. 5340) ; *Grignon (Gérard)* (p. 5342) ; *Ameline (Nicole)* (p. 5342) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5345) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5345, 5346) ;
- entretien : dragages : *Ameline (Nicole)* (p. 5342) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5346) ;
- modernisation : équipements et voies d'accès : *Denvers (Albert)* (p. 5336) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 5337) ; *Duroméa (André)* (p. 5340) ; *Grignon (Gérard)* (p. 5341) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5346).

Recherche : Institut français de la recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) : *Denvers (Albert)* (p. 5336).

Régions :
- Bretagne : *Le Bris (Gilbert)* (p. 5338) ;
- Haute-Normandie : *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343).

Sécurité maritime :
- centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (C.R.O.S.S.) : *Denvers (Albert)* (p. 5336) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 5336) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5349) ;
- signalisation maritime : *Duroméa (André)* (p. 5340) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5349) ;
- Société nationale de sauvetage en mer (S.N.S.M.) : *Denvers (Albert)* (p. 5336) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 5336) ; *Duroméa (André)* (p. 5340) ; *Grignon (Gérard)* (p. 5341) ; *Ameline (Nicole)* (p. 5342) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5345, 5349).

Sécurité sociale : Etablissement national des invalides de la marine (E.N.I.M.) : *Denvers (Albert)* (p. 5336) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 5336) ; *Duroméa (André)* (p. 5339) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 5343) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5345) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5345).

Procédure des questions (p. 5349).

Affaires étrangères : pêche : rencontres internationales : représentation des services ministériels : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 5350) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5351).

Communautés européennes :
- pêche maritime : anchois : quotas : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 5350) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5350, 5351) ;
- pêche maritime : programme d'orientation pluriannuel : (P.O.P.) : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 5350) *Josselin (Charles) (G)* (p. 5351).

Communes :
- Marseille : *Deprez (Léonce)* (p. 5350) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5350) ;
- Saint-Malo : *Couanau (René)* (p. 5349) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5349).

Conchyliculture et cultures marines :
- coquille Saint-Jacques : *Victoria (Pierre)* (p. 5352) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5351, 5352) ;
- crustacés : *Trémel (Pierre-Yvon)* (p. 5353) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5353).

D.O.M. - T.O.M. : Saint-Pierre-et-Miquelon : *Couanau (René)* (p. 5349) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5349).

Pêche maritime :
- pêche au large du Canada : accords : conséquences : *Couanau (René)* (p. 5349) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5349) ;
- plan Mellick et crise de la pêche : prêts bonifiés : primes : *Deprez (Léonce)* (p. 5949, 5950) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5350, 5352) ; *Victoria (Pierre)* (p. 5352).

Ports maritimes :
- dockers : *Deprez (Léonce)* (p. 5350) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 5352) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5350 à 5353) ;
- modernisation : équipement : mareyage : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 5350) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5351, 5352) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 5352).

Sécurité maritime : Société nationale de sauvetage en mer (S.N.S.M.) : *Couveinhes (René)* (p. 5351) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5351).

Vote des crédits (p. 5353).

Etat B, titres III et IV, et état C, titres V et VI : réservés à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5353) ; considérés comme adoptés en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Après l'article 40 :

Amendement n° 126 de M. Arthur Paecht (prévoit la publication avant le 31 décembre 1993, d'un rapport du Gouvernement au Parlement sur les concours financiers nécessaires à la modernisation de la Société nationale de secours en mer) (p. 5953) : adopté (p. 5354).

Soutenu par : *Brocard (Jean)* (p. 5953).

Favorables : *Denvers (Albert)* (p. 5953) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 5954).

EQUIPEMENT, LOGEMENT ET TRANSPORT

Transports aériens et météorologie. - Budget annexe de l'aviation civile.

Examen des fascicules [6 novembre 1992] (p. 4901).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et des avis :
- rapport de la commission des finances : *Inchauspé (Michel)* (p. 4901) ;
- avis de la commission de la production : *Léron (Roger)* (p. 4903) ;
- avis de la commission de la défense : *Dollo (Yves)* (p. 4904).

Discussion : Gantier (Gilbert) (p. 4906) ; *Ramos (Jean-Claude)* (p. 4907) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4908) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 4909).

Intervention du Gouvernement : Bianco (Jean-Louis) (p. 4910 à 4915).

Interruptions de : Gantier (Gilbert) (p. 4912) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4913).

Procédure des questions : Clément (Pascal) (p. 4914) ; *Delattre (Francis)* (p. 4914) ; *Ramos (Jean-Claude)* (p. 4915) ; *Lordinot (Guy)* (p. 4916) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4916) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4917) ; *Pierna (Louis)* (p. 4917) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 4918).

Réponses du Gouvernement : Bianco (Jean-Louis) (p. 4914 à 4919).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Aéroports :
- Aéroports de Paris : *Inchauspé (Michel)* (p. 4903) ;
- financement : *Montdargent (Robert)* (p. 4908) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4911).

Aviation civile, navigation aérienne : crédits : montant, évolution, répartition : *Inchauspé (Michel)* (p. 4901, 4902, 4903) ; *Léron (Roger)* (p. 4903) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4907) ; *Ramos (Jean-Claude)* (p. 4907) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4908) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 4909, 4910) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4911, 4912, 4913).

Commerce extérieur :
- aéronautique : concurrence américaine : *Inchauspé (Michel)* (p. 4901) ; *Léron (Roger)* (p. 4904) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4906, 4907, 4912) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4908) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4910) ;
- G.A.T.T. : négociations : *Inchauspé (Michel)* (p. 4901) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4907, 4912) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4912).

Communautés européennes :
- agence unique de contrôle aérien en Europe : instauration : *Mignon (Jean-Claude)* (p. 4909) ;
- stratégie industrielle et concurrence : *Gantier (Gilbert)* (p. 4906) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 4909, 4910) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4912) ;
- trafic aérien : aéroports, harmonisation des équipements de gestion : *Léron (Roger)* (p. 4904) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 4909, 4910) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4912).

Compagnies aériennes :
- Air France : *Léron (Roger)* (p. 4904) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4906, 4907) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4912, 4913) ;
- Air Inter : *Inchauspé (Michel)* (p. 4903) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4906, 4907) ;
- difficultés et restructuration : *Inchauspé (Michel)* (p. 4902, 4903) ; *Léron (Roger)* (p. 4903, 4904) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4906) ; *Ramos (Jean-Claude)* (p. 4907) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4908) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4911, 4912) ;
- T.A.T. : *Gantier (Gilbert)* (p. 4906) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4911) ;
- U.T.A. : *Gantier (Gilbert)* (p. 4906).

Défense :
- crédits militaires : réduction : *Dollo (Yves)* (p. 4905) ;
- personnels aéronautiques d'origine militaire : deuxième carrière dans l'aviation civile : *Dollo (Yves)* (p. 4906) ;
- transport aérien militaire : coordination avec les transports civils : *Dollo (Yves)* (p. 4905) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 4910) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4912, 4913).

Environnement : couche d'ozone : nuisances dues aux transports aériens : *Inchauspé (Michel)* (p. 4901).

Fonctionnaires et agents publics : délocalisation : transfert à Toulouse du Centre d'exploitation de la météorologie et du Centre de recherche en météorologie dynamique : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4913).

Impôts et taxes :
- redevance de route : *Gantier (Gilbert)* (p. 4907) ; *Ramos (Jean-Claude)* (p. 4907) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4911) ;
- taxe de sûreté et de sécurité aérienne : *Inchauspé (Michel)* (p. 4902) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 4909) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4910).

Industrie aéronautique :
- généralités : *Inchauspé (Michel)* (p. 4901, 4902) ; *Léron (Roger)* (p. 4903, 4904) ; *Dollo (Yves)* (p. 4905) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4906) ; *Ramos (Jean-Claude)* (p. 4907) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4908, 4913) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4911, 4912, 4913) ;
- Aérospatiale : *Inchauspé (Michel)* (p. 4902) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4908) ;
- Airbus Industrie : A333 et A340 : *Inchauspé (Michel)* (p. 4901, 4902) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4908) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4913) ;
- Dassault-Aviation : *Montdargent (Robert)* (p. 4908) ;
- Messier-Bugatti : *Inchauspé (Michel)* (p. 4901, 4902) ;
- recherche et développement : *Inchauspé (Michel)* (p. 4901, 4902) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4908) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4911, 4913) ;
- S.N.E.C.M.A. : *Inchauspé (Michel)* (p. 4902) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4908) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4913) ;
- sous-traitance : *Inchauspé (Michel)* (p. 4902).

Météorologie : météorologie nationale : crédits : montant, évolution, répartition : *Inchauspé (Michel)* (p. 4903) ; *Léron (Roger)* (p. 4904) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4913).

Transports aériens :
- contrôleurs aériens : *Inchauspé (Michel)* (p. 4902) ; *Léron (Roger)* (p. 4903) ; *Dollo (Yves)* (p. 4905) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 4909, 4910) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4912) ;
- encombrement aérien : retards : *Inchauspé (Michel)* (p. 4903) ; *Léron (Roger)* (p. 4904) ; *Ramos (Jean-Claude)* (p. 4907) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 4909) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4912) ;
- matériel : vieillissement, harmonisation : *Inchauspé (Michel)* (p. 4902) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4912) ;
- sécurité et confort : *Léron (Roger)* (p. 4903) ; *Dollo (Yves)* (p. 4905, 4906) ; *Ramos (Jean-Claude)* (p. 4907, 4908) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 4909) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4911, 4912).

Procédure des questions (p. 4914).

Aérodromes : Lognes-Emerainville : *Ramos (Jean-Claude)* (p. 4916) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4916).

Aéroports :
- Ile-de-France : implantation d'un nouvel aéroport : *Delattre (Francis)* (p. 4916) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4916, 4917) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4916, 4917) ;
- Le Bourget : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4917) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4917) ;
- Orly : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4917) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4917) ;
- Roissy - Charles-de-Gaulle : *Delattre (Francis)* (p. 4915) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4915).

Compagnies aériennes :
- Air France : difficultés, stratégie : *Clément (Pascal)* (p. 4915) ; *Lordinot (Guy)* (p. 4916) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4916) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 4918) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4915, 4916, 4917, 4918, 4919) ;
- déficits : *Godfrain (Jacques)* (p. 4918) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4918, 4919).

Départements :
- Seine-et-Marne : *Ramos (Jean-Claude)* (p. 4915, 4916) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4916) ;
- Val-d'Oise : *Delattre (Francis)* (p. 4914) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4915) ;
- Val-de-Marne : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4917) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4917).

D.O.M. - T.O.M. :
- exportation de produits tropicaux : tarifs : *Lordinot (Guy)* (p. 4916) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4916) ;
- Martinique : *Lordinot (Guy)* (p. 4916) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4916).

Environnement : nuisances occasionnées aux riverains des aéroports : taxe d'aide aux riverains : *Delattre (Francis)* (p. 4914, 4915) ; *Ramos (Jean-Claude)* (p. 4915, 4916) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4916, 4917) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4917) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4915, 4916, 4917).

Météorologie : Météorologie nationale : statuts : objectifs, concertation avec le personnel : *Pierna (Louis)* (p. 4917) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4918).

Régions : Ile-de-France : aéroports : bruit : *Delattre (Francis)* (p. 4915) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4916, 4917) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4915, 4917).

Transports aériens :
- contrôleurs aériens : formation, rémunérations, conditions de travail : *Clément (Pascal)* (p. 4914) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4914) ;
- sécurité : *Delattre (Francis)* (p. 4914) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4915).

Vote des crédits (p. 4919).

Crédits concernant les transports aériens et la météorologie, inscrits à la ligne « Equipement, logement, transports et espace » : mis aux voix à la suite de l'examen des crédits de la mer (p. 4919).

Crédits du budget annexe de l'aviation civile inscrits aux articles 44 et 45 : réservés à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [6 novembre 1992] : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4919) ; considérés comme adoptés en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

EQUIPEMENT, LOGEMENT ET TRANSPORTS

Transports terrestres, routes et sécurité routière.

Examen des fascicules [4 novembre 1992] (p. 4778).

Déroulement de la séance :

Présentation des rapports et de l'avis :
- rapport de la commission des finances pour les transports terrestres et la S.N.C.F. : *Germon (Claude)* (p. 4778) ;
- rapport de la commission des finances, pour les routes et la sécurité routière : *Rodet (Alain)* (p. 4780) ;
- avis de la commission de la production : *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 4782).

Discussion : Houssin (Pierre-Rémy) (p. 4784) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4786) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 4787) ; *Fleury (Jacques)* (p. 4788) ; *Fèvre (Charles)* (p. 4789) ; *Bertrand (Léon)* (p. 4790).

Intervention du Gouvernement : Bianco (Jean-Louis) (p. 4791 à 4794).

Procédure des questions : Reitzer (Jean-Luc) (p. 4799) ; *Inchauspé (Michel)* (p. 4800) ; *Nungesser (Roland)* (p. 4800) ; *Valleix (Jean)* (p. 4801) ; *Barotra (Franck)* (p. 4801) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4802) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4802) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4803) ; *Rochebloine (François)* (p. 4803) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4804, 4805) ; *Gaits (Claude)* (p. 4805) ; *Rossi (André)* (p. 4806) ; *Rossinot (André)* (p. 4806) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4807) ; *Bertrand (Léon)* (p. 4807) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4808) ; *Boyon (Jacques)* (p. 4809) ; *Cousin (Alain)* (p. 4809) ; *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 4810) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 4810) ; *Fleury (Jacques)* (p. 4811) ; *Benedetti (Georges)* (p. 4811) ; *Beaumont (René)* (p. 4812) ; *Koehl (Emile)* (p. 4812) ; *Schreiner (Bernard) (Bas-Rhin)* (p. 4813) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 4813) ; *Poujade (Robert)* (p. 4813) ; *Chasseguet (Gérard)* (p. 4813) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 4814) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4814) ; *Cuq (Henri)* (p. 4814) ; *Tavernier (Yves)* (p. 4815).

Réponses du Gouvernement : Bianco (Jean-Louis), Sarre (Georges) (p. 4799 à 4815).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire :
- infrastructures : mission Carrère : *Germon (Claude)* (p. 4778, 4780) ; *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 4782, 4783) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 4787) ; *Fèvre (Charles)* (p. 4790) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4792) ;
- liaisons interrégionales et internationales : *German (Claude)* (p. 4779, 4780) ; *Bertrand (Léon)* (p. 4791) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4791).

Collectivités locales : financement des transports publics : *Germon (Claude)* (p. 4778, 4779) ; *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 4783) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4787) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4792).

Communes :
- Massy : *Germon (Claude)* (p. 4780) ;
- Nice : projet de métro niçois : *Bertrand (Léon)* (p. 4790) ;
- Thann : traversée de la ville par la R.N. 66 : *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 4784).

Environnement : respect : *German (Claude)* (p. 4778).

Départements :
- Alpes-Maritimes : asphyxie des transports routiers : *Bertrand (Léon)* (p. 4791) ;
- Charente : mise à péage à titre expérimental de la R.N. 141 : *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 4785).

Europe : politique des transports ferroviaires : *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 4783) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4786) ; *Fèvre (Charles)* (p. 4790) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4793).

Handicapés : accès aux transports en commun : *German (Claude)* (p. 4779).

Police de la route et circulation routière :
- limitation de vitesse en agglomération : *Sarre (Georges) (G)* (p. 4798) ;
- permis de conduire ; permis à points : *Rodet (Alain)* (p. 4782) ; *Fleury (Jacques)* (p. 4789) ; *Fèvre (Charles)* (p. 4789) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4793) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 4798) ;
- sécurité routière ; généralités : *Rodet (Alain)* (p. 4782) ; *Fleury (Jacques)* (p. 4789) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4793) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 4798).

Régions :
- Alsace : desserte par le futur T.G.V.-Est : *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 4784) ;
- Ile-de-France : équipement, aménagement du territoire : prévisions : *Germon (Claude)* (p. 4780) ; *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 4783) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4792) ;
- Ile-de-France : liaison Massy-Roissy : *German (Claude)* (p. 4780) ;
- Ile-de-France : transports collectifs ; financement : *Germon (Claude)* (p. 4779) ; *Fèvre (Charles)* (p. 4790) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4792) ;
- Ile-de-France : transporteurs privés : *Germon (Claude)* (p. 4779).

Transports : ministère : budget des transports terrestres : *Germon (Claude)* (p. 4778) ; *Rodet (Alain)* (p. 4780, 4781) ; *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 4783, 4784) ; *Haussin (Pierre-Rémy)* (p. 4784) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4787) ; *Fèvre (Charles)* (p. 4789) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4792, 4793) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 4798, 4799).

Transports en commun :
- promotion ; majoration de dotation ; développement : *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 4783) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4791, 4792) ;
- R.A.T.P. : *Germon (Claude)* (p. 4779) ;
- réseaux de surface : plan « Autrement bus » et programmes de tramway : *Germon (Claude)* (p. 4779) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4792) ;
- S.N.C.F. : banlieue parisienne : *Germon (Claude)* (p. 4779) ; *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 4783).

Transports ferroviaires : S.N.C.F. :
- cheminots ; conditions de travail ; grèves : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4786) ; *Fèvre (Charles)* (p. 4790) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4793) ;
- équilibre des comptes : *German (Claude)* (p. 4779) ; *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 4783) ; *Gayssat (Jean-Claude)* (p. 4787) ; *Fleury (Jacques)* (p. 4788) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4793) ;
- gares et lignes : fermetures : *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 4784) ; *Fleury (Jacques)* (p. 4788) ; *Fèvre (Charles)* (p. 4790) ; *Bianca (Jean-Louis) (G)* (p. 4792) ;
- sécurité des voyageurs et du personnel : *Germon (Claude)* (p. 4779) ; *Gayssat (Jean-Claude)* (p. 4786) ; *Fèvre (Charles)* (p. 4790).
- service public et infrastructures : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4786) ; *Fleury (Jacques)* (p. 4788) ; *Fèvre (Charles)* (p. 4790) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4792, 4793).

Transports ferroviaires : T.G.V. :
- interconnexion en Ile-de-France : *Germon (Claude)* (p. 4780) ;

- politique de développement ; participation de l'Etat ; lignes internationales : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4786) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 4788) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4791) ;
- T.G.V. - Est : réalisation : *Germon (Claude)* (p. 4780) ; *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 4783) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4786) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 4788) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4791) ;
- T.G.V. - Nord : réalisation : *Germon (Claude)* (p. 4780).

Transports fluviaux :
- voies navigables : participation de l'Etat : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4787) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 4788) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 4799) ;
- voies navigables : projets Rhin-Rhône et Rhin-Danube : *Germon (Claude)* (p. 4780) ; *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 4783) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 4799) ;
- « Voies navigables de France » ; délocalisation : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4787) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 4799).

Transports routiers :
- accroissement du trafic ; nuisances : *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 4782) ;
- routiers professionnels ; conditions de travail : *Rodet (Alain)* (p. 4782) ; *Fleury (Jacques)* (p. 4789) ; *Fèvre (Charles)* (p. 4789) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4793) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 4798).

Voirie :
- autoroutes : investissement ; péages : *Rodet (Alain)* (p. 4781, 4782) ; *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 4785) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 4788) ; *Fèvre (Charles)* (p. 4790) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4791, 4792, 4793) ;
- routes nationales : infrastructures ; amélioration et financement ; participation financière de l'Etat : *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 4785, 4786) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4793) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 4798) ;
- routes nationales : R.N. 66 ; réaménagement : *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 4784) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4793).

Rappel au règlement : *Fèvre (Charles) :* s'élève contre l'attitude du ministre de l'équipement, du logement et des transports ; lui reproche d'avoir mis en doute l'objectivité de M. Pierre-Rémy Houssin et la sienne ; considère erronée la présentation gouvernementale des crédits routiers (p. 4797) ; *Mazeaud (Pierre) (VP)* (p. 4797).

Procédure des questions (p. 4797).

Aménagement du territoire : Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) : *Ligot (Maurice)* (p. 4807) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4807).

Communes :
- Cholet : désenclavement : *Ligot (Maurice)* (p. 4807) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4807) ;
- Gennevilliers : desserte : *Brunhes (Jacques)* (p. 4802, 4803) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4803) ;
- Haguenau : contournement routier : *Schreiner (Bernard) (Bas-Rhin)* (p. 4813) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4813).

Départements :
- Ain : desserte : *Boyon (Jacques)* (p. 4809) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4809) ;
- Charente-Maritime : *Branger (Jean-Guy)* (p. 4814) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4814) ;
- Gard : désenclavement du Gard rhodanien : *Benedetti (Georges)* (p. 4811) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4811) ;
- Hautes-Alpes : *Chevallier (Daniel)* (p. 4810) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4810) ;
- Manche : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4808) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4808) ;
- Sarthe : *Chasseguet (Gérard)* (p. 4813, 4814) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4814) ;
- Vosges : *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 4799) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4799) ;
- Yvelines : *Borotra (Franck)* (p. 4801) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4801, 4802).

D.O.M. - T.O.M. : Guyane : amélioration du réseau routier : *Bertrand (Léon)* (p. 4808) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4808).

Plan : contrats de plan : concertation : *Gaits (Claude)* (p. 4805) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4805, 4808, 4810, 4811) ; *Bertrand (Léon)* (p. 4808) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4808) ; *Cousin (Alain)* (p. 4809) ; *Fleury (Jacques)* (p. 4811).

Police de la route et circulation routière :
- automobiles et cycles ; accidents : statistiques : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4803) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 4803) ;
- automobiles et cycles ; motocyclettes : accidents : prévention : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4805) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 4805) ;
- permis de conduire ; commission administrative de retrait : suppression : *Rochebloine (François)* (p. 4804) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 4804) ;
- permis de conduire : permis à points : *Sarre (Georges) (G)* (p. 4804).

Régions :
- Alsace : *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 4799) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4799) ;
- Aquitaine : *Valleix (Jean)* (p. 4801) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4801) ;
- Basse-Normandie : *Cousin (Alain)* (p. 4809) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4810, 4814) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4814) ;
- Corse : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 4810) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4810) ;
- Haute-Normandie : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4814) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4814) ;
- Ile-de-France : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4802) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4804) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4802, 4804, 4815) ; *Cuq (Henri)* (p. 4814, 4815) ; *Tavernier (Yves)* (p. 4815) ;
- Midi-Pyrénées : *Inchauspé (Michel)* (p. 4800) ; *Gaits (Claude)* (p. 4805) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4800, 4805, 4813) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 4813) ;
- Nord - Pas-de-Calais : *Nungesser (Roland)* (p. 4800) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 4800, 4801) ;
- Pays de la Loire : *Ligot (Maurice)* (p. 4807) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4807).

Transports en commun :
- projet « METEOR » : *Brunhes (Jacques)* (p. 4802) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4803) ;
- projet « ORBITALE » : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4802) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4802) ;
- R.A.T.P. : prolongement des lignes 1, 9 et 11 du métro : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4802) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4802).

Transports ferroviaires : S.N.C.F. :
- liaison rapide des villes nouvelles d'Ile-de-France : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4804) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4804) ;
- lignes Paris-Dreux et Paris-Mantes ; difficultés de fonctionnement : *Cuq (Henri)* (p. 4814, 4815) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4815).

Transports ferroviaires : T.G.V. :
- interconnexions ; mise en place d'une politique globale en concertation avec les élus d'Ile-de-France : *Tavernier (Yves)* (p. 4815) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4815) ;
- T.G.V.-Est : financement : *Rossinot (André)* (p. 4806) ; *Koehl (Emile)* (p. 4806) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4807, 4812) ;
- T.G.V.-Méditerranée : choix d'une gare entre Nîmes et Avignon : *Benedetti (Georges)* (p. 4811) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4811) ;
- T.G.V.-Rhin-Rhône : projet ; rentabilité : *Poujade (Robert)* (p. 4813) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4813) ;
- T.G.V.-Sud-Est : liaison Mâcon-Bourg-Genève : *Boyon (Jacques)* (p. 4809) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4809) ;
- titres de transports ; prise en charge de la carte orange des travailleurs domiciliés près de la limite de l'Ile-de-France : *Rossi (André)* (p. 4806) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4806).

Transports fluviaux :
- liaison Seine-Nord : *Nungesser (Roland)* (p. 4800) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 4800, 4801) ;
- liaison Seine - Nord-Seine - Est : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4802) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4802) ;

- « Voies navigables de France » : financement et statuts : *Beaumont (René)* (p. 4812) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 4812).

Voirie :

- A 28 : tracé dans le nord du département de la Sarthe ; choix géographique des échangeurs : *Chasseguet (Gérard)* (p. 4813, 4814) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4814) ;
- A 51 : réalisation : *Chevallier (Daniel)* (p. 4810) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4810) ;
- A 75 : liaison autoroutière exempte de péage Clermont-Ferrand-Béziers : *Godfrain (Jacques)* (p. 4813) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4813) ;
- A 86 : ouest de Paris : *Borotra (Franck)* (p. 4801) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4801, 4802) ;
- aménagement des routes : axe Nord-Sud-Atlantique : avancement du projet : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4814) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4814) ;
- aménagement des routes : deux foix deux voies : financement : *Fleury (Jacques)* (p. 4811) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4811) ;
- aménagement des routes ; suppression des « points noirs » : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4803) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 4803) ;
- liaison Caen-Avranches-Rennes : *Cousin (Alain)* (p. 4809) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4810) ;
- liaison Centre-Europe-Atlantique : *Valleix (Jean)* (p. 4801) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4801) ;
- liaison La Rochelle-Sainte-Hermine : *Branger (Jean-Guy)* (p. 4814) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4814) ;
- liaison Pau-Saragosse : projet d'aménagement ; protection de la nature et de l'ours pyrénéen : *Inchauspé (Michel)* (p. 4800) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4800) ;
- R.N. 21 : *Gaits (Claude)* (p. 4805) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4805) ;
- R.N 66 : liaison Vosges-Alsace-Allemagne : *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 4799) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4799) ;
- R.N 175 : liaison Carentan-Le Poteau : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4808) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4808) ;
- routes nationales ; réseau Corse : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 4810) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 4810).

Vote des crédits (p. 4815).

Crédits inscrits aux états B et C, à la ligne « Equipement, logement et transports » : mis aux voix à la suite de l'examen des crédits de la mer.

EQUIPEMENT, LOGEMENT ET TRANSPORTS

Urbanisme, logement et services communs.

Examen des fascicules [13 novembre 1992] (p. 5295).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et de l'avis :

- rapport de la commission des finances : *Anciant (Jean)* (p. 5295) ;
- avis de la commission de la production : *Carton (Bernard)* (p. 5299).

Discussion : Weber (Jean-Jacques) (p. 5300) ; *Beaumont (René)* (p. 5302) ; *Estève (Pierre)* (p. 5303) ; *Duroméa (André)* (p. 5305) ; *Tiberi (Jean)* (p. 5307).

Interventions du Gouvernement : Bianco (Jean-Louis) (p. 5309) ; *Lienemann (Marie-Noëlle)* (p. 5312).

Interruptions de : Tiberi (Jean) (p. 5310) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5311).

Procédure des questions : Virapoullé (Jean-Paul) (p. 5318) ; *Birraux (Claude)* (p. 5319) ; *Micaux (Pierre)* (p. 5319, 5320) ; *Beaumont (René)* (p. 5319) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5320, 5321) ; *Denvers (Albert)* (p. 5320) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5321) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5322) ; *Raoult (Eric)* (p. 5322, 5324) ; *Duroméa (André)* (p. 5323) ; *Barate (Claude)* (p. 5324) ; *Bertrand (Léon)* (p. 5325) ; *Royer (Jean)* (p. 5325) ; *Dray (Julien)* (p. 5325) ; *Larifla (Dominique)* (p. 5326) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5326, 5328) ; *Oehler (Jean)* (p. 5327) ; *Schreiner (Bernard) (Bas-Rhin)* (p. 5327) ; *Dhinnin (Claude)* (p. 5327) ; *Tiberi (Jean)* (p. 5328) ; *Battist (Umberto)* (p. 5328).

Réponses du Gouvernement : Bianco (Jean-Louis) (p. 5319 à 5329) ; *Lienemann (Marie-Noëlle)* (p. 5318 à 5328).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Aides :

- aides personnalisées au logement (A.P.L.) : *Anciant (Jean)* (p. 5296) ; *Carton (Bernard)* (p. 5299) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5301) ; *Estève (Pierre)* (p. 5304) ; *Duroméa (André)* (p. 5307) ; *Bianco (Jean-Louis)* (p. 5310, 5311) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5314) ;
- allocation de logement à caractère familiale (A.L.F.) : *Carton (Bernard)* (p. 5299) ;
- allocation de logement sociale (A.L.S.) : *Carton (Bernard)* (p. 5299) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5301) ;
- prêt locatif social (P.L.S.) : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5314) ;
- prêts d'accession à la propriété (P.A.P.) : *Anciant (Jean)* (p. 5297, 5298) ; *Carton (Bernard)* (p. 5299, 5300) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5302) ; *Beaumont (René)* (p. 5302, 5303) ; *Estève (Pierre)* (p. 5304) ; *Duroméa (André)* (p. 5306) ; *Tiberi (Jean)* (p. 5307) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5311) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5315, 5316) ;
- prêts locatifs aidés (P.L.A.) et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (P.A.L.U.L.O.S.) : *Anciant (Jean)* (p. 5296, 5298) ; *Carton (Bernard)* (p. 5299) ; *Beaumont (René)* (p. 5302, 5303) ; *Estève (Pierre)* (p. 5304, 5305) ; *Duroméa (André)* (p. 5306) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5307) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5309, 5310, 5311) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5312, 5313, 5314, 5316) ;
- prime à l'amélioration de l'habitat (P.A.H.) : *Carton (Bernard)* (p. 5300) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5301) ;
- 1 p. 100 logement : *Beaumont (René)* (p. 5303) ; *Duroméa (André)* (p. 5306) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5317).

Aménagement du territoire : zones rurales : habitat : *Estève (Pierre)* (p. 5304).

Banques et établissements financiers :

- Caisse des dépôts : *Carton (Bernard)* (p. 5300) ;
- encours bancaires : *Carton (Bernard)* (p. 5299) ;
- prêts conventionnés : *Carton (Bernard)* (p. 5300) ; *Estève (Pierre)* (p. 5304) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5308) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5316).

Bâtiment et travaux publics : construction immobilière : crise : *Anciant (Jean)* (p. 5297) ; *Carton (Bernard)* (p. 5299) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5301) ; *Beaumont (René)* (p. 5303) ; *Estève (Pierre)* (p. 5304) ; *Duroméa (André)* (p. 5306) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5307) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5316).

Collectivités locales : compétences : *Beaumont (René)* (p. 5303) ; *Estève (Pierre)* (p. 5304) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5308) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5312) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5313, 5314).

Communes : Paris : *Carton (Bernard)* (p. 5300) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5307, 5310, 5311) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5309, 5310) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5311) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5312, 5313).

Départements :

- Essonne : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5313) ;
- Pyrénées orientales : *Estève (Pierre)* (p. 5304).

D.O.M. - T.O.M. :

- aide au logement : *Anciant (Jean)* (p. 5297) ; *Carton (Bernard)* (p. 5299) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5312) ;
- la Réunion : *Duroméa (André)* (p. 5306) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5312).

Enseignement supérieur : architecture : *Anciant (Jean)* (p. 5296) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5309).

Etat : désengagement : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5301, 5302) ; *Beaumont (René)* (p. 5303) ; *Estève (Pierre)* (p. 5304) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5308) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5309, 5312) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5313, 5314, 5316).

Fonctionnaires et agents publics :

- aides au logement : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5309) ;

- carrières ; titularisation : *Anciant (Jean)* (p. 5296) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5309) ;
- sécurité : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5309).

Institut géographique national (I.G.N.) : *Anciant (Jean)* (p. 5296).

Impôts et taxes :
- droits de mutation : *Beaumont (René)* (p. 5303) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5312) ;
- fiscalité immobilière : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5302) ; *Beaumont (René)* (p. 5303) ; *Duroméa (André)* (p. 5306) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5308) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5309) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5315, 5316) ;
- taxe additionnelle au droit de bail (T.A.D.B.) : *Anciant (Jean)* (p. 5297) ;
- T.V.A. : logements locatifs : taux : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5302) ; *Duroméa (André)* (p. 5306) ;
- T.V.A. : terrains à bâtir : *Tibéri (Jean)* (p. 5306).

Logement intermédiaire et prêts locatifs intermédiaires (P.L.I.) : *Carton (Bernard)* (p. 5299) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5307) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5311) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5315).

Logement social :
- attribution : *Anciant (Jean)* (p. 5296) ; *Carton (Bernard)* (p. 5300) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5301) ; *Estève (Pierre)* (p. 5305) ; *Duroméa (André)* (p. 5306) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5311) ;
- construction : *Anciant (Jean)* (p. 5296) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5307, 5310) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5310) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5312) ;
- expulsions : *Duroméa (André)* (p. 5306) ;
- financement : collecte du livret A et du livret bleu : *Anciant (Jean)* (p. 5298) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5302) ; *Beaumont (René)* (p. 5303) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5308) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5317) ;
- Fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété (F.G.A.S.) : *Anciant (Jean)* (p. 5297, 5298) ; *Carton (Bernard)* (p. 5300) ; *Estève (Pierre)* (p. 5304) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5311) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5315, 5316) ;
- habitations à loyer modéré (H.L.M.) : *Anciant (Jean)* (p. 5298) ; *Carton (Bernard)* (p. 5299) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5301, 5302) ; *Estève (Pierre)* (p. 5304) ; *Duroméa (André)* (p. 5306) ; *Tiberi (Jean)* (p. 5307, 5308) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5314, 5317) ;
- logement des plus démunis : « sans domicile fixe » : secours : *Carton (Bernard)* (p. 5300) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5301) ; *Beaumont (René)* (p. 5303) ; *Estève (Pierre)* (p. 5305) ; *Duroméa (André)* (p. 5306) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5309, 5311) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5312, 5313, 5314) ;
- réhabilitation : *Estève (Pierre)* (p. 5305) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5309, 5311).

Loyers : *Anciant (Jean)* (p. 5296) ; *Duroméa (André)* (p. 5306) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5314, 5317).

Marchands de biens : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5317).

Ministère : crédits : montant, évolution, répartition : *Anciant (Jean)* (p. 5295, 5296) ; *Carton (Bernard)* (p. 5299) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5301) ; *Estève (Pierre)* (p. 5304) ; *Duroméa (André)* (p. 5306) ; *Tiberi (Jean)* (p. 5307) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5309) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5314).

Organismes et structures :
- Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (A.N.A.H.) : *Anciant (Jean)* (p. 5297) ; *Carton (Bernard)* (p. 5300) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5315) ;
- Fonds de solidarité logement (F.S.L.) : *Estève (Pierre)* (p. 5305) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5311) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5314).

Parlement : logement : organisation d'un débat : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 5302) ; *Tiberi (Jean)* (p. 5308) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5318).

Rapports Geindre, Lebegue, Bloch-Lainé et Medina : *Anciant (Jean)* (p. 5301) ; *Beaumont (René)* (p. 5303) ; *Tiberi (Jean)* (p. 5308) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5317).

Régions :
- Ile-de-France : *Anciant (Jean)* (p. 5297, 5298) ; *Carton (Bernard)* (p. 5300) ; *Duroméa (André)* (p. 5306) ; *Tiberi (Jean)* (p. 5307) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5309, 5310, 5311, 5312) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5311) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5312, 5313, 5315, 5316) ;
- terrains à bâtir : *Tiberi (Jean)* (p. 5307, 5308) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5310) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5312, 5313) ;
- urbanisme : agences d'urbanisme : *Anciant (Jean)* (p. 5298).

Villes : politique de la ville : *Tiberi (Jean)* (p. 5308) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5313).

Procédure des questions (p. 5318).

Administration : préfets : contingent en matière d'attribution des logements : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5322) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5322).

Aides :
- aide personnalisée au logement (A.P.L.) : *Barate (Claude)* (p. 5324) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5324) ;
- prêts d'accession à la propriété (P.A.P.) : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5321) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5321) ;
- prêts locatifs aidés (P.L.A.) et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (P.A.L.U.L.O.S.) : *Micaux (Pierre)* (p. 5320) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5320) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5320, 5322, 5327) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5322) ; *Dhinnin (Claude)* (p. 5327) ;
- prêt locatif social (P.L.S.) : *Birraux (Claude)* (p. 5319) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5319).

Aménagement du territoire : zones : classement : *Schreiner (Bernard) (Bas-Rhin)* (p. 5327) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5327).

Bâtiment et travaux publics : crise : *Micaux (Pierre)* (p. 5320) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5320).

Collectivités locales : participation financière : aide de l'Etat : *Royer (Jean)* (p. 5325) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5325, 5326, 5327) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5326).

Communes :
- Paris : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5321) ; *Tiberi (Jean)* (p. 5328) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5328) ;
- Tours : *Royer (Jean)* (p. 5325) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5325).

Départements : Seine-et-Marne : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5321) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5321).

D.O.M. - T.O.M. :
- Guyane : *Bertrand (Léon)* (p. 5325) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5325) ;
- la Réunion : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 5318) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5318) ;
- logement : crédits : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 5318) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5318, 5326) ; *Larifla (Dominique)* (p. 5326).

Enseignement supérieur : architecture : enseignants et personnels administratifs : titularisation : *Beaumont (Jean-Louis)* (p. 5319) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5319).

Entreprises : Eurodisney : logement des salariés : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5321) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5321).

Impôts et taxes : fiscalité immobilière : *Barate (Claude)* (p. 5324) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5324).

Logement intermédiaire : « parcours personnalisé résidentiel » : *Raoult (Eric)* (p. 5324) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5324).

Logement social :
- administration : procédure : lenteur et complexité : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5320) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5320) ;
- financement : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 5318) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5318, 5325) ; *Bertrand (Léon)* (p. 5325) ;
- Fonds de solidarité logement (F.S.L.) : *Tiberi (Jean)* (p. 5328) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5328) ;
- habitations à loyer modéré (H.L.M.) : *Barate (Claude)* (p. 5324) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5324) ;

- logement des plus démunis : secours ; utilisation de logements vacants : *Denvers (Albert)* (p. 5320, 5321) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5321, 5323, 5325, 5326) ; *Raoult (Eric)* (p. 5322, 5324) ; *Duroméa (André)* (p. 5323) ; *Dray (Julien)* (p. 5325) ;
- logement social de fait : définition : *Raoult (Eric)* (p. 5324) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5324) ;
- logements suroccupés : *Raoult (Eric)* (p. 5324) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5325) ;
- réhabilitation : *Oehler (Jean)* (p. 5327) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5327).

Régions :
- Alsace : *Schreiner (Bernard) (Bas-Rhin)* (p. 5327) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5327) ;
- Nord - Pas-de-Calais : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5326) ; *Dhinnin (Claude)* (p. 5327) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 5326, 5327).

Urbanisme : agences d'urbanisme : crédits : *Micaux (Pierre)* (p. 5319) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5320) ; *Denvers (Albert)* (p. 5320).

Ville :
- développement social des quartiers (D.S.Q.) : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5328) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5328) ;
- politique de la ville : *Battist (Umberto)* (p. 5328) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5328, 5329).

Vote des crédits (p. 5329).

Crédits concernant l'urbanisme et le logement, inscrits à la ligne « Equipement, logement et transports » : mis aux voix à la suite de l'examen des crédits de la mer.

Explications de vote : *Duroméa (André) :* précise que le groupe communiste se serait abstenu si les crédits du logement avaient été disjoints des crédits de la mer et des transports (p. 5329).

Après l'article 69 :

Amendement n° 8 corrigé de M. Léonce Deprez (supprime à compter du 1er janvier 1993 le plafonnement de la réduction d'impôt ouverte par le paiement des intérêts des prêts contractés au titre de l'habitation principale) : non soutenu (p. 5329).

Article 86 *(généralisation de l'allocation de logement social) :* adopté après modifications (p. 5329).

Amendement n° 173 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 5329).

Soutenu par : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5329).

Favorable : *Anciant (Jean)* (p. 5329).

Après l'article 86 :

Amendement n° 30 de M. Jean-Pierre Brard (introduit un plafond de quotient familial à six personnes par foyer pour l'obtention et le montant de l'aide personnalisée au logement) (p. 5329) : retiré (p. 5330).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5329).

Défavorables : *Anciant (Jean)* (p. 5330) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5330).

Article 87 *(institution du fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété - F.G.A.S.) :* vote réservé : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5330) ; considéré comme adopté en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Logement et habitat : logement social :
- aides : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5330) ;
- fonds de garantie pour l'accession à la propriété (F.G.A.S.) : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5330) ;
- Etat : rôle : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5330) ;
- prêts d'accession à la propriété : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5330).

Discussion des amendements identiques n°s 34 et 170 (de suppression).

Amendement n° 34 de la commission : vote réservé (p. 5331) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [17 novembre 1992] (p. 5623).

Soutenu par : *Anciant (Jean)* (p. 5331).

Amendement n° 170 de M. Guy Malandain : vote réservé (p. 5331) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [17 novembre 1992] (p. 5623).

Soutenu par : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5331).

Défavorable : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5331).

Logement et habitat : logement social : aides : prêts d'accession à la propriété (P.A.P.) ; fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété (F.G.A.S.) : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 5331).

Après l'article 87 :

Amendement n° 84 de M. Elie Hoarau (prévoit l'établissement par le Gouvernement d'un rapport sur l'utilisation de la ligne budgétaire unique à la Réunion en 1992) : vote réservé (p. 5331) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [17 novembre 1992] (p. 5623).

Défavorables : *Anciant (Jean)* (p. 5331) ; *Lienemann (Marie-Noëlle (G)* (p. 5331).

Départements d'outre-mer : la Réunion : *Hoarau (Elie)* (p. 5331).

Logement et habitat : logement social : aides : *Hoarau (Elie)* (p. 5331).

INDUSTRIE ET COMMERCE EXTERIEUR

Examen des fascicules [16 novembre 1992] (p. 5427, 5447, 5473).

Présentation des rapport et des avis :
- rapport de la commission des finances pour l'industrie : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5427) ;
- avis de la commission de la production pour l'industrie : *Bataille (Christian)* (p. 5429) ;
- rapport de la commission des finances pour le commerce extérieur : *Hervé (Edmond)* (p. 5430) ;
- avis de la commission de la production pour le commerce extérieur : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5431) ;
- avis de la commission des affaires étrangères pour le commerce extérieur : *Moreau (Louise)* (p. 5432).

Discussion : Gantier (Gilbert) (p. 5434) ; *Destot (Michel)* (p. 5436) ; *Borotra (Franck)* (p. 5438) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 5440) ; *Bocquet (Alain)* (p. 5441).

Interruptions de : Gantier (Gilbert) (p. 5450, 5451) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5458).

Interventions du Gouvernement : Strauss-Kahn (Dominique) (p. 5447) ; *Durieux (Bruno)* (p. 5453) ; *Billardon (André)* (p. 5456).

Procédure des questions : Saint-Ellier (Francis) (p. 5459, 5461) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5460) ; *Léron (Roger)* (p. 5461) ; *Forgues (Pierre)* (p. 5462) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5462, 5468) ; *Dassault (Olivier)* (p. 5463. 5469) ; *Legras (Philippe)* (p. 5464) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5465) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5466) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 5467) ; *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 5467) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5473) ; *Benedetti (Georges)* (p. 5474, 5476) ; *Dosière (René)* (p. 5475).

Réponses du Gouvernement : Strauss-Kahn (Dominique) (p. 5462 à 5470) ; *Durieux (Bruno)* (p. 5461, 5462) ; *Billardon (André)* (p. 5467 à 5476).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Commerce extérieur :
- Allemagne : échanges commerciaux : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5431) ; *Moreau (Louise)* (p. 5433) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5434, 5435) ; *Bocquet (Alain)* (p. 5441) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 5455) ;
- assurance-crédit et Compagnie française pour le commerce extérieur (Coface) : *Hervé (Edmond)* (p. 5430) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5431) ; *Moreau (Louise)* (p. 5434) ; *Destot (Michel)* (p. 5438) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 5440) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5453) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 5454, 5455) ;
- automobiles et cycles : relations C.E.E. - Japon : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5428) ;

- balance commerciale : *Hervé (Edmond)* (p. 5430) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5431, 5432) ; *Moreau (Louise)* (p. 5433) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5435) ; *Destot (Michel)* (p. 5438) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 5440) ;
- Centre français du commerce extérieur (C.F.C.E.) : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5432) ; *Destot (Michel)* (p. 5438) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 5441) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 5454) ;
- environnement monétaire : *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5447, 5448) ;
- exportation : soutien : *Hervé (Edmond)* (p. 5430) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5431) ; *Moreau (Louise)* (p. 5433) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5435) ; *Destot (Michel)* (p. 5438) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 5441) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 5454) ;
- G.A.T.T. : négociations avec les Etats-Unis : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5431) ; *Moreau (Louise)* (p. 5433, 5434) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5448) ;
- réorientation géographique : débouchés en Europe de l'Est et Asie du Sud-Est : *Hervé (Edmond)* (p. 5430, 5431) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5432) ; *Moreau (Louise)* (p. 5433) ; *Destot (Michel)* (p. 5438) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 5455).

Communautés européennes :
- affaire « de Havilland » : *Borotra (Franck)* (p. 5438, 5439) ;
- « Eurocratie » : Commission de Bruxelles : influence grandissante : *Borotra (Franck)* (p. 5438, 5439) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5451) ;
- Politique agricole commune (P.A.C.) : *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5448) ;
- politique industrielle : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5431) ; *Moreau (Louise)* (p. 5433) ; *Destot (Michel)* (p. 5438) ; *Borotra (Franck)* (p. 5439) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5451) ;
- programmes communautaires : EUREKA, JESSI : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5427) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5430) ; *Destot (Michel)* (p. 5436) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5452).

Communes : Albi : Ecole des mines : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5428) ; *Bataille (Christian)* (p. 5429) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5452).

Défense : matériels militaires ; recul des exportations ; armement : aéronautique : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5432) ; *Moreau (Louise)* (p. 5433) ; *Borotra (Franck)* (p. 5439).

Emploi : développement du chômage et du chômage partiel : *Bocquet (Alain)* (p. 5441).

Energie :
- crédits de l'énergie : montant, évolution, répartition : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5428) ; *Bataille (Christian)* (p. 5429) ; *Destot (Michel)* (p. 5436) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5452) ; *Billardon (André) (G)* (p. 5456, 5458, 5459) ;
- E.D.F. : statut et monopole : *Borotra (Franck)* (p. 5438) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5451) ; *Billardon (André) (G)* (p. 5456, 5457) ;
- énergie nucléaire : Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) et sa filiale Cogema : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5428) ; *Bataille (Christian)* (p. 5429) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5435) ; *Destot (Michel)* (p. 5437) ; *Borotra (Franck)* (p. 5439) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5449, 5450) ; *Billardon (André) (G)* (p. 5458, 5459) ;
- énergie nucléaire : politique : *Bataille (Christian)* (p. 5429, 5430) ; *Destot (Michel)* (p. 5437) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5452) ; *Billardon (André) (G)* (p. 5456, 5457, 5458, 5459) ;
- organismes et structures : Agence pour le développement et la maîtrise de l'énergie (A.D.E.M.E.), Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (A.N.D.R.A.), Institut de protection et de sûreté nucléaire (I.P.S.N.) : *Borotra (Franck)* (p. 5439) ; *Billardon (André) (G)* (p. 5458, 5459).

Enseignement supérieur : écoles d'ingénieurs : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5428) ; *Bataille (Christian)* (p. 5429) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5452).

Entreprises :
- Agence nationale pour la création d'entreprises (A.N.C.E.) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5427) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5452) ;
- Bull : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5428) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5435, 5436) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5450, 5451, 5452) ;
- petites et moyennes entreprises (P.M.E.) : *Bataille (Christian)* (p. 5429) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5432) ; *Moreau (Louise)* (p. 5433, 5434) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5434) ; *Destot (Michel)* (p. 5436, 5437) ; *Borotra (Franck)* (p. 5439, 5440) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 5440, 5441) ; *Bocquet (Alain)* (p. 5442, 5443) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5449, 5450, 5452) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 5454, 5456).

Environnement : respect ; reconversion ; emplois nouveaux : *Destot (Michel)* (p. 5437) ; *Billardon (André) (G)* (p. 5457).

Formation professionnelle et promotion sociale : industrie : formation professionnelle, apprentissage : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5428) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5452).

Impôts sur les sociétés : diminution : *Gantier (Gilbert)* (p. 5434).

Industrie :
- électronique : *Hervé (Edmond)* (p. 5430) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5435) ; *Destot (Michel)* (p. 5436, 5437) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5459) ;
- métrologie, certification, normalisation et qualité : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5427) ;
- sidérurgie : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5428) ;
- textile : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5428) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5450).

Marine marchande : constructions navales : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5428).

Mines et carrières : houillères : Charbonnages de France : *Bocquet (Alain)* (p. 5441, 5442) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5452) ; *Billardon (André) (G)* (p. 5458).

Ministère de l'industrie et du commerce extérieur :
- crédits du commerce extérieur : montant, évolution, répartition : *Hervé (Edmond)* (p. 5430) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5431) ; *Moreau (Louise)* (p. 5433) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5434) ; *Destot (Michel)* (p. 5436) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 5440) ; *Bocquet (Alain)* (p. 5441) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5453) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 5453, 5454, 5455, 5456) ;
- crédits de l'industrie : montant, évolution, répartition : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5427, 5428, 5429) ; *Bataille (Christian)* (p. 5429) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5434) ; *Destot (Michel)* (p. 5438) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 5441) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5449, 5450).

Politique industrielle : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5427) ; *Bataille (Christian)* (p. 5429) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5435) ; *Destot (Michel)* (p. 5436) ; *Bocquet (Alain)* (p. 5441, 5442) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5451).

Propriété intellectuelle : propriété industrielle : dépôts de brevets : *Gantier (Gilbert)* (p. 5435).

Recherche : recherche industrielle et développement technologique : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5427) ; *Bataille (Christian)* (p. 5429) ; *Destot (Michel)* (p. 5436, 5437) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5452) ; *Billardon (André) (G)* (p. 5459).

Régions : Nord - Pas-de-Calais : *Bocquet (Alain)* (p. 5441, 5442) ; *Billardon (André) (G)* (p. 5458).

Risques technologiques :
- centrales nucléaires : gestion de déchets : *Billardon (André) (G)* (p. 5456) ;
- centrales nucléaires de l'Europe de l'Est : *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5452, 5453) ; *Billardon (André) (G)* (p. 5456).

Secteur public : entreprises publiques : privatisations : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5428) ; *Bataille (Christian)* (p. 5429) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5432) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5435) ; *Destot (Michel)* (p. 5436) ; *Borotra (Franck)* (p. 5438, 5439) ; *Bocquet (Alain)* (p. 5442) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5450, 5451).

Service national : appelés : volontaires pour le service national en entreprise (V.S.N.E.) : incitations : *Hervé (Edmond)* (p. 5430) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5432) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 5455).

Successions et libéralités : droits de mutation : entreprises : *Gantier (Gilbert)* (p. 5434).

Procédure des questions (p. 5459).

Collectivités locales : coopération décentralisée : villes jumelées : activités des P.M.E. - P.M.I. : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5465, 5466) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5466).

Commerce extérieur :
- balance commerciale : *Dassault (Olivier)* (p. 5463) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5464) ;
- Italie : échanges commerciaux : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5461) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 5461).

Communes :
- Caen : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5459) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5459, 5460) ;
- Montreuil : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5465, 5466) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5466) ;
- Montrouge : *Bassinet (Philippe)* (p. 5469) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5469) ;
- Valence : *Léron (Roger)* (p. 5461) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5462) ;
- Vitry-sur-Seine : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 5467) ; *Billardon (André) (G)* (p. 5467).

Départements : Gard : *Millet (Gilbert)* (p. 5473) ; *Benedetti (Georges)* (p. 5474) ; *Billardon (André) (G)* (p. 5473, 5474, 5475).

Emploi : Société métallurgique de Normandie : fermeture, reconversion, réindustrialisation de la région caennaise : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5459) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5459, 5460).

Energie : E.D.F. :
- énergie nucléaire : centrale de Marcoule : situation : conséquences pour l'emploi dans le Gard rhodanien : *Benedetti (Georges)* (p. 5474) ; *Billardon (André) (G)* (p. 5474, 5475) ;
- énergie nucléaire : réacteur à neutrons rapides, Superphénix : avenir : *Benedetti (Georges)* (p. 5476) ; *Billardon (André) (G)* (p. 5476) ;
- politique tarifaire : instauration d'une nouvelle centrale à Vitry-sur-Seine : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 5467) ; *Billardon (André) (G)* (p. 5467).

Entreprises :
- accords Rhône-Poulenc Fibres/S.N.I.A. Fibres : *Léron (Roger)* (p. 5461) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5462) ;
- accords Thomson/C.E.A. - Industries : *Gantier (Gilbert)* (p. 5460) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5460) ;
- Aluminium-Pechiney : pôle pyrénéen : production : avenir : *Forgues (Pierre)* (p. 5462) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 5462) ;
- Rhône-Poulenc : site de Salindres : suppression d'emplois : *Millet (Gilbert)* (p. 5473) ; *Billardon (André) (G)* (p. 5473, 5474) ;
- Thomson-C.S.F. : déménagement de Malakoff - Montrouge à Elancourt : *Bassinet (Philippe)* (p. 5468) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5469).

Industrie :
- automobiles et cycles : Renault : politique sociale : employés : augmentations de salaires : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5466) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5466, 5467) ;
- centres techniques industriels (C.T.I.) : avenir ; financement ; régime fiscal : *Bassinet (Philippe)* (p. 5463) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5463) ;
- meubles et ameublement : difficultés ; aides ; avantages fiscaux : *Legras (Philippe)* (p. 5464) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5465).

Mines et carrières : mines de potasse d'Alsace : situation : *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 5467, 5468) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5468).

Ministère de l'industrie et du commerce extérieur :
- crédits du commerce extérieur : montant, évolution, répartition : *Dassault (Olivier)* (p. 5463) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5464) ;
- structures : bilan : *Dassault (Olivier)* (p. 5469) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5469, 5470).

Régions :
- Alsace : *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 5467, 5468) ; *Strauss-Kahn (Dominique) (G)* (p. 5468) ;
- Midi-Pyrénées : *Forgues (Pierre)* (p. 5462) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 5462) ;
- Provence-Alpes-Côte d'Azur : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5461) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 5461).

Risques technologiques : déchets nucléaires : gestion et stockage : recherche et choix des sites : crédits : *Dosière (René)* (p. 5475) ; *Billardon (André) (G)* (p. 5475, 5476).

Vote des crédits (p. 5476).

Crédits concernant l'industrie :

Etat B, titres III et IV, et état C, titres V et VI : réservés à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Billardon (André) (G)* (p. 5476) ; considérés comme adoptés en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Etat C, titre V :

Amendement n° 183 de M. Jacques Roger-Machart (réduit les autorisations de programme et les crédits de paiement de 5 000 000 F) : retiré (p. 5477).

Etat C, titre VI :

Amendement n° 184 de M. Jacques Roger-Machart (réduit les autorisations de programme et les crédits de paiement de 3 000 000 F) : retiré (p. 5477).

Crédits concernant le commerce extérieur : mis aux voix à la suite de l'examen des crédits des services financiers (p. 5532).

INTERIEUR

Examen du fascicule [29 octobre 1992] (p. 4533, 4543, 4575).

Déroulement de la séance :

Présentation des rapports et des avis :
- avis de la commission des lois pour l'administration générale et les collectivités locales : *Clément (Pascal)* (p. 4533) ;
- rapport de la commission des finances pour les collectivités locales : *Bêche (Guy)* suppléant *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4536) ;
- avis de la commission des lois pour la sécurité civile : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 4538) ;
- rapport de la commission des finances pour la sécurité : *Bêche (Guy)* (p. 4543) ;
- avis de la commission des lois pour la police : *Cacheux (Denise)* (p. 4545).

Discussion : *Cuq (Henri)* (p. 4547) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4549) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4551) ; *Dosière (René)* (p. 4552) ; *Delattre (Francis)* (p. 4554) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4556).

Intervention du Gouvernement : Quilès (Paul) (p. 4557) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4562).

Procédure des questions : Durr (André) (p. 4566) ; *Estrosi (Christian)* (p. 4567) ; *Dhinnin (Claude)* (p. 4568) ; *Charles (Serge)* (p. 4568) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4569) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4570) ; *Kert (Christian)* (p. 4571) ; *Rochebloine (François)* (p. 4571) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4575) ; *Bêche (Guy)* (p. 4576, 4588) ; *Germon (Claude)* (p. 4576) ; *Salles (Rudy)* (p. 4577) ; *Chollet (Paul)* (p. 4578) ; *Rossi (José)* (p. 4578) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4579) ; *Barate (Claude)* (p. 4580, 4586) ; *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 4580) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 4581, 4582) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4582, 4587) ; *Dosière (René)* (p. 4583, 4586, 4589) ; *Lordinot (Guy)* (p. 4583, 4588) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4584, 4590) ; *Reymann (Marc)* (p. 4584) ; *Raoult (Eric)* (p. 4585, 4586) ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 4588, 4590).

Réponses du Gouvernement : Quilès (Paul) (p. 4566 à 4591) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4569 à 4588).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Administration :
- déconcentration : *Dosière (René)* (p. 4553) ;
- préfectures : crédits : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4551) ;

- préfectures : personnel : carrières : revalorisation : *Bêche (Guy)* (p. 4538) ;
- services déconcentrés : effectifs : évolution : *Bêche (Guy)* (p. 4538).

Collectivités locales et finances locales :
- budget locaux : structure et consolidation : *Bêche (Guy)* (p. 4536, 4537) ;
- concours financiers de l'Etat : montant, évolution et répartition : *Clément (Pascal)* (p. 4533) ; *Bêche (Guy)* (p. 4536, 4537) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4551) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4551) ; *Dosière (René)* (p. 4553) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4562, 4563) ;
- contrat de plan Etat-collectivité : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4565) ;
- corruption : prévention : projet de loi : *Clément (Pascal)* (p. 4535, 4536) ;
- décentralisation : bilan et perspectives : *Clément (Pascal)* (p. 4533, 4535) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4551) ; *Dosière (René)* (p. 4553) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4565, 4566) ;
- démocratie locale : loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République : *Clément (Pascal)* (p. 4535) ; *Dosière (René)* (p. 4553) ;
- départements et régions : rôles et compétences respectifs : *Dosière (René)* (p. 4554) ;
- dotation globale d'équipement (D.G.E.) : *Clément (Pascal)* (p. 4534) ; *Bêche (Guy)* (p. 4537) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4563) ;
- dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) : *Clément (Pascal)* (p. 4533) ; *Bêche (Guy)* (p. 4537) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4551) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4551) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4562) ;
- dotation spéciale « instituteurs » : *Clément (Pascal)* (p. 4534) ; *Bêche (Guy)* (p. 4537) ;
- élu local : loi n° 92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux : statut et dotation spécifique : *Clément (Pascal)* (p. 4534) ; *Bêche (Guy)* (p. 4537) ; *Dosière (René)* (p. 4553, 4554) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4563, 4564, 4565) ;
- fonction publique territoriale : statuts : *Dosière (René)* (p. 4553) ;
- fonds de compensation de la T.V.A. : *Clément (Pascal)* (p. 4534) ; *Bêche (Guy)* (p. 4537) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4563) ;
- frais financiers et difficultés financières : *Brunhes (Jacques)* (p. 4550) ;
- inflation législative : *Clément (Pascal)* (p. 4536) ;
- transferts de charges et compensation financière : *Clément (Pascal)* (p. 4534) ; *Bêche (Guy)* (p. 4537, 4538) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4551) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4563) ;
- zones rurales ou défavorisées : péréquation : *Bêche (Guy)* (p. 4536) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4564).

Coopération intercommunale :
- mise en place et incitation : communautés de ville et communautés de communes : *Clément (Pascal)* (p. 4535) ; *Dosière (René)* (p. 4553) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4566) ;
- solidarité financière : dotation de solidarité urbaine (D.S.U.) et dotation de développement rural (D.D.R.), solidarité entre départements et entre régions : *Clément (Pascal)* (p. 4534, 4535) ; *Bêche (Guy)* (p. 4537) ; *Dosière (René)* (p. 4553, 4554) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4563, 4564, 4565).

Délinquance et criminalité :
- département des Yvelines : violences urbaines et délinquance : *Cuq (Henri)* (p. 4548) ;
- département du Nord : délinquance et réorganisation des services de police : *Cacheux (Denise)* (p. 4547) ;
- évolution de la délinquance : *Cacheux (Denise)* (p. 4545) ; *Cuq (Henri)* (p. 4548) ; *Delattre (Francis)* (p. 4556) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4557, 4558, 4559) ;
- prévention : *Brunhes (Jacques)* (p. 4550) ;
- taux d'élucidation : *Cacheux (Denise)* (p. 4545) ;
- violences urbaines : banlieues et grandes agglomérations : *Cuq (Henri)* (p. 4548) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4549) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4557) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4557).

Drogue : *Cuq (Henri)* (p. 4549) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4550) ; *Delattre (Francis)* (p. 4556) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4559).

Environnement : risques technologiques et déchets : prévention : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 4539).

Etrangers : flux migratoires, immigration clandestine et personnes en situation irrégulière : contrôle et sanction : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4552) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4557) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4559).

France : malaise social : remèdes : *Bêche (Guy)* (p. 4543) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4550) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4557).

Impôts locaux :
- accroissement : *Dosière (René)* (p. 4553) ;
- péréquation et compensation : *Clément (Pascal)* (p. 4534, 4535) ; *Bêche (Guy)* (p. 4537) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4551) ;
- taxe d'habitation : taxe départementale sur le revenu (T.D.R.) : *Dosière (René)* (p. 4554) ;
- taxe professionnelle : *Brunhes (Jacques)* (p. 4551) ;
- taxe professionnelle : fond de péréquation : dotation de l'Etat : *Clément (Pascal)* (p. 4534) ; *Bêche (Guy)* (p. 4537) ;
- transferts fiscaux : *Bêche (Guy)* (p. 4538) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4551).

Ministère de l'intérieur :
- budget : priorités et montant global : *Bêche (Guy)* (p. 4543, 4544) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4550) ; *Dosière (René)* (p. 4552) ; *Delattre (Francis)* (p. 4555) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4556) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4557, 4561) ;
- budget : exécution : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4551) ; *Delattre (Francis)* (p. 4555).

Ordre public : préservation : action du Gouvernement depuis dix ans : *Cuq (Henri)* (p. 4547, 4548, 4549) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4557) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4559).

Police :
- auxiliaires de police : *Cacheux (Denise)* (p. 4546) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4552) ;
- coopération policière européenne : *Bêche (Guy)* (p. 4544) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4547) ;
- crédit : montant, évolution, répartition : *Bêche (Guy)* (p. 4543) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4545) ; *Cuq (Henri)* (p. 4547, 4548) ; *Delattre (Francis)* (p. 4555) ;
- crises et perspectives de réforme : *Cuq (Henri)* (p. 4548, 4549) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4550) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4557) ;
- C.R.S. : *Cacheux (Denise)* (p. 4547) ;
- effectifs : accroissement et répartition : *Bêche (Guy)* (p. 4544) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4546) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4550) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4560, 4561) ;
- « îlotage » et « police de proximité » : *Brunhes (Jacques)* (p. 4550) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4561) ;
- indemnités, primes et traitement : *Bêche (Guy)* (p. 4544) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4546) ; *Delattre (Francis)* (p. 4556) ;
- informatique et transmission : projet « ACROPOL » : *Bêche (Guy)* (p. 4544) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4546) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4550) ; *Delattre (Francis)* (p. 4556) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4560) ;
- logement des policiers : *Bêche (Guy)* (p. 4544) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4561) ;
- modernisation des équipements et départementalisation : *Bêche (Guy)* (p. 4544) ; *Cuq (Henri)* (p. 4549) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4550) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4552) ; *Dosière (René)* (p. 4552) ; *Delattre (Francis)* (p. 4555, 4556) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4560) ;
- plan d'action pour la sécurité publique présenté le 13 mai 1992 : objectifs, priorités et contenu : *Bêche (Guy)* (p. 4543) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4545, 4546) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4552) ; *Dosière (René)* (p. 4552) ; *Delattre (Francis)* (p. 4554) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4560, 4561) ;
- polices municipales : *Brunhes (Jacques)* (p. 4550) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4551) ;

- policiers décédés dans l'exercice de leurs fonctions : hommage : *Cacheux (Denise)* (p. 4547) ;
- projets locaux de sécurité : partenariat : *Bêche (Guy)* (p. 4544) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4546) ; *Dosière (René)* (p. 4552) ; *Delattre (Francis)* (p. 4554, 4555) ;
- région Ile-de-France : primes de « SGAP » (secrétariat général d'administration de la police) : disparité : *Delattre (Francis)* (p. 4556) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4561) ;
- service public de la sécurité intérieure : réforme globale : projet de loi : *Cacheux (Denise)* (p. 4546, 4547) ; *Cuq (Henri)* (p. 4549) ; *Delattre (Francis)* (p. 4556) ;
- statuts et carrières : réforme : *Cuq (Henri)* (p. 4549) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4550) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4561).

Police de la route et circulation routière : sécurité routière : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 4539).

Sécurité civile :
- crédits : montant, évolution, répartition : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 4538) ; *Bêche (Guy)* (p. 4544) ;
- départementalisation des services d'incendie et de secours : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 4538) ; *Bêche (Guy)* (p. 4544, 4545) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4552) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4562) ;
- Etats généraux de la sécurité civile : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 4539) ;
- incendies de forêt : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 4539) ;
- matériel aérien : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 4539) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4562) ;
- missions : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 4538) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4562) ;
- personnels : statut et rémunération : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 4538) ; *Bêche (Guy)* (p. 4544) ;
- sapeurs-pompiers professionnels : formation et carrière : *Bêche (Guy)* (p. 4545) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4562) ;
- sapeurs-pompiers volontaires : statut : loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 4538) ; *Bêche (Guy)* (p. 4545) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4562).

Sénat : mode d'élection : réforme : *Dosière (René)* (p. 4554).

Urbanisme et logement : quartiers « difficiles » : lutte contre l'isolement et la délinquance : *Cuq (Henri)* (p. 4548) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4549, 4550) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 4557) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4558, 4559).

Procédure des questions (p. 4396) :

Administration : préfectures : Europe et Communauté européenne : information des citoyens : *Lordinot (Guy)* (p. 4583) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4583, 4584).

Collectivités locales :
- dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) : dotation de compensation : majoration pour les communes rurales : *Bêche (Guy)* (p. 4576) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4576) ;
- élus locaux : indemnités : dotation compensatrice : communes bénéficiaires et montant moyen : *Dosière (René)* (p. 4583) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4583) ;
- équipements sportifs : utilisation par les établissements scolaires : charge financière pour la collectivité de rattachement : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4587) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4587, 4588) ;
- fonction publique territoriale : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 4569) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4569, 4570).

Coopération intercommunale :
- communautés urbaines : attributions du fonds de compensation de la T.V.A. : bénéfice dans l'année de réalisation des dépenses : *Gourmelon (Joseph)* (p. 4588) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4588) ;
- commune de Clichy-sous-Bois : éligibilité au fonds de solidarité Ile-de-France : *Raoult (Eric)* (p. 4585) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4585, 4586) ;
- dotation de solidarité urbaine (D.S.U.) : critère du logement social : définition de la notion : *Cacheux (Denise)* (p. 4584) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4584).

Délinquance et criminalité :
- commune d'Agen : accroissement de la délinquance et renforcement des moyens de police : *Chollet (Paul)* (p. 4578) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4578) ;
- commune de Lille : accroissement de la délinquance et renforcement des moyens de police : *Dhinnin (Claude)* (p. 4568) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4568) ;
- commune de Mulhouse : accroissement de la délinquance et de l'immigration clandestine : renforcement des moyens de police : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 4582) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4582, 4583) ;
- commune de Nice : accroissement de la délinquance et renforcement des moyens de police : *Estrosi (Christian)* (p. 4567) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4567, 4578) ; *Salles (Rudy)* (p. 4577) ;
- commune de Strasbourg : accroissement de la délinquance et renforcement de l'îlotage : *Reymann (Marc)* (p. 4584, 4585) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4585) ;
- département de la Seine-Saint-Denis : accroissement des violences urbaines et renforcement des moyens de police : secteur Clichy - Montfermeil : *Raoult (Eric)* (p. 4586, 4587) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4587) ;
- Mafia : Côte d'Azur : création d'une unité spéciale de renseignements : *Estrosi (Christian)* (p. 4567) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4567) ;
- région Corse : accroissement de la criminalité et préservation de la sécurité publique : *Rossi (José)* (p. 4578) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4579).

Impôts locaux : taxe professionnelle des groupements de communes : écrêtement des établissements exceptionnels aux profit des fonds départementaux de taxe professionnelle : *Bêche (Guy)* (p. 4588) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4588).

Ministère de l'intérieur : factures téléphoniques impayées : *Rossi (José)* (p. 4578) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4579).

Police :
- auxiliaires de police : *Estrosi (Christian)* (p. 4567) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4567) ;
- commune de Brest : commissariat central : extension : *Gourmelon (Joseph)* (p. 4590) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4590, 4591) ;
- commune d'Evreux : moyens de police : accroissement : *Debré (Jean-Louis)* (p. 4579) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4579, 4580) ;
- commune de Perpignan : projet local de sécurité : agents administratifs insuffisants : *Barate (Claude)* (p. 4580) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4580) ;
- commune de Rive-de-Gier : commissariat : effectifs insuffisants : *Rochebloine (François)* (p. 4571) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4572) ;
- département de la Martinique : moyens de police : accroissement : *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4575) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4575, 4576) ;
- départementalisation : *Charles (Serge)* (p. 4568) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4568, 4569) ;
- effectifs urbains : insuffisance : *Salles (Rudy)* (p. 4577) ;
- enseignement secondaire : sécurité des établissements : protocole d'accord entre l'éducation nationale et la police : *Dosière (René)* (p. 4589) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4589, 4590) ;
- « îlotage » et « police de proximité » : action dans les quartiers difficiles : *Brunhes (Jacques)* (p. 4570) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4570, 4571, 4577) ; *Salles (Rudy)* (p. 4577) ;
- personnels administratifs : *Estrosi (Christian)* (p. 4567) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4567) ;
- personnel féminin : droits des femmes policiers : *Cacheux (Denise)* (p. 4590) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4590) ;
- polices municipales : statut et compétences : *Durr (André)* (p. 4566) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4566, 4567, 4578) ; *Salles (Rudy)* (p. 4577) ;
- policiers originaires des D.O.M. - T.O.M. : régime indemnitaire spécifique, éloignement et agressions de nature raciste : *Lordinot (Guy)* (p. 4588, 4589) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4589) ;
- projets locaux de sécurité : degré d'obligation juridique : *Barate (Claude)* (p. 4586) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4586).

Sécurité civile :
- Canadairs : crédits : budgétisation interministerielle : *Kert (Christian)* (p. 4571) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4571) ;
- départementalisation des services d'incendie et de secours : modalités et calendrier d'application : *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 4580) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4581, 4582) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 4581) ;

- hélicoptères : parc : renouvellement : *Germon (Claude)* (p. 4576) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4577) ;
- pilotes d'avions et d'hélicoptères : rémunérations et statuts : harmonisation : *Germon (Claude)* (p. 4576) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4577) ;
- sapeurs-pompiers professionnels : formation et promotion : *Kert (Christian)* (p. 4571) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4571, 4582) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4582) ;
- sapeurs-pompiers volontaires : disponibilité et rémunération : *Kert (Christian)* (p. 4571) ; *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 4580) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 4581) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 4581).

Rappel au règlement : *Brunhes (Jacques) :* souligne les insuffisances du budget de l'Intérieur, se félicite de l'augmentation des effectifs affectés aux actions d'îlotage et annonce que le groupe communiste s'abstiendra sur le vote de ce budget (p. 4591).

Vote des crédits (p. 4591).

Etat B, titre III : adopté au scrutin public (p. 4591).

Etat B, titre IV, et état C, titres V et VI : adoptés (p. 4591).

Après l'article 87 :

Amendement n° 36 de M. Jacques Blanc (dispose que les travaux de la commission consultative d'évaluation des charges résultant des transferts de compétences font chaque année l'objet d'un rapport au Parlement annexé au projet de loi de finances ; définit le contenu de ce rapport qui précise notamment le montant des travaux de remise en état des lycées) (p. 4591) : rejeté (p. 4592).

Soutenu par : *Reymann (Marc)* (p. 4592) ;

Défavorables : *Bêche (Guy)* (p. 4592) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 4592) ; *Dosière (René)* (p. 4592).

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1992] (p. 5235).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et de l'avis :

- rapport de la commission des finances : *Bapt (Gérard)* (p. 5235) ;
- avis de la commission des affaires culturelles : *Hage (Georges)* (p. 5237).

Discussion : *Drut (Guy)* (p. 5239) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5240) ; *Landrain (Edouard)* (p. 5241) ; *Néri (Alain)* (p. 5243) ; *Falco (Hubert)* (p. 5245).

Intervention du Gouvernement : Bredin (Frédérique) (p. 5246).

Procédure des questions : Mignon (Jean-Claude) (p. 5253, 5254) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5254) ; *Migaud (Didier)* (p. 5255, 5259) ; *Laurain (Jean)* (p. 5255, 5259) ; *Bourdin (Claude)* (p. 5256, 5259) ; *Falco (Hubert)* (p. 5256) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 5256) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5257) ; *Bohbot (David)* (p. 5258, 5261) ; *Perrut (Francisque)* (p. 5260) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5261).

Réponses du Gouvernement : Bredin (Frédérique) (p. 5253 à 5262).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Associations :

- conventions triennales avec l'Etat : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5249) ;
- clubs : petits clubs : soutien : *Drut (Guy)* (p. 5239) ; *Néri (Alain)* (p. 5244) ; *Falco (Hubert)* (p. 5245, 5246) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5250) ;
- fonds de garantie des prêts : création : *Bapt (Gérard)* (p. 5236) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5249) ;
- patronages : esprit : *Landrain (Edouard)* (p. 5242) ;
- vie associative : crédits, postes Fonjep (Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire) : *Bapt (Gérard)* (p. 5236) ; *Hage (Georges)* (p. 5237, 5238) ; *Drut (Guy)* (p. 5239) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5241) ; *Néri (Alain)* (p. 5244, 5245) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5248).

Collectivités locales : dépenses sportives : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5240) ; *Landrain (Edouard)* (p. 5241) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5250).

Comptes spéciaux du Trésor : comptes d'affectation spéciale :

- Fonds national pour le développement de la vie associative (F.N.D.V.A.) : *Bapt (Gérard)* (p. 5236) ; *Néri (Alain)* (p. 5245) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5249) ;
- Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) : *Bapt (Gérard)* (p. 5236) ; *Hage (Georges)* (p. 5238) ; *Drut (Guy)* (p. 5239) ; *Landrain (Edouard)* (p. 5242) ; *Néri (Alain)* (p. 5245) ; *Falco (Hubert)* (p. 5246) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5252).

Culture : culture et sport : *Néri (Alain)* (p. 5243) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5249).

Enfants :

- conseils municipaux d'enfants : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5247, 5248) ;
- sports et rythmes scolaires : contrat d'aménagement du temps de l'enfant (C.A.T.E.) : *Bapt (Gérard)* (p. 5235) ; *Hage (Georges)* (p. 5238) ; *Landrain (Edouard)* (p. 5242) ; *Néri (Alain)* (p. 5244) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5247).

Femmes : contraception : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5240).

Finances publiques : déficit : *Drut (Guy)* (p. 5239).

Fonction publique territoriale : maîtres-nageurs sauveteurs : statut : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5240).

Impôts et taxes :

- prélèvements sur le Loto, le P.M.U. et les loteries : *Bapt (Gérard)* (p. 5236) ;
- taxe sur les salaires : associations : *Bapt (Gérard)* (p. 5236) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5249).

Jeunes :

- ateliers et équipements de proximité, ticket sport : *Bapt (Gérard)* (p. 5235, 5236) ; *Landrain (Edouard)* (p. 5242) ; *Néri (Alain)* (p. 5243, 5244) ; *Falco (Hubert)* (p. 5245) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5250) ;
- centres de vacances et de loisirs : *Néri (Alain)* (p. 5245) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5247) ;
- échanges internationaux : *Bapt (Gérard)* (p. 5235) ; *Néri (Alain)* (p. 5244) ;
- encadrement : assistants-animateurs techniciens : statut : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5248) ;
- fonds de garantie pour le logement des jeunes : création : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5248) ;
- information jeunesse : *Bapt (Gérard)* (p. 5235) ; *Drut (Guy)* (p. 5240) ; *Néri (Alain)* (p. 5244) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5248, 5249) ;
- insertion sociale : *Hage (Georges)* (p. 5238) ; *Drut (Guy)* (p. 5240) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5240) ; *Landrain (Edouard)* (p. 5242) ; *Néri (Alain)* (p. 5243) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5247, 5248, 5250).

Lois :

- loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives : Conseil national des activités physiques et sportives (C.N.A.P.S.) : *Hage (Georges)* (p. 5238) ;
- loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme : *Falco (Hubert)* (p. 5246) ;
- loi n° 92-652 du 13 juillet 1992 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités : *Hage (Georges)* (p. 5238) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5246).

Ministère de la jeunesse et des sports :

- agents : hommage : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5252) ;
- crédits : montant, évolution, répartition : *Bapt (Gérard)* (p. 5235, 5236) ; *Hage (Georges)* (p. 5237) ; *Drut (Guy)* (p. 5239) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5240) ; *Landrain (Edouard)* (p. 5241) ; *Néri (Alain)* (p. 5243) ; *Falco (Hubert)* (p. 5245) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5247, 5253) ;
- emplois : suppression : *Bapt (Gérard)* (p. 5236, 5237) ; *Hage (Georges)* (p. 5238) ; *Néri (Alain)* (p. 5244) ;
- inspecteurs : statut : *Bapt (Gérard)* (p. 5236) ;
- services extérieurs : direction régionale des Alpes-Maritimes et du Var : *Falco (Hubert)* (p. 5246).

Politique de la ville : *Hage (Georges)* (p. 5238) ; *Néri (Alain)* (p. 5244).

Sports :
- commission tripartite Etat-Parlement-mouvement sportif : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5246) ;
- contrats de haut niveau : *Bapt (Gérard)* (p. 5237) ; *Néri (Alain)* (p. 5244) ;
- conventions d'objectifs : *Bapt (Gérard)* (p. 5236) ; *Hage (Georges)* (p. 5238) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5251) ;
- emploi sportif : *Bapt (Gérard)* (p. 5236) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5249) ;
- équipements sportifs : aides aux collectivités locales : *Néri (Alain)* (p. 5245) ; *Falco (Hubert)* (p. 5246) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5251) ;
- équipements sportifs : recherche technologique : *Néri (Alain)* (p. 5244) ;
- fédérations : cadres techniques : suppression d'emplois et compensations : *Bapt (Gérard)* (p. 5237) ; *Hage (Georges)* (p. 5238) ; *Drut (Guy)* (p. 5239) ; *Landrain (Edouard)* (p. 5242) ; *Néri (Alain)* (p. 5244) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5251) ;
- football : Coupe du monde 1998 : grand stade : *Bapt (Gérard)* (p. 5236) ; *Hage (Georges)* (p. 5238, 5239) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5241) ; *Landrain (Edouard)* (p. 5242) ; *Falco (Hubert)* (p. 5246) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5251) ;
- Jeux de la francophonie et Jeux méditerranéens : *Bapt (Gérard)* (p. 5236) ; *Drut (Guy)* (p. 5239) ; *Néri (Alain)* (p. 5244) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5251) ;
- jeux Olympiques d'hiver de 1992 : financement : *Hage (Georges)* (p. 5238) ; *Drut (Guy)* (p. 5239) ; *Falco (Hubert)* (p. 5246) ;
- pratique scolaire : *Landrain (Edouard)* (p. 5242) ;
- pratiques sportives : développement et généralisation : *Bapt (Gérard)* (p. 5236) ; *Néri (Alain)* (p. 5243) ;
- rugby : équipe d'Afrique du Sud : *Hage (Georges)* (p. 5238) ;
- sports à deux vitesses : *Hage (Georges)* (p. 5238) ;
- sport de haut niveau : aides aux grandes manifestations ; *Bapt (Gérard)* (p. 5236) ; *Landrain (Edouard)* (p. 5242) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5251).

Transports : S.N.C.F. : tarifs et conditions de voyage des groupes : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5240) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5247).

Procédure des questions (p. 5253) :

Associations :
- bénévolat : congé associatif et congé de représentation : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5254) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5254) ;
- clubs : petits clubs : aides : *Migaud (Didier)* (p. 5255) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5255, 5260) ; *Perrut (Francisque)* (p. 5260) ;
- Conseil national de la vie associative (C.N.V.A.) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5254) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5254) ;
- partenariat avec l'Etat : formes : *Laurain (Jean)* (p. 5255) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5256) ;
- presse associative : aides : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5254) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5254).

Communes : Montry : centre d'éducation populaire et de sport (C.R.E.P.S.) : transfert et domaine libéré : *Mignon (Jean-Claude)* (p. 5254) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5254).

Comptes spéciaux du trésor : comptes d'affectation spéciale :
- Fonds national pour le développement de la vie associative (F.N.D.V.A.) : *Bourdin (Claude)* (p. 5259) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5260) ;
- Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) : ressources, aides aux clubs sportifs et au sport de haut niveau : *Mignon (Jean-Claude)* (p. 5253) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5253, 5254, 5260) ; *Perrut (Francisque)* (p. 5260).

Départements : Pas-de-Calais : création d'un centre d'éducation populaire et de sport (C.R.E.P.S.) : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5261) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5262).

Enfants : sport et rythmes scolaires : contrat d'aménagement du temps de l'enfant (C.A.T.E.) : *Migaud (Didier)* (p. 5259) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5259).

Impôts et taxes :
- taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) : matériel audiovisuel : *Laurain (Jean)* (p. 5259) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5259) ;
- taxe sur les salaires : associations : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5254) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5254, 5259) ; *Laurain (Jean)* (p. 5259).

Jeunes :
- centres de vacances et de loisirs : aides : *Bourdin (Claude)* (p. 5256) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5256) ;
- équipements de proximité, ticket sport : *Bohbot (David)* (p. 5258, 5261) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5259, 5261).

Ministère de la jeunesse et des sports : services extérieurs : direction régionale des Alpes-Maritimes et du Var : *Ehrmann (Charles)* (p. 5256) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5257).

Sécurité sociale : cotisations : animateurs des centres de vacances : *Laurain (Jean)* (p. 5259) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5259).

Sports :
- équipements sportifs : communes rurales : aide de l'Etat : *Falco (Hubert)* (p. 5256) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5256) ;
- Jeux méditerranéens : financement : *Blanc (Jacques)* (p. 5257) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5258) ;
- pratique scolaire : *Perrut (Francisque)* (p. 5260) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5261).

Vote des crédits (p. 5262).

Etat B, titre III et IV, et état C, titres V et VI : crédits inscrits à la ligne « Jeunesse et sports » réservés à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5262) ; considérés comme adoptés en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Après l'article 70 :

Amendement n° 37 de M. André Santini (soumet au taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée les prestations liées à l'utilisation des installations sportives et gage cette mesure par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) (p. 5263) ; vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5263) ; non soumis au vote [17 novembre 1992] (p. 5263).

Soutenu par : *Blanc (Jacques)* (p. 5262).

Défavorables : *Bapt (Gérard)* (p. 5263) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 5263).

JUSTICE

Examen du fascicule [28 octobre 1992] (p. 4478, 4497).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et des avis :
- rapport de la commission des finances : *Auberger (Philippe)* (p. 4478) ;
- avis de la commission des lois pour l'administration centrale et les services judiciaires : *Vidalies (Alain)* (p. 4479) ;
- avis de la commission des lois pour l'administration pénitentiaire et la protection juridique de la jeunesse : *Pezet (Michel)* (p. 4481).

Intervention du président de la commission des lois : Gouzes (Gérard) (p. 4483).

Discussion : Millet (Gilbert) (p. 4485) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4486) ; *Clément (Pascal)* (p. 4488) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4490) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 4491) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4492).

Intervention du Gouvernement : Vauzelle (Michel) (p. 4497).

Procédure des questions : Kert (Christian) (p. 4506) ; *Meylan (Michel)* (p. 4506) ; *Piat (Yann)* (p. 4506) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4507) ; *Charles (Serge)* (p. 4507, 4510) ; *Cousin (Alain)* (p. 4508) ; *Catala (Nicole)* (p. 4508, 4511) ; *Dolez (Marc)* (p. 4509, 4510) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4509, 4511) ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 4512).

Réponses du Gouvernement : Vauzelle (Michel) (p. 4506 à 4512).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Aide juridique : loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 : application et financement : *Auberger (Philippe)* (p. 4478) ; *Vidalies (Alain)* (p. 4480) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4483) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4485) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4487) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4493) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4499, 4500, 4506).

Assemblée nationale :
- opposition : attitude durant la discussion budgétaire : *Gouzes (Gérard)* (p. 4483) ;
- rapporteurs pour avis : rôle : *Pezet (Michel)* (p. 4481).

Avocats : honoraires : soumission à la T.V.A. : *Vidalies (Alain)* (p. 4480).

Communautés européennes : Union européenne : conséquences pour la justice et la prévention de la délinquance : *Millet (Gilbert)* (p. 4486).

Créances et privilèges : loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 sur le surendettement des particuliers et des familles : encombrement des juridictions d'instance : *Auberger (Philippe)* (p. 4478) ; *Vidalies (Alain)* (p. 4480) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4486) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4487) ; *Clément (Pascal)* (p. 4490).

Délinquance et criminalité : délinquance urbaine : prévention : *Millet (Gilbert)* (p. 4485) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4491) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4500, 4504).

Haute Cour de justice : élection des représentants de l'Assemblée nationale : *Millet (Gilbert)* (p. 4485).

Jeunes :
- protection judiciaire de la jeunesse : *Auberger (Philippe)* (p. 4479) ; *Pezet (Michel)* (p. 4482) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4483) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4485) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4487) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4492) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4500, 4503, 4505) ;
- protection judiciaire de la jeunesse : situation dans le Gard : *Millet (Gilbert)* (p. 4485).

Juridictions administratives : charges de travail et moyens humains et financiers : adéquation : *Auberger (Philippe)* (p. 4478, 4479) ; *Vidalies (Alain)* (p. 4481) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4488) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4491) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4492, 4493).

Justice :
- « crise » et généralités : *Auberger (Philippe)* (p. 4478) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4483, 4484) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4488) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4490) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4493) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4504) ;
- départementalisation et déconcentration budgétaire : *Vidalies (Alain)* (p. 4481) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4486) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4487) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4499, 4503) ;
- égalité d'accès à la justice : *Vidalies (Alain)* (p. 4480) ;
- greffiers : *Auberger (Philippe)* (p. 4478) ; *Vidalies (Alain)* (p. 4480) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4486) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4487) ; *Clément (Pascal)* (p. 4489) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 4491, 4492) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4492, 4493) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4498) ;
- « maison de justice et du droit » : justice de proximité et conciliation : *Gouzes (Gérard)* (p. 4484) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4487) ; *Clément (Pascal)* (p. 4489) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4500) ;
- moyens immobiliers et matériels : *Auberger (Philippe)* (p. 4478) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4483) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4485) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4487) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4490) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 4491) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4493) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4499) ;
- politique depuis 1981 : *Clément (Pascal)* (p. 4488) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4490) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4498) ;
- réformes réalisées et réformes souhaitées : programmation pluriannuelle : *Gouzes (Gérard)* (p. 4484) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4486) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4493).

Magistrature :
- Conseil supérieur de la magistrature : réforme : *Gouzes (Gérard)* (p. 4484) ; *Clément (Pascal)* (p. 4489) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4504) ;
- effectifs, recrutements et vacances de postes : *Auberger (Philippe)* (p. 4478) ; *Vidalies (Alain)* (p. 4480) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4486) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4487) ; *Clément (Pascal)* (p. 4489) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4492, 4493) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4498, 4503) ;
- fonction et rémunérations : revalorisation : *Clément (Pascal)* (p. 4489, 4490) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4498) ;
- indépendance et statut des magistrats : *Vidalies (Alain)* (p. 4481) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4484) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4486) ; *Clément (Pascal)* (p. 4489) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4504, 4505).

Ministère de la justice :
- budget : « priorité » gouvernementale : *Gouzes (Gérard)* (p. 4483) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4485) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4486, 4487) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4490) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 4491) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4493) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4497, 4498) ;
- budget 1992 : exécution : crédits de paiement non consommés : *Clément (Pascal)* (p. 4489) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4491) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4492, 4493) ;
- crédits : montant, évolution, répartition : *Auberger (Philippe)* (p. 4478, 4479) ; *Vidalies (Alain)* (p. 4479, 4481) ; *Pezet (Michel)* (p. 4481, 4482) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4483) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4485) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4486) ; *Clément (Pascal)* (p. 4489) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4490, 4491) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 4491) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4492, 4493) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4497, 4498, 4502, 4503, 4505) ;
- fonctionnaires du ministère : statut et « détachement judiciaire » : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4497, 4498) ;
- garde des sceaux : instructions au parquet : *Clément (Pascal)* (p. 4489) ;
- informatisation : *Cacheux (Denise)* (p. 4493) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4499) ;
- service des affaires européennes et internationales : renforcement : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4499) ;
- service social : maisons de vacances : *Sergheraert (Maurice)* (p. 4492) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4505).

Police : missions : prévention et répression : *Millet (Gilbert)* (p. 4486).

Presse, édition, imprimerie : secret de l'instruction et présomption d'innocence : respect : *Gouzes (Gérard)* (p. 4484) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4503).

Procédure pénale : réforme :
- mise en œuvre : conséquences sur les effectifs : *Auberger (Philippe)* (p. 4478) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4486) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4487) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4590) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4492) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4505) ;
- projet de loi : discussion au Parlement : calendrier : *Pezet (Michel)* (p. 4482, 4483) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4503).

Système pénitentiaire :
- action sanitaire en milieu carcéral : *Pezet (Michel)* (p. 4482) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4502) ;
- administration pénitentiaire : personnel : recrutement, formation, traitements et taux d'encadrement : *Auberger (Philippe)* (p. 4478, 4479) ; *Pezet (Michel)* (p. 4482) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4485) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4488) ; *Clément (Pascal)* (p. 4488) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4491) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4492, 4493) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4501, 4502) ;
- détenus : nombre et taux d'occupation des établissements : *Auberger (Philippe)* (p. 4479) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4485) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4493) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4500) ;
- établissement pénitentier de Cayenne : *Auberger (Philippe)* (p. 4479) ; *Pezet (Michel)* (p. 4479) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4503) ;
- prisons : « crise » et insécurité : *Auberger (Philippe)* (p. 4479) ; *Pezet (Michel)* (p. 4482) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4485) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4501, 4504) ;
- prisons : programme d'équipement des « treize-mille places » : *Auberger (Philippe)* (p. 4478, 4479) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4488) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4501) ;
- prisons : rénovation et entretien : *Auberger (Philippe)* (p. 4479) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4501).

Tribunaux :
- accroissement du contentieux et allongement des délais de jugement : *Auberger (Philippe)* (p. 4478) ; *Vidalies (Alain)* (p. 4480) ; *Millet (Gilbert)* (p. 4486) ; *Clément (Pascal)* (p. 4489) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4490) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4492) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4503, 4505) ;
- cité judiciaire de Melun : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4487) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4504) ;
- juridictions d'Hazebrouck : manque d'effectifs : *Sergheraert (Maurice)* (p. 4491) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4505).

Procédure des questions :

Aide juridique : loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 : application et financement : *Charles (Serge)* (p. 4507) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4507, 4508).

Avocats : commission d'office : encadrement des jeunes avocats et indemnisation au titre de l'aide juridictionnelle : *Charles (Serge)* (p. 4507) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4508, 4509, 4510) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4509).

Délinquance et criminalité :
- poursuites et sanctions judiciaires : baisse : *Catala (Nicole)* (p. 4508) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4508, 4509) ;
- victimes : aide : *Dolez (Marc)* (p. 4510) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4510).

Droit civil : projet de loi modifiant le code civil relatif à l'état civil, à la filiation et au juge familial : *Cacheux (Denise)* (p. 4511) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4511, 4512).

Juridictions administratives : cours administratives d'appel : création d'une sixième cour à Douai : *Dolez (Marc)* (p. 4509) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4509).

Justice :
- greffiers : création de postes : *Charles (Serge)* (p. 4510) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4510) ;
- locaux judiciaires : sécurité des fonctionnaires de justice et des magistrats : *Gourmelon (Joseph)* (p. 4512) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4512) ;
- moyens matériels et informatiques : *Charles (Serge)* (p. 4510).

Lois : réforme du code pénal et du code de procédure pénale : entrée en vigueur : *Catala (Nicole)* (p. 4511) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4511).

Police et gendarmerie : détenus : transferts et gardes dans les hôpitaux : situation dans les Bouches-du-Rhône : *Kert (Christian)* (p. 4506) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4506).

Système pénitentiaire :
- administration pénitentiaire : personnel : créations de postes et emplois en surnombre : *Piat (Yann)* (p. 4506, 4507) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4507) ;
- maison d'arrêt de Coutances : *Cousin (Alain)* (p. 4508) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4508) ;
- maison d'arrêt de Toulon : *Piat (Yann)* (p. 4507) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4507).

Tribunaux :
- tribunal de grande instance d'Evreux : *Debré (Jean-Louis)* (p. 4507) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4507) ;
- tribunal de grande instance de Bonneville : *Meylan (Michel)* (p. 4506) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4506) ;
- tribunal de grande instance de Brest : nombre de chambres : *Gourmelon (Joseph)* (p. 4512) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4512) ;
- tribunaux d'instance : accroissement de la charge de travail et mesures d'accompagnement : *Catala (Nicole)* (p. 4511) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4511).

Vote des crédits (p. 4512).

Etat B, titres III et IV, et état C, titres V et VI : réservés à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4512) ; considérés comme adoptés en deuxième délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Articles 88 et 89 *(application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique)* : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; considérés comme adoptés en deuxième délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

LEGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBERATION (budgets annexes)

Examen du fascicule [28 octobre 1992] (p. 4475).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :
- rapport de la commission des finances : *Gaulle (Jean de)* (p. 4475).

Intervention du Gouvernement : Vauzelle (Michel) (G) (p. 4476).

Principaux thèmes développés :

Médaille militaire : traitement des médaillés et contingents des anciens combattants de 1914-1918 : *Gaulle (Jean de)* (p. 4476) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4477).

Ordre de la Libération :
- crédits : montant, évolution et répartition : *Gaulle (Jean de)* (p. 4476) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4476) ;
- missions : *Gaulle (Jean de)* (p. 4476).

Ordre national de la Légion d'honneur :
- anciens combattants des deux guerres mondiales : contingents : *Gaulle (Jean de)* (p. 4476) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4477) ;
- crédits : montant, évolution, répartition : *Gaulle (Jean de)* (p. 4475, 4476) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4476) ;
- maisons d'éducation : *Gaulle (Jean de)* (p. 4476) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4476, 4477) ;
- missions : *Gaulle (Jean de)* (p. 4476) ;
- traitement des médaillés : *Gaulle (Jean de)* (p. 4476) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 4477).

Vote des crédits (p. 4477) :

Budget annexe de la Légion d'honneur :
- crédits ouverts à l'article 44, au titre des services votés : adoptés (p. 4477) ;
- autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 45, au titre des mesures nouvelles : adoptées (p. 4477) ;
- crédits inscrits au paragraphe II de l'article 45, au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 4477).

Budget annexe de l'Ordre de la Libération :
- crédits ouverts à l'article 44, au titre des services votés : adoptés (p. 4477) ;
- autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 45, au titre des mesures nouvelles : adoptées (p. 4477) ;
- crédits inscrits au paragraphe II de l'article 45, au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 4477).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [28 octobre 1992] (p. 4443).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et de l'avis :
- rapport de la commission des finances : *Bonnet (Alain)* (p. 4443) ;
- avis de la commission de la production : *Montcharmont (Gabriel)* (p. 4444).

Discussion : Fourré (Jean-Pierre) (p. 4446) ; *Besson (Jean)* (p. 4447) ; *Proriol (Jean)* (p. 4448) ; *Vignoble (Gérard)* (p. 4450) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4451).

Intervention du Gouvernement : Zuccarelli (Emile) (p. 4452 à 4456).

Procédure des questions : Lejeune (André) (p. 4456) ; *Albouy (Jean)* (p. 4456).

Réponses du Gouvernement : Zuccarelli (Emile) (p. 4456, 4457).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Administration : service public : *Bonnet (Alain)* (p. 4443) ; *Montcharmont (Gabriel)* (p. 4444) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4447) ; *Besson (Jean)* (p. 4447, 4448) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4451) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4455).

Audiovisuel :
- agrément des terminaux : *Montcharmont (Gabriel)* (p. 4445) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4454).
- câble : *Montcharmont (Gabriel)* (p. 4445) ; *Proriol (Jean)* (p. 4449) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4455) ;
- nouvelles technologies : *Bonnet (Alain)* (p. 4444) ; *Montcharmont (Gabriel)* (p. 4446) ; *Proriol (Jean)* (p. 4449) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4452) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4455).

D.O.M. - T.O.M. : subventions : *Besson (Jean)* (p. 4448).

France Télécom :
- agents publics : reclassification : *Bonnet (Alain)* (p. 4443) ; *Proriol (Jean)* (p. 4449) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4452) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4455) ;
- commerce extérieur : succès commerciaux : *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4455) ;
- Europe : Europe des télécommunications, tarifs, harmonisation des réseaux : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4446) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4455) ;
- minitel : campagne d'information : *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4454) ;
- minitel « rose » : *Proriol (Jean)* (p. 4450) ; *Vignoble (Gérard)* (p. 4450) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4454) ;
- participation des travailleurs : intéressement : *Bonnet (Alain)* (p. 4443) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4445) ;
- résultats et désendettement : *Bonnet (Alain)* (p. 4443) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4447) ; *Proriol (Jean)* (p. 4449) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4452) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4455) ;
- situation financière : tarification : *Montcharmont (Gabriel)* (p. 4445) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4447) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4455) ;
- statut : privatisation : conséquences directes : *Jacquaint (Muguette)* (p. 4452) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4454).

Ministère des postes et télécommunications :
- crédits : montants, évolution, répartition : *Bonnet (Alain)* (p. 4443) ; *Montcharmont (Gabriel)* (p. 4444) ; *Besson (Jean)* (p. 4448) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4451) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4452) ;
- personnels : effectifs : *Bonnet (Alain)* (p. 4443) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4451) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4455) ;
- personnels : retraités, situation : *Bonnet (Alain)* (p. 4443) ; *Proriol (Jean)* (p. 4449) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4455) ;
- services extérieurs : Service national des radiocommunications : *Besson (Jean)* (p. 4448).

Poste (La) :
- agents publics : reclassification : *Bonnet (Alain)* (p. 4443) ; *Proriol (Jean)* (p. 4449) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4451) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4455) ;
- comptes chèques postaux et Caisse nationale d'épargne : rémunérations : *Bonnet (Alain)* (p. 4444) ; *Montcharmont (Gabriel)* (p. 4445, 4446) ; *Besson (Jean)* (p. 4448) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4454, 4455) ;
- Europe : politique postale européenne : *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4455) ;
- Livre vert postal : publication ; conséquences : *Montcharmont (Gabriel)* (p. 4446) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4447) ; *Proriol (Jean)* (p. 4449) ; *Vignoble (Gérard)* (p. 4451) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4451) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4453, 4454) ;
- participation des travailleurs : projet d'intéressement : *Bonnet (Alain)* (p. 4443) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4445) ;
- plan : contrat de plan Etat-La Poste : *Montcharmont (Gabriel)* (p. 4445) ; *Besson (Jean)* (p. 4448) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4454) ;
- presse, édition et imprimerie : aides à la presse : *Bonnet (Alain)* (p. 4443) ; *Montcharmont (Gabriel)* (p. 4445) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4447) ; *Besson (Jean)* (p. 4448) ; *Proriol (Jean)* (p. 4449) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4454) ;
- service postal : qualité et modernisation : *Bonnet (Alain)* (p. 4443) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4451) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4454) ;
- services financiers : élargissement des produits : *Bonnet (Alain)* (p. 4444) ; *Montcharmont (Gabriel)* (p. 4446) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4446) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4455) ;
- situation financière : *Montcharmont (Gabriel)* (p. 4444) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4446) ; *Besson (Jean)* (p. 4448) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4454) ;
- vente par correspondance : *Vignoble (Gérard)* (p. 4451) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4454) ;
- zones rurales et de montagne : adaptation ; suppression de bureaux de poste : *Bonnet (Alain)* (p. 4443) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4447) ; *Besson (Jean)* (p. 4448) ; *Proriol (Jean)* (p. 4448, 4449) ; *Vignoble (Gérard)* (p. 4450) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4455).

Secteur public :
- application de la réforme transformant les postes et télécommunications en deux exploitants publics (loi du 2 juillet 1990) : *Bonnet (Alain)* (p. 4443) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4446) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4451) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4452) ;
- commission supérieure du service public des postes et télécommunications : travaux : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4446) ; *Vignoble (Gérard)* (p. 4450) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4456).

Télécommunications :
- industrie : nouvelles technologies : *Montcharmont (Gabriel)* (p. 4445) ; *Proriol (Jean)* (p. 4449) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4452) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4455) ;
- télématique : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4446) ; *Vignoble (Gérard)* (p. 4450) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4454) ;
- utilisation des fréquences ; spectre : *Montcharmont (Gabriel)* (p. 4445) ; *Besson (Jean)* (p. 4448) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4453).

Procédure des questions (p. 4456, 4457).

France Télécom : communications téléphoniques entre la métropole et les D.O.M. - T.O.M. : *Lejeune (André)* (p. 4456) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4456).

Poste (La) : équilibre financier : présence en zone rurale : *Albouy (Jean)* (p. 4456) ; *Zuccarelli (Emile) (G)* (p. 4456, 4457).

Vote des crédits (p. 4457).

Etat B, titre III : adoptés au scrutin public (p. 4457).

Etat B, titre IV : adopté (p. 4457).

Etat C, titre V : adopté (p. 4457).

RECHERCHE ET ESPACE

Examen du fascicule [2 novembre 1992] (p. 4599, 4619).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et de l'avis :
- rapport de la commission des finances : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4599) ;
- avis de la commission de la production : *Galley (Robert)* (p. 4601).

Discussion : Mattei (Jean-François) (p. 4602) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4603) ; *Devaquet (Alain)* (p. 4606) ; *Birraux (Claude)* (p. 4607) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 4609) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4610).

Intervention du Gouvernement : Curien (Hubert) (p. 4611).

Procédure des questions : Moreau (Louise) (p. 4619, 4620) ; *Pelchat (Michel)* (p. 4619, 4622) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4621, 4622) ; *Destot (Michel)* (p. 4621, 4623) ; *Benedetti (Georges)* (p. 4623, 4624) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4624).

Réponses du Gouvernement : Curien (Hubert) (p. 4619 à 4625).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (Anvar) : *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 4609).

Aménagement du territoire : déconcentration hors de l'Ile-de-France : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4601) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4605) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4612, 4615).

Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) : *Mattei (Jean-François)* (p. 4603) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4604) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4610, 4611).

Chercheurs, enseignants-chercheurs et ingénieurs-techniciens-administratifs (I.T.A.) :
- effectifs : emplois : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4599) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 4603) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4604) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 4609) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4610, 4611) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4612, 4613) ;
- formation : *Bassinet (Philippe)* (p. 4604) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4611) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4613).

Communautés européennes : programmes communautaires de recherche : Eurêka, Hermés, Colombus : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4600, 4601) ; *Galley (Robert)* (p. 4602) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4605) ; *Devaquet (Alain)* (p. 4606, 4607) ; *Birraux (Claude)* (p. 4608) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4613, 4614).

Energie : Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) : financement : avenir : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4600) ; *Galley (Robert)* (p. 4602) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 4603) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4605) ; *Birraux (Claude)* (p. 4607, 4608) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4611) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4611, 4612).

Energie nucléaire :
- déchets : Superphenix : *Galley (Robert)* (p. 4602) ; *Birraux (Claude)* (p. 4608, 4609) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4612) ;
- technicité : enrichissement : modernisation : *Birraux (Claude)* (p. 4608) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4612) ;
- technicité : réacteurs : nouveaux types : *Birraux (Claude)* (p. 4608) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4612).

Enseignement technique : ingénieurs et techniciens supérieurs : embauche : convention CORTECHS : pôles FIRTECH : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4600) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4604) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4612).

Entreprises :
- mobilité des chercheurs : accueil : *Bassinet (Philippe)* (p. 4604) ;
- P.M.E.-P.M.I. : incitations en faveur de la recherche : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4601) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4604) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4612).

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (A.D.E.M.E.) : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4600) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4604).

Espace :
- Agence spatiale européenne : programmes et projets : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4600, 4601) ; *Devaquet (Alain)* (p. 4606, 4607) ; *Birraux (Claude)* (p. 4608) ;
- Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) : financement : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4600) ; *Birraux (Claude)* (p. 4608) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4614) ;
- Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) : projet Ariane : concurrence internationale : *Devaquet (Alain)* (p. 4606, 4607) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4614).

Europe : Europe centrale et orientale :
- coopération en matière de recherche : *Bassinet (Philippe)* (p. 4605) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4613, 4614) ;
- coopération spatiale avec la Russie : *Devaquet (Alain)* (p. 4606, 4607) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4613, 4614).

Fonctionnaires et agents publics :
- délocalisation : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4601) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4604) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4611) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4612, 4615) ;
- emplois à durée déterminée sur des programmes de recherche : *Mattei (Jean-François)* (p. 4603).

Informatique ; Institut national de la recherche en informatique et en automatisme (I.N.R.I.A.) : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4600).

Physique : prix Nobel : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4599) ; *Birraux (Claude)* (p. 4607) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4611).

Politique de la recherche : groupements d'intérêts publics (G.I.P.) : *Bassinet (Philippe)* (p. 4605) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4613).

Recherche : ministère de la recherche et de l'espace :
- budget civil de recherche et de développement (B.C.R.D.) : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4599, 4600) ; *Galley (Robert)* (p. 4601) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 4603) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4603) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 4609) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4610) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4612) ;
- crédit d'impôt-recherche : *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 4609) ;
- crédits : dépense intérieure : *Galley (Robert)* (p. 4601) ;
- crédits : montant, évolution, répartition, régulation : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4599) ; *Galley (Robert)* (p. 4601) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 4603) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4603) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 4609) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4610) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4611) ;
- développement technologique de la recherche : *Curien (Hubert) (G)* (p. 4611) ;
- Fonds de la recherche et de la technologie (F.R.T) : *Mattei (Jean-François)* (p. 4603) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 4609) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4612, 4613) ;
- personnels : carrières : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4599) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 4603) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4604) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 4609) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4610, 4611) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4611, 4612).

Recherche civile : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4599) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4612).

Recherche industrielle : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4599) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4610).

Recherche militaire : *Mattei (Jean-François)* (p. 4603) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 4609).

Régions : Ile-de-France : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4601) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4605).

Vie, médecine et biologie :
- génome : prix Nobel : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4599) ; *Galley (Robert)* (p. 4602) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 4603) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4613) ;
- I.N.S.E.R.M. : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4600) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4615).

Procédure des questions (p. 4619).

Centre national d'études des télécommunications (C.N.E.T.) : satellites : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4622) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4622).

Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) : travaux en matière de satellites : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4622) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4622).

Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) :
- activités de valorisation et de diversification : *Pelchat (Michel)* (p. 4620) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4620, 4621) ; *Destot (Michel)* (p. 4621) ;
- avenir, redéfinition des missions : *Pelchat (Michel)* (p. 4620) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4620, 4622) ; *Destot (Michel)* (p. 4621) ;
- conseil d'administration : informations du Gouvernement sur les recettes : *Destot (Michel)* (p. 4621) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4622) ;
- crédits : *Destot (Michel)* (p. 4621) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4622, 4623) ; *Pelchat (Michel)* (p. 4622) ;
- interface civil-militaire : *Destot (Michel)* (p. 4621) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4621).

Communautés européennes : programmes communautaires de recherche :
- Eurêka : *Destot (Michel)* (p. 4623) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4623) ;
- Hermés : *Moreau (Louise)* (p. 4620) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4620).

Départements :
- Alpes-Maritimes : Aérospatiale : établissement situé à Cannes : *Moreau (Louise)* (p. 4620) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4619, 4620) ;
- Isère : Grenoble : activités du C.E.A. : *Destot (Michel)* (p. 4621) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4622).

Energie : énergie nucléaire :
- centre de Marcoule : activités : *Benedetti (Georges)* (p. 4624, 4625) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4625) ;
- réacteurs à neutrons rapides : Phénix, Superphénix : *Benedetti (Georges)* (p. 4623, 4624) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4624).

Entreprises : P.M.E.-P.M.I. : intéressement à la politique de la recherche : *Destot (Michel)* (p. 4623) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4623).

Espace :
- programme Spot : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4621) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4621).
- satellites : financement : *Moreau (Louise)* (p. 4619) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4619) ;
- satellites : objectifs prioritaires : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4621) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4621) ;
- satellites : satellites « bleus » de surveillance des zones de conflit ; rapprochement des travaux du C.N.E.S. et du C.N.E.T. : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 4622) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4622).

Fonctionnaires et agents publics : titularisation des personnels contractuels du C.N.R.S. devenus titulaires ; montant des cotisations de reconstitution de carrières : *Pelchat (Michel)* (p. 4622) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4623).

Ministère de la recherche et de l'espace : crédits des organismes de recherche ; maintien des dotations ; application ; rôle des contrôleurs financiers : *Bassinet (Philippe)* (p. 4624) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4624).

Régions : Rhône-Alpes : politique régionale de la recherche : *Destot (Michel)* (p. 4623) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 4623).

Vote des crédits (p. 4625).

Etat B, titre III : adopté après modification au scrutin public (p. 4625).

Amendement n° 39 du Gouvernement (majore en faveur du C.N.R.S. et de l'I.N.S.E.R.M. les crédits inscrits à l'état B, titre III) : adopté (p. 4625).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 4625).

Favorable : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4625).

Etat B, titre IV : adopté (p. 4625).

Etat C, titre V : adopté (p. 4625).

Etat C, titre VI : adopté après modification (p. 4626).

Amendement n° 40 du Gouvernement (transfère aux établissements concernés par les relocalisations des crédits initialement inscrits au fonds de la recherche et de la technologie) : adopté (p. 4626).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 4625).

Défavorables : *Pelchat (Michel)* (p. 4626) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 4626).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Services généraux. - Secrétariat général de la défense nationale. - Conseil économique et social. - Plan. - Fonction publique et réformes administratives. - Budget annexe des Journaux officiels.

Examen du fascicule [7 novembre 1992] (p. 4977).

Déroulement de la séance :

Présentation des rapport et des avis :
- rapport de la commission des finances, pour les services généraux, le Plan et le budget annexe des Journaux officiels : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4977) ;
- rapport de la commission des finances, pour le secrétariat général de la défense nationale : *Marcellin (Raymond)* (p. 4979) ;
- avis de la commission de la défense, pour le secrétariat général de la défense nationale : *Pierna (Louis)* (p. 4981) ;
- rapport de la commission des finances, pour le Conseil économique et social : *Couanau (René)* suppléant *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4982) ;
- avis de la commission de la production, pour le Plan : *Lombard (Paul)* (p. 4983) ;
- rapport de la commission des finances, pour la fonction publique et les réformes administratives : *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 4985) ;
- avis de la commission des lois, pour la fonction publique et les réformes administratives : *Dolez (Marc)* (p. 4987).

Discussion : Floch (Jacques) (p. 4988) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4990) ; *Pierna (Louis)* (p. 4992) ; *Marcellin (Raymond)* (p. 4993) ; *Daubresse (Marc-Philippe)* (p. 4994).

Interventions du Gouvernement : Delebarre (Michel) (p. 4995) ; *Loncle (François)* (p. 4998).

Procédure des questions : Balligand (Jean-Pierre) (p. 5000) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5000) ; *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 5000) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5001).

Réponses du Gouvernement : Delebarre (Michel) (p. 5000 à 5003).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Administration :
- déconcentration et décentralisation : *Floch (Jacques)* (p. 4989) ;
- déconcentration et modernisation : « renouveau du service public » : *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 4985) ; *Dolez (Marc)* (p. 4988) ; *Floch (Jacques)* (p. 4988) ; *Pierna (Louis)* (p. 4992) ; *Marcellin (Raymond)* (p. 4993, 4994) ; *Daubresse (Marc-Philippe)* (p. 4994) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4995, 4996) ;
- délocalisations : conséquences économiques et accompagnement social : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4977, 4978) ; *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 4986) ; *Dolez (Marc)* (p. 4988) ; *Floch (Jacques)* (p. 4989) ; *Pierna (Louis)* (p. 4993) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4997) ;
- délocalisations : principe et financement : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4977) ; *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 4986) ; *Dolez (Marc)* (p. 4988) ; *Floch (Jacques)* (p. 4989) ; *Pierna (Louis)* (p. 4993) ; *Daubresse (Marc-Philippe)* (p. 4994) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4997) ;
- politiques publiques : évaluation : *Lombard (Paul)* (p. 4984) ; *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 4985) ;
- services publics : relations avec l'usager : revalorisation : *Dolez (Marc)* (p. 4989) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4996).

Aménagement du territoire :
- politique depuis dix ans : *Ollier (Patrick)* (p. 4991) ;
- zones de montagne : spécificité : prise en compte : *Ollier (Patrick)* (p. 4991).

Communauté européenne : fonctions publiques nationales : ouverture aux ressortissants communautaires : *Pierna (Louis)* (p. 4992).

Conseil économique et social :
- crédits : montant, évolution, répartition : *Couanau (René)* (p. 4982) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4998) ;
- palais d'Iéna : entretien, rénovation, extension : *Couanau (René)* (p. 4982, 4983) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4998) ;
- rapports : qualité des publications et information des parlementaires : *Couanau (René)* (p. 4983) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4998).

Défense : loi de programmation : orientations : *Pierna (Louis)* (p. 4982).

Délinquance et criminalité : banlieues et grandes agglomérations : violences urbaines : prévention : *Floch (Jacques)* (p. 4990) ; *Loncle (François) (G)* (p. 4999).

Etrangers : immigrés en situation régulière : logement : « Maliens de Vincennes » : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4978).

Fonction publique territoriale : statuts et rémunérations : *Pierna (Louis)* (p. 4992, 4993).

Fonctionnaires et agents publics :
- action sociale interministérielle : crédits : *Dolez (Marc)* (p. 4987) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4996) ;
- carrières et statuts : rénovation (plan Durafour) : *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 4985, 4986) ; *Dolez (Marc)* (p. 4987) ; *Floch (Jacques)* (p. 4989) ; *Pierna (Louis)* (p. 4992) ; *Daubresse (Marc-Philippe)* (p. 4994) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4995, 4996) ;

- effectifs : gestion prévisionnelle et politique de l'encadrement : *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 4985) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4996) ;
- fonctionnaires décédés : ayants droit : versement du capital décès : *Dolez (Marc)* (p. 4987, 4988) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4996) ;
- fonction publique : catégories : rapport Mariotte : *Dolez (Marc)* (p. 4988) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4997) ;
- formation : *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4995, 4996) ;
- hauts fonctionnaires : carrières et rémunérations : revalorisation : *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 4986) ; *Dolez (Marc)* (p. 4987) ; *Daubresse (Marc-Philippe)* (p. 4994) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4996) ;
- hauts fonctionnaires : départs vers le privé : réglementation : *Dolez (Marc)* (p. 4987) ;
- ministère de la fonction publique : crédits : montant, évolution, répartition : *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 4987) ; *Dolez (Marc)* (p. 4987) ;
- rémunérations : masse salariale : évolution, négociations : *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 4986, 4987) ; *Dolez (Marc)* (p. 4987) ; *Floch (Jacques)* (p. 4989) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4996) ;
- temps partiel : *Dolez (Marc)* (p. 4987) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4996).

Journaux officiels :
- crédits : montant, évolution, perspective : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4977) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4997) ;
- photocomposition : modernisation : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4977).

Plan :
- aménagement du territoire : priorité du XIe Plan : *Ollier (Patrick)* (p. 4991, 4992) ; *Daubresse (Marc-Philippe)* (p. 4995) ;
- Commissariat général du Plan : crédits : montant et redéploiement : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4978) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4992) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4997) ;
- contrats de plan Etat-régions : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4978, 4979) ; *Lombard (Paul)* (p. 4984) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4991) ;
- XIe Plan : préparation et contenu : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4979) ; *Lombard (Paul)* (p. 4983, 4984) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4991, 4992) ; *Daubresse (Marc-Philippe)* (p. 4994) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4997) ;
- planification nationale : dépérissement : *Ollier (Patrick)* (p. 4990, 4991) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4997) ;
- planification nationale : dimension européenne : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4979) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4991) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4997) ;
- planification nationale : missions : *Ollier (Patrick)* (p. 4992).

Politique économique : désinflation compétitive : rapport de conjoncture du Conseil économique et social : critiques : *Couanau (René)* (p. 4983).

Services généraux du Premier ministre :
- crédits : montants et affectation : *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4997, 4998) ;
- Documentation française : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4977).

Secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.) :
- crédits : montant, évolution, répartition : *Marcellin (Raymond)* (p. 4979) ; *Pierna (Louis)* (p. 4981) ; *Daubresse (Marc-Philippe)* (p. 4994) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4998) ;
- défense et sécurité civile : *Marcellin (Raymond)* (p. 4980, 4981) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4998) ;
- effectifs : *Marcellin (Raymond)* (p. 4979) ;
- Institut des hautes études de la défense nationale (I.H.E.D.N.) : *Marcellin (Raymond)* (p. 4980) ; *Pierna (Louis)* (p. 4981, 4982) ; *Daubresse (Marc-Philippe)* (p. 4994) ;
- missions : *Marcellin (Raymond)* (p. 4979) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 4998) ;
- moyens immobiliers : bâtiment des Invalides : restauration : *Marcellin (Raymond)* (p. 4979) ;
- programme non militaire de défense : programmation quinquennale : *Marcellin (Raymond)* (p. 4980, 4981) ;
- télécommunications : réseau minimal d'énergie et de télécommunications : « Rimbaud » : *Marcellin (Raymond)* (p. 4980).

Ville :
- contrats de ville et développement social urbain : *Floch (Jacques)* (p. 4990) ; *Loncle (François) (G)* (p. 4999) ;
- crédits : montant, répartition et dispersion budgétaire : absence de budget autonome : *Loncle (François) (G)* (p. 4998, 4999) ;
- politique de la ville : objectifs et principes : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4978) ; *Loncle (François) (G)* (p. 4998, 4999, 5000) ;
- quartiers difficiles : lutte contre l'exclusion et renforcement de la solidarité : *Floch (Jacques)* (p. 4989, 4990) ; *Loncle (François) (G)* (p. 4999) ;
- quartiers difficiles : services publics : maintien : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4978) ; *Floch (Jacques)* (p. 4989, 4990) ; *Loncle (François) (G)* (p. 4999).

Procédure des questions (p. 5000).

Administration : délocalisations : *Delebarre (Michel) (G)* (p. 5002).

Fonctionnaires et agents publics :
- catégorie D : suppression : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5000) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 5000) ;
- Ecole nationale d'administration (E.N.A.) : délocalisation à Strasbourg : *Baurg-Broc (Bruno)* (p. 5001, 5002) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 5002, 5003) ;
- fonction publique : modernisation : *Baurg-Broc (Bruno)* (p. 5001) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 5002) ;
- hauts fonctionnaires : rémunérations et statut : dévalorisation : départs vers le secteur privé : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5000) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 5000, 5002) ; *Baurg-Broc (Bruno)* (p. 5001) ;
- indemnités de résidence : Ile-de-France : inégalité entre communes : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5000) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 5000).

Plan : contrats de plan Etat-région : association des collectivités infrarégionales : *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 5000, 5001) ; *Delebarre (Michel) (G)* (p. 5001).

Vote des crédits (p. 5003).

I. - Services généraux.

Etat B, titres III et IV, et état C, titre V : réservés à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* [14 novembre 1992] (p. 5422) ; considérés comme adoptés en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

II. - Secrétariat général de la défense nationale.

Etat B, titre III, et état C, titre V : réservés à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Delebarre (Michel) (G)* (p. 5003) ; considérés comme adoptés en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

III. - Conseil économique et social.

Etat B, titre III : réservés à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Delebarre (Michel) (G)* (p. 5003) ; considérés comme adoptés en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

IV. - Plan.

Etat B, titres III et IV, et état C, titre VI : réservés à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Delebarre (Michel) (G)* (p. 5003) ; considérés comme adoptés en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

V. - Budget annexe des Journaux officiels.

Crédits ouverts à l'article 44, au titre des services votés : adoptés (p. 5003).

Autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 45, au titre des mesures nouvelles : adoptées (p. 5003).

Crédits de paiement inscrits au paragraphe II de l'article 45, au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 5003).

Rappel au règlement : *Fourré (Jean-Pierre) :* regrette que sa deuxième question relative au budget des services généraux du Premier ministre n'ait pas été appelée (p. 5004) ; *Mazeaud (Pierre) (VP) :* déclare ne pas avoir été saisi de sa deuxième question et précise que la responsabilité de cet oubli incombe à son groupe politique (p. 5004).

TOURISME

Examen du fascicule [29 octobre 1992] (p. 4517).

Déroulement de la séance :

Présentation de l'avis et du rapport :

- avis de la commission de la production : *Geng (Francis)* (p. 4517) ;
- rapport de la commission des finances : *Forni (Raymond)* (p. 4518).

Discussion : Le Vern (Alain) (p. 4520) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 4521) ; *Tardito (Jean)* (p. 4522) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4523).

Intervention du Gouvernement : Baylet (Jean-Michel) (p. 4525).

Procédure des questions : Beaufils (Jean) (p. 4529, 4530) ; *Garrouste (Marcel)* (p. 4530) ; *Ollier (Patrick)* (p. 4530) ; *Rossi (José)* (p. 4531) ; *Le Vern (Alain)* (p. 4532) ; *Bonnet (Alain)* (p. 4533).

Réponses du Gouvernement : Baylet (Jean-Michel) (p. 4529 à 4533).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire :

- communes touristiques : *Deprez (Léonce)* (p. 4524) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4528) ;
- politique touristique globale : *Le Vern (Alain)* (p. 4520) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4525) ;
- tourisme « vert » : plan global de développement : *Geng (Francis)* (p. 4518) ; *Forni (Raymond)* (p. 4520) ; *Le Vern (Alain)* (p. 4520) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 4522) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4524) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4527) ;
- villes de congrès : *Deprez (Léonce)* (p. 4524).

Collectivités locales : rôle et compétences : *Forni (Raymond)* (p. 4519) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4524) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4528).

Commerce extérieur :

- excédent de la balance des paiements touristique : *Geng (Francis)* (p. 4517) ; *Forni (Raymond)* (p. 4518) ; *Le Vern (Alain)* (p. 4520) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 4521) ; *Tardito (Jean)* (p. 4522) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4525) ;
- venue en France de touristes étrangers : apports : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4525).

Départements : Var : conseil général : organisation d'un plan départemental de subvention pour la rénovation de la petite hôtellerie : *Couve (Jean-Michel)* (p. 4522) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4528).

Emploi : emplois touristiques : *Geng (Francis)* (p. 4517) ; *Forni (Raymond)* (p. 4519) ; *Le Vern (Alain)* (p. 4521) ; *Tardito (Jean)* (p. 4522) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4528).

Entreprises : entreprises touristiques et agences de voyages : *Geng (Francis)* (p. 4518) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4525).

Equipements touristiques :

- hébergement des handicapés : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4527) ;
- hébergement des jeunes : *Forni (Raymond)* (p. 4519) ; *Tardito (Jean)* (p. 4523) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4527) ;
- hôtellerie : investissements et bilans : *Deprez (Léonce)* (p. 4523) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4529) ;
- hôtellerie indépendante : plan de rénovation : *Geng (Francis)* (p. 4518) ; *Forni (Raymond)* (p. 4519) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 4522) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4529).

Formation professionnelle et promotion sociale : améliorations : *Geng (Francis)* (p. 4518) ; *Forni (Raymond)* (p. 4519) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4528).

Ministère du tourisme :

- caractère interministériel du tourisme : *Le Vern (Alain)* (p. 4520) ;
- crédits : montant, évolution, répartition : *Forni (Raymond)* (p. 4518) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 4521) ; *Tardito (Jean)* (p. 4522) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4523) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4525).

Organismes et structures :

- Centre d'études français d'ingénierie touristique : *Geng (Francis)* (p. 4518) ; *Forni (Raymond)* (p. 4519) ; *Le Vern (Alain)* (p. 4520) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4527) ;
- Fonds d'intervention touristique : *Couve (Jean-Michel)* (p. 4522) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4527) ;
- Observatoire national du tourisme : *Couve (Jean-Michel)* (p. 4522) ; *Tardito (Jean)* (p. 4523) ;
- Plan : contrats de plan Etat-région : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4527).

Promotion touristique :

- promotion et accueil : *Forni (Raymond)* (p. 4518) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4524) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4526) ;
- groupement d'intérêt économique (G.I.E.) Maison de la France : *Forni (Raymond)* (p. 4519) ; *Le Vern (Alain)* (p. 4520) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 4521) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4526).

Saison 1992 : bilan : *Forni (Raymond)* (p. 4518) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4525).

Tourisme social et associatif :

- chèques-vacances : *Tardito (Jean)* (p. 4523) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4527, 4528) ;
- crédits de paiement : *Geng (Francis)* (p. 4517) ;
- politique sociale : aides : *Forni (Raymond)* (p. 4519) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 4522) ; *Tardito (Jean)* (p. 4522, 4523) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4528).

Vacances :

- étalement : *Deprez (Léonce)* (p. 4524) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4529) ;
- personnes défavorisées : *Tardito (Jean)* (p. 4523) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4527).

Procédure des questions (p. 4529 à 4533).

Aménagement du territoire :

- tourisme « vert » : *Garrouste (Marcel)* (p. 4530) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4530) ;
- zones de montagne : promotion, pluriactivité : *Ollier (Patrick)* (p. 4530) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4531).

Départements :

- Corse : politique touristique : *Rossi (José)* (p. 4531) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4532) ;

- Martinique : mise en valeur du potentiel touristique : *Bonnet (Alain)* (p. 4533) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4533).

Enseignement : vacances scolaires : incidences pour les professionnels du tourisme : *Le Vern (Alain)* (p. 4532) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4532).

Equipements touristiques : hôtellerie indépendante : plan de rénovation : *Garrouste (Marcel)* (p. 4530) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4530).

Politique touristique : modernisation et partenariat : *Beaufils (Jean)* (p. 4529) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4529).

Tourisme social et associatif :

- chèques-vacances : *Beaufils (Jean)* (p. 4529) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4529) ;
- chèques-vacances européens : *Beaufils (Jean)* (p. 4529) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4529).

Vote des crédits (p. 4533).

Etat B, titres III et IV, et état C, titre VI : réservés à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 4533) ; considérés comme adoptés en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [6 novembre 1992] (p. 4923, 4953).

Déroulement de la séance :

Présentation des rapports et des avis :

- rapport de la commission des finances pour le travail et l'emploi : *Forgues (Pierre)* (p. 4923) ;
- avis de la commission des affaires culturelles pour le travail et pour l'emploi : *Mandon (Thierry)* (p. 4925) ;
- rapport de la commission des finances pour la formation professionnelle *Berson (Michel)* (p. 4926) ;
- avis de la commission des affaires culturelles pour la formation professionnelle : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4928) ;
- avis de la commission des affaires culturelles pour les droits de la femme : *Testu (Jean-Michel)* (p. 4930).

Discussion : *Jacquaint (Muguette)* (p. 4931, 4945) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4932) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4933) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4936) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4938) ; *Royer (Jean)* (p. 4939).

Interventions du Gouvernement : Neiertz (Véronique) (p. 4941) ; *Aubry (Martine)* (p. 4943).

Procédure des questions : Thiémé (Fabien) (p. 4949, 4950) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4949, 4960) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4953, 4960) ; *Couanau (René)* (p. 4953) ; *Jacquat (Denis)* (p. 4955) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 4956, 4961) ; *Catala (Nicole)* (p. 4956, 4961) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4957, 4959) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4958, 4965) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4959) ; *Doligé (Eric)* (p. 4962) ; *Albouy (Jean)* (p. 4963, 4966) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 4963, 4968) ; *Lordinot (Guy)* (p. 4964, 4970) ; *Berson (Michel)* (p. 4964, 4969) ; *Jacq (Marie)* (p. 4964, 4966) ; *Dolez (Marc)* (p. 4965, 4970) ; *Recours (Alfred)* (p. 4967) ; *Mandon (Thierry)* (p. 4967, 4969) ; *Ramos (Jean-Claude)* (p. 4969, 4970).

Réponses du Gouvernement : Aubry (Martine) (p. 4949 à 4971) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4950).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (A.N.A.C.T.) : *Mandon (Thierry)* (p. 4926) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4939) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4948).

Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) :

- missions et moyens : *Forgues (Pierre)* (p. 4924) ; *Mandon (Thierry)* (p. 4926) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4931) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4934) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4936) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4938) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4944, 4947) ;
- moyens informatiques : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4938) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4938).

Allocation d'insertion : suppression : *Jacquaint (Muguette)* (p. 4932).

Apprentissage :

- crédit d'impôt : création : *Gengenwin (Germain)* (p. 4933) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4935) ; *Royer (Jean)* (p. 4940) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4947) ;
- Fonds national interconsulaire de compensation (F.N.I.C.) : indemnité forfaitaire : *Gengenwin (Germain)* (p. 4933) ;
- réforme : *Berson (Michel)* (p. 4927) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4929) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4933) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4937) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4939) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4947, 4948).

Chômage :

- cadres : *Forgues (Pierre)* (p. 4923) ; *Berson (Michel)* (p. 4927) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4937) ; *Royer (Jean)* (p. 4940) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4948) ;
- indemnisation : U.N.E.D.I.C. : *Jacquaint (Muguette)* (p. 4932) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4938) ;
- taux de chômage : situation et évolution : *Forgues (Pierre)* (p. 4923) ; *Mandon (Thierry)* (p. 4925) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4931) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4934) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4936) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4943).

Chômeurs de longue durée :

- insertion : *Forgues (Pierre)* (p. 4923, 4924) ; *Mandon (Thierry)* (p. 4925, 4926) ; *Berson (Michel)* (p. 4927) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4932) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4934) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4937) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4938) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4944, 4945) ;
- nombre et évolution : *Forgues (Pierre)* (p. 4923) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4929) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4931) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4943).

Communes : Tours : apprentissage et contrats emploi-solidarité (C.E.S.) : expérience : *Royer (Jean)* (p. 4940).

Comptes spéciaux du Trésor :

- comptes d'affectation spéciale : affectation des produits de cessions de titres du secteur public : création : *Forgues (Pierre)* (p. 4924) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4929) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4932) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4944) ;
- comptes de prêts : F.D.E.S. : *Royer (Jean)* (p. 4940, 4941).

Contrats de qualification : *Mandon (Thierry)* (p. 4926) ; *Berson (Michel)* (p. 4927) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4939).

Contrats de retour à l'emploi (C.R.E.) : *Perrut (Francisque)* (p. 4933) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4944).

Contrats emploi-solidarité (C.E.S.) : *Forgues (Pierre)* (p. 4924) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4929) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4931, 4945) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4937) ; *Royer (Jean)* (p. 4940) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4945).

Départements : Hautes-Pyrénées : situation de l'emploi : *Forgues (Pierre)* (p. 4924).

Emploi :

- emplois familiaux : *Mandon (Thierry)* (p. 4926) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4939) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4946) ;
- mobilité géographique : aides : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4938) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4948) ;
- politique de l'emploi : objectifs et moyens : *Mandon (Thierry)* (p. 4925, 4926) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4932) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4933) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4937, 4938) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4943) ;
- situation : causes et évolution : *Forgues (Pierre)* (p. 4923) ; *Mandon (Thierry)* (p. 4925) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4928) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4931) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4943).

Enseignement : formation en alternance sous statut scolaire : *Gengenwin (Germain)* (p. 4933) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4947).

Entreprises :
- allégements fiscaux et de cotisations sociales : *Jacquaint (Muguette)* (p. 4931) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4933) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4935) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4939) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4946, 4948) ;
- association pour la gestion de créances salariales (A.G.S.) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4938) ;
- restructurations : plans sociaux et conventions de conversion : *Mandon (Thierry)* (p. 4925, 4926) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4939) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4947).

Femmes :
- associations : subventions : *Testu (Jean-Michel)* (p. 4930) ;
- chômage : *Testu (Jean-Michel)* (p. 4930) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 4941) ;
- contraception : campagne d'information : *Testu (Jean-Michel)* (p. 4930) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 4942) ;
- déléguées régionales et départementales : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 4941) ;
- égalité professionnelle : *Testu (Jean-Michel)* (p. 4930) ;
- fonds régionaux d'incitation à la formation : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 4942) ;
- I.V.G. : centres I.V.G : entraves à leur fonctionnement : sanctions : *Testu (Jean-Michel)* (p. 4930) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 4943) ;
- mixité des emplois : programmes d'action : *Testu (Jean-Michel)* (p. 4930) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4939) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 4941, 4942) ;
- scolarisation et formation : *Testu (Jean-Michel)* (p. 4930) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 4941, 4942) ;
- secrétariat d'Etat : crédits : *Testu (Jean-Michel)* (p. 4930, 4931) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4932) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 4941) ;
- violences conjugales et harcèlement sexuel : répression : *Testu (Jean-Michel)* (p. 4930) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 4943).

Formation professionnelle et promotion sociale :
- allocation formation-reclassement : *Aubry (Martine) (G)* (p. 4948) ;
- Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.) : crédits : *Berson (Michel)* (p. 4927) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4938) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4939) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4948) ;
- associations : subventions : *Mandon (Thierry)* (p. 4926) ;
- congé individuel : aides : *Berson (Michel)* (p. 4927) ;
- contrats pluriannuels d'engagement de développement de la formation : *Berson (Michel)* (p. 4927) ;
- crédit d'impôt : bilan : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4929) ;
- crédit-formation individualisée : *Berson (Michel)* (p. 4927) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4929) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4933) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4947) ;
- crédits : *Berson (Michel)* (p. 4926) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4929) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4932) ;
- contrôle et inspection : *Berson (Michel)* (p. 4928) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4929) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4948) ;
- inégalités : *Berson (Michel)* (p. 4926, 4927) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4929) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4939) ;
- programme national de formation professionnelle : *Berson (Michel)* (p. 4927).

Handicapés :
- centres d'aide par le travail (C.A.T.) et ateliers protégés : *Aubry (Martine) (G)* (p. 4948) ;
- travailleurs handicapés : garantie de ressources : *Aubry (Martine) (G)* (p. 4948).

Inspection du travail : missions et moyens : *Forgues (Pierre)* (p. 4924) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4948).

Jeunes :
- « carrefours jeunes » et programme PAQUE : *Berson (Michel)* (p. 4927) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4929) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4933) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4938) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4945, 4946) ;
- contrats de progrès Etat-collectivités locales : *Berson (Michel)* (p. 4928) ;
- insertion professionnelle et sociale : « Exo jeunes », missions locales et permanences d'accueil, d'information et d'orientation (P.A.I.O.) : *Forgues (Pierre)* (p. 4924) ; *Mandon (Thierry)* (p. 4926) ; *Berson (Michel)* (p. 4928) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4929) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4939) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4944, 4945, 4946).

Logement et habitat : logement social : financement : *Royer (Jean)* (p. 4940, 4941).

Lois :
- loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail : *Berson (Michel)* (p. 4927) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4929) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4933) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4947) ;
- loi n° 92-722 du 29 juillet 1992 portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relative à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle : *Forgues (Pierre)* (p. 4924) ;
- loi n° 92-1179 du 2 novembre 1992 relative à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations du travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale : *Testu (Jean-Michel)* (p. 4930).

Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle :
- crédits : montant, évolution, répartition : *Forgues (Pierre)* (p. 4923, 4924) ; *Berson (Michel)* (p. 4928) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4931) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4932) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4936) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4938) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4943) ;
- crédits : régulation budgétaire, exécution du budget : *Forgues (Pierre)* (p. 4923) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4929) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4932) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4936) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4944).

Plan : contrats de plan : infrastructures : *Royer (Jean)* (p. 4940, 4941).

Politique économique et sociale :
- actions d'insertion économique : *Mandon (Thierry)* (p. 4925) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4945) ;
- lutte contre l'exclusion : *Aubry (Martine) (G)* (p. 4944).

Secteur public : privatisations : *Forgues (Pierre)* (p. 4924) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4929) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4932).

Syndicats : subventions : *Berson (Michel)* (p. 4927) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4939) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4948).

Travail :
- durée du travail : réduction : *Forgues (Pierre)* (p. 4925) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4931) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4939) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4946) ;
- représentants du personnel : seuils d'application : simplification : *Perrut (Francisque)* (p. 4935) ;
- travail à temps partiel : *Mandon (Thierry)* (p. 4925, 4926) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4931) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4939) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 4942) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4946).

Procédure des questions (p. 4949, 4953).

Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) : relations avec les P.M.E. et les P.M.I. : *Jacq (Marie)* (p. 4964) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4965).

Apprentissage : secteur artisanal : développement : *Ueberschlag (Jean)* (p. 4956) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4956).

Chômage :
- aide aux chômeurs créateurs d'entreprise (A.C.C.E.) : *Jacq (Marie)* (p. 4966) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4966) ;
- ASSEDIC : allocations : retards de versements : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4949) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4949) ;
- indemnisation : travailleurs frontaliers : *Ueberschlag (Jean)* (p. 4961) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4961) ;

- U.N.E.D.I.C. : financement : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4949) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4949, 4963) ; *Albouy (Jean)* (p. 4963).

Chômeurs de longue durée : insertion : *Couanau (René)* (p. 4954) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4954, 4969) ; *Berson (Michel)* (p. 4969).

Communautés européennes : droit communautaire : harmonisation de la législation du travail : *Jacquaint (Muguette)* (p. 4959) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4959, 4963) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 4963).

Contrats d'adaptation : *Catala (Nicole)* (p. 4957) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4957).

Contrats de qualification : *Catala (Nicole)* (p. 4957) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4957).

Contrats emploi-solidarité (C.E.S.) : *Couanau (René)* (p. 4954) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4954, 4955, 4960, 4965, 4967) ; *Jacquat (Denis)* (p. 4955) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4960) ; *Dolez (Marc)* (p. 4965) ; *Recours (Alfred)* (p. 4967).

Contrats emploi-solidarité (C.E.S.) : mise en œuvre dans les D.O.M. : *Lordinot (Guy)* (p. 4964) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4964).

Enseignement : formation en alternance : *Doligé (Eric)* (p. 4962) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4963).

Entreprises :

- aides à l'embauche : contrôle : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4960) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4960) ;
- restructurations et plans sociaux : *Coffineau (Michel)* (p. 4958) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4958, 4962, 4969) ; *Doligé (Eric)* (p. 4962) ; *Mandon (Thierry)* (p. 4969).

Femmes :

- chômage : *Jacquat (Denis)* (p. 4955) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4956) ;
- égalité juridique : *Thiémé (Fabien)* (p. 4950) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 4950) ;
- secrétariat d'Etat : crédits : *Thiémé (Fabien)* (p. 4950) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 4950) ;
- veuves : réinsertion professionnelle : *Jacquat (Denis)* (p. 4955) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4956) ;
- vie professionnelle et vie familiale : conciliation : *Thiémé (Fabien)* (p. 4950) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 4950).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.) : missions, patrimoine et ressources : *Gengenwin (Germain)* (p. 4953) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4953, 4969, 4971) ; *Ramos (Jean-Claude)* (p. 4969, 4970) ;
- contrôle et inspection : *Lordinot (Guy)* (p. 4970) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4970) ;
- petites entreprises : aide forfaitaire mensuelle : *Berson (Michel)* (p. 4964) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4964).

Inspection du travail : effectifs : *Albouy (Jean)* (p. 4966) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4966).

Jeunes : insertion :

- contrats de progrès Etat-collectivités locales : *Doligé (Eric)* (p. 4970) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4970) ;
- programme PAQUE : *Couanau (René)* (p. 4954) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4954, 4968) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 4968).

Lois :

- loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels : bilan d'application : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4959) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4959) ;
- loi n° 92-678 du 20 juillet 1992 relative à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes : décrets d'application : parution : *Recours (Alfred)* (p. 4967) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4967).

Politique économique et sociale : dispositifs d'insertion : bilan : *Couanau (René)* (p. 4953) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4954).

Retraites : âge de la retraite : anciens combattants d'Afrique du Nord : *Gengenwin (Germain)* (p. 4960) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4961).

Syndicats : situation : *Doligé (Eric)* (p. 4962) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4962).

Travail :

- conseils de prud'hommes : nouveaux conseillers : formation : *Thiémé (Fabien)* (p. 4949) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4949) ;
- durée du travail : réduction : *Coffineau (Michel)* (p. 4958) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4958, 4961) ; *Catala (Nicole)* (p. 4961) ;
- négociation collective : bilan depuis 1982 : *Mandon (Thierry)* (p. 4967) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4967, 4968) ;
- organisation du travail : adaptation : *Coffineau (Michel)* (p. 4965) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4965, 4966) ;
- travail clandestin : prévention : déclaration préalable à l'embauche : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4957) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 4958).

Vote des crédits [6 novembre 1992] (p. 4971).

Travail, emploi et formation professionnelle :

Etat B, titre III et IV, et état C, titres V et VI : réservés à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Aubry (Martine)* (p. 4971) ; considérés comme adoptés en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Amendement n° 59 de M. Michel Coffineau (réduit les crédits d'exonération de cotisations sociales en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle afin d'abonder ceux relatifs à la prise en charge des conseillers du salarié) (p. 4971) : retiré (p. 4972).

Favorable : *Berson (Michel)* (p. 4971).

Observations : *Aubry (Martine) (G)* (p. 4972).

Amendement n° 60 de M. Michel Berson (réduit les crédits d'exonération de cotisations sociales en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle afin d'abonder les subventions aux organisations syndicales pour leur participation à des manifestations internationales) : retiré (p. 4972).

Observations : *Aubry (Martine) (G)* (p. 4972).

Amendement n° 61 de M. Michel Berson (réduit les crédits d'exonération de cotisations sociales en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle afin d'abonder les subventions aux organisations syndicales pour la formation de leurs cadres) : retiré (p. 4972).

Observations : *Aubry (Martine) (G)* (p. 4972).

Amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Delalande (réduit les crédits de l'Agence nationale pour l'emploi afin de faire abonder ceux affectés aux moyens informatiques de cette dernière) : (p. 4972) ; vote réservé ; application de l'article 44, alinés 3, de la Constitution (p. 4973) : non soumis au vote [17 novembre 1992] (p. 5623).

Affaires sociales et travail. - Services communs :

Etat B, titre III, et état C, titre V : réservés à la demande du Gouvernement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Aubry (Martine) (G)* (p. 4971) ; considérés comme adoptés en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHES [17 novembre 1992] (p. 5549, 5564).

Titre Ier : *dispositions applicables à l'année 1993.*

III. - Dispositions diverses.

Article 60 et état F *(crédits évaluatifs)* (p. 5549) : adoptés (p. 5549).

Article 61 et état G *(crédits provisionnels) : adoptés (p. 5551).*

Article 62 et état H *(reports de crédits)* (p. 5552) : adoptés après modifications (p. 5555).

Amendement n° 238 du Gouvernement (inscrit à l'état H deux chapitres budgétaires et un compte d'affectation spéciale afin de permettre des reports de crédits) : adopté (p. 5555).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5555).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 5555).

Titre II : *dispositions permanentes.*

A. - Mesures concernant la fiscalité.

1. Mesures en faveur de l'agriculture.

Article 64 *(reconduction et extension de la réfaction du bénéfice imposable des bénéficiaires de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs)* (p. 5564) : adopté après modifications (p. 5566).

Amendement n° 131 de la commission (de précision) : adopté (p. 5565).

Soutenu par : *Le Garrec (Jean)* (p. 5565).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5565).

Amendement n° 163 corrigé de M. Edmond Alphandéry (étend le bénéfice des dispositions de l'article aux agriculteurs s'installant entre le 1er janvier 1996 et le 31 décembre 1997) : rejeté (p. 5565).

Soutenu par : *Gengenwin (Germain)* (p. 5565).

Défavorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 5565) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5565).

Discussion commune des amendements nos 62 de M. Philippe Auberger, 104 de M. Philippe Vasseur et 164 corrigé de M. Edmond Alphandéry (prévoient l'application des dispositions de l'article à compter de l'octroi des prêts ou de la dotation d'installation) (p. 5565) : rejetés (p. 5566).

Défavorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 5565) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5565, 5566).

Amendement n° 104 de M. Philippe Vasseur : soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 5565).

Amendement n° 44 de M. Patrick Ollier (étend le bénéfice des dispositions de l'article aux activités agrotouristiques) : rejeté (p. 5566).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 5566).

Défavorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 5566) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5566).

Après l'article 64 :

Amendement n° 165 rectifié de M. Edmond Alphandéry (étend la déductibilité, selon un plan d'amortissement, des dépenses d'amélioration ou de construction des immeubles destinés à l'activité agricole) (p. 5566) : rejeté (p. 5567).

Observations : *Le Garrec (Jean)* (p. 5567) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5567).

Article 65 *(relèvement du plafond de la déduction pour investissement en faveur des exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition)* (p. 5567) : adopté (p. 5568).

Amendement n° 16 de M. François Rochebloine (accorde la déduction complémentaire au titre de la fraction du bénéfice supérieure à 450 000 F) : rejeté (p. 5567).

Soutenu par : *Alphandéry (Edmond)* (p. 5567).

Défavorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 5567) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5567).

Amendement n° 95 de M. Germain Gengenwin (étend le bénéfice de la déduction pour investissement à l'acquisition de parts ou d'actions de sociétés coopératives agricoles) : rejeté (p. 5567).

Défavorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 5567) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5567).

Amendement n° 96 de M. Germain Gengenwin (supprime la réduction des bases d'amortissement consécutive à l'utilisation de la déduction pour investissement pour le financement d'immobilisations amortissables) (p. 5567) : rejeté (p. 5568).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5567, 5568) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5568).

Après l'article 65 :

Amendement n° 260 de M. Edmond Alphandéry (soumet au régime des bénéfices agricoles les recettes provenant des activités annexes réalisées par les exploitants soumis à un régime réel d'imposition ou les sociétés civiles agricoles lorsque celles-ci n'excèdent pas 20 p. 100 de leurs recettes totales) (p. 5568) : retiré (p. 5569).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 5568) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5568, 5569) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5569).

Discussion commune des amendements nos 105 de M. Philippe Vasseur et 242 de M. Philippe Auberger (instituent une option pour le régime transitoire d'imposition et l'étendent à tous les exploitants agricoles dont les recettes n'atteignent pas 750 000 F) : rejetés (p. 5569).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5569) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5569).

Amendement n° 105 de M. Philippe Vasseur : soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 5569).

Amendement n° 243 de M. Philippe Auberger (reporte au 31 décembre de l'année du sinistre la date d'expiration du délai d'option pour l'imposition au régime réel simplifié pour les exploitants agricoles victimes de calamités) (p. 5569) : rejeté (p. 5570).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5570).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 5570).

Amendement n° 15 rectifié de M. Patrick Ollier (porte le minimum de la déduction pour investissement que peuvent effectuer les exploitants agricoles de 10 000 F à 20 000 F et élève son plafond de 30 000 F à 50 000 F) : rejeté (p. 5570).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 5570).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5570) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5570).

Discussion commune des amendements nos 106 rectifié de M. Philippe Vasseur et 244 de M. Philippe Auberger (étendent le bénéfice de la déduction pour investissement à l'acquisition de parts ou d'actions de sociétés coopératives agricoles et suppriment la réduction des bases d'amortissement consécutive à son utilisation pour le financement d'immobilisations amortissables) (p. 5570) : rejetés (p. 5571).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5571) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5571).

Amendement n° 106 rectifié de M. Philippe Vasseur : soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 5570, 5571).

Entreprises : charges sociales et fiscales : *Richard (Alain)* (p. 5571) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5571).

Discussion commune des amendements nos 68 rectifié de M. Philippe Auberger et 107 de M. Philippe Vasseur (autorisent les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition à modifier la date de clôture de leur exercice une fois tous les cinq ans et précisent les conditions exceptionnelles dans lesquelles la direction départementale des impôts peut accorder une dérogation à cette règle) (p. 5571) : rejetés (p. 5572).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5571) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5571).

Amendement n° 107 de M. Philippe Vasseur : soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 5571).

Amendement n° 245 de M. Philippe Auberger (supprime en cas de force majeure - tel que l'expropriation - la condition tenant à la durée d'activité prévue par l'article 151 septies du code général des impôts pour l'exonération des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole, artisanale, commerciale ou libérale) : rejeté (p. 5572).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5572) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5572).

Discussion commune des amendements n°s 246 de M. Philippe Auberger et 110 corrigé de M. Philippe Vasseur (autorisent les contribuables exerçant plusieurs activités à ne tenir qu'une seule comptabilité pour l'ensemble de celles-ci et soumettent leurs revenus au régime fiscal de leur activité prépondérante) (p. 5572) : rejetés (p. 5573).

Favorable : *Gengenwin (Germain)* (p. 5573).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5573) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5573).

Amendement n° 110 corrigé de M. Philippe Vasseur : soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 5573).

Discussion commune des amendements n°s 109 de M. Philippe Vasseur et 247 de M. Philippe Auberger (instituent la déductibilité des frais occasionnés par un remembrement) (p. 5573) : rejetés (p. 5574).

Favorable : *Alphandéry (Edmond)* (p. 5574).

Défavorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 5574) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5574).

Amendement n° 109 de M. Philippe Vasseur : soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 5573, 5574).

Amendement n° 217 de M. Germain Gengenwin (prend en compte les déficits dans la détermination de l'assiette des cotisations sociales agricoles en supprimant le paragraphe II de l'article 1013-12 du code rural) (p. 5574) : rejeté (p. 5575).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5574) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5575).

Amendement n° 218 de M. Germain Gengenwin (permet à l'ensemble des agriculteurs de calculer leur retraite sur leur meilleure année d'activité en modifiant le paragraphe VI de l'article 1003-12 du code rural) : rejeté (p. 5575).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5575) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5575).

Agriculture : cotisations sociales : *Richard (Alain)* (p. 5575) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5575).

Article 66 *(pérennisation du régime fiscal applicable à certains carburants d'origine agricole)* : adopté (p. 5575).

Après l'article 66 :

Amendement n° 111 de M. Philippe Vasseur (maintient le régime d'imposition dérogatoire pour les sociétés civiles agricoles dont les recettes au titre des activités annexes à l'agriculture excèdent 10 p. 100 du chiffre d'affaires) (p. 5575) : rejeté (p. 5576).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 5575, 5576).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5575, 5576) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5576).

2. Mesures en faveur du logement.

Article 67 *(reconduction de la réduction d'impôt pour grosses réparations)* : adopté (p. 5576).

Amendement n° 172 de M. Maurice Ligot (autorise l'obtention d'une nouvelle réduction d'impôt pour la période 1993-1995 et étend son objet à la mise aux normes de confort moderne et à l'adaptation des logements aux personnes handicapées) : rejeté (p. 5576).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 5576).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5576) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5576).

Article 68 *(exonération des revenus fonciers provenant de certaines locations de logements antérieurement inoccupés)* (p. 5576) : adopté après modifications (p. 5579).

Amendement n° 166 de M. Edmond Alphandéry (ramène la période de vacuité de deux ans à quatre mois) (p. 5576) ; rectifié par le Gouvernement (délai de vacuité ramené à un an et suppression du financement de l'amendement) : adopté (p. 5578).

Défavorable : *Richard (Alain)* (p. 5577, 5578).

Observations : *Le Garrec (Jean)* (p. 5577, 5578) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5577) ; *Douyère (Raymond)* (p. 5577, 5578).

Amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Brard (porte la durée de l'engagement de location de six à neuf ans) (p. 5578) : rejeté (p. 5579).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 5579).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5579) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5579) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 5579).

Amendement n° 132 de la commission (limite le montant du loyer au plafond retenu pour les locations de logements « intermédiaires ») : adopté (p. 5579).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 5579).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5579).

Après l'article 68 :

Amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Brard (assujettit à la taxe d'habitation les logements vacants depuis plus d'un an dans les communes de plus de 3 500 habitants et autorise les collectivités concernées à proroger cette disposition pour une durée supplémentaire de deux ans si la population de la commune a diminué de plus de 5 p. 100 depuis le dernier recensement) : rejeté (p. 5579).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 5579).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5579) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5579).

Article 69 *(réduction des droits de mutation à titre onéreux sur les immeubles d'habitation)* : adopté (p. 5580).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 5580).

Amendement n° 174 de M. Jean-Pierre Brard (applique les dispositions de l'article aux seules résidences principales) : rejeté (p. 5580).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 5580).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5580) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5580).

Après l'article 69 :

Amendement n° 248 de M. Philippe Auberger (soumet à la taxe additionnelle au droit de bail les locaux d'habitation faisant partie d'une exploitation agricole afin de les faire bénéficier des subventions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) : rejeté (p. 5580).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5580).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 5580).

Avant l'article 70 :

Amendement n° 265 du Gouvernement (étend aux personnes âgées dépendantes vivant seules le bénéfice de la réduction d'impôt au titre des frais d'hébergement dans un établissement de long séjour ou dans une section de cure médicale et en double les plafonds pour les contribuables mariés hébergés l'un et l'autre dans ce type d'établissement) (p. 5580) : adopté (p. 5581).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5581).

Favorables : *Richard (Alain)* (p. 5581) ; *Douyère (Raymond)* (p. 5581).

Amendement n° 134 de la commission (fait bénéficier du droit d'enregistrement au taux de 1 p. 100 les cessions de parts ou de titres en capital des établissements de crédit mutualistes ou coopératifs) (p. 5581) : adopté (p. 5582) ; supprimé en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Soutenu par : *Le Garrec (Jean)* (p. 5581, 5582).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5581, 5582).

Amendement n° 112 de M. Gilbert Gantier (institue une déduction pour investissement en faveur des entreprises individuelles exerçant une activité industrielle ou commerciale selon les mêmes modalités que celle bénéficiant aux exploitants agricoles) : rejeté (p. 5582).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5582) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5582).

3. Mesures diverses.

Article 70 *(reconduction du prélèvement social de 1 p. 100 sur les revenus du patrimoine et les produits de placement)* (p. 5582) : adopté (p. 5583).

Amendement n° 3 de M. Fabien Thiémé (porte le prélèvement à 2 p. 100) (p. 5582) : rejeté (p. 5583).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5582, 5583) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5583).

Impôts locaux : taxe départementale sur le revenu : attitude du parti communiste : *Richard (Alain)* (p. 5582).

Politique économique et fiscale : parti communiste : *Richard (Alain)* (p. 5582).

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée : *Thiémé (Fabien)* (p. 5582).

Après l'article 70 :

Amendement n° 2 rectifié de M. Jean Tardito (institue une cotisation de 14,5 p. 100 sur les revenus financiers au profit du régime général de la sécurité sociale) : rejeté (p. 5583).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5583) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5583).

Communautés européennes : harmonisation fiscale : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5583).

Avant l'article 71 :

Discussion commune des amendements n°s 135 et 211 rectifié.

Amendement n° 135 de la commission (maintient inchangée la valeur locative des biens pris en crédit-bail mobilier lorsque, à l'expiration du contrat, ils sont acquis par le locataire) (p. 5583) : adopté après rectification (p. 5584).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 5583).

Favorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 5583) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5583).

Taxe professionnelle : réforme : *Richard (Alain)* (p. 5583).

Amendement n° 211 rectifié de M. Paul Lombard (maintient inchangée la valeur locative des biens pris en crédit-bail mobilier lorsque, à l'expiration du contrat, ils sont acquis par le locataire) (p. 5583) : devenu sans objet (p. 5584).

Soutenu par : *Thiémé (Fabien)* (p. 5583).

Article 71 *(modification de la base d'imposition à la taxe professionnelle en cas de création d'établissement ou de changement d'exploitant)* : adopté (p. 5584).

Discussion des amendements identiques n°s 86 de M. Philippe Auberger et 133 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejetés (p. 5584).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5584) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5584).

Après l'article 71 :

Interventions du président de la commission des finances : Assemblée nationale : amendements : recevabilité : *Le Garrec (Jean)* (p. 5584, 5585, 5589, 5590).

Amendement n° 12 de M. Jean-François Delahais (supprime la possibilité de réduction des valeurs locatives des immobilisations corporelles acquises à la suite d'apports, de scissions, de fusions de sociétés ou de cessions d'établissements prévue par le dernier alinéa de l'article 1518 B du code général des impôts) (p. 5585) : retiré (p. 5587).

Favorable : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5586).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5586) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5586, 5587).

Observations : *Wolff (Claude)* (p. 5586).

Impôts locaux : réforme : *Richard (Alain)* (p. 5586).

Amendement n° 11 de M. Jean-François Delahais (réserve aux entreprises en difficulté la possibilité de réduction des valeurs locatives des immobilisations corporelles acquises à la suite d'apports, de scissions, de fusions de sociétés ou de cessions d'établissements prévue par le dernier alinéa de l'article 1518 B du code général des impôts) : retiré (p. 5587).

Amendement n° 266 du Gouvernement (majore les valeurs locatives pour 1993) (p. 5587) : adopté (p. 5589).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5587, 5588).

Favorables : *Richard (Alain)* (p. 5587, 5588) ; *Wolff (Claude)* (p. 5588) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5588, 5589).

Défavorable : *Zeller (Adrien)* (p. 5587, 5588).

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 5587) ; *Dosière (René)* (p. 5587, 5588) ; *Douyère (Raymond)* (p. 5588).

Impôts locaux :

- taxe départementale sur le revenu : *Douyère (Raymond)* (p. 5588) ;

- taxe foncière sur les propriétés bâties : *Alphandéry (Edmond)* (p. 5587) ;

- valeurs locatives : révision : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5587, 5588) ; *Richard (Alain)* (p. 5587, 5588) ; *Dosière (René)* (p. 5587, 5588) ; *Douyère (Raymond)* (p. 5588) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5588, 5589).

Amendement n° 137 de la commission (modifie le calcul de l'attribution de compensation de la taxe professionnelle versée à chaque commune membre d'une communauté urbaine transformée en communauté de villes de sorte que l'ancien groupement conserve le produit de la fiscalité additionnelle aux trois taxes sur les ménages qu'il percevait avant la transformation) (p. 5589) : adopté (p. 5590).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 5589).

Favorable : *Hervé (Edmond)* (p. 5589).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5589) ; *Auberger (Philippe)* (p. 5589).

Assemblée nationale : amendements : recevabilité : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5589) ; *Auberger (Philippe)* (p. 5590).

Amendement n° 136 de la commission (modifie le calcul de l'attribution de compensation de la taxe professionnelle versée à chaque commune membre d'un district transformé en communauté de villes de sorte que l'ancien groupement conserve le produit de la fiscalité additionnelle aux trois taxes sur les ménages qu'il percevait avant la transformation) : adopté (p. 5590).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 5590).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5590).

Amendement n° 214 de M. Edmond Alphandéry (autorise les communes membres d'une communauté de communes à accroître leur taux de taxe professionnelle jusqu'au niveau de celui de la communauté de communes en s'affranchissant du principe de la liaison entre les taux des impôts locaux) : retiré (p. 5590).

Soutenu par : *Fréville (Yves)* (p. 5590).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5590) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5590).

Amendement n° 138 de la commission (modifie le calcul de l'attribution de compensation de la taxe professionnelle versée à chaque commune membre d'une communauté de communes transformée en communauté de villes de sorte que l'ancien groupement conserve le produit de la fiscalité additionnelle aux trois taxes sur les ménages qu'il percevait avant la transformation) (p. 5590) : adopté (p. 5591).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 5590).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5591).

Amendement n° 139 de la commission (dispose qu'en cas d'inclusion d'un district ou d'une communauté urbaine dans une communauté de communes ou de villes, le district ou la communauté urbaine ne peut bénéficier d'une fiscalité propre) (p. 5591) : adopté (p. 5592).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 5591).

Favorable : *Hervé (Edmond)* (p. 5591).

Défavorable : *Zeller (Adrien)* (p. 5591).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5591, 5592).

Amendement n° 140 de la commission (affecte aux communautés de villes, en fonction de leur potentiel fiscal, la compensation pour réduction des bases de taxe professionnelle au titre de l'embauche ou de l'investissement) : retiré (p. 5592).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 5592).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5592).

Amendement n° 141 de la commission (affecte aux communes membres des communautés de villes la compensation au titre des exonérations de taxe d'habitation et de taxe foncière sur les propriétés bâties perçues par l'ancien groupement dont elles étaient membres si elles augmentent leurs taux à due concurrence de ceux qui étaient appliqués par celui-ci) ; rectifié par le Gouvernement (suppression de la majoration de la dotation globale de fonctionnement prévue en conséquence et du financement de l'amendement) : adopté (p. 5592).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 5292).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5592) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5594).

Amendement n° 267 du Gouvernement (précise que le lien entre le taux de la taxe professionnelle et celui des autres impôts directs locaux joue également à la baisse) (p. 5592) ; rectifié (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 5593).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5592, 5593).

Défavorable : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5593).

Observations : *Dosière (René)* (p. 5592, 5593).

Collectivités locales : autonomie : *Dosière (René)* (p. 5593) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5593).

Amendement n° 220 de M. Yves Fréville (détermine le taux de la taxe d'habitation des communautés de villes en tenant compte de la taxe votée par les groupements à fiscalité propre et dispose que le lien entre les taux de la taxe professionnelle des communes et des groupements ne peut jouer à la baisse) ; rectifié (suppression de la référence à la liaison entre les taux) (p. 5593) : adopté (p. 5594) ; supprimé en seconde délibération ; application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5593, 5594).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 5593).

Amendement n° 225 de M. Edmond Hervé (maintient au profit des communautés de villes un minimum de 80 p. 100 des bases de taxe professionnelle des établissements créés avant le 1er janvier 1976) : adopté (p. 5594) ; modifié en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 5594).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5594).

Amendement n° 274 de M. Augustin Bonrepaux (modifie la répartition de l'écrêtement des bases de taxe professionnelle dans les communautés de villes prévue par l'article 1648 A du code général des impôts) (p. 5595) ; rectifié (part prioritaire minimum de la communauté ramenée de 30 p. 100 à 20 p. 100) : adopté (p. 5596).

Défavorable : *Auberger (Philippe)* (p. 5596).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 5595) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5595) ; *Fréville (Yves)* (p. 5595).

Assemblée nationale : amendements : recevabilité : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5595) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5596).

Amendement n° 226 de M. René Dosière (exclut de la répartition de la part principale du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle les communes de plus de 200 000 habitants dont le potentiel fiscal par habitant excède des deux tiers le potentiel fiscal moyen par habitant de leur groupe démographique et reverse les sommes dégagées aux communes éligibles de plus de 100 000 habitants) (p. 5596) : adopté après modifications (p. 5598).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 5597).

Défavorable : *Alphandéry (Edmond)* (p. 5597).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5597) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5597, 5598).

Assemblée nationale : amendements : recevabilité : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5597).

Impôts locaux : réforme : *Dosière (René)* (p. 5598).

Sous-amendement n° 256 de M. Gérard Bapt (n'applique pas les dispositions de l'amendement aux communes attributaires de la dotation de solidarité urbaine ou de la dotation particulière de solidarité urbaine) (p. 5596) : adopté (p. 5598).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5598).

Amendement n° 213 de M. Edmond Alphandéry (institue un fonds national de réduction des taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties alimenté par un prélèvement de 1 p. 100 effectué sur les bases de taxe professionnelle des communes dont les bases de taxe professionnelle par habitant excèdent le double de la moyenne des bases par habitant constatée au niveau national) (p. 5598) : retiré (p. 5599).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5599).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 5599).

Communes : dotation de développement rural : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5599).

Amendement n° 228 rectifié de M. René Dosière (dispose que les communes contribuant à la dotation de solidarité urbaine ne peuvent en être bénéficiaires) (p. 5599) : rejeté (p. 5600).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5599) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5600).

Amendements nos 10 corrigé et 257 de M. Adrien Zeller (autorisent les conseils municipaux à fixer la valeur des terrains constructibles dans la limite de 50 p. 100 de celle des terrains à bâtir) : retirés (p. 5600).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5600) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5600).

Rappel au règlement : *Brard (Jean-Pierre) :* estime que l'amendement n° 228 rectifié de M. Dosière a été adopté alors qu'il a été déclaré rejeté (p. 5600) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 5600).

Amendement n° 80 de M. Adrien Zeller (institue une taxe de publicité foncière dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle et en affecte le produit à l'informatisation du livre foncier) (p. 5600) : rejeté (p. 5601).

Favorables : *Gengenwin (Germain)* (p. 5601) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 5601).

Défavorable : *Richard (Alain)* (p. 5601).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5601).

Article 72 *(aménagement du régime fiscal des dividendes versés par les filiales à leur société mère) :* adopté après modifications (p. 5602) ; modifié en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Discussion des amendements identiques nos 87 de M. Philippe Auberger et 114 de M. Gilbert Gantier (maintiennent le régime fiscal des sociétés mères prévu par le paragraphe b du 1 de l'article 145 du code général des impôts pour les opérations de restructuration portant sur moins de 10 p. 100 du capital de la société émettrice) : rejetés (p. 5602).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5602) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5602).

Discussion des amendements identiques nos 88 de M. Philippe Auberger, 115 de M. Gilbert Gantier et 167 de M. Edmond Alphandéry (maintiennent le régime fiscal prévu par le 4 de l'article 145 du code général des impôts pour l'absorption par une tierce société d'une société détenant elle-même une participation entraînant l'application de ce régime) : retirés (p. 5602).

Amendement nº 89 de M. Philippe Auberger (maintient le régime fiscal des sociétés mères pour les titres sans droit de vote si la société participante satisfait au critère de détention minimale de 10 p. 100) : adopté (p. 5602).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 5602).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5602).

Après l'article 72 :

Amendement nº 207 de M. Gilbert Gantier (dispose que la provision pour congés payés n'est pas réintégrée au bénéfice en cas de transferts de personnels entre sociétés relevant de régimes sociaux différents) : rejeté (p. 5602).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5602) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5602).

Amendement nº 251 de M. Raymond Douyère (institue les centres de gestion habilités et leur confère des attributions relevant de la compétence des experts-comptables) : non soutenu (p. 5603).

Amendement nº 252 de M. Raymond Douyère (habilite certains collaborateurs des experts-comptables à viser le documents fiscaux issus des comptabilités des adhérents des centres de gestion agréés) : non soutenu (p. 5603).

Amendement nº 133 de la commission (étend le champ d'activité des centres de gestion agréés agricoles) : rejeté (p. 5603).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 5603).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5603).

Amendement nº 261 de M. Philippe Auberger (réduit le champ d'action des centres de gestion agréés non agricoles) : retiré (p. 5603).

Amendement nº 262 de M. Philippe Auberger (réduit le champ d'action des centres de gestion agréés dits « Cluzel ») : retiré (p. 5603).

Discussion commune des amendements nos 142, 275 et 253.

Amendement nº 142 de la commission (étend le champ d'intervention des centres de gestion agréés) (p. 5603) : retiré (p. 5604).

Sous-amendement nº 272 de M. Léonce Deprez (dispose que le visa doit être contresigné par un expert-comptable pour les adhérents dont le chiffre d'affaires est compris entre la limite supérieure du régime simplifié d'imposition et une fois et demie cette limite) : devenu sans objet (p. 5604).

Sous-amendement nº 273 de M. Léonce Deprez (dispose que les centres doivent employer un expert-comptable au-delà de 1 000 adhérents et par tranche de 500 adhérents supplémentaires) : devenu sans objet (p. 5604).

Amendement nº 275 de M. Jacques Roger-Machart (porte du double au quadruple des limites du régime du forfait la limite de chiffre d'affaires permettant de recourir aux centres de gestion agréés non agricoles pour la tenue de la comptabilité et dispose que les entreprises dont le chiffre d'affaires n'excédait pas les limites du régime simplifié d'imposition peuvent continuer de leur confier leur comptabilité en cas de franchissement de ce seuil) (p. 5604) : adopté (p. 5607).

Soutenu par : *Le Garrec (Jean)* (p. 5605).

Défavorable : *Dehaine (Arthur)* (p. 5605).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5604, 5605) ; *Bêche (Guy)* (p. 5605, 5606) ; *Wolff (Claude)* (p. 5606) ; *Auberger (Philippe)* (p. 5606, 5607).

Assemblée nationale : députés : sensibilité à certains intérêts : *Bêche (Guy)* (p. 5605, 5606).

Professions libérales et travailleurs indépendants : experts-comptables : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5604) ; *Dehaine (Arthur)* (p. 5605) ; *Bêche (Guy)* (p. 5605, 5606) ; *Wolff (Claude)* (p. 5606) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5606) ; *Auberger (Philippe)* (p. 5607).

Amendement nº 253 de M. Raymond Douyère (permet aux centres agréés au titre des bénéfices industriels et commerciaux de tenir la comptabilité des agriculteurs, professions libérales et titulaires de charges et offices) : adopté (p. 5607) ; supprimé en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5607).

Politique générale : réforme : *Douyère (Raymond)* (p. 5607).

Amendement nº 144 rectifié de la commission (institue un contrôle des centres de gestion agréés) : retiré (p. 5607).

Amendement nº 143 de la commission (opère un abattement de 90 p. 100 sur le bénéfice de la première année d'imposition des entreprises nouvelles qui, dès leur création, adhérent à un centre de gestion agréé) : retiré (p. 5607).

Amendement nº 145 de la commission (réduit les obligations des entreprises nouvelles adhérant à un centre de gestion agréé) : retiré (p. 5607).

Amendement nº 254 de M. Raymond Douyère (impose aux adhérents des centres de gestion agréés qui ont recours à un expert-comptable ou à un organisme agréé de transmettre leurs déclarations fiscales sur support magnétique à partir du 1er janvier 1995) (p. 5607) : adopté (p. 5608) ; supprimé en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 5608).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5608) ; *Dehaine (Arthur)* (p. 5608).

Amendement nº 208 de M. Gilbert Gantier (permet aux sociétés ayant subi un redressement faisant apparaître des plus-values à long terme de bénéficier du régime fiscal afférent à ce type de plus-values si les sommes en cause ont été réinvesties dans l'entreprise et portées à la réserve spéciale prévue à l'article 209 *quater* du code général des impôts) : rejeté (p. 5608).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5608) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5608).

Amendement nº 209 de M. Gilbert Gantier (prévoit que l'administration doit, même d'office, procéder à la restitution des taxes sur le chiffre d'affaires demeurées à la charge du redevable après qu'ait été prise une décision administrative de dégrèvement ou de restitution d'impôt sur le revenu ou sur les sociétés fondée sur la constatation que le chiffre d'affaires est inférieur à celui qui avait été retenu pour l'établissement de l'impôt) : rejeté (p. 5608).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5608) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5608).

Amendement n° 210 de M. Gilbert Gantier (porte de 10 000 F à 15 000 F le plafond de l'abondement que les entreprises peuvent pratiquer par salarié au titre du plan d'épargne entreprise et institue une déduction du revenu imposable au bénéfice des salariés réinvestissant pour une nouvelle période de cinq ans à l'issue du délai d'indisponibilité) : rejeté (p. 5608).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5608) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5608).

Article 73 *(adaptation du dispositif de taxation des résultats de filiales situées dans des paradis fiscaux)* (p. 5609) : adopté après modifications (p. 5611).

Discussion commune des amendements n°s 268 et 231.

Amendement n° 268 du Gouvernement (étend les dispositions de l'article aux sociétés ou groupements dans le capital desquels la participation de la société française ouvre droit au régime « mère-fille ») (p. 5609) : adopté (p. 5610).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5609).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 5610).

Amendement n° 231 de M. Gilbert Gantier (précise la définition du régime fiscal privilégié) (p. 5609) : rejeté (p. 5610).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5610) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5610).

Amendement n° 90 de M. Philippe Auberger (prend en compte les pertes de la filiale dans le résultat d'ensemble de la société mère) : rejeté (p. 5610).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5610) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5610).

Amendement n° 146 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5610).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 5610).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5610).

Amendement n° 232 de M. Gilbert Gantier (précise les droits financiers à retenir pour le calcul du bénéfice imposable de la société à raison de ses filiales implantées dans des « paradis fiscaux ») : rejeté (p. 5610).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 5610) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5610).

Amendement n° 91 corrigé de M. Philippe Auberger (de coordination) : rejeté (p. 5610).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5610) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5610).

Amendement n° 233 de M. Gilbert Gantier (rétablit la clause d'exemption automatique des bénéfices localisés dans un « paradis fiscal » dans sa rédaction antérieure à la loi de finances rectificative pour 1990) (p. 5610) : rejeté (p. 5611).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5611) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5611).

Amendement n° 147 de la commission (de précision) : adopté (p. 5611).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 5611).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5611).

Amendement n° 269 du Gouvernement (précise que les dispositions de l'article s'appliquent aux acquisitions ou souscriptions de participations permettant d'atteindre le seuil de 150 millions de F ou d'augmenter le montant de la participation si ce seuil est déjà atteint) : adopté (p. 5611).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5611).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 5611).

Amendement n° 117 de M. Gilbert Gantier : devenu sans objet (p. 5611).

Amendement n° 234 de M. Gilbert Gantier (maintient les règles de détention, de régime fiscal et d'imposition du régime transitoire) : rejeté (p. 5611).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5611) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5611).

Amendement n° 118 de M. Gilbert Gantier (retire tout caractère rétroactif à l'article) : rejeté (p. 5611).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5611) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5611).

Amendement n° 148 corrigé de la commission (de coordination) : adopté (p. 5611).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 5611).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5611).

Article 74 *(conditions d'application dans le temps des règles de procédure)* (p. 5611) : adopté (p. 5613).

Défavorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 5612).

Impôts et taxes : contrôle fiscal : « lois Aicardi » : *Gantier (Gilbert)* (p. 5612).

Lois : rétroactivité et validations législatives : *Gantier (Gilbert)* (p. 5612).

Parlement : rôle : *Gantier (Gilbert)* (p. 5612).

Amendement n° 255 de M. Gilbert Gantier (précise que les lois de procédure fiscale s'appliquent immédiatement aux formalités accomplies après leur date d'entrée en vigueur y compris lorsque ces formalités concernent des avis de mise en recouvrement) (p. 5612) : rejeté (p. 5613).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 5612, 5613) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5613).

Article 75 *(compétence de la direction nationale des vérifications de situations fiscales)* : adopté après modifications (p. 5613).

Défavorables : *Gantier (Gilbert)* (p. 5613) ; *Auberger (Philippe)* (p. 5613).

Constitution : domaine réglementaire : *Auberger (Philippe)* (p. 5613).

Justice : indépendance : *Gantier (Gilbert)* (p. 5613) ; *Auberger (Philippe)* (p. 5613).

Lois :

- de procédure et répressives : lien : *Gantier (Gilbert)* (p. 5613) ;

- rétroactivité : *Gantier (Gilbert)* (p. 5613).

Amendement n° 149 de la commission (de suppression) : retiré (p. 5613).

Amendement n° 258 de M. Alain Richard (précise la date d'entrée en vigueur de l'article) : adopté (p. 5613).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5613).

Article 76 *(extension du droit de communication à la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques)* (p. 5613) : adopté après modifications (p. 5614).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 5614).

Défavorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 5614).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5614).

Lois : validations législatives : *Gantier (Gilbert)* (p. 5614).

Partis et mouvements politiques : financement : *Gantier (Gilbert)* (p. 5614).

Amendement n° 150 de la commission (étend les dispositions de l'article au financement des partis politiques) : adopté (p. 5614).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 5614).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5614).

Après l'article 76 :

Amendement n° 271 de M. Jean-Pierre Brard (porte à deux ans la durée de l'examen contradictoire de l'ensemble de la situation fiscale personnelle en cas de découverte d'une activité occulte) : adopté (p. 5615).

Favorables : *Richard (Alain)* (p. 5615) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5615).

Impôts et taxes : contrôle fiscal : rapport de M. Guy Bêche : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5615).

Amendement n° 23 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (dispose que la nullité du redressement ne peut être prononcée que lorsque la violation des règles de procédure a porté atteinte aux intérêts du contribuable et limite les cas de décharge des majorations ou amendes) : rejeté (p. 5615).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5615) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5615).

Article 77 *(garanties de procédure en matière de sanctions fiscales)* (p. 5615) : adopté (p. 5616).

Défavorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 5616).

Après l'article 77 :

Amendement n° 235 de M. Gilbert Gantier (autorise le remboursement par anticipation aux entreprises en difficulté des créances sur le Trésor résultant de l'option pour le report en arrière des déficits) : rejeté (p. 5616).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5616) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5616).

Amendement n° 24 de M. Jean-Pierre Brard (porte de trois à quatre ans le délai de reprise en matière d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés) : retiré (p. 5616).

Amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Brard (porte de trois à quatre ans le délai de reprise en matière de taxes sur le chiffre d'affaires) : retiré (p. 5616).

Amendement n° 26 de M. Jean-Pierre Brard (porte de trois à quatre ans le délai de reprise en matière de droits d'enregistrement, de taxe de publicité foncière, de droits de timbre ainsi que de taxes, redevances et autres impositions assimilées) (p. 5616) : rejeté (p. 5617).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5617) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5617).

Article 78 *(revalorisation du barème des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires de base) :* adopté (p. 5617).

Article 79 *(déplafonnement du versement de transport)* (p. 5617) : adopté après modifications (p. 5619).

Défavorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 5617).

Entreprises : charges : *Gantier (Gilbert)* (p. 5617).

Discussion commune des amendements n°s 92 de M. Philippe Auberger et 121 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 5617) : rejetés (p. 5618).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5618) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5618).

Entreprises : charges : *Auberger (Philippe)* (p. 5617).

Transports urbains :

- financement : Etat : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5618) ;

- gestion : *Auberger (Philippe)* (p. 5617) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5618).

Amendement n° 122 de M. Gilbert Gantier (limite le déplafonnement à deux fois le salaire plafond de la sécurité sociale) : rejeté (p. 5618).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5618) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5618).

Amendement n° 151 rectifié de la commission (fixe les taux de versement de transport de sorte que soit limitée la hausse des contributions des entreprises situées en région parisienne et dans les villes de plus de 100 000 habitants) (p. 5618) ; rectifié par le Gouvernement (suppression du financement de l'amendement) : adopté (p. 5619).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 5618, 5619).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5619).

Amendement n° 168 de M. Yves Fréville (fixe les taux du versement de transport de sorte que la contribution des entreprises ne soit pas augmentée) : devenu sans objet (p. 5619).

Après l'article 79 :

Discussion commune des amendements n°s 152 corrigé de la commission et 264 rectifié de M. Guy Malandain (assujettissent les « cafés-musiques » au taux réduit de la T.V.A.) : retirés (p. 5619).

Soutenus par : *Richard (Alain)* (p. 5619).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5619).

Amendement n° 48 de M. Patrick Ollier (affecte une partie de la dotation générale de décentralisation aux communes de moins de 2 000 habitants accueillant des enfants en sections de petite enfance ou en crèches) : rejeté (p. 5619).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 5619).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5619) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5619).

Amendement n° 49 de M. Patrick Ollier (affecte une partie de la dotation générale de décentralisation à la compensation des charges de transport pour les départements et de personnel pour les communes résultant des regroupements pédagogiques intercommunaux) (p. 5619) : rejeté (p. 5620).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 5619).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5619) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5619).

Amendement n° 50 de M. Patrick Ollier (prévoit que la compensation due par les communes au titre de leurs enfants scolarisés dans une autre commune est fixée par accord entre les communes intéressées) : rejeté (p. 5620).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 5619).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5619) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5619).

Amendement n° 153 de la commission (institue un prélèvement forfaitaire sur l'ensemble des jeux - excepté le Loto sportif - exploités par la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport - F.N.D.S. - et majore celui que dernier perçoit au titre du pari mutuel) : retiré (p. 5620).

Soutenu par : *Migaud (Didier)* (p. 5620).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5620).

Sports : fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) : engagements du Gouvernement : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5620).

Amendement n° 250 de M. Philippe Auberger (prévoit le versement à la recette des impôts dès leur encaissement des droits sur les actes d'huissier affectés au financement de l'aide juridique) : adopté (p. 5620) ; supprimé en seconde délibération : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [23 novembre 1992] (p. 5902).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 5620).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5620).

Avant l'article 80 :

Amendement n° 154 de M. Raymond Douyère (fixe à onze millions de francs le plafond de la taxe perçue au profit de l'établissement public foncier du Puy-de-Dôme) (p. 5620) : adopté (p. 5621).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 5620).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5621).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 5621).

B. - Autres mesures.

Article 80 *(régularisation de la dotation globale de fonctionnement) :* adopté (p. 5621).

Après l'article 80 :

Amendement n° 72 rectifié de M. Philippe Auberger (précise que les factures doivent émaner des installateurs pour l'attribution de la réduction d'impôt au titre des dépenses de grosses réparations afférentes à la résidence principale) : retiré (p. 5621).

Amendement n° 5 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (modifie le calcul du prélèvement au titre de la dotation de solidarité Ile-de-France en réduisant de trois fois à deux fois et demie le potentiel fiscal moyen pour l'application du taux de 10 p. 100 et exonère de tout prélèvement les communes dont le rapport entre le nombre de logements sociaux et la population excède 11 p. 100) : rejeté (p. 5621).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 5621) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5621).

Amendement n° 14 de M. Germain Gengenwin (étend le bénéfice du fonds de compensation de la T.V.A. aux subventions d'investissement versées par les collectivités locales aux établissements publics locaux d'équipement) : non soutenu (p. 5621).

Après l'article 86 :

Discussion commune des amendements nos 185 de M. Fabien Thiémé et 259 de M. Jean Le Garrec (prévoient la prise en compte des résidences universitaires dans le calcul des dotations versées par l'Etat aux communes) (p. 5621) : retirés (p. 5622).

Amendement no 185 de M. Fabien Thiémé : soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5621, 5622).

Intervention du rapporteur général de la commission des finances : Richard (Alain) (p. 5622).

Intervention du président de la commission des finances : Le Garrec (Jean) (p. 5622).

Intervention du Gouvernement : Malvy (Martin) (p. 5623).

Logement :

- fonds de garantie à l'accession sociale à la propriété : *Richard (Alain)* (p. 5622) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5622, 5623) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5623) ;
- logement social : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5623).

Demande d'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5623).

Texte sur lequel le Gouvernement demande à l'Assemblée nationale de se prononcer par un seul vote à l'exclusion de tout autre amendement (p. 5623 à 5628).

Explications de vote : *Auberger (Philippe)* (p. 5628) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5628) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 5629) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 5629) ; *Bêche (Guy)* (p. 5629).

Intervention de M. Gilbert Gantier (p. 5630).

Intervention du président de la commission des finances : Le Garrec (Jean) (p. 5630).

Intervention du Gouvernement : Malvy (Martin) (p. 5630).

Assemblée nationale : commission des finances : membres et personnel : *Gantier (Gilbert)* (p. 5630) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5630) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5630).

Commerce extérieur : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) : *Gantier (Gilbert)* (p. 5629) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5630).

Communautés européennes : Maastricht : *Thiémé (Fabien)* (p. 5629).

Education et apprentissage : *Auberger (Philippe)* (p. 5628).

Entreprises :

- charges : *Auberger (Philippe)* (p. 5628) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5628, 5629) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 5629) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5630) ;
- investissements : *Gantier (Gilbert)* (p. 5628).

Finances publiques :

- déficit : *Gantier (Gilbert)* (p. 5628, 5629) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 5629, 5630) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5630) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5630) ;
- dépenses prioritaires : *Bêche (Guy)* (p. 5629) ;
- prélèvements obligatoires : *Auberger (Philippe)* (p. 5628) ;
- recettes fiscales : moins values : *Gantier (Gilbert)* (p. 5628).

Impôts et taxes : Conseil des impôts : rapport : *Auberger (Philippe)* (p. 5628).

Logement : *Auberger (Philippe)* (p. 5628) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 5629) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 5630).

Motion de censure : article 49, alinéa 3, de la Constitution : *Gantier (Gilbert)* (p. 5629) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 5629) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 5629).

Partis et mouvements politiques :

- parti communiste : améliorations obtenues au cours de la discussion budgétaire : *Thiémé (Fabien)* (p. 5629) ;
- parti communiste : attitude dans la suite de la procédure budgétaire : *Thiémé (Fabien)* (p. 5629) ;
- parti socialiste : améliorations obtenues au cours de la discussion budgétaire : *Bêche (Guy)* (p. 5629, 5630).

Politique économique :

- croissance et environnement international : *Le Garrec (Jean)* (p. 5630) ;
- taux d'intérêt : *Gantier (Gilbert)* (p. 5628).

Prévisions et projections économiques : *Auberger (Philippe)* (p. 5628) ; *Bêche (Guy)* (p. 5629).

Vote des groupes :

Groupe communiste : contre : *Thiémé (Fabien)* (p. 5629).

Groupe R.P.R. : contre : *Auberger (Philippe)* (p. 5628).

Groupe socialiste : pour : *Bêche (Guy)* (p. 5630).

Groupe U.D.C. : contre : *Alphandéry (Edmond)* (p. 5629).

Groupe U.D.F. : contre : *Gantier (Gilbert)* (p. 5629).

Rejet (p. 5630).

Demande de seconde délibération des articles 38, 39 et état B, 40 et état C, 41, 42, 43 et état D, 44, 45, 70 B, 71 *nonies*, 71 *decies*, 72, 72 *ter*, 72 *quater*, 79 *bis*, 80 *bis*, 83, 87, 88, 89 *bis* de la deuxième partie du projet de loi de finances et, pour coordination, de l'article 37 et de l'état A de la première partie dans la rédaction des amendements nos 1 à 22 du Gouvernement : *Malvy (Martin)* (p. 5631).

Ces amendements (p. 5631 à 5636) rétablissent ou modifient les articles rejetés en première délibération, modifient les articles 71 *decies*, 72 et 83 et, pour coordination, l'article 37, et suppriment les articles 70 B, 71 *nonies*, 72 *ter*, 72 *quater*, 79 *bis*, 80 *bis* et 89 *bis*.

Soutenus par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5637).

Finances publiques : dépenses : compléments de crédits consentis par le Gouvernement : *Malvy (Martin) (G)* (p. 5637).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5637).

Partis et mouvements politiques : opposition : contradictions.

Projet de loi de finances : modifications apportées et vote de nombreux budgets.

Texte sur lequel le Gouvernement engage sa responsabilité (p. 5639 à 5670).

Prise d'acte de l'adoption en première lecture du projet de loi de finances pour 1993, la motion de censure déposée par MM. Charles Milllon, Bernard Pons, Jacques Barrot et quatre-vingt-cinq membres de l'Assemblée n'ayant pas été adoptée [23 novembre 1992] (p. 5902).

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 1992] (p. 6975).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des finances : *Richard (Alain)* (p. 6975).

Discussion générale : Tardito (Jean) (p. 6975) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6976) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6977) ; *Auberger (Philippe)* (p. 6978).

Réponse du Gouvernement : Malvy (Martin) (p. 6979).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : Etats-Unis : *Tardito (Jean)* (p. 6975, 6976).

Agriculture :

- G.A.T.T. : *Tardito (Jean)* (p. 6975) ;
- retraites agricoles : *Douyère (Raymond)* (p. 6977).

Assemblée nationale : conditions de travail : *Gantier (Gilbert)* (p. 6977).

Bâtiment et travaux publics : *Gantier (Gilbert)* (p. 6978).

Chômage : *Tardito (Jean)* (p. 6976) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6979).

Collectivités locales : transferts de charges : *Gantier (Gilbert)* (p. 6978).

Commerce extérieur : *Gantier (Gilbert)* (p. 6977).

Emploi :

- licenciements : *Tardito (Jean)* (p. 6975) ;
- politique : *Douyère (Raymond)* (p. 6976).

Enseignement : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6980).

Entreprises :

- charges : *Gantier (Gilbert)* (p. 6978) ;
- financement : *Auberger (Philippe)* (p. 6979) ;
- investissements : *Gantier (Gilbert)* (p. 6977) ;
- transmission : projet de loi sur la fiducie : *Gantier (Gilbert)* (p. 6978).

Finances publiques :

- déficit budgétaire : *Gantier (Gilbert)* (p. 6977, 6978) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6980) ;
- dépenses : de fonctionnement et d'investissement : *Gantier (Gilbert)* (p. 6978) ;
- dépenses : niveau et évolution : *Douyère (Raymond)* (p. 6976) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6977) ;
- dépenses prioritaires : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6980) ;
- dette publique : *Tardito (Jean)* (p. 6976) ;
- prélèvements obligatoires : *Gantier (Gilbert)* (p. 6978) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6980).

Logement et habitat : *Douyère (Raymond)* (p. 6977) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6978) ; *Auberger (Philippe)* (p. 6978, 6979) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6980).

Logement et habitat : rapport du Conseil national des impôts : *Auberger (Philippe)* (p. 6979) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6980).

Marchés financiers : *Tardito (Jean)* (p. 6976).

Partis et mouvements politiques :

- opposition : dépenses publiques : absence de propositions de réduction et accroissement des dépenses : *Douyère (Raymond)* (p. 6976) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6979) ;
- opposition : divisions : *Douyère (Raymond)* (p. 6976) ;
- opposition : propositions en matière économique et fiscale : *Tardito (Jean)* (p. 6976) ;
- parti communiste : amendements : *Tardito (Jean)* (p. 6975, 6976).

Personnes âgées : dépendance : *Douyère (Raymond)* (p. 6976).

Politique économique :

- comparaisons internationales : *Douyère (Raymond)* (p. 6977) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6979) ;
- croissance : *Douyère (Raymond)* (p. 6977) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6977) ;
- déflation : *Tardito (Jean)* (p. 6976) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6977) ;
- « désinflation compétitive » : *Tardito (Jean)* (p. 6976) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6977) ;
- « économie mixte » : *Tardito (Jean)* (p. 6976) ;
- environnement international : *Gantier (Gilbert)* (p. 6977) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6979) ;
- franc : *Tardito (Jean)* (p. 6976) ;
- négociations commerciales internationales : G.A.T.T. : industrie et services : *Tardito (Jean)* (p. 6975) ;
- taux d'intérêt : *Gantier (Gilbert)* (p. 6977).

Prévisions et projections économiques : *Richard (Alain)* (p. 6975) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6977).

Sénat : question préalable : adoption : *Richard (Alain)* (p. 6975) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6976).

Travail : partage : *Douyère (Raymond)* (p. 6976).

Discussion des articles [11 décembre 1992] (p. 6980, 6988).

Première partie : *Conditions générales de l'équilibre financier.*

Demande de réserve du vote sur l'ensemble des articles et des amendements : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6980).

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

A. - Dispositions antérieures.

Article 1er *(autorisation de percevoir les impôts existants) :* vote réservé (p. 6981) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

B. - Mesures fiscales.

1. Mesures en faveur des ménages.

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu) :* vote réservé (p. 6981) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Article 2 bis *(modalités d'imputation de la réduction d'impôt pour dépenses de grosses réparations) :* vote réservé (p. 6981) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Article 3 *(institution d'une réduction d'impôt pour la scolarisation d'enfants à charge dès le second degré) :* vote réservé (p. 6981) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Amendement n° 128 de M. Michel Jacquemin (étend le bénéfice des dispositions de l'article à l'apprentissage) : vote réservé (p. 6981) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 6981).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6981) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6981).

Après l'article 3 :

Amendement n° 126 de M. Michel Barnier (permet aux contribuables de considérer comme à leur charge les personnes en provenance de l'ancienne Yougoslavie qu'ils accueillent en qualité de réfugiés) (p. 6981) : vote réservé (p. 6982) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 6982).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6982) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6982).

Article 4 *(amélioration des dispositions relatives à la réduction d'impôt pour investissement locatif)* (p. 6982) : vote réservé (p. 6985) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Amendement n° 32 de la commission (porte de six à neuf ans la durée de l'engagement de location) (p. 6982) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6982, 6983).

Favorables : *Douyère (Raymond)* (p. 6983) ; *Bêche (Guy)* (p. 6983).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6983).

Discussion des amendements identiques nos 72 de M. Pierre Méhaignerie et 99 de M. Gilbert Gantier (suppriment l'obligation de donner à bail le logement dans les six mois suivant l'achèvement ou l'acquisition de l'immeuble) : vote réservé (p. 6983) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6983) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6983).

Amendement n° 72 de M. Pierre Méhaignerie : soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 6983).

Amendements n°s 100 de M. Gilbert Gantier et 58 de M. Philippe Auberger (ramènent du 1er janvier 1993 au 15 mars 1992 la date de souscription de parts de S.C.P.I. donnant droit à la réduction d'impôt) : votes réservés (p. 6983) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6983) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6983).

Amendement n° 33 de la commission (porte de six à neuf ans la durée de détention des parts de S.C.P.I.) (p. 6983) : vote réservé (p. 6984) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6983).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6983).

Discussion des amendements identiques n°s 59 de M. Philippe Auberger et 101 de M. Gilbert Gantier (instituent une réduction d'impôt *prorata-temporis* pour les parts de S.C.P.I.) : vote réservé (p. 6984) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6984) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6984).

Discussion commune des amendements n°s 60 et 73.

Amendement n° 60 de M. Philippe Auberger (étend le bénéfice de la réduction d'impôt aux logements ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier avant le 15 mars 1992 mais dont les travaux n'ont commencé qu'après cette date) : vote réservé (p. 6984) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6984) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6984).

Amendement n° 73 de M. Jean-Jacques Weber (étend le bénéfice de la réduction d'impôt aux logements ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier après le 15 mars 1991) : non soutenu (p. 6984).

Amendement n° 102 de M. Gilbert Gantier (étend le bénéfice de la réduction d'impôt aux logements ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier après le 15 mars 1991) (p. 6984) : vote réservé (p. 6985) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6985) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6985).

Après l'article 4 :

Amendement n° 20 de M. Guy Hermier (exonère de la taxe d'habitation pour 1993 et 1994 les contribuables ayant subi une perte de jouissance de leur logement à la suite des catastrophes naturelles intervenues en 1992 ; exonère de la taxe foncière sur les propriétés bâties, pour cinq ans à partir de 1993, ceux d'entre eux devant effectuer des travaux de gros œuvre ou de reconstruction et majore à due concurrence le taux de l'impôt sur les sociétés) : vote réservé (p. 6985) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 6985).

Défavorable : *Richard (Alain)* (p. 6985).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6985).

Amendement n° 21 de M. Jean-Pierre Brard (institue un dégrèvement de 50 p. 100 de la taxe foncière sur les propriétés bâties au profit des contribuables exonérés de l'impôt sur le revenu et propriétaires d'un logement dont la valeur locative est inférieure au double de la valeur locative nationale moyenne et majore à due concurrence le tarif de la dernière tranche du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6993) : vote réservé (p. 6994) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 6993).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6993) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6993).

Impôts locaux : coût des dégrèvements et nécessité de maintenir la responsabilité des élus : *Richard (Alain)* (p. 6993).

Article 4 *bis* *(abaissement du plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu) :* vote réservé (p. 6994) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Article 5 *(suspension de la perception de la taxe de 0,6 p. 100 sur les revenus soumis à prélèvement libératoire) :* vote réservé (p. 6994) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Article 6 *(actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) :* supprimé en première lecture (p. 6994).

Article 7 *(relèvement de la limite d'exonération de la contribution des employeurs à l'acquisition de titres-restaurant par les salariés) :* vote réservé (p. 6994) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Après l'article 7 :

Amendement n° 95 de M. Gilbert Gantier (exclut la valeur de capitalisation des rentes viagères de l'assiette de l'impôt sur la fortune) : vote réservé (p. 6994) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6994) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6994).

2. Mesures en faveur de l'agriculture.

Article 8 *(suppression de la part départementale et de la part régionale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties)* (p. 6994) : vote réservé (p. 6995) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Amendement n° 107 de M. Gilbert Gantier (institue une compensation intégrale et permanente par l'Etat des pertes de recettes subies par les départements et les régions) : vote réservé (p. 6995) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6995) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6995).

Collectivités locales : ressources et dépenses : *Richard (Alain)* (p. 6995).

Article 9 *(prorogation de l'application du taux super-réduit de taxe sur la valeur ajoutée aux ventes d'animaux vivants de boucherie à des non-assujettis) :* vote réservé (p. 6995) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Après l'article 9 :

Amendement n° 105 de M. Denis Jacquat (soumet tous les produits de l'horticulture et de la sylviculture au taux réduit de la T.V.A.) : vote réservé (p. 6996) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 6996).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6996) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6996).

3. Mesures en faveur de l'investissement et de l'emploi.

Article 10 *(réduction du taux de l'impôt sur les sociétés et mesures d'accompagnement) :* vote réservé (p. 6996) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Article 10 *bis* *(aménagement de la durée du premier exercice des groupes) :* vote réservé (p. 6996) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Article 11 *(suppression de la déductibilité des dividendes) :* vote réservé (p. 6996) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Amendement n° 74 de M. Edmond Alphandéry (reporte du 1er janvier 1992 au 1er janvier 1993 la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article) : vote réservé (p. 6996) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 6996).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6996) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6996).

Article 12 *(adaptation du régime fiscal des parts ou actions d'O.P.C.V.M. détenues par les entreprises)* (p. 6996) : vote réservé (p. 7000) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Amendement n° 104 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : vote réservé (p. 6997) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6997) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6997).

Discussion commune des amendements nos 75 de M. Germain Gengenwin et 121 de M. Raymond Douyère (excluent les titres émis par les sociétés coopératives du champ d'application de l'article) (p. 6997) : votes réservés (p. 6998) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6998) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6998).

Amendement n° 75 de M. Germain Gengenwin : soutenu par : *Caro (Jean-Marie)* (p. 6998).

Amendement n° 34 de la commission (évalue par référence à une moyenne semestrielle l'actif des O.P.C.V.M. - actions placés hors du champ d'application de l'article) : vote réservé (p. 6998) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6998).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6998).

Discussion commune des amendements nos 76 de M. Germain Gengenwin et 122 de M. Raymond Douyère (de conséquence) : votes réservés (p. 6998) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6998) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6998).

Amendement n° 76 de M. Germain Gengenwin : soutenu par : *Caro (Jean-Marie)* (p. 6998).

Amendement n° 138 du Gouvernement (précise et assouplit les dispositions de l'article) (p. 6998) : vote réservé (p. 7000) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6999).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 6999, 7000).

Observations : *Auberger (Philippe)* (p. 7000) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7000).

Assemblée nationale : amendements : dépôt tardif par le Gouvernement : *Richard (Alain)* (p. 6999, 7000) ; *Auberger (Philippe)* (p. 7000) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7000).

Impôts et taxes : législation : complexité et modifications successives : *Auberger (Philippe)* (p. 7000).

Article 13 *(extension du champ d'application du dispositif en faveur de la reprise d'entreprises en difficulté)* : vote réservé (p. 7000) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Article 13 *bis* *(prorogation de la réduction d'impôt en faveur des souscriptions au capital des sociétés nouvelles)* : vote réservé (p. 7000) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Article 14 *(majoration du crédit d'impôt formation pour l'emploi d'apprentis)* (p. 7000) : vote réservé (p. 7001) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Amendements nos 44 rectifié, 45, 46, 47 et 48 du Gouvernement (étendent le dispositif du crédit d'impôt formation aux dépenses exposées par les entreprises pour l'accueil des jeunes en stage) : votes réservés (p. 7001) ; adoptés : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenus par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7001).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7001).

Après l'article 14 :

Amendement n° 96 rectifié de M. Denis Jacquat (exonère d'impôt sur le revenu la compensation forfaitaire versée aux petites entreprises pour les dépenses d'apprentissage) : vote réservé (p. 7001) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 7001).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7001) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7001).

Article 15 *(mesures d'allégements et de simplification en faveur des petits redevables de la taxe sur les salaires)* : vote réservé (p. 7002) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Article 16 *(exonération de la taxe sur les conventions d'assurance applicable à certains contrats)* : vote réservé (p. 7002) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Article 17 *(reconduction et adaptation du crédit d'impôt recherche)* : vote réservé (p. 7002) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

4. Mesures en faveur de l'environnement.

Article 18 *(reconduction de diverses mesures d'amortissement exceptionnel)* : vote réservé (p. 7002) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Avant l'article 19 :

Amendement n° 5 du Gouvernement (regroupe l'ensemble des dispositions relatives à la T.I.P.P. applicable au gaz naturel dans un nouvel article 266 *quinquies* du code des douanes) (p. 7002) : vote réservé (p. 7003) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7002, 7003).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7003).

Amendement n° 66 rectifié de M. Jacques Roger-Machart (étend l'exonération de T.I.P.P. aux hydrocarbures liquides utilisés dans les unités de cogénération) : non soutenu (p. 7003).

Article 19 *(exonération de la taxe intérieure de consommation pour le gaz naturel utilisé dans les unités de cogénération)* (p. 7003) : vote réservé (p. 7004) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 7003, 7004) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7003) ; *Richard (Alain)* (p. 7003) ; *Auberger (Philippe)* (p. 7004).

Energie :

- cogénération : gaz naturel et hydrocarbures liquides : distorsion de concurrence : *Gantier (Gilbert)* (p. 7003) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7003) ; *Richard (Alain)* (p. 7003) ;

- hydrocarbures : teneur en soufre : *Gantier (Gilbert)* (p. 7003, 7004) ; *Richard (Alain)* (p. 7003) ; *Auberger (Philippe)* (p. 7004).

Amendement n° 6 du Gouvernement (harmonise la rédaction de l'article avec la directive n° 92-81 du Conseil des communautés européennes en date du 19 octobre 1992) : vote réservé (p. 7003) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7003).

Amendement n° 109 de M. Gilbert Gantier (étend l'exonération aux hydrocarbures liquides) : vote réservé (p. 7004) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7004) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7004).

5. Mesures diverses et de reconduction.

Article 20 *(actualisation de la limite de l'abattement de 20 p. 100 sur les bénéfices déclarés par les adhérents des centres de gestion et associations agréés)* : vote réservé (p. 7004) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Après l'article 20 :

Amendement n° 35 de la commission (ramène de 4,8 p. 100 à 1 p. 100 le taux du droit d'enregistrement sur les cessions de parts ou de titres en capital des établissements de crédits mutualistes ou coopératifs) (p. 7004) : vote réservé (p. 7005) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Le Garrec (Jean)* (p. 7004).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7004, 7005).

Assemblée nationale : président de la commission des finances : « Attila fiscal » : *Le Garrec (Jean)* (p. 7004) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7004).

Article 21 *(extension du droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits pétroliers)* : vote réservé (p. 7005) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Amendement n° 7 corrigé du Gouvernement (de coordination) : vote réservé (p. 7005) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7005).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7005).

Après l'article 21 :

Discussion commune des amendements n°s 31 de M. Fabien Thiémé et 77 de M. Edouard Landrain (assujettissent les compétitions sportives au taux réduit de la T.V.A.) : votes réservés (p. 7006) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7006) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7006).

Amendement n° 31 de M. Fabien Thiémé : soutenu par : *Tardita (Jean)* (p. 7006).

Amendement n° 77 de M. Edouard Landrain : soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 7006).

Discussion commune des amendements n°s 84 de M. Germain Gengenwin et 94 de M. Philippe Vasseur (assujettissent les prestations liées à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux au taux réduit de la T.V.A.) (p. 7006) : votes réservés (p. 7007) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenus par : *Gantier (Gilbert)* (p. 7006).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7006, 7007) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7007).

Communautés européennes : harmonisation fiscale : *Richard (Alain)* (p. 7006) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7007).

Article 22 *(pérennisation de la majoration de 0,4 p. 100 des frais d'assiette et de recouvrement en matière d'impôts directs locaux)* : vote réservé (p. 7007) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Après l'article 22 :

Amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Brard (institue un dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour certaines catégories de contribuables et majore à due concurrence le tarif de la dernière tranche du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) : vote réservé (p. 7007) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Tardita (Jean)* (p. 7007).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7007) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7007).

Impôts locaux :

- dégrèvement : coût et nécessité de maintenir la responsabilité des élus locaux : *Richard (Alain)* (p. 7007) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7007) ;

- valeurs locatives : révision : *Richard (Alain)* (p. 7007).

Amendement n° 57 de M. Jean-Pierre Brard (institue un dégrèvement pour dix ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour certaines catégories de contribuables et majore à due concurrence le tarif de la dernière tranche du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7007) : vote réservé (p. 7008) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Tardita (Jean)* (p. 7008).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 7008) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7008).

Article 23 *(modification des conditions de paiement de la taxe professionnelle et de la période de référence pour le calcul du plafonnement de cette taxe par rapport à la valeur ajoutée)* (p. 7008) : vote réservé (p. 7009) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Discussion des amendements identiques n°s 78 de M. Edmond Alphandéry et 98 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : vote réservé (p. 7009) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Favorable : *Auberger (Philippe)* (p. 7009).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7009) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7009).

Taxe professionnelle : réforme : *Richard (Alain)* (p. 7009).

Après l'article 23 :

Amendement n° 24 de M. Jean-Pierre Brard (institue une cotisation minimum de taxe professionnelle égale à 1,5 p. 100 de la valeur ajoutée) (p. 7009) : vote réservé (p. 7010) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Tardita (Jean)* (p. 7009).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7009) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7010).

Taxe professionnelle : réforme : *Richard (Alain)* (p. 7009).

Article 24 *(modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers)* (p. 7010) : vote réservé (p. 7011) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (transpose les dispositions des directives du Conseil des communautés européennes n°s 92-81 et 92-82 du 19 octobre 1992) : vote réservé ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7011).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7011).

Assemblée nationale : amendements : rectification : *Richard (Alain)* (p. 7011).

Sous-amendement n° 112 de M. Philippe Auberger (propose une modification relative au pétrole lampant) : satisfait par la rectification apportée par le Gouvernement ; retiré (p. 7011).

Après l'article 24 :

Amendement n° 10 du Gouvernement (aménage la taxe de 3 p. 100 sur la valeur vénale des immeubles appartenant à des personnes morales étrangères afin de la rendre compatible avec les conventions fiscales existantes) (p. 7011) : vote réservé (p. 7012) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7012).

Favorables : *Richard (Alain)* (p. 7012) ; *Tardito (Jean)* (p. 7012) ;

Discussion commune des amendements n°s 11 et 83.

Amendement n° 11 du Gouvernement (harmonise la taxation applicable aux produits utilisés en addition ou en substitution à des carburants ou à des combustibles avec la directive du Conseil des Communautés n° 92-81 du 19 octobre 1992) : vote réservé (p. 7012) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7012).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7012).

Amendement n° 83 de M. Germain Gengenwin (exonère de la T.I.P.P. les livraisons de gaz naturel destinées au chauffage de serres abritant des productions végétales) : vote réservé (p. 7012) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 7012).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7012) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7012)).

Communautés européennes : harmonisation fiscale : *Richard (Alain)* (p. 7012).

Amendement n° 9 du Gouvernement (transpose dans l'article 265 *bis* du code des douanes les dispositions relatives à l'exonération de la T.I.P.P. de produits pétroliers prévue par la directive du Conseil des Communautés n° 92-81 du 19 octobre 1992) (p. 7012) : vote réservé (p. 7013) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7013).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7013).

Article 25 *(reconduction du prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières) :* vote réservé (p. 7013) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Article 26 *(hausse du droit de consommation sur les tabacs) :* vote réservé (p. 7013) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Amendement n° 79 de M. Germain Gengenwin (supprime l'augmentation du droit de consommation sur les cigares) : vote réservé (p. 7013) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 7013).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7013) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7013).

Communautés européennes : harmonisation fiscale : *Gantier (Gilbert)* (p. 7013).

Partis et mouvements politiques : opposition : réduction des recettes : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7013).

Amendement n° 12 du Gouvernement (institue la catégorie des tabacs destinés à rouler les cigarettes et l'assujettit au droit de consommation applicable à ces dernières en application de la directive du Conseil des Communautés n° 92-78) : vote réservé (p. 7013) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7013).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7013).

Article 27 *(affectation du produit du droit de consommation sur les alcools perçu en Corse) :* vote réservé (p. 7014) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Après l'article 27 :

Amendement n° 80 de M. Jean-Paul Fuchs (ramène de 54,80 F à 38 F par hectolitre le montant du droit de circulation sur les vins mousseux) : vote réservé (p. 7014) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 7014).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7014) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7014).

Article 28 *(relèvement des droits de timbre sur les jeux et du taux du prélèvement sur l'exploitation de certaines œuvres à caractère pornographique ou d'incitation à la violence) :* vote réservé (p. 7014) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Après l'article 28 :

Amendement n° 25 de M. Fabien Thiémé (soumet l'exonération des plus-values sur les cessions de résidences principales réalisées par les Français résidant hors de France à la condition qu'ils y aient été antérieurement domiciliés à un moment quelconque pendant au moins un an) ; rectifié par le Gouvernement (substitution du terme « contribuables » au mot « Français ») : vote réservé (p. 7014) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 7014).

Favorables : *Richard (Alain)* (p. 7014) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7014).

Amendement n° 67 de M. Gérard Bapt (maintient le taux de remboursement forfaitaire de la T.V.A. à 3,65 p. 100 pour les ventes de lait) ; rectifié par le Gouvernement (suppression du financement de l'amendement) : vote réservé (p. 7014) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Migaud (Didier)* (p. 7014).

Favorables : *Richard (Alain)* (p. 7014) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7014).

Amendement n° 26 de M. Fabien Thiémé (aménage la taxe de 3 p. 100 sur la valeur vénale des immeubles appartenant à des personnes morales étrangères afin de la rendre compatible avec les conventions fiscales existantes) (p. 7014) : retiré (p. 7015).

Avant l'article 29 :

Amendement n° 92 de M. Gilbert Gantier (exclut de l'assiette de l'impôt sur la fortune les logements neufs destinés à une location pour une durée minimale de neuf ans) : vote réservé (p. 7015) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7015) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7015).

C. - Mesures diverses.

Article 29 *(détermination du montant de la contribution versée par les exploitants La Poste et France Télécom) :* vote réservé (p. 7015) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Après l'article 29 :

Amendement n° 1 de M. Guy Malandain (assujettit au taux réduit de la T.V.A. la part du chiffre d'affaires des « cafés-musiques » correspondant à leur activité de spectacle) : non soutenu (p. 7015).

Amendement n° 36 de la commission (précise les modalités de la dotation de compensation de la taxe professionnelle entre les communautés de villes et les communes qui en sont membres) (p. 7015) ; rectifié par le Gouvernement (suppression du financement de l'amendement) : vote réservé (p. 7016) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7015).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7015, 7016).

Discussion commune des amendements nos 37 et 49 rectifié.

Amendement no 37 de la commission (précise les modalités de calcul de la compensation versée par l'Etat aux communes membres d'une communauté de villes au titre des exonérations de taxe d'habitation et de taxe foncière sur les propriétés bâties) : vote réservé (p. 7016) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7016).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7016)).

Amendement no 49 rectifié de M. Edmond Hervé (précise les modalités de calcul des dotations de compensation de la taxe professionnelle versées par l'Etat aux communes et aux groupement à fiscalité propre) ; rectifié par le Gouvernement (suppression du financement de l'amendement) : vote réservé (p. 7016) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7016).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7016).

Amendement no 117 de M. Edmond Hervé (précise le sort des délibérations prises en matière de taxe professionnelle par les communes et les groupements de communes antérieurement à la constitution des communautés de villes) (p. 7016) : vote réservé (p. 7017) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7017).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7017).

Article 30 *(revalorisation du taux de la taxe unique et du barème de la redevance due par les installations classées pour la protection de l'environnement)* : vote réservé (p. 7017) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Article 30 bis *(établissement d'un seuil de restitution pour les impositions de toute nature)* : vote réservé (p. 7017) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Amendement no 13 du Gouvernement (rédactionnel) ; rectifié : vote réservé (p. 7017) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7017).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7017).

Amendement no 14 du Gouvernement (de précision) : vote réservé (p. 7017) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7017).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7017).

Article 30 ter *(augmentation du barème de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés)* : vote réservé (p. 7017) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Amendement no 115 de M. Gilbert Gantier (propose un nouveau barème et ramène l'imposition maximale de 100 000 F à 50 000 F) : vote réservé (p. 7017) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7017) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7017).

Article 30 quater *(adaptation du droit spécifique sur les bières aux directives communautaires)* (p. 7018) : vote réservé (p. 7020) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Observations : *Caro (Jean-Marie)* (p. 7018).

Amendement no 38 de la commission (soumet à des droits réduits les bières titrant moins de 2,8°, celles émanant de brasseries indépendantes produisant moins de 200 000 hectolitres par an, ainsi que d'autres boissons à faible degré d'alcool) (p. 7018) : vote réservé (p. 7019) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Le Garrec (Jean)* (p. 7018, 7019).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7019).

Sous-amendement no 142 du Gouvernement (supprime le bénéfice du droit réduit pour les biens produits par les brasseries indépendantes) : vote réservé (p. 7019) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7019).

Défavorable : *Le Garrec (Jean)* (p. 7019).

Amendement no 119 de M. Jean-Marie Caro (dispose que le droit applicable aux bières n'est perçu que pour la moitié de son montant entre le 1er mai 1993 et le 1er septembre 1993 et majore à due concurrence les prélèvements sur les casinos et les opérations portant sur des œuvres pornographiques ou incitant à la violence) (p. 7019) : vote réservé (p. 7020) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 7019, 7020) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7020) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7020).

Communautés européennes : horticulture : T.V.A. : report de l'application de la directive par nos partenaires : *Gantier (Gilbert)* (p. 7020).

Article 30 quinquies *(actualisation des pénalités en matière de droit de communication)* (p. 7020) : vote réservé (p. 7021) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Défavorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 7020, 7021).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7020).

Après l'article 30 *quinquies* :

Amendement no 18 du Gouvernement (aligne le régime fiscal de la taxe sur les grandes surfaces sur celui de la contribution sociale de solidarité) : vote réservé (p. 7021) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7021).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7021).

Amendement no 17 du Gouvernement (supprime la restitution des avoirs fiscaux aux fondations et associations reconnues d'utilité publique au titre des dividendes qu'elles perçoivent de filiales dont elles détiennent plus de 10 p. 100 du capital) : vote réservé (p. 7021) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7021).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7021).

Amendement no 27 de M. Jean-Pierre Brard (institue des taux régionaux pour la participation des employeurs à l'effort de construction, variant de 0,45 p. 100 à 0,65 p. 100 en fonction du pourcentage de demandeurs de logements sociaux par rapport à la population des régions) (p. 7021) : vote réservé (p. 7022) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7022) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7022).

Logement social : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 7021, 7022).

Amendement no 108 rectifié du Gouvernement (institue une taxe de 2 p. 100 sur les ventes et locations de cassettes ou disques vidéo au profit du compte d'affectation spéciale de soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels) (p. 7022) : vote réservé (p. 7023) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7022, 7023, 7024).

Défavorable : *Richard (Alain)* (p. 7023).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 7023).

Communautés européennes : harmonisation fiscale : *Richard (Alain)* (p. 7023) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7023).

Amendement no 137 du Gouvernement (porte de 2,5 p. 100 à 3 p. 100 le taux de prélèvement sur la taxe différentielle afférente aux véhicules à moteur pour frais d'assiette, de recouvrement, de dégrèvements et de non valeurs) (p. 7023) : vote réservé (p. 7024) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7024).

Amendement no 15 du Gouvernement (supprime la redevance spéciale pour les débits de tabac créés ou transférés depuis moins de six mois) : vote réservé (p. 7024) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7024).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7024).

II. - Ressources affectées.

Article 31 *(dispositions relatives aux affectations) :* vote réservé (p. 7024) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Article 32 *(actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du B.A.P.S.A.) :* vote réservé (p. 7024) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Article 33 *(aménagement de la taxe perçue au profit du compte de soutien à l'industrie cinématographique) :* vote réservé (p. 7024) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Article 34 *(relèvement de la taxe de sûreté et de sécurité) :* vote réservé (p. 7024) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Article 35 *(abondement de la première fraction du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle - Dotation de développement rural) :* vote réservé (p. 7025) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Article 36 *(évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) :* vote réservé (p. 7025) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Titre II : *dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.*

Article 37 et état A *(équilibre général du budget) :* vote réservé (p. 7026) ; adoptés avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Amendement n° 139 du Gouvernement (modifie l'équilibre général du budget compte tenu des décisions à intervenir en recettes et en dépenses) (p. 7039) : vote réservé ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7050, 7051).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 7051).

Agriculture : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7050).

Anciens combattants : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7050).

Energie : biocarburants : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7050).

Logement et habitat : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7050).

Partis et mouvements politiques : financement public : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7051).

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7051).

Texte sur lequel le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote : adopté (p. 7051).

Deuxième partie : *Moyens des services et dispositions spéciales.*

Titre Ier : *dispositions applicables à l'année 1993.*

I. - Opérations à caractère définitif.

Demande de réserve des votes sur tous les articles et amendements : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7052).

A. - Budget général.

Article 38 *(budget général - Services votés) :* vote réservé (p. 7052) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 39 et état B *(mesures nouvelles - Dépenses ordinaires des services civils)* (p. 7052) : vote réservé (p. 7054) ; adoptés dans la rédaction de l'amendement n° 140 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 140 du Gouvernement (propose une nouvelle rédaction de l'article et de l'état B traduisant les mouvements de crédits proposés par le Gouvernement) (p. 7053) : vote réservé (p. 7054) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7054).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7054).

Article 40 et état C *(mesures nouvelles - Dépenses en capital des services civils)* (p. 7054) : vote réservé (p. 7058) ; adoptés dans la rédaction de l'amendement n° 141 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 141 du Gouvernement (propose une nouvelle rédaction de l'article et de l'état C traduisant les mouvements de crédits proposés par le Gouvernement) (p. 7056) : vote réservé (p. 7058) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7058).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7058).

Article 40 *bis* *(rapport sur les concours à la Société nationale de secours en mer) :* vote réservé (p. 7058) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 41 *(mesures nouvelles - Dépenses ordinaires des services militaires) :* vote réservé (p. 7058) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 42 *(mesures nouvelles - Dépenses en capital des services militaires) :* vote réservé (p. 7058) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 129 du Gouvernement (majore de 2,7 millions de francs la dotation prévue pour les dépenses d'ameublement de la gendarmerie) : vote réservé (p. 7058) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7058).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7058).

Article 43 et état D *(autorisation d'engagement par anticipation) :* adoptés : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

B. - Budgets annexes.

Article 44 *(budgets annexes - Services votés) :* vote réservé (p. 7059) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 45 *(budgets annexes - Mesures nouvelles) :* vote réservé (p. 7059) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 130 du Gouvernement (majore de 500 000 F les crédits de paiement du budget de l'aviation civile) : vote réservé (p. 7059) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7059).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7059).

C. - Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.

Article 46 *(comptes d'affectation spéciale - Opérations définitives - Services votés) :* vote réservé (p. 7059) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 131 du Gouvernement (prélève 40 millions de francs sur les services votés du chapitre « Actions en faveur des département d'outre-mer et de Saint-Pierre-et-Miquelon » en vue de leur affectation au comblement du passif de la région Guyane) : vote réservé (p. 7059) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7059).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 7059).

Article 47 *(comptes d'affectation spéciale - Opérations définitives - Mesures nouvelles)* (p. 7059) : vote réservé (p. 7060) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 132 du Gouvernement (de conséquence) (p. 7059) : vote réservé (p. 7060) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7060).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 7060).

Audiovisuel : taxe sur les cassettes et disques vidéo : *Richard (Alain)* (p. 7060).

Amendement n° 110 de M. Didier Migaud (réduit les crédits de 35 millions de francs correspondant au prélèvement sur le Fonds national de développement du sport au titre du financement de la Coupe de monde de football) : vote réservé (p. 7060) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Favorable : *Douyère (Raymond)* (p. 7060).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7060).

Après l'article 47 :

Amendement n° 133 du Gouvernement (affecte au Fonds national pour le développement du sport un prélèvement sur les enjeux des loteries instantanées) : vote réservé (p. 7060) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7060).

Favorables : *Richard (Alain)* (p. 7060) ; *Migaud (Didier)* (p. 7060).

Fonds national pour le développement du sport : ressources : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7060).

Amendement n° 111 de M. Didier Migaud (majore de 20 p. 100 les taux de la taxe forestière affectée au Fonds forestier national) (p. 7060) : vote réservé (p. 7061) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7061).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7061).

Article 48 *(création du compte d'affectation des produits de cessions de titres du secteur public) :* vote réservé (p. 7061) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 49 *(modification du compte spécial du Trésor « Actions en faveur du développement des départements d'outre-mer ») :* vote réservé (p. 7061) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

II. - Opérations à caractère temporaire.

Article 50 *(comptes retraçant des opérations à caractère temporaire - Services votés) :* vote réservé (p. 7061) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 51 *(comptes d'affectation spéciale - Opérations à caractère temporaire - Mesures nouvelles) :* vote réservé (p. 7061) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 52 *(comptes d'avances - Mesures nouvelles) :* vote réservé (p. 7061) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 53 *(comptes de prêts - Mesures nouvelles) :* vote réservé (p. 7061) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 134 du Gouvernement (réduit de 70 millions de francs les prêts du Trésor à des Etats étrangers et à la Caisse française de développement économique et affecte cette somme aux prêts du F.D.E.S. afin d'abonder le montant des prêts participatifs gérés par le comité interministériel de restructuration industrielle) : vote réservé (p. 7061) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7061).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7061).

Article 54 *(report de la clôture du compte spécial du Trésor n° 904-02 « Fabrications d'armement ») :* vote réservé (p. 7061) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 55 *(clôture du Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme) :* vote réservé (p. 7061) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 56 *(pérennisation du compte de commerce des directions départementales de l'équipement)* (p. 7061) : vote réservé (p. 7062) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 135 du Gouvernement (fait figurer dans le compte de commerce le remboursement par les communes des services dont elles bénéficient) : vote réservé (p. 7062) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7062).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7062).

Article 57 *(modification de l'objet du compte spécial du Trésor « Prêts du Trésor à des Etats étrangers en vue de faciliter l'achat de biens d'équipement ») :* vote réservé (p. 7062) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 58 *(modification du compte de gestion de titres du secteur public) :* vote réservé (p. 7062) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

III. - Dispositions diverses.

Article 59 et état E *(autorisation de perception des taxes parafiscales)* (p. 7062) : vote réservé (p. 7074) ; adoptés : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 60 et état F *(crédits évaluatifs)* (p. 7075) : vote réservé (p. 7076) ; adoptés : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 61 et état G *(crédits provisionnels)* (p. 7076) : vote réservé (p. 7077) ; adoptés : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 62 et état H *(reports de crédits)* (p. 7077) : vote réservé (p. 7080) ; adoptés avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 136 du Gouvernement (inscrit à l'état H le chapitre « Matériel et fonctionnement courant » du ministère des affaires sociales et du travail afin d'en autoriser le report des crédits) : vote réservé (p. 7080) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7080).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7080).

Article 63 *(approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)* (p. 7080) : vote réservé (p. 7081) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Titre II : *dispositions permanentes.*

A. - Mesures concernant la fiscalité.

1. Mesures en faveur de l'agriculture.

Article 64 *(reconduction et extension de la réfaction du bénéfice imposable des bénéficiaires de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs) :* vote réservé (p. 7081) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 65 *(relèvement du plafond de la déduction pour investissement en faveur des exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition) :* vote réservé (p. 7081) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Après l'article 65 :

Amendement n° 81 de M. Edmond Alphandéry (intègre aux bénéfices agricoles les revenus d'activités annexes exercées par les agriculteurs soumis à un régime réel d'imposition à condition que les recettes tirées de ces activités n'excèdent pas 20 p. 100 du chiffre d'affaires de l'exploitant) : retiré (p. 7081).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 7081).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7081).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7081).

Amendement n° 93 de M. Pierre Micaux (porte à 20 p. 100 du bénéfice - dans la limite de 50 000 F - la déduction pour investissement que peuvent pratiquer les exploitants agricoles) : vote réservé (p. 7081) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 7081).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7081) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7081).

Article 66 *(pérennisation du régime fiscal applicable à certains carburants d'origine agricole)* (p. 7081) : vote réservé (p. 7085) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Favorable : *Galley (Robert)* (p. 7081, 7082).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7082).

Agriculture :

- biocarburants : *Galley (Robert)* (p. 7082) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7082) ;

- réforme de la politique agricole commune et négociations du G.A.T.T. : *Galley (Robert)* (p. 7081, 7082).

Amendement n° 61 de M. Robert Galley (propose une nouvelle rédaction de l'article 32 de la loi de finances pour 1992 substituant à l'exonération de T.I.P.P. dont bénéficient les biocarburants une réduction de taxe applicable aux carburants auxquels ils sont incorporés et supprimant les conditions de production des biocarburants dans une unité pilote et d'utilisation dans un cadre expérimental) (p. 7082) : vote réservé (p. 7084) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Défavorables : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7082, 7083) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7083, 7084).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 7083).

Agriculture : biocarburants : filière « ester d'huiles végétales » : *Galley (Robert)* (p. 7082, 7083) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7083, 7084) ; *Auberger (Philippe)* (p. 7084).

Partis et mouvements politiques : opposition : biocarburants : politique menée de 1986 à 1988 : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7084).

Amendement n° 143 de M. Jean-Marie Leduc (permet la création de groupements d'intérêt public en vue de la valorisation non alimentaire des productions agricoles et crée l'Agence nationale pour la valorisation des cultures énergétiques) (p. 7084) : vote réservé (p. 7085) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 7085).

Favorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 7085) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7085).

Après l'article 66 :

Amendement n° 62 de M. Robert Galley (institue une réduction de la T.I.P.P. pour le fuel domestique intégrant des biocarburants) (p. 7085) : vote réservé (p. 7086) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 7085, 7086).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7086) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7086).

Agriculture : G.A.T.T. : *Auberger (Philippe)* (p. 7085).

2. Mesures en faveur du logement.

Article 67 *(reconduction de la réduction d'impôt pour grosses réparations)* : vote réservé (p. 7086) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 68 *(exonération des revenus fonciers provenant de certaines locations de logements antérieurement inoccupés)* (p. 7086) ; discussion réservée (p. 7087) ; à nouveau examiné et vote réservé (p. 7104) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 125 de M. Alain Richard (institue une déduction forfaitaire au taux de 15 p. 100 pour les loyers excédant le plafond prévu par l'article) (p. 7086) : vote réservé (p. 7087) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7087).

Logement : impôt sur le revenu : déduction forfaitaire : *Richard (Alain)* (p. 7088).

Amendement n° 144 du Gouvernement (supprime le plafonnement des loyers prévu par l'article) : vote réservé (p. 7104) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7104).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7104) ; *Auberger (Philippe)* (p. 7104).

Article 69 *(réduction des droits de mutation à titre onéreux sur les immeubles d'habitation)* : vote réservé (p. 7087) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Avant l'article 70 :

Amendement n° 87 de M. André Santini (applique le taux réduit de la T.V.A. aux prestations liées à l'utilisation des installations sportives) : vote réservé (p. 7087) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 7087).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7087) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7087).

3. Mesures diverses.

Article 70 A *(extension de la réduction d'impôt accordée au titre de l'hébergement en établissement de long séjour ou en section de cure médicale)* : vote réservé (p. 7087) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 70 *(reconduction du prélèvement social de 1 p. 100 sur les revenus du patrimoine et les produits de placement)* : vote réservé (p. 7087) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 70 *bis* *(valeur locative des immobilisations lors des opérations de crédit-bail ou de location)* (p. 7087) : vote réservé (p. 7088) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Discussion commune des amendements n°s 28 et 70.

Amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Brard (applique les dispositions de l'article aux contrats conclus depuis le 1er janvier 1982) (p. 7087) : vote réservé (p. 7088) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7087) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7087).

Amendement n° 70 de M. Raymond Douyère (applique les dispositions de l'article aux contrats conclus depuis le 1er janvier 1991 et aux impositions dues au titre de 1992) (p. 7087) ; rectifié (application aux impositions dues à partir de 1993) : vote réservé (p. 7088) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Le Garrec (Jean)* (p. 7088).

Favorables : *Richard (Alain)* (p. 7088) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7088).

Article 71 *(modification de la base d'imposition à la taxe professionnelle en cas de création d'établissement ou de changement d'exploitant)* : vote réservé (p. 7088) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 89 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : vote réservé (p. 7088) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7088) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7088).

Après l'article 71 :

Amendement n° 2 de M. Adrien Zeller (institue une taxe de publicité foncière de 60 F dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, en exonère les échanges ruraux et les mutations inférieures à 5 000 F et en affecte le produit à l'informatisation du livre foncier) : non soutenu (p. 7088).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7088).

Article 71 *bis* *(coefficients de revalorisation des valeurs locatives foncières pour 1993)* (p. 7088) : vote réservé (p. 7089) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 90 de M. René Beaumont (réduit la revalorisation des valeurs locatives foncières afférentes à certains immeubles industriels et aux logements H.L.M.) (p. 7088) : vote réservé (p. 7089) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 7088).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7088) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7089).

Article 71 *ter* *(modification du montant de l'attribution de compensation de taxe professionnelle unique versée aux communes membres d'un groupement, antérieurement constitué en communauté urbaine)* : vote réservé (p. 7089) ; adopté dans la rédaction de l'amendement n° 50 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 7089) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7089).

Amendement n° 50 de M. Edmond Hervé (propose une nouvelle rédaction de l'article) : vote réservé (p. 7089) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Douyère (Raymond)* (p. 7089).

Article 71 *quater* *(modification du montant de l'attribution de compensation de taxe professionnelle unique versée au communes membres d'un groupement, antérieurement constitué en district)* : vote réservé (p. 7089) ; supprimé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 51 de M. Edmond Hervé (de suppression) : vote réservé (p. 7089) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7089).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7089).

Article 71 *quinquies* *(modification du montant de l'attribution de compensation de taxe professionnelle unique versée au communes membres d'un groupement, antérieurement constitué en communauté de communes)* (p. 7089) : vote réservé (p. 7090) ; supprimé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 52 de M. Edmond Hervé (de suppression) : vote réservé (p. 7090) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7090).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7090).

Article 71 *sexies* *(aménagement de la fiscalité en cas de superposition de groupements de communes)* : vote réservé (p. 7090) ; adopté dans la rédaction de l'amendement n° 53 deuxième rectification : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 53 rectifié de M. Edmond Hervé (propose une nouvelle rédaction de l'article) ; rectifié par le Gouvernement (suppression de la majoration de la dotation globale de fonctionnement) : vote réservé (p. 7090) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7090).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7090).

Article 71 *septies* *(modalités de versement de la compensation due par l'Etat au titre des exonérations de taxe d'habitation et de taxe foncière sur les propriétés bâties aux communes membres d'une communauté de villes)* : vote réservé (p. 7090) ; supprimé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 39 de la commission (de suppression) : vote réservé (p. 7090) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7090).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7090).

Article 71 *octies* *(mécanisme de liaison des taux des impôts locaux)* : vote réservé (p. 7090) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 71 *nonies* *(modalités d'écrêtement des établissements exceptionnels créés avant le 1er janvier 1976 au profit des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)* (p. 7090) : vote réservé (p. 7091) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 54 rectifié de M. Edmond Hervé (divise par 0,96 le montant minimum des bases que le groupement doit conserver et finance les dispositions de l'article par une majoration de la dotation globale de fonctionnement des communes) ; rectifié par le Gouvernement (suppression de la majoration de la dotation globale de fonctionnement) : vote réservé (p. 7091) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7091).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7091).

Après l'article 71 *nonies* :

Amendement n° 127 de M. Edmond Alphandéry (assouplit les conditions d'éligibilité des communes de moins de 2 000 habitants à la seconde part de la seconde fraction du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) : non soutenu (p. 7091).

Article 71 *decies* *(écrêtement des groupements de communes au profit des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)* (p. 7091) : vote réservé (p. 7092) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Discussion des amendements identiques nos 103 de M. Gilbert Gantier et 113 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 7091) : vote réservé (p. 7092) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7091) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7092).

Constitution : « cavaliers budgétaires » : *Auberger (Philippe)* (p. 7091) ; *Richard (Alain)* (p. 7091).

Article 71 *undecies* *(versement du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle aux communes de plus de 200 000 habitants)* (p. 7092) : vote réservé (p. 7093) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 3 de M. René Dosière (applique les dispositions de l'article aux communes attributaires de la dotation de solidarité urbaine ou de la dotation de solidarité Ile-de-France) : vote réservé (p. 7092) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Soutenu par : *Douyère (Raymond)* (p. 7092).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7092).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7092).

Discussion des amendements identiques nos 40 de la commission et 63 de M. Philippe Auberger (reportent à 1994 l'application des dispositions de l'article) : vote réservé (p. 7092) ; adoptés : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 40 de la commission : soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7092).

Constitution : « cavaliers budgétaires » : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7092) ; *Richard (Alain)* (p. 7092).

Après l'article 71 *undecies* :

Discussion commune des amendements nos 68 et 88.

Amendement n° 68 de M. Augustin Bonrepaux (autorise les communes ou groupements de communes à fiscalité propre à exonérer de la taxe foncière sur les propriétés bâties les installations hydrauliques à vocation agricole appartenant à des communes rurales ou à des départements) (p. 7092) : vote réservé (p. 7093) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Soutenu par : *Bêche (Guy)* (p. 7093).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7093) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7093).

Amendement n° 88 de M. Philippe Vasseur (exonère de la taxe foncière sur les propriétés bâties les installations hydrauliques à vocation agricole appartenant aux exploitants) (p. 7092) : vote réservé (p. 7093) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 7093).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7093) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7093).

Amendement n° 91 de M. René Beaumont (limite la hausse de la valeur locative des habitations à loyer modéré) : vote réservé (p. 7093) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 7093).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7093) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7093).

Article 72 *(aménagement du régime fiscal des dividendes versés par les filiales à leur société mère) :* vote réservé (p. 7093) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Discussion des amendements identiques n°s 41 de la commission et 64 de M. Philippe Auberger (maintiennent le régime fiscal des sociétés mères pour les titres sans droit de vote si la société participante satisfait au critère de détention minimale de 10 p. 100) : vote réservé (p. 7093) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7093).

Amendement n° 41 de la commission : soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7093).

Après l'article 72 :

Amendement n° 55 de M. Raymond Douyère (habilite certains collaborateurs des experts-comptables à viser les documents fiscaux issus des comptabilités des centres de gestion agréés) : retiré (p. 7093).

Amendement n° 56 de M. Guy Bêche (élargit le champ d'activité des centres de gestion agréés agricoles) (p. 7093) : vote réservé (p. 7094) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Favorables : *Richard (Alain)* (p. 7094) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7094).

Article 72 *bis* *(extension du champ d'intervention des centres de gestion agréés et habilités) :* vote réservé (p. 7094) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 124 de M. Guy Bêche (autorise l'application des dispositions de l'article aux contribuables dont le chiffre d'affaires n'excède pas 50 p. 100 des plafonds retenus pour le bénéfice du régime simplifié d'imposition) : vote réservé (p. 7094) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7094).

Sous-amendement n° 145 de M. Raymond Douyère (porte la limite du chiffre d'affaires à 60 p. 100 des plafonds retenus pour le bénéfice du régime simplifié d'imposition) : vote réservé (p. 7094) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7094).

Observations : *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 7094) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7094) ; *Auberger (Philippe)* (p. 7097).

Constitution : « cavaliers budgétaires » : *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 7094) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7094) ; *Auberger (Philippe)* (p. 7094).

Article 73 *(adaptation du dispositif de taxation des résultats de filiales situées dans des paradis fiscaux)* (p. 7094) : vote réservé (p. 7095) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 74 *(conditions d'application dans le temps des règles de procédure) :* vote réservé (p. 7095) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 75 *(compétence de la direction nationale des vérifications de situations fiscales) :* vote réservé (p. 7095) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 76 *(extension du droit de communication à la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques) :* vote réservé (p. 7095) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 76 *bis* *(prorogation du délai de l'examen contradictoire de l'ensemble de la situation fiscale personnelle en cas de découverte en cours de contrôle d'une activité occulte)* (p. 7095) : vote réservé (p. 7096) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Favorable : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 7096).

Défavorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 7095, 7096).

Conseil constitutionnel : suppression : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 7096).

Constitution : *Gantier (Gilbert)* (p. 7096).

Article 77 *(garanties de procédure en matière de sanctions fiscales) :* vote réservé (p. 7096) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Après l'article 77 :

Amendement n° 19 du Gouvernement (place à l'article 265 *ter* du code général des impôts l'ensemble des exonérations de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures) : vote réservé (p. 7096) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7096).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7096).

Article 78 *(revalorisation du barème des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires de base) :* vote réservé (p. 7096) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 79 *(déplafonnement du versement de transport)* (p. 7096) : vote réservé (p. 7097) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Discussion des amendements identiques n°s 85 de M. Edmond Alphandéry et 106 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : vote réservé (p. 7097) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7097) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7097).

Amendement n° 85 de M. Edmond Alphandéry : soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 7097).

Amendement n° 114 de M. Michel Noir (supprime la réduction des taux plafonds du versement de transport prévue pour les communes de plus de 100 000 habitants non situées dans la région parisienne) : vote réservé (p. 7097) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Soutenu par : *Auberger (Philippe)* (p. 7097).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7097) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7097).

Amendement n° 86 de M. Edmond Alphandéry (fixe les taux plafonds du versement de transport de sorte que le déplafonnement des salaires pris en compte n'accroisse pas la charge des entreprises et compense la perte de recettes pour les communes par la création d'une taxe sur les grandes surfaces) : non soutenu (p. 7097).

Après l'article 79 :

Amendement n° 65 de M. Philippe Auberger (prévoit le versement à la recette des impôts dès leur encaissement des droits sur les actes d'huissier affectés au financement de l'aide juridique) (p. 7097) : vote réservé (p. 7098) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7098) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7098).

Amendement n° 97 de M. Denis Jacquat (crée un fonds national alimenté par une fraction de la taxe d'apprentissage afin d'assurer une compensation forfaitaire des dépenses directes effectuées par les maîtres d'apprentissage) : vote réservé (p. 7098) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 7098).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7098).

Observations : *Douyère (Raymond)* (p. 7098).

Amendement n° 118 de M. Didier Migaud (institue un prélèvement forfaitaire sur l'ensemble des jeux - excepté le loto sportif - exploités par la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport et majore celui que ce dernier perçoit au titre du pari mutuel) : retiré (p. 7098).

B. - Autres mesures.

Article 80 A *(fixation du plafond de la taxe spéciale d'équipement perçue par l'établissement public foncier du Puy-de-Dôme) :* vote réservé (p. 7098) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 80 *(régularisation de la dotation globale de fonctionnement) :* vote réservé (p. 7098) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Anciens combattants.

Article 80 bis *(abaissement de l'âge requis pour bénéficier du fonds de solidarité des chômeurs, anciens d'Afrique du nord) :* vote réservé (p. 7098) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 80 ter *(relèvement du plafond d'invalidité pris en compte pour l'application du mécanisme des « suffixes » aux pensions militaires d'invalidité) :* vote réservé (p. 7099) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Charges communes.

Article 81 *(majoration des rentes viagères)* (p. 7099) : vote réservé (p. 7100) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 82 *(institution d'une allocation pour dépenses de scolarité) :* vote réservé (p. 7100) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Commerce et artisanat.

Article 83 *(actualisation du montant maximum de la taxe pour frais de chambres de métiers) :* vote réservé (p. 7100) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 146 du Gouvernement (porte de 514 francs à 525 francs le maximum du droit fixe pour frais de chambres de métiers) : vote réservé (p. 7100) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7100).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7100) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7100).

Education nationale et culture.

II. - Culture.

Article 84 *(aménagement du régime fiscal des SOFICA) :* vote réservé (p. 7100) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 85 *(intégration dans les cadres de la fonction publique de certains personnels de la Réunion des musées nationaux) :* vote réservé (p. 7100) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Equipement, logement et transports.

I. - Urbanisme, logement et services communs.

Article 88 *(généralisation de l'allocation de logement sociale) :* vote réservé (p. 7100) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Après l'article 86 :

Discussion des amendements identiques n°s 42 de la commission et 29 de M. Fabien Thiémé (prévoient la prise en compte des résidences universitaires pour le calcul des dotations versées par l'Etat aux communes) (p. 7100) : vote réservé (p. 7101) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7100).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7101).

Amendement n° 42 de la commission : soutenu par : *Thiémé (Fabien)* (p. 7100).

Constitution : « cavaliers budgétaires » : *Richard (Alain)* (p. 7100) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7101).

Amendement n° 30 de M. Jean-Pierre Brard (modifie le calcul du prélèvement au titre de la dotation de solidarité Ile-de-France en réduisant de trois fois à deux fois et demi le potentiel fiscal moyen pour l'application du taux de 10 p. 100 et exonère de tout prélèvement les communes dont le rapport entre le nombre de logements sociaux et la population excède 11 p. 100) : vote réservé (p. 7101) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7101) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7701).

Constitution : « cavaliers budgétaires » : *Richard (Alain)* (p. 7101).

Article 87 *(création d'un fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété)* (p. 7101) : vote réservé (p. 7104) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Amendement n° 43 de la commission (de suppression) (p. 7101) : vote réservé (p. 7104) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7104).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7101).

Favorables : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 7102) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7102) ; *Auberger (Philippe)* (p. 7103) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 7103, 7104).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7102, 7103).

Gouvernement : mépris à l'égard de l'Assemblée : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 7103, 7104).

Logement : logement social et accession à la propriété : *Richard (Alain)* (p. 7101, 7102) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 7102) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7102, 7103) ; *Auberger (Philippe)* (p. 7103).

Justice.

Article 88 *(revalorisation du montant de l'unité de valeur servant à déterminer la dotation affectée aux barreaux au titre de l'aide juridictionnelle) :* vote réservé (p. 7104) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Article 89 *(revalorisation du plafond de ressources pour l'admission à l'aide juridictionnelle) :* vote réservé (p. 7104) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7107).

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7104, 7105).

Explications de vote : *Tardito (Jean)* (p. 7105) ; *Auberger (Philippe)* (p. 7105) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7106) ; *Douyère (Raymond)* (p. 7106).

Assemblée nationale :
- amendements du Gouvernement : dépôt tardif : *Gantier (Gilbert)* (p. 7106) ;
- conditions de travail : *Gantier (Gilbert)* (p. 7106) ;
- réserve des votes et application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Auberger (Philippe)* (p. 7105) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7106).

Communautés européennes : *Tardito (Jean)* (p. 7105).

Logement et habitat : *Auberger (Philippe)* (p. 7106) ; *Douyère (Raymond)* (p. 7106, 7107).

Partis et mouvements politiques :
- « majorité de gauche » : *Tardito (Jean)* (p. 7105) ;
- opposition : *Auberger (Philippe)* (p. 7105) ;
- parti communiste : attitude et propositions : *Tardito (Jean)* (p. 7105).

Vote des groupes :

Groupe communiste : contre : *Tardito (Jean)* (p. 7105).

Groupe R.P.R. : contre : *Auberger (Philippe)* (p. 7106).

Groupe socialiste : pour : *Douyère (Raymond)* (p. 7107).

Groupe U.D.F. : contre : *Gantier (Gilbert)* (p. 7106).

Adoption des dispositions dont le Gouvernement a donné la liste et de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1993 (p. 7107).

LECTURE DEFINITIVE [17 décembre 1992] (p. 7380).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :
- rapport de la commission des finances : *Hollande (François)* suppléant *Richard (Alain)* (p. 7380).

Discussion générale : Auberger (Philippe) (p. 7380) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 7380).

Intervention du Gouvernement : Malvy (Martin) (p. 7382).

Principaux thèmes développés :

Chômage : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 7381).

Communautés européennes : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 7381).

Défense : dépenses : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 7382).

Emploi :
- commissions départementales de contrôle de l'utilisation des fonds publics : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 7381) ;
- licenciements : Air France et sidérurgie : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 7381).

Finances publiques : déficit : *Auberger (Philippe)* (p. 7380) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7382).

Marchés financiers : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 7381, 7382).

Parlement :
- commission mixte paritaire : échec : *Hollande (François)* (p. 7380) ;
- Sénat : question préalable : adoption : *Hollande (François)* (p. 7380).

Partis et mouvements politiques : parti communiste :
- amendements : acceptation par le Gouvernement : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 7380) ;
- propositions en matière économique et fiscale : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 7381).

Politique économique :
- comparaisons internationales : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7382) ;
- consommation : recul : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 7381) ;
- négociations commerciales internationales : G.A.T.T. : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 7381).

Président de la République : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 7381).

Prévisions et projections économiques : *Auberger (Philippe)* (p. 7380) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7382).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 7382).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1993 tel qu'il résulte du dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 7432).

Voir *Finances publiques :* questions au Gouvernement.
Motions de censure **17, 18.**
Sports **7.**

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

5. Projet de loi de finances rectificative n° 3056 pour 1992.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 novembre 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, et Martin Malvy, ministre du budget. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport **n° 3095** (3 décembre 1992). - Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées. - Rapporteur pour avis : M. Yves Dollo (1er décembre 1992). - Avis **n° 3094** (2 décembre 1992). - Discussion et adoption le 7 décembre 1992. - Projet de loi **n° 749.**

Sénat (première lecture). - **N° 89** (1992-1993). - Dépôt le 8 décembre 1992. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Jean Arthuis. - Rapport **n° 141** (1992-1993) (16 décembre 1992). - Discussion et adoption le 18 décembre 1992. - Projet de loi **n° 46** (1992-1993).

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 20 décembre 1992] (p. 17492). - Réunion le 23 décembre 1992. - Bureau [*J.O.* du 23 décembre 1992] (p. 17635).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean Le Garrec. - Rapport **n° 3218** (21 décembre 1992).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean Arthuis. - Rapport **n° 172** (1992-1993) (21 décembre 1992).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 3196.** - Dépôt le 19 décembre 1992. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport **n° 3221** (22 décembre 1992). - Discussion et adoption le 22 décembre 1992. - Projet de loi **n° 801.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 185** (1992-1993). - Dépôt le 23 décembre 1992. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Jean Arthuis. - Rapport **n° 188** (1992-1993) (23 décembre 1992). - Discussion et rejet le 23 décembre 1992. - Projet de loi **n° 72** (1992-1993).

Assemblée nationale (troisième lecture). - **N° 3237.** - Dépôt le 23 décembre 1992. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport **n° 3238** (23 décembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 23 décembre 1992. - Projet de loi **n° 805.**

Loi n° 92-1476 du 31 décembre 1992 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1993 (p. 176).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi de finances rectificative n° 3056 et ceux de la loi n° 92-1476 du 31 décembre 1992

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal official*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIÈRE PARTIE			
		CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER			
1		Aide de l'Etat aux acquéreurs de voitures particulières équipées de pots catalytiques.	Première lecture : 7 décembre 1992	6555	1
2		Versement de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales au profit du budget général.	Première lecture : 7 décembre 1992	6656	2
3		Démantèlement des taxes fiscales sur les céréales et les oléagineux perçues au profit du B.A.P.S.A.	Première lecture : 7 décembre 1992	6657	3
4		Equilibre général.	Première lecture : 7 décembre 1992	6657	4
			Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7811	
		DEUXIÈME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES			
		TITRE Ier			
		DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNÉE 1992			
		I. - OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF			
		A. - **BUDGET GÉNÉRAL**			
5		Dépenses ordinaires des services civiles. - Ouvertures	Première lecture : 7 décembre 1992	6662	5
	5 *bis* (A.N.)	Ouverture d'un crédit supplémentaire de 25 millions de francs au budget du ministère des affaires étrangères.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7823	6
	5 *ter* (A.N.)	Ouverture d'un crédit supplémentaire de 100 millions de francs au budget du ministère des affaires sociales et de l'intégration.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7823	7
	5 *quater* (A.N.)	Ouverture d'un crédit supplémentaire de 5 milliards de francs au budget des charges communes.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7823	8
	5 *quinquies* (A.N.)	Ouverture d'un crédit supplémentaire de 6 millions de francs au budget des services financiers.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7823	9
	5 *sexies* (A.N.)	Ouverture d'un crédit supplémentaire de 50 millions de francs au budget du ministère du commerce et de l'artisanat.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7823	10
	5 *septies* (A.N.)	Ouverture d'un crédit supplémentaire de 2 millions de francs au budget du ministère de l'environnement.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7823	11
	5 *octies* (A.N.)	Ouverture d'un crédit supplémentaire de 450 millions de francs au budget du ministère de la jeunesse et des sports.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7824	12
	5 *nonies* (A.N.)	Ouverture d'un crédit supplémentaire de 5 millions de francs au budget des services généraux du Premier ministre.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7824	13
6		Dépenses en capital des services civils. - Ouvertures.	Première lecture : 7 décembre 1992	6663	14
	6 *bis* (A.N.)	Ouverture de 4 millions de francs supplémentaires d'autorisation de programme et de crédits de paiement au budget des charges communes.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7824	15
	6 *ter* (A.N.)	Ouverture de 10 millions de francs supplémentaires d'autorisation de programme et de crédits de paiement au budget de l'équipement.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7824	16
	6 *quater* (A.N.)	Ouverture de 300 millions de francs supplémentaires d'autorisation de programme et de crédits de paiement au budget de l'équipement.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7824	17
7		Dépenses ordinaires des services militaires. - Ouvertures.	Première lecture : 7 décembre 1992	6665	18

ARTICLES Projet de loi	ARTICLES Additionnels	OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
8		Dépenses en capital des services militaires. - Ouvertures.	Première lecture : 7 décembre 1992	6665	19
9		Comptes d'affectation spéciale. - Ouvertures.	Première lecture : 7 décembre 1992	6665	20
10		Comptes de prêts. - Ouvertures.	Première lecture : 7 décembre 1992	6665	21
11		Ratification de décrets d'avance.	Première lecture : 7 décembre 1992	6665	22
12		Affectation des produits supplémentaires de 1991 et 1992 de la taxe dénommée « redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision ».	Première lecture : 7 décembre 1992	6665	23
		TITRE II			
		DISPOSITIONS PERMANENTES			
		I. - MESURES CONCERNANT LA FISCALITÉ			
		A. - **Mise en œuvre du marché unique**			
13		Assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée de la fourniture d'eau dans le cadre du service public pour les regroupements de communes de plus de 3 000 habitants.	Première lecture : 7 décembre 1992 Deuxième lecture : 22 décembre 1992	6665 7824	24
14		Autorisation de facturer la taxe sur la valeur ajoutée pour les livraisons de déchets neufs d'industrie et matières de récupération.	Première lecture : 7 décembre 1992	6666	25
	14 *bis* (Sénat)	Pérennisation de l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux livraisons d'œuvres d'art originales.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7824	26
15		Adaptation des modalités de la déclaration unique statistique et fiscale.	Première lecture : 7 décembre 1992	6667	27
16		Adaptation de la contribution sociale de solidarité.	Première lecture : 7 décembre 1992	6668	28
17		Achèvement du marché unique des Antilles.	Première lecture : 7 décembre 1992	6668	29
	17 *bis* (Sénat)	Modalités d'entrée en vigueur de la réforme de l'octroi de mer.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7825	30
18		Adaptation de la situation d'Electricité de France dans les départements d'outre-mer.	Première lecture : 7 décembre 1992	6668	31
19		Harmonisation des droits d'accises en matière d'alcool et de boissons alcooliques.	Première lecture : 7 décembre 1992 Deuxième lecture et seconde délibération : 22 décembre 1992	6669 7825, 7858, 7859	32
	19 *bis* A (A.N.)	Amélioration du régime fiscal de la pluriactivité agricole.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7826	33
	19 *bis* (A.N.)	Exclusion des produits alcooliques du régime applicable à la circulation intracommunautaire des produits soumis à accises.	Première lecture : 7 décembre 1992	6671	34
	20 A (A.N.)	Majoration du relèvement du droit de consommation sur les cigarettes.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7827	35
20		Adaptation des droits d'accises sur les tabacs en Corse.	Première lecture : 7 décembre 1992	6671	36
21		Adaptation de la taxe sur les ventes de métaux précieux et d'objets d'art.	Première lecture : 7 décembre 1992	6671	37
22		Aménagement de la réglementation de la garantie sur les métaux précieux.	Première lecture : 7 décembre 1992 Deuxième lecture : 22 décembre 1992	6671 7829	38
23		Taxe perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles sur les farines, semoules et gruaux de blé tendre.	Première lecture : 7 décembre 1992	6672	39
24		Adaptation du champ d'application de l'intérêt de retard.	Première lecture : 7 décembre 1992	6674	40
25		Modalités de suivi, par les comptables des douanes, des contrats de cautionnement en cours et des actions en recouvrement déjà engagées par les comptables des impôts.	Première lecture : 7 décembre 1992	6674	41

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
26		Production d'huiles minérales en « usine exercée ».	Première lecture : 7 décembre 1992	6675	42
27		Modification de la liste des produits passibles de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers.	Première lecture : 7 décembre 1992 Deuxième lecture : 22 décembre 1992	6675 7829	43
	27 *bis* (A.N.)	Exonération de T.I.P.P. pour le fioul lourd utilisé dans les unités de cogénération.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7830	44
28		Aménagement de la réglementation sur les produits pétroliers.	Première lecture : 7 décembre 1992	6677	45
	28 *bis* A (A.N.)	Régime fiscal de l'indemnité parlementaire.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7831	46
	28 *bis* B (A.N.)	Régime fiscal de l'indemnité de fonction des élus locaux.	Deuxième lecture et seconde délibération : 22 décembre 1992	7832, 7858-7859	47
	28 *bis* (A.N.)	Recherche des infractions aux règles de circulation des produits pétroliers.	Première lecture : 7 décembre 1992	6677	48
		B. – Mesures diverses			
	29 AA (Sénat) Supprimé (A.N.)	Aménagement de l'impôt de solidarité sur la fortune.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7834	
	29 A (A.N.)	Extension des dépenses imputables sur le revenu global au titre des opérations groupées de restauration immobilière.	Première lecture : 7 décembre 1992 Deuxième lecture : 22 décembre 1992	6687 7835	49
29		Mesures en faveur de la Corse.	Première lecture : 7 décembre 1992	6688	50
30		Création de deux zones d'investissement privilégié dans certains cantons des départements du Nord et du Pas-de-Calais.	Première lecture : 7 décembre 1992 Deuxième lecture : 22 décembre 1992	6688 7835	51
	30 *bis* A (A.N.)	Taxe professionnelle au titre d'investissements effectués dans l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe (Nord).	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7838	52
	30 *bis* (Sénat) Supprimé (A.N.)	Création d'un fonds d'équipement et d'aménagement du territoire.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7840	
31		Défiscalisation des investissements outre-mer.	Première lecture : 7 décembre 1992	6697	53
	31 *bis* A (Sénat) Supprimé (A.N.)	Extension du bénéfice de la réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7840	
	31 *bis* (A.N.)	Aménagement du régime fiscal des profits réalisés par l'intermédiaire des fonds communs d'intervention sur les marchés à terme.	Première lecture : 7 décembre 1992 Deuxième lecture : 22 décembre 1992	6697 7841	54
32		Régime fiscal des transferts d'actifs réalisés par une entreprise.	Première lecture : 7 décembre 1992 Deuxième lecture : 22 décembre 1992	6698 7841	55
33		Conséquences fiscales de l'annulation de la vente d'un élément de l'actif immobilisé.	Première lecture : 7 décembre 1992	6701	56
34		Adaptation du régime fiscal des titres à revenu fixe détenus par les sociétés d'assurances et de capitalisation.	Première lecture : 7 décembre 1992 Deuxième lecture : 22 décembre 1992	6701 7842	57
35		Transfert des biens, droits et obligations du C.E.A. à l'A.N.D.R.A.	Première lecture : 7 décembre 1992	6702	58
	35 *bis* (A.N.)	Exonération fiscale du transfert des biens, droits et obligations des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais à Charbonnages de France.	Première lecture : 7 décembre 1992	6702	59
36		Adaptation du régime fiscal des sociétés anonymes de crédit immobilier.	Première lecture : 7 décembre 1992	6702	60

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
37		Option des sociétés civiles pour l'impôt sur les sociétés.	Première lecture : 7 décembre 1992	6702	61
			Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7842	
38		Exonération du paiement des droits de timbre pour les victimes de pluies torrentielles.	Première lecture : 7 décembre 1992	6703	62
			Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7843	
	38 *bis* (Sénat)	Exonération fiscale des indemnités versées aux victimes du sida.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7843	63
39		Droits d'examen et de délivrance des documents relatifs à la navigation intérieure et à la navigation maritime de plaisance.	Première lecture : 7 décembre 1992	6703	64
			Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7843	
	39 *bis* A (A.N.)	Exonération de la taxe sur les conventions d'assurance pour les contrats souscrits par les entreprises en vue de la retraite de leurs salariés.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7843	65
	39 *bis* (Sénat)	Aménagement du régime fiscal des marchands de biens.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7844	66
40 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Conditions de suppression d'exonération de la part communale de taxe foncière sur les propriétés bâties.	Première lecture : 7 décembre 1992	6703	67
			Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7844	
	40 *bis* AA (A.N.)	Taxe professionnelle pour la production de graines, semences et plantes effectuée pour le compte de personnes autres que les exploitants agricoles.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7844	68
	40 *bis* AB (A.N.)	Report de la suppression du versement du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle à certaines communes de plus de 200 000 habitants.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7845	69
	40 *bis* AC (A.N.)	Erreur sur le redevable ou changement de redevable de la taxe professionnelle.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7845	70
	40 *bis* A (Sénat)	Modalités d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bâtiments à usage agricole.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7845	71
	40 *bis* B (Sénat) Supprimé (A.N.)	Date limite des délibérations des communes ou groupements de communes pour la constitution d'une zone d'activité économique à taxe professionnelle.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7846	
	40 *bis* (A.N.)	Modalités de prolongation d'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les logements sociaux.	Première lecture : 7 décembre 1992	6704	72
	40 *ter* A (A.N.)	Taxe professionnelle en cas de fusion ou d'opérations assimilées.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7846	73
	40 *ter* (Sénat) Supprimé (A.N.)	Relèvement du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers.	Deuxième lecture et seconde délibération : 22 décembre 1992	7847 7859	
41		Remplacement du régime de l'étalement pour les revenus exceptionnels ou différés par un système de quotient.	Première lecture : 7 décembre 1992	6705	74
			Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7847	
42		Régime fiscal du « pécule » des footballeurs professionnels.	Première lecture : 7 décembre 1992	6705	75
			Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7848	
	42 *bis* A (Sénat)	Aménagement du régime fiscal des copropriétés de cheval de course ou d'étalon.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7848	76
	42 *bis* (A.N.)	Prorogation de la période de transfert de titres sur les plans d'épargne en actions.	Première lecture : 7 décembre 1992	6706	77
			Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7848	
43		Adaptation du statut fiscal des sociétés de développement régional et de certaines sociétés à statut particulier.	Première lecture : 7 décembre 1992	6707	78
	43 *bis* (A.N.)	Maintien de la restitution des avoirs fiscaux et des crédits d'impôt pour les actionnaires des sociétés de développement régional.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7848	79

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
44		Régime fiscal des titres non cotés.	Première lecture : 7 décembre 1992	6708	80
			Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7849	
	44 *bis* A (A.N.)	Opérations de crédit-bail réalisées par des S.I.C.O.M.I. sur des immeubles de bureaux.	Deuxième lecture et seconde délibération : 22 décembre 1992	7849 7859	81
	44 *bis* B (A.N.)	Application de la notion de prime de remboursement aux placements mobiliers rémunérés par des intérêts payés d'avance.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7851	82
45		Adaptation de la taxe forfaitaire sur les postes C.B.	Première lecture : 7 décembre 1992	6709	83
46		Conditions d'exercice du droit de communication et modification du régime des sanctions.	Première lecture : 7 décembre 1992	6709	84
			Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7852	
	46 *bis* (Sénat)	Institution d'un droit de communication aux collectivités locales des rôles généraux des impôts locaux.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7853	85
47		Dispositions applicables pour le contrôle des comptes à usages privé et professionnel.	Première lecture : 7 décembre 1992	6711	86
			Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7854	
48		Reconduction du régime contingentaire du rhum provenant des départements d'outre-mer en exonération de soulte.	Première lecture : 7 décembre 1992	6712	87
49		Adaptation des modalités de recouvrement des taxes d'urbanisme.	Première lecture : 7 décembre 1992	6713	88
50 Supprimé (Sénat)		Modification du plafond de la redevance relative à l'inscription sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables.	Première lecture : 7 décembre 1992	6714	
51		Modification des modalités de calcul de la taxe applicable aux ouvrages hydrauliques situés sur les voies navigables.	Première lecture : 7 décembre 1992	6715	89
52		Taxe pour demande d'agrément d'utilisation, de dissémination ou de mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés.	Première lecture : 7 décembre 1992	6715	90
			Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7854	
		II. - AUTRES DISPOSITIONS			
53		Suppression de la garantie automatique de l'Etat sur les emprunts à venir de la Compagnie nationale du Rhône (C.N.R.).	Première lecture : 7 décembre 1992	6717	91
54		Garantie de l'Etat aux emprunts destinés au financement de la construction de l'ensemble immobilier comprenant le nouvel hémicycle à Strasbourg.	Première lecture : 7 décembre 1992	6717	92
55		Remboursement de prêts spéciaux aux rapatriés.	Première lecture : 7 décembre 1992	6717	93
56		Simplification du règlement des opérations d'indemnisation des dommages de guerre 1939-1945.	Première lecture : 7 décembre 1992	6717	94
57		Annulation de dettes de pays étrangers.	Première lecture : 7 décembre 1992	6717	95
58		Liquidation de la Caisse nationale de l'énergie.	Première lecture : 7 décembre 1992	6717	96
	58 *bis* (A.N.)	Taux de la taxe applicable aux aéronefs pour la lutte contre le bruit.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7855	97
	59 (Sénat)	Procédures d'exécution des recouvrements des créances des personnes publiques.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7856	98
	60 (A.N.)	Retraite anticipée de fonctionnaires civils du ministère de la défense.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7857	99
	61 (A.N.)	Plafond des indemnités des délégués des communes dans les communautés urbaines ou de villes de plus de 400 000 habitants.	Deuxième lecture : 22 décembre 1992	7857	100

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 1992] (p. 6640).

Déroulement de la séance :

Communication du président de séance : présence d'un pigeon dans l'hémicycle : *Hage (Georges) (VP)* (p. 6355).

Présentation du rapport et de l'avis :

- rapport de la commission des finances : *Richard (Alain)* (p. 6640).
- avis de la commission de la défense : *Dollo (Yves)* (p. 6642).

Intervention du Gouvernement : Malvy (Martin) (p. 6644).

Discussion générale : Douyère (Raymond) (p. 6646) ; *Auberger (Philippe)* (p. 6648) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 6649) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6650) ; *Fréville (Yves)* (p. 6652) ; *Bois (Jean-Claude)* (p. 6653) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 6654).

Réponse du Gouvernement : Malvy (Martin) (p. 6655).

Interruption de : Devedjian (Patrick) (p. 6655).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : interventions militaires : *Richard (Alain)* (p. 6641) ; *Dollo (Yves)* (p. 6642, 6643) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6646).

Aménagement du territoire : zones d'investissement privilégié dans le Nord - Pas-de-Calais : *Douyère (Raymond)* (p. 6647) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 6650) ; *Fréville (Yves)* (p. 6653) ; *Bois (Jean-Claude)* (p. 6653, 6654) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 6654).

Automobile : pot catalytique : aide de l'Etat : *Richard (Alain)* (p. 6641) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6644).

Bâtiment et travaux publics : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6644, 6645).

Chômage : *Douyère (Raymond)* (p. 6647) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 6649, 6650) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6651) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6655).

Collectivités locales : prélèvement à leur profit : *Richard (Alain)* (p. 6641) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6645).

Commerce extérieur : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6644) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6646, 6647).

Communautés européennes :
- généralités : *Douyère (Raymond)* (p. 6647) ;
- prélèvement à leur profit : *Richard (Alain)* (p. 6641) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6645) ;
- prime d'aménagement du territoire : remise en cause : *Fréville (Yves)* (p. 6653) ;
- Union économique et monétaire : critères : *Richard (Alain)* (p. 6642) ; *Auberger (Philippe)* (p. 6649) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 6649, 6650) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6652) ; *Fréville (Yves)* (p. 6652).

Coopération et développement : *Dollo (Yves)* (p. 6643, 6644).

Culture et grands travaux : *Devedjian (Patrick)* (p. 6655).

Défense : annulations de crédits : *Dollo (Yves)* (p. 6642, 6643).

Douanes : transitaires : *Thiémé (Fabien)* (p. 6650).

Emploi : plan : financement : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6645) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6651) ; *Fréville (Yves)* (p. 6653).

Entreprises :
- charges sociales et fiscales : *Auberger (Philippe)* (p. 6648) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 6650) ; *Fréville (Yves)* (p. 6653) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6655) ;
- investissements : *Douyère (Raymond)* (p. 6647) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6651) ; *Fréville (Yves)* (p. 6652, 6653).

Etat : rôle : *Gantier (Gilbert)* (p. 6651).

Finances publiques :
- déficit budgétaire : *Richard (Alain)* (p. 6641, 6642) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6644, 6645) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6646) ; *Auberger (Philippe)* (p. 6649) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 6649) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6650, 6651) ; *Fréville (Yves)* (p. 6652) ;
- dépenses : annulations de crédits et régulation budgétaire : *Richard (Alain)* (p. 6642) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6645) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6651) ;
- dépenses : niveau et évolution : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6645, 6655) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6646) ; *Auberger (Philippe)* (p. 6649) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6651) ;
- dépenses : sous-estimation : *Fréville (Yves)* (p. 6653) ;
- dépenses prioritaires : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6646) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6646, 6647) ;
- dépenses supplémentaires : *Richard (Alain)* (p. 6641, 6642) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6646) ;
- dette publique : *Richard (Alain)* (p. 6641) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6645) ; *Auberger (Philippe)* (p. 6649) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 6649, 6650) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6651) ; *Fréville (Yves)* (p. 6652, 6653) ;
- recettes : allégements fiscaux : *Thiémé (Fabien)* (p. 6650) ;
- recettes : diminution induite par le ralentissement de la croissance : *Richard (Alain)* (p. 6641) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6644, 6645) ;
- recettes : plus-values enregistrées de 1988 à 1990 : *Auberger (Philippe)* (p. 6649) ; *Fréville (Yves)* (p. 6652) ;
- recettes : surévaluation : *Gantier (Gilbert)* (p. 6651) ;
- recettes non fiscales : *Richard (Alain)* (p. 6641) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6645) ; *Fréville (Yves)* (p. 6653) ;

Impôts et taxes : créations ou majorations : refus par le Gouvernement : *Richard (Alain)* (p. 6641) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6644, 6655) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6646) ; *Auberger (Philippe)* (p. 6648, 6649).

Impôt sur les sociétés : *Richard (Alain)* (p. 6641) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6645) ; *Auberger (Philippe)* (p. 6648) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 6650) ; *Fréville (Yves)* (p. 6652).

Jeunes : *Thiémé (Fabien)* (p. 6650).

Marchés financiers : *Thiémé (Fabien)* (p. 6649).

Partis et mouvements politiques :
- majorité : bilan : *Douyère (Raymond)* (p. 6647) ;
- opposition : propositions en matière économique et budgétaire : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6644, 6645, 6655) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6647).

Politique économique :
- comparaisons internationales : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6644, 6655) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6646) ; *Auberger (Philippe)* (p. 6649) ;
- croissance : *Richard (Alain)* (p. 6640, 6641) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6644, 6655) ;
- « désinflation compétitive » : *Thiémé (Fabien)* (p. 6649) ;
- environnement international : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6644, 6655) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6646) ;
- franc : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6644) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6646) ;
- inflation : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6644) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6646) ;
- pouvoir d'achat : *Douyère (Raymond)* (p. 6647).

Politique économique et sociale : pauvreté : *Gantier (Gilbert)* (p. 6651).

Prévisions et projections économiques : *Richard (Alain)* (p. 6641) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6644) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6646) ; *Auberger (Philippe)* (p. 6648) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6651) ; *Fréville (Yves)* (p. 6652).

Projets de loi de finances rectificatives : cavaliers budgétaires : *Douyère (Raymond)* (p. 6647, 6648).

Travail : partage : *Douyère (Raymond)* (p. 6647) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 6650).

T.V.A. : *Richard (Alain)* (p. 6641) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6644) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6646) ; *Auberger (Philippe)* (p. 6648) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 6650) ; *Fréville (Yves)* (p. 6652).

Discussion des articles [7 décembre 1992] (p. 6555).

Première partie : *conditions générales de l'équilibre financier.*

Article 1er *(aide de l'Etat aux acquéreurs de voitures particulières équipées de pots catalytiques)* (p. 6555) : adopté (p. 6556).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 6655) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6656).

Finances publiques : prélèvements obligatoires : *Gantier (Gilbert)* (p. 6655) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6656).

Travail : coût : *Le Garrec (Jean)* (p. 6656).

Article 2 *(versement de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales au profit du budget général)* : adopté (p. 6656).

Amendement n° 62 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté (p. 6656).

Défavorable : *Richard (Alain)* (p. 6656).

Finances publiques : recettes de trésorerie : *Gantier (Gilbert)* (p. 6656) ; *Richard (Alain)* (p. 6656).

Après l'article 2 :

Amendement n° 104 de M. Marc-Philippe Daubresse (applique le taux réduit de la T.V.A. aux opérations portant sur le charbon, sur ses produits dérivés et sur le bois de chauffage) (p. 6656) : rejeté (p. 6657).

Soutenu par : *Fréville (Yves)* (p. 6656).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6656, 6657) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6657).

Article 3 *(démantèlement des taxes fiscales sur les céréales et les oléagineux perçues au profit du B.A.P.S.A.) :* adopté (p. 6657).

Article 4 et état A *(équilibre général)* (p. 6657) : adoptés (p. 6662).

Deuxième partie : *moyens des services et dispositions spéciales.*

Titre Ier : *dispositions applicables à l'année 1992.*

Article 5 et état B *(dépenses ordinaires des services civils - Ouvertures)* (p. 6662) : adoptés (p. 6663).

Article 6 et état C *(dépenses en capital des services civils - Ouvertures)* (p. 6663) : adoptés (p. 6665).

Article 7 *(dépenses ordinaires des services militaires - Ouvertures) :* adopté (p. 6665).

Article 8 *(dépenses en capital des services militaires - Ouvertures) :* adopté (p. 6665).

Article 9 *(compte d'affectation spéciale - Ouvertures) :* adopté (p. 6665).

Article 10 *(compte de prêts - Ouvertures) :* adopté (p. 6665).

Article 11 *(ratification de décrets d'avance) :* adopté (p. 6665).

Article 12 *(affectation des produits supplémentaires de 1991 et de 1992 de la taxe dénommée « redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision ») :* adopté (p. 6665).

Titre II : *dispositions permanentes.*

I. - Mesures concernant la fiscalité.

A. - Mise en œuvre du marché unique.

Article 13 *(assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée de la fourniture d'eau dans le cadre du service public pour les regroupements de communes de plus de 3 000 habitants) :* adopté après modifications (p. 6665).

Amendement n° 10 de la commission (de précision) : adopté (p. 6665).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6665).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6665).

Après l'article 13 :

Discussion commune des amendements nos 78, 105 et 7 corrigé.

Amendements n° 78 de M. Germain Gengenwin et 105 de M. Philippe Auberger (prorogent jusqu'au 31 décembre 1994 le remboursement forfaitaire de T.V.A. sur les livraisons de certains produits agricoles énumérés à l'article 298 *quater* du code général des impôts) : retirés (p. 6666).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 6666) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6666).

Amendement n° 105 de M. Philippe Auberger : soutenu par : *Devedjian (Patrick)* (p. 6666).

Amendement n° 7 corrigé de M. René Couveinhes (proroge jusqu'au 31 décembre 1993 le remboursement forfaitaire de T.V.A. sur les livraisons de certains produits agricoles énumérés à l'article 298 *quater* du code général des impôts) : retiré (p. 6666).

Soutenu par : *Devedjian (Patrick)* (p. 6666).

Article 14 *(prorogation de l'autorisation de facturer la taxe sur la valeur ajoutée pour les livraisons de déchets neufs d'industrie et matières de récupération) :* adopté après modifications (p. 6666).

Amendement n° 11 de la commission (précise que la prorogation du régime d'imposition à la T.V.A. s'applique aux décisions notifiées à compter du 18 novembre 1992) : adopté (p. 6666).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6666).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6666).

Après l'article 14 :

Discussion commune des amendements nos 2 rectifié et 84.

Amendement n° 2 rectifié de M. Jacques Toubon (pérennise l'application du taux réduit de la T.V.A. aux opérations concernant les œuvres d'art originales) (p. 6666) : rejeté (p. 6667).

Soutenu par : *Devedjian (Patrick)* (p. 6666, 6667).

Défavorable : *Richard (Alain)* (p. 6667).

Communautés européennes : harmonisation fiscale : *Richard (Alain)* (p. 6667).

Marché de l'art : T.V.A. : concurrence de la Grande-Bretagne : *Devedjian (Patrick)* (p. 6667) ; *Richard (Alain)* (p. 6667).

Amendement n° 84 du Gouvernement (pérennise l'application du taux réduit de la T.V.A. sur les opérations concernant les œuvres d'art originales et fait référence à la notion d'acquisition intercommunautaire qui se substitue à celle d'importation à compter du 1er janvier 1993 pour les échanges entre pays membres de la Communauté européenne) (p. 6666) : rejeté (p. 6667).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6667).

Défavorable : *Richard (Alain)* (p. 6667).

Communautés européennes : harmonisation fiscale : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6667).

Article 15 *(adaptation des modalités de la déclaration unique statistique et fiscale)* (p. 6667) : adopté après modifications (p. 6668).

Amendement n° 12 de la commission (prévient la sanction d'une même infraction à la fois par l'administration fiscale et par celle des douanes) (p. 6667) : adopté (p. 6668).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6667).

Favorables : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6667) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 6667).

Article 16 *(adaptation de la contribution sociale de solidarité) :* adopté après modifications (p. 6668).

Amendement n° 13 de la commission (précise que les dispositions de l'article entrent en vigueur au 1er janvier 1993) : adopté (p. 6668).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6668).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6668).

Article 17 *(achèvement du marché unique des Antilles) :* adopté (p. 6668).

Article 18 *(adaptation de la situation d'Electricité de France dans les départements d'outre-mer) :* adopté dans la rédaction de l'amendement n° 14 modifiée par le sous-amendment n° 83 (p. 6668).

Amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté après modifications (p. 6668).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6668).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6668).

Sous-amendement n° 83 de M. Alain Richard (rédactionnel) : adopté (p. 6668).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6668).

Après l'article 18 :

Amendement n° 54 de M. Guy Drut (exonère de droits de redevances au titre de l'occupation du domaine public les associations sportives nautiques organisant des manifestations bénéficiant des exonérations de l'impôt sur les sociétés et de la T.V.A.) : rejeté (p. 6669).

Soutenu par : *Devedjian (Patrick)* (p. 6669).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 6669) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6669).

Article 19 *(harmonisation des droits d'accises en matière d'alcool et de boissons alcooliques)* (p. 6669) : adopté après modifications (p. 6671).

Amendement n° 103 de M. Jean Lacombe (maintient à 11,09 F par litre le tarif des droits d'accises pour les vins aromatisés) : non soutenu (p. 6670).

Amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6670).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6670).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6670).

Amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6670).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6670).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6670).

Amendement n° 85 du Gouvernement (repousse au 1er février 1993 l'entrée en vigueur des dispositions de l'article à l'exception de celles concernant le droit de fabrication et institue un régime transitoire plus favorable pour les crèmes de cassis) (p. 6670) : adopté (p. 6671).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6671).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 6670, 6671).

Après l'article 19 :

Amendement n° 86 du Gouvernement (précise que les produits supportant le droit de fabrication – tels les parfums et les mèdicaments – ne sont pas soumis à la nouvelle réglementation communautaire en matière d'accises) : adopté (p. 6671).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6671).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 6671).

Article 20 *(adaptation des droits d'accises sur les tabacs en Corse)* : adopté (p. 6671).

Article 21 *(adaptation de la taxe sur les ventes de métaux précieux et d'objets d'art)* : adopté après modifications (p. 6671).

Amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6671).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6671).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6671).

Article 22 *(aménagement de la réglementation de la garantie sur les métaux précieux)* (p. 6671) : adopté après modifications (p. 6672).

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6672, 6673) ; *Richard (Alain)* (p. 6672, 6673) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6672, 6673).

Communautés européennes : projet de directive sur la garantie des métaux précieux et marché unique : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6672, 6673) ; *Richard (Alain)* (p. 6672, 6673) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6672, 6673).

Amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6672).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6672).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6672).

Amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6672).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6672).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6672).

Article 23 *(taxe perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles sur les farines, semoules et gruaux de blé tendre)* (p. 6672) : adopté après modifications (p. 6673).

Amendement n° 20 de la commission (précise que les expéditions intracommunautaires demeurent exonérées) (p. 6672) : adopté (p. 6673).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6673).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6673).

Après l'article 23 :

Discussion commune des amendements identiques nos 79, 109 et de l'amendement n° 68 rectifié.

Amendements nos 79 de M. Germain Gengenwin et 109 de M. René Couveinhes (portent à respectivement 30 et 45 p. 100 les taux des déductions forfaitaires de 10 et de 15 p. 100 sur les revenus des propriétés rurales) (p. 6673) : rejetés (p. 6674).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6673) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6674).

Amendement n° 79 de M. Germain Gengenwin : soutenu par : *Fréville (Yves)* (p. 6673).

Amendement n° 109 de M. René Couveinhes : soutenu par : *Devedjian (Patrick)* (p. 6673).

Amendement n° 68 rectifié de M. Philippe Vasseur (porte à respectivement 20 et 30 p. 100 les taux des déductions forfaitaires de 10 et de 15 p. 100 sur les revenus des propriétés rurales) (p. 6673) : rejeté (p. 6674).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 6673).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6673) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6674).

Article 24 *(adaptation du champ d'application de l'intérêt de retard)* : adopté (p. 6674).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 6674) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6674).

Douanes : *Gantier (Gilbert)* (p. 6674) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6674).

Article 25 *(modalités de suivi, par les comptables des douanes, des contrats de cautionnement en cours et des actions en recouvrement déjà engagées par les comptables des impôts)* (p. 6674) : adopté (p. 6675).

Article 26 *(production d'huiles minérales en « usine exercée »)* : adopté (p. 6675).

Article 27 *(modification de la liste des produits passibles de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers)* (p. 6675) : adopté après modifications (p. 6677).

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6676, 6677) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6677).

Assemblée nationale : information par le Gouvernement sur les directives émanant des Communautés européennes : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6676, 6677) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6677).

Amendement n° 91 du Gouvernement (supprime la taxe de consommation sur les denrées tropicales) (p. 6676) : adopté (p. 6677).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6676).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 6676).

Amendement n° 21 de la commission (corrige une erreur matérielle) : adopté (p. 6677).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6676).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6677).

Amendement n° 92 du Gouvernement (applique un régime fiscal privilégié aux butanes et propanes liquéfiés utilisés comme carburants par des véhicules ne circulant pas sur la voie publique) : adopté (p. 6677).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6677).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 6677).

Article 28 *(aménagement de la réglementation sur les produits pétroliers)* : adopté (p. 6677).

Après l'article 28 :

Amendement n° 87 du Gouvernement (maintient la compétence de la direction générale des douanes et des droits indirects pour la recherche des infractions aux règles de circulation des produits pétroliers) : adopté (p. 6677).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6677).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 6677).

Amendement n° 64 de M. Gilbert Gantier (accorde un remboursement mensuel intégral de la T.V.A. aux exportateurs ayant obtenu deux remboursements trimestriels au cours de l'année précédente et institue un crédit d'impôt égal à 0,75 p. 100 par mois de retard sur les sommes non remboursées dans le délai d'un mois) (p. 6677) : rejeté (p. 6679).

Favorable : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6678, 6679).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6678) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6678).

Entreprises : charges : *Gantier (Gilbert)* (p. 6678, 6679) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 6679).

T.V.A. : décalage d'un mois : *Gantier (Gilbert)* (p. 6678) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 6679).

Amendement n° 65 de M. Gilbert Gantier (institue la déductibilité à hauteur de 50 p. 100 de la T.V.A. sur l'acquisition de véhicules conçus pour transporter des personnes ou à usage mixte) : rejeté (p. 6679).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6679) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6679).

Communautés européennes : harmonisation fiscale : *Richard (Alain)* (p. 6679).

Amendement n° 66 de M. Gilbert Gantier (institue la déductibilité à hauteur de 50 p. 100 en 1993 et en totalité à partir de 1994 de la T.V.A. sur le carburant utilisé par des véhicules donnant droit à déduction) (p. 6679) : rejeté (p. 6680).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6680) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6680).

Communautés européennes : harmonisation fiscale : *Gantier (Gilbert)* (p. 6679, 6680) ; *Richard (Alain)* (p. 6680).

Amendement n° 100 rectifié de M. Raymond Douyère (soustrait à la régle du taux effectif les revenus ayant fait l'objet dans leur pays de perception d'un prélèvement au titre de l'impôt sur le revenu supérieur à ce qu'il aurait été si ces revenus étaient de source française) : retiré (p. 6680).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 6680) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6680).

Avant l'article 29 :

Discussion commune des amendements n°s 111 corrigé et 114.

Amendement n° 111 corrigé de M. Serge Franchis (prévoit l'imputation sur le revenu global de l'ensemble des déficits fonciers provenant d'immeubles ayant fait l'objet de travaux au titre d'opérations groupées de restauration immobilière) (p. 6687) : rejeté (p. 6688).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6687).

Amendement n° 144 de la commission (prévoit l'imputation sur le revenu global de certains frais connexes à la réalisation de travaux sur des immeubles faisant l'objet d'opérations groupées de restauration immobiliére) (p. 6687) ; rectifié par le Gouvernement (suppression du financement de l'amendement) : adopté (p. 6888).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6687).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6687, 6688).

B. - Mesures diverses.

Article 29 *(mesures en faveur de la Corse)* : adopté (p. 6688).

Article 30 *(création de deux zones d'investissement privilégié dans certains cantons des départements du Nord et du Pas-de-Calais)* (p. 6688) : adopté après modifications (p. 6695).

Favorables : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6690, 6691) ; *Bêche (Guy)* (p. 6691) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6691, 6692).

Observations : *Thiémé (Fabien)* (p. 6689, 6690) ; *Richard (Alain)* (p. 6691).

Aménagement du territoire :

- zones d'entreprises créées en 1986 : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6690) ; *Richard (Alain)* (p. 6691) ;

- zones rurales : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6690).

Collectivités locales : zones d'investissement privilégié : investissements et perte de ressources fiscales : *Thiémé (Fabien)* (p. 6689).

Communautés européennes : prime d'aménagement du territoire : remise en cause : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6690, 6691) ; *Bêche (Guy)* (p. 6691).

Entreprises : aides à l'emploi et à l'investissement : bilan : *Bêche (Guy)* (p. 6691).

Impôts et taxes : système fiscal national : fragmentation : *Richard (Alain)* (p. 6691).

Industrie : secteurs éligibles au dispositif de la zone d'investissement privilégiée : *Le Garrec (Jean)* (p. 6692).

Nord - Pas-de-Calais : désindustrialisation : *Thiémé (Fabien)* (p. 6690) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6691).

Amendement n° 93 de M. Edmond Alphandéry (crée une zone d'investissement privilégié en Maine-et-Loire) (p. 6692) : rejeté (p. 6693).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6692) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6692, 6693).

Communautés européennes : prime d'aménagement du territoire : remise en cause : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6693).

Entreprises : aides à l'emploi et à l'investissement : bilan : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6693).

Impôts et taxes : système fiscal national : fragmentation : *Richard (Alain)* (p. 6692).

Amendement n° 88 du Gouvernement (supprime la référence aux subventions ou primes attribuées à raison des investissements effectués) : adopté (p. 6693).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6693).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 6693).

Amendement n° 97 du Gouvernement (élargit le champ des activités ne donnant pas lieu à crédit d'impôt au titre des investissements effectués) : adopté (p. 6693).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6693).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 6693).

Amendement n° 98 du Gouvernement (dispose que le bénéfice du crédit d'impôt est exclusif de toute aide à l'aménagement du territoire et de toute subvention) : adopté (p. 6693).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6693).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 6693).

Amendement n° 101 de M. Augustin Bonrepaux (crée des zones d'investissement privilégié dans des cantons et départements défavorisés - notamment l'Ariège - qui ont subi des suppressions d'emplois) (p. 6693) : rejeté (p. 6695).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6694) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6694).

Aménagement du territoire : *Richard (Alain)* (p. 6694) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6694).

Communautés européennes : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6694).

Entreprises : aides à l'emploi et à l'investissement : bilan : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6694).

Après l'article 30 :

Amendement n° 94 de M. Edmond Alphandéry (crée, au sein de certaines zones rurales, des « zones européennes d'entreprises » dans lesquelles les entreprises nouvelles qui s'y implantent bénéficient des dispositions fiscales prévues à l'article 30) (p. 6695) : rejeté (p. 6696).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6695, 6696) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6696).

Article 31 *(défiscalisation des investissements outre-mer)* (p. 6696) : adopté (p. 6697).

Discussion des amendements identiques n°s 76 de M. Jean-Paul Virapoullé et 115 de M. Claude Lise (substituent une réduction d'impôt sur les sociétés à l'abattement sur les bénéfices) (p. 6696) : retirés (p. 6697).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6696) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6696, 6697).

Amendement n° 76 de M. Jean-Paul Virapoullé : soutenu par : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6696).

Après l'article 31 :

Amendement n° 102 de M. Raymond Douyère (aménage le régime d'imposition aux plus-values des porteurs de parts de fonds communs de placement sur le M.A.T.I.F.) ; rectifié par le Gouvernement (suppression du financement de l'amendement) : adopté (p. 6697).

Amendement n° 1 de M. Jean-Paul Virapoullé (abaisse à 300 000 F et à six emplois les seuils d'investissement et de création d'emplois à partir desquels les communes des départements d'outre-mer et de Corse peuvent accorder l'exonération temporaire de taxe professionnelle prévue à l'article 1465 du code général des impôts) (p. 6697) : retiré (p. 6698).

Soutenu par : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6697).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6697, 6698) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6698).

Gouvernement : engagement à étudier l'aspect réglementaire de la proposition de M. Virapoullé : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6698).

Article 32 *(régime fiscal des transferts d'actifs réalisés par une entreprise)* (p. 6698) : adopté après modifications (p. 6701).

Amendement n° 70 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6698) : rejeté (p. 6699).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6698, 6699) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6699).

Contrats et sociétés : fiducie : *Richard (Alain)* (p. 6698).

Discussion commune des amendements n°s 71 et 22.

Amendement n° 71 de M. Gilbert Gantier (limite l'application des dispositions de l'article aux « paradis fiscaux ») : rejeté (p. 6699).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6699) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6699).

Amendement n° 22 de la commission (précise que la gestion peut être transférée à une institution de nature comparable à celle d'un trust) : adopté (p. 6699).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6699).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6699).

Amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6699).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6699).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6699).

Amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6699).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6699).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6699).

Amendement n° 25 de la commission (prévoit que l'entreprise doit indiquer la personne à laquelle les actifs ont été transférés, le lieu où les résultats ont été acquis et, le cas échéant, les biens acquis en réemploi des actifs transférés) (p. 6699) : adopté (p. 6700).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6699).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6700).

Amendement n° 26 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6700).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6700).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6700).

Amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6700).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6700).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6700).

Discussion des amendements identiques n°s 28 corrigé de la commission et 56 de M. Philippe Auberger (imputent les retenues à la source et les crédits d'impôt sur l'imposition due en France) : retirés (p. 6700).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6700).

Amendement n° 28 corrigé de la commission : soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6700).

Amendement n° 57 de M. Philippe Auberger (supprime les sanctions du non-respect des dispositions de l'article) : retiré (p. 6700).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6700) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6700).

Amendement n° 110 de M. Philippe Auberger (supprime les sanctions du non-respect des dispositions de l'article pour les entreprises apportant la preuve de leur bonne foi) : retiré (p. 6700).

Défavorable : *Richard (Alain)* (p. 6700).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6700).

Amendement n° 107 de M. Yves Fréville (reporte la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article du 1er janvier 1992 au 1er janvier 1993) (p. 6700) : rejeté (p. 6701).

Soutenu par : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6700).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6701) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6701).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 6701).

Article 33 *(conséquences fiscales de l'annulation de la vente d'un élément de l'actif immobilisé)* : adopté après modifications (p. 6701).

Amendement n° 29 de la commission (de précision) : adopté (p. 6701).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6701).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6701).

Article 34 *(adaptation du régime fiscal des titres à revenu fixe détenus par les sociétés d'assurances et de capitalisation)* (p. 6701) : adopté (p. 6702).

Amendement n° 30 de la commission (précise que le régime fiscal des titres à revenu fixe ne concerne - pour les titres obligataires - que les seules obligations amortissables) (p. 6701) : retiré (p. 6702).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6701).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6701, 6702).

Article 35 *(transfert de biens, droits et obligations du Commissariat à l'énergie atomique - C.E.A. - à l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs - A.N.D.R.A.)* : adopté (p. 6702).

Après l'article 35 :

Amendement n° 89 du Gouvernement (précise que le transfert des biens, droits et obligations des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais à Charbonnages de France n'emporte aucune conséquence fiscale) : adopté (p. 6702).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6702).

Article 36 *(adaptation du régime fiscal des sociétés anonymes de crédit immobilier)* : adopté après modifications (p. 6702).

Amendement n° 31 de la commission (énumère les activités des sociétés anonymes de crédit immobilier non concernées par les dispositions de l'article) : adopté (p. 6702).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6702).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6702).

Article 37 *(option des sociétés civiles pour l'impôt sur les sociétés)* (p. 6702) : adopté après modifications (p. 6703).

Amendement n° 32 de la commission (reporte la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article du 1er octobre au 18 novembre 1992) : adopté (p. 6702).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6702).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6702).

Article 38 *(exonération du paiement des droits de timbre pour les victimes de pluies torrentielles)* : adopté après modifications (p. 6703).

Amendement n° 33 de la commission (corrige une erreur matérielle) ; rectifié par le Gouvernement (suppression du financement de l'amendement) : adopté (p. 6703).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6703).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6703).

Article 39 *(droits d'examen et de délivrance des documents relatifs à la navigation intérieure maritime de plaisance)* : adopté (p. 6703).

Article 40 *(conditions de suppression d'exonération de la part communale de taxe foncière sur les propriétés bâties)* : adopté (p. 6703).

Après l'article 40 :

Discussion des amendements identiques nos 34 de la commission et 58 de M. Philippe Auberger (autorisent les départements à fixer la durée d'exonération de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties afférente aux logements sociaux) (p. 6703) : retirés (p. 6704).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6703).

Amendement no 34 de la commission : soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6703).

Amendement no 99 de M. Alain Richard (autorise les départements à proroger l'exonération de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties afférente aux logements sociaux pour ceux d'entre eux ayant cessé d'être exonérés en 1991, 1992 et 1993) : adopté aprés modifications (p. 6704).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6703).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6703).

Sous-amendement no 116 du Gouvernement (limite la prorogation aux logements ayant cessé d'être exonérés en 1991 et supprime le financement de l'amendement) : adopté (p. 6704).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6703, 6704).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 6704).

Amendement no 5 de M. Fabien Thiémé (repousse d'un mois la date limite de paiement de la taxe d'habitation) (p. 6704) : rejeté (p. 6705).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6704) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6704).

Observations : *Douyère (Raymond)* (p. 6704).

Impôts locaux :

- taxe départementale sur le revenu : *Thiémé (Fabien)* (p. 6704) ; *Richard (Alain)* (p. 6704) ;

- taxe d'habitation : délais de paiement et erreurs dans l'établissement de l'impôt : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6704) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6704).

Article 41 *(remplacement du régime de l'étalement pour les revenus exceptionnels ou différés par un système de quotient)* : adopté aprés modifications (p. 6705).

Amendement no 59 de M. Philippe Auberger (de suppression) : rejeté (p. 6705).

Favorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 6705).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6705) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6705).

Amendement no 35 de la commission (de précision) : adopté (p. 6705).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6705).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6705).

Amendement no 36 de la commission (de précision) : adopté (p. 6705).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6705).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6705).

Article 42 *(régime fiscal du « pécule » des footballeurs professionnels)* (p. 6705) : adopté (p. 6706).

Observations : *Auberger (Philippe)* (p. 6706) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6706).

Après l'article 42 :

Amendement no 90 du Gouvernement (proroge jusqu'au 31 mars 1993 la possibilité de transférer des titres sur un plan d'épargne en actions et assimile cette opération à une cession) (p. 6706) : adopté aprés modifications (p. 6707).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6706).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 6706).

Sous-amendement no 112 de M. Alain Richard (limite la prorogation aux plans ouverts à partir du 1er janvier 1993) (p. 6706) : adopté (p. 6707).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6706, 6707).

Favorable : *Auberger (Philippe)* (p. 6706).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6706).

Epargne : plan d'épargne en actions : bilan et dénaturation du produit : *Auberger (Philippe)* (p. 6706).

Article 43 *(adaptation du statut fiscal des sociétés de développement régional et de certaines sociétés à statut particulier)* (p. 6707) : adopté après modifications (p. 6708).

Amendement no 37 de la commission (exclut les sociétés de développement régional du champ d'application de l'article) (p. 6707) : adopté (p. 6708).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6707).

Favorables : *Douyère (Raymond)* (p. 6707) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6707) ; *Auberger (Philippe)* (p. 6707).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6707).

Après l'article 43 :

Amendement no 77 de M. Jean-Paul Virapoullé (étend le bénéfice de la réduction d'impôt prévue par l'article 199 *undecies* du code général des impôts pour certains investissements réalisés outre-mer à la souscription au capital des filiales des sociétés de développement régional) : rejeté (p. 6708).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6708) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6708).

Article 44 *(régime fiscal des titres non cotés)* (p. 6708) : adopté aprés modifications (p. 6709).

Amendements nos 38 et 39 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 6708).

Soutenus par : *Richard (Alain)* (p. 6708).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6708).

Discussion commune des amendements nos 60 et 72.

Amendement no 60 de M. Philippe Auberger (reporte la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article du 1er septembre 1992 au 1er janvier 1993) (p. 6708) : rejeté (p. 6709).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6708) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6709) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6709).

Impôts et taxes : titres non cotés : utilisation d'une faille de la législation fiscale : *Richard (Alain)* (p. 6708) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6709).

Lois : rétroactivité : *Auberger (Philippe)* (p. 6708) ; *Richard (Alain)* (p. 6708) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6709).

Amendement no 72 de M. Gilbert Gantier (reporte la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article du 1er septembre au 1er décembre 1992) (p. 6708) : rejeté (p. 6709).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6708) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6709) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6709).

Lois : rétroactivité : *Gantier (Gilbert)* (p. 6708).

Article 45 *(adaptation de la taxe foncière sur les postes C.B.)* : adopté (p. 6709).

Article 46 *(conditions d'exercice du droit de communication et modification du régime des sanctions)* (p. 6709) : adopté après modifications (p. 6711).

Défavorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 6709, 6710).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6710).

Constitution : saisine du Conseil constitutionnel sur l'article : *Gantier (Gilbert)* (p. 6710).

Droits de l'homme et libertés publiques : contrôle du juge : *Gantier (Gilbert)* (p. 6710).

Amendement no 40 de la commission (précise que l'interdiction de communication porte sur l'identité ou l'adresse des personnes concernées) : adopté (p. 6710).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6710).

Favorables : *Gantier (Gilbert)* (p. 6710) ; *Malvy (Marlin) (G)* (p. 6710).

Amendement no 61 de M. Philippe Auberger (supprime le nouveau dispositif des amendes administratives sanctionnant le refus de communication) (p. 6710) : rejeté (p. 6711).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6711).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 6710, 6711).

Amendement n° 95 de M. Gilbert Gantier (supprime le nouveau dispositif des amendes administratives sanctionnant le refus de communication à l'exception de la majoration de l'amende de 1 000 F à 10 000 F et porte l'astreinte journalière de 10 F à 50 F) : rejeté (p. 6711).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6711) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6711).

Amendement n° 41 de la commission (réduit de 30 000 F à 20 000 F le montant de l'amende administrative sanctionnant la persistance du défaut de communication un mois après la première mise en demeure) : adopté (p. 6711).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6711).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6711).

Amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6711).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6711).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6711).

Amendement n° 43 de la commission (précise que le représentant du contribuable peut se substituer à ce dernier pour assister à la rédaction du procès-verbal établissant le défaut de communication) : adopté (p. 6711).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6711).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6711).

Amendement n° 44 de la commission (porte à 50 000 F le montant maximum de l'amende fiscale prévue à l'article 1737 du code général des impôts et prononcée par le tribunal correctionnel en cas de refus de déclaration) : adopté (p. 6711).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6711).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6711).

Article 47 *(dispositions applicables pour le contrôle des comptes à usage privé et professionnel)* (p. 6711) : adopté après modifications (p. 6712).

Défavorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 6712).

Amendement n° 75 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté (p. 6712).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6712) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6712).

Amendement n° 45 de la commission (supprime la référence aux vérifications approfondies de situation fiscale d'ensemble afin d'ôter tout caractère rétroactif aux dispositions de l'article) : adopté (p. 6712).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6712).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6712).

Amendement n° 96 de M. Gilbert Gantier (maintient le délai de trois mois imparti à l'administration pour la vérification de la comptabilité des contribuables disposant de comptes mixtes) : rejeté (p. 6712).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6712) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6712).

Article 48 *(reconduction du régime contingentaire du rhum provenant des départements d'outre-mer en exonération de soulte)* (p. 6712) : adopté (p. 6713).

Amendement n° 82 de M. Fabien Thiémé (proroge le régime contingentaire du rhum jusqu'au 31 décembre 1998) (p. 6712) : rejeté (p. 6713).

Communautés européennes : *Thiémé (Fabien)* (p. 6712, 6713).

Départements d'outre-mer : banane : *Thiémé (Fabien)* (p. 6712, 6713).

Article 49 *(adaptation des modalités de recouvrement des taxes d'urbanisme)* (p. 6713) : adopté aprés modifications (p. 6714).

Amendement n° 46 de la commission (étend le principe du non-recouvrement des créances inférieures à 80 F au versement pour dépassement du plafond légal de densité) ; rectifié par le Gouvernement (suppression du financement de l'amendement) : adopté (p. 6713).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6713).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6713).

Amendement n° 47 rectifié de la commission (étend les nouvelles règles de paiement des taxes d'urbanisme au versement pour dépassement du plafond légal de densité) : adopté (p. 6713).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6713).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6713).

Amendement n° 48 de la commission (supprime l'exigibilité en une seule fois de la totalité du montant des taxes d'urbanisme si le premier versement a été effectué hors délai) (p. 6713) : adopté (p. 6714).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6713).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6714).

Amendement n° 49 de la commission (précise que les dispositions de l'article s'appliquent aux taxes dont le fait générateur est postérieur au 31 décembre 1992) : adopté (p. 6714).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6714).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6714).

Après l'article 49 :

Amendement n° 80 de M. Michel Voisin (rend éligibles au fonds de compensation de la T.V.A. les dépenses réalisées par les collectivités locales pour le compte de tiers) : non soutenu (p. 6714).

Article 50 *(modification du plafond de la redevance relative à l'inscription sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables)* (p. 6714) : adopté après modifications (p. 6715).

Amendement n° 50 de la commission (requalifie la redevance en taxe et en affecte le produit au budget général de l'Etat) : adopté (p. 6714).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6714).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6714) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6714).

Pharmacie : direction du médicament au ministère de la santé : *Gantier (Gilbert)* (p. 6714).

Amendement n° 51 de la commission (dispose que le montant de la taxe afférente à une demande de modification est limité à 10 p. 100 de celui qui correspond à une demande d'inscription) ; rectifié par le Gouvernement (limite fixée à 20 p. 100) (p. 6714) : adopté (p. 6715).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6714).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6714).

Article 51 *(modification des modalités de calcul de la taxe applicable aux ouvrages hydrauliques situés sur les voies navigables)* : adopté (p. 6715).

Article 52 *(taxe pour demande d'agrément d'utilisation, de dissémination ou de mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés)* : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 52 (p. 6715).

Amendement n° 52 de la commission (propose une nouvelle rédaction de l'article, requalifie les versements en taxes et supprime l'affectation de leur produit au budget du ministre de la recherche) : adopté (p. 6715).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6715).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6715).

Après l'article 52 :

Amendement n° 8 de M. Michel Voisin (institue la déductibilité de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur afférente aux véhicules des commerçants itinérants) : non soutenu (p. 6716).

Amendement n° 67 de M. Philippe Vasseur (accorde le bénéfice de l'abattement de 20 p. 100 sur le revenu imposable consécutif à l'adhésion à un centre de gestion agréé à chacun des membres d'un foyer fiscal exploitant un fonds agricole séparé) : rejeté (p. 6716).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 6716).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6716) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6716).

Amendement n° 69 de M. Philippe Vasseur (proroge jusqu'au 31 décembre 1996 l'application des taux majorés de remboursement forfaitaire de la T.V.A. bénéficiant aux ventes de certains produits réalisés par des groupements de producteurs et aux ventes de lait) : rejeté (p. 6716).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 6716).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6716) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6716).

Amendement n° 106 de M. Yves Fréville (autorise l'agence pour la formation en alternance à poursuivre ses activités de promotion des contrats d'insertion en alternance et à faire réaliser des études relevant du domaine de sa compétence) : rejeté (p. 6716).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 6716).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 6716) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6716).

Amendement n° 9 de M. Adrien Zeller (institue une taxe de publicité foncière dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, en affecte le produit à l'informatisation du livre foncier et dispose qu'elle est perçue - au tarif de 60 F - sur toute requête en inscription au livre foncier, à l'exception de celles concernant les mutations d'une valeur inférieure à 5 000 F ou portant sur des échanges ruraux) : rejeté (p. 6716).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 6716).

Défavorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6716).

II. - Autres dispositions.

Article 53 *(suppression de la garantie automatique de l'Etat sur les emprunts à venir de la Compagnie nationale du Rhône) :* adopté (p. 6717).

Article 54 *(garantie de l'Etat aux emprunts destinés au financement de la construction de l'ensemble immobilier comprenant le nouvel hémicycle de Strasbourg) :* adopté (p. 6717).

Article 55 *(remboursement de prêts spéciaux aux rapatriés) :* adopté (p. 6717).

Article 56 *(simplification du règlement des opérations d'indemnisation des dommages de guerre 1939-1945) :* adopté (p. 6717).

Article 57 *(annulation de dettes des pays étrangers) :* adopté (p. 6717).

Amendement n° 53 de la commission (de suppression) : rejeté (p. 6717).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6717).

Favorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 6717).

Coopération et développement : *Richard (Alain)* (p. 6717) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 6717).

Parlement : rôle : *Gantier (Gilbert)* (p. 6717).

Article 58 *(liquidation de la Caisse nationale de l'énergie)* (p. 6717) : adopté après modifications (p. 6718).

Amendement n° 113 de M. Alain Richard (de précision) : adopté (p. 6718).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 6718).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 6718).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6718).

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1992] (p. 7808).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des finances : *Le Garrec (Jean)* suppléant *Richard (Alain)* (p. 7808).

Rappel au règlement : Alphandéry (Edmond) (p. 7809) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 7809).

Discussion générale : Gantier (Gilbert) (p. 7809) ; *Galley (Robert)* (p. 7810).

Intervention du Gouvernement : Malvy (Martin) (p. 7810).

Principaux thèmes développés :

Agriculture :

- biocarburants : *Galley (Robert)* (p. 7810) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7810, 7811) ;
- G.A.T.T. : *Galley (Robert)* (p. 7810) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7810, 7811).

Chômage : U.N.E.D.I.C. : déficit : *Gantier (Gilbert)* (p. 7809).

Créances et priviléges : recouvrement des créances publiques : *Le Garrec (Jean)* (p. 7809).

Epargne : *Gantier (Gilbert)* (p. 7810).

Finances publiques :

- déficit : *Gantier (Gilbert)* (p. 7809) ;
- dépenses : progression de 1988 à 1992 : *Gantier (Gilbert)* (p. 7809) ;
- dépenses nouvelles prévues en deuxième lecture : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7811) ;
- dette publique : *Gantier (Gilbert)* (p. 7810) ;
- recettes : plus-values enregistrées de 1988 à 1990 : *Gantier (Gilbert)* (p. 7809).

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : *Gantier (Gilbert)* (p. 7809).

Gouvernement : introduction de dispositions de fond en nouvelle lecture : *Le Garrec (Jean)* (p. 7809) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7810) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7810).

Impôts locaux : communication aux collectivités locales d'éléments relatifs aux bases d'imposition : *Le Garrec (Jean)* (p. 7809).

Logement et habitat : *Le Garrec (Jean)* (p. 7808, 7809).

Maastricht : déficits publics : plafond de 3 p. 100 : *Gantier (Gilbert)* (p. 7809).

Marchés financiers : *Gantier (Gilbert)* (p. 7810).

Parlement :

- commission mixte paritaire : *Le Garrec (Jean)* (p. 7808) ;
- Sénat : améliorations apportées au projet : *Le Garrec (Jean)* (p. 7808, 7809).

Politique économique : taux d'intérêt : *Gantier (Gilbert)* (p. 7810).

Rappel au règlement : *Alphandéry (Edmond) :* regrette l'introduction en nouvelle lecture d'amendements de fond par le Gouvernement (p. 7809) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 7809).

Discussion des articles [7 décembre 1992] (p. 6555).

Première partie : *conditions générales de l'équilibre financier.*

Article 4 et état A *(équilibre général)* (p. 7811) : adoptés après modifications (p. 7823).

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 7816).

Finances publiques :

- déficit : *Alphandéry (Edmond)* (p. 7816) ;
- recettes non fiscales : prélèvements sur divers organismes : *Alphandéry (Edmond)* (p. 7816).

Amendement n° 38 rectifié du Gouvernement (majore le déficit de 4,6 milliards de francs compte tenu de 1,3 milliard de ressources non fiscales supplémentaires et de 5,9 milliards de dépenses nouvelles) (p. 7816) : adopté (p. 7823).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7811, 7819, 7820, 7822).

Favorable : *Le Garrec (Jean)* (p. 7818, 7819, 7821, 7822).

Défavorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 7818).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 7818) ; *Douyère (Raymond)* (p. 7818) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 7818, 7820, 7822) ; *Zeller (Adrien)* (p. 7819, 7820) ; *Pierna (Louis)* (p. 7820) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7820, 7821, 7822).

Assemblée nationale : trésorerie : reversement au profit de l'Etat : *Le Garrec (Jean)* (p. 7818, 7819) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7818) ; *Douyère (Raymond)* (p. 7818) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 7818) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7819) ; *Pierna (Louis)* (p. 7820).

Chômage et subvention à l'U.N.E.D.I.C. : *Gantier (Gilbert)* (p. 7818) ; *Pierna (Louis)* (p. 7820) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7821).

Finances publiques :

- comparaisons internationales : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7820) ;

- déficit : *Gantier (Gilbert)* (p. 7818) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 7818, 7820, 7822) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7820) ;

- recettes : surévaluation : *Gantier (Gilbert)* (p. 7818) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7822) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 7822).

Impôts et taxes : augmentation : refus par le Gouvernement : *Le Garrec (Jean)* (p. 7818, 7822) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7820).

Maastricht : déficits publics : plafond de 3 p. 100 : *Gantier (Gilbert)* (p. 7818).

Partis et mouvements politiques : opposition : Sécurité sociale : *Le Garrec (Jean)* (p. 7821, 7822).

Sécurité sociale :

- cotisations sur les revenus du capital : *Pierna (Louis)* (p. 7820) ;

- déficit : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7820, 7821) ;

- retraites : régime général : déséquilibre structurel et subvention de 5 milliards de francs : *Gantier (Gilbert)* (p. 7818) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7818, 7822) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 7818, 7820, 7822) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7819, 7820) ; *Zeller (Adrien)* (p. 7819, 7820) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7821) ;

- santé : dépenses et projet de loi sur leur maîtrise : *Zeller (Adrien)* (p. 7819) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7821) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7822) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7822).

Deuxième partie : *moyens des services et dispositions spéciales.*

Titre Ier : *dispositions applicables à l'année 1992.*

Après l'article 5 :

Amendement n° 39 rectifié du Gouvernement (ouvre un crédit de 25 millions de francs au budget du ministère des affaires étrangères pour attribuer des secours à des Français de l'étranger) : adopté (p. 7823).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7811, 7823).

Favorable : *Le Garrec (Jean)* (p. 7823).

Amendement n° 52 du Gouvernement (ouvre un crédit de 100 millions de francs au budget des affaires sociales et de l'intégration pour le financement d'actions de lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme) : adopté (p. 7823).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7811).

Amendement n° 53 du Gouvernement (ouvre un crédit de 5 milliards de francs au budget des charges communes pour contribuer à la résorption du déficit de la sécurité sociale) : adopté (p. 7823).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7811, 7819).

Favorable : *Le Garrec (Jean)* (p. 7819, 7822).

Défavorable : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7823).

Amendement n° 54 du Gouvernement (ouvre un crédit de 6 millions de francs au budget des services financiers pour abonder les moyens du fonds d'ingénierie) : adopté (p. 7823).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7811).

Amendement n° 56 du Gouvernement (ouvre un crédit de 50 millions de francs au budget du commerce et de l'artisanat pour accroître les moyens des programmes d'animation économique) : adopté (p. 7823).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7811).

Amendement n° 57 du Gouvernement (ouvre un crédit de 2 millions de francs au budget de l'environnement pour abonder les moyens de l'Institut français de l'environnement) : adopté (p. 7823).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7811).

Amendement n° 58 rectifié du Gouvernement (ouvre un crédit de 450 millions de francs au budget de la jeunesse et des sports afin de compenser, pour les sports mécaniques, la perte des recettes qu'ils tiraient de la publicité sur le tabac) : adopté (p. 7824).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7811).

Défavorable : *Zeller (Adrien)* (p. 7824).

Amendement n° 59 du Gouvernement (ouvre un crédit de 5 millions de francs au budget des services généraux du Premier ministre pour abonder la subvention à l'Institut français des relations internationales) : adopté (p. 7824).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7811).

Après l'article 6 :

Amendement n° 40 rectifié du Gouvernement (ouvre un crédit de 4 millions de francs au budget des charges communes pour abonder les aides aux villes nouvelles) : adopté (p. 7824).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7811).

Amendement n° 60 du Gouvernement (ouvre un crédit de 10 millions de francs au budget du ministère de l'équipement pour abonder les moyens d'intervention dans les sites, abords, paysages et secteurs sauvegardés) : adopté (p. 7824).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7811).

Amendement n° 61 du Gouvernement (ouvre un crédit de 300 millions de francs au budget de l'équipement pour financer des travaux routiers, notamment sur la R.N. 7, la R.N. 9 et la R.N. 21) : adopté (p. 7824).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7811).

Titre II : *dispositions permanentes.*

I. - Mesures concernant la fiscalité.

A. - Mise en œuvre du marché unique.

Article 13 *(assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée de la fourniture d'eau dans le cadre du service public pour les regroupements de communes de plus de 3 000 habitants) :* adopté (p. 7824).

Article 14 *bis* nouveau *(pérennisation de l'application du taux réduit de la T.V.A. aux livraisons d'œuvres d'art originales) :* adopté (p. 7824).

Après l'article 14 *bis* :

Amendement n° 28 de M. Serge Charles (assujettit l'utilisation des installations sportives au taux réduit de la T.V.A.) (p. 7824) : rejeté (p. 7825).

Soutenu par : *Galley (Robert)* (p. 7824).

Défavorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 7824) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7824).

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 7824).

Article 17 *bis* nouveau *(modalités d'entrée en vigueur de la réforme de l'octroi de mer) :* adopté (p. 7825).

Article 19 *(harmonisation des droits d'accises en matière d'alcool et de boissons alcooliques)* (p. 7825) : adopté après modifications (p. 7826) ; modifié en seconde délibération (p. 7858, 7859).

Amendement n° 31 de M. Jean Lacombe (maintient à 11,09 F par litre le tarif des droits d'accises sur les vins aromatisés) : adopté (p. 7825).

Soutenu par : *Douyère (Raymond)* (p. 7825).

Défavorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 7825) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7825).

Amendement n° 1 de la commission (supprime la réduction du droit d'accises introduite par le Sénat pour les produits utilisés en vue de la préparation d'arômes ou de produits semi-fins) : adopté (p. 7825).

Soutenu par : *Le Garrec (Jean)* (p. 7825).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7825).

Discussion commune des amendements n°s 37 et 2.

Amendement n° 37 de M. René Couveinhes (supprime le droit de circulation spécifique sur les vins mousseux) (p. 7825) : rejeté (p. 7826).

Soutenu par : *Galley (Robert)* (p. 7825).

Favorables : *Zeller (Adrien)* (p. 7826) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 7826).

Défavorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 7826) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7826).

Amendement n° 2 de la commission (rétablit à 54,80 F par hectolitre le tarif du droit de circulation applicable aux vins mousseux) (p. 7825) : adopté (p. 7826).

Soutenu par : *Le Garrec (Jean)* (p. 7826).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7826).

Défavorables : *Galley (Robert)* (p. 7825) ; *Zeller (Adrien)* (p. 7826).

Après l'article 19 :

Discussion des amendements identiques n°s 3 de la commission et 35 de M. Edmond Alphandéry (portent de 10 à 20 p. 100 des recettes globales, dans la limite de 200 000 F, la part du chiffre d'affaires correspondant à des activités accessoires que les agriculteurs assujettis à un régime réel d'imposition peuvent soumettre au régime des bénéfices agricoles) (p. 7826) : retirés (p. 7827).

Amendement n° 3 : soutenu par : *Le Garrec (Jean)* (p. 7826).

Amendement n° 41 du Gouvernement (porte de 10 à 30 p. 100 des recettes globales, dans la limite de 200 000 F, la part du chiffre d'affaires correspondant à des activités accessoires que les agriculteurs assujettis à un régime réel d'imposition peuvent soumettre au régime des bénéfices agricoles et élève de 100 000 à 150 000 F le plafond des recettes correspondant à ces activités que les exploitants agricoles imposés au forfait peuvent déclarer après un abattement de 50 p. 100) (p. 7826) : adopté (p. 7827).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7827).

Favorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 7826, 7827) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 7827).

Avant l'article 20 :

Amendement n° 62 du Gouvernement (majore le relèvement du droit de consommation sur les cigarettes) (p. 7827) : adopté (p. 7829).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7827, 7828).

Favorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 7828) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 7828) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7828).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 7828).

Sécurité sociale : affectation du supplément de recettes : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7828) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7828) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7828).

Article 22 *(aménagement de la règlementation de la garantie sur les métaux précieux) :* adopté après modifications (p. 7829).

Amendement n° 4 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 7829).

Soutenu par : *Le Garrec (Jean)* (p. 7829).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7829).

Article 27 *(modification de la liste des produits passibles de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers)* (p. 7829) : adopté (p. 7830).

Après l'article 27 :

Amendement n° 64 du Gouvernement (étend l'exonération de T.I.P.P. prévue pour le gaz naturel utilisé dans les unités de cogénération au fioul lourd d'une teneur en soufre inférieure à 2 p. 100) : adopté (p. 7830).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7830).

Favorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 7830) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7830).

Après l'article 28 :

Amendement n° 32 de M. Raymond Douyère (soustrait à la règle du taux effectif les revenus émanant de pays de la Communauté européenne ayant fait l'objet sur le lieu de perception d'un prélèvement au titre de l'impôt sur le revenu supérieur à ce qu'il aurait été si ces revenus étaient de source française) (p. 7830) : retiré (p. 7832).

Soutenu par : *Oehler (Jean)* (p. 7830, 7831).

Observations : *Le Garrec (Jean)* (p. 7830, 7831) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7831).

Amendement n° 67 de M. Jean Auroux (impose suivant les règles applicables aux traitements et salaires l'indemnité de fonction et de résidence perçues par les parlementaires à partir du 1er janvier 1993) (p. 7831) ; rectifié par le président de séance (rectification rédactionnelle) : adopté (p. 7832).

Soutenu par : *Douyère (Raymond)* (p. 7831).

Favorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 7831, 7832) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7832) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7832).

Impôt sur le revenu : déductions supplémentaires pour frais : *Douyère (Raymond)* (p. 7831).

Parlement : parlementaires :

- charges liées à l'exercice du mandat : *Le Garrec (Jean)* (p. 7831) ;

- conditions de travail : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7832).

Amendement n° 68 rectifié de M. Jean Auroux (soumet les indemnités de fonctions perçues par les élus locaux à compter du 1er janvier 1993 à une retenue à la source selon le barème de l'impôt sur le revenu après déduction forfaitaire des frais liés à l'exercice du mandat) (p. 7832) : adopté (p. 7834) ; modifié en seconde délibération (suppression de la centralisation du paiement des indemnités en cas de cumul de mandats) (p. 7858, 7859).

Soutenu par : *Dosière (René)* (p. 7833).

Favorable : *Le Garrec (Jean)* (p. 7833).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7833) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7833).

Impôt sur le revenu : prélèvement à la source : *Le Garrec (Jean)* (p. 7833).

Parlement : amendements sur la fiscalité des indemnités perçues par les parlementaires et les élus locaux : conditions de discussion et aspect électoraliste : *Gantier (Gilbert)* (p. 7833).

Article 28 ter nouveau *(aménagement de la fiscalité applicable aux carburants intégrant des biocarburants) :* supprimé (p. 7834).

Amendement n° 5 de la commission (de suppression) : adopté (p. 7834).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7834).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7834).

Défavorable : *Galley (Robert)* (p. 7834).

Politique agricole commune : réforme : maintien de 300 000 agriculteurs à l'horizon 2000 : *Galley (Robert)* (p. 7834) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7834).

B. - Mesures diverses.

Article 29 AA nouveau *(aménagement de l'impôt de solidarité sur la fortune)* (p. 7834) : supprimé (p. 7835).

Amendement n° 6 de la commission (de suppression) (p. 7834) : adopté (p. 7835).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7835).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 7835).

Impôt de solidarité sur la fortune : résidence principale : abattement : *Richard (Alain)* (p. 7835).

Article 29 A *(extension des dépenses imputables sur le revenu global au titre des opérations groupées de restauration immobilière)* : adopté (p. 7835).

Après l'article 29 A :

Amendement n° 33 de M. Guy Malandain (assujettit les « cafés-musiques » au taux réduit de la T.V.A.) : retiré (p. 7835).

Soutenu par : *Delahais (Jean-François)* (p. 7835).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 7835) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7835).

Article 30 *(création de deux zones d'investissement privilégié dans certains cantons des départements du Nord et du Pas-de-Calais)* (p. 7835) : adopté après modifications (p. 7838).

Amendement n° 7 de la commission (supprime la zone d'investissement privilégié instituée dans l'Aube par le Sénat) (p. 7836) : adopté (p. 7837).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7836, 7837).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7837).

Observations : *Zeller (Adrien)* (p. 7837) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 7837).

Aménagement du territoire : zones rurales : *Zeller (Adrien)* (p. 7837) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7837) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 7837).

Communautés européennes : *Richard (Alain)* (p. 7837).

Discussion commune des amendements n°s 49 et 42.

Amendement n° 49 de M. Jean Le Garrec (permet aux secteurs d'activités considérés comme surcapacitaires au plan communautaire de bénéficier des dispositions de l'article) (p. 7837) : adopté (p. 7838).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7837).

Communautés européennes : *Le Garrec (Jean)* (p. 7838) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7838).

Amendement n° 42 du Gouvernement (permet au secteur du textile-habillement de bénéficier des dispositions de l'article) (p. 7837) : retiré (p. 7838).

Amendement n° 50 de M. Jean Le Garrec (précise que seule l'aide à l'aménagement du territoire accordée par l'Etat aux entreprises créées interdit le bénéfice des dispositions de l'article) : adopté (p. 7838).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7838).

Communautés européennes : *Le Garrec (Jean)* (p. 7838).

Après l'article 30 :

Amendement n° 27 de M. Umberto Battist (dispose que les investissements de création ou d'extension effectués en 1993 ou en 1994 dans l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe (Nord) ne donneront pas lieu, pendant une durée de trois ans, à majoration communale des bases de la taxe professionnelle des entreprises qui y procèdent et compense la perte de recettes par une majoration de leur dotation globale de fonctionnement) (p. 7838) : adopté après modifications au scrutin public (p. 7839).

Favorables : *Richard (Alain)* (p. 7839) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7839).

Défavorables : *Alphandéry (Edmond)* (p. 7839) ; *Galley (Robert)* (p. 7839).

Sous-amendement n° 72 du Gouvernement (substitue une compensation versée par l'Etat à la majoration de la dotation globale de fonctionnement et en réserve le bénéfice aux communes ou groupements de communes dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à celui de leur strate démographique) : adopté (p. 7839).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7839).

Favorable : *Battist (Umberto)* (p. 7839).

Amendement n° 65 de M. Germain Gengenwin (supprime la condition d'âge pour la prise en compte comme personnes à charge des enfants recueillis) : rejeté (p. 7840).

Soutenu par : *Zeller (Adrien)* (p. 7840).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7840) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7840).

Article 30 *bis* nouveau *(création d'un fonds d'équipement et d'aménagement du territoire)* : supprimé (p. 7840).

Amendement n° 8 de la commission (de suppression) : adopté (p. 7840).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7840).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7840).

Après l'article 30 *bis* :

Amendement n° 36 rectifié de M. Edmond Alphandéry (accroit le versement au titre de la seconde part de la seconde fraction du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle pour les communes de moins de 2 000 habitants subissant une forte réduction de leurs bases de taxe professionnelle) : retiré (p. 7840).

Article 31 *bis* A nouveau *(extension du bénéfice de la réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers)* (p. 7840) : supprimé (p. 7841).

Amendement n° 9 de la commission (de suppression) : adopté (p. 7841).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7841).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7841).

Collectivités locales : dons faits aux centres communaux d'action sociale et aux caisses des écoles : *Richard (Alain)* (p. 7841) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7841).

Article 31 *bis* *(aménagement du régime fiscal des profits réalisés par l'intermédiaire des fonds communs d'intervention sur les marchés à terme)* : adopté (p. 7841).

Article 32 *(régime fiscal des transferts d'actifs réalisés par une entreprise)* (p. 7841) : adopté après modifications (p. 7842).

Amendement n° 10 de la commission (rétablit l'imposition de l'entreprise dans le cas où les actifs transférés sont gérés dans son intérêt) (p. 7841) : adopté (p. 7842).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7841).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7841).

Amendement n° 11 de la commission (rétablit la non imputation sur l'impôt dû en France des retenues à la source subies par les produits des actifs transférés et des crédits d'impôt attachés à ces produits) : adopté (p. 7842).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7842).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7842).

Amendement n° 12 de la commission (sanctionne le non respect des dispositions de l'article par une majoration automatique de 40 p. 100 du montant des droits éludés en substituant la référence de l'article 1759 du code général des impôts à celle de l'article 1729) : adopté (p. 7842).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7842).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7842).

Défavorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 7842).

Amendement n° 13 de la commission (rétablit au 1er janvier 1992 la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article) : adopté (p. 7842).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7842).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7842).

Défavorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 7842).

Lois : rétroactivité : *Gantier (Gilbert)* (p. 7842).

Article 34 *(adaptation du régime fiscal des titres à revenu fixe détenus par les sociétés d'assurances et de capitalisation)* : adopté (p. 7842).

Article 37 *(option des sociétés civiles pour l'impôt sur les sociétés)* (p. 7842) : adopté après modifications (p. 7843).

Amendement n° 14 de la commission (supprime la possibilité offerte par le Sénat aux sociétés civiles professionnelles d'opter pour le régime fiscal des sociétés de capitaux) (p. 7842) : adopté (p. 7843).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7842, 7843).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7843).

Discussion commune des amendements n°s 29 et 15.

Amendement n° 29 de M. Philippe Auberger (étend aux associés des sociétés civiles l'application des articles 62, 162 et 211 du code général des impôts relatifs respectivement à l'imposition des rémunérations, au sursis d'imposition des bénéfices mis en réserve et à la déductibilité des rémunérations et remboursements de frais) : rejeté (p. 7843).

Soutenu par : *Galley (Robert)* (p. 7843).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7843) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7843).

Amendement n° 15 de la commission (étend aux associés des sociétés civiles l'application des articles 162 et 211 du code général des impôts relatifs respectivement au sursis d'imposition des bénéfices mis en réserve et à la déductibilité des rémunérations et remboursements de frais) : adopté (p. 7843).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7843).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7843).

Article 38 *(exonération du paiement des droits de timbre pour les victimes de pluies torrentielles) :* adopté (p. 7843).

Article 38 *bis* nouveau *(exonération des indemnités versées aux victimes du sida) :* adopté (p. 7843).

Article 39 *(droits d'examen et de délivrance des documents relatifs à la navigation intérieure et à la navigation maritime de plaisance) :* adopté (p. 7843).

Après l'article 39 :

Amendement n° 43 du Gouvernement (exonère de la taxe sur les conventions d'assurance les contrats souscrits par les entreprises en vue de garantir une indemnité de départ à leurs salariés) (p. 7843) : adopté (p. 7844).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7843, 7844).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7844).

Article 39 *bis* nouveau *(aménagement du régime fiscal des marchands de biens) :* adopté dans la rédaction de l'amendement n° 71 (p. 7844).

Amendement n° 71 de M. Alain Richard (rédactionnel) : adopté (p. 7844).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7844).

Article 40 supprimé par le Sénat *(conditions de suppression d'exonération de la part communale de taxe foncière sur les propriétés bâties) :* rétabli (p. 7844).

Amendement n° 17 de la commission (rétablit l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 7844).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7844).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7844).

Après l'article 40 :

Amendement n° 18 de la commission (assujettit à la taxe professionnelle la production de graines, semences et plantes effectuée pour le compte de personnes autres que les exploitants agricoles) (p. 7844) : adopté (p. 7845).

Soutenu par : *Le Garrec (Jean)* (p. 7844, 7845).

Défavorable : *Alphandéry (Edmond)* (p. 7844, 7845).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7844).

Discussion des amendements identiques n°s 19 de la commission et 30 de M. Philippe Auberger (reportent au 1er janvier 1994 la suppression du versement du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle aux communes de plus de 200 000 habitants non bénéficiaires des dotations de solidarité urbaine et dont le potentiel fiscal par habitant excède des deux tiers le potentiel fiscal moyen de leur strate démographique) : adoptés (p. 7845).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7845).

Amendement n° 19 de la commission : soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7845).

Amendement n° 44 du Gouvernement (dispose qu'en cas d'erreur sur le redevable légal d'une cotisation de taxe professionnelle, l'imposition de ce dernier est établie au profit de l'Etat dans la limite du dégrèvement accordé au contribuable imposé à tort et fait obligation à l'ancien exploitant de déclarer l'existence d'un changement d'exploitation) : adopté (p. 7845).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7845).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7845).

Article 40 *bis* A nouveau *(modalités d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bâtiments à usage agricole)* (p. 7845) : adopté (p. 7846).

Article 40 *bis* B nouveau *(date limite des délibérations des communes ou groupements de communes pour la constitution d'une zone d'activité économique à taxe professionnelle unique) :* supprimé (p. 7846).

Amendement n° 63 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 7846).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7846).

Défavorable : *Richard (Alain)* (p. 7846).

Après l'article 40 *bis* :

Amendement n° 34 de M. Jean-François Delahais (retient l'année de l'opération, et non celle la précédant, pour le calcul de la garantie de 80 p. 100 des bases de taxe professionnelle accordée aux collectivités locales en cas de fusion ou d'opérations assimilées et précise que ce seuil de 80 p. 100 est calculé par grandes catégories d'immobilisations) (p. 7846) : adopté (p. 7847).

Favorables : *Richard (Alain)* (p. 7847) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7847).

Article 40 *ter* nouveau *(relèvement du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers) :* adopté (p. 7847) ; supprimé en seconde délibération (p. 7859).

Amendement n° 75 du Gouvernement (de suppression) : rejeté (p. 7847).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7847).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7847) ; *Douyère (Raymond)* (p. 7847) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7847).

Logement :

- logement ancien : doublement du plafond de prise en compte des intérêts d'emprunts pour la réduction d'impôt : *Richard (Alain)* (p. 7847) ;

- logement locatif : rendement : *Richard (Alain)* (p. 7847).

Article 41 *(remplacement du régime de l'étalement pour les revenus exceptionnels ou différés par un système de quotient)* (p. 7847) : adopté après modifications (p. 7848).

Amendement n° 20 de la commission (rétablit la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture disposant que, pour le calcul de l'impôt, le quart du revenu exceptionnel est ajouté au revenu de l'année d'imposition et non au revenu moyen des trois années antérieures et de l'année d'imposition) : adopté (p. 7848).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7848).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7848).

Article 42 *(régime fiscal du « pécule » des footballeurs professionnels) :* adopté (p. 7848).

Article 42 *bis* A nouveau *(aménagement du régime fiscal des copropriétés de cheval de course ou d'étalon) :* adopté (p. 7848).

Article 42 *bis* *(prorogation de la période de transfert de titres sur les plans d'épargne en actions) :* adopté après modifications (p. 7848).

Amendement n° 21 de la commission (limite la prorogation aux plans ouverts à compter du 1er janvier 1993) : adopté (p. 7848).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7848).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7848).

Après l'article 43 :

Amendement n° 45 du Gouvernement (maintient la restitution des avoirs fiscaux et des crédits d'impôt pour les actionnaires des sociétés de développement régional) : adopté (p. 7848).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7848).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7848).

Article 44 *(régime fiscal des titres non cotés) :* adopté (p. 7849).

Après l'article 44 :

Amendement n° 47 du Gouvernement (porte de 15 000 F à 30 000 F le plafond de prise en compte des intérêts d'emprunts contractés par les couples mariés pour l'acquisition ou les grosses réparations de logements anciens et lui applique une majoration pour enfants à charge) : rejeté (p. 7849).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7849).

Défavorables : *Richard (Alain)* (p. 7849) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 7849).

Logement :

- construction : *Richard (Alain)* (p. 7849) ;

- logement locatif : rendement : *Alphandéry (Edmond)* (p. 7849) ;

- revenus fonciers : abattement forfaitaire : *Richard (Alain)* (p. 7849) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 7849).

Amendement n° 48 du Gouvernement (étend aux immeubles de bureaux la possibilité pour les S.I.C.O.M.I. de réaliser des opérations de crédit-bail bénéficiant du régime fiscal des sociétés) (p. 7849) : adopté (p. 7851) ; modifié en seconde délibération (application de la mesure aux seuls immeubles neufs et vacants au 1er octobre 1992) (p. 7859).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7850).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 7850, 7851) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 7850).

Aménagement du territoire : immeubles de bureaux : suppression de l'agrément ministériel : *Richard (Alain)* (p. 7850) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 7850) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7850).

Amendement n° 46 du Gouvernement (étend aux placements mobiliers rémunérés par des intérêts payés d'avance la notion de la prime de remboursement applicable aux obligations et titres de créances négociables de sorte que ces intérêts soient imposables en cas d'interposition d'une personne morale) : adopté (p. 7851).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7851).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7851).

Article 44 *bis* nouveau *(aménagement du régime d'imposition des gains retirés de la cession de parts d'O.P.C.V.M. et abaissement à 25 p. 100 du taux du prélèvement sur les produits d'intermédiation bancaire)* (p. 7851) : supprimé (p. 7852).

Favorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 7851).

Amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 7851) : adopté (p. 7852).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7851, 7852).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7852).

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 7852).

Article 46 *(conditions d'exercice du droit de communication et modification du régime des sanctions) :* adopté après modifications (p. 7852).

Amendement n° 23 de la commission (rétablit le paragraphe III, supprimé par le Sénat, portant à 50 000 F le montant maximum de l'amende fiscale prévue à l'article 1737 du code général des impôts et prononcée par le tribunal correctionnel en cas de refus de déclaration) : adopté (p. 7852).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7852).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7852).

Défavorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 7852).

Article 46 *bis* nouveau *(institution d'un droit de communication aux collectivités locales des rôles généraux des impôts locaux)* (p. 7853) : adopté après modifications (p. 7854).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 7853).

Amendement n° 24 de la commission (prévoit la transmission du détail des bases d'imposition à la taxe professionnelle) (p. 7853) : adopté (p. 7854).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7853).

Défavorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 7853).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7853) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 7854).

Amendement n° 51 de M. Alain Richard (dispose que les informations transmises aux collectivités locales sont soumises au secret professionnel et aux dispositions de la loi « informatique et libertés » et que leur utilisation respecte une convention définie par un décret en Conseil d'Etat) (p. 7853) ; rectifié (modalités d'utilisation définies par un décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 7854).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7853, 7854).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7853, 7854) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 7854).

Article 47 *(dispositions applicables pour le contrôle des comptes à usages privé et professionnel) :* adopté (p. 7854).

Article 50 *(modification du plafond de la redevance relative à l'inscription sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables) :* supprimé par le Sénat (p. 7854).

Article 52 *(taxe pour demande d'agrément d'utilisation, de dissémination ou de mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés)* (p. 7854) : adopté après modifications (p. 7855).

Amendement n° 25 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7855).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7855).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7855).

II. - Autres dispositions.

Après l'article 58 :

Amendement n° 66 du Gouvernement (diminue les taux des taxes applicables aux aéronefs relevant des deux groupes accoustiques les plus bruyants et supprime l'indexation du montant de la taxe) (p. 7855) : adopté aprés modifications (p. 7856).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7855).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 7855) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7856) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 7856).

Assemblée nationale : conditions de travail : *Richard (Alain)* (p. 7855) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7856).

Sous-amendement n° 69 de M. Alain Richard (majore les taux des taxes applicables aux aéronefs relevant des deux groupes acoustiques les plus bruyants) (p. 7855) : adopté (p. 7856).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7855).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7856).

Sous-amendement n° 70 de M. Alain Richard (rétablit l'indexation du montant de la taxe) (p. 7855) : adopté (p. 7856).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7855).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7856).

Article 59 nouveau *(procédure d'exécution des recouvrements des créances des personnes publiques)* (p. 7856) : adopté aprés modifications (p. 7857).

Amendement n° 26 de la commission (supprime les dispositions de l'article autres que celles définissant les titres exécutoires) (p. 7856) : adopté (p. 7857).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 7857).

Favorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 7856).

Observations : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7857).

Constitution : « cavaliers budgétaires » : *Gantier (Gilbert)* (p. 7856).

Après l'article 59 :

Amendement n° 73 de M. François Hollande (institue le départ en retraite anticipée des fonctionnaires civils du ministère de la défense exerçant leur activité sur des sites en restructuration) : adopté (p. 7857).

Favorables : *Richard (Alain)* (p. 7857) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7857).

Amendement n° 74 du Gouvernement (fixe le plafond des indemnités des délégués des communes dans les communautés urbaines ou de villes de plus de 400 000 habitants) : adopté (p. 7857).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7857).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7857).

Demande de seconde délibération des articles 19, 28 *bis* B, 40 *ter* et 44 *bis* A : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7858).

Demande de réserve des votes sur les amendements et articles : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7858).

Article 19 *(harmonisation des droits d'accises en matière d'alcool et de boissons alcooliques)* : vote réservé (p. 7858) : adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7859).

Amendement n° 1 du Gouvernement (rétablit à 12 F par litre le tarif des droits d'accises sur les vins aromatisés) : vote réservé (p. 7858) : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7859).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7858).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7858).

Article 28 *bis* B *(régime fiscal des indemnités de fonction des élus locaux)* : vote réservé (p. 7858) : adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7859).

Amendement n° 2 de M. Raymond Douyère (supprime la centralisation du paiement des indemnités en cas de cumul de mandats) : vote réservé (p. 7858) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7859).

Favorables : *Le Garrec (Jean)* (p. 7858) ; *Richard (Alain)* (p. 7858) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7858).

Article 40 *ter* *(relèvement du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers)* : vote réservé ; supprimé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7859).

Amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7859).

Soutenu par : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7859).

Favorable : *Richard (Alain)* (p. 7859).

Article 44 *bis* A *(régime fiscal des opérations de crédit-bail réalisées par les S.I.C.O.M.I. sur des immeubles de bureaux)* : vote réservé ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7859).

Amendement n° 5 de M. Alain Richard (applique le régime fiscal privilégié des S.I.C.O.M.I. aux seuls immeubles de bureaux neufs et vacants au 1er octobre 1992) : vote réservé ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7859).

Favorable : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7859).

Explications de vote : *Gantier (Gilbert)* (p. 7859) ; *Pierna (Louis)* (p. 7859).

Intervention du Gouvernement : Malvy (Martin) (p. 7859).

Banques et établissements financiers : Caisse nationale de l'énergie : *Pierna (Louis)* (p. 7859).

Chômage : *Pierna (Louis)* (p. 7859).

Finances publiques : annulation de crédits : *Pierna (Louis)* (p. 7859).

Impôts et taxes : tabac : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7859).

Sécurité sociale : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7859).

Vote des groupes :

Groupe communiste : contre : *Pierna (Louis)* (p. 7859).

Groupes de l'opposition : contre : *Gantier (Gilbert)* (p. 7859).

Demande d'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7859).

Adoption par un seul vote, en seconde délibération, des dispositions dont le Gouvernement a donné la liste et de l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 1992 (p. 7859).

LECTURE DEFINITIVE [23 décembre 1992] (p. 7894).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des finances : *Richard (Alain)* (p. 7895).

Intervention du président de la commission des finances : Le Garrec (Jean) (p. 7895).

Interventions du Gouvernement : Malvy (Martin) (p. 7896, 7897).

Discussion générale : Gantier (Gilbert) (p. 7896) ; *Bonnet (Alain)* (p. 7896) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 7896).

Principaux thèmes développés :

Agriculture : retraités :

- Fonds national de solidarité : récupérations : *Bonnet (Alain)* (p. 7896) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7897) ;
- retraites agricoles : *Bonnet (Alain)* (p. 7896) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7897).

Formation professionnelle et promotion sociale : formation en alternance : crédit d'impôt : *Gengenwin (Germain)* (p. 7897) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7897).

Impôts et taxes : tabac : *Gengenwin (Germain)* (p. 7896) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7897).

Parlement :

- commission mixte paritaire : échec : *Richard (Alain)* (p. 7895) ;
- conditions de travail : *Le Garrec (Jean)* (p. 7896) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7896) ;
- débat : qualité : *Le Garrec (Jean)* (p. 7895) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7896) ;
- parlementaires : régime fiscal des frais et charges liés à l'exercice du mandat : *Gantier (Gilbert)* (p. 7896) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 7897).

Sénat : rejet du projet de loi : *Richard (Alain)* (p. 7895).

Sécurité sociale : *Malvy (Martin) (G)* (p. 7897).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 7897).

Vote des groupes :

Groupes R.P.R. et U.D.F. : contre : *Gantier (Gilbert)* (p. 7907).

Groupe U.D.C. : contre : *Gengenwin (Germain)* (p. 7907).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 1992, tel qu'il résulte du dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 7907).

LOIS DE REGLEMENT

5. Projet de loi n° 2500 portant **règlement définitif du budget de 1990.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 décembre 1991 par Mme Edith Cresson, Premier ministre et MM. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, et Michel Charasse, ministre délégué au budget. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport **n° 2786** (11 juin 1992). - Discussion et adoption le 29 juin 1992. - Projet de loi **n° 692.**

Sénat (première lecture). - **N° 465** (1991-1992). - Dépôt le 30 juin 1992. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Jean Arthuis. - Rapport **n° 17** (1992-1993) (21 octobre 1992). - Discussion et adoption définitive le 29 octobre 1992. - Projet de loi **n° 8** (1992-1993).

Loi n° 92-1203 du 6 novembre 1992 publiée au *J.O.* du 14 novembre 1992 (p. 15624).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 1992] (p. 2929).

Déroulement de la séance :

Rappel au règlement de : *Gantier (Gilbert)* : s'élève contre les conditions d'examen du projet de loi portant règlement du budget de 1990 (p. 2928) ; *Mazeaud (Pierre) (VP)* (p. 2929).

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des finances : *Richard (Alain)* (p. 2929).

Discussion générale : Pierna (Louis) (p. 2931) ; *Fréville (Yves)* (p. 2932) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2933).

Réponse du Gouvernement : Durieux (Bruno) (p. 2934).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : Algérie : assassinat du président Boudiaf : *Durieux (Bruno) (G)* (p. 2934).

Chômage : *Richard (Alain)* (p. 2929) ; *Pierna (Louis)* (p. 2931).

Collectivités locales : relations financières avec l'Etat : *Fréville (Yves)* (p. 2933).

Communautés européennes : contraintes : *Pierna (Louis)* (p. 2931).

Coopération et développement : *Durieux (Bruno) (G)* (p. 2936).

Cour des comptes : *Durieux (Bruno) (G)* (p. 2935).

Finances publiques :

- budgets annexes : *Richard (Alain)* (p. 2930) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 2935) ;
- crédits : autorisations de visa en dépassement : *Richard (Alain)* (p. 2931) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 2935) ;
- crédits : modifications : *Richard (Alain)* (p. 2930, 2931) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2934) ;
- crédits : reports : *Richard (Alain)* (p: 2930) ; *Fréville (Yves)* (p. 2933) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 2934) ;
- déficit budgétaire : *Richard (Alain)* (p. 2929, 2930) ; *Pierna (Louis)* (p. 2931) ; *Fréville (Yves)* (p. 2932) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2933, 2934) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 2935) ;
- dépenses : *Richard (Alain)* (p. 2929, 2930, 2931) ; *Fréville (Yves)* (p. 2932) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2933, 2934) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 2936) ;
- dette publique : *Richard (Alain)* (p. 2930) ; *Pierna (Louis)* (p. 2931) ; *Fréville (Yves)* (p. 2932) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2934) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 2935) ;
- fonds de concours : *Richard (Alain)* (p. 2930) ;
- prélèvements obligatoires : *Richard (Alain)* (p. 2929) ; *Fréville (Yves)* (p. 2933) ;
- recettes : niveau : *Richard (Alain)* (p. 2929, 2930) ; *Fréville (Yves)* (p. 2932) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 2935) ;
- recettes : plus-values enregistrées de 1988 à 1990 : *Fréville (Yves)* (p. 2932) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2933, 2934) ;
- recettes : remboursements et dégrèvements : *Fréville (Yves)* (p. 2932).

Fonctionnaires et agents publics : crédits de pension : *Richard (Alain)* (p. 2930) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 2935).

Impôt sur le revenu : *Richard (Alain)* (p. 2929).

Impôt sur les sociétés : *Richard (Alain)* (p. 2929) ; *Pierna (Louis)* (p. 2931) ; *Fréville (Yves)* (p. 2932).

Lois de règlement : intérêt : *Richard (Alain)* (p. 2929) ; *Pierna (Louis)* (p. 2931) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2933) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 2934).

Marchés financiers : *Pierna (Louis)* (p. 2931).

Ministères :

- de l'économie et des finances : budget des charges communes : *Richard (Alain)* (p. 2930) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2934) ;
- de l'économie et des finances : rémunérations : *Richard (Alain)* (p. 2930) ;
- de l'éducation nationale : crédits de rémunération : *Richard (Alain)* (p. 2930) ;
- du travail et de la formation professionnelle : *Gantier (Gilbert)* (p. 2934).

Parlement : contrôle : *Richard (Alain)* (p. 2930) ; *Fréville (Yves)* (p. 2932, 2933) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2934).

Partis et mouvements politiques : parti communiste : propositions en matière économique et fiscale : *Pierna (Louis)* (p. 2932).

Politique économique :

- croissance : *Richard (Alain)* (p. 2929) ; *Fréville (Yves)* (p. 2932) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2933) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 2935) ;
- depuis 1982 : *Pierna (Louis)* (p. 2931) ;
- environnement international : *Richard (Alain)* (p. 2929) ; *Fréville (Yves)* (p. 2932) ;
- inflation : *Richard (Alain)* (p. 2929).

Prévisions et projections économiques : *Richard (Alain)* (p. 2929) ; *Fréville (Yves)* (p. 2932) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2933) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 2935, 2936).

T.V.A. : *Richard (Alain)* (p. 2929).

Discussion des articles [29 juin 1992] (p. 2936).

Article 1er *(résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1990)* (p. 2936) : adopté (p. 2937).

Article 2 et tableau A annexé *(recettes du budget général)* : adoptés (p. 2937).

Article 3 et tableau B annexé *(dépenses ordinaires civiles du budget général)* : adoptés (p. 2937).

Article 4 et tableau C annexé *(dépenses civiles en capital du budget général)* : adoptés (p. 2938).

Article 5 et tableau D annexé *(dépenses ordinaires militaires du budget général)* : adoptés (p. 2938).

Article 6 et tableau E annexé *(dépenses militaires en capital du budget général)* : adoptés (p. 2938).

Article 7 et tableau F annexé *(résultats du budget général de 1990)* : adoptés (p. 2939).

Article 8 et tableau G annexé *(résultats des budgets annexes)* : adoptés (p. 2939).

Article 9 et tableau I annexé *(comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 1991)* : adoptés (p. 2939).

Article 10 *(pertes et profits sur emprunts et engagements de l'Etat)* : adopté (p. 2940).

Article 11 *(annulations de dettes de pays étrangers)* : adopté (p. 2940).

Article 12 *(transports aux découverts du Trésor des résultats définitifs de 1990)* (p. 2940) : adopté (p. 2941).

Après l'article 12 :

Amendement n° 1 de M. Yves Fréville (dispose que le rapport sur l'exécution des lois de finances est remis au Parlement sitôt son arrêt par la Cour des comptes et, sauf circonstances exceptionnelles, au plus tard le premier mardi d'octobre de l'année qui suit l'exécution du budget) ; rectifié par le Gouvernement (suppression de la date limite) : adopté (p. 2941).

Favorables : *Richard (Alain)* (p. 2941) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 2941).

Amendement n° 2 de M. Yves Fréville (complète l'annexe « jaune » récapitulant les concours financiers de l'Etat aux collectivités locales par un document retraçant les fonds de concours et les recettes fiscales versés par les collectivités locales à l'Etat) (p. 2941) ; rectifié par le Gouvernement (application de l'amendement à partir de 1994) : adopté (p. 2942).

Favorables : *Richard (Alain)* (p. 2942) ; *Dasière (René)* (p. 2942) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 2942).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2942).

6. Projet de loi n° 3241 portant **règlement définitif du budget de 1991.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 décembre 1992 par MM Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et Martin Malvy, ministre du budget. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

M

MAASTRICHT

Voir *Communautés européennes.*
Constitution 7.
Europe.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Education nationale et culture : enseignement scolaire et enseignement supérieur.
Table du Congrès (in fine).

Promulgation de la loi autorisant la ratification du traité sur l'Union européenne.

Voir *J.O.* du 25 septembre 1992 (p. 13294).

MAFIA

Voir *Ordre public* **9, 10.**

MAGISTRATURE

11. Projet de loi organique n° 2007 modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant **loi organique relative au statut de la magistrature.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 24 avril 1991 par MM. Michel Rocard, Premier ministre, et Henri Nallet, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Fort (2 mai 1991). - Rapport **n° 2320** (7 novembre 1991). - Discussion les 20 et 21 novembre 1991. - Adoption le 21 novembre 1991. - Projet de loi **n° 537.**

Sénat (première lecture). - **N° 105** (1991-1992). - Dépôt le 22 novembre 1991. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Hubert Haenel. - Rapport **n° 186** (16 décembre 1991) (1991-1992). - Discussion les 18 et 21 décembre 1991. - Adoption le 21 décembre 1991. - Projet de loi **n° 92** (1991-1992).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 2529.** - Dépôt le 23 décembre 1991. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Fort. - Rapport **n° 2534** (7 janvier 1992). - Discussion et adoption le 8 janvier 1992. - Projet de loi **n° 614.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 233** (1991-1992). - Dépôt le 9 janvier 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Hubert Haenel. - Rapport **n° 236** (14 janvier 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 15 janvier 1992. - Projet de loi **n° 94** (1991-1992).

Assemblée nationale (troisième lecture). - **N° 2542.** - Dépôt le 15 janvier 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. -

Commission mixte paritaire - Nomination [*J.O.* du 17 janvier 1992] (p. 840). - Réunion le 16 janvier 1992. - Bureau [*J.O.* du 17 janvier 1992] (p. 840).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Alain Fort. - Rapport **n° 2543** (17 janvier 1992). - Discussion et adoption le 21 janvier 1992. - Projet de loi **n° 615.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Hubert Haenel. - Rapport **n° 241** (16 janvier 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption définitive le 22 janvier 1992. - Projet de loi **n° 98** (1991-1992).

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 46 et 61, alinéa 1, de la Constitution). - Décision le 21 février 1992 [*J.O.* du 29 février 1992] (p. 3122). - Déclarés non conformes à la Constitution : le paragraphe II de l'article 4 ; à l'article 10, le mot « conforme » ; à l'article 15, le premier alinéa de l'article 79-1 ajouté à l'ordonnance n° 58-1270 ; à l'article 33, le deuxième alinéa de l'article 35-2 ajouté à l'ordonnance n° 58-1270 ; à l'article 35, le deuxième alinéa de l'article 36-4 ajouté à l'ordonnance n° 58-1270 ; à l'article 36, le cinquième alinéa de l'article 40-4 ajouté à l'ordonnance n° 58-1270 ; à l'article 48, le mot « conforme » ; déclaré inséparable du premier alinéa de l'article 79-1, ajouté à l'ordonnance n° 58-1270 par l'article 15 de la loi organique, le second alinéa dudit article 79-1.

Loi organique n° 92-189 du 25 février 1992 publiée au *J.O.* du 29 février 1992 (p. 3086).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 1992] (p. 11).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :
- rapport de la commission des lois : *Michel (Jean-Pierre)* suppléant *Fort (Alain)* (p. 11).

Intervention du Gouvernement : Nallet (Henri) (p. 11).

Discussion générale : Catala (Nicole) (p. 13) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 14) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 15) ; *Clément (Pascal)* (p. 15) ; *Hage (Georges)* (p. 16).

Rappel au règlement : *Pezet (Michel) :* conteste l'intervention de Mme Nicole Catala au sujet de l'affaire Urba de Marseille et lui rappelle que la signature d'un décret par le Premier ministre portant confirmation d'un avis du Conseil d'Etat est une procédure qui date de 1884 (p. 14) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 14).

Principaux thèmes développés :

Amnistie : infractions liées au financement des campagnes électorales des partis politiques : loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 : *Hage (Georges)* (p. 16).

Conseil constitutionnel : projet de loi organique : soumission automatique au Conseil : risque d'inconstitutionnalité : *Mazeaud (Pierre)* (p. 15).

Conseil supérieur de la magistrature : réforme : propositions du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 16).

Ecole nationale de la magistrature (E.N.M.) : accès sur titres : *Catala (Nicole)* (p. 13).

Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires : détachement judiciaire et création d'une commission de surveillance : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 11) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 11) ; *Catala (Nicole)* (p. 13) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 14, 15) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 15).

Justice :
- « crise » et insuffisance du projet de loi : *Catala (Nicole)* (p. 13) ; *Hage (Georges)* (p. 16, 17) ;
- garde des sceaux : instructions et subordination hiérarchique du parquet : *Nallet (Henri) (G)* (p. 12) ; *Clément (Pascal)* (p. 15) ;
- indépendance : principe à valeur constitutionnelle (art. 64 de la Constitution) : *Hage (Georges)* (p. 16, 17) ;
- institution judiciaire : place dans l'Etat et dans la société : *Hage (Georges)* (p. 16) ;
- réforme : proposition du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 16).

Magistrats :
- carrière : avancement à l'ancienneté, distinction du grade et de l'emploi et suppression des groupes au sein du second grade : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 11) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 12) ; *Catala (Nicole)* (p. 13) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 14) ; *Clément (Pascal)* (p. 15) ;
- carrière : maintien en activité au-delà de l'âge de la retraite : *Nallet (Henri) (G)* (p. 12) ;
- indépendance et statut : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 11) ; *Catala (Nicole)* (p. 13) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 14) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 15) ; *Clément (Pascal)* (p. 16) ;

- ministère public : commission consultative du parquet : composition et compétences : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 11) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 12) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 15) ; *Clément (Pascal)* (p. 15) ;
- mobilité territoriale pour l'accès au premier grade : *Catala (Nicole)* (p. 13) ;
- recrutement latéral : *Nallet (Henri) (G)* (p. 12) ;
- traitements : augmentation : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 15) ; *Clément (Pascal)* (p. 16).

Partis et mouvements politiques : « affaires » : jugements et interventions du garde des sceaux : *Catala (Nicole)* (p. 13) ; *Hage (Georges)* (p. 16).

Projet de loi : esprit : intérêt et innovations : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 11) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 12) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 14, 15).

Sénat : modifications apportées au projet de loi en première lecture : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 11) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 11) ; *Catala (Nicole)* (p. 13) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 14) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 15) ; *Hage (Georges)* (p. 16).

Sport : financement : « Olympique de Marseille » : information judiciaire et instructions du garde des sceaux : *Catala (Nicole)* (p. 13).

Discussion des articles [8 janvier 1992] (p. 23).

Gouzes (Gérard) suppléant *Fort (Alain)*, rapporteur.

Article 1er A nouveau *(art. 1er de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958) (vocation de tout magistrat à être nommé au siège et au parquet) :* adopté (p. 23).

Article 1er *(art. 2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958) (niveaux hiérarchiques et avancement)* (p. 23) : adopté après modifications (p. 24).

Observations : *Devedjian (Patrick)* (p. 23).

Discussion commune des amendements nos 5 et 48.

Amendement n° 5 de la commission (dispose que chaque grade comporte deux groupes, le passage du premier au second groupe se faisant à l'ancienneté dans le second grade et au choix dans le premier) (p. 23) : adopté (p. 24).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 23).

Favorable : *Nallet (Henri) (G)* (p. 24).

Amendement n° 48 de Mme Nicole Catala (précise que le premier grade comporte deux groupes et que l'accès au second groupe a lieu au choix) (p. 23) : devenu sans objet (p. 24).

Défavorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 23) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 24).

Discussion des amendements identiques nos 6 de la commission et 49 corrigé de Mme Nicole Catala (de coordination) : adoptés (p. 24).

Discussion des amendements identiques nos 7 de la commission et 53 de Mme Nicole Catala (de coordination) : adoptés (p. 24).

Discussion des amendements identiques nos 8 de la commission et 54 de Mme Nicole Catala (de coordination) : adoptés (p. 24).

Article 2 *(art. 3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : emplois hors hiérarchie) :* adopté (p. 24).

Article 3 *(art. 9 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958) (incompatibilité des fonctions de magistrat avec l'exercice d'une fonction publique élective) :* adopté après modifications (p. 24).

Amendement n° 9 de la commission (rétablit le texte du III de l'article adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 24).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 24).

Favorable : *Nallet (Henri) (G)* (p. 24).

Article 4 *(art. 12-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : évaluation)* (p. 24) : adopté après modifications (p. 25).

Amendement n° 10 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 25).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 25).

Amendement n° 64 de M. Patrick Devedjian (propose que les magistrats puissent contester leur notation devant un bureau créé dans chaque cour d'appel) : rejeté (p. 25).

Défavorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 25) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 25).

Article 6 *(art. 27 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : présentation en vue de l'avancement et droit de réclamation des magistrats non présentés) :* adopté après modifications (p. 25).

Amendement n° 11 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 25).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 25).

Amendement n° 63 de M. Patrick Devedjian (dispose que les magistrats non inscrits peuvent faire directement parvenir leur demande d'inscription au président de la commission d'avancement) : rejeté (p. 25).

Défavorable : *Nallet (Henri) (G)* (p. 25).

Observations : *Gouzes (Gérard)* (p. 25).

Article 7 *(art. 27-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : diffusion des projets de nomination et de la liste des candidats à une fonction)* (p. 25) : adopté (p. 26).

Article 7 *bis* nouveau *(art. 1er de l'ordonnance n° 58-1136 du 28 novembre 1958 portant loi organique concernant les nominations aux emplois civils et militaires : conditions de nomination du procureur général près la Cour de cassation et du procureur général près la cour d'appel de Paris) :* adopté après modifications (p. 26).

Amendement n° 12 de la commission (rétablit le principe de la nomination en conseil des ministres du procureur général près la Cour de cassation et du procureur général près la cour d'appel de Paris et étend ce mode de nomination à tous les procureurs généraux près les cours d'appel) : adopté (p. 26).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 26).

Favorable : *Nallet (Henri) (G)* (p. 26).

Article 8 supprimé par le Sénat *(art. 27-2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : mécanisme de promotion à l'ancienneté au sein du second grade) :* rétabli (p. 26).

Amendement n° 13 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 26).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 26).

Article 9 *(art. 28 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : forme des nominations)* (p. 26) : adopté après modifications (p. 27).

Amendement n° 14 de la commission (de coordination) (p. 26) : adopté (p. 27).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 27).

Amendement n° 15 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 27).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 27).

Article 9 *bis* nouveau *(art. 28-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : conséquence de la suppression des groupes) :* supprimé (p. 27).

Amendement n° 16 de la commission (de suppression) : adopté (p. 27).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 27).

Article 10 *(art. 37-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : exceptions aux listes de transparence) :* adopté après modifications (p. 27).

Amendement n° 17 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 27).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 27).

Après l'article 12 :

Amendement n° 1 du Gouvernement (prévoit qu'un décret en Conseil d'Etat fixe la liste des corps recrutés par la voie de l'E.N.A. auprès desquels les magistrats peuvent être détachés) : adopté (p. 27).

Soutenu par : *Nallet (Henri) (G)* (p. 27).

Favorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 27).

Après l'article 13 :

Amendement n° 65 de M. Patrick Devedjian (dispose que pour être nommé premier président de cour d'appel, il faut avoir occupé pendant au moins un an les fonctions de président de chambre dans une cour d'appel et de chef de juridiction hors classe) (p. 27) : rejeté (p. 29).

Défavorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 28) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 28).

Amendement n° 68 de M. Patrick Devedjian (précise le niveau hiérarchique des chefs de cour d'appel) (p. 28) : rejeté (p. 29).

Défavorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 28) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 28).

Amendement n° 67 de M. Patrick Devedjian (crée un bureau dans chaque cour d'appel chargé d'arrêter les orientations générales de la cour en matière d'administration judiciaire, d'administration générale et de personnel) (p. 28) : rejeté (p. 29).

Défavorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 28) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 28).

Après l'article 15 :

Amendement n° 50 de Mme Nicole Catala (fixe les modalités de désignation des membres du collège des magistrats chargés d'élire la commission d'avancement et la commission de discipline du parquet) : rejeté (p. 29).

Favorable : *Toubon (Jacques)* (p. 29).

Défavorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 29) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 29).

Article 19 *(art. 15 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : recrutement des auditeurs de justice)* (p. 29) : adopté (p. 30).

Amendement n° 61 du Gouvernement (supprime le recrutement sur titre des auditeurs de justice) : rejeté (p. 30).

Soutenu par : *Nallet (Henri) (G)* (p. 30).

Défavorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 30) ; *Catala (Nicole)* (p. 30).

Après l'article 21 :

Amendement n° 60 de la commission (précise les modalités d'application du recrutement sur titre des auditeurs de justice) : adopté (p. 30).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 30).

Favorable : *Toubon (Jacques)* (p. 30).

Article 23 *(art. 22 à 25-4 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : intégration directe)* (p. 31) : adopté après modifications (p. 32).

Amendement n° 69 de M. Patrick Devedjian (de suppression) : retiré (p. 31).

Amendement n° 18 de la commission (de coordination) : adopté (p. 31).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 31)

Amendement n° 19 de la commission (de coordination) : adopté (p. 31).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 31).

Favorable : *Nallet (Henri) (G)* (p. 31).

Amendement n° 20 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 31).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 31).

Amendement n° 21 de la commission (de coordination) : adopté (p. 32).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 32).

Amendement n° 22 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 32).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 32).

Amendements n°s 23, 24, 25 et 26 de la commission (de coordination) : adoptés (p. 32).

Soutenus par : *Gouzes (Gérard)* (p. 32).

Article 24 *(art. 40 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : intégration directe aux fonctions hors hiérarchie)* : adopté (p. 32).

Article 25 *(art. 34 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : pouvoirs de la commission d'avancement)* (p. 32) : adopté après modifications (p. 33).

Amendement n° 27 de la commission (de coordination) : adopté (p. 32).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 32).

Amendement n° 28 de la commission (de coordination) : adopté (p. 33).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 33).

Article 26 *(art. 35 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : composition de la commission d'avancement)* : adopté après modifications (p. 33).

Discussion des amendements identiques n°s 29 et 2 (permettent à l'inspecteur général des services judiciaires et au directeur des services judiciaires de se faire représenter à la commission d'avancement)

Amendement n° 29 de la commission : adopté (p. 33).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 33).

Favorable : *Nallet (Henri) (G)* (p. 33).

Amendement n° 2 du Gouvernement : adopté (p. 33).

Soutenu par : *Nallet (Henri) (G)* (p. 33).

Article 27 *(art. 35-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : durée du mandat et mécanisme de suppléance)* : adopté après modifications (p. 33).

Amendement n° 30 de la commission (applique le mécanisme de la suppléance aux cas de démission d'un membre élu de la commission d'avancement) : adopté (p. 33).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 33).

Observations : *Nallet (Henri) (G)* (p. 33).

Article 27 *bis* nouveau *(art. 35-2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : interdiction de promotion des membres élus de la commission d'avancement)* (p. 33) : adopté après modifications (p. 34).

Amendement n° 31 de la commission (prévoit que les membres élus de la commission d'avancement peuvent toutefois être nommés ou promus dans l'ordre national de la Légion d'honneur à titre militaire) (p. 33) : adopté (p. 34).

Soutenu par : *Catala (Nicole)* (p. 33).

Favorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 33).

Observations : *Nallet (Henri) (G)* (p. 34).

Article 28 *(art. 36 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : conditions de mobilité territoriale)* (p. 34) : adopté après modifications (p. 35).

Amendement n° 70 de M. Patrick Devedjian (dispose que le tableau d'avancement et les listes d'aptitude sont établis au mois une fois par an et que l'inscription au tableau est définitive) : rejeté (p. 34).

Défavorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 34) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 34).

Amendement n° 46 de Mme Nicole Catala (supprime la disposition qui prévoit que la mobilité territoriale doit s'accomplir dans le ressort de deux cours d'appel différentes) : adopté (p. 34).

Favorables : *Nallet (Henri) (G)* (p. 34) ; *Toubon (Jacques)* (p. 34).

Observations : *Gouzes (Gérard)* (p. 34).

Article 29 *(art. 36-1 à 36-4 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : commission consultative du parquet)* (p. 35) : adopté après modifications (p. 36).

Discussion commune des amendements n°s 71 et 32.

Amendement n° 71 de M. Patrick Devedjian (précise que la commission n'est pas consultée pour la nomination aux emplois de procureurs de la République près un tribunal de grande instance et d'avocat général près la cour de cassation) : retiré (p. 35).

Amendement n° 32 de la commission (précise que la commission n'est pas consultée pour la nomination aux emplois de procureur général près une cour d'appel et de procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris) : adopté (p. 35).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 35).

Défavorable : *Toubon (Jacques)* (p. 35).

Amendement n° 33 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 35) : adopté (p. 36).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 36).

Favorable : *Nallet (Henri) (G)* (p. 36).

Défavorable : *Toubon (Jacques)* (p. 36).

Sous-amendement n° 51 de Mme Nicole Catala (supprime les groupes au sein du second grade) : rejeté (p. 36).

Défavorable : *Nallet (Henri) (G)* (p. 36).

Amendement n° 34 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 36).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 36).

Amendement n° 35 de la commission (de coordination) : adopté (p. 36).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 36).

Amendement n° 36 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 36).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 36).

Article 30 *(conseillers et avocats généraux à la Cour de cassation en service extraordinaire)* (p. 36) : adopté après modifications (p. 38).

Amendement n° 72 de M. Patrick Devedjian (dispose que la nomination des conseillers et avocats généraux à la Cour de cassation en service extraordinaire est précédée d'un avis conforme de l'assemblée générale de ladite Cour) : rejeté (p. 37).

Défavorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 37).

Amendement n° 37 de la commission (de précision) : adopté (p. 37).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 37).

Amendement n° 38 rectifié de la commission (précise la composition de la commission chargée de la réintégration des fonctionnaires ayant fait l'objet d'un détachement afin d'être nommés conseiller ou avocat général à la Cour de cassation en service extraordinaire) (p. 37) : adopté (p. 38).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 37).

Favorable : *Nallet (Henri) (G)* (p. 37, 38).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 38).

Amendement n° 55 de M. Pierre Mazeaud (retire à la commission le pouvoir de décider de l'affectation du fonctionnaire ayant été détaché et qui refuse les affectations qui lui sont proposées) : rejeté (p. 38).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 38).

Défavorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 38) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 38).

Amendement n° 39 de la commission (porte à deux ans la période de protection par la commission du fonctionnaire réintégré) : adopté (p. 38).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 37).

Amendement n° 56 de M. Pierre Mazeaud (dispose que la commission est simplement consultée en cas de modification des fonctions ou de l'affectation du fonctionnaire réintégré depuis moins d'un an) : rejeté (p. 38).

Article 31 *(détachement judiciaire)* : adopté après modifications (p. 38).

Amendement n° 73 de M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté (p. 39).

Défavorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 39).

Observations : *Clément (Pascal)* (p. 39).

Discussion des amendements identiques n°s 47 et 57 (réservent le détachement judiciaire aux membres du corps des tribunaux administratifs et des cours administratifs d'appel, du corps des chambres régionales des comptes et aux professeurs et maîtres de conférences des universités) (p. 39).

Amendement n° 47 de Mme Nicole Catala : rejeté (p. 39).

Défavorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 39).

Amendement n° 57 de M. Pierre Mazeaud : rejeté (p. 39).

Soutenu par : *Catala (Nicole)* (p. 39).

Défavorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 39).

Amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Michel (de coordination) (p. 39) : adopté (p. 40).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 40).

Amendement n° 40 de la commission (de coordination) : devenu sans objet (p. 40).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 40).

Amendement n° 58 de M. Pierre Mazeaud (retire à la commission le pouvoir de décider de l'affectation d'un fonctionnaire ayant fait l'objet d'un détachement judiciaire et qui refuse les affectations qui lui sont proposées) : rejeté (p. 40).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 40).

Défavorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 40) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 40).

Amendement n° 41 de la commission (de coordination) : adopté (p. 40).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 40).

Amendement n° 59 de M. Pierre Mazeaud (dispose que la commission est simplement consultée en cas de modification des fonctions ou de l'affectation du fonctionnaire réintégré depuis moins d'un an) : rejeté (p. 40).

Défavorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 40).

Article 37 *(commission de discipline du parquet)* (p. 40) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 42 (p. 41).

Amendement n° 42 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 40) : adopté (p. 41).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 40).

Favorable : *Nallet (Henri) (G)* (p. 40).

Sous-amendement n° 52 de Mme Nicole Catala (de coordination) (p. 40) : rejeté (p. 41).

Défavorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 40).

Article 38 *(commission de discipline du parquet)* : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 43 (p. 41).

Amendement n° 43 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et porte à quatre ans la durée du mandat des membres de la commission) : adopté (p. 41).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 41).

Article 39 B *(accès des juges du livre foncier aux autres fonctions du second grade de la hiérarchie judiciaire)* : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 44 (p. 41).

Amendement n° 44 de la commission (propose que la commission d'avancement puisse soumettre les juges du livre foncier non titulaires d'une licence en droit à un stage probatoire avant de donner son accord à leur nomination aux autres fonctions du second grade) : adopté (p. 41).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 41).

Article 39 *bis* *(art. 1er de la loi organique n° 88-23 du 7 janvier 1988 : maintien en activité)* : adopté (p. 41).

Amendement n° 74 de M. Patrick Devedjian (dispose que le maintien en activité n'est pas un droit mais une simple possibilité, décidée en regard des nécessités des services) : retiré (p. 41).

Article 39 *ter* *(art. 1er de la loi organique n° 88-23 du 7 janvier 1988 : maintien en activité)* : supprimé par le Sénat (p. 41).

Article 42 *bis* *(dispositions transitoires relatives au recrutement sur titre des auditeurs de justice)* : supprimé par le Sénat (p. 41).

Article 43 *(mise en application des dispositions sur le passage du premier au second groupe du second grade)* (p. 41) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 3 (p. 42).

Amendement n° 3 du Gouvernement (dispose que les mesures relatives à la promotion à l'ancienneté au sein du second grade seront applicables aux magistrats nommés ou promus à compter du 1er juillet 1993) : adopté (p. 42).

Soutenu par : *Nallet (Henri) (G)* (p. 42).

Favorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 42).

Observations : *Clément (Pascal)* (p. 42) ; *Toubon (Jacques)* (p. 42).

Amendement n° 45 de la commission : devenu sans objet (p. 42).

Après l'article 43 :

Amendement n° 4 rectifié du Gouvernement (dispose que les modifications relatives aux concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature ne sont pas applicables aux concours ouverts en 1992) : adopté (p. 42).

Soutenu par : *Nallet (Henri) (G)* (p. 42).

Favorables : *Toubon (Jacques)* (p. 42) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 42).

Explications de vote : *Toubon (Jacques)* (p. 42) ; *Clément (Pascal)* (p. 43) ; *Massot (François)* (p. 43).

Conseil supérieur de la magistrature : projet de réforme constitutionnelle : retrait : *Toubon (Jacques)* (p. 42).

Fonctionnaires et agents publics : détachement judiciaire : *Toubon (Jacques)* (p. 42, 43) ; *Clément (Pascal)* (p. 43) ; *Massot (François)* (p. 43, 44).

Justice : « crise » et insuffisance du projet de loi : *Toubon (Jacques)* (p. 42, 43).

Magistrats :

- carrière : séparation du grade et de l'emploi et suppression des groupes : *Clément (Pascal)* (p. 43) ;
- indépendance et statut du parquet : *Toubon (Jacques)* (p. 42, 43).

Projet de loi : esprit, intérêt et innovations : *Clément (Pascal)* (p. 43) ; *Massot (François)* (p. 44).

Vote des groupes :

Groupe R.P.R. : abstention : *Toubon (Jacques)* (p. 44).

Groupe socialiste : pour : *Massot (François)* (p. 44).

Groupe U.D.F. : abstention : *Clément (Pascal)* (p. 43).

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique (p. 44).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [21 janvier 1992] (p. 52).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission mixte paritaire : *Gouzes (Gérard)* suppléant *Fort (Alain)* (p. 52).

Intervention du Gouvernement : Nallet (Henri) (p. 53).

Discussion générale : Catala (Nicole) (p. 53) ; *Delattre (Francis)* (p. 54) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 54) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 55).

Principaux thèmes développés :

Conseil constitutionnel : projet de loi organique : soumission automatique au Conseil et saisine parlementaire : *Mazeaud (Pierre)* (p. 54, 55) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 55).

Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires : détachement judiciaire et commission de surveillance : *Nallet (Henri) (G)* (p. 53) ; *Catala (Nicole)* (p. 53, 54) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 54) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 55).

Justice : « crise » et insuffisance du projet de loi : *Catala (Nicole)* (p. 53, 54).

Magistrats :

- auditeurs de justice : recrutement direct : *Gouzes (Gérard)* (p. 53) ;
- avancement à l'ancienneté, dissociation du grade et de l'emploi et suppression des groupes au sein du second grade : *Gouzes (Gérard)* (p. 52) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 53) ; *Catala (Nicole)* (p. 53) ; *Delattre (Francis)* (p. 54) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 55) ;
- carrière : bonification d'ancienneté et principe constitutionnel de l'égalité de traitement dans le déroulement des carrières : *Nallet (Henri) (G)* (p. 53) ;
- carrière : transparence des nominations : principe et exceptions : *Gouzes (Gérard)* (p. 52) ;
- commission d'avancement et commission de discipline du parquet : élection, composition et pouvoirs : *Gouzes (Gérard)* (p. 52) ;
- indépendance : garantie : *Gouzes (Gérard)* (p. 53) ; *Catala (Nicole)* (p. 54) ;
- ministère public : commission consultative du parquet : composition et compétences : *Gouzes (Gérard)* (p. 52) ;
- mobilité territoriale pour l'accès au premier grade : *Gouzes (Gérard)* (p. 53) ;
- traitements : augmentation : *Delattre (Francis)* (p. 54).

Parlement :

- commission mixte paritaire : accord : *Gouzes (Gérard)* (p. 52, 53) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 53) ; *Delattre (Francis)* (p. 54) ;
- modifications apportées au projet de loi en première et deuxième lectures : qualité du travail et des débats : *Gouzes (Gérard)* (p. 52) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 53) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 55).

Partis et mouvements politiques : « affaires » : jugements et intervention du garde des sceaux : *Catala (Nicole)* (p. 54).

Projet de loi : esprit, contenu et innovations : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 55).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 56).

Vote des groupes :

Groupe communiste : contre : *Millet (Gilbert)* (p. 58).

Groupe R.P.R. : contre : *Toubon (Jacques)* (p. 58).

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 58).

17. Proposition de loi organique n° 2983 modifiant l'ordonnance n° 58-1271 du 22 décembre 1958 portant **loi organique relative au Conseil supérieur de la magistrature.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 27 octobre 1992 par M. Jean-Louis Debré. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *D.M.O.S.* **1,** première lecture : article 23.
Justice.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Justice.
Procédure pénale **14.**

MARCHES FINANCIERS

7. Projet de loi n° 2815 relatif aux **sociétés civiles de placement immobilier, aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances.**

Sénat (première lecture). - **N° 271** (1991-1992). - Dépôt le 11 février 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport **n° 322** (6 mai 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 19 juin 1992. - Projet de loi **n° 155** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2815.** - Dépôt le 19 juin 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (7 juillet 1992). - Rapport **n° 3080** (26 novembre 1992). - Discussion et adoption le 15 décembre 1992. - Projet de loi **n° 771.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 125** (1992-1993). - Dépôt le 15 décembre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport **n° 155** (1992-1993) (18 décembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 20 décembre 1992. - Projet de loi **n° 58** (1992-1993).

Loi n° 93-6 du 4 janvier 1993 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1993 (p. 246).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 1992] (p. 7188).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des lois : *Gouzes (Gérard)*, suppléant *Massot (François)* (p. 7188).

Intervention du Gouvernement : Sapin (Michel) (p. 7189).

Principaux thèmes développés :

Fonds communs de créances : régime : assouplissement : *Gouzes (Gérard)* (p. 7189) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7190).

Logement et habitat :

- immobilier : crise : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7189) ;
- sociétés de crédit foncier : élargissement du champ d'activité et des types de prêts accordés : *Gouzes (Gérard)* (p. 7188) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7190).

Sociétés civiles de placement immobilier :

- généralités : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7189) ;
- épargnants : protection : *Gouzes (Gérard)* (p. 7188) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7189) ;
- objet social, organisation et fonctionnement : modernisation : *Gouzes (Gérard)* (p. 7188) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7189) ;
- projet de loi : intérêt et nécessité : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7189) ;
- second marché : *Gouzes (Gérard)* (p. 7188) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7189).

Discussion des articles [15 décembre 1992] (p. 7190).

Titre Ier : *dispositions relatives aux sociétés civiles de placement immobilier (S.C.P.I.) autorisées à faire publiquement appel à l'épargne.*

Chapitre Ier : *de l'objet social des S.C.P.I.*

Article 1er *(art. 1er de la loi du 31 décembre 1970 : extension de l'objet social des S.C.P.I.)* (p. 7190) : adopté après modifications (p. 7191).

Amendement n° 2 rectifié de la commission (précise que les S.C.P.I. peuvent procéder à titre accessoire, et non pas seulement en cas de force majeure, à des travaux de reconstruction) : adopté (p. 7190).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7190).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7190).

Amendement n° 22 de M. André Santini : devenu sans objet (p. 7191).

Chapitre II : *dispositions relatives à la protection des épargnants.*

Article 2 *(art. 1-1 nouveau de la loi du 31 décembre 1970 : parts de membres fondateurs ; garantie bancaire) :* adopté après modifications (p. 7191).

Amendement n° 3 rectifié de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 7191).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7191).

Amendement n° 24 du Gouvernement (précise que les parts détenues par les fondateurs sont inaliénables pendant trois ans à compter de la délivrance du visa de la Commission des opérations de bourse - C.O.B.) ; rectifié (coordination) : adopté (p. 7191).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7191).

Article 3 *(art. 2 de la loi du 31 décembre 1970 : montant minimum du capital social) :* adopté (p. 7191).

Article 4 *(art. 21 nouveau de la loi du 31 décembre 1970 : souscription minimale du capital par le public) :* adopté (p. 7191).

Article 5 *(art. 9 de la loi du 31 décembre 1970 : gérance des S.C.P.I.) :* adopté (p. 7191).

Article 6 *(art. 9-1 à 9-4 nouveaux de la loi du 31 décembre 1970 : régime de la société de gestion)* (p. 7191) : adopté après modifications (p. 7192).

Amendement n° 4 de la commission (précise que la société de gestion doit, à tout moment, disposer d'une garantie financière spécialement affectée au remboursement des fonds, effets ou valeurs reçus ou gérés pour le compte de la S.C.P.I.) : retiré (p. 7192).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7192).

Amendement n° 25 du Gouvernement (dispose que la société de gestion ne peut recevoir de fonds pour le compte de la S.C.P.I.) : adopté (p. 7192).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7192).

Favorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 7192).

Amendement n° 5 rectifié de la commission (de correction) : adopté (p. 7192).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7192).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7192).

Amendement n° 6 de la commission (sanctionne l'absence de mise en conformité avec les nouvelles dispositions légales par une interdiction de faire publiquement appel à l'épargne) : retiré (p. 7192).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7192).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7192).

Article 7 *(art. 20 de la loi du 31 décembre 1970 : cas d'interdiction de fonder une S.C.P.I. ou d'être associé d'une société de gestion)* (p. 7192) : adopté après modifications (p. 7193).

Amendement n° 7 de la commission (dispose que les personnes ayant fait l'objet d'une des sanctions énumérées par l'article ne peuvent pas être membres d'un conseil de surveillance de S.C.P.I.) : adopté (p. 7193).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7193).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7193).

Chapitre III : *du prix des parts et du marché secondaire des parts.*

Article 8 *(art. 11 de la loi du 31 décembre 1970 : valeur comptable, valeur de réalisation et valeur de reconstitution) :* adopté après modifications (p. 7193).

Amendement n° 8 rectifié de la commission (définit la valeur de réalisation d'une S.C.P.I.) : adopté (p. 7193).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7193).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7193).

Amendement n° 9 rectifié de la commission (propose une nouvelle définition de la valeur de reconstitution d'une S.C.P.I.) : adopté (p. 7193).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7193).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7193).

Article 9 *(art. 3-1 à 3-3 nouveaux de la loi du 31 décembre 1970 : détermination des prix de souscription et de cession des parts)* (p. 7194) : adopté aprés modifications (p. 7195).

Amendement n° 28 de la commission (dispose que pour les S.C.P.I. à capital variable, la société de gestion établit seulement un prix de cession « conseillé » des parts) : adopté (p. 7194).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7194).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7194).

Amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7194).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7194).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7194).

Amendement n° 11 de la commission (étend aux sociétés à capital variable la procédure de révision de l'actif prévue par l'article) : adopté (p. 7194).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7194).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7194).

Amendement n° 12 de la commission (précise que le rapport des commissaires aux comptes n'est pas un rapport « spécial » au sens de l'article 103 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales) : adopté (p. 7194).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7194).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7194).

Amendements n°s 13 et 14 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 7194).

Soutenus par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7194).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7194).

Article 10 *(art. 4-1 nouveau de la loi du 31 décembre 1970 : dispositions particulières applicables en cas de faillite d'un associé)* (p. 7194) : adopté après modifications (p. 7195).

Amendement n° 15 de la commission (supprime la possibilité pour une S.C.P.I. de procéder à sa propre dissolution en cas de faillite d'un de ses associés) (p. 7194) : adopté (p. 7195).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7194).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7194).

Chapitre IV : *des règles relatives à la trésorerie.*

Article 11 *(art. 6-1 nouveau de la loi du 31 décembre 1970 : gestion de la trésorerie) :* adopté après modifications (p. 7195).

Amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7195).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7195).

Article 12 *(art. 6 de la loi du 31 décembre 1970 : augmentation de capital) :* adopté après modifications (p. 7195).

Amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7195).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7195).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7195).

Chapitre V : *de la fusion des S.C.P.I.*

Article 13 *(art. 18-1 à 18-4 nouveaux de la loi du 31 décembre 1970 : régime des fusions de S.C.P.I.) :* adopté après modifications (p. 7195).

Amendement n° 18 de la commission (dispose que la mission des commissaires aux comptes s'exerce dans les mêmes conditions que celles prévues pour les commissaires aux comptes chargés d'informer les actionnaires lors d'une fusion de sociétés anonymes) : adopté (p. 7195).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7195).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7195).

Amendement n° 19 de la commission (de forme) : adopté (p. 7195).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7195).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7195).

Avant l'article 14 :

Amendement n° 20 de la commission (harmonise le régime des acomptes sur dividende avec celui prévu pour les sociétés par actions) : adopté (p. 7196).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7196).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7196).

Chapitre VI : *dispositions diverses.*

Articles 14 à 20 *(rapprochement du régime des S.C.P.I. avec celui des sociétés commerciales ; sanctions pénales) :* adoptés (p. 7196, 7197).

Titre II : *dispositions relatives aux sociétés de crédit foncier.*

Article 21 *(art. 6 du décret du 28 février 1852 : garanties substituables à la garantie hypothécaire) :* adopté (p. 7197).

Article 22 *(art. 7 du décret du 28 février 1852 : quotité des prêts hypothécaires) :* adopté (p. 7197).

Article 22 *bis* nouveau *(art. 10 du décret du 28 février 1852 : modalités de remboursement des emprunts) :* adopté (p. 7197).

Article 23 *(art. 13 du décret du 28 février 1852 : privilège des obligations foncières) :* adopté (p. 7197).

Article 24 *(art. 44 du décret du 28 février 1852 : diversification des activités des sociétés de crédit foncier) :* adopté (p. 7197).

Article 25 *(art. 50 du décret du 28 février 1852 : prêts aux collectivités publiques ou consentis avec leur garantie) :* adopté (p. 7197).

Article 26 *(abrogations diverses) :* adopté (p. 7197).

Titre III : *dispositions relatives aux fonds communs de créances.*

Article 27 *(art. 34 de la loi du 23 décembre 1988 : acquisition de créances après l'émission des parts) :* adopté après modifications (p. 7198).

Amendement n° 23 de M. Michel Voisin (définit le fonds commun de créances comme une copropriété ayant pour objet exclusif l'acquisition de créances détenues par des sociétés commerciales ou la Caisse des dépôts et consignations) : rejeté (p. 7198).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7198).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7198).

Amendement n° 29 de la commission (supprime la disposition qui précise que le montant minimum d'une part de fonds commun de créances ne peut être inférieur à 10 000 F) : adopté (p. 7198).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7198).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7198).

Après l'article 27 :

Amendement n° 26 du Gouvernement (modifie et simplifie le dispositif de visa et d'agrément des fonds communs de créances par les autorités publiques des marchés financiers) (p. 7198) : adopté (p. 7199).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7198).

Favorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 7198).

Amendement n° 27 du Gouvernement (dispose qu'en matière de titrisation de créances, la remise du bordereau prévu par la loi suffit à rendre le transfert des sûretés opposables aux tiers, sans autre forme de publicité foncière) : adopté (p. 7199).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7199).

Favorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 7199).

Article 28 nouveau *(art. 11 de la loi du 24 janvier 1984 : coordination de la loi bancaire) :* adopté (p. 7199).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7199).

8. Proposition de loi n° 3166 tendant à **étendre la loi du 31 décembre 1970 réglementant les sociétés civiles de placement immobilier au placement forestier.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 décembre 1992 par M. André Santini. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Affaires étrangères :* questions orales sans débat.
Banques et établissements financiers.
Lois de finances **11,** avant la discussion des articles et après l'article 30.

MARCHES PUBLICS

3. Projet de loi n° 2992 relatif aux **procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications.**

Sénat (première lecture). - **N° 506** (1991-1992). - Dépôt le 31 juillet 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. - Rapporteur : M. Robert Laucournet. - Rapport **n° 15** (1992-1993) (21 octobre 1992). - Discussion et adoption le 28 octobre 1992. - Projet de loi **n° 7** (1992-1993).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2992**. - Dépôt le 29 octobre 1992. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Marcel Wacheux (5 novembre 1992). - Rapport **n° 3043** (18 novembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 27 novembre 1992. - Projet de loi **n° 738.**

Loi n° 92-1282 du 11 décembre 1992 publiée au *J.O.* du 12 décembre 1992 (p. 16952).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 novembre 1992] (p. 6169).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission de la production : *Wacheux (Marcel)* (p. 6169).

Intervention du Gouvernement : Durieux (Bruno) (p. 6171).

Discussion générale : Estève (Pierre) (p. 6172) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6173).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes :

- Acte unique : élimination des frontières techniques : *Wacheux (Marcel)* (p. 6169) ;
- directives européennes : *Wacheux (Marcel)* (p. 6169, 6170, 6171) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6171, 6172) ; *Estève (Pierre)* (p. 6172, 6173) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6173, 6174) ;
- entreprises : concurrence : *Wacheux (Marcel)* (p. 6169, 6170, 6171) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6171, 6172) ; *Estève (Pierre)* (p. 6172, 6173) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6174) ;
- G.A.T.T. : négociations : *Wacheux (Marcel)* (p. 6169) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6172) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6174) ;
- traité de Maastricht : conséquences : *Wacheux (Marcel)* (p. 6171) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6174).

Eau : eau potable : transport et distribution : fournitures et travaux : *Wacheux (Marcel)* (p. 6169, 6170) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6171) ; *Estève (Pierre)* (p. 6172, 6173).

Emploi : situation et évolution : perspectives : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6174).

Energie : production et distribution : fournitures et travaux : *Wacheux (Marcel)* (p. 6169, 6170) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6171, 6172) ; *Estève (Pierre)* (p. 6172, 6173).

France : intérêt national : solidarité nationale : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6174).

Postes et télécommunications : télécommunications : fournitures et travaux : *Wacheux (Marcel)* (p. 6169, 6170) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6171) ; *Estève (Pierre)* (p. 6172, 6173).

Secteur public : entreprises publiques : concurrence avec le secteur privé : *Wacheux (Marcel)* (p. 6171) ; *Estève (Pierre)* (p. 6173) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6173, 6174).

Transports :

- transports aériens : *Wacheux (Marcel)* (p. 6169, 6170) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6171) ; *Estève (Pierre)* (p. 6172, 6173) ;
- transports fluviaux : *Wacheux (Marcel)* (p. 6169, 6170) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6171) ; *Estève (Pierre)* (p. 6172, 6173) ;
- transports maritimes : *Wacheux (Marcel)* (p. 6169, 6170) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6171) ; *Estève (Pierre)* (p. 6172, 6173) ;
- transports terrestres : *Wacheux (Marcel)* (p. 6169, 6170) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6171) ; *Estève (Pierre)* (p. 6172, 6173).

Discussion des articles [27 novembre 1992] (p. 6174).

Article 1er *(organismes visés par la loi)* (p. 6174) : adopté (p. 6176).

Observations : *Wacheux (Marcel)* (p. 6175) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6176).

Energie : charbon et gaz : sociétés détentrices d'un titre minier : *Wacheux (Marcel)* (p. 6175) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6176).

Entreprises : organismes de contrôle financier, de contrôle de gestion ou de contrôle administratif : statut, rapports entre secteur public et secteur privé : *Wacheux (Marcel)* (p. 6175) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6175).

Article 2 *(activités concernées par la loi)* : adopté (p. 6176).

Article 3 *(possibilités d'exclusion du champ d'application de la loi des détenteurs de titres miniers)* : adopté (p. 6176).

Article 4 *(objet des contrats visés par la loi)* : adopté (p. 6176).

Article 5 *(exclusion de certains contrats)* (p. 6176) : adopté (p. 6177).

Observations : *Wacheux (Marcel)* (p. 6177) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6177).

Etat : pouvoirs publics : marchés déclarés secrets par l'Etat : *Wacheux (Marcel)* (p. 6177) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6177).

Sous-traitance : entreprises tierces : notion : *Wacheux (Marcel)* (p. 6177) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6177).

Article 6 *(offres de fournitures provenant de pays tiers)* : adopté (p. 6177).

Article 7 *(modification de la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991)* : adopté (p. 6177).

Article 8 *(décret d'application)* : adopté (p. 6178).

Article 9 *(entrée en vigueur)* : adopté (p. 6178).

Article 10 *(modalités d'application outre-mer)* : adopté (p. 6178).

Article 11 nouveau *(application des dispositions des articles 85 à 87 du traité de Rome par les autorités françaises compétentes)* : adopté (p. 6178).

Observations : *Wacheux (Marcel)* (p. 6178) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6178).

Prix et concurrence : Communautés européennes : pouvoir des autorités françaises au regard des dispositions des articles 85 et 87 du traité de Rome : *Wacheux (Marcel)* (p. 6178) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6178).

Explications de vote : *Estève (Pierre)* (p. 6178) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6178, 6179, 6180).

Intervention du rapporteur : Wacheux (Marcel) (p. 6179).

Intervention du Gouvernement : Durieux (Bruno) (G) (p. 6179).

Communautés européennes :

- entreprises françaises : rôle : *Estève (Pierre)* (p. 6178) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6179) ;
- G.A.T.T. : négociations : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6179, 6180) ; *Wacheux (Marcel)* (p. 6179) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6179).

Emploi : situation et évolution : perspectives : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6179).

France : intérêt national : solidarité nationale : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6179).

Secteur public : entreprises publiques : remise en cause des nationalisations : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6178, 6179, 6180) ; *Durieux (Bruno) (G)* (p. 6179).

Vote des groupes :

Groupe socialiste : pour : *Estève (Pierre)* (p. 6178).

Groupe communiste : contre : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6178, 6179, 6180).

Adoption définitive au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 6180).

Voir *Prix et concurrence* **5.**
Vie publique **1.**

MARIAGE ET REGIMES MATRIMONIAUX

4. Proposition de loi n° 2773 tendant à **octroyer aux officiers d'état civil les moyens de prévenir les fraudes au mariage.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 juin 1992 par M. Patrick Balkany. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Henri Cuq (7 juillet 1992).

Questions orales sans débat :

- **n° 613 - Mariage (réglementation)** : *Zeller (Adrien)* à M. le garde des sceaux, ministre de la justice : publiée au *J.O.* du 25 juin 1992 (p. 2797). Réponse : *Sarre (Georges)*, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux [26 juin 1992] (p. 2879, 2880) :

Volonté réelle des conjoints ; immigration clandestine ; violation de la loi et répression des infractions.

Voir *Droit civil* **1.**
Droit pénal **17.**
Etrangers : questions au Gouvernement.

MATIERES PREMIERES

Voir *Traités et conventions* **134, 35** *et* **136.**

MER ET LITTORAL

10. Projet de loi n° 2533 portant **diverses dispositions d'ordre maritime.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 janvier 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et MM. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, et Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat à la mer. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Floch (23 janvier 1992). - Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur pour avis : M. Dominique Dupilet (9 avril 1992).

11. Projet de loi n° 2613 modifiant le **régime du travail dans les ports maritimes.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 15 avril 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, et Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean Beaufils (21 avril 1992). - Rapport **n° 2635** (29 avril 1992). - Urgence déclarée le 5 mai 1992. - Discussion les 13, 14 et 15 mai 1992. - Adoption le 15 mai 1992. - Projet de loi **n° 638.**

Sénat (première lecture). - **N° 349** (1991-1992). - Dépôt le 19 mai 1992. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Josselin de Rohan. - Rapport **n° 353** (20 mai 1992) (1991-1992). - Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. - Rapporteur pour avis : M. José Balarello. - Avis **n° 357** (21 mai 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption définitive le 26 mai 1992. - Projet de loi **n° 136** (1991-1992).

Loi n° 92-496 du 9 juin 1992 publiée au *J.O.* du 10 juin 1992 (p. 7608).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 1992] (p. 1175) ; [14 mai 1992] (p. 1199, 1222).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission de la production : *Beaufils (Jean)* (p. 1175).

Intervention du Gouvernement : Josselin (Charles) (p. 1177).

Question préalable opposée par : Lajoinie (André) (p. 1180) : rejetée au scrutin public (p. 1186).

Soutenue par : *Duroméa (André)* (p. 1180).

Intervention du Gouvernement : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1184).

Explications de vote : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1185).

Discussion générale : Guellec (Ambroise) (p. 1200) ; *Blum (Roland)* (p. 1201) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1202) ; *Hermier (Guy)* (p. 1204) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1207) ; *Couanau (René)* (p. 1208) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 1209) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1211) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1212) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1213) ; *Victoria (Pierre)* (p. 1215) ; *Evin (Claude)* (p. 1216) ; *Denvers (Albert)* (p. 1216).

Réponse du Gouvernement : Josselin (Charles) (p. 1218).

Interventions de : Bartolone (Claude) (VP) (p. 1218) ; *Hermier (Guy)* (p. 1218) ; *Beaufils (Jean)* (p. 1218).

Principaux thèmes développés :

Aménagement du territoire : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1178) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1212, 1213).

Assemblée nationale : organisation des débats : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1218) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 1218) ; *Hermier (Guy)* (p. 1218) ; *Beaufils (Jean)* (p. 1218).

Commerce extérieur :

- concurrence européenne : *Beaufils (Jean)* (p. 1175) ; *Duroméa (André)* (p. 1182, 1183) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1184) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1200) ; *Blum (Roland)* (p. 1201, 1202) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1202) ; *Couanau (René)* (p. 1208) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 1210) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1212) ; *Denvers (Albert)* (p. 1217) ;
- part de marché de l'activité portuaire française : *Beaufils (Jean)* (p. 1175) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1177) ; *Duroméa (André)* (p. 1181, 1182, 1183) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1200) ; *Blum (Roland)* (p. 1201) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1202) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 1209, 1210) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1212).

Communautés européennes :

- droit communautaire : jurisprudence : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1179) ; *Duroméa (André)* (p. 1180) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1203) ; *Hermier (Guy)* (p. 1204, 1205) ;
- enjeux européens : *Kerguéris (Aimé)* (p. 1210) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1211) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1214) ; *Victoria (Pierre)* (p. 1215, 1216) ;
- « Europe sociale » : *Duroméa (André)* (p. 1180, 1181) ;
- Grande-Bretagne : situation : *Duroméa (André)* (p. 1181, 1183) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1184) ; *Hermier (Guy)* (p. 1206) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1214).

Compagnie générale maritime (C.G.M.) : *Duroméa (André)* (p. 1182) ; *Hermier (Guy)* (p. 1205) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1207).

Dockers :

- bureau central de la main-d'œuvre (B.C.M.O.) : *Beaufils (Jean)* (p. 1176, 1177) ; *Duroméa (André)* (p. 1184) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1200) ; *Blum (Roland)* (p. 1201, 1202) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1213) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1223) ;
- Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers (Cainagod) : financement et dépéréquation entre les ports : *Beaufils (Jean)* (p. 1176, 1177) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1179, 1223) ; *Duroméa (André)* (p. 1184) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1200) ; *Blum (Roland)* (p. 1202) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1203, 1204) ; *Hermier (Guy)* (p. 1206) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1207) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1215) ; *Evin (Claude)* (p. 1216) ;
- coût de passage : part du coût de manutention : *Beaufils (Jean)* (p. 1177) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1179, 1222) ; *Duroméa (André)* (p. 1182) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1200) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1202) ; *Hermier (Guy)* (p. 1204) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1207) ; *Couanau (René)* (p. 1208, 1209) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 1210) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1212) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1213) ;
- effectifs et emploi : *Beaufils (Jean)* (p. 1176, 1177) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1179, 1185, 1223) ; *Duroméa (André)* (p. 1183) ; *Blum (Roland)* (p. 1202) ; *Hermier (Guy)*

(p. 1204, 1206) ; *Couanau (René)* (p. 1209) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 1210) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1211) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1213, 1215) ;

- entreprises : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1178, 1180) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1200) ; *Blum (Roland)* (p. 1202) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1204) ; *Couanau (René)* (p. 1209) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1215) ;
- intermittence : *Beaufils (Jean)* (p. 1176) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1179) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1200) ; *Blum (Roland)* (p. 1202) ; *Hermier (Guy)* (p. 1206) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1213, 1214) ;
- mensualisation : *Beaufils (Jean)* (p. 1176) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1179, 1180) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1185, 1214, 1215) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1200, 1201) ; *Blum (Roland)* (p. 1202) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1203) ; *Hermier (Guy)* (p. 1206) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1207) ; *Couanau (René)* (p. 1208, 1209) ; *Evin (Claude)* (p. 1216) ;
- plan social : *Beaufils (Jean)* (p. 1177) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1178, 1179, 1180, 1185, 1222, 1223) ; *Duroméa (André)* (p. 1184) ; *Blum (Roland)* (p. 1202) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1204) ; *Hermier (Guy)* (p. 1205) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1207) ; *Couanau (René)* (p. 1209) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1211) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1215) ; *Victoria (Pierre)* (p. 1215) ;
- retraites : revalorisation : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1180) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1204) ;
- risques professionnels : accidents du travail : diminution des risques : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1180) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1203) ;
- statut : loi du 6 septembre 1947 : réforme : *Beaufils (Jean)* (p. 1175, 1176) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1179, 1222) ; *Duroméa (André)* (p. 1183, 1184) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1185, 1186) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1200) ; *Blum (Roland)* (p. 1201, 1202) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1203) ; *Hermier (Guy)* (p. 1204, 1205, 1206) ; *Couanau (René)* (p. 1208) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 1209, 1210) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1211) ; *Victoria (Pierre)* (p. 1215) ; *Evin (Claude)* (p. 1216) ; *Denvers (Albert)* (p. 1217).

Domaine public maritime : gestion : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1179, 1223) ; *Blum (Roland)* (p. 1202) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1203) ; *Hermier (Guy)* (p. 1205) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1207) ; *Couanau (René)* (p. 1208) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1211) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1214).

Douanes : procédures douanières : modernisation : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1179) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1203).

Emploi : impact de l'activité portuaire sur l'emploi et le développement local : *Beaufils (Jean)* (p. 1175) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1185) ; *Blum (Roland)* (p. 1201) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1204) ; *Couanau (René)* (p. 1208) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 1210).

Industrie : construction navale :

- La Ciotat : *Duroméa (André)* (p. 1182) ; *Hermier (Guy)* (p. 1204, 1205) ;
- situation : *Duroméa (André)* (p. 1182) ; *Hermier (Guy)* (p. 1204, 1205) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1207).

Marine marchande : situation : *Duroméa (André)* (p. 1182) ; *Hermier (Guy)* (p. 1204, 1205) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1207).

Pêches maritimes : *Rufenacht (Antoine)* (p. 1207).

Ports maritimes :

- Anvers : *Duroméa (André)* (p. 1182, 1183) ; *Hermier (Guy)* (p. 1204) ;
- Barcelone : *Evin (Claude)* (p. 1216) ;
- capacités financières et désengagement de l'Etat : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1178, 1223) ; *Duroméa (André)* (p. 1181) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1208) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 1210) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1214) ;
- Dunkerque : *Duroméa (André)* (p. 1184) ;
- investissements : *Beaufils (Jean)* (p. 1175) ; *Duroméa (André)* (p. 1181) ; *Hermier (Guy)* (p. 1205) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 1210) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1223) ;
- Le Havre : *Duroméa (André)* (p. 1181, 1183) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1207) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1223) ;
- Marseille : *Hermier (Guy)* (p. 1204, 1205, 1206) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1214, 1215) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1223) ;
- modernisation de la filière portuaire : *Beaufils (Jean)* (p. 1175, 1177) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1178, 1180, 1222) ; *Duroméa (André)* (p. 1181) ; *Blum (Roland)* (p. 1201, 1202) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1202) ; *Hermier (Guy)* (p. 1204, 1205) ; *Couanau (René)* (p. 1208) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 1210) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1211) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1212) ; *Denvers (Albert)* (p. 1217) ;
- Rotterdam : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1214) ;
- Saint-Nazaire : *Evin (Claude)* (p. 1216).

Régions :

- Haute-Normandie : *Rufenacht (Antoine)* (p. 1208) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1224) ;
- Nord - Pas-de-Calais : desserte autoroutière : *Deprez (Léonce)* (p. 1212, 1213) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1223).

Syndicats :

- C.G.T. : *Hermier (Guy)* (p. 1205, 1206) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1213) ; *Evin (Claude)* (p. 1216) ;
- organisation du droit syndical : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1180).

Transports :

- S.N.C.F. : *Duroméa (André)* (p. 1182) ; *Hermier (Guy)* (p. 1205) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1213) ;
- transports ferroviaires : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1178, 1224) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1212, 1213) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1214) ;
- transports terrestres : desserte des ports : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1178, 1185, 1223) ; *Duroméa (André)* (p. 1181) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1203) ; *Hermier (Guy)* (p. 1205) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1207) ; *Couanau (René)* (p. 1208) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1211) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1212) ;
- transports terrestres : investissements routiers et autoroutiers : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1178) ; *Duroméa (André)* (p. 1181, 1182) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1203) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1207) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1212) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1214) ;
- voies d'eau : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1178, 1224) ; *Duroméa (André)* (p. 1182) ; *Hermier (Guy)* (p. 1205) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1207) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1214).

Travail : régime de travail dans les ports maritimes :

- contrats de travail à durée indéterminée : *Beaufils (Jean)* (p. 1176) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1179, 1180) ; *Couanau (René)* (p. 1209) ;
- convention collective : négociation : *Beaufils (Jean)* (p. 1176, 1177) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1180, 1184, 1185, 1222, 1223) ; *Duroméa (André)* (p. 1184) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1201) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1203, 1204) ; *Couanau (René)* (p. 1209) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1212) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1215) ; *Victoria (Pierre)* (p. 1215) ; *Evin (Claude)* (p. 1216) ; *Denvers (Albert)* (p. 1217) ;
- salaires : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1180) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1203).

Discussion des articles [14 mai 1992] (p. 1224) ; [15 mai 1992] (p. 1305).

Article 1er *(modification du livre V de la première partie - Législative - du code des ports maritimes)* (p. 1224) : adopté après modifications (p. 1316).

Observations : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1226) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1226) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1226).

Dockers : mensualisation : aménagement d'une étape transitoire : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1226) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1226).

Travail : régime de travail dans les ports maritimes : convention nationale : négociation : *Lacombe (Jean)* (p. 1226).

Paragraphe I : *article L. 511-1 : champ d'application.*

Amendement n° 27 de M. André Duroméa (élargit le champ d'application de l'article L. 511-1 aux ports maritimes de pêche et, pour le futur, aux ports en expansion) (p. 1126) : rejeté (p. 1227).

Défavorable : *Beaufils (Jean)* (p. 1227).

Amendement n° 1 de la commission (établit la procédure d'avis des organisations professionnelles les plus représentatives avant la prise de l'arrêté fixant la liste des ports comportant des dockers professionnels intermittents et précise que l'avis devra être rendu dans un délai d'un mois) : adopté (p. 1227).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1227).

Favorable : *Duroméa (André)* (p. 1227).

Paragraphe II : *article L. 511-2 : catégories d'ouvriers dockers.*

Amendement n° 28 de M. André Duroméa (supprime l'obligation pour les entreprises de manutention de recruter des dockers par contrat à durée indéterminée et prévoit que ceux-ci restent immatriculés) (p. 1227) : rejeté au scrutin public (p. 1228).

Défavorables : *Beaufils (Jean)* (p. 1228) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1228).

Dockers : mensualisation : *Duroméa (André)* (p. 1227, 1228) ; *Beaufils (Jean)* (p. 1228).

Travail : contrat à durée indéterminée : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1228).

Amendement n° 2 de la commission (réaffirme la classification des ouvriers dockers en deux catégories, les dockers professionnels et les dockers occasionnels) (p. 1228) : adopté (p. 1229).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1228).

Observations : *Hermier (Guy)* (p. 1228).

Dockers : intermittence : *Hermier (Guy)* (p. 1228, 1229) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1228, 1229).

Travail : convention collective : projet de l'U.N.I.M. : *Hermier (Guy)* (p. 1228) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1228) ; *Beaufils (Jean)* (p. 1229).

Amendement n° 52 de M. Philippe Sanmarco (étend aux groupements d'entreprises de manutention l'obligation de recruter des ouvriers dockers professionnels mensualisés) : adopté (p. 1229).

Défavorable : *Hermier (Guy)* (p. 1229).

Observations : *Denvers (Albert)* (p. 1229).

Amendement n° 53 de M. Jean Lacombe (précise que les catégories prioritaires lors du recrutement des dockers mensualisés sont d'abord les dockers intermittents) (p. 1229) : adopté (p. 1230).

Favorables : *Beaufils (Jean)* (p. 1229) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1229).

Défavorable : *Hermier (Guy)* (p. 1229).

Observations : *Guellec (Ambroise)* (p. 1230).

Amendement n° 54 de M. Jean Lacombe (favorise la mensualisation des dockers occasionnels ayant travaillé régulièrement lorsqu'il n'y pas suffisamment de dockers professionnels intermittents volontaires pour la mensualisation) : adopté (p. 1230).

Observations : *Guellec (Ambroise)* (p. 1230).

Amendement n° 65 du Gouvernement (prévoit qu'un docker professionnel mensualisé conserve également sa carte professionnelle lorsque le contrat de travail est rompu à l'issue de la période d'essai) : adopté (p. 1230).

Soutenu par : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1230).

Discussion commune des amendements n°s 3 et 46 rectifié.

Amendement n° 3 de la commission (précise que lorsque le licenciement intervient pour des raisons autres qu'économiques, le retrait de la carte professionnelle n'est pas automatique et qu'il ne peut intervenir qu'après une décision du bureau central de la main-d'œuvre - B.C.M.O.) : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1231) ; réserve levée (p. 1313) : adopté (p. 1314).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1230).

Favorable : *Le Bris (Gilbert)* (p. 1231).

Défavorables : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1230) ; *Duroméa (André)* (p. 1231).

Travail : droit du licenciement : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1230).

Amendement n° 46 rectifié de M. Roland Blum (précise que lorsque le licenciement intervient pour des raisons autres qu'économiques et dans le délai de deux ans suivant l'embauche, le directeur du port décide si l'intéressé conserve sa carte après avis du B.C.M.O.) (p. 1230) : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1231) ; devenu sans objet (p. 1314).

Favorable : *Guellec (Ambroise)* (p. 1231).

Défavorables : *Beaufils (Jean)* (p. 1231) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1231) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1231) ; *Duroméa (André)* (p. 1231).

Demande de réserve du vote des amendements n°s 3 et 46 rectifié : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1231).

Amendement n° 62 de M. Albert Denvers (prévoit que, jusqu'au 31 décembre 1993, tout licenciement individuel ou collectif fondé sur un motif économique ne pourra intervenir effectivement qu'après avis conforme du ministre chargé des ports) : retiré (p. 1231).

Discussion commune des amendements n°s 57 corrigé, 47 rectifié corrigé et 4 corrigé.

Amendement n° 57 corrigé de M. Gilbert Le Bris (impose aux partenaires sociaux de négocier une convention collective pour l'ensemble de la profession au plus tard le 31 décembre 1993) (p. 1231) : adopté (p. 1233).

Favorable : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1232).

Défavorable : *Guellec (Ambroise)* (p. 1232).

Observations : *Deprez (Léonce)* (p. 1232) ; *Hermier (Guy)* (p. 1232, 1233).

Amendement n° 47 rectifié corrigé de M. Roland Blum (prévoit qu'à défaut de conclusion d'une convention collective nationale avant le 31 décembre 1993, les dispositions des articles L. 133-1 et L. 133-12 du code du travail, qui prévoient des solutions lorsqu'une convention collective nationale n'a pu être conclue, seront applicables) (p. 1231) : devenu sans objet (p. 1233).

Défavorables : *Beaufils (Jean)* (p. 1232) ; *Duroméa (André)* (p. 1232).

Observations : *Le Bris (Gilbert)* (p. 1232).

Amendement n° 4 corrigé de la commission (prévoit que, faute de convention nationale au 31 décembre 1993, une loi fixera les conditions d'emploi et de travail des ouvriers dockers professionnels) (p. 1231) : devenu sans objet (p. 1233).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1232).

Défavorable : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1232).

Discussion commune des amendements n°s 58 corrigé et 68.

Amendement n° 58 corrigé de M. Philippe Sanmarco (prévoit que, jusqu'au 31 décembre 1993, aucune embauche externe à la profession ne pourra être effectuée) (p. 1233) : retiré (p. 1235).

Observations : *Le Bris (Gilbert)* (p. 1234, 1235).

Amendement n° 68 du Gouvernement (prévoit qu'aucune mensualisation ne pourra être effectuée, en dehors des dockers professionnels intermittents et durant une période de trente jours après publication de la loi, dans le port où a été conclu un accord relatif à l'organisation du travail de la manutention entre les organisations syndicales et les organisations patronales) ; rectifié (60 jours) (p. 1233) : adopté après rectification (p. 1235).

Soutenu par : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1233, 1234).

Favorable : *Le Bris (Gilbert)* (p. 1234, 1235).

Défavorable : *Hermier (Guy)* (p. 1234).

Observations : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1234) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1235).

Dockers : priorité d'embauche : application et contrôle : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1234) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1234).

Amendement n° 55 de M. Philippe Sanmarco (de précision) : adopté (p. 1235).

Amendement n° 56 de M. Philippe Sanmarco (rédactionnel) : adopté (p. 1235).

Soutenu par : *Le Bris (Gilbert)* (p. 1235).

Amendement n° 29 de M. Guy Hermier (détermine le champ d'intervention des dockers) (p. 1235) : rejeté (p. 1236).

Défavorables : *Beaufils (Jean)* (p. 1235) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1235).

Paragraphe III : *article L. 511-3 : bureau central de la main-d'œuvre (B.C.M.O.).*

Amendement n° 66 du Gouvernement (rend uniforme la composition des bureaux centraux de la main-d'œuvre) : adopté (p. 1236).

Soutenu par : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1236).

Favorable : *Beaufils (Jean)* (p. 1236).

Amendements n°s 5 de la commission et 30 de M. Guy Hermier : devenus sans objet (p. 1236).

Amendement n° 6 de la commission (prévoit que, à titre consultatif, les dockers professionnels mensualisés seront représentés dans les bureaux centraux de la main-d'œuvre) : adopté (p. 1236).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1236).

Défavorable : *Duroméa (André)* (p. 1236).

Observations : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1236).

Paragraphe V : *article L. 511-5 : ouvriers dockers occasionnels.*

Amendement n° 31 de M. Paul Lombard (limite l'emploi de dockers occasionnels et prévoit l'attribution de nouvelles cartes professionnelles d'ouvriers dockers intermittents) (p. 1236) : rejeté (p. 1237).

Soutenu par : *Hermier (Guy)* (p. 1236).

Défavorable : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1236).

Dockers : effectifs : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1236).

Paragraphe VII : *article L. 521-4 : Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers (Cainagod).*

Amendement n° 32 de M. Paul Lombard (définit les règles de fonctionnement de la Cainagod) : rejeté (p. 1237).

Soutenu par : *Duroméa (André)* (p. 1237).

Défavorable : *Beaufils (Jean)* (p. 1237).

Amendement n° 7 de la commission (impose à la Cainagod de tenir à jour une liste par B.C.M.O. des dockers occasionnels dans des conditions fixées par décret) (p. 1237) : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1238) ; réserve levée (p. 1313) : rejeté (p. 1314).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1237).

Défavorable : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1237).

Dockers occasionnels : précarité : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1237).

Sous-amendement n° 49 de M. Guy Hermier (supprime la référence au décret) (p. 1237) : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1238) ; réserve levée (p. 1313) : rejeté (p. 1314).

Amendement n° 8 de la commission (de conséquence) : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1238) ; réserve levée (p. 1313) : rejeté (p. 1314).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1238).

Défavorable : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1238).

Amendement n° 9 de la commission (de précision) : adopté (p. 1238).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1238).

Amendement n° 10 de la commission (de précision) : adopté (p. 1238).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1238).

Défavorable : *Hermier (Guy)* (p. 1238).

Paragraphe VIII : *article L. 521-5 : conseil d'administration de la Cainagod*

Amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1238).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1238).

Amendement n° 33 de M. Jean Tardito (de coordination) : rejeté (p. 1238).

Soutenu par : *Duroméa (André)* (p. 1238).

Amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1238).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1238).

Discussion commune des amendements n°s 34 corrigé et 13.

Amendement n° 34 corrigé de M. Jean Tardito (prévoit la désignation directe des représentants par les organisations professionnelles et syndicales) (p. 1238) : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1239) ; réserve levée (p. 1313) : rejeté (p. 1315).

Soutenu par : *Duroméa (André)* (p. 1238).

Défavorable : *Beaufils (Jean)* (p. 1239).

Observations : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1239).

Amendement n° 13 de la commission (prévoit que la représentativité des organisations professionnelles et syndicales sera appréciée au niveau national de la branche de la manutention portuaire) (p. 1238) : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1239) ; réserve levée (p. 1313) : adopté (p. 1315).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1239).

Observations : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1239).

Paragraphe IX : *article L. 521-6 : ressources de la Cainagod.*

Amendement n° 50 de M. Guy Hermier (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 1239).

Cainagod : financement et dépéréquation : *Hermier (Guy)* (p. 1239).

Amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1239).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1239).

Amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 1239) : adopté (p. 1240).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1239).

Amendement n° 35 de M. Jean Tardito (rétablit un système de solidarité nationale entre les ports) : rejeté (p. 1240).

Soutenu par : *Hermier (Guy)* (p. 1240).

Amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1240).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1240).

Observations : *Duroméa (André)* (p. 1240).

Intervention du Président : problème de sonorisation : *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 1240).

Amendement n° 36 de M. Jean Tardito (de conséquence) : rejeté (p. 1240).

Soutenu par : *Hermier (Guy)* (p. 1240).

Amendement n° 59 de M. Jean Lacombe (prévoit, sans limitation dans le temps, un mécanisme exceptionnel de solidarité entre les ports pour faire face aux difficultés financières de certains B.C.M.O. et plafonne la charge financière résultant de cette solidarité à 10 p. 100 des charges totales de la caisse) : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1241) ; réserve levée (p. 1313) : retiré (p. 1315).

Défavorable : *Guellec (Ambroise)* (p. 1241).

Observations : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1240, 1241) ; *Duroméa (André)* (p. 1241).

Cainagod : financement et dépéréquation : *Guellec (Ambroise)* (p. 1241) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1241).

Limitation dans le temps : nécessité : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1241) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1241).

Amendement n° 51 de la commission (de coordination) : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1241) ; réserve levée (p. 1313) : adopté (p. 1315).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1241).

Amendement n° 71 du Gouvernement (repousse au 31 décembre 1993 la date limite d'utilisation du mécanisme exceptionnel de solidarité) : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1241) ; réserve levée (p. 1313) : adopté (p. 1315).

Soutenu par : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1241).

Amendement n° 63 de M. Albert Denvers (prévoit la création, au-delà du 30 juin 1993, d'un fonds national de solidarité) : retiré (p. 1241).

Paragraphe X : *article L. 521-7 : dépenses à la charges de la Cainagod.*

Amendement n° 37 rectifié de M. André Duroméa (de coordination) : rejeté (p. 1242).

Paragraphe XI : *article L. 521-8 : modalités d'adaptation des effectifs des dockers.*

Amendement n° 38 de M. André Duroméa (dispose que le taux d'inemploi ne doit pas dépasser 25 p. 100 et qu'un décret déterminera le calcul de l'inemploi) : rejeté (p. 1307).

Soutenu par : *Hermier (Guy)* (p. 1307).

Défavorables : *Beaufils (Jean)* (p. 1307) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1307).

Dockers : inemploi : modalités de calcul : *Hermier (Guy)* (p. 1307) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1307).

Amendement n° 60 de M. Philippe Sanmarco (porte la période de référence de six à douze mois) : retiré (p. 1308).

Observations : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1308).

Amendement n° 72 du Gouvernement (prévoit que le caractère saisonnier de l'activité de certains ports sera pris en compte dans le décret qui déterminera le pourcentage maximal d'inemploi) : adopté (p. 1308).

Soutenu par : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1308).

Amendement n° 17 de la commission (porte de 25 à 30 p. 100 le taux maximum d'inemploi) : adopté (p. 1308).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1308).

Observations : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1308).

Discussion commune des amendements n°s 18 et 24 rectifié.

Amendement n° 18 de la commission (fixe un effectif maximum pour les dockers professionnels intermittents dans le B.C.M.O.) (p. 1308) : adopté (p. 1309).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1308).

Défavorable : *Hermier (Guy)* (p. 1309).

Amendement n° 24 rectifié de M. Ambroise Guellec (supprime, dans les ports autonomes, la limite inférieure du taux des dockers professionnels intermittents) (p. 1308) : retiré (p. 1309).

Soutenu par : *Rufenacht (Antoine)* (p. 1308).

Défavorable : *Hermier (Guy)* (p. 1309).

Observations : *Beaufils (Jean)* (p. 1308) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1309).

Amendement n° 61 de M. Jean Lacombe (prévoit la consultation du B.C.M.O.) : retiré (p. 1309).

Observations : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1309).

Amendement n° 19 de la commission : réservé à la demande du Gouvernement (p. 1309).

Amendement n° 25 de M. Ambroise Guellec (précise le montant de l'indemnité compensatrice en cas de retrait de carte et prévoit que celle-ci n'est pas exclusive de toute autre disposition de droit commun applicable aux licenciements) (p. 1309) : rejeté (p. 1310).

Soutenu par : *Rufenacht (Antoine)* (p. 1309).

Défavorables : *Beaufils (Jean)* (p. 1309) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1309) ; *Hermier (Guy)* (p. 1310).

Discussion commune des amendements n°s 19 précédemment réservé et 70.

Amendement n° 19 précédemment réservé de la commission (oblige les employeurs à mettre en œuvre un plan social en cas de retrait collectif d'au moins dix cartes) : rejeté (p. 1310).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1310).

Amendement n° 70 du Gouvernement (oblige les employeurs à mettre en œuvre des mesures pour faciliter le reclassement des dockers radiés en cas de retrait collectif d'au moins dix cartes) : adopté (p. 1310).

Soutenu par : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1310).

Paragraphe XII : *article L. 521-9 : abrogation.*

Amendement n° 39 de M. André Duroméa (de suppression) : rejeté (p. 1310).

Soutenu par : *Hermier (Guy)* (p. 1310).

Paragraphe XIII : *sanctions.*

Amendement n° 40 de M. Guy Hermier (substitue les mots « ouvriers dockers professionnels » aux mots « dockers professionnels intermittents ») (p. 1310) : rejeté (p. 1311).

Amendement n° 41 corrigé de M. Guy Hermier (prévoit le retrait temporaire ou définitif de la carte professionnelle en cas d'infractions répétées, et non de nouvelle infraction, dans le délai d'un an) : rejeté (p. 1311).

Discussion commune des amendements n°s 26 et 42 corrigé.

Amendement n° 26 de M. Ambroise Guellec (dispose que les recours à l'encontre des sanctions prononcées par décision motivée du président du B.C.M.O. peuvent être formés auprès de l'inspecteur du travail) : rejeté (p. 1311).

Soutenu par : *Rufenacht (Antoine)* (p. 1311).

Défavorables : *Beaufils (Jean)* (p. 1311) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1311) ; *Hermier (Guy)* (p. 1311).

Amendement n° 42 corrigé de M. Guy Hermier (prévoit que le B.C.M.O., par son réglement intérieur, précise les modalités de toute sanction) : rejeté (p. 1311).

Défavorables : *Beaufils (Jean)* (p. 1311) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1311).

Amendement n° 43 corrigé de M. Guy Hermier (prévoit que le recours hiérarchique contre une sanction prononcée par un président de B.C.M.O. est formé devant la Cainagod) : rejeté (p. 1312).

Défavorables : *Beaufils (Jean)* (p. 1312) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1312).

Paragraphe XIV : *article L. 531-2 : suivi de l'application de la réforme.*

Amendement n° 44 de M. Guy Hermier (dispose que le rapport sur l'application de la réforme porte également sur les répercussions des gains de productivité sur l'ensemble de la filière portuaire ; prévoit que ce rapport est communiqué au conseil d'administration de la Cainagod) : adopté après modifications (p. 1312).

Favorable : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1312).

Application de la réforme : suivi : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1312).

Sous-amendement n° 48 de la commission (supprime la procédure d'information de la Cainagod) : adopté (p. 1312).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1312).

Favorable : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1312).

Amendement n° 20 de la commission (prévoit que le rapport sur l'application de la réforme est communiqué au conseil d'administration de la Cainagod et qu'il est complété par des rapports locaux présentés annuellement, par les présidents de B.C.M.O., aux conseils d'administration des ports autonomes ou aux conseils portuaires) (p. 1312) : adopté après modifications (p. 1313).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1313).

Sous-amendement n° 67 du Gouvernement (remplace les présidents de B.C.M.O. par les directeurs de ports ou chefs du service maritime) : adopté (p. 1313).

Soutenu par : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1313).

Amendements précédemment réservés :

Observations : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1313) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1313).

Cainagod : financement et dépéréquation : *Lacombe (Jean)* (p. 1314).

Levée de la réserve du vote sur les amendements précédemment réservés : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1313) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1313, 1314).

Parlement : rôle : *Lacombe (Jean)* (p. 1313).

Paragraphe XV : *article L. 531-3 : conditions d'application.*

Amendement n° 73 du Gouvernement (prévoit que les modalités de recensement des ouvriers dockers seront fixées par décret) (p. 1315) : adopté (p. 1316).

Soutenu par : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1313, 1315).

Après le paragraphe XV :

Amendement n° 45 de M. Paul Lombard (précise que les conditions d'application du texte aux territoires d'outre-mer seront fixées par décret) : retiré (p. 1316).

Soutenu par : *Hermier (Guy)* (p. 1316).

Article 2 *(inspection du travail dans les entreprises de manutention des ports maritimes)* : adopté (p. 1316).

Observations : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1316) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1316).

Période de transition : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1316) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1316).

Article 3 *(dispositions transitoires)* (p. 1316) : adopté après modifications (p. 1317).

Observations : *Lacombe (Jean)* (p. 1316).

Travail : convention collective : négociation : *Lacombe (Jean)* (p. 1316).

Amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 1316) : adopté (p. 1317).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1317).

Amendement n° 23 de la commission (prévoit que, jusqu'au 31 décembre 1994, un tiers des charges de chaque B.C.M.O. donnera lieu à péréquation nationale) : adopté après modifications (p. 1317).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1317).

Favorable : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1317).

Défavorable : *Hermier (Guy)* (p. 1317).

Sous-amendement n° 69 du Gouvernement (ramène la date limite au 31 décembre 1993) : adopté (p. 1317).

Soutenu par : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1317).

Défavorable : *Hermier (Guy)* (p. 1317).

Amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1317).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 1317).

Après l'article 3 :

Amendement n° 64 de M. Albert Denvers (prévoit la mise en place dans chaque port d'un observatoire chargé du suivi de la loi) : retiré (p. 1317).

Soutenu par : *Le Bris (Gilbert)* (p. 1317).

Explications de vote : *Le Bris (Gilbert)* (p. 1317) ; *Hermier (Guy)* (p. 1318) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1318) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 1319).

Intervention du Gouvernement : Josselin (Charles) (G) (p. 1319).

Communautés européennes : enjeux européens : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1320).

Dockers :

- Cainagod : financement et dépéréquation : *Le Bris (Gilbert)* (p. 1318) ; *Hermier (Guy)* (p. 1318) ;
- entreprises : *Rufenacht (Antoine)* (p. 1319) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1320) ;
- mensualisation : *Le Bris (Gilbert)* (p. 1318) ; *Hermier (Guy)* (p. 1318) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1319, 1320) ;
- plan social : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 1319) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1320) ;
- statut : loi du 6 septembre 1947 : *Le Bris (Gilbert)* (p. 1317) ; *Hermier (Guy)* (p. 1318).

Marine marchande : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1320).

Ports maritimes :

- capacités financières et désengagement de l'Etat : *Rufenacht (Antoine)* (p. 1319) ;
- emploi : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 1319) ;
- modernisation : *Le Bris (Gilbert)* (p. 1318) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 1319) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1320).

Syndicats : C.G.T. : propositions : *Hermier (Guy)* (p. 1318).

Transports :

- autoroutes A 16 et A 29 : *Rufenacht (Antoine)* (p. 1319) ;
- investissements routiers : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 1319) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 1320).

Travail : convention collective : *Josselin (Charles) (G)* (p. 1320).

Vote des groupes :

Groupe communiste : contre : *Hermier (Guy)* (p. 1318).

Groupe R.P.R. : pour : *Rufenacht (Antoine)* (p. 1318).

Groupe socialiste : pour : *Le Bris (Gilbert)* (p. 1318).

Groupe U.D.C. : pour : *Guellec (Ambroise)* suppléé par *Rufenacht (Antoine)* (p. 1318).

Groupe U.D.F. : pour : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 1319).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 1320).

12. Rapport d'information n° 3122 déposé par M. Jean Lacombe au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur les **propositions de règlements communautaires relatifs à la réforme de la politique commune de la pêche** [9 décembre 1992].

13. Proposition de résolution n° 3233 déposée en application de l'article 151-1 du règlement sur les **propositions de règlements communautaires relatifs à la réforme de la politique commune de la pêche (COM [92] 367 final et COM [92] 392 final) (n°s E-25 et E-26).**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 22 décembre 1992 par M. Michel Pezet. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Questions au Gouvernement :

- **n° 1177 - Statut des dockers :** *Guellec (Ambroise).* Réponse : *Josselin (Charles),* secrétaire d'Etat à la mer [15 avril 1992] (p. 485, 486) :

Dockers : statut : réforme ; négociations port par port ; ports français : modernisation et compétitivité.

- **n° 1376 - Pêches maritimes :** *Le Bris (Gilbert).* Réponse : *Josselin (Charles),* secrétaire d'Etat à la mer [28 octobre 1992] (p. 4470, 4471) :

Réglementation européenne ; limitation des capacités de capture par les pêcheurs français ; contrôle des quantités pêchées dans le monde ; thon tropical ; dialogue international : perspectives.

- **n° 1392 - Protection de la Méditerranée :** *Franzoni (Roger).* Réponse : *Royal (Ségolène),* ministre de l'environnement [4 novembre 1992] (p. 4775, 4776) :

Méditerranée : pollution ; conférence de Rio ; protection d'un patrimoine biologique ; réduction des rejets et des pollutions ; création d'un observatoire de la Méditerranée.

- **n° 1436 - Fûts toxiques sur les rivages bretons :** *Jacq (Marie).* Réponse : *Josselin (Charles),* secrétaire d'Etat à la mer [26 novembre 1992] (p. 6086, 6087) :

Règlement de l'affaire de l'*Amoco-Cadiz* ; pollution des côtes bretonnes par des fûts toxiques ; réglementation ; importance du trafic au large des côtes bretonnes ; conventions internationales : respect.

Voir *Aménagement du territoire :* questions au Gouvernement.
Défense : questions au Gouvernement.
D.O.M. -T.O.M. : questions au Gouvernement.
D.O.M. -T.O.M. : questions orales sans débat.
Environnement **52.**
Environnement : questions à un ministre.
Lois de finances **11,** deuxième partie : D.O.M. -T.O.M.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Environnement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement, transport et espace : mer.
Pétroles et dérivés **2.**
Traités et conventions **142.**

METEOROLOGIE

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : transports aériens et météorologie ; budget annexe de l'aviation civile.

MINES ET CARRIERES

3. Proposition de loi n° 1390 tendant à **assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et à créer la commission départementale d'agrément des carrières.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 mai 1990 par M. Louis Mermaz. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gérard Saumade (28 juin 1990). - Rapport **n° 2829** (25 juin 1992). - Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur pour avis : M. Bernard Nayral (29 juin 1992). - Discussion et adoption le 29 juin 1992. - Proposition de loi **n° 695.** - Nouveau titre : « Proposition de loi tendant à **assujettir les carrières** aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux **installations classées pour la protection de l'environnement** et à créer la **commission départementale des carrières** ».

Sénat (première lecture). - **N° 480** (1991-1992). - Dépôt le 2 juillet 1992. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Philippe François. - Rapport **n° 33** (1992-1993) (29 octobre 1992). - Discussion et adoption le 5 novembre 1992. - Proposition de loi **n° 15** (1992-1993). - Nouveau titre : « Proposition de loi relative aux **carrières** ».

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 3024.** - Dépôt le 6 novembre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gérard Saumade. - Rapport **n° 3082** (26 novembre 1992). - Discussion et adoption le 3 décembre 1992. - Proposition de loi **n° 746.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 84** (1992-1993). - Dépôt le 4 décembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Philippe François. - Rapport **n° 98** (1992-1993) (9 décembre 1992). - Discussion et adoption le 15 décembre 1992. - Proposition de loi **n° 37** (1992-1993).

Assemblée nationale (troisième lecture). - **N° 3145.** - Dépôt le 16 décembre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gérard Saumade. - Rapport **n° 3147** (16 décembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 19 décembre 1992. - Proposition de loi **n° 783.**

Loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1993 (p. 233).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles de la proposition de loi n° 1390 tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et à créer la commission départementale des carrières et ceux de la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
1		Assujettissement des carrières à la législation sur les installations classées.	Première lecture : 29 juin 1992	2958	1
	1 *bis* (Sénat)	Constitution de garanties financières.	Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6493	2
2 supprimé (A.N.)		Généralisation des autorisations d'exploiter une carrière.	Première lecture : 29 juin 1992	2959	
	2 *bis* (Sénat)	Autorisation d'une exploitation de carrière.	Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6493	3
	2 *ter* (Sénat)	Règles générales et prescriptions techniques.	Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6493	4
	2 *quater* (Sénat)	Servitudes d'utilité publique.	Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6493	5
	2 *quinquies* (Sénat)	Délai de recours ouvert aux tiers.	Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6494	6
			Troisième lecture : 19 décembre 1992	7595	
	2 *sexies* (Sénat)	Installations existantes avant leur inscription dans la nomenclature des installations classées.	Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6494	7
3		Commission départementale et schéma départemental des carrières.	Première lecture : 29 juin 1992	2959	8
			Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6497	
			Troisième lecture : 19 décembre 1992	7595	
	3 *bis* à 3 *quater* (A.N.) Supprimé (Sénat)	Autorisation des exploitations de carrières.	Première lecture : 29 juin 1992	2961	
			Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6497	
4 Supprimé (A.N.)		Remise en état des lieux.	Première lecture : 29 juin 1992	2963	
5 Supprimé (Sénat)		Délais de recours.	Première lecture : 29 juin 1992	2963	
			Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6497	
	5 *bis* (Sénat)	Contentieux de pleine juridiction.	Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6497	9
6 Supprimé (A.N.)		Refus d'autorisation d'exploiter une carrière en cas de condamnation antérieure.	Première lecture : 29 juin 1992	2965	
7		Refus d'autorisation d'exploiter une carrière en cas de condamnation antérieure.	Première lecture : 29 juin 1992	2966	10
8		Abrogation.	Première lecture : 29 juin 1992	2966	11
9		Contrôle de l'exploitation des carrières.	Première lecture : 29 juin 1992	2966	12
10		Délimitation des zones dans lesquelles les carrières sont interdites.	Première lecture : 29 juin 1992	2966	13
11		Permis d'exploitation des carrières.	Première lecture : 29 juin 1992	2966	14
			Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6497	
	11 *bis* (Sénat)	Coordination.	Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6497	15

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
12		Coordination.	Première lecture : 29 juin 1992	2967	16
13		Coordination.	Première lecture : 29 juin 1992	2967	17
			Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6497	
14		Coordination.	Première lecture : 29 juin 1992	2967	18
			Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6497	
	14 *bis* à 14 *quater* (Sénat)	Coordination.	Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6497	19 à 21
15		Coordination.	Première lecture : 29 juin 1992	2967	22
			Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6497	
	15 *bis* et 15 *ter* (Sénat)	Coordination.	Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6497	23 et 24
16		Régime des haldes et des terrils de mines.	Première lecture : 29 juin 1992	2968	25
			Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6498	
17 Supprimé (A.N.)		Coordination.	Première lecture : 29 juin 1992	2968	
18		Coordination.	Première lecture : 29 juin 1992	2968	26
	18 *bis* (A.N.)	Régime transitoire applicable aux P.O.S.	Première lecture : 29 juin 1992	2968	27
	18 *ter* (A.N.)	Autorisations de défrichement.	Première lecture : 29 juin 1992	2968	28
			Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6498	
			Troisième lecture : 19 décembre 1992	7595	
	18 *quater* (A.N.)	Coordination. - Garanties financières.	Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6498	29
19		Dispositions transitoires.	Première lecture : 29 juin 1992	2968	30
			Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6499	
	20 (A.N.)	Entrée en vigueur du projet de loi.	Première lecture : 29 juin 1992	2969	31
			Deuxième lecture : 3 décembre 1992	6499	

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 1992] (p. 2951).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et de l'avis :

- rapport de la commission des lois : *Saumade (Gérard)* (p. 2951).
- avis de la commission de la production : *Nayral (Bernard)* (p. 2953).

Intervention du Gouvernement : Royal (Ségolène) (p. 2955).

Discussion générale : Colcombet (François) (p. 2956) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2957) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 2957).

Principaux thèmes développés :

Administration : autorisation des carrières :

- décisions : délais de recours : *Saumade (Gérard)* (p. 2953) ; *Colcombet (François)* (p. 2956, 2957) ;
- représentant de l'Etat : compétences et responsabilité : *Colcombet (François)* (p. 2956).

Assemblée nationale : commission des lois :

- modification de la proposition de loi : *Saumade (Gérard)* (p. 2952, 2953) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 2958) ;
- proposition de loi : commission saisie au fond et place dans l'ordre du jour de la session : *Gantier (Gilbert)* (p. 2957) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 2957).

Carrières :

- autorisation administrative et/ou régime déclaratif : *Saumade (Gérard)* (p. 2952, 2953) ; *Nayral (Bernard)* (p. 2954) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2955) ;
- contrôle et sanctions : *Saumade (Gérard)* (p. 2952) ; *Colcombet (François)* (p. 2957) ;
- définition : *Nayral (Bernard)* (p. 2955) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 2958) ;
- rapport Gardent : propositions : *Saumade (Gérard)* (p. 2952) ; *Colcombet (François)* (p. 2956) ;

- régime légal : élaboration progressive et complexité actuelle : *Saumade (Gérard)* (p. 2952) ; *Nayral (Bernard)* (p. 2953, 2954) ; *Colcombet (Français)* (p. 2956) ;
- régime légal : unification et simplification : objet et intérêt de la proposition de loi : *Saumade (Gérard)* (p. 2952) ; *Nayral (Bernard)* (p. 2954) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2955) ; *Colcombet (François)* (p. 2956, 2957) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2957) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 2957).

Départements :
- carrières : schémas départementaux : *Saumade (Gérard)* (p. 2951, 2952, 2953) ; *Nayral (Bernard)* (p. 2954) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2955) ;
- commission départementale des carrières : composition et compétences : coordination des intérêts locaux : *Saumade (Gérard)* (p. 2951, 2952) ; *Nayral (Bernard)* (p. 2954) ; *Colcombet (François)* (p. 2956) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 2958) ;
- Hérault : exploitation des carrières : conflits : *Saumade (Gérard)* (p. 2953).

Environnement :
- généralités : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2955, 2956) ;
- carrières : intérêt économique et protection de l'environnement : conciliation : *Saumade (Gérard)* (p. 2951, 2952) ; *Nayral (Bernard)* (p. 2954, 2955) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2955, 2956) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 2958) ;
- carrières : nuisances et dégradation des sites : remise en l'état : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2955) ; *Colcombet (Français)* (p. 2956) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2957) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 2958) ;
- enquêtes publiques : généralisation : *Saumade (Gérard)* (p. 2952) ;
- installations classées : régime légal : application aux carrières (arrêt du Conseil d'Etat du 21 février 1986, Les Amis de la Terre) : *Saumade (Gérard)* (p. 2951, 2952) ; *Nayral (Bernard)* (p. 2954) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2955, 2956) ; *Colcombet (Français)* (p. 2956).

Urbanisme : plan d'occupation des sols (P.O.S.) : carrières et installations classées : mention : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2956).

Discussion des articles [29 juin 1992] (p. 2958).

Article 1er *(assujettissement des carrières à la législation sur les installations classées)* (p. 2958) : adopté après modifications (p. 2959).

Amendement n° 8 du Gouvernement (de suppression) : retiré (p. 2958).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2958).

Amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (précise que ce sont les « installations de traitement des matériaux de carrière » qui sont soumises aux dispositions de la loi relative aux installations classées) : non soutenu (p. 2958).

Amendement n° 10 de M. Jean-Claude Lefort (supprime le régime d'exception prévu pour les permis d'exploitation de carrières visés par l'article 109 du code minier relatif aux substances rares) (p. 2958) : adopté (p. 2959).

Favorables : *Saumade (Gérard)* (p. 2959) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2959).

Article 2 *(généralisation des autorisations d'exploiter une carrière)* : supprimé (p. 2959).

Amendement n° 9 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 2959).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2959).

Article 3 *(commission départementale et schéma départemental des carrières)* (p. 2959) : adopté après modifications (p. 2961).

Amendement n° 33 de M. Gérard Saumade (de correction) : adopté (p. 2959).

Avant l'article 16-1 de la loi du 19 juillet 1976 :

Amendement n° 35 du Gouvernement (dispose que toutes les carrières sont soumises à autorisation ; fixe à quinze ans la durée de cette autorisation pour les carrières situées dans des zones de défrichement) : adopté (p. 2959).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2959).

Article 16-1 de la loi du 19 juillet 1976 :

Amendement n° 11 de M. Jean-Claude Lefort (renforce la représentation des associations au sein de la commission d'agrément des carrières) : rejeté (p. 2960).

Défavorable : *Saumade (Gérard)* (p. 2960).

Amendement n° 36 rectifié du Gouvernement (précise que la commission départementale des carrières correspond, en ce qui concerne les carrières, à la commission consultative prévue par la législation sur les installations classées) : adopté (p. 2960).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2960).

Favorable : *Saumade (Gérard)* (p. 2960).

Discussion commune des amendements nos 2 et 34.

Amendement n° 2 de M. Pierre-Rémy Houssin (remplace, au sein de la commission départementale, le président du conseil général par deux représentants de ce conseil) : rejeté (p. 2960).

Soutenu par : *Limouzy (Jacques)* (p. 2960).

Défavorable : *Saumade (Gérard)* (p. 2960).

Amendement n° 34 de M. Gérard Saumade (propose que la commission départementale comprenne également des conseillers généraux) : adopté (p. 2960).

Observations : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2960).

Amendement n° 12 de M. Jean-Claude Lefort (dispose que la commission départementale ne peut examiner une demande d'autorisation de carrière qu'après avis conforme rendu à la majorité des trois cinquièmes par le conseil municipal de la ou des communes concernées) (p. 2960) : rejeté (p. 2961).

Défavorables : *Saumade (Gérard)* (p. 2960) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2960, 2961).

Article 16-2 de la loi du 19 juillet 1976 :

Discussion commune des amendements nos 13 et 37.

Amendement n° 13 de M. Jean-Claude Lefort (précise le mode d'élaboration du schéma départemental des carrières, soumet ce schéma à une enquête publique ainsi qu'à l'avis du conseil général et de la chambre d'agriculture et définit les zones où les carrières sont en tout état de cause interdites) : rejeté (p. 2961).

Défavorable : *Saumade (Gérard)* (p. 2961).

Observations : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2961).

Amendement n° 37 du Gouvernement (modifie la liste des critères d'élaboration du schéma départemental et précise que celui-ci doit être approuvé par le représentant de l'Etat dans le département après avis du conseil général) : adopté (p. 2961).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2961).

Observations : *Saumade (Gérard)* (p. 2961).

Après l'article 3 :

Amendement n° 38 du Gouvernement (dispose que l'autorisation d'exploitation est accordée par le préfet après enquête publique et avis des conseils municipaux intéressés et d'une commission départementale consultative constituée en fonction de la nature des installations projetées) (p. 2961) : adopté après modifications (p. 2962).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2962).

Observations : *Saumade (Gérard)* (p. 2962).

Sous-amendement n° 42 de M. Gérard Saumade (précise que la commission consultative se compose notamment de représentants des « professions » concernées) : adopté (p. 2962).

Défavorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2962).

Amendement n° 16 de M. Jean-Claude Lefort (dispose qu'une autorisation ne peut être accordée à un exploitant qui n'a pas remis en état les lieux de son ancienne exploitation ou pris les dispositions nécessaires à cette remise en état) : adopté (p. 2962).

Favorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2962).

Défavorable : *Saumade (Gérard)* (p. 2962).

Discussion commune des amendements nos 39, 18 et 1 corrigé.

Amendement no 39 du Gouvernement (subordonne la mise en exploitation d'une carrière à la constitution de garanties financières destinées à assurer les interventions nécessaires à la sauvegarde de l'environnement, notamment pour la remise en état du site après exploitation) (p. 2962) : adopté (p. 2963).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2962).

Défavorable : *Saumade (Gérard)* (p. 2962).

Amendement no 18 de M. Jean Bégault (dispose que l'autorisation peut être subordonnée à la constitution de réserves destinées à la remise en état du site après exploitation ; précise qu'un décret en Conseil d'Etat définit les substances pour lesquelles ces réserves sont obligatoires et en fixe les modalités) (p. 2962) : devenu sans objet (p. 2963).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 2963).

Défavorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2963).

Amendement no 1 corrigé de M. Pierre-Rémy Houssin (dispose que l'autorisation peut être subordonnée à la constitution de réserves destinées à la remise en état du site après exploitation ; précise qu'un décret définit les substances pour lesquelles ces réserves sont obligatoires et en fixe les modalités) (p. 2962) : devenu sans objet (p. 2963).

Soutenu par : *Limouzy (Jacques)* (p. 2963).

Défavorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2963).

Amendement no 19 de M. Jean Bégault (dispose que lorsque l'exploitation d'une carrière est envisagée sur des terrains boisés, la demande d'autorisation d'exploitation vaut également demande d'autorisation de défricher ; précise que le préfet prend une seule décision pour ces deux demandes) : rejeté (p. 2963).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 2963).

Article 4 *(remise en état des lieux)* : supprimé (p. 2963).

Discussion des amendements identiques nos 31 et 14 (de suppression).

Amendement no 31 du Gouvernement : adopté (p. 2963).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2963).

Favorable : *Saumade (Gérard)* (p. 2963).

Amendement no 14 de M. Jean-Claude Lefort : adopté (p. 2963).

Favorable : *Saumade (Gérard)* (p. 2963).

Article 5 *(délai de recours)* (p. 2963) : adopté (p. 2965).

Discussion des amendements identiques nos 15 et 20 (de suppression).

Amendement no 15 de M. Jean-Claude Lefort (p. 2963) : rejeté (p. 2964).

Défavorable : *Saumade (Gérard)* (p. 2964).

Amendement no 20 de M. Jean Bégault (p. 2963) : rejeté (p. 2964).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 2964).

Défavorable : *Saumade (Gérard)* (p. 2964).

Discussion commune des amendements identiques nos 3 et 7 (ramènent le délai de recours à deux mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité) et de l'amendement no 41.

Amendements no 3 de M. Pierre-Rémy Houssin et no 7 de M. Jacques Limouzy (p. 2964) : rejetés (p. 2965).

Soutenus par : *Limouzy (Jacques)* (p. 2964, 2965).

Défavorables : *Saumade (Gérard)* (p. 2964, 2965) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2964, 2965).

Observations : *Colcombet (François)* (p. 2964, 2965).

Amendement no 41 de M. Jean-Jacques Hyest (ramène le délai de recours à trois mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité) (p. 2964) : rejeté (p. 2965).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 2964).

Défavorables : *Saumade (Gérard)* (p. 2964, 2965) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2964, 2965).

Observations : *Colcombet (François)* (p. 2964, 2965).

Article 6 *(art. 25* bis *de la loi du 19 juillet 1976 : refus d'autorisation d'exploiter une carrière en cas de condamnation antérieure)* (p. 2965) : supprimé (p. 2966).

Amendement no 32 du Gouvernement (de suppression) (p. 2965) : adopté (p. 2966).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2965, 2966).

Favorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 2965).

Défavorable : *Saumade (Gérard)* (p. 2965, 2966).

Article 7 *(art. 86* bis *du code minier : refus d'autorisation d'exploiter une carrière en cas de condamnation antérieure)* : adopté après modifications (p. 2966).

Amendement no 40 du Gouvernement (supprime toute référence aux carrières dans l'article 86 *bis* du code minier) : adopté (p. 2966).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2966).

Observations : *Saumade (Gérard)* (p. 2966).

Article 8 *(abrogation)* : adopté (p. 2966).

Amendement no 5 de M. Jean-Louis Masson (dispose que toute ouverture de carrières est subordonnée à l'autorisation du préfet accordée après enquête publique et consultation des administrations et des collectivités locales concernées) : non soutenu (p. 2966).

Après l'article 8 :

Amendement no 6 de M. Jean-Louis Masson (précise les possibilités de recours contre les autorisations d'exploitation prises en application de l'article 106 du code minier) : non soutenu (p. 2966).

Article 9 *(contrôle de l'exploitation des carrières)* : adopté (p. 2966).

Article 10 *(délimitation des zones dans lesquelles les carrières sont interdites)* : adopté (p. 2966).

Article 11 *(permis d'exploitation des carrières)* (p. 2966) : adopté dans la rédaction de l'amendement no 24 rectifié (p. 2967).

Amendement no 24 du Gouvernement (précise le régime foncier des carrières de substances rares utiles à l'intérêt général et introduit l'obligation de procéder à une évaluation de l'impact sur l'environnement de telles carrières avant de les autoriser) (p. 2966) ; rectifié (p. 2967) : adopté (p. 2967).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2967).

Observations : *Saumade (Gérard)* (p. 2967).

Amendement no 21 de M. Jean Bégault : devenu sans objet.

Article 12 *(art. 111 du code minier : coordination)* : adopté (p. 2967).

Article 13 *(art. 112 du code minier : coordination)* : adopté (p. 2967).

Article 14 *(art. 113 du code minier : coordination)* : adopté (p. 2967).

Article 15 *(art. 119-1 du code minier : coordination)* : adopté après modifications (p. 2967).

Amendement no 25 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 2967).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2967).

Article 18 *(art. 130 du code minier : coordination)* (p. 2967) : adopté après modifications (p. 2968).

Discussion commune des amendements nos 22 et 17.

Amendement no 22 de M. Jean Bégault (soumet l'exploitation des haldes et terrils au « régime légal des carrières ») (p. 2967) : rejeté (p. 2968).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 2967).

Défavorables : *Saumade (Gérard)* (p. 2967) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2967).

Amendement no 17 de M. Jean-Claude Lefort (soumet l'exploitation des haldes et des terrils au régime des installations classées) (p. 2967) : adopté (p. 2968).

Favorables : *Saumade (Gérard)* (p. 2967) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2967).

Amendement n° 23 de M. Jean Bégault (étend le régime des installations classées aux affouillement du sol lorsque les matériaux extraits sont commercialisés ou utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits) : adopté (p. 2968).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 2968).

Favorables : *Saumade (Gérard)* (p. 2968) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2968).

Article 17 *(art. 141 du code minier : coordination)* : supprimé (p. 2968).

Amendement n° 26 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 2968).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2968).

Favorable : *Saumade (Gérard)* (p. 2968).

Article 18 *(art. 142 du code minier : coordination)* : adopté (p. 2968).

Après l'article 18 :

Amendement n° 27 du Gouvernement (dispose que les plans d'occupation des sols doivent préciser les catégories d'exploitations classées acceptées, interdite ou faisant l'objet de restrictions et définit, dans ce domaine, le régime transitoire applicable aux carrières) : adopté (p. 2968).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2968).

Favorable : *Saumade (Gérard)* (p. 2968).

Amendement n° 28 du Gouvernement (porte à quinze ans la durée d'une autorisation de défrichement lorsque celui-ci a pour objet le défrichement de carrières autorisées) : adopté (p. 2968).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2968).

Favorable : *Saumade (Gérard)* (p. 2968).

Article 19 *(dispositions transitoires)* (p. 2968) : adopté après modifications (p. 2969).

Amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (précise le régime transitoire applicable aux carrières existant à la date de l'inscription des carrières dans la nomenclature des installations classées) : adopté (p. 2969).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2969).

Favorable : *Saumade (Gérard)* (p. 2969).

Après l'article 19 :

Amendement n° 30 du Gouvernement (précise que le décret d'inscription des carrières dans la nomenclature des installations classées sera pris dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi) : adopté (p. 2969).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2969).

Titre : *« proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et à créer la commission départementale des carrières ».*

Explications de vote : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2969).

Intervention du Gouvernement : Royal (Ségolène) (p. 2970).

Assemblée nationale : commission des lois : modification de la proposition de loi : réduction du rôle des élus locaux : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2969, 2970).

Environnement : impératifs économiques et protection de l'environnement : conciliation : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2969) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2970).

Lois : proposition de loi : intérêt et nécessité : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 2970).

Vote des groupes :

Groupe communiste : contre : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2970).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2970).

DEUXIEME LECTURE

Avent la discussion des articles [3 décembre 1992] (p. 6490).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des lois : *Saumade (Gérard)* (p. 6490).

Intervention du Gouvernement : Royal (Ségolène) (p. 6491).

Discussion générale : Nayral (Bernard) (p. 6491) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6492).

Principaux thèmes développés :

Carrières :

- autorisation administrative : *Saumade (Gérard)* (p. 6490) ;
- contrôle, garanties financières et sanctions : délai du recours ouvert aux tiers : *Saumade (Gérard)* (p. 6490) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6492) ;
- régime légal : élaboration progressive et complexité actuelle : *Nayral (Bernard)* (p. 6491) ;
- régime légal : unification et simplification : objet et intérêt de la proposition de loi : *Saumade (Gérard)* (p. 6490, 6491) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6491) ; *Nayral (Bernard)* (p. 6491) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6492).

Départements : schémas départementaux et commissions départementales des carrières : *Saumade (Gérard)* (p. 6490, 6491) ; *Nayral (Bernard)* (p. 6491) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6492).

Environnement : carrières : intérêt économique et protection de l'environnement : conciliation : *Saumade (Gérard)* (p. 6490) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6491) ; *Nayral (Bernard)* (p. 6491, 6492) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6492).

Parlement :

- propositions de loi : rôle du Parlement : *Saumade (Gérard)* (p. 6492) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6492) ;
- Sénat : première lecture : modifications apportées à la proposition de loi : *Saumade (Gérard)* (p. 6490, 6491) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6492) ;
- travaux : qualité et coopération avec le Gouvernement : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6491) ; *Nayral (Bernard)* (p. 6492) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6492).

Discussion des articles [3 décembre 1992] (p. 6492).

Article 1er *bis* nouveau *(constitution de garanties financières)* (p. 6492) : adopté après modifications (p. 6493).

Amendement n° 12 de la commission (précise les installations pour lesquelles les garanties financières peuvent être exigées et procède à une modification rédactionnelle) : adopté (p. 6493).

Soutenu par : *Saumade (Gérard)* (p. 6493).

Favorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6493).

Article 2 *bis* nouveau *(autorisation d'une exploitation de carrière)* : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 1 (p. 6493).

Amendement n° 1 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale à l'article 3 *bis*) : adopté (p. 6493).

Soutenu par : *Saumade (Gérard)* (p. 6493).

Favorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6493).

Article 2 *ter* nouveau *(règles générales et prescriptions techniques)* : adopté (p. 6493).

Article 2 *quater* nouveau *(servitudes d'utilité publique)* (p. 6493) : adopté après modifications (p. 6494).

Amendement n° 2 de la commission (supprime la possibilité d'instituer un périmètre de servitude d'intérêt public sur des terrains exposés à des risques importants du fait de l'exploitation d'une installation) (p. 6493) : adopté (p. 6494).

Soutenu par : *Saumade (Gérard)* (p. 6493, 6494).

Observations : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6493, 6494).

Article 2 *quinquies* nouveau *(délai de recours ouvert aux tiers)* (p. 6494) : adoptè après modifications (p. 6495).

Amendement n° 3 de la commission (précise que le délai de recours prend pour point de départ le début de l'exploitation) (p. 6494) : adopté (p. 6495).

Soutenu par : *Saumade (Gérard)* (p. 6494).

Favorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6494, 6495).

Défavorables : *Gantier (Gilbert)* (p. 6494, 6495) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6494, 6495) ;

Observations : *Gouzes (Gérard)* (p. 6494, 6495) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 6494).

Article 2 sexies nouveau *(installations existantes avant leur inscription dans la nomenclature des installations classées) :* adopté (p. 6495).

Article 3 *(dispositions applicables aux exploitations de carrières)* (p. 6495) : adopté après modifications (p. 6497).

Amendement n° 4 de la commission (de précision) : adopté (p. 6496).

Soutenu par : *Saumade (Gérard)* (p. 6496).

Favorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6496).

Amendement n° 5 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale en ce qui concerne le renouvellement de l'autorisation) : adopté (p. 6496).

Soutenu par : *Saumade (Gérard)* (p. 6496).

Favorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6496).

Amendement n° 6 rectifié de la commission (dispose que le ministre donne seulement un avis sur l'ouverture d'une carrière dans les vignobles de qualité) : adopté (p. 6496).

Soutenu par : *Saumade (Gérard)* (p. 6496).

Favorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6496).

Amendement n° 7 de la commission (supprime les dispositions qui soustraient l'ouverture de certaines carrières à l'obligation d'enquête publique) : adopté (p. 6496).

Soutenu par : *Saumade (Gérard)* (p. 6496).

Favorables : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6496) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6496).

Amendement n° 15 de M. Gilbert Gantier (supprime la disposition qui précise que la commission départementale est composée « à parts égales » des représentants des administrations, des collectivités territoriales, de la profession, des associations de protection de l'environnement et des professions agricoles) : adopté (p. 6496).

Favorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6496).

Défavorable : *Saumade (Gérard)* (p. 6496).

Amendement n° 8 de la commission (dispose que le président du conseil général est membre de droit de la commission) : adopté (p. 6497).

Soutenu par : *Saumade (Gérard)* (p. 6497).

Favorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6497).

Amendement n° 9 de la commission (précise que la commission départementale est seule compétente pour donner un avis motivé sur les demandes d'autorisation) : adopté (p. 6497).

Soutenu par : *Saumade (Gérard)* (p. 6497).

Favorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6497).

Articles 3 *bis* à 3 *quater* et 5 supprimés par le Sénat *(autorisations des exploitations de carrières)* (p. 6497).

Article 5 *bis* nouveau *(contentieux de pleine juridiction) :* adopté (p. 6497).

Article 11 *(art. 109 du code minier : permis d'exploitation des carrières) :* adopté après modifications (p. 6497).

Amendement n° 11 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté après modifications (p. 6497).

Soutenu par : *Saumade (Gérard)* (p. 6497).

Favorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6497).

Sous-amendement n° 16 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 6497).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6497).

Favorable : *Saumade (Gérard)* (p. 6497).

Articles 11 *bis* et 13 à 15 *ter* *(art. 110, 112, 113, 114, 115, 116, 119-1, 119-5 et 119-9 du code minier : coordination avec la nouvelle rédaction de l'article 109 du code minier)* (p. 6497) : adoptés (p. 6497, 6498).

Article 16 *(art. 130 du code minier : régime des haldes et terrils de mines) :* adopté (p. 6498).

Article 18 *ter* *(art. L. 311-1 du code forestier : autorisations de défrichement) :* adopté après modifications (p. 6498).

Amendement n° 17 du Gouvernement (dispose que la durée d'une autorisation de défrichement est modulable, dans une limite de 15 ans, par l'autorité qui la délivre) : adopté (p. 6498).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6498).

Favorable : *Saumade (Gérard)* (p. 6498).

Amendement n° 13 de la commission (dispose qu'une autorisation de défrichement ne peut être suspendue d'office, mais seulement après une mise en demeure restée sans effet) : adopté (p. 6498).

Soutenu par : *Saumade (Gérard)* (p. 6498).

Favorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6498).

Après l'article 18 *ter* :

Amendement n° 14 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6498).

Soutenu par : *Saumade (Gérard)* (p. 6498).

Favorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6498).

Article 19 *(dispositions transitoires) :* adopté (p. 6499).

Article 20 *(entrée en vigueur du projet de loi) :* adopté (p. 6499).

Amendement n° 18 du Gouvernement (subordonne l'entrée en vigueur de la loi à la publication du décret relatif aux carrières prévu par l'article 2 modifié de la loi du 19 juillet 1976) : rejeté (p. 6499).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 6499).

Défavorables : *Saumade (Gérard)* (p. 6499) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 6499).

Explications de vote : *Hage (Georges)* (p. 6499) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 6499).

Carrières : contrôle et sanctions : délai du recours ouvert aux tiers : *Limouzy (Jacques)* (p. 6499).

Communes : carrières : insuffisance des pouvoirs : *Hage (Georges)* (p. 6499).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Hage (Georges)* (p. 6499).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 6499).

TROISIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 1992] (p. 7594).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des lois : *Saumade (Gérard)* (p. 7594).

Intervention du Gouvernement : Royal (Ségolène) (p. 7595).

Principaux thèmes développés :

Carrières :

- contrôles, garanties financières et sanctions : délai de recours ouvert aux tiers : *Saumade (Gérard)* (p. 7594) ;
- défrichement : *Saumade (Gérard)* (p. 7595) ;
- régime légal : unification et simplification : intérêt et apport de la proposition de loi : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 7595).

Départements : commissions départementales des carrières : composition et mission : *Saumade (Gérard)* (p. 7595).

Parlement : proposition de loi : qualité des travaux des deux assemblées : *Saumade (Gérard)* (p. 7594, 7595) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 7595).

Discussion des articles [19 décembre 1992] (p. 7595).

Article 2 *quinquies* *(délai du recours ouvert aux tiers) :* adopté (p. 7595).

Article 3 *(dispositions applicables aux installations de carrières) :* adopté (p. 7595).

Article 18 *ter* *(autorisation de défrichement) :* adopté (p. 7595).

Explications de vote : *Gantier (Gilbert)* (p. 7595).

Parlement : travaux sur la proposition de loi et modifications adoptées par le Sénat en deuxième lecture : *Gantier (Gilbert)* (p. 7596).

Vote des groupes :

Groupe U.D.F. : pour : *Gantier (Gilbert)* (p. 7596).

Adoption définitive de l'ensemble de la proposition de loi (p. 7596).

Questions au Gouvernement :

- **n° 1378 - Bassins miniers de Lorraine et de Provence :** *Kert (Christian).* Réponse : *Billardon (André),* ministre délégué à l'énergie [28 octobre 1992] (p. 4472, 4473) :

Bassins de Lorraine et de Gardanne près d'Aix-en-Provence ; emploi et activité ; rapport de M. Saglio ; rôle financier d'E.D.F. ; avenir des houillères : restructuration et modernisation.

Voir *Environnement* **45.**
Lois de finances **11,** deuxième partie : Environnement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Industrie et commerce extérieur.

MORT

5. Proposition de loi n° 2641 tendant à modifier les dispositions du code des communes relatives au **service des pompes funèbres.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 avril 1992 par MM. Claude Barate, Jean-Louis Masson et Gérard Léonard. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Toubon (22 mai 1992).

8. Projet de loi n° 2985 modifiant le **titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, et Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Colcombet (5 novembre 1992). - Urgence déclarée le 13 novembre 1992. - Rapport **n° 3052** (19 novembre 1992). - Discussion et adoption le 2 décembre 1992. - Projet de loi **n° 744.**

Sénat (première lecture). - **N° 83** (1992-1993). - Dépôt le 3 décembre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Tizon. - Rapport **n° 126** (1992-1993) (16 décembre 1992). - Discussion et adoption le 21 décembre 1992. - Projet de loi **n° 64** (1992-1993).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 3219.** - Dépôt le 22 décembre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 23 décembre 1992] (p. 17634). - Réunion le 22 décembre 1992. - Bureau [*J.O.* du 23 décembre 1992] (p. 17635).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. François Colcombet. - Rapport **n° 3225** (22 décembre 1992). - Discussion et adoption le 22 décembre 1992. - Projet de loi **n° 798.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean-Pierre Tizon. - Rapport **n° 178** (1992-1993) (22 décembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 22 décembre 1992. - Projet de loi **n° 68** (1992-1993).

Loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 publiée au *J.O.* du 9 janvier 1993 (p. 499).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 décembre 1992] (p. 6427, 6445).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des lois : *Colcombet (François)* (p. 6427).

Intervention du Gouvernement : Sueur (Jean-Pierre) (p. 6430).

Discussion générale : Delattre (Francis) (p. 6433) ; *Ravier (Guy)* (p. 6434) ; *Léonard (Gérard)* (p. 6436) ; *Vidal (Yves)* (p. 6437) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6438) ; *Lombard (Paul)* (p. 6445) ; *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 6446) ; *Barate (Claude)* (p. 6448) ; *Delahais (Jean-François)* (p. 6448).

Réponse du Gouvernement : Sueur (Jean-Pierre) (p. 6449).

Principaux thèmes développés :

Action sociale et solidarité nationale : personnes sans ressources : enterrement : prise en charge : *Vidal (Yves)* (p. 6438) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6449).

Chambres funéraires (funérarium) : *Colcombet (François)* (p. 6429).

Chambres mortuaires : *Colcombet (François)* (p. 6430).

Cimetières : *Colcombet (François)* (p. 6429).

Communes :

- Avignon : service public funéraire : organisation : *Ravier (Guy)* (p. 6435) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6449) ;
- Grenoble : service public funéraire : organisation : *Delahais (Jean-François)* (p. 6449) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6450) ;
- monopole communal : régie directe et concession unique : évolution ou suppression : *Colcombet (François)* (p. 6428, 6429) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6431, 6432, 6449, 6450) ; *Delattre (Francis)* (p. 6434) ; *Ravier (Guy)* (p. 6435) ; *Léonard (Gérard)* (p. 6436) ; *Vidal (Yves)* (p. 6437, 6438) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6438) ; *Lombard (Paul)* (p. 6445, 6446) ; *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 6447) ; *Barate (Claude)* (p. 6448) ;
- régies municipales et sociétés concessionnaires : salariés : précarisation de leur situation : *Lombard (Paul)* (p. 6446).

Conseil national des opérations funéraires : *Colcombet (François)* (p. 6429) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6432) ; *Delattre (Francis)* (p. 6434) ; *Léonard (Gérard)* (p. 6437).

Crématoriums : *Ravier (Guy)* (p. 6435, 6436) ; *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 6447, 6448) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6450).

Départements : Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle : activités funéraires : droit local : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6438).

Lois :

- projet de loi : contenu, nécessité et opportunité : *Colcombet (François)* (p. 6430) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6430, 6433) ; *Delattre (Francis)* (p. 6434) ; *Ravier (Guy)* (p. 6435) ; *Léonard (Gérard)* (p. 6436) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6438) ; *Lombard (Paul)* (p. 6446) ; *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 6447, 6448) ; *Barate (Claude)* (p. 6448) ; *Delahais (Jean-François)* (p. 6448) ;

- projet de loi : entrée en vigueur : régime transitoire : *Colcombet (François)* (p. 6430) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6433, 6450) ; *Delattre (Francis)* (p. 6434) ; *Ravier (Guy)* (p. 6436) ; *Léonard (Gérard)* (p. 6437) ; *Vidal (Yves)* (p. 6438) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6438) ; *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 6447) ; *Barate (Claude)* (p. 6448).

Office national de thanatologie : *Lombard (Paul)* (p. 6446) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6449).

Pompes funèbres :

- pompes funèbres et pratiques funéraires : historique et évolution : *Colcombet (François)* (p. 6427) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6430) ; *Ravier (Guy)* (p. 6434) ; *Léonard (Gérard)* (p. 6436) ;
- publicité et démarchage : *Colcombet (François)* (p. 6430) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6432, 6450) ; *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 6447) ;
- réforme : propositions antérieures : *Colcombet (François)* (p. 6428) ; *Ravier (Guy)* (p. 6435) ; *Lombard (Paul)* (p. 6445) ; *Barate (Claude)* (p. 6448) ;
- régime juridique : dérive, carences et défauts d'application : conclusions de la mission interministérielle : *Colcombet (François)* (p. 6428, 6429) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6430, 6449) ; *Delattre (Francis)* (p. 6433) ; *Ravier (Guy)* (p. 6435) ; *Léonard (Gérard)* (p. 6436) ; *Vidal (Yves)* (p. 6437) ; *Lombard (Paul)* (p. 6445, 6446) ; *Barate (Claude)* (p. 6448) ; *Delahais (Jean-François)* (p. 6448, 6449) ;
- règlement national et règlements municipaux : information des familles : *Colcombet (François)* (p. 6430) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6432) ; *Léonard (Gérard)* (p. 6437) ; *Vidal (Yves)* (p. 6438) ; *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 6447) ;
- secteur concurrentiel : développement : moralisation, définition des charges et habilitation : *Colcombet (François)* (p. 6428, 6429) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6431, 6432, 6449) ; *Delattre (Francis)* (p. 6434) ; *Ravier (Guy)* (p. 6435) ; *Léonard (Gérard)* (p. 6437) ; *Vidal (Yves)* (p. 6438) ; *Lombard (Paul)* (p. 6445) ; *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 6447) ; *Barate (Claude)* (p. 6448) ; *Delahais (Jean-François)* (p. 6449) ;
- service public des pompes funèbres : contenu, missions, réglementation : *Colcombet (François)* (p. 6429) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6430, 6431, 6432, 6449) ; *Ravier (Guy)* (p. 6435) ; *Léonard (Gérard)* (p. 6436) ; *Lombard (Paul)* (p. 6446) ; *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 6446, 6447) ;
- service public des pompes funèbres : protection juridique et pénale : contentieux d'application de la loi n° 86-29 du 9 janvier 1986 portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales : *Colcombet (François)* (p. 6428) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6430) ; *Léonard (Gérard)* (p. 6436, 6437) ; *Vidal (Yves)* (p. 6437, 6438) ;
- tarifs : *Colcombet (François)* (p. 6428) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6431) ; *Delattre (Francis)* (p. 6433) ; *Lombard (Paul)* (p. 6445, 6446).

Discussion des articles [2 décembre 1992] (p. 6450).

Avant l'article 1er :

Chapitre Ier : *dispositions relatives aux pompes funèbres.*

Amendement n° 47 de M. Paul Lombard (précise la nature et les missions du service public des pompes funèbres et réaffirme le caractère exclusif de son action dans ce domaine) (p. 6450) : rejeté au scrutin public (p. 6451).

Défavorables : *Colcombet (François)* (p. 6451) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6451).

Article 1er *(art. L. 362-1 du code des communes : organisation du service public des pompes funèbres)* (p. 6451) : adopté après modifications (p. 6453).

Défavorable : *Lombard (Paul)* (p. 6451).

Observations : *Colombier (Georges)* (p. 6451).

Crématoriums : monopole communal : *Colombier (Georges)* (p. 6451).

Pompes funèbres : monopole communal : suppression : *Colombier (Georges)* (p. 6451) ; *Lombard (Paul)* (p. 6451).

Projet de loi : application : période transitoire : *Colombier (Georges)* (p. 6451).

Amendement n° 6 de la commission (dispose que le service extérieur des pompes funèbres est une mission de service public ; précise le contenu des prestations qu'elle comporte et les différentes formes juridiques que son organisation peut revêtir) (p. 6452) : adopté après modifications (p. 6453).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6452).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6452).

Crématoriums : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6452).

Sous-amendement n° 120 de M. Gérard Léonard (précise que l'organisation des obsèques fait partie des missions de service public assurées par le service extérieur des pompes funèbres) (p. 6452) : adopté (p. 6453).

Favorable : *Colcombet (François)* (p. 6452).

Sous-amendement n° 78 du Gouvernement (de précision) (p. 6452) : adopté (p. 6453).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6542).

Favorable : *Colcombet (François)* (p. 6452).

Sous-amendement n° 79 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 6452) : adopté (p. 6453).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6542).

Favorable : *Colcombet (François)* (p. 6452).

Sous-amendement n° 121 de M. Claude Barate (précise que, quelle que soit la forme juridique d'organisation retenue, les entreprises sont soumises aux mêmes régles sociales et fiscales) (p. 6452) ; rectifié puis adopté (p. 6453).

Favorable : *Colcombet (François)* (p. 6452, 6453).

Défavorable : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 6453).

Observations : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6452, 6453) ; *Tardito (Jean)* (p. 6453) ; *Wacheux (Marcel)* (p. 6453).

Amendements n°s 1 et 2 de M. Guy Ravier, 49, 50 et 51 de M. Paul Lombard, 111 de M. Jean-François Delahais, 96 de M. Gérard Léonard, 109 de M. Maurice Adevah-Pœuf et 92 de M. Francis Delattre : devenus sans objet (p. 6453).

Article 2 *(art. L. 362-1-1 du code des communes : règlements national et municipaux)* (p. 6453) : adopté après modifications (p. 6455).

Amendement n° 7 rectifié de la commission (précise le contenu du règlement national des pompes funèbres et dispose que ce règlement est établi par décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 6454).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6454).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6454).

Sous-amendement n° 80 du Gouvernement (rédactionnel) : rejeté (p. 6454).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6454).

Défavorable : *Colcombet (François)* (p. 6454).

Amendements n°s 53 et 54 de M. Paul Lombard : devenus sans objet (p. 6454).

Amendement n° 8 de la commission (précise la nature des obligations que les règlements municipaux peuvent prescrire aux régies et entreprises habilitées) (p. 6454) : adopté après modifications (p. 6455).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6454).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6454).

Sous-amendement n° 81 du Gouvernement (dispose que les documents relatifs aux prestations types déposés à la mairie sont établis par l'autorité municipale) (p. 6454) : adopté (p. 6455).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6454).

Défavorable : *Colcombet (François)* (p. 6454, 6455).

Amendement n° 55 de M. Paul Lombard : devenu sans objet (p. 6455).

Amendement n° 3 de M. Guy Ravier (autorise les communes à créer un observatoire local des activités funéraires) : adopté (p. 6455).

Observations : *Colcombet (François)* (p. 6455) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6455).

Après l'article 2 :

Amendement n° 56 de M. Paul Lombard (dispose que le ministre de l'intérieur établit par décret les tarifications des prestations funéraires ainsi que leur plafond d'évolution selon les régions) : rejeté (p. 6455).

Défavorables : *Colcombet (François)* (p. 6455) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6455).

Article 3 *(art. L. 362-2 du code des communes : taxes)* (p. 6455) : adopté après modifications (p. 6456).

Amendement n° 110 de M. Maurice Adevah-Pœuf (dispose que les taxes d'inhumation ou de convoi sont acquittées par l'entreprise ou l'organisme prestataire) (p. 6455) : rejeté (p. 6456).

Défavorables : *Colcombet (François)* (p. 6456) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6456).

Amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6456).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6456).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6456).

Article 4 *(art. L. 362-2-1 du code des communes : délivrance de l'habilitation)* (p. 6456) : adopté après modifications (p. 6460).

Amendement n° 97 de M. Gérard Léonard (dispose que tous les établissements travaillant directement ou indirectement sous la marque d'une entreprise doivent être spécifiquement habilités) (p. 6456) : retiré (p. 6457).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6456, 6457).

Observations : *Colcombet (François)* (p. 6456).

Amendement n° 57 de M. Paul Lombard (soustrait les régies municipales à l'obligation d'habilitation) : rejeté (p. 6457).

Défavorables : *Colcombet (François)* (p. 6457) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6457).

Observations : *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 6457).

Amendement n° 10 de la commission (précise que chaque établissement d'une même entreprise est soumis à habilitation) : adopté (p. 6457).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6457).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6457).

Amendement n° 11 rectifié de la commission (dispose que sont soumises à habilitation les régies et entreprises qui fournissent de manière directe et non épisodique, sous leur marque ou non, les prestations définies à l'article 1er du projet) : adopté (p. 6457).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6457).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6457).

Amendement n° 12 de la commission (précise que le décret en Conseil d'Etat fixe également la durée de l'habilitation) : adopté (p. 6457).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6457).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6457).

Discussion commune des amendements n°s 13 et 58.

Amendement n° 13 de la commission (dispose que le ministre de l'intérieur peut également accorder les habilitations) : adopté (p. 6458).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6458).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6458).

Amendement n° 58 de M. Paul Lombard (dispose que les habilitations sont délivrées par le Conseil national des opérations funéraires) : devenu sans objet (p. 6458).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 6458).

Défavorables : *Colcombet (François)* (p. 6458) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6458).

Amendement n° 59 de M. Paul Lombard (dispose que l'habilitation est accordée après avis des maires du département concerné) : rejeté (p. 6459).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 6459).

Défavorables : *Colcombet (François)* (p. 6459) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6459).

Amendement n° 14 de la commission (propose que l'honorabilité des dirigeants figure parmi les critères d'habilitation) : adopté (p. 6459).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6459).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6459).

Amendement n° 15 de la commission (propose que la régularité de la situation du bénéficiaire au regard des impositions de toute nature et des cotisations sociales figure parmi les critères d'habilitation) : adopté (p. 6459).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6459).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6459).

Amendement n° 60 de M. Paul Lombard (dispose que l'habilitation est de portée départementale) (p. 6459) : rejeté (p. 6460).

Défavorables : *Colcombet (François)* (p. 6459, 6460) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6459).

Observations : *Tardito (Jean)* (p. 6459).

Amendement n° 61 de M. Paul Lombard (précise qu'un maire peut faire appel de l'habilitation auprès du Conseil national des opérations funéraires) : rejeté (p. 6460).

Défavorables : *Colcombet (François)* (p. 6460) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6460).

Article 5 *(art. L. 362-2-2 du code des communes : moralité et nationalité des dirigeants)* (p. 6460) : adopté après modifications (p. 6462).

Amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6460).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6460).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6460).

Amendement n° 17 de la commission (réduit le nombre d'infractions ayant fait l'objet de condamnations et susceptibles d'interdire l'exercice de la profession ; précise, pour leur incrimination, la formulation retenue par le nouveau code pénal) (p. 6460) : adopté après modifications (p. 6461).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6460, 6461).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6461).

Observations : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6461) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 6461).

Discussion commune des sous-amendements n°s 82 et 98 rectifié.

Sous-amendement n° 82 du Gouvernement (dispose que le vol, l'attentat aux mœurs, le recel, l'homicide et les coups et blessures volontaires interdisent également l'accès à la profession) : adopté (p. 6460).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6461).

Défavorable : *Colcombet (François)* (p. 6461).

Sous-amendement n° 98 rectifié de M. Gérard Léonard (dispose que le vol ou le recel dans l'exercice de la profession interdit également l'accès à celle-ci) : satisfait (p. 6460).

Favorable : *Colcombet (François)* (p. 6461).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6461).

Amendement n° 18 de la commission (étend les dispositions de l'article aux étrangers ayant été condamnés pour les mêmes faits par une juridiction étrangère ; précise les modalités selon lesquelles est appréciée cette condamnation au regard du droit français) (p. 6461) : adopté après modifications (p. 6462).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6461).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6461).

Sous-amendement n° 83 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 6461).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6461).

Favorable : *Colcombet (François)* (p. 6461).

Amendement n° 19 de la commission (étend aux étrangers l'interdiction pour faillite) : adopté (p. 6462).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6462).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6462).

Amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6462).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6462).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6462).

Article 6 *(art. L. 362-2-3 du code des communes : suspension et retrait de l'habilitation)* : adopté après modifications (p. 6462).

Amendement n° 21 de la commission (supprime la possibilité de suspendre ou de supprimer l'habilitation pour manquement à la probité) : adopté (p. 6462).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6462).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6462).

Amendement n° 90 de M. Maurice Adevah-Pœuf (dispose qu'en cas de récidive le retrait de l'habilitation est automatique) : adopté (p. 6462).

Défavorables : *Colcombet (François)* (p. 6462) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6462).

Amendement n° 22 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6462).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6462).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6462).

Article 7 *(art. L. 362-2-4 du code des communes : Conseil national des opérations funéraires)* (p. 6462) : adopté après modifications (p. 6464).

Amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6463).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6463).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6463).

Amendement n° 24 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6463).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6463).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6463).

Amendement n° 62 de M. Paul Lombard (dispose que les organisations syndicales sont représentées au Conseil national par des salariés élus « à la proportionnelle de leur influence ») : rejeté (p. 6463).

Défavorables : *Colcombet (François)* (p. 6463) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6463).

Amendement n° 84 du Gouvernement (dispose que les associations familiales sont également représentées au Conseil national) : adopté (p. 6463).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6463).

Favorable : *Colcombet (François)* (p. 6463).

Amendement n° 25 de la commission (prévoit qu'un médecin et des ministres des cultes font partie du Conseil national) : rejeté (p. 6464).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6464).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6464).

Discussion commune des amendements n°s 63 et 85.

Amendement n° 63 de M. Paul Lombard (dispose que le Conseil national publie un rapport annuel qui retrace l'application de la loi et plus particulièrement les tarifs pratiqués) : rejeté (p. 6464).

Défavorable : *Colcombet (François)* (p. 6464).

Amendement n° 85 du Gouvernement (dispose que le Conseil national publie tous les deux ans un rapport sur ses activités et les conditions de fonctionnement du secteur funéraire) : adopté (p. 6464).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6464).

Favorable : *Colcombet (François)* (p. 6464).

Défavorable : *Lombard (Paul)* (p. 6464).

Amendement n° 26 corrigé de la commission (de coordination) : adopté (p. 6464).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6464).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6464).

Article 8 *(art. L. 362-3 du code des communes : fourniture de matériel pour des obsèques)* : adopté après modifications (p. 6464).

Amendement n° 27 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6464).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6464).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6464).

Article 9 *(art. L. 362-3-1 du code des communes : personnes dépourvues de ressources suffisantes)* : adopté après modifications (p. 6465).

Amendement n° 28 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6465).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6465).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6465).

Article 10 *(art. L. 362-4-1 du code des communes : abrogation du droit d'option)* : adopté (p. 6465).

Article 11 *(art. L. 362-8 du code des communes : confusion avec les services communaux)* : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 29 modifié (p. 6465).

Amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) : adopté après modifications (p. 6465).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6465).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6465).

Sous-amendement n° 86 du Gouvernement (précise que seules les régies communales peuvent utiliser la mention « régisseur officiel de la ville ») : adopté (p. 6465).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6465).

Favorable : *Colcombet (François)* (p. 6465).

Article 12 *(art. L. 362-9 du code des communes : mentions sur la publicité)* : adopté après modifications (p. 6465).

Amendement n° 30 de la commission (propose que les régies et entreprises habilitées précisent seulement sur leurs dépliants ou publicités leur forme sociale, le montant de leur capital et l'habilitation dont elles sont titulaires) : adopté (p. 6465).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6465).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6465).

Amendement n° 64 de M. Paul Lombard : devenu sans objet (p. 6465).

Article 13 *(art. L. 362-10 du code des communes : démarchage)* (p. 6465) : adopté après modifications (p. 6466).

Amendement n° 91 de M. Maurice Adevah-Pœuf (interdit également les offres de services présentées dans le but de faire obtenir une commande à un prestataire ou le réglement d'un convoi) : adopté (p. 6466).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6466).

Défavorable : *Colcombet (François)* (p. 6466).

Amendement n° 31 de la commission (dispose que le démarchage est interdit pour l'ensemble des prestations définies à l'article 1er du projet) : adopté après modifications (p. 6466).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6466).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6466).

Sous-amendement n° 99 de M. Gérard Léonard (interdit également le démarchage à domicile) : adopté (p. 6466).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6466).

Défavorable : *Colcombet (François)* (p. 6466).

Article 14 *(art. L. 362-11 du code des communes : majoration des tarifs officiels)* (p. 6466) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 32 (p. 6467).

Amendement n° 32 de la commission (maintient les dispositions du code des communes qui interdisent toute majoration du tarif des concessions dans les cimetières, des taxes ou droits de toute nature) (p. 6466) : adopté (p. 6467).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6466).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6466, 6467).

Article 15 *(art. L. 362-12 du code des communes : sanctions pénales)* : adopté après modifications (p. 6467).

Amendement n° 33 de la commission (propose une nouvelle rédaction de l'article et punit d'une amende de 500 000 F la violation des régles sur la confusion de dénominations avec les services communaux et l'atteinte aux prescriptions en matière de publicité et de démarchage) : adopté après modifications (p. 6467).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6467).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6467).

Sous-amendement n° 87 du Gouvernement (punit de la même peine la violation de l'interdiction de majorer les tarifs officiels) : adopté (p. 6467).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6467).

Favorable : *Colcombet (François)* (p. 6467).

Après l'article 15 :

Amendement n° 113 du Gouvernement (interdit la corruption active ou passive de personnes ayant par profession connaissance de décés, afin qu'elles préviennent les prestataires de la survenance de ces décès ou qu'elles recommandent aux familles les services d'une entreprise déterminée) : rejeté (p. 6467).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6467).

Défavorable : *Colcombet (François)* (p. 6467).

Amendement n° 114 du Gouvernement (interdit aux personnes ayant par profession connaissance de décès de solliciter des avantages matériels ou financiers pour prévenir les entreprises prestataires de la survenance de ces décès ou pour recommander aux familles les services d'une entreprise déterminée) : rejeté (p. 6467).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6467).

Défavorable : *Colcombet (François)* (p. 6467).

Discussion commune des amendements n°s 35, deuxième rectification, 115, 116 et 112.

Amendement n° 35 deuxième rectification de la commission (précise les dispositions pénales qui sanctionnent la corruption active ou passive des personnes qui, par profession, ont à connaître de décés) (p. 6467) : adopté (p. 6468).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6468).

Amendement n° 115 du Gouvernement (punit de cinq ans d'emprisonnement et de 500 000 F d'amende la corruption active ou passive de personnes ayant, par profession, connaissance de décés) : rejeté (p. 6468).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6467).

Favorable : *Colcombet (François)* (p. 6468).

Amendement n° 116 du Gouvernement (punit de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 F d'amende les personnes qui, ayant par profession connaissance de décés, sollicitent des entreprises prestataires des avantages matériels ou financiers en échange d'informations sur la survenance de ces décés ou de conseils prodigués aux familles) : rejeté (p. 6468).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6467).

Défavorable : *Colcombet (François)* (p. 6468).

Amendement n° 112 du Gouvernement (insère dans le chapitre II du titre VI du code des communes relatif aux pompes funèbres, une section III intitulée : « Sanctions pénales ») : adopté (p. 6468).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6468).

Favorable : *Colcombet (François)* (p. 6468).

Amendement n° 34 de la commission (dispose que les personnes morales peuvent être reconnues pénalement responsables des infractions définies à l'article 15) (p. 6468) : adopté (p. 6469).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6469).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6469).

Amendement n° 65 de M. Paul Lombard (dispose qu'en cas de manquement au règlement national une délibération du conseil municipal peut interdire pour cinq ans toute activité de l'entreprise concernée dans la commune) : rejeté (p. 6469).

Défavorables : *Colcombet (François)* (p. 6469) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6469).

Avant l'article 16 :

Chapitre II : *dispositions diverses.*

Discussion commune des amendements n°s 118, 100 et 104.

Amendement n° 118 du Gouvernement (dispose qu'un décret organise la délivrance d'un diplôme national de thanatopracteur ; précise que ce diplôme est exigé des thanatopracteurs pour obtenir l'habilitation) : adopté (p. 6469).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6469).

Favorable : *Colcombet (François)* (p. 6469).

Amendement n° 100 de M. Gérard Léonard (décide de la création d'un diplôme de thanatopracteur qui confère à ses détenteurs l'exclusivité des activités dans ce domaine) : devenu sans objet (p. 6469).

Défavorable : *Colcombet (François)* (p. 6469).

Amendement n° 104 de la commission (réserve la pratique de la thanatopraxie aux personnes dont la capacité professionnelle est attestée dans des conditions définies par décret) : devenu sans objet (p. 6469).

Soutenu par : *Léonard (Gérard)* (p. 6469).

Favorable : *Colcombet (François)* (p. 6469).

Amendement n° 93 de M. Francis Delattre (supprime les vacations de police pour les exhumations) : non soutenu (p. 6469).

Observations : *Colcombet (François)* (p. 6469) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6469).

Police : *Colcombet (François)* (p. 6469) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6469).

Article 16 *(art. L. 362-18 du code des communes : crémation des ossements restant dans une concession à l'abandon)* (p. 6469) : adopté (p. 6470).

Article 17 *(art. L. 362-19 du code des communes : chambres funéraires)* (p. 6470) : adopté après modifications (p. 6471).

Amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6470).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6470).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6470).

Amendement n° 119 de M. Gérard Léonard (dispose que les communes dans lesquelles sont installées des chambres funéraires peuvent percevoir des droits pour le dépôt et l'incinération des corps) : rejeté (p. 6470).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6470).

Observations : *Colcombet (François)* (p. 6470).

Amendement n° 4 de M. Guy Ravier (précise que, pour être admise dans une chambre funéraire, la personne ne doit pas être décédée des suites non d'une maladie transmissible mais d'une maladie contagieuse) : adopté (p. 6470).

Favorable : *Colcombet (François)* (p. 6470).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6470).

Sida : *Ravier (Guy)* (p. 6470).

Amendement n° 66 de M. Paul Lombard (dispose que les chambres funéraires peuvent recevoir les corps des personnes décédées des suites d'une maladie transmissible lorsqu'ils ont été préalablement mis en bière) : rejeté (p. 6470).

Défavorables : *Colcombet (François)* (p. 6470) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6470).

Amendement n° 71 de M. Jean-François Delahais (dispose que la création d'une chambre funéraire doit obtenir non « l'avis » mais « l'accord » du conseil municipal concerné) (p. 6470) : rejeté (p. 6471).

Défavorables : *Colcombet (François)* (p. 6471) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6471).

Amendement n° 37 de la commission (interdit la confusion entre les locaux de la chambre funéraire et ceux destinés aux autres prestations funéraires ; sanctionne de 500 000 F d'amende la violation de la réglementation relative aux chambres funéraires) : adopté (p. 6471).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6471).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6471).

Observations : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 6471) ; *Colombier (Georges)* (p. 6471) ; *Delahais (Jean-François)* (p. 6471).

Article 18 *(art. L. 362-19-1 du code des communes : chambres mortuaires)* (p. 6471) : adopté (p. 6472).

Amendement n° 38 de la commission (dispose que les établissements publics ou privés hébergeant des personnes âgées doivent également, dans des conditions fixées par décret, disposer d'une chambre mortuaire) (p. 6471) : rejeté (p. 6472).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6472).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6472).

Observations : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 6472).

Sous-amendement n° 117 du Gouvernement (précise que les corps sont « admis » dans la chambre mortuaire) (p. 6471) : retiré (p. 6472).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6472).

Après l'article 18 :

Amendement n° 94 de M. Rudy Salles (dispose que les communes dans lesquelles sont installées des chambres funéraires peuvent percevoir des droits pour le dépôt des corps) : rejeté (p. 6472).

Article 19 *(art. L. 361-20 du code des communes : crématoriums)* : adopté après modifications (p. 6473).

Discussion des amendements identiques n°s 5 de M. Guy Ravier et 68 de M. Georges Colombier (de suppression) : rejetés (p. 6472).

Défavorables : *Colcombet (François)* (p. 6473) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6473) ; *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 6473).

Amendement n° 72 de M. Jean-François Delahais (précise que les groupements de communes sont également compétents pour créer des crématoriums) : adopté après rectification (p. 6473).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6473).

Observations : *Colcombet (François)* (p. 6473).

Amendement n° 39 de la commission (dispose que la construction d'un crématorium est soumise à enquête publique) : adopté (p. 6473).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6473).

Observations : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6473).

Article 20 *(art. L. 361-20-1 du code des communes : crématoriums)* (p. 6473) : adopté après modifications (p. 6474).

Amendement n° 40 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6473).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6473).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6473).

Amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6473).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6473).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6473).

Amendement n° 42 de la commission (étend aux entreprises gérant un crématorium les règles applicables aux entreprises de pompes funèbres habilitées) (p. 6473) : adopté après modifications (p. 6474).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6473).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6474).

Sous-amendement n° 88 du Gouvernement (de précision) (p. 6473) : adopté (p. 6474).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6474).

Favorable : *Colcombet (François)* (p. 6474).

Après l'article 20 :

Amendement n° 95 de M. Rudy Salles (dispose que les communes dans lesquelles sont installés des crématoriums peuvent percevoir des droits pour l'incinération des corps) : rejeté (p. 6474).

Article 21 *(art. L. 361-20-2 du code des communes : prescriptions techniques)* : adopté après modifications (p. 6474).

Amendement n° 43 de la commission (étend le dispositif de l'article aux chambres mortuaires) : adopté (p. 6474).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6474).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6474).

Article 22 *(art. L. 363-1 du code des communes : conditions de transport des corps)* : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 44 (p. 6474).

Amendement n° 44 de la commission (de précision) : adopté (p. 6474).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6474).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6474).

Après l'article 22 :

Amendement n° 108 de M. Paul Lombard (dispose que les entreprises privées sont tenues d'appliquer la convention collective nationale du 1er mars 1974) : rejeté (p. 6474).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6474).

Observations : *Colcombet (François)* (p. 6474).

Amendement n° 105 de M. François Colcombet (dispose que la loi sera applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) (p. 6474) : adopté (p. 6475).

Défavorable : *Gengenwin (Germain)* (p. 6475).

Observations : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6475).

Amendement n° 106 de M. François Colcombet : devenu sans objet (p. 6475).

Chapitre III : *dispositions transitoires.*

Article 23 *(période de transition)* (p. 6475) : adopté après modifications (p. 6479).

Discussion commune des amendements n°s 102 et 101.

Amendement n° 102 de la commission (met fin, six mois après la publication de la loi, aux contrats de concession des pompes funèbres conclus par les communes ; maintient durant une période transitoire de six ans le privilège d'exclusivité dont bénéficient les régies communales) (p. 6475) ; rectifié (porte à trois ans la période transitoire applicable aux concessions) (p. 6477) : adopté (p. 6478).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6476, 6477).

Favorables : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (après la rectification) (p. 6477) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 6478).

Défavorables : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6478) ; *Léonard (Gérard)* (p. 6478).

Conseil constitutionnel : principe d'égalité de traitement : *Colcombet (François)* (p. 6476) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6477) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6478) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 6478) ; *Léonard (Gérard)* (p. 6478).

Amendement n° 101 de M. Gérard Léonard (dispose qu'il est mis fin au privilège d'exclusivité des régies communales et intercommunales et des contrats de concession à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la promulgation de la loi) (p. 6476) : devenu sans objet (p. 6478).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6477).

Amendements n°s 73, 74 et 75 de M. Jean-François Delahais, 107 de M. Jean-Jacques Hyest, 69 de M. Georges Colombier, 89 du Gouvernement et 67 de M. Paul Lombard : devenus sans objet (p. 6478).

Amendement n° 76 de M. Jean-François Delahais (étend aux associations gestionnaires de crématoriums la possibilité d'assurer la gestion de ces équipements dans le cadre d'une convention de service public) (p. 6478) : rejeté (p. 6479).

Défavorable : *Colcombet (François)* (p. 6478).

Observations : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6478, 6479) ; *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 6478).

Discussion commune des amendements n°s 77 et 46.

Amendement n° 77 de M. Jean-François Delahais (supprime la disposition qui porte à huit ans la période totale de transition pour les crématoriums) : rejeté (p. 6479).

Défavorable : *Colcombet (François)* (p. 6479) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6479).

Amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6479).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6479).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6479).

Amendement n° 103 de la commission (précise que la responsabilité pénale des personnes morales ne pourra être engagée qu'à compter du 1er septembre 1993, date d'entrée en vigueur du nouveau code pénal) : rejeté (p. 6479).

Soutenu par : *Colcombet (François)* (p. 6479).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6479).

Explications de vote : *Colombier (Georges)* (p. 6479) ; *Barate (Claude)* (p. 6479) ; *Ravier (Guy)* (p. 6479) ; *Lombard (Paul)* (p. 6479).

Assemblée nationale : travaux en première lecture : qualité : *Colombier (Georges)* (p. 6479) ; *Barate (Claude)* (p. 6479) ; *Ravier (Guy)* (p. 6479).

Pompes funèbres : service public : « mise à mort » : *Lombard (Paul)* (p. 6479).

Projet de loi : entrée en vigueur : période transitoire : *Colombier (Georges)* (p. 6479) ; *Barate (Claude)* (p. 6479).

Vote des groupes :

Groupe communiste : contre : *Lombard (Paul)* (p. 6480).

Groupe R.P.R. : abstention : *Barate (Claude)* (p. 6479).

Groupe socialiste : pour : *Ravier (Guy)* (p. 6479).

Groupes U.D.F. et U.D.C. : abstention : *Colombier (Georges)* (p. 6479).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6479).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1992] (p. 7788).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission mixte paritaire : *Colcombet (François)* (p. 7788).

Discussion générale : Pierna (Louis) (p. 7788).

Réponse du Gouvernement : Sueur (Jean-Pierre) (p. 7789).

Principaux thèmes développés :

Communes : monopole communal : évolution : *Colcombet (François)* (p. 7788) ; *Pierna (Louis)* (p. 7789) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7789).

Départements : Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle : activités funéraires : droit local : *Colcombet (François)* (p. 7788) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7790).

Lois : projet de loi : entrée en vigueur : régime transitoire : *Colcombet (François)* (p. 7788) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7789, 7790).

Parlement : qualité des travaux et accord en commission mixte paritaire : *Colcombet (François)* (p. 7788) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7789, 7790).

Pompes funèbres :

- règlement national et règlements municipaux : *Colcombet (François)* (p. 7788) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7789) ;
- secteur concurrentiel : développement : *Colcombet (François)* (p. 7788) ; *Pierna (Louis)* (p. 7789) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7789) ;
- service public des pompes funèbres : contenu, missions, réglementation : *Colcombet (François)* (p. 7788) ; *Pierna (Louis)* (p. 7788, 7789) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7789).

Texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1992] (p. 7790).

Explications de vote : *Delattre (Francis)* (p. 7793) ; *Léonard (Gérard)* (p. 7793).

Lois : projet de loi :

- contenu et innovations : intérêt : *Delattre (Francis)* (p. 7793) ; *Léonard (Gérard)* (p. 7793) ;
- entrée en vigueur : période transitoire : *Delattre (Francis)* (p. 7793) ; *Léonard (Gérard)* (p. 7793).

Vote des groupes :

Groupe communiste : contre : *Pierna (Louis)* (p. 7789).

Groupe R.P.R. : abstention : *Léonard (Gérard)* (p. 7793).

Groupe U.D.F. : abstention : *Delattre (Francis)* (p. 7793).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 7793).

7. Proposition de loi n° 3023 portant **réforme des activités funéraires et modifiant le titre VI du livre III du code des communes relatif aux pompes funèbres et cimetières.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 novembre 1992 par M. Guy Ravier. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Retirée le 7 novembre 1992 [7 novembre 1992] (p. 5029).

Voir *Rapatriés :* questions au Gouvernement.

MOTIONS DE CENSURE

15. Motion de censure déposée par MM. Bernard Pons, Charles Millon, Jacques Barrot et 83 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, le 7 février 1992.

Discussion [11 février 1992] (p. 323) : *Borotra (Franck)* (p. 323) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 325) ; *Hage (Georges)* (p. 327) ; *Santini (André)* (p. 329) ; *Auroux (Jean)* (p. 331) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 333).

Réponse du Gouvernement : Cresson (Edith) (p. 334).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères :

- conférence de Madrid sur le Moyen-Orient : absence de la France et de l'Europe : *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 333) ;
- contexte géopolitique : changements : *Borotra (Franck)* (p. 325) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 333) ;
- droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : *Borotra (Franck)* (p. 325) ;
- influence française : recul : *Hage (Georges)* (p. 328) ; *Santini (André)* (p. 329) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 333) ;
- Moyen-Orient : dialogue entre les peuples : *Auroux (Jean)* (p. 331) ;
- Moyen-Orient : réglement global : perspectives : *Hage (Georges)* (p. 328).

Agriculture : politique de développement rural : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 326).

Audiovisuel :

- médias : « hypertrophie » de l'information : *Auroux (Jean)* (p. 331) ;
- « pouvoir médiatique » : débat : perspectives : *Auroux (Jean)* (p. 332).

Commerce extérieur : redressement : *Cresson (Edith) (G)* (p. 335).

Communautés européennes :

- accords de Maastricht : débat au Parlement : perspectives : *Hage (Georges)* (p. 328) ;
- Europe des Etats : *Borotra (Franck)* (p. 325).

Elections et référendums : élections anticipées : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 327) ; *Santini (André)* (p. 330) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 333).

Emploi :

- chômage : aggravation : *Borotra (Franck)* (p. 324) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 326) ; *Hage (Georges)* (p. 328) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 333) ;
- chômage des jeunes : *Borotra (Franck)* (p. 324) ; *Hage (Georges)* (p. 328) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 334) ; *Cresson (Edith) (G)* (p. 335).

Enseignement : revalorisation : *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 334).

Etat :

- autorité de l'Etat : affaiblissement : *Borotra (Franck)* (p. 324) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 326) ; *Santini (André)* (p. 330) ;
- centralisation : excès : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 327) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 333) ;
- dérive « présidentialiste » : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 326) ; *Santini (André)* (p. 330).

Finances publiques : maîtrise : *Cresson (Edith) (G)* (p. 336).

Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires responsables : démission : *Borotra (Franck)* (p. 324).

France :

- crise politique : « décalage » entre l'opinion publique et la classe politique : *Borotra (Franck)* (p. 323) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 327) ; *Hage (Georges)* (p. 328) ; *Santini (André)* (p. 330) ;
- Français : inquiétude : *Borotra (Franck)* (p. 325) ; *Hage (Georges)* (p. 328) ;
- Français : mobilisation : *Cresson (Edith) (G)* (p. 337).

Gouvernement :
- ministres : « irresponsabilité politique » : *Borotra (Franck)* (p. 324) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 325) ; *Santini (André)* (p. 330) ;
- moralité politique : *Borotra (Franck)* (p. 324) ; *Hage (Georges)* (p. 328) ; *Santini (André)* (p. 330) ;
- nouveau gouvernement : perspectives : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 327).

Logement et habitat : logement social : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 326).

Parlement :
- bilan législatif : *Auroux (Jean)* (p. 331) ;
- commission d'enquête sur « l'affaire Habache » : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 325) ;
- engagement de la responsabilité du Gouvernement : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 327) ; *Hage (Georges)* (p. 327, 329) ;
- Gouvernement : majorité relative à l'Assemblée : *Borotra (Franck)* (p. 323) ;
- majorité de rechange : perspectives : *Cresson (Edith) (G)* (p. 334) ;
- non-représentativité de l'Assemblée nationale : *Borotra (Franck)* (p. 323) ;
- revalorisation : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 326).

Partis et mouvements politiques :
- Front national et montée des extrémismes : *Hage (Georges)* (p. 328) ; *Santini (André)* (p. 330) ;
- opposition : responsabilité : *Cresson (Edith) (G)* (p. 336, 337) ;
- vie politique : moralisation : *Cresson (Edith) (G)* (p. 336).

Politique économique : France : quatrième puissance économique mondiale : *Auroux (Jean)* (p. 332, 333) ; *Cresson (Edith) (G)* (p. 336).

Politique économique et sociale :
- inégalités sociales : aggravation : *Borotra (Franck)* (p. 325) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 326) ; *Hage (Georges)* (p. 328) ;
- protection sociale : *Auroux (Jean)* (p. 332) ; *Cresson (Edith) (G)* (p. 336).

Retraites : généralités :
- retraite à 60 ans : *Auroux (Jean)* (p. 332) ;
- retraites par répartition : *Auroux (Jean)* (p. 332).

Travail :
- dimanche : travail dominical : *Auroux (Jean)* (p. 332) ;
- femmes : travail de nuit : *Auroux (Jean)* (p. 332).

Urbanisme : urbanisme commercial : réforme : *Cresson (Edith) (G)* (p. 337).

Voirie : programme autoroutier : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 326).

Vote des groupes :

Groupe communiste : ne vote pas la censure : *Hage (Georges)* (p. 329).

Groupe R.P.R. : vote la censure : *Borotra (Franck)* (p. 325).

Groupe socialiste : ne vote pas la censure : *Auroux (Jean)* (p. 333).

Groupe U.D.C. : vote la censure : *Méhaignerie (Pierre)* (p 327).

Groupe U.D.F. : vote la censure : *Santini (André)* (p. 330).

La motion de censure, mise aux voix par scrutin public, n'est pas adoptée (p. 338).

16. Motion de censure déposée par MM. Charles Millon, Bernard Pons, Jacques Barrot et 62 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution le 27 mai 1992.

Discussion [1er juin 1992] (p. 1741) : *Vasseur (Philippe)* (p. 1741) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 1744) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 1747) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1750) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1753).

Réponse du Gouvernement : Bérégovoy (Pierre) (p. 1755).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : Etats-Unis : arme alimentaire : *Vasseur (Philippe)* (p. 1742) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 1745) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 1748, 1749) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1758).

Agriculture :
- céréales : *Tavernier (Yves)* (p. 1751, 1752) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1755) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1756) ;
- crise agricole et mutations du monde agricole : *Vasseur (Philippe)* (p. 1741, 1744) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1750, 1751) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1754) ;
- élevage : *Tavernier (Yves)* (p. 1752) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1755) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1756, 1757) ;
- exploitants agricoles : endettement : *Vasseur (Philippe)* (p. 1742) ;
- exploitants agricoles : jeunes agriculteurs : installation : *Vasseur (Philippe)* (p. 1742) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1755) ;
- exploitants agricoles : revenu : *Gaulle (Jean de)* (p. 1744, 1745, 1746) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 1748) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1751, 1752) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1754) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1756, 1757) ;
- lait et produits laitiers : quotas laitiers : *Tavernier (Yves)* (p. 1751) ;
- primes : régime d'aides directes à la personne : *Vasseur (Philippe)* (p. 1741, 1742) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 1744, 1745) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 1748) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1752, 1753) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1753, 1754, 1755) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1757) ;
- prix agricoles : *Gaulle (Jean de)* (p. 1745, 1746) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 1748) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1751) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1756) ;
- syndicats : organisations syndicales agricoles : consultation : absence : *Vasseur (Philippe)* (p. 1741) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1744, 1754) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 1747) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1750) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1756).

Aménagement du territoire :
- aménagement rural et jachère : *Vasseur (Philippe)* (p. 1743) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 1745, 1746) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 1749) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1752) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1755) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1757) ;
- services publics : maintien en zones rurales : *Vasseur (Philippe)* (p. 1743) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 1749) ;
- urbanisme : urbanisation et concentration urbaine : *Vasseur (Philippe)* (p. 1743) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 1748) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1755) ;
- zones défavorisées : handicaps : alourdissement : *Guellec (Ambroise)* (p. 1754, 1755).

Commerce extérieur :
- agroalimentaire : concurrence internationale : *Gaulle (Jean de)* (p. 1745) ;
- agroalimentaire : excédent commercial : *Gaulle (Jean de)* (p. 1746) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 1747) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1751) ;
- G.A.T.T. : négociations avec les Etats-Unis : absence de garanties : *Vasseur (Philippe)* (p. 1742) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 1745) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 1747, 1748, 1749) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1752) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1754, 1755) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1757, 1758).

Communautés européennes :
- Allemagne : *Gaulle (Jean de)* (p. 1745) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1750) ;
- entrée « indirecte » des pays de l'Est dans la C.E.E. : *Gaulle (Jean de)* (p. 1744, 1746) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1758) ;
- France : gouvernement français : manque de fermeté : *Vasseur (Philippe)* (p. 1741, 1742) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 1744, 1745) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1755) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1758) ;
- Grande-Bretagne : *Goldberg (Pierre)* (p. 1747) ;
- objectif 5 b : baisse des crédits : *Gaulle (Jean de)* (p. 1747) ;
- politique agricole commune : réforme : accord du 21 mai 1992 : *Vasseur (Philippe)* (p. 1741) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 1744, 1745, 1746) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 1747, 1749) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1750, 1751, 1752, 1753) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1753, 1754, 1755) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1756, 1757, 1758, 1759) ;
- préférence communautaire : *Gaulle (Jean de)* (p. 1746) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 1748, 1749) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1751) ;
- traité de Maastricht : *Goldberg (Pierre)* (p. 1747, 1748, 1749, 1750) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1750).

Coopération et développement :
- lutte contre la faim dans le monde : *Vasseur (Philippe)* (p. 1742) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 1746, 1747) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 1748, 1749) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1758) ;
- tiers-monde : dette : *Goldberg (Pierre)* (p. 1748).

Emploi : *Gaulle (Jean de)* (p. 1746) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 1748, 1749) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1754).

Environnement :
- pollution : diminution : *Tavernier (Yves)* (p. 1752) ;
- protection des sites : *Gaulle (Jean de)* (p. 1746) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1752) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1755).

Impôts et taxes : fiscalité agricole : allégement : *Goldberg (Pierre)* (p. 1749).

Impôts locaux : taxe sur le foncier non bâti : baisse : *Vasseur (Philippe)* (p. 1742) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 1747) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1752) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1755) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1758).

Parlement : consultation : absence : *Vasseur (Philippe)* (p. 1741) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 1744) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 1747) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 1753) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1756).

Partis et mouvements politiques :
- opposition : désaccords et contradictions : *Tavernier (Yves)* (p. 1750) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1755, 1759) ;
- parti socialiste : programme agricole : *Vasseur (Philippe)* (p. 1743) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 1744, 1745, 1747) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1752, 1753).

Politique économique : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1759).

Vote des groupes :

Groupe communiste : vote la censure : *Goldberg (Pierre)* (p. 1749).

Groupe R.P.R. : vote la censure : *Gaulle (Jean de)* (p. 1747).

Groupe socialiste : ne vote pas la censure : *Tavernier (Yves)* (p. 1753).

Groupe U.D.F. : vote la censure : *Vasseur (Philippe)* (p. 1743).

La motion de censure, mise aux voix par scrutin public, n'est pas adoptée (p. 1763).

17. Motion de censure déposée par MM. Jacques Barrot, Charles Millon, Bernard Pons et 68 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution le 23 octobre 1992.

Discussion [26 octobre 1992] (p. 4331) : *Millon (Charles)* (p. 4331) ; *Pierna (Louis)* (p. 4334) ; *Pons (Bernard)* (p. 4336) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4339) ; *Auroux (Jean)* (p. 4342).

Réponse du Gouvernement : Bérégovoy (Pierre) (p. 4344).

Principaux thèmes développés :

Aménagement du territoire : *Millon (Charles)* (p. 4332, 4333) ; *Pons (Bernard)* (p. 4339) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4350).

Chômage : *Pierna (Louis)* (p. 4334) ; *Pons (Bernard)* (p. 4338) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4340) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4345).

Collectivités locales :
- endettement et transferts de charges : *Millon (Charles)* (p. 4332, 4334) ;
- ressources : péréquation : *Barrot (Jacques)* (p. 4341).

Commerce extérieur et balance des paiement : *Barrot (Jacques)* (p. 4341) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4346, 4347).

Communautés européennes :
- Maastricht : résultat du référendum : *Pierna (Louis)* (p. 4334) ;
- politique agricole commune : *Millon (Charles)* (p. 4332) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4340) ;
- supranationalité : *Pierna (Louis)* (p. 4336).

Décentralisation : *Millon (Charles)* (p. 4333).

Délinquance et criminalité :
- corruption : *Pons (Bernard)* (p. 4339) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4342) ;
- insécurité : *Pons (Bernard)* (p. 4338) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4350).

Education, formation professionnelle et apprentissage : *Millon (Charles)* (p. 4333) ; *Pierna (Louis)* (p. 4336) ; *Pons (Bernard)* (p. 4339) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4340) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4348, 4349).

Emploi : politique : *Millon (Charles)* (p. 4332) ; *Pierna (Louis)* (p. 4334, 4335) ; *Pons (Bernard)* (p. 4338) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4345).

Entreprises :
- charges sociales et fiscales : *Millon (Charles)* (p. 4331) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4340) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4346) ;
- comportement de certaines d'entre elles à la veille des élections : *Auroux (Jean)* (p. 4343) ;
- investissement : *Millon (Charles)* (p. 4332) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4340).

Environnement : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4345).

Epargne : *Barrot (Jacques)* (p. 4341) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4346).

Etat :
- réforme : *Millon (Charles)* (p. 4333) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4341) ;
- rôle : *Auroux (Jean)* (p. 4344).

Finances publiques :
- généralités : *Millon (Charles)* (p. 4331) ;
- déficit budgétaire : *Auroux (Jean)* (p. 4343) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4346) ;
- dette publique : *Pons (Bernard)* (p. 4337) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4341) ;
- dépenses engagées et non financées : *Pons (Bernard)* (p. 4337) ;
- dépenses : niveau et évolution : *Pons (Bernard)* (p. 4337) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4346) ;
- recettes : allégements fiscaux : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4346) ;
- recettes : plus-values enregistrées de 1988 à 1990 : *Pons (Bernard)* (p. 4337) ;
- réforme fiscale : *Millon (Charles)* (p. 4333).

Gouvernement : faiblesse de sa position à l'intérieur et à l'extérieur : *Millon (Charles)* (p. 4333) ; *Pons (Bernard)* (p. 4338).

Justice : *Barrot (Jacques)* (p. 4342) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4350).

Logement : *Millon (Charles)* (p. 4332) ; *Pierna (Louis)* (p. 4336) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4340).

Marchés financiers : *Pierna (Louis)* (p. 4336) ; *Auroux (Jean)* (p. 4343).

Motion de censure : « caractère politicien » : *Pierna (Louis)* (p. 4334) ; *Auroux (Jean)* (p. 4342) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4345).

Partis et mouvements politiques :
- libéralisme : politiques menées aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne : *Auroux (Jean)* (p. 4343) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4348, 4350) ;
- majorité : améliorations apportées au budget : *Auroux (Jean)* (p. 4343) ;
- majorité : bilan : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4348, 4349) ;
- majorité : politique économique et fiscale : *Pierna (Louis)* (p. 4334, 4336) ;
- opposition : divisions : *Auroux (Jean)* (p. 4343, 4344) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4346, 4347) ;
- opposition : politique économique, fiscale et sociale : *Pierna (Louis)* (p. 4335) ; *Pons (Bernard)* (p. 4337) ; *Auroux (Jean)* (p. 4343, 4344) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4348, 4349, 4350) ;
- parti communiste : négociation avec le Gouvernement : *Millon (Charles)* (p. 4331, 4332) ; *Pierna (Louis)* (p. 4336) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4340) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4345) ;
- parti communiste : propositions en matière économique et fiscale : *Pierna (Louis)* (p. 4335, 4336).

Personnes âgées : dépendance : *Barrot (Jacques)* (p. 4341) ; *Auroux (Jean)* (p. 4344).

Politique économique :
- généralités : *Pons (Bernard)* (p. 4338) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4345) ;
- comparaisons internationales sur la période 1974-1992 : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4346, 4347) ;
- « désinflation compétitive » : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4345) ;
- franc : *Barrot (Jacques)* (p. 4341) ; *Auroux (Jean)* (p. 4342) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4345, 4346) ;
- inflation : *Barrot (Jacques)* (p. 4340, 4341) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4345) ;
- taux d'intérêt : *Pierna (Louis)* (p. 4334) ; *Pons (Bernard)* (p. 4337) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4346).

Politique générale :
- crise sociale et morale : similitude avec les années trente : *Millon (Charles)* (p. 4332, 4333, 4335) ;
- réforme : *Millon (Charles)* (p. 4331, 4332, 4333) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4340).

Président de la République : *Millon (Charles)* (p. 4332).

Prévisions et projections économiques : *Millon (Charles)* (p. 4331) ; *Pons (Bernard)* (p. 4337, 4338) ; *Auroux (Jean)* (p. 4342) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4346).

Secteur public : privatisations : *Pons (Bernard)* (p. 4337) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4347).

Sécurité sociale :
- déficit : *Millon (Charles)* (p. 4332) ; *Pons (Bernard)* (p. 4339) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4340) ;
- médecine : *Auroux (Jean)* (p. 4344) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4349).

Travail : partage : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4345).

Ville : *Millon (Charles)* (p. 4332) ; *Pons (Bernard)* (p. 4339) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4350).

Vote des groupes :

Groupe communiste : ne vote pas la censure : *Pierna (Louis)* (p. 4336).

Groupe R.P.R. : vote la censure : *Pons (Bernard)* (p. 4339).

Groupe socialiste : ne vote pas la censure : *Auroux (Jean)* (p. 4344).

Groupe U.D.C. : vote la censure : *Barrot (Jacques)* (p. 4342).

Groupe U.D.F. : vote la censure : *Millon (Charles)* (p. 4334).

La motion de censure, mise aux voix par scrutin public, n'est pas adoptée (p. 4355).

18. Motion de censure déposée par MM. Charles Millon, Bernard Pons, Jacques Barrot et 85 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution le 17 novembre 1992.

Discussion [23 novembre 1992] (p. 5883) : *Gantier (Gilbert)* (p. 5883) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5886) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5889) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5891) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5893).

Réponse du Gouvernement : Bérégovoy (Pierre) (p. 5895).

Principaux thèmes développés :

« Affaires » : *Gantier (Gilbert)* (p. 5885, 5886) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5892, 5893).

Affaires étrangères : *Gantier (Gilbert)* (p. 5885).

Agriculture :
- aides et budget de l'agriculture : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5897) ;
- G.A.T.T. : *Gantier (Gilbert)* (p. 5885) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5887) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5890) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5895, 5897, 5898).

Assemblée nationale : recours aux articles 44, alinéa 3, et 49, alinéa 3, de la Constitution : conséquence sur les débats : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5889) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5891) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5893).

Chômage : *Gantier (Gilbert)* (p. 5884, 5885) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5887) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5890) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5891, 5892) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5893, 5894) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5895, 5896, 5897).

Commerce extérieur : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5896).

Communautés européennes :
- croissance : initiative coordonnée : *Gantier (Gilbert)* (p. 5886) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5888) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5890) ;
- Maastricht : critères de convergence économique : *Gantier (Gilbert)* (p. 5884) ;
- Maastricht : traité : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5890) ;
- politique agricole commune : *Gantier (Gilbert)* (p. 5885) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5890) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5897, 5898) ;
- solidarité entre les nations de la Communauté : *Le Garrec (Jean)* (p. 5887) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5898) ;
- système monétaire européen : *Le Garrec (Jean)* (p. 5887).

Education, formation professionnelle et apprentissage : *Gantier (Gilbert)* (p. 5886) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5888, 5889) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5889) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5894, 5895) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5897).

Emploi : créations, suppressions et politique : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5891) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5894) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5896, 5897).

Entreprises :
- charges sociales et fiscales : *Le Garrec (Jean)* (p. 5888) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5894) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5890) ;
- investissements : *Jacquemin (Michel)* (p. 5894).

Equipement et grands travaux : *Gantier (Gilbert)* (p. 5886).

Etat : rôle : *Gantier (Gilbert)* (p. 5886) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5892, 5893) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5896).

Finances publiques :
- généralités : *Panafieu (Françoise de)* (p. 5891, 5892) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5893) ;
- comparaisons internationales : *Le Garrec (Jean)* (p. 5888) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5894) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5895, 5896) ;
- déficit budgétaire : *Gantier (Gilbert)* (p. 5884) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5893) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5895, 5896) ;
- dépenses : niveau et évolution : *Gantier (Gilbert)* (p. 5884) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5894) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5895) ;
- dépenses prioritaires : *Le Garrec (Jean)* (p. 5887) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5896) ;
- dette publique : *Gantier (Gilbert)* (p. 5884) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5892) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5894) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5896) ;
- prélèvements obligatoires : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5890) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5894) ;
- recettes : allégements fiscaux : *Le Garrec (Jean)* (p. 5888) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5896) ;
- recettes : plus-values enregistrées de 1988 à 1990 : *Gantier (Gilbert)* (p. 5884) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5894) ;
- recettes de trésorerie : *Gantier (Gilbert)* (p. 5884) ;
- réforme fiscale : *Gantier (Gilbert)* (p. 5886).

Fonctionnaires et agents publics : malaise : *Jacquemin (Michel)* (p. 5894).

Gouvernement :
- attitude envers la représentation nationale et l'opinion publique : *Gantier (Gilbert)* (p. 5883, 5884) ;
- ministre délégué au budget : *Le Garrec (Jean)* (p. 5888) ;
- ministres : responsabilité : *Gantier (Gilbert)* (p. 5883, 5885, 5886) ;
- Premier ministre : *Le Garrec (Jean)* (p. 5887).

Logement et habitat : *Gantier (Gilbert)* (p. 5885) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5888) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5889) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5895) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5896).

Marchés financiers : *Le Garrec (Jean)* (p. 5887) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5889, 5890, 5891).

Motion de censure : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5889, 5890) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5893) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5895).

Partis et mouvements politiques :
- majorité : absence depuis 1988 : *Jacquemin (Michel)* (p. 5893) ;
- majorité : bilan : *Gantier (Gilbert)* (p. 5884, 5885, 5886) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5888, 5889) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5891, 5892, 5893) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5893, 5894, 5895) ;
- majorité de gauche : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5891) ;
- opposition : propositions en matière budgétaire et économique : *Le Garrec (Jean)* (p. 5887, 5888) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5890, 5891) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5895) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5896) ;
- parti communiste : améliorations apportées au projet de budget : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5889) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5893) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5895) ;
- parti communiste : attitude dans la procédure budgétaire : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5889, 5891) ;
- parti communiste : propositions en matière économique et fiscale : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5891) ;
- parti socialiste : améliorations apportées au projet de budget : *Le Garrec (Jean)* (p. 5888).

Politique économique :
- généralités : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5890) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5891, 5892) ;
- comparaisons internationales : *Le Garrec (Jean)* (p. 5888) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5894) ;
- croissance : *Le Garrec (Jean)* (p. 5887) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5894) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5896) ;
- « désinflation compétitive » : *Jacquemin (Michel)* (p. 5895) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5896) ;
- environnement international : *Le Garrec (Jean)* (p. 5887) ;
- franc : *Le Garrec (Jean)* (p. 5887) ;
- pouvoir d'achat : *Gantier (Gilbert)* (p. 5885) ;
- taux d'intérêt : *Le Garrec (Jean)* (p. 5887) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5896).

Politique économique et sociale :
- généralités : *Le Garrec (Jean)* (p. 5888) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5890) ;
- cohésion sociale : *Panafieu (Françoise de)* (p. 5892) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5895) ;
- pauvreté : *Gantier (Gilbert)* (p. 5885).

Politique générale : réforme : *Jacquemin (Michel)* (p. 5894, 5895).

Président de la République :
- engagements : *Gantier (Gilbert)* (p. 5884) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5892) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5893) ;
- révision constitutionnelle : ses propositions : *Gantier (Gilbert)* (p. 5886).

Prévisions et projections économiques : *Gantier (Gilbert)* (p. 5884) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5887) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5893) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5896).

Retraites : *Gantier (Gilbert)* (p. 5886) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5892).

Secteur public : privatisations : *Le Garrec (Jean)* (p. 5888) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5891) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5894).

Sécurité sociale : *Panafieu (Françoise de)* (p. 5892) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 5894).

Travail : partage : *Le Garrec (Jean)* (p. 5888) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5891) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5897).

Vote des groupes :

Groupe communiste : ne vote pas la censure : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 5891).

Groupe R.P.R. : vote la censure : *Panafieu (Françoise de)* (p. 5893).

Groupe socialiste : ne vote pas la censure : *Le Garrec (Jean)* (p. 5889).

Groupe U.D.C. : vote la censure : *Jacquemin (Michel)* (p. 5895).

Groupe U.D.F. : vote la censure : *Gantier (Gilbert)* (p. 5886).

La motion de censure, mise aux voix par scrutin public, n'est pas adoptée (p. 5902).

MOYENS DE PAIEMENT

Voir *Banques et établissements financiers.*
Droit pénal **21,** première lecture.

MUSEES

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie : Education nationale et culture : culture.

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

3. Proposition de loi n° 3265 tendant à créer un **minimum contributif pour les retraites agricoles.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 24 mars 1993 par M. Alain Bonnet. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Questions orales sans débat :

- **n° 559 - Mutualité sociale agricole (cotisations) :** *Berthol (André)* à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt : publiée le 13 mai 1992 (p. 1129). Réponse : *Lienemann (Marie-Noëlle),* ministre délégué au logement et au cadre de vie [15 mai 1992] (p. 1259, 1260) :

Cotisations sociales agricoles : réformes introduites par la loi du 23 janvier 1990.

- **n° 653 - Mutualité sociale agricole (retraites) :** *Desanlis (Jean)* à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural : publiée au *J.O.* du 2 décembre 1992 (p. 6403). Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration [4 décembre 1992] (p. 6533, 6534) :

Loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980 : harmonisation et rattrapage des retraites : calendrier ; épouses d'exploitants agricoles : couverture sociale.

Voir *Agriculture.*
Lois de finances **11,** deuxième partie : Agriculture et développement rural : B.A.P.S.A.

MUTUELLES

Voir *D.M.O.S.* **1.**

O

OBJETS D'ART, COLLECTIONS, ANTIQUITES

Voir *Arts et spectacles* **4.**

T.V.A.

Voir *Impôts et taxes.*
Lois de finances rectificatives **5,** après l'article 14 et article 14 *bis.*

ORDRE PUBLIC

8. Proposition de loi n° 2513 relative au **stationnement des gens du voyage.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 décembre 1991 par M. Bernard Debré. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Louis Debré (23 janvier 1992).

9. Proposition de résolution n° 2740 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les **tentatives de pénétration de la mafia italienne en France.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 26 mai 1992 par M. François d'Aubert. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (29 juin 1992). - Rapport **n° 2951** (14 octobre 1992) commun avec la proposition de résolution n° 2752 (voir *Ordre public* **10**). - Discussion commune avec la proposition de résolution n° 2752 et adoption le 23 octobre 1992. - Résolution **n° 728**. (Voir *Ordre public* **10**). - Nouveau titre : « Résolution créant une commission d'enquête sur les **moyens** de **lutter** contre les tentatives de pénétration de la **Mafia en France** ».

10. Proposition de résolution n° 2752 tendant à créer une **commission d'enquête** pour faire la clarté sur l'**implantation de la Mafia en France** et la **recherche de moyens nouveaux pour la combattre** ainsi que sur les **facilités que peut apporter à cette pénétration l'abolition des frontières dans le cadre du processus de Maastricht.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 2 juin 1992 par M. André Lajoinie. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (22 juin 1992). - Rapport **n° 2951** (14 octobre 1992) commun avec la proposition de résolution n° 2740 (voir *Ordre public* **9**). - Discussion et adoption le 23 octobre 1992. - Résolution **n° 728**. - Nouveau titre : « Résolution créant une commission d'enquête sur les **moyens** de **lutter** contre les tentatives de pénétration de la **Mafia en France** ».

Constitution [*J.O.* du 30 octobre 1992] (p. 15077). - Bureau [*J.O.* du 5 novembre 1992] (p. 15322). - Président : M. François d'Aubert ; rapporteur : M. Bertrand Gallet. - Rapport **n° 3251** (27 janvier 1993).

Avant la discussion de l'article unique [23 octobre 1992] (p. 4219).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport de la commission des lois : Thauvin (Michel) suppléant *Massot (François)* (p. 4220).

Discussion générale : Aubert (François d') (p. 4220) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4222) ; *Estrosi (Christian)* (p. 4223) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4223).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale :

- commission d'enquête : demandes : recevabilité : *Thauvin (Michel)* (p. 4220) ; *Aubert (François d')* (p. 4222) ;
- commission d'enquête sur la Mafia : durée : fin de législature : *Thauvin (Michel)* (p. 4220) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4222, 4223) ; *Estrosi (Christian)* (p. 4223) ;
- propositions de résolution de M. André Lajoinie et de M. François d'Aubert : objectifs, contenus et intérêt : *Thauvin (Michel)* (p. 4220) ; *Aubert (François d')* (p. 4222) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4222, 4223) ; *Estrosi (Christian)* (p. 4223) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4223, 4224).

Communautés européennes :

- budget européen : subventions : détournement : *Aubert (François d')* (p. 4221) ;
- libre circulation des biens, des personnes et des capitaux : avantages pour la Mafia : *Estrosi (Christian)* (p. 4223) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4223, 4224).

Drogue : trafic : rôle de la Mafia : *Thauvin (Michel)* (p. 4220) ; *Aubert (François d')* (p. 4221) ; *Estrosi (Christian)* (p. 4223) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4224).

Droit pénal : association mafieuse : incrimination : *Aubert (François d')* (p. 4222).

Entreprises : entreprises italiennes liées à la Mafia : activités en France et en Europe : *Aubert (François d')* (p. 4221) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4222, 4223).

Europe centrale : Mafia : *Aubert (François d')* (p. 4221) ; *Estrosi (Christian)* (p. 4223).

Gouvernement : lutte contre la Mafia : insuffisance : *Debré (Jean-Louis)* (p. 4223) ; *Estrosi (Christian)* (p. 4223).

Justice : Mafia : absence de poursuites judiciaires en France : *Thauvin (Michel)* (p. 4220) ; *Aubert (François d')* (p. 4222) ;

Impôts et taxes : « paradis fiscaux » : *Aubert (François d')* (p. 4221).

Logement et habitat : groupes immobiliers : infiltrations par la Mafia : *Aubert (François d')* (p. 4221) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4223).

Mafia :

- activités en Europe et ramifications en France : *Thauvin (Michel)* (p. 4220) ; *Aubert (François d')* (p. 4220, 4222) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4222) ; *Estrosi (Christian)* (p. 4223) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4223, 4224) ;
- France : Sud-Est : implantation : *Estrosi (Christian)* (p. 4223) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4224) ;
- puissance financière (blanchiment d'argent sale) : *Thauvin (Michel)* (p. 4220) ; *Aubert (François d')* (p. 4220, 4221) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4223, 4224) ;
- répression : moyens juridiques et policiers en France et en Europe : coordination : *Thauvin (Michel)* (p. 4220) ; *Aubert (François d')* (p. 4222) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4222, 4223) ; *Estrosi (Christian)* (p. 4223) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 4224).

Discussion de l'article unique [23 octobre 1992] (p. 4224).

Article unique *(création d'une commission d'enquête sur les moyens de lutter contre les tentatives de pénétration de la Mafia en France).*

Amendement n° 1 de M. Christian Estrosi (dispose que la commission rend son rapport dans un délai de quatre mois à dater de sa création) : retiré (p. 4224).

Défavorable : *Thauvin (Michel)* (p. 4224).

Titre : *proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens de lutter contre les tentatives de pénétration de la Mafia en France* (p. 4224).

Adoption de l'article unique de la proposition de résolution (p. 4224).

11. Proposition de loi n° 3185 tendant à la **création de zones à dispositif renforcé de prévention et de sécurité.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 décembre 1992 par M. Jean-Christophe Cambadelis. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Questions au Gouvernement :

- **n° 1302 - Gens du voyage :** *Couveinhes (René).* Réponse : *Sueur (Jean-Pierre),* secrétaire d'Etat aux collectivités locales [17 juin 1992] (p. 2471) :

Refus d'utilisation des terrains aménagés par les communes ; dégâts et déprédations consécutifs à l'occupation illicite de terrains privés et municipaux ; attitude de la gendarmerie et du préfet ; loi Besson du 31 mai 1990 : application ; intervention du juge ; schémas départementaux.

- **n° 1434 - Situation dans les villes :** *Raoult (Eric).* Réponse : *Loncle (François),* secrétaire d'Etat à la ville [26 novembre 1992] (p. 6083, 6084, 6085) :

Sécurité ; développement des réactions d'autodéfense ; années soixante ; erreurs d'urbanisme ; responsabilisation des adultes ; projets urbains : dotation du ministère.

- **n° 1447 - Projets locaux de sécurité :** *Borel (André).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique [2 décembre 1992] (p. 6419, 6420) :

Projets locaux de sécurité : moyens financiers ; effectifs de police ; multiplication des acteurs concernés par les questions de sécurité ; police de proximité ; moyens techniques.

- **n° 1459 - Attentats sur la Côte d'Azur :** *Estrosi (Christian).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique [9 décembre 1992] (p. 6790, 6791) :

Attentats commis en Corse et à Nice ; déliquescence de l'autorité de l'Etat ; poursuites à l'encontre des coupables ; responsabilité des nationalistes corses ; forces de police ; débat sur le statut fiscal de la Corse.

Questions orales sans débat :

- **n° 628 - Nomades et vagabonds (stationnement : Bas-Rhin) :** *Reymann (Marc)* à M. le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : publiée au *J.O.* du 14 octobre 1992 (p. 3654). Réponse : *Quilès (Paul)*, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique [16 octobre 1992] (p. 3790, 3791) :

Communauté urbaine de Strasbourg : loi Besson n° 90-449 du 31 mai 1990, article 28 : application.

Voir *Agriculture* **25.**
Délinquance et criminalité.
Droit pénal **17.**
Lois de Finance **11,** deuxième partie : Intérieur.
Motion de censure **15.**
Police.
Politique générale **2.**
Urbanisme : questions au Gouvernement.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Voir *Affaires étrangères.*
Traités et conventions.

P

PARIS

Voir *Banques et établissements financiers* **12,** article 5.
Communes.
Départements **7.**
Enseignement secondaire : questions orales sans débat.
Environnement **54.**
Hôpitaux et cliniques : questions orales sans débat.
Logement et habitat : questions orales sans débat.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Education nationale et culture : culture.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : urbanisme, logement et services communs.
Transports : questions au Gouvernement.

PARLEMENT

31. Projet de loi organique n° 2271 modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'**indemnité des membres du Parlement.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 octobre 1991 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Didier Mathus (24 octobre 1991). - Rapport **n° 2416** (5 décembre 1991). - Urgence déclarée le 7 décembre 1991. - Discussion les 11 et 14 décembre 1991. - Adoption le 14 décembre 1991. - Projet de loi **n° 573.**

Sénat (première lecture). - **N° 184** (1991-1992). - Dépôt le 16 décembre 1991. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Thyraud. - Rapport **n° 238** (15 janvier 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption définitive les 20 et 21 janvier 1992. - Projet de loi **n° 97** (1991-1992).

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 46 et 61, alinéa 1, de la Constitution). - Décision le 21 février 1992 [*J.O.* du 27 février 1992] (p. 3003). - Conforme en totalité.

Loi organique n° 92-175 du 25 février 1992 publiée au *J.O.* du 27 février 1992 (p. 2968).

34. Proposition de loi organique n° 2370 relative à la **déclaration du patrimoine des parlementaires.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 novembre 1991 par M. Jean Auroux. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel (12 décembre 1991). - Rapport **n° 2942** [13 octobre 1992]. - Urgence déclarée le 16 octobre 1992. - Discussion et adoption le 19 octobre 1992. - Proposition de loi organique **n° 726.** - Nouveau titre : « Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement ».

Sénat (première lecture). - **N° 12** (1992-1993). - Dépôt le 20 octobre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Christian Bonnet. - Rapport **n° 93** (1992-1993) (9 décembre 1992). - Discussion et adoption le 10 décembre 1992. - Proposition de loi organique **n° 32** (1992-1993).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 3132.** - Dépôt le 11 décembre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel. - Rapport **n° 3158** (17 décembre 1992). - Discussion et adoption le 23 décembre 1992. - Proposition de loi organique **n° 807.**

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique : discussion générale commune de la proposition de loi organique n° 2370 relative à la déclaration du patrimoine des parlementaires et de la proposition de loi n° 2368 relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement ou des titulaires de certaines fonctions électives [19 octobre 1992] (p. 3957).

Déroulement de la séance :

Présentation des rapports de la commission des lois : Michel (Jean-Pierre) (p. 3957).

Intervention du Gouvernement : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3958).

Discussion générale : Wiltzer (Pierre-André) (p. 3959) ; *Pierna (Louis)* (p. 3960) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3961) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3962).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : délai d'examen des projets de loi en commission : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3962).

Elections et référendums :

- candidats : moyens matériels et financiers : égalité : *Pierna (Louis)* (p. 3961) ;
- cumul des mandats : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3960) ;
- élus : indemnités de fonction : niveau : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3960).

Partis et mouvements politiques :

- financement : loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique : application et insuffisances : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3957) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3958) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3959) ;
- financement : transparence : *Pierna (Louis)* (p. 3960, 3961) ;
- parti communiste : position à l'égard de la transparence financière et financement : *Pierna (Louis)* (p. 3960, 3961).

Président de la République :

- candidats : régime spécifique de déclaration de patrimoine : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3959) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3963) ;
- François Mitterrand : transparence du patrimoine des personnalités publiques : souhait de M. François Mitterrand : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3958) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3959).

Vie publique : élus et membres du Gouvernement : patrimoine :
- généralités et historique : *Pierna (Louis)* (p. 3960) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3961, 3962) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3962, 3963) ;
- contrôle : portée et autorité compétente : Commission pour la transparence financière de la vie politique : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3957, 3958) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3959) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3959, 3960) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3963) ;
- déclaration : contenu, unification et extension de l'obligation : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3957, 3958) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3959) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3959) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3962) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3963) ;
- proposition de loi « Delalande » de 1979 : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3961, 3962) ;
- propositions de loi : date d'application : *Pierna (Louis)* (p. 3961) ;
- publicité et transparence pour l'opinion : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3958) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3959) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3960) ; *Pierna (Louis)* (p. 3960, 3961) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3962) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 3963) ;
- responsables publics non élus ou candidats : application du régime : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3958) ; *Pierna (Louis)* (p. 3960).

Discussion de l'article unique [19 octobre 1992] (p. 3963).

Article unique *(art. L.O. 135-1 du code électoral : déclaration du patrimoine des membres du Parlement)* (p. 3963) : adopté après modifications (p. 3964).

Amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (rend obligatoire la déclaration de patrimoine pour le conjoint du déclarant ; précise les biens qui doivent être déclarés et leur mode d'évaluation ; dispose en outre que le formulaire fourni par la commission pourra s'inspirer des déclarations établies à l'occasion de successions) : adopté après modifications (p. 3964).

Observations : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3964).

Déclaration de patrimoine : transparence et publicité : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3964).

Sous-amendement n° 3 rectifié de M. Pierre-André Wiltzer (précise que la déclaration mentionne également les bénéficiaires de libéralités consenties par le député dans les six mois précédents) : adopté (p. 3964).

Favorables : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3964) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3964).

Sous-amendement n° 4 rectifié de M. Pierre-André Wiltzer (dispose que la déclaration mentionne également les avantages en nature) : adopté (p. 3964).

Défavorables : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3964) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3964).

Après l'article unique :

Amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Michel (dispose que la proposition de loi entrera en vigueur à compter du renouvellement général de l'Assemblée nationale suivant sa promulgation) : adopté (p. 3964).

Amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Michel (de précision) : adopté (p. 3965).

Amendement n° 2 de M. Jean-Claude Lefort (abaisse à 60 et 80 millions de francs les plafonds de dépenses électorales prévus pour les élections présidentielles) : retiré (p. 3965).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 3965).

Observations : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3965).

Titre : *proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des parlementaires.*

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Pierna (Louis)* (p. 3965).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi organique (p. 3965).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 décembre 1992] (p. 7908).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :
- rapport de la commission des lois : *Dosière (René)* suppléant *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7908).

Intervention du Gouvernement : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 7909)

Discussion générale : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7910).

Principaux thèmes développés :

Lois : proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement ou des titulaires de certaines fonctions électives : navette : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7910).

Parlement : patrimoine de ses membres :
- contrôle : portée et autorité compétente : commission pour la transparence financière de la vie politique : *Dosière (René)* (p. 7909) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7909) ;
- déclaration : contenu, unification et extension de l'obligation : *Dosière (René)* (p. 7909) ;
- publicité et transparence pour l'opinion : *Dosière (René)* (p. 7909) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7909, 7910) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7910).

Sénat : modifications apportées à la proposition de loi organique en première lecture : *Dosière (René)* (p. 7909) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7909, 7910).

Vie publique :
- responsables publics non élus : transparence du patrimoine : *Dosière (René)* (p. 7909) ;
- transparence : législation : œuvre du gouvernement socialiste : *Dosière (René)* (p. 7909) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7910) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7910).

Discussion des articles [23 décembre 1992] (p. 7910).

Article 1er *(art. L.O. 135-1 du code électoral : déclaration de situation patrimoniale des membres du Parlement)* (p. 7910) : adopté après modifications (p. 7912).

Amendement n° 1 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en ce qui concerne la déclaration de patrimoine du conjoint du parlementaire) (p. 7910) : adopté (p. 7911).

Soutenu par : *Dosière (René)* (p. 7911).

Observations : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7911).

Amendement n° 2 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en ce qui concerne les libéralités consenties par le député dans les six mois précédant la déclaration) : adopté (p. 7911).

Soutenu par : *Dosière (René)* (p. 7911).

Observations : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7911).

Amendement n° 3 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en ce qui concerne le modèle de déclaration établi par la Commission pour la transparence financière de la vie politique) : adopté (p. 7911).

Soutenu par : *Dosière (René)* (p. 7911).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7911).

Amendements nos 4 et 5 de la commission (de conséquence) : adoptés (p. 7911).

Soutenus par : *Dosière (René)* (p. 7911).

Observations : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7911).

Amendement n° 6 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en ce qui concerne l'obligation pour le parlementaire de transmettre chaque année sa déclaration de revenus à la Commission pour la transparence financière de la vie politique) (p. 7911) : adopté (p. 7912).

Soutenu par : *Dosière (René)* (p. 7911).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7911).

Article 2 *(entrée en vigueur de la loi organique)* : adopté (p. 7912).

Article 3 *(art. L.O. 136-1 du code électoral : saisine du Conseil constitutionnel par la Commission pour la transparence financière de la vie politique)* : adopté (p. 7912).

Adoption au scrutin public de l'ensemble de la proposition de loi organique (p. 7912).

Interventions de MM. René Dosière et Pierre-André Wiltzer : participation au scrutin de M. Jacques Farran et erreurs de manipulation dans la procédure de vote électronique (p. 7912).

35. Demande de levée de **l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 2538).**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 8 janvier 1992. - Renvoi à une commission *ad hoc* (voir *Pages préliminaires).* - **Lettre rectificative n° 2540** (11 janvier 1992).

36. Proposition de loi constitutionnelle n° 2619 modifiant l'**article 26 de la Constitution,** tendant à **supprimer l'inviolabilité dont bénéficient les membres du Parlement.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 16 avril 1992 par M. Louis de Broissia. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (22 mai 1992).

37. Proposition de loi n° 2650 relative à l'**immunité parlementaire.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 avril 1992 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Serge Charles (22 juin 1992).

36. Proposition de résolution n° 2834 tendant à modifier les articles 19, 20 et 22 du règlement de l'Assemblée nationale afin de permettre la création d'une **« réunion administrative des députés non inscrits ».**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 25 juin 1992 par M. Jean Royer. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

39. Proposition de loi constitutionnelle n° 2910 modifiant les **articles 28 et 43 de la Constitution** et tendant à **modifier le calendrier parlementaire et le nombre des commissions permanentes.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 juillet 1992 par M. Michel Noir. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gérard Gouzes (23 octobre 1992).

40. Proposition de résolution n° 2914 tendant à **modifier l'article 36 du règlement de l'Assemblée nationale.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 17 juillet 1992 par M. Michel Noir. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Limouzy (23 octobre 1992).

41. Proposition de résolution n° 2933 tendant à **modifier le règlement de l'Assemblée nationale pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 6 octobre 1992 par MM. Charles Millon et Alain Lamassoure. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gérard Gouzes (22 octobre 1992). - Rapport **n° 3010** (5 novembre 1992), commun avec les propositions de résolution n°s 2981, 2988, 3000 (voir *Parlement* **42, 44 et 45**). - Discussion et adoption le 18 novembre 1992. - Résolution **n° 730.**

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 1, de la Constitution). - Décision le 17 décembre 1992 [*J.O.* du 20 décembre 1992] (p. 17477). - Conforme en totalité.

42. Proposition de résolution n° 2981 tendant à **modifier le règlement de l'Assemblée nationale en vue de l'application de l'article 88-4 de la Constitution.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 27 octobre 1992 par M. Jean Auroux. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gérard Gouzes (22 octobre 1992). - Rapport **n° 3010** (5 novembre 1992), commun avec les propositions de résolution n° 2933, 2988, 3000 (Voir *Parlement* **41, 44** et **45**). - Discussion et adoption le 18 novembre 1992. - Résolution **n° 730.**

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 1, de la Constitution). - Décision le 17 décembre 1992 [*J.O.* du 20 décembre 1992] (p. 17477). - Conforme en totalité.

43. Proposition de loi constitutionnelle n° 2982 portant **révision de l'article 88-4 de la Constitution.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 27 octobre 1992 par M. Pierre Mazeaud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gérard Gouzes (2 novembre 1992).

44. Proposition de résolution n° 2988 tendant à **modifier le règlement de l'Assemblée nationale pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 28 octobre 1992 par M. Michel Pezet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gérard Gouzes (22 octobre 1992). - Rapport **n° 3010** (5 novembre 1992), commun avec les propositions de résolution n° 2933, 2981, 3000 (Voir *Parlement* **41, 42, 45**). - Discussion et adoption le 18 novembre 1992. - Résolution **n° 730.**

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 1, de la Constitution). - Décision le 17 décembre 1992 [*J.O.* du 20 décembre 1992] (p. 17477). - Conforme en totalité.

45. Proposition de résolution n° 3000 tendant à **modifier le règlement de l'Assemblée nationale pour l'examen des projets d'actes communautaires.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 4 novembre 1992 par Mme Nicole Catala et M. Michel Cointat. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gérard Gouzes (22 octobre 1992). - Rapport **n° 3010** (5 novembre 1992), commun avec les propositions de résolution n° 2933, 2981, 2988 (Voir *Parlement* **41, 42, 44**). - Discussion et adoption le 18 novembre 1992. - Résolution **n° 730.**

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 1, de la Constitution). - Décision le 17 décembre 1992 [*J.O.* du 20 décembre 1992] (p. 17477). - Conforme en totalité.

Avant la discussion de l'article unique [18 novembre 1992] (p. 5696).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des lois : *Gouzes (Gérard)* (p. 5696).

Discussion générale : Cacheux (Denise) (p. 5698) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 5699) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 5700) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 5701) ; *Pezet (Michel)* (p. 5702) ; *Deprez (Léonce)* (p. 5704).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : contrôle des propositions d'actes communautaires :

- commission des lois : rapport : solution proposée : *Gouzes (Gérard)* (p. 5697, 5698) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5698) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 5699) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 5701) ; *Pezet (Michel)* (p. 5702, 5703) ;
- délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes : compétences actuelles et renforcement : *Gouzes (Gérard)* (p. 5697) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5698) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 5699, 5700) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 5700) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 5701) ; *Pezet (Michel)* (p. 5702, 5703) ;
- président de l'Assemblée nationale : document de travail transmis par M. Emmanuelli : *Gouzes (Gérard)* (p. 5697) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5698) ;

- propositions de résolution de MM. Millon, Auroux, Pezet et de Mme Catala : *Gouzes (Gérard)* (p. 5697) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5698) ; *Pezet (Michel)* (p. 5702, 5703) ;
- propositions de résolution relatives aux propositions et actes communautaires : information des députés, examen par les commissions permanentes et mode d'adoption : *Gouzes (Gérard)* (p. 5697, 5698) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 5699, 5700) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 5700, 5701) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 5701) ; *Pezet (Michel)* (p. 5703, 5704) ; *Deprez (Léonce)* (p. 5704).

Conseil constitutionnel : actes communautaires : contrôle de constitutionnalité : *Mazeaud (Pierre)* (p. 5699, 5700).

Constitution :
- article 88-4 : portée et conséquences : *Gouzes (Gérard)* (p. 5696, 5697) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5698) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 5699) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 5700) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 5701) ;
- domaines de la loi et du règlement (art. 34 et 37) : respect : *Mazeaud (Pierre)* (p. 5699).

Communauté européenne :
- « actes communautaires comportant des dispositions de nature législative » : définition : *Mazeaud (Pierre)* (p. 5699) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 5701, 5702) ;
- Etats membres : contrôle parlementaire des décisions communautaires : modalités : *Pezet (Michel)* (p. 5702) ;
- institutions communautaires : déficit démocratique, inflation normative et dérive technocratique : *Gouzes (Gérard)* (p. 5696) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5698) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 5699) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 5700).

Parlement : rôle : restauration : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 5700).

Résolution : définition juridique : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 5700).

Sessions parlementaires : durée : allongement : *Lamassoure (Alain)* (p. 5702).

Rappel au règlement : *Mazeaud (Pierre) :* rappelle qu'en 1959 le Gouvernement a participé aux débats sur le règlement de l'Assemblée nationale et se félicite, en conséquence, de la présence du Gouvernement à l'occasion du débat sur la modification introduite en application de l'article 88-4 de la Constitution (p. 5698).

Discussion de l'article unique [18 novembre 1992] (p. 5705).

Article unique *(application de l'article 88 alinéa 4 de la Constitution : résolutions portant sur les propositions d'actes communautaires)* (p. 5705) : adopté après modifications (p. 5710).

Amendement n° 7 de M. Michel Pezet (précise que la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes est saisie d'office de ces propositions de résolution et exerce à leur endroit les compétences attribuées aux commissions saisies pour avis), rectifié (p. 5705) : retiré (p. 5706).

Défavorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 5705, 5706) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 5707).

Discussion commune des amendements n°s 4 et 9.

Amendement n° 4 de M. Gérard Gouzes (dispose que, sur demande du Gouvernement, la commission saisie au fond dépose son rapport dans le mois de session ordinaire qui suit cette demande) : adopté après modifications (p. 5706).

Sous-amendement n° 13 de M. Alain Lamassoure (précise qu'une telle demande peut également émaner des présidents de groupes) : adopté (p. 5706).

Favorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 5706).

Observations : *Mazeaud (Pierre)* (p. 5706).

Amendement n° 9 de M. Michel Pezet (dispose que la commission saisie au fond dépose son rapport dans le mois de session ordinaire suivant la distribution de la proposition de résolution) : retiré (p. 5706).

Amendements n°s 8 et 10 rectifié de M. Michel Pezet : devenus sans objet (p. 5706).

Amendement n° 5 de M. Gérard Gouzes (de conséquence) : adopté (p. 5706).

Amendement n° 2 de M. Jean-Claude Lefort (dispose que, lorsqu'une proposition de résolution est inscrite à l'ordre du jour, elle est discutée dans le délai d'un mois, en session ou hors session) (p. 5707) : retiré (p. 5708).

Défavorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 5707, 5708) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 5707) ; *Pezet (Michel)* (p. 5707).

Amendement n° 1 de M. Jean Auroux (dispose que, lorsqu'elle est demandée par un président de groupe, l'inscription à l'ordre du jour complémentaire est de droit) (p. 5708) : adopté (p. 5710).

Soutenu par : *Cacheux (Denise)* (p. 5708, 5710).

Défavorables : *Mazeaud (Pierre)* (p. 5709, 5710) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 5709) ; *Deprez (Léonce)* (p. 5709).

Observations : *Gouzes (Gérard)* (p. 5708, 5709, 5710).

Amendement n° 3 rectifié de M. Jean-Claude Lefort (dispose que, lorsqu'elle est demandée par un président de groupe, l'inscription à l'ordre du jour complémentaire est de droit) : adopté (p. 5710).

Amendement n° 6 de M. Gérard Gouzes (précise que le texte adopté par une commission saisie au fond est transmis par son président au président de l'Assemblée nationale) : adopté (p. 5710).

Amendement n° 11 de M. Michel Pezet (de conséquence) : retiré (p. 5710).

Après l'article unique :

Amendement n° 12 de M. Michel Pezet (dispose que le président de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes participe à la conférence des présidents) (p. 5710) : adopté (p. 5711).

Défavorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 5710).

Observations : *Mazeaud (Pierre)* (p. 5711) ; *Deprez (Léonce)* (p. 5711).

Titre : *proposition de résolution tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution.*

Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution (p. 5711).

46. Proposition de résolution n° 3026 tendant à **modifier le règlement de l'Assemblée nationale concernant les résolutions sur les propositions d'actes communautaires.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 9 novembre 1992 par M. André Lajoinie. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

47. Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée nationale (n° 3028).

Dépôt à l'Assemblée nationale le 10 novembre 1992. - Renvoi à une commission *ad hoc* (voir pages préliminaires). - Rapporteur : M. François Massot (24 novembre 1992). - Rapport **n° 3092** (1er décembre 1992). - Nouveau titre : « Demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Jean-Michel Boucheron, député de la Charente ». - Discussion et adoption le 3 décembre 1992. - Résolution **n° 745.**

Déroulement de la séance :

Avant la discussion de la proposition de résolution [3 décembre 1992] (p. 6489).

Présentation du rapport :
- rapport de la commission *ad hoc : Massot (François)* (p. 6489).

Principaux thèmes développés :

Député : Jean-Michel Boucheron (Charente) :
- poursuites judiciaires : *Massot (François)* (p. 6489) ;
- non comparution devant la commission *ad hoc : Massot (François)* (p. 6489).

Immunité : levée :
- commission *ad hoc :* missions, travaux et conclusions : *Massot (François)* (p. 6489, 6490) ;
- procédure applicable : *Massot (François)* (p. 6489).

Proposition de résolution *(levée de l'immunité parlementaire de M. Jean-Michel Boucheron) (Charente)* : adoptée dans le texte de la commission *ad hoc* (p. 6490).

48. Proposition de résolution n° 3128 renvoyant Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, **devant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice.**

Sénat (première lecture). - **N° 49** (1992-1993). - Dépôt le 17 novembre 1992. - Renvoi à une commission élue spécialement pour son examen. - Rapporteur : M. Charles Jolibois. - Rapport **n° 101** (1992-1993) (9 décembre 1992). - Discussion et adoption le 10 décembre 1992. - Proposition de résolution **n° 31** (1992-1993).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 3128.** - Dépôt le 10 décembre 1992. - Renvoi à une commission élue spécialement pour son examen. - Composition [*J.O.* du 12 décembre 1992] (p. 17056). - Rapporteur : M. Didier Migaud (15 décembre 1992). - Rapport **n° 3143** (15 décembre 1992). - Discussion et rejet le 16 décembre 1992. - Proposition de résolution **n° 773.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 145** (1992-1993). - Dépôt le 17 décembre 1992. - Renvoi à la commission élue spécialement pour son examen. - Rapporteur : M. Charles Jolibois. - Rapport **n° 219** (1992-1993) (16 février 1993).

PREMIERE LECTURE [16 décembre 1992] (p. 7312, 7321).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport de la commission élue spécialement : Migaud (Didier) (p. 7312).

Interventions de : Hervé (Edmond) (p. 7314) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7316) ; *Auroux (Jean)* (p. 7316, 7317).

Débat sur la proposition de résolution : Toubon (Jacques) (p. 7321) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7324) ; *Voisin (Michel)* (p. 7324) ; *Millon (Charles)* (p. 7325).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale :

- commission d'enquête chargée d'examiner l'état des connaissances scientifiques et les actions menées à l'égard de la transmission du sida au cours des dix dernières années en France et à l'étranger : *Auroux (Jean)* (p. 7316) ; *Millon (Charles)* (p. 7326) ;
- commission élue spécialement : mission et travaux : proposition d'amendement : *Migaud (Didier)* (p. 7312, 7313) ; *Auroux (Jean)* (p. 7316) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7324) ; *Voisin (Michel)* (p. 7325) ; *Millon (Charles)* (p. 7327) ;
- organisation du débat : *Toubon (Jacques)* (p. 7316).

Droits de l'homme et libertés publiques : présomption d'innocence : *Migaud (Didier)* (p. 7312, 7313) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7325).

Groupe socialiste : refus de participer au vote : *Auroux (Jean)* (p. 7317) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7321, 7322, 7323) ; *Millon (Charles)* (p. 7327).

Haute Cour de justice :

- M. Edmond Hervé et Mme Georgina Dufoix : mise en accusation : culpabilité ou innocence : *Migaud (Didier)* (p. 7313, 7314) ; *Hervé (Edmond)* (p. 7314, 7316) ; *Auroux (Jean)* (p. 7316, 7317) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7323) ; *Millon (Charles)* (p. 7326) ;
- M. Laurent Fabius : absence de mise en accusation : *Toubon (Jacques)* (p. 7322, 7323) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7324) ;
- réforme : *Migaud (Didier)* (p. 7312, 7314) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7322) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7324) ; *Voisin (Michel)* (p. 7325) ;
- saisine : nécessité et souhait du Président de la République : *Toubon (Jacques)* (p. 7323, 7324) ; *Voisin (Michel)* (p. 7325) ; *Millon (Charles)* (p. 7326).

Justice : ministres et hommes politiques : soumission au droit commun : *Migaud (Didier)* (p. 7313) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7322) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7324).

Sénat : rapport de la commission *ad hoc* et proposition de résolution : contenu : *Migaud (Didier)* (p. 7312, 7313) ; *Hervé (Edmond)* (p. 7314) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7324) ; *Voisin (Michel)* (p. 7325) ; *Millon (Charles)* (p. 7327).

Vie, médecine et biologie :

- dons du sang : contamination par le virus H.I.V. : dépistage : *Migaud (Didier)* (p. 7313) ; *Hervé (Edmond)* (p. 7315) ;
- hémophiles : contamination par le virus H.I.V. : prévention (produits chauffés), responsabilités et sanctions : *Migaud (Didier)* (p. 7312, 7313) ; *Hervé (Edmond)* (p. 7315, 7316) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7324) ; *Voisin (Michel)* (p. 7324) ; *Millon (Charles)* (p. 7325) ;
- sida : découverte et évolution des connaissances scientifiques : *Hervé (Edmond)* (p. 7314, 7315).

Article unique *(renvoi de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice)* (p. 7327).

Rappel au règlement : *Barrot (Jacques)* : souhaite que la procédure de saisine de la Haute Cour, qu'il considère comme ambigüe, soit rapidement modifiée et souligne que, contrairement à l'intitulé de l'article 68 de la Constitution, l'adoption de la résolution de renvoi devant la commission d'instruction de la Haute Cour ne signifie pas « mise en accusation » des deux ministres concernés (p. 7328) ; *Emmanuelli (Henri) (P)* (p. 7328).

Rappel au règlement : *Lajoinie (André)* : regrette que la proposition de réforme constitutionnelle déposée par le groupe communiste et visant à rendre les ministres justiciables devant les tribunaux ordinaires n'ait pas été examinée ; souhaite cependant que la procédure de saisine de la Haute Cour soit menée à son terme et demande une suspension de séance afin de délibérer sur le refus de vote du groupe socialiste (p. 7328).

Rappel au règlement : *Millon (Charles)* : rappelle le souci de justice et de vérité des groupes R.P.R., U.D.C. et U.D.F. et le souhait de leurs présidents d'une proposition de résolution de saisine de la Haute Cour établie par consensus ; précise que les groupes de l'opposition voteront l'amendement présenté par la commission spécialement élue afin de ne pas interrompre le processus de saisine (p. 7328, 7329).

Rappel au règlement : *Lajoinie (André)* : rappelle l'importance de l'amendement présenté par la commission spécialement élue et interpelle les membres du groupe socialiste afin qu'ils ne s'opposent pas à la saisine de la Haute Cour (p. 7329).

Rappel au règlement : *Auroux (Jean)* : rappelle la gravité du vote que va émettre l'Assemblée nationale ; s'inquiète de l'utilisation politique de son résultat et d'une éventuelle erreur judiciaire ; réaffirme que le groupe socialiste ne participera pas au vote de la résolution de renvoi (p. 7330, 7331).

Amendement n° 1 de la commission élue spécialement (propose une nouvelle rédaction de l'article unique qui réduit les incriminations possibles à celles prévues par l'article 63 du code pénal, relatif au délit de non-assistance) (p. 7330) : rejeté par scrutin public à la tribune (p. 7331).

Soutenu par : *Migaud (Didier)* (p. 7330).

Vote des groupes :

Groupe communiste : pour : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7324).

Groupe socialiste : ne prend pas part au vote : *Auroux (Jean)* (p. 7317).

Groupe R.P.R. : pour : *Toubon (Jacques)* (p. 7324).

Groupe U.D.C. : pour : *Voisin (Michel)* (p. 7325).

Groupe U.D.F. : pour : *Millon (Charles)* (p. 7327).

Rejet, par scrutin public à la tribune, de l'article unique de la proposition de résolution (p. 7331).

49. Proposition de résolution n° 3129 tendant à **modifier l'article 140 du règlement de l'Assemblée nationale concernant les modalités de constitution des commissions d'enquête et de contrôle.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 10 décembre 1992 par MM. Pierre Mazeaud et Robert Pandraud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

50. Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée nationale (n° 3155).

Dépôt à l'Assemblée nationale le 16 décembre 1992. - Renvoi à une commission *ad hoc* (voir pages préliminaires). - Rapporteur : M. François Massot (18 décembre 1992). - Rapport **n° 3210** (20 décembre 1992). - Nouveau titre : « Demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Jean-Michel Boucheron, député de la Charente ». - Discussion et adoption le 20 décembre 1992. - Résolution **n° 790.**

Avant la discussion de la proposition de résolution [20 décembre 1992] (p. 7654).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission *ad hoc : Dosière (René)* suppléant *Massot (François)* (p. 7654).

Principaux thèmes développés :

Député : Jean-Michel Boucheron :

- indemnité parlementaire : suspension du versement : *Dosière (René)* (p. 7655) ;
- non-comparution devant la commission *ad hoc : Dosière (René)* (p. 7655) ;
- poursuites judiciaires et mandat d'arrêt : *Dosière (René)* (p. 7655).

Immunité : levée : mission et travaux de la commission *ad hoc : Dosière (René)* (p. 7655).

Proposition de résolution *(levée de l'immunité parlementaire de M. Jean-Michel Boucheron - Charente) :* adoptée compte tenu des conclusions de la commission *ad hoc* (p. 7655).

51. Proposition de résolution n° 3194 renvoyant M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la **commission d'instruction de la Haute Cour de justice.**

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 3194.** - Dépôt le 18 décembre 1992 par M. Laurent Fabius et plusieurs de ses collègues. -Renvoi à une commission élue spécialement pour son examen. - Composition [*J.O.* du 19 décembre 1992] (p. 17435). - Rapporteur : M. Didier Migaud (19 décembre 1992). - Rapport **n° 3197** (19 décembre 1992). - Discussion et adoption le 19 décembre 1992. - Proposition de résolution **n° 780.**

Sénat (première lecture). - **N° 165** (1992-1993). - Dépôt le 19 décembre 1992. - Renvoi à une commission élue spécialement pour son examen. - Rapporteur : M. Charles Jolibois. - Rapport **n° 168** (1992-1993) (20 décembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 20 décembre 1992. - Résolution **n° 52** (1992-1993).

PREMIERE LECTURE [19 décembre 1992] (p. 7581).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport de la commission élue spécialement : Migaud (Didier) (p. 7581).

Intervention de : Fabius (Laurent) (p. 7582).

Débat sur la proposition de résolution : Toubon (Jacques) (p. 7584) ; *Pierna (Louis)* (p. 7585) ; *Millon (Charles)* (p. 7586) ; *Barrot (Jacques)* (p. 7586).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale :

- commission spécialement élue : proposition de résolution : contenu et délit retenu : *Migaud (Didier)* (p. 7582) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7585) ;
- groupe socialiste : première proposition de résolution : non participation au vote : *Migaud (Didier)* (p. 7582).

Délinquance et criminalité : délit de non assistance (art. 63 du code pénal) : prescription : *Migaud (Didier)* (p. 7582) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7585).

Haute Cour de justice :

- Laurent Fabius : mise en accusation : *Migaud (Didier)* (p. 7582) ; *Fabius (Laurent)* (p. 7584) ; *Pierna (Louis)* (p. 7585) ;
- Mme Georgina Dufoix, MM. Edmond Hervé et Laurent Fabius : renvoi devant la Haute Cour et respect de la présomption d'innocence : *Migaud (Didier)* (p. 7581, 7582) ; *Fabius (Laurent)* (p. 7583) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7585) ; *Pierna (Louis)* (p. 7585, 7586) ; *Millon (Charles)* (p. 7586) ; *Barrot (Jacques)* (p. 7587) ;
- réforme : *Migaud (Didier)* (p. 7582) ; *Pierna (Louis)* (p. 7585) ; *Millon (Charles)* (p. 7586) ; *Barrot (Jacques)* (p. 7586) ;
- saisine : débat et vote : gravité et nécessité : *Migaud (Didier)* (p. 7581) ; *Fabius (Laurent)* (p. 7584) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7584) ; *Millon (Charles)* (p. 7586) ; *Barrot (Jacques)* (p. 7586, 7687).

Justice : ministres et hommes politiques : soumission au droit commun : *Fabius (Laurent)* (p. 7583) ; *Pierna (Louis)* (p. 7585) ; *Barrot (Jacques)* (p. 7587).

Sénat : rapport de la commission *ad hoc* et proposition de résolution : contenu : *Migaud (Didier)* (p. 7582) ; *Pierna (Louis)* (p. 7585, 7586).

Vie, médecine et biologie : dons du sang : contamination par le virus H.I.V. : « drame », décisions ministérielles et responsabilités : *Migaud (Didier)* (p. 7581) ; *Fabius (Laurent)* (p. 7582, 7583) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7584) ; *Pierna (Louis)* (p. 7585) ; *Millon (Charles)* (p. 7586) ; *Barrot (Jacques)* (p. 7587).

Article unique *(renvoi de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice)* (p. 7587).

Vote des groupes :

Groupe communiste : pour : *Pierna (Louis)* (p. 7586).

Groupe R.P.R. : pour : *Toubon (Jacques)* (p. 7585).

Groupe U.D.C. : pour : *Barrot (Jacques)* (p. 7586).

Groupe U.D.F. : pour : *Millon (Charles)* (p. 7586).

Groupe socialiste : pour (p. 7597).

Adoption, par scrutin public à la tribune, de l'article unique de la proposition de résolution (p. 7588).

Questions au Gouvernement :

- **n° 1265 - Attitude du Gouvernement à l'égard de l'opposition :** *Vivien (Robert-André).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre [27 mai 1992] (p. 1729, 1730) :

Relations entre le Parlement et le Gouvernement ; comportement de certains ministres à l'égard des parlementaires ; tenue des députés lors des séances de questions au Gouvernement.

Voir *Assemblée nationale.*
Constitution **7,** première lecture.
Elections et référendums.
Lois de finances **8, 9.**
Motions de censure.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : urbanisme, logement et services communs.
Politique générale **2, 3.**
Rappels au règlement de : Mazeaud (Pierre) [2 juin 1992] (p. 1794).
Sénat.
Traités et conventions **124, 132.**

Parlementaires : indemnités : régime fiscal.

Voir *Lois de finances rectificatives* **5,** après l'article 28.

PARTICIPATION

Voir *Epargne* **5 :** avant la discussion des articles et après l'article 8.

PARTIS ET MOUVEMENTS POLITIQUES

5. Proposition de loi n° 2368 relative à la **déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement** et des **titulaires de certaines fonctions électives.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 novembre 1991 par M. Jean Auroux. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel (12 décembre 1991). - Rapport **n° 2943** [13 octobre 1992]. - Urgence déclarée le 16 octobre 1992. - Discussion et adoption le 19 octobre 1992. - Proposition de loi **n° 727**. - Nouveau titre : « Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certains mandats électoraux ou fonctions électives ».

Sénat (première lecture). - **N° 13** (1992-1993). - Dépôt le 20 octobre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Christian Bonnet. - Rapport **n° 93** (1992-1993) (9 décembre 1992). - Discussion et adoption le 10 décembre 1992. - Proposition de loi **n° 33** (1992-1993).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 3131.** - Dépôt le 11 décembre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* **Débats** du 15 décembre 1992] (p. 7265).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles : discussion générale commune de la proposition de loi n° 2368 relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives et de la proposition de loi organique n° 2370 relative à la déclaration du patrimoine des parlementaires [19 octobre 1992] (p. 3965) : voir *Parlement* **34.**

Discussion des articles [19 octobre 1992] (p 3965).

Article 1er *(art. 1er de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 : déclaration de patrimoine des membres du Gouvernement)* (p. 3965) : adopté (p. 3966).

Article 2 *(art. 2 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 : déclaration de patrimoine des titulaires de certains mandats électoraux ou fonctions électives) :* adopté (p. 3966).

Article 3 *(art. 3 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 : Commission pour la transparence financière de la vie politique)* (p. 3966) : adopté après modifications (p. 3967).

Amendement n° 2 de M. Pierre-André Wiltzer (propose que pour apprécier la variation des situations patrimoniales, la commission puisse demander des informations aux services administratifs de l'Etat) : adopté après rectification (p. 3966).

Favorable : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3966).

Amendement n° 1, deuxième rectification, de M. Jean-Pierre Michel (dispose que, dans le mois suivant la réception des déclarations, la commission publie un rapport qui relate les conditions dans lesquelles les personnes nommément désignées se sont acquittées de leur obligation de déclaration) (p. 3966) : adopté (p. 3967).

Article 4 *(abrogation de l'article 4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) :* adopté (p. 3967).

Article 5 *(art. L. 195, L. 230 et L. 340 du code électoral ; article 5 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 : inéligibilités) :* adopté (p. 3967).

Article 6 *(abrogation de l'article L.O. 135-2 du code électoral) :* adopté (p. 3967).

Titre : *proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certains mandats électoraux ou fonctions électives.*

Explications de vote : *Pierna (Louis)* (p. 3967).

Elus : déclaration de patrimoine : publicité et transparence pour l'opinion publique : *Pierna (Louis)* (p. 3967).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Pierna (Louis)* (p. 3967).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3967).

Voir *Motion de censure.*
Lois de finances **11,** avant la discussion des articles et article 76.
Parlement **34.**
Politique générale **2, 3.**
Régions : questions au Gouvernement.
Vie publique **1.**

PATRIMOINE

4. Proposition de loi n° 2644 tendant à compléter le code de l'expropriation afin de **renforcer le dispositif de protection du patrimoine historique et artistique national.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 avril 1992 par M. Michel Péricard. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Questions orales sans débat :

- n° 600 - Patrimoine (politique du patrimoine) : *Broissia (Louis de)* à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : publiée au *J.O.* du 17 juin 1992 (p. 2460) ; non appelée :

Loi de programme du 5 janvier 1988 : arrivée à échéance ; nouveau projet : perspectives.

- n° 608 - Patrimoine (politique du patrimoine) : *Bourg-Broc (Bruno)* à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : publiée au *J.O.* du 23 juin 1992 (p. 2690). Réponse : *Jeanneney (Jean-Noël),* secrétaire d'Etat à la communication [26 juin 1992] (p. 2880, 2881) :

Loi de programme du 5 janvier 1988 : arrivée à échéance ; nouveau projet de loi de programme : perspectives.

Voir *Arts et spectacles* **4.**
Commerce extérieur **4.**
Lois de finances **11,** deuxième partie : Education nationale et culture : culture.
Propriété intellectuelle **5.**
Tourisme et loisirs **8.**

PENSIONS DE REVERSION

1. Proposition de loi n° 3175 relative au **partage de la pension de réversion entre les conjoints successifs de l'assuré défunt.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 décembre 1992 par M. Henri Cuq. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie : Affaires sociales et santé.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Anciens combattants et victimes de guerre.
Retraites : généralités.

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET DES VICTIMES DE GUERRE

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie : Anciens combattants et victimes de guerre.

PERSONNES AGEES

Questions au Gouvernement :

- n° 1356 - Dépendance des personnes âgées : *Jacquat (Denis).* Réponse : *Cathala (Laurent),* secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés [21 octobre 1992] (p. 4047, 4048) :

Politique de la vieillesse ; autonomie par rapport aux revenus ; médicalisation des lits et relèvement des forfaits soins.

- **n° 1358 - Dépendance des personnes âgées :** *Sublet (Marie-Josèphe).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration [21 octobre 1992] (p. 4049) :

Politique de la vieillesse ; risque de dépendance ; projet de loi : inscription à l'ordre du jour : perspectives.

- **n° 1361 - Projet de loi sur la dépendance des personnes âgées :** *Chamard (Jean-Yves).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre [21 octobre 1992] (p. 4052, 4053) :

Politique de la vieillesse ; risque de dépendance ; projet de loi : dépôt : perspectives.

- **n° 1371 - Financement des hospices :** *Préel (Jean-Luc).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration [28 octobre 1992] (p. 4465, 4466) :

Etablissements d'accueil : hospices : humanisation ; désengagement de l'Etat ; contrats de plan Etat-régions ; budget pour l'année 1993.

- **n° 1456 - Dépendance des personnes âgées :** *Auroux (Jean).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre [9 décembre 1992] (p. 6786, 6787, 6788) :

Bilan social de la gauche ; personnes âgées dépendantes : création d'une allocation « autonomie-indépendance » ; lutte contre l'exclusion ; impôt de solidarité sur la fortune ; partage du travail : traduction dans les faits : perspectives ; protection sociale française.

- **n° 1479 - Personnes âgées :** *Daubresse (Marc-Philippe).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration [16 décembre 1992] (p. 7310, 7311) :

Vieillissement de la population ; création *in extremis* du Fonds de solidarité vieillesse ; multiplication par dix du nombre de places en service de soins à domicile ; places en section de cure médicale ; maisons de retraite et hospices : participation financière de l'Etat.

Questions orales sans débat :

- **n° 650 - Personnes âgées (politique de la vieillesse) :** *Richard (Lucien)* à M. le ministre des affaires sociales et de l'intégration : publiée au *J.O.* du 2 décembre 1992 (p. 6403). Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration [4 décembre 1992] (p. 6536, 6537, 6538) :

Risque de dépendance : reconnaissance ; maintien à domicile ; aide ménagère : développement ; hospices : humanisation.

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **5.**
D.M.O.S. **1,** première lecture : après l'article 24.
Lois de finances **11,** avant la discussion des articles : après l'article 2 et avant l'article 70.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Affaires sociales et santé.
Politique économique et sociale **19.**
Retraites : généralités.
Sécurité sociale : questions à un ministre.

PERSONNES SANS DOMICILE FIXE

Voir *Droit pénal* **17.**
Ordre public : questions au Gouvernement.

PETITIONS

VI. - Pétition publiée à l'annexe au feuilleton n° 290 du 21 décembre 1990 (voir Table 1990).

40. Réponse de M. Henri Nallet, garde des sceaux, ministre de la justice, le 2 juillet 1991 (annexe au feuilleton n° 474 du 8 juillet 1992).

VII. - Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 332 du 31 mai 1991 et aux débats de l'Assemblée nationale du 13 juin 1991 (voir Table 1991).

47. Réponse de M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, le 6 septembre 1991 (annexe au feuilleton n° 474 du 8 juillet 1992).

49. Réponse de M. Paul Legatte, médiateur le 19 juillet 1991 (annexe au feuilleton n° 474 du 8 juillet 1992).

VIII. - Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 474 du 8 juillet 1992.

51. (13 mai 1991). - M. Alain Alexandre, président de l'association « Vivre à Fontenay », dénonce l'utilisation à des fins autres que la circulation d'un certain nombre de chemins ruraux de la commune de Fontenay-Saint-Père dans les Yvelines. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales.

52. (8 août 1991). - M. Michel Rousselle, incarcéré à la maison centrale des Godets (Allier), demande son transfert dans une autre maison centrale. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement, le pétitionnaire ayant été transféré à la maison centrale de Poissy en décembre 1991.

53. (10 janvier 1992). - M. Gérard Dupré, incarcéré à la prison de Fresnes, dénonce les fouilles pratiquées dans cet établissement. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice, et à M. le ministre de la santé et de l'action humanitaire.

54. (11 février 1992). - M. René-Georges Billiotte, demeurant à Verdun, dénonce l'utilisation par le ministère public de faux en écriture. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement, conformément au principe de séparation des pouvoirs entre l'exécutif et le judiciaire.

55. (8 avril 1992). - M. Lucien Orsane, demeurant à Decazeville, demande l'envoi d'une copie de l'acte administratif statuant sur ses bonifications militaires à la suite de son reclassement dans un corps hiérarchiquement supérieur. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement, l'intéressé ayant saisi la commission d'accès aux documents administratifs dont il a obtenu une réponse positive.

56. (8 avril 1992). - M. Catello Prota, incarcéré à la maison d'arrêt de Nice, conteste la procédure d'extradition dont il a été l'objet. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

VIII *bis*. - Réponses aux pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 474 du 8 juillet 1992.

51. Réponse de M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, le 9 septembre 1992 (annexe au feuilleton n° 532 du 22 décembre 1992).

53. Réponse de M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, le 18 septembre 1992 (annexe au feuilleton n° 532 du 22 décembre 1992).

56. Réponse de M. Michel Vauzelle, garde des sceaux, ministre de la justice, le 1er octobre 1992 (annexe au feuilleton n° 532 du 22 décembre 1992).

IX. - Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 532 du 22 décembre 1992.

57. (11 août 1992). - M. Yves Loviconi, détenu à Caen, dénonce le caractère arbitraire de la détention dont il fait l'objet puisque, libéré le 27 décembre 1973 en application d'une grâce ministérielle, il subit aujourd'hui en application de l'arrêt de la Cour de cassation du 4 avril 1984, le reliquat des quinze années de réclusion criminelle, sur lequel il avait obtenu cette grâce au prétexte qu'une erreur d'écriture aurait été commise par le greffe judiciaire qui l'a libéré. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice.

58. (2 octobre 1992). - M. Edouard Gallet, demeurant à Chaumont, proteste contre les négligences de la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est le privant de la moitié de sa pension de vieillesse. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : transmission au médiateur.

59. (2 octobre 1992). - M. Jacques Belhomme, demeurant à Pinsaguel dans la Haute-Garonne, met en cause le fonctionnement du service public de la justice à propos de l'instruction du dossier relatif à l'accident de la circulation dont a été victime son fils en 1976. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

60. (17 septembre 1992). - M. Lucien Orsane, demeurant à Decazeville, s'étonne de ne pas avoir reçu copie de l'acte administratif statuant sur ses bonifications militaires lors de son changement de corps au 1er septembre 1965. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture.

61. (10 décembre 1992). - M. Dusserre-Telmon, président de l'association de défense des maîtres d'œuvre en bâtiment, dénonce une lacune de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction qui impose aux constructeurs de souscrire une assurance au bénéfice de leurs clients mais ne propose aucun mécanisme de solidarité quand une société d'assurance fait faillite avant la fin du contrat souscrit par le constructeur. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de l'économie et des finances et à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports.

62. (10 décembre 1992). - Mme Andrée Delannet, demeurant à Paris, proteste contre les nuisances sonores occasionnées par une discothèque installée dans un immeuble à usage d'habitation. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement, cette affaire relevant de la compétence des instances administratives locales, à savoir le commissariat de police et le procureur de la République.

PETROLE ET DERIVES

2. Projet de loi n° 3025 portant réforme du **régime pétrolier.**

Sénat (première lecture). - **N° 517** (1991-1992). - Dépôt le 8 juillet 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'industrie et du commerce extérieur. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Urgence déclarée le 27 octobre 1992. - Rapporteur : M. Louis de Catuelan. - Rapport **n° 25** (28 octobre 1992) (1992-1993). - Discussion et adoption le 5 novembre 1992. - Projet de loi **n° 14** (1992-1993).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 3025**. - Dépôt le 6 novembre 1992. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Paul Bachy (20 novembre 1992). - Rapport **n° 3062** (25 novembre 1992). - Discussion et adoption le 15 décembre 1992. - Projet de loi **n° 772.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 138** (1992-1993). - Dépôt le 16 décembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 17 décembre 1992] (p. 17283). - Réunion le 18 décembre 1992. - Bureau [*J.O.* du 19 décembre 1992] (p. 17438).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean-Paul Bachy. - Rapport **n° 3191** (18 décembre 1992). - Discussion et adoption le 19 décembre 1992. - Projet de loi **n° 782.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Louis de Catuelan. - Rapport **n° 148** (1992-1993) (18 décembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 20 décembre 1992. - Projet de loi **n° 55** (1992-1993).

Loi n° 92-1443 du 31 décembre 1992 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1993 (p. 11).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 1992] (p. 7208).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission de la production : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7208).

Discussion générale : Bonnet (Alain) (p. 7209) ; *Borotra (Franck)* (p. 7210) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7211) ; *Lordinot (Guy)* (p. 7212) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7213).

Interventions du Gouvernement : Billardon (André) (p. 7214, 7216) ; *Josselin (Charles)* (p. 7216).

Interruption de : Borotra (Franck) (p. 7215).

Principaux thèmes développés :

Carburants :

- compagnies pétrolières : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7209) ; *Bonnet (Alain)* (p. 7209) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7215) ;
- hydrocarbures : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7209) ; *Bonnet (Alain)* (p. 7209) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7215) ;
- raffinage : *Borotra (Franck)* (p. 7211) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7213) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7214, 7215) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 7218) ;
- stocks ; Société anonyme de gestion des stocks stratégiques (Sagess) : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7208, 7209) ; *Bonnet (Alain)* (p. 7210) ; *Borotra (Franck)* (p. 7210, 7211, 7215) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7211, 7212) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7213) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7215, 7216).

Commerce extérieur : Moyen Orient : dépendance pétrolière de la France : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7213) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7216).

D.O.M. - T.O.M. : Antilles : société anonyme de raffinerie des Antilles (S.A.R.A.) : *Lordinot (Guy)* (p. 7212) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7216).

Energie : économies d'énergie : *Billardon (André) (G)* (p. 7214).

Essence sans plomb : tarifs : *Lordinot (Guy)* (p. 7213).

Mer et littoral :

- pavillon européen : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7209) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 7217) ;
- pavillon français : compétitivité : *Gantier (Gilbert)* (p. 7212) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 7216) ;
- pavillons : immatriculation aux Terres australes et antarctiques françaises (T.A.A.F.) et Kerguelen : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7209) ; *Bonnet (Alain)* (p. 7210) ; *Borotra (Franck)* (p. 7211) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7212) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7213) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 7217, 7218).

Transports maritimes : navires pétroliers : sécurité : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7213, 7214) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 7218).

Discussion des articles [15 décembre 1992] (p. 7218).

Article 1er *(libéralisation du régime pétrolier) :* adopté après modifications (p. 7218).

Amendement n° 49 de M. Guy Lordinot (prévoit, dans les D.O.M., des restrictions à la libéralisation) : adopté (p. 7218).

Observations : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7218) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7218).

Article 2 *(principe des stocks stratégiques)* (p. 7218) : adopté après modifications (p. 7219).

Amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7218).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7218).

Observations : *Billardon (André) (G)* (p. 7218).

Amendement n° 37 de M. Jean Tardito (porte, à compter du 1er janvier 1996, les stocks stratégiques au niveau de cent vingt jours de consommation de l'année précédente) (p. 7218) : rejeté (p. 7219).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7219).

Défavorables : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7219) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7219).

Amendement n° 2 de la commission (prévoit la constitution d'un stock minimum de produits pétroliers dont la liste est annexée à l'article 2, le surplus du stock obligatoire pouvant être constitué par des produits équivalents) : adopté (p. 7219).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7219).

Favorable : *Billardon (André) (G)* (p. 7219).

Amendement n° 21 de M. Jean-Paul Virapoullé (ajoute le gaz de pétrole liquéfié à la liste des produits stockés dans les départements d'outre-mer) : adopté après modifications (p. 7219).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 7219).

Observations : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7219) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7219).

Sous-amendement n° 51 du Gouvernement (limite les dispositions de l'amendement n° 21 à la Réunion et à la Guyane) : adopté (p. 7219).

Soutenu par : *Billardon (André) (G)* (p. 7219).

Favorables : *Gantier (Gilbert)* (p. 7219) ; *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7219).

Article 3 *(gestion des stocks stratégiques)* (p. 7219) : adopté après modifications (p. 7221).

Observations : *Borotra (Franck)* (p. 7219, 7220) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7220).

Carburants : stocks : Société anonyme de gestion des stocks stratégiques (Sagess) : *Borotra (Franck)* (p. 7219, 7220) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7220).

Amendement n° 22 de M. Francks Borotra (maintient à la Société anonyme de gestion des stocks stratégiques - Sagess - le monopole de la constitution et de la conservation des stocks) : retiré (p. 7220).

Défavorables : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7220) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7220).

Amendement n° 23 de M. Francks Borotra (prévoit que la Société anonyme de gestion des stocks stratégiques - Sagess - assure la constitution et la conservation des stocks) (p. 7220) : retiré (p. 7223).

Amendement n° 3 de la commission (donne au comité professionnel chargé de la constitution et de la conservation des stocks la possibilité d'emprunter) : rejeté (p. 7221).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7221).

Défavorable : *Billardon (André) (G)* (p. 7221).

Amendement n° 4 de la commission (précise que le comité peut recourir aux services de la Société anonyme de gestion des stocks stratégiques - Sagess) : adopté (p. 7221).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7221).

Favorable : *Billardon (André) (G)* (p. 7221).

Amendement n° 24 de M. Franck Borotra (supprime la disposition relative à la rémunération que reçoit le comité professionnel pour les services qu'il rend) : retiré (p. 7221).

Discussion des amendements identiques n°s 52 du Gouvernement et 25 de M. Franck Borotra (suppriment la disposition relative aux modalités de prescription des rémunérations dues au comité professionnel) : adoptés (p. 7221).

Observations : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7221).

Discussion des amendements identiques n°s 52 et 25 (suppriment la disposition relative aux modalités de perception des rémunérations dues au comité professionnel).

Amendement n° 52 du Gouvernement : adopté (p. 7221).

Soutenu par : *Billardon (André) (G)* (p. 7221).

Observations : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7221).

Amendement n° 25 de M. Franck Borotra : adopté (p. 7221).

Amendement n° 26 de M. Franck Borotra (propose que l'organisme qui détient les stocks en devienne progressivement propriétaire) : rejeté (p. 7221).

Défavorables : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7221) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7221).

Article 4 *(constitution des stocks stratégiques)* (p. 7221) : adopté après modifications (p. 7223).

Discussion commune des amendements n°s 27, 53 et 5.

Amendement n° 27 de M. Franck Borotra (de conséquence) : retiré (p. 7222).

Amendement n° 53 du Gouvernement (prévoit le versement direct de la rémunération due par tout opérateur bénéficiant du statut d'entrepositaire au comité professionnel auprès duquel doit être versée une caution) : adopté (p. 7222).

Soutenu par : *Billardon (André) (G)* (p. 7222).

Observations : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7222).

Amendement n° 5 de la commission (exclut la possibilité introduite par le Sénat d'un recours direct à la Sagess pour le versement de la rémunération) : devenu sans objet (p. 7222).

Amendement n° 28 de M. Franck Borotra (de conséquence) : retiré (p. 7222).

Amendement n° 54 du Gouvernement (prévoit que l'Etat perçoit la rémunération pour le compte du comité professionnel comme en matière de taxes intérieures de consommation) : adopté (p. 7222).

Soutenu par : *Billardon (André) (G)* (p. 7222).

Observations : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7222).

Amendement n° 29 de M. Franck Borotra (de conséquence) : retiré (p. 7222).

Amendement n° 55 du Gouvernement (prévoit que, comme en métropole, les opérateurs des D.O.M. versent directement la rémunération au comité professionnel) : adopté (p. 7222).

Soutenu par : *Billardon (André) (G)* (p. 7222).

Observations : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7222).

Amendement n° 43 du Gouvernement (prévoit, dans les D.O.M., une période transitoire ne pouvant dépasser le 31 décembre 1993) : adopté (p. 7223).

Soutenu par : *Billardon (André) (G)* (p. 7223).

Favorables : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7223) ; *Lordinot (Guy)* (p. 7223).

Amendement n° 50 de M. Guy Lordinot (propose qu'il n'y ait pas obligation de stocks de réserve de gaz de pétrole liquéfié dans les D.O.M. approvisionnés en hydrocarbures par une raffinerie distante par mer de moins de vingt-quatre heures de route) : satisfait (p. 7223).

Article 5 *(régime fiscal de la Société anonyme de gestion des stocks de sécurité - Sagess)* : adopté (p. 7223).

Amendement n° 30 de M. Franck Borotra (de conséquence) : retiré (p. 7223).

Article 6 *(obligation de pavillon)* (p. 7223) : adopté après modifications (p. 7225).

Défavorables : *Borotra (Franck)* (p. 7223) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 7223) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7223, 7224).

Mer et littoral :

- marine marchande : protection : *Borotra (Franck)* (p. 7223) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 7223) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7223, 7224) ;

- pavillon : immatriculation aux Terres australes et antarctiques françaises (T.A.A.F.) : *Masson (Jean-Louis)* (p. 7223) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7223, 7224).

Amendement n° 6 de M. Franck Borotra (de suppression) : rejeté (p. 7224).

Défavorables : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7224) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 7224).

Mer et littoral : pavillons :

- européen : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7224) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 7224) ;

- français : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7224) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 7224) ;

- immatriculation aux Terres australes et antarctiques françaises (T.A.A.F.) : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7224) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 7224).

Amendement n° 46 de M. André Duroméa (propose que la capacité de transport maritime que doit détenir tout propriétaire d'une unité de distillation atmosphérique soit non seulement sous pavillon français mais également immatriculé dans un port de France métropolitaine) (p. 7224) : rejeté (p. 7225).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7224, 7225).

Défavorable : *Josselin (Charles) (G)* (p. 7225).

Observations : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7224, 7225).

Mer et littoral : pavillon : immatriculation aux Terres australes et antarctiques françaises (T.A.A.F.) : *Josselin (Charles) (G)* (p. 7225).

Amendement n° 6 de la commission (porte de 7 à 8 p. 100 la capacité de transport exigé) : adopté (p. 7225).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7225).

Favorable : *Josselin (Charles) (G)* (p. 7225).

Article 7 *(information de l'autorité administrative)* (p. 7225) : adopté après modifications (p. 7226).

Amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7225).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7225).

Favorable : *Josselin (Charles) (G)* (p. 7225).

Amendement n° 47 de M. André Duroméa (remplace les termes « autorité administrative » par ceux d'« administration des douanes ») (p. 7225) : rejeté (p. 7229).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7225).

Défavorable : *Billardon (André) (G)* (p. 7226).

Amendement n° 32 de M. Franck Borotra (de coordination) : rejeté (p. 7226).

Défavorables : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7226) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7226).

Article 8 *(notification à l'autorité administrative des opérations relatives aux installations de raffinage)* : adopté après modifications (p. 7226).

Amendement n° 8 deuxième rectification de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7226).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7226).

Favorable : *Billardon (André) (G)* (p. 7226).

Amendement n° 9 de la commission (porte de quinze jours à un mois le délai de notification) : adopté (p. 7226).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7226).

Favorable : *Billardon (André) (G)* (p. 7226).

Amendement n° 10 de la commission (prévoit que l'autorité administrative peut s'opposer à toute opération susceptible de perturber gravement le marché) : adopté (p. 7226).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7226).

Favorable : *Billardon (André) (G)* (p. 7226).

Article 9 *(fixation des règles techniques et de sécurité applicables aux installations pétrolières ne relevant pas de la législation relative aux installations classées)* : adopté (p. 7226).

Article 10 *(modification de la loi n° 74-908 du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie)* : adopté (p. 7226).

Article 11 *(pouvoirs du Gouvernement en cas de crise)* : adopté après modifications (p. 7227).

Amendement n° 44 du Gouvernement (prévoit que les décisions du Gouvernement sont prises par décret simple en cas de crise) : adopté (p. 7227).

Soutenu par : *Billardon (André) (G)* (p. 7227).

Favorable : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7227).

Article 12 *(sanctions en cas de manquement aux obligations relatives aux stocks stratégiques)* (p. 7227) : adopté après modifications (p. 7228).

Observations : *Borotra (Franck)* (p. 7227).

Amendement n° 11 de la commission (confie aux seuls agents des douanes les missions d'investigation et soustrait cette compétence des pouvoirs des officiers et agents de police judiciaire) (p. 7227) : adopté (p. 7228).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7227).

Favorable : *Billardon (André) (G)* (p. 7228).

Sous-amendement n° 48 de M. Franck Borotra (propose que les agents des douanes agissent conformément aux dispositions du code de procédure pénale) (p. 7227) : rejeté (p. 7228).

Favorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 7228).

Défavorables : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7228) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7228).

Amendement n° 12 de la commission (précise que les agents chargés des investigations sont assermentés) : adopté (p. 7228).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7228).

Favorable : *Billardon (André) (G)* (p. 7228).

Amendement n° 33 de M. Franck Borotra (supprime dans le paragraphe II de l'article la référence à l'article 3 du projet) : retiré (p. 7228).

Amendement n° 13 de la commission (ajoute, conformément au texte initial, à la constatation par les agents des douanes du niveau des stocks celle relative à leur conservation) : adopté (p. 7228).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7228).

Favorable : *Billardon (André) (G)* (p. 7228).

Amendement n° 14 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 7228).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7228).

Favorable : *Billardon (André) (G)* (p. 7228).

Amendements n°s 34 et 35 de M. Franck Borotra (de conséquence) : retirés (p. 7228).

Article 13 *(sanctions en cas de manquement à l'obligation de pavillon national)* (p. 7228) : adopté après modifications (p. 7229).

Amendement n° 15 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7228).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7228).

Favorable : *Josselin (Charles) (G)* (p. 7228).

Amendement n° 16 rectifié de la commission (de coordination) (p. 7228) : adopté (p. 7229).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7229).

Favorable : *Josselin (Charles) (G)* (p. 7229).

Article 14 *(sanctions en cas de manquement aux obligations d'information)* : adopté après modifications (p. 7229).

Amendement n° 17 de la commission (supprime tout délai pour l'établissement du procès-verbal constatant l'inobservation des dispositions de l'article 7 relatives à l'information de l'autorité administrative) : adopté (p. 7229).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7229).

Favorable : *Billardon (André) (G)* (p. 7229).

Amendement n° 18 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7229).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7229).

Favorable : *Billardon (André) (G)* (p. 7229).

Amendement n° 36 de M. Franck Borotra (laisse latitude au ministre chargé des hydrocarbures de décider ou non une astreinte journalière en cas de manquement aux obligations d'information) : adopté (p. 7229).

Favorables : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7229) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7229).

Amendement n° 38 de M. Jean Tardito (propose que l'astreinte puisse être remplacée par une obligation de réduction de 5 centimes au titre du prix des carburants vendus aux distributeurs) : rejeté (p. 7229).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7229).

Défavorables : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7229) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7229).

Article 15 *(recouvrement des amendes et astreintes)* : adopté (p. 7229).

Article 16 *(sanctions en cas de manquement aux obligations de notification des opérations relatives aux installations de raffinage)* (p. 7229) : adopté après modifications (p. 7230).

Amendement n° 19 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7230).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7230).

Favorable : *Billardon (André) (G)* (p. 7230).

Article 17 *(sanctions des manquements aux obligations en cas de crise)* : adopté (p. 7230).

Article 18 *(exclusion des opérations conduites sous la responsabilité du ministre de la défense)* : adopté (p. 7230).

Après l'article 18 :

Amendement n° 39 de M. Jean Tardito (prévoit, à compter du 1er janvier 2005, l'interdiction de l'accès aux ports français des navires transportant des produits dangereux et non équipés de double coque et de double fond) (p. 7230) : rejeté (p. 7231).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7230).

Défavorables : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7229) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 7230).

Amendement n° 40 de M. Jean Tardito (instaure, auprès du ministre chargé de la mer, une commission chargée d'étudier les conséquences de l'équipement des navires de double coque et de double fond) (p. 7230) : rejeté (p. 7231).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7230).

Défavorables : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7231) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 7231).

Amendement n° 41 de Mme Muguette Jacquaint (stipule que le Gouvernement prendra des initiatives internationales de prévention de pollution maritime et visant à la signature d'une convention portant sur l'amélioration de la construction des navires) (p. 7230) : adopté (p. 7231).

Favorables : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7231) ; *Josselin (Charles) (G)* (p. 7231).

Article 18 *bis* nouveau *(mesures transitoires relatives au calcul de la rémunération versée au comité professionnel chargé de la constitution et de la conservation des stocks stratégiques)* : adopté après modifications (p. 7231).

Amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7231).

Soutenu par : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7231).

Favorable : *Billardon (André) (G)* (p. 7231).

Amendement n° 45 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 7231).

Soutenu par : *Billardon (André) (G)* (p. 7231).

Favorable : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7231).

Article 19 *(entrée en vigueur de la loi et abrogation des dispositions antérieures)* : adopté (p. 7231).

Article 20 nouveau *(dépôt d'un rapport gouvernemental sur le fonctionnement du secteur et du marché pétrolier)* : adopté (p. 7231).

Explications de vote : *Borotra (Franck)* (p. 7231) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7231) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7231, 7232).

Mer et littoral : marine marchande : flotte : sécurité : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7231, 7232).

Vote des groupes :

Groupe communiste : contre : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7231, 7232).

Groupe R.P.R. : abstention : *Borotra (Franck)* (p. 7231).

Groupes U.D.C. et U.D.F. : abstention : *Gantier (Gilbert)* (p. 7231).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7232).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 1992] (p. 7591).

Présentation du rapport :

- rapport de la commission mixte paritaire : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7591).

Intervention du Gouvernement : Billardon (André) (p. 7591).

Principaux thèmes développés :

Carburants :

- marché : rôle de l'Etat : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7591) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7592) ;
- raffinage : formalités administratives : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7591) ;
- stocks stratégiques : contrôle : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7591) ; *Billardon (André) (G)* (p. 7592).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7592).

Amendement n° 1 du Gouvernement (rend facultative la présence du propriétaire des stocks ou de son représentant lors des contrôles) (p. 7592) : adopté (p. 7594).

Soutenu par : *Billardon (André) (G)* (p. 7592).

Favorable : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 7592).

Explications de vote : *Gantier (Gilbert)* (p. 7594).

Carburants : stocks stratégiques : gestion : *Gantier (Gilbert)* (p. 7594).

Vote des groupes :

Groupe U.D.F. : abstention : *Gantier (Gilbert)* (p. 7594).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié par l'amendement n° 1 (p. 7594).

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie : Equipement, logement, transports et espace : mer.
Traités et conventions **149.**

PHARMACIE

6. Projet de loi n° 2707 modifiant le chapitre III du titre II du livre V du code de la santé publique relatif à la **pharmacie vétérinaire.**

Sénat (première lecture). - **N° 286 rectifié** (1991-1992). - Dépôt le 9 avril 1992 par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Louis Moinard. - Rapport **n° 324** (6 mai 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 14 mai 1992. - Projet de loi **n° 129** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2707.** - Dépôt le 15 mai 1992. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. François Patriat (22 mai 1992). - Rapport **n° 2741** (26 mai 1992). - Discussion et adoption le 9 juin 1992. - Projet de loi **n° 657.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 396** (1991-1992). - Dépôt le 9 juin 1992. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Louis Moinard. - Rapport **n° 418** (17 juin 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 26 juin 1992. - Projet de loi **n° 166** (1991-1992).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 2843.** - Dépôt le 26 juin 1992. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. François Patriat. - Rapport **n° 2846** (29 juin 1992). - Discussion et adoption définitive le 30 juin 1992. - Projet de loi **n° 699.**

Loi n° 92-650 du 13 juillet 1992 publiée au *J.O.* du 16 juillet 1992 (p. 9512).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 1992] (p. 2073).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission de la production : *Patriat (François)* (p. 2073).

Intervention du Gouvernement : Mermaz (Louis) (p. 2074).

Discussion générale : Vial-Massat (Théo) (p. 2075) ; *Lestas (Roger)* (p. 2075) ; *Beaumont (René)* (p. 2075).

Réponse du Gouvernement : Mermaz (Louis) (p. 2077).

Principaux thèmes développés :

Agriculture : élevage : compétitivité : *Patriat (François)* (p. 2074) ; *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2075) ; *Lestas (Roger)* (p. 2076).

Communautés européennes :
- adaptation de cinq directives communautaires : *Patriat (François)* (p. 2073, 2074) ; *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2074, 2075) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 2075) ; *Lestas (Roger)* (p. 2076) ; *Beaumont (René)* (p. 2077) ;
- anabolisants : *Patriat (François)* (p. 2074) ; *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2075, 2077) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 2075) ; *Beaumont (René)* (p. 2076) ;
- application par tous les pays membres : *Patriat (François)* (p. 2073, 2074) ; *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2075) ; *Lestas (Roger)* (p. 2076).

Douanes : contrôles sanitaires aux frontières : *Patriat (François)* (p. 2074) ; *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2075, 2077) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 2075) ; *Beaumont (René)* (p. 2076, 2077).

Médicaments : médicaments vétérinaires :
- Agence du médicament vétérinaire : *Patriat (François)* (p. 2074) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 2075) ;
- définition : *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2074) ; *Lestas (Roger)* (p. 2076) ;
- distribution et rapport Parodi : *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2075) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 2075) ; *Beaumont (René)* (p. 2077) ;
- médicaments extemporanés : *Vial-Massat (Théo)* (p. 2075) ;
- médicaments « hors liste » : *Vial-Massat (Théo)* (p. 2075) ; *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2077).

Santé publique : protection : *Patriat (François)* (p. 2073) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 2075) ; *Lestas (Roger)* (p. 2076).

Sénat : texte : *Patriat (François)* (p. 2073) ; *Lestas (Roger)* (p. 2076).

Vétérinaires :
- effectifs : *Beaumont (René)* (p. 2076) ; *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2077) ;
- exercice de la pharmacie vétérinaire : *Patriat (François)* (p. 2074) ; *Lestas (Roger)* (p. 2076) ; *Beaumont (René)* (p. 2076).

Discussion des articles [9 juin 1992] (p. 2078).

Article 1er *(définition du médicament vétérinaire immunologique et de l'autovaccin) :* adopté (p. 2078).

Amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Foucher (prévoit que la prescription d'aliments médicamenteux suit la fabrication au lieu de la précéder) : rejeté (p. 2078).

Défavorables : *Patriat (François)* (p. 2078 ; *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2078).

Article 2 *(définition des réactifs biologiques) :* adopté (p. 2078).

Après l'article 2 :

Discussion commune des amendements nos 4 et 10.

Amendement n° 4 de M. René Beaumont (précise, par l'introduction du terme « acheter » que l'article L. 610 du code de la santé publique, concerne, outre les médicaments préparés extemporanément, tous les médicaments, et supprime la distinction en matière de distribution de médicaments vétérinaires entre les praticiens et les vétérinaires de groupement) (p. 2078) : adopté après modifications (p. 2079).

Favorable : *Patriat (François)* (p. 2079).

Sous-amendement n° 16 du Gouvernement (de précision) (p. 2078) : adopté (p. 2079).

Soutenu par : *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2079).

Amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Foucher (précise, par l'introduction du terme « acheter » que l'article L. 610 du code de la santé publique, concerne, outre les médicaments préparés extemporanément, tous les médicaments, et supprime la distinction en matière de distribution de médicaments vétérinaires entre les praticiens et les vétérinaires de groupement) (p. 2078) : retiré (p. 2079).

Article 3 *(préparation et délivrance des médicaments extemporanés) :* adopté (p. 2079).

Article 4 *(durée maximale de prescription d'aliments médicamenteux)* (p. 2079) : adopté (p. 2080).

Amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Foucher (prévoit que la prescription d'aliments médicamenteux au titre d'un programme sanitaire n'est plus limitée à une durée de validité de trois mois) (p. 2079) : retiré (p. 2080).

Défavorables : *Patriat (François)* (p. 2080) ; *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2080).

Article 4 *bis* nouveau *(agrément des groupements ; programme sanitaire d'élevage)* (p. 2080) : adopté après modifications (p. 2081).

Discussion des amendements identiques nos 5 et 11 (précisent que les vétérinaires de groupement qui peuvent distribuer les médicaments doivent remplir les conditions exigées à l'article 309 du code rural).

Amendement n° 5 de M. René Beaumont : rejeté après rectification (p. 2080).

Amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Foucher : rejeté après rectification (p. 2080).

Observations : *Patriat (François)* (p. 2080) ; *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2080).

Discussion des amendements identiques nos 6 et 12 (de coordination) (p. 2080).

Amendement n° 6 de M. René Beaumont : retiré (p. 2081).

Défavorable : *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2081).

Amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Foucher : retiré (p. 2081).

Défavorable : *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2081).

Discussion des amendements identiques nos 7 corrigé et 13 (prévoient que les agréments de groupement sont attribués pour cinq ans).

Amendement n° 7 corrigé de M. René Beaumont : rejeté (p. 2081).

Défavorable : *Patriat (François)* (p. 2081).

Amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Foucher : rejeté (p. 2081).

Défavorable : *Patriat (François)* (p. 2081).

Amendement n° 1 de la commission (supprime le paragraphe V ouvrant la possibilité de mettre en œuvre un programme sanitaire d'élevage à titre individuel) : adopté (p. 2081).

Soutenu par : *Patriat (François)* (p. 2081).

Favorable : *Beaumont (René)* (p. 2081).

Défavorable : *Lestas (Roger)* (p. 2081).

Après l'article 4 *bis* :

Discussion des amendements identiques nos 8 et 14 (assurent l'indépendance des docteurs vétérinaires qui contrôlent l'acquisition, la détention et la délivrance des médicaments par les groupements agréés).

Amendement n° 8 de M. René Beaumont (p. 2081) : rejeté (p. 2082).

Soutenu par : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2081).

Défavorables : *Patriat (François)* (p. 2082) ; *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2082).

Amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Foucher (p. 2081) : rejeté (p. 2082).

Défavorables : *Patriat (François)* (p. 2082) ; *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2082).

Article 5 *(établissements soumis à autorisation administrative) :* adopté (p. 2082).

Article 6 *(autorisation administrative d'ouverture) :* adopté (p. 2082).

Article 7 *(conformité aux bonnes pratiques) :* adopté (p. 2082).

Article 8 *(dérogation à l'autorisation préalable de mise sur le marché et création de l'Agence nationale du médicament vétérinaire)* (p. 2082) : adopté après modifications (p. 2083).

Amendement n° 2 de la commission (supprime les paragraphes I et II relatifs à la création d'une agence du médicament vétérinaire) : adopté (p. 2083).

Soutenu par : *Patriat (François)* (p. 2083).

Favorable : *Mermaz (Louis) (G)* (p. 2083).

Observations : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2083).

Article 9 *(définition du temps d'attente)* : adopté (p. 2083).

Article 10 *(limitation de la durée de l'autorisation de mise sur le marché)* : adopté après modifications (p. 2083).

Amendement n° 3 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2083).

Soutenu par : *Patriat (François)* (p. 2083).

Article 11 *(substances faisant l'objet d'obligations particulières)* : adopté (p. 2083).

Article 12 *(préparation et délivrance des auto-vaccins)* (p. 2083) : adopté après modifications (p. 2084).

Amendement n° 17 de M. René Beaumont (précise que seule la préparation des auto-vaccins à usage vétérinaire doit être effectuée en vertu d'une autorisation des ministres chargés de l'agriculture et de la santé) : adopté (p. 2084).

Amendement n° 18 de M. René Beaumont (prévoit que la délivrance des auto-vaccins à usage vétérinaire être effectuée par les vétérinaires praticiens en application de l'article 309 du code rural) : adopté (p. 2084).

Article 13 *(abrogations)* : adopté (p. 2084).

Article 14 *(décrets en Conseil d'Etat)* : adopté (p. 2084).

Article 15 *(dérogations)* : adopté (p. 2084).

Article 16 *(sanctions pénales)* : adopté (p. 2084).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2084).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1992] (p. 3023).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission de la production : *Patriat (François)* (p. 3023).

Intervention du Gouvernement : *Mexandeau (Louis)* (p. 3023).

Discussion générale : *Bonnet (Alain)* (p. 3023).

Principaux thèmes développés :

Agriculture : élevage : plan sanitaire d'élevage : *Mexandeau (Louis)* (G) (p. 3023).

Communautés européennes : adaptation de cinq directives communautaires : *Mexandeau (Louis)* (G) (p. 3023).

Médicaments : médicaments vétérinaires :

- Agence du médicament vétérinaire : *Mexandeau (Louis)* (G) (p. 3023) ;
- distribution : *Patriat (François)* (p. 3023).

Sénat : texte : *Patriat (François)* (p. 3023) ; *Mexandeau (Louis)* (G) (p. 3023) ; *Bonnet (Alain)* (p. 3023).

Vétérinaires : exercice de la pharmacie vétérinaire : *Bonnet (Alain)* (p. 3023).

Discussion des articles [30 juin 1992] (p. 3023).

Article 2 bis *(distribution au détail du médicament vétérinaire)* (p. 3023) : adopté (p. 3024).

Amendement n° 1 de M. René Beaumont (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3024).

Soutenu par : *Desanlis (Jean)* (p. 3024).

Défavorable : *Mexandeau (Louis)* (G) (p. 3024).

Observations : *Patriat (François)* (p. 3024).

Santé publique : achat par les praticiens et les vétérinaires de groupement : *Desanlis (Jean)* (p. 3024) ; *Patriat (François)* (p. 3024).

Article 12 *(préparation et délivrance des auto-vaccins)* : adopté (p. 3024).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi (p. 3024).

7. Projet de loi n° 2714 modifiant le **livre V du code de la santé publique** et relatif à la **pharmacie et au médicament.**

Sénat (première lecture). - **N° 23** (1991-1992). - Dépôt le 9 octobre 1991 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. André Bohl. - Rapport **n° 333** (12 mai 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 19 mai 1992. - Projet de loi **n° 131** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2714.** - Dépôt le 20 mai 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. David Bohbot (22 mai 1992). - Rapport **n° 2831** (25 juin 1992). - Discussion et adoption le 30 juin 1992. - Projet de loi **n° 700.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 470** (1991-1992). - Dépôt le 1er juillet 1992. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. André Bohl. - Rapport **n° 24** (28 octobre 1992) (1992-1993). - Discussion et adoption le 4 novembre 1992. - Projet de loi **n° 11** (1992-1993).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 3006.** - Dépôt le 4 novembre 1992.

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. David Bohbot. - Rapport **n° 3046** (18 novembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 26 novembre 1992. - Projet de loi **n° 736.**

Loi n° 92-1279 du 8 décembre 1992 publiée au *J.O.* du 11 décembre 1992 (p. 16888).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1992] (p. 2991).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires culturelles : *Bohbot (David)* (p. 2991).

Intervention du Gouvernement : *Kouchner (Bernard)* (p. 2993).

Discussion générale : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2994) ; *Laffineur (Marc)* (p. 2995) ; *Charles (Bernard)* (p. 2995) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2996) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2998) ; *Desanlis (Jean)* (p. 2992) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2999).

Réponse du Gouvernement : *Kouchner (Bernard)* (p. 3001).

Principaux thèmes développés :

Administration : ministère des affaires sociales :

- direction de la pharmacie : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2999) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3001, 3003) ;
- direction générale de la santé : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3000) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3001, 3003).

Associations : association Pour une information médicale éthique et de développement (P.I.M.E.D.) : *Bohbot (David)* (p. 2992).

Assurance maladie-maternité : remboursements : médicaments dits « de confort » : *Desanlis (Jean)* (p. 2999) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3002).

Communautés européennes : Agence européenne du médicament : *Charles (Bernard)* (p. 2995).

Communautés européennes : transposition des directives en droit interne :

- directive n° 89-341/CEE du Conseil du 3 mai 1989 : autorisation de mise sur le marché : principe, champ d'application et dérogations : *Bohbot (David)* (p. 2991, 2992) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 2993) ; *Charles (Bernard)* (p. 2996) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2997) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2998) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3000) ;
- directive n° 89-341/CEE du Conseil du 3 mai 1989 : commercialisation : retrait et suspension : information ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 2993) ;

- directive n° 89-341/CEE du Conseil du 3 mai 1989 : exportations : autorisation, certification et interdictions : *Bohbot (David)* (p. 2992) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 2993, 3001) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2994) ; *Laffineur (Marc)* (p. 2995) ; *Charles (Bernard)* (p. 2996) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2997, 2998) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2998, 2999) ;
- directive n° 89-341/CEE du Conseil du 3 mai 1989 : médicaments radiopharmaceutiques : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 2993) ;
- Parlement français : rôle : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2998) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3002).

Dépenses de santé et dépenses d'assurance maladie :
- maîtrise médicalisée : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3000) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3002) ;
- méthodes d'évaluation : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3000).

Fonctionnaires et agents publics : inspection de la pharmacie :
- contrôle : champ : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2994) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2999) ;
- inspecteurs de la pharmacie : statut : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2994) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2999).

Hôpitaux et cliniques :
- fonction publique hospitalière : pharmaciens hospitaliers : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2994) ; *Charles (Bernard)* (p. 2996) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3001, 3002) ;
- hôpitaux : budgets et missions : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2997) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3001) ;
- hôpitaux psychiatriques : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3000) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3003).

Hôpitaux et cliniques : pharmacie hospitalière :
- comité du médicament et déontologie : *Charles (Bernard)* (p. 2996) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2999) ;
- médicaments réservés et préparations hospitalières : *Bohbot (David)* (p. 2992) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2994) ; *Charles (Bernard)* (p. 2996) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2999) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3001) ;
- régime, missions et spécificités : *Bohbot (David)* (p. 2991, 2992) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 2993) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2994) ; *Laffineur (Marc)* (p. 2995) ; *Charles (Bernard)* (p. 2996) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2996, 2997) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2998, 2999).

Industrie pharmaceutique :
- « bonnes pratiques de fabrication » : législation : *Bohbot (David)* (p. 2992) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 2994) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2995) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2999) ;
- établissements pharmaceutiques : régime : *Bohbot (David)* (p. 2992) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 2993).

Institutions sociales et médico-sociales : établissements médico-sociaux : pharmacie à usage intérieur : *Charles (Bernard)* (p. 2996).

Laboratoires : concentration : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2997, 2998).

Lois :
- loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales : *Charles (Bernard)* (p. 2996) ;
- projet de loi n° 1956 relatif à la pharmacie d'officine : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3000) ;
- projet de loi n° 2219 relatif à l'agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2994) ; *Charles (Bernard)* (p. 2995) ; *Laffineur (Marc)* (p. 2995) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2998) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3000, 3001) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3001) ;
- projet de loi n° 2729 relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie : *Laffineur (Marc)* (p. 2995) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3001).

Médicaments :
- distribution par les organisations non gouvernementales (O.N.G.) : *Bohbot (David)* (p. 2992) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 2994) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2995) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2999) ;
- gaz médicaux : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2994) ;
- médicaments réservés : *Charles (Bernard)* (p. 2996) ;
- produits dérivés du sang : régime : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2994) ; *Laffineur (Marc)* (p. 2995) ; *Charles (Bernard)* (p. 2996) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2998) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3001) ;
- produits tropicalisés : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2998).

Pharmacies :
- pharmacies d'officine : D.O.M. : validation législative : *Bohbot (David)* (p. 2993) ;
- pharmacies d'officine : régime et obligations : *Bohbot (David)* (p. 2992) ;
- produits officinaux divisés : *Bohbot (David)* (p. 2992).

Prisons : pharmacies à usage intérieur : *Charles (Bernard)* (p. 2996).

Sénat : texte adopté : *Bohbot (David)* (p. 2991, 2992, 2993) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2994) ; *Laffineur (Marc)* (p. 2995) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2998).

Discussion des articles [30 juin 1992] (p. 3024).

Article 1er *(art. L. 511-1 du code de la santé publique. - Définitions)* (p. 3024) : adopté après modifications (p. 3026).

Amendement n° 2 de M. Gilbert Millet (définit une préparation hospitalière comme un médicament préparé dans une pharmacie définie au chapitre Ier *bis* du titre II du livre V du code de la santé publique, en vue du traitement d'un ou des malades de l'établissement, en raison de l'absence de spécialité pharmaceutique disponible ou adaptée) : rejeté (p. 3025).

Soutenu par : *Brunhes (Jacques)* (p. 3025).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3025) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3025).

Amendement n° 18 de la commission (définit une préparation hospitalière comme un médicament préparé sur prescription médicale et selon les indications de la pharmacopée en raison de l'absence de spécialité pharmaceutique disponible ou adaptée) : adopté (p. 3025).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3025).

Favorables : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3025) ; *Charles (Bernard)* (p. 3025).

Amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3025).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3025).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3025).

Amendement n° 20 de la commission (de précision) (p. 3025) : adopté (p. 3026).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3025).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3026).

Amendement n° 50 rectifié de M. Jean-Pierre Foucher (définit la notion de gaz médicaux) : rejeté (p. 3026).

Soutenu par : *Guellec (Ambroise)* (p. 3026).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3026) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3026).

Observations : *Charles (Bernard)* (p. 3026).

Article 2 *(art. L. 512 du code de la santé publique. - Coordination) :* adopté après modifications (p. 3026).

Amendement n° 51 de M. Jean-Pierre Foucher (soumet au monopole des pharmaciens l'achat, le contrôle, la détention et la délivrance des dispositifs et matériels médicaux stériles) : rejeté (p. 3026).

Soutenu par : *Guellec (Ambroise)* (p. 3026).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3026) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3026).

Observations : *Charles (Bernard)* (p. 3026).

Amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3026).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3026).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3026).

Article 3 *(art. L. 559 du code de la santé publique. - Diplômes exigés des inspecteurs de la pharmacie) :* adopté (p. 3027).

Après l'article 3 :

Amendement n° 52 de M. Jean-Pierre Foucher (précise le régime applicable au cumul de fonctions des professeurs et maîtres de conférences des universités appartenant au corps des pharmaciens-inspecteurs de la santé) : adopté (p. 3027).

Soutenu par : *Guellec (Ambroise)* (p. 3027).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3027).

Défavorable : *Bohbot (David)* (p. 3027).

Article 4 *(art. L. 568 du code de la santé publique. - Définition de l'officine) :* adopté (p. 3027).

Amendement n° 83 de M. Jean-Pierre Foucher (précise que l'activité des officines comprend la dispensation des articles dont la vente est réservée aux pharmaciens par d'autres dispositions que l'article L. 512 du code de la santé publique et l'exécution, le cas échéant, des produits officinaux divisés) : rejeté (p. 3027).

Soutenu par : *Guellec (Ambroise)* (p. 3027).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3027) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3027).

Amendement n° 81 de Mme Roselyne Bachelot (précise que l'activité des officines comprend la dispensation au détail des médicaments, produits et objets mentionnés par d'autres dispositions que l'article L. 512 du code de la santé publique) : rejeté (p. 3027).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3027) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3027).

Amendement n° 53 de M. Jean-Pierre Foucher (précise que l'activité des officines comprend l'exécution, le cas échéant, des produits officinaux divisés) : rejeté (p. 3027).

Soutenu par : *Guellec (Ambroise)* (p. 3027).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3027) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3027).

Article 4 *bis* nouveau *(art. L. 569 du code de la santé publique. - Obligation de délivrance de certains produits par l'officine)* (p. 3027) : adopté après modifications (p. 3028).

Amendement n° 67 de M. David Bohbot (rédactionnel) : adopté (p. 3028).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3028).

Article 5 *(abrogation des dispositions du code de la santé publique applicables aux pharmacies à usage intérieur) :* adopté (p. 3028).

Après l'article 5 :

Amendement n° 8 de M. Gilbert Millet (remplace l'obligation d'être titulaire d'un brevet professionnel par celle de posséder un brevet de technicien supérieur pour être préparateur en pharmacie) : rejeté (p. 3028).

Soutenu par : *Brunhes (Jacques)* (p. 3028).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3028) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3028).

Observations : *Charles (Bernard)* (p. 3028).

Article 6 *(règles applicables aux pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et des établissements médico-sociaux)* (p. 3028) : adopté après modifications (p. 3029).

Observations : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3029).

Section 1 : *dispositions générales.*

Article L. 595-1 du code de la santé publique (établissements autorisés à créer une pharmacie à usage intérieur et définition de la pharmacie à usage intérieur) :

Amendement n° 3 de M. Gilbert Millet (précise que les pharmacies à usage intérieur sont, par dérogation aux dispositions de l'article L. 575 du code de la santé publique, la propriété des établissements dont elles font partie) : rejeté (p. 3030).

Soutenu par : *Brunhes (Jacques)* (p. 3030).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3030) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3030).

Article L. 595-2 du code de la santé publique (conditions de gérance des pharmacies à usage intérieur) :

Discussion commune des amendements n°s 54 et 22 deuxième correction.

Amendement n° 54 de M. Jean-Pierre Foucher (précise que la pharmacie à usage intérieur est chargée d'acheter les médicaments, produits, objets de pansements et matériels stériles) (p. 3030) : rejeté (p. 3031).

Soutenu par : *Guellec (Ambroise)* (p. 3030).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3030) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3030) ; *Charles (Bernard)* (p. 3030) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 3031).

Amendement n° 22 deuxième correction de la commission (précise que la pharmacie à usage intérieur est chargée d'assurer l'approvisionnement en médicaments, produits, objets de pansements et matériels stériles) (p. 3030) : adopté (p. 3031).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3030).

Favorables : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3030) ; *Charles (Bernard)* (p. 3030) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 3031).

Amendement n° 55 de M. Jean-Pierre Foucher (précise que la pharmacie à usage intérieur assure la gestion, l'approvisionnement, la préparation, le contrôle, la détention et la dispensation des dispositifs médicaux stériles) : rejeté (p. 3031).

Soutenu par : *Guellec (Ambroise)* (p. 3031).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3031) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3031) ; *Charles (Bernard)* (p. 3031).

Discussion des amendements identiques n°s 23 deuxième correction de la commission, et 56 de M. Jean-Pierre Foucher (prévoient que la gestion, l'approvisionnement, la préparation,le contrôle, la détention et la dispensation des matériels stériles relèvent obligatoirement de la compétence de la pharmacie à usage intérieur à laquelle la gestion de ces matériels a été confiée par l'établissement) : adoptés (p. 3031).

Soutenus par : *Bohbot (David)* (p. 3031).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3031).

Amendement n° 24, deuxième correction, de la commission (précise que les matériels stériles sont des matériels médicaux et ne subordonne plus le caractère obligatoire de leurs gestion, approvisionnement, préparation, contrôle, détention et dispensation par la pharmacie à usage intérieur à la condition que l'établissement ait confié leur gestion à cette dernière) : adopté (p. 3031).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3031).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3031).

Amendement n° 57 de M. Jean-Pierre Foucher (précise que les pharmacies à usage intérieur peuvent mener des actions d'information, de promotion ou d'évaluation du bon usage des médicaments, dispositifs, produits ou objets visés à l'article) (p. 3031) : adopté (p. 3032).

Soutenu par : *Guellec (Ambroise)* (p. 3031).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3031).

Défavorable : *Bohbot (David)* (p. 3031).

Amendement n° 25 corrigé de la commission (précise que les pharmacies à usage intérieur peuvent organiser l'information sur les médicaments, produits, objets ou matériels visés à l'article) : devenu sans objet (p. 3032).

Amendement n° 26 corrigé de la commission (prévoit que les pharmacies à usage intérieur concourent à la pharmacovigilance et à la matériovigilance) : devenu sans objet (p. 3032).

Amendement n° 27 de la commission (prévoit que les pharmacies à usage intérieur mènent ou participent à toute action susceptible de concourir à la qualité et à la sécurité des soins dans les domaines relevant de la compétence pharmaceutique) : adopté (p. 3032).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3032)

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3032).

Article L. 595-3 du code de la santé publique (régime d'autorisation) :

Amendement n° 84 de M. Jean-Pierre Foucher (précise que le régime d'autorisation s'applique sans préjudice des dispositions de l'article L. 714-20 du code de la santé publique) : rejeté (p. 3032).

Soutenu par : *Guellec (Ambroise)* (p. 3032).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3032) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3032).

Amendement n° 5 de M. Gilbert Millet (impose de motiver tout refus de créer, transférer ou supprimer une pharmacie à usage intérieur) : rejeté (p. 3032).

Soutenu par : *Brunhes (Jacques)* (p. 3032).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3032) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3032).

Article L. 595-4 du code de la santé publique (retrait ou suspension de l'autorisation) :

Amendement n° 28 de la commission (fixe à trois mois la période maximale de suspension de l'autorisation administrative de création ou de transfert d'une pharmacie à usage intérieur en cas de danger immédiat pour la santé publique) : adopté (p. 3032).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3032).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3032).

Article L. 595-5 du code de la santé publique (détention et délivrance de médicaments en l'absence de pharmacie à usage intérieur) :

Amendement n° 76 de M. Marc Laffineur (de précision) : rejeté (p. 3032).

Soutenu par : *Desanlis (Jean)* (p. 3032).

Favorables : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3032) ; *Charles (Bernard)* (p. 3032).

Défavorable : *Bohbot (David)* (p. 3032).

Amendement n° 68 de M. David Bohbot (rédactionnel) : adopté (p. 3033).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3033).

Discussion commune des amendements n°s 6 corrigé et 29.

Amendement n° 6 corrigé de M. Gilbert Millet (prévoit que les médicaments, produits ou objets visés à l'article L. 512 du code de la santé publique, destinés à des soins urgents, peuvent être détenus et délivrés par un pharmacien attaché à l'établissement et sous sa responsabilité) : rejeté (p. 3033).

Soutenu par : *Brunhes (Jacques)* (p. 3033).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3033) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3033) ; *Charles (Bernard)* (p. 3033).

Amendement n° 29 de la commission (prévoit la possibilité de confier à un médecin la détention et la délivrance de médicaments destinés à des soins urgents dans un établissement dépourvu de pharmacie à usage intérieur) : adopté (p. 3033).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3033).

Favorables : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3033) ; *Charles (Bernard)* (p. 3033).

Amendement n° 77 de M. Marc Laffineur (précise que le pharmacien ayant passé convention avec l'établissement dépourvu de pharmacie à usage intérieur est un pharmacien d'officine proche de cet établissement) : rejeté (p. 3033).

Soutenu par : *Desanlis (Jean)* (p. 3033).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3033) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3033).

Amendement n° 30 de la commission (prévoit que le texte de la convention entre la pharmacie et l'établissement dépourvu de pharmacie à usage intérieur est communiqué pour avis à l'autorité administrative et au conseil de l'ordre des pharmaciens avant la conclusion de celle-ci) : adopté (p. 3033).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3033).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3033).

Amendement n° 78 de M. Marc Laffineur (précise que le renouvellement de la convention entre le pharmacien et l'établissement dépourvu de pharmacie à usage intérieur donne lieu aux mêmes formalités que sa conclusion ; prévoit que la convention de renouvellement détermine les conditions dans lesquelles est assuré l'approvisionnement de l'établissement) (p. 3033) : adopté (p. 3034).

Soutenu par : *Desanlis (Jean)* (p. 3033).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3034).

Défavorable : *Bohbot (David)* (p. 3034).

Section 2 : *pharmacies des établissements de santé et des établissements médico-sociaux.*

Article L. 595-6 du code de la santé publique (essais et expérimentation de médicaments dans les établissements) :

Amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3034).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3034).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3034).

Amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Foucher (oblige d'informer au préalable le pharmacien de l'établissement sur les essais ou expérimentations envisagés sur les dispositifs médicaux stériles) : retiré (p. 3034).

Soutenu par : *Guellec (Ambroise)* (p. 3034).

Amendement n° 32 rectifié de la commission (prévoit l'information préalable obligatoire du pharmacien assurant la gérance de la pharmacie à usage intérieur sur les essais et les expérimentations effectués sur les matériels stériles) : adopté (p. 3034).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3034).

Favorables : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3034) ; *Charles (Bernard)* (p. 3034).

Amendement n° 33 de la commission (prévoit la même information pour les essais et les expérimentations effectués sur les préparations hospitalières) : adopté (p. 3034).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3034).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3034).

Discussion commune des amendements n°s 34 et 59.

Amendement n° 34 de la commission (autorise les pharmaciens des établissements de santé à réaliser, selon la pharmacopée, les préparations rendues nécessaires par les expérimentations ou essais visés dans cet article) : adopté (p. 3034).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3034).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3034).

Amendement n° 59 de M. Jean-Pierre Foucher (autorise les pharmaciens des établissements de santé à réaliser les préparations rendues nécessaires par les expérimentations ou essais visés dans cet article) : devenu sans objet (p. 3034).

Article L. 595-7 du code de la santé publique (cession exceptionnelle de médicaments, par une pharmacie à usage intérieur, à une autre pharmacie à usage intérieur ou au public) :

Discussion des amendements identiques n°s 35 et 7 (autorisent, pour un besoin impératif et immédiat, l'approvisionnement d'autres pharmacies à usage intérieur sans autorisation préalable sous réserve d'en informer le plus rapidement possible l'autorité administrative) (p. 3035).

Amendement n° 35 de la commission : adopté (p. 3035).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3035).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3035).

Amendement n° 7 de M. Gilbert Millet : non soutenu (p. 3035).

Amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3035).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3035).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3035).

Amendement n° 37 de la commission (désigne le représentant de l'Etat dans le département comme l'autorité compétente pour autoriser la vente en gros de médicaments aux organismes à vocation humanitaire) : rejeté (p. 3035).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3035).

Défavorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3035).

Amendement n° 38 de la commission (précise que la vente en gros de médicaments, non disponibles par ailleurs, aux organismes à vocation humanitaire est consentie aux meilleures conditions financières) : adopté (p. 3035).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3035).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3035).

Amendement n° 69 de M. David Bohbot (rédactionnel) : adopté (p. 3035).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3035).

Article L. 595-7-1 nouveau du code de la santé publique (conditions de cession de médicaments au public par une pharmacie à usage intérieur) :

Amendement n° 45 de Mme Roselyne Bachelot (de suppression) (p. 3035) : rejeté (p. 3036).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3036) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3036) ; *Charles (Bernard)* (p. 3036).

Amendement n° 79 de M. Marc Laffineur (précise que la vente au public, au détail, de médicaments par les établissements de santé disposant d'une pharmacie à usage intérieur peut être autorisée lorsque des nécessités tirées de la protection de la santé publique le justifient et qu'une autre forme de mise à disposition du public n'est pas possible) (p. 3036) : rejeté (p. 3037).

Soutenu par : *Desanlis (Jean)* (p. 3036).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3036) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3037).

Discussion des amendements identiques n°s 39 et 60 (rédactionnels) (p. 3037).

Amendement n° 39 de la commission : rejeté (p. 3037).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3039).

Défavorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3039).

Amendement n° 60 de M. Jean-Pierre Foucher : rejeté (p. 3037).

Défavorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3039).

Amendement n° 61 de M. Jean-Pierre Foucher (autorise la vente au public, au détail, par certains établissements de santé de matériels médicaux stériles) : adopté (p. 3037).

Soutenu par : *Guellec (Ambroise)* (p. 3037).

Favorable : *Charles (Bernard)* (p. 3037).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3037) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3037).

Discussion commune des amendements n°s 62 et 46.

Amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Foucher (prévoit que le prix de cession des médicaments au public par une pharmacie à usage intérieur tient compte des prix d'acquisition pour l'établissement de santé en cause et de leur évolution après consultation de l'entreprise exploitante) : rejeté (p. 3037).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3037) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3037).

Amendement n° 46 de Mme Roselyne Bachelot (prévoit que le prix de cession au public des médicaments par une pharmacie à usage intérieur tient compte des prix d'acquisition par l'établissement de santé en cause et de leur évolution après consultation de l'entreprise exploitante) : rejeté (p. 3037).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3037) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3037).

Amendement n° 47 de Mme Roselyne Bachelot (renvoie à un décret en Conseil d'Etat la détermination des principes généraux de la fixation des prix de cession au public de médicaments par une pharmacie à usage intérieur) (p. 3037) : retiré (p. 3038).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3038) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3038).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3038).

Sécurité sociale : financement : trésorerie : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3038) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3038).

Section 3 : *autres pharmacies à usage intérieur.*

Avant l'article L. 595-10 du code de la santé publique :

Amendement n° 88 de M. David Bohbot (rédactionnel) : adopté (p. 3038).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3038).

Section 4 : *dispositions communes.*

Article L. 595-10 du code de la santé publique (application réglementaire) :

Discussion commune des amendements n°s 70 et 85.

Amendement n° 70 de M. David Bohbot (renvoie à un décret en Conseil d'Etat la fixation des critères selon lesquels est arrêté le prix de cession au public de médicaments par une pharmacie à usage intérieur) : adopté (p. 3038).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3038).

Amendement n° 85 de M. Jean-Pierre Foucher (renvoie à un décret en Conseil d'Etat la détermination des principes généraux de fixation du prix de cession au public de médicaments par une pharmacie à usage intérieur compte tenu de leur prix d'acquisition et de leur évolution) : devenu sans objet (p. 3038).

Amendement n° 86 de M. Jean-Pierre Foucher (renvoie à un décret en Conseil d'Etat la fixation des conditions de création d'une pharmacie à usage intérieur) (p. 3038) : rejeté (p. 3039).

Soutenu par : *Guellec (Ambroise)* (p. 3038).

Favorable : *Charles (Bernard)* (p. 3038).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3038) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3038).

Amendement n° 63 de M. Jean-Pierre Foucher (renvoie à un décret en Conseil d'Etat la fixation des conditions dans lesquelles les pharmacies à usage intérieur sont inspectées) : adopté (p. 3039).

Soutenu par : *Guellec (Ambroise)* (p. 3039).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3039).

Défavorable : *Bohbot (David)* (p. 3039).

Article 7 *(art. L. 590 du code de la santé publique. - Coordination) :* adopté après modifications (p. 3039).

Amendement n° 64 de M. Jean-Pierre Foucher (ajoute les dispositifs médicaux à la liste des produits ou médicaments dont la vente est interdite aux personnes morales autres que celles qui sont la propriété de personnes titulaires du diplôme de pharmacien) : rejeté (p. 3039).

Soutenu par : *Guellec (Ambroise)* (p. 3039).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3039) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3039).

Amendement n° 40 de la commission (précise que la vente de certains produits ou médicaments est interdite aux personnes morales autres que celles qui sont la propriété de personnes titulaires de l'un des diplômes donnant accès à l'exercice de la profession de pharmacien) : adopté (p. 3039).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3039).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3039).

Article 8 *(art. L. 593 du code de la santé publique. - Coordination) :* adopté (p. 3039).

Article 9 *(modification de l'intitulé du chapitre II du titre II du livre V du code de la santé publique) :* adopté (p. 3039).

Article 10 *(modification de l'intitulé de la section 1 du chapitre II du titre II du livre V du code de la santé publique) :* adopté (p. 3039).

Article 11 *(art. L. 596 du code de la santé publique. - Définition des établissements pharmaceutiques) :* adopté (p. 3040).

Amendement n° 9 de M. Gilbert Millet (précise que l'établissement de santé publique ou participant à l'exécution du service hospitalier qui comporte un établissement pharmaceutique est propriétaire de ce dernier) : rejeté (p. 3040).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3040) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3040).

Article 12 *(art. L. 596-1 du code de la santé publique. - Distribution et exportation de médicaments par des organismes humanitaires) :* adopté après modifications (p. 3040).

Amendement n° 71 de M. David Bohbot (rédactionnel) : adopté (p. 3040).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3040).

Article 12 *bis* nouveau *(art. L. 596-2 nouveau du code de la santé publique. - Collectes de médicaments inutilisés réalisées par des organismes à but non lucratif) :* adopté après modifications (p. 3042).

Observations : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3040) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3041).

Amendement n° 65 de M. Jean-Pierre Foucher (précise que ces collectes sont effectuées en vue de l'exportation à des fins humanitaires et sous la responsabilité d'un pharmacien) (p. 3041) : rejeté (p. 3042).

Soutenu par : *Guellec (Ambroise)* (p. 3041).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3041) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3041).

Amendement n° 41 de la commission (précise que ces collectes sont effectuées sous la responsabilité d'un pharmacien) : adopté après modifications (p. 3042).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3042).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3042).

Sous-amendement n° 72 de M. David Bohbot (rédactionnel) : adopté (p. 3042).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3042).

Article 13 *(art. L. 598 du code de la santé publique. - Régime de l'autorisation d'ouverture d'un établissement pharmaceutique) :* adopté (p. 3042).

Amendement n° 10 corrigé de M. Gilbert Millet (impose de motiver tout refus d'autoriser l'ouverture d'un établissement pharmaceutique) : rejeté (p. 3042).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3042) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3042).

Article 14 *(art. L. 599 du code de la santé publique. - Exercice personnel de la profession de pharmacien des établissements pharmaceutiques) :* adopté (p. 3042).

Article 15 *(art. L. 600 du code de la santé publique. - Introduction de la notion de « bonnes pratiques ») :* adopté (p. 3042).

Article 16 *(modification de l'intitulé de la section 2 du chapitre II du titre II du livre V du code de la santé publique) :* adopté (p. 3042).

Article 17 *(art. L. 601 du code de la santé publique. - Principe de l'autorisation de mise sur le marché)* (p. 3042) : adopté (p. 3043).

Article 18 *(art. L. 601-2 du code de la santé publique. - Dérogations au régime d'autorisation de mise sur le marché)* (p. 3043) : adopté après modifications (p. 3044).

Amendement n° 11 de M. Gilbert Millet (limite l'utilisation de certains médicaments destinés à traiter des pathologies graves dépourvus de l'autorisation de mise sur le marché au cas où leur demande d'autorisation de mise sur le marché est en cours d'établissement) : rejeté (p. 3043).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3043) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3043).

Amendement n° 12 de M. Gilbert Millet (limite l'utilisation de certains médicaments importés en vue de leur prescription à des malades nommément désignés et dépourvus de l'autorisation de mise sur le marché au cas où leur demande d'autorisation de mise sur le marché est en cours d'établissement) : rejeté (p. 3043).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3043) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3043).

Amendement n° 13, deuxième rectification, de M. Gilbert Millet (prévoit que l'utilisation de médicaments dépourvus d'autorisation de mise sur le marché est autorisée après avis d'un comité national d'experts désignés par l'académie de médecine) : rejeté (p. 3043).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3043) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3043).

Amendement n° 66 de M. Gilbert Millet (supprime l'obligation d'obtenir l'accord préalable du titulaire des droits d'exploitation du médicament avant son utilisation sans autorisation de mise sur le marché) : adopté (p. 3043).

Favorable : *Bohbot (David)* (p. 3043).

Défavorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3043).

Amendement n° 14 de M. Gilbert Millet (supprime la fixation par un décret en Conseil d'Etat des conditions d'octroi, de suspension ou de retrait de l'autorisation d'utiliser un médicament dépourvu d'autorisation de mise sur le marché) : rejeté (p. 3043).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3043) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3043).

Article 19 *(art. L. 603 du code de la santé publique. - Certification des médicaments destinés à l'exportation)* (p. 3044) : adopté après modifications (p. 3046).

Discussion commune des amendements n° 73 rectifié et des amendements identiques n°s 42 et 49.

Amendement n° 73 rectifié du Gouvernement (impose à l'établissement exportant un médicament de demander au ministre de la santé de certifier que son ouverture a été autorisée ; impose, en outre, à l'établissement fabriquant un médicament en vue de l'exportation de demander au ministre de la santé de certifier qu'il s'est doté des bonnes pratiques de fabrication ; permet au ministre de la santé d'interdire, pour des raisons de santé publique, l'exportation de médicaments ; interdit l'exportation de médicaments dont l'autorisation de mise sur le marché a été suspendue ou retirée) (p. 3044) : adopté après modifications (p. 3046).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3044).

Favorables : *Charles (Bernard)* (p. 3045) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 3045).

Sous-amendement n° 87 de M. Jean-Pierre Foucher (interdit l'exportation de médicaments dont l'autorisation de mise sur le marché a été suspendue ou retirée pour des raisons de santé publique) (p. 3044) : adopté (p. 3046).

Soutenu par : *Guellec (Ambroise)* (p. 3044).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3046).

Défavorable : *Bohbot (David)* (p. 3045).

Amendements identiques n°s 42 de la commission et 49 de M. Gilbert Millet (retiennent une nouvelle rédaction de l'article qui impose aux médicaments fabriqués en vue de l'exportation d'avoir reçu une autorisation de mise sur le marché) : devenus sans objet (p. 3046).

Amendement n° 80 de M. Marc Laffineur (prévoit que le ministre de la santé peut s'opposer, pour des raisons de santé publique, à l'exportation d'un médicament dont l'autorisation de mise sur le marché a été refusée) : rejeté (p. 3046).

Soutenu par : *Desanlis (Jean)* (p. 3046).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3046) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3046).

Article 20 *(art. L. 604 et L. 604-1 du code de la santé publique. - Déclaration administrative de la commercialisation et du retrait de commercialisation) :* adopté (p. 3046).

Article 21 *(art. L. 601, L. 602-1, L. 602-2, L. 602-3, L. 602-5 et L. 662-1 du code de la santé publique) :* adopté après modifications (p. 3046).

Amendement n° 82 de Mme Roselyne Bachelot (prévoit que le décret en Conseil d'Etat fixant les restrictions qui peuvent être apportées dans l'intérêt de la santé publique à la délivrance de certains médicaments fixent dans les mêmes conditions les restrictions à la prescription de certains médicaments) : adopté (p. 3046).

Favorables : *Bohbot (David)* (p. 3046) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3046).

Article 22 *(abrogation du chapitre IV du titre III du livre V du code de la santé publique) :* adopté (p. 3046).

Article 23 *(fabrication industrielle de médicaments par les établissements publics de santé)* (p. 3046) : adopté (p. 3047).

Amendement n° 17 de M. Gilbert Millet (étend à tous les établissements publics de santé la possibilité de fabriquer industriellement des médicaments) (p. 3046) : rejeté (p. 3047).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 3047) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3047).

Article 24 nouveau *(prix des produits pharmaceutiques dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon) :* adopté après modifications (p. 3047).

Amendement n° 74 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 3047).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3047).

Favorable : *Bohbot (David)* (p. 3047).

Article 25 nouveau *(abrogation du régime spécifique à Saint-Pierre-et-Miquelon) :* supprimé (p. 3047).

Discussion des amendements identiques n°s 43 de la commission et 1 de M. Gérard Grignon (de suppression) : adoptés (p. 3047).

Soutenus par : *Grignon (Gérard)* (p. 3047).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3047).

Après l'article 25 nouveau :

Amendement n° 44 de la commission (propose de valider les décisions, contestées en raison de l'incompétence du ministre chargé de la santé, prises dans les D.O.M. depuis 1949 portant sur les créations d'officines par voie dérogatoire) (p. 3047) : adopté après modifications (p. 3048).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 3047).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3048).

Sous-amendement n° 75 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3047) : adopté (p. 3048).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3048).

Favorable : *Bohbot (David)* (p. 3047).

Seconde délibération [30 juin 1992] (p. 3048).

Article 6 *(règles applicables aux pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et des établissements médico-sociaux)* (p. 3048) : adopté après modifications (p. 3049).

Section 1 : *dispositions générales.*

Article L. 595-2 du code de la santé publique. - Conditions de gérance des pharmacies à usage intérieur :

Amendement n° 1 du Gouvernement (prévoit que la pharmacie à usage intérieur mène ou participe à toute action d'information, de promotion et d'évaluation du bon usage des matériels médicaux stériles ; contribue à l'évaluation des médicaments, matériels, produits ou objets pharmaceutiques ; concourt à la pharmacovigilance et à la matériovigilance) : adopté (p. 3049).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3049).

Favorable : *Bohbot (David)* (p. 3049).

Explications de vote : *Millet (Gilbert)* (p. 3049) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 3050) ; *Charles (Bernard)* (p. 3050).

Intervention du Gouvernement : Kouchner (Bernard) (p. 3050).

Assemblée nationale : conditions de travail : ordre du jour : *Millet (Gilbert)* (p. 3049).

Communautés européennes : transposition des directives en droit interne : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3050).

Hôpitaux et cliniques :
- pharmacie hospitalière : régime : *Millet (Gilbert)* (p. 3049) ; *Charles (Bernard)* (p. 3050) ;
- service public hospitalier : *Millet (Gilbert)* (p. 3049).

Industrie pharmaceutique : établissements pharmaceutiques et pratiques de fabrication : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3050) ; *Charles (Bernard)* (p. 3050).

Lois :
- projet de loi n° 2219 relatif à l'agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicament prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie : *Millet (Gilbert)* (p. 3049) ;
- projet de loi n° 2729 relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie : *Millet (Gilbert)* (p. 3049).

Médicaments :
- distribution par les organisations non gouvernementales (O.N.G.) : *Charles (Bernard)* (p. 3050) ;
- produits dérivés du sang : régime : *Charles (Bernard)* (p. 3050).

Santé publique : transfusion sanguine : hémophiles : contamination par le virus du sida : *Millet (Gilbert)* (p. 3049, 3050) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 3050).

Vote des groupes :

Groupe communiste : contre : *Millet (Gilbert)* (p. 3050).

Groupe R.P.R. : pour : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3050).

Groupe socialiste : pour : *Charles (Bernard)* (p. 3050).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3050).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1992] (p. 6090).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :
- rapport de la commission des affaires culturelles : *Bohbot (David)* (p. 6094).

Intervention du Gouvernement : Kouchner (Bernard) (p. 6090).

Discussion générale : *Millet (Gilbert)* (p. 6090) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6091) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6091) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 6091) ; *Blanc (Jacques)* (p. 6092) ; *Charles (Bernard)* (p. 6092).

Réponse du Gouvernement : Kouchner (Bernard) (p. 6093).

Principaux thèmes développés :

Administration : ministère des affaires sociales :
- Agence du médicament : nécessité : *Charles (Bernard)* (p. 6093) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6093) ;
- direction de la pharmacie : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6093) ;
- Laboratoire national de la santé : implantation à La Plaine-Saint-Denis et à Montpellier : *Blanc (Jacques)* (p. 6092) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6093).

Communautés européennes : transposition des directives en droit interne : médicament : *Bohbot (David)* (p. 6090) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6090) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 6092).

Fonctionnaires et agents publics : inspecteurs de la pharmacie : statut : *Bachelot (Roselyne)* (p. 6092) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6093).

Hôpitaux et cliniques :
- comités du médicament : *Bachelot (Roselyne)* (p. 6092) ; *Charles (Bernard)* (p. 6092) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6093) ;
- fonction publique hospitalière : statut : remise en cause : *Millet (Gilbert)* (p. 6091) ;
- médicaments réservés : *Charles (Bernard)* (p. 6092) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6094) ;
- pharmacie hospitalière : régime : *Bohbot (David)* (p. 6090) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6090) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6090, 6091) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 6092) ; *Blanc (Jacques)* (p. 6092) ; *Charles (Bernard)* (p. 6092) ;
- pharmaciens gérants d'établissement : statut : *Bachelot (Roselyne)* (p. 6092) ; *Charles (Bernard)* (p. 6092) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6093) ;
- service public : remise en cause : *Millet (Gilbert)* (p. 6091).

Lois : projet de loi n° 2219 relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie : *Blanc (Jacques)* (p. 6092) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6093).

Médicaments :
- autorisation de mise sur le marché (A.M.M.) : dérogations : *Bohbot (David)* (p. 6092) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6090, 6093) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6091) ;
- exportations : régime : *Bohbot (David)* (p. 6090) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6091) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6091) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6091) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 6092) ;
- gaz médicaux : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6091) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6093) ;
- matériels médicaux stériles : régime : *Bohbot (David)* (p. 6091) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6091).

Sénat : texte adopté : *Bohbot (David)* (p. 6090) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6090) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6091) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6091).

Discussion des articles [26 novembre 1992] (p. 6094).

Article 6 *(règles applicables aux pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et des établissements médico-sociaux) :* adopté (p. 6094).

Observations : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6094).

Hôpitaux et cliniques : pharmaciens gérants d'établissement : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6094).

Article 18 *(art. L. 601-2 du code de la santé publique. - Dérogations au régime d'autorisation de mise sur le marché) :* adopté (p. 6095).

Amendement n° 1 de M. Gilbert Millet (supprime l'obligation d'obtenir l'accord préalable du titulaire des droits d'exploitation du médicament pour son utilisation sans autorisation de mise sur le marché) : rejeté (p. 6095).

Défavorables : *Bohbot (David)* (p. 6095) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6095).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi (p. 6095).

Voir *Banques et établissements financiers* **13.**
D.M.O.S. **1.**
Lois de finances **11,** deuxième partie : Affaires sociales et santé.
Lois de finances rectificatives **5,** article 50.
Responsabilité civile **1.**
Santé publique **23.**
Traités et conventions **141.**

PLAN

Voir *Automobiles et cycles :* questions au Gouvernement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Aménagement du territoire.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Commerce et artisanat.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : transports terrestres, routes et sécurité routière.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Services généraux du Premier ministre.
Sécurité sociale : questions à un ministre.

PLUS-VALUES

Imposition.

Voir *Lois de finances* **11,** article 12, après l'article 12 et après l'article 28.
Lois de finances rectificatives **5,** article 44 *bis* nouveau.

POLICE

Questions au Gouvernement :

- **n° 1362 - Sécurité publique :** *Tranchant (Georges).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique [21 octobre 1992] (p. 4053, 4054) :

Siège de la police municipale d'Asnières : attaque par des voyous ; postes de police municipale ; port d'armes par les polices municipales.

Voir *Commerce extérieur* **4.**
Délinquance et criminalité.
Droit pénal.
Fonctionnaires et agents publics : questions à un ministre.
Lois de Finances **11,** deuxième partie : Intérieur.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Justice.
Ordre public.
Procédure pénale **14.**
Rappels au règlement de : *Pierna (Louis)* [25 mai 1992] (p. 1590).
Traités et conventions **143.**

POLICE DE LA ROUTE ET CIRCULATION ROUTIERE

9. Proposition de loi n° 2360 tendant à **éviter que le voleur d'un véhicule ne soit indemnisé en cas d'accident.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 novembre 1991 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et d'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pascal Clément (23 janvier 1992).

11. Proposition de loi n° 3266 relative à **l'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 24 mars 1993 par M. Patrick Balkany. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Questions au Gouvernement :

- **n° 1204 - Sécurité routière :** *Fuchs (Jean-Paul).* Réponse : *Sarre (Georges),* secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux [29 avril 1992] (p. 767, 768) :

Accidents mortels survenus au Mans ; limitations de vitesse : respect ; personnes tuées en moto : statistiques en hausse ; formation et information des motards ; homologation des motos : contrôles plus sévères ; alcoolémie : multiplication des contrôles.

- **n° 1277 - Permis à points :** *Godfrain (Jacques).* Réponse : *Sarre (Georges),* secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux [3 juin 1992] (p. 1878, 1879) :

Loi du 10 juillet 1989 : introduction du permis à points ; infrastructures : aménagement ; nombre de points : alignement sur la moyenne européenne : perspectives ; accidents de la circulation : première cause de la mortalité des jeunes en France ; sécurité routière : souci du Gouvernement.

- **n° 1430 - Permis à points :** *Bonnet (Alain).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [26 novembre 1992] (p. 6080, 6081) :

Barème : aménagement ; poids lourds : grille de vitesse : révision ; pouvoir des préfets et des juges en matière de suspension du permis de conduire : réexamen.

Questions orales sans débat :

- **n° 601 - Permis de conduire (réglementation) :** *Frédéric-Dupont (Edouard)* à M. le secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux : publiée au *J.O.* du 17 juin 1992 (p. 2460, 2461). Réponse : *Sarre (Georges),* secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux [26 juin 1992] (p. 2874, 2875) :

Nouveau permis à points : entrée en vigueur en juillet 1992 : nombre de points attribués ; insécurité sur les routes ; groupe de suivi du nouveau permis à points.

Voir *Droit pénal* **21,** première lecture.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : transports terrestres, routes et sécurité routière.
Sports : questions au Gouvernement.
Transports.

Permis à points.

Voir *Droit pénal* **21,** première lecture.
Politique économique et sociale **19,** nouvelle lecture.
Rappels au règlement de : *Hage (Georges), Bourg-Broc (Bruno)* [7 juillet 1992] (p. 3284).

POLITIQUE ECONOMIQUE

Questions au Gouvernement :

- **n° 1244 - Situation budgétaire :** *Juppé (Alain).* Réponse : *Charasse (Michel),* ministre du budget [20 mai 1992] (p. 1441, 1442, 1443) :

Groupe Total : revente par l'Etat d'une partie de ses parts ; utilisation des fonds : lutte contre le chômage ; déficit budgétaire : progression : financement ; conjoncture économique : récession ; baisse des rentrées fiscales.

Voir *Constitution* **7,** première lecture.
Epargne **5.**
Finances publiques : questions au Gouvernement.
Lois de finances.
Lois de finances rectificatives.
Lois de règlement.
Motions de censure **18.**
Politique économique et sociale.
Politique générale.

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

18. Proposition de loi n° 2724 tendant à **faire bénéficier du revenu minimum d'insertion les personnes âgées de moins de vingt-cinq ans.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 mai 1992 par M. François d'Harcourt. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

19. Projet de loi n° 2733 portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au **revenu minimum d'insertion** et **relatif à la lutte contre le chômage d'exclusion.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 mai 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et René Teulade, ministre des affaires sociales. - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (25 mai 1992). - **Lettre rectificative n° 2747,** présentée le 27 mai 1992 par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre. - Rapporteur : Mme Marie-Josèphe Sublet (22 mai 1992). - Urgence déclarée le 2 juin 1992. - Rapport **n° 2759** (4 juin 1992). - Discussion les 9 et 10 juin 1992. - Adoption le 10 juin 1992. - Projet de loi **n° 858.**

Sénat (première lecture). - **N° 402** (1991-1992). - Dépôt le 11 juin 1992. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteurs : MM. Pierre Louvot et Louis Souvet. - Rapport **n° 440** (24 juin 1992) (1991-1992). - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur pour avis : M. Philippe Adnot. - Avis **n° 448** (24 juin 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 30 juin 1992. - Projet de loi **n° 174** (1991-1992). - Nouveau titre : « Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle ».

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 2 juillet 1992] (p. 8775). - Réunion le 2 juillet 1992. - Bureau [*J.O.* du 3 juillet 1992] (p. 8880).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire) - Rapporteur : Mme Marie-Josèphe Sublet. - Rapport **n° 2881** (2 juillet 1992).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteurs : MM. Pierre Louvot et Louis Souvet. - Rapport **n° 478** (2 juillet 1992) (1991-1992).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 2872.** - Dépôt le 30 juin 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : Mme Marie-Josèphe Sublet. - Rapport **n° 2886** (2 juillet 1992). - Discussion et adoption le 3 juillet 1992. - Projet de loi **n° 714.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 489** (1991-1992). - Dépôt le 7 juillet 1992. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Discussion et adoption le 8 juillet 1992. - Projet de loi **n° 188** (1991-1992).

Assemblée nationale (troisième lecture). - **N° 2898.** - Dépôt le 9 juillet 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : Mme Marie-Josèphe Sublet. - Rapport **n° 2900** (9 juillet 1992). - Discussion et adoption définitive le 8 juillet 1992. - Projet de loi **n° 719.**

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2, de la Constitution). - Décision le 29 juillet 1992 [*J.O.* du 30 juillet 1992] (p. 10261). - Conforme en totalité.

Loi n° 92-722 du 29 juillet 1992 publiée au *J.O.* du 30 juillet 1992 (p. 10 215).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 1992] (p. 2093, 2119).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et de l'avis :

- rapport de la commission des affaires culturelles : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2093) ;
- avis de la commission des finances : *Le Garrec (Jean)* (p. 2096).

Interventions du Gouvernement : *Teulade (René)* (p. 2098) ; *Aubry (Martine)* (p. 2101).

Discussion générale : *Jacquat (Denis)* (p. 2104) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2105) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2107) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2108) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2109) ; *Chollet (Paul)* (p. 2111) ; *Proveux (Jean)* (p. 2112) ; *Rochebloine (François)* (p. 2119) ; *Hoarau (Elie)* (p. 2120) ; *Griotteray (Alain)* (p. 2121) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2121) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2123) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2123) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2124) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2125) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2126) ; *Recours (Alfred)* (p. 2127) ; *Masdeu-Arus (Jacques)* (p. 2128) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2128) ; *Carton (Bernard)* (p. 2128) ; *Legras (Philippe)* (p. 2130) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 2132).

Réponse du Gouvernement : *Teulade (René)* (p. 2133).

Principaux thèmes développés :

Action sociale et solidarité nationale :

- action sociale : centres d'hébergement et de réadaptation sociale : financement : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2095) ;
- aide sociale : fourniture minimum d'eau et d'énergie : *Teulade (René) (G)* (p. 2101, 2134) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2107) ; *Rochebloine (François)* (p. 2119) ; *Isaac-Sibille (Bernardette)* (p. 2123) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2125) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2126) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2127) ; *Legras (Philippe)* (p. 2131) ;
- minima sociaux : harmonisation : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2107) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2109) ;*Teulade (René) (G)* (p. 2133).

Aménagement du territoire : rôle dans la lutte contre l'exclusion : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2108) ; *Isaac-Sibille (Bernardette)* (p. 2123) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2126).

Assemblée nationale : conditions de travail : ordre du jour : débat sur le revenu minimum d'insertion dans les D.O.M. : *Hoarau (Elie)* (p. 2113).

Associations :

- aide de l'Etat : *Teulade (René) (G)* (p. 2101) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2106) ; *Chollet (Paul)* (p. 2112) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2127) ;
- associations intermédiaires : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2111) ;
- représentation des associations de lutte contre la pauvreté : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2096) ; *Rochebloine (François)* (p. 2119).

Assurance maladie-maternité :

- accès aux soins : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2095, 2096) ;
- affiliation des allocataires du R.M.I. : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2095) ;
- aide médicale : réforme : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2096) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2101, 2133) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2105) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2106) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2107) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2111) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2122) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2123) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2125) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2126) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2127) ; *Recours (Alfred)* (p. 2128) ; *Legras (Philippe)* (p. 2130) ;
- assurance personnelle : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2096) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2133) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2106) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2108) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2111) ; *Rochebloine (François)* (p. 2119) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2127).

Chômage :

- allocations de chômage : allocations de fin de droits : réinsertion de leurs bénéficiaires : *Boulard (Jean-Claude)* (p. 2132) ;
- Assedic : intermittents du spectacle : *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2103) ;
- chômeurs de longue durée : entretien individuel : *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2100) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2102) ;
- contrôle des déclarations : *Aubry (Martine) (G)* (p. 2103) ;
- U.N.E.D.I.C. : affiliation des groupements d'intérêt public : *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2103) ;
- U.N.E.D.I.C. : coût du licenciement des salariés âgés : *Aubry (Martine) (G)* (p. 2103) ;
- U.N.E.D.I.C. : déficit : *Aubry (Martine) (G)* (p. 2103).

Communes :
- budgets : participation aux dépenses d'aide sociale : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2111) ;
- Dunkerque : *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ;
- Forbach : *Teulade (René) (G)* (p. 2100) ;
- Lille : *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ;
- maires : contrôle des allocataires du R.M.I. : rôle : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2111) ; *Proveux (Jean)* (p. 2113) ;
- Poissy : *Masdeu-Arus (Jacques)* (p. 2128) ;
- réseau de soutien aux allocataires du R.M.I. : *Masdeu-Arus (Jacques)* (p. 2128) ;
- Roubaix : *Carton (Bernard)* (p. 2130) ;
- Saint-Fons : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2095) ;
- Sarrebourg : *Teulade (René) (G)* (p. 2100).

Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté : création : *Teulade (René) (G)* (p. 2101) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2106) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2111) ; *Rochebloine (François)* (p. 2119) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2123).

Constitution : préambule : *Teulade (René) (G)* (p. 2099).

Départements :
- budgets : dépenses obligatoires : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2111) ;
- conseil départemental et programme départemental d'insertion : *Teulade (René) (G)* (p. 2099, 2133) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2108) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2110) ; *Proveux (Jean)* (p. 2113) ; *Rochebloine (François)* (p. 2119) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2122) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2123) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2124) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2126) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2129) ;
- contractualisation avec les autres collectivités locales : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2129) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2134) ;
- coresponsabilité et partenariat avec l'Etat : réaffirmation : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2096) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2098) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2099, 2133) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2102) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2108) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2109) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2110) ; *Griotteray (Alain)* (p. 2121) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2122) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2129) ;
- Ille-et-Vilaine : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2109) ;
- inégalités entre les départements : *Le Garrec (Jean)* (p. 2098) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2099, 2100, 2133) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2104) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2106) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2124) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2126) ;
- Nord : *Derosier (Bernard)* (p. 2123) ;
- Seine-Saint-Denis : *Bartolone (Claude)* (p. 2126).

D.O.M. - T.O.M.
- D.O.M. : chômage : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2124) ;
- D.O.M. : revenu minimum d'insertion : conditions d'application : *Teulade (René) (G)* (p. 2101, 2134) ; *Hoarau (Elie)* (p. 2120) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2124) ;
- D.O.M. : revenu minimum d'insertion : créance de proratisation : *Hoarau (Elie)* (p. 2120) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2134) ;
- la Réunion : *Hoarau (Elie)* (p. 2120) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2124) ;

Emploi :
- contrats de retour à l'emploi (C.R.E) : réforme et aide de l'Etat aux employeurs : *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2099, 2100) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2102) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2105, 2106) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2111) ; *Proveux (Jean)* (p. 2113) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2129) ;
- contrats emploi-solidarité (C.E.S.) : réforme et aide de l'Etat aux employeurs : *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2099, 2100) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2102) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2105, 2106) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2107) ; *Proveux (Jean)* (p. 2113) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2123) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2126) ; *Recours (Albert)* (p. 2128) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 2132) ;
- embauche : travailleurs surqualifiés : *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ;
- insertion professionnelle et sociale : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2095) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ;
- licenciements : « contribution Delalande » : *Aubry (Martine) (G)* (p. 2103, 2104) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2129) ;
- licenciements : travailleurs âgés : *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2103) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2129).

Entreprises : rôle dans l'insertion : *Le Garrec (Jean)* (p. 2098).

Exclusion : causes et conséquences : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2094) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2096, 2097) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2107) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2108, 2109) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2109) ; *Proveux (Jean)* (p. 2112) ; *Rochebloine (François)* (p. 2119) ; *Griotteray (Alain)* (p. 2121) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2122) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2123) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2124) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2124) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2125) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2126) ; *Recours (Albert)* (p. 2127) ; *Masdeu-Arus (Jacques)* (p. 2128) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2130) ; *Legras (Philippe)* (p. 2130) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 2132).

Famille :
- allocation de parent isolé : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2107) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2133) ;
- allocation de R.M.I. : *Chollet (Paul)* (p. 2112) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2123) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2124) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2127) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2134).

Formation professionnelle et promotion sociale : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2096).

Impôt sur la fortune : barème : réévaluation : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2110).

Impôts et taxes : déductions fiscales et exonérations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2110).

Informatique : Commission nationale de l'informatique et des libertés : avis : *Teulade (René) (G)* (p. 2101) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2103).

Jeunes :
- « carrefour jeunes » : *Le Garrec (Jean)* (p. 2098) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2111) ;
- « exo-jeunes » : renouvellement : *Aubry (Martine) (G)* (p. 2103) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2111) ;
- fonds départementaux d'aide aux jeunes : généralisation et financement : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2096) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2098) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2101) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2106) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2108) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2111) ; *Rochebloine (François)* (p. 2119) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2125) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2127) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 2132) ;
- R.M.I. : attribution aux jeunes : *Le Garrec (Jean)* (p. 2098) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2101, 2134) ; *Masdeu-Arus (Jacques)* (p. 2128) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 2131).

Logement et habitat :
- aides : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2095) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2098) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2101, 2134) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2107) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2109) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2127) ; *Recours (Albert)* (p. 2127) ;
- H.L.M. : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2111).

Lois :
- loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au réglement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2096) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2105) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2125) ;
- loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé : *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2105) ;
- loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2095) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2101) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2105) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2125) ; *Recours (Albert)* (p. 2127) ;
- loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irrégulier d'étrangers en France : *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ;
- projet de loi n° 2733 : concertation : *Jacquat (Denis)* (p. 2105) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2108) ; *Legras (Philippe)* (p. 2131) ;
- projet de loi concerté de lutte contre la pauvreté : nécessité : *Rochebloine (François)* (p. 2120).

Marchés publics : réglementation : *Chollet (Paul)* (p. 2112).

Personnes âgées :
- allocation compensatrice : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2109) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2134) ;
- dépendance : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2097) ;
- Fonds national de solidarité : résidents non nationaux : *Legras (Philippe)* (p. 2131).

Plan : XIe Plan : commission « cohésion sociale et prévention de l'exclusion » : *Teulade (René) (G)* (p. 2101).

Professions sociales :
- travailleurs sociaux : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2107) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2122) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2123) ; *Masdeu-Arus (Jacques)* (p. 2128) ;
- tutorat : création : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2107) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2109).

Revenu minimum d'insertion : allocation différentielle :
- agriculteurs et non-salariés : *Proveux (Jean)* (p. 2113) ; *Rochebloine (François)* (p. 2119) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2123) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2134) ;
- bénéficiaires et montant : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2096) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2099) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2105) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2105) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2109, 2110) ; *Chollet (Paul)* (p. 2111) ; *Proveux (Jean)* (p. 2112, 2113) ; *Griotteray (Alain)* (p. 2121) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2125) ;
- coût budgétaire : *Teulade (René) (G)* (p. 2099) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2105) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2106) ; *Proveux (Jean)* (p. 2112) ; *Griotteray (Alain)* (p. 2121) ;
- fraudes et contrôle : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2111) ; *Proveux (Jean)* (p. 2113) ; *Rochebloine (François)* (p. 2119) ; *Griotteray (Alain)* (p. 2121) ; *Legras (Philippe)* (p. 2130) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2134) ;
- historique : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2094) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2125) ;
- sortie : *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2099) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2104) ;
- suspension : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2111).

Revenu minimum d'insertion : insertion :
- actions d'insertion professionnelle : *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2100, 2133) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2104) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2105, 2106) ; *Proveux (Jean)* (p. 2112, 2113) ; *Rochebloine (François)* (p. 2119) ; *Griotteray (Alain)* (p. 2121) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2124) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2125) ; *Masdeu-Arus (Jacques)* (p. 2128) ; *Carton (Bernard)* (p. 2130) ;
- actions d'insertion sociale : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2094) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ; *Rochebloine (François)* (p. 2119) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2125) ; *Masdeu-Arus (Jacques)* (p. 2128) ; *Carton (Bernard)* (p. 2130) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2133) ;
- cellules d'appui du R.M.I. : moyens : *Teulade (René) (G)* (p. 2100) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2102) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2108) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2122) ;
- commission nationale d'évaluation du R.M.I. : *Le Garrec (Jean)* (p. 2096) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2099) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2102) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2104) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2107) ; *Proveux (Jean)* (p. 2112) ; *Hoarau (Elie)* (p. 2113) ;
- commissions locales et programmes locaux d'insertion : *Le Garrec (Jean)* (p. 2096, 2098) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2100, 2133) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2102) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2106) ; *Chollet (Paul)* (p. 2112) ; *Proveux (Jean)* (p. 2112, 2113) ; *Rochebloine (François)* (p. 2119) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2124) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2126) ; *Legras (Philippe)* (p. 2130) ;
- contrats d'insertion : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2094, 2096) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2099) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2105) ; *Proveux (Jean)* (p. 2112) ; *Griotteray (Alain)* (p. 2121) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2125) ;
- contrats de qualification : extension aux entreprises d'intérim social : *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2103) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2106) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 2107) ; *Proveux (Jean)* (p. 2113) ;
- entreprises intermédiaires : *Le Garrec (Jean)* (p. 2097) ;
- harmonisation des secteurs d'intervention : *Proveux (Jean)* (p. 2113) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 2132) ;
- programme local d'insertion : prise en compte des plans locaux pour l'insertion économique : *Le Garrec (Jean)* (p. 2098) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2102).

Salaires : S.M.I.C. : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2110).

Santé publique : médecine scolaire : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2123).

Sécurité sociale : caisses de sécurité sociale : *Griotteray (Alain)* (p. 2121).

Discussion des articles [9 juin 1992] (p. 2132) ; [10 juin 1992] (p. 2164, 2186).

Avant l'article 1er :

Amendement n° 128 de M. Jacques Masdeu-Arus (définit le non-respect de son contrat d'insertion par l'allocataire du R.M.I.) : discussion et vote réservés (p. 2135) ; rejeté (p. 2200).

Titre Ier : *dispositions portant modification de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minim d'insertion.*

Article 1er *(aménagement du dispositif d'insertion : titre III de la loi du 1er décembre 1988)* (p. 2135) : vote réservé (p. 2189) ; adopté après modifications (p. 2225).

Observations : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2136) ; *Meylan (Michel)* (p. 2137) ; *Diméglio (Willy)* (p. 2137) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2137) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2138).

Assurance maladie-maternité : aide médicale : *Meylan (Michel)* (p. 2137).

Départements :

- budgets : dépenses obligatoires : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2138) ;
- conseil départemental d'insertion : *Meylan (Michel)* (p. 2137) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2137) ;
- coresponsabilité et partenariat avec l'Etat : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2136) ; *Meylan (Michel)* (p. 2137) ; *Diméglio (Willy)* (p. 2137).

Famille : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2137).

Logement : *Diméglio (Willy)* (p. 2137).

Personnes âgées : allocation compensatrice : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2138).

R.M.I. :

- actions d'insertion professionnelle : *Diméglio (Willy)* (p. 2137) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2137) ;
- actions d'insertion sociale : *Diméglio (Willy)* (p. 2137) ;
- allocataires : droit au respect de la vie privée : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2136) ;
- sortie : *Meylan (Michel)* (p. 2137).

Avant l'article 34 de la loi du 1er décembre 1988 :

Amendement n° 2 de la commission (complète l'intitulé du chapitre Ier du titre III de la loi du 1er décembre 1988 par les mots « et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion ») : adopté (p. 2138).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2138).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2138).

Article 34 de la loi du 1er décembre 1988 (rôle du représentant de l'Etat dans le département et du président du conseil général) :

Amendement n° 87 de M. Denis Jacquat (prévoit que l'action d'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du R.M.I. est conduite par chaque personne publique ou privée sur une base contractuelle) (p. 2138) : retiré (p. 2140).

Favorable : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2139).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2138) ; *Recours (Alfred)* (p. 2139) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2139).

Observations : *Teulade (René) (G)* (p. 2138) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2138) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2139).

Amendement n° 139 rectifié de M. Jean-Yves Chamard (prévoit que le représentant de l'Etat dans le département et le président du conseil général conduisent ensemble, et non pas conjointement, l'action d'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du R.M.I.) : adopté (p. 2140).

Favorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2140) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2140).

Discussion commune de l'amendement n° 3 et des amendements identiques n°s 57 et 140.

Amendement n° 3 de la commission (précise que les associations figurent parmi les personnes morales qui concourent à l'insertion et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion) (p. 2140) : adopté (p. 2141).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2140).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2140).

Amendements identiques n°s 57 de Mme Roselyne Bachelot et 140 de M. Jean-Yves Chamard (précisent que les associations figurent parmi les personnes morales qui concourent à l'insertion) (p. 2139) : retirés (p. 2140).

Article 35 de la loi du 1er décembre 1988 (composition des conseils départementaux d'insertion - C.D.I.) :

Amendement n° 88 de M. Denis Jacquat (précise la composition du conseil départemental d'insertion, prévoit l'élection de son président et place son secrétariat sous la responsabilité du président du conseil général) : rejeté (p. 2141).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2141) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2141).

Amendement n° 58 de Mme Roselyne Bachelot (prévoit que le conseil départemental d'insertion est présidé par le président du conseil général, le préfet étant vice-président) (p. 2141) : rejeté (p. 2142).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2141) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2141) ; *Recours (Alfred)* (p. 2141) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2141) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 2141).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2141).

Amendement n° 111 de M. Elie Hoarau (prévoit une représentation des syndicats ouvriers et des associations d'allocataires du R.M.I. au sein du conseil départemental d'insertion des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 2142).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2142) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2142).

Article 36 de la loi du 1er décembre 1988 (élaboration et adoption par le C.D.I. du programme départemental d'insertion) :

Amendement n° 93 de M. Denis Jacquat (confère un rôle consultatif au C.D.I. dans l'élaboration du programme départemental d'insertion) : rejeté (p. 2142).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2142) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2142).

Amendement n° 4 de la commission (précise certains des domaines sur lesquels devra porter l'évaluation des besoins à satisfaire dans le programme départemental d'insertion) (p. 2142) : adopté après modifications (p. 2143).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2142).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2142).

Observations : *Boulard (Jean-Claude)* (p. 2143) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2143).

Sous-amendement n° 141 corrigé de M. Jean-Yves Chamard (modifie l'ordre dans lequel ces domaines sont énumérés) (p. 2142) ; adopté (p. 2143).

Favorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2142) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2143).

Amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2143).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2143).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2143).

Amendement n° 6 de la commission (prévoit que le programme départemental d'insertion évalue les besoins spécifiques de formation des personnels et bénévoles concernés) : adopté (p. 2143).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2143).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2143).

Amendement n° 145 de M. Jean-Yves Chamard (confère au C.D.I. le pouvoir de proposer les modalités de financement de certaines mesures du plan départemental d'insertion par l'Etat et le département) (p. 2143) : rejeté (p. 2144).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2143).

Amendement n° 143 corrigé de M. Jean-Yves Chamard (précise que la répartition des crédits départementaux par le C.D.I. porte sur les crédits affectés au plan départemental d'insertion) : rejeté (p. 2144).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2144).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2144).

Amendement n° 144 corrigé de M. Jean-Yves Chamard (précise que la répartition des crédits de l'Etat par le C.D.I. porte sur les crédits affectés au plan départemental d'insertion) (p. 2144) : réservé (p. 2145) ; retiré (p. 2168).

Amendement n° 152 de M. Thierry Mandon (précise que la faculté reconnue au C.D.I. d'élargir le champ du programme départemental d'insertion peut concerner l'insertion en matière économique) : adopté (p. 2145).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2145).

Amendement n° 7 de la commission (prévoit que le C.D.I. peut proposer ou faire réaliser des études ou des enquêtes sur les phénomènes de pauvreté et de précarité) (p. 2166) : adopté après modifications (p. 2167).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2166).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2166).

Sous-amendement n° 142 de M. Jean-Yves Chamard (supprime la faculté reconnue au C.D.I. « de faire réaliser » ces études) (p. 2166) : rejeté (p. 2167).

Sous-amendement n° 131 du Gouvernement (prévoit que ces enquêtes doivent porter sur les phénomènes spécifiques de pauvreté et de précarité dans le département) (p. 2166) : adopté (p. 2167).

Soutenu par : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2166).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2166).

Amendement n° 117 de Mme Muguette Jacquaint (impose au programme départemental d'insertion de prévoir des conventions avec les entreprises pour assurer des contrats de formation professionnelle conduisant à des embauches et permet au conseil général de relever de 10 p. 100 la cotisation de taxe professionnelle des entreprises refusant de participer à ce programme) (p. 2167) : rejeté (p. 2168).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2167) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2167).

Observations : *Derosier (Bernard)* (p. 2167).

Amendement n° 144 corrigé de M. Jean-Yves Chamard précédemment réservé (précise que la répartition des crédits de l'Etat par le C.D.I. porte sur les crédits affectés au plan départemental d'insertion) : retiré (p. 2168).

Article 37 de la loi du 1er décembre 1988 (autres compétences et modalités de fonctionnement du C.D.I.) :

Amendement n° 89 de M. Denis Jacquat (prévoit que le président du conseil général soumet pour avis au C.D.I. un projet de protocole départemental d'insertion) : devenu sans objet (p. 2168).

Amendement n° 153 de M. Thierry Mandon (prévoit que le C.D.I. prend en compte les plans locaux d'insertion économique) : adopté (p. 2168).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2168).

Amendement n° 8 de la commission (prévoit que le rapport annuel du C.D.I. est soumis à ses membres au moins quinze jours avant le vote du programme annuel) : adopté (p. 2168).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2168).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2168).

Article 38 de la loi du 1er décembre 1988 (financement des actions inscrites au programme départemental d'insertion) :

Amendement n° 147 de M. Jean-Yves Chamard (prévoit que l'ensemble des actions d'insertion menées par le département est pris en compte pour le calcul du minimum de dépenses obligatoires d'insertion inscrites à son budget) (p. 2168) : retiré (p. 2169).

Amendement n° 148 de M. Jean-Yves Chamard : retiré (p. 2169).

Amendement n° 149 de Mme Roselyne Bachelot (porte de 2,5 p. 100 à 5 p. 100 la part des dépenses résultant de la prise en charge du ticket modérateur des bénéficiaires du R.M.I. pouvant être imputée sur les crédits obligatoires d'insertion) (p. 2169) : vote réservé (p. 2170) ; devenu sans objet (p. 2225).

Favorable : *Jacquat (Denis)* (p. 2169).

Défavorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2169).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2169).

Amendement n° 59 de Mme Roselyne Bachelot (prévoit que les dépenses relatives à la prise en charge du ticket modérateur pour les jeunes de moins de 25 ans peuvent être imputées en totalité sur les crédits obligatoires d'insertion) (p. 2169) : retiré (p. 2170).

Favorable : *Jacquat (Denis)* (p. 2169).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2169) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2170).

Amendement n° 90 de M. Denis Jacquat (institue un minimum de dépenses obligatoires pour le financement des actions nouvelles d'insertion et des dépenses de structures correspondantes) : rejeté (p. 2170).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2170) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2170).

Après l'article 38 de la loi du 1er décembre 1988 :

Amendement n° 116 de M. Denis Jacquat (élargit le champ des dépenses engagées pour les allocataires du R.M.I. qui peuvent s'imputer sur le minimum de dépenses obligatoire d'insertion et assouplit les régles régissant le report de ces crédits) : rejeté (p. 2170).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2170) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2170).

Article 39 de la loi du 1er décembre 1988 (conventions de mise en œuvre du programme départemental d'insertion) :

Amendement n° 91 de M. Denis Jacquat (définit le contenu des conventions) : rejeté (p. 2170).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2170) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2170).

Amendement n° 9 de la commission (prévoit que les conventions de mise en œuvre du programme départemental d'insertion peuvent être conclues avec les associations concourant à l'insertion et à la lutte contre la pauvreté) (p. 2170) : adopté (p. 2171).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2171).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2171).

Article 40 de la loi du 1er décembre 1988 (réglement de certaines situations de blocage) :

Amendement n° 60 de Mme Roselyne Bachelot (de suppression) : retiré (p. 2171).

Article 41 de la loi du 1er décembre 1988 (engagement du « 20 p. 100 départemental » et procédure applicable en cas de non-engagement) :

Amendement n° 162 de M. Claude Bartolone (institue un mécanisme d'affectation et d'inscription d'office par le représentant de l'Etat dans le département des crédits correspondant aux dépenses obligatoires d'insertion non engagés) (p. 2171) : retiré (p. 2173).

Favorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2171) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2171) ; *Metzinger (Charles)* (p. 2171).

Défavorables : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2171) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2172) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2172, 2173) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2173).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2171).

Article 42-1 de la loi du 1er décembre 1988 (missions, nombre et ressort des commissions locales d'insertion - C.L.I.) :

Amendement n° 92 de M. Denis Jacquat (précise les compétences des commissions locales d'insertion) (p. 2173) : retiré (p. 2174).

Observations : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2174).

Amendement n° 10 rectifié de la commission (précise les compétences des commissions locales d'insertion) : adopté (p. 2174).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2174).

Favorables : *Jacquat (Denis)* (p. 2174) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2174).

Amendement n° 11 rectifié de la commission (précise que le progamme local d'insertion vise à assurer une offre d'insertion adaptée aux bénéficiaires du R.M.I.) : adopté (p. 2174).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2174).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2174).

Amendement n° 12 rectifié de la commission (inclut l'animation de la politique locale d'insertion parmi les compétences des commissions locales d'insertion) : adopté (p. 2174).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2174).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2174).

Amendement n° 61 de Mme Roselyne Bachelot (attribue au président du conseil général, après consultation du représentant de l'Etat, la fixation du nombre et du ressort des commissions locales d'insertion) : rejeté (p. 2174).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2174) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2174).

Article 42-2 de la loi du 1er décembre 1988 (composition et organisation des C.L.I.) :

Amendement n° 94 de M. Denis Jacquat (fixe la répartition des sièges, prévoit l'élection du président et confie au département le secrétariat et l'appui technique de la commission locale d'insertion) : rejeté (p. 2174).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2174) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2174).

Amendement n° 163 de M. Jean-Yves Chamard (prévoit une représentation en nombre égal de l'Etat et du conseil général au sein de la commission locale d'insertion) (p. 2174) : adopté aprés rectification (p. 2175).

Observations : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2175).

Discussion commune des amendements nos 102, 13 et 164.

Amendement n° 102 de Mme Marie-Josèphe Sublet (prévoit la possibilité de désigner des représentants du système éducatif et des associations concourant à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion au sein des commissions locales d'insertion) (p. 2175) : adopté (p. 2176).

Favorables : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2175) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2175).

Amendement n° 13 de la commission (prévoit la présence de représentants d'associations concourant à l'insertion et à la lutte contre la pauvreté au sein des commissions locales d'insertion) (p. 2175) : retiré (p. 2176).

Amendement n° 164 de M. Jean-Yves Chamard (prévoit la possibilité de désigner des représentants d'associations intervenant dans le domaine social au sein des commissions locales d'insertion) : retiré (p. 2175).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2176).

Amendement n° 62 de Mme Roselyne Bachelot (prévoit que le président du conseil général arrête la liste des membres de la commission locale d'insertion) : rejeté (p. 2176).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2176) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2176).

Amendement n° 14 de la commission (prévoit que le bureau de la commission locale d'insertion doit comprendre au moins un représentant des associations concourant à l'insertion et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion) : adopté (p. 2176).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2176).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2176).

Discussion des amendements identiques nos 15 et 63 (précisent que les dossiers individuels soumis à l'examen de la commission locale d'insertion le sont de manière anonyme) (p. 2176).

Amendement n° 15 de la commission (p. 2176) : adopté (p. 2177).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2176).

Amendement n° 63 de Mme Roselyne Bachelot (p. 2176) : adopté (p. 2177).

Favorable : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2176, 2177).

Défavorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2177).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2177) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2177).

Amendement n° 103 de Mme Marie-Josèphe Sublet (substitue la participation du président du centre communal d'action sociale de la commune où réside le bénéficiaire du contrat d'insertion à celle du maire lors de la réunion du bureau de la commission locale d'insertion approuvant ce contrat) (p. 2177) : devenu sans objet (p. 2179).

Défavorables : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2177, 2178) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2178).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2177, 2178) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2177).

Amendement n° 174 de M. Jean-Michel Belorgey (supprime la participation du maire de la commune où réside le bénéficiaire du contrat d'insertion à la réunion du bureau de la commission locale d'insertion approuvant ce contrat) (p. 2178) : adopté (p. 2179).

Favorables : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2178) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2178) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2179).

Défavorables : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2178) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2179).

Amendement n° 129 de M. Jacques Masdeu-Arus (accorde voix délibérative au maire de la commune où réside le bénéficiaire d'un contrat d'insertion lors de la réunion du bureau de la commission locale d'insertion approuvant ce contrat) : devenu sans objet (p. 2179).

Discussion des amendements identiques n°s 112 et 132 (prévoient une représentation des syndicats ouvriers et des associations d'allocataires du R.M.I. au sein des commissions locales d'insertion dans les départements d'outre-mer) (p. 2179).

Amendement n° 112 de M. Elie Hoarau : rejeté (p. 2179).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2179) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2179).

Amendement n° 132 de M. Ernest Moutoussamy : rejeté (p. 2179).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2179) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2179).

Article 42-3 de la loi du 1er décembre 1988 (contenu, transmission et moyens du programme local d'insertion) :

Amendement n° 155 de M. Thierry Mandon (prévoit que les programmes locaux d'insertion prennent en compte les plans locaux d'insertion économique) : retiré (p. 2179).

Soutenu par : *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2179).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2179).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2179).

Amendement n° 16 de la commission (prévoit que le conseil départemental d'insertion se prononce sur les moyens qu'il est en mesure d'affecter à l'exécution du programme local d'insertion) : retiré (p. 2180).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2180).

Défavorables : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2180) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2180).

Article 42-4 de la loi du 1er décembre 1988 (établissement et contenu du contrat d'insertion) :

Amendement n° 17 de la commission (supprime la mention dans le contrat d'insertion des éléments relatifs à la situation sanitaire, sociale, professionnelle, financière et des conditions d'habitat de l'allocataire du R.M.I.) (p. 2187) : adopté (p. 2188).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2187).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2188).

Amendement n° 18 de la commission (prévoit que le contrat d'insertion mentionne les conditions d'évaluation, avec le bénéficiaire, des différents résultats obtenus) : adopté (p. 2188).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2188).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2188).

Article 42-5 de la loi du 1er décembre 1988 (formes de l'insertion) :

Amendement n° 19 de la commission (réécrit le dispositif de l'article 42-5 et précise que les actions d'insertion peuvent viser la participation à la vie familiale mais excluent les soins de santé en tant que tels) : adopté (p. 2188).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2188).

Favorables : *Teulade (René) (G)* (p. 2188) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2188).

Amendement n° 64 de Mme Roselyne Bachelot (prévoit que les actions d'insertion peuvent viser la participation à la vie familiale) : devenu sans objet (p. 2188).

Après l'article 42-5 de la loi du 1er décembre 1988 (institution d'un « accompagnateur » des bénéficiaires des contrats d'insertion) :

Discussion commune des amendements n°s 20 et 65.

Amendement n° 20 de la commission (institue un accompagnateur pour chaque bénéficiaire d'un contrat d'insertion) (p. 2188) : adopté (p. 2189).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2188).

Favorables : *Jacquat (Denis)* (p. 2189) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2189).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2189).

Amendement n° 65 de Mme Roselyne Bachelot (institue un tuteur pour chaque bénéficiaire d'un contrat d'insertion) (p. 2188) : devenu sans objet (p. 2189).

Après l'article 1er :

Amendement n° 118 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit le dépôt d'un projet de loi d'orientation sur la pauvreté dès la prochaine session du Parlement) (p. 2189) : rejeté au scrutin public (p. 2190).

Soutenu par : *Thiémé (Fabien)* (p. 2189).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2189) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2190).

Observations : *Zeller (Adrien)* (p. 2190).

Assurance invalidité-décès : invalidité : *Zeller (Adrien)* (p. 2190).

Femmes : veuves : assurance veuvage : *Zeller (Adrien)* (p. 2190).

Article 2 *(lutte contre l'exclusion sociale : titre III* bis *de la loi du 1er décembre 1988)* (p. 2190) : adopté après modifications (p. 2195).

Observations : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2191) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2191).

Article 43 de la loi du 1er décembre 1988 (dispositif de réponse à l'urgence sociale et de lutte contre la pauvreté) :

Amendement n° 165 de M. Jean-Yves Chamard (de suppression) (p. 2191) : rejeté (p. 2192).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2192) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2192) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2192).

Amendement n° 21 de la commission (exclut tout caractère limitatif de la liste des éléments du dispositif de réponse à l'urgence sociale et de lutte contre la pauvreté) : adopté (p. 2192).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2192).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2192).

Amendement n° 120 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit que les mesures d'accueil et d'hébergement d'urgence comprennent le droit de réquisition par les maires des logements vacants) (p. 2192) : rejeté (p. 2193).

Défavorables : *Teulade (René) (G)* (p. 2193) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2193).

Amendement n° 22 de la commission (étend le dispositif de réponse à l'urgence sociale et de lutte contre la pauvreté à l'aide à la prise en charge des factures impayées d'eau et d'énergie) : adopté (p. 2193).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2193).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2193).

Amendement n° 156 de M. Thierry Mandon (précise que les mesures favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle comprennent l'insertion économique) : adopté (p. 2193).

Soutenu par : *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2193).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2193).

Article 43-1 de la loi du 1er décembre 1988 (conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale) :

Amendement n° 160 de M. François Rochebloine (prévoit que le conseil national comprend des représentants d'associations intervenant dans le domaine économique et social) : adopté (p. 2193).

Soutenu par : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2193).

Favorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2193) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2193).

Amendement n° 23 de la commission (supprime l'énumération des destinataires des propositions du conseil national sur les problèmes posés par la pauvreté) : adopté (p. 2193).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2193).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2193).

Amendement n° 24 de la commission (supprime les dispositions relatives à l'autorité compétente pour assurer le secrétariat du conseil national) (p. 2193) : adopté (p. 2194).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2193).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2193).

Article 43-2 de la loi du 1er décembre 1988 (fonds départemental d'aide aux jeunes) :

Amendement n° 25 de la commission (précise que les aides accordées par le fonds départemental viennent en renforcement des autres dispositifs mis en œuvre pour l'insertion des jeunes) : adopté (p. 2194).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2194).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2194).

Article 43-4 de la loi du 1er décembre 1988 (financement du fonds départemental) :

Amendement n° 130 de M. Jacques Masdeu-Arus (prévoit une information des maires des communes participant aux fonds locaux d'aide aux jeunes sur l'état d'avancement de l'insertion sociale et professionnelle de ces jeunes) : rejeté (p. 2194).

Soutenu par : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2194).

Article 43-5 de la loi du 1er décembre 1988 (droit d'accès à une fourniture minimum d'eau et d'énergie) :

Amendement n° 26 de la commission (supprime la référence à une situation de grande précarité pour bénéficier de l'accès à une fourniture d'eau et d'énergie) : adopté (p. 2194).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2194).

Amendement n° 27 de la commission (supprime la référence à une fourniture minimum pour l'accès à une fourniture d'eau et d'énergie) : adopté (p. 2194).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2194).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2194).

Article 43-6 de la loi du 1er décembre 1988 (aide aux dépenses d'électricité et de gaz) :

Amendement n° 28 de la commission (corrige une erreur de référence) : adopté (p. 2194).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2194).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2194).

Discussion des amendements identiques n°s 113 de M. Elie Hoarau et 133 de M. Ernest Moutoussamy (étendent l'aide, dans les départements d'outre-mer, aux dépenses de gaz butane en bonbonnes, de pétrole lampant et de charbon de bois) (p. 2194) : rejetés (p. 2195).

Soutenus par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2194).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2194).

Après l'article 2 :

Amendement n° 122 corrigé de Mme Muguette Jacquaint (supprime le forfait pour jardin personnel dans la détermination des ressources de l'allocataire du R.M.I.) : adopté (p. 2195).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2195).

Observations : *Teulade (René) (G)* (p. 2195).

Article 3 *(prise en compte d'un enfant à naître pour l'attribution du R.M.I. aux personnes âgées de moins de 25 ans)* (p. 2195) : adopté (p. 2196).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2195) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2195).

R.M.I. : jeunes de moins de 25 ans : *Jacquat (Denis)* (p. 2195) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2195).

Amendement n° 74 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit que le barème de l'impôt de solidarité sur la fortune est fixé chaque année de manière à correspondre au montant des dépenses du revenu minimum d'insertion) (p. 2195) : rejeté (p. 2196).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2195) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2196).

Article 4 *(procédure d'attribution de l'allocation de R.M.I.)* (p. 2196) : adopté après modifications (p. 2200).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2197) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2197).

Amendement n° 104 de Mme Marie-Josèphe Sublet (prévoit que l'obligation de transmettre au représentant de l'État ou de l'organisme payeur les éléments d'information sur les ressources, la situation de famille et l'insertion de l'allocataire du R.M.I. incombe au président du centre communal d'action sociale) : adopté (p. 2197).

Amendement n° 95 de M. Denis Jacquat (prévoit une transmission au président du conseil général des éléments d'information sur les ressources, la situation de famille et l'insertion de l'allocataire du R.M.I.) : retiré (p. 2197).

Défavorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2197).

Amendement n° 169 du Gouvernement (supprime l'organisme payeur comme destinataire des éléments d'information sur les ressources, la situation de famille et l'insertion de l'allocataire du R.M.I.) : adopté (p. 2197).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 2197).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2197).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2197) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2197) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2197).

Amendement n° 29 de la commission (prévoit que l'allocataire du R.M.I. est tenu informé des éléments le concernant qui sont transmis au préfet par le maire de sa commune de résidence) : adopté après modifications (p. 2198).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2198).

Observations : *Teulade (René) (G)* (p. 2198).

Informatique : Commission nationale de l'informatique et des libertés (C.N.I.L.) : avis : *Teulade (René) (G)* (p. 2198).

Sous-amendement n° 127 de Mme Marie-Joséphe Sublet (de coordination) : adopté (p. 2198).

Amendement n° 77 de Mme Muguette Jacquaint (supprime les dispositions relatives à la suspension de l'allocation de R.M.I. en cas de non-établissement du contrat d'insertion dans le délai de trois mois, du fait de l'intéressé et sans motif légitime) : rejeté (p. 2198).

Soutenu par : *Thiémé (Fabien)* (p. 2198).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2198) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2198).

Amendement n° 30 de la commission (exclut la suspension du versement de l'allocation de R.M.I. lorsque l'absence d'établissement du contrat d'insertion est imputable aux services chargés de le conclure avec l'intéressé) : adopté (p. 2198).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2198).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2198).

Amendement n° 31 de la commission (précise que l'avis de la commission locale d'insertion, préalable au renouvellement de l'allocation de R.M.I., est donné, le cas échéant, au vu du nouveau contrat d'insertion) (p. 2198) : adopté (p. 2199).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2198).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2198).

Amendement n° 78 de Mme Muguette Jacquaint (supprime les dispositions relatives à la suspension de l'allocation de R.M.I. dans le cas où la commission locale d'insertion n'a pu donner son avis sur son renouvellement du fait de l'intéressé) : rejeté (p. 2199).

Soutenu par : *Thiémé (Fabien)* (p. 2198).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2198) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2199).

Amendement n° 32 de la commission (prévoit que l'allocation de R.M.I. peut être suspendue soit dans le cas où la commission locale d'insertion n'a pu donner un avis sur son renouvellement du fait d'une résistance caractérisée de l'intéressé, soit dans les cas où le contrat d'insertion n'a pu être renouvelé ou un nouveau contrat établi de son fait) : adopté après modifications (p. 2199).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2199).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2199).

Sous-amendement n° 136 du Gouvernement (supprime le deuxième terme de l'alternative prévue par l'amendement) : adopté (p. 2199).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 2199).

Amendement n° 105 de Mme Marie-Josèphe Sublet (rédactionnel) : adopté (p. 2199).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2199).

Amendement n° 33 de la commission (prévoit que, après une décision de suspension, la signature du contrat d'insertion préalable à l'ouverture d'un nouveau droit à l'allocation de R.M.I. doit avoir lieu dans l'année qui suit cette décision) : adopté (p. 2199).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2199).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2199).

Amendement n° 34 de la commission (prévoit que la liste des allocataires du R.M.I. est transmise par les organismes payeurs, outre les maires des communes de résidence et les organismes instructeurs concernés, au représentant de l'Etat dans le département, au président du conseil général et au président de la commission locale d'insertion) : adopté (p. 2199).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2199).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2199).

Amendement n° 170 du Gouvernement (prévoit que les présidents des centres communaux d'action sociale, et non les maires des communes de résidence, reçoivent des organismes payeurs la liste des allocataires du R.M.I.) : adopté (p. 2199).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 2199).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2199).

Amendement n° 96 de M. Denis Jacquat (prévoit que les départements reçoivent la liste des allocataires du R.M.I. établie par les organismes payeurs) (p. 2199) : rejeté (p. 2200).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2200) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2200).

Amendement n° 171 du Gouvernement (précise le régime de transmission entre les organismes instructeurs et payeurs des informations relatives aux attributaires du R.M.I. conservées sur support informatique) : adopté (p. 2200).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 2200).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2200).

Amendement n° 106 de Mme Marie-Josèphe Sublet (prévoit l'obligation de secret professionnel pour les personnes destinataires de la liste des allocataires du R.M.I.) : adopté (p. 2200).

Amendement n° 35 de la commission (étend aux membres des professions non salariées non agricoles la possibilité de faire recouvrer, sur leur demande, les cotisations d'assurance maladie sur l'allocation de R.M.I.) : adopté (p. 2200).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2200).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2200).

Avant l'article 1er :

Amendement n° 128 précédemment réservé de M. Jacques Masdeu-Arus (définit le non-respect de son contrat d'insertion par l'allocataire du R.M.I.) : rejeté (p. 2200).

Soutenu par : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2200).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2200).

Article 5 *(abrogations)* : adopté après modifications (p. 2200).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2200).

Amendement n° 36 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2200).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2200).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2200).

Titre II : *dispositions portant modification du code de la famille et de l'aide sociale.*

Article 6 *(modernisation de l'aide médicale : titre III* bis *du code de la famille et de l'aide sociale)* (p. 2201) : adopté après modifications (p. 2210).

Observations : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2202) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2202) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2202) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2203) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2203).

Assurance maladie :

- accès aux soins : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2202) ;

- aide médicale : *Jacquat (Denis)* (p. 2202) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2202) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2203) ;

- dépenses d'assurance et de solidarité : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2202) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2202) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2203).

Départements :

- « carte santé » : *Bachelot (Roselyne)* (p. 2202) ;

- charges et transferts de charges : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2203) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2203) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2203).

Impôts et taxes :

- contribution sociale généralisée : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2203) ;

- taxation des revenus financiers : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2203).

Article 187-1 du code de la famille et de l'aide sociale (conditions d'admission à l'aide médicale) :

Amendement n° 146 de M. Jean-Yves Chamard (prévoit une condition de régularité du séjour en France pour bénéficier de l'aide médicale) (p. 2204) : retiré (p. 2205).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2204) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2204, 2205) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2204).

Observations : *Zeller (Adrien)* (p. 2206) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2206).

Amendement n° 37 de la commission (prévoit de tenir compte des charges du demandeur de l'aide médicale pour l'appréciation de ses ressources et autorise les départements à établir des barèmes pour l'admission de plein droit à l'aide médicale) : adopté (p. 2206).

Soutenu par : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2206).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2206).

Article 187-2 du code de la famille et de l'aide sociale (admission de plein droit) :

Amendement n° 167 rectifié du Gouvernement (fixe à dix-sept ans la condition d'âge minimum pour la prise en charge de plein droit des cotisations d'assurance personnelle) : adopté (p. 2207).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 2207).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2207).

Amendement n° 40 de la commission (insère dans le code de la famille et de l'aide sociale la disposition prévue à l'article L. 741-8 du code de la sécurité sociale selon laquelle les cotisations d'assurance personnelle des titulaires de l'assurance veuvage sont prises en charge par l'aide sociale sans mise en jeu des règles relatives à l'obligation alimentaire) : rejeté (p. 2207).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2207).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2207).

Amendement n° 97 de M. Michel Meylan (prévoit la mise en jeu de l'obligation alimentaire pour les prestations d'aide médicale) : rejeté (p. 2207).

Soutenu par : *Jacquat (Denis)* (p. 2207).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2207). ; *Teulade (René) (G)* (p. 2207).

Article 188-1 du code de la famille et de l'aide sociale (dépenses prises en charge au titre de l'aide médicale) :

Amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2207).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2207).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2207).

Article 188-3 du code de la famille et de l'aide sociale (subsidiarité de l'aide médicale, à l'égard de l'assurance maladie, d'une mutuelle ou d'un organisme d'assurances) :

Amendement n° 42 de la commission (autorise les départements à récupérer les montants versés au titre de prestations facultatives sur les institutions mentionnées à l'article 188-3 du code de la famille et de l'aide sociale) : adopté (p. 2207).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2207).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2207).

Observations : *Zeller (Adrien)* (p. 2207).

Article 189-1 du code de la famille et de l'aide sociale (dépôt de la demande) :

Amendement n° 99 de M. Michel Meylan (prévoit une obligation d'informer le maire de la commune de résidence du demandeur de l'aide médicale sur les ressources et la situation de famille de ce dernier) : rejeté (p. 2208).

Soutenu par : *Jacquat (Denis)* (p. 2208).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2208). ; *Teulade (René) (G)* (p. 2208).

Article 189-2 du code de la famille et de l'aide sociale (informations délivrées par le maire de la commune de résidence) :

Amendement n° 43 de la commission (prévoit que l'obligation de transmettre les informations sur le demandeur et le bénéficiaire de l'aide médicale incombe au président du centre communal d'action sociale) : adopté (p. 2208).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2208).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2208).

Amendement n° 161 de M. Jean-Yves Chamard (prévoit une obligation d'informer le maire de la commune de résidence du demandeur de l'aide médicale du dépôt de cette demande) (p. 2208) : rejeté (p. 2209).

Favorable : *Zeller (Adrien)* (p. 2208).

Défavorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2208).

Amendement n° 44 de la commission (prévoit d'informer l'intéressé des éléments le concernant qui ont été transmis au président du conseil général) : adopté (p. 2209).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2209).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2209).

Article 189-3 du code de la famille et de l'aide sociale (élection de domicile des personnes sans résidence stable) :

Amendement n° 45 de la commission (subordonne à l'élection préalable de domicile le bénéfice de l'aide médicale) : adopté (p. 2209).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2209).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2209).

Amendement n° 46 de la commission (prévoit que les organismes agréés pour recevoir l'élection de domicile peuvent refuser de recevoir les déclarations dans les conditions fixées par leur agrément mais qu'un organisme au moins par arrondissement est tenu de recevoir ces déclarations) : rejeté (p. 2209).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2209).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2209).

Amendement n° 107 de Mme Marie-Joséphe Sublet (prévoit que l'organisme auprès duquel est déposé la demande d'élection de domicile doit apporter son concours à l'intéressé pour l'accomplissement des démarches) : adopté (p. 2209).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2209).

Article 189-4 du code de la famille et de l'aide sociale (mise en jeu de l'obligation alimentaire) :

Amendement n° 98 de M. Michel Meylan (de suppression) : rejeté (p. 2210).

Soutenu par : *Jacquat (Denis)* (p. 2210).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2210) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2210).

Amendement n° 47 de la commission (maintient l'application de l'article 145 du code de la famille et de l'aide sociale relatif aux conditions de subrogation pour la mise en jeu de l'obligation alimentaire) : adopté (p. 2210).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2210).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2210).

Article 190-1 du code de la famille et de l'aide sociale (imputation financière des dépenses d'aide médicale) :

Amendement n° 48 de la commission (prévoit que les dépenses d'hospitalisation ou d'hébergement dans un établissement social sont prises en charge par l'Etat dans le cas d'une personne dépourvue de résidence stable avant son hospitalisation) : adopté (p. 2210).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2210).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2210).

Article 7 *(modification de dispositions du titre III du code de la famille et de l'aide sociale) :* adopté après modifications (p. 2210).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2210).

Amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2210).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2210).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2210).

Article 8 *(modification de dispositions du titre IV du code de la famille et de l'aide sociale) :* adopté (p. 2210).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2210).

Titre III : *dispositions portant modification du code de la sécurité sociale.*

Article 9 *(art. L. 313-1 du code de la sécurité sociale : conditions d'ouverture du droit aux prestations d'assurance maladie-maternité) :* adopté (p. 2211).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2211) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2211).

Assurance maladie-maternité : indemnités journalières : *Jacquat (Denis)* (p. 2211) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2211).

Article 10 *(art. L. 341-2 du code de la sécurité sociale : conditions d'ouverture du droit à l'assurance invalidité) :* adopté (p. 2211).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2211) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2211).

Article 11 *(coordination) :* adopté (p. 2211).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2211).

Article 12 *(art. L. 741-3-1 du code de la sécurité sociale : affiliation de plein droit à l'assurance personnelle des personnes admises au bénéfice de l'aide médicale) :* adopté (p. 2211).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2211).

Article 13 *(art. L. 741-4-1 et L. 741-4-2 du code de la sécurité sociale : prise en charge et recouvrement des cotisations d'assurance personnelle)* (p. 2211) : adopté (p. 2212).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2212).

Article 14 *(art. L. 182-1 du code de la sécurité sociale : étendue des conventions relatives au remboursement des soins des assurés sociaux bénéficiaires de l'aide médicale) :* adopté (p. 2212).

Article 15 *(art. L. 182-3 du code de la sécurité sociale : conventions confiant aux organismes d'assurance maladie la gestion de l'aide médicale relevant de la compétence des départements) :* adopté après modifications (p. 2212).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2212).

Amendement n° 50 de la commission (limite la délégation aux admissions de plein droit à l'aide médicale) : adopté (p. 2212).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2212).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2212).

Amendement n° 100 de M. Michel Meylan (remplace, pour l'application des dispositions relatives à l'admission à l'aide médicale, la substitution du directeur de l'organisme d'assurance maladie délégataire au président du conseil général par une simple délégation de ce dernier) : rejeté (p. 2212).

Soutenu par : *Jacquat (Denis)* (p. 2212).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2212) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2212).

Article 16 *(art. L. 182-4 du code de la sécurité sociale : conventions confiant aux organismes d'assurance maladie la gestion de l'aide médicale relevant de la compétence de l'Etat)* : adopté après modifications (p. 2213).

Amendement n° 51 de la commission (limite la délégation aux admissions de plein droit à l'aide médicale) : adopté (p. 2213).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2213).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2213).

Article 17 *(art. L. 182-5 du code de la sécurité sociale : vérification des déclarations pour l'admission à l'aide médicale)* : adopté après modifications (p. 2213).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2213).

Amendement n° 172 du Gouvernement (précise le régime de transmission aux organismes d'assurance maladie des données strictement nécessaires à l'attribution de l'aide médicale conservées sur support informatique) : adopté (p. 2213).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 2213).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2213).

Amendement n° 83 de Mme Muguette Jacquaint (interdit les échanges automatisés d'information relatives aux demandeurs et aux bénéficiaires de l'aide médicale) : devenu sans objet (p. 2213).

Titre IV : *dispositions diverses.*

Article 18 *(art. L. 322-4-8 et L. 322-4-8-1 du code du travail : renouvellement des contrats emploi-solidarité et embauche de personnes qui ne peuvent trouver un emploi ou bénéficier d'un stage à l'issue d'un contrat emploi-solidarité)* (p. 2213) : adopté (p. 2215).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2214) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2214) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2214).

Emploi :

– contrats de retour à l'emploi (C.R.E.) : réforme et aide de l'Etat aux employeurs : *Aubry (Martine) (G)* (p. 2214) ;

– contrats emploi-solidarité (C.E.S.) : réforme et aide de l'Etat : *Jacquat (Denis)* (p. 2214) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2214) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2214).

Amendement n° 84 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit que le contrat de travail conclu en vertu des conventions pour favoriser l'embauche de personnes ne pouvant trouver un emploi ou bénéficier d'une formation à l'issue d'un contrat emploi-solidarité est obligatoirement à durée indéterminée) (p. 2214) : rejeté (p. 2215).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2214) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2214).

Après l'article 18 :

Amendement n° 85 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit que les usagers des organismes paritaires exerçant une mission de service public peuvent être accompagnés par une personne de leur choix afin de faciliter leurs démarches auprés de ces organismes) : rejeté (p. 2215).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2215) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2215).

Article 19 *(lettre rectificative) (art. L. 322-4-2 et L. 322-4-6 du code du travail : extension des contrats de retour à l'emploi – C.R.E. – aux chômeurs de plus de cinquante ans)* (p. 2215) : adopté (p. 2217).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2215) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2216) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2216) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2216).

Emploi : contrats de retour à l'emploi (C.R.E.) : réforme et aide de l'Etat aux employeurs : *Jacquat (Denis)* (p. 2215) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2216) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2217).

Retraites complémentaires : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2216) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2217).

Revenu minimum d'insertion : cellules d'appui du R.M.I. : moyens : *Jacquat (Denis)* (p. 2216) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2217).

Après l'article 19 *(abrogation de l'inéligibilité à un conseil municipal de « ceux qui sont dispensés de subvenir aux charges communales »).*

Discussion des amendements identiques n°s 52 et 86 (abrogent le quatrième alinéa de l'article L. 230 du code électoral instituant l'inéligibilité à la fonction de conseiller municipal des personnes dispensées de subvenir aux charges communales) (p. 2217).

Amendement n° 52 de la commission : adopté (p. 2217).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2217).

Amendement n° 86 de Mme Muguette Jacquaint : adopté (p. 2217).

Amendement n° 108 de M. Jean-Paul Virapoullé (renvoie à un décret en Conseil d'Etat la fixation des modalités particulières d'application de la présente loi dans les départements d'outre-mer, après consultation des collectivités locales compétentes) (p. 2217) : adopté après rectification (p. 2218).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 2218).

Article 20 *(lettre rectificative) (art. L. 322-4-6 du code du travail : extension des contrats de qualification aux entreprises de travail temporaire d'insertion)* : adopté (p. 2218).

Favorable : *Jacquat (Denis)* (p. 2218).

Après l'article 20 :

Amendement n° 110 du Gouvernement (reporte au 30 septembre 1992 la date finale d'application de l'exonération des charges sociales patronales pour l'embauche des jeunes non qualifiés prévue à l'article 52 de la loi n° 91-1405 du 31 décembre 1991) (p. 2218) : adopté (p. 2219).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 2218).

Favorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2218) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2219).

Défavorable : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2218).

Amendement n° 150 de M. Thierry Mandon (assimile les départs négociés aux licenciements économiques pour l'application des procédures de licenciement et fait application des procédures de licenciement collectif pour motif économique aux licenciements de plusieurs salariés pour refus d'une modification substantielle de leur contrat de travail) : adopté (p. 2219).

Soutenu par : *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2219).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2219).

Défavorable : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2219).

Article 21 *(lettre rectificative) (art. L. 351-12 du code du travail : affiliation à l'assurance chômage des groupements d'intérêt public et des intermittents du spectacle occupés à titre occasionnel par des employeurs publics)* : adopté (p. 2220).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2220) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2220).

Chômage : U.N.E.D.I.C. : artistes du spectacle : *Jacquat (Denis)* (p. 2220) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2220).

Article 22 *(lettre rectificative) (art. L. 351-21 du code du travail : contrôle de l'indemnisation du chômage)* (p. 2220) : adopté après modifications (p. 2221).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2220).

Amendement n° 1 de M. Denis Jacquat (confie à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, saisie par les Assedic, la mission de vérifier la situation des chômeurs indemnisés au regard des informations détenues par les organismes de sécurité sociale) : retiré (p. 2220).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2220) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 2220).

Amendement n° 53 de la commission (renvoie à un décret en Conseil d'Etat après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés la fixation des conditions d'application du présent article) (p. 2220) : adopté (p. 2221).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2221).

Après l'article 22 *(rapport de la Commission nationale de l'informatique et des libertés - C.N.I.L. - sur les échanges d'informations relatives à la situation des bénéficiaires de certaines prestations sociales).*

Amendement n° 54 de la commission (prévoit la remise au Parlement d'un rapport de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les différents dispositifs mis en place concernant les échanges d'informations relatifs à la situation des bénéficiaires de prestations versées sous condition de ressources ou délivrées par les organismes d'indemnisation du chômage) : adopté (p. 2221).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2221).

Amendement n° 137 du Gouvernement (porte à six mois de salaire la contribution versée par l'employeur qui licencie un salarié âgé de plus de cinquante-cinq ans à compter du 10 juin 1992) (p. 2221) : adopté après modifications (p. 2222).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 2220).

Favorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2222) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2222).

Sous-amendement n° 168 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (reporte à la date de publication de la présente loi la date d'effet de l'amendement) : retiré (p. 2221).

Sous-amendement n° 173 de M. Jean-Pierre Delalande (clôt, au 1er août 1992, la période d'effet de l'amendement) (p. 2221) : adopté après rectification (p. 2222).

Soutenu par : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2222).

Favorable : *Jacquat (Denis)* (p. 2222).

Amendement n° 138 du Gouvernement (autorise, à compter du 1er août 1992, la fixation par décret de l'âge du salarié licencié à partir duquel l'employeur est tenu de verser la contribution pour licenciement d'un salarié âgé ainsi que le montant de cette contribution dans la limite de douze mois de salaires ; prévoit une exonération de son versement en cas de licenciement d'un salarié âgé de plus de cinquante ans lors de son embauche) : adopté (p. 2222).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 2222).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2222).

Défavorable : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2222).

Article 23 *(art. 9 de la loi du 18 décembre 1989 : abrogation) :* adopté après modifications (p. 2223).

Amendement n° 55 de la commission (corrige une erreur matérielle) : adopté (p. 2223).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2223).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2223).

Après l'article 23 :

Amendement n° 158 de M. Paul Chollet (autorise les bureaux d'adjudication des marchés publics des collectivités locales à prendre en compte l'emploi d'allocataires du R.M.I. parmi les critères d'attribution des marchés) : retiré (p. 2223).

Soutenu par : *Jacquat (Denis)* (p. 2223).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2223).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2223).

Amendement n° 159 de M. Paul Chollet (autorise les commissions d'appel d'offres des marchés publics des collectivités locales à prendre en compte l'emploi d'allocataires du R.M.I. parmi les critères d'attribution des marchés) : retiré (p. 2223).

Soutenu par : *Jacquat (Denis)* (p. 2223).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2223).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2223).

Article 24 *(entrée en vigueur de la loi)* (p. 2223) : adopté après modifications (p. 2224).

Amendement n° 175 de Mme Marie-Josèphe Sublet (prévoit que les dispositions relatives à l'exonération de charges sociales patronales pour l'embauche de jeunes non qualifiés et à la contribution patronale pour licenciement d'un salarié âgé entrent en vigueur dès la promulgation de la loi) (p. 2223) : adopté (p. 2224).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 2223).

Après l'article 24 :

Amendement n° 151 de M. Thierry Mandon (prévoit le dépôt, par le Gouvernement, d'un rapport d'information sur les logements vacants dans les agglomérations de plus de 200 000 habitants) : adopté après rectification (p. 2224).

Soutenu par : *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2224).

Favorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2224) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2224) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2224).

Article 1er précédemment réservé *(aménagement du dispositif d'insertion : titre III de la loi du 1er décembre 1988) :* adopté après modifications (p. 2224).

Article 38 de la loi du 1er décembre 1988 (financement des actions inscrites au programme départemental d'insertion) :

Amendement n° 149 de Mme Roselyne Bachelot (porte de 2,5 p. 100 à 5 p. 100 la part des dépenses résultant de la prise en charge du ticket modérateur des bénéficiaires du R.M.I. pouvant être imputée sur les crédits obligatoires d'insertion) : vote précédemment réservé ; devenu sans objet (p. 2225).

Amendement n° 176 rectifié du Gouvernement (porte de 2,5 p. 100 à 3 p. 100 la part des dépenses résultant de la prise en charge du ticket modérateur des bénéficiaires du R.M.I. pouvant être imputée sur les crédits obligatoires d'insertion et à 3,75 p. 100 cette même part dans les D.O.M.) (p. 2224) : adopté (p. 2225).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 2224).

Favorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2224) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2225).

Titre :

Amendement n° 56 de la commission (fait figurer dans le titre du projet de loi la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale) : adopté (p. 2225).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2225).

Seconde délibération [10 juin 1992] (p. 2225).

Titre Ier : *dispositions portant modification de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion.*

Article 1er *(aménagement du dispositif d'insertion : titre III de la loi du 1er décembre 1988)* (p. 2225) : adopté après modifications (p. 2227).

Article 36 de la loi du 1er décembre 1988 (élaboration et adoption par le C.D.I. du programme départemental d'insertion) :

Amendement n° 1 du Gouvernement (précise que le progamme départemental d'insertion recense la répartition des crédits entre les différentes catégories d'actions) : adopté (p. 2227).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 2227).

Favorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2227) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2227).

Explications de vote : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2227) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2228) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2228) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2228) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2229).

Intervention du Gouvernement : Teulade (René) (G) (p. 2229).

Action sociale et solidarité nationale : minima sociaux : harmonisation : *Teulade (René) (G)* (p. 2228).

Assemblée nationale : conditions de travail : débat sur le projet de loi : *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2228) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2228).

Chômage : chômeurs de longue durée : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2227).

Départements : coresponsabilité et partenariat avec l'Etat : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2228) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2228).

Exclusion : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2228) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2228) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2228).

Famille : allocation de parent isolé : *Teulade (René) (G)* (p. 2228).

Personnes âgées : allocation compensatrice : *Teulade (René) (G)* (p. 2228).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2229).

Groupe R.P.R. : abstention : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2228).

Groupe socialiste : pour : *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 2228).

Groupe U.D.C. : abstention : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2228).

Groupe U.D.F. : abstention : *Jacquat (Denis)* (p. 2228).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2229).

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 1992] (p. 3249).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires culturelles : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249).

Intervention du Gouvernement : Teulade (René) (p. 3249).

Discussion générale : Jacquaint (Muguette) (p. 3250) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3251) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3252) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 3254).

Réponse du Gouvernement : Teulade (René) (p. 3254).

Principaux thèmes développés :

Action sociale et solidarité nationale : aide sociale : fourniture minimum d'eau et d'énergie : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249).

Assurance maladie maternité :

- accès aux soins et « carte santé » : *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 3254) ;
- aide médicale : réforme : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249) ; *Teulade (René) (G)* (p. 3250, 3255) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3251) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 3254).

Chômage : contrôle des déclarations : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249).

Communautés européennes : harmonisation sociale : *Teulade (René) (G)* (p. 3254).

Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté : création et composition : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3253) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 3253) ; *Teulade (René) (G)* (p. 3255).

Départements :

- budgets : dépenses obligatoires : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249) ; *Teulade (René) (G)* (p. 3250) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 3253) ;
- conseil départemental et programme départemental d'insertion : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249) ; *Teulade (René) (G)* (p. 3250, 3255) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3250) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3251) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3253) ;
- coresponsabilité et partenariat avec l'Etat : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249) ; *Teulade (René) (G)* (p. 3250, 3255) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 3253) ;
- inégalités entre les départements : *Teulade (René) (G)* (p. 3250) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 3253).

Emploi :

- contrats de retour à l'emploi (C.R.E.) : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249) ;
- contrats emploi-solidarité (C.E.S.) : réforme : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3253) ;
- licenciements « contribution Delalande » : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249) ;
- licenciements économiques : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249).

Entreprises : rôle dans l'insertion : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3250).

Exclusion : causes et conséquences : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3250, 3251) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3252).

Famille : allocation de R.M.I. : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3253).

Impôts locaux : taxe professionnelle : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3251).

Informatique : Commission nationale de l'informatique et des libertés (C.N.I.L.) : avis et rapports : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249).

Jeunes :

- « exo-jeunes » : renouvellement : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249) ;
- fonds départementaux d'aide aux jeunes : généralisation et financement : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249) ; *Teulade (René) (G)* (p. 3251) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 3254) ;
- R.M.I. : attribution aux jeunes : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3251) ; *Teulade (René) (G)* (p. 3254).

Logement et habitat : logements vacants : rapport au Parlement : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249).

Lois :

- loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249) ;
- projet de loi n° 2729 relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3252) ; *Teulade (René) (G)* (p. 3254).

Police de la route et circulation routière : permis de conduire : permis à points : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3251) ; *Teulade (René) (G)* (p. 3254).

Retraites : généralités et régime général : financement : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3252).

Revenu minimum d'insertion : allocation différentielle :

- attribution : anonymat et contrôle : *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 3253) ;
- bénéficiaires et montant : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3251) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3253).

Revenu minimum d'insertion : insertion :

- accompagnateur : *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 3259) ;
- commission nationale d'évaluation du R.M.I. : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3252, 3253) ;
- commissions locales et programmes locaux d'insertion : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249) ; *Teulade (René) (G)* (p. 3250, 3255) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3253) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 3253) ;
- contrats de qualification : extension aux entreprises d'intérim social : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249) ;
- contrats d'insertion : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249) ;
- insertion professionnelle et insertion sociale : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3252) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3253).

Sécurité sociale :

- cotisations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3250) ;
- déficit : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3252) ; *Teulade (René) (G)* (p. 3255).

Sénat : texte adopté : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3249) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 3253).

Discussion des articles [3 juillet 1992] (p. 3255).

Titre Ier : *dispositions portant modifications de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion.*

Article 1er A *(objet du revenu minimum d'insertion)* (p. 3255) : supprimé (p. 3256).

Amendement n° 1 de la commission (de suppression) (p. 3255) : adopté (p. 3256).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3255).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3255).

Article 1er *(aménagement du dispositif d'insertion : titre III de la loi du 1er décembre 1988)* (p. 3256) : vote réservé jusqu'après la discussion de l'article 4 (p. 3263) ; adopté après modifications (p. 3278).

Article 34 de la loi du 1er décembre 1988 (rôle du représentant de l'Etat dans le département et du président du conseil général) :

Amendement n° 2 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3257) : adopté après modifications (p. 3258).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3258).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3258).

Sous-amendement n° 64 de M. Jean-Yves Chamard (précise que le représentant de l'Etat dans le département et le président du conseil général conduisent contractuellement l'action d'insertion des bénéficiaires du R.M.I.) : adopté (p. 3258).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3258).

Amendement n° 46 de M. Jean-Yves Chamard (précise que les associations figurent parmi les personnes morales qui concourent à l'insertion et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion) : devenu sans objet (p. 3258).

Article 35 de la loi du 1er décembre 1988 (composition des conseils départementaux d'insertion - C.I.D.) :

Amendement n° 3 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; ajoute les représentants d'associations intervenant en matière de formation professionnelle parmi les membres du C.I.D. ; précise que ce dernier est réuni au minimum deux fois par an) : adopté (p. 3258).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3258).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3258).

Défavorable : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3258).

Article 36 de la loi du 1er décembre 1988 (élaboration et adoption par le C.I.D. du programme départemental d'insertion) :

Amendement n° 4 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; impose au préfet et au président du conseil général de transmettre au C.I.D., avant le 31 décembre, leurs prévisions pour l'insertion des bénéficiaires du R.M.I. ; prévoit que le C.I.D. examine la mise en œuvre du programme d'insertion six mois après son adoption) (p. 3258) : adopté après modifications (p. 3259).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3258).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3259).

Sous-amendement n° 68 de M. Jean-Yves Chamard (prévoit que l'élargissement du programme départemental d'insertion est décidé par le représentant de l'Etat et le président du conseil général sur proposition du C.I.D.) : rejeté (p. 3259).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3259).

Sous-amendement n° 49 du Gouvernement (précise que l'examen de la mise en œuvre du programme d'insertion a lieu au plus tard six mois après son adoption ; précise que le C.I.D. est tenu informé de l'avancement du programme, le représentant de l'Etat et le président du conseil général lui soumettant un rapport annuel) (p. 3258) : adopté (p. 3259).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 3259).

Amendement n° 47 de M. Jean-Yves Chamard (prévoit que le C.I.D. propose les modalités de financement de certaines mesures du plan départemental d'insertion par l'Etat et le département) : devenu sans objet (p. 3259).

Article 37 de la loi du 1er décembre 1988 (autres compétences et modalités de fonctionnement du C.I.D.) :

Amendement n° 5 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture compte tenu d'une modification rédactionnelle) (p. 3259) : adopté après modifications (p. 3260).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3259).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3260).

Sous-amendement n° 69 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (permet au C.I.D. de proposer toutes études ou enquêtes sur les phénomènes spécifiques de pauvreté et de précarité dans le département) (p. 3259) : retiré (p. 3260).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3260).

Défavorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3259).

Sous-amendement n° 65 de M. Jean-Yves Chamard (reconnaît au C.I.D. le pouvoir de proposer l'affectation de moyens à l'exécution des programmes locaux d'insertion) (p. 3259) : retiré (p. 3260).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3260).

Défavorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3259).

Sous-amendement n° 50 du Gouvernement (supprime le dernier alinéa relatif au fonctionnement et à l'information du C.I.D.) (p. 3259) : adopté (p. 3260).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 3260).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3259).

Article 38 de la loi du 1er décembre 1988 (financement des actions inscrites au programme départemental d'insertion) :

Amendement n° 6 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3260).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3260).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3260).

Article 39 de la loi du 1er décembre 1988 (conventions de mise en œuvre du programme départemental d'insertion) :

Amendement n° 7 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; précise que les associations concourant à la formation professionnelle peuvent signer des conventions avec l'Etat ou le département pour la mise en œuvre du programme d'insertion) : adopté (p. 3260).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3260).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3260).

Article 40 de la loi du 1er décembre 1988 (règlement de certaines situations de blocage) :

Amendement n° 8 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3260).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3260).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3260).

Article 41 de la loi du 1er décembre 1988 (engagement du « 20 p. 100 départemental » et procédure applicable en cas de non-engagement) :

Discussion commune des amendements nos 51 et 9 rectifié.

Amendement n° 51 du Gouvernement (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3260) : rejeté (p. 3261).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 3261).

Amendement n° 9 rectifié de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; institue un mécanisme d'affectation et d'inscription d'office, par le représentant de l'Etat dans le département, des crédits correspondant aux dépenses obligatoires d'insertion non engagés) (p. 3260) : rejeté (p. 3261).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3261).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3261).

Article 42-1 de la loi du 1er décembre 1988 (missions, nombre et ressort des commissions locales d'insertion - C.L.I.) :

Amendement n° 10 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, compte tenu de deux modifications introduites par le Sénat, l'une précisant que le C.L.I. a pour mission d'adresser des propositions au conseil départemental d'insertion en vue de l'élaboration du programme départemental d'insertion, l'autre rédactionnelle) : adopté (p. 3261).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3261).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3261).

Article 42-2 de la loi du 1er décembre 1988 (composition et organisation des C.L.I.) :

Amendement n° 11 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; précise que la C.L.I. comprend des représentants d'associations intervenant en matière de formation professionnelle) (p. 3261) : adopté (p. 3263).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3262).

Sous-amendement n° 52 rectifié du Gouvernement (précise les compétences respectives du président du conseil général et du représentant de l'Etat dans le département pour désigner les membres des commissions locales d'insertion ; renvoie à un décret en Conseil d'Etat la fixation des conditions de désignation de ces membres) (p. 3261) : rejeté (p. 3262).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 3262).

Sous-amendement n° 53 deuxième rectification du Gouvernement (précise que le maire de la commune siège de la C.L.I., membre de droit de son bureau, peut s'y faire représenter) : rejeté (p. 3262).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 3262).

Sous-amendements identiques nos 48 de M. Jean-Yves Chamard et 54 du Gouvernement (suppriment la présentation anonyme des dossiers individuels devant la C.L.I.) : rejetés (p. 3262).

Défavorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3262).

Sous-amendement n° 48 : rejeté (p. 3262).

Sous-amendement n° 54 : rejeté (p. 3262).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 3262).

Sous-amendement n° 55 du Gouvernement (prévoit la participation, avec voix consultative, du maire de la commune où réside le bénéficiaire du contrat d'insertion à la réunion de la commision locale d'insertion - ou de son bureau - au cours de laquelle est approuvé le contrat) (p. 3262) : devenu sans objet (p. 3263).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 3262).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3262, 3263) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 3262) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3262, 3263) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3263).

Article 42-3 de la loi du 1er décembre 1988 (contenu, transmission et moyens du programme local d'insertion) :

Amendement n° 12 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3263).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3263).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3263).

Article 42-4 de la loi du 1er décembre 1988 (établissement et contenu du contrat d'insertion) :

Amendement n° 13 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, compte tenu de trois modifications, l'une précisant que le contrat d'insertion fait apparaître la nature des engagements réciproques qu'implique la réalisation du projet d'insertion, les autres d'ordre rédactionnel) : adopté (p. 3263).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3263).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3263).

Article 42-5 de la loi du 1er décembre 1988 (formes de l'insertion) :

Amendement n° 14 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, compte tenu de la rédaction retenue par le Sénat définissant les formes d'insertion professionnelle visées au 5° de l'article) : adopté (p. 3263).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3263).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3263).

Amendement n° 45 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit que l'insertion prenant la forme d'un emploi salarié fait l'objet d'un contrat de travail à durée indéterminée) : devenu sans objet (p. 3263).

Avant l'article 42-6 de la loi du 1er décembre 1988 :

Amendement n° 15 de la commission (rétablit la division et l'intitulé relatifs à l'accompagnement des bénéficiaires du R.M.I. adoptés en première lecture par l'Assemblée nationale) : discussion et vote réservés jusqu'à la discussion de l'amendement n° 56 rectifié à l'article 4 (p. 3263) ; devenu sans objet (p. 3278).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3263).

Article 42-6 de la loi du 1er décembre 1988 (institution d'un « accompagnateur » des bénéficiaires des contrats d'insertion) :

Amendement n° 16 de la commission (institue un accompagnateur pour chaque bénéficiaire d'un contrat d'insertion désigné par l'organisme instructeur de la demande d'allocation de R.M.I. ou à défaut par le président de la commission locale d'insertion) : discussion et vote réservés jusqu'à la discussion de l'amendement n° 56 rectifié à l'article 4 (p. 3263) ; devenu sans objet (p. 3278).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3263).

Article 2 *(lutte contre l'exclusion sociale : titre III* bis *de la loi du 1er décembre 1988)* (p. 3264) : adopté après modifications (p. 3265).

Article 43 de la loi du 1er décembre 1988 (dispositif de réponse à l'urgence sociale et de lutte contre la pauvreté) :

Amendement n° 17 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture faisant des fonds départementaux d'aide aux jeunes en difficulté un élément du dispositif de réponse à l'urgence sociale et de lutte contre la pauvreté) : adopté (p. 3264).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3264).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3264).

Après l'article 43-1 de la loi du 1er décembre 1988 :

Amendement n° 62 de Mme Marie-Josèphe Sublet (rétablit la division et l'intitulé relatifs à l'aide aux jeunes en difficulté adoptés en pemière lecture à l'Assemblée nationale) : adopté (p. 3264).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3264).

Article 43-2 de la loi du 1er décembre 1988 (fonds départemental d'aide aux jeunes) :

Amendement n° 18 de la commission (rétablit l'article supprimé par le Sénat) : adopté (p. 3264).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3264).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3264).

Article 43-3 de la loi du 1er décembre 1988 (fonds locaux d'aide aux jeunes) :

Amendement n° 19 de la commission (rétablit l'article supprimé par le Sénat) : adopté (p. 3264).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3264).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3264).

Article 43-4 de la loi du 1er décembre 1988 (financement du fonds départemental) :

Amendement n° 20 de la commission (rétablit l'article supprimé par le Sénat) (p. 3264) : adopté (p. 3265).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3265).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3265).

Défavorable : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3265).

Article 43-5 de la loi du 1er décembre 1988 (droit d'accès à une fourniture minimale d'eau et d'énergie) :

Amendement n° 21 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3265).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3265).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3265).

Article 43-6 de la loi du 1er décembre 1988 (aide aux dépenses d'électricité et de gaz) :

Amendement n° 22 de la commission (rétablit l'alinéa prévoyant la signature d'une convention départementale entre le préfet et le représentant d'E.D.F.-G.D.F.) : adopté (p. 3265).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3265).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3265).

Défavorable : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3265).

Article 2 *bis* *(art. 9 de la loi du 1er décembre 1988 : forfait pour jardin personnel) :* adopté (p. 3265).

Article 3 *(prise en compte d'un enfant à naître pour l'attribution du R.M.I. aux personnes âgées de moins de vingt-cinq ans) :* adopté (p. 3265).

Article 4 *(procédure d'attribution de l'allocation de R.M.I.)* (p. 3265) : vote réservé (p. 3269) ; adopté après modifications (p. 3278).

Amendement n° 23 de la commission (précise que le choix de l'organisme de dépôt de la demande d'allocation appartient au demandeur) : adopté (p. 3266).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3266).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3266).

Amendement n° 24 de la commission (rétablit le texte du quatrième alinéa du paragraphe II prévoyant que l'obligation de transmettre au représentant de l'Etat ou de l'organisme payeur les éléments d'information sur les ressources, la situation de famille et l'insertion de l'allocataire du R.M.I. incombe au président du centre communal d'action sociale) : adopté (p. 3266).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3266).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3266).

Amendement n° 56 du Gouvernement (prévoit que l'organisme qui suit la mise en œuvre du contrat d'insertion désigne en son sein, pour chaque bénéficiaire, une personne chargée de coordonner la mise en œuvre de différents aspects sociaux, économiques, éducatifs et sanitaires de ce contrat) (p. 3266) : vote réservé (p. 3268) ; adopté après rectification (p. 3278).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 3266).

Observations : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3267).

Sous-amendement n° 71 de M. Jean-Yves Chamard (supprime l'obligation de choisir la personne chargée de coordonner la mise en œuvre du contrat d'insertion au sein de l'organisme qui suit cette mise en œuvre) (p. 3267) : vote réservé (p. 3268) ; rejeté (p. 3278).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3267).

Sous-amendement oral de M. Jean-Pierre Luppi (prévoit qu'en cas de difficulté la désignation est opérée par le président de l'organisme) (p. 3267) : retiré (p. 3268).

Amendement n° 25 de la commission (supprime l'alinéa introduit par le Sénat relatif à la suspension de l'allocation de R.M.I. dans le cas où la commission locale d'insertion n'a pu donner son avis sur son renouvellement du fait de l'intéressé) : rejeté (p. 3268).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3268).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3268).

Amendement n° 26 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture retenant la date à laquelle a été suspendue l'allocation de R.M.I. comme point de départ du délai d'un an pour la signature d'un nouveau contrat d'insertion préalable à l'ouverture d'un nouveau droit à l'allocation) : adopté (p. 3268).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3268).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3268).

Amendement n° 27 de la commission (rétablit le paragraphe supprimé par le Sénat permettant au représentant de l'Etat dans le département de déléguer certaines de ses compétences aux directeurs des organismes payeurs de l'allocation de R.M.I.) : adopté (p. 3268).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3268).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3268).

Discussion commune des amendements nos 57 et 28.

Amendement n° 57 du Gouvernement (précise les conditions dans lesquelles les organismes payeurs de l'allocation de R.M.I. peuvent obtenir et transmettre les informations nécessaires à l'exercice de leur mission ; précise le régime de transmission entre les organismes instructeurs et payeurs des informations relatives aux attributaires du R.M.I. conservées sur support informatique ; prévoit qu'un décret détermine la nature des informations obligatoirement fournies aux fins d'établissement des statistiques) (p. 3268) : adopté (p. 3269).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 3269).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3269).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3269).

Amendement n° 28 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture précisant le régime de transmission entre les organismes instructeurs et payeurs des informations relatives aux attributaires du R.M.I. conservées sur support informatique et fixant les destinataires de la liste des attributaires établie par les organismes payeurs) : devenu sans objet (p. 3269).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3269).

Amendement n° 58 du Gouvernement (supprime le paragraphe XII de l'article relatif au versement de l'allocation de R.M.I. aux personnes visées au 2° de l'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France) : adopté (p. 3269).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 3269).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3269).

Article 4 *bis* nouveau *(conditions de prise en charge au titre de l'aide médicale des bénéficiaires du R.M.I.) :* supprimé (p. 3269).

Amendement n° 29 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3269).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3269).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3269).

Article 4 *ter* nouveau *(conditions de prise en charge au titre de l'aide médicale des personnes âgées de 17 à 25 ans) :* supprimé (p. 3269).

Amendement n° 30 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3270).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3270).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3270).

Article 5 *(abrogations) :* adopté après modifications (p. 3270).

Amendement n° 63 de Mme Marie-Josèphe Sublet (de coordination) : adopté (p. 3270).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3270).

Amendement n° 61 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (prévoit le dépôt d'un rapport d'évaluation sur le revenu minimum d'insertion avant le 2 avril 1995) : rejeté (p. 3270).

Défavorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3270) ; *Teulade (René) (G)* (p. 3270).

Article 5 *bis* nouveau *(application du revenu minimum d'insertion dans les départements d'outre-mer) :* adopté (p. 3270).

Avant l'article 6 :

Amendement n° 31 de la commission (rétablit la division et l'intitulé du titre II) : adopté (p. 3270).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3270).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3270).

Titre II : *dispositions portant modification du code de la famille et de l'aide sociale.*

Article 6 supprimé par le Sénat *(modernisation de l'aide médicale : titre III* bis *du code de la famille et de l'aide sociale)* (p. 3270) : rétabli (p. 3272).

Amendement n° 32 de la commission (rétablit l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale compte tenu d'une modification rédactionnelle) (p. 3270) : adopté (p. 3272).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3272).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3272).

Article 7 supprimé par le Sénat *(modification de dispositions du titre III du code de la famille et de l'aide sociale)* : rétabli (p. 3272).

Amendement n° 33 de la commission (rétablit l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 3272).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3272).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3272).

Article 8 supprimé par le Sénat *(modifications de dispositions du titre IV du code de la famille et de l'aide sociale)* (p. 3272) : rétabli (p. 3273).

Amendement n° 34 de la commission (rétablit l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 3272) : adopté après modifications (p. 3273).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3272).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3273).

Sous-amendement n° 59 du Gouvernement (ajoute un paragraphe III relatif à la compétence de la commission centrale d'aide sociale) (p. 3272) : adopté (p. 3273).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 3273).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3273).

Titre III : *dispositions portant modification du code de la sécurité sociale.*

Article 12 supprimé par le Sénat *(art. L 741-3-1 du code de la sécurité sociale : affiliation de plein droit à l'assurance personnelle des personnes admises au bénéfice de l'aide médicale)* : rétabli (p. 3273).

Amendement n° 35 de la commission (rétablit l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 3273).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3273).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3273).

Article 13 supprimé par le Sénat *(art. L 741-4-1 et L. 741-4-2 du code de la sécurité sociale : prise en charge et recouvrement des cotisations d'assurance personnelle)* : rétabli (p. 3273).

Amendement n° 36 de la commission (rétablit l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 3273).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3273).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3273).

Article 16 supprimé par le Sénat *(art. L 182-4 du code de la sécurité sociale : conventions confiant aux organismes d'assurance maladie la gestion de l'aide médicale relevant de la compétence de l'Etat)* (p. 3273) : rétabli (p. 3274).

Amendement n° 37 de la commission (rétablit l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 3273).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3273).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3273).

Article 17 supprimé par le Sénat *(art. L 182-5 du code de la sécurité sociale : vérification des déclarations pour l'admission à l'aide médicale)* : rétabli (p. 3274).

Amendement n° 38 de la commission (rétablit l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 3274).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3274).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3274).

Titre IV : *dispositions diverses.*

Article 19 (lettre rectificative) *(art. L. 322-4-2 et L. 322-4-6 du code du travail : extension des contrats de retour à l'emploi – C.R.E. – aux chômeurs de plus de 50 ans)* : adopté (p. 3274).

Article 19 ter supprimé par le Sénat *(application aux départements d'outre-mer)* (p. 3274).

Article 19 quater nouveau *(prorogation des délais fixés par la loi d'orientation pour la ville)* : adopté (p. 3274).

Article 20 ter *(art. L. 321-1 et L. 321-1-2 nouveau du code du travail : élargissement de la notion de licenciement pour motif économique)* (p. 3274) : adopté après modifications (p. 3275).

Amendement n° 39 de la commission (fait application des procédures de licenciement pour motif économique au licenciement, dans le cadre d'un projet de réduction d'effectifs, d'un ou de plusieurs salariés ayant refusé une modification substantielle de leur contrat de travail) (p. 3274) : adopté après modifications (p. 3275).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3274).

Sous-amendement n° 70 de M. Thierry Mandon (supprime la référence au projet de réduction d'effectifs) (p. 3274) : adopté (p. 3275).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 3274).

Sous-amendement oral du Gouvernement (limite le champ d'application de l'amendement au licenciement de plusieurs salariés) (p. 3274) : adopté (p. 3275).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 3274, 3275).

Favorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3275) ; *Mandon (Thierry)* (p. 3275).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3275).

Sous-amendement oral du Gouvernement (prévoit l'application des procédures de licenciement collectif pour motif économique dans le cas visé par l'amendement) (p. 3274) : adopté (p. 3275).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 3274, 3275).

Favorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3275).

Article 21 *(art. L. 351-12 du code du travail : affiliation à l'assurance chômage des roupements d'intérêt public et des intermittents du spectacle occupés à titre occasionnel par des employeurs publics)* : adopté (p. 3275).

Article 22 bis *(rapport de la Commission nationale de l'informatique et des libertés – C.N.I.L.)* (p. 3275) : adopté après modifications (p. 3276).

Amendement n° 40 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 3275) : adopté (p. 3276).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3275).

Article 22 ter supprimé par le Sénat *(art. L. 321-12 du code du travail : augmentation temporaire de la « contribution Delalande »)* : rétabli (p. 3276).

Amendement n° 41 de la commission (rétablit l'article en limitant au 31 juillet 1992 sa période d'effet) : adopté (p. 3276).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3276).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 3276).

Article 22 quater *(fixation par décret du montant de la « contribution Delalande »)* : adopté après modifications (p. 3276).

Amendement n° 42 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale et ajoute une condition supplémentaire pour bénéficier de l'exonération de la contribution consistant en l'inscription du salarié âgé comme demandeur d'emploi depuis plus de trois mois lors de son embauche et si l'embauche est postérieure au 9 juin 1992) : adopté (p. 3276).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3276).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 3276).

Article 23 supprimé par le Sénat *(art. 9 de la loi n° 89-905 du 19 décembre 1989 : aides financières aux jeunes)* : rétabli (p. 3276).

Amendement n° 43 de la commission (rétablit l'article adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3276).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3276).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 3276).

Article 25 supprimé par le Sénat *(art. 17 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 : rapport au Parlement sur les logements vacants dans les agglomérations)* (p. 3276) : rétabli (p. 3277).

Amendement n° 44 de la commission (rétablit l'article adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; prévoit le dépôt du rapport dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la loi ; limite le champ du rapport aux agglomérations de plus de 200 000 habitants) (p. 3276) : adopté après rectification (p. 3277).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3276).

Favorable : *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 3277).

Défavorables : *Teulade (René) (G)* (p. 3277) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3277).

Sous-amendement n° 60 du Gouvernement (supprime la fixation d'un délai pour déposer le rapport) (p. 3276) : rejeté (p. 3277).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 3277).

Défavorable : *Mandon (Thierry)* (p. 3277).

Article 4 (suite) *(procédure d'attribution de l'allocation de R.M.I.)* (p. 3277) : adopté après modifications (p. 3278).

Amendement n° 56 rectifié du Gouvernement (prévoit que l'organisme qui suit la mise en œuvre du contrat d'insertion désigne en son sein, pour chaque bénéficiaire, une personne chargée de coordonner la mise en œuvre de différents aspects sociaux, économiques, éducatifs et sanitaires de ce contrat ; donne compétence au président de la commission locale d'insertion pour formuler des propositions pour cette désignation lorsque l'organisme précité n'y a pas procédé ou en cas de difficulté) (p. 3277) : adopté (p. 3278).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 3278).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3278).

Sous-amendement n° 71 de M. Jean-Yves Chamard (supprime l'obligation de choisir la personne chargée de coordonner la mise en œuvre du contrat d'insertion au sein de l'organisme qui suit cette mise en œuvre) : rejeté (p. 3278).

Défavorables : *Teulade (René) (G)* (p. 3278) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 3278).

Article 1er (suite) *(aménagement du dispositif d'insertion : titre III de la loi du 1er décembre 1988)* : adopté après modifications (p. 3278).

Avant l'article 42-6 de la loi du 1er décembre 1988 :

Amendement n° 15 de la commission (rétablit la division et l'intitulé relatifs à l'accompagnement des bénéficiaires du R.M.I. adoptés en première lecture par l'Assemblée nationale) : devenu sans objet (p. 3278).

Article 42-6 de la loi du 1er décembre 1988 (institution d'un « accompagnateur » des bénéficiaires des contrats d'insertion) :

Amendement n° 16 de la commission (institue un accompagnateur pour chaque bénéficiaire d'un contrat d'insertion désigné par l'organisme instructeur de la demande d'allocation de R.M.I. ou à défaut par le président de la commission locale d'insertion) : devenu sans objet (p. 3278).

Explications de vote : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3278) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3278) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 3279) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3279).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3279).

Groupe R.P.R. : abstention : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3279).

Groupe socialiste : pour : *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 3279).

Groupe U.D.C. : abstention : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3278).

Groupe U.D.F. : abstention : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3279).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3279).

LECTURE DEFINITIVE

Avant la discussion des articles [8 juillet 1992] (p. 3323).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires culturelles : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3323).

Intervention du Gouvernement : Teulade (René) (p. 3323).

Discussion générale : Adevah-Pœuf (Maurice) (p. 3323) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3325).

Réponse du Gouvernement : Teulade (René) (p. 3325).

Principaux thèmes développés :

Action sociale et solidarité nationale : aide sociale : fourniture minimum d'eau et d'énergie : *Teulade (René) (G)* (p. 3323).

Associations : rôle dans l'insertion : *Teulade (René) (G)* (p. 3325).

Assurance maladie-maternité :

- aide médicale : réforme : *Teulade (René) (G)* (p. 3323, 3325) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 3324) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3324, 3325) ;
- assurance personnelle : *Teulade (René) (G)* (p. 3323).

Communes : centres communaux d'action sociale (C.C.A.S.) : rôle : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 3324) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3325).

Conseil national de lutte contre la pauvreté : création : *Teulade (René) (G)* (p. 3323).

Départements : budgets : dépenses obligatoires : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3325).

Jeunes : fonds départementaux d'aide aux jeunes : généralisation et financement : *Teulade (René) (G)* (p. 3323).

Lois :

- loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : *Teulade (René) (G)* (p. 3323) ;
- projet de loi n° 2723 : concertation : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3325) ; *Teulade (René) (G)* (p. 3325).

Parlement : commission mixte paritaire : échec : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3323).

Revenu minimum d'insertion : insertion : commission nationale d'évaluation du R.M.I. : *Teulade (René) (G)* (p. 3323).

Sénat : reprise par amendements de trois dispositions votées par le Sénat : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3323) ; *Teulade (René) (G)* (p. 3324).

Discussion des articles [8 juillet 1992] (p. 3326).

Titre Ier : *dispositions portant modification de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion.*

Article 1er *(aménagement du dispositif d'insertion : titre III de la loi du 1er décembre 1988)* (p. 3331) : adopté après modifications (p. 3322).

Article 39 de la loi du 1er décembre 1988 (conventions de mise en œuvre du programme départemental d'insertion) :

Amendement n° 1 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3331) : adopté (p. 3332).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 3331).

Favorables : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3331) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3331).

Article 42-2 de la loi du 1er décembre 1988 (composition et organisation des commissions locales d'insertion - C.L.I.) :

Amendement n° 2 du Gouvernement (prévoit une représentation des communes du ressort de la commission locale d'insertion au sein de cette dernière ; supprime la fixation par la loi du nombre de représentants du système éducatif, d'institutions, d'entreprises, d'organismes ou d'associations ; rédactionnel pour le surplus) : adopté (p. 3332).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 3322).

Favorable : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3332).

Titre IV : *dispositions diverses.*

Après l'article 25 :

Amendement n° 3 de la commission (modifie la composition des comités régionaux de l'organisation sanitaire et sociale) : adopté (p. 3332).

Soutenu par : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3332).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 3332).

Explications de vote : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3332) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3333).

Intervention du Gouvernement : Teulade (René) (p. 3333).

Action sociale et solidarité nationale : aide sociale : fourniture minimale d'eau et d'énergie : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3333).

Assemblée nationale : conditions de travail : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3333) ; *Teulade (René) (G)* (p. 3333).

Assurance maladie-maternité : aide médicale : réforme : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3333).

Départements :

- budgets : dépenses obligatoires : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3333) ;
- conseil départemental et programme départemental d'insertion : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3333) ;
- coresponsabilité et partenariat avec l'Etat : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3333).

Emploi : contrats emploi-solidarité : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3332).

Famille : allocation de R.M.I. : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3333).

Jeunes :

- fonds départementaux d'aide aux jeunes : généralisation et financement : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3333) ;
- R.M.I. : attribution aux jeunes : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3333).

Lois :

- loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3332) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3333) ;
- projet de loi n° 2733 : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3333) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3333) ; *Teulade (René) (G)* (p. 3333).

Professions sociales :

- accompagnement et tutorat : création : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3332, 3333) ;
- déontologie : anonymat des dossiers : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3332).

Revenu minimum d'insertion : insertion :

- actions d'insertion professionnelle et sociale : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3333) ;
- commission nationale d'évaluation du R.M.I. : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3333) ;
- commissions locales et programmes locaux d'insertion : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3333) ;
- contrats d'insertion : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3333).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3334).

Groupe R.P.R. : abstention : *Bachelot (Roselyne)* (p. 3333).

Groupes U.D.C. et U.D.F. : abstention : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 3333).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale, modifié par les trois amendements adoptés (p. 3334).

20. Projet de loi n° 3009 relatif à l'**emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage.**

Sénat (première lecture). - **N° 514** (1991-1992). - Dépôt le 8 juillet 1992 par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et Mme Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Louis Souvet. - Rapport **n° 16** (1992-1993) (21 octobre 1992). - Discussion et adoption le 4 novembre 1992. - Projet de loi **n° 12** (1992-1993).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 3009.** - Dépôt le 5 novembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Michel Coffineau (13 novembre 1992). - Rapport **n° 3106** (3 décembre 1992). - Discussion et adoption le 8 décembre 1992. - Projet de loi **n° 750.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 97** (1992-1993). - Dépôt le 9 décembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Louis Souvet. Rapport **n° 123** (1992-1993) (15 décembre 1992). - Discussion et adoption le 17 décembre 1992. - Projet de loi **n° 44** (1992-1993).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 3188.** - Dépôt le 18 décembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Michel Coffineau. - Rapport **n° 3189** (18 décembre 1992). - Discussion et adoption le 18 décembre 1992. - Projet de loi **n° 779.**

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 20 décembre 1992] (p. 17492). - Réunion le 19 décembre 1992. - Bureau [*J.O.* du 20 décembre 1992] (p. 17492).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Louis Souvet. - Rapport **n° 162** (1992-1993) (19 décembre 1992).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Michel Coffineau. - Rapport **n° 3199** (19 décembre 1992).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture). - **N° 3200.** - Dépôt le 19 décembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Michel Coffineau. - Rapport **n° 3201.** - Discussion et adoption le 19 décembre 1992. - Projet de loi **n° 786.**

Sénat (troisième lecture). - **N° 167** (1992-1993). - Dépôt le 20 décembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Jean Chérioux. - Rapport **n° 168** (1992-1993) (20 décembre 1992). - Discussion et adoption le 20 décembre 1992. - Projet de loi **n° 57** (1992-1993).

Assemblée nationale (quatrième lecture). - **N° 3214.** - Dépôt le 20 décembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : Michel Coffineau. - Rapport **n° 3215** (20 décembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 20 décembre 1992. - Projet de loi **n° 792.**

Loi n° 92-1446 du 31 décembre 1992 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1993 (p. 19).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 3009 relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage et les articles de la loi n° 92-1446 du 31 décembre 1992 relative à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance-chômage

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE Ier DISPOSITIONS RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT DU TRAVAIL A TEMPS PARTIEL			
1		(Art. L. 212-4-3 du code du travail) : régimes légal et conventionnel des heures complémentaires.	Première lecture : 8 décembre 1992	6751	1
			Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7563	
			Nouvelle lecture : 19 décembre 1992	7620	
			Lecture définitive : 20 décembre 1992	7664	
	1 *bis* (Sénat)	(Art. L. 931-8-2 du code du travail) : rémunération des salariés à temps partiel bénéficiaires d'un congé de formation.	Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7563	2
2		Dispositions transitoires applicables aux contrats de travail à temps partiel conclus avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.	Première lecture : 8 décembre 1992	6756	3
	2 *bis* (A.N.)	(Art. L. 212-4-5 du code du travail) : information du comité d'entreprise.	Première lecture : 8 décembre 1992	6756	4
	2 *ter* (A.N.)	(Art. L. 432-4-1 du code du travail) : information du comité d'entreprise.	Première lecture : 8 décembre 1992	6757	5
3		(Chapitre II *bis* du titre II du livre III du code du travail) : abattement de cotisations sociales applicable aux contrats à durée indéterminée à temps partiel.	Première lecture : 8 décemnbre 1992	6757	6
			Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7564	
			Nouvelle lecture : 19 décembre 1992	7620	
			Lecture définitive : 20 décembre 1992	7665	
4		Entrée en vigueur des dispositions relatives à l'abattement de cotisations sociales.	Première lecture : 8 décembre 1992	6761	7
			Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7567	
			Nouvelle lecture : 19 décembre 1992	7620	
			Lecture définitive : 20 décembre 1992	7665	
	4 *bis* (A.N.)	(Art. L. 212-1-1 du code du travail) : information du tribunal en cas de litige sur les horaires de travail.	Première lecture : 8 décembre 1992	6762	8
			Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7567	
			Nouvelle lecture : 19 décembre 1992	7621	
	4 *ter* A (A.N.)	(Art. L. 992-1 du code rural) : information du tribunal en cas de litige sur les horaires de travail d'un salarié agricole.	Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7567	9
	4 *ter* (A.N.)	Rapport au Parlement.	Première lecture : 8 décembre 1992	6762	10
5		(Art. L. 322-4 du code du travail) : fusion des préretraites à mi-temps et des préretraites progressives.	Première lecture : 8 décembre 1992	6763	11

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	5 *bis* A (A.N.)	Rapport au Parlement.	Première lecture : 8 décembre 1992	6763	12
	5 *bis* (Sénat) Supprimé (A.N.)	(Art. L. 412-8 du code de la sécurité sociale) : protection en cas d'accident du travail pendant l'exercice d'activités de tutorat.	Première lecture : 8 décembre 1992	6763	
		TITRE II **DISPOSITIONS RELATIVES A L'ASSURANCE-CHÔMAGE**			
6		(Art. L. 351-2 du code du travail) : fusion des allocations d'assurance-chômage.	Première lecture : 8 décembre 1992	6764	13
	6 *bis* (Sénat)	(Art. L. 351-9, L. 351-10, L. 351-12, L. 351-15 et L. 351-21 du code du travail) : coordination.	Première lecture : 8 décembre 1992	6764	14
7		(Art. L. 351-3 du code du travail) : conditions d'attribution de l'allocation d'assurance-chômage.	Première lecture : 8 décembre 1992	6765	15
8		(Art. L. 351-3-1 du code du travail) : calcul des contributions sur une base forfaitaire.	Première lecture : 8 décembre 1992	6766	16
			Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7567	
			Nouvelle lecture : 19 décembre 1992	7621	
			Lecture définitive : 20 décembre 1992	7665	
	8 *bis* (A.N.)	Information des organismes de chômage en cas de requalification du licenciement.	Première lecture : 8 décembre 1992	6766	17
9		(Art. L. 351-6-1, L. 353-2 et L. 143-11-6 du code du travail) : recouvrement des contributions d'assurance-chômage.	Première lecture : 8 décembre 1992	6766	18
10		(Art. L. 351-14 du code du travail) : aménagement du régime d'indemnisation.	Première lecture : 8 décembre 1992	6766	19
	10 *bis* (Sénat)	(Art. L. 321-13 du code du travail) : exonération de la contribution Delalande.	Première lecture : 8 décembre 1992	6767	20
	10 *ter* (Sénat) Supprimé (A.N.)	(Art. L. 321-13 du code du travail) : exonération de la contribution Delalande.	Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7568	
		TITRE III **DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL CLANDESTIN**			
11		(Art. L. 320 du code du travail): extension de la déclaration préalable d'embauche.	Première lecture : 8 décembre 1992	6767	21
			Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7568	
			Nouvelle lecture : 19 décembre 1992	7621	
			Lecture définitive : 20 décembre 1992	7665	
		TITRE IV **DISPOSITIONS RELATIVES AUX MESURES D'EXONÉRATION DE COTISATIONS SOCIALES**			
	12 (Sénat)	(Art. 6 de la loi n° 89-18 du 13 janvier 1989) : prorogation du dispositif d'exonération de charges sociales pour l'embauche d'un premier salarié par une association.	Première lecture : 8 décembre 1992	6769	22
	13 (Sénat)	(Art. 52 de loi n° 91-1405 du 31 décembre 1991) : prorogation du dispositif d'exonération de charges sociales pour l'embauche d'un jeune sans qualification « Exo-jeunes ».	Première lecture : 8 décembre 1992	6762	23
	13 *bis* (Sénat)	(Art. 6 de la loi n° 89-18 du 19 janvier 1989) : prorogation du dispositif d'exonération de charges sociales pour l'embauche des deuxième et troisième salariés par les artisans des zones rurales fragiles.	Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7569	24

ARTICLES Projet de loi	ARTICLES Additionnels	OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
		TITRE V **DISPOSITIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT ET AUX LIBERTÉS INDIVIDUELLES**			
	14 (A.N.)	(Art. L. 120-2, L. 121-6, L. 900-4-1 et L. 900-6 du code du travail) : protection des libertés individuelles et de la vie privée des salariés et des candidats à un emploi.	Première lecture : 8 décembre 1992	6769	25
			Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7569	
			Nouvelle lecture : 19 décembre 1992	7621	
			Lecture définitive : 20 décembre 1992	7666	
	15 (A.N.)	(Art. L. 121-7 et L. 121-8 du code de travail) : transparence et loyauté dans la collecte d'informations et les méthodes d'évaluation concernant les salariés et les candidats à un emploi.	Première lecture : 8 décembre 1992	6769	26
			Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7569	
			Nouvelle lecture : 19 décembre 1992	7621	
			Lecture définitive : 20 décembre 1992	7666	
	16 (A.N.)	(Art. L. 122-45 du code du travail) : extension aux candidats à un emploi du principe de non-discrimination.	Première lecture : 8 décembre 1992	6771	27
			Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7570	
			Nouvelle lecture : 19 décembre 1992	7621	
			Lecture définitive : 20 décembre 1992	7666	
	17 (A.N.)	(Art. L. 432-2-1 du code du travail) : information du comité d'entreprise sur les techniques d'aide au recrutement, de gestion du personnel et de contrôle de l'activité des salariés.	Première lecture : 8 décembre 1992	6771	28
			Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7571	
			Nouvelle lecture : 19 décembre 1992	7621	
			Lecture définitive : 20 décembre 1992	7666	
	18 (A.N.)	(Art. L. 422-1-1 du code du travail) : procédure d'enquête et d'intervention judiciaire en cas d'atteintes aux libertés individuelles dans l'entreprise.	Première lecture : 8 décembre 1992	6771	29
			Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7571	
			Nouvelle lecture : 19 décembre 1992	7621	
			Lecture définitive : 20 décembre 1992	7666	
		TITRE VI **DISPOSITIONS DIVERSES**			
	19 A (Sénat) Supprimé (A.N.)	(Art. L. 133-5 du code du travail) : mention dans les conventions de branches des mesures relatives à la réinsertion des salariés de retour de l'étranger.	Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7571	
	19 (A.N.)	(Art. 30 de la loi n° 84-1208 du 29 décembre 1984) : financement des centres de formation d'apprentis.	Première lecture : 8 décembre 1992	6772	30
	20 (A.N.)	(Art. L. 118-3 du code du travail) : financement des centres de formation d'apprentis à recrutement national ou interrégional.	Première lecture : 8 décembre 1992	6772	31
			Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7572	
			Nouvelle lecture : 19 décembre 1992	7622	
			Lecture définitive : 20 décembre 1992	7666	
	21 (A.N.)	(Art. L. 122-32-5 et L. 122-24-4 du code du travail) : reclassement ou licenciement d'un salarié devenu physiquement inapte à son emploi.	Première lecture : 8 décembre 1992	6773	32
	22 (A.N.)	(Art. L. 132-7 du code du travail) : révision des conventions et accords collectifs.	Première lecture : 8 décembre 1992	6774	33
	23 (A.N.)	Application rétroactive de la procédure de révision des conventions ou accords collectifs du travail.	Première lecture : 8 décembre 1992	6775	34
			Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7572	
	24 (A.N.)	(Art. L. 231-12 du code du travail) : pouvoir du contrôleur du travail en cas de danger grave et imminent sur un chantier.	Première lecture : 8 décembre 1992	6775	35
			Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7572	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	25 (A.N.)	(Art. L. 322-4-4 du code du travail) : assouplissement des conditions de recours aux contrats de retour à l'emploi.	Première lecture : 8 décembre 1992	6775	36
	26 (A.N.)	(Art. L. 954 du code du travail) : formation des intermittents du spectacle.	Première lecture : 8 décembre 1992	6776	37
	27 (A.N.)	(Art. L. 762-5 du code du travail) : compatibilité entre la profession d'agent artistique et celle d'entrepreneur de spectacles.	Première lecture : 8 décembre 1992	6777	38
	28 (A.N.)	(Art. 5 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945) : comptabilité entre la profession d'agent artistique et celle d'entrepreneur de spectacles.	Première lecture : 8 décembre 1992	6777	39
	29 (A.N.)	(Art. 6 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945) : extension du champ de la licence d'entrepreneur de spectacles à certaines associations.	Première lecture : 8 décembre 1992	6777	40
	30 (A.N.)	(Art. L. 952-1 du code du travail) : date de versement de la contribution due par les employeurs occupant moins de dix salariés au titre de la formation professionnelle.	Première lecture : 8 décembre 1992	6777	41
	31 (A.N.)	Conditions d'attribution des aides de l'Etat aux entreprises.	Première lecture : 8 décembre 1992	6778	42
			Deuxième lecture : 18 décembre 1992	7573	
			Nouvelle lecture : 19 décembre 1992	7622	
			Lecture définitive : 20 décembre 1992	7666	
	32 (A.N.)	Financement d'actions de promotion par l'Association de gestion des fonds en alternance.	Nouvelle lecture : 19 décembre 1992	7623	43

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 1992] (p. 6273, 6748).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires culturelles : *Coffineau (Michel)* (p. 6724).

Intervention du Gouvernement : Aubry (Martine) (p. 6275).

Discussion générale : Delalande (Jean-Pierre) (p. 6729) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6731) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6732) ; *Mandon (Thierry)* (p. 6734) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 6735) ; *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 6736) ; *Laurain (Jean)* (p. 6737) ; *Albouy (Jean)* (p. 6738) ; *Deprez (Léonce)* (p. 6738) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6739).

Réponse du Gouvernement : Aubry (Martine) (p. 6248).

Principaux thèmes développés :

Apprentissage : Fonds national interconsulaire de compensation (F.N.I.C) : *Gengenwin (Germain)* (p. 6734).

Associations :

- embauche d'un premier salarié : allégement de cotisations sociales : *Coffineau (Michel)* (p. 6725) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6727) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6733) ;
- entrepreneurs de spectacles : licence : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6729).

Assurance-chômage :

- accord entre les partenaires sociaux du 18 juillet 1992 : *Coffineau (Michel)* (p. 6724, 6725) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6725, 6726, 6748) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6729) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6731, 6732) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6733, 6734) ; *Mandon (Thierry)* (p. 6735) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 6736) ; *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 6737) ;
- Assedic : recours à l'hypothèque judiciaire : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6726) ;
- contribution Delalande : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6748, 6749) ;
- déficit : *Coffineau (Michel)* (p. 6725) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6732) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6734) ; *Mandon (Thierry)* (p. 6735) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 6736) ; *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 6737) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6748, 6749) ;
- intermittents du spectacle : situation, rapport Marimbert et accord du 25 septembre 1992 : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6725, 6726, 6729) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6729) ;
- travailleurs frontaliers : Français travaillant en Suisse : *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 6737) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6749).

Chômage : niveau, causes et conséquences : *Coffineau (Michel)* (p. 6724) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6730) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6731, 6732) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6732) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 6735, 6736) ; *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 6737) ; *Albouy (Jean)* (p. 6738) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6739).

Chômeurs de longue durée : *Gengenwin (Germain)* (p. 6732).

Conjoncture économique : conjoncture internationale : *Coffineau (Michel)* (p. 6724).

Contrats de retour à l'emploi (C.R.E.) : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6725, 6749) ; *Mandon (Thierry)* (p. 6735).

Contrats emploi-solidarité (C.E.S.) : *Gengenwin (Germain)* (p. 6733) ; *Deprez (Léonce)* (p. 6738) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6750).

Europe : Conseil de l'Europe : convention du 28 janvier 1981 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6728).

Finances publiques : deniers publics : contrôle : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6732).

Jeunes : insertion professionnelle : « Exo-jeunes » : *Coffineau (Michel)* (p. 6725) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6727, 6748) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6733) ; *Mandon (Thierry)* (p. 6735).

Justice : Cour de cassation : arrêt du 9 mars 1989 Basirico : conséquences : *Coffineau (Michel)* (p. 6724, 6725) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6727) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6729).

Lois : loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France : *Coffineau (Michel)* (p. 6725) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6733).

Négociation collective : conventions et accords : révision et droit d'opposition des signataires : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6728).

Préretraite : préretraite progressive :

- activités de tutorat : *Coffineau (Michel)* (p. 6725) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6726, 6748) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6731) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6733) ;
- réforme : *Coffineau (Michel)* (p. 6724) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6726, 6748) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6733).

Revenus : revenus financiers et salariaux : évolution comparée : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6731).

Sécurité sociale : cotisations patronales : exonérations : bilan : *Gengenwin (Germain)* (p. 6733) ; *Mandon (Thierry)* (p. 6735) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 6736) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6748, 6749).

Travail :

- durée et partage : *Coffineau (Michel)* (p. 6724) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6725, 6748) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6729, 6730) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6731) ; *Mandon (Thierry)* (p. 6734) ; *Laurain (Jean)* (p. 6737, 6738) ; *Albouy (Jean)* (p. 6738) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6740) ;
- formation : *Le Garrec (Jean)* (p. 6739, 6740) ; *Coffineau (Michel)* (p. 6724) ;
- licenciements : salariés âgés : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6726, 6749) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6734) ;
- licenciements économiques : plan de reclassement : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6732) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 6736) ;
- recrutement : réglementation des examens d'embauche, rapport Lyon-Caen et charte de déontologie : *Coffineau (Michel)* (p. 6724, 6725) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6725, 6728) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6729) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6733) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 6736) ;
- travail clandestin : lutte contre : *Coffineau (Michel)* (p. 6725) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6725, 6727, 6749) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6729, 6730) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6734) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 6736) ; *Albouy (Jean)* (p. 6738) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6740).

Travail à temps partiel : incitation :

- circulaire de la délégation à l'emploi du 26 août 1992 : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6729) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6733) ; *Albouy (Jean)* (p. 6738) ; *Deprez (Léonce)* (p. 6739) ;
- cotisations sociales : abattement pour embauche ou transformation d'emploi : *Coffineau (Michel)* (p. 6724) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6726, 6748) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6732) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6733) ; *Albouy (Jean)* (p. 6738) ; *Deprez (Léonce)* (p. 6739) ;
- généralités : *Coffineau (Michel)* (p. 6724) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6725, 6726) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6729, 6730) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 6731) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6733) ; *Mandon (Thierry)* (p. 6734) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 6736) ; *Laurain (Jean)* (p. 6737) ;
- heures complémentaires : régime : *Coffineau (Michel)* (p. 6724) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6726, 6748) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6733) ;
- volontariat : garantie : *Coffineau (Michel)* (p. 6725) ;*Aubry (Martine) (G)* (p. 6726, 6748) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6730) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6733) ; *Mandon (Thierry)* (p. 6734).

Discussion des articles [8 décembre 1992] (p. 6750).

Avant l'article 1er :

Amendement n° 34 de M. Jean-Claude Lefort (ramène à trente-cinq heures sans perte de rémunération la durée hebdomadaire légale du travail) : rejeté (p. 6750).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 6750).

Défavorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6750).

Observations : *Coffineau (Michel)* (p. 6750).

Amendement n° 65 de M. Jean-Claude Lefort (supprime l'instauration du travail à temps partiel à l'initiative du chef d'entreprise) (p. 6750) : rejeté (p. 6751).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 6750).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6751) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6751).

Amendement n° 37 de M. Jean-Claude Lefort (de conséquence) : rejeté (p. 6751).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6751) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6751).

Amendement n° 35 de M. Jean-Claude Lefort (dispose que les horaires à temps partiel ne peuvent être inférieurs à la moitié de la durée légale ou conventionnelle du travail) (p. 6750) : rejeté (p. 6751).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 6750).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6751) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6751).

Amendement n° 36 de M.Jean-Claude Lefort (soumet l'instauration du travail à temps partiel à l'accord du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel) : rejeté (p. 6751).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 6750).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6751) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6751).

Amendement n° 38 de M. Jean-Claude Lefort (précise que les droits conventionnellement reconnus aux salariés employés à temps partiel sont plus favorables que ceux reconnus par la loi) : rejeté (p. 6751).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 6751).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6751) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6751).

Titre Ier : *dispositions relatives au développement du travail à temps partiel.*

Article 1er *(art. L. 212-4-3 du code du travail : régimes légal et conventionnel des heures complémentaires)* (p. 6751) : adopté après modifications (p. 6756).

Amendement n° 39 de M. Jean-Claude Lefort (dispose que le contrat de travail d'un salarié à temps partiel qui ne mentionne pas de durée du travail est réputé conclu pour une durée à temps plein) : rejeté (p. 6572).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6752) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6752).

Amendement n° 40 de M. Jean-Claude Lefort (dispose que le contrat de travail d'un salarié à temps partiel qui ne mentionne pas la durée et la répartition du temps de travail est réputé conclu pour une durée à temps plein) : rejeté (p. 6572).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6752) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6752).

Amendement n° 41 de M. Jean-Claude Lefort (dispose que la durée quotidienne du travail effectif d'un salarié à temps partiel ne peut être interrompue pour une durée supérieure à une heure) : rejeté (p. 6572).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6752) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6752).

Discussion des amendements identiques nos 77 de M. Jean-Pierre Philibert et 81 de M. Jacques Barrot (précisent que le plafond des heures complémentaires effectuées par un salarié à temps partiel s'apprécie en moyenne sur l'année) (p. 6752) : rejetés (p. 6753).

Soutenus par : *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 6753).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6753) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6753).

Amendement n° 42 de M. Jean-Claude Lefort (supprime la possibilité de déroger par un quelconque accord collectif au plafond légal d'heures complémentaires effectuées par un salarié à temps partiel) (p. 6753) : rejeté (p. 6754).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6753) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6753).

Amendement n° 9 de la commission (supprime la possibilité de déroger par accord d'entreprise au plafond légal d'heures complémentaires effectuées par un salarié à temps partiel) : adopté (p. 6754).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6754).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6754).

Défavorable : *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 6754).

Amendement n° 43 de M. Jean-Claude Lefort (supprime la possibilité de décider par accord collectif d'une répartition des heures complémentaires sur l'année et d'un délai de notification au salarié des changements dans la répartition de la durée du travail inférieur à sept jours) : rejeté (p. 6754).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6754) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6754).

Discussion des amendements identiques n°s 10, 78 et 82.

Amendement n° 10 de la commission (supprime la possibilité de prévoir par accord collectif une répartition sur l'année d'une partie des heures complémentaires) : adopté (p. 6754).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6754).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6754).

Amendements n°s 78 de M. Jean-Pierre Philibert et 82 de M. Jacques Barrot (suppriment cette même possibilité par coordination avec les amendements n°s 77 et 81 précédemment rejetés) : adoptés (p. 6754).

Soutenus par : *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 6754).

Observations : : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6754).

Amendement n° 11 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6755).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6755).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6755).

Amendement n° 12 de la commission (fixe à trois jours ouvrés le délai minimum arrêté par accord collectif qui doit s'écouler entre la notification au salarié à temps partiel d'une modification dans la répartition de la durée du travail et son entrée en vigueur) : adopté (p. 6755).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6755).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6755).

Observations : *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 6755).

Amendement n° 87 de M. Jacques Barrot (substitue une définition en termes généraux à l'énumération du contenu des accords collectifs relatifs au travail à temps partiel qui permet leur extension) : rejeté (p. 6755).

Soutenu par : *Gengenwin (Germain)* (p. 6755).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6755) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6755).

Amendement n° 44 de M. Jean-Claude Lefort (impose de modifier la durée du travail mentionnée au contrat de travail en cas de recours prolongé aux heures complémentaires) : rejeté (p. 6755).

Défavorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6755).

Amendement n° 45 de M. Jean-Claude Lefort (modifie le plafond des heures complémentaires prises en compte pour le calcul du salaire du travailleur à temps partiel en congé de formation) (p. 6755) : rejeté (p. 6756).

Défavorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6755).

Observations : *Coffineau (Michel)* (p. 6756).

Après l'article 1er :

Amendement n° 51 de M. Jean-Claude Lefort (prévoit de prendre en compte les salariés à temps partiel pour calculer l'effectif de l'entreprise au regard des régles de représentation du personnel et d'exercice des droits syndicaux) : rejeté (p. 6756).

Défavorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6756).

Observations : *Coffineau (Michel)* (p. 6756).

Article 2 *(dispositions transitoires applicables aux contrats de travail à temps partiel conclus avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi)* : adopté (p. 6756).

Amendement n° 46 de M. Jean-Claude Lefort (de suppression) : rejeté (p. 6756).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 6756).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6756) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6756).

Après l'article 2 :

Amendement n° 59 de M. Michel Coffineau (ajoute les horaires de travail pratiqués et le nombre de contrats pour lesquels l'abattement de cotisations sociales est accordé aux informations contenues dans le bilan du travail à temps partiel communiqué par l'employeur au comité d'entreprise) (p. 6756) : adopté (p. 6757).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6757).

Amendement n° 60 de M. Michel Coffineau (ajoute le nombre de salariés sous contrat de travail à temps partiel et les motifs de leur recrutement aux informations contenues dans la situation de l'emploi présentée par l'employeur au comité d'entreprise) : adopté (p. 6757).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6757).

Article 3 *(chapitre II bis du titre II du livre III du code du travail : abattement de cotisations sociales applicable aux contrats à durée indéterminée à temps partiel)* (p. 6757) : adopté après modifications (p. 6761).

Observations : *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 6757) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6757).

Amendement n° 47 de M. Jean-Claude Lefort (de suppression) : rejeté (p. 6758).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 6758).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6758) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6758).

Amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6758).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6758).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6758).

Amendement n° 58 de M. Michel Coffineau (exclut du bénéfice de l'abattement les contrats qui prévoient plus d'une interruption d'activité au cours de la même journée) (p. 6758, 6759) : adopté (p. 6759).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6758, 6759).

Observations : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6758).

Amendement n° 14 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6759).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6759).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6759).

Amendements n°s 79 de M. Jean-Pierre Philibert et 88 de M. Jacques Barrot : devenus sans objet (p. 6759).

Amendement n° 15 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6759).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6759).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6759).

Amendement n° 16 de la commission (impose au salarié dont l'emploi à temps plein est transformé en emploi à temps partiel d'attester sur l'avenant à son contrat de travail du caractère volontaire que revêt pour lui cette transformation) : adopté (p. 6759).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6759).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6759).

Amendement n° 17 de la commission (exclut du bénéfice de l'abattement l'embauche d'un salarié qui a déjà été occupé par le même employeur dans les trois mois qui la précèdent) : adopté (p. 6759).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6759).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6759).

Amendement n° 18 de la commission (impose à l'autorité administrative de vérifier le respect par le contrat de travail des conditions légales pour ouvrir droit à l'abattement) : adopté (p. 6760).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6760).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6760).

Observations : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6760) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6760).

Amendement n° 19 de la commission (porte à deux mois le délai au terme duquel l'autorisation administrative implicite accordant l'abattement est acquise à l'employeur qui a procédé à un licenciement économique au cours des six mois précédant l'embauche) (p. 6760) : adopté (p. 6761).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6760).

Amendement n° 20 de la commission (supprime l'insertion dans le code du travail de la disposition relative au dépôt d'un rapport d'évaluation de la loi) : adopté (p. 6761).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6761).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6761).

Article 4 *(entrée en vigueur des dispositions relatives à l'abattement de cotisations sociales)* (p. 6761) : adopté après modifications (p. 6762).

Amendement n° 48 de M. Jean-Claude Lefort (de suppression) : rejeté (p. 6761).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6761) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6761).

Amendement n° 21 de la commission (soumet les transformations d'emplois à temps plein en emplois à temps partiel intervenues avant l'entrée en vigueur de la loi à l'obligation de maintenir le volume des heures de travail) (p. 6761) : adopté (p. 6762).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6762).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6762).

Après l'article 4 :

Amendement n° 52 de M. Jean-Claude Lefort (impose à l'employeur de fournir au juge les éléments justificatifs des horaires pratiqués par le salarié en cas de litige sur l'existence ou le nombre d'heures de travail effectuées ; prévoit que le doute subsistant profite au salarié) : adopté après modifications (p. 6762).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6762).

Défavorable : *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 6762).

Sous-amendement n° 91 du Gouvernement (précise que l'employeur apporte la justification des horaires « effectivement réalisés par le salarié ») : adopté (p. 6762).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6762).

Sous-amendement n° 92 du Gouvernement (supprime la disposition prévoyant que le doute subsistant profite au salarié) : adopté (p. 6762).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6762).

Amendement n° 22 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6762).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6762).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6762).

Article 5 *(art. L. 322-4 du code du travail : fusion des préretraites à mi-temps et des préretraites progressives) :* adopté (p. 6763).

Amendement n° 53 de M. Jean-Claude Lefort (supprime la création du dispositif de convention de préretraite progressive) : rejeté (p. 6763).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6763) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6763).

Amendement n° 70 de M. Germain Gengenwin (supprime les dispositions relatives à l'exercice d'une mission de tutorat par les bénéficiaires d'une convention de préretraite progressive) : retiré (p. 6763).

Après l'article 5 :

Amendement n° 23 de la commission (prévoit le dépôt d'un rapport d'évaluation du dispositif de convention de préretraite progressive dans les trois années de sa mise en œuvre) : adopté (p. 6763).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6763).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6763).

Article 5 bis *(art. L. 412-8 du code de la sécurité sociale : protection en cas d'accident du travail pendant l'exercice d'activités de tutorat)* (p. 6763) : supprimé (p. 6764).

Discussion des amendements identiques n°s 24 et 71 (de suppression).

Amendement n° 24 de la commission (p. 6763) : adopté (p. 6764).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6764).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6764).

Amendement n° 71 de M. Germain Gengenwin (p. 6763) : adopté (p. 6764).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6764).

Titre II : *dispositions relatives à l'assurance-chômage.*

Article 6 *(art. L. 351-2 du code du travail : fusion des allocations d'assurance-chômage) :* adopté (p. 6764).

Amendement n° 49 de M. Jean-Claude Lefort (de suppression) : rejeté (p. 6764).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6764) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6764).

Article 6 bis *(art. L. 351-9, L. 351-10, L. 351-12, L. 351-15 et L. 351-21 du code du travail : coordination) :* adopté (p. 6764).

Article 7 *(art. L. 351-3 du code du travail : conditions d'attribution de l'allocation d'assurance-chômage) :* adopté (p. 6765).

Amendement n° 50 de M. Jean-Claude Lefort (de suppression) : rejeté (p. 6765).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6765) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6765).

Article 8 *(art. L. 351-3-1 du code du travail : calcul des contributions sur une base forfaitaire)* (p. 6765) : adopté après modifications (p. 6766).

Discussion des amendements identiques n°s 28 de M. Michel Coffineau et 54 de M. Jean-Claude Lefort (suppriment le paragraphe II qui supprime, à compter du 1er janvier 1993, la mention des contributions forfaitaires à la charge de l'employeur comme sources de financement de l'allocation d'assurance-chômage) (p. 6765) : adoptés (p. 6766).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6765).

Observations : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6765) ; *Pierna (Louis)* (p. 6765).

Après l'article 8 :

Amendement n° 55 de M. Jean-Claude Lefort (prévoit que le juge ordonne d'office le paiement de la contribution Delalande lorsqu'il considère qu'aucune faute grave ou lourde n'a été commise par le salarié licencié âgé de plus de cinquante-cinq ans) : retiré (p. 6766).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 6766).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6766) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6766).

Amendement n° 80 du Gouvernement (prévoit qu'une copie du jugement décidant que le licenciement ne résulte pas d'une faute grave ou lourde est adressée par le tribunal aux organismes chargés de la gestion de l'assurance-chômage) : adopté (p. 6766).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6766).

Favorable : *Coffineau (Michel)* (p. 6766).

Article 9 *(art. L. 351-6-1, L. 353-2 et L. 143-11-6 du code du travail : recouvrement des contributions d'assurance-chômage) :* adopté (p. 6766).

Article 10 *(art. L. 351-14 du code du travail : aménagement du régime d'indemnisation) :* adopté (p. 6766).

Article 10 bis *(art. L. 321-13 du code du travail : exonération de la contribution Delalande) :* adopté (p. 6767).

Amendement n° 56 de M. Jean-Claude Lefort (de suppression) : rejeté (p. 6767).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 6767).

Défavorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6767).

Discussion des amendements identiques n°s 72 de M. Germain Gengenwin et 89 de M. Jacques Barrot (dispensent de verser la contribution Delalande en cas de rupture du contrat de travail pour inaptitude physique au travail) : rejetés (p. 6767).

Défavorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6767).

Titre III : *dispositions relatives à la lutte contre le travail clandestin.*

Article 11 *(art. L. 320 du code du travail : extension de la déclaration préalable d'embauche)* : adopté aprés modifications (p. 6767).

Amendement n° 84 de M. Alain Vidalies (de conséquence) (p. 6767) : adopté (p. 6768).

Amendement n° 85 de M. Alain Vidalies (généralise, à compter du 1er janvier 1993, à tous les départements, la déclaration préalable d'embauche des salariés) : adopté (p. 6768).

Favorable : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6768).

Défavorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6768).

Avant l'article 12 :

Amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6768).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6768).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6768).

Article 12 *(art. 6 de la loi n° 89-18 du 13 janvier 1989 : prorogation du dispositif d'exonération de charges sociales pour l'embauche d'un premier salarié par une association)* (p. 6768) : adopté (p. 6769).

Article 13 *(art. 52 de la loi n° 91-1405 du 31 décembre 1991 : prorogation du dispositif d'exonération de charges sociales pour l'embauche d'un jeune sans qualification « Exo-jeunes »)* : adopté (p. 6769).

Amendement n° 57 de M. Jean-Claude Lefort (de suppression) : rejeté (p. 6769).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 6769).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6769) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6769) ; *Mandon (Thierry)* (p. 6769).

Après l'article 13 :

Amendement n° 90 de M. Michel Coffineau (rédactionnel) : adopté (p. 6769).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6769).

Amendement n° 2 du Gouvernement (renforce la protection de la vie privée des candidats à un emploi ou des salariés à l'égard des informations qui leur sont demandées à des fins professionnelles) : adopté (p. 6769).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6769).

Favorable : *Coffineau (Michel)* (p. 6769).

Amendement n° 3 du Gouvernement (prévoit l'information du candidat à un emploi et du salarié sur les méthodes d'aide au recrutement et d'évaluation professionnelle ; interdit la collecte d'informations sur un candidat ou un salarié à l'insu de ce dernier) (p. 6769) : adopté (p. 6771).

Sous-amendement n° 73 de M. Germain Gengenwin (supprime l'obligation d'informer le salarié des méthodes et techniques d'évaluation professionnelle mises en œuvre à son égard) (p. 6770) : rejeté (p. 6771).

Défavorables : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6770, 6771) ; *Coffineau (Michel)* (p. 6770).

Observations : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6770, 6771).

Sous-amendement n° 76 de M. Jean-Pierre Philibert (prévoit qu'aucune information personnelle recherchée à l'insu du salarié ou du candidat à un emploi ne peut lui être opposée) : retiré (p. 6770).

Défavorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6770).

Sous-amendement n° 74 de M. Germain Gengenwin (prévoit qu'une information personnelle recherchée à l'insu du salarié ou du candidat à un emploi ne peut lui être opposée) : retiré (p. 6770).

Défavorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6770).

Amendement n° 4 du Gouvernement (précise qu'aucune personne ne peut être écartée d'une procédure de recrutement en raison de son origine, de son sexe, de ses mœurs, de sa situation de famille, de son appartenance à une ethnie, une nation ou une race, de ses opinions politiques, de ses activités syndicales ou mutualistes, de ses convictions religieuses ou, en raison, sauf en cas d'inaptitude, de son état de santé ou de son handicap) : adopté (p. 6771).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6771).

Favorable : *Coffineau (Michel)* (p. 6771).

Amendement n° 5 du Gouvernement (prévoit l'information du comité d'entreprise sur les méthodes et techniques d'aide au recrutement et sur les traitements automatisés de gestion du personnel ; prévoit l'information et la consultation préalables du comité d'entreprise sur la mise en œuvre des moyens ou techniques permettant un contrôle de l'activité des salariés) : adopté (p. 6771).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6771).

Favorable : *Coffineau (Michel)* (p. 6771).

Sous-amendement n° 75 de M. Jean-Pierre Philibert (supprime la consultation du comité d'entreprise sur la mise en œuvre des moyens ou techniques permettant un contrôle de l'activité des salariés) : rejeté (p. 6771).

Défavorables : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6771) ; *Coffineau (Michel)* (p. 6771).

Amendement n° 6 du Gouvernement (prévoit une procédure d'enquête et de suppression, à l'initiative du délégué du personnel, des atteintes aux droits des personnes ou aux libertés individuelles dans l'entreprise) (p. 6771) : adopté (p. 6772).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6772).

Favorable : *Coffineau (Michel)* (p. 6772).

Amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6772).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6772).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6772).

Amendement n° 62 de M. Jacques Barrot (permet d'affecter aux centres de formation d'apprentis conventionnés par l'Etat ou les régions le produit de la cotisation de 0,1 p. 100 additionnelle à la taxe d'apprentissage) : adopté (p. 6772).

Soutenu par : *Gengenwin (Germain)* (p. 6772).

Favorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6772) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6772).

Amendement n° 63 de M. Jacques Barrot (autorise le financement des centres de formation d'apprentis à recrutement national ou à vocation interrégionale sur la part du produit de la taxe régionale réservée au développement de l'apprentissage dans la région) : adopté (p. 6772).

Soutenu par : *Gengenwin (Germain)* (p. 6772).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6772).

Amendement n° 27 de la commission (oblige l'employeur à décider, dans le délai d'un mois suivant l'examen médical de reprise du travail, soit le reclassement, soit le licenciement du salarié devenu inapte à l'exercice de son emploi) (p. 6773) : adopté après modifications (p. 6774).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 6773).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6773).

Observations : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6773) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 6773).

Sous-amendement n° 67 de M. Michel Coffineau (élargit le champ d'application de l'amendement au cas de l'inaptitude à tout emploi dans l'entreprise constatée par le médecin du travail) (p. 6773) : adopté (p. 6774).

Observations : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6773).

Amendement n° 64 de M. Jean-Claude Lefort (fixe les conditions dans lesquelles les accords ou conventions collectifs de travail et leurs avenants peuvent être valablement conclus) : rejeté (p. 6774).

Défavorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6774).

Amendement n° 7 du Gouvernement (fixe le régime des avenants de révision des conventions ou accords collectifs de travail) (p. 6774) : adopté (p. 6775).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6774).

Favorable : *Coffineau (Michel)* (p. 6774).

Amendement n° 8 du Gouvernement (autorise les organisations syndicales représentatives de salariés à s'opposer dans les huit jours de la publication de la présente loi à tous les avenants qu'elles n'ont pas signés, conclus avant cette publication et portant révision de conventions et d'accords collectifs) : adopté (p. 6775).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6774).

Favorable : *Coffineau (Michel)* (p. 6774).

Amendement n° 86 de M. Alain Vidalies (autorise le contrôleur du travail à prescrire l'arrêt des travaux d'un chantier du bâtiment qui présente un danger grave et imminent d'ensevelissement ou de chutes de grande hauteur) : adopté (p. 6775).

Défavorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6775).

Amendement n° 1 du Gouvernement (ramène à six mois le délai avant l'expiration duquel un contrat de retour à l'emploi ne peut être conclu par un établissement ayant procédé à un licenciement économique ; soumet cette conclusion à l'autorisation de la direction départementale du travail) (p. 6775) : adopté (p. 6776).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6776).

Favorables : *Mandon (Thierry)* (p. 6776) ; *Coffineau (Michel)* (p. 6776).

Défavorables : *Ueberschlag (Jean)* (p. 6775) ; *Pierna (Louis)* (p. 6776).

Amendement n° 31 rectifié du Gouvernement (autorise la création par une convention ou un accord professionnel d'une contribution unique des employeurs occupant des intermittents du spectacle affectée au développement de la formation professionnelle) (p. 6776) : adopté (p. 6777).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6776).

Favorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6776) ; *Lefort (Jean-claude)* (p. 6776) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6776).

Amendement n° 29 du Gouvernement (supprime l'incompatibilité entre l'exercice de la profession d'agent artistique et celle d'entrepreneur de spectacles ; interdit à l'agent artistique qui produit un spectacle vivant de percevoir une commission sur les artistes qui composent la distribution de ce spectacle) : adopté (p. 6777).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6777).

Favorable : *Coffineau (Michel)* (p. 6777).

Amendement n° 32 du Gouvernement (de conséquence) : réservé jusqu'à la discussion de l'amendement n° 33 : adopté (p. 6777).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6777).

Amendement n° 33 du Gouvernement (permet aux responsables d'associations de la loi de 1901 d'obtenir une licence d'agent artistique lorsqu'elles produisent habituellement des spectacles) : adopté (p. 6777).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6777).

Favorable : *Coffineau (Michel)* (p. 6777).

Amendement n° 32 du Gouvernement précédement réservé (de conséquence) : adopté (p. 6777).

Amendement n° 30 du Gouvernement (reporte au 30 avril 1993 la date limite de versement de la contribution minimale due, au titre de l'année 1992, par les employeurs occupant moins de dix salariés pour le financement de la formation professionnelle) : adopté (p. 6777).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6777).

Favorable : *Coffineau (Michel)* (p. 6777).

Défavorable : *Pierna (Louis)* (p. 6777).

Amendement n° 66 de M. Jean-Claude Lefort (prévoit que les usagers des organismes paritaires exerçant une mission de service public peuvent être accompagnés par une personne de leur choix afin de faciliter leurs démarches auprès de ces organismes) (p. 6777) : rejeté (p. 6778).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 6778) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6778).

Amendement n° 83 de M. Michel Coffineau (subordonne l'attribution des aides de l'Etat aux entreprises, à des fins autres que la recherche-développement, à l'examen de la situation et de l'évolution prévisionnelle de l'emploi dans cette entreprise) : adopté (p. 6778).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 6778).

Défavorable : *Gengenwin (Germain)* (p. 6778).

Explications de vote : *Pierna (Louis)* (p. 6778).

Emploi : dégradation : *Pierna (Louis)* (p. 6778).

Finances publiques : deniers publics : contrôle : *Pierna (Louis)* (p. 6779).

Négociation collective : conventions et accords : révision : *Pierna (Louis)* (p. 6779).

Sécurité sociale : cotisations patronales : exonérations : *Pierna (Louis)* (p. 6778, 6779).

Travail : licenciements économiques : plan de reclassement : *Pierna (Louis)* (p. 6778).

Vote des groupes :

Groupe communiste : contre : *Pierna (Louis)* (p. 6779).

Groupe R.P.R. : abstention : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 6779).

Groupe U.D.C. : abstention : *Gengenwin (Germain)* (p. 6779).

Groupe U.D.F. : abstention : *Philibert(Jean-Pierre)* (p. 6779).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6779).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 1992] (p. 7555, 7562).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- *rapport de la commission des affaires culturelles : Coffineau (Michel)* (p. 7555).

Intervention du Gouvernement : Aubry (Martine) (p. 7555).

Discussion générale : Jacquaint (Muguette) (p. 7562).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : texte adopté en première lecture : *Coffineau (Michel)* (p. 7555) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 7555).

Assurance-chômage :

- contribution Delalande : exonération : *Coffineau (Michel)* (p. 7555) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 7556) ;
- contribution patronale forfaitaire : *Coffineau (Michel)* (p. 7555) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 7556) ;
- intermittents du spectacle : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7555) ;
- U.N.E.D.I.C. : déficit : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7563).

Emploi : situation : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7563).

Négociation collective : conventions et accords : révision : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7555).

Préretraites : préretraites progressives : activités de tutorat : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7562).

Revenus : revenus financiers et salariaux : évolution comparée : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7562).

Sénat : texte adopté : *Coffineau (Michel)* (p. 7555) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 7555).

Travail :

- durée : réduction : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7563) ;
- recrutement : examens d'embauche : réglementation : *Coffineau (Michel)* (p. 7555) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 7556) ;
- travail clandestin : déclaration préalable à l'embauche : généralisation : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7556).

Travail à temps partiel : incitation :

- congé de formation : *Coffineau (Michel)* (p. 7555) ;
- cotisations sociales : abattement : *Coffineau (Michel)* (p. 7555) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 7556) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7562) ;
- heures complémentaires : régime : *Coffineau (Michel)* (p. 7555) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 7556) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7562) ;
- organisation du travail : coupures journalières : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7556).

Discussion des articles [18 décembre 1992] (p. 7563).

Titre Ier : *dispositions relatives au développement du travail à temp partiel.*

Article 1er *(art. L. 212-4-3 du code du travail : régimes légal et conventionnel des heures complémentaires) :* adopté après modifications (p. 7563).

Amendement n° 1 de la commission (supprime l'alinéa introduit par le Sénat permettant de prévoir par accord collectif une répartition sur l'année d'une partie des heures complémentaires) : adopté (p. 7563).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7563).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7563).

Amendement n° 2 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture fixant à trois jours ouvrés le délai minimum arrêté par accord collectif qui doit s'écouler entre la notification au salarié à temps partiel d'une modification dans la répartition de la durée du travail et son entrée en vigueur) : adopté (p. 7563).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7563).

Article 1er *bis* *(art. L. 931-8-2 du code du travail : rémunération des salariés à temps partiel bénéficiaires d'un congé de formation) :* adopté (p. 7563).

Article 3 *(chapitre II*bis *du titre II du livre III du code du travail : abattement de cotisations sociales applicable aux contrats à durée indéterminée à temps partiel)* (p. 7564) : adopté après modifications (p. 7567).

Amendement n° 3 de la commission (précise que la durée du travail prévue par les contrats ouvrant droit à l'abattement peut être calculée sur le mois) : adopté (p. 7564).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7564).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7564).

Discussion des amendements identiques nos 4 de la commission et 34 de Mme Muguette Jacquaint (de conséquence) : adoptés (p. 7564).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7564).

Amendement n° 4 de la commission : soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7564).

Discussion commune des amendements nos 5 et 30 rectifié.

Amendement n° 5 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui exclut du bénéfice de l'abattement les contrats qui prévoient plus d'une interruption d'activité au cours de la même journée) (p. 7564) : adopté après modifications (p. 7565).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7565).

Sous-amendement n° 29 du Gouvernement (prévoit la possibilité de déroger à cette exclusion par une convention collective ou un accord de branche étendu) : adopté (p. 7565).

Soutenu par : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7565).

Favorables : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 7565) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7565).

Amendement n° 30 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui exclut du bénéfice de l'abattement les contrats qui prévoient plus d'une interruption d'activité au cours de la même journée) : devenu sans objet (p. 7565).

Amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 7565) : adopté (p. 7566).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7565).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7566).

Amendement n° 31 de Mme Muguette Jacquaint (de conséquence) (p. 7565) : devenu sans objet (p. 7566)).

Discussion des amendements identiques nos 7 de la commission et 32 de Mme Muguette Jacquaint (rétablissent le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture imposant au salarié dont l'emploi à temps plein est transformé en emploi à temps partiel d'attester sur l'avenant à son contrat de travail du caractère volontaire que revêt pour lui cette transformation) : adoptés (p. 7566).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7566).

Amendement n° 7 de la commission : soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7566).

Amendement n° 8 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui exclut du bénéfice de l'abattement l'embauche d'un salarié qui a déjà été occupé par le même employeur dans les trois mois qui précèdent) : adopté (p. 7566).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7566).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7566).

Amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7566).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7566).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7566).

Amendement n° 10 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui impose à l'autorité administrative de vérifier le respect par le contrat de travail des conditions légales pour ouvrir droit à l'abattement) : adopté (p. 7566).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7566).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7566).

Amendement n° 11 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui fixe un délai de quinze jours à l'employeur pour mettre en conformité avec les conditions légales le contrat de travail à temps partiel ouvrant droit au bénéfice de l'abattement) : adopté (p. 7566).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7566).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7566).

Amendement n° 12 de la commission (de conséquence qui rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7566).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7566).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7566).

Amendement n° 13 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui porte à deux mois le délai au terme duquel l'autorisation administrative implicite accordant l'abattement est acquise à l'employeur qui a procédé à un licenciement économique au cours des six mois précédant l'embauche) : adopté (p. 7567).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7567).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7567).

Article 4 *(entrée en vigueur des dispositions relatives à l'abattement de cotisations sociales) :* adopté après modifications (p. 7567).

Amendement n° 14 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui soumet les transformations d'emplois à temps plein en emplois à temps partiel intervenues avant l'entrée en vigueur de la loi à l'obligation de maintenir le volume des heures de travail) : adopté (p. 7567).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7567).

Défavorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7567).

Article 4 *bis* *(art. L. 212-1-1 du code du travail : information du tribunal en cas de litige sur les horaires de travail) :* adopté après modifications (p. 7567).

Amendement n° 15 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui précise que « le juge forme sa conviction après avoir ordonné, en cas de besoin, toutes les mesures d'instruction qu'il estime utiles ») : adopté (p. 7567).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7567).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7567).

Après l'article 4 *bis* :

Amendement n° 16 de la commission (étend aux salariés agricoles les dispositions qui imposent à l'employeur de fournir au juge les éléments justificatifs des horaires effectivement réalisés par le salarié en cas de litige sur l'existence ou le nombre d'heures de travail effectuées) : adopté (p. 7567).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7567).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7567).

Titre II : *dispositions relatives à l'assurance-chômage.*

Article 8 *(art. L. 351-3-1 du code du travail : calcul des contributions sur une base forfaitaire)* (p. 7567) : adopté après modifications (p. 7568).

Amendement n° 17 de la commission (supprime le paragraphe II rétabli par le Sénat qui supprime, à compter du 1er janvier 1993, la mention des contributions forfaitaires à la charge de l'employeur comme source de financement de l'allocation-chômage) : adopté (p. 7568).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7568).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7568).

Article 10 ter *(art. L. 321-13 du code du travail : exonération de la contribution Delalande) :* supprimé (p. 7568).

Amendement n° 18 de la commission (de suppression) : adopté (p. 7568).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7568).

Favorables : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7568) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7568).

Titre III : *dispositions relatives à la lutte contre le travail clandestin.*

Article 11 *(art. L. 320 du code du travail : extension de la déclaration préalable d'embauche)* (p. 7568) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 35 (p. 7569).

Amendement n° 35 de M. Michel Coffineau (fixe au 1er septembre 1993 la date à laquelle la déclaration préalable à l'embauche d'un salarié est applicable dans tous les départements ; renvoie à un décret en Conseil d'Etat la fixation des sanctions pour non respect de cette déclaration) (p. 7568) : adopté (p. 7569).

Favorable : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 7568).

Observations : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7568).

Amendement n° 36 de M. Michel Coffineau (fixe au 1er septembre 1993 la date à laquelle la déclaration préalable à l'embauche d'un salarié est applicable dans tous les départements) : devenu sans objet (p. 7569).

Amendement n° 19 de la commission (fixe au 1er janvier 1993 la date à laquelle la déclaration préalable à l'embauche d'un salarié est applicable dans tous les départements) : devenu sans objet (p. 7569).

Titre IV : *dispositions relatives aux mesures d'exonération de cotisations sociales.*

Article 13 bis *(art. 6 de la loi n° 89-18 du 19 janvier 1989 : prorogation du dispositif d'exonération de charges sociales pour l'embauche des deuxième et troisième salariés par les artisans des zones rurales fragiles) :* adopté (p. 7569).

Avant l'article 14 :

Amendement n° 20 de la commission (rétablit le titre V supprimé par le Sénat et intitulé « Dispositions relatives au recrutement et aux libertés individuelles ») : adopté (p. 7569).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7569).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7569).

Article 14 supprimé par le Sénat *(art. L. 120-2, L. 121-6, L. 900-4-1 et L. 900-6 du code du travail : protection des libertés individuelles et de la vie privée des salariés et des candidats à un emploi) :* rétabli (p. 7569).

Amendement n° 21 de la commission (rétablit l'article supprimé par le Sénat) : adopté (p. 7569).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7569).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7569).

Article 15 supprimé par le Sénat *(art. L. 121-7 et L. 121-8 du code du travail : transparence et loyauté dans la collecte d'informations et les méthodes d'évaluation concernant les salariés et les candidats à un emploi)* (p. 7569) : rétabli (p. 7570).

Amendement n° 22 de la commission (rétablit l'article supprimé par le Sénat compte tenu de la précision que l'information du candidat ou du salarié sur les méthodes ou techniques d'aide au recrutement ou d'évaluation professionnelle précède leur mise en œuvre) (p. 7569) : adopté (p. 7570).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7569).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7569, 7570).

Observations : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 7570).

Sous-amendement oral de M. Jean-Pierre Delalande (précise que l'information préalable du candidat à l'emploi ou du salarié est faite par écrit) : rejeté (p. 7570).

Défavorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7570).

Article 18 supprimé par le Sénat *(art. L. 122-45 du code du travail : extension aux candidats à un emploi du principe de non-discrimination) :* rétabli (p. 7570).

Amendement n° 23 de la commission (rétablit l'article supprimé par le Sénat) : adopté (p. 7570).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7570).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7570).

Article 17 supprimé par le Sénat *(art. L. 432-2-1 du code du travail : information du comité d'entreprise sur les techniques d'aide au recrutement, de gestion du personnel et de contrôle de l'activité des salariés) :* rétabli (p. 7571).

Amendement n° 24 de la commission (rétablit l'article supprimé par le Sénat compte tenu de la précision que l'information du comité d'entreprise sur les méthodes d'aide au recrutement ou les traitements automatisés de gestion du personnel précède leur utilisation ou introduction dans l'entreprise) : adopté (p. 7571).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7571).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7571).

Article 18 supprimé par le Sénat *(art. L. 422-1-1 du code du travail : procédure d'enquête et d'intervention judiciaire en cas d'atteintes aux libertés individuelles dans l'entreprise) :* rétabli (p. 7571).

Amendement n° 25 de la commission (rétablit l'article supprimé par le Sénat) : adopté (p. 7571).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7571).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7571).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Article 19 A *(art. L. 133-5 du code du travail : mention dans les conventions de branches des mesures relatives à la réinsertion des salariés de retour de l'étranger) :* supprimé (p. 7571).

Amendement n° 37 de M. Michel Coffineau (de suppression) : adopté (p. 7571).

Article 20 *(art. L. 118-3 du code du travail : financement des centres de formation d'apprentis à recrutement national ou interrégional)* (p. 7571) : adopté après modifications (p. 7572).

Amendement n° 26 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui exclut tout pouvoir de décision du conseil régional) (p. 7571) : adopté (p. 7572).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7571).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7572).

Article 23 *(application rétroactive de la procédure de révision des conventions ou accords collectifs du travail) :* adopté (p. 7572).

Article 24 supprimé par le Sénat *(art. L. 231-12 du code du travail : pouvoirs du contrôleur du travail en cas de danger grave et imminent sur un chantier)* (p. 7572) : rétabli (p. 7573).

Discussion commune des amendements nos 33 et 27.

Amendement n° 33 de Mme Muguette Jacquaint (rétablit l'article supprimé par le Sénat) (p. 7572) : retiré (p. 7573).

Défavorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7572).

Amendement n° 27 de la commission (rétablit l'article supprimé par le Sénat compte tenu de la précision que le contrôleur du travail intervient par délégation de l'inspecteur du travail et sous son autorité) (p. 7572) : adopté (p. 7573).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7572, 7573).

Favorables : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7572) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 7572, 7573).

Défavorable : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 7572).

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7573).

Sous-amendement n° 38 de M. Michel Coffineau (précise que le contrôleur du travail bénéficie uniquement d'une délégation de signature de la part de l'inspecteur du travail) (p. 7572) : retiré (p. 7573).

Défavorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7572).

Sous-amendement n° 39 de M. Michel Coffineau (supprime la précision d'une intervention du contrôleur du travail « sous l'autorité » de l'inspecteur du travail) (p. 7572) : retiré (p. 7573).

Défavorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7572).

Article 31 supprimé par le Sénat *(conditions d'attribution des aides de l'Etat aux entreprises)* (p. 7573) : rétabli (p. 7574).

Amendement n° 28 de la commission (rétablit l'article supprimé par le Sénat) (p. 7573) : adopté (p. 7574).

Soutenu par : *Coffineau (Michel)* (p. 7574).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7574).

Après l'article 31 :

Amendement n° 40 de M. Michel Coffineau (autorise l'Association de gestion des fonds en alternance - Agefal - à financer des études et des actions de promotion des mesures d'insertion des jeunes par l'alternance) : adopté (p. 7574).

Défavorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7574).

Observations : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 7574).

Explications de vote : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 7574) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7574).

Vote des groupes :

Groupe communiste : contre : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7574).

Groupes R.P.R., U.D.C. et U.D.F. : abstention : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 7574).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7574).

NOUVELLE LECTURE.

Avant la discussion des articles [19 décembre 1992] (p. 7619).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires culturelles : *Coffineau (Michel)* (p. 7619).

Intervention du Gouvernement : Aubry (Martine) (p. 7619).

Discussion générale : Jacquaint (Muguette) (p. 7619) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 7619).

Principaux thèmes développés :

Apprentissage : taxe d'apprentissage : affectation et pouvoir du conseil régional : *Gengenwin (Germain)* (p. 7619).

Assemblée nationale : texte adopté en deuxième lecture : *Coffineau (Michel)* (p. 7619) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7619) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 7619).

Assurance-chômage : intermittents du spectacle : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7619).

Jeunes : insertion professionnelle : Association de gestion des fonds en alternance (Agefal) : *Gengenwin (Germain)* (p. 7619).

Justice : Cour de cassation : arrêt du 9 mars 1989 « Basirico » : conséquences : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7619).

Parlement : commission mixte paritaire : échec : *Coffineau (Michel)* (p. 7619).

Sécurité sociale : cotisations : exonérations : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7619) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 7619).

Travail :

- licenciement : inaptitude à l'emploi : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7619) ;
- recrutement : examen d'embauche : réglementation : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7619).

Travail à temps partiel : horaires complémentaires : annualisation : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7619).

Discussion des articles [19 décembre 1992] (p. 7620).

Titre Ier : *dispositions relatives au développement du travail à temps partiel.*

Article 1er *(art. L. 212-4-3 du code du travail : régimes légal et conventionnel des heures complémentaires) :* adopté (p. 7620).

Article 3 *(chapitre II bis du titre II du livre III du code du travail : abattement de cotisations sociales applicable aux contrats à durée indéterminée à temps partiel) :* adopté (p. 7620).

Article 4 *(entrée en vigueur des dispositions relatives à l'abattement de cotisations sociales)* (p. 7620) : adopté (p. 7621).

Article 4 bis *(art. L. 212-1-1 du code du travail : information du tribunal en cas de litige sur les horaires de travail) :* adopté (p. 7621).

Article 4 ter A *(art. L. 992-1 du code rural : information du tribunal en cas de litige sur les horaires d'un salarié agricole) :* adopté (p. 7621).

Titre II : *dispositions relatives à l'assurance-chômage.*

Article 8 *(art. L. 351-3-1 du code du travail : calcul des contributions sur une base forfaitaire) :* adopté (p. 7621).

Titre III : *dispositions relatives à la lutte contre le travail clandestin.*

Article 11 *(art. L. 320 du code du travail : extension de la déclaration préalable d'embauche) :* adopté (p. 7621).

Titre V : *dispositions relatives au recrutement et aux libertés individuelles.*

Article 14 *(art. L. 120-2, L. 121-6, L. 900-4-1 et L. 900-6 du code du travail : protection des libertés individuelles et de la vie privée des salariés et des candidats à un emploi) :* adopté (p. 7621).

Article 15 *(art. L. 121-7 et L. 121-8 du code du travail : transparence et loyauté dans la collecte d'informations et les méthodes d'évaluation concernant les salariés et les candidats à un emploi) :* adopté (p. 7621).

Article 16 *(art. L. 122-45 du code du travail : extension aux candidats à un emploi du principe de non-discrimination) :* adopté (p. 7621).

Article 17 *(art. L. 432-2-1 du code du travail : information du comité d'entreprise sur les techniques d'aide au recrutement, de gestion du personnel et de contrôle de l'activité des salariés)* (p. 7621) : adopté (p. 7622).

Article 18 *(art. L. 422-1-1 du code du travail : procédure d'enquête et d'intervention judiciaire en cas d'atteintes aux libertés individuelles dans l'entreprise) :* adopté (p. 7622).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Article 20 *(art. L. 118-3 du code du travail : financement des centres de formation d'apprentis à recrutement national ou interrégional) :* adopté (p. 7622).

Amendement n° 1 de M. Germain Gengenwin (attribue au conseil régional le pouvoir de décider l'affectation d'une fraction de la taxe d'apprentissage réservée à la région au financement de centres de formation d'apprentis nationaux) : rejeté (p. 7622).

Défavorables : *Coffineau (Michel)* (p. 7622) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 7622).

Article 24 *(art. L. 231-12 du code de travail : pouvoirs du contrôleur du travail en cas de danger grave et imminent sur un chantier) :* adopté (p. 7622).

Article 31 *(conditions d'attribution des aides de l'Etat aux entreprises) :* adopté (p. 7622).

Article 32 *(financement d'actions de promotion par l'association de gestion des fonds en alternance) :* adopté (p. 7623).

Amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 7622, 7623) : rejeté (p. 7623).

Favorable : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7623).

Défavorable : *Coffineau (Michel)* (p. 7623).

Interventions de : Toubon (Jacques) (p. 7623) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 7623).

Lois : projet de loi n° 2978 portant diverses mesures d'ordre social : *Toubon (Jacques)* (p. 7623) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 7623).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7623).

LECTURE DEFINITIVE [20 décembre 1992] (p. 7664).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires culturelles : *Coffineau (Michel)* (p. 7664).

Intervention du Gouvernement : Aubry (Martine) (G) (p. 7664).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : texte adopté en nouvelle lecture : reprise : *Coffineau (Michel)* (p. 7664) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 7664).

Assurance-chômage : intermittents du spectacle : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7662).

Justice : Cour de cassation : arrêt du 9 mars 1989 « Basirico » : conséquences : *Coffineau (Michel)* (p. 7664) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 7664).

Parlement : commission mixte paritaire : échec : *Coffineau (Michel)* (p. 7664).

Sécurité sociale : cotisations : exonérations : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7664).

Sénat : texte adopté : *Coffineau (Michel)* (p. 7664).

Travail :

- licenciements : inaptitude à l'emploi : *Aubry (Martine) (G)* (p. 7664) ;
- recrutement : examens d'embauche : réglementation : *Coffineau (Michel)* (p. 7664) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 7664) ;
- travail clandestin : lutte contre : *Coffineau (Michel)* (p. 7664) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 7664).

Travail à temps partiel : *Coffineau (Michel)* (p. 7664) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 7664).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 7664 à 7667).

Explications de vote : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 7667) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7667).

Vote des groupes :

Groupe communiste : contre : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7667).

Groupes R.P.R., U.D.C. et U.D.F. : abstention : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 7667).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture (p. 7667).

Questions au Gouvernement :

- **n° 1217 - Politique de l'intégration :** *Bonnemaison (Gilbert).* Réponse : *Tapie (Bernard),* ministre de la ville [6 mai 1992] (p. 917, 918) :

Etats-Unis : émeutes de Los Angeles ; situation dans les banlieues ; police : dialogue avec les citoyens ; lutte contre l'exclusion urbaine ; fonction publique locale : rôle d'intégration ; Gouvernement : priorité du développement social urbain.

Voir *Action sociale et solidarité nationale.*
D.O.M. -T.O.M. **33.**
Emploi.
Lois de finances **11**, deuxième partie : Travail, emploi et formation professionnelle.
Personnes âgées : questions au Gouvernement.

POLITIQUE GENERALE

2. Déclaration du Gouvernement n° 2563 présentée par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et débat sur cette déclaration [7 février 1992] (p. 291).

Déroulement de la séance :

Intervention du Gouvernement : Cresson (Edith) (p. 291).

Discussion : Gayssot (Jean-Claude) (p. 299) ; *Léotard (François)* (p. 302) ; *Balladur (Edouard)* (p. 306) ; *Fabius (Laurent)* (p. 309) ; *Barrot (Jacques)* (p. 313) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 314).

Réponse du Gouvernement : Cresson (Edith) (p. 316).

Principaux thèmes développés :

Action sociale et solidarité nationale :

- pauvreté, précarité : aggravation : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 299) ;
- revenu minimum d'insertion (R.M.I.) : *Cresson (Edith) (G)* (p. 296) ; *Fabius (Laurent)* (p. 312).

Administration :

- organismes publics : délocalisation : *Cresson (Edith) (G)* (p. 296) ; *Fabius (Laurent)* (p. 312) ;
- solidité : nécessité : *Balladur (Edouard)* (p. 307) ; *Cresson (Edith) (G)* (p. 317).

Affaires étrangères :

- Algérie : état d'urgence : *Léotard (François)* (p. 303, 304) ;
- Allemagne : démocratie sociale : *Fabius (Laurent)* (p. 310) ;
- contexte géopolitique : changements : *Léotard (François)* (p. 303, 304) ; *Barrot (Jacques)* (p. 313) ;
- Etats terroristes : impunité : *Léotard (François)* (p. 303) ;
- G.A.T.T. : négociations : défense des intérêts de la France : *Cresson (Edith) (G)* (p. 298) ;
- Israël : attitude sur « l'affaire Habache » : *Cresson (Edith) (G)* (p. 316) ;
- Liban : occupation par la Syrie : *Léotard (François)* (p. 303) ;
- Moscou : conférence sur le Moyen-Orient : 28 janvier 1992 : présence de la France : *Cresson (Edith) (G)* (p. 316) ;
- Moyen-Orient : déclin du rôle de la France : *Léotard (François)* (p. 303) ; *Balladur (Edouard)* (p. 307) ; *Barrot (Jacques)* (p. 313) ; *Cresson (Edith) (G)* (p. 316) ;
- Organisation des Nations Unies (O.N.U.) : Conseil de sécurité : conférence sur le désarmement : réunion au niveau des chefs d'Etat et de Gouvernement : New-York, 31 janvier 1992 : *Fabius (Laurent)* (p. 311) ; *Cresson (Edith) (G)* (p. 317) ;
- Organisation des Nations Unies (O.N.U.) : Conseil de Sécurité : statut de la France : *Cresson (Edith) (G)* (p. 297) ;
- Sommet de Madrid : absence de la France : *Barrot (Jacques)* (p. 313).

Agriculture : « assises nationales du monde rural » : *Cresson (Edith) (G)* (p. 297).

Audiovisuel :

- médias : liberté de l'information : *Cresson (Edith) (G)* (p. 292) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 299) ;
- radios libres : *Cresson (Edith) (G)* (p. 294) ; *Fabius (Laurent)* (p. 312).

Commerce extérieur :

- balance industrielle : rééquilibrage : *Cresson (Edith) (G)* (p. 295) ; *Fabius (Laurent)* (p. 310) ;
- France : quatrième exportateur mondial : *Cresson (Edith) (G)* (p. 297) ; *Fabius (Laurent)* (p. 310).

Communautés européennes :

- charte sociale : *Cresson (Edith) (G)* (p. 298) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 300) ; *Fabius (Laurent)* (p. 311) ;
- défense commune : perspectives : *Fabius (Laurent)* (p. 311) ;

- Maastricht : débat parlementaire : nécessité : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 301) ;
- Maastricht : signature du traité par la France : 8 février 1992 : *Cresson (Edith) (G)* (p. 297) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 301) ; *Fabius (Laurent)* (p. 311) ;
- marché unique : *Cresson (Edith) (G)* (p. 297) ; *Léotard (François)* (p. 304) ; *Fabius (Laurent)* (p. 311) ;
- Parlement européen : pouvoirs : renforcement : *Cresson (Edith) (G)* (p. 298) ;
- politique agricole commune (P.A.C.) : *Cresson (Edith) (G)* (p. 298) ;
- Union économique et monétaire : majorité qualifiée : *Cresson (Edith) (G)* (p. 298).

Démographie : démographie française : vitalité : *Fabius (Laurent)* (p. 310).

Droits de l'homme et libertés publiques :
- écoutes téléphoniques : réglementation : *Cresson (Edith) (G)* (p. 294) ;
- Iran : tortures et exécutions capitales : *Léotard (François)* (p. 303).

Elections et référendums :
- élections cantonales et régionales : mars 1992 : *Cresson (Edith) (G)* (p. 292) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 302) ; *Balladur (Edouard)* (p. 307) ;
- élections européennes : 1994 : *Cresson (Edith) (G)* (p. 292) ;
- élections législatives : 1993 : *Cresson (Edith) (G)* (p. 292) ;
- élections présidentielles : 1995 : *Cresson (Edith) (G)* (p. 292).

Emploi :
- chômage : aggravation : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 299) ; *Fabius (Laurent)* (p. 309) ; *Cresson (Edith) (G)* (p. 317) ;
- chômeurs de longue durée : formation individualisée : *Cresson (Edith) (G)* (p. 295) ;
- emploi des jeunes : allégement des cotisations sociales : *Cresson (Edith) (G)* (p. 295) ; *Léotard (François)* (p. 305) ;
- emplois familiaux : perspectives : *Cresson (Edith) (G)* (p. 295) ;
- Georges Marchais : « six propositions contre le chômage » : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 301).

Environnement : préservation : *Cresson (Edith) (G)* (p. 297) ; *Fabius (Laurent)* (p. 312).

Etrangers : flux migratoires : maîtrise : *Cresson (Edith) (G)* (p. 294).

Finances publiques : déficit budgétaire : aggravation : *Balladur (Edouard)* (p. 308).

Fonctionnaires et agents publics :
- hauts fonctionnaires : responsabilité et démission : *Cresson (Edith) (G)* (p. 293, 317) ; *Léotard (François)* (p. 302) ; *Balladur (Edouard)* (p. 306) ; *Fabius (Laurent)* (p. 311) ; *Barrot (Jacques)* (p. 313) ;
- malaise : *Balladur (Edouard)* (p. 307).

Formation professionnelle et promotion sociale :
- efforts du Gouvernement : *Cresson (Edith) (G)* (p. 295) ; *Fabius (Laurent)* (p. 310, 312) ;
- inadaptation : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 301) ; *Léotard (François)* (p. 305) ; *Balladur (Edouard)* (p. 308).

Français : langue : francophonie : organisation pour quarante-six pays : *Cresson (Edith) (G)* (p. 297).

France :
- crise « politique et morale » : *Balladur (Edouard)* (p. 306, 308) ; *Barrot (Jacques)* (p. 313) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 314) ;
- « démocratie paisible » : *Cresson (Edith) (G)* (p. 292) ;
- « Etat de droit » : *Cresson (Edith) (G)* (p. 294) ; *Léotard (François)* (p. 304, 305) ; *Barrot (Jacques)* (p. 314).

Gouvernement :
- changement : perspectives : *Cresson (Edith) (G)* (p. 292) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 300) ; *Balladur (Edouard)* (p. 307) ;
- communistes : pression sur le Gouvernement : *Léotard (François)* (p. 305) ; *Barrot (Jacques)* (p. 314) ;
- « dérive présidentialiste » : *Barrot (Jacques)* (p. 313) ;
- gouvernement « pléthorique » : *Léotard (François)* (p. 305) ;
- ministres : « irresponsabilité politique » : *Léotard (François)* (p. 302) ; *Balladur (Edouard)* (p. 306) ; *Barrot (Jacques)* (p. 313) ;
- ministres : « responsabilité politique » : *Cresson (Edith) (G)* (p. 317).

Impôts et taxes : prélèvements obligatoires : augmentation : *Léotard (François)* (p. 305) ; *Balladur (Edouard)* (p. 308).

Industrie : renforcement des secteurs d'avenir : *Cresson (Edith) (G)* (p. 317).

Justice :
- code pénal : rénovation : *Cresson (Edith) (G)* (p. 294) ;
- Cour de sûreté de l'Etat : suppression : *Cresson (Edith) (G)* (p. 294) ;
- double peine : suppression : *Cresson (Edith) (G)* (p. 294) ;
- garde à vue prononcée contre Georges Habache : levée : *Cresson (Edith) (G)* (p. 293) ; *Fabius (Laurent)* (p. 311) ;
- indépendance : respect : *Barrot (Jacques)* (p. 314) ;
- mandat d'arrêt national ou international à l'encontre de Georges Habache : absence : *Cresson (Edith) (G)* (p. 293) ; *Fabius (Laurent)* (p. 311) ;
- peine de mort : abolition définitive : *Cresson (Edith) (G)* (p. 294) ;
- tribunaux militaires : abolition : *Cresson (Edith) (G)* (p. 294).

Logement et habitat : logement social : taux d'intérêt des emprunts : réduction : perspectives : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 301).

Ordre public :
- guerre d'Algérie : manifestation de « Charonne » en faveur de la paix : 7 février 1962 : *Cresson (Edith) (G)* (p. 292) ;
- Moyen-Orient : « accords secrets » avec les terroristes : *Stirbois (Marie-France)* (p. 315) ;
- Munich : attentat terroriste lors des jeux Olympiques : *Fabius (Laurent)* (p. 311).
- Nouvelle-Calédonie : terrorisme : *Stirbois (Marie-France)* (p. 315) ;
- rue Copernic : attentat : *Léotard (François)* (p. 302) ;
- terrorisme international : *Léotard (François)* (p. 302) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 315).

Parlement :
- autodissolution : perspectives : *Cresson (Edith) (G)* (p. 292) ;
- commission d'enquête sur « l'affaire Habache » : *Balladur (Edouard)* (p. 308) ; *Barrot (Jacques)* (p. 313) ;
- dissolution : perspectives : *Léotard (François)* (p. 306) ; *Balladur (Edouard)* (p. 307) ; *Barrot (Jacques)* (p. 314) ;
- engagement de la responsabilité du Gouvernement : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 302) ; *Léotard (François)* (p. 302) ; *Balladur (Edouard)* (p. 307, 308) ; *Fabius (Laurent)* (p. 309) ; *Barrot (Jacques)* (p. 314) ; *Cresson (Edith) (G)* (p. 318) ;
- majorité relative : *Cresson (Edith) (G)* (p. 318) ;
- motion de censure : abstention des communistes : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 300) ; *Léotard (François)* (p. 305) ; *Balladur (Edouard)* (p. 307) ;
- représentation à la proportionnelle : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 301) ;
- revalorisation : *Barrot (Jacques)* (p. 314) ;
- session de printemps 1992 : ordre du jour chargé : *Cresson (Edith) (G)* (p. 298) ;
- session extraordinaire consacrée à « l'affaire Habache » : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 299) ; *Balladur (Edouard)* (p. 306).

Partis et mouvements politiques : financement : loi : *Cresson (Edith) (G)* (p. 294).

Politique économique :
- France : quatrième puissance économique : *Cresson (Edith) (G)* (p. 297) ; *Fabius (Laurent)* (p. 310) ;
- inflation française : maîtrise : *Fabius (Laurent)* (p. 310).

Président de la République :
- concentration de l'autorité de l'Etat entre les mains du Président : *Barrot (Jacques)* (p. 313) ;
- démission : perspectives : *Stirbois (Marie-France)* (p. 315).

Régions :
- équipement : *Cresson (Edith) (G)* (p. 297) ; *Fabius (Laurent)* (p. 310) ;
- pôles de développement : création : *Cresson (Edith) (G)* (p. 297).

Retraites : généralités :
- retraite à 60 ans : maintien : *Cresson (Edith) (G)* (p. 296) ; *Fabius (Laurent)* (p. 312) ;
- retraites par répartition : maintien : *Cresson (Edith) (G)* (p. 296).

Salaires : salaire minimum interprofessionnel de croissance (S.M.I.C) : augmentation : perspectives : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 299).

Santé publique :
- couverture sociale pour tous : *Cresson (Edith) (G)* (p. 296) ; *Fabius (Laurent)* (p. 310) ;
- hôpital de la Croix-Rouge : admission de Georges Habache : *Cresson (Edith) (G)* (p. 293) ; *Barrot (Jacques)* (p. 313) ;
- transport sanitaire d'urgence : avion transportant Georges Habache : *Cresson (Edith) (G)* (p. 293).

Secteur public : modernisation : *Cresson (Edith) (G)* (p. 295) ; *Fabius (Laurent)* (p. 312).

Sécurité sociale :
- capitaux financiers : revenus soumis à cotisation : perspectives : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 301) ;
- déficit : réduction : *Cresson (Edith) (G)* (p. 296).

Sports : jeux Olympiques d'Albertville : *Cresson (Edith) (G)* (p. 293).

Travail :
- dimanche : travail dominical : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 300) ;
- durée de travail : Talbot : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 300) ;
- femmes : travail de nuit : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 300) ;
- travail clandestin : répression : *Cresson (Edith) (G)* (p. 295).

Urbanisme : urbanisme commercial : règles : réforme : *Cresson (Edith) (G)* (p. 295).

Voirie : crédits routiers et autoroutiers : augmentation : *Cresson (Edith) (G)* (p. 297).

3. Déclaration du Gouvernement n° 2604 présentée par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et débat sur cette déclaration [8 avril 1992] (p. 367).

Déroulement de la séance :

Intervention du Gouvernement : Bérégovoy (Pierre) (p. 367).

Interruption de : Mazeaud (Pierre) (p. 372).

Rappel au règlement : Millon (Charles) (p. 376).

Discussion : Barrot (Jacques) (p. 377) ; *Fabius (Laurent)* (p. 379) ; *Millon (Charles)* (p. 383) ; *Toubon (Jacques)* (p. 386) ; *Lajoinie (André)* (p. 390) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 393).

Réponse du Gouvernement : Bérégovoy (Pierre) (p. 394).

Principaux thèmes développés :

Action sociale et solidarité nationale :
- exclusion : aggravation : *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 393) ;
- précarité : aggravation : *Lajoinie (André)* (p. 390) ;
- revenu minimum d'insertion (R.M.I.) : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 370, 396) ; *Fabius (Laurent)* (p. 381) ; *Lajoinie (André)* (p. 390).

Affaires étrangères :
- armements nucléaires : non dissémination : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 374, 396) ; *Toubon (Jacques)* (p. 388) ;
- contexte géopolitique : changements : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 367, 394, 396) ; *Fabius (Laurent)* (p. 381) ; *Lajoinie (André)* (p. 392) ;
- Moyen-Orient : droits des Palestiniens : *Lajoinie (André)* (p. 392).

Agriculture :
- espace rural : activité et aménagement : *Toubon (Jacques)* (p. 388) ; *Lajoinie (André)* (p. 390) ;
- G.A.T.T. : négociations : position française : fermeté : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 374) ; *Fabius (Laurent)* (p. 381) ; *Lajoinie (André)* (p. 391).

Audiovisuel : La Cinq : « agonie » : *Toubon (Jacques)* (p. 389) ; *Lajoinie (André)* (p. 392).

Communautés européennes :
- Allemagne : suprématie au sein de la Communauté : *Lajoinie (André)* (p. 391) ;
- budget communautaire : évolution : *Lajoinie (André)* (p. 391) ;
- Union européenne : *Barrot (Jacques)* (p. 378) ; *Toubon (Jacques)* (p. 387) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 393).

Conseil constitutionnel : décision relative au traité de Maastricht : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 395).

Constitution :
- institutions : réforme : calendrier : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 368) ; *Fabius (Laurent)* (p. 381) ; *Lajoinie (André)* (p. 391) ;
- révision préalable à la ratification du traité de Maastricht : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 368, 395) ; *Barrot (Jacques)* (p. 378) ; *Lajoinie (André)* (p. 391) ;
- révision : voie référendaire ou Congrès : *Lajoinie (André)* (p. 392) ;
- souveraineté nationale : caractère imprescriptible : *Lajoinie (André)* (p. 391).

Coopération et développement : tiers-monde : lutte contre le sous-développement : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 373) ; *Fabius (Laurent)* (p. 382) ; *Lajoinie (André)* (p. 392).

Défense :
- armements nucléaires : réduction : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 374, 397) ; *Fabius (Laurent)* (p. 381) ; *Lajoinie (André)* (p. 391) ;
- armements nucléaires : suffisance des armements français : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 396) ;
- essais nucléaires français : suspension : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 374, 397) ; *Fabius (Laurent)* (p. 381) ; *Millon (Charles)* (p. 386) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 394).

Délinquance et criminalité : sécurité urbaine : amélioration : nécessité : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 370) ; *Fabius (Laurent)* (p. 381, 382) ; *Millon (Charles)* (p. 383) ; *Toubon (Jacques)* (p. 388) ; *Lajoinie (André)* (p. 391) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 393).

D.O.M. - T.O.M. : aide de la métropole : renforcement : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 374).

Elections et référendums :
- « arrangements » électoraux : *Millon (Charles)* (p. 386) ;
- élections cantonales : échec du parti socialiste : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 367) ; *Fabius (Laurent)* (p. 380) ; *Millon (Charles)* (p. 384) ; *Toubon (Jacques)* (p. 387) ; *Lajoinie (André)* (p. 390) ;
- élections législatives anticipées : perspectives : *Barrot (Jacques)* (p. 377) ; *Millon (Charles)* (p. 383) ; *Toubon (Jacques)* (p. 387, 390) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 394) ;
- élections législatives : mode de scrutin : commission de réflexion : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 375) ; *Fabius (Laurent)* (p. 381) ;
- élections législatives de 1993 : scrutin majoritaire : maintien : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 375) ; *Barrot (Jacques)* (p. 378) ; *Fabius (Laurent)* (p. 382) ; *Millon (Charles)* (p. 385) ; *Toubon (Jacques)* (p. 389) ;
- élections législatives : terme normal : mars 1993 : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 367, 394) ; *Fabius (Laurent)* (p. 383) ;
- élections régionales : échec du parti socialiste : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 367) ; *Millon (Charles)* (p. 384) ; *Toubon (Jacques)* (p. 387) ; *Lajoinie (André)* (p. 390).

Emploi :
- chômage de longue durée : aggravation : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 368) ; *Millon (Charles)* (p. 383) ; *Toubon (Jacques)* (p. 386) ; *Lajoinie (André)* (p. 390) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 393) ;
- chômage de longue durée : traitement économique : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 368) ; *Barrot (Jacques)* (p. 379) ; *Toubon (Jacques)* (p. 386) ;
- chômage de longue durée : traitement social : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 369).

Enseignement : modernisation : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 373) ; *Fabius (Laurent)* (p. 381) ; *Millon (Charles)* (p. 384) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 393).

Environnement :
- équilibre écologique : respect : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 373, 374) ; *Fabius (Laurent)* (p. 381) ; *Toubon (Jacques)* (p. 388) ;
- Rio de Janeiro : conférence mondiale : juin 1992 : *Toubon (Jacques)* (p. 388).

Etrangers :
- flux migratoires : maîtrise : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 373) ; *Millon (Charles)* (p. 384) ;
- immigrés en situation régulière : intégration : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 373) ;
- regroupement familial : limitation à une seule épouse : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 373).

Femmes : égalité : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 373).

Finances publiques :
- déficit budgétaire : aggravation : *Toubon (Jacques)* (p. 387) ;
- déficit budgétaire : maîtrise : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 369) ;
- dette de la France : évolution : *Millon (Charles)* (p. 384) ; *Toubon (Jacques)* (p. 387) ; *Lajoinie (André)* (p. 390) ;
- « laxisme » budgétaire : perspectives : *Barrot (Jacques)* (p. 378) ; *Millon (Charles)* (p. 385) ;
- « marge de manœuvre » : perspectives : *Millon (Charles)* (p. 384) ; *Toubon (Jacques)* (p. 387).

Fonctionnaires et agents publics : service public : modernisation : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 373) ; *Barrot (Jacques)* (p. 379) ; *Fabius (Laurent)* (p. 381).

Formation professionnelle et promotion sociale :
- formation en alternance : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 372) ; *Barrot (Jacques)* (p. 379) ; *Millon (Charles)* (p. 384) ; *Toubon (Jacques)* (p. 388) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 393) ;
- formation et reclassement : aides aux entreprises : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 369, 370) ; *Barrot (Jacques)* (p. 378) ; *Lajoinie (André)* (p. 391).

France :
- Français : inquiétude : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 367) ; *Millon (Charles)* (p. 386) ;
- redressement économique et moral : perspectives : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 372) ; *Barrot (Jacques)* (p. 379) ; *Millon (Charles)* (p. 386).

Gouvernement :
- « contrat de gouvernement » avec les Verts : perspectives : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 395) ;
- ministère de l'éducation nationale et de la culture : opportunité du regroupement : *Barrot (Jacques)* (p. 379) ;
- nouveau gouvernement : « dernier carré des hommes du Président » : *Barrot (Jacques)* (p. 377) ;
- nouveau gouvernement : investiture : perspectives : *Barrot (Jacques)* (p. 379) ; *Millon (Charles)* (p. 384) ; *Toubon (Jacques)* (p. 387) ;
- nouveau gouvernement : « resserrement » : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 367) ; *Fabius (Laurent)* (p. 381) ;
- usure des gouvernements : *Fabius (Laurent)* (p. 380) ; *Toubon (Jacques)* (p. 389).

Justice :
- « affaires » : aboutissement des procédures : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 371, 398) ;
- indépendance et modernisation : *Barrot (Jacques)* (p. 379) ; *Millon (Charles)* (p. 383) ; *Toubon (Jacques)* (p. 389).

Mer et littoral :
- dockers : statut : *Millon (Charles)* (p. 385) ;
- modernisation portuaire : poursuite : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 374) ; *Barrot (Jacques)* (p. 377).

Parlement :
- majorité de rechange : perspectives : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 376, 394) ;
- recomposition politique : perspectives : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 395) ;
- revalorisation : *Barrot (Jacques)* (p. 378).

Partis et mouvements politiques :
- classe politique : isolement : *Millon (Charles)* (p. 386) ;
- corruption : « affaires » : personnalités susceptibles d'être poursuivies : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 370, 371, 372, 373, 397) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 372) ; *Fabius (Laurent)* (p. 380) ; *Toubon (Jacques)* (p. 389) ; *Lajoinie (André)* (p. 390, 392) ;
- financement : nouvelles règles : respect : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 372) ;
- incompatibilités : projet de loi : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 371) ;
- loi d'amnistie : proposition des communistes : *Lajoinie (André)* (p. 392) ;
- loi d'amnistie : vote « contre » des communistes : *Lajoinie (André)* (p. 392) ;
- parti socialiste : « guerre » des courants : *Barrot (Jacques)* (p. 378) ;
- partis « protestataires » : renforcement : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 367) ; *Fabius (Laurent)* (p. 380) ;
- partis traditionnels : affaiblissement : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 367) ; *Lajoinie (André)* (p. 390) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 393) ;
- patrimoine et revenu des élus : projet de loi : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 371).

Politique économique :
- croissance française : relance . perspectives : *Fabius (Laurent)* (p. 380, 381) ; *Toubon (Jacques)* (p. 388) ;
- croissance mondiale : ralentissement : *Fabius (Laurent)* (p. 380) ;
- économies nationales : interdépendance : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 367) ; *Lajoinie (André)* (p. 390) ;
- franc stable : nécessité : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 369) ; *Millon (Charles)* (p. 385) ;
- France : quatrième puissance économique mondiale : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 374, 396) ;
- industriels : hésitations : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 367) ; *Millon (Charles)* (p. 384) ;
- politiques ultralibérales : rejet : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 374, 394) ; *Fabius (Laurent)* (p. 381) ;
- rigueur économique : nécessité : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 368).

Politique économique et sociale :
- charges sociales des entreprises : réduction : nécessité : *Barrot (Jacques)* (p. 379) ;
- ministère des finances : politique « antisociale » : *Toubon (Jacques)* (p. 387).

Président de la République : « maître du calendrier politique » : *Barrot (Jacques)* (p. 379).

Régions :
- déséquilibre entre régions : aggravation : *Toubon (Jacques)* (p. 388) ;
- région parisienne : décongestion : nécessité : *Barrot (Jacques)* (p. 379).

Retraites : généralités :
- système par répartition : maintien : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 373, 396) ;
- système par répartition : réforme : *Barrot (Jacques)* (p. 379) ; *Toubon (Jacques)* (p. 388).

Secteur public : entreprises publiques : privatisations partielles : *Lajoinie (André)* (p. 392).

Sécurité sociale :
- comptes : équilibre : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 373) ; *Fabius (Laurent)* (p. 381) ;
- couverture sociale pour tous : maintien : *Fabius (Laurent)* (p. 382) ; *Lajoinie (André)* (p. 391).

Syndicats : syndicalisme fort : nécessité : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 370).

Travail :
- droits sociaux : meilleure garantie : perspectives : *Lajoinie (André)* (p. 391) ;
- femmes : travail de nuit : *Lajoinie (André)* (p. 390) ;

- partage du travail : perspectives : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 369) ; *Barrot (Jacques)* (p. 379) ; *Fabius (Laurent)* (p. 382) ; *Lajoinie (André)* (p. 390) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 393).

T.V.A. : taux majoré : suppression : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 369) ; *Fabius (Laurent)* (p. 381) ; *Lajoinie (André)* (p. 391).

Rappel au règlement : *Millon (Charles)* : s'indigne de « l'atteinte » portée au principe de la « séparation des pouvoirs » par les propos du Premier ministre relatifs à une liste de personnalités passibles de poursuites pour corruption (p. 376) ; *Emmanuelli (Henri) (P)* (p. 376) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 376).

Voir *Gouvernement* : questions au Gouvernement.
Motions de censure.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

12. Proposition de loi n° 2433 relative à la **protection des mineurs au sein des réseaux de télécommunications.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 11 décembre 1991 par M. Gérard Vignoble. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Gérard Vignoble (20 novembre 1992), en remplacement de M. Marc-Philippe Daubresse, démissionnaire.

13. Proposition de loi n° 2434 relative à la **protection des mineurs** face aux **services téléphoniques et télématiques à caractère érotique ou pornographique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 11 décembre 1991 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyest (23 janvier 1992).

14. Rapport d'information n° 2555 déposé en application de l'article 145 du règlement par M. Jean-Pierre Fourré, au nom de la commission de la production et des échanges, sur l'**extension des services financiers de La Poste** [22 janvier 1992].

15. Proposition de loi n° 2654 sur l'**extension des services financiers de La Poste dans les zones défavorisées.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 avril 1992 par M. Paul Chollet. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

16. Proposition de loi n° 2723 tendant à accorder le **droit à l'antenne** aux **utilisateurs de postes émetteurs-récepteurs fonctionnant sur les canaux banalisés.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 mai 1992 par M. Jacques Godfrain. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

17. Rapport d'information n° 2979 de M. Jean-Paul Durieux, déposé au nom de la **délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, sur le Livre vert postal présenté par la Commission des Communautés européennes** [21 octobre 1992].

18. Rapport d'information n° 3242 de M. Dominique Gambier, déposé au nom de la **délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, sur les projets communautaires concernant la téléphonie vocale : accès des tiers aux réseaux et libéralisation** [23 décembre 1992].

19. Proposition de résolution n° 3245 déposée en application de l'article 151-1 du règlement, sur la proposition de directive du Conseil relative à l'**application à la téléphonie vocale des principes de la fourniture d'un réseau ouvert (O.N.P.) (COM 92) (247 final) (n° E-31).**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 24 décembre 1992 par M. Dominique Gambier. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Questions au Gouvernement :

- **n° 1409 - Secteur des services des télécommunications :** *Albouy (Jean).* Réponse : *Zuccarelli (Emile),* ministre des postes et télécommunications [12 novembre 1992] (p. 5211) :

Tarifs ; propositions de la Commission des Communautés européennes : déréglementation et ouverture à la libre concurrence ; maintien du service public français ; France Télécom : défense d'une réglementation spécifique.

- **n° 1436 - Revendications des salariés du service public de La Poste :** *Millet (Gilbert).* Réponse : *Delebarre (Michel),* ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives [26 novembre 1992] (p. 6087, 6088) :

Grève au centre de tri de Nîmes ; restructuration et horaires de travail ; concertations avec les organisations syndicales ; nouveau cadre juridique favorable à la croissance des services financiers de La Poste.

Questions orales sans débat :

- **n° 552 - Postes et télécommunications (services financiers) :** *Albouy (Jean)* à M. le ministre délégué aux postes et télécommunications : publiée au *J.O.* du 22 avril 1992 (p. 596). Réponse : *Laignel (André),* secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire [24 avril 1992] (p. 711, 712) :

Comptes chèques postaux : rémunération : perspectives ; loi du 2 juillet 1990 : statut d'autonomie ; stratégie commerciale : mise en œuvre.

- **n° 615 - Postes et télécommunications (services financiers) :** *Fourré (Jean-Pierre)* à M. le ministre des postes et télécommunications : publiée au *J.O.* du 25 juin 1992 (p. 2798). Réponse : *Zuccarelli (Emile),* ministre des postes et télécommunications [26 juin 1992] (p. 2891, 2892) :

Loi du 2 juillet 1990 ; Livre vert postal ; poste ; collecteur d'épargne et service public de proximité.

- **n° 672 - Téléphone (appels d'urgence : Bas-Rhin) :** *Reymann (Marc)* à M. le ministre de la santé et de l'action humanitaire : publiée au *J.O.* du 16 décembre 1992 (p. 7266). Réponse : *Loncle (François),* secrétaire d'Etat à la ville [18 décembre 1992] (p. 7487, 7488) :

Aide médicale d'urgence : utilisation du « 15 » ; bilan et perspectives.

Voir *Audiovisuel* **17.**
Droit pénal **21,** première lecture.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Postes et télécommunications.
Marchés publics **3.**

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

1. Proposition de loi constitutionnelle n° 2911 relative à la **limitation du nombre de mandats consécutifs** pouvant être exercés **par le Président de la République.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 juillet 1992 par M. Michel Noir. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gérard Gouzes (23 octobre 1992).

Voir *Motion de censure* **15, 18.**
Partis et mouvements politiques **5.**
Politique générale **2.**
Sports : questions au Gouvernement.

PRESSE, EDITION ET IMPRIMERIE

Voir *Audiovisuel* **14, 15.**
D.M.O.S. **1,** première lecture : article 9.
Droit pénal **17.**
Droit pénal **21,** première lecture.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Education nationale et culture : communication.
Procédure pénale **14,** amendements « après l'article 32 ».
Rappel au règlement de : Auroux (Jean) [14 avril 1992] (p. 452).

PRESTATIONS FAMILIALES

3. Proposition de loi n° 2895 tendant à **attribuer les allocations familiales à partir du premier enfant.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 juillet 1992 par M. Elie Hoarau. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

PREVISIONS ET PROJECTIONS ECONOMIQUES

Voir *Lois de finances.*
Lois de finances rectificatives.
Lois de règlement.

PRIVATISATIONS

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie : Travail, emploi et formation professionnelle.
Secteur public.

PRIVILEGES DE JURIDICTION

Voir *Procédure pénale* **14,** article 54.

PRIX ET CONCURRENCE

3. Proposition de loi n° 2437 relative à la **liberté de la concurrence.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 11 décembre 1991 par M. Jean-Paul Charié. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Paul Charié (14 mai 1992).

4. Proposition de loi n° 2440 tendant à **modifier l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 11 décembre 1991 par M. Gérard Chasseguet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Limouzy (23 janvier 1992).

5. Projet de loi n° 2607 relatif aux **délais de paiement entre les entreprises.**

Sénat (première lecture). - **N° 174** (1991-1992). - Dépôt le 12 décembre 1991 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. René Tregouët. - Rapport **n° 275** (11 février 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 9 avril 1992. - Projet de loi **n° 102** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2607.** - Dépôt le 10 avril 1992. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Pierre Estève (15 avril 1992). - Rapport **n° 2618** (16 avril 1992). - Discussion et adoption le 22 avril 1992. - Projet de loi **n° 626.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 308** (1991-1992). - Dépôt le 23 avril 1992. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. René Tregouët. - Rapport **n° 323** (6 mai 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 7 mai 1992. - Projet de loi **n° 124** (1991-1992).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 2685.** - Dépôt le 11 mai 1992. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Pierre Estève. - Rapport **n° 2710** (19 mai 1992). - Discussion et adoption le 25 mai 1992. - Projet de loi **n° 645.**

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 5 juin1992] (p. 7497). - Réunion le 10 juin 1992. - Bureau [*J.O.* du 11 juin 1992] (p. 7682).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Pierre Estève. - Rapport **n° 2786** (10 juin 1992).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. René Tregouët. - Rapport **n° 398** (10 juin 1992) (1991-1992).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture). - **N° 2778.** - Dépôt le 10 juin 1992. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Pierre Estève. - Rapport **n° 2805** (18 juin 1992). - Discussion et adoption le 2 octobre 1992. - Projet de loi **n° 721.**

Sénat (troisième lecture). - **N° 2** (1992-1993). - Dépôt le 7 octobre 1992. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Robert - Rapport **n° 21** (1992-1993) (22 octobre 1992). - Discussion et adoption le 28 octobre 1992. - Projet de loi **n° 6** (1992-1993).

Assemblée nationale (quatrième lecture). - **N° 2991.** - Dépôt le 29 octobre 1992. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Pierre Estève. - Rapport **n° 3042** (18 novembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 17 décembre 1992. - Projet de loi **n° 774.**

Loi n° 92-1442 du 31 décembre 1992 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1993 (p. 10).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 avril 1992] (p. 617).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :
- rapport de la commission de la production : *Estève (Pierre)* (p. 617).

Intervention du Gouvernement : Sapin (Michel) (p. 620).

Discussion générale : Jacquaint (Muguette) (p. 620) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 621) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 622) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 623) ; *Bonnet (Alain)* (p. 624) ; *Gaillard (Claude)* (p. 625).

Réponse du Gouvernement : Sapin (Michel) (p. 625).

Principaux thèmes développés :

Agriculture :
- distorsions : *Jacquaint (Muguette)* (p. 621) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 622) ;
- filières bétail et viande : *Jacquaint (Muguette)* (p. 621) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 622, 623) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 623) ; *Bonnet (Alain)* (p. 624).

Agroalimentaire : produits périssables : *Estève (Pierre)* (p. 618, 619) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 620) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 621) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 622) ; *Bonnet (Alain)* (p. 624).

Banques et établissements financiers :
- crédit bancaire : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 622) ;
- partenariat : *Estève (Pierre)* (p. 619) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 622).

Bâtiment et travaux publics : sous-traitants : *Estève (Pierre)* (p. 618) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 621) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 625).

Commerce et artisanat : grandes surfaces : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 623) ; *Gaillard (Claude)* (p. 625).

Communautés européennes :
- projet de directive : *Gengenwin (Germain)* (p. 622) ;
- situation dans les autres pays de la Communauté : *Estève (Pierre)* (p. 618) ; *Bonnet (Alain)* (p. 624).

Délais de paiement :
- agios et pénalités : *Estève (Pierre)* (p. 619) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 620) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 621) ; *Bonnet (Alain)* (p. 624) ;
- crédits inter-entreprises : définition, utilité et dangers : *Estève (Pierre)* (p. 618) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 620) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 621) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 621) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 622) ; *Bonnet (Alain)* (p. 624) ;
- fixation et concertation : *Estève (Pierre)* (p. 618, 619) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 620, 626) ; *Bonnet (Alain)* (p. 624) ;
- observatoire des délais de paiement : bilan : *Sapin (Michel) (G)* (p. 620, 626) ; *Bonnet (Alain)* (p. 624) ; *Gaillard (Claude)* (p. 625) ;

- ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence : modification : *Estève (Pierre)* (p. 618, 619) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 620) ; *Bonnet (Alain)* (p. 624) ;
- réduction : *Estève (Pierre)* (p. 618) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 620) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 621) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 622) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 623) ; *Bonnet (Alain)* (p. 624) ;
- transparence des tarifs et des conditions de paiement : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 622) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 623) ; *Bonnet (Alain)* (p. 624) ; *Gaillard (Claude)* (p. 625) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 625).

Difficultés des entreprises : défaillances et dépôts de bilans : « effet domino » : *Estève (Pierre)* (p. 618) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 620) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 621) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 621) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 622) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 623) ; *Bonnet (Alain)* (p. 624) ; *Gaillard (Claude)* (p. 625).

Emploi : *Sapin (Michel) (G)* (p. 620) ; *Gaillard (Claude)* (p. 625).

Entreprises : fonds propres : insuffisance : *Estève (Pierre)* (p. 618, 619) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 620) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 621, 622) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 622) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 623).

Hôpitaux et cliniques : *Estève (Pierre)* (p. 619) ; *Gaillard (Claude)* (p. 625).

Marchés publics : paiements publics : *Estève (Pierre)* (p. 619) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 622) ; *Bonnet (Alain)* (p. 624) ; *Gaillard (Claude)* (p. 625).

Propriété : réserve de propriété : *Estève (Pierre)* (p. 618, 619) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 622).

T.V.A. : règle de décalage d'un mois : *Estève (Pierre)* (p. 619) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 622) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 622) ; *Gaillard (Claude)* (p. 625) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 625).

Discussion des articles [22 avril 1992] (p. 626) :

Article 1er A *(identification préalable du marché concerné par une entente illicite) :* supprimé (p. 626).

Amendement n° 1 de la commission (de suppression) : adopté (p. 626).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 626).

Article 1er B *(concertations pour conclure des contrats de sous-traitance ou de cotraitance) :* supprimé (p. 626).

Amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté (p. 626).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 626).

Observations : *Charié (Jean-Paul)* (p. 626) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 626).

Article 1er C *(fixation des sanctions pécuniaires infligées par le conseil de la concurrence)* (p. 626) : adopté (p. 627).

Article 1er D *(procédure devant le conseil de la concurrence : abandon de la procédure et notification aux intéressés des observations faites sur les griefs) :* supprimé (p. 627).

Amendement n° 3 de la commission (de suppression) : adopté (p. 627).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 627).

Article 1er E *(caractère contradictoire de la procédure devant le conseil de la concurrence) :* supprimé (p. 627).

Amendement n° 4 de la commission (de suppression) : adopté (p. 627).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 627).

Article 1er *(contenu de la facture) :* vote réservé jusqu'après la discussion de l'article 1er *bis (p. 627).*

Après l'article 1er :

Amendement n° 22 de M. Pierre Micaux (donne aux huissiers de justice le pouvoir de rédiger les actes exécutoires ; introduit une procédure de recouvrement des créances sans titre exécutoire) (p. 627) : retiré (p. 628).

Soutenu par : *Lestas (Roger)* (p. 627).

Défavorables : *Estève (Pierre)* (p. 627) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 627).

Article 1er bis *(pénalités pour retard de paiement) :* supprimé (p. 628).

Discussion des amendements identiques nos 8 et 17 (de suppression).

Amendement n° 8 de la commission : adopté (p. 628).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 628).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 628).

Observations : *Charié (Jean-Paul)* (p. 628).

Amendement n° 17 de Mme Muguette Jacquaint : adopté (p. 628).

Article 1er précédemment réservé *(contenu de la facture)* (p. 628) : adopté après modifications (p. 630).

Amendement n° 29 de la commission (impose la mention du taux annuel des agios dissuasifs et escomptes sur toutes les factures) (p. 628) : adopté (p. 629).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 628).

Favorable : *Charié (Jean-Paul)* (p. 628).

Observations : *Sapin (Michel) (G)* (p. 628).

Amendement n° 6 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 629).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 629).

Amendement n° 7 corrigé de la commission (précise que ce sont les infractions répétées qui sont sanctionnables) (p. 629) : rejeté (p. 630).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 629).

Favorables : *Tranchant (Georges)* (p. 629) ; *Spiller (Christian)* (p. 630).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 629).

Observations : *Estève (Pierre)* (p. 629, 630).

Délais de paiement : respect : *Tranchant (Georges)* (p. 629, 630) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 630) ; *Spiller (Christian)* (p. 630).

Justice : difficulté d'application : *Estève (Pierre)* (p. 629) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 629).

Article 1er ter *(contentieux juridictionnel des pénalités) :* supprimé (p. 630).

Amendement n° 9 de la commission (de suppression) : adopté (p. 630).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 630).

Article 1er quater *(inapplicabilité des dispositions sur les pratiques anticoncurrentielles aux accords sur les délais de paiement) :* supprimé (p. 630).

Amendement n° 10 de la commission (de suppression) : adopté (p. 630).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 630).

Article 1er quinquies *(communication des conditions d'application et des modalités de calcul des pénalités)* (p. 630) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 14 rectifié (p. 632).

Amendement n° 14 rectifié de la commission (donne une nouvelle rédaction de l'article 33 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 prévoyant la transparence des prix, des conditions de vente et des délais de paiement) (p. 630) : adopté (p. 632).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 631).

Favorable : *Charié (Jean-Paul)* (p. 631).

Observations : *Sapin (Michel) (G)* (p. 631) ; *Tranchant (Georges)* (p. 632).

Commerce et artisanat :

- coopération commerciale : *Sapin (Michel) (G)* (p. 631) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 631) ;
- grandes surfaces : *Charié (Jean-Paul)* (p. 631, 632).

Transparence tarifaire : *Charié (Jean-Paul)* (p. 631, 632) ; *Tranchant (Georges)* (p. 632).

Article 1er sexies *(dépendance économique) :* supprimé (p. 632).

Amendement n° 11 de la commission (de suppression) : adopté (p. 632).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 632).

Article 2 *(achats de produits alimentaires périssables)* (p. 632) : adopté après modifications (p. 634).

Observations : *Calmat (Alain)* (p. 632).

Agriculture : distorsions : *Calmat (Alain)* (p. 632).

Amendement n° 35 de M. Jean Briane (renforce la sanction prévue en cas d'inobservation de la législation et réduit à quinze jours le délai de paiement pour les produits alimentaires périssables et les achats d'animaux destinés à la consommation humaine) : adopté (p. 633).

Soutenu par : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 633).

Favorable : *Bonnet (Alain)* (p. 633).

Défavorables : *Estève (Pierre)* (p. 633) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 633).

Agriculture : filières bovine et ovine : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 633) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 633) ; *Bonnet (Alain)* (p. 633).

Amendements n°s 31, 32, 33 et 34 de M. Jean Briane, 30 de la commission et 18 de Mme Muguette Jacquaint : devenus sans objet (p. 633).

Amendement n° 19 de Mme Muguette Jacquaint (réduit également le délai de paiement des boissons alcooliques à quinze jours) : adopté (p. 633).

Favorable : *Estève (Pierre)* (p. 633).

Boissons et alcools : délais de paiement : *Jacquaint (Muguette)* (p. 633).

Amendement n° 20 de Mme Muguette Jacquaint (interdit la rupture ou le non-renouvellement de contrat par une entreprise commerciale pour ses achats à un fournisseur à la suite du dépôt par celui-ci d'une plainte pour non-respect des délais de paiement prévus) : rejeté (p. 634).

Défavorable : *Estève (Pierre)* (p. 634).

Après l'article 2 :

Discussion des amendements identiques n°s 21 et 23 (prévoient que tout créancier peut réclamer le paiement dans les délais d'une facture ou d'un salaire sans intenter une action devant les tribunaux).

Amendement n° 21 de Mme Muguette Jacquaint : rejeté (p. 634).

Amendement n° 23 de M. Pierre Micaux : rejeté (p. 634).

Soutenu par : *Lestas (Roger)* (p. 634).

Défavorable : *Estève (Pierre)* (p. 634).

Amendement n° 24 de M. Thierry Mandon (prévoit que toute autorité publique verse dans un délai de 60 jours au plus les sommes correspondant à une subvention ou au paiement d'une prestation en application d'une convention) (p. 634) : adopté (p. 635).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 635).

Observations : *Estève (Pierre)* (p. 635).

Associations : situation : *Mandon (Thierry)* (p. 634) ; *Estève (Pierre)* (p. 635).

Départements : Essonne : *Mandon (Thierry)* (p. 634).

Etat :

– comptabilité publique : règles : *Sapin (Michel) (G)* (p. 635) ;

– retards de paiement : *Mandon (Thierry)* (p. 634).

Amendement n° 26 de M. Charles Millon (institue la réserve de propriété pour toutes les transactions commerciales) : retiré (p. 635).

Soutenu par : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 635).

Défavorable : *Estève (Pierre)* (p. 635).

Observations : *Charié (Jean-Paul)* (p. 635).

Délais de paiement : incidence de l'amendement sur les délais de paiement : *Estève (Pierre)* (p. 635) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 635).

Article 2 *bis* *(rapport sur les conditions d'application de la loi)* (p. 635) : adopté après modifications (p. 636).

Discussion commune des amendements n°s 36 et 37.

Amendement n° 36 de M. Jean-Paul Charié (prévoit que le rapport porte également sur les possibilités et les conséquences de la généralisation du principe de la réserve de propriété au bénéfice du vendeur jusqu'au complet paiement du prix et sur l'évolution de l'accès au crédit bancaire global d'exploitation ou à court terme) (p. 635) : retiré (p. 636).

Favorable : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 635).

Observations : *Sapin (Michel) (G)* (p. 636).

Amendement n° 37 de la commission (prévoit que le rapport porte également sur les possibilités et les conséquences de la généralisation du principe de la réserve de propriété au bénéfice du vendeur jusqu'au complet paiement du prix) (p. 635) : adopté (p. 636).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 636).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 636).

Après l'article 2 *bis* :

Amendement n° 25 corrigé de M. Thierry Mandon (prévoit que le Gouvernement présentera au Parlement, avant le 31 décembre 1992, un rapport relatif aux délais de paiement des sommes que les autorités publiques se sont engagées à verser selon une procédure légale et aux conséquences pour les associations) (p. 636) : adopté (p. 637).

Soutenu par : *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 636).

Favorable : *Berson (Michel)* (p. 636).

Observations : *Estève (Pierre)* (p. 636) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 637).

Associations : subventions : dispositifs administratifs : *Berson (Michel)* (p. 636).

Délais de paiement : observatoire des délais de paiement : *Sapin (Michel) (G)* (p. 636).

Etat : gestion des deniers publics : *Berson (Michel)* (p. 636, 637).

Amendement n° 27 de M. Charles Millon : devenu sans objet (p. 637).

Article 2 *ter* *(enquête et saisie)* : supprimé (p. 637).

Amendement n° 13 de la commission (de suppression) : adopté (p. 637).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 637).

Après l'article 2 *ter* :

Amendement n° 16 rectifié de M. Jean-Paul Charié (précise les cas où la vente d'un produit ou d'un service à prix anormalement bas est déloyale) (p. 637) : adopté (p. 638).

Observations : *Estève (Pierre)* (p. 637).

Prix : réglementation des pratiques : *Charié (Jean-Paul)* (p. 637, 638).

Amendement n° 15 de la commission (prévoit la sanction du non-respect du principe d'égalité de concurrence pour l'entreprise qui accorde et pour celle qui obtient l'inégalité) : adopté (p. 638).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 638).

Favorable : *Charié (Jean-Paul)* (p. 638).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 638).

Transparence tarifaire : *Sapin (Michel) (G)* (p. 638) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 638).

Amendement n° 38 de M. Germain Gengenwin (prévoit les modalités de réduction du retard de paiement de la T.V.A. par l'Etat et compense les pertes de recettes par la privatisation d'entreprises publiques et par un relèvement à due concurrence de la T.I.P.P. sur le supercarburant plombé) : retiré (p. 639).

Soutenu par : *Lestas (Roger)* (p. 638).

Défavorable : *Estève (Pierre)* (p. 638).

Article 3 *(entrée en vigueur de la loi)* : adopté (p. 639).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 639).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 1992] (p. 1620).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :
- rapport de la commission de la production : *Estève (Pierre)* (p. 1620).

Discussion générale : Gengenwin (Germain) (p. 1622) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 1622) ; *Pierna (Louis)* (p. 1623) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 1623).

Réponse du Gouvernement : Sapin (Michel) (p. 1625).

Principaux thèmes développés :

Agriculture :
- Communautés européennes : politique agricole commune : réforme : *Gengenwin (Germain)* (p. 1622) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 1623) ;
- exploitations agricoles : transmission : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 1623) ;
- filières bétail et viande : *Estève (Pierre)* (p. 1621) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1622) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 1623) ; *Pierna (Louis)* (p. 1623) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 1625) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 1625) ;
- impôts locaux : taxe sur le foncier non bâti : suppression : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 1623).

Agroalimentaire : produits périssables : *Estève (Pierre)* (p. 1620, 1621) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1622) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 1623) ; *Pierna (Louis)* (p. 1623) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 1624) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 1625).

Associations : subventions : délais de versement par l'Etat : *Pierna (Louis)* (p. 1623).

Banques et établissements financiers : crédit bancaire : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 1623).

Boissons et alcools : *Estève (Pierre)* (p. 1621) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 1626).

Commerce et artisanat : grandes surfaces : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 1623) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 1625).

Délais de paiement :
- agios et pénalités : *Estève (Pierre)* (p. 1620) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 1625) ;
- crédits inter-entreprises : *Gengenwin (Germain)* (p. 1622) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 1624) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 1625) ;
- évaluation : rapport : *Estève (Pierre)* (p. 1621) ;
- fixation et concertation : *Estève (Pierre)* (p. 1621) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 1624, 1625) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 1625) ;
- ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence : modification : *Charié (Jean-Paul)* (p. 1625) ;
- réduction : *Estève (Pierre)* (p. 1620) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 1622) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 1623, 1624) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 1625) ;
- transparence des tarifs et des conditions de paiement : *Estève (Pierre)* (p. 1620) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 1622) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 1624, 1625).

Difficultés des entreprises : défaillances et dépôts de bilan : « effet domino » : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 1622, 1623).

Emploi : *Estève (Pierre)* (p. 1621).

Entreprises : fonds propres : insuffisance : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 1623).

Parlement : Sénat : texte : *Estève (Pierre)* (p. 1620, 1621) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1622).

T.V.A. : règle de décalage d'un mois : *Estève (Pierre)* (p. 1621) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 1622) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 1626).

Vente à perte : *Gengenwin (Germain)* (p. 1622) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 1626).

Discussion des articles [25 mai 1992] (p. 1626) :

Article 1er *(contenu de la facture)* (p. 1626) : adopté après modifications (p. 1627).

Amendement n° 26 de M. Germain Gengenwin (réintroduit la notion d'agios dans le contenu de la facture) : rejeté (p. 1626).

Défavorable : *Estève (Pierre)* (p. 1626).

Amendement n° 1 de la commission (précise que la facture mentionne la date du règlement résultant des conditions générales de vente) (p. 1626) : adopté (p. 1627).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 1626).

Amendement n° 11 rectifié de M. Jean-Paul Charié (prévoit que le non-respect par l'une des parties d'une ou plusieurs des clauses de la facture sera puni) : rejeté (p. 1627).

Défavorables : *Estève (Pierre)* (p. 1627) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 1627).

Délais de paiement : non-respect par un client du règlement à la date prévue : *Charié (Jean-Paul)* (p. 1627).

Article 1er bis A *(dépendance économique)* (p. 1627) : supprimé (p. 1628).

Amendement n° 2 de la commission (de suppression) (p. 1627) : adopté (p. 1628).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 1627, 1628).

Défavorable : *Charié (Jean-Paul)* (p. 1627, 1628).

Article 1er quater *(inapplicabilité des dispositions sur les pratiques anticoncurrentielles aux accords sur les délais de paiement) :* supprimé (p. 1628).

Amendement n° 3 de la commission (de suppression) : adopté (p. 1628).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 1628).

Article 1er sexies A *(frais pour retard de paiement)* (p. 1628) : adopté après modifications (p. 1629).

Amendement n° 4 de la commission (prévoit l'existence de frais de retard, et non de pénalités, exigibles lorsque le délai de paiement inscrit dans les conditions générales de vente est dépassé, et abaisse le taux minimum des frais de retard de deux fois le taux de l'intérêt légal à une fois et demie) (p. 1628) : adopté aprés modifications (p. 1629).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 1628).

Sous-amendement n° 16 de M. Jean-Paul Charié (réintroduit la notion de pénalités) : rejeté (p. 1628).

Sous-amendement n° 18 de M. Pierre Estève (abaisse le taux minimum des frais de retard au taux de l'intérêt légal) : adopté (p. 1628).

Après l'article 1er sexies A :

Amendement n° 13 de M. Jean-Paul Charié (dispose que la demande d'un acheteur est présumée présenter un caractère anormal lorsque cet acheteur procède à des pratiques déloyales) : adopté (p. 1629).

Favorable : *Estève (Pierre)* (p. 1629).

Observations : *Sapin (Michel) (G)* (p. 1629).

Article 2 *(achat de produits alimentaires périssables et de boissons alcooliques)* (p. 1629) : adopté aprés modifications (p. 1633).

Observations : *Bonnet (Alain)* (p. 1629).

Agriculture : filières bétail et viande : *Bonnet (Alain)* (p. 1629).

Discussion commune des amendements nos 6, 17, 27 et 5.

Amendement n° 6 de M. Roger Gouhier (prévoit que le délai de paiement d'achat d'animaux destinés à la consommation humaine, de produits alimentaires périssables et de boissons alcooliques ne peut être supérieur à quinze jours après le jour de livraison) (p. 1629) : retiré (p. 1631).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 1631).

Amendement n° 17 de M. Jean-Paul Charié (prévoit que le délai de paiement d'achats de produits alimentaires périssables et de boissons alcooliques ne peut être supérieur à trente jours après la fin du mois de livraison) (p. 1630, 1631) : rejeté (p. 1632).

Défavorable : *Estève (Pierre)* (p. 1631, 1632).

Boissons et alcools : viticulture : *Charié (Jean-Paul)* (p. 1631).

Amendement n° 27 du Gouvernement (prévoit que le délai de paiement d'achats de produits alimentaires périssables et de boissons alcooliques ne peut être supérieur à trente jours après la fin du mois de livraison ; fixe ce délai à vingt jours maximum après le jour de livraison pour les achats de bétail sur pied destinés à la consommation humaine, et à soixante-quinze jours après le jour de livraison pour les achats de vins, cidres et poirés) (p. 1630) : adopté après rectification (p. 1633).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 1631).

Observations : *Estève (Pierre)* (p. 1632) ; *Barailla (Régis)* (p. 1632) ; *Cointat (Michel)* (p. 1632).

Agriculture : filières bétail et viande : *Sapin (Michel) (G)* (p. 1631).

Boissons alcooliques : vins : mission Baumet : *Sapin (Michel) (G)* (p. 1631) ; *Barailla (Régis)* (p. 1632) ; *Cointat (Michel)* (p. 1632).

Sous-amendement n° 28 de M. Jean-Marc Nesme (ajoute les bières) (p. 1632, 1633) : rejeté (p. 1633).

Défavorables : *Estève (Pierre)* (p. 1633) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 1633).

Amendement n° 5 de la commission (porte à trente jours après le jour de livraison le délai de paiement d'achat de produits alimentaires périssables, à trente jours après la fin du mois de livraison celui prévu pour les achats de boissons alcooliques et à vingt jours après le jour de livraison celui prévu pour les achats d'animaux destinés à la consommation humaine) (p. 1630) : retiré (p. 1632).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 1632).

Sous-amendement n° 23 de M. Jean-Marc Nesme (précise que l'amendement s'applique aux produits alimentaires périssables à tous les stades de la filière, de la production à la consommation) (p. 1630) : devenu sans objet (p. 1632).

Discussion commune des sous-amendements n°s 19 et 14 corrigé.

Sous-amendement n° 19 de M. Pierre Estève (rédactionnel) (p. 1630) : devenu sans objet (p. 1632).

Sous-amendement n° 14 corrigé de M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) (p. 1630) : devenu sans objet (p. 1632).

Sous-amendement n° 15 de M. Jean-Paul Charié (ajoute les bières) (p. 1630) : devenu sans objet (p. 1632).

Discussion commune des sous-amendements n°s 22, 20 et 25.

Sous-amendement n° 22 de M. Jean-Paul Charié (porte à soixante jours après le jour de livraison le délai de paiement maximum pour les achats de boissons alcooliques dont la vitesse de rotation des stocks est rapide et à quatre-vingt dix jours après le jour de livraison celui prévu pour les achats de boissons alcooliques dont la vitesse de rotation des stocks est lente) (p. 1630) : devenu sans objet (p. 1632).

Sous-amendement n° 20 de M. Pierre Estève (porte à soixante jours après le jour de livraison le délai de paiement maximum pour les achats de boissons alcooliques dont la vitesse de rotation des stocks est rapide et à quatre-vingt dix jours après le jour de livraison celui prévu pour les achats de boissons alcooliques dont la vitesse de rotation des stocks est lente) (p. 1630) : devenu sans objet (p. 1632).

Sous-amendement n° 25 de M. Pierre Estève (porte à soixante jours après le jour de livraison le délai de paiement maximum pour les achats de boissons alcooliques dont la vitesse de rotation des stocks est rapide et à quatre-vingt dix jours après le jour de livraison celui prévu pour les achats de boissons alcooliques dont la vitesse de rotation des stocks est lente, à défaut de conclusion d'un accord entre les interprofessions) (p. 1630) : devenu sans objet (p. 1632).

Sous-amendement n° 24 de Jean-Marc Nesme (porte à vingt jours après le jour de livraison le délai de paiement d'achats de tout bétail livré sur pied) (p. 1630) : devenu sans objet (p. 1632).

Sous-amendement n° 21 de M. Pierre Estève (remplace les mots « animaux destinés à la consommation humaine » par les mots « de bétail livré sur pied et destiné à la consommation humaine ») (p. 1631) : devenu sans objet (p. 1632).

Amendement n° 9 de M. Jean Briane : devenu sans objet (p. 1632).

Après l'article 2 :

Amendement n° 8 de M. Pierre Micaux (prévoit que lorsque le versement intervient au-delà du délai fixé par les conditions générales de vente, les dispositions des articles 74 et 76 relatifs aux dommages-intérêts de la convention de Vienne sur les contrats de vente internationale de marchandises sont applicables) : rejeté (p. 1633).

Soutenu par : *Lestas (Roger)* (p. 1633).

Défavorable : *Estève (Pierre)* (p. 1633).

Traités et conventions : convention de Vienne : *Estève (Pierre)* (p. 1633).

Article 2 *bis* A supprimé par le Sénat *(délais de paiement des sommes dues par toute autorité publique)* (p. 1633) : demeure supprimé (p. 1634).

Amendement n° 7 de M. Roger Gouhier (rétablit l'article) (p. 1633) : rejeté (p. 1634).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 1634).

Défavorable : *Estève (Pierre)* (p. 1634).

Article 2 *ter* A *(rapport sur les délais de paiement des autorités publiques)* (p. 1634) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 10 modifié (p. 1635).

Amendement n° 10 de M. Thierry Mandon (prévoit que le rapport rendra compte des délais de paiement publics et de leurs conséquences pour les associations et institue une commission composée de représentants de plusieurs ministères et de parlementaires, chargée de contribuer à l'élaboration du rapport) (p. 1634) : adopté après modifications (p. 1635).

Observations : *Estève (Pierre)* (p. 1634) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 1634) ; *Doligé (Eric)* (p. 1635).

Associations : situation : *Sapin (Michel) (G)* (p. 1634).

Sous-amendement n° 29 du Gouvernement (prévoit que la commission comprendra deux représentants nommés par le Gouvernement et, en nombre égal, des parlementaires) : adopté (p. 1635).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 1634).

Explications de vote : *Charié (Jean-Paul)* (p. 1635).

Vote des groupes :

Groupe R.P.R. : abstention : *Charié (Jean-Paul)* (p. 1635).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1635).

Intervention du rapporteur : Estève (Pierre) (p. 1636) ; *Forni (Raymond) (VP)* (p. 1636).

Boissons et alcools : mission Baumet : *Estève (Pierre)* (p. 1636).

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 1992] (p. 3347).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission de la production : *Estève (Pierre)* (p. 3347).

Discussion générale : Nesme (Jean-Marc) (p. 3348) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3348) ; *Carpentier (René)* (p. 3349).

Intervention du Gouvernement : Sapin (Michel) (p. 3349).

Principaux thèmes développés :

Agroalimentaire : produits périssables : *Estève (Pierre)* (p. 3347) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 3348) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3349) ; *Carpentier (René)* (p. 3349) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3350).

Boissons et alcools : accords interprofessionnels sur le vin : *Estève (Pierre)* (p. 3348).

Délais de paiement :

- agios et pénalités : *Estève (Pierre)* (p. 3347) ;
- crédits interentreprises : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 3348) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3349) ;
- évaluation : rapport : *Estève (Pierre)* (p. 3347) ;
- fixation et concertation : *Estève (Pierre)* (p. 3347) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 3348) ;

- réduction : *Estève (Pierre)* (p. 3347) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 3348) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3349) ; *Carpentier (René)* (p. 3349) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3350) ;
- transparence des tarifs et des conditions de paiement : *Estève (Pierre)* (p. 3347) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 3348) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3349).

Difficultés des entreprises : défaillances et dépôts de bilans : « effet domino » : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 3348).

Industrie : industries de transformation : *Estève (Pierre)* (p. 3347).

T.V.A. : règle de décalage d'un mois : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 3349).

Discussion des articles [2 octobre 1992] (p. 3350).

Article 1er *(contenu de la facture)* : adopté après modifications (p. 3350).

Amendement n° 8 de la commission (mentionne uniquement le plafond de l'amende en cas d'infraction aux dispositions de l'article) : adopté (p. 3350).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 3350).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3350).

Article 1er sexies A *(retard de paiement)* (p. 3350) : adopté après modifications (p. 3351).

Amendement n° 1 de la commission (substitue le terme « pénalités » au terme « frais de retard ») (p. 3350) : adopté (p. 3351).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 3351).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3351).

Amendement n° 2 de la commission (porte le taux minimum des agios à une fois et demie le taux d'intérêt légal) : adopté (p. 3351)

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 3351).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3351).

Amendement n° 15 de M. Jean-Paul Charié (prévoit une pénalité pour le non respect de la transparence tarifaire) : adopté (p. 3351).

Favorables : *Estève (Pierre)* (p. 3351) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3351).

Amendement n° 9 de la commission (mentionne uniquement le plafond de l'amende) : adopté (p. 3351).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 3351).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3351).

Article 1er sexies B nouveau *(présomption du caractère anormal d'une demande d'un acheteur)* (p. 3351) : adopté aprés modifications (p. 3352).

Amendement n° 3 de la commission (vise à ce que le juge établisse de manière circonstanciée en quoi la pratique mise en cause est déloyale) : adopté (p. 3351).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 3351).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3351).

Observations : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3351).

Amendement n° 4 de la commission (précise que l'article ne s'applique qu'aux pratiques déloyales entre professionnels) (p. 3351) : adopté (p. 3352).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 3352).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3352).

Article 2 *(achat de poduits alimentaires périssables et de boissons alcooliques)* (p. 3352) : adopté après modifications (p. 3353).

Discussion commune de l'amendement n° 5 corrigé de la commission et des sous-amendements n°s 11, 12, 13 et 14 de M. Pierre Estève (modifient la durée des délais de paiement ainsi que le montant des amendes en cas d'infraction) (p. 3352) : adoptés (p. 3353).

Soutenus par : *Estève (Pierre)* (p. 3352).

Favorables : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3352) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3352).

Article 2 ter A *(rapport sur les délais de paiement des autorités publiques)* : adopté après modifications (p. 3353).

Amendement n° 10 de la commission (reporte du 31 décembre 1992 au 31 mai 1993 la date de présentation du rapport) : adopté (p. 3353).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 3353).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3353).

Amendement n° 6 de la commission (prévoit que la commission chargée du rapport comprend par moitié des représentants nommés par le Gouvernement et par moitié un nombre égal de députés et de sénateurs) : adopté (p. 3353).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 3353).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3353).

Explications de vote : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3353).

Vote des groupes :

Groupe R.P.R. : contre : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3353).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3353).

LECTURE DEFINITIVE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1992] (p. 7345).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission de la production : *Estève (Pierre)* (p. 7345).

Discussion générale : Charié (Jean-Paul) (p. 7347) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 7347) ; *Briane (Jean)* (p. 7347).

Intervention du Gouvernement : Sapin (Michel) (p. 7347).

Principaux thèmes développés :

Délais de paiement :

- bétail sur pied et viandes fraîches : *Estève (Pierre)* (p. 7346) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7347) ;
- fixation et concertation : *Estève (Pierre)* (p. 7346) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7347) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7348) ;
- réduction : *Estève (Pierre)* (p. 7346) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7347) ; *Briane (Jean)* (p. 7347) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7348) ;
- transparence des tarifs et des conditions de paiement : *Estève (Pierre)* (p. 7345, 7346) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7347) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7348) ;
- vins et alcools : *Estève (Pierre)* (p. 7346) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7347).

T.V.A. : règle de décalage d'un mois : *Estève (Pierre)* (p. 7347).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 7348).

Article 1er *(contenu de la facture)* (p. 7348).

Amendement n° 2 du Gouvernement (précise que la date prévue pour le réglement figure sur la facture ainsi que les conditions d'escompte en cas de paiement anticipé) : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7349) ; adopté (p. 7351).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7349).

Défavorables : *Estève (Pierre)* (p. 7349) ; *Briane (Jean)* (p. 7349) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7350).

Délais de paiement : fixation et concertation : *Charié (Jean-Paul)* (p. 7350).

Article 1er sexies A *(retard de paiement).*

Amendement n° 4 du Gouvernement (précise que les pénalités sont appliquées dans le cas où les sommes sont versées aprés la date de paiement figurant sur la facture) : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7350) ; adopté (p. 7351).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7350).

Défavorables : *Briane (Jean)* (p. 7350) ; *Estève (Pierre)* (p. 7350) ; *Nesme (Jean-Marc)* (p. 7350).

Amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7351).

Soutenu par : *Estève (Pierre)* (p. 7351).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7351).

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7351).

Texte sur lequel le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote à l'exclusion de tout autre amendement (p. 7351).

Explications de vote : *Brune (Alain)* (p. 7351) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7351).

Vote des groupes :

Groupe socialiste : pour : *Brune (Alain)* (p. 7351).

Groupes R.P.R., U.D.C. et U.D.F. : abstention : *Charié (Jean-Paul)* (p. 7351).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi (p. 7351).

6. Rapport d'information n° 2610 déposé en application de l'article 145 du règlement par MM. Jean-Paul Charié et Pierre Estève, au nom de la commission de la production et des échanges, sur les **crédits interentreprises et les délais de paiement** [15 avril 1992].

Voir *Commerce et artisanat.*
Consommation.
Transports **27.**

Délais de paiement.

Voir *Agriculture* **25.**

PROCEDURE CIVILE

4. Proposition de loi n° 2756 tendant à **modifier l'article 18 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 juin 1992 par M. François Massot. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (5 juin 1992). - Urgence déclarée le 17 juin 1992. - Rapport **n° 2787** (11 juin 1992). - Discussion et adoption le 22 juin 1992. - Proposition de loi **n° 682.**

Sénat (première lecture). - **N° 433** (1991-1992). - Dépôt le 24 juin 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Thyraud. - Rapport **n° 438** (24 juin 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 25 juin 1992. - Proposition de loi **n° 163** (1991-1992). - Nouveau titre : « Proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant rèforme des procédures civiles d'exécution et l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers de justice et comportant diverses dispositions relatives aux procédures civiles d'exécution ».

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 2839.** - Dépôt le 26 juin 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot. - Rapport **n° 2845** (29 juin 1992). - Discussion et adoption définitive le 29 juin 1992. - Proposition de loi **n° 694.**

Loi n° 92-644 du 13 juillet 1992 publiée au *J.O.* du 14 juillet 1992 (p. 9456).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 juin 1992] (p. 2668).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des lois : *Massot (François)* (p. 2668).

Intervention du Gouvernement : *Neiertz (Véronique)* (p. 2669).

Principaux thèmes développés :

Loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution : entrée en vigueur : *Massot (François)* (p. 2669) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2669).

Mesures conservatoires : contenu : *Massot (François)* (p. 2668).

Professions juridiques et judiciaires : monopole des huissiers de justice et compétences des avocats : *Massot (François)* (p. 2668, 2669) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2669).

Sûretés judiciaires : inscription : personnes compétentes : *Massot (François)* (p. 2668, 2669) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2669).

Discussion de l'article unique [22 juin 1992] (p. 2669).

Article unique *(modification de l'article 18 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution) :* adopté (p. 2669).

Après l'article unique :

Amendement n° 2 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 2669).

Soutenu par : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2669).

Favorable : *Massot (François)* (p. 2669).

Amendement n° 1 du Gouvernement (reporte au 1er janvier 1993 la date d'entrée en vigueur de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution) : adopté (p. 2669).

Soutenu par : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2669).

Favorable : *Massot (François)* (p. 2669).

Titre :

Amendement n° 3 de M. François Massot (de coordination) : adoptè (p. 2669).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2669).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 1992] (p. 2944).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des lois : *Massot (François)* (p. 2944).

Intervention du Gouvernement : *Vauzelle (Michel)* (p. 2944).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : texte adopté en première lecture : *Massot (François)* (p. 2944).

Loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution : entrée en vigueur : *Massot (François)* (p. 2944) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2944).

Mesures conservatoires : auxiliaires de justice : compétences respectives : *Massot (François)* (p. 2944) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2944).

Professions juridiques et judiciaires : huissiers de justice : réforme du statut : *Massot (François)* (p. 2944) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2944).

Sénat : modification du texte en première lecture : *Massot (François)* (p. 2944).

Discussion des articles [29 juin 1992] (p. 2944).

Article 3 *(entrée en vigueur de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution) :* adopté (p. 2944).

Article 4 nouveau *(modernisation du statut des huissiers de justice) :* adopté (p. 2945).

Article 5 nouveau *(art. 1153 du code civil : mises en demeure) :* adopté (p. 2945).

Adoption définitive de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2945).

5. Proposition de loi n° 2857 relative aux **droits des élus d'assister aux adjudications.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1992 par M. Patrick Balkany. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Limouzy (23 octobre 1992).

Voir *Procédure pénale* **14,** après l'article 91.

PROCEDURE PENALE

14. Projet de loi n° 2585 portant **réforme de la procédure pénale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 26 février 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Michel Pezet (9 avril 1992). - Rapport **n° 2932** (2 octobre 1992). - Urgence déclarée le 2 octobre 1992. - Discussion les 6, 7, 8 et 9 octobre 1992. - Adoption le 9 octobre 1992. - Projet de loi **n° 722.**

Sénat (première lecture). - **N° 3** (1992-1993). - Dépôt le 13 octobre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Retrait de l'urgence le 22 octobre 1992. - Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. - Rapport **n° 44** (1992-1993) (12 novembre 1992). - Discussion les 10, 17, 18, 19 et 20 novembre 1992. - Adoption le 20 novembre 1992. - Projet de loi **n° 23** (1992-1993).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 3055.** - Dépôt le 20 novembre 1992). - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Michel Pezet. - Rapport **n° 3079** (26 novembre 1992). - Discussion et adoption le 30 novembre 1992. - Projet de loi **n° 741.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 70** (1992-1993). - Dépôt le 1er décembre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. - Rapport **n° 94** (1992-1993) (9 décembre 1992). - Discussion et adoption le 11 décembre 1992. - Projet de loi **n° 35** (1992-1993).

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 15 décembre 1992] (p. 17165). - Réunion le 15 décembre 1992. - Bureau [*J.O.* du 16 décembre 1992] (p. 17230).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. - Rapport **n° 121** (1992-1993) (15 décembre 1992).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Michel Pezet. - Rapport **n° 3136** (15 décembre 1992).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture). - **N° 3135.** - Dépôt le 11 décembre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Michel Pezet. - Rapport **n° 3157** (17 décembre 1992). - Discussion et adoption le 18 décembre 1992. - Projet de loi **n° 778.**

Sénat (troisième lecture). - **N° 156** (1992-1993). - Dépôt le 18 décembre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. - Rapport **n° 157** (1992-1993) (18 décembre 1992). - Discussion et adoption le 19 décembre 1992. - Projet de loi **n° 48** (1992-1993).

Assemblée nationale (quatrième lecture). - **N° 3207.** - Dépôt le 19 décembre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Michel Pezet. - Rapport **n° 3208** (19 décembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 19 décembre 1992. - Projet de loi **n° 789.**

Loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1993 (p. 215).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 2585 portant réforme de la procédure pénale et les articles de la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE Ier **DE L'ACTION PUBLIQUE**			
	1 AA (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Constitution de partie civile des associations de lutte contre la délinquance routière et d'assistance aux victimes de cette délinquance.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	6266 7521	1
	1 AB (Sénat) Supprimé (A.N.)	Attribution de la qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire à certains agents des douanes.	Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7521	
	1 A (A.N.) Supprimé (Sénat)	Constitution de partie civile des associations de lutte contre la délinquance routière et d'assistance aux victimes de cette délinquance.	Première lecture : 7 octobre 1992	3431	
	1 B (A.N.)	(Art. 19-1 du code de procédure pénale) : avancement des officiers de police judiciaire.	Première lecture : 7 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992	3433 6266	2
	1 CA (Sénat) Supprimé (A.N.) Rétabli (Sénat) Supprimé (A.N.)	(Art. 16 du C.P.P.) : directeurs départementaux de la police territoriale.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	6266 7522	
	1 CB (Sénat) Supprimé (A.N.)	Attribution de la qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire à certains agents des douanes.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6267	
	1 C (A.N.)	Instructions du ministre de la justice aux procureurs généraux.	Première lecture : 7 octobre 1992	3438	3
	1 D (A.N.)	Correspondances et consultations entre l'avocat et son client. - Secret professionnel.	Première lecture : 7 octobre 1992	3440	4
		TITRE II **DES ENQUÊTES DE POLICE JUDICIAIRE ET DE LA GARANTIE DES DROITS DES PERSONNES GARDÉES A VUE**			
1		(Art. 41 du C.P.P.) : contrôle de la garde à vue par le procureur de la République.	Première lecture : 7 octobre 1992	3448	5
	1 *bis* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. 41 du C.P.P.) : médiation pénale.	Première lecture : 7 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3448 6268 7522	6

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	1 *ter* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. 56-1 du C.P.P.) : perquisitions chez une personne tenue au secret professionnel.	Première lecture : 7 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3450 6268 7522	7
2		(Art. 62 du C.P.P.) : audition des témoins en cas d'infraction flagrante.	Première lecture : 7 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992	3451 6268	8
3		(Art. 63 du C.P.P.) : garde à vue en cas d'infraction flagrante.	Première lecture : 7 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3451 6268 7522	9
4		(Art. 63-1 à 63-5 du C.P.P.) : droits de la personne gardée à vue.	Première lecture : 7 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3453 6269 7523	10
5		(Art. 64 du C.P.P.) : procés-verbal d'audition.	Première lecture : 7 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3454 6277 7527	11
6		(Art. 65 du C.P.P.) : registre spécial et carnet de déclaration.	Première lecture : 7 octobre 1992	3455	12
	6 *bis* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Intervention du juge d'instruction dans l'enquête de flagrance.	Première lecture : 7 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3455 6277 7527	13
	6 *ter* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Intervention du juge d'instruction dans l'enquête de flagrance.	Première lecture : 7 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3455 6277 7527	14
7		(Art. 77 du C.P.P.) : garde à vue en cas d'enquête préliminaire.	Première lecture : 7 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3455 6278 7528	15
8		(Art. 78 du C.P.P.) : comparution des témoins dans le cadre d'une enquête préliminaire.	Première lecture : 7 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3458 6278 7528	16
9		(Art. 151 du C.P.P.) : procès-verbaux des commissions rogatoires.	Première lecture : 7 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992	3458 6278	17
10		(Art. 154 du C.P.P.) : garde à vue dans le cadre d'une commission rogatoire.	Première lecture : 7 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3459 6278 7528	18

ARTICLES Projet de loi	ARTICLES Additionnels	OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
		TITRE III **DE LA CONDUITE DE L'INFORMATION PAR PLUSIEURS JUGES D'INSTRUCTION**			
11		(Art. 83 du C.P.P.) : désignation du juge d'instruction.	Première lecture : 7 octobre 1992	3460	19
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6279	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7529	
12		(Art. 83-1 du C.P.P.) : hypothèse où le tribunal ne compte qu'un seul juge d'instruction.	Première lecture : 8 octobre 1992	3468	20
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6280	
13		(Art. 84 du C.P.P.) : cas de dessaisissement ou d'empêchement du juge d'instruction.	Première lecture : 8 octobre 1992	3470	21
		TITRE IV **DE LA MISE EN EXAMEN, DE L'ORDONNANCE DE PRÉSOMPTION DE CHARGES ET DES DROITS DES PARTIES AU COURS DE L'INSTRUCTION**			
14		(Art. 80 du C.P.P.) : saisine du juge d'instruction.	Première lecture : 8 octobre 1992	3471	22
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7529	
15		(Art. 80-1, 80-2 et 80-3 du C.P.P.) : mise en examen et mise en cause au cours de l'instruction.	Première lecture : 8 octobre 1992	3478	23
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6280	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7529	
16		(Art. 81 du C.P.P.) : demande d'examen médical.	Première lecture : 8 octobre 1992	3493	24
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6292	
	16 *bis* (A.N.)	Coordination.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6292	25
17		(Art. 82 du C.P.P.) : actes d'instruction requis par le procureur de la République.	Première lecture : 8 octobre 1992	3493	26
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6293	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7530	
18		(Art. 82-1 du C.P.P.) : droits nouveaux reconnus aux parties.	Première lecture : 8 octobre 1992	3493	27
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6293	
19		(Art. 86 du C.P.P.) : information ouverte sur une plainte avec constitution de partie civile.	Première lecture : 8 octobre 1992	3494	28
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6293	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7531	
	19 *bis* (A.N.)	(Art. 87 du C.P.P.) : contestation de la constitution de partie civile.	Première lecture : 8 octobre 1992	3494	29
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6293	
20		(Art. 104 du C.P.P.) : témoin assisté.	Première lecture : 8 octobre 1992	3495	30
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6294	
21		(Art. 105 du C.P.P.) : interdiction d'entendre une personne comme témoin pour faire échec aux droits de la défense.	Première lecture : 8 octobre 1992	3495	31
22		(Art. 114 du C.P.P.) : auditions et confrontations. - Communication du dossier.	Première lecture : 8 octobre 1992	3495	32
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6294	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7531	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
23		(Art. 115 du C.P.P.) : choix de leur conseil par les parties.	Première lecture : 8 octobre 1992	3496	33
24		(Art. 116 du C.P.P.) : interrogatoire de première comparution.	Première lecture : 8 octobre 1992	3497	34
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6294	
	24 *bis* (A.N.)	(Art. 116-1 du C.P.P.) : demande de première comparution.	Première lecture : 8 octobre 1992	3498	35
25		(Art. 117 du C.P.P.) : interrogatoire ou confrontation immédiat justifié par l'urgence.	Première lecture : 8 octobre 1992	3498	36
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6294	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7531	
26		(Art. 188 du C.P.P.) : abrogation.	Première lecture : 8 octobre 1992	3498	37
27		(Art. 156 du C.P.P.) : expertise.	Première lecture : 8 octobre 1992	3498	38
	27 *bis* (A.N.)	(Art. 159 du C.P.P.) : désignation des experts.	Première lecture : 8 octobre 1992	3498	39
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6295	
28		(Art. 167 du C.P.P.) : communication aux parties des conclusions des experts.	Première lecture : 8 octobre 1992	3499	40
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6295	
	28 *bis* (Sénat) Supprimé (A.N.) Rétabli (Sénat)	(Art. 175-1 du C.P.P.) : délai imparti au juge d'instruction pour clôturer l'information.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6295	41
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7532	
29		(Art. 176 du C.P.P.) : examen par le juge d'instruction des charges relevées à l'encontre de la personne mise en cause.	Première lecture : 8 octobre 1992	3499	42
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6295	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7532	
30		(Art. 177 du C.P.P.) : ordonnance de non-lieu.	Première lecture : 8 octobre 1992	3500	43
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6295	
31		(Art. 186 du C.P.P.) : droit d'appel reconnu aux parties.	Première lecture : 8 octobre 1992	3501	44
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6295	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7532	
32		(Art. 186-1 du C.P.P.) : droit d'appel reconnu aux parties.	Première lecture : 8 octobre 1992	3501	45
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6296	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7532	
	32 *bis* (A.N.)	(Art. 197 du C.P.P.) : fixation de la date d'audience devant la chambre d'accusation. - Communication du dossier.	Première lecture : 8 octobre 1992	3502	46
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6296	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7533	
		TITRE V **DU RESPECT DE LA PRÉSOMPTION D'INNOCENCE ET DES GARANTIES DE LA LIBERTÉ D'INFORMATION**			
	32 *ter* (A.N.)	(Art. 9-1 du code civil) : action civile en cas d'atteinte à la présomption d'innocence.	Première lecture : 8 octobre 1992	3513	47
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6296	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	32 *quater* (A.N.)	(Art. 177-1 du C.P.P.) : publication d'une ordonnance de non-lieu.	Première lecture : 8 octobre 1992	3516	48
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6297	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7533	
	32 *quinquies* (A.N.)	(Art. 212-1 du C.P.P.) : publication d'un arrêt de non-lieu.	Première lecture : 8 octobre 1992	3517	49
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6297	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7533	
	32 *sexies* (A.N.)	(Art. 13 de la loi du 29 juillet 1881) : réouverture du droit de réponse en matière de presse écrite.	Première lecture : 8 octobre 1992	3518	50
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6298	
	32 *septies* A (Sénat)	(Art. 13 de la loi du 29 juillet 1881) : sanctions pénales du refus d'insertion.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6299	51
	32 *septies* B (Sénat) Supprimé (A.N.)	(Art. 13 de la loi du 29 juillet 1881) : non-cumul des actions.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6299	
	32 *septies* C (Sénat) Supprimé (A.N.) Rétabli (Sénat) Supprimé (A.N.)	(Art. 13 de la loi du 29 juillet 1881) : règles de procédure applicables en matière de refus d'insertion.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6299	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7533	
	32 *septies* D (A.N.)	(Art. 65 de la loi du 29 juillet 1881) : caractère interruptif de prescription des réquisitions du parquet aux fins d'enquête en matière de presse.	Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7534	52
	32 *septies* (A.N.)	(Art. 65-1 et 65-2 de la loi du 29 juillet 1881) : prescription des actions fondées sur une atteinte à la présomption d'innocence.	Première lecture : 8 octobre 1992	3518	53
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6299	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7534	
	32 *octies* (A.N.)	(Art. 6 de la loi du 29 juillet 1982) : réouverture du droit de réponse en matière audiovisuelle.	Première lecture : 8 octobre 1992	3518	54
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6300	
	32 *nonies* A (Sénat) Supprimé (A.N.)	(Art. 6 de la loi du 29 juillet 1982) : non-cumul des actions.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6300	
	32 *nonies* (A.N.)	(Art. 56-1 du C.P.P.) : perquisitions dans les locaux de presse.	Première lecture : 8 octobre 1992	3519	55
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6300	
	32 *decies* (A.N.)	(Art. 109 du C.P.P.) : obligations du journaliste entendu comme témoin.	Première lecture : 8 octobre 1992	3519	56
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6300	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7534	
	32 *undecies* à 32 *terdecies* (Sénat) Supprimés (A.N.)	(Art. 38 et 39 de la loi du 29 juillet 1881 et art. 2 de la loi du 2 juillet 1931) : suppression d'infractions en matière de presse.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6300	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE VI **DE LA DÉTENTION PROVISOIRE**			
33		(Art. 137-1 du C.P.P.) : instance collégiale compétente pour ordonner le placement en détention provisoire.	Première lecture : 8 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3521 6301 7534	57
	33 *bis* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. 398 du C.P.P.) : composition du tribunal correctionnel.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	6303 7535	58
34		(Art. 122 du C.P.P.) : mandats délivrés par le juge d'instruction.	Première lecture : 8 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3523 6303 7535	59
	34 *bis* (A.N.)	(Art. 803 du C.P.P.) : port des menottes ou des entraves.	Première lecture : 8 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992	3525 6303	60
35 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		(Art. 135 du C.P.P.) : mandat de dépôt.	Première lecture : 8 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3525 6304 7536	61
36		(Art. 141-2 du C.P.P.) : hypothèse où la personne se soustrait aux obligations du contrôle judiciaire.	Première lecture : 8 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3525 6304 7536	62
37		(Art. 144 du C.P.P.) : conditions du placement en détention provisoire.	Première lecture : 8 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992	3526 6304	63
38 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		(Art. 145 du C.P.P.) : décision de placement en détention provisoire.	Première lecture : 8 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3527 6304 7536	64
39		(Art. 145-1 du C.P.P.) : durée de la détention provisoire.	Première lecture : 8 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3528 6305 7536	65
40		(Art. 145-2 du C.P.P.) : durée de la détention provisoire.	Première lecture : 8 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3529 6305 7537	66
41		(Art. 145-3 du C.P.P.) : permis de visite.	Première lecture : 8 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992	3529 6306	67
	41 *bis* (Sénat)	(Art. 148-6 du C.P.P.) : demande de mainlevée ou de modification du contrôle judiciaire.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6306	68
	41 *ter* (Sénat)	(Art. 198 du C.P.P.) : production des mémoires des parties devant la chambre d'accusation.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6306	69

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
42 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		(Art. 207 du C.P.P.) : compétence de la chambre d'accusation.	Première lecture : 9 octobre 1992	3550	70
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6306	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7537	
		TITRE VII **DU RÉGIME DES NULLITÉS DE L'INFORMATION**			
43		(Art. 170 à 174 du C.P.P.) : régime des nullités.	Première lecture : 9 octobre 1992	3551	71
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6307	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7537	
44		(Art. 175 du C.P.P.) : règlement de l'information.	Première lecture : 9 octobre 1992	3553	72
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6308	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7538	
45		(Art. 178 du C.P.P.) : renvoi devant le tribunal de police.	Première lecture : 9 octobre 1992	3553	73
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6308	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7538	
46		(Art. 179 du C.P.P.) : renvoi devant le tribunal correctionnel.	Première lecture : 9 octobre 1992	3554	74
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6308	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7539	
	46 *bis* (A.N.)	Coordination.	Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7539	75
47		(Art. 194 du C.P.P.) : procédure devant la chambre d'accusation.	Première lecture : 9 octobre 1992	3554	76
48		Coordination.	Première lecture : 9 octobre 1992	3555	77
49		(Art. 385 du C.P.P.) : constatation des nullités par le tribunal correctionnel.	Première lecture : 9 octobre 1992	3556	78
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6308	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7539	
50 et 51		Suppression de références.	Première lecture : 9 octobre 1992	3557	79 et 80
52		(Art. 595 du C.P.P.) : coordination.	Première lecture : 9 octobre 1992	3557 365 81	
53		(Art. 802 du C.P.P.) : coordination.	Première lecture : 9 octobre 1992	3557	82
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6309	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7539	

ARTICLES Projet de loi	ARTICLES Additionnels	OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
		TITRE VIII **DES DÉBATS A L'AUDIENCE DE JUGEMENT**			
	53 *bis* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. 309 du C.P.P.) : présidence de l'audience de cour d'assises.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3564 6309 7539	83
	53 *ter* *(idem)*	(Art. 312 du C.P.P.) : procédure contradictoire en cour d'assises.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3567 6309 7539	84
	53 *quater* *(idem)*	Intitulé.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3567 6309 7539	85
	53 *quinquies* *(idem)*	(Art. 328 du C.P.P.) : organisation de débats en cour d'assises.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3567 6309 7539	86
	53 *sexies* *(idem)*	(Art. 331 du C.P.P.) : audition des témoins en cour d'assises.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3567 6310 7539	87
	53 *septies* *(idem)*	(Art. 332 du C.C.P.) : interrogation des témoins en cour d'assises.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3568 6310 7539	88
	53 *octies* *(idem)*	(Art. 333 du C.P.P.) : compétences du président de cour d'assises.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3568 6310 7539	89
	53 *nonies* *(idem)*	(Art. 341 du C.P.P.) : présentation des pièces à conviction en cour d'assises.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3568 6311 7539	90
	53 *decies* *(idem)*	(Art. 401 du C.P.P.) : présidence de l'audience en tribunal correctionnel.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3569 6311 7539	91
	53 *undecies* *(idem)*	(Art. 406 du C.P.P.) : présidence de l'audience en tribunal correctionnel.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3569 6311 7539	92
	53 *duodecies* *(idem)*	Intitulé.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3569 6311 7539	93

ARTICLES Projet de loi	ARTICLES Additionnels	OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
	53 *terdecies (idem)*	(Art. 426-1 du C.P.P.) : procédure contradictoire devant le tribunal correctionnel.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3569 6312 7541	94
	53 *quaterdecies (idem)*	Coordination.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3569 6312 7543	95
	53 *quindecies (idem)*	(Art. 444 du C.P.P.) : audition des témoins par le tribunal correctionnel.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3569 6312 7543	96
	53 *sexdecies (idem)*	(Art. 446 du C.P.P) : prestation de serment des témoins devant le tribunal correctionnel.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3569 6312 7543	97
	53 *septemdecies (idem)*	(Art. 454 du C.P.P.) interrogation des témoins par le président du tribunal correctionnel.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3570 6313 7543	98
	53 *duodevicies* A (Sénat)	(Art. 513 du C.P.P.) : organisation des débats en cour d'appel.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6313	99
	53 *duodevicies* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. 455 du C.P.P.) : présentation des pièces à conviction en audience correctionnelle.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3570 6313 7543	100
	53 *undevicies (idem)*	(Art. 536 du C.P.P.) : coordination.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3570 6313 7544	101
	53 *vicies* (A.N.) Supprimé (Sénat)	Entrée en vigueur des dispositions relatives à l'audience de jugement.	Première lecture : 9 octobre 1992	3570	
		TITRE IX **DES CAUSES DE RENVOI D'UN TRIBUNAL A UN AUTRE**			
54		(Art. 679 à 688 du C.P.P., art. L. 341-3 du code forestier, art. L. 115 du code électoral, art. 6 de la loi du 10 juillet 1982) : suppression des privilèges de juridiction.	Première lecture : 9 octobre 1992	3571	102
55		(Art. 662 du C.P.P.) : renvoi pour cause de suspicion légitime.	Première lecture : 9 octobre 1992	3571	103
56		(Art. 665 du C.P.P.) : renvoi pour cause de sûreté publique ou dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice.	Première lecture : 9 octobre 1992	3571	104
57		(Art. 665-1 du C.P.P.) : renvoi pour cause d'interruption du cours de la justice.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3571 6313 7544	105

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
58		(Art. 667 du C.P.P.) : nouvelle demande de renvoi après rejet.	Première lecture : 9 octobre 1992	3571	106
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6314	
59		(Art. 675 du C.P.P.) : coordination.	Première lecture : 9 octobre 1992	3571	107
60		(Art. 677 du C.P.P.) : délit d'outrage envers un magistrat commis par un avocat au cours d'une audience.	Première lecture : 9 octobre 1992	3571	108
		TITRE X **DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MINEURS**			
	60 *bis* (A.N.)	(Art. 4 de l'ordonnance du 2 février 1945) : garde à vue des mineurs.	Première lecture : 9 octobre 1992	3572	109
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6314	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7544	
	60 *ter* (A.N.)	(Art. 4-1 de l'ordonnance du 2 février 1945) : assistance obligatoire d'un avocat.	Première lecture : 9 octobre 1992	3573	110
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6315	
	60 *quater* (A.N.)	Coordination.	Première lecture : 9 octobre 1992	3573	111
	60 *quinquies* (A.N.)	Coordination.	Première lecture : 9 octobre 1992	3573	112
	60 *sexies* (A.N.)	Information des parents par le juge d'instruction ou le juge pour enfants.	Première lecture : 9 octobre 1992	3573	113
	60 *septies* (A.N.)	(Art. 8 de l'ordonnance du 2 février 1945) : pouvoirs du juge des enfants.	Première lecture : 9 octobre 1992	3474	114
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6315	
	60 *octies* (A.N.)	(Art. 9 de l'ordonnance du 2 février 1945) : coordination avec la suppression de l'inculpation.	Première lecture : 9 octobre 1992	3574	115
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6315	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7545	
	60 *nonies* (A.N.)	(Art. 10 de l'ordonnance du 2 février 1945) : assistance obligatoire d'un avocat lors de la première comparution.	Première lecture : 9 octobre 1992	3474	116
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6315	
	60 *decies* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. 11 de l'ordonnance du 2 février 1945) : placement en détention provisoire d'un mineur.	Première lecture : 9 octobre 1992	3574	117
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6315	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7545	
	60 *undecies* A (Sénat)	(Art. 12-1 de l'ordonnance du 2 février 1945) : activité ou mesure d'aide ou de réparation accomplie par un mineur délinquant.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6315	118
	60 *undecies* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. 13-1 de l'ordonnance du 2 février 1945) : audience du tribunal pour enfants.	Première lecture : 9 octobre 1992	3576	119
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6316	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7545	

ARTICLES Projet de loi	ARTICLES Additionnels	OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
		TITRE XI **DES FRAIS DE JUSTICE CRIMINELLE, CORRECTIONNELLE ET DE POLICE**			
61		(Art. 800-1 du C.P.P.) : prise en charge par l'Etat des frais de justice pénale.	Première lecture : 9 octobre 1992	3577	120
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6316	
62 Supprimé (Sénat)		(Art. 85 du C.P.P.) : constitution de partie civile sans consignation.	Première lecture : 9 octobre 1992	3578	
	62 *bis* (Sénat)	(Art. 88 du C.P.P.) : constitution de partie civile avec consignation.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6316	121
	62 *ter* (A.N.)	(Art. 88-1 du C.P.P.) : constitution de partie civile avec consignation.	Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7545	122
63		(Art. 91 du C.P.P.) : constitution de partie civile abusive.	Première lecture : 9 octobre 1992	3578	123
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6317	
64		(Art. 142 du C.P.P.) : cautionnement.	Première lecture : 9 octobre 1992	3579	124
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6317	
			Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7546	
65		(Art. 216 du C.P.P.) : arrêts de la chambre d'accusation.	Première lecture : 9 octobre 1992	3579	125
66		(Art. 366 du C.P.P.) : liquidation par la cour d'assises des dépens exposés par l'Etat.	Première lecture : 9 octobre 1992	3579	126
67		(Art. 375 du C.P.P.) : liquidation par la cour d'assises des dépens dus par la partie civile et recouvrement des frais non compris dans les dépens.	Première lecture : 9 octobre 1992	3579	127
68		(Art. 473 du C.P.P.) : liquidation par le tribunal correctionnel des dépens exposés par l'Etat.	Première lecture : 9 octobre 1992	3579	128
69		(Art. 475-1 du C.P.P.) : recouvrement des frais non compris dans les dépens.	Première lecture : 9 octobre 1992	3580	129
70		(Art. 526 du C.P.P.) : liquidation des frais par l'ordonnance pénale du tribunal de police.	Première lecture : 9 octobre 1992	3580	130
71		(Art. 543 du C.P.P.) : application au tribunal de police des règles du tribunal correctionnel relatives aux frais.	Première lecture : 9 octobre 1992	3580	131
72		(Art. 641 du C.P.P.) : contumace.	Première lecture : 9 octobre 1992	3580	132
73		(Art. 736 du C.P.P.) : sursis simple.	Première lecture : 9 octobre 1992	3580	133
74		(Art. 746 du C.P.P.) : sursis avec mise à l'épreuve.	Première lecture : 9 octobre 1992	3580	134
75		(Art. 749 du C.P.P.) : contrainte par corps.	Première lecture : 9 octobre 1992	3580	135
76		(Art. 788 du C.P.P.) : réhabilitation.	Première lecture : 9 octobre 1992	3580	136
77		(Art. 789 du C.P.P.) : réhabilitation.	Première lecture : 9 octobre 1992	3580	137
78		(Art. 55 du C.P.P.) : complices insolvables.	Première lecture : 9 octobre 1992	3580	138
79		(Art. 43 de la loi du 10 juillet 1991) : condamnation aux dépens de l'adversaire du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle.	Première lecture : 9 octobre 1992	3580	139
80		(Art. 48 de la loi du 10 juillet 1991) : condamnation aux dépens des accusés et prévenus.	Première lecture : 9 octobre 1992	3581	140
81		(Art. 1018-A du code général des impôts) : droit fixe de procédure.	Première lecture : 9 octobre 1992	3581	141
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6318	
82		Mesures transitoires.	Première lecture : 9 octobre 1992	3581	142
83		Abrogations.	Première lecture : 9 octobre 1992	3581	143
			Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6318	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE XII **DISPOSITIONS DE SIMPLIFICATION**			
84		(Art. 199 du C.P.P.) : lecture des arrêts des chambres d'accusation.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3582 6318 7546	144
85		(Art. 268 du C.P.P.) : signification de l'avis de renvoi à un accusé détenu.	Première lecture : 9 octobre 1992	3582	145
86		(Art. 552 du C.P.P.) : délais entre la citation et la comparution devant le tribunal.	Première lecture : 9 octobre 1992	3582	146
87		(Art. 666 du C.P.P.) : signification des arrêts de la Cour de cassation statuant sur une demande de renvoi.	Première lecture : 9 octobre 1992	3582	147
88 Supprimé (Sénat)		(Art. 768 du C.P.P.) : inscription des condamnations pour contravention au casier judiciaire national automatisé et retrait de celles-ci.	Première lecture : 9 octobre 1992	3582	
89 Supprimé (A.N.)		(Art. 769 du C.P.P.) : casier judiciaire national automatisé.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992	3582 6318	
90 Supprimé (A.N.)		(Art. 779 du C.P.P.) : décret d'application des régles relatives au casier judiciaire national automatisé.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992	3582 6318	
		TITRE XIII **DISPOSITIONS DIVERSES**			
91		(Section V du chapitre premier du titre premier du livre premier et article 30 du C.C.P.) : suppression des pouvoirs des préfets en matière de police judiciaire.	Première lecture : 9 octobre 1992	3583	148
	91 *bis* (A.N.)	(Art. 138 du C.C.P.) : suspension d'un avocat.	Première lecture : 9 octobre 1992	3583	149
92		(Art. 149-1 du C.P.P.) : composition de la commission chargée d'allouer l'indemnité pour détention provisoire abusive.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992	3584 6318	150
93		(Art. 230 du C.P.P.) : contrôle de l'activité des agents de police judiciaire adjoints et des fonctionnaires chargés de certaines fonctions de police judiciaire.	Première lecture : 9 octobre 1992	3584	151
94		(Art. 527 du C.P.P.) : exécution d'une ordonnance pénale.	Première lecture : 9 octobre 1992	3584	152
95		(Art. 529-4 et 529-5 du C.P.P.) : délais de versement des amendes forfaitaires.	Première lecture : 9 octobre 1992	3584	153
96		(Art. 530 du C.P.P.) : réclamation auprés du ministére public.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture 30 novembre 1992	3584 6320	154
97		(Art. 530-1 du C.P.P.) : irrecevabilité de la réclamation auprés du ministére public.	Première lecture 9 octobre 1992 Deuxiéme lecture : 30 novembre 1992	3584 6321	155
	97 *bis* A (Sénat) Supprimé (A.N.)	(Art. 623 du C.P.P.) : formation de la Cour de cassation statuant en matiére de révision.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6321	
–	97 *bis* (A.N.)	(Art. 730 du C.P.P.) : libération conditionnelle.	Première lecture : 9 octobre 1992	3585	156
98		(Art. 765-1 du C.P.P.) : prescription de la peine en matière d'amendes.	Première lecture 9 octobre 1992	3585	157
	98 *bis* A	Responsabilité des conservateurs des hypothéques de la ville de Nice.	Nouvelle lecture 18 décembre 1992	7546	158
	98 *bis* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat)	Application de la loi dans les territoires d'outre-mer.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxiéme lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3585 6322 7546	
	98 *ter* (A.N.)	Cumul des professions d'avocat et d'administrateur judiciaire.	Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7546	159

ARTICLES Projet de loi	ARTICLES Additionnels	OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
		TITRE XIV **DISPOSITIONS DE COORDINATION**			
99 à 165		Coordination.	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3585-3590 7547-7548 6323-6325	160 à 223
	165 *bis* (Sénat) Supprimé (A.N.)	(Art. 316-5 du code des communes) : retrait de la plainte d'un contribuable agissant en lieu et place d'une commune.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992	6325	
	166 (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Remplacement du terme « conseil » par le terme « avocat ».	Première lecture : 9 octobre 1992 Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	3591 6326 7549	224
		TITRE XV **ENTRÉE EN VIGUEUR ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES**			
	167 (Sénat)	Entrée en vigueur du projet de loi.	Deuxième lecture : 30 novembre 1992 Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	6326 7549	225
	167 *bis* (A.N.)	Dispositions transitoires en matière d'inculpation.	Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7550	226
	167 *ter* A.N.)	Dispositions transitoires en matière d'audience du jugement.	Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7550	227
	167 *quater* (A.N.)	Entrée en vigueur des dispositions relatives à la détention provisoire.	Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7550	228
	167 *quinquies* (A.N.)	Application de la loi aux juridictions militaires.	Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7550	229
	168 (Sénat)	Application de la loi à Mayotte et aux territoires d'outre-mer.	Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7551	230
	169 (A.N.)	Dispositions transitoires en matière de garde à vue.	Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7551	231
	170 à 181 (A.N.)	Dispositions transitoires en matière de détention provisoire.	Nouvelle lecture : 18 décembre 1992	7552 à 7555	232 à 243

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6, 7 octobre 1992] (p. 3361, 3385, 3428).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport de la commission des lois : Pezet (Michel) (p. 3361).

Intervention du Gouvernement : Vauzelle (Michel) (p. 3364).

Intervention du Président de la commission des lois : Gouzes (Gérard) (p. 3371).

Exception d'irrecevabilité soulevée par : Pons (Bernard) (p. 3373) : rejetée (p. 3378).

Soutenue par : *Toubon (Jacques)* (p. 3373).

Explications de vote : *Vidalies (Alain)* (p. 3377) ; *Clément (Pascal)* (p. 3377).

Rappel au règlement : Michel (Jean-Pierre) (p. 3379).

Question préalable opposée par : Millon (Charles) (p. 3385) : rejetée (p. 3388).

Soutenue par : *Clément (Pascal)* (p. 3385).

Explications de vote : *Massot (François)* (p. 3388).

Discussion générale : Debré (Jean-Louis) (p. 3389) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3390) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3392) ; *Massot (François)* (p. 3394) ; *Catala (Nicole)* (p. 3395) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3397) ; *Charles (Serge)* (p. 3398) ; *Colcombet (François)* (p. 3399) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3401) ; *Cacheux (Denise)* (p. 3402) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 3402).

Réponse du Gouvernement : Vauzelle (Michel) (p. 3404).

Motion de renvoi en commission de : Barrot (Jacques) (p. 3428) : rejetée (p. 3429).

Soutenue par : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3428).

Explications de vote : *Massot (François)* (p. 3428) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3429).

Principaux thèmes développés :

Affaires : procédures et jugements : lien avec le projet de loi : *Pezet (Michel)* (p. 3361) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3393) ; *Catala (Nicole)* (p. 3396) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3404).

Assemblée nationale :

- commission des lois : examen du projet de loi : *Gouzes (Gérard)* (p. 3371, 3372) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3393, 3428) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3402) ; *Massot (François)* (p. 3429) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3429) ;

- motions de procédure : opportunité : *Clément (Pascal)* (p. 3385) ; *Massot (François)* (p. 3388, 3389, 3428) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3429) ;
- rapporteur : situation personnelle à l'égard de la justice : *Pezet (Michel)* (p. 3361).

Code de procédure pénale : réforme :
- projet de loi : contenu, nécessité et opportunité : *Pezet (Michel)* (p. 3361, 3363) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3364, 3366, 3370, 3371, 3404, 3405) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3371, 3372, 3373) ; *Toubon Jacques* (p. 3373, 3376) ; *Vidalies (Alain)* (p. 3377) ; *Clément (Pascal)* (p. 3378) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3389) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3390, 3391) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3392, 3393, 3394, 3428) ; *Massot (François)* (p. 3394) ; *Catala (Nicole)* (p. 3395) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3397) ; *Charles (Serge)* (p. 3399) ; *Colcombet (François)* (p. 3399, 3400) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3402) ; *Cacheux (Denise)* (p. 3402) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 3404) ;
- projet de loi : insuffisances et effets pervers : *Toubon (Jacques)* (p. 3373, 3375, 3429) ; *Clément (Pascal)* (p. 3378, 3385) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3389, 3390) ; *Catala (Nicole)* (p. 3396) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3401) ;
- tentatives antérieures : *Pezet (Michel)* (p. 3361, 3362) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3365) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3371) ; *Clément (Pascal)* (p. 3378, 3388) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3392) ; *Massot (François)* (p. 3394) ; *Colcombet (François)* (p. 3400) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3401) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 3402).

Cour d'assises : arrêts : appel : *Debré (Jean-Louis)* (p. 3390) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3394) ; *Catala (Nicole)* (p. 3396).

Délinquance et criminalité : évolution : *Colcombet (François)* (p. 3400).

Détention provisoire : décision : collégialité et échevinage : *Pezet (Michel)* (p. 3362) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3367, 3405) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3374) ; *Clément (Pascal)* (p. 3378, 3386, 3387) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3390) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3393) ; *Massot (François)* (p. 3395) ; *Catala (Nicole)* (p. 3396) ; *Charles (Serge)* (p. 3399) ; *Colcombet (François)* (p. 3401).

Drogue : trafic de stupéfiants : cour d'assises spéciale : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3394).

Garde à vue : durée, conditions, présence de l'avocat : *Pezet (Michel)* (p. 3363) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3366, 3367, 3404, 3405) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3371, 3372, 3373) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3376) ; *Clément (Pascal)* (p. 3386) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3391, 3392) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3393, 3428) ; *Massot (François)* (p. 3394) ; *Catala (Nicole)* (p. 3396) ; *Colcombet (François)* (p. 3400) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3401) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 3403).

Inculpation : système actuel et réformes proposées : *Pezet (Michel)* (p. 3362) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3365, 3367, 3368, 3404) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3371, 3373) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3374) ; *Clément (Pascal)* (p. 3387) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3390) ; *Massot (François)* (p. 3395) ; *Catala (Nicole)* (p. 3396) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3401, 3402) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 3403).

Instruction :
- caractère contradictoire et droits des parties : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3369) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3374) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3390) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3392) ;
- instruction collégiale : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3370) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3373) ; *Clément (Pascal)* (p. 3386) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3390) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3392) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3393) ; *Charles (Serge)* (p. 3399) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 3403).

Juge d'instruction : désignation, pouvoirs, responsabilité et indépendance : *Pezet (Michel)* (p. 3362) ; *Vauzelle (Michel)(G)* (p. 3365, 3369, 3405) ; *Debré Jean-Louis)* (p. 3390) ; *Catala (Nicole)* (p. 3396) ; *Charles (Serge)* (p. 3399) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3401, 3402).

Justice :
- budget pour 1993 et conséquences des réformes proposées par le projet : *Pezet (Michel)* (p. 3362) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3370, 3404) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3372) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3375) ; *Clément (Pascal)* (p. 3388) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3389) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3391, 3392) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3393, 3428) ; *Catala (Nicole)* (p. 3396) ; *Charles (Serge)* (p. 3399) ; *Cacheux (Denise)* (p. 3402) ;
- lenteurs, dysfonctionnements et critiques : *Pezet (Michel)* (p 3361) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3371) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3376) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3391) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3392) ; *Catala (Nicole)* (p. 3395, 3396) ; *Cacheux (Denise)* (p. 3402) ;
- ministre de la justice : politique pénale : définition ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3366) ; *Clément (Pascal)* (p. 3387).

Lois : inflation législative : déficit d'application : *Toubon (Jacques)* (p. 3375, 3376) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3394).

Magistrature :
- Conseil supérieur de la magistrature : réforme : *Brunhes (Jacques)* (p. 3391) ;
- magistrats : indépendance : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3365) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3390) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3391) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3398).

Ministère public (parquet) : statut et pouvoirs : indépendance ou subordination hiérarchique au garde des sceaux : *Pezet (Michel)* (p. 3362) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3365, 3366) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3375) ; *Vidalies (Alain)* (p. 3377) ; *Clément (Pascal)* (p. 3387) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3390) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3391) ; *Catala (Nicole)* (p. 3396) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3428).

Nullités : *Pezet (Michel)* (p. 3363) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3370) ; *Clément (Pascal)* (p. 3387) ; *Massot (François)* (p. 3395) ; *Catala (Nicole)* (p. 3396).

Présomption d'innocence et droits des inculpés : *Pezet (Michel)* (p. 3362) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3365, 3367, 3369) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3371, 3373) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3374) ; *Clément (Pascal)* (p. 3387) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3390) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3392) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3393) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3397) ; *Charles (Serge)* (p. 3399) ; *Colcombet (François)* (p. 3400) ; *Cacheux (Denise)* (p. 3402).

Presse, édition et imprimerie : liberté de la presse et secret de l'instruction : équilibre : *Pezet (Michel)* (p. 3363) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3369, 3405) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3373) ; *Clément (Pascal)* (p. 3387) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3390) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3398) ; *Charles (Serge)* (p. 3398) ; *Colcombet (François)* (p. 3400) ; *Cacheux (Denise)* (p. 3402) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 3403).

Prévenus : dignité : respect : *Crépeau (Michel)* (p. 3397) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3405).

« Privilèges de juridiction » : suppression : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3370) ; *Clément (Pascal)* (p. 3388) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3392) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3394) ; *Charles (Serge)* (p. 3399).

Procédure inquisitoriale et procédure accusatoire : *Pezet (Michel)* (p. 3363) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3369, 3370, 3404) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3376) ; *Clément (Pascal)* (p. 3388) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3394, 3428) ; *Massot (François)* (p. 3395) ; *Charles (Serge)* (p. 3399).

Professions juridiques et judiciaires : avocats : secret professionnel : garantie : *Charles (Serge)* (p. 3399).

Rapport Delmas - Marty : *Pezet (Michel)* (p. 3361, 3362) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3365, 3366) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3391) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 3403).

Système pénitentiaire :
- crise actuelle et réforme : *Brunhes (Jacques)* (p. 3391) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3393) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3398) ;
- évasions par hélicoptère : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3364).

Rappel au règlement : *Michel (Jean-Pierre)* : estime que l'exception d'irrecevabilité défendue par M. Jacques Toubon sur le projet de réforme de la procédure pénale est en réalité une question préalable et demande que la question préalable déposée par M. Charles Millon ne soit pas discutée (p. 3379).

Discussion des articles [7 octobre 1992] (p. 3429, 3448) ; [8 octobre 1992] (p. 3468, 3492) ; [9 octobre 1992] (p. 3548, 3564).

Avant le titre Ier :

Amendement n° 323 de M. Michel Pezet (propose d'inscrire en préambule de la loi les principes directeurs de la procédure pénale) (p. 3429) : rejeté (p. 3431).

Défavorables : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3430, 3431) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3431).

Observations : *Gouzes (Gérard)* (p. 3430).

Droits de l'homme et libertés publiques : présomption d'innocence : *Gouzes (Gérard)* (p. 3430).

Amendement n° 324 de M. Michel Pezet (permet aux associations de lutte contre la délinquance routière régulièrement déclarées depuis au moins cinq ans d'exercer les droits reconnus à la partie civile) (p. 3431) ; rectifié : adopté (p. 3591).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3431, 3432) ; *Massot (François)* (p. 3432) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3432) ; *Clément (Pascal)* (p. 3432).

Titre Ier : *de la garantie des droits des personnes gardées à vue.*

Avant l'article 1er :

Amendement n° 42 de la commission : réservé jusqu'après l'article 10 (p. 3432).

Amendement n° 272 de Mme Nicole Catala (affirme l'obligation faite à toute personne d'apporter son concours aux investigations de la justice pénale et punit de quinze jours à six mois d'emprisonnement et d'une amende de 1 000 à 15 000 F toute déposition mensongère) (p. 3432) : rejeté (p. 3433).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3433) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3433).

Amendement n° 43 de la commission (dispose que les décisions relatives à l'avancement des officiers de police judiciaire sont prises sur avis conforme du procureur de la République chargé de leur notation) (p. 3433) : adopté (p. 3434).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3433).

Favorable : *Clément (Pascal)* (p. 3433).

Défavorables : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3433) ; *Colcombet (François)* (p. 3433, 3434).

Amendement n° 347 du Gouvernement : devenu sans objet (p. 3434).

Amendement n° 325 de M. Michel Pezet (dispose que le ministère de la justice donne des instructions aux procureurs généraux en ce qui concerne les orientations générales de la politique pénale ; organise son information sur des affaires particulières et limite son intervention en la matière à de simples avis au procureur compétent) (p. 3434) : rejeté (p. 3435).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3434).

Observations : *Clément (Pascal)* (p. 3435).

Magistrature : ministère public : subordination hiérarchique au garde des sceaux et instructions nominatives : *Pezet (Michel)* (p. 3434) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3434) ; *Clément (Pascal)* (p. 3434).

Discussion commune des amendements nos 181 et 362.

Amendement n° 181 de M. Jacques Toubon (abroge l'article 33 du code de procédure pénale qui subordonne les réquisitions écrites du parquet aux instructions du ministère de la justice et du procureur général) (p. 3435) : rejeté (p. 3438).

Défavorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 3436) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3437).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 3436).

Amendement n° 362 de M. Pascal Clément (dispose que le parquet ne peut recevoir du ministère de la justice, sauf cas exceptionnel, que des instructions générales consignées par écrit et transmises aux procureurs généraux) (p. 3435) : rejeté (p. 3438).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3437) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3437).

Discussion commune des amendements nos 44 et 273 rectifié.

Amendement n° 44 de la commission (dispose que les instructions données par le ministère de la justice au procureur général, qu'elles tendent ou non à l'ouverture d'une information, sont écrites et motivées) (p. 3438) : rejeté (p. 3440).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3438).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 3438) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3438, 3439) ; *Clément (Pascal)* (p. 3439).

Sous-amendement oral du Gouvernement (supprime l'obligation de motiver les instructions) (p. 3439) : rejeté (p. 3440).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 3439) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 3440).

Amendement n° 273 rectifié de Mme Nicole Catala (dispose que les instructions données par le ministère de la justice au procureur général sont écrites, motivées et jointes au dossier) (p. 3438) : adopté après modifications (p. 3440).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 3438) ; *Pezet (Michel)* (p. 3438) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3438, 3439) ; *Clément (Pascal)* (p. 3439).

Sous-amendement oral du Gouvernement (supprime les mots « motivées et jointes au dossier ») : adopté (p. 3440).

Défavorable : *Clément (Pascal)* (p. 3440).

Amendement n° 182 de M. Jacques Toubon : devenu sans objet (p. 3440).

Amendement n° 322 de M. Serge Charles (applique la règle du secret professionnel à toutes les consultations écrites et correspondances existant entre un avocat et son client) (p. 3440) : adopté (p. 3441).

Favorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 3440, 3441) ; *Pezet (Michel)* (p. 3441) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3441).

Observations : *Colcombet (François)* (p. 3441).

Article 1er *(art. 41 du code de procédure pénale : contrôle de la garde à vue par le procureur de la République) :* adopté après modifications (p. 3448).

Amendement n° 47 de la commission (de forme) : adopté (p. 3448).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3448).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3448).

Après l'article 1er :

Amendement n° 326 corrigé de M. Michel Pezet (définit le rôle du procureur de la République dans une procédure d'instruction préparatoire à une audience de jugement de type accusatoire ; lui réserve les pouvoirs d'investigation et de conduite de l'enquête et remplace le juge d'instruction par un juge de la mise en état chargé notamment de garantir le respect des libertés fondamentales) : rejeté (p. 3448).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3448).

Amendement n° 348 du Gouvernement (autorise le procureur de la République à soumettre le prévenu à une médiation préalable au déclenchement de l'action publique afin de mettre fin au trouble résultant de l'infraction, de réparer le dommage causé et de contribuer au reclassement dudit prévenu) (p. 3448) ; rectifié (le mot « prévenu » est remplacé par les mots « auteur de l'infraction ») : adopté (p. 3449).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3448, 3449).

Favorable : *Toubon (Jacques)* (p. 3449).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 3449).

Amendement n° 45 de la commission : devenu sans objet (p. 3449).

Amendement n° 183 corrigé de M. Jacques Toubon (propose une nouvelle définition du crime ou du délit flagrant en précisant les délais pris en compte) (p. 3449) : rejeté (p. 3450).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3450) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3450).

Discussion commune des amendements nos 184 rectifié et 46.

Amendement n° 184 rectifié de M. Jacques Toubon (dispose que les perquisitions dans le cabinet ou le domicile d'une personne tenue au secret professionnel sont effectuées par un magistrat en présence de la personne responsable de l'ordre ou de l'organisation professionnelle auquel appartient la personne intéressée) : retiré (p. 3450).

Amendement n° 46 de la commission (dispose que les perquisitions dans le cabinet ou le domicile d'un médecin, d'un notaire ou d'un huissier sont effectuées par un magistrat en présence de la personne responsable de l'ordre ou de l'organisation professionnelle auquel appartient la personne intéressée) (p. 3450) : adopté (p. 3451).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3450).

Favorable : *Toubon (Jacques)* (p. 3450, 3451).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3450, 3451).

Article 2 *(art. 62 du code de procédure pénale : audition des témoins en cas d'infraction flagrante) :* adopté après modifications (p. 3451).

Amendement n° 48 de la commission (maintient l'obligation de déposer pour les personnes convoquées dans un local de police) : adopté (p. 3451).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3451).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3451).

Article 3 *(art. 63 du code de procédure pénale : garde à vue en cas d'infraction flagrante)* (p. 3451) : adopté après modifications (p. 3454).

Discussion commune des amendements n°s 49 et 121.

Amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3451).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3451).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3451).

Amendement n° 121 de M. François Asensi (précise que, pour être mise en œuvre, une garde à vue doit être estimée indispensable par l'officier de police judiciaire) : rejeté (p. 3451).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3451).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 3451).

Amendement n° 122 de M. François Asensi (interdit la garde à vue des mineurs de moins de treize ans) (p. 3451) : retiré (p. 3452).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3451, 3452).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 3452).

Amendement n° 50 de la commission (dispose qu'une personne peut être gardée à vue en tout lieu où l'officier de police judiciaire l'estime nécessaire) : rejeté (p. 3452).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3452).

Défavorables : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3452) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3452).

Rappel au règlement : *Toubon (Jacques) :* regrette que sur l'amendement n° 50 de la commission des lois, un certain nombre de députés ait voté par « réflexe » contre l'amendement afin de répondre au vœu du Gouvernement et malgré la volonté initialement exprimée par la commission (p. 3452) ; *Mazeaud (Pierre) (VP)* (p. 3452) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3452) ; *Massot (François)* (p. 3452).

Amendement n° 51 rectifié de la commission (dispose que les simples témoins d'une infraction flagrante ne peuvent être retenus que le temps nécessaire à leur déposition, durée qui ne saurait excéder 24 heures) (p. 3452) : adopté (p. 3453).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3453).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3453).

Amendement n° 185 de M. Jacques Toubon (précise que le temps nécessaire pour conduire le gardé à vue devant le procureur de la République est ajouté au délai de garde à vue) (p. 3453) : rejeté (p. 3454).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3454) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3454).

Amendement n° 289 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3454).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3454).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3454).

Amendement n° 123 de M. François Asensi (dispose que le prolongement d'une garde à vue n'est accordé qu'à titre exceptionnel) : rejeté (p. 3454).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3454).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3454).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 3454).

Amendement n° 124 de M. François Asensi (supprime la possibilité de prolonger la garde à vue sans présenter la personne au procureur) : rejeté (p. 3454).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3454).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3454) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3454).

Article 4 *(art. 63-1 à 63-5 nouveaux du code de procédure pénale : droits de la personne gardée à vue) :* réservé à la demande du Gouvernement (p. 3454).

Article 5 *(art. 64 du code de procédure pénale : procès-verbal d'audition)* (p. 3454) : adopté après modifications (p. 3455).

Amendement n° 291 corrigé de la commission (de clarification) (p. 3454) : adopté (p. 3455).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3454).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3455).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 3455).

Article 6 *(art. 65 du code de procédure pénale : registre spécial et carnet de déclarations) :* adopté après modifications (p. 3455).

Amendement n° 292 de la commission (de clarification) : adopté (p. 3455).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3455).

Amendement n° 187 de M. Jacques Toubon : devenu sans objet (p. 3455).

Après l'article 6 :

Discussion des amendements identiques n°s 57 et 188 (suppriment la possibilité pour le juge d'instruction de prendre la direction de l'enquête de flagrance quand il se trouve sur les lieux de l'infraction).

Amendement n° 57 de la commission : adopté (p. 3455).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3455).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3455).

Amendement n° 188 de M. Jacques Toubon : adopté (p. 3455).

Discussion des amendements identiques n°s 58 de la commission et 189 de M. Jacques Toubon (de conséquence) : adoptés (p. 3455).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 3455).

Article 7 *(art. 77 du code de procédure pénale : garde à vue en cas d'enquête préliminaire)* (p. 3455) : adopté après modifications (p. 3457).

Amendement n° 190 de M. Jacques Toubon (prévoit que la garde à vue dans le cas d'une enquête préliminaire ne peut avoir lieu que dans un local de police et à condition que la personne gardée à vue s'y soit spontanément rendue ; unifie pour le reste le régime des deux types de garde à vue) (p. 3455) : rejeté (p. 3456).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3456) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3456).

Amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3456).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3456).

Amendement n° 293 de la commission (de clarification) : adopté (p. 3456).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3456).

Amendement n° 130 de M. François Asensi (dispose que, pour le prolongement de la garde à vue, la personne est présentée au procureur de la République en présence d'un avocat ; supprime la possibilité de prolonger la garde à vue sans que la personne soit présentée au procureur) : rejeté (p. 3456).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3456).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3456) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3456).

Amendement n° 60 de la commission (de clarification) : adopté (p. 3456).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3456).

Amendement n° 191 de M. Jacques Toubon (dispose que les procès-verbaux des interrogatoires de garde à vue sont placés sous scellés et ne pourront être joints à la procédure ultérieure qu'après accord de la personne poursuivie ; précise que l'officier de police judiciaire signale par note confidentielle au procureur de la République si la personne a reconnu ou pas sa participation aux faits) (p. 3456) : retiré (p. 3457).

Après l'article 7 :

Amendement n° 61 deuxième rectification de la commission (dispose que les aveux exprimés en garde à vue n'ont de force probante que s'ils sont réitérés devant un magistrat ou corroborés par d'autres éléments de preuve) : rejeté (p. 3457).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3457).

Favorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 3457).

Défavorables : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3457) ; *Massot (François)* (p. 3457) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3457).

Article 8 *(art. 78 du code de procédure pénale : comparution des témoins en cas d'enquête préliminaire)* : adopté après modifications (p. 3458).

Amendement n° 192 de M. Jacques Toubon (dispose qu'une personne convoquée pour témoigner lors d'une enquête préliminaire ne peut être contrainte à comparaître) : retiré (p. 3458).

Amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3458).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3458).

Amendement n° 63 de la commission (dispose qu'une personne convoquée pour témoigner lors d'une enquête préliminaire peut être obligée non seulement à comparaître par usage de la force publique mais aussi à déposer) : adopté (p. 3458).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3458).

Favorable : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3458).

Défavorables : *Colcombet (François)* (p. 3458) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3458) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3458).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3458).

Amendement n° 131 de M. François Asensi (précise que les personnes convoquées sont tenues de comparaître sauf raison valable et notamment de santé, sur certificat médical) : rejeté (p. 3458).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3458).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3458) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3458).

Amendement n° 64 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3458).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3458).

Article 9 *(art. 151 du code de procédure pénale : procès-verbaux des commissions rogatoires)* (p. 3458) : adopté après modifications (p. 3459).

Amendement n° 350 du Gouvernement (dispose que les commissions rogatoires sont versées au dossier lorsque les procès-verbaux établis pour leur exécution sont remis au juge d'instruction) (p. 3458) : adopté (p. 3459).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3459).

Favorables : *Pezet (Michel)* (p. 3459) ; *Clément (Pascal)* (p. 3459).

Article 10 *(art. 154 du code de procédure pénale : garde à vue en cas de commission rogatoire)* (p. 3459) : adopté après modifications (p. 3460).

Amendement n° 193 de M. Jacques Toubon (qualifie de « rétention » le fait pour un officier de police judiciaire de retenir une personne à sa disposition pour les nécessités de l'exécution d'une commission rogatoire ; applique à cette rétention les règles de la garde à vue, en substituant le juge d'instruction au procureur de la République) : retiré (p. 3459).

Amendement n° 65 de la commission (qualifie de « rétention » la garde à vue mise en œuvre en cas de commission rogatoire) : adopté (p. 3459).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3459).

Amendement n° 66 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3459).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3459).

Amendement n° 132 de M. François Asensi (dispose que pour le prolongement de la garde à vue, la personne est présentée au juge d'instruction assistée d'un avocat) : rejeté (p. 3460).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3460).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 3460).

Amendement n° 294 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3460).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3460).

Amendement n° 67 de la commission (de conséquence) : devenu sans objet (p. 3460).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3460).

Amendement n° 133 de M. François Asensi (supprime la possibilité de prolonger la garde à vue en cas de commission rogatoire sans que la personne soit présentée au juge d'instruction) : rejeté (p. 3460).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3460).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 3460).

Amendement n° 68 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3460).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3460).

Amendements n°s 69 et 70 de la commission (de conséquence) : adoptés (p. 3460).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 3460).

Avant l'article 1er (suite) :

Amendement n° 42 précédemment réservé de la commission (intitule le titre Ier « Des enquêtes de police et de la garantie des personnes gardées à vues ») ; rectifié : adopté (p. 3460).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3460).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3460).

Observations : *Gouzes (Gérard)* (p. 3460).

Titre II : *de la conduite de l'information par plusieurs juges d'instruction.*

Article 11 *(art. 83 du code de procédure pénale : désignation du juge d'instruction)* (p. 3460) : adopté après modifications (p. 3468).

Amendement n° 134 de M. François Asensi (dispose que les magistrats instructeurs sont uniquement désignés en fonction d'un tableau de roulement établi à cet effet par le président du tribunal) : rejeté (p. 3461).

Soutenu par : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3461).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3461) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3461).

Observations : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3461).

Discussion des amendements identiques n°s 71 et 274 (suppriment la possibilité pour le président du tribunal d'établir un tableau de roulement).

Amendement n° 71 de la commission : adopté (p. 3461).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3461).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3461).

Amendement n° 274 de Mme Nicole Catala : adopté (p. 3461).

Amendement n° 275 de Mme Nicole Catala (supprime les dispositions relatives à l'organisation d'une instruction collégiale) (p. 3461) : rejeté (p. 3462).

Soutenu par : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3461).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3461) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3461).

Discussion des amendements identiques n°s 72 et 194 (disposent qu'à la demande du juge d'instruction initialement saisi, le président du tribunal peut, à tout moment de la procédure, lui adjoindre un ou plusieurs magistrats instructeurs).

Amendement n° 72 de la commission : rejeté (p. 3462).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3462).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3462).

Observations : *Colcombet (François)* (p. 3462).

Amendement n° 194 de M. Jacques Toubon : rejeté (p. 3462).

Rappel au règlement : *Toubon (Jacques) :* regrette que l'ordre du jour mette en discussion des textes comme la procédure pénale ou la lutte contre la corruption, préparés et examinés dans la précipitation, aux dépens des projets sur l'éthique biomédicale (p. 3462).

Rappel au règlement : *Limouzy (Jacques) :* s'étonne qu'à l'issue de la suspension de séance, aucun des membres du groupe qui avait sollicité cette suspension ne soit présent dans l'hémicyle pour en demander la prolongation (p. 3463).

Amendement n° 135 de M. François Asensi : devenu sans objet (p. 3468).

Article 12 *(art. 83-1 nouveau du code de procédure pénale : hypothèse où le tribunal ne compte qu'un seul juge d'instruction)* (p. 3468) : adopté après modifications (p. 3470).

Amendement n° 276 de Mme Nicole Catala (de suppression) (p. 3468) : rejeté (p. 3469).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3468).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3469) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3469).

Amendement n° 73 de la commission (dispose que lorsque le tribunal ne comporte qu'un ou deux juges d'instruction, la désignation des magistrats instructeurs adjoints est faite par le Premier président de la cour d'appel parmi les juges de son ressort) (p. 3469) : adopté après modifications (p. 3470).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3469, 3470).

Favorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 3469, 3470).

Défavorables : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3469) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3469, 3470).

Sous-amendement n° 375 de M. Michel Pezet (précise que le premier président de la cour d'appel procède à cette désignation sur demande du président du tribunal concerné) : adopté (p. 3470).

Amendement n° 136 de M. François Asensi : devenu sans objet (p. 3470).

Article 13 *(art. 84 du code de procédure pénale : cas de dessaisissement ou d'empêchement du juge d'instruction) :* adopté (p. 3470).

Amendement n° 277 de Mme Nicole Catala : devenu sans objet (p. 3470).

Avant l'article 14 :

Amendements n°s 98 et 195 : réservés jusqu'après l'article 32 (p. 3471).

Titre III : *de la mise en examen, de la mise en cause et des droits des parties au cours de l'instruction.*

Article 14 *(art. 80 du code de procédure pénale : saisine du juge d'instruction)* (p. 3471) : adopté (p. 3478).

Discussion commune des amendements n°s 74, 214 rectifié et 327.

Amendement n° 74 de la commission (précise que le juge d'instruction ne peut informer qu'en vertu d'un réquisitoire *in personam* ou contre X du parquet et uniquement sur les faits qui lui sont déférés, sans pour autant être lié par les qualifications retenues dans le réquisitoire ni par la désignation des personnes qui y sont visées) (p. 3471) : retiré (p. 3478).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3471, 3477).

Favorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 3473, 3474, 3478).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3472, 3475, 3476) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3473) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 3474) ; *Clément (Pascal)* (p. 3475).

Sous-amendement n° 340 de M. Michel Inchauspé (dispose que la durée de l'instruction ne peut dépasser douze mois) (p. 3471) : rejeté (p. 3477).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3476).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3477).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 3476) ; *Clément (Pascal)* (p. 3477) ; *Millet (Gilbert)* (p. 3477).

Amendement n° 214 rectifié de M. Jacques Toubon (précise que le juge d'instruction ne peut informer qu'en vertu d'un réquisitoire *in personam* ou contre X du parquet et uniquement sur les faits qui lui sont déférés, sans pour autant être lié par les qualifications retenues dans le réquisitoire ni par la désignation des personnes qui y sont visées) (p. 3471) : retiré (p. 3478).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3472).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3472).

Amendement n° 327 de M. Michel Pezet (dispose que l'information est réputée ouverte le jour où le président du tribunal reçoit les réquisitions du procureur de la République tendant à la désignation d'un magistrat instructeur ; précise la procédure relative aux plaintes avec constitution de parties civiles) (p. 3471) : retiré (p. 3478).

Procédure pénale : instruction : systèmes proposés par le Gouvernement et par la commission : *Pezet (Michel)* (p. 3471) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3471, 3472, 3474, 3475) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3472, 3473, 3476) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3473) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3473, 3474) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 3474) ; *Clément (Pascal)* (p. 3475).

Après l'article 14 :

Amendement n° 328 de M. Michel Pezet (précise les compétences du juge de la mise à état, dans le cas d'une procédure de type accusatoire) : rejeté (p. 3478).

Défavorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 3478) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3478).

Article 15 *(art. 80-1, 80-2 et 80-3 nouveaux du code de procédure pénale : mise en examen et mise en cause au cours de l'instruction)* (p. 3478) : adopté après modifications (p. 3485).

Discussion commune des amendements n°s 329, 75 et 215 rectifié.

Amendement n° 329 de M. Michel Pezet (précise les modalités de l'instruction dans le cas d'une procédure de type accusatoire) (p. 3478) : retiré (p. 3479).

Amendement n° 75 de la commission (propose une nouvelle organisation de l'instruction qui donne compétence au juge d'instruction pour prononcer à l'encontre d'une personne qu'il estime coupable une ordonnance de présomption de charges motivée, après un débat contradictoire entre le ministère public et l'intéressé assisté de son avocat ; dispose que l'ordonnance de présomption de charges est susceptible d'appel devant la chambre d'accusation) (p. 3478) : retiré (p. 3479).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 3479).

Amendement n° 215 rectifié de M. Jacques Toubon (propose une nouvelle organisation de l'instruction qui donne compétence au juge d'instruction pour prononcer une ordonnance de mise en accusation motivée à l'encontre d'une personne qu'il estime coupable ; dispose que cette mise en accusation est susceptible d'appel devant la chambre d'accusation) : retiré (p. 3479).

Article 80-1 nouveau du code de procédure pénale (mise en examen de la personne visée dans le réquisitoire) :

Amendement n° 176 de M. Pascal Clément (de suppression) : retiré (p. 3479).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3479).

Amendement n° 330 de M. Michel Pezet (rédactionnel) : adopté (p. 3479).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3479).

Article 80-2 nouveau du code de procédure pénale (mise en examen en cas d'ouverture d'une information contre X) :

Amendement n° 331 de M. Michel Pezet (rédactionnel) : adopté (p. 3479).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3479).

Article 80-3 nouveau du code de procédure pénale (mise en cause) :

Discussion commune des amendements n°s 377 et 369.

Amendement n° 377 de la commission (substitue à la procédure de « mise en cause » une ordonnance de présomption de charges, rendue par le juge d'instruction après un débat contradictoire où il entend le ministère public et l'intéressé assisté de son avocat ; dispose que cette ordonnance est susceptible d'appel par l'intéressé et le ministère public devant la chambre d'accusation et est obligatoire avant tout placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire) (p. 3479) : adopté après modifications (p. 3484).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3480, 3481).

Favorable : *Toubon (Jacques)* (p. 3481, 3482).

Défavorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 3480, 3481, 3483) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3481).

Observations : *Brunhes (Jacques)* (p. 3482) ; *Massot (François)* (p. 3482) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3482, 3483) ; *Millet (Gilbert)* (p. 3483).

Sous-amendement n° 381 du Gouvernement (supprime le débat contradictoire préalable à l'ordonnance de présomption de charges) (p. 3479) : adopté (p. 3483).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3481).

Défavorables : *Toubon (Jacques)* (p. 3482) ; *Pezet (Michel)* (p. 3483).

Sous-amendement n° 378 de M. Emmanuel Aubert (supprime la disposition qui rend obligatoire une ordonnance de présomption de charges avant tout placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire) (p. 3479) : adopté (p. 3483).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 3483).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3483).

Sous-amendement n° 379 de M. Jacques Toubon (précise que le placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire est le fait de la chambre d'examen des mises en détention) (p. 3479) : devenu sans objet (p. 3484).

Sous-amendement n° 383 de M. Jacques Toubon (dispose que le débat contradictoire n'a lieu que si la personne mise en examen en fait la demande) (p. 3482) : devenu sans objet (p. 3483).

Sous-amendement n° 384 de M. Gérard Gouzes (substitue aux mots « ordonnance de présomption de charges » les mots « ordonnance de notification de charges ») : adopté (p. 3483).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3483).

Amendement n° 369 de M. Michel Pezet (substitue à la procédure de mise en cause une ordonnance de présomption de charges rendue par le juge d'instruction après notification à l'intéressé des faits qualifiés pénalement qui lui sont imputés ; dispose que cette ordonnance est obligatoire avant tout placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire) (p. 3480) : devenu sans objet (p. 3484).

Interventions de : Toubon (Jacques) (p. 3484) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3484, 3485) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3484) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3484) ; *Pezet (Michel)* (p. 3484) ; *Clément (Pascal)* (p. 3485) : version de l'article 80-3 du code de procédure pénale finalement adopté par l'Assemblée nationale, en contradiction avec le vote en commission.

Article 16 *(art. 81 du code de procédure pénale : demande d'examen médical)* (p. 3492) : adopté après modifications (p. 3493).

Discussion commune des amendements n°s 332 et 76.

Amendement n° 332 de M. Michel Pezet (précise les pouvoirs du procureur de la République dans le cas d'une procédure accusatoire) : rejeté (p. 3492).

Défavorables : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3492) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3492).

Amendement n° 76 de la commission (dispose que le juge d'instruction procède à tous les actes d'information qu'il juge utiles pour la manifestation de la vérité ; étend aux parties le droit de demander au juge des actes d'information ; précise qu'en cas de refus opposé à cette demande, le juge doit rendre une ordonnance motivée qui peut faire l'objet d'un appel devant la chambre d'accusation) : retiré (p. 3492).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3492).

Amendement n° 370 de M. Michel Pezet (de conséquence) (p. 3492) ; rectifié : adopté (p. 3493).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3493).

Observations : *Brunhes (Jacques)* (p. 3493).

Amendement n° 371 de M. Michel Pezet (de conséquence) ; rectifié : adopté (p. 3493).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3493).

Article 17 *(art. 82 du code de procédure pénale : actes d'instruction requis par le procureur de la République)* : adopté (p. 3493).

Amendement n° 77 de la commission (de suppression) : retiré (p. 3493).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3493).

Amendement n° 333 de M. Michel Pezet (précise les compétences du juge de la mise en état dans le cas d'une procédure de type accusatoire) : rejeté (p. 3493).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3493).

Article 18 *(art. 82-1 nouveau du code de procédure pénale : droits nouveaux reconnus aux parties)* (p. 3493) : adopté après modifications (p. 3494).

Amendement n° 78 de la commission (de suppression) : retiré (p. 3493).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3493).

Amendement n° 372 du Gouvernement (dispose que les parties peuvent demander au juge d'instruction qu'il procède à leur audition ou à leur interrogatoire) (p. 3493) : adopté (p. 3494).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3494).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3494).

Amendement n° 373 du Gouvernement (dispose qu'à l'expiration d'un délai de quatre mois après sa dernière comparution, toute personne mise en examen qui en fait la demande par écrit doit être entendue par le juge d'instruction dans les quinze jours qui suivent) : adopté (p. 3494).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3494).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3494).

Article 19 *(art. 86 du code de procédure pénale : information ouverte sur une plainte avec constitution de partie civile)* : adopté après modifications (p. 3494).

Amendement n° 79 de la commission (de suppression) : retiré (p. 3494).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3494).

Amendement n° 334 de M. Michel Pezet (de coordination) : adopté (p. 3494).

Amendement n° 335 de M. Michel Pezet (rédactionnel) : adopté (p. 3494).

Après l'article 19 :

Amendement n° 351 du Gouvernement (dispose que la constitution de partie civile peut avoir lieu à tout moment au cours de l'instruction et précise les modalités de contestation de cette constitution) (p. 3494) : adopté (p. 3495).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3494).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3494).

Observations : *Clément (Pascal)* (p. 3495).

Article 20 *(art. 104 du code de procédure pénale : témoin assisté)* : adopté après modifications (p. 3495).

Amendement n° 80 de la commission (dispose que toute personne qui estime y avoir intérêt peut à tout moment demander à faire l'objet d'une ordonnance de présomption de charges) : retiré (p. 3495).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3495).

Amendement n° 336 de M. Michel Pezet (rédactionnel) : adopté (p. 3495).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3495).

Article 21 *(art. 105 du code de procédure pénale : interdiction d'entendre une personne comme témoin pour faire échec aux droits de la défense) :* adopté (p. 3495).

Amendement n° 81 de la commission (dispose que le juge d'instruction, les magistrats et les officiers de police judiciaire ne peuvent entendre comme témoins des personnes contre lesquelles existent des indices sérieux et concordants de culpabilité) : retiré (p. 3495).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3495).

Article 22 *(art. 114 du code de procédure pénale : auditions et confrontations ; communication du dossier)* (p. 3495) : adopté après modifications (p. 3496).

Amendement n° 82 de la commission (précise que, lors de la première comparution, le juge d'instruction fait connaître à la personne déférée les faits qui lui sont imputés et l'avertit qu'elle peut garder le silence) : devenu sans objet (p. 3495).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3495).

Amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3495).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3495).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3495).

Amendement n° 84 de la commission (précise que l'avocat est convoqué par pli recommandé avec accusé de réception) : adopté (p. 3496).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3496).

Favorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 3496).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3496).

Discussion des amendements identiques n°s 85 de la commission et 177 de M. Pascal Clément (portent à quatre jours le délai de transmission du dossier aux avocats préalablement à la première comparution) : adoptés (p. 3496).

Soutenus par : *Clément (Pascal)* (p. 3496).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3496).

Amendement n° 86 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3496).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3496).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3496).

Amendement n° 87 de la commission (supprime la possibilité de refuser la mise à disposition du dossier en raison des exigences de bon fonctionnement du cabinet du juge d'instruction) : adopté (p. 3496).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3496).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3496).

Amendement n° 88 de la commission (précise que les pièces du dossier dont les avocats obtiennent copie sont réservées à leur usage exclusif) : adopté (p. 3496).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3496).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3496).

Amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3496).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3496).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3496).

Article 23 *(art. 115 du code de procédure pénale : choix de leur conseil par les parties) :* adopté (p. 3496).

Article 24 *(art. 116 du code de procédure pénale : interrogatoire de première comparution) :* adopté après modifications (p. 3497).

Amendement n° 318 de M. Patrick Devedjian (dispose qu'avant de procéder à l'interrogatoire, le juge d'instruction expose précisément à la personne poursuivie les faits qui lui sont reprochés et précise que ces faits sont consignés par écrit dans le procès-verbal) : adopté après modifications (p. 3497).

Soutenu par : *Clément (Pascal)* (p. 3497).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3497).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3497).

Sous-amendement oral du Gouvernement (substitue aux mots « les faits qui lui sont reprochés » les mots « les faits dont il est saisi ») : adopté (p. 3497).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3497).

Amendement n° 90 de la commission (de coordination) : rejeté (p. 3497).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3497).

Observations : *Gouzes (Gérard)* (p. 3497).

Après l'article 24 :

Amendement n° 374 du Gouvernement (dispose que lorsqu'une personne mise en examen en fait la demande écrite, sa première comparution a lieu dans un délai de quinze jours) (p. 3497) : adopté (p. 3498).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3497).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 3498).

Sous-amendement n° 380 de M. Jacques Brunhes (propose que la première comparution ait obligatoirement lieu dans les quinze jours qui suivent l'ouverture de l'information) (p. 3497) : rejeté (p. 3498).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 3497).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3497).

Article 25 *(art. 117 du code de procédure pénale : interrogatoire ou confrontation immédiat justifié par l'urgence) :* adopté après modifications (p. 3498).

Amendement n° 363 de M. Michel Pezet (de coordination) : adopté (p. 3498).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3498).

Article 26 *(art. 118 du code de procédure pénale : abrogation) :* adopté (p. 3498).

Amendement n° 196 de M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté (p. 3498).

Soutenu par : *Clément (Pascal)* (p. 3498).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3498) ; *Vauzelle (Michel)* (p. 3498).

Après l'article 26 :

Amendement n° 197 de M. Jacques Toubon (précise les conditions de consultation du dossier par les parties au cours de l'instruction) : devenu sans objet (p. 3498).

Article 27 *(art. 156 du code de procédure pénale : expertises) :* adopté (p. 3498).

Amendement n° 198 de M. Jacques Toubon (de coordination) : devenu sans objet (p. 3498).

Après l'article 27 :

Discussion des amendements identiques n°s 91 de la commission et 199 de M. Jacques Toubon (disposent que le juge avise les parties de la désignation d'un ou plusieurs experts) : adoptés (p. 3498).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 3498).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3498).

Amendement n° 200 de M. Jacques Toubon (de coordination) : rejeté (p. 3499).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3499) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3499).

Article 28 *(art. 167 du code de procédure pénale : communication aux parties des conclusions des experts) :* adopté (p. 3499).

Amendements n°s 201 et 202 de M. Jacques Toubon (de coordination) : devenus sans objet (p. 3499).

Après l'article 28 :

Discussion commune des amendements n°s 92 corrigé et 204.

Amendement n° 92 corrigé de la commission (précise les mentions que doit comporter une ordonnance de réglement) : retiré (p. 3499).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3499).

Amendement n° 204 de M. Jacques Toubon (précise les mentions que doit comporter une ordonnance de réglement) : rejeté (p. 3499).

Discussion des amendements identiques n°s 93 et 203 (modifient l'intitulé de la section IX du chapitre Ier du titre III du code de procédure pénale afin de viser « les ordonnances du juge d'instruction »).

Amendement n° 93 de la commission : retiré (p. 3499).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3499).

Amendement n° 203 de M. Jacques Toubon : rejeté (p. 3499).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3499).

Article 29 *(art. 176 du code de procédure pénale : examen par le juge d'instruction des charges relevées à l'encontre de la personne mise en cause)* (p. 3499) : adopté (p. 3500).

Discussion des amendements identiques n°s 94 de la commission et 205 de M. Jacques Toubon (de suppression) : retirés (p. 3499).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 3499).

Amendement n° 206 de M. Jacques Toubon (précise la façon dont les parties et le ministère public sont tenus informés des ordonnances prises par le juge d'instruction) (p. 3499) : rejeté (p. 3500).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3500) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3500).

Article 30 *(art. 177 du code de procédure pénale : ordonnance de non lieu)* : adopté (p. 3500).

Discussion des amendements identiques n°s 95 et 207 (de suppression).

Amendement n° 95 de la commission : retiré (p. 3500).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3500).

Amendement n° 207 de M. Jacques Toubon : rejeté (p. 3500).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3500) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3500).

Amendement n° 208 de M. Jacques Toubon (de conséquence) : rejeté (p. 3500).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3500) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3500).

Après l'article 30 :

Amendement n° 210 de M. Jacques Toubon (de coordination) : rejeté (p. 3500).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3500) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3500).

Amendement n° 209 de M. Jacques Toubon (précise les obligations du procureur de la République lorsqu'il reçoit du juge d'instruction un dossier assorti d'une ordonnance de renvoi) : rejeté (p. 3500).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3500) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3500).

Amendement n° 352 du Gouvernement (reconnaît au procureur de la République le droit d'interjeter appel devant la chambre d'accusation de toute ordonnance du juge d'instruction et de toute décision du collège de mise en détention provisoire) : retiré (p. 3501).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3501).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 3501).

Article 31 *(art. 186 du code de procédure pénale : droit d'appel reconnu aux parties)* : adopté (p. 3501).

Discussion des amendements identiques n°s 96 et 211 (de suppression).

Amendement n° 96 de la commission : retiré (p. 3501).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3501).

Amendement n° 211 de M. Jacques Toubon : rejeté (p. 3501).

Amendement n° 212 de M. Jacques Toubon (précise que les parties privées peuvent faire appel de toutes les ordonnances du juge d'instruction selon la procédure fixée à l'article 81-3 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 3501).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3501) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3501).

Amendement n° 337 de M. Michel Pezet (dispose que l'ordonnance de mise en cause est également susceptible d'appel devant la chambre d'accusation) : devenu sans objet (p. 3501).

Article 32 *(art. 186-1 du code de procédure pénale : droit d'appel reconnu aux parties)* : adopté après modifications (p. 3501).

Amendement n° 213 de M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté (p. 3501).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3501) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3501).

Amendement n° 97 de la commission (dispose que les ordonnances du président de la chambre d'accusation sur la recevabilité des appels doivent être motivées) : adopté (p. 3501).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3501).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3501).

Après l'article 32 :

Amendement n° 259 de M. Jacques Toubon (précise la destination et les utilisations possibles des informations recueillies lors de l'enquête de personnalité) (p. 3501) : rejeté (p. 3502).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3502) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3502).

Amendement n° 353 du Gouvernement (réserve la consultation du dossier déposé au greffe de la chambre d'accusation aux personnes mises en examen ou mises en cause et aux parties civiles dont la constitution a été déclarée recevable) : adopté après rectification (p. 3502).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3502).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3502).

Défavorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 3502) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3502).

Avant l'article 14 : amendements précédemment réservés.

Discussion commune des amendements n°s 98 rectifié et 195.

Amendement n° 98 rectifié de la commission (modifie l'intitulé du titre III afin d'y faire figurer l'expression « notification des charges ») : adopté (p. 3503).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3503).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3503).

Amendement n° 195 de M. Jacques Toubon (modifie l'intitulé du titre III en substituant les mots : « de la présomption de charges » aux mots « de la mise en examen et de la mise en cause ») : devenu sans objet (p. 3503).

Article 4 précédemment réservé *(art. 63-1 à 63-5 nouveaux du code de procédure pénale : droits de la personne gardée à vue)* (p. 3503) : adopté après modifications (p. 3513).

Article 63-1 du code de procédure pénale (information du gardé à vue sur ses droits) :

Amendement n° 174 de M. Pascal Clément (supprime la disposition selon laquelle les informations données à la personne gardée à vue lui sont communiquées dans une langue qu'elle comprend) : rejeté (p. 3503).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3503) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3503).

Amendement n° 175 de M. Pascal Clément (précise que les informations données à la personne gardée à vue lui sont « si possible » communiquées dans une langue qu'elle comprend) : rejeté (p. 3503).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3503) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3503).

Amendement n° 125 de M. François Asensi (dispose que les informations données à une personne gardée à vue lui sont communiquées dans sa propre langue) : rejeté (p. 3503).

Soutenu par : *Brunhes (Jacques)* (p. 3503).

Favorable : *Millet (Gilbert)* (p. 3504).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3503) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3503).

Observations : *Clément (Pascal)* (p. 3503, 3504).

Rappel au règlement : *Aubert (Emmanuel)* : regrette que son amendement relatif au respect de la dignité et des droits des personnes placées en garde à vue n'ait pas été appelé à l'issue de l'examen de l'article 63-1 du code de procé-

dure pénale (p. 3504) ; *Forni (Raymond) (VP) :* déclare n'avoir pas été saisi de l'amendement et décide de le mettre immédiatement en discussion (p. 3504).

Amendement n° 395 de M. Emmanuel Aubert (déclare que la garde à vue ne doit à aucun moment porter atteinte à la dignité et aux droits des personnes) (p. 3504) : rejeté (p. 3505).

Favorable : *Brunhes (Jacques)* (p. 3505).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3504, 3505) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3505) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3505).

Article 63-2 du code de procédure pénale (droit de faire prévenir un membre de la famille) :

Amendement n° 127 de M. François Asensi (dispose que dès son placement en garde à vue, la personne est assistée d'un avocat de son choix ou à défaut commis d'office) (p. 3505) : rejeté (p. 3509).

Soutenu par : *Brunhes (Jacques)* (p. 3505, 3508).

Défavorable : *Toubon (Jacques)* (p. 3506, 3507).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 3505, 3506) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3506) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3506, 3507, 3508) ; *Clément (Pascal)* (p. 3508) ; *Massot (François)* (p. 3509) ; *Catala (Nicole)* (p. 3509).

Garde à vue : assistance d'un avocat : amendement n° 349 du Gouvernement : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3506, 3507, 3508) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3506, 3507) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3508) ; *Clément (Pascal)* (p. 3508) ; *Massot (François)* (p. 3509) ; *Catala (Nicole)* (p. 3509).

Amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3509).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3509).

Favorables : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3509) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3509) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3509).

Amendement n° 126 de M. François Asensi (supprime la possibilité donnée à l'officier de police judiciaire de refuser le contact avec la famille « en raison des nécessités de l'enquête ») (p. 3509) : rejeté (p. 3510).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 3510).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3510) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3510).

Amendement n° 290 de la commission (dispose qu'en cas de garde à vue d'un mineur de treize ans l'officier de police judiciaire est dans l'obligation de prévenir les parents, le tuteur, la personne ou le service auquel est confié le mineur, sauf avis contraire du procureur de la République ou du juge d'instruction) : adopté (p. 3510).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3510).

Favorable : *Toubon (Jacques)* (p. 3510).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3510).

Article 63-3 du code de procédure pénale (droit à un examen médical) :

Discussion commune des amendements n°s 53 et 186.

Amendement n° 53 de la commission (dispose que le médecin est désigné par le procureur de la République sur la demande de la personne gardée à vue ; précise qu'en cas de prolongement de la garde à vue, la personne peut être examinée une seconde fois) (p. 3510) : adopté (p. 3511).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3510).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3511).

Amendement n° 186 de M. Jacques Toubon (dispose que le médecin est désigné dès le début de la garde à vue sur une liste établie par le procureur de la République ; précise que ce médecin établit un certificat mentionnant notamment les lésions existantes, l'aptitude de la personne à être gardée à vue et les précautions médicales à prendre durant celle-ci) (p. 3510) : devenu sans objet (p. 3511).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3511).

Observations : *Millet (Gilbert)* (p. 3511).

Amendement n° 128 de M. François Asensi (dispose que la personne gardée à vue choisit elle-même le médecin) : devenu sans objet (p. 3511).

Amendement n° 129 de M. François Asensi (dispose qu'à tout moment de la garde à vue, un examen médical est de droit à la demande de la personne) : rejeté (p. 3511).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 3511).

Amendement n° 54 de la commission (précise que le médecin auquel peut faire appel la famille du gardé à vue est également désigné par le procureur de la République) : adopté (p. 3511).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3511).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3511).

Après l'article 63-3 du code de procédure pénale :

Discussion commune des amendements n°s 55 deuxième rectification et 349.

Amendement n° 55 deuxième rectification de la commission (permet à toute personne placée en garde à vue de s'entretenir sur place ou par téléphone de façon confidentielle et secrète avec un avocat pour une durée maximale d'une demi-heure, cet entretien étant renouvelable en cas de prolongement de la garde à vue) (p. 3511) : adopté (p. 3513).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3512).

Favorable : *Aubert (Emmanuel)* (p. 3512, 3513).

Sous-amendement n° 396 de M. Emmanuel Aubert (précise que les dispositions de l'article ne sont pas applicables dans les cas où la garde à vue est soumise à des règles particulières de prolongation) : rejeté (p. 3513).

Amendement n° 349 du Gouvernement (dispose qu'à l'issue de vingt heures de garde à vue et si une prolongation est envisagée, la personne peut s'entretenir de façon confidentielle, pour trente minutes au maximum, avec un avocat désigné par le bâtonnier ; précise que le bâtonnier est prévenu sans délai de la demande et que l'avocat peut, à l'issue de l'entretien, présenter des observations qui sont jointes à la procédure) (p. 3511) : devenu sans objet (p. 3513).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3512).

Sous-amendement n° 382 de M. Jacques Brunhes (supprime la double condition du délai de vingt heures et du prolongement envisagé de la garde à vue) (p. 3511) : devenu sans objet (p. 3513).

Sous-amendement n° 385 de M. Michel Pezet (précise que l'avocat est commis d'office ou désigné par la bâtonnier uniquement dans les cas où la personne n'est pas en mesure de le choisir elle-même) (p. 3511) : devenu sans objet (p. 3513).

Sous-amendement n° 386 de M. Michel Pezet (propose que, dans les cas où la garde à vue est soumise à des règles particulières de prolongement, le délai requis pour contacter un avocat soit porté à quarante quatre heures) (p. 3512) : devenu sans objet (p. 3513).

Amendement n° 56 de la commission (propose que toute personne placée en garde à vue depuis plus de six heures ait droit à un repas) : retiré (p. 3513).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3513).

Après l'article 32 (suite) :

Amendement n° 22 du Gouvernement : réservé jusqu'après l'amendement n° 21 (p. 3513).

Discussion commune des amendements n°s 99 rectifié et 278.

Amendement n° 99 rectifié de la commission (punit des peines applicables à la violation du secret professionnel la publication du nom d'une personne mise en examen ou ayant fait l'objet d'une ordonnance de notification de charges, ou d'informations permettant son identification) (p. 3513) : vote réservé jusqu'après l'article 48 (p. 3514).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3513).

Défavorables : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3513, 3514) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3514).

Observations : *Clément (Pascal)* (p. 3514).

Presse, édition, imprimerie : liberté de la presse : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3514) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3514) ; *Clément (Pascal)* (p. 3514).

Amendement n° 278 de M. Jacques Toubon (punit des peines applicables à la violation du secret professionnel la publication du nom d'une personne ayant fait l'objet d'une ordonnance de présomption de charges ou d'informations permettant son identification) (p. 3513) : vote réservé jusqu'après l'article 48 (p. 3514).

Amendement n° 11 du Gouvernement (affirme que chacun est tenu de respecter la présomption d'innocence ; permet à toute personne présentée avant toute condamnation comme coupable de faits faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire de demander la diffusion d'une rectification ou d'un communiqué faisant cesser l'atteinte à sa présomption d'innoncence) (p. 3515) : adopté après modifications (p. 3516).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3515, 3516).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3515).

Défavorable : *Toubon (Jacques)* (p. 3515, 3516).

Sous-amendement n° 341 de M. Pascal Clément (précise que chacun a droit au respect de la présomption d'innocence) (p. 3515) : adopté (p. 3516).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3516).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 3515).

Sous-amendement n° 342 de M. Pascal Clément (dispose que la personne mise en cause par la presse ne peut avoir recours à l'insertion d'une rectification, mais seulement à la diffusion d'un communiqué et précise que l'obligation d'insérer ce dernier peut être sanctionnée pénalement) (p. 3515) : rejeté (p. 3516).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3516).

Amendement n° 12 du Gouvernement (dispose qu'un juge d'instruction, sur la demande d'une personne bénéficiant d'une décision de non-lieu, peut ordonner la publication de cette décision ; précise qu'en cas de refus du juge, la personne peut en déférer au président de la chambre d'accusation) (p. 3516) : adopté après modifications (p. 3517).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3516).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3516).

Sous-amendement n° 100 de la commission (dispose que la publication de la décision de non-lieu est automatique dès lors que la personne concernée en fait la demande) (p. 3516) : adopté (p. 3517).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3516).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3516).

Sous-amendement n° 101 de la commission (de coordination) (p. 3516) : adopté (p. 3517).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3516).

Sous-amendement n° 102 de la commission (dispose que la diffusion de la décision de non-lieu peut également se faire par les médias audiovisuels) (p. 3516) : adopté (p. 3517).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3516).

Favorables : *Clément (Pascal)* (p. 3516) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3516) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3516, 3517) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3517).

Observations : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3516).

Sous-amendement n° 103 de la commission (de conséquence) (p. 3516) : adopté (p. 3517).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3516).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3516).

Amendement n° 13 du Gouvernement (dispose que la chambre d'accusation peut, sur la demande d'une personne bénéficiant d'un arrêt de non-lieu, ordonner la publication de cet arrêt ou bien l'insertion d'un communiqué dans les journaux) : adopté après modifications (p. 3517).

Soutenu par : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3517).

Sous-amendement n° 104 de la commission (dispose que la publication de l'arrêt de non-lieu est automatique dès lors que la personne concernée en fait la demande) : adopté (p. 3517).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3517).

Sous-amendement n° 105 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3517).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3517).

Sous-amendement n° 106 de la commission (dispose que la diffusion de l'arrêt de non-lieu peut également se faire par les médias audiovisuels) : adopté (p. 3517).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3517).

Sous-amendement n° 295 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3517).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3517).

Amendement n° 14 du Gouvernement (autorise toute personne dont le nom a été cité par la presse à l'occasion de poursuites pénales à demander l'insertion d'un communiqué dans un délai de trois mois à compter de la décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement) (p. 3517) : adopté (p. 3518).

Soutenu par : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3517).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3518).

Amendement n° 15 du Gouvernement (modifie la loi du 29 juillet 1881 sur la presse : fixe à trois mois la prescription pour les atteintes à la présomption d'innocence ; institue un délai de dix jours permettant un débat contradictoire avant qu'un organe de presse soit condamné, même en référé, au versement d'une provision ; permet une réouverture du délai de prescription des actions publiques et civiles au profit des personnes visées et définitivement mises hors de cause) : adopté après modifications (p. 3518).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3518).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 3518) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3518).

Sous-amendement n° 107 de la commission (supprime le délai de dix jours prévu avant le paiement des provisions sur des dommages-intérêts) : adopté (p. 3518).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 3518).

Favorable : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3518).

Amendement n° 16 du Gouvernement (modifie la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle : permet une réouverture du délai de prescription du droit de réponse audiovisuelle au profit des personnes ayant bénéficié d'une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement) (p. 3518) : adopté (p. 3519).

Soutenu par : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3519).

Favorables : *Pezet (Michel)* (p. 3519) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3519).

Amendement n° 17 du Gouvernement (réserve à un magistrat le monopole des perquisitions conduites dans les locaux d'un média ; dispose que ce magistrat veille au respect du libre exercice de la profession de journaliste et de la libre diffusion de l'information) : adopté (p. 3519).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3519).

Favorables : *Pezet (Michel)* (p. 3519) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3519).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 3519).

Partis et mouvements politiques : extension aux partis du régime proposé par l'amendement : *Toubon (Jacques)* (p. 3519) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3519).

Amendement n° 18 du Gouvernement (dispose que tout journaliste entendu comme témoin sur des informations qu'il a recueillies est libre de ne pas en révéler la source) (p. 3519) : adopté après modifications (p. 3520).

Soutenu par : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3519).

Sous-amendement n° 108 de la commission (précise que le journaliste est cependant obligé de communiquer les informations qu'il a recueillies) (p. 3519) : adopté (p. 3520).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3520).

Observations : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3519, 3520).

Amendement n° 19 du Gouvernement (abroge l'interdiction faite à la presse de publier des photographies relatant certains crimes et délits) : rejeté (p. 3520).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3520).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3520) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3520) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3520).

Amendement n° 20 du Gouvernement (autorise le compte rendu par voie de presse des procès en diffamation lorsque l'imputation attaquée se réfère à des faits remontant à plus de dix ans ou amnistiés) : rejeté (p. 3520).

Soutenu par : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3520).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 3520).

Amendement n° 21 du Gouvernement (abroge l'interdiction faite à la presse de publier avant décision judiciaire des informations relatives à des constitutions de parties civiles) : rejeté (p. 3520).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3520).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 3520).

Amendement n° 22 précédemment réservé du Gouvernement (insère dans le projet de loi un titre III *bis* « Du respect de la présomption d'innocence et des garanties de la liberté d'information ») : adopté (p. 3520).

Amendements n°s 216 de M. Jacques Toubon et 109 de la commission : réservés jusqu'après l'article 42 (p. 3520).

Titre IV : *de la détention provisoire et du collège compétent en la matière.*

Article 33 *(art. 137-1 nouveau du code de procédure pénale : collège compétent pour ordonner le placement en détention provisoire)* (p. 3521) : adopté après modifications (p. 3523).

Discussion commune des amendements n°s 110 et 178.

Amendement n° 110 de la commission (dispose que la détention provisoire est prescrite ou prolongée par une chambre d'examen des mises en détention provisoire composée d'un président, magistrat du siège, et de deux assesseurs désignés par le président du tribunal de grande instance, soit parmi les autres magistrats du siège, soit sur une liste établie chaque année par l'assemblée générale du tribunal) (p. 3521) : adopté après modifications (p. 3522).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3521).

Favorables : *Aubert (Emmanuel)* (p. 3522) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3522) ; *Clément (Pascal)* (p. 3522).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3521).

Sous-amendement n° 339 de M. Michel Pezet (supprime la possibilité de nommer les deux assesseurs parmi les autres magistrats du siège) (p. 3521) : adopté (p. 3522).

Favorables : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3522) ; *Clément (Pascal)* (p. 3522).

Amendement n° 178 de M. Pascal Clément (dispose que le juge d'instruction chargé de l'information ne fait pas partie du collège) (p. 3521) : devenu sans objet (p. 3522).

Amendement n° 111 de la commission (de conséquence) (p. 3522) : adopté (p. 3523).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3522).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3523).

Amendement n° 354 du Gouvernement (supprime la convocation automatique des conseils devant la chambre en cas de prolongation de la détention provisoire) : adopté (p. 3523).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3523).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3523).

Amendement n° 112 rectifié de la commission (dispose que la chambre d'examen se prononce, après un débat contradictoire, au vu des seuls éléments relatifs à l'appréciation des conditions de mise en détention provisoire) : adopté (p. 3523).

Soutenu par : *Aubert (Emmanuel)* (p. 3523).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3523).

Amendements n°s 113 et 173 de la commission (de coordination) : adoptés (p. 3523).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 3523).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3523).

Amendement n° 114 de la commission (interdit au magistrat ayant siégé dans la chambre de participer au jugement des affaires pénales dont il a eu à connaître) : adopté (p. 3523).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3523).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3523).

Article 34 *(art. 122 du code de procédure pénale : mandats délivrés par le juge d'instruction)* (p. 3523) : adopté après modifications (p. 3524).

Amendement n° 217 de M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté (p. 3523).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3523) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3523).

Amendement n° 218 de M. Jacques Toubon (dispose que le juge d'instruction peut décerner un mandat d'amener ou d'arrêt et définit ces deux types de mandat) (p. 3523) : rejeté (p. 3524).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3524) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3524).

Amendement n° 364 de M. Michel Pezet (de coordination) : adopté (p. 3524).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3524).

Après l'article 34 :

Amendement n° 219 de M. Jacques Toubon (précise le contenu et les modes de notification et d'exécution des mandats d'arrêt et d'amener) : rejeté (p. 3524).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3524) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3524).

Amendement n° 220 de M. Jacques Toubon (précise la durée pendant laquelle une personne faisant l'objet d'un mandat d'amener peut être retenue) : rejeté (p. 3524).

Amendement n° 297 de la commission (dispose que les personnes arrêtées en vertu d'un mandat d'amener ne peuvent être soumises au port de menottes que si elles sont considérées comme dangereuses ou à surveiller particulièrement) (p. 3524) : adopté (p. 3525).

Soutenu par : *Aubert (Emmanuel)* (p. 3525).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3525).

Amendements n°s 221, 222 et 223 de M. Jacques Toubon : devenus sans objet (p. 3525).

Article 35 *(art. 135 du code de procédure pénale : mandat de dépôt) : adopté (p. 3525).*

Amendements n°s 225 et 224 de M. Jacques Toubon : devenus sans objet (p. 3525).

Après l'article 35 :

Amendement n° 226 de M. Jacques Toubon (dispose que l'ordonnance du juge d'instruction décidant d'un placement sous contrôle judiciaire est susceptible d'appel) : rejeté (p. 3525).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3525) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3525).

Article 36 *(art. 141-2 du code de procédure pénale : hypothèse où la personne se soustrait aux obligations du contrôle judiciaire)* (p. 3525) : adopté après modifications (p. 3526).

Amendement n° 227 de M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté (p. 3525).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3525) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3525).

Amendement n° 298 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3526).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3526).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3526).

Amendement n° 15 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3526).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3526).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3526).

Article 37 *(art. 144 du code de procédure pénale : conditions du placement en détention provisoire)* (p. 3526) : adopté après modifications (p. 3527).

Amendement n° 228 de M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté (p. 3526).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3526) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3526).

Amendement n° 229 de M. Jacques Toubon (propose une nouvelle rédaction de l'article qui précise limitativement les cas où une détention provisoire peut être ordonnée) (p. 3526) : rejeté (p. 3527).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3526) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3527).

Amendement n° 116 de la commission (supprime la disposition qui limite la détention provisoire d'ordre public à la matière criminelle) : adopté (p. 3527).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3527).

Favorable : *Aubert (Emmanuel)* (p. 3527).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3527).

Article 38 *(art. 145 du code de procédure pénale : décision de placement en détention provisoire)* (p. 3527) : adopté après modifications (p. 3528).

Amendement n° 230 de M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté (p. 3527).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3527) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3527).

Amendement n° 231 de M. Jacques Toubon (précise les modalités de placement en détention provisoire par le juge d'instruction) (p. 3527) : rejeté (p. 3528).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3528) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3528).

Amendements n°s 300 rectifié et 365 de la commission (de coordination) : adoptés (p. 3528).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 3528).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3528).

Amendement n° 137 de M. François Asensi (dispose que l'ordonnance de placement en incarcération provisoire pour une durée de quatre jours maximum est également susceptible d'appel) : rejeté (p. 3528).

Soutenu par : *Brunhes (Jacques)* (p. 3528).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3528) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3528).

Article 39 *(art. 145-1 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire)* (p. 3528) : adopté après modifications (p. 3529).

Amendement n° 232 de M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté (p. 3528).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3528) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3528).

Amendement n° 366 de M. Michel Pezet (de conséquence) : adopté (p. 3528).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3528).

Amendement n° 355 du Gouvernement (de coordination) (p. 3528) : adopté (p. 3529).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3528).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3528).

Observations : *Gouzes (Gérard)* (p. 3528) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3529).

Article 40 *(art. 145-2 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire)* : adopté après modifications (p. 3529).

Amendement n° 233 de M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté (p. 3529).

Amendement n° 138 de M. François Asensi (ramène la durée de la détention provisoire à six mois en matière criminelle) : rejeté (p. 3529).

Soutenu par : *Brunhes (Jacques)* (p. 3529).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3529) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3529).

Amendement n° 139 de M. François Asensi (dispose que la prolongation de la détention provisoire en matière criminelle ne peut excéder six mois) : rejeté (p. 3529).

Soutenu par : *Brunhes (Jacques)* (p. 3529).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3529) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3529).

Amendement n° 356 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 3529).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3529).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3529).

Article 41 *(art. 145-3 nouveau du code de procédure pénale : permis de visite)* (p. 3529) : adopté (p. 3530).

Discussion des amendements identiques n°s 140 et 234 (de suppression).

Amendement n° 140 de M. François Asensi : rejeté (p. 3529).

Soutenu par : *Brunhes (Jacques)* (p. 3529).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3529) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3529).

Amendement n° 234 de M. Jacques Toubon : rejeté (p. 3529).

Amendement n° 141 de M. François Asensi (propose que toute visite soit de droit lorsque la personne a moins de 25 ans ou qu'il s'agit d'une première inculpation) : rejeté (p. 3530).

Soutenu par : *Brunhes (Jacques)* (p. 3530).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3530) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3530).

Après l'article 41 :

Amendement n° 235 de M. Jacques Toubon (organise le régime des visites lors d'une détention provisoire) : non soutenu (p. 3548).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 3548).

Amendement n° 236 de M. Jacques Toubon (dispose qu'en toute matière, la mise en liberté peut être demandée à tout moment au juge d'instruction par la personne en accusation ou son conseil) : non soutenu (p. 3548).

Amendement n° 338 de M. Gérard Gouzes (dispose que la demande de mise en liberté est examinée dans un délai de trois jours) : retiré (p. 3548).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3548) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3548).

Amendement n° 301 de la commission (dispose que, lorsque le juge d'instruction refuse une mise en liberté provisoire, le procureur de la République ou la personne détenue peut interjeter appel devant le tribunal d'examen des mises en détention provisoire) (p. 3548) : rejeté (p. 3549).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3549).

Défavorables : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3549) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3549).

Amendement n° 261 de M. Jacques Toubon (propose une nouvelle définition de la détention provisoire d'ordre public) : non soutenu (p. 3549).

Amendement n° 262 de M. Jacques Toubon (précise les cas où le procureur de la République peut décider d'un placement en détention provisoire pour protéger l'ordre public) : non soutenu (p. 3549).

Amendement n° 263 de M. Jacques Toubon (dispose que le procureur qui souhaite un placement en détention provisoire pour protéger l'ordre public saisit le président du tribunal de grande instance ; précise que ce magistrat statue en audience de cabinet après débat contradictoire) : non soutenu (p. 3549).

Amendement n° 264 de M. Jacques Toubon (dispose que l'ordonnance de placement en détention provisoire pour protéger l'ordre public produit son effet pour la durée de l'instruction et celle qui sépare la fin de l'instruction de la procédure de jugement) : non soutenu (p. 3549).

Amendement n° 265 de M. Jacques Toubon (précise les règles de mise en liberté d'une personne faisant l'objet d'une mise en détention d'ordre public) (p. 3549) : non soutenu (p. 3550).

Amendement n° 266 de M. Jacques Toubon (précise la procédure applicable lorsqu'une juridiction statue sur une demande de mainlevée totale ou partielle du contrôle judiciaire ou sur une demande de mise en liberté) : non soutenu (p. 3550).

Amendement n° 267 de M. Jacques Toubon (dispose qu'une personne mise en accusation doit, lorsqu'elle est remise en liberté, faire une déclaration d'adresse au juge d'instruction et le tenir au courant de tout changement) : non soutenu (p. 3550).

Amendement n° 268 de M. Jacques Toubon (dispose qu'en toute matière et en tout état de la procédure, la juridiction d'instruction ou de jugement peut, à titre exceptionnel, accorder une autorisation de sortie sous escorte à la personne mise en accusation, au prévenu ou à l'intéressé) : non soutenu (p. 3550).

Amendement n° 269 de M. Jacques Toubon (précise la procédure à observer lors d'une demande de mainlevée ou de modification du contrôle judiciaire ou de mise en liberté) : non soutenu (p. 3550).

Amendement n° 270 de M. Jacques Toubon (dispose que la personne mise en détention provisoire peut demander sa mise en liberté par une déclaration auprès du chef de l'établissement pénitentiaire) : non soutenu (p. 3550).

Amendement n° 271 de M. Jacques Toubon (précise la procédure applicable lorsque la personne mise en accusation saisit la chambre d'accusation d'une demande de mise en liberté) : non soutenu (p. 3550).

Article 42 *(art. 207 du code de procédure pénale : compétence de la chambre d'accusation)* (p. 3550) : adopté après modifications (p. 3551).

Amendement n° 237 de M. Jacques Toubon (de suppression) : non soutenu (p. 3550).

Amendement n° 238 de M. Jacques Toubon (précise les compétences de la chambre d'accusation lorsque, en toute matière, elle infirme une ordonnance du juge d'instruction et, plus précisément, en matière de contentieux de la mise en liberté) : non soutenu (p. 3551).

Amendement n° 302 de la commission (supprime les dispositions qui précisent la portée et le contenu de l'arrêt de la chambre d'accusation infirmant une ordonnance du juge d'instruction et décernant un mandat de dépôt ou d'arrêt à l'encontre d'une personne mise en examen) : retiré (p. 3551).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3551).

Amendement n° 387 de M. Michel Pezet (de coordination) : adopté (p. 3551).

Avant l'article 33 : amendements précédemment réservés.

Discussion commune des amendement n° 216 et 109.

Amendement n° 216 de M. Jacques Toubon (supprime dans l'intitulé du titre IV les mots « et du collège compétent en la matière ?) : devenu sans objet (p. 3551).

Amendement n° 109 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3551).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3551).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3551).

Titre V : *du régime des nullités de l'information.*

Article 43 *(art. 170 à 174 du code de procédure pénale : régime des nullités)* (p. 3551) : adopté après modifications (p. 3553).

Article 171 du code de procédure pénale (nullités textuelles d'ordre public) :

Amendement n° 142 de M. François Asensi (de suppression) (p. 3551) : non soutenu (p. 3552).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 3552).

Amendement n° 239 de M. Jacques Toubon (propose une nouvelle rédaction de l'article qui fixe les dispositions dont la violation entraîne nullité d'ordre public de l'instruction) : non soutenu (p. 3552).

Amendement n° 180 de M. Pascal Clément (supprime les articles relatifs à la garde à vue de l'énumération des dispositions dont la violation entraîne une nullité absolue) : non soutenu (p. 3552).

Amendement n° 376 de M. Gérard Gouzes (supprime les articles relatifs à la mise en examen de l'énumération des dispositions dont la violation entraîne une nullité absolue) : adopté (p. 3552).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3552).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 3552).

Amendement n° 117 de la commission (dispose que l'inobservation des règles relatives à l'exercice des droits de la défense est une cause de nullité absolue d'ordre public) : rejeté (p. 3552).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3552, 3553).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3552).

Article 172 du code de procédure pénale (nullités substantielles d'ordre privé) :

Amendement n° 143 de M. François Asensi (de suppression) : non soutenu (p. 3553).

Amendement n° 240 de M. Jacques Toubon (dispose qu'il y a nullité d'intérêt privé de l'instruction lorsque la méconnaissance d'une formalité a porté atteinte aux intérêts de la partie qu'elle concerne) : non soutenu (p. 3553).

Article 173 du code de procédure pénale (saisine de la chambre d'accusation) :

Amendement n° 241 de M. Jacques Toubon (de suppression) : non soutenu (p. 3553).

Article 174 du code de procédure pénale (portée de la décision de la chambre d'accusation) :

Amendement n° 242 de M. Jacques Toubon (dispose que la chambre d'accusation se prononce sur la validité de l'instruction chaque fois qu'elle est saisie du dossier pour quelque raison et par quelque personne que ce soit ; précise que de la même façon, les parties invoquent en premier lieu les nullités d'ordre public commises à leur préjudice avant de débattre du fond de la saisine de la chambre d'accusation) : non soutenu (p. 3553).

Après l'article 174 du code de procédure pénale :

Amendement n° 243 de M. Jacques Toubon (précise le contenu et la portée de la décision d'annulation de la chambre d'accusation) : non soutenu (p. 3553).

Article 44 *(art. 175 du code de procédure pénale : règlement de l'information)* : adopté après modifications (p. 3553).

Amendement n° 244 de M. Jacques Toubon (de suppression) : non soutenu (p. 3553).

Amendement n° 118 de la commission (porte à quinze jours le délai de transmission du dossier au procureur de la République) : adopté (p. 3553).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3553).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3553).

Article 45 *(art. 178 du code de procédure pénale : renvoi devant le tribunal de police)* (p. 3553) : adopté (p. 3554).

Discussion des amendements identiques n°s 144 de M. François Asensi et 245 de M. Jacques Toubon (de suppression) : non soutenus (p. 3553).

Amendement n° 246 de M. Jacques Toubon (reprend à cet endroit du texte les dispositions de l'article 44 relatives au réglement de l'information) (p. 3553) : non soutenu (p. 3554).

Article 46 *(art. 179 du code de procédure pénale : renvoi devant le tribunal correctionnel)* : adopté (p. 3554).

Amendement n° 247 de M. Jacques Toubon (de suppression) : non soutenu (p. 3554).

Amendement n° 248 de M. Jacques Toubon (précise que le juge d'instruction examine s'il existe contre la personne mise en accusation des charges constitutives d'infractions à la loi pénale) : non soutenu (p. 3554).

Amendement n° 145 de M. François Asensi (supprime la disposition relative à l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel qui, devenue définitive, couvre les vices de la procédure antérieure) : non soutenu (p. 3554).

Après l'article 46 :

Amendement n° 249 de M. Jacques Toubon (expose les modalités de renvoi du dossier devant une juridiction de jugement et précise que l'ordonnance de renvoi devenue définitive purge les vices de la procédure antérieure) : non soutenu (p. 3554).

Amendement n° 250 de M. Jacques Toubon (précise la procédure applicable lorsque le juge d'instruction estime que les faits constituent une infraction qualifiée de crime par la loi) : non soutenu (p. 3554).

Amendement n° 34 corrigé du Gouvernement (dispose que lors d'une audience correctionnelle, les débats portent d'abord sur les faits reprochés à l'accusé puis sur la personnalité de celui-ci ; précise que l'accusé est d'abord interrogé par le ministère public, puis par les parties et enfin par la défense) : adopté après modifications (p. 3569).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3569).

Sous-amendement n° 400 de M. Michel Pezet (précise que le ministère public et les avocats des parties posent leurs questions et développent les observations de la barre du tribunal) : adopté (p. 3569).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3569).

Amendement n° 35 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 3569).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3569).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3569).

Amendement n° 36 du Gouvernement (fixe les modalités d'audition des témoins lors de l'audience correctionnelle) : adopté (p. 3569).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3569).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3569).

Amendement n° 37 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 3570).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3570).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3570).

Amendement n° 38 du Gouvernement (dispose qu'à l'issue de l'audition du témoin, le président peut lui poser toute question qu'il juge utile) : adopté après modifications (p. 3570).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3570).

Sous-amendement n° 304 de la commission (dispose que les assesseurs du président peuvent également poser des questions) : adopté (p. 3570).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3570).

Favorable : *Aubert (Emmanuel)* (p. 3570).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3570).

Amendement n° 39 du Gouvernement (dispose que le président du tribunal correctionnel présente les pièces à conviction soit d'office, soit à la demande du ministère public ou des parties) : adopté (p. 3570).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3570).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3570).

Amendement n° 40 rectifié du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 3570).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3570).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3570).

Amendement n° 305 de la commission (précise que les dispositions relatives à l'audience seront applicables un an après l'entrée en vigueur de la loi, exception faite de la procédure contradictoire devant les tribunaux correctionnels) : adopté (p. 3570).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3570).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3570).

Amendement n° 41 précédemment réservé du Gouvernement (insère dans le projet un titre V *bis* intitulé « Des débats de l'audience du jugement ») : adopté (p. 3570).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3570).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3570).

Intervention du Gouvernement : Vauzelle (Michel) : rend hommage au courage physique et moral des magistrats et plus particulièrement à deux magistrats-femmes blessées récemment dans l'exercice de leurs fonctions (p. 3570, 3571).

Titre VI : *des causes de renvoi d'un tribunal à un autre.*

Article 54 *(art. 679 à 688 du code de procédure pénale, art. L. 341-3 du code forestier, art. L. 115 du code électoral, art. 6 de la loi du 10 juillet 1982 : suppression des privilèges de juridiction) :* adopté après modifications (p. 3571).

Amendement n° 120 de la commission (de précision) : adopté (p. 3571).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3571).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3571).

Article 55 *(art. 662 du code de procédure pénale : renvoi pour cause de suspicion légitime) :* adopté (p. 3571).

Article 56 *(art. 665 du code de procédure pénale : renvoi pour cause de sûreté publique ou dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice) :* adopté (p. 3571).

Article 57 *(art. 665-1 du code de procédure pénale : renvoi pour cause d'interruption du cours de la justice) :* adopté (p. 3571).

Article 58 *(art. 667 du code de procédure pénale : nouvelle demande de renvoi après rejet) :* adopté (p. 3571).

Article 59 *(art. 675 du code de procédure pénale : coordination) :* adopté (p. 3571).

Article 60 *(art. 677 du code de procédure pénale : délit d'outrage envers un magistrat commis par un avocat au cours d'une audience)* (p. 3571) : adopté (p. 3572).

Amendement n° 397 du Gouvernement (supprime la disposition qui limite la portée de l'article aux avocats ; dispose que les magistrats qui ont participé à l'audience au cours de laquelle l'outrage a été commis ne peuvent composer la juridiction saisie des poursuites) (p. 3571) : rejeté (p. 3572).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3571, 3572).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 3571, 3572) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3572).

Amendement n° 148 de la commission (dispose que le procureur de la République, après avoir reçu le procès-verbal du président du tribunal, saisit la Cour de cassation, laquelle désigne la chambre d'accusation chargée de l'instruction) : rejeté (p. 3572).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3572).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3572).

Après l'article 60 :

Amendement n° 1 du Gouvernement : réservé jusqu'après l'amendement n° 358 (p. 3572).

Amendement n° 2 du Gouvernement (soumet le placement en garde à vue d'un mineur de treize ans à autorisation préalable du procureur de la République ou du juge d'instruction ; dispose que seul l'un de ces deux magistrats peut décider de différer l'information de la famille du mineur ; interdit toute prolongation de la garde à vue pour les mineurs de treize ans et la subordonne à une audition préalable par le juge pour les mineurs de plus de treize ans) (p. 3572) : adopté (p. 3573).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3572).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 3572, 3573).

Amendement n° 3 du Gouvernement (dispose que tout mineur poursuivi doit être assisté d'un conseil, que celui-ci soit choisi par le mineur ou par ses représentants légaux ou désigné par le procureur de la République, le juge des enfants ou le juge d'instruction) : adopté après modifications (p. 3573).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3573).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3573).

Sous-amendement n° 149 de la commission (substitue le mot « avocat » au mot « conseil ») : adopté (p. 3573).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3573).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3573).

Amendement n° 4 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 3573).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3573).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3573).

Amendement n° 5 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 3573).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3573).

Sous-amendement n° 150 de la commission (dispose que le juge des enfants et le juge d'instruction ont l'obligation d'informer les parents du mineur que celui-ci fait l'objet d'une ordonnance de présomption de charges) : retiré (p. 3573).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3573).

Amendement n° 6 du Gouvernement (étend au juge d'instruction et au juge des enfants l'obligation d'informer les parents du mineur des faits pour lesquels ce dernier est mis en examen) : adopté (p. 3573).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3573).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3573).

Amendement n° 7 du Gouvernement (limite aux cas d'urgence la possibilité pour le juge d'entendre un mineur sur sa situation familiale ou personnelle hors de la présence de son avocat ; autorise le juge pour enfants à rendre une ordonnance de non lieu) (p. 3573) : adopté après modifications (p. 3574).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3574).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3574).

Sous-amendement n° 388 de M. Michel Pezet (de coordination) : adopté (p. 3574).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3574).

Amendement n° 8 du Gouvernement (de coordination) : adopté après modifications (p. 3574).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3574).

Sous-amendement n° 152 de la commission (de coordination) : adopté après rectification (p. 3574).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3574).

Amendement n° 9 du Gouvernement (précise que le juge des enfants ou le juge d'instruction a, lors de la première comparution, l'obligation de prendre toutes mesures pour que le mineur bénéficie effectivement de l'assistance d'un avocat) : adopté après modifications (p. 3574).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3574).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3574).

Sous-amendement n° 389 de M. Michel Pezet (de coordination) : adopté (p. 3574).

Amendement n° 10 du Gouvernement (étend aux mineurs les garanties accordées aux majeurs en matière de détention provisoire ; prévoit, dans les tribunaux de grande instance pourvus d'un tribunal des enfants, la présence d'un juge pour enfants au sein du collège de mise en détention provisoire) (p. 3574) : adopté après modifications (p. 3576).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3575, 3576).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3575).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 3575, 3576) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3576).

Loi : projet de loi : date de dépôt des amendements relatifs aux mineurs et débat en commission : *Toubon (Jacques)* (p. 3575, 3576) ; *Pezet (Michel)* (p. 3576) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3576).

Sous-amendement n° 306 de la commission (de coordination) (p. 3575) : adopté après rectification (p. 3576).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3575).

Amendement n° 358 du Gouvernement (conserve à l'audience du tribunal des enfants son caractère inquisitorial) : adopté (p. 3576).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3576).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3576).

Amendement n° 1 du Gouvernement précédemment réservé (insère dans le projet de loi un titre VI *bis* intitulé « Dispositions applicables aux mineurs ») : adopté (p. 3576).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3576).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3576).

Amendement n° 154 de la commission (institue une procédure d'appel des arrêts de cour d'assises devant une cour des appels criminels siégeant dans le ressort de chaque cour d'appel et composée de trois magistrats professionnels et d'un jury de neuf citoyens ; dispose que le jury de la cour d'assises est ramené à sept jurés) (p. 3576) : retiré (p. 3577).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3576, 3577).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3577).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 3577) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3577).

Titre VII : *des frais de justice criminelle, correctionnelle et de police.*

Article 61 *(art. 800-1 du code de procédure pénale : prise en charge par l'Etat des frais de justice pénale)* (p. 3577) : adopté après modifications (p. 3578).

Amendement n° 254 de M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 3577) : rejeté (p. 3578).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3578).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 3578).

Amendements n°s 155 à 162 de la commission (de coordination) : adoptés (p. 3578).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 3578).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3578).

Article 62 *(art. 85 du code de procédure pénale : formalités du dépôt de plainte avec constitution de partie civile) :* adopté (p. 3578).

Article 63 *(art. 91 du code de procédure pénale : constitution de partie civile abusive)* (p. 3578) : adopté (p. 3579).

Article 64 *(art. 142 du code de procédure pénale : cautionnement) :* adopté après modifications (p. 3579).

Amendement n° 390 de M. Michel Pezet (de coordination) : adopté (p. 3579).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3579).

Article 65 *(art. 216 du code de procédure pénale : arrêts de la chambre d'accusation) :* adopté après modifications (p. 3579).

Amendement n° 163 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3579).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3579).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3579).

Article 66 *(art. 366 du code de procédure pénale : liquidation par la cour d'assises des dépens exposés par l'Etat) :* adopté (p. 3579).

Amendement n° 255 de de M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté (p. 3579).

Article 67 *(art. 375 du code de procédure pénale : liquidation par la cour d'assises des dépens dus par la partie civile et recouvrement des frais non compris dans les dépens) :* adopté (p. 3579).

Amendement n° 279 de M. Jacques Toubon : devenu sans objet (p. 3579).

Article 68 *(art. 473 du code de procédure pénale : liquidation par le tribunal correctionnel des dépens exposés par l'Etat)* (p. 3579) : adopté (p. 3580).

Amendement n° 280 de M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 3579) : rejeté (p. 3580).

Article 69 *(art. 475-1 du code de procédure pénale : recouvrement des frais non compris dans les dépens) :* adopté (p. 3580).

Amendement n° 281 de M. Jacques Toubon (dispose que le tribunal condamne l'auteur de l'infraction à rembourser à la partie civile la part qu'il juge convenable des sommes exposées par elle pour assurer sa défense et non prises en charge par l'Etat) : rejeté (p. 3580).

Article 70 *(art. 526 du code de procédure pénale : liquidation des frais par l'ordonnance pénale du tribunal de police) :* adopté (p. 3580).

Amendement n° 282 de M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté (p. 3580).

Article 71 *(art. 543 du code de procédure pénale : application au tribunal de police des règles du tribunal correctionnel relatives aux frais) :* adopté (p. 3580).

Article 72 *(art. 641 du code de procédure pénale : contumace) :* adopté (p. 3580).

Article 73 *(art. 736 du code de procédure pénale : sursis simple) :* adopté (p. 3580).

Article 74 *(art. 746 du code de procédure pénale : sursis avec mise à l'épreuve) :* adopté (p. 3580).

Article 75 *(art. 749 du code de procédure pénale : contrainte par corps) :* adopté (p. 3580).

Amendement n° 283 de M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté (p. 3580).

Article 76 *(art. 788 du code de procédure pénale : réhabilitation) :* adopté (p. 3580).

Amendement n° 284 de M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté (p. 3580).

Article 77 *(art. 789 du code de procédure pénale : réhabilitation) :* adopté (p. 3580).

Amendement n° 285 de M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté (p. 3580).

Article 78 *(art. 55 du code de procédure pénale : complices insolvables) :* adopté (p. 3580).

Article 79 *(art. 43 de la loi du 10 juillet 1982 : condamnation aux dépens de l'adversaire du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle)* (p. 3580) : adopté après modifications (p. 3581).

Amendement n° 286 de M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté (p. 3580).

Amendement n° 164 de la commission (rétablit la faculté donnée au juge de dispenser l'adversaire d'un bénéficiaire de l'aide juridictionnelle du remboursement à l'Etat des sommes exposées pour la rétribution de l'avocat) : adopté (p. 3581).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3581).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3581).

Article 80 *(art. 48 de la loi du 10 juillet 1982 : condamnation aux dépens des accusés et prévenus) :* adopté (p. 3581).

Amendement n° 287 de M. Jacques Toubon (supprime la possibilité donnée au juge de dispenser le condamné de rembourser à l'Etat les frais exposés pour la rétribution de l'avocat de la partie civile bénéficiant de l'aide juridictionnelle) : rejeté (p. 3581).

Article 81 *(art. 1018-A du code général des impôts : droit fixe de procédure) :* adopté après modifications (p. 3581).

Amendement n° 398 du Gouvernement (dispose que le recouvrement du droit fixe de procédure est garanti par le privilège général sur les meubles et l'hypothèque légale prévus par le code général des impôts) : adopté (p. 3581).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3581).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 3581).

Article 82 *(mesures transitoires) :* adopté (p. 3581).

Article 83 *(abrogations)* (p. 3581) : adopté après modifications (p. 3582).

Amendement n° 288 de M. Jacques Toubon (propose une nouvelle rédaction de l'article qui abroge les articles 88 et 474 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 3581).

Amendement n° 165 de la commission (de coordination) (p. 3581) : adopté (p. 3582).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3582).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3582).

Amendement n° 166 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3582).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3582).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3582).

Amendement n° 399 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 3582).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3582).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 3582).

Titre VIII : *dispositions de simplification.*

Article 84 *(art. 199 du code de procédure pénale : lecture des arrêts des chambres d'accusation) :* adopté (p. 3582).

Article 85 *(art. 268 du code de procédure pénale : signification de l'avis de renvoi à un accusé détenu) :* adopté (p. 3582).

Article 86 *(art. 552 du code de procédure pénale : délais entre la citation et la comparution devant le tribunal) :* adopté (p. 3582).

Article 87 *(art. 666 du code de procédure pénale : signification des arrêts de la Cour de cassation statuant sur une demande de renvoi) :* adopté (p. 3582).

Article 88 *(art. 768 du code de procédure pénale : inscription des condamnations pour contravention au casier judiciaire national automatisé et retrait de celles-ci) :* adopté (p. 3582).

Article 89 *(art. 769 du code de procédure pénale : inscription des condamnations pour contravention au casier judiciaire national automatisé et retrait de celles-ci) :* adopté (p. 3582).

Article 90 *(art. 779 du code de procédure pénale : décret d'application des règles relatives au casier judiciaire national automatisé) :* adopté après modifications (p. 3582).

Amendements n°s 167 et 168 de la commission (de coordination) : adoptés (p. 3582).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 3582).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3582).

Titre IX : *dispositions diverses.*

Article 91 *(section V du chapitre premier du titre premier du livre premier et article 30 du code de procédure pénale : suppression des pouvoirs des préfets en matière de police judiciaire) :* adopté (p. 3583).

Après l'article 91 :

Amendement n° 391 de M. Michel Pezet (dispose que lorsqu'un juge d'instruction estime qu'un avocat doit être suspendu de son activité professionnelle, il saisit au préalable le conseil de l'ordre qui statue conformément à la loi) : adopté (p. 3583).

Favorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 3583).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3583).

Amendement n° 346 de M. Michel Suchod (abroge l'article 7 de la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier relatif au recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires) : non soutenu (p. 3583).

Amendement n° 344 de M. Michel Suchod (modifie l'article 32 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution afin de préciser que les frais de l'exécution comprennent tous les dépens quels qu'ils soient et sont à la charge du débiteur) : non soutenu (p. 3583).

Amendement n° 317 de M. Michel Suchod (diffère l'application de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution à une date fixée par un décret en Conseil d'Etat) : non soutenu (p. 3583).

Amendement n° 345 de M. Michel Suchod (dispose que la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution entrera en vigueur à une date fixée par décret en Conseil d'Etat et ne pourra intervenir qu'à compter du 1er avril 1994) : rejeté (p. 3583).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3583).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 3583).

Article 92 *(art. 149-1 du code de procédure pénale : composition de la commission chargée d'allouer l'indemnité pour détention provisoire abusive)* (p. 3583) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 169 (p. 3584).

Amendement n° 169 de la commission (de précision) (p. 3583) : adopté (p. 3584).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3584).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3584).

Article 93 *(art. 230 du code de procédure pénale : contrôle de l'activité des agents de police judiciaire adjoints et des fonctionnaires chargés de certaines fonctions de police judiciaire) :* adopté (p. 3584).

Article 94 *(art. 527 du code de procédure pénale : exécution d'une ordonnance pénale) :* adopté (p. 3584).

Article 95 *(art. 529-4 et 529-5 du code de procédure pénale : délais de versement des amendes forfaitaires) :* adopté (p. 3584).

Article 96 *(art. 530 du code de procédure pénale : réclamation auprès du ministère public) :* adopté après modifications (p. 3584).

Amendement n° 170 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3584).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3584).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3584).

Article 97 *(art. 530-1 du code de procédure pénale : réclamation auprès du ministère public)* (p. 3584) : adopté (p. 3585).

Amendement n° 146 de M. François Asensi (dispose que les actes relatifs au recouvrement des amendes doivent porter mention des possibilités de contestation) (p. 3584) : rejeté (p. 3585).

Soutenu par : *Brunhes (Jacques)* (p. 3584).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3585).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 3584).

Après l'article 97 :

Amendement n° 260 de M. Jacques Toubon (dispose que lorsqu'un fonctionnaire a porté atteinte à une liberté individuelle, le conflit ne peut être élevé par l'autorité administrative, l'ordre judiciaire étant seul compétent) : non soutenu (p. 3585).

Amendement n° 256 de M. Jacques Toubon (intitule le titre IX du livre IV du code de procédure pénale « Des conflits de juridictions ») : non soutenu (p. 3585).

Amendement n° 359 du Gouvernement (transfère du garde des sceaux aux juges d'application des peines les dossiers de libérations conditionnelles relatifs aux peines de trois à cinq ans) : adopté (p. 3585).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3585).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3585).

Article 98 *(art. 765-1 du code de procédure pénale : prescription de la peine en matière d'amendes)* : adopté (p. 3585).

Après l'article 98 :

Amendement n° 179 de M. Alexandre Léontieff (précise que les dispositions de la présente loi sont applicables dans les territoires d'outre-mer) : adopté (p. 3585).

Favorables : *Pezet (Michel)* (p. 3585) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3585).

Titre X : *dispositions de coordination.*

Article 99 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : adopté (p. 3585).

Article 100 *(coordination avec le nouveau régime des nullités)* : adopté (p. 3585).

Article 101 *(coordination avec la conduite de l'instruction par plusieurs juges d'instruction)* (p. 3585) : supprimé (p. 3586).

Amendement n° 308 de la commission (de suppression) (p. 3585) : adopté (p. 3586).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3585).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3585).

Article 102 *(coordination avec le nouveau régime des nullités)* : adopté (p. 3586).

Article 103 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : supprimé (p. 3586).

Amendement n° 360 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 3586).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3586).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3586).

Articles 104 à 106 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : adoptés (p. 3586).

Article 107 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : adopté après modifications (p. 3586).

Amendement n° 392 de M. Michel Pezet (de coordination) : adopté (p. 3586).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3586).

Articles 108 à 110 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : adoptés (p. 3586).

Article 111 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 171 (p. 3586).

Amendement n° 171 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3586).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3586).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3586).

Articles 112 à 114 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : adoptés (p. 3586).

Article 115 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : adopté (p. 3587).

Amendement n° 257 de M. Jacques Toubon (de conséquence) : non soutenu (p. 3587).

Article 116 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : adopté (p. 3587).

Article 117 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : adopté (p. 3587).

Amendement n° 258 de M. Jacques Toubon (de conséquence) : non soutenu (p. 3587).

Article 118 *(coordination avec les modifications apportées au code de procédure pénale par les lois antérieures)* : adopté (p. 3587).

Article 119 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : adopté (p. 3587).

Article 120 *(coordination avec la création des phases de mises en examen et de mise en cause)* : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 309 (p. 3587).

Amendement n° 309 de la commission (de coordination) : adopté après rectification (p. 3587).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3587).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3587).

Article 121 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : adopté après modifications (p. 3587).

Amendement n° 310 de la commission (de coordination) : adopté après rectification (p. 3587).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3587).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3587).

Articles 122 à 128 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : adoptés (p. 3587, 3588).

Article 129 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : adopté après modifications (p. 3588).

Amendement n° 321 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3588).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3588).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3588).

Articles 130 à 133 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : adoptés (p. 3588).

Article 134 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : supprimé (p. 3588).

Amendement n° 361 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 3588).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3588).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3588).

Article 135 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : adopté (p. 3588).

Article 136 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause)* : adopté après modifications (p. 3588).

Amendement n° 393 de M. Michel Pezet (de coordination) : adopté (p. 3588).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3588).

Article 137 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause) :* adopté après modifications (p. 3589).

Amendement n° 394 de M. Michel Pezet (de coordination) : adopté (p. 3589).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3589).

Articles 138 à 140 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause) :* adoptés (p. 3589).

Article 141 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause) :* adopté après modifications (p. 3589).

Amendement n° 315 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 3589).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3589).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3589).

Articles 142 à 144 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause) :* adoptés (p. 3589).

Article 145 *(coordination avec les modifications apportées au code de procédure pénale par des lois antérieures) :* adopté (p. 3589).

Article 146 *(coordination avec d'autres dispositions du projet de loi) :* adopté (p. 3589).

Article 147 *(coordination avec la conduite de l'instruction par plusieurs juges d'instruction) :* adopté (p. 3589).

Article 148 *(coordination avec d'autres dispositions du projet de loi) :* adopté (p. 3589).

Article 149 *(coordination avec d'autres dispositions du projet de loi) :* adopté après modification (p. 3589).

Amendement n° 343 de M. Michel Pezet (de coordination) : adopté (p. 3589).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3589).

Article 150 *(coordination avec d'autres dispositions du projet de loi)* (p. 3589) : adopté (p. 3590).

Article 151 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause) :* adopté (p. 3590).

Article 152 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause) :* adopté après modifications (p. 3590).

Amendement n° 316 deuxième rectification de la commission (de coordination) : adopté (p. 3590).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 3590).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3590).

Articles 153 à 155 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause) :* adoptés (p. 3590).

Après l'article 155 :

Amendement n° 147 de M. François Asensi (supprime la dernière phrase de l'article 698-2 du code de procédure pénale qui, en matière de justice militaire, interdit à la partie lésée d'être à l'origine des poursuites) : retiré (p. 3590).

Soutenu par : *Brunhes (Jacques)* (p. 3590).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3590) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3590).

Articles 156 à 164 *(coordination avec la création des phases de mise en examen et de mise en cause) :* adoptés (p. 3590).

Article 165 *(coordination avec d'autres dispositions du projet de loi) :* adopté (p. 3590).

Après l'article 165 :

Amendement n° 172 de la commission (remplace, dans les articles du code de procédure pénale, le mot « conseil(s) » par le mot « avocat(s) ») (p. 3590) : adopté (p. 3591).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 3591).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3591).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3591).

Avant l'article 1er (suite) :

Amendement n° 324 rectifié précédemment réservé de M. Michel Pezet (permet aux associations de lutte contre la délinquance routière régulièrement déclarées depuis au moins cinq ans d'exercer les droits reconnus à la partie civile ; précise que l'association n'est recevable dans son action que si elle a l'accord de la victime) : adopté (p. 3591).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3591).

Seconde délibération (p. 3591).

Article 4 *(droits de la personne gardée à vue)* (p. 3591) : adopté après modifications (p. 3595).

Amendement n° 1 du Gouvernement (dispose qu'à l'issue de vingt heures de garde à vue et si une prolongation est envisagée, la personne peut s'entretenir de façon confidentielle, pour trente minutes maximum, avec un avocat qu'elle choisit ou qui est désigné par le bâtonnier ; précise que le bâtonnier est prévenu sans délai de la demande et que l'avocat peut, à l'issue de l'entretien, présenter des observations qui sont jointes à la procédure) (p. 3592) : adopté après modifications (p. 3595).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3592, 3594, 3595).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 3592, 3593) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3593, 3594) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3594).

Observations : *Gouzes (Gérard)* (p. 3593) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3594, 3595).

Assemblée nationale : deuxième délibération : déviation de la procédure : *Aubert (Emmanuel)* (p. 3594) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3594).

Sous-amendement n° 3 de M. Gérard Gouzes (précise que dans les cas où la garde à vue est soumise à des règles particulières de prolongation, le délai requis pour pouvoir demander à s'entretenir avec un avocat est porté à quarante quatre heures) (p. 3592) : adopté (p. 3595).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3593).

Article 60 *(délit d'outrage à un magistrat commis par un avocat au cours d'une audience) :* adopté après modifications (p. 3595).

Amendement n° 2 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 3595).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3595).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 3595).

Explications de vote : *Brunhes (Jacques)* (p. 3595) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3596) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3596) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3597).

Assemblée nationale :

- débat en séance publique : improvisation et précipitation : *Brunhes (Jacques)* (p. 3595) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3596) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3596) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3597) ;
- opposition : attitude de « dérobade » devant le projet de loi : *Gouzes (Gérard)* (p. 3596, 3597).

Code de procédure pénale : réforme :

- projet de loi : contenu, innovations et opportunité : *Brunhes (Jacques)* (p. 3595, 3596) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3597) ;
- projet de loi : incohérences et insuffisances : *Aubert (Emmanuel)* (p. 3596) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3596).

Garde à vue : réforme : *Gouzes (Gérard)* (p. 3597).

Justice : budget pour 1993 et conséquences de la réforme : *Brunhes (Jacques)* (p. 3595, 3596).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Brunhes (Jacques)* (p. 3596).

Groupe socialiste : pour : *Gouzes (Gérard)* (p. 3597).

Groupe R.P.R. : contre : *Aubert (Emmanuel)* (p. 3597).

Groupe U.D.C. : contre : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3596).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3597).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1992] (p. 6256).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des lois : *Pezet (Michel)* (p. 6256).

Intervention du président de la commission des lois : Gouzes (Gérard) (p. 6258).

Intervention du Gouvernement : Vauzelle (Michel) (p. 6261).

Discussion générale : Brunhes (Jacques) (p. 6262) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6263).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : projet de loi : commission des lois : délai d'examen et travail en deuxième lecture : *Pezet (Michel)* (p. 6256, 6258) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 6258).

Audience de jugement : procédure inquisitoriale et procédure accusatoire : *Pezet (Michel)* (p. 6257) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 6259) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6262) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6265).

Code de procédure pénale : réforme :

- insuffisance : *Brunhes (Jacques)* (p. 6262) ;
- projet de loi : adoption par une « majorité d'idées » : *Pezet (Michel)* (p. 6258) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 6258) ;
- projet de loi : contenu, nécessité et opportunité : *Pezet (Michel)* (p. 6258) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6262) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6263).

Collectivités locales : élus locaux : soumission à la justice de droit commun : *Brunhes (Jacques)* (p. 6263).

Détention provisoire : décision : collégialité et échevinage : *Pezet (Michel)* (p. 6257) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 6259) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6261, 6262) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6263) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6264).

Douaniers : qualité d'officiers de police judiciaire : *Pezet (Michel)* (p. 6258) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 6259) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6264).

Garde à vue : durée, conditions, présence de l'avocat : *Gouzes (Gérard)* (p. 6258) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6260, 6261) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6263) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6265).

Inculpation : système actuel et réforme proposée : mise en examen et ordonnance de notification de charges : *Pezet (Michel)* (p. 6257) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 6259) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6261) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6263) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6264).

Instruction : caractère contradictoire et droit des parties : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6260).

Jeunes :

- mineurs : casier judiciaire : effacement des condamnations légères à l'âge de la majorité : *Gouzes (Gérard)* (p. 6259) ;
- mineurs délinquants : activité de réparation à l'égard de la victime ou de la collectivité : *Gouzes (Gérard)* (p. 6259).

Justice : effectifs et moyens : conséquences des réformes proposées par le projet de loi : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6262) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6263) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6264).

Ministère public (parquet) : indépendance et subordination hiérarchique au garde des sceaux : *Brunhes (Jacques)* (p. 6263).

Nullités : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6260).

Présomption d'innocence et droits des inculpés : liberté de la presse et secret de l'instruction : *Gouzes (Gérard)* (p. 6259, 6260) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6260).

« Priviléges de juridiction » : suppression : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6260).

Sénat : modifications apportées au projet de loi en première lecture : *Pezet (Michel)* (p. 6257, 6258) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 6258, 6259) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6260) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6263).

Discussion des articles [30 novembre 1992] (p. 6265, 6292).

Titre 1er A : *de l'action publique.*

Avant l'article 1er A :

Amendement n° 158 de la commission (autorise les associations régulièrement déclarées depuis au moins cinq ans à la date des faits à exercer les droits reconnus à la partie civile pour les infractions portant directement atteinte aux intérêts qu'elles défendent ; précise qu'elles ne peuvent agir qu'avec l'accord de la victime lorsque celle-ci a été atteinte physiquement ou psychiquement, est mineure ou majeure protégée) : adopté (p. 6266).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6265, 6266).

Favorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 6266) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 6266).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6265, 6266).

Article 1er A supprimé par le Sénat *(constitution de partie civile des associations de lutte contre la délinquance routière et d'assistance aux victimes de cette délinquance) :* demeure supprimé (p. 6266).

Amendement n° 1 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : retiré (p. 6266).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6266).

Sous-amendement n° 122 rectifié du Gouvernement : devenu sans objet (p. 6266).

Article 1er B *(art. 19-1 nouveau du code de procédure pénale : avancement des officiers de police judiciaire) :* adopté (p. 6266).

Article 1er CA *(art. 16 du code de procédure pénale : directeurs départementaux de la police territoriale)* (p. 6266) : supprimé (p. 6267).

Amendement n° 123 du Gouvernement (de suppression) (p. 6266) : adopté (p. 6267).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6266).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 6267).

Article 1er CB *(attribution de la qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire à certains agents des douanes)* (p. 6267) : supprimé (p. 6268).

Amendement n° 2 de la commission (de suppression) (p. 6267) : adopté (p. 6268).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6267, 6268).

Favorables : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6267) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 6267).

Observations : *Devedjian (Patrick)* (p. 6267) ; *Colcombet (François)* (p. 6267, 6268).

Titre 1er bis : *des enquêtes de police judiciaire et de la garantie des droits des personnes gardées à vue.*

Article 1er bis supprimé par le Sénat *(art. 41 du code de procédure pénale : médiation pénale) :* rétabli (p. 6268).

Amendement n° 3 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6268).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6268).

Article 1er ter supprimé par le Sénat *(art. 56-1 du code de procédure pénale : perquisitions chez une personne tenue au secret professionnel) :* rétabli (p. 6268).

Amendement n° 4 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6268).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6268).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6268).

Article 2 *(art. 62 du code de procédure pénale) : audition des témoins en cas d'infraction flagrante) :* adopté (p. 6268).

Article 3 *(art. 63 du code de procédure pénale : garde à vue en cas d'infraction flagrante)* (p. 6268) : adopté après modifications (p. 6269).

Amendement n° 5 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en ce qui concerne la garde à vue des simples témoins) (p. 6268) : adopté (p. 6269).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6268, 6269).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6269).

Amendement n° 6 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en ce qui concerne la présentation obligatoire de la personne gardée à vue au procureur de la République en cas de demande de prolongation) : adopté (p. 6269).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6269).

Article 4 *(art. 63-1 à 63-5 nouveaux du code de procédure pénale : droits de la personne gardée à vue)* (p. 6269) : adopté après modifications (p. 6277).

Amendement n° 7 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6269).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6269).

Amendement n° 8 de la commission (précise que les informations données à une personne gardée à vue lui sont communiquées dans une langue qu'elle comprend) : adopté (p. 6269).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6269).

Observations : *Brunhes (Jacques)* (p. 6269).

Amendement n° 163 de M. Jacques Brunhes (dispose que, dès son placement en garde à vue, la personne est assistée d'un avocat de son choix ou, à défaut, commis d'office) (p. 6269) ; transformé en sous-amendement n° 171 à l'amendement n° 10 rectifié de la commission (p. 6270).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 6270).

Amendement n° 162 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6270).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6270).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6270).

Amendement n° 9 de la commission (dispose que le médecin est choisi par la personne gardée à vue ou un membre de sa famille sur une liste établie par le procureur de la République) : adopté (p. 6270).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6270).

Amendement n° 10 rectifié de la commission (rétablit les dispositions adoptées par l'Assemblée nationale en première lecture, en ce qui concerne l'entretien avec un avocat à partir de la vingtième heure de garde à vue) (p. 6270) : adopté après modifications (p. 6277).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6270, 6275).

Favorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 6271, 6274) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6271, 6272, 6276) ; *Massot (Français)* (p. 6273).

Défavorable : *Pandraud (Robert)* (p. 6274, 6275, 6277).

Observations : *Devedjian (Patrick)* (p. 6272) ; *Vidalies (Alain)* (p. 6273) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 6274).

Sous-amendement n° 119 de M. Emmanuel Aubert (dispose que l'entretien avec un avocat peut avoir lieu dès le début de la garde à vue) (p. 6270) : adopté (p. 6277).

Favorables : *Pezet (Michel)* (p. 6270, 6275, 6276) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 6272) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6272, 6273) ; *Vidalies (Alain)* (p. 6273).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6272).

Observations : *Gouzes (Gérard)* (p. 6271, 6274).

Sous-amendement n° 171 de M. Jacques Brunhes (dispose que, dès son placement en garde à vue, la personne est assistée d'un avocat de son choix ou, à défaut, commis d'office) (p. 6270) : retiré (p. 6273).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 6270).

Observations : *Gouzes (Gérard)* (p. 6271).

Amendement n° 11 de la commission (supprime les dispositions qui réservent au bâtonnier le droit de se rendre sur les lieux de la garde à vue) : adopté (p. 6277).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6277).

Article 5 *(art. 64 du code de procédure pénale : procès-verbal d'audition)* : adopté après modifications (p. 6277).

Amendement n° 12 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6277).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6277).

Article 6 *bis* supprimé par le Sénat *(intervention d'un juge d'instruction dans l'enquête de flagrance)* : rétabli (p. 6277).

Amendement n° 13 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6277).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6277).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6277).

Article 6 *ter* supprimé par le Sénat *(intervention d'un juge d'instruction dans l'enquête de flagrance)* : rétabli (p. 6277).

Amendement n° 14 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6277).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6277).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6277).

Article 7 *(art. 77 du code de procédure pénale : garde à vue en cas d'enquête préliminaire)* : adopté après modifications (p. 6278).

Amendement n° 15 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6278).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6278).

Amendement n° 16 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6278).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6278).

Article 8 *(art. 78 du code de procédure pénale : comparution des témoins dans le cadre d'une enquête préliminaire)* : adopté après modifications (p. 6278).

Amendement n° 17 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6278).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6278).

Article 9 *(art. 151 du code de procédure pénale : procès-verbaux des commissions rogatoires)* : adopté (p. 6278).

Article 10 *(art. 154 du code de procédure pénale : garde à vue dans le cadre d'une commission rogatoire)* (p. 6278) : adopté après modifications (p. 6279).

Amendement n° 18 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6279).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6279).

Sous-amendement n° 124 du Gouvernement (substitue au mot « rétention » les mots « garde à vue ») : rejeté (p. 6279).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6279).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 6279).

Amendement n° 19 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6279).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6279).

Amendement n° 20 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6279).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6279).

Titre II : *de la conduite de l'information par plusieurs juges d'instruction.*

Article 11 *(art. 83 du code de procédure pénale : désignation du juge d'instruction)* (p. 6279) : adopté après modifications (p. 6280).

Amendement n° 21 de la commission (rétablit les dispositions adoptées par l'Assemblée nationale en première lecture relatives au tableau de roulement des juges d'instruction) (p. 6279) : adopté (p. 6280).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6279).

Favorable : *Devedjian (Patrick)* (p. 6279, 6280).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6279).

Amendement n° 22 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6280).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6279).

Article 12 *(art. 83-1 nouveau du code de procédure pénale : hypothèse où le tribunal ne compte qu'un seul juge d'instruction)* : adopté (p. 6280).

Titre III : *de la mise en examen et des droits des parties au cours de l'instruction.*

Avant l'article 14 :

Amendement n° 23 de la commission (rétablit dans l'intitulé du titre III la mention de l'ordonnance de présomption de charges) : adopté (p. 6280).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6280).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6280).

Article 15 *(art. 80-1, 80-2 et 80-3 nouveaux du code de procédure pénale : mise en examen et mise en cause au cours de l'instruction)* (p. 6280) : adopté après modifications (p. 6284).

Amendement n° 24 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6280).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6280).

Amendement n° 25 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en ce qui concerne les compétences du procureur de la République) : adopté (p. 6280).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6280).

Amendement n° 26 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6280).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6280).

Amendements n°s 27 corrigé et 28 de la commission (de coordination) : adoptés (p. 6281).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 6281).

Discussion commune des amendements n°s 125 et 29 rectifié.

Amendement n° 125 du Gouvernement (dispose que, lorsqu'il estime l'information terminée, le juge d'instruction notifie à la personne mise en examen les charges retenues contre elle au cours d'un débat contradictoire faisant l'objet d'un procès-verbal ; précise que le dossier est ensuite communiqué au procureur de la République à l'expiration d'un délai de 15 jours) (p. 6281) : retiré (p. 6284).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6281, 6283).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 6281).

Observations : *Devedjian (Patrick)* (p. 6281).

Sous-amendement oral de M. Patrick Devedjian (précise que le procès-verbal peut être accompagné d'une note écrite du défenseur de la personne intéressée) (p. 6281) : rejeté (p. 6282).

Défavorable : *Vidalies (Alain)* (p. 6282).

Observations : *Gouzes (Gérard)* (p. 6282).

Amendement n° 29 rectifié de la commission (dispose que le juge d'instruction notifie à la personne mise en examen les charges retenues contre elle au cours d'un débat contradictoire faisant l'objet d'un procès-verbal ; précise que le dossier est ensuite communiqué au procureur de la République à l'expiration d'un délai de 20 jours, accompagné d'une ordonnance de présomption de charges qui prononce le renvoi de l'affaire) : modifié (p. 6281) : adopté (p. 6284).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6281, 6282, 6283).

Favorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 6283) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6283, 6284).

Observations : *Aubert (Emmanuel)* (p. 6282) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 6282, 6283).

Article 16 *(art. 81 du code de procédure pénale : demande d'examen médical)* : adopté après modifications (p. 6292).

Amendement n° 31 de la commission (de correction) : adopté (p. 6292).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6292).

Amendement n° 159 de M. Gérard Gouzes (dispose que le juge d'instruction peut confier à un psychologue le soin de procéder à un examen psychologique de la personne intéressée) : adopté (p. 6292).

Favorables : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6292) ; *Pezet (Michel)* (p. 6292).

Après l'article 16 :

Amendement n° 160 de M. Gérard Gouzes (de conséquence) : adopté (p. 6292).

Article 17 *(art. 82 du code de procédure pénale : actes d'instruction requis par le procureur de la République)* : adopté après modifications (p. 6293).

Amendement n° 32 corrigé de la commission (de coordination) : adopté (p. 6293).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6293).

Article 18 *(art. 82-1 nouveau du code de procédure pénale : droits nouveaux reconnus aux parties)* : adopté (p. 6293).

Article 19 *(art. 86 du code de procédure pénale : information ouverte sur une plainte avec constitution de partie civile)* : adopté après modifications (p. 6293).

Amendements n°s 33, 34 et 35 de la commission (de coordination) : adoptés (p. 6293).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 6293).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6293).

Article 19 *bis* *(art. 87 du code de procédure pénale : contestation de la constitution de partie civile)* (p. 6293) : adopté (p. 6294).

Article 20 *(art. 104 du code de procédure pénale : témoin assisté)* : adopté (p. 6294).

Article 22 *(art. 114 du code de procédure pénale : auditions et confrontations : communication du dossier)* : adopté après modifications (p. 6294).

Amendement n° 36 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6294).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6294).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6294).

Article 24 *(art. 116 du code de procédure pénale : interrogation de première comparution)* : adopté (p. 6294).

Article 25 *(art. 117 du code de procédure pénale : interrogatoire ou confrontation immédiat justifié par l'urgence)* (p. 6294) : adopté après modifications (p. 6295).

Amendement n° 37 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6295).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6295).

Amendement n° 38 de la commission (supprime la disposition qui prévoit que la non-inscription des causes de l'urgence dans le procès-verbal est source de nullité absolue) : adopté (p. 6295).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6295).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6295).

Article 27 *bis* *(art. 159 du code de procédure pénale : désignation des experts)* : adopté (p. 6295).

Article 28 *(art. 167 du code de procédure pénale : communication aux parties des conclusions des experts)* : adopté (p. 6295).

Article 28 *bis* nouveau *(art. 175-1 nouveau du code de procédure pénale : délai imparti au juge d'instruction pour clôturer l'information)* : supprimé (p. 6295).

Amendement n° 40 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6295).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6295).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6295).

Article 29 *(art. 176 nouveau du code de procédure pénale : examen par le juge d'instruction des charges relevées à l'encontre de la personne mise en examen)* : adopté (p. 6295).

Amendement n° 41 rectifié de la commission (dispose que dans l'ordonnance de présomption de charges, le juge d'instruction prononce le renvoi de l'affaire devant la formation de jugement compétente ou la transmission du dossier à la chambre d'accusation) : retiré (p. 6295).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6295).

Article 30 *(art. 177 du code de procédure pénale : ordonnance de non-lieu)* : adopté (p. 6295).

Article 31 *(art. 186 du code de procédure pénale : droit d'appel reconnu aux parties)* (p. 6295) : adopté après modifications (p. 6296).

Amendement n° 43 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 6296).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6296).

Article 32 *(art. 186-1 du code de procédure pénale : droit d'appel reconnu aux parties) :* adopté après modifications (p. 6296).

Amendement n° 44 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6296).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6296).

Article 32 *bis* *(art. 197 du code de procédure pénale : fixation de la date d'audience devant la chambre d'accusation ; communication du dossier) :* adopté après modifications (p. 6296).

Amendement n° 45 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 6296).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6296).

Titre III *bis* : *du respect de la présomption d'innocence et des garanties de la liberté de l'information.*

Article 32 *ter* *(art. 9-1 du code civil : action civile en cas d'atteinte à la présomption d'innocence) :* adopté (p. 6296).

Après l'article 32 *ter* :

Amendement n° 46 rectifié de la commission (punit d'une amende de 50 000 F à 100 000 F la publication ou la diffusion pendant la durée de l'instruction de l'image d'une personne mise en examen) (p. 6296) : modifié ; rejeté (p. 6297).

Soutenu par : *Vidalies (Alain)* (p. 6296, 6297).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 6297).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6297).

Observations : *Gouzes (Gérard)* (p. 6297).

Article 32 quater *(art. 177-1 du code de procédure pénale : publication d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu)* (p. 6297) : adopté après modifications (p. 6298).

Discussion commune des amendements n°s 47, 126 et 127.

Amendement n° 47 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6298).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6298).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6298).

Amendement n° 126 du Gouvernement (supprime la possibilité de diffuser dans tous les cas un communiqué par voie audiovisuelle) : retiré (p. 6298).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6298).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 6298).

Amendement n° 127 du Gouvernement (réserve à des circonstances particulières la diffusion, sur décision du juge, d'un communiqué par voie audiovisuelle ; précise que les frais de publication sont dans tous les cas à la charge du Trésor) : retiré (p. 6298).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6298).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 6298).

Article 32 *quinquies* *(art. 212-1 du code de procédure pénale : publication d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu)* (p. 6297) : adopté après modifications (p. 6298).

Amendement n° 48 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6298).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6298).

Amendement n° 128 du Gouvernement (supprime la possibilité de diffuser dans tous les cas un communiqué par voie audiovisuelle) : retiré (p. 6298).

Amendement n° 129 du Gouvernement (réserve à des circonstances particulières la diffusion, sur décision de la chambre d'accusation, d'un communiqué par voie audiovisuelle ; précise que les frais de publication sont dans tous les cas à la charge du Trésor) : retiré (p. 6298).

Article 32 *sexies* *(art. 13 de la loi du 29 juillet 1881 : réouverture du droit de réponse en matière de presse écrite)* (p. 6298) : adopté (p. 6299).

Amendement n° 130 du Gouvernement (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 6299).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6299).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 6299).

Article 32 *septies* A nouveau *(art. 13 de la loi du 29 juillet 1881 : sanctions pénales du refus d'insertion) :* adopté (p. 6299).

Article 32 *septies* B nouveau *(art. 13 de la loi du 29 juillet 1881 : non-cumul des actions) :* supprimé (p. 6299).

Amendement n° 49 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6299).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6299).

Article 32 *septies* C nouveau *(art. 13 de la loi du 29 juillet 1881 : règles de procédure applicables en matière de refus d'insertion) :* supprimé (p. 6299).

Amendement n° 50 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6299).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6299).

Article 32 *septies* *(art. 65-1 et 65-2 de la loi du 29 juillet 1881 : prescription des actions fondées sur une atteinte à la présomption d'innocence) :* adopté dans la rédaction de l'amendement n° 51 (p. 6299).

Amendement n° 51 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6299).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6299).

Article 32 *octies* *(art. 6 de la loi du 29 juillet 1982 : réouverture du droit de réponse en matière audiovisuelle)* (p. 6299) : adopté (p. 6300).

Article 32 *nonies* A nouveau *(art. 6 de la loi du 29 juillet 1982 : non cumul des actions) :* supprimé (p. 6300).

Amendement n° 52 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6300).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6300).

Article 32 *nonies* *(art. 56-1 du code de procédure pénale : perquisitions dans les locaux de presse) :* adopté (p. 6300).

Article 32 *decies* *(art. 109 du code de procédure pénale : obligations du journaliste entendu comme témoin) :* adopté dans la rédaction de l'amendement n° 53 (p. 6300).

Amendement n° 53 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6300).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6300).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6300).

Articles 32 *undecies* à 32 terdecies *(art. 38 et 39 de la loi du 29 juillet 1881 et article 2 de la loi du 2 juillet 1931 : suppression d'infractions en matière de presse) :* supprimés (p. 6300).

Amendements n°s 54, 55 et 56 de la commission (de suppression) : adoptés (p. 6300).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 6300).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6300).

Titre IV : *de la détention provisoire.*

Article 33 *(art. 137-1 nouveau du code de procédure pénale : instance collégiale compétente pour ordonner le placement en détention provisoire)* (p. 6301) : adopté après modifications (p. 6303).

Discussion commune des amendements n°s 131 et 57.

Amendement n° 131 du Gouvernement (dispose que la détention provisoire est prescrite ou prolongée par un collège composé de trois magistrats du siège dont le président du tribunal et le juge d'instruction chargé de l'affaire ; précise que, saisi par le juge d'instruction, le collège peut prescrire la mise en détention ou le placement sous contrôle judiciaire) (p. 6301) : rejeté (p. 6303).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6301).

Favorable : *Brunhes (Jacques)* (p. 6302).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 6301) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6301) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 6302) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 6302, 6303).

Amendement n° 57 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve d'une modification de coordination) (p. 6301) : adopté (p. 6303).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6301).

Favorables : *Aubert (Emmanuel)* (p. 6302) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 6303).

Défavorables : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6301) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 6301, 6302).

Observations : *Brunhes (Jacques)* (p. 6302).

Après l'article 33 :

Amendement n° 58 de la commission (dispose que dans les tribunaux comptant au plus quatre magistrats, il peut être fait appel à un ou plusieurs magistrats du ressort de la cour d'appel afin de composer une formation de jugement qui ne comprenne pas de magistrats ayant siégé dans la chambre d'examen des mises en détention) : adopté (p. 6303).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 6303).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 6303) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6303).

Article 34 *(art. 122 du code de procédure pénale : mandats délivrés par le juge d'instruction)* : adopté après modifications (p. 6303).

Amendement n° 59 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6303).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6303).

Article 34 *bis* *(art. 803 nouveau du code de procédure pénale : port des menottes ou des entraves)* : adopté (p. 6303).

Article 35 supprimé par le Sénat *(art. 135 du code de procédure pénale : mandat de dépôt)* : rétabli (p. 6304).

Amendement n° 60 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6304).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6304).

Article 36 *(art. 141-2 du code de procédure pénale : hypothèse où la personne se soustrait aux obligations du contrôle judiciaire)* : adopté (p. 6304).

Article 37 *(art. 144 du code de procédure pénale : condition du placement en détention provisoire)* : adopté (p. 6304).

Article 38 supprimé par le Sénat *(art. 145 du code de procédure pénale : décision de placement en détention provisoire)* (p. 6304) : rétabli (p. 6305).

Discussion commune des amendements n°s 132 et 61.

Amendement n° 132 du Gouvernement (précise, en matière de placement en détention provisoire, les modalités d'information et de défense de la personne mise en cause, les conditions d'incarcération provisoire de cette personne et les règles et procédures suivies par le collège des mises en détention) : retiré (p. 6304).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6304).

Sous-amendement n° 172 de M. Emmanuel Aubert (dispose que le collège se prononce au vu des seuls éléments relatifs à l'appréciation des conditions de mise en détention provisoire) (p. 6304) : devenu sans objet (p. 6305).

Amendement n° 61 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6304) : adopté après modifications (p. 6305).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6305).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6305).

Sous-amendement n° 161 de M. Emmanuel Aubert (dispose que la chambre des mises en détention se prononce au vu des seuls éléments relatifs à l'appréciation des conditions de mise en détention provisoire) (p. 6304) : adopté (p. 6305).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 6305).

Article 39 *(art. 145-1 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire)* : adopté après modifications (p. 6305).

Amendements n°s 62 et 63 de la commission (rétablissent le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 6305).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 6305).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6305).

Article 40 *(art. 145-2 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire)* : adopté après modifications (p. 6305).

Amendement n° 64 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6305).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6305).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6305).

Article 41 *(art. 145-3 nouveau du code de procédure pénale : permis de visite)* : adopté (p. 6306).

Article 41 *bis* nouveau *(art. 148-6 du code de procédure pénale : demande de mainlevée ou de modification du contrôle judiciaire)* : adopté (p. 6306).

Amendement n° 65 de la commission (substitue dans le dernier alinéa de l'article 148-6 du code de procédure pénale, les mots « la personne » aux mots « l'inculpé ») : retiré (p. 6306).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6306).

Article 41 *ter* nouveau *(art. 198 du code de procédure pénale : production des mémoires des parties devant la chambre d'accusation)* : adopté après modifications (p. 6306).

Amendement n° 133 du Gouvernement (de suppression) : rejeté (p. 6306).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6306).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 6306).

Amendement oral de M. Michel Pezet (précise que l'avocat peut également envoyer son mémoire par télécopie) : adopté (p. 6306).

Article 42 supprimé par le Sénat *(art. 207 du code de procédure pénale : compétence de la chambre d'accusation)* (p. 6306) : rétabli (p. 6307).

Amendement n° 66 corrigé de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6306) : adopté (p. 6307).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 6306).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6306).

Titre V : *du régime des nullités de l'information.*

Article 43 *(art. 170 à 174 du code de procédure pénale : régime des nullités)* : adopté après modifications (p. 6307).

Amendements n°s 67 et 68 de la commission (rétablissent le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 6307).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 6307).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6307).

Amendement n° 69 de la commission (supprime la disposition qui prévoit que, lorsque le procureur de la République décide de saisir la chambre d'accusation d'une requête en nullité et en informe les parties, le juge d'instruction doit également procéder à cette information) : adopté (p. 6307).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6307).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6307).

Amendement n° 134 du Gouvernement (précise que l'office de la chambre d'accusation en matière d'annulation s'exerce « dans tous les cas ») : adopté (p. 6307).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6307).

Favorables : *Pezet (Michel)* (p. 6307) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 6307).

Article 44 *(art. 175 du code de procédure pénale : règlement de l'information) :* adopté après modifications (p. 6308).

Amendement n° 135 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 6308).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6308).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 6308).

Amendement n° 136 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 6308).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6308).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 6308).

Article 45 *(art. 178 du code de procédure pénale : renvoi devant le tribunal de police) :* adopté après modifications (p. 6308).

Amendement n° 164 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6308).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6308).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6308).

Article 46 *(art. 179 du code de procédure pénale : renvoi devant le tribunal correctionnel) :* adopté après modifications (p. 6308).

Amendements n°s 70 et 165 de la commission (rétablissent le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 6308).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 6308).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6308).

Article 49 *(art. 385 du code de procédure pénale : constatation des nullités par le tribunal correctionnel)* (p. 6308) : adopté après modifications (p. 6309).

Amendement n° 71 corrigé de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6309).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6309).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6309).

Article 53 *(art. 802 du code de procédure pénale : nullités faisant grief) :* adopté dans la rédaction de l'amendement n° 72 (p. 6309).

Amendement n° 72 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6309).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6309).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6309).

Titre V *bis* : *des débats à l'audience de jugement.*

Article 53 *bis* supprimé par le Sénat *(art. 309 du code de procédure pénale : présidence de l'audience de cour d'assises) :* rétabli (p. 6309).

Amendement n° 73 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6309).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6309).

Article 53 *ter* supprimé par le Sénat *(art. 312 du code de procédure pénale : procédure contradictoire en cour d'assises) :* rétabli (p. 6309).

Amendement n° 74 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6309).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6309).

Article 53 *quater* supprimé par le Sénat *(intitulé) :* rétabli (p. 6309).

Amendement n° 75 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6309).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6309).

Article 53 *quinquies* supprimé par le Sénat *(art. 328 du code de procédure pénale : organisation des débats en cour d'assises)* (p. 6309) : rétabli (p. 6310).

Amendement n° 76 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6309) : adopté après modifications (p. 6310).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6309).

Sous-amendement n° 137 du Gouvernement (précise que la partie civile n'interroge pas directement l'accusé) : adopté (p. 6310).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6310).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 6310).

Sous-amendement n° 138 du Gouvernement (dispose que la partie civile peut poser des questions à l'accusé par l'intermédiaire du président) : adopté (p. 6310).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6310).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 6310).

Article 53 *sexies* supprimé par le Sénat *(art. 331 du code de procédure pénale : audition des témoins en cour d'assises) :* rétabli (p. 6310).

Amendement n° 77 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6310).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6310).

Article 53 *septies* supprimé par le Sénat *(art. 332 du code de procédure pénale : interrogation des témoins en cour d'assises) :* rétabli (p. 6310).

Amendement n° 78 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 6310).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6310).

Sous-amendement n° 139 du Gouvernement (précise que la partie civile n'interroge pas directement les témoins) : adopté (p. 6310).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6310).

Sous-amendement n° 140 du Gouvernement (dispose que la partie civile peut poser des questions aux témoins par l'intermédiaire du président) : adopté (p. 6310).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6310).

Sous-amendement n° 141 du Gouvernement (précise que l'accusé n'interroge pas directement les témoins) : adopté (p. 6310).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6310).

Sous-amendement n° 142 du Gouvernement (dispose que l'accusé peut poser des questions aux témoins par l'intermédiaire du président) : adopté (p. 6310).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6310).

Article 53 *octies* supprimé par le Sénat *(art. 333 du code de procédure pénale : compétences du président de cour d'assises)* (p. 6310) : rétabli (p. 6311).

Amendement n° 79 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6310) : adopté (p. 6311).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6311).

Article 53 *nonies* supprimé par le Sénat *(art. 341 du code de procédure pénale : présentation des pièces à conviction en cour d'assises) :* rétabli (p. 6311).

Amendement n° 80 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6311).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6311).

Article 53 *decies* supprimé par le Sénat *(art. 401 du code de procédure pénale : présidence de l'audience en tribunal correctionnel) :* rétabli (p. 6311).

Amendement n° 81 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6311).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6311).

Article 53 *undecies* supprimé par le Sénat *(art. 406 du code de procédure pénale : présidence de l'audience en tribunal correctionnel) :* rétabli (p. 6311).

Amendement n° 82 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6311).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6311).

Article 53 *duodecies* supprimé par le Sénat *(intitulé) :* rétabli (p. 6311).

Amendement n° 83 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6311).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6311).

Article 53 *terdecies* supprimé par le Sénat *(art. 426-1 du code de procédure pénale : procédure contradictoire devant le tribunal correctionnel)* (p. 6311) : rétabli (p. 6312).

Amendement n° 84 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6311) : adopté après modifications (p. 6312).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6311).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6312).

Sous-amendement n° 143 du Gouvernement (de précision) (p. 6311) : adopté (p. 6312).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6312).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 6312).

Article 53 *quaterdecies* supprimé par le Sénat *(coordination) :* rétabli (p. 6312).

Amendement n° 85 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6312).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6312).

Article 53 *quindecies* supprimé par le Sénat *(art. 444 du code de procédure pénale : audition des témoins par le tribunal correctionnel) :* rétabli (p. 6312).

Amendement n° 86 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 6312).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6312).

Sous-amendement n° 144 du Gouvernement (précise que la partie civile et le prévenu n'interrogent pas directement les témoins) : adopté (p. 6312).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6312).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 6312).

Sous-amendement n° 145 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 6312).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6312).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 6312).

Sous-amendement n° 146 du Gouvernement (dispose que la partie civile et le prévenu peuvent poser des questions aux témoins par l'intermédiaire du président) : adopté (p. 6312).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6312).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 6312).

Sous-amendement n° 147 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 6312).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6312).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 6312).

Article 53 *sexdecies* supprimé par le Sénat *(art. 446 du code de procédure pénale : prestation de serment des témoins devant le tribunal correctionnel) :* rétabli (p. 6312).

Amendement n° 87 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6312).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6312).

Article 53 *septemdecies* supprimé par le Sénat *(art. 454 du code de procédure pénale : interrogation des témoins par le président du tribunal correctionnel) :* rétabli (p. 6313).

Amendement n° 88 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6313).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6313).

Article 53 *duodevicies* A *(art. 513 du code de procédure pénale : organisation des débats en cour d'appel) :* adopté (p. 6313).

Article 53 *duodevicies* supprimé par le Sénat *(art. 455 du code de procédure pénale : présentation des pièces à conviction en audience correctionnelle) :* rétabli (p. 6313).

Amendement n° 89 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6313).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6313).

Article 53 *undevicies* supprimé par le Sénat *(art. 536 du code de procédure pénale : coordination) :* rétabli (p. 6313).

Amendement n° 90 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6313).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6313).

Titre VI : *des causes de renvoi d'un tribunal à un autre.*

Article 57 *(art. 665-1 du code de procédure pénale : renvoi pour cause d'interruption du cours de la justice)* (p. 6313) : adopté après modifications (p. 6314).

Amendement n° 148 corrigé du Gouvernement (supprime la possibilité donnée aux parties de déposer, dans les dix jours qui suivent la présentation de la requête de renvoi, un mémoire au greffe de la Cour de cassation) : rejeté (p. 6313).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6313).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 6313).

Amendement n° 91 de la commission (retire aux parties la possibilité de saisir la Cour de cassation afin qu'elle prononce le renvoi pour cause d'interruption du cours de la justice) : adopté (p. 6313).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6313).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6313).

Amendement n° 149 du Gouvernement (dispose que la chambre criminelle statue dans les huit jours de la requête) (p. 6313) : rejeté (p. 6314).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6314).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 6314).

Article 58 *(art. 667 du code de procédure pénale : nouvelle demande de renvoi après rejet) :* adopté (p. 6314).

Titre VI *bis* : *dispositions applicables aux mineurs.*

Article 60 *bis* *(art. 4 de l'ordonnance du 2 février 1945 : garde à vue des mineurs) :* adopté après modifications (p. 6314).

Amendement n° 166 de M. Jacques Brunhes (dispose qu'un mineur de treize ans ne peut être placé en garde à vue) : adopté (p. 6314).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6314).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 6314).

Amendement n° 92 de la commission (précise les conditions de garde à vue des mineurs de plus de treize ans) : corrigé ; adopté (p. 6314).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6314).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6314).

Article 60 *ter* *(art. 4-1 de l'ordonnance du 2 février 1945 : assistance obligatoire d'un avocat) :* adopté (p. 6315).

Article 60 *septies* *(art. 8 de l'ordonnance du 2 février 1945 : pouvoirs du juge des enfants) :* adopté (p. 6315).

Article 60 *octies* *(art. 9 de l'ordonnance du 2 février 1945 : coordination avec la suppression de l'inculpation) :* adopté après modifications (p. 6315).

Amendement n° 94 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6315).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6315).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6315).

Article 60 *nonies* *(art. 10 de l'ordonnance du 2 février 1945 : assistance obligatoire d'un avocat lors de la première comparution) :* adopté (p. 6315).

Article 60 *decies* supprimé par le Sénat *(art. 11 de l'ordonnance du 2 février 1945 : placement en détention provisoire d'un mineur) :* rétabli (p. 6315).

Amendement n° 96 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6315).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6315).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6315).

Article 60 *undecies* A nouveau *(art. 12-1 nouveau de l'ordonnance du 2 février 1945 : activité ou mesure d'aide ou de réparation accomplie par un mineur délinquant)* (p. 6315) : adopté après modifications (p. 6316).

Amendement n° 97 de la commission (précise que, lorsqu'elle prononce une mesure ou une activité d'aide ou de réparation, la juridiction recueille simplement les observations préalables du mineur et non son accord) : adopté (p. 6316).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6316).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6316).

Article 60 *undecies* supprimé par le Sénat *(art. 13-1 de l'ordonnance du 2 février 1945 : audience du tribunal pour enfants)* : rétabli (p. 6316).

Amendement n° 98 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6316).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6316).

Titre VII : *des frais de justice criminelle, correctionnelle et de police.*

Article 81 *(art. 800-1 du code de procédure pénale : prise en charge par l'Etat des frais de justice pénale)* : adopté après modifications (p. 6316).

Amendement n° 99 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6316).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6316).

Article 62 *(art. 85 du code de procédure pénale : constitution de partie civile sans consignation)* : supprimé par le Sénat (p. 6316).

Article 62 *bis* nouveau *(art. 88 du code de procédure pénale : constitution de partie civile avec consignation)* : adopté (p. 6316).

Amendement n° 150 du Gouvernement (de suppression) : rejeté (p. 6316).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6316).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 6316).

Article 63 *(art. 91 du code de procédure pénale : constitution de partie civile abusive)* : adopté (p. 6317).

Article 64 *(art. 142 du code de procédure pénale : cautionnement)* : adopté après modifications (p. 6317).

Amendement n° 167 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6317).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6317).

Article 81 *(art. 1018-A du code général des impôts : droit fixe de procédure)* (p. 6317) : adopté (p. 6318).

Amendement n° 151 du Gouvernement (élève à 150 F le droit fixe à acquitter lorsque l'affaire est jugée par voie d'ordonnance pénale) : rejeté (p. 6317).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6317).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 6317).

Article 83 *(abrogations)* : adopté (p. 6318).

Amendement n° 152 du Gouvernement (de coordination) : retiré (p. 6318).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6318).

Titre VIII : *dispositions de simplification.*

Article 84 *(art. 199 du code de procédure pénale : lecture des arrêts des chambres d'accusation)* : adopté après modifications (p. 6318).

Amendement n° 100 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6318).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 6318).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6318).

Article 88 *(art. 768 du code de procédure pénale : casier judiciaire national automatisé)* : supprimé par le Sénat (p. 6318).

Article 89 *(art. 769 du code de procédure pénale : casier judiciaire national automatisé)* : supprimé (p. 6318).

Amendement n° 101 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6318).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6318).

Article 90 *(art. 779 du code de procédure pénale : casier judiciaire national automatisé)* : supprimé (p. 6318).

Amendement n° 102 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6318).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6318).

Titre IX : *dispositions diverses.*

Article 92 *(art. 149-1 du code de procédure pénale : composition de la commission chargée d'allouer l'indemnité pour détention provisoire abusive)* : adopté (p. 6318).

Article 94 *(art. 527 du code de procédure pénale : exécution d'une ordonnance pénale)* (p. 6318) : adopté après modifications (p. 6319).

Amendement n° 153 du Gouvernement (dipose que le délai d'opposition court à compter de la date d'envoi de la lettre de notification) : adopté (p. 6319).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6319).

Favorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 6319).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 6319).

Amendement n° 154 du Gouvernement (ramène à 10 jours le délai supplémentaire d'opposition prévu lorsque le prévenu n'a pas reçu la lettre de notification) : retiré (p. 6319).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6319).

Observations : *Vidalies (Alain)* (p. 6319).

Après l'article 95 :

Discussion commune des amendements n°s 120 rectifié et 121.

Amendement n° 120 rectifié de M. André Santini (dispose que si une infraction est constatée par procès-verbal en l'absence du contrevenant, l'autorité qui a dressé le procès-verbal en adresse copie à l'intéressé) (p. 6319) : rejeté (p. 6320).

Défavorables : *Pezet (Michel)* (p. 6320) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 6320) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6320).

Amendement n° 121 de M. Philippe Bassinet (précise que les contraventions des quatre premières classes relatives au stationnement font l'objet de l'envoi d'un avis au domicile du contrevenant, aux frais de celui-ci) (p. 6319) : rejeté (p. 6320).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 6320).

Défavorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 6320) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6320).

Article 96 *(art. 530 du code de procédure pénale : réclamation auprès du ministère public)* (p. 6320) : adopté après modifications (p. 6321).

Amendement n° 155 du Gouvernement (précise qu'un contrevenant dispose de dix jours à compter de l'envoi de l'avis d'amende forfaitaire majorée pour porter réclamation) : rectifié (porte le délai à trente jours) : adopté (p. 6320).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6321).

Favorables (après rectification) : *Pezet (Michel)* (p. 6321) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 6321).

Article 97 *(art. 530-1 du code de procédure pénale : irrecevabilité de la réclamation auprès du ministère public)* : adopté après modifications (p. 6321).

Amendement n° 156 du Gouvernement (dispose que le contrevenant est simplement avisé de l'irrecevabilité de sa réclamation) : adopté (p. 6321).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6321).

Observations : : *Pezet (Michel)* (p. 6321).

Article 97 *bis* A *(art. 623 du code de procédure pénale : formation de la Cour de cassation statuant en matière de révision)* : supprimé (p. 6321).

Amendement n° 103 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6321).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6321).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6321).

Article 98 *(art. 765-1 du code de procédure pénale : prescription de la peine en matière d'amendes)* : adopté après modifications (p. 6321).

Amendement n° 104 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6321).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6321).

Article 98 *bis* supprimé par le Sénat *(application de la loi dans les territoires d'outre-mer)* : rétabli (p. 6322).

Amendement n° 105 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6322).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6322).

Titre X : *dispositions de coordination.*

Article 99 *(coordination)* : adopté (p. 6322).

Article 100 supprimé par le Sénat *(coordination)* : rétabli (p. 6322).

Amendement n° 107 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6322).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6322).

Article 102 supprimé par le Sénat *(coordination)* : rétabli (p. 6322).

Amendement n° 108 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6322).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6322).

Article 104 *(coordination)* (p. 6322) : adopté (p. 6323).

Observations : *Aubert (Emmanuel)* (p. 6322, 6323) ; *Pezet (Michel)* (p. 6323).

Contrôle judiciaire : *Aubert (Emmanuel)* (p. 6322, 6323) ; *Pezet (Michel)* (p. 6323).

Inculpation et mise en examen : différences : *Aubert (Emmanuel)* (p. 6322) ; *Pezet (Michel)* (p. 6323).

Article 105 *(coordination)* : adopté (p. 6323).

Articles 119 à 121 *(coordination)* : adoptés (p. 6323).

Article 122 *(coordination)* : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 110 rectifié (p. 6323).

Amendement n° 110 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 6323).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6323).

Article 122 *bis* *(coordination)* : supprimé (p. 6323).

Amendement n° 111 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6323).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6323).

Article 123 *(coordination)* (p. 6323) : adopté après modifications (p. 6324).

Amendement n° 112 de la commission (de coordination) (p. 6323) : adopté (p. 6324).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6323).

Articles 124 à 126 *(coordination)* : adoptés (p. 6324).

Articles 129 et 130 *(coordination)* : adoptés (p. 6324).

Article 131 *(coordination)* : adopté après modifications (p. 6324).

Amendement n° 168 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6324).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6324).

Articles 132, 133 et 135 *(coordination)* : adoptés (p. 6324).

Article 136 *(coordination)* : adopté après modifications (p. 6324).

Amendement n° 113 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 6324).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6324).

Article 137 *(coordination)* : adopté (p. 6324).

Article 138 *(coordination)* : adopté après modifications (p. 6325).

Amendement n° 170 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6325).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6325).

Articles 139 à 144 *(coordination)* : adoptés (p. 6325).

Article 149 *(coordination)* : adopté (p. 6325).

Articles 152 à 156 *(coordination)* : adoptés (p. 6325).

Articles 161 et 162 *(coordination)* : adoptés (p. 6325).

Article 165 *bis* *(art. L. 316-5 du code des communes : retrait de la plainte d'un contribuable agissant en lieu et place d'une commune)* (p. 6325) : supprimé (p. 6326).

Amendement n° 116 de la commission (de suppression) (p. 6325) : adopté (p. 6326).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6325, 6326).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6326).

Article 166 supprimé par le Sénat *(remplacement du terme « conseil » par le terme « avocat »)* : rétabli (p. 6326).

Amendement n° 177 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6326).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6326).

Article 167 *(entrée en vigueur de la loi)* (p. 6326) : adopté dans la rédaction des amendements n°s 118 et 157 (p. 6328).

Observations : *Aubert (Emmanuel)* (p. 6326, 6327).

Code de procédure pénale : réforme : insuffisances : *Aubert (Emmanuel)* (p. 6326, 6327).

Amendement n° 118 de la commission (précise le calendrier d'application des différentes dispositions du projet de loi) : adopté (p. 6327).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 6327).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6327).

Amendement n° 157 du Gouvernement (reporte au 1er janvier 1995 l'application de la présente loi aux procédures relevant de la compétence des juridictions des forces armées et des tribunaux prévotaux ; précise que les conditions de cette application seront organisées par une loi) : adopté (p. 6327).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6327).

Défavorable : *Pezet (Michel)* (p. 6327).

Explications de vote : *Brunhes (Jacques)* (p. 6328) ; *Vidalies (Alain)* (p. 6328).

Détention provisoire : décision collégiale : *Brunhes (Jacques)* (p. 6328).

Garde à vue : présence de l'avocat et interdiction pour les mineurs de 13 ans : *Brunhes (Jacques)* (p. 6328) ; *Vidalies (Alain)* (p. 6328).

Inculpation : suppression et réforme adoptée en deuxième lecture : *Vidalies (Alain)* (p. 6328).

Partis et mouvements politiques : partis de droite : position sur la procédure pénale : *Vidalies (Alain)* (p. 6328).

Vote des groupes :

Groupe communiste : pour : *Brunhes (Jacques)* (p. 6328).

Groupe socialiste : pour : *Vidalies (Alain)* (p. 6328).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 6328).

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 1992] (p. 7516).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des lois : *Pezet (Michel)* (p. 7516).

Intervention du Gouvernement : Vauzelle (Michel) (p. 7517).

Discussion générale : Toubon (Jacques) (p. 7519).

Principaux thèmes développés :

Association : droit d'ester en justice et constitution en partie civile : *Pezet (Michel)* (p. 7516).

Audience des jugements : procédure inquisitoriale et procédure accusatoire : *Pezet (Michel)* (p. 7517) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7519) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7520).

Code de procédure pénale : réforme :

- déséquilibre : *Toubon (Jacques)* (p. 7521) ;
- historique : *Pezet (Michel)* (p. 7517) ;
  projet de loi : « consensus » : *Pezet (Michel)* (p. 7517) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7519) ;
- projet de loi : contenu, nécessité et opportunité : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7519).

Cour d'assises : jurés : choix et formation : *Toubon (Jacques)* (p. 7520, 7521).

Détention provisoire : décision : collégialité et échevinage : *Pezet (Michel)* (p. 7517) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7519).

Douaniers : qualité d'officiers de police judiciaire : *Pezet (Michel)* (p 7516).

Garde à vue : durée, conditions, présence de l'avocat : *Pezet (Michel)* (p. 7516, 7517) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7518) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7520).

Instruction :

- caractère contradictoire et droit des parties : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7518) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7520) ;
- système actuel et réforme proposée : mise en examen et ordonnance de notification de charges : *Pezet (Michel)* (p. 7517) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7518, 7519) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7520).

Justice : effectifs et moyens : conséquences des réformes proposées par le projet de loi : *Toubon (Jacques)* (p. 7521).

Ministère public (parquet) : indépendance et subordination hiérarchique au garde des sceaux : *Toubon (Jacques)* (p. 7521).

Nullités : *Pezet (Michel)* (p. 7517) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7518).

Parlement : commission mixte paritaire : échec : *Pezet (Michel)* (p. 7516) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7517).

Présomption d'innocence et droits des inculpés : liberté de la presse et secret de l'instruction : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7518) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7520).

« Privilèges de juridiction » : suppression : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7518).

Sénat : modifications apportées au projet de loi en première et deuxième lectures : *Pezet (Michel)* (p. 7516, 7517) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7518).

Discussion des articles [18 décembre 1992] (p. 7521).

Titre Ier A : *de l'action publique.*

Article 1er AA supprimé par le Sénat *(constitution de partie civile des associations de lutte contre la délinquance routière et d'assistance aux victimes de cette délinquance) :* rétabli (p. 7521).

Amendement n° 1 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7521).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7521).

Article 1er AB *(attribution de la qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire à certains agents des douanes)* (p. 7521) : supprimé (p. 7522).

Amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté (p. 7522).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7522).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7522).

Article 1er CA *(art. 16 du code de procédure pénale : directeurs départementaux de la police territoriale) :* supprimé (p. 7522).

Amendement n° 3 de la commission (de suppression) : adopté (p. 7522).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7522).

Titre Ier bis : *des enquêtes de police judiciaire et de la garantie des droits des personnes gardées à vue.*

Article 1er bis supprimé par le Sénat *(art. 41 du code de procédure pénale : médiation pénale) :* rétabli (p. 7522).

Amendement n° 4 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7522).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7522).

Article 1er ter supprimé par le Sénat *(art. 56-1 du code de procédure pénale : perquisitions chez une personne tenue au secret professionnel) :* rétabli (p. 7522).

Amendement n° 5 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7522).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7522).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7522).

Article 3 *(art. 63 du code de procédure pénale : garde à vue en cas d'infraction flagrante)* (p. 7522) : adopté après modifications (p. 7523).

Amendements nos 6 et 7 de la commission (rétablissent le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adoptés (p. 7522).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 7522).

Article 4 *(art. 63-1 à 63-5 nouveaux du code de procédure pénale : droits de la personne gardée à vue)* (p. 7523) : adopté après modifications (p. 7527).

Amendement n° 8 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7523).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7523).

Amendement n° 9 de la commission (précise que la personne gardée à vue est informée dans une langue qu'elle comprend) : adopté (p. 7523).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7523).

Amendement n° 10 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7523).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7523).

Amendement n° 11 de la commission (rétablit les dispositions adoptées par l'Assemblée nationale en première lecture en ce qui concerne l'entretien avec un avocat à partir de la vingtième heure de garde à vue) (p. 7523) ; rectifié (dispose que l'entretien avec l'avocat peut avoir lieu dès le début de la garde à vue) (p. 7526) : adopté au scrutin public (p. 7527).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7523, 7524, 7526).

Favorable : *Brunhes (Jacques)* (p. 7526).

Défavorables : *Toubon (Jacques)* (p. 7525) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 7526, 7527).

Observations : *Aubert (Emmanuel)* (p. 7524, 7525, 7526) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7526, 7527).

Garde à vue : présence de l'avocat dès le début de la garde à vue : régime transitoire : *Aubert (Emmanuel)* (p. 7524, 7525) ; *Pezet (Michel)* (p. 7524) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7525).

Sous-amendement n° 117 de M. Jacques Brunhes (dispose que, dès son placement en garde à vue, la personne est assistée d'un avocat de son choix ou, à défaut, commis d'office) (p. 7523) : retiré (p. 7524).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 7524).

Amendement n° 12 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 7527).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7527).

Article 5 *(art. 64 du code de procédure pénale : procès-verbal d'audition) :* adopté après modifications (p. 7527).

Amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7527).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7527).

Article 6 *bis* supprimé par le Sénat *(intervention du juge d'instruction dans l'enquête de flagrance) :* rétabli (p. 7527).

Amendement n° 14 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7527).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7527).

Article 6 *ter* supprimé par le Sénat *(intervention du juge d'instruction dans l'enquête de flagrance) :* rétabli (p. 7527).

Amendement n° 15 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7527).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7527).

Article 7 *(art. 77 du code de procédure pénale : garde à vue en cas d'enquête préliminaire) :* adopté après modifications (p. 7528).

Amendement n° 16 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7528).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7528).

Amendement n° 17 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7528).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7528).

Article 8 *(art. 78 du code de procédure pénale : comparution des témoins dans le cadre d'une enquête préliminaire) :* adopté après modifications (p. 7528).

Amendement n° 18 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7528).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7528).

Article 10 *(art. 154 du code de procédure pénale : garde à vue dans le cadre d'une commission rogatoire) :* adopté après modifications (p. 7528).

Amendement n° 19 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7528).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7528).

Titre II : *de la conduite de l'information par plusieurs juges d'instruction.*

Article 11 *(art. 83 du code de procédure pénale : désignation du juge d'instruction) :* adopté après modifications (p. 7529).

Amendements n°s 20 et 21 de la commission (rétablissent le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adoptés (p. 7529).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 7529).

Titre III : *de la mise en examen et des droits des parties au cours de l'instruction.*

Avant l'article 14 :

Amendement n° 22 de la commission (rétablit dans l'intitulé du titre III la mention de l'ordonnance de présomption de charges) : adopté (p. 7529).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7529).

Article 14 *(art. 80 du code de procédure pénale : saisine du juge d'instruction) :* adopté après modifications (p. 7529).

Amendement n° 23 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 7529).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7529).

Article 15 *(art. 80-1, 80-2 et 80-3 nouveaux du code de procédure pénale : mise en examen et mise en cause au cours de l'instruction)* (p. 7529) : adopté après modifications (p. 7530).

Amendements n°s 24, 25, 26 et 27 de la commission (rétablissent le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adoptés (p. 7530).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 7530).

Amendement n° 28 de la commission (de clarification) : adopté (p. 7530).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7530).

Amendement n° 29 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7530).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7530).

Article 17 *(art. 82 du code de procédure pénale : actes d'instruction requis par le procureur de la République) :* adopté après modifications (p. 7530).

Amendement n° 30 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7530).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7530).

Article 19 *(art. 86 du code de procédure pénale : information ouverte sur une plainte avec constitution de partie civile)* (p. 7530) : adopté après modifications (p. 7531).

Amendements n°s 31, 32 et 33 de la commission (rétablissent le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adoptés (p. 7530).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 7530).

Article 22 *(art. 114 du code de procédure pénale : auditions et confrontations ; communication du dossier) :* adopté après modifications (p. 7531).

Amendement n° 34 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : retiré (p. 7531).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7531).

Amendement n° 141 du Gouvernement (précise que la procédure est mise à la disposition des avocats durant les jours ouvrables) : adopté (p. 7531).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7531).

Article 25 *(art. 117 du code de procédure pénale : interrogatoire ou confrontation immédiat justifié par l'urgence)* (p. 7531) : adopté après modifications (p. 7532).

Amendement n° 35 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7532).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7532).

Article 28 *bis* *(art. 175-1 nouveau du code de procédure pénale : délai imparti au juge d'instruction pour clôturer l'information) :* adopté après modifications (p. 7532).

Amendement n° 140 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 7532).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7532).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 7532).

Amendement n° 36 de la commission (supprime la sanction du non respect par la chambre d'accusation du délai de vingt jours dont elle dispose pour examiner la requête de clôture de l'instruction présentée par la personne mise en examen) : adopté (p. 7532).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7532).

Article 29 *(art. 176 nouveau du code de procédure pénale : examen par le juge d'instruction des charges relevées à l'encontre de la personne mise en cause) :* adopté dans la rédaction de l'amendement n° 37 (p. 7532).

Amendement n° 37 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7532).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7532).

Article 31 *(art. 186 du code de procédure pénale : droit d'appel reconnu aux parties) :* adopté après modifications (p. 7532).

Amendement n° 38 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7532).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7532).

Article 32 *(art. 186-1 du code de procédure pénale : droit d'appel reconnu aux parties)* (p. 7532) : adopté après modifications (p. 7533).

Amendement n° 39 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7533).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7533).

Amendement n° 112 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7533).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7533).

Article 32 *bis* *(art. 197 du code de procédure pénale : fixation de la date d'audience devant la chambre d'accusation ; communication du dossier) :* adopté (p. 7533).

Titre III *bis* : *du respect de la présomption d'innocence et des garanties de la liberté de l'information.*

Article 32 *quater* *(art. 177-1 du code de procédure pénale : publication d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu) :* adopté après modifications (p. 7533).

Amendement n° 40 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) adopté (p. 7533).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7533).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7533).

Article 32 *quinquies* *(art. 212-1 du code de procédure pénale : publication d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu) :* adopté après modifications (p. 7533).

Amendement n° 41 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7533).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7533).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7533).

Article 32 *septies* C *(art. 13 de la loi du 29 juillet 1881 : règles de procédure applicables en matière de refus d'insertion) :* supprimé (p. 7533).

Amendement n° 42 de la commission (de suppression) : adopté (p. 7533).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7533).

Après l'article 32 *septies* C :

Amendement n° 43 de la commission (précise que les réquisitions du parquet aux fins d'enquête en matière de presse sont interruptives de prescription) : adopté (p. 7534).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7534).

Article 32 *septies* *(art. 65-1 et 65-2 de la loi du 29 juillet 1881 : prescription des actions fondées sur une atteinte à la présomption d'innocence) :* adopté dans la rédaction de l'amendement n° 44 (p. 7534).

Amendement n° 44 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7534).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7534).

Article 32 *decies* *(art. 109 du code de procédure pénale : obligations du journaliste entendu comme témoin) :* adopté (p. 7534).

Titre IV : *de la détention provisoire.*

Article 33 *(art. 137-1 nouveau du code de procédure pénale : instance collégiale compétente pour ordonner le placement en détention provisoire) :* adopté après modifications (p. 7534).

Amendement n° 45 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7534).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7534).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7534).

Amendement n° 46 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7534) : adopté (p. 7535).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7535).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7535).

Amendement n° 47 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 7535).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7535).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7535).

Amendements n°s 48 et 49 de la commission (rétablissent le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adoptés (p. 7535).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 7535).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7535).

Amendement n° 50 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7535).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7535).

Article 33 *bis* supprimé par le Sénat *(art. 398 du code de procédure pénale : composition du tribunal correctionnel) :* rétabli (p. 7535).

Amendement n° 51 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7535).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7535).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7535).

Article 34 *(art. 122 du code de procédure pénale : mandats délivrés par le juge d'instruction) :* adopté après modifications (p. 7535).

Amendement n° 52 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7535).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7535).

Article 35 supprimé par le Sénat *(art. 135 du code de procédure pénale : mandat de dépôt)* (p. 7535) : rétabli (p. 7536).

Amendement n° 53 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7535).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7535).

Article 36 *(art. 141-2 du code de procédure pénale : hypothèse où la personne se soustrait aux obligations du contrôle judiciaire) :* adopté dans la rédaction de l'amendement n° 113 (p. 7536).

Amendement n° 113 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7536).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7536).

Article 38 supprimé par le Sénat *(art. 145 du code de procédure pénale : décision de placement en détention provisoire) :* rétabli (p. 7536).

Amendement n° 54 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7536).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7536).

Article 39 *(art. 145-1 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire)* (p. 7536) : adopté après modifications (p. 7537).

Amendement n° 55 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7536).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7536).

Amendement n° 56 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7536) : adopté (p. 7537).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7537).

Amendement n° 57 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7537).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7537).

Article 40 *(art. 145-2 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire) :* adopté après modifications (p. 7537).

Amendement n° 58 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7537).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7537).

Article 42 supprimé par le Sénat *(art. 207 du code de procédure pénale : compétence de la chambre d'accusation) :* rétabli (p. 7537).

Amendement n° 59 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7537).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7537).

Titre V : *du régime des nullités de l'information.*

Article 43 *(art. 170 à 174 du code de procédure pénale : régime des nullités)* (p. 7537) : adopté après modifications (p. 7538).

Amendement n° 60 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale sous réserve du maintien de la nullité en cas de non-respect des règles d'information de la personne gardée à vue sur ses droits) : adopté (p. 7537).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7537).

Amendement n° 61 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale en ce qui concerne la méconnaissance d'une formalité substantielle) : adopté (p. 7538).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7538).

Article 44 *(art. 175 du code de procédure pénale : règlement de l'information) :* adopté après modifications (p. 7538).

Amendement n° 114 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7538).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7538).

Amendement n° 115 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7538).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7538).

Article 45 *(art. 178 du code de procédure pénale : renvoi devant le tribunal de police) :* adopté dans la rédaction de l'amendement n° 62 (p. 7538).

Amendement n° 62 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7538).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7538).

Article 46 *(art. 179 du code de procédure pénale : renvoi devant le tribunal correctionnel)* (p. 7538) : adopté après modifications (p. 7539).

Amendement n° 63 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7538).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7538).

Amendement n° 64 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7538) : adopté (p. 7539).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7538).

Amendement n° 65 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7539).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7539).

Après l'article 46 :

Amendement n° 66 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7539).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7539).

Article 49 *(art. 385 du code de procédure pénale : constatation des nullités par le tribunal correctionnel) :* adopté après modifications (p. 7539).

Amendement n° 67 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7539).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7539).

Article 53 *(art. 802 du code de procédure pénale : nullités faisant grief) :* adopté dans la rédaction de l'amendement n° 68 (p. 7539).

Amendement n° 68 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7539).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7539).

Titre V *bis* : *des débats à l'audience de jugement.*

Articles 53 *bis* à 53 *duodecies* supprimés par le Sénat *(art. 309, 312, 328, 331, 332, 333, 341, 401 et 406 du code de procédure pénale : audience de jugement en cour d'assises et devant le tribunal correctionnel) :* rétablis (p. 7539 à 7541).

Amendements n°s 69 à 79 de la commission (rétablissent le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adoptés (p. 7539 à 7541).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 7539 à 7541).

Article 53 *terdecies* supprimé par le Sénat *(art. 426-1 du code de procédure pénale : procédure contradictoire devant le tribunal correctionnel)* (p. 7541) : rétabli (p. 7543).

Amendement n° 80 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7541) : adopté après modifications (p. 7543).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7541).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7541).

Sous-amendement n° 126 du Gouvernement (supprime la disposition qui précise que le représentant du ministère public et les avocats des parties posent leurs questions et présentent leurs observations à la même barre du tribunal) (p. 7541) : adopté (p. 7543).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7541, 7542, 7543).

Favorable : *Bonnet (Alain)* (p. 7542) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7543).

Observations : *Pezet (Michel)* (p. 7542, 7543).

Articles 53 *quaterdecies* à 53 *undevicies* supprimés par le Sénat *(art. 444, 446, 454, 455 et 536 du code de procédure pénale : audience du tribunal correctionnel) :* rétablis (p. 7543, 7544).

Amendements n°s 81 à 86 de la commission (rétablissent le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adoptés (p. 7543, 7544).

Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 7543, 7544).

Titre VI : *des causes de renvoi d'un tribunal à un autre.*

Article 57 *(art. 665-1 du code de procédure pénale : renvoi pour cause d'interruption du cours de la justice) :* adopté après modifications (p. 7544).

Amendement n° 87 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7544).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7544).

Titre VI *bis* : *dispositions applicables aux mineurs.*

Article 60 *bis* *(art. 4 de l'ordonnance du 2 février 1945 : garde à vue des mineurs) :* adopté après modifications (p. 7544).

Discussion commune des amendements n°s 118 et 88.

Amendement n° 118 de M. Jacques Brunhes (dispose qu'un mineur de treize ans ne peut être placé en garde à vue et précise les conditions de garde à vue des mineurs de plus de treize ans) : retiré (p. 7544).

Amendement n° 88 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7544).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7544).

Article 60 *octies* *(art. 9 de l'ordonnance du 2 février 1945 : coordination avec la suppression de l'inculpation) :* adopté (p. 7545).

Article 60 *decies* supprimé par le Sénat *(art. 11 de l'ordonnance du 2 février 1945 : placement en détention provisoire d'un mineur) :* rétabli (p. 7545).

Amendement n° 89 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7545).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7545).

Article 60 *undecies* supprimé par le Sénat *(art. 13-1 de l'ordonnance du 2 février 1945 : audience du tribunal pour enfants) :* rétabli (p. 7545).

Amendement n° 90 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7545).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7545).

Titre VII : *des frais de justice criminelle, correctionnelle et de police.*

Après l'article 62 *bis* :

Amendement n° 125 du Gouvernement (précise l'objet de la consignation demandée à la partie civile et les modalités de sa restitution) : adopté (p. 7545).
Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7545).
Observations : *Pezet (Michel)* (p. 7545).

Article 64 *(art. 142 du code de procédure pénale : cautionnement) :* adopté (p. 7546).

Titre VIII : *dispositions de simplification.*

Article 84 *(art. 199 du code de procédure pénale : lecture des arrêts des chambres d'accusation) :* adopté après modifications (p. 7546).

Amendement n° 91 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7546).
Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7546).

Après l'article 98 :

Amendement n° 127 du Gouvernement (précise les règles de responsabilité applicables aux conservateurs des hypothèques de la ville de Nice, dont les locaux ont été détruits par un attentat) : adopté (p. 7546).
Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7546).
Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 7546).

Article 98 *bis* *(application de la loi dans les territoires d'outre-mer) :* supprimé par le Sénat (p. 7546).

Après l'article 98 *bis* :

Amendement n° 116 rectifié de la commission (supprime la disposition de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise qui interdit, à compter du 31 décembre 1992, le cumul des professions d'avocat et d'administrateur judiciaire) (p. 7546) : adopté (p. 7547).
Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 7546, 7547).
Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7547).
Observations : *Pezet (Michel)* (p. 7546, 7547).

Titre X : *dispositions de coordination.*

Article 100 supprimé par le Sénat *(coordination) :* rétabli (p. 7547).

Amendement n° 92 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7547).
Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7547).

Article 102 supprimé par le Sénat *(coordination) :* rétabli (p. 7547).

Amendement n° 93 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7547).
Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7547).

Article 120 *(coordination) :* adopté après modifications (p. 7547).

Amendement n° 94 corrigé de la commission (de coordination) : adopté (p. 7547).
Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7547).

Article 122 *(coordination) :* adopté après modifications (p. 7547).

Amendement n° 95 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7547).
Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7547).

Article 122 *bis* *(coordination) :* supprimé (p. 7547).

Amendement n° 96 de la commission (de suppression) : adopté (p. 7547).
Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7547).

Article 123 *(coordination) :* adopté (p. 7548).

Article 131 *(coordination) :* adopté après modifications (p. 7548).

Amendements n°s 97 et 98 de la commission (de coordination) : adoptés (p. 7548).
Soutenus par : *Pezet (Michel)* (p. 7548).

Articles 132, 135, 136, 138 à 144 et 153 *(coordination) :* adoptés (p. 7548).

Article 166 supprimé par le Sénat *(remplacement du terme « conseil » par le terme « avocat »)* (p. 7548) : rétabli (p. 7549).

Amendement n° 99 de la commission (rétablit le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7548) : adopté (p. 7549).
Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7549).

Avant l'article 167 :

Amendement n° 100 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7549).
Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7549).

Article 167 *(entrée en vigueur de la loi)* (p. 7549) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 128 (p. 7550).
Discussion commune des amendements n°s 101 et 128.

Amendement n° 101 de la commission (précise le calendrier d'application des différentes dispositions du projet de loi et organise l'application de la réforme aux juridictions militaires) (p. 7549) : retiré (p. 7550).
Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7550).

Amendement n° 128 du Gouvernement (précise le calendrier d'application des différentes dispositions du projet de loi) (p. 7549) : adopté (p. 7550).
Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7550).
Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 7550).

Après l'article 167 :

Amendement n° 129 du Gouvernement (organise l'entrée en vigueur de la nouvelle procédure d'instruction) : adopté (p. 7550).
Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7550).
Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 7550).

Amendement n° 130 du Gouvernement (précise la date d'entrée en vigueur des dispositions relatives au caractère contradictoire de l'audience de jugement) : adopté (p. 7550).
Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7550).
Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 7550).

Amendement n° 131 du Gouvernement (précise que les dispositions relatives à la détention provisoire entreront en vigueur le 1er janvier 1994) : adopté (p. 7550).
Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7550).
Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 7550).

Amendement n° 132 du Gouvernement (reporte au 1er janvier 1995 l'application de la présente loi aux procédures relevant de la compétence des juridictions des forces armées et des tribunaux prévotaux) : adopté (p. 7550).
Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7550).
Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 7550).

Article 168 *(application à Mayotte et aux territoires d'outre-mer) :* adopté après modifications (p. 7551).

Amendement n° 102 de la commission (reporte au 1er janvier 1995 l'application de la présente loi à Mayotte et aux territoires d'outre-mer) : adopté (p. 7551).
Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7551).

Après l'article 168 :

Amendement n° 103 rectifié de la commission (précise qu'à compter du 1er mars 1993 et jusqu'au 1er janvier 1994, l'entretien de la personne gardée à vue avec un avocat est possible après vingt heures de garde à vue ; porte ce délai à quarante-quatre heures en matière de trafic de stupéfiants et de terrorisme) (p. 7551) : adopté après modifications (p. 7552).
Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7551, 7552).
Observations : *Aubert (Emmanuel)* (p. 7551) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7551, 7552) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7552).
Sous-amendement n° 142 du Gouvernement (élève à quarante-huit heures le délai prévu en cas de trafic de stupéfiants ou de terrorisme) : adopté (p. 7552).
Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7552).

Amendement n° 119 de M. Michel Pezet (précise le régime transitoire applicable en matière de mise en détention provisoire) : adopté (p. 7552).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7552).

Amendements n°s 120 et 121 de M. Michel Pezet (de coordination) : adoptés (p. 7552).

Amendement n° 104 rectifié de la commission (de coordination) (p. 7552) : adopté après modifications (p. 7553).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7552).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7552).

Observations : *Aubert (Emmanuel)* (p. 7552).

Sous-amendement n° 133 du Gouvernement (de précision) (p. 7552) : adopté (p. 7553).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7552).

Amendement n° 105 de la commission (précise le régime transitoire applicable aux dispositions relatives aux mandats délivrés par le juge d'instruction) : retiré (p. 7553).

Sous-amendement n° 134 du Gouvernement : devenu sans objet (p. 7553).

Amendement n° 122 de M. Michel Pezet (de coordination) : adopté (p. 7553).

Amendement n° 106 rectifié de la commission (de coordination) : adopté après modifications (p. 7553).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7553).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7553).

Sous-amendement n° 135 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 7553).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7553).

Amendement n° 107 rectifié de la commission (de coordination) (p. 7553) : adopté après modifications (p. 7554).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7553).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7553).

Sous-amendement n° 136 du Gouvernement (de précision) (p. 7553) : adopté (p. 7554).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7553).

Amendement n° 108 rectifié de la commission (de coordination) : adopté après modifications (p. 7554).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7553).

Sous-amendement n° 137 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 7554).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7554).

Amendement n° 109 de la commission (de coordination) : adopté après modifications (p. 7554).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7554).

Sous-amendement n° 138 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 7554).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7554).

Amendement n° 110 rectifié de la commission (de coordination) : adopté après modifications (p. 7554).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7554).

Sous-amendement n° 139 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 7554).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7554).

Amendement n° 111 rectifié de la commission (de coordination) (p. 7554) : adopté (p. 7555).

Soutenu par : *Pezet (Michel)* (p. 7554).

Amendement n° 123 de M. Michel Pezet (de coordination) : adopté (p. 7555).

Amendement n° 124 de M. Michel Pezet (de coordination) ; rectifié par le Gouvernement : adopté (p. 7555).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7555).

Vote des groupes :

Groupes R.P.R., U.D.C. et U.D.F. : contre : *Aubert (Emmanuel)* (p. 7555).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7555).

LECTURE DEFINITIVE [19 décembre 1992]

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des lois : *Pezet (Michel)* (p. 7633).

Intervention du Gouvernement : Vauzelle (Michel) (p. 7633).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : adoption définitive : article 45-4 de la Constitution : *Pezet (Michel)* (p. 7633) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7633).

Procédure pénale : réforme : importance : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7633).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 7633).

Article 120 :

Amendements n°s 1 et 2 du Gouvernement (rédactionnels) : adoptés (p. 7642).

Soutenus par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7642).

Favorable : *Pezet (Michel)* (p. 7642).

Vote des groupes :

Groupes R.P.R., U.D.C. et U.D.F. : contre : *Toubon (Jacques)* (p. 7642).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale, modifié par les amendements adoptés (p. 7643).

15. Proposition de loi n° 2776 tendant à modifier l'article 80 du code de procédure pénale en ce qui concerne le **pouvoir d'inculper du juge d'instruction.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 juin 1992 par M. Emmanuel Aubert. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Emmanuel Aubert (23 octobre 1992).

16. Proposition de loi n° 3017 visant à **réformer le mécanisme de lutte contre la délinquance économique et financière.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 novembre 1992 par M. Patrick Devedjian. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Questions orales sans débat :

- **n° 599 - Procédure pénale (réglementation)** : *Aubert (Emmanuel)* à M. le garde des sceaux, ministre de la justice : publiée au *J.O.* du 17 juin 1992 (p. 2460). Intervention de : *Bouvard (Loïc) (VP)* : suspend la séance des questions orales sans débat afin de protester contre l'absence des ministres concernés par les questions appelées à l'ordre du jour [26 juin 1992] (p. 2877). Réponse : *Sarre (Georges)*, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux [26 juin 1992] (p. 2877) :

Réforme du code pénal : achèvement ; garde à vue, détention provisoire : abus ; projet de loi portant réforme de la procédure pénale déposé le 26 février 1992 : inscription à l'ordre du jour : perspectives.

Voir *Droit pénal.*
Lois de finances **11**, deuxième partie : Justice.

PROFESSIONS FAMILIALES

Voir *Professions sociales* **2.**

PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES

Voir *D.M.O.S.* **1.**
Justice.
Lois de finances **11**, deuxième partie : Justice.
Procédure civile **4.**
Procédure pénale **14.**

PROFESSIONS LIBERALES ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

5. **Proposition de loi n° 2640** tendant à créer des **chambres consulaires des professions libérales.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 avril 1992 par M. Claude Barate. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Michel Couve (20 novembre 1992) remplacé par M. Jean-Paul Charié (11 décembre 1992).

Voir *Police de la route et circulation routière :* questions orales sans débat.

Experts-comptables.

Voir *Lois de finances* **11,** aprés l'article 72.

PROFESSIONS MEDICALES

Voir *Défense :* questions orales sans débat.
D.M.O.S. **1.**
Hôpitaux et cliniques.
Santé publique **23, 24.**
Sécurité sociale.

PROFESSIONS PARAMEDICALES

Voir *D.M.O.S.* **1.**
Emploi : questions au Gouvernement.
Hôpitaux et cliniques : questions au Gouvernement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Affaires sociales et santé.
Sécurité sociale.

PROFESSIONS SOCIALES

2. **Projet de loi n° 2634** relatif aux **assistants maternels et assistantes maternelles** et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail.

Sénat (première lecture). - **N° 270** (1991-1992). - Dépôt le 11 février 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : Mme Nelly Rodi. - Rapport **n° 291** (15 avril 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 28 avril 1992. - Projet de loi **n° 110** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2634.** - Dépôt le 29 avril 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Robert Le Foll (29 avril 1992). - Rapport **n° 2704** (14 mai 1992). - Discussion et adoption le 20 mai 1992. - Projet de loi **n° 641.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 359** (1991-1992). - Dépôt le 21 mai 1992. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : Mme Nelly Rodi. - Rapport **n° 379** (3 juin 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 17 juin 1992. - Projet de loi **n° 151** (1991-1992).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 2806.** - Dépôt le 18 juin 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Robert Le Foll. - Rapport **n° 2808** (18 juin 1992). - Discussion et adoption le 19 juin 1992. - Projet de loi **n° 678.**

Sénat (troisième lecture). - **N° 429** (1991-1992). - Dépôt le 22 juin 1992. - Renvoi à la commission des affaires sociales.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 25 juin 1992] (p. 8391). - Réunion le 24 juin 1992. - Bureau [*J.O.* du 25 juin 1992] (p. 8391).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : Mme Nelly Rodi. - Rapport **n° 441** (24 juin 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 26 juin 1992. - Projet de loi **n° 165** (1991-1992).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Robert Le Foll. - Rapport **n° 2818** (24 juin 1992). - Discussion et adoption définitive le 26 juin 1992. - Projet de loi **n° 686.**

Loi n° 92-642 du 12 juillet 1992 publiée au *J.O.* du 14 juillet 1992 (p. 9447).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 1992] (p. 1453).

Présentation du rapport :
- rapport de la commission des affaires culturelles : *Le Foll (Robert)* (p. 1454).

Intervention du Gouvernement : Cathala (Laurent) (p. 1455).

Discussion générale : *Bachelot (Roselyne)* (p. 1457) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1458) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1460) ; *Ecochard (Janine)* (p. 1460) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1461) ; *Papon (Christiane)* (p. 1462) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1463) ; *Bret (Jean-Paul)* (p. 1464) ; *Koehl (Emile)* (p. 1465) ; *Cacheux (Denise)* (p. 1465).

Réponse du Gouvernement : Cathala (Laurent) (p. 1471).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : conditions de travail : ordre du jour : débat sur la politique familiale : *Barrot (Jacques)* (p. 1460) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1471).

Assistantes maternelles agréées : statut :
- accès dérogatoire à la profession et régime transitoire d'agrément (art. 17 de la loi n° 91-406 du 31 décembre 1991) : *Le Foll (Robert)* (p. 1454) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1456) ;
- agrément : régime : *Le Foll (Robert)* (p. 1454) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1455) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 1457) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1460) ; *Ecochard (Janine)* (p. 1461) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1462) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1463) ; *Koehl (Emile)* (p. 1465) ; *Cacheux (Denise)* (p. 1465) ;
- code du travail : droit d'expression des salariés : *Le Foll (Robert)* (p. 1455) ;
- commission consultative paritaire départementale : création : *Le Foll (Robert)* (p. 1455) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1457, 1472) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 1458) ;
- formation : obligation : *Le Foll (Robert)* (p. 1454) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1456, 1471) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 1458) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1460) ; *Ecochard (Janine)* (p. 1461) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1462) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1464) ; *Koehl (Emile)* (p. 1465) ; *Cacheux (Denise)* (p. 1465) ;
- licenciement : entretien préalable : *Le Foll (Robert)* (p. 1454) ;
- reconnaissance professionnelle : *Ecochard (Janine)* (p. 1461) ; *Bret (Jean-Paul)* (p. 1464) ; *Cacheux (Denise)* (p. 1465) ;
- relations avec les employeurs : contrat d'accueil : *Le Foll (Robert)* (p. 1454) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1457) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 1457) ; *Ecochard (Janine)* (p. 1461) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1464) ;
- rémunération : calcul, mensualisation et minimum : *Le Foll (Robert)* (p. 1454) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1456, 1457, 1472) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 1458) ; *Ecochard (Janine)* (p. 1461) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1462) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1464) ; *Koehl (Emile)* (p. 1465) ; *Cacheux (Denise)* (p. 1465) ;
- retraite : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1461) ; *Papon (Christiane)* (p. 1463) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1472) ;
- terminologie : assistante parentale : *Cacheux (Denise)* (p. 1466) ;
- unicité du statut : *Papon (Christiane)* (p. 1463).

Départements : compétences et charges d'aide sociale : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1457, 1471) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 1458) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1459) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1460) ; *Papon (Christiane)* (p. 1463) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1464).

Enfants :
- caisse d'allocations familiales : « contrats enfance » : *Bret (Jean-Paul)* (p. 1464) ; *Cacheux (Denise)* (p. 1466) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1471) ;
- modes de garde : *Le Foll (Robert)* (p. 1454) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1455, 1471) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1458) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1460) ; *Ecochard (Janine)* (p. 1461) ; *Papon (Christiane)* (p. 1462) ; *Bret (Jean-Paul)* (p. 1464) ; *Cacheux (Denise)* (p. 1466) ;
- protection maternelle et infantile (P.M.I.) : *Bret (Jean-Paul)* (p. 1464).

Enseignement maternel et primaire : écoles maternelles : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1458, 1459) ; *Cacheux (Denise)* (p. 1466).

Famille : politique familiale : *Bachelot (Roselyne)* (p. 1457) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1460) ; *Papon (Christiane)* (p. 1463) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1471).

Finances publiques : dépenses sociales et allégements fiscaux : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1459).

Fonction publique territoriale : agents non titulaires : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1457) ; *Cacheux (Denise)* (p. 1465).

Lois : loi n° 77-505 du 17 mai 1977 relative aux assistantes maternelles : *Le Foll (Robert)* (p. 1454) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1455) ; *Papon (Christiane)* (p. 1462) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1463).

Prestations familiales :

- aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (A.F.E.A.M.A.) : *Le Foll (Robert)* (p. 1454) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1456, 1471) ;
- conditions d'attribution : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1471) ;
- prestation dite « majoration de l'A.F.E.A.M.A. » : *Le Foll (Robert)* (p. 1454) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1456).

Projet de loi : concertation préalable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1455).

Sénat : texte adopté : *Le Foll (Robert)* (p. 1454) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1455, 1456) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 1458).

Discussion des articles [20 mai 1992] (p. 1472).

Titre Ier : *dispositions modifiant le code de la famille et de l'aide sociale.*

Article 1er *(principe de l'agrément préalable : article 123-1 du code de la famille et de l'aide sociale)* (p. 1472) : adopté après modifications (p. 1473).

Amendement n° 24 de Mme Muguette Jacquaint (fixe à deux ans la durée de l'agrément) : rejeté (p. 1472).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1472) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1472).

Amendement n° 54 de M. Robert Le Foll (rédactionnel) : adopté (p. 1472).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1472).

Amendement n° 25 de Mme Muguette Jacquaint (supprime la faculté d'accorder une dérogation autorisant la garde de plus de trois enfants) : rejeté (p. 1473).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1473) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1473).

Amendement n° 55 de M. Jean-Yves Chamard (prévoit une sensibilisation aux conditions d'accueil avant l'attribution d'un agrément pour accueil permanent) ; rectifié oralement par son auteur (renvoie à un décret la fixation des conditions de cette sensibilisation) : adopté (p. 1473).

Favorables : *Jacquat (Denis)* (p. 1473) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1473).

Défavorable : *Le Foll (Robert)* (p. 1473).

Amendement n° 1 de la commission (impose de motiver tout refus d'agrément) : adopté (p. 1473).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1473).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1473).

Article 2 *(réforme de l'agrément préalable : articles 123-1-1 à 123-1-7 du code de la famille et de l'aide sociale)* (p. 1474) : adopté après modifications (p. 1477).

Observations : *Chouat (Didier)* (p. 1474) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1474).

Départements : présidents de conseils généraux : obligation d'informer les maires : *Chouat (Didier)* (p. 1474).

Enfants : politiques en faveur de la petite enfance : coordination : *Chouat (Didier)* (p. 1474) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1474).

Article 123-1-1 du code de la famille et de l'aide sociale (délais de délivrance, suspension, retrait et modification) :

Amendement n° 27 de Mme Muguette Jacquaint (porte à six mois le délai de notification des décisions d'agrément pour l'accueil à titre non permanent et supprime l'agrément tacite) : rejeté (p. 1475).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1475) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1475).

Amendement n° 2 de la commission (ramène à trois mois le délai de notification des décisions d'agrément pour l'accueil à titre non permanent) : adopté (p. 1475).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1475).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1475).

Amendement n° 3 rectifié de la commission (institue une commission consultative paritaire départementale compétente en matière d'agrément) (p. 1475) : adopté après modifications (p. 1476).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1475).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1475).

Article 123-1-2 du code de la famille et de l'aide sociale (maintien de l'agrément en cas de changement de département) :

Amendement n° 28 de Mme Muguette Jacquaint (supprime le maintien de l'agrément en cas de déménagement dans un autre département et impose une déclaration préalable au président du conseil général en cas de modification des conditions de l'agrément) : rejeté (p. 1476).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1476) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1476).

Article 123-1-4 du code de la famille et de l'aide sociale (information des organismes de sécurité sociale et des parents) :

Amendement n° 4 de la commission (supprime une restriction à l'obligation d'informer devenue sans objet) : adopté (p. 1476).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1476).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1476).

Amendement n° 5 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1476).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1476).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1476).

Article 123-1-5 du code de la famille et de l'aide sociale (mise en demeure des assistantes maternelles non agréées de présenter une demande d'agrément) :

Amendement n° 6 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1476).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1476).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1476).

Article 123-1-6 nouveau du code de la famille et de l'aide sociale (obligation de fournir les noms et adresses des représentants légaux des mineurs accueillis) :

Amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté (p. 1476).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1476).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1476).

Article 123-1-7 nouveau du code de la famille et de l'aide sociale (sanctions pénales) :

Amendement n° 8 de la commission (sanctionne pénalement l'accueil rémunéré de mineurs au domicile de l'assistante maternelle dont l'agrément a été suspendu) (p. 1476) : adopté (p. 1477).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1477).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1477).

Article 3 *(art. 123-3 du code de la famille et de l'aide sociale : contrat d'accueil)* (p. 1477) : adopté après modifications (p. 1480).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1477, 1478) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1477) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1477) ; *Le Foll (Robert)* (p. 1477).

Amendement n° 56 de M. Jean-Yves Chamard (généralise la conclusion des contrats d'accueil) : rejeté (p. 1478).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1478) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1478).

Amendement n° 29 de Mme Muguette Jacquaint (supprime la distinction entre accueil continu, discontinu et intermittent) : rejeté (p. 1478).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1478) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1478).

Discussion commune des amendements n°s 57 et 9.

Amendement n° 57 de M. Jean-Yves Chamard (renvoie à un décret la définition des conditions respectives de durée de l'accueil continu, discontinu et intermittent) (p. 1478) : rejeté (p. 1480).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1479) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1479).

Amendement n° 9 de la commission (supprime la notion d'accueil discontinu et assimile les journées d'internat scolaire ou dans un établissement d'éducation spéciale à des jours d'accueil au domicile de l'assistante maternelle pour la détermination du caractère continu ou intermittent de l'accueil) (p. 1478) : adopté (p. 1480).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1479).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1479).

Défavorable : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1479).

Amendement n° 10 rectifié de la commission (prévoit que le contrat d'accueil est porté à la connaissance des autres membres de la famille d'accueil) : adopté (p. 1480).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1480).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1480).

Amendement n° 30 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit la consultation a posteriori de l'assistante maternelle sur toute décision relative au mineur accueilli prise sans consultation préalable en raison de l'urgence) : rejeté (p. 1480).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1480) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1480).

Article 4 *(art. 123-4-1 du code de la famille et de l'aide sociale : décret d'application) :* adopté (p. 1480).

Article 5 *(dispositions propres aux assistantes maternelles employées par les collectivités locales)* (p. 1480) : adopté après modifications (p. 1481).

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1480).

Amendement n° 11 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1480).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1480).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1480).

Article 123-10 du code de la famille et de l'aide sociale (reconnaissance de la qualité d'agents non titulaires de la fonction publique territoriale aux assistantes maternelles employées par les collectivités locales) :

Amendement n° 32 de Mme Muguette Jacquaint (garantit aux assistantes maternelles employées par les collectivités locales les droits sociaux des agents publics non titulaires et crée une sous-commission du comité technique paritaire départemental pour les questions relatives aux assistantes maternelles) (p. 1480) : rejeté (p. 1481).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1481) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1481).

Amendement n° 12 rectifié de la commission (reconnaît la qualité d'agent non titulaire de la fonction publique hospitalière aux assistantes maternelles employées par un établissement public hospitalier) : adopté (p. 1481).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1481).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1481).

Titre II : *dispositions modifiant le code de la santé publique.*

Article 6 *(compétences du département et du service départemental de protection maternelle et infantile) :* adopté (p. 1481).

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1481).

Assistantes maternelles agréées : formation : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1481).

Article 7 *(formation des assistantes maternelles à titre permanent)* (p. 1482) : adopté aprés modifications (p. 1483).

Amendement n° 36 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 1482).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1482) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1482).

Amendement n° 13 de la commission (prévoit une obligation de formation d'une durée minimale de soixante heures dans les cinq années suivant l'agrément) : adopté (p. 1482).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1482).

Favorables : *Jacquat (Denis)* (p. 1482) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1482).

Amendement n° 14 de la commission (de conséquence) (p. 1482) : adopté (p. 1483).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1483).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1483).

Titre III : *dispositions modifiant le code du travail.*

Article 8 *(art. L. 773-3 du code du travail : rémunération des assistantes maternelles à titre non permanent) :* adopté (p. 1483).

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1483).

Assistantes maternelles agréées : rémunération : salaire minimal : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1483).

Départements : dotation globale de fonctionnement : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1483).

Article 9 *(art. L. 773-3-1 du code du travail : rémunération des assistantes maternelles à titre permanent)* (p. 1483) : adopté après modifications (p. 1484).

Amendement n° 38 de Mme Muguette Jacquaint (étend la mensualisation de la rémunération à toutes les assistantes maternelles agréées pour l'accueil à titre permanent) : rejeté (p. 1483).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1483) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1483).

Amendement n° 61 de Mme Christine Boutin (maintient des majorations de dimanches et jours fériés pour le calcul de la rémunération garantie) (p. 1483) : rejeté (p. 1484).

Soutenu par : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1483).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1483) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1484).

Amendement n° 39 de Mme Muguette Jacquaint (proratise la rémunération mensuelle en fonction de la durée de la période d'accueil dans le cas d'accueil intermittent) : rejeté (p. 1484).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1484) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1484).

Amendement n° 15 de la commission (donne un caractère facultatif à la variation du montant minimal de la rémunération en fonction du rang de l'enfant accueilli) : adopté (p. 1484).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1484).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1484).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1484).

Amendement n° 58 de M. Jean-Yves Chamard (de cohérence) : devenu sans objet (p. 1484).

Amendement n° 62 de Mme Christine Boutin (supprime à compter du 1er juillet 1994 toute variation du montant minimal de la rémunération en fonction du rang de l'enfant accueilli) : rejeté (p. 1484).

Soutenu par : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1484).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1484) ;*Cathala (Laurent) (G)* (p. 1484).

Article 10 *(art. L 773-4-1 du code du travail : maintien de la rémunération pendant les périodes de formation) :* adopté (p. 1485).

Amendement n° 40 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 1485).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1485) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1485).

Article 11 *(coordination) :* adopté aprés modifications (p. 1485).

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1485).

Assistantes maternelles : congés payés : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1485).

Amendement n° 16 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1485).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1485).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1485).

Amendement n° 41 de Mme Muguette Jacquaint (étend le champ d'application de l'indemnité compensatrice pour absence prévue à l'article L. 773-5 du code du travail aux assistantes maternelles accueillant des mineurs à titre permanent de façon intermittente) : rejeté (p. 1485).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1485) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1485).

Article 12 *(cumul de la rémunération et de l'indemnité de congés payés)* (p. 1485) : adopté (p. 1486).

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1485).

Assemblée nationale : amendements : recevabilité financière : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1485).

Assistantes maternelles agréées : rémunération : indemnité de congés payés non pris : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1485).

Article 13 *(suppression du maintien de la rémunération pendant les deux premiers jours d'absence : adaptation de l'indemnité d'attente)* (p. 1486) : adopté après modifications (p. 1487).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1486).

Amendement n° 45 de Mme Muguette Jacquaint (maintient la rémunération pendant les deux premières journées d'absence du mineur confié en garde permanente) : rejeté (p. 1486).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1486) ;*Cathala (Laurent) (G)* (p. 1486).

Amendement n° 17 de la commission (précise que l'assistante maternelle doit être informée de l'intention de l'employeur de lui confier un ou plusieurs mineurs avant la mise en œuvre de l'engagement d'accueil) : adopté (p. 1486).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1486).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1486).

Amendement n° 18 de la commission (supprime l'exigence d'une correspondance entre la formation de l'assistante maternelle et les besoins spécifiques du mineur présenté) : adopté (p. 1486).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1486).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1486).

Amendement n° 46 de Mme Muguette Jacquaint (limite l'engagement d'accueil immédiat d'un autre enfant au respect des conditions acceptées à l'occasion de l'accueil antérieur) : rejeté (p. 1486).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1486) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1486).

Discussion des amendements identiques n°s 19 et 48 (prévoient que l'employeur ne peut adresser une lettre de licenciement à l'assistante maternelle qu'après l'avoir convoquée par écrit à un entretien au cours duquel il lui indique le motif pour lequel il ne lui confie plus d'enfant).

Amendement n° 19 de la commission (p. 1486) : adopté (p. 1487).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1487).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1487).

Amendement n° 48 de Mme Muguette Jacquaint (p. 1486) : adopté (p. 1487).

Favorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1487) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1487).

Amendement n° 47 de Mme Muguette Jacquaint (porte à six mois consécutifs la période à l'issue de laquelle l'employeur qui n'a pas confié d'enfant à une assistante maternelle à titre permanent est tenu de lui adresser une lettre de licenciement) : rejeté (p. 1487).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1487) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1487).

Article 14 *(indemnité de licenciement)* : adopté (p. 1487).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1487).

Assemblée nationale : amendements : recevabilité financière : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1487).

Après l'article 14 *(droit d'expression)* :

Discussion des amendements identiques n°s 20 et 49 (étendent aux assistantes maternelles employées par des personnes morales de droit privé le bénéfice du droit d'expression reconnu aux salariés par le code du travail).

Amendement n° 20 de la commission (p. 1487) : adopté (p. 1488).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1488).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1488).

Amendement n° 49 de Mme Muguette Jacquaint (p. 1487) : adopté (p. 1488).

Favorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1488) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1488).

Article 15 *(art. L. 773-17 du code du travail : formation des assistantes maternelles à titre permanent)* : adopté après modifications (p. 1488).

Amendement n° 50 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 1488).

Défavorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1488).

Amendement n° 21 de la commission (prévoit que les 120 heures de formation obligatoire des assistantes maternelles agréées pour l'accueil à titre permanent doivent être suivies dans les deux années suivant le premier contrat de travail après l'agrément) : adopté (p. 1488).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1488).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1488).

Amendement n° 60 de M. Jean-Yves Chamard (rédactionnel) : adopté (p. 1488).

Favorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1488) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1488).

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 16 *(art. L. 123-5 du code de la famille et de l'aide sociale : dispositions applicables aux assistantes maternelles employées par des personnes morales de droit public)* (p. 1488) : adopté (p. 1489).

Observations : *Le Foll (Robert)* (p. 1488) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1488).

Assistantes maternelles agréées : indemnité d'entretien : régime fiscal : *Le Foll (Robert)* (p. 1488) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1488).

Article 17 *(régime transitoire des assistantes maternelles à titre non permanent)* : adopté après modifications (p. 1489).

Amendement n° 52 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 1489).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1489) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1489).

Amendement n° 22 de la commission (oblige les assistantes maternelles agréées, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, pour un accueil à titre non permanent à suivre une durée minimale de formation si elles souhaitent obtenir un nouvel agrément) : adopté (p. 1489).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1489).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1489).

Article 18 *(régime transitoire des assistantes maternelles à titre permanent)* (p. 1489) : adopté après modifications (p. 1490).

Amendement n° 53 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 1489).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 1489) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1489).

Amendement n° 23 de la commission (dispense les assistantes maternelles agréées, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, pour un accueil à titre permanent de l'obligation de formation préalable au renouvellement de leur agrément si elles justifient de plus de cinq ans d'expérience professionnelle) (p. 1489) : adopté (p. 1490).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 1489).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1489).

Article 19 *(sortie du dispositif dérogatoire institué par la loi du 31 décembre 1991)* : adopté (p. 1490).

Explications de vote : *Bachelot (Roselyne)* (p. 1490) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1490) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1490) ; *Ecochard (Janine)* (p. 1491).

Intervention du Gouvernement : Cathala (Laurent) (p. 1491).

Assemblée nationale : conditions de travail : ordre du jour : débat sur la politique familiale : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1491).

Assistantes maternelles agréées :
- formation : *Jacquat (Denis)* (p. 1490) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1491) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1491) ;
- statut : *Bachelot (Roselyne)* (p. 1490).

Départements : compétences et charges d'aide sociale : *Bachelot (Roselyne)* (p. 1490) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1490) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1491) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1491).

Enfants : modes de garde : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1490) ; *Ecochard (Janine)* (p. 1491) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1491).

Famille : politique familiale : *Bachelot (Roselyne)* (p. 1490) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 1491).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1491).

Groupe R.P.R. : pour : *Bachelot (Roselyne)* (p. 1490).

Groupe socialiste : pour : *Ecochard (Janine)* (p. 1491).

Groupes U.D.C. et U.D.F. : pour : *Jacquat (Denis)* (p. 1490).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1491).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 1992] (p. 2611).

Présentation du rapport :
- rapport de la commission des affaires culturelles : *Le Foll (Robert)* (p. 2611).

Intervention du Gouvernement : Cathala (Laurent) (p. 2611).

Discussion générale : Jacquaint (Muguette) (p. 2612) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2613) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2613) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2614) ; *Ecochard (Janine)* (p. 2615).

Réponse du Gouvernement : Cathala (Laurent) (p. 2615).

Interruption de : Isaac-Sibille (Bernadette) (p. 2615).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : texte adopté en première lecture : *Le Foll (Robert)* (p. 2611) ; *Ecochard (Janine)* (p. 2615).

Assistantes maternelles agréées : statut :
- accueil permanent : *Le Foll (Robert)* (p. 2611) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2611, 2612) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2613) ;
- agrément : régime : *Le Foll (Robert)* (p. 2611) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2612) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2614) ; *Ecochard (Janine)* (p. 2615) ;
- code du travail : droit d'expression des salariés et régime des congés : *Le Foll (Robert)* (p. 2611) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2612) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2613) ;
- commission consultative paritaire départementale : création : *Le Foll (Robert)* (p. 2611) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2612) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2614) ; *Ecochard (Janine)* (p. 2615) ;
- formation : obligation, financement et régime transitoire : *Le Foll (Robert)* (p. 2611) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2612, 2615) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2612) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2613) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2614) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2614) ; *Ecochard (Janine)* (p. 2615) ;
- impôt sur le revenu : base d'imposition : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2613) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2614) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2615) ;
- licenciement : entretien préalable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2612) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2613) ;
- reconnaissance professionnelle : *Le Foll (Robert)* (p. 2611) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2612) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2612) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2613) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2614) ; *Ecochard (Janine)* (p. 2615) ;
- rémunération : calcul, mensualisation et minimum : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2612, 2615) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2612, 2613) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2613) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2614) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2614) ; *Ecochard (Janine)* (p. 2615) ;
- retraite : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2613) ;
- unicité du statut : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2614) ; *Ecochard (Janine)* (p. 2615).

Communes : information des maires : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2614).

Départements : compétences et charges d'aide sociale : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2613) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2613) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2614) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2615).

Enfants :
- caisse d'allocations familiales : « contrats enfance » : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2616) ;
- modes de garde : *Le Foll (Robert)* (p. 2611) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2611) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2611) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2613) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2613) ; *Ecochard (Janine)* (p. 2615) ;
- professions de la petite enfance : coordination : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2614) ; *Ecochard (Janine)* (p. 2615) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2615) ;
- protection maternelle et infantile (P.M.I.) : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2614) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2615).

Enseignement : bourses et allocations d'études : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2614, 2615) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2615).

Enseignement maternel et primaire : écoles maternelles : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2612).

Famille : politique familiale : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2612).

Lois : loi n° 77-505 du 17 mai 1977 relative aux assistantes maternelles : *Ecochard (Janine)* (p. 2614).

Prestations familiales : aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (A.F.E.A.M.A.) : *Le Foll (Robert)* (p. 2611) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2612).

Sécurité sociale : branche famille : excédent financier : *Pinte (Etienne)* (p. 2613).

Sénat : texte adopté en deuxième lecture : *Le Foll (Robert)* (p. 2611) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2612) ; *Ecochard (Janine)* (p. 2615).

Discussion des articles [19 juin 1992] (p. 2616).

Titre Ier : *dispositions modifiant le code de la famille et de l'aide sociale.*

Article 1er *(principe de l'agrément préalable : article 123-1 du code de la famille et de l'aide sociale)* (p. 2616) : adopté après modifications (p. 2617).

Amendement n° 7 de Mme Muguette Jacquaint (institue une formation initiale d'une durée de quarante heures préalablement à la délivrance de l'agrément) : rejeté (p. 2616).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 2616) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2616).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 2616).

Discussion commune des amendements n°s 8 et 1.

Amendement n° 8 de Mme Muguette Jacquaint (fixe à six mois le délai de notification des décisions d'agrément ; impose la motivation écrite du refus d'agrément ; prévoit un régime de refus implicite d'agrément ; subordonne l'agrément à un contrôle médical, une enquête sociale et une formation initiale) (p. 2616) : rejeté (p. 2617).

Défavorables : *Le Foll (Robert)* (p. 2617) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2617).

Observations : *Pinte (Etienne)* (p. 2617).

Amendement n° 1 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture : impose de motiver tout refus d'agrément) : adopté (p. 2617).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 2617).

Article 3 *(contrat d'accueil : article 123-3 du code de la famille et de l'aide sociale)* (p. 2617) : adopté après modifications (p. 2618).

Amendement n° 2 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture : supprime la notion d'accueil discontinu et assimile les journées d'internat scolaire ou dans un établissement d'éducation spéciale à des jours d'accueil au domicile de l'assistante maternelle pour la détermination du caractère continu ou intermittent de l'accueil) (p. 2617) : adopté (p. 2618).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 2617).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2618).

Titre III : *dispositions modifiant le code du travail.*

Article 15 *(formation des assistantes maternelles à titre permanent : article L. 773-17 du code du travail) :* adopté après modifications (p. 2618).

Discussion des amendements identiques n°s 3 et 10 (rétablissent le texte adopté en première lecture : ramène à deux ans la période consécutive à l'agrément pendant laquelle l'assistante maternelle agréée pour l'accueil à titre permanent doit suivre les 120 heures de formation obligatoires) (p. 2618).

Amendement n° 3 de Mme Muguette Jacquaint : adopté (p. 2618).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2618).

Amendement n° 10 de la commission : adopté (p. 2618).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 2618).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2618).

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 17 *(régime transitoire des assistantes maternelles à titre non permanent) :* adopté après modifications (p. 2618).

Amendement n° 4 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture : oblige les assistantes maternelles agréées avant l'entrée en vigueur de la présente loi pour un accueil à titre non permanent à suivre une durée minimale de formation si elles souhaitent obtenir un nouvel agrément) : adopté (p. 2618).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 2618).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2618).

Article 18 *(régime transitoire des assistantes maternelles à titre permanent)* (p. 2618) : adopté après modifications (p. 2619).

Amendement n° 5 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture : dispense les assistantes maternelles agréées avant l'entrée en vigueur de la présente loi pour un accueil à titre permanent de l'obligation de formation préalable au renouvellement de leur agrément si elles justifient de plus de cinq ans d'expérience professionnelle) (p. 2618) : adopté (p. 2619).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 2619).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2619).

Article 19 *(sortie du dispositif dérogatoire institué par la loi du 31 décembre 1991) :* adopté après modifications (p. 2619).

Amendement n° 6 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 2619).

Soutenu par : *Le Foll (Robert)* (p. 2619).

Favorable : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2619).

Article 20 nouveau *(report de la date limite de dépôt des demandes d'agrément fixée par la loi du 31 décembre 1991) :* adopté (p. 2619).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2613, 2619).

Groupe R.P.R. : pour : *Pinte (Etienne)* (p. 2613).

Groupe socialiste : pour : *Ecochard (Janine)* (p. 2615).

Groupe U.D.C. : pour : *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 2614).

Groupe U.D.F. : pour : *Jacquat (Denis)* (p. 2614).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2619).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [26 juin 1992] (p. 2892).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission mixte paritaire : *Le Foll (Robert)* (p. 2892).

Intervention du Gouvernement : Cathala (Laurent) (p. 2892).

Principaux thèmes développés :

Assistantes maternelles agréées : statut :

- accueil permanent : *Le Foll (Robert)* (p. 2892) ;
- agrément : régime : *Le Foll (Robert)* (p. 2892) ;
- commission consultative paritaire départementale : création : *Le Foll (Robert)* (p. 2892) ;
- formation : *Le Foll (Robert)* (p. 2892) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2892) ;
- reconnaissance professionnelle : *Le Foll (Robert)* (p. 2892).

Enfants : modes de garde : *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2892).

Parlement : commission mixte paritaire : accord : *Le Foll (Robert)* (p. 2892) ; *Cathala (Laurent) (G)* (p. 2892).

Texte de la commission mixte paritaire [26 juin 1992] (p. 2893, 2894).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 2894).

Questions orales sans débat :

- n° 588 - Professions sociales (travailleurs sociaux) : *Cacheux (Denise)* à M. le ministre des affaires sociales et de l'intégration : publiée au *J.O.* du 3 juin 1992 (p. 1862). Réponse : *Teulade (René)*, ministre des affaires sociales et de l'intégration [5 juin 1992] (p. 2002, 2003) :

Formation professionnelle : financement par l'Etat ; départements : employeurs des travailleurs sociaux.

Voir *Lois de finances* **11**, deuxième partie : Affaires sociales et santé.
Politique économique et sociale **19**.

PROPRIETE

3. Proposition de loi n° 3014 relative à l'**indépendance du commissaire enquêteur, à la simplification et à la transparence des procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 novembre 1992 par M. Gilles de Robien. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Bois et forêts* **15**.

PROPRIETE INTELLECTUELLE

4. Projet de loi n° 2243 relatif au **code de la propriété intellectuelle (partie Législative).**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 26 septembre 1991 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et MM. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, et Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gérard Gouzes (10 octobre 1991). - Rapport **n° 2606** (9 avril 1992). - Demande d'examen selon la procédure d'adoption simplifiée (7 avril 1992). - Discussion et adoption le 16 avril 1992. - Projet de loi **n° 624.**

Sénat (première lecture). - **N° 301** (1991-1992). - Dépôt le 17 avril 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Thyraud. - Rapport **n° 335** (13 mai 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 15 mai 1992. - Projet de loi **n° 130** (1991-1992).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 2708.** - Dépôt le 18 mai 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Gérard Gouzes. - Rapport **n° 2730** (20 mai 1992). - Discussion et adoption le 5 juin 1992. - Projet de loi **n° 653.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 392** (1991-1992). - Dépôt le 9 juin 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Thyraud. - Discussion et adoption définitive le 15 juin 1992. - Projet de loi **n° 148** (1991-1992).

Loi n° 92-597 du 1er juillet 1992 publiée au *J.O.* du 3 juillet 1992 (p. 8801).

PREMIERE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [16 avril 1992] (p. 516).

Discussion des articles soumis à amendements (p. 547).

Article 1er *(annexe à la loi constitutive de la partie Législative du code de la propriété intellectuelle)* (p. 547) : adopté après modifications (p. 551).

Amendements nos 1 à 25 de la commission (rédactionnels) :
Soutenus par : *Gouzes (Gérard)* (p. 547).
Favorable : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 547).

Article L. 123-8 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 1 de la commission : adopté (p. 547).

Article L. 212-3 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 2 de la commission (p. 547) : adopté (p. 548).

Article L. 333-1 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 3 de la commission : adopté (p. 548).

Article L. 335-1 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 4 de la commission : adopté (p. 548).

Article L. 511-3 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 5 de la commission : adopté (p. 548).

Article L. 514-1 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 548).

Article L. 521-1 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 7 de la commission : adopté (p. 548).

Article L. 611-7 du code de la propriété intellectuelle :

Amendements nos 8 et 9 de la commission : adoptés (p. 548).

Article L. 611-17 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 10 rectifié de la commission : adopté (p. 548).

Article L. 612-15 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 11 de la commission : adopté (p. 548).

Article L. 612-16 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 12 de la commission : adopté (p. 548).

Article L. 612-21 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 13 de la commission : adopté (p. 548).

Article L. 614-15 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 14 de la commission : adopté (p. 548).

Article L. 614-16 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 15 de la commission : adopté (p. 548).

Article L. 614-22 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 549).

Article L. 614-31 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 17 de la commission : adopté (p. 549).

Article L. 621-1 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 18 de la commission : adopté (p. 549).

Article L. 622-1 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 19 de la commission : adopté (p. 549).

Article L. 622-7 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 20 de la commission : adopté (p. 549).

Article L. 623-8 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 21 de la commission : adopté (p. 549).

Article L. 623-25 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 22 de la commission : adopté (p. 549).

Article L. 623-31 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 23 de la commission : adopté (p. 549).

Article L. 711-4 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 24 de la commission : adopté (p. 549).

Article L. 716-16 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 25 de la commission : adopté (p. 549).

Après l'article L. 716-16 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 26 de la commission (insère le régime des appellations d'origine régies par la loi du 6 mai 1919 dans le code de la propriété intellectuelle) (p. 549) : adopté (p. 551).
Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 550, 551).
Défavorable : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 551).

Agriculture : appellations d'origine contrôlée : procédure de reconnaissance et sanctions : *Gouzes (Gérard)* (p. 550, 551) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 551).

Codification à droit constant : *Gouzes (Gérard)* (p. 551).

Communauté économique européenne : protection des appellations d'origine : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 551) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 551).

Article L. 811-1 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 551).
Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 551).
Favorable : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 551).

Article 4 *(applicabilité du code dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte)* : adopté après modifications (p. 552).

Amendement n° 28 de la commission (de coordination) : adopté (p. 552).
Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 552).
Favorable : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 552).

Article 5 *(abrogations)* : adopté après modifications (p. 552).

Amendement n° 29 de la commission (de coordination) : adopté (p. 552).
Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 552).
Défavorable : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 552).

Explications de vote : *Jacquaint (Muguette)* (p. 552).

Intervention du Gouvernement à l'issue des explications de vote : Jeanneney (Jean-Noël) (p. 553).

Arts et spectacles : artistes-interprètes : protection : *Jacquaint (Muguette)* (p. 553).

Audiovisuel : quotas de diffusion : *Jacquaint (Muguette)* (p. 553).

Codification : utilité et intérêt : *Jacquaint (Muguette)* (p. 553) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 553).

Communauté économique européenne : droit de l'audiovisuel : unification : *Jacquaint (Muguette)* (p. 553) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 553).

Droits d'auteurs : protection : *Jacquaint (Muguette)* (p. 552) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 553).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 553).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 1992] (p. 2024).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des lois : *Gouzes (Gérard)* (p. 2024)

Principaux thèmes développés :

Agriculture : appellations d'origine : codification : *Gouzes (Gérard)* (p. 2024, 2025).

Parlement : modifications apportées au texte par l'Assemblée nationale et le Sénat en première lecture : *Gouzes (Gérard)* (p. 2024, 2025).

Discussion des articles [5 juin 1992] (p. 2025).

Article 1er *(annexe à la loi constitutive de la partie législative du code de la propriété intellectuelle)* (p. 2025) : adopté après modifications (p. 2026).

Article L. 623-9 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 1 de la commission (dispose que la liste des espèces végétales visées par l'article est fixée par voie réglementaire, sans précision d'auteur) : adopté (p. 2025).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 2025).

Article L. 623-16 du code de la propriété intellectuelle :

Amendement n° 2 de la commission (dispose que le barème de redevance visé par l'article est fixé par voie réglementaire, sans précision d'auteur) : adopté (p. 2026).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 2025).

Article 3 *(distinction entre code pilote et code suiveur) :* adopté (p. 2026).

Article 4 *(applicabilité du code dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte) :* adopté (p. 2026).

Article 5 *(abrogations) :* adopté (p. 2026).

Article 6 *(appellations d'origine)* (p. 2026) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 4 (p. 2027).

Amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2026).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 2025).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2026).

5. Projet de loi n° 2609 relatif au **dépôt légal.**

Sénat (première lecture). - **N° 247** (1991-1992). - Dépôt le 24 janvier 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Jacques Carat. - Rapport **n° 281** (8 avril 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 14 avril 1992. - Projet de loi **n° 103** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2609.** - Dépôt le 15 avril 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : Mme Janine Ecochard (16 avril 1992). - Rapport **n° 2636** (29 avril 1992). - Discussion et adoption le 18 mai 1992. - Projet de loi **n° 639.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 351** (1991-1992). - Dépôt le 19 mai 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Jacques Carat. - Rapport **n° 374** (26 mai 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption définitive le 5 juin 1992. - Projet de loi **n° 137** (1991-1992).

Loi n° 92-546 du 20 juin 1992 publiée au *J.O.* du 23 juin 1992 (p. 8167).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1992] (p. 1327).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires culturelles : *Ecochard (Janine)* (p. 1327).

Intervention du Gouvernement : Jeanneney (Jean-Noël) (p. 1328).

Discussion générale : Jacquaint (Muguette) (p. 1330) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1331) ; *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 1332) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1333) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 1335).

Réponse du Gouvernement : Jeanneney (Jean-Noël) (p. 1336).

Principaux thèmes développés :

Audiovisuel : dépôt légal :

- Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1329, 1337) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1330, 1331) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1332) ; *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 1333) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1334) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 1335, 1336) ;
- sélectivité des dépôts : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1328, 1329, 1337) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1330) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1332) ; *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 1333) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1334) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 1336).

Code de la propriété intellectuelle : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1332).

Culture :

- bibliothèques locales : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 1333) ;
- Bibliothèque nationale : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1332) ;
- Centre national de la cinématographie (C.N.C.) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1331) ; *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 1333) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1334) ;
- cinéma : dépôt des films étrangers importés : *Ecochard (Janine)* (p. 1327) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1331) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1335) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1337) ;
- Très Grande Bibliothèque de France : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1331) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1332) ; *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 1333) ;

Droits d'auteur : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1329, 1330) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1330) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1332) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1334, 1335).

Informatique : dépôt légal :

- dépôt des « programmes sources » : *Ecochard (Janine)* (p. 1328) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1329) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1331) ;
- sélectivité des dépôts : *Ecochard (Janine)* (p. 1327) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1329) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1330).

Lois : décrets d'application : contenu et délais de parution : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1331, 1332)) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 1336).

Ordre public : dépôt légal :

- contrôle des publications : *Ecochard (Janine)* (p. 1327) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1328) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1330) ;
- ministère de l'intérieur : régie du dépôt légal : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1328).

Patrimoine : dépôt légal :

- conseil scientifique du dépôt légal : création : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1329, 1338) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1331) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1332) ; *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 1333) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1334, 1335) ;
- conservation du patrimoine : *Ecochard (Janine)* (p. 1327) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1328) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1330) ;
- consultation des documents déposés : *Ecochard (Janine)* (p. 1327) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1335) ;
- financement : moyens supplémentaires : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1331) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1331, 1332) ; *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 1333) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1334) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 1335, 1336) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1339) ;
- historique : *Ecochard (Janine)* (p. 1327) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1328) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1330) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1331) ;
- sanctions pénales : *Ecochard (Janine)* (p. 1328) ;
- unité organique des services de dépôt légal : *Ecochard (Janine)* (p. 1328) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1331) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1335) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1338).

Recherche : accès aux sources documentaires : « rapport Lefébure » : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1329, 1337) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1334).

Discussion des articles [18 mai 1992] (p. 1336).

Article 1er *(champ d'application du dépôt légal)* (p. 1338) : adopté après modifications (p. 1339).

Amendement n° 1 de la commission (supprime l'assujettissement au dépôt légal des « programmes-sources » informatiques) (p. 1338) : adopté (p. 1339).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 1338).

Favorable : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1339).

Article 2 *(finalités du dépôt légal)* (p. 1339) : adopté (p. 1341).

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1339) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1339).

Amendement n° 14 de M. Bruno Bourg-Broc (de coordination) (p. 1339) : rejeté (p. 1340).

Défavorables : *Ecochard (Janine)* (p. 1340) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1340) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1340).

Amendement n° 2 de la commission (prévoit que ne donne pas lieu à autorisation ou à rémunération des auteurs la communication, à titre individuel et à des fins de recherche, d'un document issu du dépôt légal) : retiré (p. 1340).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 1340).

Défavorable : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1340).

Observations : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1340).

Droits d'auteur : accès aux sources documentaires :

- Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique (S.A.C.E.M.) : *Ecochard (Janine)* (p. 1340) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1340) ;

- Société des auteurs et compositeurs dramatiques (S.A.C.D.) : *Ecochard (Janine)* (p. 1340) ;

- Société civile des auteurs multimédias (S.C.A.M.) : *Ecochard (Janine)* (p. 1340) ;

- Société des gens de lettres de France (S.G.D.L.) : *Ecochard (Janine)* (p. 1340) ;

- Société des auteurs dans les arts graphiques et plastiques (A.D.A.G.P.) : *Ecochard (Janine)* (p. 1340) ;

- Société des auteurs des arts visuels (S.P.A.D.E.M.) : *Ecochard (Janine)* (p. 1340).

Amendement n° 15 de M. Bruno Bourg-Broc (soumet la consultation des documents issus du dépôt légal, au cas où cette consultation rendrait nécessaire une reproduction, à autorisation préalable des titulaires des droits de la propriété intellectuelle) (p. 1340) : rejeté (p. 1341).

Défavorable : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1341).

Amendement n° 9 du Gouvernement (ajoute « l'information des autorités de l'Etat » aux finalités du dépôt légal) : rejeté (p. 1341).

Soutenu par : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1341).

Favorable : *Ecochard (Janine)* (p. 1341).

Défavorable : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1341).

Article 3 *(modalités d'application du dépôt légal)* : adopté (p. 1341).

Article 4 *(dépôt des logiciels, bases de données et systèmes experts)* : supprimé par le Sénat (p. 1341).

Article 5 *(personnes soumises à l'obligation de dépôt)* (p. 1341) : adopté après modifications (p. 1342).

Amendement n° 10 du Gouvernement (précise qu'est importateur de biens culturels toute personne qui introduit sur le territoire national des documents édités ou produits hors de ce territoire y compris sur le territoire d'un autre Etat membre de la Communauté européenne) rectifié (rédactionnel) : adopté (p. 1342).

Soutenu par : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1342).

Favorable : *Ecochard (Janine)* (p. 1342).

Observations : *Vivien (Robert-André)* (p. 1342).

Article 6 *(organismes et services responsables du dépôt légal)* (p. 1342) : adopté (p. 1343).

Amendement n° 3 de M. Adrien Zeller (inclut la Bibliothèque nationale universitaire de Strasbourg parmi les organismes gestionnaires du dépôt légal pour le compte de l'Etat « en tant que pôle européen de la documentation ») (p. 1342) : rejeté (p. 1343).

Soutenu par : *Reymann (Marc)* (p. 1342).

Défavorables : *Ecochard (Janine)* (p. 1342) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1342).

Article 7 *(conseil scientifique du dépôt légal)* (p. 1343) : adopté après modifications (p. 1344).

Discussion commune des amendements n°s 8 et 12.

Amendement n° 8 de M. Georges Hage (prévoit une représentation de la société des auteurs compositeurs dramatiques, de la société des réalisateurs français et des syndicats de réalisateurs de télévision au sein du conseil scientifique) : rejeté (p. 1343).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1343).

Défavorables : *Ecochard (Janine)* (p. 1343) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1343).

Amendement n° 12 de M. Bruno Bourg-Broc (complète la composition du conseil scientifique par une représentation des auteurs, des artistes-interprètes et des personnes assujetties à l'obligation de dépôt légal) : rejeté (p. 1343).

Défavorables : *Ecochard (Janine)* (p. 1343) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1343).

Amendement n° 7 rectifié de M. Bernard Schreiner (Yvelines) (associe le conseil scientifique du dépôt légal à la définition des modalités d'exercice de la consultation des documents soumis à l'obligation de dépôt) (p. 1343) : adopté (p. 1344).

Favorables : *Ecochard (Janine)* (p. 1344) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1344) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1344).

Article 8 *(sanctions de l'inexécution du dépôt légal)* : adopté (p. 1344).

Article 9 *(insertion d'un alinéa nouveau relatif aux missions de l'Institut national de l'audiovisuel en matière de dépôt légal dans l'article 49 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986)* : adopté (p. 1344).

Article 10 *(codification des missions exercées par le Centre national de la cinématographie en matière de dépôt légal)* : adopté (p. 1344).

Article 11 *(application de la législation relative au dépôt légal dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte)* : adopté après modifications (p. 1344).

Amendement n° 11 du Gouvernement (prévoit l'application de la législation en matière de dépôt légal dans le territoire de la Polynésie française) : adopté (p. 1344).

Soutenu par : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1344).

Favorable : *Ecochard (Janine)* (p. 1344).

Article 12 *(abrogation de la loi du 21 juin 1943)* (p. 1344) : adopté (p. 1345).

Amendement n° 5 de M. Georges Hage (maintient la référence au dépôt légal des phonogrammes et des vidéogrammes dans la loi n° 85-660 du 3 juillet 1985) (p. 1344) : rejeté (p. 1345).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1344).

Défavorables : *Ecochard (Janine)* (p. 1345) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1345).

Après l'article 12 :

Amendement n° 13 de M. Bruno Bourg-Broc (prévoit l'intégration de la présente loi dans le code de la propriété intellectuelle) : rejeté (p. 1345).

Défavorables : *Ecochard (Janine)* (p. 1345) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1345).

Explications de vote : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1345) ; *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 1346) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1346) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1346).

Intervention du Gouvernement : Jeanneney (Jean-Noël) (p. 1346).

Audiovisuel : dépôt légal : Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1346).

Patrimoine : dépôt légal : financement : moyens supplémentaires : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1345) ; *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 1346) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1346) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 1346).

Rappel au règlement : *Vivien (Robert-André)* : article 55 du règlement : souhaite la présentation dans un délai rapproché d'un projet de loi de finances rectificative tirant, au profit de l'Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.), les conséquences budgétaires de la réforme du dépôt légal) (p. 1346).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1345).

Groupe R.P.R. : pour : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1346).

Groupe socialiste : pour : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1346).

Groupes U.D.C. et U.D.F. : pour : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 1346).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1346).

6. Proposition de loi n° 2858 relative à la **protection des créations réservées.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1992 par M. Jacques Godfrain. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

7. Projet de loi n° 2953 portant **mise en œuvre de la directive n° 91-250/C.E.E. du Conseil des Communautés européennes en date du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateurs et modifiant le code de la propriété intellectuelle.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 octobre 1992 par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et M. Jack Lang, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Colcombet (23 octobre 1992). - Urgence déclarée le 1er décembre 1992. - Rapport **n° 3100** (3 décembre 1992).

PSYCHOLOGUES

Voir *Enseignement* **11,** après l'article 2.

PUBLICITE

1. Rapport d'information n° 2615 déposé en application de l'article 145 du règlement par M. Jean-Marie Le Guen, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la **publicité et les médias** [16 avril 1992].

2. Proposition de loi n° 3011 relative à la **déontologie, la transparence et l'organisation de la profession publicitaire.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 novembre 1992 par M. Jean-Marie Daillet. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Audiovisuel.*
Boissons et alcools.
D.M.O.S. **1.**
Lois de finances **11,** deuxième partie : Affaires sociales et santé.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Education nationale et culture : communication.
Sports : questions au Gouvernement.
Vie publique **1.**

Q

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Séance du 15 avril 1992 :

- **n° 1169 - Affaire Touvier :** *Fabius (Laurent).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Justice.*

- **n° 1170 - Lutte pour l'emploi :** *Vidalies (Alain).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Emploi.*

- **n° 1171 - Concentration et pluralisme des médias :** *Françaix (Michel).* Réponse : *Jeanneney (Jean-Noël),* secrétaire d'Etat à la communication : voir *Audiovisuel.*

- **n° 1172 - Suspension de la campagne d'essais nucléaires :** *Baumel (Jacques).* Réponse : *Dumas (Roland),* ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : voir *Défense.*

- **n° 1173 - Retraites :** *Catala (Nicole).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Retraites : généralités.*

- **n° 1174 - Affaire Touvier :** *Vial-Massat (Théo).* Réponse : *Vauzelle (Michel),* garde des sceaux, ministre de la justice : voir *Justice.*

- **n° 1175 - Schéma autoroutier :** *Robien (Gilles de).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Voirie.*

- **n° 1176 - Politique agricole commune :** *Vasseur (Philippe).* Réponse : *Mermaz (Louis),* ministre de l'agriculture et de la forêt : voir *Communautés européennes.*

- **n° 1177 - Statut des dockers :** *Guellec (Ambroise).* Réponse : *Josselin (Charles),* secrétaire d'Etat à la mer : voir *Mer et littoral.*

- **n° 1178 - Situation en Bosnie-Herzégovine :** *Albouy (Jean).* Réponse : *Dumas (Roland),* ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 1179 - Dissolution du huitième régiment de hussards :** *Reitzer (Jean-Luc).* Réponse : *Joxe (Pierre),* ministre de la défense : voir *Défense.*

- **n° 1180 - Situation de l'emploi : organisation d'un débat à l'Assemblée nationale :** *Gayssot (Jean-Claude).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Emploi.*

- **n° 1181 - Droit de grève dans les services publics :** *Clément (Pascal).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Secteur public.*

- **n° 1182 - Enseignement privé :** *Durand (Adrien).* Réponse : *Lang (Jack),* ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : voir *Enseignement privé.*

Séance du 22 avril 1992 :

- **n° 1183 - Restructuration des forces armées :** *Fillon (François).* Réponse : *Mellick (Jacques),* secrétaire d'Etat à la défense : voir *Défense.*

- **n° 1184 - Taxe d'habitation :** *Dehaine (Arthur).* Réponse : *Charasse (Michel),* ministre du budget : *voir Impôts locaux.*

- **n° 1185 - Ratification du traité de Maastricht :** *Lajoinie (André).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Communautés européennes.*

- **n° 1186 - Restructuration des forces armées :** *Voisin (Michel).* Réponse : *Mellick (Jacques),* secrétaire d'Etat à la défense : voir *Défense.*

- **n° 1187 - Restructuration des forces armées et aménagement du territoire :** *Dosière (René).* Réponse : *Laignel (André),* secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire : voir *Défense.*

- **n° 1188 - Négociations du G.A.T.T. :** *Planchou (Jean-Paul).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Traités et conventions.*

- **n° 1189 - Politique de la recherche :** *Gallet (Bertrand).* Réponse : *Curien (Hubert),* ministre de la recherche et de l'espace : voir *Recherche.*

- **n° 1190 - Réforme de l'enseignement :** *Delattre (Francis).* Réponse : *Lang (Jack),* ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : voir *Enseignement.*

- **n° 1191 - Politique d'aménagement du territoire :** *Deprez (Léonce).* Réponse : *Laignel (André),* secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire : voir *Aménagement du territoire.*

- **n° 1192 - Trains de grande banlieue : dégradation du service public :** *Cuq (Henri).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Transports.*

- **n° 1193 - Situation dans le Haut-Karabakh :** *Rochebloine (François).* Réponse : *Kiejman (Georges),* ministre délégué aux affaires étrangères : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 1194 - Politique des déchets :** *Rigal (Jean).* Réponse : *Royal (Ségolène),* ministre de l'environnement : voir *Assainissement.*

- **n° 1195 - Statut des conjoints de commerçants et d'artisans :** *Jacq (Marie).* Réponse : *Rausch (Jean-Marie),* ministre délégué au commerce et à l'artisanat : voir *Commerce et artisanat.*

- **n° 1196 - Enseignement privé :** *Lequiller (Pierre).* Réponse : *Lang (Jack),* ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : voir *Enseignement privé.*

Séance du 29 avril 1992 :

- **n° 1197 - Politique de la ville :** *Jacquat (Denis).* Réponse : *Tapie (Bernard),* ministre de la ville : voir *Gouvernement.*

- **n° 1198 - Redevance audiovisuelle :** *Ehrmann (Charles).* Réponse : *Jeanneney (Jean-Noël),* secrétaire d'Etat à la communication : voir *Audiovisuel.*

- **n° 1199 - Lutte contre le chômage :** *Berson (Michel).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Emploi.*

- **n° 1200 - Sécurité des manifestations sportives :** *Bohbot (David).* Réponse : *Bredin (Frédérique),* ministre de la jeunesse et des sports : voir *Sports.*

- **n° 1201 - Marché intérieur de l'électricité :** *Vaillant (Daniel).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Energie.*

- **n° 1202 - Réforme de l'enseignement :** *Bourg-Broc (Bruno).* Réponse : *Lang (Jack),* ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : voir *Enseignement.*

- **n° 1203 - Préemption de La Cinq :** *Estrosi (Christian).* Réponse : *Jeanneney (Jean-Noël),* secrétaire d'Etat à la communication : voir *Audiovisuel.*

- **n° 1204 - Sécurité routière :** *Fuchs (Jean-Paul).* Réponse : *Sarre (Georges),* secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux : voir *Police de la route et circulation routière.*

- **n° 1205 - Statut d'E.D.F. - G.D.F. :** *Gouhier (Roger).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Energie.*

- **n° 1206 - Retraites :** *Brocard (Jean).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Retraites : généralités.*

- **n° 1207 - Industrie automobile :** *Robert (Dominique).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Automobiles et cycles.*

- **n° 1208 - Situation au Pérou :** *Forgues (Pierre).* Réponse : *Tasca (Catherine),* secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 1209 - Monopole d'E.D.F. - G.D.F. :** *Galley (Robert).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Energie.*

- **n° 1210 - Logement en Ile-de-France :** *Jegou (Jean-Jacques).* Réponse : *Lienemann (Marie-Noëlle),* ministre délégué au logement et au cadre de vie : voir *Logement et habitat.*

- **n° 1211 - Anciens combattants d'Afrique du Nord :** *Le Meur (Daniel).* Réponse : *Mexandeau (Louis),* secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre : voir *Anciens combattants et victimes de guerre.*

- **n° 1212 - Suspension des essais nucléaires :** *Léontieff (Alexandre).* Réponse : *Le Pensec (Louis),* ministre des départements et territoires d'outre-mer : voir *Défense.*

Séance du 6 mai 1992 :

- **n° 1213 - Drame du stade de Bastia :** *Stasi (Bernard).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Sports.*

- **n° 1214 - Taxe départementale sur le revenu :** *Wolff (Claude).* Réponse : *Sapin (Michel),* ministre de l'économie et des finances : voir *Impôts locaux.*

- **n° 1215 - Gestion financière de l'Etat :** *Gantier (Gilbert).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Finances publiques.*

- **n° 1216 - Drame du stade de Bastia :** *Franzoni (Roger).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Sports.*

- **n° 1217 - Politique de l'intégration :** *Bonnemaison (Gilbert).* Réponse : *Tapie (Bernard),* ministre de la ville : voir *Politique économique et sociale.*

- **n° 1218 - Industrie de l'armement :** *Hollande (François).* Réponse : *Joxe (Pierre),* ministre de la défense : voir *Défense.*

- **n° 1219 - Journée de l'Europe :** *Hage (Georges).* Réponse : *Guigou (Elisabeth),* ministre délégué aux affaires européennes : voir *Enseignement maternel et primaire.*

- **n° 1220 - Drame du stade de Bastia :** *Pasquini (Pierre).* Réponse : *Bredin (Frédérique),* ministre de la jeunesse et des sports : voir *Sports.*

- **n° 1221 - Zones de transit et statistiques sur la délinquance :** *Pandraud (Robert).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Etrangers.*

- **n° 1222 - Sûreté nucléaire en Europe :** *Birraux (Claude).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 1223 - Transitaires et personnel des douanes :** *Meylan (Michel).* Réponse : *Guigou (Elisabeth),* ministre délégué aux affaires européennes : voir *Douanes.*

- **n° 1224 - Enseignement technique :** *Luppi (Jean-Pierre).* Réponse : *Glavany (Jean),* secrétaire d'Etat à l'enseignement technique : voir *Enseignement secondaire.*

- **n° 1225 - Sécheresse et alimentation en eau :** *Goldberg (Pierre).* Réponse : *Mermaz (Louis),* ministre de l'agriculture et de la forêt : voir *Eau.*

Séance du 13 mai 1992 :

- **n° 1226 - Anciens combattants d'Afrique du Nord :** *Brard (Jean-Pierre).* Réponse : *Mexandeau (Louis),* secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre : voir *Anciens combattants et victimes de guerre.*

- **n° 1227 - Augmentation de la délinquance :** *Foucher (Jean-Pierre).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Délinquance et criminalité.*

- **n° 1228 - Progression de la criminalité :** *Nesme (Jean-Marc).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Délinquance et criminalité.*

- **n° 1229 - Insécurité dans les villes moyennes :** *Perrut (Francisque).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Délinquance et criminalité.*

- **n° 1230 - Collecte de sang dans les prisons :** *Debré (Jean-Louis).* Réponse : *Vauzelle (Michel),* garde des sceaux, ministre de la justice : voir *Système pénitentiaire.*

- **n° 1231 - Sécurité :** *Ferrand (Jean-Michel).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Délinquance et criminalité.*

- **n° 1232 - Politique de sécurité :** *Cacheux (Denise).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Délinquance et criminalité.*

- **n° 1233 - Anciens combattants d'Afrique du Nord :** *Bourget (René).* Réponse : *Mexandeau (Louis),* secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre : voir *Anciens combattants et victimes de guerre.*

- **n° 1234 - Convention médicale :** *Bartolone (Claude).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Sécurité sociale.*

- **n° 1235 - Délinquance et trafic de drogue :** *Bocquet (Alain).* Réponse : *Charasse (Michel),* ministre du budget : voir *Drogue.*

- **n° 1236 - Autoroute A 1 *bis* :** *Daubresse (Marc-Philippe).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Voirie.*

- **n° 1237 - T.G.V.-Est :** *Masson (Jean-Louis).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Transports.*

- **n° 1238 - Statut des sapeurs-pompiers :** *Bonnet (Alain).* Réponse : *Sueur (Jean-Pierre),* secrétaire d'Etat aux collectivités locales : voir *Sécurité civile.*

- **n° 1239 - Accès des mineurs aux supermarchés :** *Migaud (Didier).* Réponse : *Bredin (Frédérique),* ministre de la jeunesse et des sports : voir *Jeunes.*

- **n° 1240 - Anciens combattants d'Afrique du Nord :** *Harcourt (François d').* Réponse : *Mexandeau (Louis),* secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre : voir *Anciens combattants et victimes de guerre.*

Séance du 20 mai 1992 :

- **n° 1241 - Répression en Thaïlande :** *Bérégovoy (Michel).* Réponse : *Kiejman (Georges),* ministre délégué aux affaires étrangères : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 1242 - Ouverture des magasins le dimanche :** *Bachy (Jean-Paul).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Travail.*

- **n° 1243 - Politique routière et autoroutière :** *Baeumler (Jean-Pierre).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Voirie.*

- **n° 1244 - Situation budgétaire :** *Juppé (Alain).* Réponse : *Charasse (Michel),* ministre du budget : voir *Politique économique.*

- **n° 1245 - Campagne des élections cantonales :** *Goasduff (Jean-Louis).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Elections et référendums.*

- **n° 1246 - Travail de nuit des femmes :** *Jacquaint (Muguette).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Travail.*

- **n° 1247 - Institutions régionales :** *Charette (Hervé de).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Régions.*

- **n° 1248 - Chômage de longue durée :** *Diméglio (Willy).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Emploi.*

- **n° 1249 - Mesures concernant la ville :** *Baudis (Dominique).* Réponse : *Tapie (Bernard),* ministre de la ville : voir *Urbanisme.*

- **n° 1250 - Services publics en milieu rural :** *Estève (Pierre).* Réponse : *Delebarre (Michel),* ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : voir *Administration.*

- **n° 1251 - Conférence de Rio :** *Le Déaut (Jean-Yves).* Réponse : *Royal (Ségolène),* ministre de l'environnement : voir *Environnement*

- **n° 1252 - Situation des rapatriés :** *Sauvaigo (Suzanne).* Réponse : *Cathala (Laurent),* secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés : voir *Rapatriés.*

- **n° 1253 - Difficultés financières des communes :** *Tardito (Jean).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Communes.*

- **n° 1254 - Enseignement privé :** *Jacquat (Denis).* Réponse : *Lang (Jack),* ministre de l'éducation nationale et de la culture : voir *Enseignement privé.*

- **n° 1255 - Anciens combattants d'Afrique du Nord :** *Kert (Christian).* Réponse : *Mexandeau (Louis),* secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre : voir *Anciens combattants et victimes de guerre.*

Séance du 27 mai 1992 :

- **n° 1256 - Politique agricole** - *Gaulle (Jean de).* Réponse : *Mermaz (Louis),* ministre de l'agriculture et de la forêt : voir *Communautés européennes.*

- **n° 1257 - Enseignement** - *Ollier (Patrick).* Réponse : *Glavany (Jean),* secrétaire d'Etat à l'enseignement technique : voir *Enseignement privé.*

- **n° 1258 - Réforme de la politique agricole commune :** *Millet (Gilbert).* Réponse : *Mermaz (Louis),* ministre de l'agriculture et de la forêt : voir *Communautés européennes.*

- **n° 1259 - Réforme de la politique agricole commune :** *Geng (Francis).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Communautés européennes.*

- **n° 1260 - Réforme de la politique agricole commune :** *Tavernier (Yves).* Réponse : *Mermaz (Louis),* ministre de l'agriculture et de la forêt : voir *Communautés européennes.*

- **n° 1261 - Convention médicale :** *Bohbot (David).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Sécurité sociale.*

- **n° 1262 - Création du corps de défense franco-allemand :** *Gallet (Bertrand).* Réponse : *Joxe (Pierre),* ministre de la défense : voir *Défense.*

- **n° 1263 - Réforme de la politique agricole commune :** *Micaux (Pierre).* Réponse : *Mermaz (Louis),* ministre de l'agriculture et de la forêt : voir *Communautés européennes.*

- **n° 1264 - Maîtrise des dépenses de santé :** *Mattei (Jean-François).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Sécurité sociale.*

- **n° 1265 - Attitude du Gouvernement à l'égard de l'opposition :** *Vivien (Robert-André).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Parlement.*

- **n° 1266 - Licenciements dans la sidérurgie :** *Carpentier (René).* Réponse : *Laignel (André),* secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire : voir *Industrie.*

- **n° 1267 - Licenciements chez Adidas :** *Zeller (Adrien).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Industrie.*

- **n° 1268 - Greffes de la cornée :** *Bioulac (Bernard).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Vie, médecine et biologie.*

- **n° 1269 - Enseignement technique et formation professionnelle :** *Colombier (Georges).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Formation professionnelle et promotion sociale.*

n° 1270 - Anciens combattants d'Afrique du Nord : *Spiller (Christian).* Réponse : *Mexandeau (Louis),* secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre : voir *Anciens combattants et victimes de guerre.*

Séance du 3 juin 1992 :

- n° 1271 - **Indépendance du Parquet :** *Clément (Pascal).* Réponse : *Vauzelle (Michel),* garde des sceaux, ministre de la justice : voir *Justice.*

- n° 1272 - **Avenir de l'industrie de main-d'œuvre :** *Durand (Georges).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Industrie.*

- n° 1273 - **Maastricht :** *Fabius (Laurent).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Communautés européennes.*

- n° 1274 - **Inondations :** *Angels (Bernard).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Risques naturels.*

- n° 1275 - **Emploi dans l'armement :** *Sainte-Marie (Michel).* Réponse : *Joxe (Pierre),* ministre de la défense : voir *Industrie.*

- n° 1276 - **Indépendance de la justice :** *Debré (Jean-Louis).* Réponse : *Vauzelle (Michel),* garde des sceaux, ministre de la justice : voir *Justice.*

- n° 1277 - **Permis à points :** *Godfrain (Jacques).* Réponse : *Sarre (Georges),* secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux : voir *Police de la route et circulation routière.*

- n° 1278 - **Fonctionnement des transports aériens :** *Briane (Jean).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Transports.*

- n° 1279 - **Lutte contre le chômage :** *Pierna (Louis).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Emploi.*

- n° 1280 - **Eco-taxe :** *Berthol (André).* Réponse : *Royal (Ségolène),* ministre de l'environnement : voir *Impôts et taxes.*

- n° 1281 - **Indemnisation des victimes de Furiani et des thermes de Barbotan :** *Jegou (Jean-Jacques).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Justice.*

- n° 1282 - **Emploi et formation professionnelle des jeunes :** *Thiémé (Fabien).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Jeunes.*

Séance du 10 juin 1992 :

- n° 1283 - **Logement social :** *Gerrer (Edmond).* Réponse : *Lienemann (Marie-Noëlle),* ministre délégué au logement et au cadre de vie : voir *Logement et habitat.*

- n° 1284 - **Indemnisation des hémophiles contaminés :** *Colin (Daniel).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Vie, médecine et biologie.*

- n° 1285 - **Lutte contre la drogue et la toxicomanie :** *Piat (Yann).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Drogue.*

- n° 1286 - **Réforme de la politique agricole commune et assises du monde rural :** *Massat (René).* Réponse : *Mermaz (Louis),* ministre de l'agriculture et de la forêt : voir *Communautés européennes.*

- n° 1287 - **Application de la politique de délocalisations :** *Balligand (Jean-Pierre).* Réponse : *Delebarre (Michel),* ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : voir *Aménagement du territoire.*

- n° 1288 - **Protection des salariés âgés :** *Recours (Alfred).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Chômage : indemnisation.*

- n° 1289 - **Information des Français sur le traité de Maastricht :** *Lajoinie (André).* Réponse : *Guigou (Elisabeth),* ministre délégué aux affaires européennes : voir *Communautés européennes.*

- n° 1290 - **Protection sociale :** *Chamard (Jean-Yves).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Sécurité sociale.*

- n° 1291 - **Situation économique du Cotentin :** *Cousin (Alain).* Réponse : *Laignel (André),* secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire : voir *Aménagement du territoire.*

- n° 1292 - **Programme autoroutier :** *Alphandéry (Edmond).* Réponse : *Sarre (Georges),* secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux : voir *Voirie.*

- n° 1293 - **Conséquences économiques des mesures annoncées par le ministre de la défense :** *Gatignol (Claude).* Réponse : *Joxe (Pierre),* ministre de la défense : voir *Défense.*

- n° 1294 - **Situation au Moyen-Orient :** *Bapt (Gérard).* Réponse : *Kiejman (Georges),* ministre délégué aux affaires étrangères : voir *Affaires étrangères.*

- n° 1295 - **Commandos anti-I.V.G. :** *Bohbot (David).* Réponse : *Neiertz (Véronique),* secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la consommation : voir *Vie, médecine et biologie.*

- n° 1296 - **Préparation de la prochaine rentrée scolaire :** *Hage (Georges).* Réponse : *Glavany (Jean),* secrétaire d'Etat à l'enseignement technique : voir *Enseignement.*

Séance du 17 juin 1992 :

- n° 1297 - **Politique de la ville :** *Brunhes (Jacques).* Réponse : *Loncle (François),* secrétaire d'Etat à la ville : voir *Urbanisme.*

- n° 1298 - **Réforme de la politique agricole commune :** *Barrot (Jacques).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Communautés européennes.*

- n° 1299 - **Livrets A :** *Poniatowski (Ladislas).* Réponse : *Sapin (Michel),* ministre de l'économie et des finances : voir *Epargne.*

- n° 1300 - **Financement de l'UNEDIC :** *Proriol (Jean).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Chômage : indemnisation.*

- n° 1301 - **Politique agricole :** *Lepercq (Arnaud).* Réponse : *Mermaz (Louis),* ministre de l'agriculture et de la forêt : voir *Agriculture.*

- n° 1302 - **Gens du voyage :** *Couveinhes (René).* Réponse : *Sueur (Jean-Pierre),* secrétaire d'Etat aux collectivités locales : voir *Ordre public.*

- n° 1303 - **Sommet de Rio :** *Victoria (Pierre).* Réponse : *Royal (Ségolène),* ministre de l'environnement : voir *Environnement.*

- n° 1304 - **Justice de proximité dans les banlieues :** *David (Martine).* Réponse : *Vauzelle (Michel),* garde des sceaux, ministre de la justice : voir *Délinquance et criminalité.*

- n° 1305 - **Politique fiscale en faveur du logement :** *Pierret (Christian).* Réponse : *Charasse (Michel),* ministre du budget : voir *Logement et habitat.*

- n° 1306 - **Droit communautaire relatif au travail des enfants et au travail de nuit des femmes :** *Lefort (Jean-Claude).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Communautés européennes.*

- n° 1307 - **Arbitrage territorial relatif à Saint-Pierre-et-Miquelon :** *Grignon (Gérard).* Réponse : *Le Pensec (Louis),* ministre des départements et territoires d'outre-mer : voir *D.O.M. -T.O.M.*

- n° 1308 - **Financement d'Euronews :** *Rigaud (Jean).* Réponse : *Jeanneney (Jean-Noël),* secrétaire d'Etat à la communication : voir *Audiovisuel.*

- **n° 1309 - Mesures de rétorsion des Etats-Unis concernant le cognac :** *Houssin (Pierre-Rémy).* Réponse : *Durieux (Bruno),* ministre délégué au commerce extérieur : voir *Commerce extérieur.*

- **n° 1310 - Famine en Afrique :** *Proveux (Jean).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Affaires étrangères.*

Séance du 24 juin 1992 :

- **n° 1311 - Situation de l'industrie automobile :** *Bêche (Guy).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Automobiles et cycles.*

- **n° 1312 - Fonction publique :** *Bouquet (Jean-Pierre).* Réponse : *Delebarre (Michel),* ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : voir *Fonctionnaires et agents publics.*

- **n° 1313 - Elections en Israël, Moyen-Orient :** *Benedetti (Georges).* Réponse : *Tasca (Catherine),* secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 1314 - Sida :** *Debré (Bernard).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Vie, médecine et biologie.*

- **n° 1315 - Fonctionnement de la justice :** *Pandraud (Robert).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Justice.*

- **n° 1316 - Droits de l'homme au Maroc :** *Berthelot (Marcelin).* Réponse : *Tasca (Catherine),* secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 1317 - Transfusion sanguine :** *Charette (Hervé de).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Vie, médecine et biologie.*

- **n° 1318 - Services départementaux d'incendie et de secours :** *Falco (Hubert).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Sécurité civile.*

- **n° 1319 - Aménagement du territoire et réforme des fonds structurels européens :** *Jacquemin (Michel).* Réponse : *Laignel (André),* secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire : voir *Aménagement du territoire.*

- **n° 1320 - Education :** *Defontaine (Jean-Pierre).* Réponse : *Glavany (Jean),* secrétaire d'Etat à l'enseignement technique : voir *Enseignement.*

- **n° 1321 - Conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan :** *Léron (Roger).* Réponse : *Guigou (Elisabeth),* ministre délégué aux affaires européennes : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 1322 - Achats immobiliers effectués par les étrangers :** *Guichon (Lucien).* Réponse : *Sapin (Michel),* ministre de l'économie et des finances : voir *Délinquance et criminalité.*

- **n° 1323 - Situation de la sidérurgie : entreprise Vallourec :** *Thiémé (Fabien).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Industrie.*

- **n° 1324 - Suppression de classes dans les écoles primaires des communes rurales :** *Wolff (Claude).* Réponse : *Glavany (Jean),* secrétaire d'Etat à l'enseignement technique : voir *Enseignement maternel et primaire.*

- **n° 1325 - Liban :** *Isaac-Sibille (Bernadette).* Réponse : *Guigou (Elisabeth),* ministre délégué aux affaires européennes : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 1326 - Situation économique et sociale des départements d'outre-mer :** *Thien Ah Koon (André).* Réponse : *Le Pensec (Louis),* ministre des départements et territoires d'outre-mer : voir *D.O.M. -T.O.M.*

Séance du 7 octobre 1992 :

- **n° 1327 - Chômage de longue durée :** *Auberger (Philippe).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Emploi.*

- **n° 1326 - Mesures en faveur du département du Vaucluse :** *Ferrand (Jean-Michel).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Risques naturels.*

- **n° 1329 - Licenciements à Air France et sécurité des transports aériens :** *Lefort (Jean-Claude).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Transports.*

- **n° 1330 - Chômage de longue durée :** *Chavanes (Georges).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Emploi.*

- **n° 1331 - Biocarburants :** *Tavernier (Yves).* Réponse : *Billardon (André),* ministre délégué à l'énergie : voir *Energie.*

- **n° 1332 - Protection sociale :** *Calmat (Alain).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Assurance-maladie maternité.*

- **n° 1333 - Sinistrés du Sud-Est :** *Gatel (Jean).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Risques naturels.*

- **n° 1334 - Situation dans les prisons :** *Meylan (Michel).* Réponse : *Vauzelle (Michel),* garde des sceaux, ministre de la justice : voir *Système pénitentiaire.*

- **n° 1335 - Délinquance et criminalité :** *Rossi (José).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Délinquance et criminalité.*

- **n° 1336 - Situation économique et sociale des départements d'outre-mer :** *Michaux-Chevry (Lucette).* Réponse : *Le Pensec (Louis),* ministre des départements et territoires d'outre-mer : voir *D.O.M. - T.O.M.*

- **n° 1337 - Inondations dans le Midi :** *Hermier (Guy).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Risques naturels.*

- **n° 1338 - T.G.V.-Est :** *Zeller (Adrien).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Transports.*

- **n° 1339 - Négociations du G.A.T.T. :** *Le Déaut (Jean-Yves).* Réponse : *Durieux (Bruno),* ministre délégué au commerce extérieur : voir *Traités et conventions.*

- **n° 1340 - Fonds de solidarité pour les anciens combattants :** *Derosier (Bernard).* Réponse : *Mexandeau (Louis),* secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre : voir *Anciens combattants et victimes de guerre.*

Séance du 14 octobre 1992 :

- **n° 1341 - Bosnie :** *Millon (Charles).* Réponse : *Kiejman (Georges),* ministre délégué aux affaires étrangères : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 1342 - Réforme de la politique agricole commune :** *Dousset (Maurice).* Réponse : *Durieux (Bruno),* ministre délégué au commerce extérieur : voir *Communautés européennes.*

- **n° 1343 - Négociations du G.A.T.T. :** *Planchou (Jean-Paul).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Traités et conventions.*

- **n° 1344 - Fiscalité locale :** *Dosière (René).* Réponse : *Malvy (Martin),* ministre du budget : voir *Collectivités locales.*

- **n° 1345 - Action humanitaire en Somalie :** *Cacheux (Denise).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 1346 - Budget :** *Juppé (Alain).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Finances publiques.*

- **n° 1347 - Sécurité publique :** *Charles (Serge).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Délinquance et criminalité.*

- **n° 1348 - Agriculture et négociations du G.A.T.T. :** *Guellec (Ambroise).* Réponse : *Durieux (Bruno),* ministre délégué au commerce extérieur : voir *Agriculture.*

- **n° 1349 - Politique agricole et négociations du G.A.T.T. :** *Goldberg (Pierre).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Agriculture.*

- **n° 1350 - Aménagement rural :** *Dinet (Michel).* Réponse : *Sueur (Jean-Pierre),* secrétaire d'Etat aux collectivités locales : voir *Aménagement du territoire.*

- **n° 1351 - Fonction publique territoriale :** *Schwint (Robert).* Réponse : *Sueur (Jean-Pierre),* secrétaire d'Etat aux collectivités locales : voir *Fonction publique territoriale.*

- **n° 1352 - Situation des handicapés :** *Couanau (René).* Réponse : *Gillibert (Michel),* secrétaire d'Etat aux handicapés : voir *Handicapés.*

- **n° 1353 - Directive européenne sur la durée du congé de maternité :** *Jacquaint (Muguette).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Femmes.*

Séance du 21 octobre 1992 :

- **n° 1354 - Politique du logement :** *Méhaignerie (Pierre).* Réponse : *Sapin (Michel),* ministre de l'économie et des finances : voir *Logement et habitat.*

- **n° 1355 - Drogue et violence dans les banlieues :** *Blum (Roland).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Drogue.*

- **n° 1356 - Dépendance des personnes âgées :** *Jacquat (Denis).* Réponse : *Cathala (Laurent),* secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés : voir *Personnes âgées.*

- **n° 1357 - Maîtrise des dépenses de santé :** *Bohbot (David).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Sécurité sociale.*

- **n° 1358 - Dépendance des personnes âgées :** *Sublet (Marie-Josèphe).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Personnes âgées.*

- **n° 1359 - Somalie :** *Gaits (Claude).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 1360 - Aide au développement :** *Vial-Massat (Théo).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 1361 - Projet de loi sur la dépendance des personnes âgées :** *Chamard (Jean-Yves).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Personnes âgées.*

- **n° 1362 - Sécurité publique :** *Tranchant (Georges).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Police.*

- **n° 1363 - Décrets d'application de la loi hospitalière :** *Landrain (Edouard).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Hôpitaux et cliniques.*

- **n° 1364 - Viticulture et négociations du G.A.T.T. :** *Perrut (Francisque).* Réponse : *Soisson (Jean-Pierre),* ministre de l'agriculture et du développement rural : voir *Agriculture.*

- **n° 1365 - Régime de sécurité sociale minier :** *Baeumler (Jean-Pierre).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Retraites : régimes autonomes et spéciaux.*

- **n° 1366 - Problèmes de l'emploi :** *Pierna (Louis).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Emploi.*

- **n° 1367 - Politique de délocalisation :** *Raoult (Eric).* Réponse : *Delebarre (Michel),* ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : voir *Aménagement du territoire.*

- **n° 1368 - Problèmes économiques et sociaux de La Réunion :** *Thien Ah Koon (André).* Réponse : *Le Pensec (Louis),* ministre des départements et territoires d'outre-mer : voir *D.O.M. -T.O.M.*

Séance du 28 octobre 1992 :

- **n° 1369 - Licenciements économiques :** *Lajoinie (André).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Emploi.*

- **n° 1370 - Affaire du sang contaminé :** *Barrot (Jacques).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Vie, médecine et biologie.*

- **n° 1371 - Financement des hospices :** *Préel (Jean-Luc).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Personnes âgées.*

- **n° 1372 - Crise du secteur du bâtiment :** *Colombier (Georges).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Bâtiment et travaux publics.*

- **n° 1373 - Crise dans le secteur de l'immobilier :** *Hubert (Elisabeth).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Bâtiment et travaux publics.*

- **n° 1374 - Implantation du grand stade à Sénart :** *Mignon (Jean-Claude).* Réponse : *Bredin (Frédérique),* ministre de la jeunesse et des sports : voir *Sports.*

- **n° 1375 - Emploi dans l'industrie automobile :** *Anciant (Jean).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Automobiles et cycles.*

- **n° 1376 - Pêches maritimes :** *Le Bris (Gilbert).* Réponse : *Josselin (Charles),* secrétaire d'Etat à la mer : voir *Mer et littoral.*

- **n° 1377 - Aide aux familles :** *Hiard (Pierre).* Réponse : *Malvy (Martin),* ministre du budget : voir *Enseignement.*

- **n° 1378 - Bassins miniers de Lorraine et de Provence :** *Kert (Christian).* Réponse : *Billardon (André),* ministre délégué à l'énergie : voir *Mines et carrières.*

- **n° 1379 - Hommage à l'armée d'Afrique :** *Diméglio (Willy).* Réponse : *Mexandeau (Louis),* secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre : voir *Anciens combattants et victimes de guerre.*

- **n° 1380 - Crise monétaire et situation de l'agriculture :** *Godfrain (Jacques).* Réponse : *Soisson (Jean-Pierre),* ministre de l'agriculture et du développement rural : voir *Agriculture.*

- **n° 1381 - Mouvement syndical européen :** *Fleury (Jacques).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Travail.*

Séance du 4 novembre 1992 :

- **n° 1382 - G.A.T.T. :** *Joseph (Jean-Pierre).* Réponse : *Soisson (Jean-Pierre),* ministre de l'agriculture et du développement rural : voir *Agriculture.*

- **n° 1383 - Chômage de longue durée :** *Dinet (Michel).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Emploi.*

- **n° 1384 - Industrie de l'armement :** *Hollande (François).* Réponse : *Mellick (Jacques),* secrétaire d'Etat à la défense : voir *Armes.*

- **n° 1385 - Navette spatiale Hermès :** *Galley (Robert).* Réponse : *Curien (Hubert),* ministre de la recherche et de l'espace : voir *Espace.*

- **n° 1386 - Usage du tabac dans les lieux publics :** *Bachelot (Roselyne).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Tabac.*

- **n° 1387 - Situation des enseignants :** *Tardito (Jean).* Réponse *Glavany (Jean),* secrétaire d'Etat à l'enseignement technique : voir *Enseignement secondaire.*

- **n° 1388 - Crise économique et emploi :** *Vasseur (Philippe).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Emploi.*

- **n° 1389 - Transport de plutonium :** *Poniatowski (Ladislas).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Environnement.*

- **n° 1390 - Fonctionnement des institutions :** *Hyest (Jean-Jacques).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Etat.*

- **n° 1391 - Viticulture et lutte contre l'alcoolisme :** *Michel (Henri).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Boissons et alcools.*

- **n° 1392 - Protection de la Méditerranée :** *Franzoni (Roger).* Réponse : *Royal (Ségolène),* ministre de l'environnement : voir *Mer et littoral.*

- **n° 1393 - Cimetières français en Algérie :** *Sauvaigo (Suzanne).* Réponse : *Dumas (Roland),* ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : voir *Rapatriés.*

- **n° 1394 - Revendications des personnels communaux :** *Asensi (François).* Réponse : *Sueur (Jean-Pierre),* secrétaire d'Etat aux collectivités locales : voir *Fonction publique territoriale.*

- **n° 1395 - Agriculture et coopération :** *Chollet (Paul).* Réponse : *Debarge (Marcel),* ministre délégué à la coopération et au développement : voir *Coopération et développement.*

Séance du 12 novembre 1992 :

- **n° 1396 - Chômage et logement :** *Masdeu-Arus (Jacques).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Emploi.*

- **n° 1397 - Navette Hermès :** *Gaulle (Jean de).* Réponse : *Curien (Hubert),* ministre de la recherche et de l'espace : voir *Espace.*

- **n° 1398 - Prévention des risques industriels :** *Lombard (Paul).* Réponse : *Billardon (André),* ministre délégué à l'énergie : voir *Environnement.*

- **n° 1399 - Charte européenne des langues régionales :** *Briane (Jean).* Réponse : *Guigou (Elisabeth),* ministre délégué aux affaires européennes : voir *Cultures régionales.*

- **n° 1400 - Evolution des impôts :** *Bouquet (Jean-Pierre).* Réponse : *Malvy (Martin),* ministre du budget : voir *Impôts et taxes.*

- **n° 1401 - Logement social :** *Malandain (Guy).* Réponse : *Sueur (Jean-Pierre),* secrétaire d'Etat aux collectivités locales : voir *Logement et habitat.*

- **n° 1402 - Risques technologiques :** *Dhaille (Paul).* Réponse : *Billardon (André),* ministre délégué à l'énergie : voir *Environnement.*

- **n° 1403 - Chômage de longue durée :** *Robien (Gilles de).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Emploi.*

- **n° 1404 - Crise du logement :** *Haby (Jean-Yves).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Logement et habitat.*

- **n° 1405 - Finances publiques :** *Debré (Jean-Louis).* Réponse : *Malvy (Martin),* ministre du budget : voir *Finances publiques.*

- **n° 1406 - Aides publiques aux transferts d'emplois :** *Brard (Jean-Pierre).* Réponse : *Laignel (André),* secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire : voir *Industrie.*

- **n° 1407 - Négociations du G.A.T.T. :** *Charzat (Michel).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Traités et conventions.*

- **n° 1408 - Avantage vieillesse des mères de famille :** *Weber (Jean-Jacques).* Réponse : *Cathala (Laurent),* secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés : voir *Retraites : généralités.*

- **n° 1409 - Secteur des services des télécommunications :** *Albouy (Jean).* Réponse : *Zuccarelli (Emile),* ministre des postes et télécommunications : voir *Postes et télécommunications.*

Séance du 18 novembre 1992

- **n° 1410 - Grèves dans les transports urbains :** *Mesmin (Georges).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Transports.*

- **n° 1411 - Réforme de la P.A.C. et négociations du G.A.T.T. :** *Ameline (Nicole).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Agriculture.*

- **n° 1412 - Négociations du G.A.T.T. :** *Rigal (Jean).* Réponse : *Soisson (Jean-Pierre),* ministre de l'agriculture et du développement rural : voir *Traités et conventions.*

- **n° 1413 - Services des urgences des hôpitaux :** *Chouat (Didier).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Hôpitaux et cliniques.*

- **n° 1414 - Aides au mouvement associatif :** *Dollo (Yves).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Associations.*

- **n° 1415 - Négociations du G.A.T.T. :** *Ollier (Patrick).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Traités et conventions.*

- **n° 1416 - Régime fiscal de la Corse :** *Pasquini (Pierre).* Réponse : *Malvy (Martin),* ministre du budget : voir *Impôts et taxes.*

- **n° 1417 - Services des urgences des hôpitaux :** *Birraux (Claude).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Hôpitaux et cliniques.*

- **n° 1418 - Blocus américain contre Cuba :** *Thiémé (Fabien).* Réponse : *Tasca (Catherine),* secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 1419 - Désengagement de l'Etat à l'égard des collectivités locales :** *Wolff (Claude).* Réponse : *Sueur (Jean-Pierre),* secrétaire d'Etat aux collectivités locales : voir *Collectivités locales.*

- **n° 1420 - Horticulture :** *Bourdin (Claude).* Réponse : *Soisson (Jean-Pierre),* ministre de l'agriculture et du développement rural : voir *Agriculture.*

- **n° 1421 - Aides au sport :** *Migaud (Didier).* Réponse : *Bredin (Frédérique),* ministre de la jeunesse et des sports : voir *Sports.*

- **n° 1422 - Crise de la banane antillaise :** *Debré (Jean-Louis).* Réponse : *Le Pensec (Louis),* ministre des départements et territoires d'outre-mer : voir *D.O.M. - T.O.M..*

- **n° 1423 - Illettrisme en France :** *Rochebloine (François).* Réponse : *Glavany (Jean),* secrétaire d'Etat à l'enseignement technique : voir *Enseignement.*

- **n° 1424 - Accession à la propriété :** *Bocquet (Alain).* Réponse : *Lienemann (Marie-Noëlle),* ministre délégué au logement et au cadre de vie : voir *Logement et habitat.*

- **n° 1425 - Vaccin contre le sida :** *Franchis (Serge).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Santé publique.*

Séance du 26 novembre 1992 :

- **n° 1426 - Fonctionnement des services publics :** *Foucher (Jean-Pierre).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : Voir *Transports.*

- n° 1427 - **Séparation des pouvoirs :** *Salles (Rudy).* Réponse : *Vauzelle (Michel),* garde des sceaux, ministre de la justice : Voir *Justice.*

- n° 1428 - **Politique d'aménagement du territoire :** *Deprez (Léonce).* Réponse : *Laignel (André),* secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire : Voir *Aménagement du territoire.*

- n° 1429 - **Problème de la banane :** *Lambert (Jérôme).* Réponse : *Le Pensec (Louis),* ministre des départements et territoires d'outre-mer : Voir *D.O.M. -T.O.M.*

- n° 1430 - **Permis à points :** *Bonnet (Alain).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : Voir *Police de la route et circulation routière.*

- n° 1431 - **Industrie papetière :** *Bourguignon (Pierre).* Réponse : *Laignel André),* secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire : Voir *Industrie.*

- n° 1432 - **Situation du secteur aéronautique et de la compagnie Air France :** *Gayssot (Jean-Claude).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : Voir *Transports.*

- n° 1433 - **Calcul de la dotation globale de fonctionnement et de la dotation de solidarité urbaine :** *Devedjian (Patrick).* Réponse : *Loncle (François),* secrétaire d'Etat à la ville : Voir *Collectivités locales.*

- n° 1434 - **Situation dans les villes :** *Raoult (Eric).* Réponse : *Loncle (François),* secrétaire d'Etat à la ville : Voir *Ordre public.*

- n° 1435 - **Crise du bâtiment :** *Jacquemin (Michel).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : Voir *Logement et habitat.*

- n° 1436 - **Fûts toxiques sur les rivages bretons :** *Jacq (Marie).* Réponse : *Josselin (Charles),* secrétaire d'Etat à la mer : Voir *Mer et littoral.*

- n° 1437 - **Situation en Angola :** *Bérégovoy (Michel).* Réponse : *Kiejman (Georges),* ministre délégué aux affaires étrangères : Voir *Affaires étrangères.*

- n° 1438 - **Revendications des salariés du service public de la poste :** *Millet (Gilbert).* Réponse : *Delebarre (Michel),* ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : Voir *Postes et télécommunications.*

- n° 1439 - **Réforme du droit d'asile en Allemagne :** *Léonard (Gérard).* Réponse : *Kiejman (Georges),* ministre délégué aux affaires étrangères : Voir *Affaires étrangères.*

Séance du 2 décembre 1992 :

- n° 1440 - **Prévention du sida :** *Hage (Georges).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : Voir *Santé publique.*

- n° 1441 - **Droit d'ingérence humanitaire :** *Fuchs (Jean-Paul).* Réponse : *Dumas (Roland),* ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : Voir *Affaires étrangères.*

- n° 1442 - **Situation de l'emploi :** *Philibert (Jean-Pierre).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : Voir *Emploi.*

- n° 1443 - **Accords du G.A.T.T. :** *Laffineur (Marc).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : Voir *Agriculture.*

- n° 1444 - **Situation des infirmières hospitalières :** *Catala (Nicole).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : Voir *Hôpitaux et cliniques.*

- n° 1445 - **Accords du G.A.T.T. :** *Bergelin (Christian).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : Voir *Agriculture.*

- n° 1446 - **Négociations du G.A.T.T. :** *Bockel (Jean-Marie).* Réponse : *Durieux (Bruno),* ministre délégué au commerce extérieur : Voir *Agriculture.*

- n° 1447 - **Projets locaux de sécurité :** *Borel (André).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : Voir *Ordre public.*

- n° 1448 - **Journée mondiale d'action contre le sida :** *Bapt (Gérard).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : Voir *Santé publique.*

- n° 1449 - **Situation du secteur de l'automobile :** *Carpentier (René).* Réponse : *Billardon (André),* ministre délégué à l'énergie : Voir *Automobiles et cycles.*

- n° 1450 - **Sida :** *Papon (Monique).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : Voir *Santé publique.*

- n° 1451 - **Situation des adultes handicapés :** *Fèvre (Charles).* Réponse : *Gillibert (Michel),* secrétaire d'Etat aux handicapés : Voir *Handicapés.*

- n° 1452 - **Statut fiscal de la Corse :** *Pasquini (Pierre).* Réponse : *Malvy (Martin),* ministre du budget : Voir *Régions.*

- n° 1453 - **Action humanitaire en Somalie :** *Heuclin (Jacques).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire : Voir *Affaires étrangères.*

- n° 1454 - **Politique en faveur des travaux publics :** *Bonrepaux (Augustin).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : Voir *Bâtiment et travaux publics.*

- n° 1455 - **Droit d'ingérence humanitaire :** *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine).* Réponse : *Joxe (Pierre),* ministre de la défense : voir *Affaires étrangères.*

Séance du 9 décembre 1992 :

- n° 1456 - **Dépendance des personnes âgées :** *Auroux (Jean).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Personnes âgées.*

- n° 1457 - **Droits des salariés :** *Loiseau (Bernard).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Travail.*

- n° 1458 - **Tunnel du Somport :** *Inchauspé (Michel).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Voirie.*

- n° 1459 - **Attentats sur la Côte d'Azur :** *Estrosi (Christian).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Ordre public.*

- n° 1460 - **Lutte contre le chômage :** *Bocquet (Alain).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Emploi.*

- n° 1461 - **Schéma d'aménagement de la région Ile-de-France :** *Pelchat (Michel).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Aménagement du territoire.*

- n° 1462 - **Problèmes de sécurité à Nice et dans sa région :** *Ehrmann (Charles).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Délinquance et criminalité.*

- n° 1463 - **Mariages blancs :** *Baudis (Dominique).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Etrangers.*

- n° 1464 - **Industrie aéronautique :** *d'Attilio (Henri).* Réponse : *Mellick (Jacques),* secrétaire d'Etat à la défense : voir *Industrie.*

- n° 1465 - **Négociations du G.A.T.T. :** *Debré (Bernard).* Réponse : *Soisson (Jean-Pierre),* ministre de l'agriculture et du développement rural : voir *Agriculture.*

- n° 1466 - **Logement social :** *Brunhes (Jacques).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Logement et habitat.*

- n° 1467 - **T.G.V.-Est-européen :** *Caro (Jean-Marie).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Transports.*

- **n° 1468 - Lutte contre la drogue en Europe :** *Gengenwin (Germain).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Drogue.*

Séance du 16 décembre 1992 :

- **n° 1469 - Récentes déclarations du Premier ministre :** *Peyrefitte (Alain).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Gouvernement.*

- **n° 1470 - Politique du sport :** *Drut (Guy).* Réponse : *Bredin (Frédérique),* ministre de la jeunesse et des sports : voir *Sports.*

- **n° 1471 - Déréglementation des services publics :** *Lajoinie (André).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Transports.*

- **n° 1472 - Ardoisières de Trélazé :** *Grimault (Hubert).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Bâtiment et travaux publics.*

- **n° 1473 - Conseil européen d'Edimbourg :** *Pezet (Michel).* Réponse : *Guigou (Elisabeth),* ministre délégué aux affaires européennes : voir *Communautés européennes.*

- **n° 1474 - Rôle de la France en Somalie :** *Cacheux (Denise).* Réponse : *Joxe (Pierre),* ministre de la défense : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 1475 - Avenir de la sidérurgie :** *Drouin (René).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Industrie.*

- **n° 1476 - Bosnie-Herzégovine :** *Millon (Charles).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 1477 - Devenir de l'agriculture en Europe :** *Blanc (Jacques).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre : voir *Agriculture.*

- **n° 1478 - Lutte contre la pauvreté :** *Millet (Gilbert).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Action sociale et solidarité nationale.*

- **n° 1479 - Personnes âgées :** *Daubresse (Marc-Philippe).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Personnes âgées.*

- **n° 1480 - Réforme du baccalauréat :** *Dosière (René).* Réponse : *Glavany (Jean),* secrétaire d'Etat à l'enseignement technique : voir *Enseignement secondaire.*

QUESTIONS A UN MINISTRE

Séance du 16 avril 1992 :

- Questions à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt : Voir *Agriculture.*

Séance du 23 avril 1992 :

- Questions à M. le secrétaire d'Etat aux collectivités locales : Voir *Collectivités locales.*

Séance du 30 avril 1992 :

- Questions à Mme le ministre de l'environnement : Voir *Environnement.*

Séance du 14 mai 1992 :

- Questions à M. le Secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre : Voir *Anciens combattants et victime de guerre.*

Séance du 21 mai 1992 :

- Questions à Mme le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : Voir *Travail.*

Séance du 4 juin 1992 :

- Questions à M. le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : Voir *Fonctionnaires et agents publics.*

Séance du 11 juin 1992 :

- Questions à M. le ministre des affaires sociales et de l'intégration : Voir *Sécurité sociale.*

Séance du 25 juin 1992.

- Questions à M. le ministre de l'industrie et du commerce extérieur : Voir *Industrie.*

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

- **n° 537 - Sécurité civile (personnel) :** *Frédéric-Dupont (Edouard)* à M. le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Sécurité civile.*

- **n° 538 - Risques professionnels (cotisations) :** *Cabal (Christian)* à M. le ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Risques professionnels.*

- **n° 539 - Enseignement privé (enseignement agricole) :** *Bourg-Broc (Bruno)* à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt : voir *Enseignement agricole.*

- **n° 540 - Politiques communautaires (boissons et alcools) :** *Reymann (Marc)* à M. le ministre du budget : voir *Boissons et alcools.*

- **n° 541 - Délinquance et criminalité (attentats aux mœurs) :** *Gantier (Gilbert)* à M. le garde des sceaux, ministre de la justice : voir *Délinquance et criminalité.*

- **n° 542 - D.O.M. - T.O.M. (Guadeloupe : agriculture) :** *Moutoussamy (Ernest)* à M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer : voir *D.O.M. - T.O.M.*

- **n° 543 - Recherche (C.N.R.S.) :** *Belorgey (Jean-Michel)* à M. le ministre de la recherche et de l'espace : voir *Recherche.*

- **n° 544 - Fruits et légumes (commerce extérieur) :** *Estève (Pierre)* à Mme le ministre délégué aux affaires européennes : voir *Agriculture.*

- **n° 545 - Tabac (S.E.I.T.A.) :** *Françaix (Michel)* à M. le ministre du budget : voir *Tabac.*

- **n° 546 - Tourisme et loisirs (parcs d'attraction : Seine-et-Marne) :** *Fourré (Jean-Pierre)* à M. le Premier ministre : voir *Tourisme et loisirs.*

- **n° 547 - Etablissements sociaux et de soins (centres de conseils et de soins) :** *Durr (André)* à M. le ministre du budget : voir *Etablissements de soins et de cure.*

- **n° 548 - Enseignement maternel et primaire (fonctionnement) :** *Ollier (Patrick)* à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : voir *Enseignement maternel et primaire.*

- **n° 549 - Politique extérieure (Turquie) :** *Lefort (Jean-Claude)* à M. le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 550 - Automobiles et cycles (entreprises : Haute-Vienne) :** *Rodet (Alain)* à M. le ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Automobiles et cycles.*

- **n° 551 - Voirie (autoroutes) :** *Becq (Jacques)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Voirie.*

- **n° 552 - Postes et télécommunications (services financiers) :** *Albouy (Jean)* à M. le ministre délégué aux postes et télécommunications : voir *Postes et télécommunications*

- **n° 553 - Recherche (établissements : Gard) :** *Benedetti (Georges)* à M. le secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire : voir *Recherche.*

- **n° 554 - D.O.M. - T.O.M. (Martinique : agriculture) :** *Lordinot (Guy)* à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt : voir *D.O.M. - T.O.M.*

- **n° 555 - Politique extérieure (Arménie) :** *Rochebloine (François)* à M. le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 556 - S.N.C.F. (T.G.V.) :** *Masson (Jean-Louis)* à M. le Premier ministre : voir *Transports.*

- **n° 557 - Elections et référendums (cumul des mandats) :** *Masson (Jean-Louis)* à M. le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Elections et référendums.*

- **n° 558 - Emploi (politique et réglementation) :** *Lipkowski (Jean de)* à Mme le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Emploi.*

- **n° 559 - Mutualité sociale agricole (cotisations) :** *Berthol (André)* à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt : voir *Mutualité sociale agricole.*

- **n° 560 - Pollution et nuisances (lutte et prévention : Seine-Saint-Denis) :** *Raoult (Eric)* à Mme le ministre de l'environnement : voir *Environnement.*

- **n° 561 - Chimie (entreprises : Dordogne) :** *Pierna (Louis)* à M. le ministre de la défense : voir *Indusrie.*

- **n° 562 - Radio (politique et réglementation : Ile-de-France) :** *Hyest (Jean-Jacques)* à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : voir *Audiovisuel.*

- **n° 563 - Elevage (autruches) :** *Hunault (Xavier)* à M. le secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration : voir *Agroalimentaire.*

- **n° 564 - Baux (baux d'habitation) :** *Planchou (Jean-Paul)* à Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie : voir *Baux.*

- **n° 565 - Fonctionnaires et agents publics (politique et réglementation) :** *Lordinot (Guy)* à M. le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : voir *Fonctionnaires et agents publics.*

- **n° 566 - D.O.M. - T.O.M. (Martinique : emploi) :** *Lise (Claude)* à Mme le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *D.O.M. - T.O.M.*

- **n° 567 - Enseignement : personnel (personnel de direction) :** *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : voir *Enseignement.*

- **n° 568 - S.N.C.F. (T.G.V.) :** *Masson (Jean-Louis)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Transports.*

- **n° 569 - Voirie (routes) :** *Daillet (Jean-Marie)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Voirie.*

- **n° 570 - Agroalimentaire (œufs : Marne) :** *Thiémé (Fabien)* à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt : voir *Agroalimentaire.*

- **n° 571 - Sécurité sociale (conventions avec les praticians) :** *Gantier (Gilbert)* à M. le ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Sécurité sociale.*

- **n° 572 - Cadastre (fonctionnement) :** *Bouvard (Loïc)* à M. le ministre du budget : voir *Cadastre.*

- **n° 573 - Sidérurgie (entreprises : Lorraine) :** *Kiffer (Jean)* à M. le ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Industrie.*

- **n° 574 - Hôpitaux et cliniques (centres hospitaliers : Paris) :** *Frédéric-Dupont (Edouard)* à M. le ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Hôpitaux et cliniques.*

- **n° 575 - Ministères et secrétariats d'Etat (affaires étrangères : ambassades et consulats) :** *Deniau (Xavier)* à M. le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : voir *Administration.*

- **n° 576 - Recherche (établissements) :** *Mandon (Thierry)* à Mme le ministre de l'environnement : voir *Recherche.*

- **n° 577 - Matériels électriques et électroniques (entreprises : Hauts-de-Seine) :** *Bassinet (Philippe)* à M. le ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Industrie.*

- **n° 578 - Etrangers (réfugiés) :** *Bérégovoy (Michel)* à M. le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Etrangers.*

- **n° 579 - Cours d'eau, étangs et lacs (pollution et nuisances : Lorraine) :** *Masson (Jean-Louis)* à Mme le ministre de l'environnement : voir *Cours d'eau, étangs et lacs.*

- **n° 580 - Sports (installations sportives) :** *Mignon (Jean-Claude)* à Mme le ministre de la jeunesse et des sports : voir *Sports.*

- **n° 581 - Formation professionnelle (financement) :** *Goulet (Daniel)* à Mme le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Formation professionnelle et promotion sociale.*

- **n° 582 - Politique extérieure (Russie) :** *Raoult (Eric)* à M. le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 583 - Elections et référendums (vote par procuration) :** *Tenaillon (Paul-Louis)* à M. le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Elections et référendums.*

- **n° 584 - Politique extérieure (Palestine) :** *Hage (Georges)* à M. le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 585 - Elevage (bovins : Franche-Comté) :** *Jacquemin (Michel)* à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt : voir *Agriculture.*

- **n° 586 - Matériaux de construction (entreprises) :** *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* à M. le ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Entreprises.*

- **n° 587 - Enseignement maternel et primaire (fonctionnement) :** *Lordinot (Guy)* à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : voir *Enseignement maternel et primaire.*

- **n° 588 - Professions sociales (travailleurs sociaux) :** *Cacheux (Denise)* à M. le ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Professions sociales.*

- **n° 589 - Boissons et alcools (alcoolisme) :** *Cacheux (Denise)* à M. le ministre du budget : voir *Boissons et alcools.*

- **n° 590 - Urbanisme (P.O.S.) :** *Bassinet (Philippe)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Urbanisme.*

- **n° 591 - Equipements industriels (entreprises : Bas-Rhin) :** *Durr (André)* à Mme le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Industrie.*

- **n° 592 - Délinquance et criminalité :** *Dhinnin (Claude)* à M. le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Délinquance et criminalité.*

- **n° 593 - Retraites : généralités (calcul des pensions) :** *Richard (Lucien)* à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre : voir *Anciens combattants et victimes de guerre.*

- **n° 594 - Logement (logement social : Paris) :** *Lefort (Jean-Claude)* à M. le ministre délégué au logement et au cadre de vie : voir *Logement et habitat.*

- **n° 595 - Enseignement secondaire : personnel (P.E.G.C.) :** *Planchou (Jean-Paul)* à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : voir *Enseignement secondaire.*

- **n° 596 - Politique extérieure (Sahara occidental) :** *Fourré (Jean-Pierre)* à M. le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 597 - Justice (fonctionnement) :** *Berson (Michel)* à M. le garde des sceaux, ministre de la justice : voir *Justice.*

- **n° 598 - Agroalimentaire (entreprises : Morbihan) :** *Bouvard (Loïc)* à M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace : voir *Agroalimentaire.*

- **n° 599 - Procédure pénale (réglementation) :** *Aubert (Emmanuel)* à M. le garde des sceaux, ministre de la justice : voir *Procédure pénale.*

- **n° 600 - Patrimoine (politique du patrimoine) :** *Broissia (Louis de)* à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : voir *Patrimoine.*

- **n° 601 - Permis de conduire (réglementation) :** *Frédéric-Dupont (Edouard)* à M. le secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux : voir *Police de la route et circulation routière.*

- **n° 602 - Emploi (politique et réglementation) :** *Lefort (Jean-Claude)* à Mme le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Chômage : indemnisation.*

- **n° 603 - Collectivités locales (personnel) :** *Lordinot (Guy)* à M. le secrétaire d'Etat aux collectivités locales : voir *Fonction publique territoriale.*

- **n° 604 - Voirie (routes) :** *Fleury (Jacques)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Voirie.*

- **n° 605 - Recherche (agroalimentaire : Marne) :** *Colin (Georges)* à M. le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : voir *Agroalimentaire.*

- **n° 606 - Logement (accession à la propriété) :** *Bocquet (Alain)* à Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie : voir *Logement et habitat.*

- **n° 607 - Chômage : indemnisation (conditions d'attribution) :** *Panafieu (Françoise de)* à Mme le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Chômage : indemnisation.*

- **n° 608 - Patrimoine (politique du patrimoine) :** *Bourg-Broc (Bruno)* à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : voir *Patrimoine.*

- **n° 609 - Français : langue (défense et usage) :** *Bourg-Broc (Bruno)* à Mme le secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures : voir *Français : langue.*

- **n° 610 - Assurances (réglementation : Corse) :** *Pons (Bernard)* à M. le ministre de l'économie et des finances : voir *Assurances.*

- **n° 611 - Enseignement privé (enseignement agricole) :** *Bayard (Henri)* à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt : voir *Enseignement agricole.*

- **n° 612 - Energie (énergies nouvelles) :** *Hunault (Xavier)* à M. Le Premier ministre : voir *Energie.*

- **n° 613 - Mariage (réglementation) :** *Zeller (Adrien)* à M. le garde des sceaux, ministre de la justice : voir *Mariage et régimes matrimoniaux.*

- **n° 614 - Communes (finances locales) :** *Gengenwin (Germain)* à M. le secrétaire d'Etat aux collectivités locales : voir *Communes.*

- **n° 615 - Postes et télécommunications (services financiers) :** *Fourré (Jean-Pierre)* à M. le ministre des postes et télécommunications : voir *Postes et télécommunications.*

- **n° 616 - Sidérurgie (emploi et activité : Lorraine) :** *Laurain (Jean)* à M. le ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Industrie.*

- **n° 617 - D.O.M. - T.O.M. (Polynésie : politique économique) :** *Vernaudon (Emile)* à M. le ministre de la défense : voir *D.O.M. - T.O.M.*

- **n° 616 - Risques technologiques (lutte et prévention : Seine-et-Marne) :** *Mignon (Jean-Claude)* à Mme le ministre de l'environnement : voir *Environnement.*

- **n° 619 - Agriculture (politique agricole) :** *Bourg-Broc (Bruno)* à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural : voir *Agriculture.*

- **n° 620 - Charbon (houillères : Lorraine) :** *Berthol (André)* à M. le ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Energie.*

- **n° 621 - Emploi (politique et réglementation) :** *Gayssot (Jean-Claude)* à Mme le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : voir *Emploi.*

- **n° 622 - Sports (jeux Olympiques) :** *Lordinot (Guy)* à Mme le ministre de la jeunesse et des sports : voir *Sports.*

- **n° 623 - S.N.C.F. (lignes) :** *Dosière (René)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Transports.*

- **n° 624 - D.O.M. - T.O.M. (Antilles : fruits et légumes) :** *Dogué (Louis-Joseph)* à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural : voir *D.O.M. - -T.O.M.*

- **n° 625 - D.O.M. - T.O.M. (Guadeloupe : enseignement) :** *Larifla (Dominique)* à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : voir *D.O.M. - T.O.M.*

- **n° 626 - D.O.M. - T.O.M. (Saint-Pierre-et-Miquelon : produits d'eau douce et de la mer) :** *Grignon (Gérard)* à Mme le ministre délégué aux affaires européennes : voir *D.O.M. - T.O.M.*

- **n° 627 - Délinquance et criminalité (lutte et prévention) :** *Dhinnin (Claude)* à M. le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Délinquance et criminalité.*

- **n° 628 - Nomades et vagabonds (stationnement : Bas-Rhin) :** *Reymann (Marc)* à M. le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Ordre public.*

- **n° 629 - Transports urbains (politique et réglementation : Ile-de-France) :** *Montdargent (Robert)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Transports.*

- **n° 630 - Politique extérieure (C.E.I.) :** *Griotteray (Alain)* à M. le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 631 - Cours d'eau, étangs et lacs (aménagement et protection : Pyrénées-Orientales) :** *Estève (Pierre)* à Mme le ministre de l'environnement : voir *Cours d'eau, étangs et lacs.*

- **n° 632 - Politiques communautaires (douanes) :** *Michel (Jean-Pierre)* à Mme le ministre délégué aux affaires européennes : voir *Douanes.*

- **n° 633 - Voirie (autoroutes : Seine-Saint-Denis) :** *Raoult (Eric)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Voirie.*

- **n° 634 - Cours d'eau, étangs et bois (pollution et nuisances : Lorraine) :** *Masson (Jean-Louis)* à Mme le ministre de l'environnement : voir *Cours d'eau, étangs et lacs.*

- **n° 635 - Armée (armée de terre : Moselle) :** *Masson (Jean-Louis)* à M. le ministre de la défense : voir *Défense.*

- **n° 636 - Enseignement secondaire (constructions scolaires : Moselle) :** *Berthol (André)* à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : voir *Enseignement secondaire.*

- **n° 637 - Enseignement maternel et primaire (fonctionnement) :** *Giraud (Michel)* à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : voir *Enseignement maternel et primaire.*

- **n° 638 - Enseignement secondaire (établissements : Paris) :** *Panafieu (Françoise de)* à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : voir *Enseignement secondaire.*

- **n° 639 - Hôpitaux et cliniques (centres hospitaliers) :** *Millet (Gilbert)* à M. le ministre de la Santé et de l'action humanitaire : voir *Hôpitaux et cliniques.*

- **n° 640 - Enseignement secondaire : personnel (PEGC) :** *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)* à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture : voir *Enseignement secondaire.*

- **n° 641 - Logement (logement social) :** *Planchou (Jean-Paul)* à Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie : voir *Logement et habitat.*

- **n° 642 - Ministères et secrétariats d'Etat (défense : arsenaux et établissements de l'Etat) :** *Goasduff (Jean-Louis)* à M. le ministre de la défense : voir *Défense.*

- **n° 643 - Handicapés (établissements : Hauts-de-Seine) :** *Tranchant (Georges)* à M. le ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Handicapés.*

- **n° 644 - Sports (manifestations sportives : Corse) :** *Lefort (Jean-Claude)* à Mme le ministre de la jeunesse et des sports : voir *Sports.*

- **n° 645 - Retraites : régimes autonomes et spéciaux (élus locaux : régime de retraite autonome) :** *Dominati (Jacques)* à M. le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Retraites : régimes autonomes et spéciaux.*

- **n° 646 - Anciens combattants et victimes de guerre (déportés, internés et résistants) :** *Koehl (Emile)* à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre : voir *Anciens combattants et victimes de guerre.*

- **n° 647 - Textile et habillement (emploi et activité : Vosges) :** *Spiller (Christian)* à M. le ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Industrie.*

- **n° 648 - Drogue (lutte et prévention : Pyrénées-Orientales) :** *Estève (Pierre)* à M. le ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Drogue.*

- **n° 649 - Fonctionnaires et agents publics (rémunérations) :** *Dhinnin (Claude)* à M. le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : voir *Fonctionnaires et agents publics.*

- **n° 650 - Personnes âgées (politique de la vieillesse) :** *Richard (Lucien)* à M. le ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Personnes âgées.*

- **n° 651 - Bâtiment et travaux publics (emploi et activité) :** *Lipkowski (Jean de)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Bâtiment et travaux publics.*

- **n° 652 - S.N.C.F. (ateliers) :** *Carpentier (René)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Transports.*

- **n° 653 - Mutualité sociale agricole (retraites) :** *Desanlis (Jean)* à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural : voir *Mutualité sociale agricole.*

- **n° 654 - Handicapés (politique et réglementation) :** *Brocard (Jean)* à M. le secrétaire d'Etat aux handicapés : voir *Handicapés.*

- **n° 655 - Retraites : fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions) :** *Franzoni (Roger)* à M. le ministre du budget : voir *Retraites : fonctionnaires civils et militaires.*

- **n° 656 - Sidérurgie (entreprises : Basse-Normandie) :** *Robert (Dominique)* à M. le ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Industrie.*

- **n° 657 - Recherche (établissements : Basse-Normandie) :** *Robert (Dominique)* à M. le ministre de la recherche et de l'espace : voir *Recherche.*

- **n° 658 - Voirie (routes : Bretagne) :** *Desanlis (Jean)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Voirie.*

- **n° 659 - Etrangers (immigration) :** *Carton (Bernard)* à M. le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Etrangers.*

- **n° 660 - Voirie (autoroute : Ile-de-France) :** *Baumel (Jacques)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : voir *Voirie.*

- **n° 661 - Frontaliers (emploi) :** *Durr (André)* à Mme le ministre délégué aux affaires européennes : voir *Frontaliers.*

- **n° 662 - Commerce et artisanat (grandes surfaces : Seine-et-Marne) :** *Mignon (Jean-Claude)* à M. le ministre délégué au commerce et à l'artisanat : voir *Commerce et artisanat.*

- **n° 663 - Automobiles et cycles (entreprises) :** *Brunhes (Jacques)* à M. le ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Automobiles et cycles.*

- **n° 664 - Frontaliers (politique et réglementation) :** *Koehl (Emile)* à M. le ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Frontaliers.*

- **n° 665 - Collectivités locales (finances locales) :** *Hunault (Xavier)* à M. le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : voir *Collectivités locales.*

- **n° 666 - D.O.M. - T.O.M. (Martinique : jeux et paris) :** *Lordinot (Guy)* à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural : voir *D.O.M. - T.O.M.*

- **n° 667 - Politique extérieure (Arménie) :** *Rocheblaine (François)* à M. le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : voir *Affaires étrangères.*

- **n° 668 - Retraites : généralités (calcul des pensions) :** *Bourg-Broc (Bruno)* à M. le ministre des affaires sociales et de l'intégration : voir *Retraites : généralités.*

- **n° 669 - Politiques communautaires (politique agricole) :** *Lipkowski (Jean de)* à M. le Premier ministre : voir *Communautés européennes.*

- **n° 670 - Banques et établissements financiers (politique et réglementation) :** *Catala (Nicole)* à M. le ministre de l'économie et des finances : voir *Banques et établissements financiers.*

- **n° 671 - Institutions européennes (fonctionnement) :** *Hage (Georges)* à Mme le ministre délégué aux affaires européennes : voir *Communautés européennes.*

- **n° 672 - Téléphone (appels d'urgence : Bas-Rhin) :** *Reymann (Marc)* à M. le ministre de la santé et de l'action humanitaire : voir *Postes et télécommunications.*

- **n° 673 - Emploi (politique et réglementation : Calvados) :** *Saint-Ellier (Francis)* à M. le ministre de l'industrie et du commerce extérieur : voir *Emploi.*

- **n° 674 - Ministères et secrétariats d'Etat (défense : arsenaux et établissements de l'Etat) :** *Lordinot (Guy)* à M. le secrétaire d'Etat à la défense : voir *Défense.*

- **n° 675 - D.O.M. - T.O.M. (Martinique : eau) :** *Lordinot (Guy)* à Mme le ministre de l'environnement : voir *D.O.M. - T.O.M.*

- **n° 676 - D.O.M. - T.O.M. (Antilles : fruits et légumes) :** *Lordinot (Guy)* à M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer : voir *D.O.M. - T.O.M.*

R

RAPATRIÉS

Questions au Gouvernement :

- **n° 1252 - Situation des rapatriés :** *Sauvaigo (Suzanne).* Réponse : *Cathala (Laurent).* secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés [20 mai 1992] (p. 1449, 1450) :

Politique en faveur des harkis ; endettement ; loi d'indemnisation ; cimetières en Algérie ; effort financier de l'Etat ; retraites ; création d'emplois ; aide au logement.

- **n° 1393 - Cimetières français en Algérie :** *Sauvaigo (Suzanne).* Réponse : *Dumas (Roland),* ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères [4 novembre 1992] (p. 4776) :

Compatriotes décédés en Algérie ; disparités entre les civils et les militaires ; action du Gouvernement en faveur de l'entretien des tombes.

Voir *D.M.O.S.* **1,** première lecture : après l'article 24.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Economie, finances et budget.
Lois de finances rectificatives **5,** article 55.

RAPPELS AU REGLEMENT

- ***Vivien (Robert-André) :*** regrette que l'ordre du jour prévu pour la session extraordinaire ne comprenne pas un débat sur l'audiovisuel et plus particulièrement sur la situation de La Cinq [8 janvier 1992] (p. 3, 4) ; *Fabius (Laurent) (P)* (p. 4) ; *Poperen (Jean) (G) :* déclare qu'il transmettra la demande des parlementaires au Président de la République et souligne que le Gouvernement ne peut en aucun cas être considéré comme responsable de la faillite de La Cinq (p. 8).

- ***Mazeaud (Pierre) :*** s'interroge sur la compatibilité du poste de Président de l'Assemblée nationale et de celui de numéro un d'un parti politique et s'inquiète de l'éventuelle désignation d'un membre du Conseil constitutionnel par un Président, premier secrétaire du parti socialiste [8 janvier 1992] (p. 4) ; *Fabius (Laurent) (P)* (p. 5).

- ***Mazeaud (Pierre) :*** met en doute l'opportunité et la nécessité de la session extraordinaire et observe que l'Assemblée nationale « légifère trop » [8 janvier 1992] (p. 5).

- ***Gantier (Gilbert) :*** s'interroge sur le caractère apolitique de la nomination d'un membre du conseil constitutionnel par un Président de l'Assemblée nationale chargé de la direction d'un parti [8 janvier 1992] (p. 5) ; *Fabius (Laurent) (P)* (p. 5).

- ***Broissia (Louis de) :*** s'interroge sur la nomination de membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel par un Président de l'Assemblée nationale, premier secrétaire du parti socialiste, et regrette qu'un débat sur l'audiovisuel ne soit pas prévu au cours de la session extraordinaire [8 janvier 1992] (p. 5, 6) ; *Fabius (Laurent) (P)* (p. 6) ; *Poperen (Jean) (G) :* déclare qu'il transmettra la demande des parlementaires au Président de la République et souligne que le Gouvernement ne peut en aucun cas être considéré comme responsable de la faillite de La Cinq (p. 8).

- ***Baudis (Dominique) :*** demande au ministre chargé des relations avec le Parlement que le Gouvernement inscrive à l'ordre du jour de la session extraordinaire un débat sur l'avenir de La Cinq et de l'audiovisuel en France [8 janvier 1992] (p. 6) ; *Poperen (Jean) (G) :* déclare qu'il transmettra la demande des parlementaires au Président de la République et souligne que le Gouvernement ne peut en aucun cas être considéré comme responsable de la faillite de La Cinq (p. 8).

- ***Vasseur (Philippe) :*** évoque le prochain abandon par M. Laurent Fabius de la fonction de Président et s'étonne que le Gouvernement n'ait pas prévu de débat sur l'avenir de l'audiovisuel et de La Cinq [8 janvier 1992] (p. 6, 7) ; *Fabius (Laurent) (P)* (p. 6) ; *Poperen (Jean) (G) :* déclare qu'il transmettra la demande des parlementaires au Président de la République et souligne que le Gouvernement ne peut en aucun cas être considéré comme responsable de la faillite de La Cinq (p. 8).

- ***Baumel (Jacques) :*** affirme sa solidarité avec les journalistes licenciés de La Cinq et demande au Gouvernement d'organiser un débat sur l'audiovisuel avant la fin de la session extraordinaire [8 janvier 1992] (p. 7) ; *Poperen (Jean) (G) :* déclare qu'il transmettra la demande des parlementaires au Président de la République et souligne que le Gouvernement ne peut en aucun cas être considéré comme responsable de la faillite de La Cinq (p. 8).

- ***Hage (Georges) :*** demande que le Président de la République inscrive un débat sur l'avenir de La Cinq à l'ordre du jour de la session extraordinaire [8 janvier 1992] (p. 7) ; *Poperen (Jean) (G) :* déclare qu'il transmettra la demande des parlementaires au Président de la République et souligne que le Gouvernement ne peut en aucun cas être considéré comme responsable de la faillite de La Cinq (p. 8).

- ***Toubon (Jacques) :*** s'indigne que le Parlement soit convoqué en session extraordinaire sans pouvoir débattre de la situation de La Cinq et s'interroge sur la mission du Conseil supérieur de l'audiovisuel [8 janvier 1992] (p. 7, 8) ; *Poperen (Jean) (G) :* déclare qu'il transmettra la demande des parlementaires au Président de la République et souligne que le Gouvernement ne peut en aucun cas être considéré comme responsable de la faillite de La Cinq (p. 8).

- ***Millon (Charles) :*** déclare son attachement au maintien du pluralisme d'expression et demande l'inscription à l'ordre du jour d'un débat sur l'audiovisuel [8 janvier 1992] (p. 8) ; *Poperen (Jean) (G) :* déclare qu'il transmettra la demande des parlementaires au Président de la République et souligne que le Gouvernement ne peut en aucun cas être considéré comme responsable de la faillite de La Cinq (p. 8).

- ***Queyranne (Jean-Jack) :*** rappelle que l'Assemblée nationale a adopté un texte destiné à assouplir la réglementation de l'audiovisuel, met en cause l'action de MM. Jacques Baumel et François Léotard, anciens ministres de l'audiovisuel, souligne les responsabilités du groupe *Hachette* dans la situation actuelle de La Cinq et déclare que le débat sur l'audiovisuel aura lieu « en son temps » [8 janvier 1992] (p. 9).

- ***Jacquaint (Muguette) :*** regrette que la police ait fait évacuer les infirmières manifestant devant le ministère de la santé et exige l'ouverture de « réelles négociations » [8 janvier 1992] (p. 10).

- ***Thiémé (Fabien) :*** demande que la session extraordinaire soit l'occasion d'un débat sur les délocalisations décidées sans concertation par le Gouvernement [8 janvier 1992] (p. 10).

- ***Alphandéry (Edmond) :*** souhaite que s'organise à l'Assemblée nationale un débat sur l'avenir de la sécurité sociale et plus particulièrement sur son financement [8 janvier 1992] (p. 10).

- ***Toubon (Jacques) :*** observations sur le rappel au règlement de : *Queyranne (Jean-Jack) :* souligne que le problème de La Cinq est avant tout économique et demande que le Conseil supérieur de l'audiovisuel se montre plus actif dans cette affaire [8 janvier 1992] (p. 10).

- ***Barrot (Jacques) :*** demande que, lors de la session extraordinaire, soit organisé un débat sur la situation actuelle de l'audiovisuel [21 janvier 1992] (p. 50) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 51).

- ***Debré (Jean-Louis) :*** interroge le Gouvernement sur les instructions données par la Chancellerie au parquet de Rennes afin d'assurer l'indépendance du juge Van Ruymbeke [21 janvier 1992] (p. 51) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 51).

- ***Toubon (Jacques) :*** demande que soit inscrit à l'ordre du jour de la session extraordinaire un débat sur l'audiovisuel en général et sur la situation de La Cinq en particulier [21 janvier 1992] (p. 51).

- ***Loncle (François) :*** reconnaît la nécessité d'organiser un débat sur l'audiovisuel à la session de printemps mais conteste la dramatisation de la situation actuelle et refuse de considérer le Conseil supérieur de l'audiovisuel comme le responsable de l'éventuelle disparition de La Cinq [21 janvier 1992] (p. 51) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 52).

- ***Mazeaud (Pierre) :*** demande au ministre des informations sur la ratification des accords de Schengen par les autres Etats signataires [21 janvier 1992] (p. 62).

- ***Mazeaud (Pierre) :*** regrette les conditions d'examen du projet de loi sur l'administration territoriale en nouvelle lecture et demande que la fin de la discussion soit remise au lendemain [21 janvier 1992] (p. 127) ; *Dosière (René)* (p. 127).

- ***Ollier (Patrick)*** : demande que l'examen du projet de loi sur l'administration territoriale ne se prolonge pas jusqu'à quatre heures du matin et soit reportée au lendemain soir [21 janvier 1992] (p. 128) ; *Billardon (André) (VP)* (p. 128).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : proteste contre la rapidité d'examen du projet sur l'administration territoriale et contre le comportement du ministre qui refuse de donner son avis sur des amendements [21 janvier 1992] (p. 136).

- ***Hyest (Jean-Jacques)*** : souligne que l'amendement n° 290 de M. Michel Noir (autorise le conseil de communauté urbaine à déléguer à son bureau certaines de ses attributions, à l'exception de ses compétences en matière de budget, d'inscription des dépenses obligatoires et d'approbation du compte administratif) n'a pas été défendu et qu'il n'y a donc pas lieu de le discuter [21 janvier 1992] (p. 141) ; *Billardon (André) (VP)* (p. 141).

- ***Hage (Georges)*** : insiste pour que le Gouvernement modifie sa politique économique et sociale et demande que les accords de Maastricht soient soumis à référendum [2 avril 1992] (p. 346).

- ***Vivien (Robert-André)*** (art. 58 du règlement) : demande au Président de l'Assemblée nationale de rappeler au Gouvernement son engagement d'inscrire à l'ordre du jour d'avril un débat sur le paysage audiovisuel français [7 avril 1992] (p. 356) ; *Emmanuelli (Henri) (P)* (p. 357) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 357).

- ***Catala (Nicole)*** (art. 58 du règlement) : insiste pour que le ministre de l'éducation nationale retire le projet de loi de réforme de l'enseignement supérieur déposé par M. Jospin [7 avril 1992] (p. 357) ; *Emmanuelli (Henri) (P)* (p. 357).

- ***Hage (Georges)*** (art. 58 du règlement) : regrette qu'un débat sur le paysage audiovisuel français ne figure pas à l'ordre du jour [7 avril 1992] (p. 357) ; *Emmanuelli (Henri) (P)* (p. 358).

- ***Aubert (François d')*** : déplore l'ajournement du débat sur le paysage audiovisuel français [7 avril 1992] (p. 358) ; *Emmanuelli (Henri) (P)* (p. 358).

- ***Pons (Bernard)*** : demande que le projet de loi sur les agences de voyage soit reporté afin de débattre du paysage audiovisuel français dès le jeudi 9 avril 1992 [7 avril 1992] (p. 358).

- ***Mazeaud (Pierre)*** (art. 58 du règlement) : insiste pour que l'ordre du jour prioritaire soit consacré à des textes importants [7 avril 1992] (p. 359) ; *Emmanuelli (Henri) (P)* (p. 359) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 359).

- ***Millon (Charles)*** : s'indigne de « l'atteinte » portée au principe de la « séparation des pouvoirs » par les propos du Premier ministre relatifs à une liste de personnalités passibles de poursuites pour corruption [8 avril 1992] (p. 376) ; *Emmanuelli (Henri) (P)* (p. 376) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 376).

- ***Pandraud (Robert)*** : rend hommage à M. Jean Poperen, ancien ministre chargé des relations avec le Parlement ; souhaite que M. Martin Malvy, récemment nommé secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, soit nommé ministre à part entière [9 avril 1992] (p. 405) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 406).

- ***Pandraud (Robert)*** : demande aux ministres de ne pas négliger de répondre aux questions écrites des parlementaires [9 avril 1992] (p. 405) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 406).

- ***Pandraud (Robert)*** : déplore que les décrets d'application de la loi sur le statut des élus et le fonctionnement des collectivités locales n'aient pas encore été rédigés [9 avril 1992] (p. 405) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 406).

- ***Pandraud (Robert)*** : souhaite que le gouvernement communique au Parlement les chiffres de la criminalité et de la délinquance [9 avril 1992] (p. 405) ; *Mazeaud (Pierre) (VP)* ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 406).

- ***Duroméa (André)*** : article 58 du règlement : fait part de son émotion devant le non-lieu rendu par la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris en faveur de Paul Touvier ; demande une suspension de séance pour se recueillir sur la stèle des députés morts pour la France [14 avril 1992] (p. 451) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 452) : partage l'émotion de M. Duroméa ; suspend la séance pour permettre aux députés de se rendre au Mémorial de la déportation ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 451, 452) : exprime l'émotion du Premier ministre et du Gouvernement devant la décision rendue en faveur de Paul Touvier ; rappelle l'organisation d'une cérémonie de recueillement devant le Mémorial de la déportation et le pourvoi en cassation du ministère public.

- ***Auroux (Jean)*** : fait part de son émotion devant le non-lieu rendu par la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris en faveur de Paul Touvier ; demande une suspension de séance pour se recueillir au Mémorial de la déportation[14 avril 1992] (p. 451) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 452) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 451, 452).

- ***Devedjian (Patrick)*** : fait part de l'émotion de l'opposition devant le non-lieu rendu par la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris en faveur de Paul Touvier ; souligne que la France doit assumer la vérité de son passé [14 avril 1992] (p. 451) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 452) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 451, 452).

- ***Toubon (Jacques)*** : demande que soit respecté l'engagement du Gouvernement d'organiser un débat sur la situation de l'audiovisuel ; souhaite que le Gouvernement n'exerce pas son droit de préemption sur le réseau hertzien de la Cinq [14 avril 1992] (p. 452) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 452).

- ***Auroux (Jean)*** : souhaite l'organisation d'un débat sur l'ensemble des moyens de communication, y compris la presse écrite [14 avril 1992] (p. 452) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 452).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : article 58 du règlement : regrette que le débat sur la presse et l'audiovisuel ne soit pas suivi d'un vote [23 avril 1992] (p. 658).

- ***Toubon (Jacques)*** : article 58 du règlement : critique la réponse du Gouvernement à un orateur sur le choix des journalistes ayant eu à interroger le Président de la République [23 avril 1992] (p. 671).

- ***Masson (Jean-Louis)*** : rappelle que les questions écrites doivent obtenir une réponse dans un délai de deux mois et regrette que le Gouvernement ne respecte pas ce principe [28 avril 1992] (p. 717) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 717).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : souhaite que le débat en séance publique sur la révision de la Constitution soit « serein », que le Gouvernement accepte la discussion et que le scrutin sur l'ensemble du projet se fasse par un vote personnel [5 mai 1992] (p. 835) ; *Emmanuelli (Henri) (P)* (p. 835).

- ***Pandraud (Robert)*** : regrette la précipitation avec laquelle le texte du projet de loi constitutionnelle a été examiné par la commission des lois et s'interroge sur le rythme des débats en séance publique pour ce texte [5 mai 1992] (p. 835) ; *Emmanuelli (Henri) (P)* (p. 836).

- ***Clément (Pascal)*** : regrette la façon dont le texte du projet de loi constitutionnelle a été examiné en commission des lois et souligne que la majorité a, à cette occasion, fait de la « politique politicienne » [5 mai 1992] (p. 836).

- ***Toubon (Jacques)*** : souligne l'absence du président de la commission des lois, rapporteur du projet de loi constitutionnelle, et l'explique par le rythme trop rapide de la discussion [5 mai 1992] (p. 861).

- ***Pons (Bernard)*** : se félicite de la clarté des débats en séance publique mais regrette que le ministre délégué aux affaires européennes n'ait pas apporté de réponses aux interrogations de l'opposition notamment en ce qui concerne le « compromis de Luxembourg » [6 mai 1992] (p. 943) ; *Guigou (Elisabeth) (G)* (p. 943).

- ***Pandraud (Robert)*** : estime que l'Assemblée nationale doit débattre de la révision de la Constitution en toute indépendance et demande en conséquence l'annulation de la journée de l'Europe qui doit être organisée dans les écoles le 21 mai 1992 [6 mai 1992] (p. 947) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 947).

- ***Auroux (Jean)*** : s'interroge sur l'opportunité d'une motion de renvoi en commission alors qu'un accord général est intervenu pour que la commission des lois prolonge ses travaux sur le projet de loi constitutionnelle [7 mai 1992] (p. 985) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 986).

- ***Millon (Charles)*** : propose que la motion de renvoi en commission soit adoptée à l'unanimité compte tenu de l'accord intervenu entre les groupes pour prolonger les travaux de la commission des lois sur le projet de loi constitutionnelle [7 mai 1992] (p. 985) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 986).

- ***Barrot (Jacques)*** : se félicite de l'examen supplémentaire du projet de loi constitutionnelle par la commission des lois et propose que la motion de renvoi en commission soit adoptée par un vote à main levée [7 mai 1992] (p. 985) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 986).

- ***Gouzes (Gérard)*** : se déclare prêt à ce que la commission des lois réexamine l'ensemble des amendements au projet de loi constitutionnelle [7 mai 1992] (p. 985) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 986).

- ***Deniau (Xavier)*** : propose que la commission des lois réexamine les amendements au projet de loi constitutionnelle qu'elle avait déclarés irrecevables [7 mai 1992] (p. 995).

- ***Hyest (Jean-Jacques)*** : souhaite que la commission des lois réexamine tous les amendements déposés sur le projet de loi constitutionnelle sans pour autant reprendre la discussion générale sur ce texte [7 mai 1992] (p. 996) ; *Clément (Pascal) (VP)* : interprète l'article 91, alinéa 7 du règlement relatif aux motions de renvoi en commission et précise que l'accord intervenu entre les groupes ne prévoit pas une reprise de l'intégralité de la discussion, mais seulement le réexamen des deux articles du projet et des amendements ; *Gouzes (Gérard) (président de la commission des lois)* : s'engage à réexaminer les amendements déclarés irrecevables, rappelle le travail déjà réalisé par la commission des lois et considère que l'adoption d'une motion de renvoi en commission est inutile (p. 997).

- ***Millon (Charles)*** : regrette le débat de procédure relatif à la motion de renvoi en commission, rappelle l'accord intervenu entre les groupes et propose de voter rapidement la motion [7 mai 1992] (p. 998) ; *Clément (Pascal) (VP)* : propose que la motion de renvoi en commission soit adoptée à main levée (p. 998).

- ***Auroux (Jean)*** : demande que l'accord intervenu entre les groupes soit respecté et propose de retirer sa demande de scrutin public [7 mai 1992] (p. 999).

- ***Brunhes (Jacques)*** : approuve le dépôt d'une motion de renvoi en commission et maintient sa demande de scrutin public [7 mai 1992] (p. 999) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 999).

- ***Toubon (Jacques)*** : rappelle les conditions dans lesquelles il a été amené à retirer en commission des lois, lors de l'examen supplémentaire du projet de loi constitutionnelle, son amendement relatif au « compromis de Luxembourg » [12 mai 1992] (p. 1008).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : regrette que le Président ait annoncé le passage à la discussion des articles alors qu'aucun groupe ne s'est exprimé sur le rapport supplémentaire relatif au projet de loi constitutionnelle [12 mai 1992] (p. 1011) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 1011).

- ***Brard (Jean-Pierre)*** : s'étonne que le Premier ministre se soit prononcé sur le compromis de Luxembourg à l'émission l'« Heure de vérité », alors qu'il doit prochainement intervenir sur ce sujet à l'Assemblée nationale [12 mai 1992] (p. 1011) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 1011).

- ***Pandraud (Robert)*** : constate que, si la discussion générale n'est pas close, il est encore possible de déposer des amendements sur le projet de loi constitutionnelle [12 mai 1992] (p. 1011) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 1011).

- ***Toubon (Jacques)*** : rappelle que la motion de renvoi en commission du projet de loi constitutionnelle adoptée le 7 mai autorisait une nouvelle discussion générale et donc le dépôt de nouveaux amendements [12 mai 1992] (p. 1012) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 1012).

- ***Catala (Nicole)*** : regrette que les groupes n'aient pu présenter, à l'occasion d'une discussion générale sur le rapport supplémentaire relatif au projet de loi constitutionnelle, le contenu de leurs amendements ainsi que le caractère lacunaire du projet de loi sur le plan juridique [12 mai 1992] (p. 1012).

- ***Gouzes (Gérard)*** : donne lecture de l'article 91-6 du règlement de l'Assemblée nationale relatif aux motions de renvoi en commission [12 mai 1992] (p. 1012).

- ***Millon (Charles)*** : rappelle que toute motion de renvoi en commission est réglementairement suivie d'une nouvelle discussion générale et souligne qu'un accord politique ponctuel ne peut prendre le pas sur le règlement [12 mai 1992] (p. 1013).

- ***Toubon (Jacques)*** : interroge le Gouvernement sur ses intentions relatives à la réserve des votes des amendements portant sur le projet de loi constitutionnelle [12 mai 1992] (p. 1017) ; *Dumas (Roland) (G)* (p. 1017).

- ***Auroux (Jean)*** : rappelle que l'objet du débat relatif au projet de loi constitutionnelle est la construction européenne ; demande un scrutin public sur les amendements en cours de discussion [12 mai 1992] (p. 1017).

- ***Toubon (Jacques)*** : trouve « indécent » qu'à l'occasion du débat sur la révision de la Constitution, le ministre délégué chargé des relations européennes reprenne « pour les caméras » ses arguments sur la « citoyenneté européenne » qu'il a déjà développés [12 mai 1992] (p. 1112) ; *Emmanuelli (Henri) (P)* (p. 1112).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : conteste le fait que le président ne lui ait pas laisser précédemment défendre l'amendement n° 49 corrigé de Mme Nicole Catala à l'article 2 du projet de loi constitutionnelle et s'interroge sur la rédaction du compte rendu de la séance [12 mai 1992] (p. 1114).

- ***Vivien (Robert-André)*** : article 55 du Règlement : souhaite la présentation dans un délai rapproché d'un projet de loi de finances rectificative tirant, au profit de l'Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.), les conséquences budgétaires de la réforme du dépôt légal [18 mai 1992] (p. 1346).

- ***Pierna (Louis)*** : proteste contre la brutalité des forces de police à l'encontre de M. Louis Bayeurte, maire de Fontenay-sous-Bois, alors qu'il cherchait à aider les familles maliennes sans logement installées sur l'esplanade de Vincennes [25 mai 1992] (p. 1590) ; *Hage (Georges) (VP)* (p. 1590).

- ***Gaulle (Jean de)*** : demande que la réforme de la politique agricole commune fasse l'objet d'un débat à l'Assemblée nationale [26 mai 1992] (p. 1662).

- ***Gantier (Gilbert)*** : souhaite que le gouvernement français manifeste sa condamnation des événements de Yougoslavie [26 mai 1992] (p. 1662) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 1662).

- ***Masson (Jean-Louis)*** : condamne la participation d'agents de l'administration à la Journée de l'Europe [26 mai 1992] (p. 1662) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 1662) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 1662, 1663).

- ***Richard (Alain)*** : estime fâcheux que certains groupes « détournent délibérément » le règlement dans le but d'instituer chaque mardi une séance « factice » de questions au Gouvernement [26 mai 1992] (p. 1662).

- ***Gonnot (François-Michel)*** : s'étonne que le ministre de l'environnement ait rendu publique une correspondance privée de la Société Eco-Déchets [2 juin 1992] (p. 1778) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1779).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : s'étonne des propos de Mme Guigou rapportés dans un quotidien du soir selon lesquels « très peu de monde était intéressé » à l'Assemblée nationale par la construction européenne ; souligne au contraire que le débat à l'Assemblée a été d'une très grande tenue [2 juin 1992] (p. 1794) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1795).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : cite l'information d'un quotidien du soir relative au blocage par le parquet général de Rennes, de sept dossiers concernant les relations d'élus socialistes

avec la S.A.G.E.S. ; rappelle le principe de la séparation des pouvoirs [2 juin 1992] (p. 1795) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1795).

- ***Pierna (Louis)*** : demande que le Gouvernement procède rapidement au classement des communes touchées par les violents orages récents en zones de catastrophes naturelles [2 juin 1992] (p. 1801) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 1801).

- ***Gantier (Gilbert)*** : proteste contre l'utilisation généralisée de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution sur le projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie et contre la prolongation trop tardive de la séance [4 juin 1992] (p. 1981).

- ***Chamard (Jean-Yves)*** : condamne le dépôt tardif d'amendements relatifs aux relations des infirmiers avec l'assurance maladie et l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2046).

- ***Foucher (Jean-Pierre)*** : condamne le dispositif prévu pour maîtriser les dépenses de santé et l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2046).

- ***Jacquaint (Muguette)*** : condamne l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution et le dépôt tardif d'amendements sur les relations entre les infirmiers et l'assurance maladie [5 juin 1992] (p. 2047).

- ***Jacquat (Denis)*** : condamne l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2047).

- ***Pandraud (Robert)*** : souligne que le rapporteur du projet de loi constitutionnelle a interprété le droit international public et demande que le président de la commission des affaires étrangères donne sa propre interprétation [18 juin 1992] (p. 2542).

- ***Bellon (André)*** : précise que le projet de loi constitutionnelle concerne avant tout le droit interne et rappelle que la commission des affaires étrangères a procédé à l'audition de plusieurs constitutionnalistes [18 juin 1992] (p. 2542) ; *Emmanuelli (Henri) (P)* : fait remarquer à l'orateur que son intervention n'est pas un rappel au règlement (p. 2542).

- ***Pons (Bernard)*** : constate que la discussion du projet de loi constitutionnelle n'est ni « digne » ni cohérente et annonce que le groupe R.P.R. se retire de l'hémicycle afin de marquer son refus de participer aux débats et au vote [18 juin 1992] (p. 2565).

- ***Millet (Gilbert)*** : déclare que les conditions dans lesquelles deux membres de son groupe se sont exprimés sur l'article 2 du projet de loi constitutionnelle sont intolérables et demande une suspension de séance [18 juin 1992] (p. 2581) ; *Forni (Raymond) (VP)* (p. 2581).

- ***Catala (Nicole)*** : s'étonne des propos du ministre de l'agriculture sur la situation de l'agriculture française ; souligne son manque de fermeté à l'égard des propositions de Bruxelles [24 juin 1992] (p. 2739).

- ***Gantier (Gilbert)*** : s'élève contre les conditions d'examen du projet de loi portant règlement du budget de 1990 [29 juin 1992] (p. 2928) ; *Mazeaud (Pierre) (VP)* (p. 2929).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : condamne les propos du recteur de la mosquée de Marseille à l'occasion de l'assassinat du président Boudiaf [30 juin 1992] (p. 3010) ; *Mexandeau (Louis) (G)* : exprime à nouveau le regret et l'émotion du Gouvernement devant l'assassinat du président algérien (p. 3010).

- ***Millet (Gilbert)*** : signale que les intermittents du spectacle occupent le théâtre de l'Odéon depuis plusieurs jours afin de défendre la spécificité de leur assurance chômage et demande que le Gouvernement ouvre des négociations à ce sujet [2 juillet 1992] (p. 3081) ; *Hage (Georges) (VP)* (p. 3082).

- ***Bonnet (Alain)*** : s'étonne que la discussion du rapport de la commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif aux délais de paiement ne soit pas prévue lors de la session extraordinaire et demande qu'elle soit inscrite dans un ordre du jour complémentaire [2 juillet 1992] (p. 3082) ; *Hage (Georges) (VP)* (p. 3082).

- ***Toubon (Jacques)*** : regrette la précipitation dans laquelle sont examinés les textes issus des commissions mixtes paritaires relatives aux quatre livres du code pénal et souligne le manque de sérieux juridique et intellectuel de l'ordre du jour de la session extraordinaire [2 juillet 1992] (p. 3082) ; *Hage (Georges) (VP)* (p. 3082, 3083).

- ***Fréville (Yves)*** : s'élève contre le dépôt au Sénat d'un amendement du Gouvernement relatif à la réduction d'impôt pour investissement locatif [3 juillet 1992] (p. 3213) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3213).

- ***Hage (Georges)*** : s'indigne de l'intervention des forces militaires pour dégager l'autoroute A1 à Phalempin et demande le report de l'application du permis de conduire à points [7 juillet 1992] (p. 3284).

- ***Bourg-Broc (Bruno)*** : demande le report de l'application du permis de conduire à points [7 juillet 1992] (p. 3284).

- ***Wiltzer (Pierre-André)*** : déplore l'image que la presse et la télévision ont donné des interventions des forces de l'ordre contre les barrages de poids lourds et regrette que ce conflit détériore la réputation de la France [8 juillet 1992] (p. 3311) ; *Le Pensec (Louis) (G)* (p. 3311).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : demande quelle est l'autorité qui opérera la distinction entre les propositions d'actes communautaires de nature législative, transmises au Parlement en application de l'article 88-4 de la Constitution, et les propositions de nature réglementaire ; souhaite que soient étudiés au plus tôt les 27 projets de directives communautaires élaborés depuis la révision de la Constitution de juin 1992 [2 octobre 1992] (p. 3345, 3346) ; *Emmanuelli (Henri) (P)* : rappelle qu'il a interrogé les présidents de groupe sur les modifications à apporter au Règlement de l'Assemblée nationale conformément aux dispositions de l'article 88-4 de la Constitution (p. 3346).

- ***Toubon (Jacques)*** : demande un changement de l'ordre du jour de telle sorte que les trois projets de loi sur l'éthique biomédicale puissent être examinés dans la semaine du 13 au 17 octobre [2 octobre 1992] (p. 3346).

- ***Hage (Georges)*** : s'étonne de la présence de M. André Billardon au banc du Gouvernement [2 octobre 1992] (p. 3346) ; *Emmanuelli (Henri) (P)* : précise que les modifications gouvernementales sont annoncées par communiqué de l'Elysée et non par une déclaration du Président de l'Assemblée nationale (p. 3346).

- ***Toubon (Jacques)*** : souhaite que le Gouvernement modifie l'ordre du jour, afin de substituer la discussion du projet de loi « bioéthique » à celle du projet de loi sur la corruption [6 octobre 1992] (p. 3378).

- ***Michel (Jean-Pierre)*** : estime que l'exception d'irrecevabilité défendue par M. Jacques Toubon sur le projet de réforme de la procédure pénale est en réalité une question préalable et demande que la question préalable déposée par M. Charles Millon ne soit pas discutée [6 octobre 1992] (p. 3379).

- ***Toubon (Jacques)*** : regrette que sur l'amendement n° 50 de la commission des lois, un certain nombre de députés ait voté par « réflexe » contre l'amendement afin de répondre au vœu du Gouvernement et malgré la volonté initialement exprimée par la commission [7 octobre 1992] (p. 3452) ; *Mazeaud (Pierre) (VP)* (p. 3452) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3452) ; *Massot (François)* (p. 3452).

- ***Toubon (Jacques)*** : regrette que l'ordre du jour mette en discussion des textes comme la procédure pénale ou la lutte contre la corruption préparés et examinés dans la précipitation, aux dépens des projets sur l'éthique biomédicale [7 octobre 1992] (p. 3462).

- ***Limouzy (Jacques)*** : s'étonne qu'à l'issue de la suspension de séance, aucun des membres du groupe qui avait sollicité cette suspension ne soit présent dans l'hémicyle pour en demander la prolongation [7 octobre 1992] (p. 3463).

- ***Aubert (Emmanuel)*** : regrette que son amendement relatif au respect de la dignité et des droits des personnes placées en garde à vue n'ait pas été appelé à l'issue de l'examen de l'article 63-1 du code de procédure pénale [8 octobre 1992] (p. 3504) ; *Forni (Raymond) (VP)* : déclare n'avoir pas été saisi de l'amendement et décide de le mettre immédiatement en discussion (p. 3504).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : dénonce un examen trop rapide en commission du projet de loi sur la corruption [13 octobre 1992] (p. 3601) ; *Hage (Georpes (VP)* (p. 3601).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : regrette que l'Assemblée nationale n'ait pas eu communication des avis du Conseil d'Etat relatifs au projet de loi sur la corruption [13 octobre 1992] (p. 3601) ; *Hage (Georges) (VP)* (p. 3601).

- ***Millon (Charles)*** : exprime son mécontentement au sujet de propos tenus par le ministre de l'agriculture et de l'aménagement rural à la télévison qu'il considère de nature à alimenter l'actuel courant d'antiparlementarisme [13 octobre 1992] (p. 3601) ; *Hage (Georges) (VP)* (p. 3601).

- ***Clément (Pascal)*** : constate que seuls le Gouvernement et les rapporteurs ont pu s'exprimer lors de la séance ; conteste la nature des exposés de rapports qu'il soupçonne d'avoir eu pour objet d'empêcher l'opposition de s'exprimer avant la prochaine séance [13 octobre 1992] (p. 3621) ; *Hage (Georges) (VP)* (p. 3622).

- ***Broissia (Louis de)*** : s'élève contre les interruptions du rapporteur de la commission des lois [13 octobre 1992] (p. 3652).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : réitère son regret que l'Assemblée nationale n'ait pas eu communication des avis du Conseil d'Etat relatifs au projet de loi sur la corruption [14 octobre 1992] (p. 3680) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 3680) ; *Gouzes (Gérard)* : ses observations sur le rôle du Conseil d'Etat (p. 3680).

- ***Aubert (François d')*** : souhaite que le ministre de la défense, le ministre délégué au commerce extérieur, le ministre de la coopération et le ministre de la jeunesse et des sports viennent s'exprimer [14 octobre 1992] (p. 3682) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 3682) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3682) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3682).

- ***Broissia (Louis de)*** : regrette que les travaux en commission relatifs à la publicité aient été « bâclés » [14 octobre 1992] (p. 3685) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 3686).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : estime indécent que, dans un débat sur la corruption, M. Jean-Michel Boucheron (Charente) participe aux votes [14 octobre 1992] (p. 3699) ; *Forni (Raymond) (VP)* (p. 3699) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3699) ; *Bêche (Guy)* (p. 3699).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : trouve anormal que l'Assemblée nationale apprenne par une dépêche de l'A.F.P. l'accord passé entre le Gouvernement et le parti socialiste visant à réserver le titre II du projet de loi [14 octobre 1992] (p. 3709) ; *Forni (Raymond) (VP)* (p. 3710) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3710).

- ***Wiltzer (Pierre-André)*** : s'étonne de la réserve du titre II du projet de loi et évoque les incidences d'une telle réserve sur l'organisation des travaux de l'Assemblée [14 octobre 1992] (p. 3710) ; *Forni (Raymond) (VP)* (p. 3710) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3710) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3710) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3711).

- ***Wiltzer (Pierre-André)*** : s'élève à nouveau contre les négociations extra-parlementaires entre le Gouvernement et le parti socialiste et interroge le Gouvernement sur le maintien ou non de la réserve du titre II du projet de loi sur la corruption [15 octobre 1992] (p. 3729) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 3729) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3729).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : demande au Gouvernement s'il a l'intention de lever la réserve du titre II du projet de loi sur la corruption [15 octobre 1992] (p. 3729) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 3730) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3730) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3729) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3730) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3730).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : regrette que le Gouvernement revienne sur sa décision de réserver le titre II sans que les députés « spécialistes » du titre II en aient été préalablement prévenus [15 octobre 1992] (p. 3730).

- ***Delattre (Francis)*** : souligne le caractère contradictoire des déclarations des ministres et l'imprécision du texte sur lequel va s'engager la discussion ; réclame la présence du Premier ministre [15 octobre 1992] (p. 3731)

- ***Vivien (Robert-André)*** : s'indigne des conditions dans lesquelles l'Assemblée nationale est appelée à travailler [15 octobre 1992] (p. 3731).

- ***Toubon (Jacques)*** : considère que le Gouvernement réduit le débat parlementaire à une « pantalonnade » et demande la réunion de la commission des lois [15 octobre 1992] (p. 3732).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : demande la réunion de la commission des lois afin d'examiner les amendements déposés par le Gouvernement [15 octobre 1992] (p. 3732, 3733) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3732, 3733).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : souhaite que l'Assemblée nationale ne siége pas le samedi [15 octobre 1992] (p. 3756) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 3756).

- ***Briand (Maurice)*** : regrette le report de la discussion sur le projet de loi relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits, dont il est le rapporteur [15 octobre 1992] (p. 3771) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 3771).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : s'élève contre le non-examen en commission de l'amendement n° 500 présenté par M. Yves Durand à titre personnel [15 octobre 1992] (p. 3771) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 3771) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3771) ; *Dosière (René)* (p. 3771) ; *Clément (Pascal)* (p. 3771).

- ***Vivien (Robert-André)*** : s'indigne que le secrétaire d'Etat chargé de la communication n'ait pas répondu à ses questions [16 octobre 1992] (p. 3814) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 3814).

- ***Vivien (Robert-André)*** : s'élève contre le silence du secrétaire d'Etat à la communication à l'occasion d'un débat qui concerne directement la presse [16 octobre 1992] (p. 3823).

- ***Toubon (Jacques)*** : considère que la réserve demandée par le Gouvernement sur l'amendement qu'il vient de défendre vise à faire échec à la volonté de la majorité de l'Assemblée [16 octobre 1992] (p. 3866) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 3866).

- ***Auberger (Philippe)*** : s'élève contre le commentaire de son intervention fait par le ministre de l'économie et réitère ses observations sur la crise monétaire [21 octobre 1992] (p. 4081).

- ***Alphandéry (Edmond)*** : s'élève contre la réserve des votes demandée par le ministre du budget [21 octobre 1992] (p. 4084) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4084).

- ***Brard (Jean-Pierre)*** : s'interroge sur la portée de la réserve des votes demandée par le ministre du budget et sur la volonté de dialogue du Gouvernement au cours de la discussion budgétaire [21 octobre 1992] (p. 4084) ; *Mazeaud (Pierre) (VP)* (p. 4084).

- ***Alphandéry (Edmond)*** : suggère au Gouvernement de ne recourir à la réserve des votes qu'en cas de difficulté manifeste [21 octobre 1992] (p. 4084).

- ***Alphandéry (Edmond)*** : s'élève contre la réserve des votes demandée par le ministre du budget ; constate l'absence de journalistes dans les tribunes de la presse [21 octobre 1992] (p. 4085) ; *Mazeaud (Pierre) (VP)* (p. 4085).

- ***Tardito (Jean)*** : reproche à M. Edmond Alphandéry de protester à la fois contre un scrutin public demandé par le groupe communiste et contre la réserve des votes demandée par le ministre du budget [21 octobre 1992] (p. 4085).

- ***Auberger (Philippe)*** : s'élève contre la réserve des votes demandée par le ministre du budget [21 octobre 1992] (p. 4085).

- ***Gantier (Gilbert)*** : s'élève contre la réserve des votes demandée par le ministre du budget [21 octobre 1992] (p. 4085) ; *Mazeaud (Pierre) (VP)* (p. 4085, 4086).

- ***Alphandéry (Edmond)*** : s'élève contre la réserve des votes demandée par le ministre du budget [21 octobre 1992] (p. 4096) ; *Mazeaud (Pierre) (VP)* (p. 4096) ; *Richard (Alain)* (p. 4096).

- ***Gantier (Gilbert)*** : s'élève contre la réserve des votes demandée par le ministre du budget [22 octobre 1992] (p. 4103).

- ***Thiémé (Fabien)*** : s'élève contre la fermeture de l'usine de Valenciennes du groupe Marly-industrie [22 octobre 1992] (p. 4127) ; *Hage (Georges) (VP)* (p. 4127) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4127).

- ***Ollier (Patrick)*** : s'élève contre le report au samedi 7 novembre de la discussion des crédits du ministère de la culture [23 octobre 1992] (p. 4201) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4201).

- ***Alphandéry (Edmond)*** : s'élève contre le report au samedi 7 novembre de la discussion des crédits du ministère de la culture [23 octobre 1992] (p. 4201) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 4202) ; *Malvy (Martin) (G)* (p. 4202).

- ***Auberger (Philippe)*** : s'élève contre le report au samedi 7 novembre de la discussion des crédits du ministère de la culture [23 octobre 1992] (p. 4202).

- ***Clément (Pascal)*** : proteste contre le report de la discussion des crédits du ministère de l'éducation nationale et de la culture [27 octobre 1992] (p. 4381).

- ***Bourg-Broc (Bruno)*** : proteste contre le report de la discussion des crédits du ministère de l'éducation nationale et de la culture [27 octobre 1992] (p. 4381).

- ***Vivien (Robert-André)*** : dénonce l'absence de réponses dans un délai raisonnable au questionnaire budgétaire sur les crédits du secrétariat d'Etat à la communication et proteste contre le report de la discussion de ces mêmes crédits [27 octobre 1992] (p. 4381).

- ***Brunhes (Jacques)*** : souligne les insuffisances du budget de l'Intérieur, se félicite de l'augmentation des effectifs affectés aux actions d'ilotage et annonce que le groupe communiste s'abstiendra sur le vote de ce budget [29 octobre 1992] (p. 4591) ; *Hage (Georges) (VP)* (p. 4951).

- ***Fèvre (Charles)*** : s'élève contre l'attitude du ministre de l'équipement, du logement et des transports ; lui reproche d'avoir mis en doute l'objectivité de M. Pierre-Rémy Houssin et la sienne ; considère erronée la présentation gouvernementale des crédits routiers [4 novembre 1992] (p. 4797) ; *Mazeaud (Pierre) (VP)* (p. 4797).

- ***Fourré (Jean-Pierre)*** : regrette que sa deuxième question relative au budget des services généraux du Premier ministre n'ait pas été appelée [7 novembre 1992] (p. 5004) ; *Mazeaud (Pierre) (VP)* : déclare ne pas avoir été saisi de sa deuxième question et précise que la responsabilité de cet oubli incombe à son groupe politique (p. 5004).

- ***Bourg-Broc (Bruno)*** : proteste contre la date et l'horaire retenus pour la discussion des crédits du ministère de la culture [7 novembre 1992] (p. 5007).

- ***Lequiller (Pierre)*** : déplore l'absence de communication en temps utile au Parlement du rapport Thélot portant bilan de la politique éducative malgré l'engagement pris par le ministre [10 novembre 1992] (p. 5131) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 5131).

- ***Micaux (Pierre)*** : s'interroge sur la suppression de la séance du 13 novembre, après-midi [12 novembre 1992] (p. 5217) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 5217).

- ***Gantier (Gilbert)*** : s'élève contre la non-communication par le Gouvernement à l'Assemblée nationale des chiffres du déficit de la loi de finances pour 1992 publiés par un quotidien du matin et demande au Gouvernement de donner à l'Assemblée l'état exact des finances publiques à la fin de l'année 1992 [17 novembre 1992] (p. 5520) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 5520).

- ***Brard (Jean-Pierre)*** : estime que l'amendement n° 228 rectifié de M. Dosière a été adopté alors qu'il a été déclaré rejeté [17 novembre 1992] (p. 5600) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 5600).

- ***Vasseur (Philippe)*** : considère que M. Henri Emmanuelli, Président de l'Assemblée nationale, a « outrepassé sa fonction » en l'interpellant lors de la séance de questions au Gouvernement [18 novembre 1992] (p. 5696) ; *Hage (Georges) (VP)* (p. 5696).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : rappelle qu'en 1959 le Gouvernement a participé aux débats sur le règlement de l'Assemblée nationale et se félicite, en conséquence, de la présence du Gouvernement à l'occasion du débat sur la modification introduite en application de l'article 88-4 de la Constitution [18 novembre 1992] (p. 5698).

- ***Roudy (Yvette)*** : déplore les conditions dans lesquelles a commencé la discussion des projets de loi sur l'éthique biomédicale [20 novembre 1992] (p. 5779) ; *Hage (Georges) (VP)* (p. 5779).

- ***Toubon (Jacques)*** : dénonce les errements dans l'organisation des débats tenant à l'inscription tardive à l'ordre du jour des projets de loi sur l'éthique biomédicale et aux lectures précipitées pour les projets sur l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et la réforme du code de procédure pénale [20 novembre 1992] (p. 5779) ; *Hage (Georges) (VP)* (p. 5780).

- ***Millet (Gilbert)*** : souhaite obtenir des éclaircissements sur l'organisation des prochains travaux de l'Assemblée [20 novembre 1992] (p. 5780).

- ***Chamard (Jean-Yves)*** : fait part de son émotion après les informations mettant en cause le ministère de la santé pour certaines pratiques passées d'autorisation de mise sur le marché [20 novembre 1992] (p. 5780) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5781).

- ***Mazeaud (Pierre)*** : considère que l'engagement de responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 1, de la Constitution doit porter sur une déclaration de politique générale et ne peut se limiter aux négociations du G.A.T.T. [25 novembre 1992] (p. 6024) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 6024).

- ***Lajoinie (André)*** : s'élève contre l'interprétation de certains médias qui concluent que le groupe communiste accordera sa confiance au Gouvernement [25 novembre 1992] (p. 6039) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 6039).

  Agriculture : politique agricole commune : *Lajoinie (André)* (p. 6039).

  Commerce extérieur : G.A.T.T. ; négociations avec les Etats-Unis : *Lajoinie (André)* (p. 6039).

  Communautés européennes : Traité de Maastricht : référendum : conséquences : *Lajoinie (André)* (p. 6039).

  Médias : désinformation : *Lajoinie (André)* (p. 6039) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 6039).

- ***Millon (Charles)*** : s'étonne que le débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux négociations du G.A.T.T. ne se conclut pas par des explications de vote ; note l'absence du Gouvernement et la méconnaissance par l'Assemblée du « compromis de Washington » ; précise que le groupe U.D.F. ne votera pas la confiance [25 novembre 1992] (p. 6049) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 6049).

  Commerce extérieur : G.A.T.T. : négociations avec les Etats-Unis : « compromis de Washington » : texte : *Millon (Charles)* (p. 6049, 6050).

  Gouvernement : soutien ; appel au consensus national : *Millon (Charles)* (p. 6049, 6050).

- ***Blanc (Jacques)*** : proteste « violemment » contre le refus du Gouvernement de s'engager sur l'utilisation immédiate du droit de veto contre les accords du G.A.T.T. [25 novembre 1992] (p. 6050) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 6050).

  Communautés européennes : G.A.T.T. : accords avec les Etats-Unis : veto français : *Blanc (Jacques)* (p. 6050).

- ***Auroux (Jean)*** : demande que le débat sur le G.A.T.T. se termine dans la dignité, précise que le groupe socialiste votera la confiance au Gouvernement et considère que

l'opposition, en manifestant son intention de voter contre, « trahit » la cause des agriculteurs et du monde rural [25 novembre 1992] (p. 6051).

Agriculture : avenir : *Auroux (Jean)* (p. 6050, 6051).

Gouvernement : soutien ; appel au consensus national : *Auroux (Jean)* (p. 6051).

- ***Pandraud (Robert)*** : précise que le texte du « compromis de Washington » passé dans le cadre des négociations du G.A.T.T. n'ayant pas été communiqué à l'Assemblée nationale, le groupe R.P.R. n'accordera pas sa confiance au Gouvernement [25 novembre 1992] (p. 6051).

Commerce extérieur : G.A.T.T. : négociations avec les Etats-Unis : « compromis de Washington » : texte : *Pandraud (Robert)* (p. 6051).

- ***Bohbot (David)*** : appelle l'attention sur l'absence totale depuis le début de l'examen du projet sur la transfusion sanguine des parlementaires du groupe R.P.R. [27 novembre 1992] (p. 6228).

- ***Masson (Jean-Louis)*** : s'indigne que le ministre de l'industrie ait interdit au Président d'Usinor-Sacilor de recevoir les membres de la mission d'information sur la sidérurgie mise en place par la commission de la production [2 décembre 1992] (p. 6427) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 6427) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 6427).

- ***Zeller (Adrien)*** : demande que l'indemnité parlementaire de M. Jean-Michel Boucheron (Charente) cesse de lui être versée [4 décembre 1992] (p. 6575) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 6575).

- ***Delalande (Jean-Pierre)*** : s'étonne d'une conception singulière des attributions ministérielles qui conduit le ministre des affaires sociales à soutenir des dispositions dont le ministre du travail a seul à connaître [8 décembre 1992] (p. 6273) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 6273).

- ***Gantier (Gilbert)*** : article 48 du règlement : s'élève contre les conditions d'examen des textes importants et demande un calendrier plus équilibré [9 décembre 1992] (p. 6800) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 6801).

- ***Barrot (Jacques)*** : article 162 du règlement : s'indigne que M. Jean-Michel Boucheron (Charente), inculpé, continue de percevoir son indemnité parlementaire et insiste pour que l'Assemblée adopte une résolution modifiant le règlement sur ce point [9 décembre 1992] (p. 6801) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 6801).

- ***Delalande (Jean-Pierre)*** : déplore les modifications incessantes de l'ordre du jour [10 décembre 1992] (p. 6885) ; *Mazeaud (Pierre) (VP)* (p. 6885).

- ***Chamard (Jean-Yves)*** : condamne les conditions dans lesquelles se déroule la discussion du projet de loi créant le Fonds de solidarité vieillesse [10 décembre 1992] (p. 6885).

- ***Wiltzer (Pierre-André)*** : s'élève contre l'organisation des travaux ; constate l'absence de représentants du groupe socialiste [15 décembre 1992] (p. 7239) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 7240).

- ***Barrot (Jacques)*** : souhaite que la procédure de saisine de la Haute Cour, qu'il considère comme ambigüe, soit rapidement modifiée et souligne que, contrairement à l'intitulé de l'article 68 de la Constitution, l'adoption de la résolution de renvoi devant la commission d'instruction de la Haute Cour ne signifie pas « mise en accusation » des deux ministres concernés [16 décembre 1992] (p. 7328) ; *Emmanuelli (Henri) (P)* (p. 7328).

- ***Lajoinie (André)*** : regrette que la proposition de réforme constitutionnelle déposée par le groupe communiste et visant à rendre les ministres justiciables devant les tribunaux ordinaires n'ait pas été examinée ; souhaite cependant que la procédure de saisine de la Haute Cour soit menée à son terme et demande une suspension de séance afin de délibérer sur le refus de vote du groupe socialiste [16 décembre 1992] (p. 7328).

- ***Millon (Charles)*** : rappelle le souci de justice et de vérité des groupes R.P.R., U.D.C. et U.D.F. et le souhait de leurs présidents d'une proposition de résolution de saisine de la Haute Cour établie par consensus ; précise que les groupes de l'opposition voteront l'amendement présenté par la commission spécialement élue afin de ne pas interrompre le processus de saisine [16 décembre 1992] (p. 7328, 7329).

- ***Lajoinie (André)*** : rappelle l'importance de l'amendement présenté par la commission spécialement élue et interpelle les membres du groupe socialiste afin qu'ils ne s'opposent pas à la saisine de la Haute Cour [16 décembre 1992] (p. 7329).

- ***Auroux (Jean)*** : rappelle la gravité du vote que va émettre l'Assemblée nationale ; s'inquiète de l'utilisation politique de son résultat et d'une éventuelle erreur judiciaire ; réaffirme que le groupe socialiste ne participera pas au vote de la résolution de renvoi [16 décembre 1992] (p. 7330, 7331).

- ***Hyest (Jean-Jacques)*** : considère que la discussion du projet de loi relatif à la prévention de la corruption mérite un « débat ouvert » [17 décembre 1992] (p. 7432) ; *Forni (Raymond) (VP)* (p. 7432).

- ***Toubon (Jacques)*** : regrette les conditions « indignes » dans lesquelles ont été discutés les projets de loi sur la prévention de la corruption, portant diverses mesures d'ordre social et sur le code de procédure pénale ; signale que l'opposition saisira le Conseil constitutionnel de certaines dispositions du projet de loi sur la prévention de la corruption [18 décembre 1992] (p. 7502) ; *Bonnet (Alain)* (p. 7503) ; *Lordinot (Guy)* (p. 7503).

- ***Pandraud (Robert)*** : s'interroge sur l'organisation des travaux de l'Assemblée nationale et sur l'éventualité d'une session extraordinaire [19 décembre 1992] (p. 7581) ; *Emmanuelli (Henri) (P)* (p. 7581).

- ***Préel (Jean-Luc)*** : s'élève « vivement » contre les conditions de travail imposées aux députés en fin de session [19 décembre 1992] (p. 7604) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 7604).

- ***Chamard (Jean-Yves)*** : proteste contre les modifications de l'ordre du jour [19 décembre 1992] (p. 7604) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 7604).

- ***Hyest (Jean-Jacques)*** : proteste contre le dépôt d'amendements en dernière minute sur le projet de loi portant prévention de la corruption [19 décembre 1992] (p. 7604) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7605).

- ***Zeller (Adrien)*** : s'inquiète du dépôt d'amendements nouveaux en dernière minute sur le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [19 décembre 1992] (p. 7605).

- ***Jacquaint (Muguette)*** : souhaite que d'éventuels amendements déposés sur le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social fassent l'objet d'un examen approfondi ; proteste contre les conditions de travail [19 décembre 1992] (p. 7605) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 7605).

- ***Chamard (Jean-Yves)*** : constate que le texte du projet de loi relatif à la prévention de la corruption, quoique sur le point d'être discuté, n'a pas été distribué [19 décembre 1992] (p. 7605) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 7605).

- ***Chamard (Jean-Yves)*** : s'élève contre les nombreux changements d'ordre du jour [19 décembre 1992] (p. 7632).

- ***Zeller (Adrien)*** : demande le report de la discussion du projet de loi sur les diverses mesures d'ordre social (D.M.O.S.) du lundi 21 décembre au mardi 22 décembre [19 décembre 1992] (p. 7632) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 7633) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7633).

- ***Dosière (René)*** : fait part de l'intensité avec laquelle il a ressenti l'honneur d'être député et souhaite l'aboutissement des réformes constitutionnelles qui accroîtront les pouvoirs de l'Assemblée [20 décembre 1992] (p. 7667).

- ***Alphandéry (Edmond)*** : regrette l'introduction en nouvelle lecture d'amendements de fond par le Gouvernement [22 décembre 1992] (p. 7809) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 7809).

- ***Gantier (Gilbert)*** : s'élève contre les méthodes de travail de l'Assemblée [23 décembre 1992] (p. 7894) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7895).

RECHERCHE

2. Projet de loi n° 2622 relatif au **contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés** et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Sénat (première lecture). - **N° 5** (1991-1992). - Dépôt le 3 octobre 1991 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et MM. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie et Brice Lalonde, ministre de l'environnement. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Pierre Laffitte. - Rapport **n° 276** (11 février 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 21 avril 1992. - Projet de loi **n° 107** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2622**. - Dépôt le 22 avril 1992. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Daniel Chevallier (29 avril 1992). - Rapport **n° 2709** (19 mai 1992). - Discussion et adoption le 25 mai 1992. - Projet de loi **n° 644.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 362** (1991-1992). - Dépôt le 26 mai 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Pierre Laffitte. - Rapport **n° 426** (18 juin 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 22 juin 1992. - Projet de loi **n° 156** (1991-1992).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 2816.** - Dépôt le 23 juin 1992. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Daniel Chevallier. - Rapport **n° 2817** (24 juin 1992). - Discussion et adoption le 26 juin 1992. - Projet de loi **n° 689.**

Sénat (troisième lecture). - **N° 457** (1991-1992). - Dépôt le 29 juin 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 27 juin 1992] (p. 8495). - Réunion le 30 juin 1992. - Bureau [*J.O.* du 1er juillet 1992] (p. 8653).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Daniel Chevallier. - Rapport **n° 2868** (30 juin 1992). - Discussion et adoption le 30 juin 1992. - Projet de loi **n° 704.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Pierre Laffitte. - Rapport **n° 468** (30 juin 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption définitive le 1er juillet 1992. - Projet de loi **n° 179** (1991-1992).

Loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 publiée au *J.O.* du 16 juillet 1992 (p. 9523).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 1992] (p. 1590).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission de la production : *Chevallier (Daniel)* (p. 1590).

Interventions du Gouvernement : Royal (Ségolène) (p. 1592) ; *Curien (Hubert)* (p. 1593).

Discussion générale : Mesmin (Georges) (p. 1594) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1595) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1597) ; *Pierna (Louis)* (p. 1597).

Principaux thèmes développés :

Administration : soumission de la recherche à une procédure d'agrément : *Curien (Hubert) (G)* (p. 1593) ; *Mesmin (Georges)* (p. 1594) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1596).

Agriculture : conséquences sur l'agriculture des organismes génétiquement modifiés : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1592) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1596) ; *Pierna (Louis)* (p. 1598).

Brevets : « brevetabilité » du vivant : *Chevallier (Daniel)* (p. 1591) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1595).

Communautés européennes : directives 90/219 et 90/220 du 23 avril 1990 relatives à l'utilisation et à la dissémination d'organismes génétiquement modifiés : *Chevallier (Daniel)* (p. 1591) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1592, 1593) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 1593) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1597) ; *Pierna (Louis)* (p. 1597, 1599).

Coopération et développement : relations Nord/Sud : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1592) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1595).

Défense : recherche et expériences génétiques : *Pierna (Louis)* (p. 1598).

Droit pénal : sanctions : *Pierna (Louis)* (p. 1599).

Entreprises :

- centres de recherche : implantation en France : *Curien (Hubert) (G)* (p. 1593, 1594) ;
- confidentialité et concurrence avec l'étranger : *Curien (Hubert) (G)* (p. 1593) ; *Mesmin (Georges)* (p. 1594) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1596) ; *Pierna (Louis)* (p. 1598).

Environnement :

- associations : consultation : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1593) ;
- Conférence de Rio : *Chevallier (Daniel)* (p. 1590) ;
- écosystèmes : protection : *Chevallier (Daniel)* (p. 1591) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1593) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 1594) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1596, 1597) ; *Pierna (Louis)* (p. 1598).

Installations classées : application aux organismes génétiquement modifiés de la loi du 19 juillet 1976 : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1592, 1593) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1597) ; *Pierna (Louis)* (p. 1599).

Opinion publique : transparence de l'information : *Chevallier (Daniel)* (p. 1591) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1592, 1593) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 1593) ; *Mesmin (Georges)* (p. 1594) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1595, 1596, 1597) ; *Pierna (Louis)* (p. 1598).

Parlement :

- consultation en amont : *Chevallier (Daniel)* (p. 1591, 1592) ; *Mesmin (Georges)* (p. 1594) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1595) ; *Pierna (Louis)* (p. 1599) ;
- Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : *Chevallier (Daniel)* (p. 1591) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1592) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 1593) ; *Mesmin (Georges)* (p. 1594) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1595) ;
- Sénat : texte : *Chevallier (Daniel)* (p. 1591) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1592) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1597).

Vie, médecine et biologie : génie génétique :

- autorisation de mise sur le marché : procédure : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1593) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1596) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1597) ;
- biotechnologies : historique : *Chevallier (Daniel)* (p. 1590) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1595) ; *Pierna (Louis)* (p. 1598) ;
- dissémination : procédures : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1593) ;
- enjeux économiques et sanitaires : *Chevallier (Daniel)* (p. 1591) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1592) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 1593, 1594) ; *Mesmin (Georges)* (p. 1594) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1595) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1597) ;
- organes consultatifs : *Chevallier (Daniel)* (p. 1591) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1592) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1596) ; *Pierna (Louis)* (p. 1598) ;
- propriété des organismes génétiquement modifiés : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1592) ; *Mesmin (Georges)* (p. 1594).

Discussion des articles [25 mai 1992] (p. 1599).

Titre Ier : *dispositions générales.*

Article 1er *(définitions) :* adopté (p. 1599).

Article 2 *(champ d'application de la loi) :* adopté (p. 1599).

Article 3 *(organes consultatifs)* (p. 1599) : adopté après modifications (p. 1603).

Discussion commune des amendements nos 40 et 1.

Amendement n° 40 de M. Roger Gouhier (précise que la commission de génie génétique propose les mesures de confinement souhaitables, émet des avis sur les installations et les opérations d'utilisation des organismes génétiquement modifiés et peut déléguer des membres pour le contrôle de ces installations et de ces opérations) (p. 1599) : rejeté (p. 1600).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 1600).

Amendement n° 1 de la commission (précise que la commission de génie génétique propose les mesures de confinement souhaitables pour prévenir les risques liés à l'utilisation des organismes génétiquement modifiés et peut déléguer des membres pour le contrôle de ces installations et de ces opérations) (p. 1599) : adopté après modifications (p. 1600).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1600).

Sous-amendement n° 52 du Gouvernement (précise que les délégués peuvent visiter les installations lors de l'instruction des demandes d'agrément) (p. 1599) : adopté (p. 1600).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 1600).

Discussion commune des amendements n°s 2, 39 et 36.

Amendement n° 2 de la commission (étend la composition de la commission de génie génétique à des représentants du Parlement et d'associations de protection de l'environnement) : retiré (p. 1600).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1600).

Défavorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 1600).

Amendement n° 39 de M. Roger Gouhier (étend la composition de la commission de génie génétique à des parlementaires, des élus locaux, des personnalités représentant les professions et personnels concernés et des représentants des associations de protection de l'environnement et des consommateurs) : rejeté (p. 1600).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 1600).

Défavorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 1600).

Amendement n° 36 de M. Germain Gengenwin (étend la composition de la commission de génie génétique à des représentants des associations de protection de l'environnement) : rejeté (p. 1600).

Défavorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 1600).

Amendement n° 59 du Gouvernement (prévoit que les scientifiques compétents en matière de protection de l'environnement et de la santé publique représentent au moins le tiers de la commission) : adopté (p. 1600).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 1600).

Observations : *Gengenwin (Germain)* (p. 1600).

Commission de génie génétique : nombre de membres : *Gengenwin (Germain)* (p. 1600) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 1600).

Discussion commune des amendements n°s 3 et 41.

Amendement n° 3 de la commission (autorise les membres de la commission de génie génétique à joindre leur contribution personnelle au rapport annuel) : adopté (p. 1601).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1601).

Défavorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 1601).

Amendement n° 41 de M. Roger Gouhier (prévoit que les opinions des membres de la commission sont jointes, à leur demande, au rapport annuel) : satisfait (p. 1601).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 1601).

Défavorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 1601).

Amendement n° 4 de la commission (prévoit que la commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire est chargée d'évaluer les risques liés à la mise sur le marché de produits composés en tout ou partie d'organismes génétiquement modifiés ou issus de tels organismes, et non de produits consistant en organismes génétiquement modifiés ou en contenant) : adopté après modifications (p. 1601).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1601).

Observations : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1601).

Sous-amendement n° 32 de M. Georges Mesmin (prévoit que la commission définit également les conditions d'emploi et de présentation des organismes génétiquement modifiés) : adopté (p. 1601).

Défavorable : *Chevallier (Daniel)* (p. 1601).

Sous-amendement n° 53 du Gouvernement (supprime l'évaluation des risques liés à la mise sur le marché des produits issus d'organismes génétiquement modifiés des compétences de la commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire) : adopté (p. 1601).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1601).

Amendement n° 42 de M. Roger Gouhier (prévoit que la commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire définit également les conditions d'emploi et de présentation des organismes génétiquement modifiés) : satisfait (p. 1601).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 1601).

Discussion commune des amendements n°s 5, 37 et 43.

Amendement n° 5 de la commission (ajoute des représentants du Parlement et précise la qualité des représentants des milieux associatifs et professionnels appelés à siéger à la commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire) : adopté après modifications (p. 1602).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1602).

Sous-amendement n° 54 du Gouvernement (supprime les représentants du Parlement autres que le membre de l'Office) : adopté (p. 1602).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1602).

Amendement n° 37 de M. Germain Gengenwin (précise la qualité des représentants des milieux associatifs et professionnels appelés à siéger à la commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire) : satisfait (p. 1602).

Amendement n° 43 de M. Roger Gouhier (ajoute des représentants du Parlement, des élus locaux et précise la qualité des représentants des milieux associatifs et professionnels appelés à siéger à la commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire) : satisfait (p. 1602).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 1602).

Amendement n° 44 de M. Roger Gouhier (prévoit que la commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire émet un avis sur l'autorisation préalable des disséminations volontaires et sur l'autorisation de mise sur le marché) : rejeté (p. 1602).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 1602).

Discussion commune des amendements n°s 6 et 45.

Amendement n° 6 de la commission (autorise les membres de la commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire à joindre leur contribution personnelle au rapport annuel) (p. 1602) : adopté (p. 1603).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1602).

Défavorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 1602).

Amendement n° 45 de M. Roger Gouhier (prévoit que les opinions des membres de la commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire sont jointes, à leur demande, au rapport annuel) (p. 1602) : satisfait (p. 1603).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 1602).

Titre II : *dispositions relatives à l'utilisation confinée des organismes génétiquement modifiés.*

Article 4 *(classement des organismes et micro-organismes génétiquement modifiés) :* adopté (p. 1603).

Article 5 *(utilisation confinée des organismes génétiquement modifiés) :* adopté (p. 1603).

Amendement n° 46 de M. Roger Gouhier (prévoit que les modalités du confinement sont définies après avis favorable de la commission de génie génétique) : rejeté (p. 1603).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 1603).

Défavorables : *Chevallier (Daniel)* (p. 1603) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 1603).

Amendement n° 33 de M. Georges Mesmin (prévoit que l'avis de la commission de génie génétique est obligatoire et non facultatif) : rejeté (p. 1603).

Défavorables : *Chevallier (Daniel)* (p. 1603) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 1603).

Article 6 *(agrément des utilisations d'organismes génétiquement modifiés à des fins de recherche)* (p. 1603) : adopté après modifications (p. 1606).

Observations : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1604) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1604).

Administration : soumission de la recherche à une procédure d'agrément : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1604) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1604).

Installations classées : installations industrielles : *Gengenwin (Germain)* (p. 1604).

Opinion publique : transparence de l'information : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1604).

Amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté (p. 1604).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1604).

Amendement n° 8 corrigé de la commission (prévoit que toute demande d'agrément est soumise à une enquête auprès du public réalisée sur la base d'un rapport élaboré par l'exploitant, transmis à l'autorité administrative et aux maires des communes concernées ; précise que l'autorité administrative statue sur la demande d'agrément à l'issue d'un délai de deux mois suivant la transmission du rapport) (p. 1604) : adopté après modifications (p. 1605).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1604).

Favorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1605).

Sous-amendement n° 62 du Gouvernement (précise que l'enquête est réalisée pour les installations qui utilisent pour la première fois des organismes génétiquement modifiés) (p. 1604) : adopté (p. 1605).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1605).

Sous-amendement n° 63 du Gouvernement (porte le délai d'examen de l'autorité administrative de deux à trois mois) (p. 1604) : adopté (p. 1605).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1605).

Sous-amendement n° 64 du Gouvernement (réserve la procédure d'enquête publique aux installations pouvant présenter des risques graves pour l'environnement) (p. 1604) : adopté (p. 1605).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1605).

Amendement n° 9 de la commission (prévoit la publicité des jugements de condamnation) : adopté (p. 1605).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1605).

Amendement n° 10 de la commission (supprime le plafond du versement accompagnant toute demande d'agrément) : retiré (p. 1605).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1605).

Amendement n° 65 corrigé du Gouvernement (fixe provisoirement le plafond du versement accompagnant toute demande d'agrément à 20 000 F ; prévoit qu'un arrêté ministériel en définit les modalités de calcul pour chaque catégorie de dossier ; laisse aux lois de finances le soin de réviser ces dispositions et de déterminer les modalités de répartition de ce versement) : adopté après rectification (p. 1605).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 1605).

Administration : arrêté interministériel : *Curien (Hubert) (G)* (p. 1605).

Amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 1605) : adopté (p. 1606).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1606).

Article 7 *(modification de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement)* (p. 1606) : adopté après modifications : (p. 1607).

Amendement n° 55 du Gouvernement (autorise l'administration à faire opposition à certaines pratiques ou utilisations concernant les organismes génétiquement modifiés pathogènes ou non) : adopté (p. 1606).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1606).

Amendement n° 12 de la commission (prévoit que le Conseil supérieur des installations classées doit être consulté avant que le ministre arrête les prescriptions générales applicables aux installations classées) : adopté (p. 1606).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1606).

Amendement n° 13 de la commission (prévoit la consultation du Conseil supérieur des installations classées et la possibilité pour l'exploitant de présenter ses observations en cas de suspension administrative de l'exploitation) : adopté (p. 1606).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1606).

Amendement n° 14 de la commission (soumet les décisions individuelles prises en application de la loi de 1976 à un contentieux de pleine juridiction) : adopté après correction (p. 1606).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1606).

Discussion commune des amendements n°s 60 et 15.

Amendement n° 60 du Gouvernement (précise que les sommes issues de la consignation peuvent être utilisées pour payer l'exécution d'office des travaux et donne à l'Etat un privilège de premier rang pour le recouvrement de ces sommes) : adopté (p. 1607).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1607).

Amendement n° 15 de la commission (précise que les sommes consignées peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office) : satisfait (p. 1607).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1607).

Amendement n° 16 de la commission (donne à l'Etat un privilège de premier rang pour le recouvrement des sommes consignées et permet au juge administratif d'ordonner, par voie de référé, la mainlevée à une opposition manifestement infondée) : adopté après modifications (p. 1607).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1607).

Favorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1607).

Sous-amendement n° 66 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 1607).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1607).

Article 7 *bis* nouveau *(délivrance du permis de construire)* (p. 1607) : adopté après modifications (p. 1608).

Amendement n° 51 de M. Paul-Louis Tenaillon (de suppression) : non soutenu (p. 1607).

Amendement n° 56 du Gouvernement (prévoit que la demande de permis de construire concernant une installation soumise à autorisation ne peut être déposée qu'après l'enquête publique et supprime les dispositions subordonnant la demande de permis de construire à la déclaration de l'installation) (p. 1607) : adopté (p. 1608).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1607).

Amendement n° 17 de la commission (prévoit que le permis de construire concernant une installation soumise à autorisation ne peut être délivré qu'après obtention de l'autorisation et ne peut être réputé accordé qu'à l'expiration d'un délai d'un mois après la date de délivrance de l'autorisation) (p. 1607) : devenu sans objet (p. 1608).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1608).

Titre III : *dispositions relatives à la dissémination volontaire et à la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés.*

Article 8 *(exclusion du transport des organismes génétiquement modifiés) :* adopté (p. 1608).

Chapitre Ier : *dissémination volontaire à toute fin autre que la mise sur le marché.*

Article 9 *(définition de la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés) :* adopté (p. 1608).

Article 10 *(autorisation préalable des disséminations volontaires) :* adopté (p. 1608).

Discussion commune des amendements n°s 47 et 34 rectifié.

Amendement n° 47 de M. Roger Gouhier (prévoit que l'autorisation est délivrée après avis favorable de la commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire) : rejeté (p. 1608).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 1608).

Amendement n° 34 rectifié de M. Georges Mesmin (prévoit que l'autorisation est délivrée après avis de la commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire) : rejeté (p. 1608).

Article 11 *(information du public sur les effets des disséminations volontaires)* (p. 1608) : adopté après modifications (p. 1609).

Amendement n° 18 de la commission (prévoit que toute dissémination volontaire sera soumise à une enquête publique sur la base d'un rapport élaboré par le demandeur) (p. 1608) : retiré (p. 1609).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1608).

Discussion commune des amendements n°s 57 et 48.

Amendement n° 57 du Gouvernement (affirme le droit à l'information de la population sur les disséminations) : adopté (p. 1609).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1609).

Amendement n° 48 de M. Roger Gouhier (affirme le droit à l'information de la population sur les disséminations et prévoit une enquête publique avant toute autorisation de dissémination) : devenu sans objet (p. 1609).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 1609).

Article 12 *(contrôle des disséminations volontaires) :* adopté (p. 1609).

Chapitre II : *mise sur le marché.*

Article 13 *(définition de la mise sur le marché) :* adopté (p. 1609).

Article 14 *(exigence d'une autorisation de la mise sur le marché)* (p. 1609) : adopté (p. 1610).

Observations : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1609) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1610).

Autorisation de mise sur le marché : cas des pays étrangers : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1610) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1610).

Droit de veto : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1609) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1610).

Pharmacie : médicaments et produits phytosanitaires : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1609) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1610).

Discussion commune des amendements n°s 49 et 35 rectifié.

Amendement n° 49 de M. Roger Gouhier (prévoit que l'autorisation est délivrée après avis favorable de la commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire) : rejeté (p. 1610).

Amendement n° 35 rectifié de M. Georges Mesmin (prévoit que l'autorisation est délivrée après avis de la commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire) : rejeté (p. 1610).

Article 15 *(clause de sauvegarde) :* adopté (p. 1610).

Article 16 *(produits déjà soumis à une procédure d'homologation ou de mise sur le marché) :* adopté (p. 1610).

Article 17 *(constatation des infractions) :* adopté (p. 1610).

Chapitre III : *dispositions communes.*

Article 18 *(obligations du titulaire d'une autorisation en cas de nouvelle appréciation des risques) :* adopté (p. 1610).

Article 19 *(intervention de l'administration en cas de nouvelle appréciation des risques) :* adopté (p. 1610).

Article 20 *(communication des informations fournies à l'appui des demandes d'autorisation de dissémination volontaire et de mise sur le marché)* (p. 1610) : adopté après modifications (p. 1612).

Amendement n° 19 de la commission (supprime la référence aux « secrets protégés par la loi ») : retiré (p. 1611).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1611).

Défavorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1611).

Amendement n° 20 de la commission (de précision) : adopté (p. 1611).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1611).

Amendement n° 21 de la commission (mentionne la « description synthétique » des organismes génétiquement modifiés dans la liste des informations communicables aux tiers) : adopté (p. 1611).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1611).

Observations : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1611).

Amendement n° 22 de la commission (met le dispositif de transmission des informations en conformité avec la directive 90/220) : adopté (p. 1611).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1611).

Amendement n° 58 du Gouvernement (supprime le régime de responsabilité de l'Etat prévue en cas de divulgation d'informations confidentielles consécutive à une transmission d'informations à la commission des Communautés européennes) : rejeté (p. 1611).

Soutenu par : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1611).

Défavorable : *Chevallier (Daniel)* (p. 1611).

Amendement n° 23 de la commission (précise que la responsabilité de l'Etat n'est engagée, en cas de divulgation d'informations confidentielles, que jusqu'à l'adoption d'un règlement communautaire apportant toutes les garanties requises) (p. 1611) : adopté (p. 1612).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1611).

Défavorable : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1611).

Amendement n° 50 de M. Roger Gouhier (supprime les dispositions excluant les activités couvertes par le secret de la défense nationale) : rejeté (p. 1612).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 1612).

Défavorables : *Chevallier (Daniel)* (p. 1612) ; *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1612).

Défense : guerre bactériologique : *Pierna (Louis)* (p. 1612).

Article 21 *(versement représentatif des frais d'instruction) :* adopté après modifications (p. 1612).

Discussion commune des amendements n°s 24 et 61.

Amendement n° 24 de la commission (supprime toute référence au montant maximal du versement exigible) : retiré (p. 1612).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1612).

Amendement n° 61 du Gouvernement (fixe provisoirement le plafond du versement accompagnant toute demande d'autorisation de dissémination ou de mise sur le marché à 20 000 F ; prévoit qu'un arrêté ministériel en définit les modalités de calcul pour chaque catégorie de dossier ; laisse aux lois de finances le soin de réviser certaines dispositions et de déterminer les modalités de répartition de ce versement) : adopté (p. 1612).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 1612).

Amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1612).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1612).

Article 22 *(sanctions administratives applicables en cas de non-respect des conditions de l'autorisation)* (p. 1612) : adopté après modifications (p. 1613).

Amendement n° 26 de la commission (de rectification) : adopté (p. 1613).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1612).

Amendement n° 27 de la commission (instaure une compétence liée de l'administration au stade de la mise en demeure) : adopté (p. 1613).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1613).

Article 23 *(sanctions administratives du défaut d'autorisation de dissémination) :* adopté (p. 1613).

Article 24 *(sanctions administratives du défaut d'autorisation de mise sur le marché) :* adopté (p. 1613).

Article 25 *(recouvrement des sommes consignées ou avancées par l'Etat) :* adopté après modifications (p. 1613).

Amendement n° 28 de la commission (donne au juge administratif, statuant en référé, la possibilité de passer outre à une opposition manifestement infondée) : adopté (p. 1613).

Chapitre IV : *dispositions pénales.*

Article 26 *(sanctions pénales du défaut d'autorisation)* : adopté après modifications (p. 1613).

Amendement n° 29 de la commission (précise les peines applicables en cas de récidive du délit de dissémination ou de mise sur le marché sans autorisation) : adopté (p. 1613).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1613).

Article 27 *(sanctions pénales en cas de non-respect des mesures prescrites par l'administration)* (p. 1613) : adopté après modifications (p. 1614).

Amendement n° 30 de la commission (étend à la mise sur le marché les sanctions pénales applicables en cas de non-respect de la mise en demeure de l'administration) (p. 1613) : adopté (p. 1614).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1613).

Article 28 *(sanctions pénales en cas d'obstacle à l'exercice des fonctions des agents chargés de rechercher et de constater les infractions)* : adopté (p. 1614).

Article 29 *(mesures de publicité des condamnations)* : adopté (p. 1614).

Chapitre V : *dispositions diverses.*

Article 30 *(décret en Conseil d'Etat)* : adopté (p. 1614).

Après l'article 30 :

Discussion des amendements identiques n°s 31 et 38 (permettent aux associations de protection de l'environnement agréées de se porter partie civile).

Amendement n° 31 de la commission : adopté (p. 1614).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1614).

Amendement n° 38 de M. Germain Gengenwin : adopté (p. 1614).

Amendement n° 67 de la commission (évite que certains producteurs de semences n'échappent à la taxe professionnelle et ne bénéficient d'une mesure réservée aux seuls exploitants agricoles) : adopté (p. 1614).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 1614).

Explications de vote : *Pierna (Louis)* (p. 1614) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1614) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1615) ; *Mesmin (Georges)* (p. 1615).

Intervention du Gouvernement : Royal (Ségolène) (p. 1614).

Communautés européennes : directives : application : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1614).

Entreprises : confidentialité et concurrence avec l'étranger : *Mesmin (Georges)* (p. 1615).

Environnement : protection : *Royal (Ségolène) (G)* (p. 1614) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1615).

Vie, médecine et biologie : génie génétique : enjeux : *Gengenwin (Germain)* (p. 1615).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Pierna (Louis)* (p. 1614).

Groupe socialiste : pour : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1615).

Groupe U.D.C. : abstention : *Gengenwin (Germain)* (p. 1615).

Groupe U.D.F. : abstention : *Mesmin (Georges)* (p. 1615).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1615).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juin 1992] (p. 2900).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- *rapport de la commission de la production : Chevallier (Daniel)* (p. 2900).

Intervention du Gouvernement : Curien (Hubert) (p. 2901).

Discussion générale : Gengenwin (Germain) (p. 2902) ; *Briane (Jean)* (p. 2902) ; *Mesmin (Georges)* (p. 2903).

Réponse du Gouvernement : Curien (Hubert) (p. 2903).

Principaux thèmes développés :

Agriculture : producteurs de semences : exonération de la taxe professionnelle : *Briane (Jean)* (p. 2902, 2903) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 2903).

Communautés européennes : directives 90/219 et 90/220 du 23 avril 1990 relatives à l'utilisation et à la dissémination d'organismes génétiquement modifiés : *Chevallier (Daniel)* (p. 2901).

Entreprises : confidentialité et responsabilité de l'Etat : *Chevallier (Daniel)* (p. 2901) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 2902, 2903) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 2902) ; *Mesmin (Georges)* (p. 2903).

Environnement :

- associations : consultation : *Curien (Hubert) (G)* (p. 2901, 2902) ;
- protection : *Chevallier (Daniel)* (p. 2901) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 2901).

Installations classées :

- application aux organismes génétiquement modifiés de la loi du 19 juillet 1976 : *Chevallier (Daniel)* (p. 2901) ;
- contentieux : *Gengenwin (Germain)* (p. 2902) ;
- permis de construire : *Curien (Hubert) (G)* (p. 2902).

Opinion publique : transparence de l'information : *Chevallier (Daniel)* (p. 2901) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 2901, 2902) ; *Mesmin (Georges)* (p. 2903).

Parlement : Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : *Chevallier (Daniel)* (p. 2901).

Discussion des articles [26 juin 1992] (p. 2903).

Article 6 *(agrément des utilisations d'organismes génétiquement modifiés à des fins de recherche ou d'enseignement)* (p. 2903) : adopté (p. 2904).

Amendement n° 1 de la commission (précise que le dossier mis à la disposition du public ne doit contenir aucune information dont la divulgation pourrait porter atteinte aux secrets protégés par la loi ou porter préjudice aux intérêts de l'exploitant) : retiré (p. 2904).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 2904).

Amendements n°s 2 et 3 de la commission (rédactionnels) : retirés (p. 2904).

Soutenus par : *Chevallier (Daniel)* (p. 2904).

Article 7 *(modification de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement)* (p. 2904) : adopté après modifications (p. 2905).

Amendement n° 6 du Gouvernement (précise que l'utilisation dans une installation déclarée ou autorisée d'organismes, de produits, de substances ou de procédés de fabrication justifiant une surveillance particulière peut être soumise à un agrément de l'autorité administrative) : adopté après modifications (p. 2904).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 2904).

Favorable : *Chevallier (Daniel)* (p. 2904).

Sous-amendement n° 9 de la commission (de précision) : adopté (p. 2904).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 2904).

Amendement n° 4 de la commission (réintroduit les dispositions affirmant que le contentieux des installations classées est un contentieux de pleine juridiction et précise les décisions individuelles concernées) (p. 2904) : adopté après modifications (p. 2905).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 2904).

Sous-amendement n° 10 de M. Daniel Chevallier (de coordination) (p. 2904) : adopté (p. 2905).

Sous-amendement n° 7 du Gouvernement (de coordination) (p. 2904) : devenu sans objet (p. 2905).

Article 7 bis *(délivrance du permis de construire des installations soumises à autorisation)* : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 8 (p. 2905).

Amendement n° 8 du Gouvernement (dispose que pour des travaux soumis à permis de construire concernant une installation soumise à autorisation, la demande de permis de construire ne peut être déposée qu'après l'accomplissement de l'enquête publique) : adopté (p. 2905).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 2905).

Article 11 *(information du public sur les effets des disséminations volontaires)* : adopté (p. 2905).

Article 20 *(communication des informations fournies à l'appui des demandes d'autorisation de dissémination volontaire et de mise sur le marché)* : adopté (p. 2905).

Article 21 *(versement représentatif des frais d'instruction)* : adopté (p. 2905).

Article 25 *(recouvrement des sommes consignées ou avancées par l'Etat)* (p. 2905) : adopté (p. 2906).

Article 31 *(droit pour les associations de se porter partie civile)* : adopté après modifications (p. 2906).

Amendement n° 5 de la commission (élargit le droit aux cas de préjudice indirect) : adopté (p. 2906).

Soutenu par : *Chevallier (Daniel)* (p. 2906).

Article 32 *(assujettissement à la taxe professionnelle de certains producteurs de semences)* : supprimé par le Sénat (p. 2906).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2906).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 1992] (p. 3069).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission mixte paritaire : *Chevallier (Daniel)* (p. 3069).

Intervention du Gouvernement : Curien (Hubert) (p. 3070).

Discussion générale : Toubon (Jacques) (p. 3070).

Réponse du Gouvernement : Curien (Hubert) (p. 3070).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes : directives 90/219 et 90/220 du 23 avril 1990 relatives à l'utilisation et à la dissémination d'organismes génétiquement modifiés : *Chevallier (Daniel)* (p. 3069).

Entreprises : confidentialité : *Curien (Hubert) (G)* (p. 3070) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3070).

Environnement : associations : droit de se porter partie civile : *Chevallier (Daniel)* (p. 3069).

Installations classées :

- contentieux : *Chevallier (Daniel)* (p. 3069) ;
- permis de construire : *Chevallier (Daniel)* (p. 3069).

Opinion publique : transparence de l'information : *Curien (Hubert) (G)* (p. 3070).

Parlement : Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : *Chevallier (Daniel)* (p. 3069).

Vie, médecine et biologie : non-inscription à l'ordre du jour de trois projets de loi : *Toubon (Jacques)* (p. 3070) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 3070).

Texte de la commission mixte paritaire [30 juin 1992] (p. 3070).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 3071).

Questions au Gouvernement :

- **n° 1189 - Politique de la recherche :** *Gallet (Bertrand).* Réponse : *Curien (Hubert),* ministre de la recherche et de l'espace [22 avril 1992] (p. 610, 611) :

Politique spatiale européenne : cinquantième lancement réussi de la fusée Ariane ; position commerciale de la société Ariane-Espace ; programme Olympus : perspectives.

Questions orales sans débat :

- **n° 543 - Recherche (C.N.R.S.) :** *Belorgey (Jean-Michel)* à M. le ministre de la recherche et de l'espace, suppléé par : *Françaix (Michel)* : publiée au *J.O.* du 8 avril 1992 (p. 363). Réponse : *Curien (Hubert),* ministre de la recherche et de l'espace [10 avril 1992] (p. 440, 441) :

Comité national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) : réforme ; nombre de sections : réduction ; conséquences ; études orientales : renouvellement.

- **n° 553 - Recherche (établissements : Gard) :** *Benedetti (Georges)* à M. le secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire : publiée au *J.O.* du 22 avril 1992 (p. 596). Réponse : *Laignel (André),* secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire [24 avril 1992] (p. 710, 711) :

Site de Marcoule : emploi et activité ; Atalante : mise en activité ; Phénix : redémarrage ; stockage profond : étude et mise en place de laboratoires souterrains.

- **n° 576 - Recherche (établissements) :** *Mandon (Thierry)* à Mme le ministre de l'environnement, suppléé par *Bassinet (Philippe)* : publiée au *J.O.* du 20 mai 1992 (p. 1430, 1431). Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire [22 mai 1992] (p. 1581, 1582) :

Institut national de l'environnement et des risques industriels (I.N.E.R.I.S.) : accueil des salariés de l'ancien Institut national de recherche chimique appliquée (I.R.C.H.A.) ; implantation à Vert-le-Petit : respect de la sécurité.

- **n° 657 - Recherche (établissements : Basse-Normandie) :** *Robert (Dominique)* à M. le ministre de la recherche et de l'espace : publiée au *J.O.* du 2 décembre 1992 (p. 6403, 6404). Réponse : *Loncle (François),* secrétaire d'Etat à la ville [4 décembre 1992] (p. 6528, 6529) :

Projet de source de rayonnement synchrotron « Soleil » : implantation à Caen : perspectives.

Voir *Enseignement supérieur.*
Environnement **45.**
Lois de finances **11,** avant la discussion des articles et article 17.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Education nationale et culture : enseignement scolaire et enseignement supérieur.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement, transport et espace : mer.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Industrie et commerce extérieur.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Recherche et espace.
Propriété intellectuelle **5,** article 7.
Santé publique **24.**
Traités et conventions **149.**

REGIONS

6. Proposition de loi n° 2164 tendant à **autoriser** en accord avec l'Etat et les conseils régionaux la **création de fonds régionaux d'infrastructures** et à **créer** à cette fin **une taxe régionale assise sur l'énergie.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 27 juin 1991 par M. Philippe Vasseur. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Pascal Clément (9 avril 1992).

7. Proposition de loi n° 3182 tendant à **corriger les déséquilibres entre les régions au travers des contrats de plan Etat-régions.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 décembre 1992 par M. Maurice Pourchon. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Questions au Gouvernement :

- **n° 1247 - Institutions régionales :** *Charette (Hervé de).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre [20 mai 1992] (p. 1445, 1446) :

Moralisation de la vie politique ; conseils régionaux de Bourgogne, du Nord - Pas-de-Calais et de la région Provence - Alpes-Côte d'Azur ; contrôle des commissions : apport des voix du Front national ; démission des élus concernés : perspectives.

- n° 1452 - Statut fiscal de la Corse : *Pasquini (Pierre).* Rèponse : *Malvy (Martin)*, ministre du budget [2 décembre 1992] (p. 6424, 6425) :

Manifestation ; statut fiscal de l'île ; groupe de travail : interruption des travaux ; législation européenne sur les statuts particuliers des îles : application à la Corse : perspectives.

Voir *Cultures régionales* : questions au Gouvernement.
D.O.M. - T.O.M. **33.**
Tourisme et loisirs **10.**

Alsace.

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie : Agriculture et développement rural : B.A.P.S.A.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Aménagement du Territoire.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : transports terrestres, routes et sécurité routière.
Lois de finances **11** : deuxième partie : Equipement, logement et transports : urbanisme, logement et services communs.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Industrie et commerce extérieur.

Aquitaine.

Voir *Environnement* **52.**
Formation professionnelle et promotion sociale **7.**
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : transports terrestres, routes et sécurité routière.

Auvergne.

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie : Agriculture et développement rural : B.A.P.S.A.

Basse-Normandie.

Voir *Industrie* : questions orales sans débat.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Commerce et artisanat.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : transports terrestres, routes et sécurité routière.
Recherche : questions orales sans débat.
Voirie : questions orales sans débat.

Bourgogne

Voir *Agriculture* **25.**
Lois de finances **11,** deuxième partie : Agriculture et développement rural : B.A.P.S.A.

Bretagne.

Voir *Agriculture :* questions à un ministre.
Agriculture **25, 31.**
Lois de finances **11,** deuxième partie : Environnement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement, transport et espace : mer.
Voirie : questions orales sans débat.

Centre.

Voir *Agriculture* **25.**
Eau : questions au Gouvernement.

Champagne-Ardennes.

Voir *Agriculture* **25.**
Lois de finances **11,** deuxième partie : Agriculture et développement rural : B.A.P.S.A.

Corse.

Voir *Assurances :* questions orales sans débat.
Délinquance et criminalité : questions au Gouvernement.
Impôts et taxes : questions au Gouvernement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Agriculture et développement rural : B.A.P.S.A.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : transports terrestres, routes et sécurité routière.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Intérieur.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Tourisme.
Lois de finances rectificatives **5,** articles 20 et 29.
Ordre public : questions au Gouvernement.
Sports : questions au Gouvernement.
Sports : questions orales sans débat.
Voirie : questions orales sans débat.

Franche-Comté.

Voir *Agriculture :* questions orales sans débat.

Haute-Normandie.

Voir *Agriculture* **25.**
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement, transport et espace : mer.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : transports terrestres, routes et sécurité routière.
Mer et littoral **11.**

Ile-de-France.

Voir *Agriculture* **25.**
Aménagement du territoire : questions au Gouvernement.
Audiovisuel : questions orales sans débat.
Environnement **45.**
Logement et habitat : questions au Gouvernement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Aménagement du Territoire.
Lois de finances **11,** deuxième partie : D.O.M. -T.O.M.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Environnement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : transports aériens et météorologie ; budget annexe de l'aviation civile.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : transports terrestres, routes et sécurité routière.
Lois de finances **11** : deuxième partie : Equipement, logement et transports : urbanisme, logement et services communs.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Services généraux du Premier ministre.
Sports : questions orales sans débat.
Transports : questions au Gouvernement.
Transports : questions orales sans débat.
Voirie : questions au Gouvernement.

Languedoc-Roussillon.

Voir *Agriculture* **25.**
Tourisme et loisirs **10.**

Lorraine.

Voir *Cours d'eau, étangs et lacs :* questions orales sans débat.
Energie : questions orales sans débat.
Industrie : questions orales sans débat.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Aménagement du Territoire.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Environnement.
Mines et carrières : questions au Gouvernement.

Midi-Pyrénées.

Voir *Environnement* **45, 52.**
Lois de finances **11,** deuxième partie : Environnement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : transports terrestres, routes et sécurité routière.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Industrie et commerce extérieur.

Nord - Pas-de-Calais.

Voir *Aménagement du territoire :* questions au Gouvernement.
Commerce extérieur **4.**
Délinquance et criminalité : questions orales sans débat.
Environnement **45.**
Lois de finances **11,** deuxième partie : Aménagement du Territoire.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Environnement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : transports terrestres, routes et sécurité routière.
Lois de finances **11** : deuxième partie : Equipement, logement et transports : urbanisme, logement et services communs.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Industrie et commerce extérieur.
Mer et littoral **11.**
Voirie : questions au Gouvernement.

- zones d'investissement privilégié :

Voir *Lois de finances rectificatives* **5,** article 30 et après l'article 30.

Picardie.

Voir *Agriculture* **25.**
Lois de finances **11,** deuxième partie : Aménagement du Territoire.
Voirie : questions orales sans débat.

Poitou-Charentes.

Voir *Agriculture* **25.**

Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Voir *Bois et forêts* **15.**
Communes : questions au Gouvernement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Aménagement du territoire.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Environnement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Industrie et commerce extérieur.
Sécurité civile : questions au Gouvernement.

Rhône-Alpes.

Voir *Agriculture* **25.**
Lois de finances **11,** deuxième partie : Recherche et espace.

RESPONSABILITE CIVILE

1. Projet de loi n° 1395 modifiant le code civil et relatif à la **responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 mai 1990 par M. Michel Rocard, Premier ministre et M. Pierre Arpaillange, Garde des Sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Didier Migaud (7 juin 1990) remplacé par M. Marcel Charmant (2 mai 1991). - Rapport **n° 2136** (20 juin 1991). - Lettre de M. le Premier ministre, en date du 17 avril 1992, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna sur ce projet de loi. - Discussion et adoption le 11 juin 1992. - Projet de loi **n° 660.**

Sénat (première lecture). - **N° 408** (1991-1992). - Dépôt le 15 juin 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Thyraud. - Rapport **n° 425** (18 juin 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 25 juin 1992. - Projet de loi **n° 164** (1991-1992).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 2840.** - Dépôt le 26 juin 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Maurice Briand en remplacement de M. Marcel Charmant (2 octobre 1992). - Rapport **n° 2952** (14 octobre 1992). - Discussion et adoption le 19 octobre 1992. - Projet de loi **n° 725.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 11** (1992-1993). - Dépôt le 20 octobre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Pierre Fauchon. - Rapport **n° 51** (1992-1993) (18 novembre 1992). - Discussion et adoption le 9 décembre 1992. - Projet de loi **n° 28** (1992-1993).

Assemblée nationale (troisième lecture). - **N° 3121.** - Dépôt le 9 décembre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 11 décembre 1992] (p. 16928). - Réunion le 15 décembre 1992. - Bureau [*J.O.* du 16 décembre 1992] (p. 17230).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Pierre Fauchon. - Rapport **n° 124** (1992-1993) (15 décembre 1992).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Maurice Briand. - Rapport **n° 3142** (15 décembre 1992).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 1992] (p. 2252).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des lois ; *Charmant (Marcel)* (p. 2252).

Intervention du Gouvernement : Vauzelle (Michel) (p. 2253).

Discussion générale : Hage (Georges) (p. 2255) ; *Clément (Pascal)* (p. 2256) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 2257) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 2258).

Principaux thèmes développés :

Agriculture : responsabilité du fait de produits défectueux : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2254) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 2258).

Assemblée nationale : commission des lois : qualité du travail : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2255).

Code civil : insertion du projet de loi dans le code civil : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2253).

Communautés européennes :

- directive du 25 juillet 1985 : contenu et retard de transposition en droit français : *Charmant (Marcel)* (p. 2252) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2253) ; *Hage (Georges)* (p. 2255) ; *Clément (Pascal)* (p. 2256, 2257) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 2257) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 2258) ;
- libre circulation des produits et protection du consommateur : contrôle en douanes : *Hage (Georges)* (p. 2255).

Consommation : consommateurs : protection : généralités et insuffisance du projet de loi : *Hage (Georges)* (p. 2255, 2256).

Pharmacie : industrie pharmaceutique : responsabilité : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2254) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 2258) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 2258).

Responsabilité du fait de défaut de sécurité des produits :

- « défaut » ou « danger » des produits : définition des notions et suivi après mise sur le marché : *Charmant (Marcel)* (p. 2252, 2253) ; *Clément (Pascal)* (p. 2257) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 2258) ;
- exonérations pour risques de développement et pour utilisation anormale : *Charmant (Marcel)* (p. 2252) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2254) ; *Hage (Georges)* (p. 2255, 2256) ; *Clément (Pascal)* (p. 2256, 2257) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 2258) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 2258) ;
- projet de loi : pénalisation des industriels : *Clément (Pascal)* (p. 2256, 2257) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 2258) ;
- régime unique de responsabilité sans faute des producteurs : simplification du droit existant : *Charmant (Marcel)* (p. 2252) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2253) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 2257) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 2258) ;
- réparations : *Charmant (Marcel)* (p. 2253) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2253, 2254) ;
- vendeur professionnel : vice à la vente : charge de la preuve : *Charmant (Marcel)* (p. 2253) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2253, 2254) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 2257).

Discussion des articles [11 juin 1992] (p. 2259).

Article 1er *(art. 1386-1 à 1386-19 du code civil : création dans le livre III d'un titre IV*bis *traitant « de la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits »)* (p. 2259) : adopté après modifications (p. 2265).

Article 1386-1 du code civil (responsabilité du producteur) :

Amendement n° 1 de la commission (précise que le producteur est responsable des défauts de sécurité de ses produits) (p. 2259) : adopté (p. 2260).

Soutenu par : *Charmant (Marcel)* (p. 2259).

Défavorable : *Hage (Georges)* (p. 2260).

Article 1386-4 du code civil (définition du défaut de sécurité) :

Amendement n° 11 de M. Georges Hage (précise qu'un produit est également considéré comme défectueux lorsqu'il porte atteinte à la sécurité des personnes) : rejeté (p. 2260).

Défavorable : *Charmant (Marcel)* (p. 2260).

Article 1386-5 du code civil (définition de la mise en circulation) :

Amendement n° 2 de la commission (insère à cet endroit du texte les dispositions de l'article 1386-18 relatives à la responsabilité liée à la garde d'un produit défectueux) : adopté (p. 2260).

Soutenu par : *Charmant (Marcel)* (p. 2260).

Après l'article 1386-6 du code civil :

Amendement n° 3 rectifié de la commission (insère à cet endroit du texte les dispositions de l'article 1386-19 relatives à la responsabilité des fournisseurs et vendeurs professionnels et précise que celle-ci est engagée dès lors qu'il y a eu détention matérielle du produit) ; rectifié (supprime la condition de la détention matérielle du produit) : adopté (p. 2260).

Soutenu par : *Charmant (Marcel)* (p. 2260).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2260).

Article 1386-7 du code civil (dommage causé par un produit incorporé) :

Amendement n° 12 de M. Georges Hage (dispose que le fabricant du composant peut ester en justice contre celui qui a réalisé l'incorporation lorsque ce dernier est seul responsable du défaut) (p. 2260) : rejeté (p. 2261).

Défavorable : *Charmant (Marcel)* (p. 2260).

Article 1386-8 du code civil (charge de la preuve) :

Amendement n° 13 de M. Georges Hage (dispose que le producteur est présumé responsable des dommages causés par la mise en circulation du produit) : rejeté (p. 2261).

Défavorable : *Charmant (Marcel)* (p. 2261).

Après l'article 1386-8 du code civil :

Amendement n° 18 de M. Georges Hage (propose que les associations de consommateurs puissent porter assistance aux victimes pour la constitution des preuves ; dispose que les huissiers de justice constatent le préjudice et l'état du produit défectueux) : rejeté (p. 2261).

Défavorable : *Charmant (Marcel)* (p. 2261).

Article 1386-9 du code civil (exonération pour conformité aux règles impératives émanant des pouvoirs publics) :

Amendement n° 22 de M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) : rejeté (p. 2261).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2261).

Observations : *Charmant (Marcel)* (p. 2261).

Article 1386-10 du code civil (causes d'irresponsabilité) :

Amendement n° 14 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 2261) : rejeté (p. 2262).

Défavorable : *Charmant (Marcel)* (p. 2262).

Amendement n° 15 de M. Georges Hage (propose que le producteur demeure responsable lorsqu'il a été averti par les organisations syndicales ou les organismes représentatifs des salariés du défaut d'un produit) : rejeté (p. 2262).

Défavorable : *Charmant (Marcel)* (p. 2262).

Amendement n° 4 de la commission (de précision) : adopté (p. 2262).

Soutenu par : *Charmant (Marcel)* (p. 2262).

Amendement n° 16 de M. Georges Hage (dispose que l'exonération de responsabilité pour risque de développement ne peut être appliquée aux produits pharmaceutiques) : rejeté (p. 2262).

Défavorables : *Charmant (Marcel)* (p. 2262) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2262).

Amendement n° 21 de M. Jean-Jacques Hyest (dispose que le producteur n'est pas responsable lorsque le défaut est dû à la conformité du produit avec les règles impératives émanant des pouvoirs publics) : devenu sans objet (p. 2262).

Article 1386-11 du code civil (incidence de l'utilisation du produit dans des conditions anormales) :

Amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Philibert (propose que le producteur soit partiellement voire totalement exonéré de sa responsabilité en cas de faute de la victime ou de prise de risque volontaire de celle-ci) ; rectifié (supprime la disposition relative à la prise de risque volontaire par la victime) (p. 2262) : adopté après modifications (p. 2264).

Soutenu par : *Clément (Pascal)* (p. 2263, 2264).

Défavorable : *Charmant (Marcel)* (p. 2263).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2263) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 2263).

Sous-amendement n° 25 de la commission (précise que ne constitue pas une faute de la victime l'utilisation du produit dans des conditions anormales « raisonnablement prévisibles » par le producteur) : adopté (p. 2264).

Soutenu par : *Charmant (Marcel)* (p. 2263).

Observations : *Clément (Pascal)* (p. 2264).

Amendements n°s 17 de M. Georges Hage et 5 de la commission avec le sous-amendement n° 24 de M. Jean-Jacques Hyest : devenus sans objet (p. 2264).

Article 1386-13 du code civil (obligation de suivi des produits) :

Discussion commune des amendements n°s 9, 23 et 19.

Amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Philibert (renverse la charge de la preuve aux dépens de la victime, supprime la notion de « danger » généré par un produit et ramène l'obligation du producteur à la seule limitation des conséquences dommageables du produit défectueux) : rejeté (p. 2264).

Soutenu par : *Clément (Pascal)* (p. 2264).

Défavorables : *Charmant (Marcel)* (p. 2264) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2264).

Amendement n° 23 de M. Jean-Jacques Hyest (supprime la notion de « danger » généré par un produit après sa mise en circulation) (p. 2264) : rejeté (p. 2265).

Défavorables : *Charmant (Marcel)* (p. 2265) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2265).

Observations : *Clément (Pascal)* (p. 2265).

Amendement n° 19 de la commission (précise que le danger visé par l'article est provoqué par le défaut du produit) (p. 2264) : adopté (p. 2265).

Soutenu par : *Charmant (Marcel)* (p. 2265).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2265).

Article 1386-18 du code civil (perte de la garde) :

Amendement n° 6 de la commission (de suppression : de conséquence) : adopté (p. 2265).

Soutenu par : *Charmant (Marcel)* (p. 2265).

Article 1386-19 du code civil (responsabilité du fournisseur professionnel) :

Amendement n° 7 de la commission (de suppression : de conséquence) : adopté (p. 2265).

Article 2 *(entrée en application du régime de responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits) :* adopté (p. 2265).

Article 3 *(art. 1641-1 du code civil : charge de la preuve de l'antériorité du défaut) :* adopté (p. 2265).

Article 4 *(art. 1644-1 du code civil : modalités de réparation du préjudice) :* adopté (p. 2265).

Article 5 *(art. 1648 du code civil : délai pour agir)* (p. 2265) : adopté (p. 2266).

Article 6 *(art. 1649 du code civil : non-application de la garantie dans les ventes imposées par une décision de justice) :* adopté (p. 2266).

Article 7 *(art. 1731-1 du code civil : application de la garantie au louage de meubles) :* adopté après modifications (p. 2266).

Amendement n° 20 de la commission (limite le champ d'application de la garantie au cas où le loueur a matériellement détenu l'objet loué) : rectifié par le Gouvernement (substitue aux mots « matériellement détenu l'objet » les mots « fournit le meuble ») : adopté (p. 2266).

Soutenu par : *Charmant (Marcel)* (p. 2266).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 2266).

Article 8 *(art. 1891 du code civil : application de la garantie au prêt à usage)* : adopté (p. 2266).

Article 9 *(application dans les territoires d'outre-mer)* : adopté après modifications (p. 2266).

Amendement n° 8 de la commission (de précision) : adopté (p. 2266).

Soutenu par : *Charmant (Marcel)* (p. 2266).

Explications de vote : *Clément (Pascal)* (p. 2266).

Parlement : Sénat et commission mixte paritaire : amélioration du projet de loi : *Clément (Pascal)* (p. 2266).

Projet de loi : pénalisation des industriels : *Clément (Pascal)* (p. 2266).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Hage (Georges)* (p. 2266).

Groupes U.D.F., U.D.C. et R.P.R. : contre : *Clément (Pascal)* (p. 2266).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2266).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 1992] (p. 3944).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des lois : *Briand (Maurice)* (p. 3944).

Intervention du Gouvernement : Vauzelle (Michel) (p. 3944).

Discussion générale : Jacquaint (Muguette) (p. 3946) ; *Haby (Jean-Yves) (p.* 3946).

Réponse du Gouvernement : Vauzelle (Michel) (p. 3947).

Principaux thèmes développés :

Agriculture : responsabilité du fait de produits défectueux : *Briand (Maurice)* (p. 3944), *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3945).

Assemblée nationale :

- commission des lois : qualité du travail : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3945), *Haby (Jean-Yves) (p.* 3947) ;
- rapporteur : changement : *Briand (Maurice)* (p. 3944), *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3945).

Communautés européennes : directive du 25 juillet 1985 : contenu et transposition en droit français : *Briand (Maurice)* (p. 3944), *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3945, 3947), *Jacquaint (Muguette)* (p. 3946), *Haby (Jean-Yves) (p.* 3946, 3947).

Consommation : consommateurs : protection : conséquences positives ou négatives du projet de loi : *Briand (Maurice)* (p. 3944), *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3945, 3946), *Jacquaint (Muguette)* (p. 3946), *Haby (Jean-Yves) (p.* 3947).

Pharmacie : industrie pharmaceutique : responsabilité : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3946).

Responsabilité du fait de défaut de sécurité des produits :

- « défaut » ou « danger » des produits : obligation de suivi après mise sur le marché : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3945, 3946), *Haby (Jean-Yves) (p.* 3947) ;
- exonérations pour risques de développement : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3946), *Jacquaint (Muguette)* (p. 3946) ;
- projet de loi : pénalisation des industriels : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3945, 3946), *Haby (Jean-Yves) (p.* 3947) ;
- réparations : *Briand (Maurice)* (p. 3944), *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3945) ;
- responsabilité : victime : droit d'option entre les différents régimes de réparation : *Briand (Maurice)* (p. 3944), *Jacquaint (Muguette)* (p. 3946) ;
- responsabilité de plein droit des producteurs : simplification du régime existant : *Briand (Maurice)* (p. 3944), *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3945), *Haby (Jean-Yves) (p.* 3947).

Sénat : modifications apportées au projet de loi : *Briand (Maurice)* (p. 3944), *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3945), *Haby (Jean-Yves) (p.* 3947).

Travail : accidents du travail : application du projet de loi : *Briand (Maurice)* (p. 3944).

Discussion des articles [19 octobre 1992] (p. 3947).

Article 1er *(art. 1386-1 à 1386-19 du code civil : création dans le livre III d'un titre IV*bis *: « de la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits »)* (p. 3947) : adopté après modifications (p. 3953).

Article 1386-2 du code civil (dommages réparables) :

Amendement n° 1 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3948).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3948).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3948).

Article 1386-3 du code civil (définition du produit) :

Amendement n° 2 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3948).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3948).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3948).

Article 1386-4 du code civil (définition du défaut de sécurité) :

Amendement n° 3 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3948).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3948).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3948).

Article 1386-5 du code civil (définition de la mise en circulation) :

Amendement n° 4 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3948).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3948).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3948).

Amendement n° 24 de Maurice Briand (de coordination) : retiré (p. 3949).

Article 1386-6-1 du code civil (responsabilité du vendeur) :

Amendement n° 5 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3949).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3949).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3949).

Après l'article 1386-8 du code civil :

Amendement n° 19 de Gilbert Millet (propose que les associations de consommateurs, dans les limites fixées par décret en Conseil d'Etat, puissent porter assistance aux victimes pour la constitution des preuves ; dispose que les huissiers de justice constatent le préjudice et l'état du produit défectueux) : rejeté (p. 3949).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3949).

Défavorables : *Briand (Maurice)* (p. 3949) ; *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3949).

Article 1386-9 du code civil (exonération pour conformité aux règles impératives émanant des pouvoirs publics) :

Amendement n° 6 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3949).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3949).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3949).

Article 1386-10 du code civil (causes d'irresponsabilité) :

Amendement n° 20 de Gilbert Millet (de suppression) : rejeté (p. 3950).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3949, 3950).

Défavorables : *Briand (Maurice)* (p. 3950) ; *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3950).

Amendement n° 21 de Gilbert Millet (propose que le producteur demeure responsable lorsqu'il a été averti par les organisations syndicales ou les organismes représentatifs des salariés du défaut d'un produit) : rejeté (p. 3950).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3949, 3950).

Défavorables : *Briand (Maurice)* (p. 3950) ; *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3950).

Amendement n° 7 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3950).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3950).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3950).

Amendement n° 8 de la commission (dispose que le producteur demeure responsable lorsque le produit n'a pas été fabriqué pour une distribution à but économique) (p. 3950) : adopté (p. 3951).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3950).

Défavorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3950, 3951).

Amendement n° 22 corrigé de Gilbert Millet (dispose que l'exonération de responsabilité pour risque de développement ne peut être appliquée aux produits pharmaceutiques) : rejeté (p. 3951).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3951).

Défavorables : *Briand (Maurice)* (p. 3951) ; *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3951).

Amendement n° 9 de la commission (exonère le producteur de sa responsabilité lorsque le défaut est dû à la conformité du produit avec les règles législatives ou réglementaires d'ordre public) : adopté (p. 3951).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3951).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3951).

Sous-amendement n° 26 de Pascal Clément (précise que le produit doit être conforme aux règles impératives édictées par les pouvoirs publics : rejeté (p. 3951).

Soutenu par : *Haby (Jean-Yves)* (p. 3951).

Défavorable : *Briand (Maurice)* (p. 3951).

Observations : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3951).

Article 1386-11 du code civil (incidence de l'utilisation du produit dans des conditions anormales) :

Amendement n° 10 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3952).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3952).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3952).

Amendement n° 11 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3952).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3952).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3952).

Article 1386-14 du code civil (interdiction des clauses limitatives ou exonératoires de responsabilité) :

Amendement n° 12 corrigé de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3952).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3952).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3952).

Article 1386-15 du code civil (extinction de la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits) :

Amendement n° 13 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3952).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3952).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3952).

Amendement n° 14 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3952).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3952).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3952).

Article 1386-17 du code civil (non cumul avec les règles du code civil ayant pour effet de garantir la victime contre un défaut de sécurité) :

Amendement n° 23 de Gilbert Millet (de suppression) : retiré (p. 3953).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3952).

Observations : *Briand (Maurice)* (p. 3952, 3953).

Amendement n° 15 de la commission (dispose que le nouveau régime de responsabilité de plein droit des producteurs ne porte pas atteinte aux droits dont la victime peut se prévaloir au titre d'une responsabilité contractuelle ou extracontractuelle ou d'un régime spécial de responsabilité) : adopté (p. 3953).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3952, 3953).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3953).

Article 2 *(entrée en application du régime de responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits) : adopté après modifications (p. 3953).*

Amendement n° 16 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3953).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3953).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3953).

Article 7 supprimé par le Sénat *(art. 1731-1 du code civil : application de la garantie au louage de meubles) : rétabli (p. 3953).*

Amendement n° 17 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3953).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3953).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3953).

Article 8 supprimé par le Sénat *(art. 1891 du code civil : application de la garantie au prêt d'usage) : rétabli (p. 3953).*

Amendement n° 18 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3953).

Soutenu par : *Briand (Maurice)* (p. 3953).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3953).

Article 9 *(application dans les territoires d'outre-mer) : adopté après modifications (p. 3954).*

Amendement n° 25 de M. Maurice Briand (de coordination) : adopté (p. 3953).

Favorable : *Vauzelle (Michel)* (G) (p. 3953).

Explications de vote : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3954).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3954).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3954).

4. Proposition de loi n° 3124 tendant à **modifier l'article L. 112-18 du code de la construction et de l'habitation pour ce qui concerne les nuisances dues à certaines activités.**

Sénat (première lecture). - **N° 260** (1991-1992). - Dépôt le 21 février 1992 par M. Ernest Cartigny. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Bernard Laurent. - Rapport **n° 50** (1992-1993) (18 novembre 1992). - Discussion et adoption le 9 décembre 1992. - Proposition de loi **n° 30** (1992-1993).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 3124.** - Dépôt le 10 décembre 1992. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

RETRAITES : FONCTIONNAIRES CIVILS ET MILITAIRES

3. Proposition de loi n° 3256 tendant à **modidier l'article L. 18 du code des pensions civiles et militaires de retraite, de façon à supprimer la condition de durée d'éducetion pour bénéficier de la majoration de pension accordée aux titulaires ayant élevé au moins trois enfants.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 24 mars 1993 par M. Gérard Chasseguet. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Questions orales sans débat :

- **n° 655 - Retraites : fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions) :** *Franzoni (Roger)* à M. le ministre du budget : publiée au *J.O.* du 2 décembre 1992 (p. 6403) : non appelée :

Annuités liquidables ; règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale ; lois n°s 82-1021 du 3 décembre 1982 et 87-503 du 8 juillet 1987 : application.

Voir *Fonction publique territoriale :* questions au Gouvernement.
Fonctionnaires et agents publics : questions à un ministre.

RETRAITES : GÉNÉRALITÉS

8. Proposition de loi n° 3258 tendant à **revaloriser les retraites des professions artisanales.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 24 mars 1993 par M. Alain Bonnet. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Questions au Gouvernement :

- **n° 1173 - Retraites :** *Catala (Nicole).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration [15 avril 1992] (p. 482) :

Régime général : fonctionnement ; livre blanc ; mesures annoncées par M. Michel Rocard ; mise en œuvre par le Gouvernement.

- **n° 1206 - Retraites :** *Brocard (Jean).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration [29 avril 1992] (p. 769, 770) :

« Livre blanc » ; financement : rapports Cottave et Bruhnes ; retraite à soixante ans : principe incontournable ; pensions : montant et retards de paiement ; cotisation sociale généralisée (C.S.G.) ; sécurité sociale : équilibre des comptes ; système par répartition : expression de la solidarité entre actifs et inactifs et entre les générations.

- **n° 1408 - Avantage vieillesse des mères de famille :** *Weber (Jean-Jacques).* Réponse : *Cathala (Laurent),* secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés [12 novembre 1992] (p. 5210, 5211) :

Mères de famille ayant renoncé à travailler pour élever leurs enfants ; pension attribuée à l'âge de soixante ans : montant ; projet de loi relatif à la création du fonds de solidarité.

Questions orales sans débat :

- **n° 668 - Retraites : généralités (calcul des pensions) :** *Bourg-Broc (Bruno)* à M. le ministre des affaires sociales et de l'intégration : publiée au *J.O.* du 16 décembre 1992 (p. 7266). Réponse : *Loncle (François),* secrétaire d'Etat à la ville [18 décembre 1992] (p. 7488, 7489) :

Nombre maximum d'années de cotisation ; prise en compte des périodes de service national pour les jeunes gens ne justifiant pas d'une activité salariée au moment de l'incorporation.

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre :* questions au Gouvernement.
Anciens combattants et victimes de guerre : questions à un ministre.
Assurance vieillesse : généralités **5.**
D.M.O.S. **1,** première lecture : article 12.
Elections et référendums **100, 102.**
Lois de finances **11,** deuxième partie : Affaires sociales et santé.
Lois de finances **11 :** deuxième partie : Anciens combattants et victimes de guerre.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Travail, emploi et formation professionnelle.
Sécurité sociale : questions à un ministre.

RETRAITES : REGIME GENERAL

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie : Affaires sociales et santé.
Sécurité sociale : questions à un ministre.

RETRAITES : REGIMES AUTONOMES ET SPECIAUX

4. Proposition de loi n° 2853 tendant à **améliorer le dispositif de rachat des cotisations de retraite des conjoints-collaborateurs d'artisans et commerçants.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1992 par M. Denis Jacquat. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Questions au Gouvernement :

- **n° 1365 - Régime de sécurité sociale minier :** *Baeumler (Jean-Pierre).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration [21 octobre 1992] (p. 4056, 4057) :

Travailleurs de la mine : politique à l'égard des retraités ; pensions : revalorisation et mensualisation ; pensions de reversion : taux ; gestion du régime.

Questions orales sans débat :

- **n° 645 - Retraites : régimes autonomes et spéciaux (élus locaux : régime de retraite autonome) :** *Dominati (Jacques)* à M. le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : publiée au *J.O.* du 25 novembre 1992 (p. 5997). Non appelée.

Elus locaux : régime de retraite autonome ; régime de retraite par capitalisation : option pour une retraite complémentaire ; loi n° 92-108 du 3 février 1992, titre IV : décrets d'application : publication.

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie : Affaires sociales et santé.
Mutualité sociale agricole.

REVENU MINIMUM D'INSERTION

Voir *Action sociale et solidarité nationale.*
D.O.M. -T.O.M. **34.**
Lois de finances **11,** deuxième partie : Affaires sociales et santé.
Politique économique et sociale **19.**

RISQUES NATURELS

Questions au Gouvernement :

- **n° 1274 - Inondations :** *Angels (Bernard).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique [3 juin 1992] (p. 1876) :

Pluies diluviennes du dimanche 31 mai 1992 ; situation dans le Val-d'Oise ; reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle : procédure : diligence ; efficacité des secours ; loi du 13 juillet 1982 : indemnisation des sinistrés : rôle des assurances et garantie de l'Etat.

- **n° 1328 - Mesures en faveur du département du Vaucluse :** *Ferrand (Jean-Michel).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique [7 octobre 1992] (p. 3416) :

Catastrophe du 22 septembre 1992 ; solidarité nationale ; plan ORSEC ; situation des petites communes ; génie militaire ; maintien sur place des unités de sécurité civile ; avances provisionnelles versées par les compagnies d'assurances ; état de catastrophe naturelle ; mesures fiscales ; procédure des calamités agricoles ; commerçants : aides financières ; besoins des communes en équipements lourds : dispositif gouvernemental.

- **n° 1333 - Sinistrés du Sud-Est :** *Gatel (Jean).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique [7 octobre 1992] (p. 3420) :

Pluies et inondations dans le Vaucluse et l'Aude ; qualité des aides et des secours ; plan ORSEC ; solidarité nationale ; aides de l'Etat pour la reconstruction des équipements publics.

- **n° 1337 - Inondations dans le Midi :** *Hermier (Guy).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique [7 octobre 1992] (p. 3424, 3425) :

Sud-Est : catastrophes du mois de septembre 1992 ; solidarité nationale ; politique de prévention ; plan ORSEC ; rapport de M. Ponton.

Voir *Agriculture.*
Bois et forêt.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Agriculture et forêt : B.A.P.S.A.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Environnement.
Lois de finances rectificatives **5,** article 38.
Rappels au règlement de : Pierna (Louis) [2 juin 1992] (p. 1801).

RISQUES PROFESSIONNELS

Questions orales sans débat :

- **n° 538 - Risques professionnels (cotisations) :** *Cabal (Christian)* à M. le ministre des affaires sociales et de l'intégration : publiée au *J.O.* du 8 avril 1992 (p. 363). Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration [10 avril 1992] (p. 444, 445) :

Cotisations d'accidents du travail : nouveau calcul ; charges sociales : alourdissement ; entreprises à hauts risques d'accidents et à bas salaires ; efforts de prévention.

Voir *D.M.O.S.* **1.**
Sécurité civile : questions au Gouvernement.

RISQUES TECHNOLOGIQUES

Voir *Environnement.*
Lois de finances **11,** deuxième partie : Industrie et commerce extérieur.

S

SANTE PUBLIQUE

18. Proposition de loi n° 2548 tendant à **développer la prévention des dangers dus à l'usage du tabac** par la **maîtrise publique de la production et de la commercialisation des produits tabacoles.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 janvier 1992 par M. Jacques Rimbault. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

19. Proposition de loi n° 2648 relative à la création et à l'utilisation de **registres épidémiologiques.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 avril 1992 par M. Jacques Toubon. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

20. Proposition de loi n° 2717 relative à l'**indemnisation des victimes d'accident thérapeutique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 mai 1992 par M. Gilbert Millet. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

21. Proposition de résolution n° 2909 tendant à la constitution d'une **commission d'enquête** chargée d'**instruire l'ensemble des responsabilités dans le cadre de la commercialisation par le Centre national de la transfusion sanguine de produits sanguins contaminés par le virus du sida.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 15 juillet 1992 par M. Denis Jacquat. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. David Bohbot (16 octobre 1992). - Rapport **n° 2990** (28 octobre 1992).

22. Proposition de résolution n° 2973 tendant à la constitution d'une **commission d'enquête sur les dysfonctionnements de l'appareil d'Etat mis en évidence par la contamination des personnes hémophiles ou pas par le virus HIV à la suite de l'administration de produits sanguins.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 15 octobre 1992 par M. Jacques Barrot. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. David Bohbot (9 novembre 1992). - Rapport **n° 3045** (18 novembre 1992).

23. Projet de loi n° 3003 relatif au **don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine,** et modifiant le **code de la santé publique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 novembre 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Alain Calmat (5 novembre 1992). - Urgence déclarée le 13 novembre 1992. - Rapport **n° 3051** (19 novembre 1992). - Discussion les 26 et 27 novembre 1992. - Adoption le 27 novembre 1992. - Projet de loi **n° 739.**

Sénat (première lecture). - **N° 71** (1992-1993). - Dépôt le 1er décembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Claude Huriet. (3 décembre 1992). - Rapport **n° 95** (1992-1993) (9 décembre 1992). - Discussion et adoption le 16 décembre 1992. - Projet de loi **n° 39** (1992 - 1993). Nouveau titre : « Projet de loi relatif à la **sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament ».**

Assemblée nationale (deuxième lecture) **n° 3190.** - Dépôt le 18 décembre 1992. - Renvoi la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 19 décembre 1992] (p. 17438). - Réunion le 19 décembre 1992. - Bureau [*J.O.* du 20 décembre 1992] (p. 17492).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Alain Calmat. - Rapport **n° 3198** (19 décembre 1992). - Discussion et adoption le 21 décembre 1992. - Projet de loi **n° 793.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Claude Huriet. - Rapport **n° 160** (1992 - 1993) (19 décembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 21 décembre 1992. - Projet de loi **n° 61** (1992 - 1993).

Loi n° 93-5 du 4 janvier 1993 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1993 (p. 237).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1992] (p. 6095, 6107).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :
- rapport de la commission des affaires culturelles : *Calmat (Alain)* (p. 6095).

Intervention du Gouvernement : Kouchner (Bernard) (p. 6098).

Discussion générale : Foucher (Jean-Pierre) (p. 6102) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6104) ; *Bohbot (David)* (p. 6109) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6110) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6113) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 6117) ; *Charles (Bernard)* (p. 6118) ; *Albouy (Jean)* (p. 6121) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 6121) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6123).

Réponse du Gouvernement : Kouchner (Bernard) (p. 6123).

Principaux thèmes développés :

Administration :
- administration pénitentiaire : collecte du sang dans les prisons : *Hubert (Elisabeth)* (p. 6114) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 6122, 6123) ;

- missions : *Stirbois (Marie-France)* (p. 6122) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6126) ;
- réforme : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6098, 6102).

Administration : ministère des affaires sociales :
- Agence du médicament : *Charles (Bernard)* (p. 6120) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6126) ;
- comité de sécurité transfusionnelle : création, composition et compétences : *Calmat (Alain)* (p. 6097) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6100, 6125) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6103) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6108) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6115) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 6117) ; *Charles (Bernard)* (p. 6120) ;
- direction de la pharmacie : *Charles (Bernard)* (p. 6120) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6126) ;
- Laboratoire national de la santé : *Charles (Bernard)* (p. 6120) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6126) ;
- moyens : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6102).

Agence française du sang :
- comité scientifique et comité d'orientation : *Calmat (Alain)* (p. 6097) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6100, 6125) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6108) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6115) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 6117) ;
- fonds d'orientation de la transfusion sanguine : création, ressources et rôle : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6100, 6125, 6127) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6103) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6108) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6115) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 6118) ;
- statut, compétences, pouvoirs et moyens : *Calmat (Alain)* (p. 6096,6097) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6099, 6100, 6123, 6124, 6126) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6103) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6108) ; *Bohbot (David)* (p. 6109) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6112) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6114, 6115) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 6117, 6118) ; *Charles (Bernard)* (p. 6120) ; *Albouy (Jean)* (p. 6121) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6123).

Assemblée nationale :
- commission d'enquête sur l'état des connaissances scientifiques et les actions menées à l'égard de la transmission du sida au cours des dix dernières années en France et à l'étranger : *Millet (Gilbert)* (p. 6111) ;
- conditions de travail : ordre du jour : *Hubert (Elisabeth)* (p. 6113).

Associations : Fédération française des donneurs de sang : *Hubert (Elisabeth)* (p. 6113).

Assurances : responsabilité des établissements de tranfusion sanguine : *Hubert (Elisabeth)* (p. 6115) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 6118) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6123) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6127).

Communautés européennes : droit communautaire :
- directive du 14 juin 1989 sur les médicaments dérivés du sang ou du plasma humain : *Calmat (Alain)* (p. 6096, 6098) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6100, 6101, 6124, 6125, 6126) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6107, 6108, 6109) ; *Bohbot (David)* (p. 6109) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6111, 6112, 6113) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6114, 6115, 6116) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 6117) ;
- traité de Maastricht : article 103 R : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6102).

Délinquance et criminalité : infractions en matière de transfusion sanguine : sanction pénales : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6101) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6104) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6108).

Droits de l'homme et libertés publiques : intégrité de la personne humaine : *Millet (Gilbert)* (p. 6111).

Fonctionnaires et agents publics :
- inspecteurs de l'Agence française du sang : statut : *Jacquat (Denis)* (p. 6108) ;
- pharmaciens inspecteurs : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6103) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6124).

Hôpitaux et cliniques :
- centres hospitaliers de transfusion sanguine : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6103) ;
- hôpitaux de proximité : *Millet (Gilbert)* (p. 6112) ;
- pharmacies hospitalières : produits sanguins : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6103) ; *Charles (Bernard)* (p. 6121).

Lois :
- loi n° 52-854 du 21 juillet 1952 sur l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés : *Calmat (Alain)* (p. 6098) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6113) ; *Charles (Bernard)* (p. 6119) ; *Albouy (Jean)* (p. 6121) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6126) ;
- projet de loi sur l'indemnisation des victimes d'aléas thérapeutiques : préparation : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 6118) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6127).

Médicaments : autorisation de mise sur le marché (A.M.M.) : *Bohbot (David)* (p. 6110) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6111).

Professions médicales :
- responsabilité : obligation de moyens : *Hubert (Elisabeth)* (p. 6117) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6125) ;
- risque thérapeutique : état des connaissances : évolution : *Calmat (Alain)* (p. 6098) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6099, 6101,6102) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6107) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6113, 6116, 6117) ;
- risque thérapeutique : rapport Ewald : *Calmat (Alain)* (p. 6098) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6114, 6117) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6125, 6127).

Recherche : recherche médicale : sang : *Calmat (Alain)* (p. 6098) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6107) ; *Bohbot (David)* (p. 6110) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6127).

Sida : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6099, 6125) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 6122).

Transfusion sanguine :
- autotransfusion : *Hubert (Elisabeth)* (p. 6115) ;
- donneurs : hommage : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 6117) ; *Charles (Bernard)* (p. 6120) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6123) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6123, 6124, 6125) ;
- dons du sang : volontariat, gratuité et anonymat : *Calmat (Alain)* (p. 6096, 6098) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6099, 6100, 6126, 6127) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6103) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6107) ; *Bohbot (David)* (p. 6109) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6112) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6113, 6114, 6116) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 6117) ; *Albouy (Jean)* (p. 6121) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6123) ;
- hémophiles et transfusés atteints du sida : compassion, recherche des responsabilités et information du public : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6098, 6099, 6102, 6125) ; *Bohbot (David)* (p. 6109) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6111) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6113, 6114) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 6122) ;
- hémovigilance : contenu et organisation : *Calmat (Alain)* (p. 6097) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6100) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6103) ; *Bohbot (David)* (p. 6110) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6111) ;
- historique et progrès : *Calmat (Alain)* (p. 6095) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6133) ;
- importations de produits sanguins : réglementation : *Calmat (Alain)* (p. 6096) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6103) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6108) ; *Bohbot (David)* (p. 6100) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6111) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6115) ;
- produits labiles : « bonnes pratiques », autorisation de distribution et conservation : *Calmat (Alain)* (p. 6096, 6097) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6126) ;
- produits labiles et produits stables : définition et distinction : *Calmat (Alain)* (p. 6096, 6098) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6103) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6112) ; *Charles (Bernard)* (p. 6119, 6120, 6121) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6126) ;
- produits stables : soumission au régime du médicament : *Calmat (Alain)* (p. 6096, 6097) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6101, 6125, 6126) ; *Bohbot (David)* (p. 6110) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6111, 6112) ; *Charles (Bernard)* (p. 6119, 6121) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6123) ;
- sécurité : dépistage sanitaire : obligation : *Calmat (Alain)* (p. 6097) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6100) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6103) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6107) ;
- sécurité : pouvoir d'urgence : *Calmat (Alain)* (p. 6097) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6101) ;
- transfusés atteints du virus de l'hépatite C : indemnisation : *Stirbois (Marie-France)* (p. 6122) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6126) ;

- transfusés depuis 1980 : recensement pour examen médical : *Bohbot (David)* (p. 6110) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6124).

Transfusion sanguine : organisation :

- établissements de transfusion sanguine agréés : activités : collecte et distribution de produits labiles, activités spécifiques et recherche : *Calmat (Alain)* (p. 6096, 6097) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6100, 6125, 6126) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6103) ; *Bohbot (David)* (p. 6110) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6115, 6116) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 6117) ; *Albouy (Jean)* (p. 6121) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6123) ;
- établissements de transfusion sanguine agréés : statut : harmonisation : *Calmat (Alain)* (p. 6096, 6097) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6100, 6126) ; *Bohbot (David)* (p. 6109, 6110) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6112) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 6118) ; *Charles (Bernard)* (p. 6120) ; *Albouy (Jean)* (p. 6121) ;
- établissements de transfusion sanguine agréés : personnel : statut et formation : *Jacquat (Denis)* (p. 6108) ; *Albouy (Jean)* (p. 6121) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6124) ;
- Laboratoire français du fractionnement : *Calmat (Alain)* (p. 6096, 6098) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6101, 6127) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6103, 6104) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6108) ; *Bohbot (David)* (p. 6100) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6115) ; *Charles (Bernard)* (p. 6119) ;
- organisation actuelle : bilan et dysfonctionnements : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6099, 6100, 6101, 6123) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6102) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6108) ; *Bohbot (David)* (p. 6109) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6112) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6113, 6114) ; *Charles (Bernard)* (p. 6119) ;
- sanctions administratives : retrait d'agrément : *Jacquat (Denis)* (p. 6108) ; *Bohbot (David)* (p. 6109) ;
- schémas et comités d'organisation de la transfusion sanguine : création et régime : *Calmat (Alain)* (p. 6097) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6101) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6103) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6108) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6112) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6115) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 6117) ; *Charles (Bernard)* (p. 6120) ; *Albouy (Jean)* (p. 6121) ;
- tarifs : réglementation : *Calmat (Alain)* (p. 6096) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6100).

Vie, médecine et biologie :

- éthique biomédicale : principes : *Charles (Bernard)* (p. 6119) ;
- éthique et sécurité : conciliation : *Calmat (Alain)* (p. 6098) ;
- génétique : biotechnologies et génie génétique : substituts du sang : *Calmat (Alain)* (p. 6098) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6101, 6126, 6127) ; *Bohbot (David)* (p. 6100) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6116) ; *Charles (Bernard)* (p. 6119, 6120).

Discussion des articles [27 novembre 1992] (p. 6188).

Titre Ier : *dispositions modifiant le code de la santé publique.*

Article 1er *(collecte du sang humain et de ses composants et préparation de leurs produits dérivés)* (p. 6188) : adopté après modifications (p. 6199).

Observations : *Millet (Gilbert)* (p. 6188).

Discussion commune des amendements nos 85 et 18 rectifié.

Amendement no 85 de M. Denis Jacquat (intitule le chapitre premier du livre VI du code de la santé publique : « Principes éthiques applicables au don du sang ») : retiré (p. 6189).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6189) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6189).

Amendement no 18 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6189).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6189).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6189).

Discussion commune des amendements nos 149, 86 et 134.

Amendement no 149 de M. Jean-Pierre Foucher (dispose que les activités de transfusion sanguine sont fondées sur les principes éthiques du bénévolat, de l'anonymat, du volontariat et de la gratuité) (p. 6189) : retiré (p. 6190).

Amendement no 86 de M. Denis Jacquat (dispose que l'ensemble des activités de transfusion sanguine est régi par les principes éthiques de l'anonymat, du bénévolat, du volontariat et de l'absence d'esprit commercial) (p. 6189) : retiré (p. 6190).

Amendement no 134 rectifié de M. Alain Calmat (dispose que les activités de transfusion sanguine relèvent des principes éthiques du bénévolat, de l'anonymat, du volontariat et de l'absence de profit) (p. 6189) : adopté (p. 6190).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6190).

Article L. 666-1 du code de la santé publique (monopole reconnu aux établissements de transfusion sanguine agréés pour la collecte du sang humain) :

Amendement no 87 de M. Denis Jacquat (étend le champ d'application de l'article à la collecte de sang à des fins de recherche) (p. 6190) : transféré à l'article L. 666-7 (p. 6192) : satisfait lors de l'examen de cet article (p. 6195).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6190) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6190).

Article L. 666-2 du code de la santé publique (conditions du prélèvement) :

Amendement no 19 de la commission (précise que l'indemnisation des frais exposés par le donneur est possible) : adopté après modifications (p. 6190).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6190).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6190).

Sous-amendement no 67 du Gouvernement (précise qu'un décret fixe les modalités de remboursement des frais exposés) : adopté après rectification (p. 6190).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6190).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6190).

Article L. 666-3 du code de la santé publique (obligation d'effectuer des tests de dépistage) :

Amendement no 20 de la commission (précise que l'obligation de dépistage s'applique aux produits sanguins mis en distribution, prévoit une obligation d'effectuer des analyses biologiques) : adopté (p. 6190).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6190).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6190).

Amendements no 150 de M. Jean-Pierre Foucher et no 88 de M. Denis Jacquat : devenus sans objet (p. 6191).

Article L. 666-4 du code de la santé publique (règles particulières de consentement exigées pour les prélèvements effectués sur des personnes mineures ou majeures protégées) :

Discussion commune des amendements nos 89 corrigé et 68.

Amendement no 89 corrigé de M. Denis Jacquat (interdit les prélèvements sanguins sur les mineurs et majeurs protégés hormis le cas d'une utilisation thérapeutique pour autrui lorsque l'urgence et la compatibilité tissulaire l'exigent) : retiré (p. 6191).

Défavorables : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6191) ; *Calmat (Alain)* (p. 6191).

Amendement no 68 du Gouvernement (interdit les prélèvements sanguins à des fins thérapeutiques pour autrui sur les majeurs protégés) : adopté (p. 6191).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6191).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6191).

Amendement no 70 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 6191).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6191).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6191).

Amendement no 21 de la commission (interdit le prélèvement sanguin sur le mineur ou le majeur protégé qui s'y opposent) (p. 6191) : adopté après modifications (p. 6192).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6191).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6191).

Sous-amendement no 71 du Gouvernement (de conséquence) (p. 6191) : adopté (p. 6192).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6191).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6191).

Amendement n° 69 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 6192).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6192).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6192).

Article L. 666-5 du code de la santé publique (conditions exigées en cas de modification des caractéristiques du sang opérée avant le prélèvement) :

Amendement n° 72 du Gouvernement (limite le champ d'application de l'article aux prélèvements en vue de l'utilisation thérapeutique pour autrui) : adopté (p. 6192).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6192).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6192).

Amendement n° 22 de la commission (interdit de modifier les caractéristiques du sang dans le cas d'un prélèvement effectué sur un mineur ou un majeur protégé en vue de l'utilisation thérapeutique pour autrui) : adopté (p. 6192).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6192).

Article L. 666-6 du code de la santé publique (principe d'anonymat) :

Amendement n° 73 du Gouvernement (précise que ni le donneur ni le receveur ne peuvent connaître l'identité de l'autre) : adopté (p. 6192).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6192).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6192).

Article L. 666-7 du code de la santé publique (produits préparés à partir du sang ou de ses composants) :

Amendement n° 151 de M. Jean-Pierre Foucher (définit les produits labiles et les produits stables) (p. 6192) : retiré (p. 6193).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6193) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6193).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 6193).

Amendement n° 2 de M. Gilbert Millet (supprime la référence aux médicaments dans la définition des produits stables) (p. 6193) : rejeté (p. 6194).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6194) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6194) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6194) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6194).

Amendement n° 74 du Gouvernement (soumet les prélèvements sanguins pour une activité de recherche aux règles de consentement, d'anonymat et de gratuité) (p. 6194) : adopté après rectification (soumet ces prélèvements à l'obligation de dépistage sanitaire).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6195).

Favorables : *Calmat (Alain)* (p. 6194) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6195).

Observations : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6195).

Article L. 666-8 du code de la santé publique (tarifs de cession du sang et de ses produits dérivés labiles) :

Amendement n° 136 de M. Gilbert Millet (prévoit les modalités de fixation du prix des produits dérivés du sang) (p. 6195) : rejeté (p. 6196).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6196) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6196).

Amendement n° 127 de M. Alain Calmat (de précision) : adopté (p. 6196).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6196).

Article L. 666-9 du code de la santé publique (conservation, délivrance et distribution des produits labiles) :

Amendement n° 152 de M. Jean-Pierre Foucher (étend à l'ensemble des produits dérivés labiles le régime de dépôt prévu par l'article ; prévoit ce dépôt dans la pharmacie des établissements qui ne disposent pas d'une antenne d'un établissement de transfusion ; étend à tous les produits dérivés du sang les pouvoirs de réglementation du ministre de la santé prévus par l'article) : rejeté (p. 6196).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6196) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6196).

Amendement n° 128 de M. Alain Calmat (de précision) : adopté (p. 6196).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6196).

Discussion commune des amendements n°s 90 et 23.

Amendement n° 90 de M. Denis Jacquat (rédactionnel) : adopté (p. 6197).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6197).

Amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 6197).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6197).

Amendement n° 24 de la commission (étend les pouvoirs de réglementation du ministre à l'utilisation du sang et de ses produits dérivés labiles) : adopté après modifications (p. 6197).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6197).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6197).

Sous-amendement n° 129 de M. Alain Calmat (de précision) : adopté (p. 6197).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6197).

Amendement n° 25 de la commission (prévoit la délivrance des produits labiles sur ordonnance médicale) : adopté (p. 6197).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6197).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6197).

Amendement n° 26 de la commission (autorise le ministre à suspendre l'utilisation des produits labiles) : adopté (p. 6197).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6197).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6197).

Article L. 666-10 du code de la santé publique (autorisation des importations de sang et des produits dérivés labiles) :

Amendement n° 3 corrigé de M. Gilbert Millet (n'autorise l'importation de sang et de ses produits dérivés que collectés selon les règles éthiques du « non-profit » et du bénévolat) (p. 6197) : rejeté (p. 6198).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6198) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6198).

Amendement n° 27 de la commission (étend le régime d'autorisation à toutes les importations ou exportations) : adopté après modifications (p. 6198).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6198).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6198).

Sous-amendement n° 75 du Gouvernement (supprime l'extension aux exportations) : adopté (p. 6198).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6198).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6198).

Amendement n° 130 corrigé de M. Alain Calmat (de précision) : adopté (p. 6198).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6198).

Article L. 666-11 du code de la santé publique (mise en place d'un dispositif d'hémovigilance) :

Discussion commune des amendements n°s 131 et 4.

Amendement n° 131 de M. Alain Calmat (de précision)(p. 6198) : adopté (p. 6199).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6199).

Amendement n° 4 de M. Gilbert Millet (étend le dispositif d'hémovigilance aux produits dérivés stables) (p. 6198) : devenu sans objet (p. 6199).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6199) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6199).

Amendement n° 28 de la commission (impose aux praticiens de fournir les informations nécessaires à l'exercice de l'hémovigilance) : adopté (p. 6199).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6199).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6199).

Amendement n° 76 du Gouvernement (soumet au secret professionnel les personnes qui ont à connaître des informations relatives à l'hémovigilance) : adopté (p. 6199).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6199).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6199).

Amendement n° 153 de M. Jean-Pierre Foucher (définit l'hémovigilance comme l'ensemble des procédures organisées en vue de surveiller, de la collecte au traitement, le sang et ses dérivés, de recueillir et d'évaluer les effets inattendus ou indésirables résultant de l'emploi des produits labiles) : adopté (p. 6199).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6199).

Défavorable : *Calmat (Alain)* (p. 6199).

Après l'article L. 666-11 du code de la santé publique :

Amendement n° 122 de M. Denis Jacquat (interdit la publicité sur la distribution des produits sanguins) : adopté (p. 6199).

Favorables : *Calmat (Alain)* (p. 6199) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6199).

Article 2 *(institution du Comité de sécurité transfusionnelle et de l'Agence française du sang)* (p. 6200) : adopté après modifications (p. 6210) :

Observations : *Millet (Gilbert)* (p. 6201).

Article L. 667-1 du code de la santé publique (institution du Comité de sécurité transfusionnelle) :

Amendement n° 91 de M. Denis Jacquat (précise que le Comité est placé auprès du ministre chargé de la santé) : adopté (p. 6201).

Défavorable : *Calmat (Alain)* (p. 6201).

Amendement n° 66 de M. Gilbert Millet (précise la composition du Comité) : rejeté (p. 6202).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 6201).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6201) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6201) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6202).

Article L. 667-3 du code de la santé publique (saisine du Comité - rapport annuel) :

Discussion commune des amendements n°s 29 et 92.

Amendement n° 29 de la commission (prévoit la publication du rapport annuel sur la sécurité transfusionnelle) : adopté (p. 6202).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6202).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6202).

Amendement n° 92 de M. Denis Jacquat (prévoit la publication du rapport annuel sur la sécurité transfusionnelle) : retiré (p. 6202).

Article L. 667-4 du code de la santé publique (statut de l'Agence française du sang) :

Discussion des amendements identiques n°s 30 et 93 (prévoient que l'Agence est placée sous la tutelle du ministre chargé de la santé).

Amendement n° 30 de la commission : adopté (p. 6202).

Soutenu par : *Jacquat (Denis)* (p. 6202).

Favorables : *Calmat (Alain)* (p. 6202) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6202).

Amendement n° 93 de M. Denis Jacquat : retiré (p. 6202).

Article L. 667-5 du code de la santé publique (fonctions de l'Agence) :

Discussion commune des amendements n°s 77 et 6.

Amendement n° 77 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 6202) : adopté (p. 6203).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6202).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6202).

Amendement n° 6 de M. Gilbert Millet (retient l'autosuffisance nationale en matière de transfusion sanguine parmi les objectifs poursuivis par l'Agence) (p. 6202) : devenu sans objet (p. 6203).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6202).

Amendement n° 137 de M. Gilbert Millet (ajoute aux missions de l'Agence celle de veiller au respect des régles éthiques par la chaîne transfusionnelle) : adopté (p. 6203).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6203).

Amendement n° 94 de M. Denis Jacquat (étend la compétence consultative de l'Agence aux conditions de gestion des établissements de transfusion sanguine) : adopté après rectification (p. 6203).

Favorables : *Calmat (Alain)* (p. 6203) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6203).

Amendement n° 95 de M. Denis Jacquat (rédactionnel) (p. 6203) : retiré (p. 6204).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6204).

Défavorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6204).

Amendement n° 96 de M. Denis Jacquat (rédactionnel) : retiré (p. 6204).

Défavorable : *Calmat (Alain)* (p. 6204).

Discussion des amendements identiques n°s 31 et 97 rectifié (rédactionnels).

Amendement n° 31 de la commission : adopté (p. 6204).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6204).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6204).

Amendement n° 97 rectifié de M. Denis Jacquat : adopté (p. 6204).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6204).

Amendement n° 32 de la commission (précise que l'Agence favorise l'activité de recherche des établissements de transfusion sanguine et la diffusion des connaissances dans l'activité transfusionnelle) : adopté (p. 6204).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6204).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6204).

Amendement n° 98 de M. Denis Jacquat (précise que l'Agence participe à l'acheminement des secours en cas de catastrophe nationale ou internationale) : adopté (p. 6204).

Favorables : *Calmat (Alain)* (p. 6204) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6204).

Amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 6204).

Discussion commune des amendements n°s 34 et 99.

Amendement n° 34 de la commission (prévoit la publication du rapport annuel de l'Agence) : adopté (p. 6205).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6205).

Amendement n° 99 de M. Denis Jacquat (prévoit la publication du rapport annuel de l'Agence) : retiré (p. 6205).

Article L. 667-6 du code de la santé publique (administration de l'Agence) :

Discussion commune des amendements n°s 35, 101 et 100.

Amendement n° 35 de la commission (prévoit la nomination de médecins parmi les personnalités qualifiées membres du conseil d'administration de l'Agence) : adopté (p. 6205).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6205).

Amendement n° 101 de M. Denis Jacquat (remplace les personnalités qualifiées et les représentants du personnel au conseil d'administration de l'Agence par des représentants des professions de santé) : retiré (p. 6205).

Amendement n° 100 de M. Denis Jacquat (supprime la représentation du personnel dans le conseil d'administration de l'Agence) : devenu sans objet (p. 6205).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6205) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6205).

Amendement n° 132 de M. Alain Calmat (ajoute au conseil d'administration de l'Agence un représentant des établissements de transfusion sanguine et un représentant de leurs personnels siégeant avec voix consultative) (p. 6205) : adopté (p. 6206).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6205).

Observations : *Millet (Gilbert)* (p. 6205).

Amendement n° 102 de M. Denis Jacquat (rédactionnel) : rejeté (p. 6206).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6206) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6206).

Amendement n° 103 de M. Denis Jacquat (rédactionnel) : rejeté (p. 6206).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6206) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6206).

Article L. 667-7 du code de la santé publique (décisions relevant de la compétence du président de l'Agence) :

Amendement n° 36 de la commission (soumet à l'avis du conseil d'administration les décisions d'agrément, d'autorisation et de retrait prises par le président de l'Agence ; impose à ce dernier de rendre compte au conseil d'administration de ses décisions de suspension) : adopté après modifications (p. 6206).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6206).

Observations : *Millet (Gilbert)* (p. 6206).

Discussion commune des sous-amendements n°s 78 corrigé et 119 corrigé.

Sous-amendement n° 78 corrigé du Gouvernement (impose au président de l'Agence de rendre compte au conseil d'administration des autorisations spécifiques et d'importation qu'il a accordées) : retiré (p. 6206).

Sous-amendement n° 119 corrigé de M. Alain Calmat (impose au président de l'Agence de rendre compte au conseil d'administration de ses décisions autorisant l'importation de produits sanguins) : adopté (p. 6206).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6206).

Amendements n°s 104 et 105 de M. Denis Jacquat : devenus sans objet (p. 6206).

Article L. 667-8 du code de la santé publique (statut du personnel de l'Agence) :

Amendement n° 106 de M. Denis Jacquat (précise que le secret et la discrétion professionnels s'imposent à toutes les personnes employées par l'Agence) : adopté (p. 6207).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6207).

Article L. 667-9 du code de la santé publique (compétences des inspecteurs de l'Agence) :

Discussion commune des amendements n°s 123 et 154.

Amendement n° 123 de M. Denis Jacquat (crée un service d'inspection spécialisé placé auprès du chef de l'inspection des affaires sociales) : rejeté (p. 6207).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6207) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6207).

Amendement n° 154 de M. Jean-Pierre Foucher (prévoit que l'Agence dispose du concours de pharmaciens inspecteurs de la santé) : rejeté (p. 6207).

Soutenu par : *Jacquat (Denis)* (p. 6207).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6207) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6207).

Amendement n° 37 de la commission (prévoit qu'un décret fixe les conditions dans lesquelles les inspecteurs de l'Agence peuvent exercer certaines activités rémunérées en plus de leur activité professionnelle) : adopté (p. 6207).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6207).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6207).

Amendement n° 107 de M. Denis Jacquat (rédactionnel) (p. 6207) : rejeté (p. 6208).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6207) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6208).

Amendement n° 124 de M. Denis Jacquat : devenu sans objet (p. 6208).

Article L. 667-11 du code de la santé publique (création du Fonds d'orientation de la transfusion sanguine) (p. 6208) : discussion réservée (p. 6209) ; reprise (p. 6210).

Amendement n° 38 de la commission (permet d'affecter les crédits du Fonds d'orientation à la réalisation d'objectifs d'intérêt national pour la transfusion sanguine) : adopté (p. 6208).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6208).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6208).

Amendement n° 7 de M. Gilbert Millet (supprime la contribution au Fonds d'orientation à la charge des établissements de transfusion sanguine) (p. 6208) ; réservé (p. 6209) : rejeté (p. 6210).

Favorable : *Jacquat (Denis)* (p. 6208).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6208) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6208).

Amendement n° 39 de la commission (supprime le prélèvement perçu par l'Etat pour asseoir et recouvrer la contribution des établissements de transfusion sanguine au Fonds d'orientation) : réservé (p. 6209) ; retiré (p. 6210).

Amendement n° 125 du Gouvernement (ramène à 2,5 p. 100 le taux du prélèvement perçu par l'Etat pour asseoir et recouvrer la contribution des établissements de transfusion sanguine au Fonds d'orientation) : réservé (p. 6209) ; adopté (p. 6210).

Article L. 667-12 du code de la santé publique (ressources de l'Agence) :

Discussion commune des amendements n°s 8 et 166.

Amendement n° 8 de M. Gilbert Millet (de conséquence) (p. 6209) : rejeté (p. 6210).

Amendement n° 166 du Gouvernement (substitue une dotation globale versée par les régimes d'assurance maladie à la quote-part de la contribution mise à la charge des établissements de transfusion sanguine) (p. 6209) : adopté (p. 6210).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6209).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6209).

Défavorable : *Millet (Gilbert)* (p. 6209).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 6209).

Article L. 667-11 du code de la santé publique précédemment réservé (création du Fonds d'orientation de la transfusion sanguine) :

Amendement n° 7 précédemment réservé de M. Gilbert Millet (supprime la contribution des établissements de transfusion sanguine au Fonds d'orientation) : rejeté (p. 6210).

Discussion commune des amendements n°s 39 et 25.

Amendement n° 39 de la commission précédemment réservé (supprime le prélèvement perçu par l'Etat pour asseoir et recouvrer la contribution des établissements de transfusion sanguine au Fonds d'orientation) : retiré (p. 6210).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6210).

Défavorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6210).

Amendement n° 125 précédemment réservé du Gouvernement (ramène à 2,5 p. 100 le taux du prélèvement perçu par l'Etat pour asseoir et recouvrer la contribution des établissements de transfusion sanguine au Fonds d'orientation) : adopté (p. 6210).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6210).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6210).

Article 3 *(dispositions relatives aux établissements de transfusion sanguine)* (p. 6210) : adopté aprés modifications (p. 6217).

Article L. 668-1 du code de la santé publique (activités et statut des établissements) :

Amendement n° 155 de M. Jean-Pierre Foucher (dispose que ces établissements ont une mission de santé publique) : adopté (p. 6211).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6211).

Amendement n° 126 du Gouvernement (dispose que les établissements de transfusion sanguine participent au service public de la transfusion sanguine) : adopté (p. 6211).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6211).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6211).

Amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6211).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6211).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6211).

Amendement n° 42 rectifié de la commission (reconnaît aux établissements de transfusion sanguine une fonction de conseil en matière d'actes de transfusion) (p. 6211) : adopté (p. 6212).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6211).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6212).

Amendement n° 43 de la commission (reconnaît aux établissements de transfusion sanguine la possibilité de distribuer des médicaments dérivés du sang) : adopté après modifications (p. 6212).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6212).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6212).

Sous-amendement n° 79 du Gouvernement (limite l'autorisation de distribuer et délivrer des médicaments dérivés du sang au cas des malades traités par l'établissement de transfusion sanguine) : adopté (p. 6212).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6212).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6212).

Observations : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6212).

Amendement n° 44 de la commission (précise que les activités accessoires des établissements de transfusion sanguine sont uniquement des activités soumises à un régime d'autorisation) : adopté (p. 6212).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6212).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6212).

Amendement n° 45 de la commission (précise que les établissements de transfusion sanguine peuvent être autorisés à exercer des activités de soins) : adopté (p. 6212).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6212).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6212).

Amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Foucher (limite l'exercice d'activités accessoires par les établissements de transfusion sanguine à celles nécessaires au contrôle des prélèvements sanguins) (p. 6212) : rejeté (p. 6213).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6212) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6213).

Discussion commune des amendements n°s 46 et 110.

Amendement n° 46 de la commission (permet d'agréer en qualité d'établissements de transfusion sanguine les associations à but non lucratif régies par les articles 21 à 79 du code civil local et la loi d'Empire du 19 avril 1908 qui ont leur siège dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) : rejeté (p. 6213).

Soutenu par : *Jacquat (Denis)* (p. 6213).

Amendement n° 110 de M. Denis Jacquat (p. 6213) (permet d'agréer en qualité d'établissements de transfusion sanguine les associations à but non lucratif régies par la loi d'Empire du 19 avril 1908 dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) : adopté (p. 6213).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6213).

Discussion commune des amendements n°s 9 et 47.

Amendement n° 9 de M. Gilbert Millet (supprime la faculté reconnue aux établissements de transfusion sanguine de constituer des groupements d'intérêt public) : rejeté (p. 6213).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 6213).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6213) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6213).

Amendement n° 47 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 6213).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6213).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6213).

Amendement n° 160 de M. Jean-Pierre Foucher (permet d'agréer en qualité d'établissement de transfusion sanguine les centres d'hémobiologie des hôpitaux de l'Assistance publique) (p. 6213) : rejeté (p. 6214).

Défavorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6213).

Discussion commune des amendements n°s 161 et 157.

Amendement n° 161 de M. Jean-Pierre Foucher (permet d'agréer en qualité d'établissements de transfusion sanguine les centres d'hémobiologie des hôpitaux des armées) : rejeté (p. 6214).

Amendement n° 157 du Gouvernement (renvoie à un décret en Conseil d'Etat la fixation du statut particulier du centre de transfusion sanguine des armées) : adopté (p. 6213).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6213).

Article L. 668-2 du code de la santé publique (agrément des établissements) :

Amendement n° 111 de M. Denis Jacquat (rédactionnel) : adopté (p. 6214).

Défavorable : *Calmat (Alain)* (p. 6214).

Amendement n° 48 de la commission (précise que la décision d'agrément doit être compatible avec le schéma d'organisation de la transfusion sanguine et indiquer la zone de collecte de l'établissement) : adopté (p. 6214).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6214).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6214).

Article L. 668-3 du code de la santé publique (bonnes pratiques et enregistrement des nouveaux produits sanguins labiles) :

Amendement n° 49 de la commission (impose de communiquer à l'Agence française du sang les informations relatives à l'efficacité et à la sécurité d'un nouveau produit sanguin labile) : adopté (p. 6214).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6214).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6214).

Article L. 668-4 du code de la santé publique (autorisations spécifiques) :

Amendement n° 10 de M. Gilbert Millet (de suppression) (p. 6214) : rejeté (p. 6215).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6214) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6215).

Amendement n° 50 de la commission (élargit le champ d'application de l'autorisation spécifique aux activités, productions ou équipements qui nécessitent des dispositions particulières dans l'intérêt de la santé publique) : adopté (p. 6215).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6215).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6215).

Amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6215).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6215).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6215).

Article L. 668-5 du code de la santé publique (autorisation de recours au sang ou aux produits dérivés labiles issus de collectes faites en dehors du territoire français) :

Amendement n° 133 de M. Alain Calmat (de conséquence) : adopté (p. 6215).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6215).

Amendement n° 11 de M. Gilbert Millet (prévoit que l'autorisation d'importation est accordée uniquement pour le sang collecté conformément aux principes éthiques de « non-profit » et de bénévolat ; précise que la France contribue à la reconnaissance de ses principes éthiques par d'autres pays) : rejeté (p. 6215).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6215) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6215).

Amendement n° 80 du Gouvernement (réserve les exportations de sang et de ses dérivés aux établissements de transfusion sanguine après autorisation de l'Agence française du sang) : adopté après rectification rédactionnelle (p. 6215).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6215).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6215).

Article L. 668-7 du code de la santé publique (communication d'informations) :

Amendement n° 112 de M. Denis Jacquat (soumet au secret médical les personnes appelées à recueillir les informations fournies à l'Agence française du sang par les établissements de transfusion sanguine) : adopté après rectification (retient une obligation de secret professionnel) (p. 6216).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6216) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6216).

Article L. 668-8 du code de la santé publique (conditions de nomination des directeurs des établissements) :

Amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6216).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6216).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6216).

Article L. 668-9 du code de la santé publique (personnels des établissements) :

Amendement n° 135 de M. David Bohbot (renvoie à un décret en Conseil d'Etat la fixation des conditions de rémunération des personnels des établissements de transfusion sanguine) : adopté (p. 6216).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6216).

Défavorable : *Calmat (Alain)* (p. 6216).

Article L. 668-10 du code de la santé publique (responsabilité des établissements envers les donneurs) :

Amendement n° 162 de M. Jean-Jacques Weber (prévoit que la responsabilité pour les risques et aléas thérapeutiques subis par les receveurs d'organes ou de produits d'origine humaine fera l'objet d'une loi spécifique) (p. 6216) : rejeté (p. 6217).

Défavorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6217).

Observations : *Millet (Gilbert)* (p. 6217).

Lois : projet de loi sur l'indemnisation des victimes d'aléas thérapeutiques : préparation : engagement du Gouvernement : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6217).

Article L. 668-11 du code de la santé publique (retrait des agréments et autorisations - procédure d'urgence) :

Amendement n° 53 de la commission (corrige une erreur matérielle) : adopté (p. 6217).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6217).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6217).

Discussion des amendements identiques n°s 54 et 113 (rédactionnels).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6217).

Amendement n° 34 de la commission : adopté (p. 6217).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6217).

Amendement n° 113 de M. Denis Jacquat : adopté (p. 6217).

Article 4 *(mise en place des schémas d'organisation de la transfusion sanguine)* (p. 6217) : adopté après modifications (p. 6220).

Avant l'article L. 669-1 du code de la santé publique :

Amendement n° 148 de M. Gilbert Millet (intitule le chapitre IV du livre VI du code de la santé publique : « Organisation de la transfusion sanguine ») : rejeté (p. 6218).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6218) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6218).

Transfusion sanguine : organisation : structure départementale : *Millet (Gilbert)* (p. 6218) ; *Calmat (Alain)* (p. 6218) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6218).

Article L. 669-1 du code de la santé publique (ressorts territoriaux des schémas) :

Amendement n° 144 de M. Gilbert Millet (supprime les schémas d'organisation de la transfusion sanguine ; crée une commission départementale chargée d'évaluer les besoins de transfusion) : rejeté (p. 6219).

Article L. 669-2 du code de la santé publique (conditions d'élaboration des schémas) :

Amendement n° 145 de M. Gilbert Millet (crée une commission régionale de coordination de la transfusion sanguine) : rejeté (p. 6219).

Article L. 669-3 du code de la santé publique (contenu des schémas) :

Amendement n° 146 de M. Gilbert Millet (confie à l'Agence française du sang une compétence de coordination des activités de transfusion sanguine) : rejeté (p. 6219).

Article L. 669-4 du code de la santé publique (commissions régionales et inter-régionales d'organisation de la transfusion sanguine) :

Amendement n° 147 de M. Gilbert Millet (de suppression) : rejeté (p. 6219).

Amendement n° 55 de la commission (supprime la représentation exclusive des donneurs de sang par des membres de leurs associations au sein des commissions d'organisation) : retiré (p. 6219).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6219).

Amendement n° 56 de la commission (ajoute une représentation des organismes d'assurance maladie au sein des commissions d'organisation) : adopté (p. 6219).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6219).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6219).

Amendement n° 81 du Gouvernement (supprime la consultation des commissions d'organisation sur les autorisations d'importer du sang ou de ses dérivés labiles) : retiré (p. 6219).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6219).

Défavorable : *Calmat (Alain)* (p. 6219).

Amendement n° 120 corrigé de M. Alain Calmat (prévoit que le président de l'Agence française du sang informe, dans un délai de quinze jours, les commissions d'organisation des autorisations d'importer qu'il a données) (p. 6219) : adopté (p. 6220).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6220).

Article 5 *(dispositions relatives aux médicaments dérivés du sang et au Laboratoire français du fractionnement)* (p. 6220) : adopté après modifications (p. 6224).

Avant l'article L. 670-1 du code de la santé publique :

Discussion commune des amendements n°s 138 et 114.

Amendement n° 138 de M. Gilbert Millet (intitule le chapitre V du livre VI du code de la santé publique : « Des produits dérivés du sang et des laboratoires de fractionnement ») (p. 6220) : rejeté (p. 6221).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6221) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6221).

Communautés Européennes : directives du 14 juin 1989 sur les médicaments dérivés du sang ou du plasma humain : *Millet (Gilbert)* (p. 6220).

Transfusion sanguine :

- importations de produits sanguins : réglementation : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6221) ;

- organisation : Laboratoire français du fractionnement : *Calmat (Alain)* (p. 6221) ;

- produits stables : soumission au régime du médicament : *Millet (Gilbert)* (p. 6220) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6221).

Amendement n° 114 de M. Denis Jacquat (remplace l'expression : « médicaments dérivés du sang » par celle de : « médicaments provenant de dons de sang humain » dans l'intitulé du chapitre V du livre VI du code de la santé publique) (p. 6220, 6221) : rejeté (p. 6221).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6221) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6221).

Amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6221).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6221).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6221).

Article L. 670-1 du code de la santé publique (régime applicable aux médicaments dérivés du sang) :

Amendement n° 139 de M. Gilbert Millet (précise que les produits et préparations dérivés du sang ne peuvent ni être assimilés à des médicaments ni se voir opposer la réglementation communautaire relative au médicament ou la directive du 14 juin 1989) : rejeté (p. 6221).

Article L. 670-2 du code de la santé publique (institution du Laboratoire français du fractionnement) :

Amendement n° 140 de M. Gilbert Millet (autorise l'existence de plusieurs laboratoires de fractionnement du sang collecté en France) : rejeté (p. 6221).

Amendement n° 158 de M. Jean-Pierre Foucher (supprime le monopole reconnu au Laboratoire français du fractionnement de préparer des médicaments dérivés du sang collecté en France) : rejeté (p. 6222).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6222) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6222).

Amendement n° 164 de M. Alain Calmat (rédactionnel) : adopté (p. 6222).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6222).

Amendement n° 58 deuxième rectification de la commission (ajoute les mots : « et des biotechnologies » dans l'intitulé du Laboratoire français du fractionnement) : adopté (p. 6222).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6222).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6222).

Article L. 670-3 du code de la santé publique (application des dispositions relatives aux établissements pharmaceutiques) :

Amendement n° 141 de M. Gilbert Millet (de suppression) : rejeté (p. 6222).

Amendement n° 115 de M. Denis Jacquat (maintient l'habilitation spéciale de l'Institut Pasteur à préparer et distribuer des virus, sérums, toxines et produits d'origine microbienne servant à la prophylaxie ou à la thérapeutique ainsi que les allergènes) : rejeté (p. 6222).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6222) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6222).

Amendement n° 59 de la commission (de précision) (p. 6222) : adopté (p. 6223).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6223).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6223).

Article L. 670-4 du code de la santé publique (conditions d'autorisation de mise sur le marché des médicaments dérivés du sang) :

Amendement n° 142 de M. Gilbert Millet (exclut les produits dérivés du sang du régime de l'autorisation de mise sur le marché pour les soumettre à un agrément ministériel spécifique) : rejeté (p. 6223).

Amendement n° 14 de M. Gilbert Millet (supprime toute possibilité d'autoriser la mise sur le marché d'un médicament préparé à partir de sang prélevé dans des conditions non conformes aux règles d'éthique) : retiré (p. 6223).

Amendement n° 60 de la commission (précise que hormis le manque de médicaments, les autorisations de mise sur le marché dérogatoires, sont uniquement justifiées par une meilleure efficacité ou sécurité thérapeutiques) : adopté (p. 6223).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6223).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6223).

Amendement n° 116 de M. Denis Jacquat (limite le renouvellement d'une autorisation de mise sur le marché dérogatoire au cas où les conditions qui ont justifié son attribution persistent) : adopté (p. 6223).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6223).

Défavorable : *Calmat (Alain)* (p. 6223).

Article L. 670-5 du code de la santé publique (conditions d'application du chapitre V) :

Amendement n° 163 de M. Jean-Jacques Weber (impose au Laboratoire français du fractionnement de s'assurer que les procédés de fabrication des médicaments dérivés du sang garantissent leur qualité et leur absence de contamination virale) (p. 6223) : rejeté (p. 6224).

Défavorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6224).

Amendement n° 165 du Gouvernement (de précision) : adopté après rectification (p. 6224).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6224).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6224).

Amendement n° 159 de M. Jean-Pierre Foucher (de précision) : adopté après rectification (p. 6224).

Article 6 *(dispositions pénales)* (p. 6224) : adopté après modifications (p. 6226).

Article L. 671-2 du code de la santé publique (sanctions des atteintes au principe du consentement du donneur de sang) :

Amendement n° 61 de la commission (étend aux tentatives de prélèvement les sanctions prévues pour le prélèvement sur un majeur protégé ou sur un mineur qui n'a pas donné son consentement) : adopté (p. 6224).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6224).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6224).

Article L. 671-4 du code de la santé publique (sanction du manquement à l'obligation de procéder aux tests de dépistage) :

Amendement n° 62 de la commission (incrimine la distribution ou l'utilisation, pour quelque motif que ce soit, de produits sanguins sans dépistage sanitaire ni analyse biologique) : adopté après modifications (p. 6225).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6225).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6225).

Sous-amendement n° 83 du Gouvernement (incrimine la distribution ou l'utilisation « sciemment » faites de ces produits sanguins) : adopté (p. 6225).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6225).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 6225).

Sous-amendement oral du Gouvernement (limite l'incrimination aux mêmes produits sanguins distribués ou utilisés pour motif thérapeutique pour autrui) : rejeté (p. 6225).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6225).

Favorable : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6225).

Défavorable : *Calmat (Alain)* (p. 6225).

Article L. 671-5 du code de la santé publique (sanction du non-respect des dispositions relatives à la modification des caractéristiques du sang) :

Amendement n° 63 de la commission (punit d'une amende de 300 000 francs, et en cas de récidive, d'une amende de 500 000 francs et d'un emprisonnement de six mois quiconque a sciemment contrevenu à l'obligation qu'ont les établissements de transfusion sanguine de s'assurer pour les risques encourus par les donneurs de sang) : adopté (p. 6225).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6225).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6225).

Article L. 671-8 du code de la santé publique (sanctions pour violation des dispositions relatives aux conditions de distribution des produits labiles) :

Amendement n° 64 de la commission (corrige une erreur matérielle) : adopté (p. 6225).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6225).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6225).

Amendement n° 65 de la commission (corrige une erreur matérielle) : adopté (p. 6225).

Soutenu par : *Calmat (Alain)* (p. 6225).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6225).

Titre II : *dispositions finales et transitoires.*

Article 7 *(régime transitoire d'agrément des établissements de transfusion sanguine) :* adopté (p. 6226).

Article 8 *(organisation transitoire des relations entre l'Agence française du sang, et les établissements de transfusion sanguine) :* adopté (p. 6226).

Article 9 *(régime transitoire applicable aux produits dérivés stables) :* adopté (p. 6226).

Amendement n° 16 de M. Gilbert Millet (de suppression) : rejeté (p. 6226).

Amendement n° 17 de M. Gilbert Millet (impose aux radios et aux télévisions la diffusion régulière d'émissions pour encourager le don du sang) (p. 6226) : rejeté (p. 6227).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 6226).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6226) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6226).

Après l'article 9 :

Amendement n° 84 du Gouvernement (prévoit qu'un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions particulières d'application de la loi par le centre de transfusion sanguine des armées) : rejeté (p. 6226).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6226).

Défavorable : *Calmat (Alain)* (p. 6226).

Amendement n° 143 de M. Gilbert Millet (autorise la collecte de sang sur le lieu et pendant la durée du travail sans que l'employeur puisse s'y opposer) : retiré (p. 6227).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 6227).

Défavorables : *Calmat (Alain)* (p. 6227) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6227).

Amendement n° 121 de M. Alain Calmat (prévoit que la loi sera réexaminée par le Parlement après l'évaluation de son application dans le délai de cinq ans après son entrée en vigueur et au plus tard le 31 décembre 1997) : adopté (p. 6227).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6227).

Titre :

Amendement n° 117 de M. Denis Jacquat (fait référence à l'utilisation du sang humain à des fins de recherche dans le titre du projet de loi) : retiré (p. 6227).

Défavorable : *Calmat (Alain)* (p. 6227).

Explications de vote : *Millet (Gilbert)* (p. 6227) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6228) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6228) ; *Bohbot (David)* (p. 6228).

Intervention du Gouvernement après les explications de vote : *Kouchner (Bernard)* (p. 6228).

Agence française du sang : compétences et financement : *Jacquat (Denis)* (p. 6228) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6228).

Assemblée nationale : conditions de travail : *Jacquat (Denis)* (p. 6228) ; *Bohbot (David)* (p. 6228) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6228).

Hôpitaux et cliniques : centres hospitaliers de transfusion sanguine : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6228).

Transfusion sanguine :

- organisation : *Millet (Gilbert)* (p. 6227) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6228) ;
- produits stables : soumission au régime du médicament : *Millet (Gilbert)* (p. 6228).

Vie, médecine et biologie :

- éthique biomédicale : principes : *Millet (Gilbert)* (p. 6227) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6228) ;
- éthique et sécurité : conciliation : *Millet (Gilbert)* (p. 6285).

Vote des groupes :

Groupe communiste : contre : *Millet (Gilbert)* (p. 6228).

Groupe socialiste : pour : *Bohbot (David)* (p. 6228).

Groupe U.D.C. : abstention : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6228).

Groupe U.D.F. : abstention : *Jacquat (Denis)* (p. 6228).

Rappel au règlement : *Bohbot (David)* : appelle l'attention sur l'absence totale depuis le début de l'examen du projet sur la transfusion sanguine des parlementaires du groupe R.P.R.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6229).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [21 décembre 1992] (p. 7673).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission mixte paritaire : *Bohbot (David)* suppléant *Calmat (Alain)* (p. 7673).

Intervention du Gouvernement : *Kouchner (Bernard)* (p. 7674).

Discussion générale : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7675) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7675) ; *Préel (Jean-Luc)* (p. 7677) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 7677) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7678).

Réponse du Gouvernement : *Kouchner (Bernard)* (p. 7678).

Principaux thèmes développés :

Administration : ministère des affaires sociales et de la santé :

- Agence du médicament : création, statut, compétences et fonctionnement : *Bohbot (David)* (p. 7673) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 7674, 7679) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7675) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7676) ; *Préel (Jean-Luc)* (p. 7677) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 7677) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7678) ;
- fonctionnement et moyens : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7676) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 7678).

Agence française du sang : statut, compétences, pouvoirs et moyens : *Bohbot (David)* (p. 7674) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 7674) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7675).

Communautés européennes : droit communautaire : directive du 14 juin 1989 sur les médicaments dérivés du sang ou du plasma humain : *Bohbot (David)* (p. 7674) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 7674, 7679) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7675).

Lois :

- projet de loi n° 2219 relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie : *Bohbot (David)* (p. 7673) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7676) ; *Préel (Jean-Luc)* (p. 7677) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 7677) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7678) ;
- projet de loi sur l'indemnisation des victimes d'aléas thérapeutiques : préparation : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7677).

Médicaments :

- autorisation de mise sur le marché (A.M.M.) : *Bohbot (David)* (p. 7673) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 7674) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7676) ;
- politique du médicament : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7676) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 7679).

Parlement : commission mixte paritaire : accord : *Bohbot (David)* (p. 7673) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 7674).

Professions médicales : risque thérapeutique : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7678).

Transfusion sanguine :

- dons du sang : volontariat, gratuité et anonymat : *Bohbot (David)* (p. 7673) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7675) ; *Préel (Jean-Luc)* (p. 7677) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 7677) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 7678) ;
- hémovigilance : contenu et organisation : *Bohbot (David)* (p. 7674) ;
- importations de produits sanguins : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7675) ; *Préel (Jean-Luc)* (p. 7677) ;
- produits stables : soumission au régime du médicament : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7675) ;
- sécurité : *Bohbot (David)* (p. 7673) ;
- transfusés atteints du virus de l'hépatite C : indemnisation : *Préel (Jean-Luc)* (p. 7677).

Transfusion sanguine : organisation :

- établissements de transfusion sanguine agréés : activités spécifiques : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 7677) ;
- établissements de transfusion sanguine agréés : statut : harmonisation : *Bohbot (David)* (p. 7674) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 7674) ;
- Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies : *Bohbot (David)* (p. 7674) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 7674) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7675) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 7678) ;
- organisation actuelle : bilan et dysfonctionnements : *Bohbot (David)* (p. 7673) ;
- réforme : *Bohbot (David)* (p. 7673) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 7679) ;
- sanctions administratives : retrait d'agrément : *Bohbot (David)* (p. 7674).

Texte de la commission mixte paritaire [21 décembre 1992] (p. 7679 à 7688).

Vote des groupes :

Groupe communiste : contre : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7675).

Groupe R.P.R. : abstention : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7677).

Groupe socialiste : pour : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7678).

Groupe U.D.C. : abstention : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 7678).

Groupe U.D.F. : abstention : *Préel (Jean-Luc)* (p. 7677).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 7688).

24. Proposition de résolution n° 3030 tendant à la constitution d'une commission d'enquête chargée d'examiner l'**état des connaissances scientifiques et les actions menées à l'égard de la transmission du sida au cours des dix dernières années en France et à l'étranger.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 10 novembre 1992 par M. Jean Auroux. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. David Bohbot (18 novembre 1992). - Rapport **n° 3044** (18 novembre 1992). - Discussion et adoption le 20 novembre 1992. - Résolution **n° 731**.

Constitution [*J.O.* du 25 novembre 1992] (p. 16165). - Bureau [*J.O.* du 27 novembre 1992] (p. 16256). - Président : M. Bernard Derosier ; rapporteur : M. Jean-Yves Le Déaut. - Rapport **n° 3252** (4 février 1993).

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1992] (p. 5763).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires culturelles : *Bohbot (David)* (p. 5763).

Exception d'irrecevabilité soulevée par : *Millon (Charles)* (p. 5763) : rejetée au scrutin public (p. 5768).

Soutenue par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 5764).

Explications de vote : *Derosier (Bernard)* (p. 5766) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5767) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5767) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5767).

Discussion générale : *Derosier (Bernard)* (p. 5768) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5768) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5769) ; *Chermann (Jean-Claude)* (p. 5769) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5770).

Principaux thèmes développés :

Administration : corps d'inspection et de contrôle : inspection générale des affaires sociales et inspection générale des finances : contrôle du système de transfusion sanguine : *Bohbot (David)* (p. 5763).

Assemblée nationale : commissions d'enquête :

- constitutions : commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales sous la Ve République : *Derosier (Bernard)* (p. 5766) ;
- demandes : propositions de résolution nos 2092, 2909 et 2973 : rejet : *Bohbot (David)* (p. 5763) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 5764, 5765) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5766, 5768) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5767) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5767, 5768) ;
- irrecevabilité : poursuites judiciaires sur des faits ayant motivé la proposition : *Mazeaud (Pierre)* (p. 5765) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5766) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5770) ;
- membres : obligations : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5768).

Assemblée nationale : règlement : exception d'irrecevabilité : propositions de résolution : *Mazeaud (Pierre)* (p. 5764) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5766).

Conseil constitutionnel : saisine : élargissement : *Mazeaud (Pierre)* (p. 5766).

Constitution :

- inconstitutionnalité de la commission d'enquête demandée : *Mazeaud (Pierre)* (p. 5765) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5769) ;
- séparation des pouvoirs : *Mazeaud (Pierre)* (p. 5765) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5766) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5766).

Haute Cour de justice :

- compétence, saisine et fonctionnement : *Mazeaud (Pierre)* (p. 5766) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5767) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5767, 5768) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5768) ;
- membres : obligations : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5768, 5769) ;
- pouvoirs d'appréciation : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5768) ;
- saisine : transfusion sanguine : termes de la résolution : *Derosier (Bernard)* (p. 5768).

Justice :

- administration pénitentiaire : collecte de sang dans les prisons : *Bohbot (David)* (p. 5764) ;
- transfusion sanguine : poursuites judiciaires : *Bohbot (David)* (p. 5763) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 5764, 5765) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5766, 5768) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5767) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5768) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5769).

Lois : projet de loi n° 3003 relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, et modifiant le code de la santé publique : *Bohbot (David)* (p. 5763).

Opposition : refus de participer aux travaux de la commission d'enquête demandée : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5769).

Sida : lutte contre :

- action des pouvoirs publics depuis dix ans et dysfonctionnements : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5768) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5769) ; *Chermann (Jean-Claude)* (p. 5769) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5770) ;
- épidémie : évolution : *Chermann (Jean-Claude)* (p. 5769) ;
- état des connaissances scientifiques : évolution depuis dix ans : *Bohbot (David)* (p. 5763, 5764) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 5764, 5765) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5766, 5769) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5767) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5768) ;
- recherche : progrès et moyens : *Chermann (Jean-Claude)* (p. 5769).

Transfusion sanguine :

- Fondation nationale de la transfusion sanguine : dissolution : *Bohbot (David)* (p. 5763) ;
- hémophiles et transfusés atteints du sida : compassion et indemnisation : *Bohbot (David)* (p. 5763) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5768) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5769) ;
- Institut Mérieux : exportations de produits anti-hémophiliques non chauffés : *Bohbot (David)* (p. 5764) ;
- médecins : manquements à l'éthique : *Hubert (Elisabeth)* (p. 5770) ;
- système français : réforme : *Bohbot (David)* (p. 5763) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5770).

Adoption au scrutin public de l'article unique de la proposition de résolution (p. 5771).

25. Rapport d'information n° 3050 déposé par M. Marc Dolez, au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, sur l'**application de la directive communautaire du 14 juin 1989 concernant les médicaments dérivés du sang ou du plasma humains** [19 novembre 1992].

26. Proposition de loi n° 3268 relative à **l'indemnisation des victimes de transfusions de produits sanguins.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 24 mars 1993 par M. Patrick Balkany. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Questions au Gouvernement :

- **n° 1425 - Vaccin contre le sida :** *Franchis (Serge)*. Réponse : *Kouchner (Bernard)*, ministre de la santé et de l'action humanitaire [18 novembre 1992] (p. 5689, 5690) :

Actions de prévention ; moyens des équipes de recherche ; budget de la santé et budget consacré à la lutte contre le sida, Agence nationale de recherche sur le sida : dotation.

- **n° 1440 - Prévention du sida :** *Hage (Georges).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire [2 décembre 1992] (p. 6413, 6414) :

Statistiques de progression de l'épidémie ; moyens financiers consacrés à la lutte contre le sida ; information des jeunes ; populations à haut risque ; aide au tiers-monde ; journée mondiale de lutte contre le sida ; rôle des associations ; situation en Afrique.

- **n° 1448 - Journée mondiale d'action contre le sida :** *Bapt (Gérard).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire [2 décembre 1992] (p. 6420, 6421) :

Prévention du sida : information des jeunes ; génération sida ; nombre de morts aux Etats-Unis ; budget du ministère de la jeunesse et des sports : montant consacré à l'information sur le sida ; associations d'éducation populaire et mouvements sportifs : rôle.

- **n° 1450 - Sida :** *Papon (Monique).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire [2 décembre 1992] (p. 6421, 6422) :

Journée mondiale de lutte contre le sida ; rôle des collectivités locales ; utilisation des fonds collectés ; problèmes posés par le sida au corps médical ; tolérance à l'égard des malades ; associations : rôle d'information.

Voir *Assurance maladie-maternité.*
Boissons et alcools : questions au Gouvernement.
Commerce extérieur **4.**
D.M.O.S. **1.**
Drogue : questions au Gouvernement.
Droit pénal **21,** première lecture.
Environnement **54.**
Hôpitaux et cliniques.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Affaires sociales et santé.
Parlement **48, 51.**
Pharmacie **8.**
Postes et télécommunications : questions orales sans débat.
Professions médicales.
Professions paramédicales.
Sécurité sociale.
Système pénitentiaire : questions au Gouvernement.
Tabac : questions au Gouvernement.
Vie, médecine et biologie.

SECTEUR PUBLIC

Questions au Gouvernement :

- **n° 1181 - Droit de grève dans les services publics :** *Clément (Pascal).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [15 avril 1992] (p. 489) :

Réglementation : application ; continuité du service public.

Voir *Banques et établissements financiers* **13.**
Industrie : questions à un ministre.
Lois de finances **11,** avant la discussion des articles.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Aménagement du territoire.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Economie, finances et budget et article 48.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Industrie et commerce extérieur.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Postes et télécommunications.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Travail, emploi et formation professionnelle.
Marchés publics **3.**
Politique économique : questions au Gouvernement.

Entreprises publiques.

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie : Economie, finances et budget.

SECURITE CIVILE

Questions au Gouvernement :

- **n° 1318 - Services départementaux d'incendie et de secours :** *Falco (Hubert).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique [24 juin 1992] (p. 2718, 2719) :

Région Provence - Alpes-Côte d'Azur : inquiétudes ; loi du 6 février 1992 : désengagement de l'Etat ; sapeurs-pompiers volontaires : disponibilité ; départementalisation des centres de secours et d'incendie ; budgets des conseils généraux ; dotation de l'Etat ; loi de départementalisation : meilleure répartition territoriale des moyens.

Questions orales sans débat :

- **n° 537 - Sécurité civile (personnel) :** *Frédéric-Dupont (Edouard)* à M. le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : publiée au *J.O.* du 8 avril 1992 (p. 363). Réponse : *Sueur (Jean-Pierre),* secrétaire d'Etat aux collectivités locales [10 avril 1992] (p. 443, 444) :

Secouristes : formation ; associations : moyens financiers ; décret du 30 août 1991.

- **n° 1238 - Statut des sapeurs-pompiers :** *Bonnet (Alain).* Réponse : *Sueur (Jean-Pierre),* secrétaire d'Etat aux collectivités locales [13 mai 1992] (p. 1173) :

Statut des sapeurs-pompiers volontaires : décrets d'application ; primes et protection sociale ; Conseil d'Etat : examen du décret d'application relatif aux indemnités journalières.

Voir *Affaires étrangères :* questions au Gouvernement.
Bois et forêts.
Collectivités locales : questions à un ministre.
D.M.O.S. **1.**
Justice : questions au Gouvernement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Environnement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Intérieur.
Risques naturels : questions au Gouvernement.
Sports : questions au Gouvernement.
Sports **7.**

Catastrophes : Bastia : stade de Furiani.

Voir *Assemblée nationale :* hommages.
Constitution **7,** première lecture.
Sports **7.**

SECURITE SOCIALE

23. Proposition de loi organique n° 2483 tendant à **instituer un contrôle annuel du Parlement sur le budget des régimes obligatoires de sécurité sociale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 décembre 1991 par M. Lucien Richard. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (23 janvier 1992).

24. Projet de loi n° 2729 relatif aux **relations entre les médecins et l'assurance maladie.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 mai 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Philippe Sanmarco (21 mai 1992). - Urgence déclarée le 1er juin 1992. - Rapport **n° 2746** (27 mai 1992). - Discussion les 4 et 5 juin 1992. - Engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément au dispositions de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le 5 juin 1992. - Texte considéré comme adopté le 9 juin 1992, aucune motion de censure n'ayant été déposée. - Projet de loi **n° 654.** - Nouveau titre : « Projet de loi relatif aux **relations entre les professions de santé et l'assurance maladie ».**

Sénat (première lecture). - **N° 393** (1991-1992) - Dépôt le 9 juin 1992. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Charles Descours. - Rapport **n° 419** (17 juin 1992) (1991-1992). - Discussion et rejet le 24 juin 1992. - Projet de loi **n° 159** (1991-1992).

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 26 juin 1992] (p. 8442). - Réunion le 25 juin 1992. - Bureau [*J.O.* du 26 juin 1992] (p. 8442).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Philippe Sanmarco. - Rapport **n° 2835** (25 juin 1992).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Charles Descours. - Rapport **n° 454** (25 juin 1992) (1991-1992).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 2826.** - Dépôt le 25 juin 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Philippe Sanmarco. - Rapport **n° 2842** (26 juin 1992). - Discussion et adoption le 1er décembre 1992. - Projet de loi **n° 743.**

Sénat (deuxième lecture). **N° 78** (1992-1993). - Dépôt le 2 décembre 1992. Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Charles Descours. - Rapport **n° 127** (1992-1993) (16 décembre 1992). - Discussion et adoption le 21 décembre 1992. - Projet de loi **n° 63** (1992-1993).

Assemblée nationale (troisième lecture). - **N° 3217.** - Dépôt le 21 décembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Philippe Sanmarco. - Rapport **n° 3224** (22 décembre 1992). Discussion et adoption définitive le 22 décembre 1992. - Projet de loi **n° 796.**

Loi n° 93-8 du 4 janvier 1993 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1993 (p. 251).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 1992] (p. 1930).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires culturelles : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1930).

Intervention du Gouvernement : Teulade (René) (p. 1933).

Question préalable opposée par : Pons (Bernard) (p. 1938) : rejetée (p. 1947).

Soutenue par : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1938).

Explications de vote : *Bartolone (Claude)* (p. 1947).

Discussion générale : Barrot (Jacques) (p. 1948) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1949) ; *Loïdi (Robert)* (p. 1957) ; *Millet (Gilbert)* (p. 1958) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1961) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1963) ; *Vittrant (Jean)* (p. 1963) ; *Debré (Bernard)* (p. 1965) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1966) ; *Bohbot (David)* (p. 1967) ; *Legras (Philippe)* (p. 1967) ; *Bonnet (Alain)* (p. 1968) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1969).

Réponse du Gouvernement : Teulade (René) (p. 1970).

Motion de renvoi en commission de : Pons (Bernard) (p. 1972) : rejetée (p. 1975).

Soutenue par : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1972).

Explications de vote : *Bohbot (David)* (p. 1974) ; *Cabal (Christian)* (p. 1974).

Principaux thèmes développés :

Action sociale et solidarité nationale : aide sociale : aide médicale : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1945).

Assemblée nationale : conditions de travail :

- commissions : examen du projet de loi n° 2729 : *Gantier (Gilbert)* (p. 1949) ; *Loïdi (Robert)* (p. 1957) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1961, 1973) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1966) ; *Bohbot (David)* (p. 1974) ; *Cabal (Christian)* (p. 1974) ;
- ordre du jour : débat sur la santé publique et le budget social de la nation : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1938, 1943, 1944) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1961, 1973) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1963) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1970) ;
- projets de loi portant diverses mesures d'ordre social (D.M.O.S.) : inconvénients : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1938).

Assurance maladie-maternité :

- action concertée des services administratifs et des services médicaux : *Teulade (René) (G)* (p. 1936) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1944) ;
- assurance obligatoire et assurance complémentaire : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1945) ;
- ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1944) ;
- rôle de l'Etat : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1943).

Assurances : contrats d'assurance : risque maladie :*Sanmarco (Philippe)* (p. 1931).

Conseil constitutionnel : décisions : décision n° 90-287 DC du 16 janvier 1991 : *Teulade (René) (G)* (p. 1937).

Convention médicale :

- avenant n° 3 du 10 avril 1992 à la convention nationale du 9 mars 1990 : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1932) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1933, 1934, 1937, 1970) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1938, 1939, 1940) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1946) ;*Gantier (Gilbert)* (p. 1949) ; *Loïdi (Robert)* (p. 1957) ; *Millet (Gilbert)* (p. 1958) ; *Vittrant (Jean)* (p. 1964) ; *Bohbot (David)* (p. 1967) ;
- convention nationale du 9 mars 1990 : *Teulade (René) (G)* (p. 1935, 1936) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1938) ;
- politique conventionnelle : nécessité et contenu : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1930, 1931) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1937) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1938, 1940) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1951) ; *Millet (Gilbert)* (p. 1959).

Dépenses de santé et dépenses d'assurance maladie :

- assurés : comportements : *Zeller (Adrien)* (p. 1966) ;
- comptes : résultats et transparence : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1931) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1933, 1970) ; *Barrot (Jacques) (p. 1948)* ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1972) ;
- états généraux de la sécurité sociale : *Teulade (René) (G)* (p. 1937, 1971) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1943) ;
- maîtrise administrative et maîtrise médicalisée : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1932) ;*Teulade (René) (G)* (p. 1933, 1934, 1935, 1970) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1939) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1946) ; *Loïdi (Robert)* (p. 1958) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1962) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1963) ; *Bohbot (David)* (p. 1967) ; *Legras (Philippe)* (p. 1967) ; *Bonnet (Alain)* (p. 1968) ; *Cabal (Christian)* (p. 1974) ;
- maîtrise négociée : historique, procédures et résultats : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1931) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1933, 1934) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1950) ;
- maîtrise négociée : médecine ambulatoire : dispositif : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1931, 1932) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1934, 1935, 1937, 1970) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1939, 1942) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1946) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1948) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1962) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1949, 1950) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1963) ; *Vittrant (Jean)* (p. 1964) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1966) ; *Legras (Philippe)* (p. 1967) ; *Bonnet (Alain)* (p. 1968) ;
- maîtrise négociée : médecine ambulatoire : régime des sanctions : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1932) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1939) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1947) ; *Barrot*

(Jacques) (p. 1948) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1949, 1950) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1962) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1963) ; *Legras (Philippe)* (p. 1967, 1968) ;

- maîtrise négociée : protocole d'orientation du 25 octobre 1991 : *Teulade (René) (G)* (p. 1936, 1971) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1963) ; *Debré (Bernard)* (p. 1965) ; *Bohbot (David)* (p. 1967) ;
- méthodes d'évaluation : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1931) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1936) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1949) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1961, 1962) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1963) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1966) ;
- progression : causes et conséquences macro-économiques : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1931) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1934) ; *Debré (Bernard)* (p. 1965) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1969) ;
- soins ambulatoires : évolution : *Teulade (René) (G)* (p. 1933) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1941, 1942) ; *Loïdi (Robert)* (p. 1958) ; *Bohbot (David)* (p. 1967) ;
- soins hospitaliers : évolution : *Teulade (René) (G)* (p. 1933) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1941) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1951) ; *Loïdi (Robert)* (p. 1958) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1973).

Emploi : chômage : coût financier : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1943) ; *Millet (Gilbert)* (p. 1960) ; *Debré (Bernard)* (p. 1965) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1971).

Gouvernement : ministres signataires du projet de loi n° 2729 : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1938).

Hôpitaux et cliniques :

- alternatives à l'hospitalisation : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1944) ;
- cliniques privées : enveloppe limitative de dépenses : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1931) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1944) ; *Bohbot (David)* (p. 1967) ; *Cabal (Christian)* (p. 1974) ;
- hôpital public : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1931) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1933) ; *Hubert (Elisabeth) (p. 1944)* ; *Debré (Bernard)* (p. 1965) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1973) ; *Cabal (Christian)* (p. 1974) ;
- hôpitaux spécialisés : *Barrot (Jacques)* (p. 1948) ;
- médecins de ville : présence : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1944).

Impôts et taxes : déductions fiscales : assurances complémentaires : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1945).

Informatique : Commission nationale de l'informatique et des libertés (C.N.I.L.) : *Teulade (René) (G)* (p. 1936).

Lois de finances : crédits budgétaires : aide personnalisée pour assurances complémentaires : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1945).

Mutuelles : protection sociale : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1943).

Organismes de sécurité sociale : coûts de gestion : *Gantier (Gilbert)* (p. 1949).

Paris : « carte santé » : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1945).

Pharmacie : médicaments : coûts : *Teulade (René) (G)* (p. 1935) ; *Bonnet (Alain)* (p. 1968).

Plan : dixième Plan : rapports du commissariat général du Plan : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1931, 1932) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1972).

Professions médicales :

- médecine générale : *Teulade (René) (G)* (p. 1936) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1946, 1969) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1939) ;
- médecins : démographie : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1973) ;
- médecins : formation, reconversion et retraite : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1932) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1936) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1939, 1945) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1946) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1948) ; *Millet (Gilbert)* (p. 1959) ;
- médecins : honoraires : niveau, hausse et modalités de fixation : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1932) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1937) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1945) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1950) ; *Loïdi (Robert)* (p. 1957) ; *Debré (Bernard)* (p. 1966) ;
- médecins : revenus : évolution : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1941) ;
- médecins : secteurs I et II et secteur promotionnel : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1932) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1936) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1939) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1947, 1969) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1950) ; *Loïdi (Robert)* (p. 1957) ; *Millet (Gilbert)* (p. 1958, 1959, 1960) ; *Debré (Bernard)* (p. 1966) ; *Bonnet (Alain)* (p. 1969) ;
- ordre des médecins : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1942, 1944) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1950) ; *Millet (Gilbert)* (p. 1959) ;
- sociétés d'exercice libéral : *Teulade (René) (G)* (p. 1936) ;
- unions de médecins exerçant à titre libéral : création, compétences et élection : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1932) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1939) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1947, 1969) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1948) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1950) ; *Millet (Gilbert)* (p. 1960) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1963) ; *Vittrant (Jean)* (p. 1964) ; *Legras (Philippe)* (p. 1967) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1970).

Professions paramédicales : régulation concertée :

- accords séparés et accord interprofessionnel : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1944) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1949) ; *Millet (Gilbert)* (p. 1959) ;
- ambulanciers : accord du 18 décembre 1991 : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1931) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1935, 1971) ; *Bohbot (David)* (p. 1967) ; *Cabal (Christian)* (p. 1974) ;
- ambulanciers : démographie : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1973) ;
- biologistes : accord du 15 février 1991 : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1931) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1935, 1971) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1940, 1942) ; *Bohbot (David)* (p. 1967) ; *Cabal (Christian)* (p. 1974) ;
- infirmiers libéraux : accord du 23 décembre 1991 : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1931) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1935, 1971) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1940, 1942) ; *Bohbot (David)* (p. 1967) ; *Cabal (Christian)* (p. 1974).

Régions : investissements hospitaliers : *Gantier (Gilbert)* (p. 1951).

Retraites : financement : *Gantier (Gilbert)* (p. 1949) ; *Millet (Gilbert)* (p. 1959) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1972).

Santé publique :

- conférence annuelle « objectif santé » : *Teulade (René) (G)* (p. 1937) ;
- éducation sanitaire et prévention : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1945) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1951) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1969) ;
- fléaux : accidents de la route, alcoolisme et tabagisme : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1932) ;
- Haut Comité de la santé publique : *Teulade (René) (G)* (p. 1937) ;
- maladies iatrogènes : *Teulade (René) (G)* (p. 1934, 1935) ;
- observatoires régionaux de la santé : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1945) ;
- politique de santé : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1943) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1951) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1961) ;
- système de santé : expériences étrangères : *Hubert (Elisabeth)* (p. 1943) ; *Loïdi (Robert)* (p. 1957) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1961, 1973) ; *Bonnet (Alain)* (p. 1968) ;
- système de santé français : principes : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1930) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1936) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 1942) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1946, 1969) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1950) ; *Loïdi (Robert)* (p. 1957) ; *Millet (Gilbert)* (p. 1958) ; *Debré (Bernard)* (p. 1965) ; *Legras (Philippe)* (p. 1967, 1968) ;
- système de santé français : résultats : dégradation : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1931) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1933, 1934) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1946, 1969) ; *Millet (Gilbert)* (p. 1960) ; *Vittrant (Jean)* (p. 1964) ; *Bohbot (David)* (p. 1967) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1969) ;
- transfusion sanguine : contamination par le virus du sida : *Hubert (Elisabeth) (p. 1942).*

Discussion des articles [4 et 5 juin 1992] (p. 1975).

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : vote réservé sur l'ensemble des sous-amendements, amendements et articles du projet de loi : *Teulade (René) (G)* (p. 1976).

Article 1er *(art. L. 162-1-1 du code de la sécurité sociale : taux global d'évolution des dépenses de maladie)* (p. 1975) : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Consti-

tution (p. 1978) ; considéré comme adopté après modifications : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Discussion des amendements identiques nos 19, 49 et 113 (de suppression) (p. 1975).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1976) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1976).

Amendement n° 19 de M. Denis Jacquat : vote réservé (p. 1976) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 1975).

Amendement n° 49 de M. Gilbert Millet (p. 1975) : vote réservé (p. 1976) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Amendement n° 113 de M. Jean-Yves Chamard (p. 1975) : vote réservé (p. 1976) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Discussion commune des amendements nos 83, 20 corrigé, 1 et 99.

Amendement n° 83 de M. Jean Royer (remplace, pour le calcul du taux global d'évolution des dépenses de maladie, la notion de dépenses présentées au remboursement en matière d'assurance maladie, maternité et accidents du travail des travailleurs salariés par la notion de dépenses d'assurance maladie) (p. 1976) : vote réservé (p. 1977) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par *Gantier (Gilbert)* (p. 1976).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1977) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1977).

Amendement n° 20 corrigé de M. Denis Jacquat (substitue la notion de dépenses prises en charge par les régimes d'assurance maladie à celle de dépenses présentées au remboursement des mêmes régimes pour la fixation du taux global d'évolution des dépenses de maladie) (p. 1976) : vote réservé (p. 1977) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par *Gantier (Gilbert)* (p. 1976).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1977) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1977).

Amendement n° 1 de la commission (précise que les dépenses prises en compte pour déterminer le taux global d'évolution des dépenses de maladie sont celles qui entrent dans le champ des régimes d'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et accidents du travail) (p. 1976) : vote réservé (p. 1977) ; considéré comme adopté : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992) (p. 2058).

Soutenu par : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1976).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 1977).

Amendement n° 99 de M. Jean-Pierre Foucher (substitue la notion de dépenses prises en charge par les régimes d'assurance maladie à celle de dépenses présentées au remboursement pour la détermination du taux global d'évolution des dépenses de maladie) (p. 1976) : vote réservé (p. 1977) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1977) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1977).

Amendement n° 2 de la commission (prévoit que le taux d'évolution global des dépenses de maladie tient compte des caractéristiques de la population, du progrès technique et médical, des maladies et des conjonctures épidémiques, de la démographie des professions de santé et des modes de coordination des différentes interventions dans le système de soins) : vote réservé (p. 1977) ; considéré comme adopté : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992) (p. 2058).

Soutenu par : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1977).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 1977).

Amendement n° 21 de M. Denis Jacquat (prévoit que le taux d'évolution global des dépenses de maladie est fixé en prenant en compte les accords de régulation négociés avec l'ensemble des acteurs du système de santé) (p. 1977) : vote réservé (p. 1978) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par *Gantier (Gilbert)* (p. 1977).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1977) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1977).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1978) ; *Millet (Gilbert)* (p. 1978).

Titre Ier : *dispositions relatives aux relations des médecins avec l'assurance maladie.*

Article 2 *(contenu de la convention nationale des médecins)* (p. 1978) : adopté après modifications : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1982) ; considéré comme adopté après modifications : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Observations : *Millet (Gilbert)* (p. 1979).

Discussion des amendements identiques nos 22 et 79 (de suppression) (p. 1979).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1979) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1979).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1979).

Amendement n° 22 de M. Denis Jacquat (p. 1979) : vote réservé (p. 1980) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par *Gantier (Gilbert)* (p. 1979).

Amendement n° 79 de M. Gilbert Millet (p. 1979) : vote réservé (p. 1980) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Amendement n° 80 de M. Gilbert Millet (supprime la possibilité de conclure des conventions séparées pour les médecins généralistes et les médecins spécialistes) : vote réservé (p. 1980) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1980) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1980).

Amendement n° 81 de M. Gilbert Millet (exclut du champ de la convention nationale des médecins les dispositions relatives à la régulation des dépenses de maladie et aux sanctions pour non respect des taux nationaux prévisionnels d'évolution de ces dépenses) : vote réservé (p. 1980) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 1980).

Observations : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1980).

Amendement n° 3 de la commission (précise que la convention nationale des médecins détermine les modalités de mise en œuvre des sanctions pour dépassement des taux nationaux d'évolution prévisionnels des dépenses de maladie) : vote réservé (p. 1980) ; considéré comme adopté : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992) (p. 2058).

Soutenu par : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1980).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 1980).

Amendement n° 51 de M. Gilbert Millet (exclut du champ de la convention nationale des médecins les dispositions relatives à leur reconversion professionnelle) (p. 1980) : vote réservé (p. 1981) : non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1981) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1981).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1981).

Amendement n° 4 de la commission (corrige une erreur matérielle) : vote réservé (p. 1981) ; considéré comme adopté : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Soutenu par : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1981).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 1981).

Rappel au règlement de : *Gantier (Gilbert)* : proteste contre l'utilisation généralisée de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution et contre la prolongation trop tardive de la séance

[4 juin 1992] (p. 1981) ; *Bartolone (Claude) (VP)* : fait part de son intention de lever prochainement la séance (p. 1981).

Amendement n° 52 de M. Gilbert Millet (supprime la création du secteur promotionnel) : vote réservé (p. 1982) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1982) ; *Teulade (René) (G)* (p. 1982).

Amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : vote réservé (p. 1982) ; considéé comme adopté : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Soutenu par : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1982).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 1982).

Article 3 *(art. L 162-6 du code de la sécurité sociale : modalités d'entrée en vigueur et champ d'application de la convention nationale des médecins)* : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 2027) ; considéré comme adopté : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Amendement n° 23 de M. Denis Jacquat (de suppression) : vote réservé (p. 2027) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Gantier (Gilbert)* (p. 2027).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2027) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2027).

Amendement n° 82 de M. Gilbert Millet (supprime la possibilité de conclure des conventions séparées pour les médecins généralistes et les médecins spécialistes) : vote réservé (p. 2027) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2027).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2027) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2027).

Article 4 *(dispositif de régulation concertée)* (p. 2027) : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2038) ; considéré comme adopté après modifications : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Discussion des amendements identiques n°s 24, 98 et 114 (de suppression) (p. 2028).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2028) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2028).

Amendement n° 24 de M. Denis Jacquat : vote réservé (p. 2029) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Amendement n° 98 de M. Gilbert Millet : vote réservé (p. 2029) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2028).

Amendement n° 114 de M. Jean-Yves Chamard : vote réservé (p. 2029) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Article L. 162-6-1 du code de la sécurité sociale (fixation des taux d'évolution des dépenses et des tarifs des honoraires médicaux par une annexe annuelle à la convention) :

Amendement n° 54 de M. Gilbert Millet (de suppression) (p. 2029) : vote réservé (p. 2030) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2029).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2030) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2030).

Discussion des amendements identiques n°s 6 et 25 (rédactionnels) (p. 2030).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2030).

Amendement n° 6 de la commission : vote réservé (p. 2030) ; considéré comme adopté : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Soutenu par : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2030).

Amendement n° 25 de M. Denis Jacquat : vote réservé (p. 2030) ; considéré comme adopté : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Amendement n° 67 de M. Philippe Sanmarco (prévoit la prise en compte des transferts d'activités découlant de la coordination des différents intervenants du système de soins pour la fixation des taux prévisionnels d'évolution des dépenses de médecine ambulatoire et des tarifs des honoraires médicaux) : vote réservé (p. 2030) : considéré comme adopté : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Favorables : *Teulade (René) (G)* (p. 2030) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2030).

Amendement n° 26, deuxième correction, de M. Denis Jacquat (prévoit la prise en compte des transferts entre les catégories de dépenses découlant de l'évolution du système de soins pour la fixation des taux prévisionnels d'évolution des dépenses de médecine ambulatoire et des tarifs des honoraires médicaux) : vote réservé (p. 2030) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2030) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2030).

Amendement n° 7 de la commission (retient, pour le calcul des taux nationaux d'évolution prévisionnels des dépenses de médecine ambulatoire, la notion de dépenses présentées au remboursement et entrant dans le champ des régimes d'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et accidents du travail, et précise que ces taux concernent les prescriptions à hauteur du montant servant de base au remboursement) (p. 2031) : vote réservé (p. 2032) ; considéré comme adopté : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Soutenu par : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2031).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2031).

Défavorable : *Jacquat (Denis)* (p. 2031).

Amendement n° 27 de M. Denis Jacquat (rédactionnel) : vote réservé (p. 2032) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Défavorables : *Teulade (René) (G)* (p. 2032) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 2032).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2032).

Discussion des amendements identiques n°s 84 et 100 (suppriment la notion de dépenses présentées au remboursement pour le calcul des taux nationaux d'évolution prévisionnels des dépenses de médecine ambulatoire) (p. 2033).

Amendement n° 84 de M. Jean Royer (p. 2032) : vote réservé (p. 2033) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2032).

Amendement n° 100 de M. Jean-Pierre Foucher (p. 2032) : vote réservé (p. 2033) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Jacquat (Denis)* (p. 2032).

Observations : *Hubert (Elisabeth)* (p. 2032).

Amendement n° 28 de M. Denis Jacquat (retient la notion de dépenses prises en charge par l'assurance maladie pour le calcul des taux nationaux d'évolution prévisionnels des dépenses de médecine ambulatoire) : vote réservé (p. 2033) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2033) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2033).

Discussion des amendements identiques n°s 85 et 101 (précisent que les honoraires des médecins, les frais accessoires et les prescriptions sont pris en compte à hauteur du montant servant de base au remboursement pour le calcul des taux nationaux d'évolution prévisionnels des dépenses de médecine ambulatoire) (p. 2034).

Amendement n° 85 de M. Jean Royer (p. 2033) : vote réservé (p. 2034) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2033).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2033) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2033).

Amendement n° 101 de M. Jean-Pierre Foucher (p. 2033) : vote réservé (p. 2034) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Jacquat (Denis)* (p. 2033).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2033) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2033).

Amendement n° 8 de la commission (prévoit que l'annexe à la convention détermine les périodes qui, au cours de l'année, donnent lieu à l'adaptation des taux nationaux d'évolution prévisionnels des dépenses de médecine ambulatoire) : vote réservé (p. 2034) ; considéré comme adopté : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Soutenu par : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2034).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2034).

Amendement n° 95 de M. Denis Jacquat (prévoit que l'annexe à la convention relative aux taux nationaux d'évolution prévisionnels des dépenses de médecine ambulatoire prend en compte les modifications législatives ou réglementaires intervenues dans la prise en charge des dépenses de santé) : vote réservé (p. 2034) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2034) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2034).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2034).

Article L. 162-6-2 du code de la sécurité sociale (dispositions applicables à défaut d'annexe) :

Amendement n° 55 de M. Gilbert Millet (de suppression) : vote réservé (p. 2035) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2034).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2034) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2034).

Observations : *Hubert (Elisabeth)* (p. 2034) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2035).

Amendement n° 9 de la commission (de précision) : vote réservé (p. 2035) ; considéré comme adopté : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Soutenu par : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2035).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2035).

Article L. 162-6-3 du code de la sécurité sociale (pénalités financières) :

Amendement n° 56 de M. Gilbert Millet (de suppression) : vote réservé (p. 2035) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2035).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2035) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2035).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2035).

Discussion commune des amendements identiques n°s 29 corrigé et 86 (précisent que l'application des pénalités financières au médecin dépassant le taux prévisionnel d'évolution des dépenses de médecine ambulatoire est une possibilité et non une obligation) et de l'amendement n° 68.

Amendement n° 29 corrigé de M. Denis Jacquat (p. 2036) : vote réservé (p. 2037) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2037) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2037).

Amendement n° 86 de M. Jean Royer (p. 2036) : vote réservé (p. 2037) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Hubert (Elisabeth)* (p. 2036).

Observations : *Teulade (René) G)* (p. 2036) ; *Debré (Bernard)* (p. 2037).

Mutuelles : protection sociale : *Hubert (Elisabeth)* (p. 2036) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2036) ; *Debré (Bernard)* (p. 2037).

Amendement n° 68 de M. Philippe Sanmarco (précise que l'application des pénalités financières aux médecins dépassant les taux prévisionnels d'évolution des dépenses de médecine ambulatoire est une possibilité et non une obligation) : vote réservé (p. 2037) ; considéré comme adopté : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2037).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2037) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2037).

Amendement n° 103 de M. Jean-Pierre Foucher (rédactionnel) : vote réservé (p. 2038) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2038) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2038).

Amendement n° 104 de M. Jean-Pierre Foucher (prévoit que l'application des pénalités financières au médecin dépassant le taux prévisionnel d'évolution des dépenses de médecine ambulatoire est une possibilité et non une obligation) : vote réservé (p. 2038) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2038) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2038).

Discussion des amendements identiques n°s 31 (deuxième correction), 87 (deuxième correction) et 105 (troisième correction) (prévoient que l'application des pénalités financières pour dépassement du taux prévisionnel d'évolution des dépenses de médecine ambulatoire est une possibilité et non une obligation dans le cas des médecins pratiquant des tarifs différents de ceux fixés par la convention médicale) (p. 2038).

Amendement n° 31, deuxième correction, de M. Denis Jacquat (p. 2038) : vote réservé (p. 2038) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2038) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2038).

Amendement n° 87 (deuxième correction) de M. Jean Royer (p. 2038) : vote réservé (p. 2038) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2038).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2038) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2038).

Amendement n° 105 (troisième correction) de M. Jean-Pierre Foucher : vote réservé (p. 2038) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2038) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2038).

Article 5 *(dispositions transitoires)* (p. 2038) : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2039) ; considéré comme adopté : application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Discussion des amendements identiques n°s 32 et 57 (de suppression) (p. 2038).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2039) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2039).

Amendement n° 32 de M. Denis Jacquat (p. 2038) : vote réservé (p. 2039) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Amendement n° 57 de M. Gilbert Millet (p. 2038) : vote réservé (p. 2039) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2039).

Titre II : *dispositions relatives aux unions de médecins exerçant à titre libéral.*

Article 6 *(organisation des unions)* (p. 2039) : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 2041) ; considéré comme adopté après modifications : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Discussion des amendements identiques nos 33 et 58 (de suppression) (p. 2039).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2040) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2040).

Observations : *Hubert (Elisabeth)* (p. 2040).

Amendement no 33 de M. Denis Jacquat (p. 2039) : vote réservé (p. 2040) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Amendement no 58 de M. Gilbert (Millet) (p. 2040) : vote réservé (p. 2040) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2039).

Amendement no 12 de la commission (rédactionnel) : vote réservé (p. 2040) : considéré comme adopté : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Soutenu par : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2040).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2040).

Discussion des amendements identiques nos 18, 34, 88 et 102 (suppriment toute référence aux collèges d'électeurs) (p. 2040).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2041) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2041).

Amendement no 18 de M. Jean-Louis Masson (p. 2040) : vote réservé (p. 2041) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2040).

Amendement no 34 de M. Denis Jacquat (p. 2040) : vote réservé (p. 2041) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Amendement no 88 de M. Jean Royer (p. 2040) : vote réservé (p. 2041) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Hubert (Elisabeth)* (p. 2040, 2041).

Amendement no 102 de M. Jean-Pierre Foucher (p. 2040) : vote réservé (p. 2041) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Article 7 *(élection des membres des unions)* (p. 2041) : vote réservé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2043) ; considéré comme adopté : application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Discussion des amendements identiques nos 35 et 59 (de suppression) (p. 2042).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2042) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2042).

Observations : *Hubert (Elisabeth)* (p. 2042).

Syndicats : élections professionnelles : présentation des candidatures : *Hubert (Elisabeth)* (p. 2042) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2042).

Amendement no 35 de M. Denis Jacquat (p. 2042) : vote réservé (p. 2042) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Amendement no 59 de M. Gilbert Millet (p. 2042) : vote réservé (p. 2042) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2042).

Discussion des amendements identiques nos 36, 89 et 106 (suppriment les colléges d'électeurs distincts des généralistes et des spécialistes) (p. 2042).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2042) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2042).

Amendement no 36 de M. Denis Jacquat (p. 2042) : vote réservé (p. 2043) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Amendement no 89 de M. Jean Royer (p. 2042) : vote réservé (p. 2043) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2042, 2043).

Amendement no 106 de M. Jean-Pierre Foucher (p. 2042) : vote réservé (p. 2043) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Discussion des amendements identiques nos 37, 90 et 107 (de conséquence) (p. 2043).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2043) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2043).

Amendement no 37 de M. Denis Jacquat : vote réservé (p. 2043) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2043).

Amendement no 90 de M. Jean Royer : vote réservé (p. 2043) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2043).

Amendement no 107 de M. Jean-Pierre Foucher : vote réservé (p. 2043) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Demande de réserve de la discussion des amendements après l'article 7 et des articles 8, 9 et 10 : *Teulade (René) (G)* (p. 2043) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2043) ; *Debré (Bernard)* (p. 2043).

Après l'article 10 :

Réserve des amendements nos 74 et 97 jusqu'après les amendements nos 73 et 96 (p. 2043).

Discussion des amendements identiques nos 73 et 96 (insèrent dans le code de la sécurité sociale diverses dispositions relatives aux relations des infirmiers avec l'assurance maladie afin de donner un fondement législatif au dispositif de régulation concertée des dépenses de soins infirmiers prévu par les protocoles d'accord du 23 décembre 1991 et l'avenant no 1 de la convention nationale des infirmiers) (p. 2043, 2044).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 2045).

Défavorables : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2045) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2045, 2046) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2046) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 2046).

Observations : *Sanmarco (Philippe)* (p. 2045).

Amendement no 73 de M. Philippe Sanmarco (p. 2043) : vote réservé (p. 2046) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [5 juin 1992] (p. 2049).

Soutenu par : *Loïdi (Robert)* (p. 2044).

Amendement no 96 de M. Jean-Pierre Foucher (p. 2044) : vote réservé (p. 2046) ; considéré comme adopté : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 juin 1992] (p. 2058).

Rappel au règlement de : *Chamard (Jean-Yves) :* condamne le dépôt tardif d'amendements relatifs aux relations des infirmiers avec l'assurance maladie et l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (p. 2046).

Rappel au règlement de : *Foucher (Jean-Pierre) :* condamne le dispositif prévu pour maîtriser les dépenses de santé et l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (p. 2046).

Rappel au règlement de : *Jacquaint (Muguette) :* condamne l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution et le dépôt tardif d'amendements sur les relations entre les infirmiers et l'assurance maladie (p. 2047).

Rappel au règlement de : *Jacquat (Denis) :* condamne l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (p. 2047).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2047, 2048, 2049).

Convention médicale : avenant no 3 du 10 avril 1992 à la convention nationale du 9 mars 1990 (p. 2048).

Dépenses de santé et dépenses d'assurance maladie :
- comptes (p. 2048) ;
- maîtrise administrative et maîtrise médicalisée (p. 2048).

Santé publique : système de santé français (p. 2048).

Texte sur lequel le Gouvernement engage sa responsabilité (p. 2049).

Prise d'acte de l'adoption en première lecture du projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie, aucune motion de censure n'ayant été déposée dans le délai requis [9 juin 1992] (p. 2058).

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er décembre 1992] (p. 6355).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires culturelles : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6355).

Intervention du Gouvernement : Teulade (René) (p. 6356).

Discussion générale : Jacquat (Denis) (p. 6358) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6359) ; *Loïdi (Robert)* (p. 6360) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6360) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6362) ; *Préel (Jean-Luc)* (p. 6362) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6363) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6364).

Réponse du Gouvernement : Teulade (René) (p. 6365).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : conditions de travail : ordre du jour : débat sur la santé publique et le budget social de la nation : *Préel (Jean-Luc)* (p. 6363) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6363).

Assurance maladie-maternité : assurance obligatoire et assurance complémentaire : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6355) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6359).

Conventions médicales :

- accord du 14 octobre 1990 : *Teulade (René) (G)* (p. 6356, 6357, 6365) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6358) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6359) ; *Loïdi (Robert)* (p. 6360) ; *Préel (Jean-Luc)* (p. 6362) ;
- convention du 9 mars 1990 : arrêté d'approbation : annulation : *Teulade (René) (G)* (p. 6356) ;
- politique conventionnelle : contenu et évolution : *Teulade (René) (G)* (p. 6357) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6364).

Cotisations : assiette : revenus financiers et immobiliers : *Jacquaint (Muguette)* (p. 6319).

Dépenses de santé et dépenses d'assurance maladie :

- assurés : comportements : *Barrot (Jacques)* (p. 6362) ;
- comptes : résultats et transparence : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6361) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6362) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6364) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6366) ;
- contraceptifs : remboursement : *Jacquaint (Muguette)* (p. 6359) ;
- cures thermales : *Loïdi (Robert)* (p. 6360) ;
- hospitalisation : *Préel (Jean-Luc)* (p. 6363) ;
- maîtrise administrative et maîtrise médicalisée : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6355) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6356, 6365, 6367) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6360) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6362) ; *Préel (Jean-Luc)* (p. 6363) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6365) ;
- maîtrise négociée : dépenses prises en compte : *Jacquat (Denis)* (p. 6358) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6361) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6362) ; *Préel (Jean-Luc)* (p. 6363) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6364) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6365) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6366) ;
- maîtrise négociée : dispositif et régime des sanctions : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6355) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6358) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6359) ; *Loïdi (Robert)* (p. 6360) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6363, 6364) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6365) ;
- méthodes d'évaluation et codage des actes et des pathologies : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6356) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6357, 6365, 6366) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6358) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6359) ; *Loïdi (Robert)* (p. 6360) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6360) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6362) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6364) ;
- progression : causes et conséquences : *Teulade (René) (G)* (p. 6356) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6359) ; *Préel (Jean-Luc)* (p. 6363).

Emploi : chômage : coûts : *Jacquaint (Muguette)* (p. 6359) ; *Préel (Jean-Luc)* (p. 6363).

Hôpitaux et cliniques : réforme hospitalière et budget global : *Préel (Jean-Luc)* (p. 6363).

Informatique : Commission nationale de l'informatique et des libertés (C.N.I.L.) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 6358).

Organismes de sécurité sociale : personnel : secret professionnel : *Teulade (René) (G)* (p. 6366).

Professions médicales :

- médecins : exercice libéral : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6355) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6358) ; *Préel (Jean-Luc)* (p. 6363) ;
- médecins : formation : *Préel (Jean-Luc)* (p. 6363) ;
- médecins : secret médical : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6356) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6357, 6365, 6366) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6358) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6359) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6361) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6362) ; *Préel (Jean-Luc)* (p. 6363) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6364) ;
- unions de médecins exerçant à titre libéral : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6355) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6358) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6359) ; *Préel (Jean-Luc)* (p. 6363) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6364) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6365).

Professions paramédicales : infirmiers : *Jacquat (Denis)* (p. 6358) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6360) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6361) ; *Préel (Jean-Luc)* (p. 6363) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6366).

Santé publique :

- conférence annuelle sur les objectifs sanitaires : *Teulade (René) (G)* (p. 6357) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6358) ; *Préel (Jean-Luc)* (p. 6363) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6364) ;
- fichiers épidémiologiques : *Jacquat (Denis)* (p. 6358) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6364) ;
- politique de santé : nécessité et contenu : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6361) ;
- système de santé français : principes et résultats : *Teulade (René) (G)* (p. 6358) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6359) ; *Loïdi (Robert)* (p. 6360).

Sénat : rejet du texte : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6355).

S.M.I.C. : *Jacquaint (Muguette)* (p. 6359).

Discussion des articles [1er décembre 1992] (p. 6367, 6375).

Demande de réserve de la discussion de l'article 1er : *Teulade (René) (G)* (p. 6367).

Article 1er *(art. L. 162-1-1 du code de la sécurité sociale : taux global d'évolution des dépenses de maladie) : discussion et vote réservés jusqu'après la discussion des articles additionnels après l'article 15* (p. 6367) : supprimé (p. 6400).

Titre Ier : *dispositions relatives aux relations des médecins avec l'assurance maladie.*

Article 2 *(contenu de la convention nationale des médecins)* (p. 6367) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 2 modifié (p. 6378).

Amendement n° 2 du Gouvernement (élargit le champ d'application de la convention nationale des médecins à la coordination des interventions des médecins généralistes et spécialistes et de celles des médecins libéraux et hospitaliers, au financement des expérimentations et des actions innovantes, à la réalisation des progammes d'évaluation des stratégies diagnostiques et thérapeutiques, aux mécanismes de maîtrise des dépenses médicales, aux conditions d'utilisation des données issues du codage des actes ; prévoit les modalités de financement de la formation médicale continue) (p. 6367) : adopté aprés modifications (p. 6378).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6368).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6368).

Défavorable : *Carpentier (René)* (p. 6368).

Sous-amendement n° 42 de M. Denis Jacquat (étend le champ de la convention à la détermination des obligations respectives des caisses primaires et des médecins quel que soit le mode d'exercice de leur art) : rejeté (p. 6368).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6368) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6368).

Sous-amendement n° 33 de M. Adrien Zeller (inclut dans le champ de la convention l'adaptation de la nomenclature à l'évolution des conditions d'exercice de la médecine) : rejeté (p. 6368).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6368) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6368).

Sous-amendement n° 37 rectifié de M. Philippe Sanmarco (rédactionnel) (p. 6368) : adopté (p. 6369).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6368).

Sous-amendement n° 43 de M. Denis Jacquat (exclut du champ de la convention les dispositions qui visent à améliorer le recours aux établissements de soins hospitaliers) : rejeté (p. 6369).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6369) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6369).

Discussion commune des sous-amendements n°s 44, 70, 58, 34 et 71.

Sous-amendement n° 44 de M. Denis Jacquat (précise que le champ de la convention s'étend à l'organisation d'une formation continue conventionnelle et non à toutes les actions de formation médicale continue) (p. 6369) : devenu sans objet (p. 6376).

Sous-amendement n° 70 de M. Jean-Yves Chamard (rédactionnel) (p. 6369) : devenu sans objet (p. 6376).

Sous-amendement n° 58 de M. Philippe Sanmarco (précise que les règles conventionnelles n'ont pas vocation à organiser la totalité des actions de formation médicale continue) (p. 6369, 6376) : adopté après rectification (p. 6376).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6376).

Sous-amendement n° 34 de M. Adrien Zeller (précise que la formation médicale continue est une obligation pour chaque médecin) (p. 6369) : retiré (p. 6370).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6369).

Observations : *Hubert (Elisabeth)* (p. 6369).

Sous-amendement n° 71 de M. Jean-Yves Chamard (précise que le champ de la convention s'étend à l'organisation d'une formation continue conventionnelle et non à l'ensemble de la formation médicale continue) (p. 6369) : adopté (p. 6376).

Sous-amendements identiques n°s 45 de M. Denis Jacquat et 72 de M. Jean-Yves Chamard (prévoient que la convention détermine les modalités du financement de programmes d'évaluation des stratégies diagnostiques et thérapeutiques) (p. 6376) : adoptés (p. 6377).

Favorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6377) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6377).

Sous-amendement n° 35 de M. Adrien Zeller (précise que les références médicales opposables à chaque médecin pour maîtriser les dépenses médicales tiennent compte de sa situation spécifique) : adopté (p. 6377).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6377).

Observations : *Hubert (Elisabeth)* (p. 6377) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6377).

Sous-amendements n°s 73 et 74 de M. Jean-Yves Chamard, 81 de M. Jacques Barrot et 46 de M. Denis Jacquat : devenus sans objet (p. 6377).

Sous-amendements identiques n°s 47 de M. Denis Jacquat et 75 de M. Jean-Yves Chamard (remplacent la notion de contrats locaux de « maîtrise des dépenses » par celle de contrats locaux « d'objectifs ») (p. 6377) : rejetés (p. 6378).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6378).

Observations : *Millet (Gilbert)* (p. 6378).

Sous-amendement n° 48 de M. Denis Jacquat (prévoit la possibilité de majorer les tarifs conventionnels dans le cas de « certaines activités médicales ») : adopté (p. 6378).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6378).

Article 3 *(art. L. 162-6 du code de la sécurité sociale : modalités d'entrée en vigueur et champ d'application de la convention nationale des médecins)* (p. 6378) : adopté après modifications (p. 6379).

Amendement n° 3 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) : rejeté (p. 6378).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6379).

Amendement n° 4 du Gouvernement (précise que la décision de placer un médecin hors de la convention pour violation des engagements qu'elle contient intervient après qu'il a pu présenter ses observations) : adopté (p. 6379).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6379).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6379).

Article 4 *(dispositif de régulation concertée)* (p. 6379) : adopté après modifications (p. 6384).

Article L. 162-6-1 du code de la sécurité sociale (fixation des taux d'évolution des dépenses et des tarifs des honoraires médicaux par une annexe annuelle à la convention) :

Amendement n° 5 du Gouvernement (prévoit que l'annexe annuelle à la convention nationale des médecins fixe les objectifs prévisionnels de dépenses médicales et les références médicales nationales qui concourent à leur réalisation) (p. 6379) : adopté après modifications (p. 6383).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6379, 6380).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6379).

Défavorables : *Millet (Gilbert)* (p. 6379) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6380).

Observations : *Zeller (Adrien)* (p. 6380).

Discussion commune des sous-amendements n°s 82, 76 et 36 et des sous-amendements identiques n°s 59 et 49.

Sous-amendement n° 82 de M. Jacques Barrot (prévoit que l'annexe fixe les objectifs prévisionnels d'évolution des dépenses d'assurance maladie) (p. 6381) : rejeté (p. 6382).

Soutenu par : *Zeller (Adrien)* (p. 6381).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6382).

Observations : *Millet (Gilbert)* (p. 6381).

Sous-amendements identiques n°s 59 de M. Philippe Sanmarco et 49 de M. Denis Jacquat (prévoient que l'annexe fixe les objectifs prévisionnels d'évolution des dépenses médicales) (p. 6381) : adoptés (p. 6382).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6382).

Sous-amendement n° 76 de M. Jean-Yves Chamard (prévoit que l'annexe fixe les objectifs prévisionnels d'évolution des dépenses médicales) (p. 6381) : adopté (p. 6382).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6382).

Sous-amendement n° 36 de M. Adrien Zeller (précise que l'annexe fixe ces objectifs particulièrement pour les dépenses d'assurance maladie) (p. 6381) : rejeté (p. 6382).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6382).

Sous-amendement n° 60 de M. Philippe Sanmarco (rédactionnel) : adopté (p. 6382).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6382).

Discussion commune des sous-amendements n°s 50 et 26.

Sous-amendement n° 50 de M. Denis Jacquat (limite les objectifs prévisionnels en matière d'honoraires médicaux aux tarifs servant de base aux remboursements par l'assurance maladie) : rejeté (p. 6382).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6382).

Sous-amendement n° 26 de Mme Elisabeth Hubert (limite les objectifs prévisionnels en matière d'honoraires et de rémunérations des médecins aux tarifs servant de base aux remboursements par l'assurance maladie) : rejeté (p. 6382).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6382).

Sous-amendements identiques n°s 27 de Mme Elisabeth Hubert, 51 de M. Denis Jacquat, 77 de M. Jean-Yves Chamard et 83 de M. Adrien Zeller (précisent qu'en matière de prescriptions, la fixation des objectifs prévisionnels de dépenses médicales vise seulement les prescriptions à hauteur du montant servant de base au remboursement) (p. 6382) : rejetés (p. 6383).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6383) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6383).

Sous-amendement n° 80 de M. Denis Jacquat (supprime la fixation de références médicales nationales en vue de concourir à la réalisation des objectifs prévisionnels de dépenses médicales) : rejeté (p. 6383).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6383).

Discussion commune du sous-amendement n° 28 et des sous-amendements identiques n°s 52 et 78.

Sous-amendement n° 28 de Mme Elisabeth Hubert (prévoit la fixation de références « des pratiques médicales habituelles » en vue de concourir à la réalisation des objectifs prévisionnels de dépenses médicales) : rejeté (p. 6383).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6383) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6383).

Sous-amendements identiques n°s 52 de M. Denis Jacquat et 78 de M. Jean-Yves Chamard (prévoient la fixation de références « de pratique médicale habituelle » en vue de concourir à la réalisation des objectifs prévisionnels de dépenses médicales) : rejetés (p. 6383).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6383).

Article L. 162-6-2 du code de la sécurité sociale (dispositions applicables à défaut d'annexe) :

Amendement n° 6 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 6383).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6383).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6383).

Amendement n° 7 rectifié du Gouvernement (supprime l'obligation de consulter les caisses nationales d'assurance maladie et les organisations syndicales des médecins avant de fixer les objectifs prévisionnels, tarifs et références médicales applicables dans le cas où aucune annexe à la convention médicale n'a pu être adoptée depuis plus d'un an) : adopté (p. 6383).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6383).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6383).

Article L. 162-6-3 du code de la sécurité sociale (pénalités financières) :

Amendement n° 8 du Gouvernement (substitue la méconnaissance des références médicales conventionnelles nationales ou locales au dépassement des taux prévisionnels d'évolution des dépenses de médecine ambulatoire comme fait générateur des pénalités financières) (p. 6383) : adopté après modifications (p. 6384).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6384).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6384).

Sous-amendement n° 61 de M. Philippe Sanmarco (de coordination) : adopté (p. 6384).

Article 5 *(dispositions transitoires) :* supprimé (p. 6384).

Amendement n° 9 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 6384).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6384).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6384).

Titre II : *dispositions relatives aux unions de médecins à titre libéral.*

Article 6 *(organisation des unions)* (p. 6384) : adopté après modifications (p. 6385).

Favorable : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6385).

Défavorable : *Millet (Gilbert)* (p. 6385).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 6384) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6384) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6384) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6385).

Amendement n° 10 du Gouvernement (prévoit que les unions de médecins exerçant à titre libéral sont créées à l'échelon régional et non plus départemental) : adopté (p. 6385).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6385).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6385).

Article 7 *(élection des membres des unions)* (p. 6385) : adopté après modifications (p. 6387).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 6385) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6385).

Amendement n° 11 du Gouvernement (précise que les membres des unions sont élus pour une durée de six ans) : adopté (p. 6386).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6386).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6386).

Amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 6386).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6386).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6386).

Amendement n° 13 rectifié du Gouvernement (définit les organisations syndicales de médecins qui peuvent présenter des candidatures) (p. 6386) : adopté après modifications (p. 6387).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6386).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6386).

Sous-amendement n° 29 de Mme Elisabeth Hubert (permet aux organisations syndicales de médecins de présenter indistinctement des candidatures de médecins généralistes et de médecins spécialistes) : rejeté (p. 6386).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6386) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6386).

Sous-amendement n° 84 de M. Jacques Barrot (retient les résultats de l'enquête de représentativité en vue de déterminer les organisations négociatrices des conventions médicales comme critères des organisations syndicales nationales de médecins pouvant présenter des candidatures) (p. 6386) : rejeté (p. 6387).

Soutenu par : *Zeller (Adrien)* (p. 6386).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6386).

Sous-amendement n° 30 de Mme Elisabeth Hubert (permet aux organisations syndicales nationales de médecins de présenter indistinctement des candidatures de médecins généralistes et de médecins spécialistes) (p. 6386) : rejeté (p. 6387).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6387) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6387).

Sous-amendement n° 62 de M. Philippe Sanmarco (rédactionnel) (p. 6386) : adopté (p. 6387).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6387).

Article 7 *bis* *(échelon régional des unions) :* adopté dans la rédaction de l'amendement n° 14 (p. 6387).

Amendement n° 14 du Gouvernement (crée un échelon départemental de l'union régionale des médecins exerçant à titre libéral) : adopté après modifications (p. 6387).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6387).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6387).

Sous-amendement n° 63 de M. Philippe Sanmarco (donne un caractère facultatif à la création de l'échelon départemental) : adopté après rectification (p. 6387).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6387).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6387).

Sous-amendement n° 37 de M. Adrien Zeller (précise que l'échelon départemental est « composé en priorité par des élus départementaux ») : rejeté (p. 6387).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6387) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6387).

Article 8 *(missions des unions)* (p. 6387) : adopté après modifications (p. 6388).

Défavorable : *Jacquat (Denis)* (p. 6388).

Amendement n° 15 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 6388).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6388).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6388).

Amendement n° 16 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) : adopté après modifications (p. 6388).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6388).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6388).

Sous-amendement n° 79 de M. Jean-Yves Chamard (ajoute aux missions des unions régionales celles qui leur sont confiées par les organisations syndicales représentatives de médecins) : adopté (p. 6388).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6388).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 6388).

Article 9 *(financement des unions) : adopté (p. 6388).*

Observations : Jacquat (Denis) (p. 6388).

Article 10 *(dispositions d'application) :* adopté après modifications (p. 6388).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 6388).

Amendement n° 17 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 6388).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6388).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6388).

Titre II *bis* : *dispositions relatives aux relations des infirmiers avec l'assurance maladie.*

Article 10 *bis* *(dispositions relatives aux infirmiers)* (p. 6389) : rejeté au scrutin public (p. 6391).

Défavorables : *Jacquat (Denis)* (p. 6389) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6390) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6390) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6390).

Observations : *Zeller (Adrien)* (p. 6391) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6391).

Amendement n° 90 du Gouvernement (reporte au 1er janvier 1994 la date d'application des sanctions financières pour non respect du seuil d'activité individuelle compatible avec la qualité des soins) : adopté (p. 6391).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6391).

Titre III : *dispositions diverses.*

Article 11 *(adaptation aux centres de santé) :* adopté après modifications (p. 6392).

Observations : *Jacquat (Denis)* (p. 6392).

Amendement n° 18 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 6392).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6392).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6392).

Article 12 *(suspension de la participation des caisses au financement des cotisations sociales des médecins, chirurgiens-dentistes et directeurs de laboratoires conventionnés) :* adopté (p. 6392).

Article 13 *(régime social des médecins admis en secteur promotionnel) :* adopté après modifications (p. 6392).

Amendement n° 19 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 6392).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6392).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6392).

Article 15 *(compétence contentieuse) :* adopté (p. 6392).

Après l'article 15 :

Amendement n° 21 rectifié du Gouvernement (définit les conditions dans lesquelles les caisses nationales des régimes d'assurance maladie participent à la maîtrise de l'évolution des dépenses ; institue un codage des actes, des pathologies et des prestations et fixe ses modalités de mise en œuvre) (p. 6393) : adopté après modifications au scrutin public (p. 6396).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6393, 6394).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6393).

Défavorable : *Millet (Gilbert)* (p. 6393).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6392) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 6393) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6393).

Sous-amendement n° 53 de M. Denis Jacquat (précise que les caisses participent à la maîtrise de l'évolution des dépenses d'assurance maladie) : rejeté (p. 6394).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6394).

Sous-amendement n° 85 de M. Jacques Barrot (limite aux mesures d'organisation et de coordination internes la participation des caisses à la maîtrise de l'évolution des dépenses) : rejeté (p. 6394).

Soutenu par : *Zeller (Adrien)* (p. 6394).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6394).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6394).

Sous-amendement n° 38 de M. Adrien Zeller (précise que les mesures en vue de maîtriser l'évolution des dépenses sont prises « dans le strict respect déontologique et légal du secret médical ») : rejeté (p. 6394).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6394) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6394).

Sous-amendement n° 54 de M. Denis Jacquat (précise que la collecte, le traitement et la conservation des données en vue de maîtriser l'évolution des dépenses respectent le secret médical) (p. 6394) : rejeté (p. 6395).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6395) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6395).

Sous-amendement n° 55 de M. Denis Jacquat (confie à la Commission nationale informatique et libertés - C.N.I.L. - le contrôle des modalités de collecte, de traitement et de conservation des données nécessaires à la maîtrise de l'évolution des dépenses) : rejeté (p. 6395).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6395) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6395).

Sous-amendement n° 39 de M. Adrien Zeller (renvoie à un décret en Conseil d'Etat pris après consultation du conseil national de l'ordre des médecins et de la C.N.I.L. la fixation des conditions d'application de l'article donnant aux caisses nationales des régimes d'assurance maladie la mission de participer à la maîtrise de l'évolution des dépenses) : rejeté (p. 6395).

Défavorables : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6395) ; *Teulade (René) (G)* (p. 6395).

Sous-amendement n° 64 de M. Philippe Sanmarco (rédactionnel) : adopté (p. 6395).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6395).

Sous-amendement n° 65 de M. Philippe Sanmarco (rédactionnel) : adopté (p. 6395).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6395).

Sous-amendement n° 66 de M. Philippe Sanmarco (réserve aux praticiens conseils et aux personnels placés sous leur autorité l'accès aux données nominatives associées au numéro de codage d'une pathologie diagnostiquée) (p. 6395) : adopté après rectification (p. 6396).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6396).

Sous-amendement n° 67 de M. Philippe Sanmarco (crée un comité national paritaire de l'information médicale) : adopté (p. 6396).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6396).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6396).

Amendement n° 22 du Gouvernement (valide jusqu'à l'approbation d'une nouvelle convention nationale des médecins et au plus tard jusqu'au 10 décembre 1992 tous les actes pris en application de la convention du 9 mars 1990) : adopté après rectification (fixe la date limite au 31 décembre 1992) (p. 6397).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6397).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6397).

Sous-amendements identiques n° 31 de Mme Elisabeth Hubert, 56 de M. Denis Jacquat et 86 de M. Jacques Barrot (suppriment la date limite du 10 décembre 1992).

Défavorable : *Teulade (René) (G)* (p. 6397).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6397) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 6397).

Assemblée nationale : incidents : approbation recherchée dans les tribunes du public : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6397) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 6397).

Sous-amendement n° 31 de Mme Elisabeth Hubert : rejeté (p. 6397).

Sous-amendement n° 56 de M. Denis Jacquat : rejeté (p. 6397).

Sous-amendement n° 86 de M. Jacques Barrot : retiré (p. 6397).

Article 1er précédemment réservé *(art. L. 162-1-1 du code de la sécurité sociale : taux global d'évolution des dépenses de maladie)* (p. 6398) : supprimé (p. 6400).

Amendement n° 91 du Gouvernement (de suppression) (p. 6398) : adopté (p. 6400).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6398).

Favorables : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6398) ; *Jacquat (Denis)* (p. 6398) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6399).

Observations : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6398) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6398) ; *Loïdi (Robert)* (p. 6400).

Seconde délibération (p. 6400).

Article 2 *(contenu de la convention nationale des médecins) :* adopté après modifications (p. 6400).

Amendement n° 1 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 6400).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 6400).

Favorable : *Sanmarco (Philippe)* (p. 6400).

Intervention du Gouvernement : Teulade (René) (p. 6400).

Vote des groupes :

Groupe communiste : contre : *Millet (Gilbert)* (p. 6399).

Groupe R.P.R. : abstention : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 6398).

Groupe socialiste : pour : *Loïdi (Robert)* (p. 6400).

Groupe U.D.C. : abstention : *Zeller (Adrien)* (p. 6399).

Groupe U.D.F. : abstention : *Jacquat (Denis)* (p. 6398).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 6401).

LECTURE DEFINITIVE [22 décembre 1992] (p. 7779).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires culturelles : *Bohbot (David)* suppléant *Sanmarco (Philippe)* (p. 7779).

Intervention du Gouvernement : Teulade (René) (G) (p. 7780).

Discussion générale : Marcus (Claude-Gérard) (p. 7780) ; *Zeller (Adrien)* (p. 7781).

Principaux thèmes développés :

Dépenses de santé :

- maîtrise médicalisée : *Bohbot (David)* (p. 7779) ; *Teulade (René) (G)* (p. 7780) ;
- maîtrise négociée : dispositif et régime des sanctions : *Bohbot (David)* (p. 7779) ;
- méthodes d'évaluation et codage des actes et des pathologies : *Bohbot (David)* (p. 7779).

Gouvernement : maîtrise des dépenses de santé : inertie : *Zeller (Adrien)* (p. 7781).

Professions paramédicales : infirmiers : *Bohbot (David)* (p. 7780) ; *Teulade (René) (G)* (p. 7780) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 7780) ; *Zeller (Adrien)* (p. 7781).

Santé publique : système de santé français : principes : *Teulade (René) (G)* (p. 7780) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 7780).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 7781 à 7783).

Amendement n° 6 du Gouvernement (insère dans le code de la sécurité sociale diverses dispositions relatives aux relations des infirmiers avec l'assurance maladie, à l'exercice de la profession d'infirmier, à l'allocation de repos maternel des infirmières) : adopté au scrutin public (p. 7784).

Soutenu par : *Teulade (René) (G)* (p. 7784).

Favorable : *Bohbot (David)* (p. 7784).

Défavorable : *Brocard (Jean)* (p. 7784).

Amendement n° 1 de la commission (corrige une erreur matérielle dans le premier alinéa de l'article 2 du projet de loi) (p. 7784) : adopté (p. 7785).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 7785).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 7785).

Amendement n° 2 de la commission (corrige une erreur matérielle dans le septième alinéa de l'article 2) : adopté (p. 7785).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 7785).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 7785).

Amendement n° 3 de la commission (limite aux mesures d'organisation et de coordination internes la participation des caisses à la maîtrise de l'évolution des dépenses de maladie prévue à l'article L. 161-28 du code de la sécurité sociale tel qu'il résulte de l'article 16 du projet de loi) : adopté (p. 7785).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 7785).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 7785).

Amendement n° 4 de la commission (précise à l'article 16, que la communication aux organismes d'assurance maladie des numéros de code des actes effectués et des pathologies diagnostiquées intervient « dans l'intérêt de la santé publique ») : adopté (p. 7785).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 7785).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 7785).

Amendement n° 5 de la commission (reporte au 30 juin 1993 la date limite, fixée à l'article 17, pour la validation des actes pris en application de la convention médicale du 9 mars 1990) : adopté (p. 7785).

Soutenu par : *Bohbot (David)* (p. 7785).

Favorable : *Teulade (René) (G)* (p. 7785).

Explications de vote : *Pierna (Louis)* (p. 7785) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 7785).

Professions paramédicales : infirmiers : *Pierna (Louis)* (p. 7785) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 7785).

Vote des groupes :

Groupe communiste : contre : *Pierna (Louis)* (p. 7785).

Groupe R.P.R. : contre : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 7785).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi tel qu'il résulte du texte voté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture modifié par les amendements adoptés (p. 7785).

25. Proposition de loi n° 2767 tendant à abroger l'article 34 de la loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991 relatif aux **assurances sociales agricoles.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 juin 1992 par M. Christian Kert. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

26. Proposition de loi n° 3070 relative au **régime de sécurité sociale des vendeurs à domicile.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 25 novembre 1992 par M. Pascal Clément. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

27. Rapport d'information n° 3141 déposé par M. Jean-Pierre Delalande au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en application de l'article 145 du règlement, sur l'**évolution des besoins de financement des régimes sociaux** [15 décembre 1992].

Questions au Gouvernement :

- **n° 1234 - Convention médicale :** *Bartolone (Claude).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration [13 mai 1992] (p. 1169, 1170) :

Médecins : honoraires : revalorisation ; plafond d'augmentation maximale des dépenses de santé ; équilibre des comptes de la sécurité sociale ; pérennité du système français de protection sociale ; Parlement : consultation fin mai 1992.

- **n° 1261 - Convention médicale :** *Bohbot (David).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration [27 mai 1992] (p. 1726, 1727) :

Conventions passées entre l'Etat, les caisses nationales d'assurance maladie et les médecins ; maîtrise des dépenses de santé ; contestation par la Confédération syndicale des médecins français ; projet de loi.

- **n° 1264 - Maîtrise des dépenses de santé :** *Mattei (Jean-François).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration [27 mai 1992] (p. 1728, 1729) :

Conventions passées avec les médecins ; limitation de l'activité ; déficit de la sécurité sociale ; maîtrise concertée des dépenses de santé.

- **n° 1290 - Protection sociale :** *Chamard (Jean-Yves).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration [10 juin 1992] (p. 2158, 2159) :

Report de la date de réunion de la commission des comptes de la sécurité sociale ; comblement du déficit de 35 milliards de francs ; déficit de la branche retraite ; faiblesse de la croissance économique et stagnation du volume des cotisations ; maîtrise des dépenses de santé ; assurance vieillesse : devoir de solidarité.

- **n° 1357 - Maîtrise des dépenses de santé :** *Bohbot (David).* Réponse : *Teulade (René),* ministre des affaires sociales et de l'intégration [21 octobre 1992] (p. 4048, 4049) :

Equilibre financier : accord passé entre les caisses et la Confédération syndicale des médecins de France (C.S.M.F.) ; kinésithérapeutes : honoraires : revalorisation : perspectives.

Questions à M. le ministre des affaires sociales et de l'intégration [11 juin 1992] (p. 2238).

Déroulement de la séance :

Questions de : Boulard (Jean-Claude) (p. 2238) ; *Bohbot (David)* (p. 2239) ; *Bêche (Guy)* (p. 2239) ; *Proveux (Jean)* (p. 2239) ; *Metzinger (Charles)* (p. 2240) ; *Richard (Lucien)* (p. 2240) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2241, 2242) ; *Hage (Georges)* (p. 2242) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2243, 2244) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2245) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2245).

Réponses de : Teulade (René) (G) (p. 2238 à 2246).

Principaux thèmes développés :

Action sociale et solidarité nationale :
- aides ménagères : *Teulade (René) (G)* (p. 2238) ;
- aides ménagères : droit local d'Alsace-Lorraine : *Jacquat (Denis)* (p. 2243) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2244) ;
- assistantes sociales : *Metzinger (Charles)* (p. 2240) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2240) ;
- centres de formation des travailleurs sociaux : financement : *Jacquat (Denis)* (p. 2243) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2243).

Assurance maladie-maternité : médicalisation des services et des établissements : *Teulade (René) (G)* (p. 2238).

Assurances : contrats d'assurance : risque maladie : *Hage (Georges)* (p. 2242) ;*Teulade (René) (G)* (p. 2242).

Communautés européennes :
- Conseil européen : année européenne des personnes âgées : *Teulade (René) (G)* (p. 2239) ;
- directives européennes : projets de directives sur les assurances et les mutuelles européennes : *Hage (Georges)* (p. 2242) ;*Teulade (René) (G)* (p. 2242) ;
- politique sociale européenne : charte des droits sociaux fondamentaux : *Bêche (Guy)* (p. 2239) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2239) ;
- politique sociale européenne : traité de Maastricht : *Bêche (Guy)* (p. 2239) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2239).

Départements : aide sociale : financement de l'allocation de dépendance : *Barrot (Jacques)* (p. 2245) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2246).

Démographie : recensement : personnes âgées : *Teulade (René) (G)* (p. 2238).

D.O.M. - T.O.M. : Mayotte : extension du revenu minimum d'insertion (R.M.I.) et service public de santé : *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2245) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2245).

Financement et comptes de la sécurité sociale :
- commission des comptes de la sécurité sociale : réunion : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2241) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2241, 2245) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2245) ;
- dépenses de santé et dépenses d'assurance maladie : méthodes d'évaluation : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2242) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2242) ;
- financement : déficit cumulé : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2241) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2241) ;
- financement : emprunts : *Barrot (Jacques)* (p. 2245).

Fonction publique territoriale : filière sanitaire et sociale : décrets : *Teulade (René) (G)* (p. 2240).

Handicapés :
- allocation aux adultes handicapés (A.A.H.) : *Jacquat (Denis)* (p. 2244) ;
- auxiliaires de vie : *Jacquat (Denis)* (p. 2244) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2244) ;
- commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep) : fonctionnement : *Richard (Lucien)* (p. 2240) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2240) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2244) ;
- insertion professionnelle et sociale : centres d'aide par le travail (C.A.T.) : *Jacquat (Denis)* (p. 2244) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2245).

Hôpitaux et cliniques :
- fonction publique hospitalière : filière sanitaire et sociale : décrets : *Teulade (René) (G)* (p. 2240) ;
- humanisation : *Teulade (René) (G)* (p. 2238) ;
- lits de long séjour : *Teulade (René) (G)* (p. 2238).

Impôt sur le revenu : assiette : contribution sociale généralisée : *Boulard (Jean-Claude)* (p. 2238).

Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale : financement : *Proveux (Jean)* (p. 2239) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2240).

Lois : projet de loi sur les personnes âgées dépendantes : *Boulard (Jean-Claude)* (p. 2238).

Mutuelles : protection sociale : devenir, rôle et spécificité : *Hage (Georges)* (p. 2242).

Personnes âgées :
- coordination des interventions : *Teulade (René) (G)* (p. 2238) ;
- maisons de retraite et foyers : sections de cure médicale : *Teulade (René) (G)* (p. 2238) ;
- personnes âgées dépendantes : actions innovantes : financement : *Jacquat (Denis)* (p. 2244) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2244) ;
- personnes âgées dépendantes : fonds de soutien et d'accompagnement : création : *Boulard (Jean-Claude)* (p. 2238) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2242).

Plan :
- commissariat général du Plan : commission sociale du Xe Plan : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2242) ;
- commissariat général du Plan : groupe de travail sur l'évolution du travail social : *Teulade (René) (G)* (p. 2240) ;
- contrats de plan Etat-région : modernisation des hospices : *Teulade (René) (G)* (p. 2238).

Professions paramédicales :
- infirmiers et infirmières : soins infirmiers à domicile : *Teulade (René) (G)* (p. 2238) ;
- masseurs-kinésithérapeutes : négociations conventionnelles : *Bohbot (David)* (p. 2239) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2239).

Retraites : généralités :
- financement : création d'un fonds de solidarité : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2241) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2242) ;
- pensions de retraite : revalorisation : *Hage (Georges)* (p. 2243) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2243).

Retraites : régime général : pensions de réversion : taux : *Jacquat (Denis)* (p. 2244) ; *Teulade (René) (G)* (p. 2244).

Questions orales sans débat :

- n° 571 - Sécurité sociale (conventions avec les praticiens) : *Gantier (Gilbert)* à M. le ministre des affaires sociales et de l'intégration : publiée au *J.O.* du 20 mai 1992 (p. 1430). Réponse : *Teulade (René)*, ministre des affaires sociales et de l'intégration [22 mai 1992] (p. 1573, 1574) :

Conventions avec les praticiens : revalorisation tarifaire ; avenant n° 3 à la convention médicale de 1990 : organisation des rapports entre le corps médical et les organismes de sécurité sociale : projet de loi nécessaire ; dépenses de santé : maîtrise.

Voir *Assurance maladie-maternité.*
Assurance vieillesse : généralités **5.**
D.M.O.S. **1.**
Droit pénal **21,** première lecture.
Hôpitaux et cliniques.
Lois de finances **11,** avant la discussion des articles et après l'article 70.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Affaires sociales et santé.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement, transport et espace : mer.
Lois de finances rectificatives **5,** article 4 et après l'article 5.
Politique économique et sociale **20.**
Mutualité sociale agricole.
Risques professionnels : questions orales sans débat.
Santé publique **23,** article 2.
Sports **7,** article 28.
Traités et conventions **126, 127, 128.**

SERVICE NATIONAL

11. Projet de loi n° 3093 modifiant **certaines dispositions du code du service national** relatives à la **réserve du service militaire.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 décembre 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, Pierre Joxe, ministre de la défense, et Jacques Mellick, secrétaire d'Etat à la défense. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. - Urgence déclarée le 7 décembre 1992. - Rapporteur : M. Jean Gatel (2 décembre 1992). - Rapport **n° 3117** (9 décembre 1992). - Discussion et adoption le 11 décembre 1992. - Projet de loi **n° 764.**

Sénat (première lecture). - **N° 115** (1992-1993). Dépôt le 15 décembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Michel d'Aillières. - Rapport **n° 134** (1992-1993) (16 décembre 1992). - Discussion et adoption le 21 décembre 1992. - Projet de loi **n° 62** (1992-1993).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 3216.** - Dépôt le 21 décembre 1992. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 22 décembre 1992] (p. 17553). - Réunion le 22 décembre 1992. - Bureau [*J.O.* du 23 décembre 1992] (p. 17635).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean Gatel. - Rapport **n° 3222** (22 décembre 1992). - Discussion et adoption le 22 décembre 1992. - Projet de loi **n° 797.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Michel d'Aillières. Rapport **n° 173** (1992-1993) (22 décembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 22 décembre 1992. - Projet de loi **n° 67** (1992-1993).

Loi n° 93-4 du 4 janvier 1993 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1993 (p. 236).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 3093 modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire et ceux de la loi n° 93-4 du 4 janvier 1993

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
1		La politique des réserves : présentation du projet de loi.	Première lecture : 11 décembre 1992	6970	1
2		Obligations d'activité du service national (*b*) de l'article L. 2 du code du service national).	Première lecture : 11 décembre 1992	6970	2
3		Limites d'âge des officiers et sous-officiers de réserve (alinéas 3 et 4 de l'article 69 du code du service national).	Première lecture : 11 décembre 1992	6972	3
	3 *bis* (A.N.)	Libération des obligations du service militaire (premier alinéa de l'article L. 80 du code du service national).	Première lecture : 11 décembre 1992 Deuxième lecture : 22 décembre 1992	6972 7787	4
	3 *ter* (A.N.)	Libération des obligations du service militaire (second alinéa de l'article L. 80 du code du service national).	Première lecture : 11 décembre 1992	6972	5
	3 *quater* (A.N.)	Nature des périodes (second alinéa de l'article L. 80 du code du service national).	Première lecture : 11 décembre 1992	6972	6
4		Nature et durée des périodes (premier alinéa de l'article L. 84 du code du service national).	Première lecture : 11 décembre 1992 Deuxième lecture : 22 décembre 1992	6972 7787	7
	5 (A.N.)	Nature des périodes (cinq derniers alinéas de l'article L. 84 du code du service national).	Première lecture : 11 décembre 1992	6973	8

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 1992] (p. 6964).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission de la défense : *Gatel (Jean)* (p. 6964).

Intervention du Gouvernement : Mellick (Jacques) (p. 6965).

Discussion générale : Pierna (Louis) (p. 6967) ; *Thauvin (Michel)* (p. 6968) ; *Mesmin (Georges)* (p. 6969).

Réponse du Gouvernement : Mellick (Jacques) (p. 6969).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères :

- Cambodge : militaires français : présence : *Gatel (Jean)* (p. 6964) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6965) ;
- contexte géopolitique : évolution : *Gatel (Jean)* (p. 6964) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6966, 6969) ; *Pierna (Louis)* (p. 6968) ; *Thauvin (Michel)* (p. 6968) ;
- Somalie : militaires français : présence : *Gatel (Jean)* (p. 6964) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6965) ; *Thauvin (Michel)* (p. 6969) ;
- ex-Yougoslavie : militaires français : présence : *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6965).

Appelés : conscription : rôle et devenir : *Gatel (Jean)* (p. 6964, 6965) ; *Pierna (Louis)* (p. 6967) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6969).

Armée de métier : *Pierna (Louis)* (p. 6968).

Armée de terre :

- corps d'armée franco-allemand : *Pierna (Louis)* (p. 6968) ;
- défense opérationnelle du territoire (D.O.T.) : *Pierna (Louis)* (p. 6968) ;
- force d'action rapide (F.A.R.) : *Pierna (Louis)* (p. 6967).

Communautés européennes : traité de Maastricht : *Pierna (Louis)* (p. 6967, 6968).

Défense nationale :

- besoins opérationnels : *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6966) ; *Pierna (Louis)* (p. 6967) ; *Thauvin (Michel)* (p. 6968) ;
- coopération interarmées : *Thauvin (Michel)* (p. 6969) ;
- dissuasion nucléaire : devenir : *Pierna (Louis)* (p. 6968) ; *Thauvin (Michel)* (p. 6969) ;
- format des armées : effectifs : réduction : *Gatel (Jean)* (p. 6964) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6966) ; *Pierna (Louis)* (p. 6968) ;
- plan « armées 2000 » : *Gatel (Jean)* (p. 6964) ; *Pierna (Louis)* (p. 6967) ;
- « temps de crise » : définition : *Gatel (Jean)* (p. 6965) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6966) ; *Pierna (Louis)* (p. 6967).

Europe : Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) : rapport sur la réforme des réserves en France : *Thauvin (Michel)* (p. 6968).

Loi de programmation militaire : *Pierna (Louis)* (p. 6967).

Personnels militaires d'active :

- armée française : professionnalisation : *Gatel (Jean)* (p. 6964) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6969) ;

- limite d'âge : suppression pour les sous-officiers d'active : *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6966).

Réserve :
- conseil d'études des réserves : avis favorable au projet de réforme : *Gatel (Jean)* (p. 6965) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6969) ;
- crédits affectés aux réserves : faiblesse : *Pierna (Louis)* (p. 6968) ; *Mesmin (Georges)* (p. 6969) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6970) ;
- effectifs : *Gatel (Jean)* (p. 6965) ; *Pierna (Louis)* (p. 6967) ; *Thauvin (Michel)* (p. 6968) ; *Mesmin (Georges)* (p. 6969) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6969) ;
- femmes : élargissement du contrat de volontariat aux femmes : *Gatel (Jean)* (p. 6965) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6966) ;
- notion d'emploi : occupation d'une fonction militaire : *Gatel (Jean)* (p. 6965) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6966) ;
- organisation actuelle : inégalité : *Gatel (Jean)* (p. 6965) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6966) ;
  périodes d'exercice : réforme : *Gatel (Jean)* (p. 6965) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6966) ;
- plan « réserves 2000 » : *Gatel (Jean)* (p. 6965) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6966) ; *Pierna (Louis)* (p. 6967) ; *Thauvin (Michel)* (p. 6968) ;
- rôle : *Gatel (Jean)* (p. 6964) ;
- spécialistes : besoin : *Pierna (Louis)* (p. 6967, 6968) ; *Thauvin (Michel)* (p. 6968) ; *Mesmin (Georges)* (p. 6969) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6969) ;
- statut : *Gatel (Jean)* (p. 6965) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6966, 6970) ; *Mesmin (Georges)* (p. 6969) ;
- volontariat : *Gatel (Jean)* (p. 6965) ; *Pierna (Louis)* (p. 6967) ; *Thauvin (Michel)* (p. 6968).

Discussion des articles [11 décembre 1992] (p. 6964).

Article 1er *(présentation du projet de loi)* : adopté (p. 6970).

Article 2 *(obligations d'activité du service national)* : adopté après modifications (p. 6970).

Amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6970).
Soutenu par : *Gatel (Jean)* (p. 6970).
Favorable : *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6970).

Amendement n° 2 de la commission (substitue au terme « périodes d'exercice » le terme « période ») : adopté (p. 6970).
Soutenu par : *Gatel (Jean)* (p. 6970).
Favorable : *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6970).
Distinction entre période « d'instruction » et affectation à un emploi militaire : *Gatel (Jean)* (p. 6970).

Amendement n° 10 de M. Jean Gatel (rédactionnel) : adopté (p. 6970).

Après l'article 2 :

Amendement n° 3 de la commission (précise que les obligations de réserve s'entendent en temps de paix, en temps de crise ou en temps de guerre) : retiré (p. 6971).
Soutenu par : *Gatel (Jean)* (p. 6970).
Observations : *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6971).

Amendement n° 4 de la commission (permet à chaque armée d'établir les limites d'âge de ses réservistes en fonction de ses besoins) : retiré (p. 6971).
Soutenu par : *Gatel (Jean)* (p. 6971).
Observations : *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6971).
Sous-amendement n° 17 de M. Jean Guigné (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 6972).

Article 3 *(limites d'âge des officiers et des sous-officiers de réserve)* : adopté (p. 6972).

Après l'article 3 :

Amendement n° 18 de M. Jean Gatel (permet aux officiers et sous-officiers, pères d'au moins quatre enfants, de souscrire un engagement spécial de volontaire) : adopté (p. 6972).
Favorable : *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6972).

Amendement n° 5 de la commission (supprime la possibilité donnée au ministre de maintenir dans les cadres de la réserve un officier ou sous-officier de réserve, père d'au moins quatre enfants vivants) : adopté (p. 6972).
Défavorable : *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6972).

Amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6972).
Soutenu par : *Gatel (Jean)* (p. 6972).
Favorable : *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6972).

Article 4 *(périodes d'exercice)* : adopté après modifications (p. 6973).

Amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6973).
Soutenu par : *Gatel (Jean)* (p. 6972).
Favorable : *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6973).

Amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté après modifications (p. 6973).
Soutenu par : *Gatel (Jean)* (p. 6973).
Favorable : *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6973).
Sous-amendement n° 12 de M. Jean Gatel (rédactionnel) : adopté (p. 6973).
Favorable : *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6973).

Amendement n° 8 de la commission (précise que l'engagement spécial de volontaire dans la réserve est offert à tous les réservistes même âgés de plus de trente-cinq ans dès lors qu'ils sont maintenus dans les cadres) : retiré (p. 6973).
Soutenu par : *Gatel (Jean)* (p. 6973).
Observations : *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6973).

Amendement n° 11 de M. Jean Gatel (rédactionnel) : adopté (p. 6973).
Favorable : *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6973).

Après l'article 4 :

Amendement n° 16 de M. Jean Gatel (de conséquence) : adopté (p. 6973).
Favorable : *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6973).

Amendement n° 13 de M. Georges Mesmin (renforce la protection juridique des salariés soumis aux obligations de réserve du service militaire) (p. 6973) : rejeté (p. 6974).
Défavorables : *Gatel (Jean)* (p. 6974) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6974).

Amendement n° 14 de M. Georges Mesmin (précise que tout licenciement motivé par une absence due à l'accomplissement d'une période de réserve est nul de plein droit) : rejeté (p. 6974).
Défavorables : *Gatel (Jean)* (p. 6974) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 6974).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6974).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1992] (p. 7785).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :
- rapport de la commission mixte paritaire : *Gatel (Jean)* (p. 7786).

Intervention du Gouvernement : Mellick (Jacques) (p. 7787).

Principaux thèmes développés :

Appelés : conscription : *Mellick (Jacques) (G)* (p. 7787).

Armée française : missions humanitaires : *Gatel (Jean)* (p. 7786).

Défense nationale : « état de crise » : définition juridique : *Gatel (Jean)* (p. 7786) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 7787).

Femmes : volontariat : *Gatel (Jean)* (p. 7786).

Politique économique et sociale : chômage : indemnisation des titulaires de pensions militaires : *Gatel (Jean)* (p. 7787).

Réserves :
- fonction dans les armées : *Gatel (Jean)* (p. 7786) ;
- statut : charte du réserviste : *Gatel (Jean)* (p. 7786) ; *Mellick (Jacques) (G)* (p. 7787).

Texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1992] (p. 7787).

Explications de vote : *Pierna (Louis)* (p. 7787) ; *Brocard (Jean)* (p. 7787).

Appelés : conscription : maintien : *Pierna (Louis)* (p. 7787).

Armée : professionnalisation : *Pierna (Louis)* (p. 7787).

Défense : « temps de crise » : définition : *Pierna (Louis)* (p. 7787).

Réserves :

- « emploi » : occupation d'une fonction militaire : *Brocard (Jean)* (p. 7787) ;
- format : *Brocard (Jean)* (p. 7787) ;
- statut : charte du réserviste : *Brocard (Jean)* (p. 7787).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 7788).

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie : Affaires sociales et santé.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Défense.
Lois de finances **11,** deuxième partie : D.O.M. -T.O.M.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Industrie et commerce extérieur.
Retraites : généralités : questions orales sans débat.
Urbanisme : questions au Gouvernement.

S.I.C.A.V. MONETAIRES

Voir *Epargne* **5 : avant la discussion des articles et après l'article 9.**

SIDA

Voir *Assemblée nationale :* Bureau.
D.M.O.S. **1.**
Lois de finances **11,** deuxième partie : Affaires sociales et santé.
Lois de finances rectificatives **5,** article 38 *bis.*
Parlement **48, 51.**
Santé publique.
Système pénitentiaire : questions au Gouvernement.
Vie, médecine et biologie.

Indemnités : exonération des droits de succession.

Voir *T.V.A.* **2 :** après l'article 4.

SOCIETES

3. Projet de loi n° 2584 instituant la **société par actions simplifiée.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 février 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M. Henri Nallet, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (9 avril 1992). - Lettre de M. le Premier ministre, en date du 17 avril 1992, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur ce projet de loi.

Voir *Coopératives* **1.**

Biens immobiliers détenus par des sociétés situées dans des « paradis fiscaux ».

Voir *Lois de finances* **11,** après l'article 24.

Filiales situées dans des « paradis fiscaux ».

Voir *Lois de finances* **11,** après l'article 73.

Sociétés anonymes de crédit immobilier.

Voir *Lois de finances rectificatives* **5,** article 36.

Sociétés civiles : impôt sur les sociétés.

Voir *Lois de finances rectificatives* **5,** article 37.

Sociétés de développement rural.

Voir *Lois de finances rectificatives* **5,** article 43.

Total.

Voir *Industrie :* questions à un ministre.

SONDAGES ET ENQUETES

1. Proposition de loi n° 3162 tendant à **modifier la législation sur les sondages d'opinion.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 décembre 1992 par M. Jean-Yves Haby. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

SPORTS

7. Projet de loi n° 2614 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'**organisation et à la promotion des activités physiques et sportives** et portant diverses dispositions relatives à ces activités.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 16 avril 1992 par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et Mme Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Thierry Mandon (29 avril 1992). - Rapport **n° 2700** (13 mai 1992). - Urgence déclarée le 5 mai 1992. - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur pour avis : M. Gérard Bapt (7 mai 1992). - Discussion et adoption le 19 mai 1992. - Projet de loi **n° 640.**

Sénat (première lecture). - **N° 356** (1991-1992). - Dépôt le 20 mai 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. François Lesein. - Rapport **n° 383** (3 juin 1992) (1991-1992). - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur pour avis : M. Paul Caron. - Avis **n° 390** (5 juin 1992) (1991-1992). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur pour avis : M. Jean-Marie Girault. - Avis **n° 397** (10 juin 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 12 juin 1992. - Projet de loi **n° 138** (1991-1992).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 2790.** - Dépôt le 12 juin 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 23 juin 1992] (p. 8199). - Réunion le 29 juin 1992. - Bureau [*J.O.* du 30 juin 1992] (p. 8598).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. François Lesein. - Rapport **n° 460** (29 juin 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 30 juin 1992. - Projet de loi **n° 170** (1991-1992).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Thierry Mandon. - Rapport **n° 2848** (29 juin 1992). - Discussion et adoption définitive le 30 juin 1992. - Projet de loi **n° 697.**

Loi n° 92-652 du 13 juillet 1992 publiée au *J.O.* du 16 juillet 1992 (p. 9515).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mai 1992] (p. 1351, 1371).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et de l'avis :

- rapport de la commission des affaires culturelles : *Mandon (Thierry)* (p. 1351) ;
- avis de la commission des finances : *Bapt (Gérard)* (p. 1353).

Intervention du Gouvernement : Bredin (Frédérique) (p. 1354).

Exception d'irrecevabilité soulevée par : Lajoinie (André) : rejetée au scrutin public (p. 1361).

Soutenue par : *Hage (Georges)* (p. 1358).

Explications de vote : *Migaud (Didier)* (p. 1360).

Question préalable opposée par : Pons (Bernard) : retirée (p. 1364).

Soutenue par : *Drut (Guy)* (p. 1361).

Discussion générale : Néri (Alain) (p. 1364) ; *Péricard (Michel)* (p. 1365) ; *Tardito (Jean)* (p. 1371) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1372) ; *Landrain (Edouard)* (p. 1373) ; *Bourdin (Claude)* (p. 1375) ; *Falco (Hubert)* (p. 1375) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 1376) ; *Santrot (Jacques)* (p. 1377) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 1378) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 1379) ; *Calmat (Alain)* (p. 1379) ; *Estrosi (Christian)* (p. 1380) ; *Bohbot (David)* (p. 1381) ; *Migaud (Didier)* (p. 1381).

Réponse du Gouvernement : Bredin (Frédérique) (p. 1382).

Motion de renvoi en commission de : Barrot (Jacques) : retirée (p. 1387).

Soutenue par : *Landrain (Edouard)* (p. 1386).

Observations sur l'examen en commission de l'amendement du Gouvernement relatif à la sécurité sur les stades : *Mandon (Thierry)* (p. 1387) ; *Landrain (Edouard)* (p. 1387) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1387) ; *Estrosi (Christian)* (p. 1387).

Principaux thèmes développés :

Audiovisuel :

- Conseil supérieur de l'audiovisuel (C.S.A.) : rôle : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1357, 1384) ; *Péricard (Michel)* (p. 1366) ;
- diffusion des événements sportifs : code de bonne conduite du 22 janvier 1992 : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1357, 1384) ;
- droits de diffusion : interdiction de la « pratique du gel des droits » : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ;
- information : droit de citation : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1357) ; *Péricard (Michel)* (p. 1366) ;
- relations entre la télévision et le sport : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1355, 1357) ; *Néri (Alain)* (p. 1364) ; *Péricard (Michel)* (p. 1365) ; *Tardito (Jean)* (p. 1372) ; *Landrain (Edouard)* (p. 1374) ; *Estrosi (Christian)* (p. 1380) ; *Bohbot (David)* (p. 1381).

Collectivités locales : rôle : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1355, 1358, 1383, 1384, 1385) ; *Hage (Georges)* (p. 1359) ; *Drut (Guy)* (p. 1374) ; *Falco (Hubert)* (p. 1376) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 1376, 1377) ; *Santrot (Jacques)* (p. 1377, 1378) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 1379) ; *Calmat (Alain)* (p. 1379) ; *Estrosi (Christian)* (p. 1380) ; *Bohbot (David)* (p. 1381).

Communautés européennes : fédérations sportives européennes : inexistence : *Warhouver (Aloyse)* (p. 1379).

Délinquance et criminalité :

- amnistie : *Hage (Georges)* (p. 1360) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1382) ;
- délits commis dans les stades : commission tripartite (Gouvernement, Parlement, mouvement sportif) d'étude des modifications législatives : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1357, 1384) ;
- gestion des groupements sportifs : malversations : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1382) ;
- prévention : interdiction des boissons alcoolisées dans les enceintes sportives : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1357).

Education physique et sportive : *Drut (Guy)* (p. 1363) ; *Péricard (Michel)* (p. 1365) ; *Landrain (Edouard)* (p. 1373, 1374) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 1379) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1383, 1384).

Fédérations sportives :

- commission du sport de haut niveau : relations avec les collectivités locales : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1358, 1385, 1386) ; *Hage (Georges)* (p. 1359) ; *Falco (Hubert)* (p. 1376) ; *Bohbot (David)* (p. 1381) ;
- Conseil d'Etat : section du rapport et des études : rapport sur l'exercice et le contrôle des pouvoirs disciplinaires des fédérations sportives : *Mandon (Thierry)* (p. 1353) ; *Migaud (Didier)* (p. 1381) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1386) ;
- contrôle de légalité : contrôle *a posteriori : Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1358, 1386) ; *Migaud (Didier)* (p. 1381) ;
- conventions d'objectifs : *Mandon (Thierry)* (p. 1353) ; *Drut (Guy)* (p. 1362) ;
- diplômes fédéraux : reconnaissance : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1357,1385) ;
- fédérations internationales : *Calmat (Alain)* (p. 1379, 1380) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1386) ;
- homologation des installations sportives : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ; *Péricard (Michel)* (p. 1365) ; *Santrot (Jacques)* (p. 1377) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 1379) ; *Calmat (Alain)* (p. 1379) ; *Bohbot (David)* (p. 1381) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1386) ;
- label fédéral : protection : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ;
- licence-assurance : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ;
- organisation des compétitions sportives : monopole : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1385) ;
- pouvoir disciplinaire : *Mandon (Thierry)* (p. 1353) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1358) ; *Migaud (Didier)* (p. 1381).

Groupements sportifs et clubs professionnels :

- associations : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1356) ; *Drut (Guy)* (p. 1362) ; *Falco (Hubert)* (p. 1376) ;
- bénévolat : *Hage (Georges)* (p. 1360) ; *Falco (Hubert)* (p. 1376) ;
- financement : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1355, 1356, 1382, 1383) ; *Hage (Georges)* (p. 1358, 1359) ; *Péricard (Michel)* (p. 1360) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 1376) ; *Santrot (Jacques)* (p. 1377) ;
- Olympique de Marseille : *Hage (Georges)* (p. 1360) ; *Estrosi (Christian)* (p. 1380) ;
- propriété intellectuelle : cession des marques et signes distinctifs : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1356) ; *Drut (Guy)* (p. 1362) ;
- sociétés à objet sportif : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1355) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 1376).
- sociétés d'économie mixte : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1355) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 1376) ; *Estrosi (Christian)* (p. 1380).

Impôts et taxes : rémunérations des sportifs : *Mandon (Thierry)* (p. 1353) ; *Bapt (Gérard)* (p. 1353, 1354) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1357, 1383) ; *Drut (Guy)* (p. 1362) ; *Estrosi (Christian)* (p. 1381).

Impôts locaux :

- taxe professionnelle : exonération des sportifs : *Bapt (Gérard)* (p. 1354) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1357) ; *Drut (Guy)* (p. 1362) ; *Estrosi (Christian)* (p. 1381) ;
- taxe sur les spectacles : *Bapt (Gérard)* (p. 1354) ; *Landrain (Edouard)* (p. 1374).

Intermédiaires sportifs : réglementation de leur activité : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1356, 1385) ; *Drut (Guy)* (p. 1362) ; *Tardito (Jean)* (p. 1372) ; *Bourdin (Claude)* (p. 1375) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 1376).

Jeux Olympiques d'Albertville : *Tardito (Jean)* (p. 1371) ; *Bourdin (Claude)* (p. 1375).

Lois :

- loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1355) ;
- loi n° 84-148 du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises : procédure d'alerte de l'article 29 : *Drut (Guy)* (p. 1362).

Lois : loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives :

- Comité national de la recherche et de la technologie (C.N.R.T.) : *Hage (Georges)* (p. 1359) ;
- Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.) : *Bapt (Gérard)* (p. 1354) ; *Hage (Georges)* (p. 1359) ; *Falco (Hubert)* (p. 1376) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1383) ;
- concertation et coresponsabilité de l'Etat et du mouvement sportif : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ; *Bapt (Gérard)* (p. 1353) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1354, 1355, 1358) ; *Hage (Georges)* (p. 1359) ; *Drut (Guy)* (p. 1362, 1363) ; *Calmat (Alain)* (p. 1386) ;
- Conseil national des activités physiques et sportives (C.N.A.P.S.) : *Hage (Georges)* (p. 1359) ; *Tardito (Jean)* (p. 1371) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1382, 1383).

Lois de finances :
- comptes d'affectation spéciale : Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1384) ;
- crédits budgétaires : Jeunesse et sports : *Hage (Georges)* (p. 1360) ; *Migaud (Didier)* (p. 1360) ; *Tardito (Jean)* (p. 1371) ; *Landrain (Edouard)* (p. 1374) ; *Falco (Hubert)* (p. 1376) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 1377) ; *Estrosi (Christian)* (p. 1380).

Médecine sportive : dopage : *Drut (Guy)* (p. 1363) ; *Landrain (Edouard)* (p. 1374) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1384).

Pratique sportive : démocratisation et développement : *Mandon (Thierry)* (p. 1351) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1355) ; *Hage (Georges)* (p. 1360) ; *Tardito (Jean)* (p. 1371) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 1377) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 1379).

Presse, édition et imprimerie : journalistes sportifs : liberté d'information : *Drut (Guy)* (p. 1363) ; *Péricard (Michel)* (p. 1365).

Projet de loi :
- concertation avec le mouvement sportif : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1354, 1382, 1383) ; *Hage (Georges)* (p. 1359) ; *Drut (Guy)* (p. 1362) ; *Néri (Alain)* (p. 1364) ; *Tardito (Jean)* (p. 1371) ;
- inconstitutionnalité : domaine des lois de finances, introduction des traités en droit interne et principe d'égalité : *Hage (Georges)* (p. 1359).

Sécurité civile :
- aménagement d'installations sportives provisoires : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1356, 1385) ; *Landrain (Edouard)* (p. 1373, 1374) ;
- audit des équipements sportifs : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1357) ;
- catastrophes : Bastia : stade de Furiani : *Mandon (Thierry)* (p. 1353) ; *Bapt (Gérard)* (p. 1353) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1354, 1355, 1356, 1383, 1386) ; *Hage (Georges)* (p. 1358) ; *Péricard (Michel)* (p. 1365) ; *Tardito (Jean)* (p. 1371, 1372) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1372) ; *Landrain (Edouard)* (p. 1373) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 1376) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 1378) ; *Estrosi (Christian)* (p. 1380) ;
- catastrophes : Le Mans : 24 heures moto : *Estrosi (Christian)* (p. 1380).
- commission nationale et commissions départementales de sécurité : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1356) ;
- installations et manifestations sportives : *Mandon (Thierry)* (p. 1353) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1356, 1382, 1385) ; *Landrain (Edouard)* (p. 1373).

Sécurité sociale :
- cotisations sociales : rémunérations des sportifs : *Bapt (Gérard)* (p. 1353) ;
- protection sociale des sportifs de haut niveau : *Bapt (Gérard)* (p. 1354) ; *Bourdin (Claude)* (p. 1375).

Sportifs :
- arbitres : statut : *Warhouver (Aloyse)* (p. 1379) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1386) ;
- athlètes de haut niveau : statut, droits et devoirs : *Bapt (Gérard)* (p. 1354) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1357, 1383) ; *Néri (Alain)* (p. 1364) ; *Bourdin (Claude)* (p. 1375) ; *Falco (Hubert)* (p. 1376) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 1379) ; *Estrosi (Christian)* (p. 1380) ; *Migaud (Didier)* (p. 1382) ;
- diplôme d'Etat et diplômes généraux : *Mandon (Thierry)* (p. 1352) ; *Falco (Hubert)* (p. 1378) ; *Estrosi (Christian)* (p. 1380) ; *Bohbot (David)* (p. 1381) ; *Migaud (Didier)* (p. 1381) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1385).

Discussion des articles [19 mai 1992] (p. 1394).

Titre Ier : *dispositions modifiant la loi du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.*

Article 1er *(dispositions de coordination : article 1er de la loi du 16 juillet 1984)* (p. 1394) : adopté après modifications (p. 1395).

Amendement n° 45 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 1394) : rejeté (p. 1395).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1395) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1395).

Amendement n° 98 de M. Guy Drut (rédactionnel) : adopté (p. 1395).

Défavorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1395).

Article 2 *(statut des clubs sportifs professionnels : article 11 de la loi du 16 juillet 1984) :* adopté après modifications (p. 1395).

Amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1395).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1395).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1395).

Amendement n° 72 de M. Guy Drut (exclut de l'obligation d'adapter ses statuts l'association dont les comptes certifiés ne présentent pas de déficit durant deux années consécutives) : adopté (p. 1395).

Favorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1375).

Défavorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1395).

Amendement n° 73 de M. Guy Drut (supprime le régime d'approbation par l'autorité administrative de la convention conclue entre une association sportive et une société sportive) : retiré (p. 1395).

Amendement n° 2 de la commission (attribue une compétence liée à l'autorité administrative pour approuver la convention entre une association et une société sportives et institue un régime d'approbation tacite de cette convention) : adopté (p. 1395).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1395).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1395).

Article 3 *(conditions d'adoption et contenu du régime applicable aux associations de statut renforcé : article 11-1 de la loi du 16 juillet 1984)* (p. 1395) : adopté (p. 1396).

Discussion des amendements identiques nos 74 et 81 (maintiennent le régime de la procédure d'alerte à l'initiative du commissaire aux comptes dans le cas des associations à statut renforcé) (p. 1395).

Amendement n° 74 de M. Guy Drut (p. 1395) : retiré (p. 1396).

Défavorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1396).

Amendement n° 81 de M. Christian Estrosi (p. 1395) : retiré (p. 1396).

Après l'article 3 :

Amendement n° 82 de M. Christian Estrosi (interdit toute participation financière des collectivités territoriales dans les clubs professionnels de football) : non soutenu (p. 1396).

Article 4 *(protection des marques des groupements sportifs : article 11-2 nouveau de la loi du 16 juillet 1984) :* adopté après modifications (p. 1396).

Amendement n° 3 de la commission (applique aux associations à statut renforcé les dispositions relatives à la protection des marques et dénominations des clubs professionnels) : adopté (p. 1396).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1396).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1396).

Amendement n° 79 de M. Guy Drut (supprime l'approbation administrative des cessions de dénominations, marques et signes distinctifs des groupements sportifs) : retiré (p. 1396).

Après l'article 4 :

Amendement n° 46 de M. Georges Hage (institue un plafonnement et une publicité du montant des transferts de sportifs entre groupements sportifs) : rejeté (p. 1396).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 1396).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1396) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1396).

Article 5 *(capital social des sociétés à objet sportif : article 13 de la loi du 16 juillet 1984)* (p. 1396) : adopté après modifications (p. 1398).

Amendement n° 80 de M. Guy Drut (supprime l'obligation de mise en réserve des bénéfices des sociétés à objet sportif et l'interdiction de rémunérer les membres élus des organes de direction de ces sociétés) : retiré (p. 1397).

Amendement n° 75 de M. Guy Drut (supprime l'approbation administrative des cessions d'actions d'une société à objet sportif) : retiré (p. 1397).

Amendement n° 86 de M. Pierre Mazeaud (remplace la dénomination « société à objet sportif » par celle de « société à but sportif ») : adopté (p. 1397).

Soutenu par : *Péricard (Michel)* (p. 1397).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1397).

Défavorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1397).

Amendement n° 4 de la commission (précise les motifs pour lesquels l'autorité administrative peut refuser l'autorisation de cession d'actions des sociétés sportives) : adopté après modifications (p. 1397).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1397).

Sous-amendement n° 115 du Gouvernement (exclut de ces motifs le changement de contrôle de la société) : adopté (p. 1397).

Soutenu par : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1397).

Favorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1397).

Amendement n° 67 de M. Francis Saint-Ellier (soumet à l'autorisation préalable de la Commission des opérations de bourse tout appel à l'épargne publique de la part des groupements sportifs) (p. 1397) : adopté (p. 1398).

Soutenu par : *Jacquat (Denis)* (p. 1397).

Favorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1397).

Amendement n° 34 de M. Edouard Landrain (réserve aux seules associations sportives le bénéfice de subventions des collectivités territoriales) : retiré (p. 1398).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1398) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1398).

Amendement n° 35 de M. Edouard Landrain (réserve la propriété des centres de formation aux seules associations sportives) : retiré (p. 1398).

Défavorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1398).

Observations : *Péricard (Michel)* (p. 1398).

Amendement n° 47 de M. Georges Hage (reconnaît à tout membre de l'association sportive le droit de demander que les contrats soient communiqués au commissaire aux comptes) : rejeté (p. 1398).

Défavorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1398).

Article 6 *(interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives : article 15-1 nouveau de la loi du 16 juillet 1984)* (p. 1398) : adopté après modifications (p. 1399).

Amendement n° 36 de M. Edouard Landrain (soumet à autorisation administrative la possiblité pour une personne privée d'être actionnaire dans plusieurs sociétés sportives relevant de différentes disciplines) (p. 1398) : rejeté (p. 1399).

Défavorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1399).

Amendement n° 5 rectifié de la commission (sanctionne pénalement l'interdiction d'être actionnaire, prêteur ou de se porter caution de plusieurs sociétés sportives relevant de la même discipline) : adopté après modifications (p. 1399).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1399).

Sous-amendement n° 116 du Gouvernement (limite l'incrimination au seul cas de l'achat d'actions) : adopté (p. 1399).

Soutenu par : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1399).

Observations : *Landrain (Edouard)* (p. 1399).

Article 7 *(contrôle des intermédiaires : article 15-2 nouveau de la loi du 16 juillet 1984)* (p. 1399) : adopté après modifications (p. 1402).

Observations : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 1399).

Amendement n° 48 de M. Georges Hage (rédactionnel) (p. 1399) : adopté (p. 1400).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 1399).

Favorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1399).

Amendement n° 68 de M. Jean-Pierre Philibert (réserve l'activité d'intermédiaire sportif aux seuls membres des professions judiciaires et juridiques mentionnées dans la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990) : non soutenu (p. 1400).

Amendement n° 39 de M. Edouard Landrain (dispense de la déclaration préalable de leur activité d'intermédiaire sportif les membres assermentés des professions juridiques légalement reconnues) : retiré (p. 1400).

Défavorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1400).

Amendement n° 76 de M. Guy Drut (renvoie à un décret en Conseil d'Etat la détermination des professions incompatibles avec l'activité d'intermédiaire sportif) : adopté (p. 1400).

Favorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1400) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1400).

Amendement n° 89 de M. Francis Saint-Ellier (institue une incompatibilité entre l'activité d'intermédiaire sportif et l'exercice de responsabilités de direction ou d'une fonction salariée au sein d'un groupement sportif) : retiré (p. 1400).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1400) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1400).

Discussion commune des amendements n°s 77 et 90.

Amendement n° 77 de M. Guy Drut (limite la rémunération des intermédiaires sportifs à 10 p. 100 du montant du contrat conclu) (p. 1400) : adopté (p. 1401).

Soutenu par : *Péricard (Michel)* (p. 1401).

Favorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1401) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1401).

Défavorable : *Hage (Georges)* (p. 1401).

Amendement n° 90 de M. Francis Saint-Ellier (renvoie à un décret en Conseil d'Etat la fixation d'un plafond de rémunération des intermédiaires sportifs et soumet ceux d'entre eux non établis en France aux régles régissant cette activité) (p. 1400) : devenu sans objet (p. 1401).

Sous-amendement n° 117 du Gouvernement (supprime la référence aux intermédiaires non établis en France) : devenu sans objet (p. 1401).

Soutenu par : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1401).

Discussion commune des amendements n°s 78 et 91.

Amendement n° 78 de M. Guy Drut (prévoit l'interdiction d'exercer l'activité d'intermédiaire sportif en cas d'atteinte aux intérêts matériels ou moraux d'un club sportif) : rejeté (p. 1401).

Soutenu par : *Péricard (Michel)* (p. 1401).

Amendement n° 91 de M. Francis Saint-Ellier (prévoit l'interdiction d'exercer l'activité d'intermédiaire sportif en cas d'atteinte aux intérêts matériels ou moraux d'un groupement sportif) : adopté (p. 1401).

Favorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1401) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1401).

Amendement n° 92 de M. Francis Saint-Ellier (prévoit une représentation des collectivités territoriales dans la commission consultative compétente en matière d'interdiction d'exercer l'activité d'intermédiaire sportif) (p. 1401) : adopté (p. 1402).

Favorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1401) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1402).

Amendement n° 93 de M. Francis Saint-Ellier (prévoit la nullité des conventions rémunérant les intermédiaires sportifs en méconnaissant la réglementation applicable à leur activité) : adopté (p. 1402).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1402).

Défavorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1401).

Amendement n° 94 de M. Francis Saint-Ellier (relève le montant de l'amende pénale pour exercice irrégulier de l'activité d'intermédiaire sportif) : adopté (p. 1402).

Favorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1402) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1402).

Amendement n° 83 de M. Christian Estrosi (exclut les membres assermentés des professions juridiques légalement reconnues exerçant l'activité d'intermédiaire sportif du dispositif de contrôle de ces intermédiaires) : rejeté (p. 1402).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1402) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1402).

Article 8 *(conventions d'objectifs conclues entre l'Etat et les fédérations ; règlement-type disciplinaire : article 16 de la loi du 16 juillet 1984)* (p. 1402) : adopté après modifications (p. 1403).

Amendement n° 6 de la commission (étend le contenu des conventions d'objectifs à l'insertion professionnelle des athlètes) : adopté (p. 1402).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1402).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1402).

Amendement n° 50 de M. Georges Hage (impose la conclusion de conventions d'objectifs relatives au développement des pratiques sportives avec les fédérations non délégataires) (p. 1402) : rejeté (p. 1403).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 1403).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1403) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1403).

Amendement n° 49 de M. Georges Hage (institue une procédure d'appel en référé devant le tribunal de grande instance contre les décisions disciplinaires des fédérations sportives) : rejeté (p. 1403).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 1403).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1403) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1403).

Amendement n° 51 de M. Georges Hage (supprime l'obligation faite aux fédérations sportives participant à l'exécution d'une mission de service public d'adopter un règlement disciplinaire conforme à un règlement-type) : rejeté (p. 1403).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 1403).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1403) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1403).

Article 9 *(protection des titres délivrés par les fédérations sportives délégataires : article 17 de la loi du 16 juillet 1984)* (p. 1403) : adopté après modifications (p. 1404).

Amendement n° 7 de la commission (double l'amende pénale sanctionnant, en cas de récidive, l'organisation de compétitions sportives donnant lieu à la délivrance du titre de champion sans délégation ministérielle) : adopté (p. 1403).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1403).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1403).

Amendement n° 52 de M. Georges Hage (reconnaît aux fédérations sportives participant à l'exécution d'une mission de service public la faculté de délivrer des titres de fédération) (p. 1403) : adopté après modifications (p. 1404).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1404).

Défavorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1404).

Sous-amendement n° 118 du Gouvernement (renvoie à un décret en Conseil d'Etat la fixation de la liste des titres de fédération) (p. 1403) : adopté (p. 1404).

Soutenu par : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1404).

Favorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1404).

Amendement n° 37 de M. Edouard Landrain (prévoit une interdiction d'organiser des compétitions sportives en cas d'infractions répétées aux régles de protection des titres délivrés par les fédérations sportives délégataires) : rejeté (p. 1404).

Favorable : *Jacquat (Denis)* (p. 1404).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1404) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1404).

Sous-amendement oral de M. Denis Jacquat (prévoit qu'un décret fixe les conditions dans lesquelles est prononcée l'interdiction) : rejeté (p. 1404).

Favorable : *Landrain (Edouard)* (p. 1404).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1404) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1404).

Article 10 *(contrôle de la légalité des actes pris en vertu de la délégation : article 17-1 nouveau de la loi du 16 juillet 1984)* (p. 1404) : adopté après modifications (p. 1405).

Amendement n° 8 de la commission (fixe un délai d'un mois pour l'intervention des décisions juridictionnelles de sursis à exécution des actes des fédérations délégataires) : adopté (p. 1405).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1405).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1405).

Amendement n° 63 de M. Germain Gengenwin (fixe les délais de recours contre les décisions implicites de rejet des fédérations délégataires) : rejeté (p. 1405).

Défavorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1405).

Amendement n° 64 de M. Germain Gengenwin (reconnaît aux associations la possibilité de demander au ministre d'exercer son contrôle de légalité à l'encontre des décisions réglementaires des fédérations délégataires) : rejeté (p. 1405).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1405) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1405).

Article 11 *(protection du titre « fédération française » ou « fédération nationale » : article 17-2 nouveau de la loi du 16 juillet 1984)* (p. 1405) : adopté après modifications (p. 1406).

Discussion commune de l'amendement n° 9 et des amendements identiques n°s 95 et 113.

Amendement n° 9 de la commission (transfère à l'article 33 du présent projet la disposition fixant le délai reconnu aux fédérations non délégataires pour se mettre en conformité avec l'interdiction d'utiliser les appellations « fédération française » ou « fédération nationale ») (p. 1405) : adopté (p. 1406).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1406).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1406).

Amendements identiques n°s 95 de M. Jacques Toubon et 113 de M. Edouard Landrain (autorisent les groupements sportifs reconnus d'utilité publique constitués avant la publication de la loi du 16 juillet 1984 à continuer d'utiliser les appellations « fédération française » ou « fédération nationale ») (p. 1405) : devenus sans objet (p. 1406).

Amendement n° 96 de M. Edouard Landrain (prévoit une interdiction d'organiser des compétitions sportives en cas d'infractions répétées aux règles de protection de l'appellation des fédérations délégataires) : rejeté (p. 1406).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1406) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1406).

Après l'article 11 :

Amendement n° 87 de M. Thierry Mandon (institue un agrément préalable de la fédération délégataire pour organiser une manifestation sportive dans sa discipline soit qu'y participent ses licenciés, soit qu'elle donne lieu à la remise d'un prix d'une valeur supérieure à un montant fixé par arrêté ; sanctionne pénalement cette obligation) : adopté après rectification (p. 1406).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1406).

Sous-amendement oral de M. Thierry Mandon (limite cet agrément aux seules manifestations répondant à la fois aux conditions de participation des licenciés et de remise de prix) : adopté (p. 1406).

Article 12 *(droit d'exploitation des manifestations sportives et droit à l'information sportive : articles 18-1 et 18-2 nouveaux de la loi du 16 juillet 1984)* (p. 1406) : adopté après modifications (p. 1409).

Observations : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1406).

Amendement n° 10 de la commission (interdit la conclusion de contrats d'exclusivité pour la retransmission de manifestations sportives auxquelles participent des équipes nationales) (p. 1407) : rejeté (p. 1408).

Soutenu par : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 1407).

Défavorables : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1407) ; *Péricard (Michel)* (p. 1407).

Observations : *Mandon (Thierry)* (p. 1407) ; *Drut (Guy)* (p. 1407) ; *Landrain (Edouard)* (p. 1407) ; *Néri (Alain)* (p. 1408).

Amendement n° 53 de M. Georges Hage (confie au Conseil supérieur de l'audiovisuel (C.S.A.) l'élaboration de contrats-types de retransmission des manifestations sportives) : rejeté (p. 1408).

Soutenu par : *Thiémé (Fabien)* (p. 1408).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1408) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1408).

Discussion commune des amendements n°s 11 et 38.

Amendement n° 11 de la commission (permet la diffusion intégrale d'une manifestation sportive par un autre service de communication audiovisuelle que le détenteur du droit de retransmettre, dès lors que celui-ci n'assure pas la retransmission « en direct » de la manifestation) : adopté (p. 1408).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1408).

Défavorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1408).

Amendement n° 38 de M. Edouard Landrain (impose au détenteur du droit de retransmettre une manifestation sportive une retransmission en direct pour la moitié au moins de cette dernière) : devenu sans objet (p. 1408).

Défavorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1408).

Amendement n° 104 de M. Etienne Pinte (interdit la retransmission cryptée des matchs des équipes nationales) : rejeté (p. 1409).

Soutenu par : *Péricard (Michel)* (p. 1409).

Défavorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1409).

Discussion commune de l'amendement n° 97 rectifié et des amendements identiques n°s 88 et 108.

Amendement n° 97 rectifié de M. Denis Jacquat (garantit le droit à l'information par la presse écrite et audiovisuelle sur les manifestations sportives et le libre accès des représentants de la presse aux sources d'information sur ces manifestations) : rejeté (p. 1409).

Favorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1409).

Amendements identiques n°s 88 et 108 (garantissent le droit à l'information par la presse écrite sur les manifestations sportives et le libre accès des représentants de la presse écrite aux sources d'information sur ces manifestations) (p. 1409).

Amendement n° 88 de M. Thierry Mandon : adopté après modifications (p. 1409).

Sous-amendement n° 119 du Gouvernement (prévoit ces garanties pour la presse écrite et audiovisuelle et reconnaît aux personnels et journalistes de ces dernières un droit d'accès aux enceintes sportives) : adopté (p. 1409).

Soutenu par : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1409).

Amendement n° 108 de M. Guy Drut : adopté après modifications (p. 1409).

Soutenu par : *Péricard (Michel)* (p. 1409).

Après l'article 12 :

Amendement n° 12 de la commission (institue une procédure de conciliation préalable à tout recours contentieux en cas de conflit mettant en cause une fédération délégataire) (p. 1409) : adopté (p. 1410).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1409).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1410).

Article 13 *(rôle des collectivités territoriales : article 19-1 nouveau de la loi du 16 juillet 1984)* : adopté après modifications (p. 1410).

Amendement n° 69 de M. Francis Saint-Ellier (limite au financement des équipements sportifs les garanties d'emprunt accordées aux groupements sportifs par les collectivités territoriales) : adopté après modifications au scrutin public (p. 1410).

Soutenu par : *Jacquat (Denis)* (p. 1410).

Défavorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1410) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1410).

Sous-amendement n° 120 du Gouvernement (précise que ces garanties sont accordées dans le respect des lois en vigueur) : adopté (p. 1410).

Soutenu par : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1410).

Après l'article 13 :

Amendement n° 109 de M. Gérard Bapt (confie dans chaque entreprise l'organisation et le développement des activités physiques et sportives à l'association sportive de l'entreprise et à elle seule) (p. 1410) : adopté (p. 1411).

Amendement n° 114 de M. Edouard Landrain (interdit aux communes et aux départements d'accorder une garantie d'emprunt ou un cautionnement à un groupement sportif) : retiré (p. 1411).

Article 14 *(commission nationale du sport de haut niveau : article 26 de la loi du 16 juillet 1984)* (p. 1411) : adopté après modifications (p. 1413).

Amendement n° 13 de la commission (prévoit une représentation des sportifs de haut niveau au sein de la commission nationale du sport de haut niveau) : adopté (p. 1411).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1411).

Favorable : *Néri (Alain)* (p. 1411).

Défavorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1411).

Amendement n° 14 de la commission (donne compétence à la commission nationale du sport de haut niveau pour élaborer une charte du sport de haut niveau et pour apprécier le respect des normes des équipements sportifs) (p. 1411) : adopté après modifications (p. 1412).

Soutenu par : *Santrot (Jacques)* (p. 1411).

Favorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1411) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1411).

Observations : *Péricard (Michel)* (p. 1411) ; *Néri (Alain)* (p. 1411).

Sous-amendement n° 121 du Gouvernement (précise que la charte du sport de haut niveau élaborée par la commission est fondée sur les règles déontologiques des sportifs de haut niveau) (p. 1411) : adopté (p. 1412).

Soutenu par : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1411, 1412).

Défavorable : *Hage (Georges)* (p. 1412).

Discussion commune des amendements n°s 15 et 40.

Amendement n° 15 de la commission (supprime le caractère annuel de la liste des sportifs de haut niveau) : adopté (p. 1412).

Soutenu par : *Landrain (Edouard)* (p. 1412).

Défavorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1412).

Amendement n° 40 de M. Edouard Landrain (prévoit une révision de la liste des sportifs de haut niveau trois fois par an) : retiré (p. 1412).

Amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1412).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1412).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1412).

Amendement n° 41 de M. Edouard Landrain (prévoit la consultation de la commission nationale du sport de haut niveau avant toute radiation de la liste des sportifs de haut niveau) (p. 1412) : rejeté (p. 1413).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1412) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1413).

Amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1413).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1413).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1413).

Article 15 *(assurances sportives : articles 37 et 38 de la loi du 16 juillet 1984)* : adopté (p. 1413).

Amendement n° 54 de M. Georges Hage (prévoit une dissociation du prix de la licence et du prix de souscription à un contrat d'assurance collectif) : rejeté (p. 1413).

Soutenu par : *Thiémé (Fabien)* (p. 1413).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1413) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1413).

Amendement n° 18 de la commission (prévoit une possibilité de refuser une licence-assurance lorsque le licencié prouve qu'il est déjà couvert par une garantie de même nature) : rejeté (p. 1413).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1413).

Défavorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1413).

Article 16 *(conditions de conclusion de contrats d'assurance collectifs par les fédérations sportives : article 38-1 nouveau de la loi du 16 juillet 1984)* : adopté (p. 1413).

Article 17 *(régime juridique des équipements sportifs privés financés partiellement par une collectivité publique : article 42 de la loi du 16 juillet 1984)* : adopté (p. 1413).

Après l'article 17 :

Amendement n° 19 de la commission (renvoie à un décret en Conseil d'Etat la détermination des conditions d'entrée en application des règlements fédéraux relatifs aux normes des équipements sportifs de compétition) (p. 1413) : adopté (p. 1414).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1413).

Amendement n° 65 du Gouvernement (définit le régime d'homologation des enceintes destinées à recevoir des manifestations sportives accueillant des spectateurs et les pouvoirs de réglementation et d'organisation des manifestations sportives reconnus aux fédérations délégataires : articles 42-1 à 42-8 nouveaux de la loi du 16 juillet 1984) (p. 1414) : adopté après modifications (p. 1418).

Soutenu par : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1414, 1415, 1416, 1417).

Favorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1416).

Observations : *Franzoni (Roger)* (p. 1415) ; *Landrain (Edouard)* (p. 1415, 1416) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1415, 1418) ; *Péricard (Michel)* (p. 1415, 1418) ; *Néri (Alain)* (p. 1416, 1418) ; *Bardin (Bernard)* (p. 1416) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 1416).

Délinquance et criminalité :

- délits commis dans les stades : *Péricard (Michel)* (p. 1415) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1415, 1417) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 1416) ;

- sanctions pénales : *Landrain (Edouard)* (p. 1415) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1415) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1415).

Fédérations sportives :

- homologation des installations sportives : *Jacquat (Denis)* (p. 1415) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1415, 1416, 1417) ; *Néri (Alain)* (p. 1416) ; *Mandon (Thierry)* (p. 1416) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 1416) ;

- pouvoir réglementaire : *Mandon (Thierry)* (p. 1416).

Sécurité civile :

- catastrophes : Bastia : stade de Furiani : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1414) ; *Franzoni (Roger)* (p. 1415) ;

- commission nationale de sécurité des enceintes sportives : création : *Jacquat (Denis)* (p. 1415) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1415, 1416) ;

- commissions départementales de sécurité : *Landrain (Edouard)* (p. 1415) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1415, 1416) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1415) ;

- états généraux départementaux : *Landrain (Edouard)* (p. 1416) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1417) ;

- installations et manifestations sportives : places assises et numérotées : *Landrain (Edouard)* (p. 1415, 1416) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1415, 1417) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1415) ; *Bardin (Bernard)* (p. 1416).

Sous-amendement n° 107 de M. Christian Estrosi (rédactionnel) (p. 1417) : rejeté (p. 1417).

Soutenu par : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 1417).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1417) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1417).

Sous-amendement n° 110 de M. Thierry Mandon (sanctionne pénalement le non respect des dispositions de l'homologation relatives à la capacité d'accueil de l'enceinte, au nombre et à la nature des places proposées au public ou à la vente de billets pour un nombre de places supérieur à celui retenu dans l'homologation) (p. 1414) : adopté (p. 1417).

Défavorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1417).

Sous-amendement n° 111 rectifié de M. Thierry Mandon (ajoute à la loi du 16 juillet 1984 un article 42-6-1 qui institue un délit de provocation des spectateurs à la haine ou à la violence à l'égard de l'arbitre ou d'un groupe de personnes) (p. 1414) : adopté (p. 1417).

Défavorable : *Landrain (Edouard)* (p. 1417).

Observations : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1417) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1417).

Sous-amendement oral de M. Thierry Mandon (rédactionnel) : adopté (p. 1418).

Amendement n° 62 de M. David Bohbot (dispense les clubs accueillant exceptionnellement une équipe de catégorie supérieure d'adapter leurs équipements aux normes techniques applicables aux compétitions de cette catégorie hormis en matière de sécurité) : adopté (p. 1418).

Favorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1418).

Défavorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1418).

Article 18 *(conditions d'exercice d'une activité rémunérée d'enseignement, d'encadrement ou d'animation des activités physiques ou sportives : article 43 de la loi du 16 juillet 1984)* (p. 1418) : adopté après modifications (p. 1420).

Observations : *Blanc (Jacques)* (p. 1418).

Décentralisation : transferts de charges : *Blanc (Jacques)* (p. 1418).

Discussion commune des amendements n°s 70 et 99.

Amendement n° 70 de M. Denis Jacquat (n'autorise qu'à titre temporaire l'exercice d'une activité rémunérée d'enseignement, d'encadrement ou d'animation sportifs en l'absence d'un diplôme d'Etat) : rejeté (p. 1419).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1419) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1419).

Amendement n° 99 de M. Guy Drut (n'autorise qu'à titre temporaire l'exercice d'une activité rémunérée d'enseignement, d'encadrement ou d'animation sportifs en l'absence d'un diplôme d'Etat) : rejeté (p. 1419).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1419) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1419).

Discussion commune des amendements n°s 55 corrigé et rectifié et 42.

Amendement n° 55 corrigé et rectifié de M. Georges Hage (précise la nature et le régime du diplôme ouvrant droit à l'exercice d'une activité rémunérée d'enseignement, d'encadrement ou d'animation sportifs) (p. 1419) : rejeté (p. 1420).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 1420).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1420) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1420).

Amendement n° 42 de M. Edouard Landrain (précise la nature et le régime du diplôme ouvrant droit à l'exercice d'une activité rémunérée d'enseignement, d'encadrement ou d'animation sportifs) : rejeté (p. 1420).

Amendement n° 66 de M. Thierry Mandon (n'autorise l'exercice d'une activité rémunérée d'enseignement, d'encadrement ou d'animation sportifs par une personne non titulaire d'un diplôme d'Etat que dans les disciplines où un tel diplôme n'existe pas) : adopté (p. 1420).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1420).

Amendement n° 84 de M. Christian Estrosi (reconnaît aux seules fédérations sportives, en dehors de l'Etat, la possibilité de délivrer un diplôme permettant d'exercer une activité d'enseignement, d'encadrement ou d'animation d'une activité sportive ne nécessitant pas des garanties particulières de sécurité) : rejeté (p. 1420).

Soutenu par : *Falco (Hubert)* (p. 1420).

Amendement n° 20 de la commission (ajoute la condamnation pour trafic de drogue aux causes d'interdiction de l'exercice d'une activité rémunérée d'enseignement, d'encadrement ou d'animation sportifs) : adopté (p. 1420).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1420).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1420).

Article 19 *(autorisations spécifiques dérogatoires à l'exigence d'un diplôme pour l'exercice d'une activité rémunérée : article 43-1 nouveau de la loi du 16 juillet 1984)* (p. 1420) : adopté (p. 1421).

Discussion des amendements identiques n°s 71 et 85 (de suppression) (p. 1421).

Amendement n° 71 de M. Denis Jacquat : rejeté (p. 1421).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1421) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1421).

Amendement n° 85 de M. Christian Estrosi : non soutenu (p. 1421).

Amendement n° 56 de M. Georges Hage (étend aux personnes de nationalité étrangère le bénéfice d'autorisations spécifiques dérogatoires à l'exigence d'un diplôme pour l'exercice d'une activité rémunérée) : rejeté (p. 1421).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1421) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1421).

Article 20 *(conditions d'exploitation des établissements d'activités physiques et sportives : article 47 de la loi du 16 juillet 1984)* : adopté après modifications (p. 1421).

Amendement n° 21 de la commission (interdit l'exploitation contre rémunération d'un établissement d'activités physiques et sportives aux personnes condamnées pour crime, attentat aux mœurs ou trafic de drogue) : adopté (p. 1421).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1421).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1421).

Article 21 *(contenu du décret en Conseil d'Etat relatif aux conditions d'application des articles 43 et 47 modifiés de la loi du 16 juillet 1984 : article 47-1 nouveau de la loi du 16 juillet 1984)* : adopté après modifications (p. 1422).

Amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 1421) : adopté (p. 1422).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1421).

Défavorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1422).

Amendement n° 43 de M. Edouard Landrain (limite le contenu du décret à la définition des diplômes permettant l'exercice d'une activité rémunérée d'enseignement, d'encadrement ou d'animation des activités physiques ou sportives) : rejeté (p. 1422).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1422) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1422).

Amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1422).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1422).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1422).

Amendement n° 57 de M. Georges Hage (prévoit la création d'un comité de sécurité au sein de chaque association sportive) : rejeté (p. 1422).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1422) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1422).

Article 22 *(fermeture temporaire ou définitive d'un établissement d'activités physiques et sportives : article 48 de la loi du 16 juillet 1984)* : adopté (p. 1422).

Article 23 *(interdictions professionnelles prononcées par le ministre chargé des sports : article 48-1 nouveau de la loi du 16 juillet 1984)* : adopté après modifications (p. 1423).

Amendement n° 24 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1423).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1423).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1423).

Article 24 *(sanctions pénales : article 49 de la loi du 16 juillet 1984)* : adopté (p. 1423).

Article 25 *(recherche et constatation des infractions : article 49-1 nouveau de la loi du 16 juillet 1984)* (p. 1423) : adopté (p. 1424).

Amendement n° 58 de M. Georges Hage (de suppression) : rejeté (p. 1423).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 1423).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1423) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1423).

Amendement n° 44 de M. Edouard Landrain (impose aux fonctionnaires assermentés du ministère chargé des sports, habilités à rechercher et constater les infractions, une formation comparable à celle reçue par les officiers ou agents de police judiciaire) (p. 1423) : rejeté (p. 1424).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1424) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1424).

Article 26 *(application de la loi du 16 juillet 1984 à la collectivité territoriale de Mayotte et à la Nouvelle-Calédonie : articles 51 et 52 de la loi du 16 juillet 1984)* : adopté (p. 1424).

Titre II : *dispositions diverses.*

Article 27 *(régime fiscal des dépenses exposées par les sportifs de haut niveau pour l'acquisition d'un diplôme ou d'une qualification professionnelle)* (p. 1424) : adopté après modifications (p. 1425).

Amendement n° 105 de la commission des finances (étend à l'ensemble des sportifs salariés le bénéfice de la déductibilité des frais exposés pour l'acquisition d'un diplôme ou d'une qualification professionnelle) (p. 1424) : adopté après rectification (p. 1425).

Soutenu par : *Bapt (Gérard)* (p. 1424).

Favorable : *Mandon (Thierry)* (p. 1424).

Défavorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1424).

Sous-amendement oral de M. David Bohbot (rédactionnel) (p. 1424) : adopté (p. 1425).

Amendement n° 29 de la commission des finances (étend le bénéfice de la déductibilité des frais exposés pour l'acquisition d'un diplôme ou d 'une qualification professionnelle aux sportifs salariés percevant au moins la moitié de leurs revenus d'une activité sportive et gage cette extension par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : retiré (p. 1425).

Soutenu par : *Bapt (Gérard)* (p. 1424).

Discussion commune des amendements n°s 30 et 106.

Amendement n° 30 de la commission des finances (étend le bénéfice de la déductibilité des frais exposés pour l'acquisition d'un diplôme ou d 'une qualification professionnelle aux sportifs percevant au moins la moitié de leurs revenus d'une activité sportive et déclarant leurs revenus au titre des bénéfices non commerciaux et gage cette extension par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : retiré (p. 1425).

Amendement n° 106 de M. Gérard Bapt (étend à l'ensemble des sportifs déclarant leurs revenus au titre des bénéfices non commerciaux la déductibilité des frais exposés pour l'acquisition d'un diplôme ou d'une qualification professionnelle et gage cette extension par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : adopté (p. 1425).

Article 28 *(conditions d'assujettissement aux cotisations sociales des sommes attribuées par l'Etat, les collectivités territoriales, les fédérations sportives et les entreprises aux sportifs de haut niveau)* : adopté après modifications (p. 1425).

Observations : *Blanc (Jacques)* (p. 1425).

Amendement n° 32 de M. Gérard Bapt (rédactionnel) : adopté (p. 1425).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1425) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1425).

Amendement n° 31 de la commission des finances (exonère de cotisations sociales les aides personnalisées versées aux sportifs de haut niveau par l'Etat, les collectivités territoriales et les fédérations sportives et gage cette exonération par une augmentation de la cotisation perçue sur les boissons alcoolisées au profit de la caisse nationale d'assurance maladie) : rejeté (p. 1425).

Soutenu par : *Bapt (Gérard)* (p. 1425).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1425) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1425).

Article 29 *(étalement des salaires imposables perçus par les sportifs à l'occasion de leur activité sportive)* (p. 1425) : adopté après modifications (p. 1426).

Amendement n° 33 de M. Gérard Bapt (rédactionnel) (p. 1425) : adopté (p. 1426).

Favorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1426) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1426).

Article 30 *(étalement du revenu imposable provenant de l'activité sportive des sportifs non salariés)* : adopté (p. 1426).

Article 31 *(exonération des sportifs de la taxe professionnelle pour leur activité sportive)* : adopté (p. 1426).

Après l'article 31 :

Amendement n° 59 de M. Georges Hage (augmente de 1 p. 100 le taux de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises produisant des objets sportifs) : rejeté (p. 1426).

Soutenu par : *Tardito (Jean)* (p. 1426).

Défavorables : *Mandon (Thierry)* (p. 1426) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1426).

Article 32 *(modification de la loi du 29 juin 1989 relative à la prévention et à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives)* : adopté (p. 1426).

Article 33 *(entrée en vigueur de la présente loi)* : adopté après modifications (p. 1427).

Amendement n° 25 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1426).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1426).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1426).

Amendement n° 26 corrigé de la commission (prévoit l'entrée en vigueur des dispositions réglementant la profession d'éducateur sportif prévues à l'article 18, dix-huit mois après la publication de la présente loi) (p. 1426) : adopté (p. 1427).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1426).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1426).

Amendement n° 27 de la commission (transpose à l'article 33 les dispositions supprimées à l'article 11 du présent projet relatives au délai de mise en conformité avec l'interdiction faite aux fédérations non délégataires d'utiliser les appellations « fédération française » ou « fédération nationale ») : adopté (p. 1427).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1427).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1427).

Amendement n° 28 de la commission (précise que les dispositions de la loi du 16 juillet 1984 restent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi) : adopté (p. 1427).

Soutenu par : *Mandon (Thierry)* (p. 1427).

Favorable : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 1427).

Explications de vote : *Drut (Guy)* (p. 1427) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1427) ; *Landrain (Edouard)* (p. 1427) ; *Néri (Alain)* (p. 1428) ; *Hage (Georges)* (p. 1428).

Intervention du Gouvernement : Bredin (Frédérique) (p. 1428).

Lois : loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités sportives : Conseil national des activités physiques et sportives (C.N.A.P.S.) : *Hage (Georges)* (p. 1428).

Médecine sportive : dopage : *Jacquat (Denis)* (p. 1427).

Sanctions pénales : *Jacquat (Denis)* (p. 1427).

Sécurité civile :

- catastrophes : Bastia : stade de Furiani : *Jacquat (Denis)* (p. 1427) ;
- états généraux : *Landrain (Georges)* (p. 1427).
- installations et manifestations sportives : *Drut (Guy)* (p. 1427) ; *Hage (Georges)* (p. 1428).

Sportifs : diplômes d'Etat et diplômes fédéraux : *Hage (Georges)* (p. 1428).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Hage (Georges)* (p. 1428).

Groupe R.P.R. : abstention : *Drut (Guy)* (p. 1427).

Groupe socialiste : pour : *Néri (Alain)* (p. 1428).

Groupe U.D.C. : abstention : *Landrain (Edouard)* (p. 1427).

Groupe U.D.F. : abstention : *Jacquat (Denis)* (p. 1427).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 1428).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 1992] (p. 3010).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission mixte paritaire : *Néri (Alain)* suppléant *Mandon (Thierry)* (p. 3010).

Intervention du Gouvernement : Bredin (Frédérique) (p. 3010).

Principaux thèmes développés :

Audiovisuel :

- diffusion des événements sportifs : code de bonne conduite du 22 janvier 1992 : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 3011) ;
- information : *Néri (Alain)* (p. 3010) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 3011).

Collectivités locales : rôle et garanties financières : *Néri (Alain)* (p. 3010) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 3011).

Fédérations sportives :

- contrôle de légalité : contrôle a posteriori : *Néri (Alain)* (p. 3010) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 3011) ;
- diplômes fédéraux : reconnaissance : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 3011) ;
- organisation des compétitions sportives : *Néri (Alain)* (p. 3010) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 3011) ;
- pouvoir disciplinaire : exercice et conciliation : *Néri (Alain)* (p. 3010) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 3011).

Groupements sportifs et clubs professionnels : *Néri (Alain)* (p. 3010) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 3011).

Intermédiaires sportifs : réglementation de leur activité : *Néri (Alain)* (p. 3010) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 3011).

Lois : loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives :

- Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.) : *Néri (Alain)* (p. 3010) ;
- concertation et coresponsabilité de l'Etat, des collectivités locales et du mouvement sportif : *Néri (Alain)* (p. 3010) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 3011).

Parlement : commission mixte paritaire : accord : *Néri (Alain)* (p. 3010) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 3011).

Sécurité civile :

- commission nationale et commissions départementales de sécurité : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 3011) ;
- installations et manifestations sportives : *Néri (Alain)* (p. 3010) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 3011).

Sportifs :

- activités d'enseignement, d'encadrement et d'animation : rémunération : *Néri (Alain)* (p. 3010) ; *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 3011) ;
- sportifs de haut niveau : statut fiscal et social : *Bredin (Frédérique) (G)* (p. 3011).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 3011 à 3016).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Brunhes (Jacques)* (p. 3016).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 3016).

8. Proposition de résolution n° 2929 tendant à la création d'une **commission d'enquête sur le financement des jeux Olympiques d'hiver d'Albertville et sur les conséquences économiques et financières de leur organisation.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 24 septembre 1992 par M. Pierre Mazeaud. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Retirée le 2 octobre 1992 [*J.O.* du 3 octobre 1992] (p. 13770).

9. Rapport d'information n° 3004 déposé en application de l'article 145 du règlement par M. Didier Migaud, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le **Fonds national pour le développement du sport** [4 novembre 1992].

Questions au Gouvernement :

- n° 1200 - Sécurité des manifestations sportives : *Bohbot (David)*. Réponse : *Bredin (Frédérique)*, ministre de la jeunesse et des sports [29 avril 1992] (p. 764) :

Accidents mortels en marge des 24 Heures moto du Mans ; abus d'alcool lors des manifestations sportives ; interdiction de la vente d'alcool aux abords des manifestations sportives ; politique de prévention et d'animation dans les enceintes du circuit.

- **n° 1213 - Drame du stade de Bastia :** *Stasi (Bernard).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique [6 mai 1992] (p. 913, 914) :

Bastia : accident mortel du stade de Furiani ; responsabilités ; doublement du nombre de places ; conditions d'installation des structures ; commission d'enquête administrative ; commission rogatoire ; secours : exemple de solidarité nationale.

- **n° 1216 - Drame du stade de Bastia :** *Franzoni (Roger).* Réponse : *Quilès (Paul),* ministre de l'intérieur et de la sécurité publique [6 mai 1992] (p. 916) :

Bastia : accident mortel du stade de Furiani ; familles et proches des victimes ; relations avec la Corse : organisation des secours : rotation aérienne ; Président de la République : témoignage de solidarité par sa présence à Bastia.

- **n° 1220 - Drame du stade de Bastia :** *Pasquini (Pierre).* Réponse : *Bredin (Frédérique),* ministre de la jeunesse et des sports [6 mai 1992] (p. 920, 921, 922) :

Bastia : accident mortel du stade de Furiani ; tribunes supplémentaires ; propos tenus par M. le ministre de la ville ; solidarité nationale : organisation ; fonds spécial d'aide aux victimes : hommage au public.

- **n° 1374 - Implantation du grand stade à Sénart :** *Mignon (Jean-Claude).* Réponse : *Bredin (Frédérique),* ministre de la jeunesse et des sports [28 octobre 1992] (p. 4468, 4469) :

Déroulement de la Coupe du monde de football de 1998 en France ; stade : implantation à Melun-Sénart ; candidature de Nanterre ; aménagement du territoire : équilibre ; financements privés.

- **n° 1421 - Aides au sport :** *Migaud (Didier).* Réponse : *Bredin (Frédérique),* ministre de la jeunesse et des sports [18 novembre 1992] (p. 5686, 5687) :

Développement du sport ; moyens financiers ; progression du budget de la jeunesse et des sports ; sport de haut niveau ; sports populaires et insertion par le sport.

- **n° 1470 - Politique du sport :** *Drut (Guy).* Réponse : *Bredin (Frédérique),* ministre de la jeunesse et des sports [16 décembre 1992] (p. 7301, 7302) :

Taxe imposée aux petits clubs nautiques ; grand stade de Sénart : financement ; formule 1 : loi Évin ; aides de l'Etat aux petits clubs sportifs ; problèmes posés par la publicité pour le tabac ; financement des sports mécaniques par une taxe sur les tabacs.

Questions orales sans débat :

- **n° 580 - Sports (installations sportives) :** *Mignon (Jean-Claude)* à Mme le ministre de la jeunesse et des sports : publiée au *J.O.* du 3 juin 1992 (p. 1861). Réponse : *Jeanneney (Jean-Noël),* secrétaire d'Etat à la communication [5 juin 1992] (p. 1998,1999) :

Montry en Seine-et-Marne : centre d'éducation populaire et de sport : délocalisation en Corse ; Melun-Sénart : grand stade : construction : perspectives ; région parisienne : décongestion : nécessité.

- **n° 622 - Sports (jeux Olympiques) :** *Lordinot (Guy)* à Mme le ministre de la jeunesse et des sports : publiée au *J.O.* du 7 octobre 1992 (p. 3407). Réponse : *Billardon (André),* ministre délégué à l'énergie [9 octobre 1992] (p. 3546, 3547) :

Jeux Olympiques : rôle des athlètes antillais et guyanais ; drapeau sportif spécifique : création et perspectives.

- **n° 644 - Sports (manifestations sportives : Corse) :** *Lefort (Jean-Claude)* à Mme le ministre de la jeunesse et des sports : publiée au *J.O.* du 25 novembre 1992 (p. 5997). Réponse : *Gillibert (Michel),* secrétaire d'Etat aux handicapés [27 novembre 1992] (p. 6137, 6138) :

Bastia : accident mortel du stade de Furiani ; indemnisation des familles et des victimes ; construction d'un nouveau stade.

Voir *D.M.O.S.* **1,** première lecture : avant l'article 21.
Justice : questions au Gouvernement.
Lois de finances **11,** avant l'article 70.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Jeunesse et sports, après l'article 70 : amendement n° 37.
Lois de finances rectificatives **5,** après l'article 14 *bis.*

- **Catastrophe au stade de Bastia.**

Voir *Assemblée nationale :* hommages.
Constitution **7,** première lecture.

Fonds national pour le développement du sport.

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie : Économie, finances et budget ; article 47, après l'article 47 et après l'article 79.

SUCCESSIONS ET LIBERALITES

6. Projet de loi n° 2530 modifiant le code civil et relatif aux **droits des héritiers.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 décembre 1991 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre-Jean Daviaud (23 janvier 1992).

7. Proposition de loi n° 2861 tendant à **revaloriser le montant des frais funéraires déductibles de l'actif successoral.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1992 par M. Jean-Luc Reitzer. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

8. Proposition de loi n° 3168 tendant à **exonérer de droits les mutations à titre gratuit au profit d'handicapés incapables de travailler.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 décembre 1992 par M. André Santini. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie : Industrie et commerce extérieur.

SYNDICATS

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie : Education nationale et culture : enseignement scolaire et enseignement supérieur.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Travail, emploi et formation professionnelle.
Mer et littoral **11.**
Travail **34.**

SYSTEME PENITENTIAIRE

1. Proposition de résolution n° 2930 tendant à la **création d'une commission d'enquête sur la situation dans les prisons.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 24 septembre 1992 par M. Charles Millon. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (23 octobre 1992). - Rapport **n° 3081** (26 novembre 1992).

Questions au Gouvernement :

- **n° 1230 - Collecte de sang dans les prisons :** *Debré (Jean-Louis).* Réponse : *Vauzelle (Michel),* garde des sceaux, ministre de la justice [13 mai 1992] (p. 1165, 1166) :

Pourcentage de détenus séropositifs ; collectes effectuées jusqu'en 1985 ; responsabilités administratives ; enquête en cours ; dépistage proposé aux détenus ; santé en milieu carcéral : amélioration.

- **n° 1334 - Situation dans les prisons :** *Meylan (Michel).* Réponse : *Vauzelle (Michel),* garde des sceaux, ministre de la justice [7 octobre 1992] (p. 3420, 3421) :

Evasions par hélicoptère ; déclaration du garde des sceaux ; effectifs des personnels surveillants : création de 730 postes supplémentaires ; renforcement de la sécurité dans les prisons ; détenus condamnés à de longues peines ; maîtrise du nombre de détenus dans les prisons françaises.

T

TABAC

Questions au Gouvernement :

- **n° 1386 - Usage du tabac dans les lieux publics :** *Bachelot (Roselyne).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire [4 novembre 1992] (p. 4769, 4770) :

Lutte contre le tabagisme : réglementation ; difficultés d'application ; absence de politique de prévention ; risques du tabagisme passif ; création d'espaces fumeurs.

Questions orales sans débat :

- **n° 545 - Tabac (S.E.I.T.A.) :** *Françaix (Michel)* à M. le ministre du budget : publiée au *J.O.* du 8 avril 1992 (p. 364). Réponse : *Lienemann (Marie-Noëlle),* ministre délégué au logement et au cadre de vie [10 avril 1992] (p. 447, 448) :

Sites de Mâcon et de Saintines : emploi et activité ; branche allumettes : perspectives de croissance.

Voir *Agriculture* **31.**
D.M.O.S. **1,** première lecture : avant l'article 21.
Sports : questions au Gouvernement.

TELEVISION

Voir *Audiovisuel.*
Lois de finances **11,** deuxième partie : Education nationale et culture : communication.

TERRORISME

Voir *Droit pénal* **17.**

TOURISME ET LOISIRS

8. Projet de loi n° 1959 fixant les **conditions d'exercice** des **activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 avril 1991 par MM. Michel Rocard, Premier ministre, et Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean Beaufils (17 avril 1991). - Rapport **n° 2490.** (18 décembre 1991). - Discussion et adoption le 9 avril 1992. - Projet de loi **n° 621.**

Sénat (première lecture). - **N° 289** (1991-1992). - Dépôt le 10 avril 1992. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Josselin de Rohan. - Rapport **n° 312** (29 avril 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 13 mai 1992. - Projet de loi **n° 125** (1991-1992).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 2703.** - Dépôt le 14 mai 1992. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean Beaufils. - Rapport **n° 2779** (10 juin 1992). - Discussion et adoption le 19 juin 1992. - Projet de loi **n° 680.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 431** (1991-1992). - Dépôt le 22 juin 1992. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Josselin de Rohan. - Rapport **n° 435** (24 juin 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption définitive le 30 juin 1992. - Projet de loi **n° 172** (1991-1992).

Loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 publiée au *J.O.* du 14 juillet 1992 (p. 9457).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 1992] (p. 406).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :
- rapport de la commission de la production : *Beaufils (Jean)* (p. 406).

Intervention du Gouvernement : Baylet (Jean-Michel) (p. 407).

Discussion générale : Bonnet (Alain) (p. 408) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 409) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 410) ; *Deprez (Léonce)* (p. 411) ; *Geng (Francis)* (p. 412) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 414) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 414).

Réponse du Gouvernement : Baylet (Jean-Michel) (p. 415).

Principaux thèmes développés :

Aménagement du territoire : *Bonnet (Alain)* (p. 409) ; *Geng (Francis)* (p. 413) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 415).

Associations : tourisme social et associatif : publicité : *Beaufils (Jean)* (p. 407) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 410) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 411) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 415).

Audiovisuel : La Cinq : disparition : *Couve (Jean-Michel)* (p. 409) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 415).

Collectivités locales :
- comités départementaux du tourisme : proposition de loi de M. Georges Mouly adoptée par le Sénat : *Geng (Francis)* (p. 413) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 416) ;
- organismes locaux de tourisme : *Beaufils (Jean)* (p. 407) ; *Bonnet (Alain)* (p. 408) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 409) ; *Geng (Francis)* (p. 413).

Communautés européennes :
- concurrence européenne : *Beaufils (Jean)* (p. 406) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 410, 411) ; *Geng (Francis)* (p. 413) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 414) ;
- harmonisation : directive communautaire n° 90-314/C.E.E. du 13 juin 1990 : *Beaufils (Jean)* (p. 407) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 408, 415, 416) ; *Bonnet (Alain)* (p. 408) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 410) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 410, 411) ; *Geng (Francis)* (p. 412) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 414).

Conseil économique et social : avis : *Jacquaint (Muguette)* (p. 410, 411).

Consommation :
- contrats : caractéristiques : *Baylet (Jean-Michel (G)* (p. 408) ; *Jacquaint Muguette* (p. 411) ;
- protection du consommateur : renforcement : *Beaufils (Jean)* (p. 407) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 407, 408) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 410) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 411) ; *Geng (Francis)* (p. 413) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 414).

D.O.M. -T.O.M. : Guadeloupe : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 414) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 417).

Lois :
- loi-cadre et politique partenariale : *Deprez (Léonce)* (p. 412) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 416) ;
- loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 dite « loi Hoguet » : location de meublés saisonniers : *Couve (Jean-Michel)* (p. 410) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 414) ;
- loi n° 75-627 du 11 juillet 1975 : insuffisances : *Beaufils (Jean)* (p. 406) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 410) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 411) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 414).

Palais de congrès : organisation de congrès et de séminaires : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 408, 416) ; *Deprez (Léonce)* (p. 412) ; *Geng (Francis)* (p. 413).

Tourisme :
- agences de voyages : statut et conditions d'exercice : innovations : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 408, 415) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 410) ;
- Club Méditerranée : *Beaufils (Jean)* (p. 407) ; *Geng (Francis)* (p. 413) ;
- économie touristique : généralités : *Beaufils (Jean)* (p. 406) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 407, 415) ; *Bonnet (Alain)* (p. 409) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 409) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 411) ; *Deprez (Léonce)* (p. 411, 412) ; *Geng (Francis)* (p. 413) ;
- emploi : emplois saisonniers : *Jacquaint (Muguette)* (p. 411) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 415) ;
- produits touristiques français : développement de la « destination France » : *Beaufils (Jean)* (p. 407) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 408) ; *Bonnet (Alain)* (p. 409) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 410, 411) ; *Deprez (Léonce)* (p. 412) ; *Geng (Francis)* (p. 413, 414) ;
- professionnels du tourisme : régime d'habilitation : *Beaufils (Jean)* (p. 407) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 408, 415) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 409) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 411) ; *Deprez (Léonce)* (p. 412) ; *Geng (Francis)* (p. 413) ;
- villes touristiques : *Deprez (Léonce)* (p. 412).

Transports : délivrance de titres de transports :

- transports aériens : *Beaufils (Jean)* (p. 407) ; *Bonnet (Alain)* (p. 409) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 411) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 414, 415) ;
- transports terrestres : S.N.C.F. : exclusion : *Jacquaint (Muguette)* (p. 411) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 414) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 415, 416).

T.V.A. : taux : *Couve (Jean-Michel)* (p. 409, 410).

Discussion des articles [9 avril 1992] (p. 417).

Article 1er *(champ d'application de la loi) :* adopté après modifications (p. 417).

Amendement n° 31 de M. Jean-Michel Couve (précise que l'organisation de congrès entre dans le champ d'application de la loi) : adopté (p. 417).

Défavorable : *Beaufils (Jean) (à titre personnel)* (p. 417).

Article 2 *(définition du forfait touristique) :* adopté dans la rédaction de l'amendement n° 2 (p. 417).

Amendement n° 2 de la commission (clarifie la rédaction de l'article) : adopté (p. 417).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 417).

Article 3 *(exclusion du champ d'application de la loi)* (p. 418) : adopté après modifications (p. 420).

Défavorable : *Jacquaint (Muguette)* (p. 418).

Recherche : établissements publics à caractère scientifique et technique : organisation de séminaires : *Jacquaint (Muguette)* (p. 418).

Transports :

- discrimination entre transporteurs aériens et terrestres : *Jacquaint (Muguette)* (p. 418) ;
- transports terrestres : S.N.C.F. : *Jacquaint (Muguette)* (p. 418).

Amendement n° 3 de la commission (exclut du champ d'application de la loi les établissements publics à caractère scientifique et technique - E.P.S.T.) : adopté après modifications (p. 418).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 418).

Sous-amendement n° 49 de M. Roger Gouhier (de précision) : adopté (p. 418).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 418).

Observations : *Bonnet (Alain)* (p. 418).

Transports : transports terrestres : S.N.C.F. : *Bonnet (Alain)* (p. 418).

Amendement n° 4 de la commission (alinéa c, rédactionnel) : adopté (p. 418).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 418).

Discussion commune des amendements identiques nos 50, 60 et 61 et des amendements nos 66 et 5.

Discussion des amendements identiques nos 50, 60 et 61 (autorisent les transporteurs aériens à délivrer des titres de transports consécutifs incluant un parcours de transport aérien et à titre accessoire d'autres parcours de transports terrestres) (p. 419).

Amendement n° 50 de M. André Duroméa : adopté (p. 420).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 420).

Favorable : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 419).

Amendement n° 60 de M. Alain Bonnet : adopté (p. 420).

Amendement n° 61 de M. Léonce Deprez : adopté (p. 420).

Amendement n° 66 de M. Gilbert Gantier (autorise les transporteurs aériens à délivrer des titres de transport incluant des parcours aériens et terrestres consécutifs) (p. 419) : devenu sans objet (p. 420).

Défavorable : *Beaufils (Jean)* (p. 419) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 419).

Agences de voyages : emploi : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 419, 420) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 419, 420).

Amendement n° 5 de la commission (autorise les transporteurs aériens à délivrer des billets de navettes de desserte locale) (p. 419): devenu sans objet (p. 420).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 419).

Défavorable : *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 419).

Discussion commune des amendements nos 67, 51 et 62.

Amendement n° 67 de M. Gilbert Gantier (autorise les transporteurs ferroviaires à délivrer des titres de transports combinant un ou des parcours terrestres et aériens consécutifs) : rejeté (p. 420).

Amendement n° 51 de M. André Duroméa (autorise les transporteurs ferroviaires à délivrer des titres de transports ferroviaires ou des titres de transport consécutifs incluant un parcours de transport ferroviaire et à titre accessoire d'autres parcours de transports terrestres ou aériens) : rejeté (p. 420).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 420).

Amendement n° 62 de M. Léonce Deprez (autorise les transporteurs ferroviaires à délivrer des titres de transports ferroviaires ou des titres consécutifs incluant un parcours de transport ferroviaire et à titre accessoire d'autres parcours de transports terrestres ou aériens) : adopté (p. 420).

Titre Ier : *des agences de voyages.*

Article 4 *(conditions d'exercice de la profession d'agents de voyages)* (p. 420) : adopté (p. 421).

Favorable : *Jacquaint (Muguette)* (p. 421).

Communautés européennes : ressortissants : dispositions : *Jacquaint (Muguette)* (p. 421).

Amendement n° 52 de M. André Duroméa (précise que, pour tout ressortissant de la C.E.E., les conditions d'exercer en France la profession d'agent de voyage doivent être similaires) : rejeté (p. 421).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 421).

Défavorables : *Beaufils (Jean)* (p. 421) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 421).

Amendement n° 53 de M. André Duroméa (pose le principe de réciprocité pour tout ressortissant de la C.E.E.) : rejeté (p. 421).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 421).

Défavorables : *Beaufils (Jean)* (p. 421) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 421).

Article 5 *(des établissements et points de vente) :* adopté (p. 421).

Article 6 *(conventions de correspondant)* (p. 421) : adopté après modifications (p. 422).

Amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 421).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 421).

Amendement n° 7 de la commission (remplace la notion de « correspondant de voyage » par celle de « mandataire d'agent de voyage ») : adopté (p. 421).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 421).

Amendement n° 54 de M. André Duroméa (précise que l'exercice de la fonction de correspondant ne constitue pas, à lui seul, une condition suffisante pour justifier ultérieurement de l'aptitude professionnelle) (p. 421) : rejeté après rectification (p. 422).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 421).

Défavorables : *Beaufils (Jean)* (p. 422) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 422).

Après l'article 6 :

Amendement n° 46 de M. Léonce Deprez (créé un titre 1er *bis :* « les agents immobiliers et administrateurs de biens » qui permet aux agents immobiliers d'exercer des activités d'agents de voyages) : rejeté (p. 422).

Défavorable : *Beaufils (Jean)* (p. 422) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 422).

Titre II : *des associations et organismes à but non lucratif.*

Article 7 *(agrément de tourisme) :* adopté (p. 422).

Article 8 *(bénéficiaires des opérations)* (p. 422) : adopté après modifications (p. 423).

Amendement n° 1 de M. Léonce Deprez (supprime les dispositions selon lesquelles les associations ne pourront diffuser qu'une information générale à l'adresse d'autres personnes que leurs adhérents ou ressortissants) (p. 422) : retiré (p. 423).

Observations : *Beaufils (Jean)* (p. 422) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 423).

Amendement n° 32 rectifié de M. Jean-Michel Couve (substitue aux mots « ou ressortissants » les mots « ou affiliés ») : rejeté (p. 423).

Amendement n° 55 de M. André Duroméa (précise que l'information fournie par les associations peut être assortie d'exemples de voyage ou de séjour) : adopté (p. 423).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 423).

Article 9 *(conditions de l'agrément)* : adopté (p. 423).

Article 10 *(limites du champ de l'agrément)* : adopté après modifications (p. 423).

Amendement n° 8 de la commission (limite les possibilités de dispense d'agrément aux associations et organismes à but non lucratif mentionnés dans la décision accordant l'agrément à la fédération ou à l'union qui se porte garante pour eux) : adopté (p. 423).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 423).

Titre III : *des organismes locaux de tourisme.*

Article 11 *(réglementation applicable aux organismes locaux de tourisme)* (p. 423) : adopté après modifications (p. 424).

Amendement n° 9 de la commission (précise que les organismes doivent agir dans l'intérêt général et qu'ils se caractérisent par l'existence de soutiens apportés par des personnes publiques) : adopté (p. 424).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 424).

Amendement n° 58 corrigé de M. André Duroméa (prévoit que les organismes locaux de tourisme associent tous les partenaires présents dans leur zone géographique) : rejeté (p. 424).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 424).

Après l'article 11 :

Amendement n° 41 de M. Francis Geng (prévoit que, dans chaque département, le conseil général établit un schéma d'aménagement touristique départemental) (p. 424) : retiré (p. 425).

Défavorable : *Beaufils (Jean)* (p. 425).

Observations : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 425).

Collectivités locales : comités départementaux du tourisme : proposition de loi de M. Georges Mouly, adoptée par le Sénat : *Geng (Francis)* (p. 424, 425) ; *Beaufils (Jean)* (p. 425) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 425).

Amendement n° 42 de M. Francis Geng (prévoit la création, à l'initiative du conseil général, d'un comité départemental du tourisme) (p. 424) : retiré (p. 425).

Défavorable : *Beaufils (Jean)* (p. 425).

Observations : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 425).

Amendement n° 43 de M. Francis Geng (prévoit que le conseil général détermine la nature juridique et la composition du comité départemental du tourisme) (p. 424) : retiré (p. 425).

Défavorable : *Beaufils (Jean)* (p. 425).

Observations : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 425).

Amendement n° 44 de M. Francis Geng (dispose que le comité départemental assure notamment la promotion des produits touristiques) (p. 424) : retiré (p. 425).

Défavorable : *Beaufils (Jean)* (p. 425).

Observations : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 425).

Amendement n° 45 de M. Francis Geng (précise que le comité départemental du tourisme assure ses actions de promotion en liaison avec le comité régional du tourisme) (p. 424) : retiré (p. 425).

Défavorable : *Beaufils (Jean)* (p. 425).

Observations : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 425).

Avant l'article 12 :

Titre IV : *de l'habilitation à réaliser certaines opérations à titre accessoire.*

Amendement n° 10 de la commission (modifie l'intitulé du titre afin qu'il prenne également en compte les opérations réalisées à titre complémentaire) : adopté (p. 425).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 425).

Article 12 *(assouplissement du régime applicable aux personnes offrant des produits touristiques à titre accessoire ou complémentaire)* (p. 425) : adopté après modifications (p. 426).

Amendement n° 11 de la commission (de précision) : adopté (p. 425).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 425).

Amendement n° 47 de M. Léonce Deprez (de coordination) (p. 425) : devenu sans objet (p. 426).

Discussion commune des amendements n°s 63 et 33.

Amendement n° 63 de M. Léonce Deprez (supprime la réserve selon laquelle les opérations revêtent un caractère accessoire ou complémentaire par rapport à la prestation principale) : rejeté (p. 426).

Amendement n° 33 de M. Jean-Michel Couve (supprime la réserve selon laquelle les opérations revêtent un caractère complémentaire par rapport à la prestation principale) : retiré (p. 426).

Amendement n° 34 de M. Jean-Michel Couve (supprime les dispositions selon lesquelles la S.N.C.F. peut garantir elle-même les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle sans justifier d'une assurance) : rejeté (p. 426).

Défavorables : *Beaufils (Jean)* (p. 426) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 426).

Amendement n° 37 du Gouvernement (prévoit que les transporteurs routiers de voyageurs doivent disposer d'un matériel classé ou en cours de classement) : adopté (p. 426).

Soutenu par : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 426).

Après l'article 12 :

Amendement n° 36 de M. Léonce Deprez (prévoit que des opérations peuvent être réalisées par des organismes gestionnaires de palais ou de centres de congrès) : retiré (p. 426).

Titre V : *des personnels qualifiés pour conduire les visites dans les musées et les monuments historiques.*

Article 13 *(conditions d'exercice de la profession de guide-interprète)* (p. 426) : adopté après modifications (p. 427).

Amendement n° 56 de M. André Duroméa (de suppression) (p. 426) ; rejeté (p. 427).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 427).

Défavorables : *Beaufils (Jean)* (p. 427) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 427).

Communautés européennes et souveraineté nationale : *Jacquaint (Muguette)* (p. 427).

Guides-interprètes : suppression du monopole : *Jacquaint (Muguette)* (p. 427) ; *Beaufils (Jean)* (p. 427).

Amendement n° 12 de la commission (de précision) : adopté (p. 427).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 427).

Titre VI : *de la vente de voyages et de séjours.*

Article 14 *(champ d'application du titre VI)* : adopté après modifications (p. 427).

Amendement n° 13 de la commission (de précision) : adopté (p. 427).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 427).

Amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 427).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 427).

Article 15 *(obligations incombant au vendeur préalablement à la conclusion du contrat)* (p. 427) : adopté après modifications (p. 428).

Amendement n° 15 de la commission (oblige le vendeur à une information écrite) : adopté (p. 427).
Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 427).

Article 16 *(modifications des informations données par le vendeur) :* adopté après modifications (p. 428).

Amendement n° 16 de la commission (prévoit que les modifications apportées par le vendeur à l'information doivent être clairement signalées à tout acheteur éventuel) : adopté (p. 428).
Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 428).

Article 17 *(contenu du contrat) :* adopté (p. 428).

Article 18 *(cession du contrat par l'acheteur) :* adopté (p. 428).

Article 19 *(révision des prix prévus au contrat) :* adopté après modifications (p. 428).

Amendement n° 17 de la commission (étend la possibilité de révision des prix au cas de variations des taxes d'embarquement) : adopté (p. 428).
Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 428).

Article 20 *(modification du contrat par le vendeur) :* adopté après modifications (p. 428).

Amendement n° 18 de la commission (prévoit que le vendeur avertit l'acheteur le plus rapidement possible, et non dans les trois jours, de son impossibilité de respecter l'un des éléments essentiels du contrat) : adopté (p. 428).
Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 428).

Amendement n° 19 de la commission (de coordination) : adopté (p. 428).
Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 428).

Article 21 *(résiliation du contrat par le vendeur) :* adopté (p. 429).

Article 22 *(modification du contrat après le départ) :* adopté après modifications (p. 429).

Amendement n° 20 de la commission (de précision) : adopté (p. 429).
Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 429).

Titre VII : *de la responsabilité.*

Article 23 *(responsabilité vis-à-vis de l'acheteur) :* adopté après modifications (p. 429).

Amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 429).
Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 429).

Amendement n° 64 de M. Pierre Mazeaud (supprime le deuxième alinéa de l'article relatif à l'exonération de responsabilité du vendeur) : rejeté (p. 429).
Soutenu par : *Couve (Jean-Michel)* (p. 429).
Défavorable : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 429).

Article 24 *(exclusion du champ d'application de la responsabilité) :* adopté (p. 429).

Amendement n° 57 de M. André Duroméa (précise que la notion de « ligne régulière » est applicable à l'ensemble des titres de transports) : rejeté (p. 429).
Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 429).
Défavorables : *Beaufils (Jean)* (p. 429) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 429).

Titre VIII : *dispositions communes.*

Article 25 *(activités annexes) :* adopté après modifications (p. 430).

Amendement n° 22 de la commission (de précision) : adopté (p. 430).
Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 430).
Discussion commune des amendements n°s 35 et 59.

Amendement n° 35 de M. Jean-Michel Couve (prévoit la possibilité, pour les personnes physiques ou morales titulaires d'une licence, de procéder à la réservation de périodes en jouissance à temps partagé) : rejeté (p. 430).
Défavorable : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 430).
Observations : *Beaufils (Jean)* (p. 430).

Amendement n° 59 de M. Alain Bonnet (prévoit la possibilité pour les personnes physiques ou morales titulaires d'une licence, de procéder à la réservation de périodes en résidences à temps partagé) : adopté (p. 430).
Favorable : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 430).
Observations : *Beaufils (Jean)* (p. 430).

Article 26 *(incapacités) :* adopté (p. 430).

Article 27 *(dispositions visant à faciliter le contrôle des personnes disposant d'une licence, d'un agrément, d'une autorisation ou d'une habilitation) :* adopté après modifications (p. 430).

Amendement n° 23 de la commission (de coordination) : adopté (p. 430).
Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 430).

Article 28 *(suspension ou retrait des licences, agréments, autorisations et habilitations)* (p. 430) : adopté après modifications (p. 431).

Amendement n° 24 de la commission (de coordination) : adopté (p. 430).
Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 430).

Article 29 *(sanctions pénales) :* adopté après modifications (p. 431).

Amendement n° 25 de la commission (étend aux personnes morales les sanctions pénales prévues en cas d'exercice illicite de la profession d'agent de voyages) : adopté (p. 431).
Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 431).
Défavorable : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 431).

Amendements n°s 26 et 27 de la commission (de coordination) : adoptés (p. 431).
Soutenus par : *Beaufils (Jean)* (p. 431).

Amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 431).
Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 431).

Après l'article 29 :

Amendement n° 38 du Gouvernement (insère un titre IX intitulé « Dispositions diverses ») : adopté (p. 431).
Soutenu par : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 431).

Amendement n° 39 du Gouvernement (permet la création de groupements d'intérêt public dans le secteur du tourisme) (p. 431) : adopté (p. 432).
Soutenu par : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 431).
Tourisme : groupements d'intérêt public (G.I.P.) : rôle : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 431, 432).

Article 30 *(modalités d'application) :* adopté dans la rédaction de l'amendement n° 40 rectifié et modifié (p. 432).

Amendement n° 40 rectifié du Gouvernement (permet la mise en application du texte au moyen de plusieurs décrets d'application et non d'un seul) : adopté après modifications (p. 432).
Soutenu par : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 432).
Sous-amendement n° 65 de la commission (de coordination) : adopté.
Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 432).

Article 31 *(entrée en vigueur) :* adopté après modifications (p. 432).

Amendement n° 48 du Gouvernement (assouplit les conditions de mise en œuvre des dispositions de la loi) : adopté (p. 432).
Soutenu par : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 432).
Favorable : *Beaufils (Jean)* (p. 432).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 432).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 1992] (p. 2636).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission de la production : *Beaufils (Jean)* (p. 2636).

Intervention du Gouvernement : Baylet (Jean-Michel) (p. 2637).

Discussion générale : Geng (Francis) (p. 2638) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 2639).

Réponse du Gouvernement : Baylet (Jean-Michel) (p. 2640).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : organisation des débats : *Beaufils (Jean)* (p. 2636) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2637).

Communautés européennes :

- concurrence européenne : *Geng (Francis)* (p. 2638) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 2639) ;
- harmonisation : directive communautaire n° 90-314/C.E.E. du 13 juin 1990 : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2638, 2640) ; *Geng (Francis)* (p. 2638) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 2639).

Consommation :

- contrats : caractéristiques et garanties : *Beaufils (Jean)* (p. 2637) ; *Geng (Francis)* (p. 2639) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 2639) ;
- protection du consommateur : renforcement : *Beaufils (Jean)* (p. 2637) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 2639).

Lois :

- loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 dite « loi Hoguet » : location de meublés saisonniers : *Geng (Francis)* (p. 2639) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 2639) ;
- loi n° 75-627 du 11 juillet 1975 : insuffisances : *Beaufils (Jean)* (p. 2636) ; *Geng (Francis)* (p. 2638) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 2639).

Palais de congrès : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2638).

Sénat : texte : *Beaufils (Jean)* (p. 2637).

Tourisme :

- agences de voyages : statut et conditions d'exercice : innovations : *Beaufils (Jean)* (p. 2636, 2637) ;
- économie touristique : généralités : *Geng (Francis)* (p. 2638) ;
- règle de l'exclusivité : *Beaufils (Jean)* (p. 2637) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2637) ;
- résidences à temps partagé : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2638) ;
- tourisme local : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2638).

Transports :

- transports aériens : *Beaufils (Jean)* (p. 2637) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2640) ;
- transports « consécutifs » : *Beaufils (Jean)* (p. 2637) ;
- transports ferroviaires : S.N.C.F. : *Beaufils (Jean)* (p. 2637) ; *Geng (Francis)* (p. 2639) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2640).

T.V.A. : taux : *Geng (Francis)* (p. 2638).

Discussion des articles [19 juin 1992] (p. 2640).

Article 1er *(champ d'application de la loi) :* adopté (p. 2640).

Article 2 *(définition du forfait touristique) :* adopté (p. 2640).

Article 3 *(exclusion du champ d'application de la loi)* (p. 2640) : adopté (p. 2642).

Discussion des amendements identiques nos 16 et 14 (autorisent les transporteurs ferroviaires à délivrer des titres consécutifs incluant un parcours de transport ferroviaire et, à titre accessoire ou complémentaire, d'autres parcours de transports terrestres ou aériens).

Amendement n° 16 de la commission (p. 2640) : rejeté (p. 2642).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 2640, 2642).

Défavorables : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2641) ; *Blanc (Jacques)* (p. 2641).

Amendement n° 14 de M. Francis Geng (p. 2640) : retiré (p. 2642).

Défavorable : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2641) ; *Blanc (Jacques)* (p. 2641).

Transports :

- concurrence en matière touristique : transports aériens : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2641) ;
- transports ferroviaires : S.N.C.F. : *Geng (Francis)* (p. 2641) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2642).

Article 4 *(conditions d'exercice de la profession d'agent de voyages) :* adopté (p. 2642).

Amendement n° 8 de M. Paul Lombard (de précision) : non soutenu (p. 2642).

Amendement n° 10 de M. Paul Lombard (pose le principe de réciprocité pour tout ressortissant de la C.E.E.) : non soutenu (p. 2642).

Amendement n° 11 de M. Paul Lombard (précise que tout ressortissant de la C.E.E. doit prouver qu'il remplit les conditions pour exercer la profession d'agent de voyages dans l'Etat membre depuis au moins trois ans) : non soutenu (p. 2642).

Amendement n° 9 de M. Paul Lombard (dispose que tout ressortissant de la C.E.E. ne peut obtenir la licence d'agent de voyages pour exercer son activité sur le territoire national qu'à condition de ne pas faire ou avoir fait l'objet dans son pays d'origine d'incapacités ou d'interdictions d'exercer) : non soutenu (p. 2642).

Article 9 *(conditions de l'agrément) :* adopté (p. 2642).

Article 11 *(réglementation applicable aux organismes locaux de tourisme)* (p. 2642) : adopté (p. 2643).

Avant l'article 12 :

Titre IV : *de l'habilitation à réaliser certaines opérations à titre non prépondérant ou complémentaire.*

Discussion commune des amendements nos 17 et 12.

Amendement n° 17 de la commission (simplifie l'intitulé du titre IV) : adopté (p. 2643).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 2643).

Amendement n° 12 du Gouvernement (simplifie l'intitulé du titre IV) : retiré (p. 2643).

Soutenu par : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2643).

Article 12 *(assouplissement du régime applicable aux personnes offrant des produits touristiques à titre non prépondérant ou complémentaire)* (p. 2643) : adopté après modifications (p. 2644).

Amendement n° 1 de M. Léonce Deprez (autorise les gestionnaires d'équipements professionnels, tels que les palais des congrès et les parcs professionnels, à assurer des prestations de tourisme) : rejeté (p. 2643).

Soutenu par : *Geng (Francis)* (p. 2643).

Défavorables : *Beaufils (Jean)* (p. 2643) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2643).

Amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2643).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 2643).

Amendement n° 3 de la commission (étend la portée des garanties financières souscrites, au titre de leur activité principale, par les gestionnaires d'hébergement, gestionnaires d'activités de loisirs et agents immobiliers, administrateurs de biens, à leurs activités touristiques annexes) (p. 2643) : adopté (p. 2644).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 2644).

Après l'article 13 :

Amendement n° 15 de M. Patrick Ollier (insère un titre V *bis* : « des personnes qualifiées pour l'accompagnement en montagne, l'enseignement et l'encadrement des activités d'alpinisme, de ski et de découverte des territoires étrangers à risques » et définit les règles relatives à ces personnes) : rejeté (p. 2644).

Soutenu par : *Couve (Jean-Michel)* (p. 2644).

Défavorables : *Beaufils (Jean)* (p. 2644) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2644).

Sports : loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation des activités physiques et sportives : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2644).

Article 17 *(contenu du contrat)* : adopté (p. 2644).

Article 20 *(modification du contrat par le vendeur)* (p. 2644) : adopté après modifications (p. 2645).

Amendements n°s 4 et 5 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 2644).

Soutenus par : *Beaufils (Jean)* (p. 2644, 2645).

Article 23 *(responsabilité vis-à-vis de l'acheteur)* : adopté après modifications (p. 2645).

Amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2645).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 2645).

Article 25 *(activités annexes)* : adopté après modifications (p. 2645).

Amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté (p. 2645).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 2645).

Amendement n° 13 du Gouvernement (supprime la possibilité, pour les personnes physiques ou morales titulaires d'une licence, de procéder à la réservation de périodes en résidences en jouissance à temps partagé) : adopté (p. 2645).

Soutenu par : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2645).

Favorable : *Beaufils (Jean)* (p. 2645).

Communautés européennes : projet de directive : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2645) ;

Consommation : protection du consommateur : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2645).

Article 29 *(sanctions pénales)* (p. 2645) : adopté (p. 2646).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2646).

10. Proposition de loi n° 2129 relative à l'**organisation départementale du tourisme.**

Sénat (première lecture). - **N° 380 rectifiée *bis*** (1989-1990). - Dépôt le 13 juin 1990 par M. Georges Mouly. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Josselin de Rohan. - Rapport **n° 334** (22 mai 1991) (1990-1991). - Discussion et adoption le 18 juin 1991. - Proposition de loi **n° 125** (1990-1991).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2129.** - Dépôt le 19 juin 1991. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Francis Geng (15 avril 1992). - Rapport **n° 2780** (10 juin 1992). - Discussion et adoption le 19 juin 1992. - Proposition de loi **n° 681.** - Nouveau titre : « Proposition de loi portant **répartition des compétences** dans le domaine du **tourisme ».**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 432** (1991-1992). - Dépôt le 22 juin 1992. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Josselin de Rohan. - Rapport **n° 14** (1992-1993) (20 octobre 1992). - Discussion et adoption le 3 novembre 1992. - Proposition de loi **n° 10** (1992-1993).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 2994.** - Dépôt le 3 novembre 1992. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Francis Geng. - Rapport **n° 3064** (25 novembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 14 décembre 1992. - Proposition de loi **n° 769.**

Loi n° 92-1341 du 23 décembre 1992 publiée au *J.O.* du 24 décembre 1992 (p. 17657).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 1992] (p. 2646).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission de la production : *Geng (Francis)* (p. 2646).

Intervention du Gouvernement : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2647).

Discussion générale : *Blanc (Jacques)* (p. 2649) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 2650) ; *Lordinot (Guy)* (p. 2651).

Réponse du Gouvernement : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2651).

Principaux thèmes développés :

Aménagement du territoire : tourisme rural : *Geng (Francis)* (p. 2646) ; *Blanc (Jacques)* (p. 2650).

Assemblée nationale : conditions de travail : *Geng (Francis)* (p. 2646).

Collectivités locales : décentralisation et répartition des compétences : *Geng (Francis)* (p. 2646, 2647) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2648, 2649, 2652) ; *Blanc (Jacques)* (p. 2649, 2650) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 2650) ; *Lordinot (Guy)* (p. 2651).

Communautés européennes : programmes européens : *Blanc (Jacques)* (p. 2650).

Communes :

- coopération intercommunale : *Geng (Francis)* (p. 2647) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 2651) ;
- organismes municipaux du tourisme : *Geng (Francis)* (p. 2647) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2648, 2649).

Départements : comités départementaux du tourisme : *Geng (Francis)* (p. 2646) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2648) ; *Blanc (Jacques)* (p. 2649, 2650) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 2650, 2651) ; *Lordinot (Guy)* (p. 2651).

D.O.M. -T.O.M. : plan de développement touristique : *Lordinot (Guy)* (p. 2651) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2652).

Etat : rôle : *Couve (Jean-Michel)* (p. 2651) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2652).

Plan : contrats de plan Etat-région : *Geng (Francis)* (p. 2647) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2648) ; *Blanc (Jacques)* (p. 2650) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 2651).

Régions :

- comités régionaux du tourisme : *Blanc (Jacques)* (p. 2649, 2650) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 2651) ;
- Languedoc-Roussillon : *Blanc (Jacques)* (p. 2649, 2650).

Sénat : rôle : *Blanc (Jacques)* (p. 2650).

Tourisme :

- Conseil national du tourisme : recommandations : *Geng (Francis)* (p. 2647, 2648) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2648) ;
- économie touristique : *Geng (Francis)* (p. 2646, 2647) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2648) ; *Blanc (Jacques)* (p. 2650) ; *Lordinot (Guy)* (p. 2651) ;
- offices de tourisme et syndicats d'initiative : *Couve (Jean-Michel)* (p. 2651) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2652) ;
- organisation territoriale du tourisme : loi-cadre : nécessité : *Geng (Francis)* (p. 2646, 2647) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2648, 2652) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 2650, 2651) ;
- promotion touristique et Maison de la France : *Blanc (Jacques)* (p. 2649, 2650).

Discussion des articles [19 juin 1992] (p. 2652).

Avant l'article 1er :

Discussion commune des amendements n°s 42 et 1.

Amendement n° 42 de M. Jacques Blanc (dispose que l'Etat et les collectivités locales sont compétents dans le domaine du tourisme et exercent ces compétences en coopération et de façon coordonnée) : retiré (p. 2652).

Observations : *Geng (Francis)* (p. 2652) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2652).

Amendement n° 1 du Gouvernement (dispose que l'Etat, les régions, les départements et les communes sont compétents dans le domaine du tourisme et exercent ces compétences de façon coordonnée) (p. 2652) : adopté après modifications (p. 2653).

Soutenu par : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2652).

Favorable : *Geng (Francis)* (p. 2652).

Sous-amendement n° 35 de M. Jean-Michel Couve (précise que les compétences des diverses collectivités sont exercées en coopération et de façon coordonnée) : adopté (p. 2652).

Discussion commune des amendements n°s 2 et 43.

Amendement n° 2 du Gouvernement (définit les compétences de l'Etat dans le domaine du tourisme et reconnaît le caractère partenarial de la politique nationale du tourisme) (p. 2653) : adopté après modifications (p. 2654).

Soutenu par : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2653).

Sous-amendement n° 21 de M. Paul Lombard (précise que la politique nationale du tourisme est fondée sur la reconnaissance du droit aux vacances et aux loisirs pour tous et qu'elle concourt au libre exercice de ce droit) : non soutenu (p. 2653).

Sous-amendement n° 36 de M. Jean-Michel Couve (précise que les compétences de l'Etat dans le domaine du tourisme s'exercent en liaison et en coopération avec les observatoires régionaux du tourisme) (p. 2653) : adopté (p. 2654).

Favorable : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2653).

Sous-amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 2653) : adopté (p. 2654).

Soutenu par : *Geng (Francis)* (p. 2653).

Favorable : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2654).

Sous-amendement n° 22 de M. Paul Lombard (ajoute les associations de tourisme social et familial aux organismes auxquels l'Etat apporte son concours) : non soutenu (p. 2653).

Sous-amendement n° 9 corrigé de la commission (précise que les concours de l'Etat aux collectivités territoriales passent notamment par le mécanisme des contrats de plan) : adopté (p. 2654).

Soutenu par : *Geng (Francis)* (p. 2653).

Favorable : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2654).

Amendement n° 43 de M. Jacques Blanc (définit les compétences de l'Etat dans le domaine du tourisme et précise qu'elles s'exercent avec le concours des observatoires régionaux du tourisme) : retiré (p. 2653).

Amendement n° 3 du Gouvernement (dispose que les collectivités territoriales sont associées à la mise en œuvre de la politique nationale du tourisme et conduisent, dans le cadre de leurs compétences propres et de façon coordonnée, des politiques dans le domaine du tourisme) : adopté (p. 2654).

Soutenu par : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2654).

Sous-amendement n° 37 de M. Jean-Michel Couve (précise que les compétences des collectivités territoriales s'exercent en coopération) : retiré (p. 2654).

Amendement n° 4 du Gouvernement (précise le champ du schéma régional de développement du tourisme et des loisirs prévu par la loi n° 87-10 du 3 janvier 1987 et prévoit la possibilité pour les collectivités territoriales de conclure des conventions définissant les actions contribuant à l'exécution des objectifs fixés par le plan régional) (p. 2654) : adopté après modifications (p. 2655).

Soutenu par : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2654).

Sous-amendement n° 10 de la commission (élargit les possibilités de consultation des régions avant d'arrêter les orientations générales de la politique touristique) (p. 2654) : adopté (p. 2655).

Soutenu par : *Geng (Francis)* (p. 2654).

Sous-amendement n° 11 de la commission (précise que les conventions entre les collectivités territoriales pourront aussi déterminer les modalités de mise en œuvre du schéma régional de développement touristique) (p. 2654) : adopté (p. 2655).

Soutenu par : *Geng (Francis)* (p. 2654).

Observations : *Blanc (Jacques)* (p. 2654).

Article 1er *(établissement d'un schéma d'aménagement touristique départemental)* : adopté après modifications (p. 2655).

Amendement n° 32 rectifié de la commission (précise que le schéma définit notamment les actions à mener dans les zones rurales) : adopté (p. 2655).

Soutenu par : *Geng (Francis)* (p. 2655).

Favorable : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2655).

Aménagement du territoire : zones rurales : *Geng (Francis)* (p. 2655).

Amendement n° 23 de M. Paul Lombard (précise que le schéma participe au développement complémentaire des différentes composantes du tourisme et des loisirs) : non soutenu (p. 2655).

Article 2 *(création et compétence du comité départemental du tourisme - C.D.T.)* : adopté (p. 2655).

Amendement n° 24 de M. Paul Lombard (donne au comité l'intitulé suivant : « Comité départemental du tourisme et des loisirs ») : non soutenu (p. 2655).

Amendement n° 25 de M. Paul Lombard (dispose que le comité départemental du tourisme soumet annuellement son rapport financier au conseil général siégant en séance plénière) : non soutenu (p. 2655).

Article 3 *(nature juridique et composition du comité départemental du tourisme)* (p. 2655) : adopté après modifications (p. 2656).

Amendement n° 40 de M. Patrick Ollier (étend la composition du comité à des représentants de tous les organismes et professions qui contribuent au niveau départemental à l'élaboration, la promotion et la commercialisation de produits touristiques) : non soutenu (p. 2655).

Amendement n° 41 de M. Patrick Ollier (fixe la nature juridique du comité départemental du tourisme) : non soutenu (p. 2656).

Discussion commune des amendements n°s 26 et 47.

Amendement n° 26 de M. Roger Gouhier (précise la composition du comité départemental du tourisme) : non soutenu (p. 2656).

Amendement n° 47 de M. Alain Le Vern (harmonise la composition du comité départemental du tourisme avec celle du comité régional du tourisme) : adopté (p. 2656).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 2656).

Amendement n° 12 de la commission : devenu sans objet (p. 2656).

Discussion commune des amendements n°s 45 et 13.

Amendement n° 45 de M. Jacques Blanc (ajoute un représentant du comité régional du tourisme au comité départemental du tourisme) : adopté (p. 2656).

Amendement n° 13 de la commission (prévoit qu'un représentant du comité régional du tourisme participe aux réunions du comité départemental) : devenu sans objet (p. 2656).

Article 4 *(missions du comité départemental du tourisme)* (p. 2656) : adopté après modifications (p. 2658).

Amendement n° 33 de M. Jean-Michel Couve (prévoit que le comité départemental du tourisme assure la coordination des activités touristiques du département, différencie les actions d'élaboration et de promotion des produits touristiques et les actions de commercialisation) (p. 2656) : rejeté après rectification (p. 2657).

Défavorables : *Geng (Francis)* (p. 2657) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2657).

Observations : *Blanc (Jacques)* (p. 2657).

Amendement n° 49 de M. Augustin Bonrepaux (précise que le comité départemental du tourisme contribue également à organiser l'élaboration, la promotion et la commercialisation des produits touristiques) : rejeté (p. 2657).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 2657).

Observations : *Couve (Jean-Michel)* (p. 2657) ; *Blanc (Jacques)* (p. 2657) ; *Lordinot (Guy)* (p. 2657).

Amendement n° 27 de M. Paul Lombard (intègre les associations de tourisme social et familial) : non soutenu (p. 2657).

Amendement n° 14 de la commission (précise que le partenariat concerne également l'échelon intercommunal) (p. 2657) : adopté (p. 2658).

Soutenu par : *Geng (Francis)* (p. 2658).

Défavorable : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2658).

Amendement n° 48 de M. Alain Le Vern (prévoit que le comité départemental du tourisme participe aux actions de promotion sur les marchés lointains en liaison avec le comité régional du tourisme) : adopté (p. 2658).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 2658).

Amendement n° 54 de M. Jacques Blanc (rédactionnel) : retiré (p. 2658).

Amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2658).

Soutenu par : *Geng (Francis)* (p. 2658).

Observations : *Lordinot (Guy)* (p. 2658) ; *Blanc (Jacques)* (p. 2658).

Discussion commune des amendements n°s 16 et 46.

Amendement n° 16 de la commission (précise que les actions des comité départemental du tourisme doivent être menées non pas en liaison, mais de façon coordonnée avec les régions) : adopté (p. 2658).

Soutenu par : *Geng (Francis)* (p. 2658).

Amendement n° 46 de M. Jacques Blanc (précise que les actions des comité départemental du tourisme doivent être menées non pas en liaison, mais en coordination avec les régions) : retiré (p. 2658).

Après l'article 4 :

Amendement n° 34 de M. Jean-Michel Couve (énumère les ressources des comités départementaux du tourisme) (p. 2658) : adopté (p. 2659).

Amendement n° 5 du Gouvernement (prévoit la possibilité pour les conseils municipaux de créer des offices de tourisme et détermine les caractéristiques de ces organismes) (p. 2659) : adopté après modifications (p. 2661).

Soutenu par : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2659).

Sous-amendement n° 51 de M. Augustin Bonrepaux (étend cette possibilité aux conseils de communauté de communes ou de district compétents en matière économique) (p. 2659) : rejeté (p. 2660).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 2660).

Observations : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2660) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 2660) ; *Blanc (Jacques)* (p. 2660).

Communes : coopération intercommunale : *Beaufils (Jean)* (p. 2660) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2660) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 2660) ; *Blanc (Jacques)* (p. 2660).

Sous-amendement n° 50 de M. Augustin Bonrepaux (précise que l'office de tourisme agit notamment dans le domaine de l'observation économique) (p. 2659) : rejeté (p. 2660).

Soutenu par : *Beaufils (Jean)* (p. 2660).

Discussion commune des sous-amendements n°s 38 et 17.

Sous-amendement n° 38 de M. Jean-Michel Couve (dispose que l'office de tourisme peut être également consulté sur des projets d'équipements collectifs touristiques) (p. 2659) : adopté (p. 2661).

Favorable : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2661).

Défavorable : *Geng (Francis)* (p. 2661).

Sous-amendement n° 17 de la commission (dispose que l'office de tourisme est également consulté sur les projets d'équipements collectifs concernant à titre principal le domaine touristique) (p. 2659) : devenu sans objet (p. 2661).

Soutenu par : *Geng (Francis)* (p. 2661).

Sous-amendement n° 28 de M. Roger Gouhier (ajoute des représentants d'associations intéressées au tourisme et aux loisirs aux membres de l'instance délibérante de l'office de tourisme) : non soutenu (p. 2659).

Sous-amendement n° 29 rectifié de M. Roger Gouhier (prévoit que les organismes existants peuvent, après délibération du conseil municipal, continuer à exercer une activité) : non soutenu (p. 2659).

Sous-amendement n° 18 de la commission (supprime le paragraphe V relatif aux groupements de communes) (p. 2659) : adopté (p. 2661).

Soutenu par : *Geng (Francis)* (p. 2661).

Amendement n° 20 de la commission (prévoit la possibilité de créer des pays d'accueil touristique chargés de la mise en œuvre d'une politique en espace rural) : rejeté (p. 2661).

Soutenu par : *Geng (Francis)* (p. 2661).

Défavorables : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2661) ; *Blanc (Jacques)* (p. 2661).

Amendement n° 30 de M. Paul Lombard (modifie la composition du comité régional du tourisme) : non soutenu (p. 2661).

Amendement n° 31 de M. Paul Lombard (prévoit qu'un rapport financier du Comité régional du tourisme est soumis annuellement au conseil régional siégeant en séance plénière) : non soutenu (p. 2661).

Amendement n° 53 de M. Guy Lordinot (confie, dans les départements d'outre-mer, les compétences en matière de tourisme aux agences régionales de tourisme) (p. 2661) : adopté (p. 2662).

Favorable : *Geng (Francis)* (p. 2662).

Défavorable : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2662).

Conseil constitutionnel : décision : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2662).

Amendement n° 44 de M. Jacques Blanc (dispose que les collectivités territoriales doivent mettre en place en partenariat, dans le respect des compétences respectives, la synergie nécessaire aux actions de promotion sur les marchés extérieurs) : retiré (p. 2662).

Amendement n° 6 du Gouvernement (prévoit que des décrets en Conseil d'Etat précisent les modalités d'application de la loi) : adopté après modifications (p. 2662).

Soutenu par : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2662).

Sous-amendement n° 19 de la commission (précise que ces décrets déterminent notamment les conditions dans lesquelles la loi s'applique aux groupements de communes) : adopté (p. 2662).

Soutenu par : *Geng (Francis)* (p. 2662).

Titre :

Discussion commune des amendements n°s 52, 39 et 7.

Amendement n° 52 de la commission (donne à la proposition de loi l'intitulé suivant : « Proposition de loi portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme ») : adopté (p. 2662).

Soutenu par : *Geng (Francis)* (p. 2662).

Amendement n° 39 de M. Jean-Michel Couve (donne à la proposition de loi l'intitulé suivant : « Proposition de loi relative à l'organisation départementale et à une répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités dans le domaine du tourisme ») : devenu sans objet (p. 2662).

Amendement n° 7 du Gouvernement (donne à la proposition de loi l'intitulé suivant : « Proposition de loi relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat dans le domaine du tourisme ») : retiré (p. 2662).

Soutenu par : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 2662).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2663).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1992] (p. 7171).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission de la production : *Geng (Francis)* (p. 7171).

Discussion générale : Deprez (Léonce) (p. 7172) ; *Le Vern (Alain)* (p. 7173) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 7173).

Réponse du Gouvernement : Baylet (Jean-Michel) (p. 7172).

Principaux thèmes développés :

Aménagement du territoire : tourisme rural : *Geng (Francis)* (p. 7172) ; *Le Vern (Alain)* (p. 7173) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 7175, 7176).

Collectivités locales : décentralisation et répartition des compétences : *Geng (Francis)* (p. 7171) ; *Deprez (Léonce)* (p. 7172, 7173) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 7174) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 7174, 7175, 7176).

Communes :
- coopération intercommunale : *Geng (Francis)* (p. 7171) ; *Le Vern (Alain)* (p. 7173) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 7174) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 7175) ;
- villes de congrès ; villages de vacances : *Deprez (Léonce)* (p. 7172).

Départements : comités départementaux du tourisme : *Couve (Jean-Michel)* (p. 7174) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 7175).

D.O.M.-T.O.M. : plan de développement touristique : *Geng (Francis)* (p. 7172).

Emplois générés par le tourisme : promotion : *Deprez (Léonce)* (p. 7173) ; *Le Vern (Alain)* (p. 7173) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 7175).

Etat : rôle : *Geng (Francis)* (p. 7171) ; *Deprez (Léonce)* (p. 7172) ; *Le Vern (Alain)* (p. 7173) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 7174) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 7174, 7175, 7176, 7177).

« Maison de la France » : *Deprez (Léonce)* (p. 7173) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 7176).

Offices du tourisme : *Deprez (Léonce)* (p. 7172) ; *Couve (Jean-Michel)* (p. 7174) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 7175).

Organisation territoriale du tourisme : loi-cadre : nécessité : *Geng (Francis)* (p. 7172) ; *Deprez (Léonce)* (p. 7172, 7173) ; *Le Vern (Alain)* (p. 7173) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 7176).

Discussion des articles [14 décembre 1992] (p. 7177).

Article 1er B *(compétences de l'Etat dans le domaine du tourisme) :* adopté (p. 7177).

Article 1er D *(coordination des interventions des collectivités territoriales dans le domaine du tourisme) :* adopté (p. 7177).

Article 1er *(établissement d'un schéma d'aménagement touristique départemental) :* adopté (p. 7177).

Article 3 *(nature juridique et composition du comité départemental du tourisme) :* adopté (p. 7177).

Article 4 *(missions du comité départemental du tourisme) :* adopté (p. 7177).

Article 5 *(ressources du comité départemental du tourisme) :* adopté (p. 7177).

Article 6 *(offices de tourisme)* (p. 7177) : adopté (p. 7178).

Observations : *Geng (Francis)* (p. 7178) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 7178) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7178).

Tourisme : offices de tourisme : rôle : modalités d'intervention : *Geng (Francis)* (p. 7178) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 7178) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7178).

Article 7 *(dispositions spécifiques aux départements d'outre-mer) :* adopté (p. 7178).

Favorable : *Lordinot (Guy)* (p. 7178).

Observations : *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 7178).

D.O.M.-T.O.M. : comités du tourisme : *Lordinot (Guy)* (p. 7178) ; *Baylet (Jean-Michel) (G)* (p. 7178).

Article 7 *bis* nouveau *(soumission du rapport financier annuel des C.R.T. aux conseils régionaux) :* adopté (p. 7178).

Article 8 *(modalités d'application de la loi) :* adopté (p. 7178).

Adoption définitive de l'ensemble de la proposition de loi (p. 7178).

11. Proposition de loi n° 2807 tendant à **limiter l'interdiction du cumul emploi-retraite et emploi-préretraite des agriculteurs exerçant une activité de tourisme rural.**

Sénat (première lecture). - **N° 317** (1991-1992). - Dépôt le 5 mai 1992 par M. Jacques de Menou et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Jacques de Menou. - Rapport **n° 381** (3 juin 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 17 juin 1992. - Proposition de loi **n°** 152 (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2807.** - Dépôt le 18 juin 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Questions orales sans débat :

- **n° 546 - Tourisme et loisirs (parcs d'attraction : Seine-et-Marne) :** *Fourré (Jean-Pierre)* à M. le Premier ministre : publiée au *J.O.* du 8 avril 1992 (p. 364). Réponse : *Sueur (Jean-Pierre),* secrétaire d'Etat aux collectivités locales [10 avril 1992] (p. 441, 442) :

Marne-la-Vallée : Eurodisneyland ; fonctionnement ; dessertes ferroviaires et autoroutières ; observatoire local de suivi d'Eurodisney : création.

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie : Agriculture et développement rural : B.A.P.S.A.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Tourisme.
Traités et conventions **149.**

TOUVIER (Paul)

Voir *Justice :* questions au Gouvernement.
Rappels au règlement de : Duroméa (André) [14 avril 1992] (p. 451) ; *Auroux (Jean)* [14 avril 1992] (p. 451) ; *Devedjian (Patrick)* [*14 avril 1992*] (p. 451).

TRACFIN

Voir *Vie publique* **1,** deuxième lecture.

TRAITES ET CONVENTIONS

121. Projet de loi n° 2335 autorisant l'approbation de la **convention de coopération judiciaire** entre le **Gouvernement de la République française** et le **Gouvernement de la République argentine.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 novembre 1991 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Rapporteur : Mme Louise Moreau (21 novembre 1991). - Rapport **n° 2414** (5 décembre 1991). - Demande d'examen selon la procédure d'adoption simplifiée (11 décembre 1991). - Discussion et adoption le 19 décembre 1991. - Projet de loi **n° 598.** - Lettre de M. le Premier ministre, en date du 15 avril 1992, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française sur ce projet de loi.

Sénat (première lecture). - **N° 222** (1991-1992). - Dépôt le 19 décembre 1991. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. - Rapport **n° 293** (15 avril 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption définitive le 29 avril 1992. - Projet de loi **n° 117** (1991-1992).

PREMIERE LECTURE : *voir Table matières 1991.*

Loi n° 92-427 du 9 mai 1992 publiée au *J.O.* du 12 mai 1992 (p. 6448).

124. Projet de loi n° 2472 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République fédérative tchèque et slovaque** sur la **création et les modalités de fonctionnement des centres culturels.**

Sénat (première lecture). - **N° 407** (1990-1991). - Dépôt le 19 juin 1991 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Michel Crucis. - Rapport **n° 139** (4 décembre 1991) (1991-1992). - Discussion et adoption le 12 décembre 1991. - Projet de loi **n° 56** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2472.** - Dépôt le 13 décembre 1991. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Xavier Deniau (9 avril 1992). - Rapport **n° 2686** (11 mai 1992). - Discussion et adoption définitive le 15 mai 1992. - Projet de loi **n° 629.**

Loi n° 92-466 du 25 mai 1992 publiée au *J.O.* du 27 mai 1992 (p. 7144).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 mai 1992] (p. 1264).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires étrangères : *Deniau (Xavier)* (p. 1264).

Discussion générale : Carpentier (René) (p. 1266).

Intervention du Gouvernement : Tasca (Catherine) (p. 1265, 1267).

Intervention du président de la commission des affaires étrangères : Bellon (André) (p. 1267).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères :

- coopération culturelle, scientifique et technique : montant : évolution : *Deniau (Xavier)* (p. 1265) ; *Carpentier (René)* (p. 1267) ;
- Tchécoslovaquie : idéologie nazie : résurgence : *Carpentier (René)* (p. 1266) ;
- Tchécoslovaquie : situation économique et sociale : chômage, économie de marché, produit intérieur brut tchécoslovaque : *Carpentier (René)* (p. 1266) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1267) ;

Culture :

- centres culturels : Institut français de Prague et Institut français de Bratislava : *Deniau (Xavier)* (p. 1265) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1265, 1266) ; *Bellon (André)* (p. 1267) ;
- conseiller linguistique à Vilnius (Lituanie) : création de poste : modèle pour les démocraties récentes d'Europe : *Bellon (André)* (p. 1267) ;
- institut tchécoslovaque en France : création : perspectives : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1266).

Enseignement secondaire : classes bilingues : *Deniau (Xavier)* (p. 1265) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1266).

Europe : construction équilibrée : nécessité : *Bellon (André)* (p. 1267) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1267).

Français : langue :

- Agence pour l'enseignement du français à l'étranger : *Deniau (Xavier)* (p. 1265) ;
- conseillers linguistiques : multiplication des postes : *Bellon (André)* (p. 1267) ;
- lecteurs : mise en place : *Deniau (Xavier)* (p. 1265).

Jeunes : échanges : *Deniau (Xavier)* (p. 1265).

Parlement : commission des affaires étrangères : relations interparlementaires : mise en place : *Bellon (André)* (p. 1267).

Discussion et adoption définitive de l'article unique du projet de loi [15 mai 1992] (p. 1267).

125. Projet de loi n° 2473 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **Roumanie** sur le **statut et les modalités de fonctionnement des centres culturels.**

Sénat (première lecture). - **N° 443** (1990-1991). - Dépôt le 3 juillet 1991 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Bernard Guyomard. - Rapport **n° 140** (4 décembre 1991) (1991-1992). - Discussion et adoption le 12 décembre 1991. - Projet de loi **n° 57** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2473.** - Dépôt le 13 décembre 1991. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Xavier Deniau (9 avril 1992). - Rapport **n° 2687** (11 mai 1992). - Discussion et adoption définitive le 15 mai 1992. - Projet de loi **n° 630.**

Loi n° 92-465 du 25 mai 1992 publiée au *J.O.* du 27 mai 1992 (p. 7144).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 mai 1992] (p. 1267).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires étrangères : *Deniau (Xavier)* (p. 1267).

Intervention du Gouvernement : Tasca (Catherine) (p. 1268).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : coopération culturelle, scientifique et technique : montant de l'aide : évolution : *Deniau (Xavier)* (p. 1268).

Culture :

- centre culturel roumain en France : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1269) ;
- centres culturels français en Roumanie : *Deniau (Xavier)* (p. 1267) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1268).

Français : langue :

- Roumanie : membre de la communauté francophone : *Deniau (Xavier)* (p. 1268) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1268) ;
- Roumanie : observateur à l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (A.I.P.L.F.) : *Deniau (Xavier)* (p. 1268).

Discussion et adoption définitive de l'article unique du projet de loi [15 mai 1992] (p. 1269).

126. Projet de loi n° 2535 autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République arabe d'Egypte** relatif au **régime de protection sociale des étudiants,** signé à Paris le 13 avril 1990.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 8 janvier 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : Mme Louise Moreau (9 avril 1992). - Rapport **n° 2672** (30 avril 1992). - Demande d'examen selon la procédure d'adoption simplifiée (5 mai 1992). - Discussion et adoption le 15 mai 1992. - Projet de loi **n° 633.**

Sénat (première lecture). - **N° 344** (1991-1992). - Dépôt le 19 mai 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Xavier de Villepin. - Rapport **n° 369** (26 mai 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption définitive le 15 juin 1992. - Projet de loi **n° 142** (1991-1992).

Loi n° 92-595 du 1er juillet 1992 publiée au *J.O.* du 3 juillet 1992 (p. 8801).

PREMIERE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [15 mai 1992] (p. 1271).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 1271).

127. Projet de loi n° 2536 autorisant l'approbation de l'**avenant n° 2 à la convention générale du 20 janvier 1972 sur la sécurité sociale** entre le Gouvernement de la **République française** et et le Gouvernement de la **République de Turquie,** signé à Ankara le 17 avril 1990.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 8 janvier 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : Mme Louise Moreau (9 avril 1992). - Rapport **n° 2673** (30 avril 1992). - Demande d'examen selon la procédure d'adoption simplifiée (5 mai 1992). - Opposition à cette demande (15 mai 1992). - Discussion et adoption le 15 mai 1992. - Projet de loi **n° 632.**

Sénat (première lecture). - **N° 343** (1991-1992). - Dépôt le 19 mai 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. - Rapport **n° 368** (26 mai 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption définitive le 15 juin 1992. - Projet de loi **n° 141** (1991-1992).

Loi n° 92-596 du 1er juillet 1992 publiée au *J.O.* du 3 juillet 1992 (p. 8801).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 mai 1992] (p. 1269).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires étrangères : *Moreau (Louise)* suppléée par *Bellon (André)* (p. 1269).

Intervention du Gouvernement : Tasca (Catherine) (p. 1270).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes : Turquie : association avec la C.E.E. : perspectives : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1270).

Droits de l'homme et libertés publiques : Turquie : respect de la démocratie et des libertés publiques : *Bellon (André)* (p. 1270) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1270).

Parlement : groupe communiste : opposition à la demande d'adoption simplifiée : *Bellon (André)* (p. 1269).

Président de la République : voyage officiel en Turquie : *Bellon (André)* (p. 1270).

Sécurité sociale : travailleurs turcs en France : couverture : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1270).

Discussion de l'article unique [15 mai 1992] (p. 1270).

Explications de vote : *Carpentier (René)* (p. 1270) ; *Bellon (André)* (p. 1270).

Communautés européennes : Turquie : adhésion à la C.E.E. : opportunité : *Carpentier (René)* (p. 1270).

Droits de l'homme et libertés publiques :

- démocratie : non-respect par la Turquie : *Carpentier (René)* (p. 1270) ; *Bellon (André)* (p. 1270) ;
- génocide arménien : absence de reconnaissance par la Turquie : *Carpentier (René)* (p. 1270).

Parlement : débat sur le problème des minorités turques : perspectives : *Bellon (André)* (p. 1270).

Président de la République : voyage officiel en Turquie : *Carpentier (René)* (p. 1270).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 1271).

128. Projet de loi n° 2537 autorisant l'approbation de la **convention de sécurité sociale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République des Philippines**, signée à Manille le 7 février 1990.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 8 janvier 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : Mme Louise Moreau (9 avril 1992). - Rapport **n° 2674** (30 avril 1992). - Demande d'examen selon la procédure d'adoption simplifiée (5 mai 1992). - Adoption le 15 mai 1992. - Projet de loi **n° 631.**

Sénat (première lecture). - **N° 342** (1991-1992). - Dépôt le 19 mai 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. - Rapport **n° 367** (26 mai 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption définitive le 15 juin 1992. - Projet de loi **n° 140** (1991-1992).

Loi n° 92-594 du 1er juillet 1992 publiée au *J.O.* du 3 juillet 1992 (p. 8801).

PREMIERE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [15 mai 1992] (p. 1269).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 1269).

129. Projet de loi n° 2595 autorisant la ratification du **traité d'entente et d'amitié** entre la **République française** et la **République de Hongrie**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 mars 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Etienne Pinte (9 avril 1992). - Rapport **n° 129** (11 mai 1992). - Discussion et adoption le 15 mai 1992. - Projet de loi **n° 634.**

Sénat (première lecture). - **N° 345** (1991-1992). - Dépôt le 19 mai 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Michel Crucis. - Rapport **n° 370** (26 mai 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption définitive le 15 juin 1992. - Projet de loi **n° 143** (1991-1992).

Loi n° 92-591 du 1er juillet 1992 publiée au *J.O.* du 3 juillet 1992 (p. 8800).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 mai 1992] (p. 1271).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires étrangères : *Pinte (Etienne)* (p. 1271).

Intervention du Gouvernement : Tasca (Catherine) (p. 1272).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères :

- coopération culturelle, scientifique et technique : Europe centrale : amitié et coopération avec la France : *Pinte (Etienne)* (p. 1271) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1272) ;
- Hongrie : économie de marché : processus délicat : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1273).

Communautés européennes : Hongrie : adhésion : perspectives : *Pinte (Etienne)* (p. 1272) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1272, 1273).

Culture : coopération culturelle : montant, évolution : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1273).

Défense : désarmement « conventionnel » et désarmement « classique » : *Pinte (Etienne)* (p. 1272) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1273).

Droits de l'homme et libertés publiques : minorités nationales hongroises : clause du traité : *Pinte (Etienne)* (p. 1271) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1273).

Europe :

- confédération européenne : perspectives : *Pinte (Etienne)* (p. 1272) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1273) ;
- Europe centrale et de l'Est : démocratisation : *Pinte (Etienne)* (p. 1271) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1272).

Parlement : traité d'amitié avec la Hongrie : procédure normale : symbolique : *Pinte (Etienne)* (p. 1271).

Politique économique et sociale : capitaux étrangers en Hongrie : attitude prudente des responsables hongrois : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1273).

Discussion et adoption de l'article unique du projet de loi [15 mai 1992] (p. 1273).

130. Projet de loi n° 2596 autorisant la ratification du **traité d'entente amicale et de coopération** entre la **République française** et la **Roumanie.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 mars 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Pierre Brana (9 avril 1992) remplacé par M. Jean-Marie Daillet (22 avril 1992). - Rapport **n° 2689** (11 mai 1992). - Discussion et adoption le 15 mai 1992. - Projet de loi **n° 635.**

Sénat (première lecture). - **N° 346** (1991-1992). - Dépôt le 19 mai 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Guy Penne. - Rapport **n° 371** (26 mai 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 15 juin 1992. - Projet de loi **n° 144** (1991-1992).

Loi n° 92-592 du 1er juillet 1992 publiée au *J.O.* du 3 juillet 1992 (p. 8800).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 mai 1992] (p. 1273).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires étrangères : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1273).

Intervention du Gouvernement : Tasca (Catherine) (p. 1274).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : Roumanie :

- coopération scientifique franco-roumaine : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1274) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1275) ;
- économie roumaine : timidité de la reprise : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1274) ;
- élections roumaines de mai 1990 : irrégularités : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1274) ;
- élections roumaines locales de février 1992 : régularité : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1275) ;
- gouvernement roumain : démocratisation : processus inachevé : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1274) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1275).

Communautés européennes : Roumanie : association : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1275).

Défense : Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) : rôle majeur : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1275) ;

Europe : confédération européenne : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1275).

Français : langue : culture française : présence en Roumanie : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1274) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1275).

Politique économique : investisseurs français : présence en Roumanie : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1274).

Président de la République en Roumanie : opportunité : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1273).

Discussion et adoption de l'article unique du projet de loi [15 mai 1992] (p. 1275).

131. Projet de loi n° 2597 autorisant la ratification du **traité d'entente et d'amitié** entre la **République française** et la **République fédérative tchèque et slovaque,** signé à Paris le 1er octobre 1991.

Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 mars 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Charles Ehrmann (9 avril 1992). - Rapport **n° 2690** (11 mai 1992). - Discussion et adoption le 15 mai 1992. - Projet de loi **n° 636.**

Sénat (première lecture). - **N° 347** (1991-1992). - Dépôt le 19 mai 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Bernard Guyomard. - Rapport **n° 372** (26 mai 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption définitive le 15 juin 1992. - Projet de loi **n° 145** (1991-1992).

Loi n° 92-593 du 1er juillet 1992 publiée au *J.O.* du 3 juillet 1992 (p. 8800).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 mai 1992] (p. 1275).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires étrangères : *Ehrmann (Charles)* suppléé par *Pinte (Etienne)* (p. 1275).

Intervention du Gouvernement : Tasca (Catherine) (p. 1276).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères :

- accords de Munich : « nuls et non avenus » : *Pinte (Etienne)* (p. 1276) ;
- coopération culturelle, scientifique et technique : coopération bilatérale : promotion : *Pinte (Etienne)* (p. 1275) ;
- Tchécoslovaquie : conflits ethniques : résurgence : *Pinte (Etienne)* (p. 1276) ;
- Tchécoslovaquie : situation et relations avec la France : *Pinte (Etienne)* (p. 1276).

Communautés européennes : adhésion de la Tchécoslovaquie : perspectives, soutien français : *Pinte (Etienne)* (p. 1276) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1276, 1277).

Défense : sécurité européenne : Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe : réaffirmation de son rôle : *Pinte (Etienne)* (p. 1276).

Europe : confédération européenne : *Pinte (Etienne)* (p. 1276) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1276, 1277).

Politique économique : présence des investisseurs français : insuffisance : *Pinte (Etienne)* (p. 1276) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 1276).

Discussion et adoption de l'article unique du projet de loi [15 mai 1922] (p. 1277).

132. Projet de loi n° 2665 autorisant la **ratification du traité d'amitié et de solidarité** entre la **République française** et la **République de Pologne.**

Sénat (première lecture). - **N° 248** (1991-1992). - Dépôt le 24 janvier 1992 par Mme Edith Cresson. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Michel Poniatowski. - Rapport **n° 294** (15 avril 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 29 avril 1992. - Projet de loi **n° 118** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2665.** - Dépôt le 30 avril 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Etienne Pinte (7 mai 1992). - Rapport **n° 2783** (11 juin 1992). - Discussion et adoption définitive le 19 juin 1992. - Projet de loi **n° 669.**

Loi n° 92-575 du 1er juillet 1992 publiée au *J.O.* du 2 juillet 1992 (p. 8680).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 juin 1992] (p. 2602).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires étrangères : *Pinte (Etienne)* (p. 2602).

Intervention du Gouvernement : Kiejman (Georges) (2604).

Discussion générale : Daillet (Jean-Marie) (p. 2605).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères :

- coopération culturelle, scientifique et technique : *Pinte (Etienne)* (p. 2602) ;
- coopération économique et financière : *Pinte (Etienne)* (p. 2603) ; *Kiejman (Georges) (G)* (2604) ;
- diplomatie française : constance : *Kiejman (Georges) (G)* (2604).

Communautés européennes :

- adhésion de la Pologne : perspectives : *Pinte (Etienne)* (p. 2603) ; *Kiejman (Georges) (G)* (2604, 2605) ;
- conférences politiques des Douze : participation de la Pologne : *Pinte (Etienne)* (p. 2603) ; *Kiejman (Georges) (G)* (2605).

Etrangers : visas : suppression : *Pinte (Etienne)* (p. 2603).

Europe :

- défense européenne : réserve des Etats-Unis : *Kiejman (Georges) (G)* (2605) ;
- Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) : adhésion de la Pologne : perspectives : *Pinte (Etienne)* (p. 2603) ; *Kiejman (Georges) (G)* (2605).

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N.) :

- adhésion de la Pologne : perspectives : *Pinte (Etienne)* (p. 2603) ;
- Conseil de coopération nord-atlantique (Cocona) : *Pinte (Etienne)* (p. 2603).

Parlement :

- association des parlementaires à la mise en application des traités : perspectives : *Pinte (Etienne)* (p. 2604) ;
- ordre du jour : *Kiejman (Georges) (G)* (2604).

Pologne :

- débarquement de Normandie : présence d'une division polonaise : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2605) ; *Kiejman (Georges) (G)* (2605) ;
- dette polonaise : rééchelonnement et remise accordée par le Club de Paris : *Pinte (Etienne)* (p. 2603) ; *Kiejman (Georges) (G)* (2605) ;
- libération du « joug » soviétique : *Pinte (Etienne)* (p. 2602) ;
- Président Walesa : voyage à Paris : *Kiejman (Georges) (G)* (2604) ;
- résistants polonais engagés au sein des F.T.P.-M.O.I. : *Kiejman (Georges) (G)* (2604).

Traité sur la réunification allemande du 14 septembre 1990 : confirmation des frontières de 1945 : *Pinte (Etienne)* (p. 2603).

Discussion et adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 2605).

133. Projet de loi n° 2666 autorisant l'**adhésion au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.**

Sénat (première lecture). - **N° 249** (1991-1992). - Dépôt le 24 janvier 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Guy Cabanel. - Rapport **n° 295** (15 avril 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 29 avril 1992. - Projet de loi **n° 119** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2666.** - Dépôt le 30 avril 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Michel Crépeau (7 mai 1992). - Rapport **n° 2736** (21 mai 1992). - Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées. Rapporteur pour avis : M. Pierre Merli (22 mai 1992). - Avis **n° 2800** (17 juin 1992). - Discussion et adoption définitive le 19 juin 1992. - Projet de loi **n° 668.**

Loi n° 92-574 du 1er juillet 1992 publiée au *J.O.* du 2 juillet 1992 (p. 8680).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 juin 1992] (p. 2597).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport et de l'avis :

- rapport de la commission des affaires étrangères : *Crépeau (Michel)* (p. 2597) ;
- avis de la commission de la défense : *Merli (Pierre)* (p. 2598).

Intervention du Gouvernement : Kiejman (Georges) (p. 2599).

Discussion générale : Montdargent (Robert) (p. 2600).

Réponse du Gouvernement : Kiejman (Georges) (p. 2602).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères :

- armes nucléaires : prolifération : *Crépeau (Michel)* (p. 2598) ; *Montdargent (Robert)* (p. 2601) ;
- Chine : ratification du traité sur la non-prolifération (9 mai 1992) : *Merli (Pierre)* (p. 2598) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2599) ;
- Etats-Unis : crédits militaires : évolution : *Montdargent (Robert)* (p. 2602) ;
- Fondation internationale : création : perspectives : *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2600) ;
- Inde : accès à la maîtrise nucléaire (1974) : *Crépeau (Michel)* (p. 2598) ;
- Pacte de Varsovie : effondrement : *Montdargent (Robert)* (p. 2601) ;
- politique étrangère de la France : *Merli (Pierre)* (p. 2599) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2599) ; *Montdargent (Robert)* (p. 2600) ;
- Russie : Centre international pour la science : création : *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2600) ;
- ex-Union soviétique : dévolution de l'arsenal nucléaire aux différentes républiques : *Crépeau (Michel)* (p. 2598) ; *Merli (Pierre)* (p. 2599) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2600).

Défense :

- dissuasion nucléaire française : mise à la disposition des partenaires européens : perspectives : *Montdargent (Robert)* (p. 2601) ;
- essais nucléaires français : suspension en 1992 : *Merli (Pierre)* (p. 2599) ; *Montdargent (Robert)* (p. 2601) ;
- force nucléaire stratégique française : perspectives : *Merli (Pierre)* (p. 2599) ; *Montdargent (Robert)* (p. 2601) ;
- politique économique : dépenses militaires et développement industriel : corrélation : *Montdargent (Robert)* (p. 2601) ;
- politique économique : industrie d'armement : exportations : nécessité : *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2602).

Energie :

- Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) : contrôle de l'utilisation pacifique des matières fissiles : *Crépeau (Michel)* (p. 2598) ; *Merli (Pierre)* (p. 2599) ;
- Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) : contrôle intégral des exportations : acceptation de la France : *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2599) ; *Montdargent (Robert)* (p. 2601) ;
- centrales nucléaires du type « Tchernobyl » : *Crépeau (Michel)* (p. 2598).

Désarmement :

- accords américano-russes du 17 juin 1992 d'élimination des armes nucléaires : *Crépeau (Michel)* (p. 2598) ; *Merli (Pierre)* (p. 2599) ; *Montdargent (Robert)* (p. 2601) ;
- accords START (*strategic arms reduction talks*) : *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2600) ; *Montdargent (Robert)* (p. 2601) ;
- Comité du désarmement de l'O.N.U. : élaboration du traité sur la non-prolifération : *Crépeau (Michel)* (p. 2597) ; *Merli (Pierre)* (p. 2598) ;
- Comité du désarmement de l'O.N.U. : non-participation de la France dans les années soixante : *Crépeau (Michel)* (p. 2597) ; *Merli (Pierre)* (p. 2598) ;
- nécessité et simultanéité du désarmement : *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2602).

Président de la République : ratification du traité : engagement : *Crépeau (Michel)* (p. 2597) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2599).

Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires :

- entrée en vigueur (5 mars 1970) : *Merli (Pierre)* (p. 2598) ;

- Organisation des Nations Unies (O.N.U.) : distinction entre deux types d'Etats : *Crépeau (Michel)* (p. 2598) ; *Merli (Pierre)* (p. 2599) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2600) ; *Montdargent (Robert)* (p. 2601) ;
- ouverture à la signature (1er juillet 1968) : *Crépeau (Michel)* (p. 2597) ; *Merli (Pierre)* (p. 2598) ;
- ratification par 147 Etats : *Crépeau (Michel)* (p. 2598) ;
- reconduction : conférence de 1995 : participation française : *Merli (Pierre)* (p. 2599) ; *Montdargent (Robert)* (p. 2601).

Discussion et adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 2602).

134. Projet de loi n° 2667 autorisant l'**approbation des statuts du Groupe d'étude international du cuivre.**

Sénat (première lecture). - **N° 267** (1991-1992). - Dépôt le 11 février 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Bernard Guyomard. - Rapport **n° 298** (15 avril 1992) (1991-1992), commun avec les projets de loi n° 268 et n° 269 (voir *Traités et conventions* **135, 136**). - Discussion et adoption le 29 avril 1992. - Projet de loi **n° 112** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2667.** - Dépôt le 30 avril 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Paul Dhaille (7 mai 1992). - Rapport **n° 2761** (4 juin 1992) commun avec les projets de loi n° 2668 et n° 2669 (voir *Traités et conventions* **135, 136**). - Demande d'examen selon la procédure d'adoption simplifiée (9 juin 1992). - Adoption définitive le 19 juin 1992. - Projet de loi **n° 673.**

Loi n° 92-580 du 1er juillet 1992 publiée au *J.O.* du 2 juillet 1992 (p. 8681).

PREMIERE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [19 juin 1992] (p. 2608).

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 2609).

135. Projet de loi n° 2668 autorisant l'**approbation des statuts du Groupe d'étude international de l'étain.**

Sénat (première lecture). - **N° 268** (1991-1992). - Dépôt le 11 février 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Bernard Guyomard. - Rapport **n° 298** (15 avril 1992) (1991-1992), commun avec les projets de loi n° 267 et n° 269 (voir *Traités et conventions* **134, 136**). - Discussion et adoption le 29 avril 1992. - Projet de loi **n° 113** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2668.** - Dépôt le 30 avril 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Paul Dhaille (7 mai 1992). - Rapport **n° 2761** (4 juin 1992) commun avec les projets de loi n° 2667 et n° 2669 (voir *Traités et conventions* **134, 136**). - Demande d'examen selon la procédure d'adoption simplifiée (9 juin 1992). - Adoption définitive le 19 juin 1992. - Projet de loi **n° 672.**

Loi n° 92-581 du 1er juillet 1992 publiée au *J.O.* du 2 juillet 1992 (p. 8682).

PREMIERE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [19 juin 1992] (p. 2608).

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 2608).

136. Projet de loi n° 2669 autorisant l'**approbation des statuts du Groupe d'étude international du nickel.**

Sénat (première lecture). - **N° 269** (1991-1992). - Dépôt le 11 février 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Bernard Guyomard. - Rapport **n° 296** (15 avril 1992) (1991-1992), commun avec les projets de loi n° 267 et n° 268 (voir *Traités et conventions* **134, 135**). - Discussion et adoption le 29 avril 1992. - Projet de loi **n° 114** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2669.** - Dépôt le 30 avril 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Paul Dhaille (7 mai 1992). - Rapport **n° 2761** (4 juin 1992) commun avec les projets de loi n° 2667 et n° 2668 (voir *Traités et conventions* **134, 135**). - Demande d'examen selon la procédure d'adoption simplifiée (9 juin 1992). - Adoption définitive le 19 juin 1992. - Projet de loi **n° 674.**

Loi n° 92-582 du 2 juillet 1992 publiée au *J.O.* du 2 juillet 1992 (p. 8682).

PREMIERE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [19 juin 1992] (p. 2609).

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 2609).

137. Projet de loi n° 2670 autorisant l'**adhésion à l'accord relatif à un programme international de l'énergie** (tel qu'amendé au 19 mai 1980).

Sénat (première lecture). - **N° 256** (1991-1992). - Dépôt le 11 février 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Michel d'Aillières. - Rapport **n° 296** (15 avril 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 29 avril 1992. - Projet de loi **n° 115** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2670.** - Dépôt le 30 avril 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean-Marie Daillet (7 mai 1992). - Rapport **n° 2735** (21 mai 1992). - Discussion et adoption définitive le 19 juin 1992. - Projet de loi **n° 671.**

Loi n° 92-576 du 1er juillet 1992 publiée au *J.O.* du 2 juillet 1992 (p. 8680).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 juin 1992] (p. 2606).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires étrangères : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2606).

Intervention du Gouvernement : Kiejman (Georges) (p. 2607).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères :

- atelier ministériel de Bergen (juillet 1992) : *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2608) ;
- contexte international : bouleversements : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2606) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2607) ;
- ex-Union soviétique : situation énergétique : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2606) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2608).

Energie :

- Agence internationale de l'énergie : adhésion de la France : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2606) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2607) ;
- Agence internationale de l'énergie : missions à moyen et long terme : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2606) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2607) ;
- Agence internationale de l'énergie : structure de défense des pays consommateurs de pétrole lors de sa création en 1974 : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2606) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2607) ;
- crises pétrolières des années soixante-dix : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2606) ;
- Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) : dialogue avec les pays consommateurs : *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2607, 2608) ;
- pétrole : rationalisation des utilisations : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2607) ;
- pétrole : stocks minimaux français : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2607) ;
- ressources non renouvelables : gestion : *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2608).

Guerre du Golfe : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2606) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 2608).

Impôts et taxes : « éco-taxe » : adoption au niveau européen : perspectives : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2607).

Discussion et adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 2608).

138. Projet de loi n° 2671 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la **République française** et l'**Organisation de coopération et de développement économique** relatif à la **protection sociale des membres du personnel employés par ladite organisation sur le territoire français**, signé à Paris le 24 septembre 1991.

Sénat (première lecture). - **N° 257** (1991-1992. - Dépôt le 11 février 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Michel Crucis. - Rapport **n° 297** (15 avril 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 29 avril 1992. - Projet de loi **n° 116** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2871.** - Dépôt le 30 avril 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Pierre Brana (7 mai 1992). - Rapport **n° 2760** (4 juin 1992). - Demande d'examen selon la procédure d'adoption simplifiée (9 juin 1992). - Adoption définitive le 19 juin 1992. - Projet de loi **n° 670.**

Loi n° 92-577 du 1er juillet 1992 publiée au *J.O.* du 2 juillet 1992 (p. 8681).

PREMIERE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [19 juin 1992] (p. 2606).

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 2606).

139. Proposition de loi constitutionnelle n° 2750 relative à la **ratification des traités.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 1er juin 1992 par M. Pierre Mazeaud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (22 juin 1992).

140. Projet de loi n° 2792 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement des **Etats unis du Mexique** en vue d'**éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.**

Sénat (première lecture). - **N° 339** (1991-1992). - Dépôt le 13 mai 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Yves Guéna. - Rapport **n° 378** (3 juin 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 15 juin 1992. - Projet de loi **n° 139** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2792.** - Dépôt le 16 juin 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Pierre Brana (16 juin 1992). - Rapport **n° 2795** (16 juin 1992). - Demande d'examen selon la procédure d'adoption simplifiée (16 juin 1992). - Adoption définitive le 19 juin 1992. - Projet de loi **n° 676.**

Loi n° 92-578 du 1er juillet 1992 publiée au *J.O.* du 2 juillet 1992 (p. 8681).

PREMIERE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [19 juin 1992] (p. 2609).

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 2609).

141. Projet de loi n° 2793 autorisant l'adhésion de la **France** à la **convention pour la reconnaissance mutuelle des inspections concernant la fabrication des produits pharmaceutiques.**

Sénat (première lecture). - **N° 315** (1991-1992). - Dépôt le 30 avril 1992 par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Guy Penne. - Rapport **n° 366** (26 mai 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 15 juin 1992. - Projet de loi **n° 146** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2793.** - Dépôt le 16 juin 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Pierre Hiard (16 juin 1992). - Rapport **n° 2796** (16 juin 1992) - Demande d'examen selon la procédure d'adoption simplifiée (16 juin 1992). - Adoption définitive le 19 juin 1992. - Projet de loi **n° 675.**

Loi n° 92-579 du 1er juillet 1992 publiée au *J.O.* du 2 juillet 1992 (p. 8681).

PREMIERE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [19 juin 1992] (p. 2609).

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 2609).

142. Projet de loi n° 2938 autorisant l'approbation d'un **accord de coopération pour la protection des côtes et des eaux de l'Atlantique du Nord-Est contre la pollution** (ensemble deux annexes).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 octobre 1992 par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. René André (9 novembre 1992). - Rapport **n° 3084** (26 novembre 1992). - Demande d'examen selon la procédure d'adoption simplifiée (8 décembre 1992). - Adoption le 11 décembre 1992. - Projet de loi **n° 756.**

Sénat (première lecture). - **N° 114** (1992-1993). - Dépôt le 11 décembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Bernard Guyomard. - Rapport **n° 133** (1992-1993) (16 décembre 1992).

PREMIERE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [11 décembre 1992] (p. 6951).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 6951).

143. Projet de loi n° 2939 autorisant l'approbation du **protocole entre le Gouvernement da la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** relatif aux **contrôles frontaliers** et à la **police**, à la **coopération judiciaire en matière pénale, à la sécurité civile et à l'assistance mutuelle concernant la liaison fixe trans-Manche.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 octobre 1992 par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. André Delehedde (9 novembre 1992). - Rapport **n° 3112** (8 décembre 1992). - Discussion et adoption le 11 décembre 1992. - Projet de loi **n° 757.**

Sénat (première lecture). - **N° 112** (1992-1993). - Dépôt le 11 décembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jacques Golliet. - Rapport **n° 131** (1992-1993) (16 décembre 1992).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 décembre 1992] (p. 6951).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires étrangères : *Delehedde (André)* suppléé par *André (René)* (p. 6952).

Intervention du Gouvernement : Kiejman (Georges) (p. 6952).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes : libre circulation des personnes : *André (René)* (p. 6952).

Conventions internationales : traité de Cantorbéry du 12 février 1986 : *André (René)* (p. 6952) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6952).

Etrangers : contrôle et rétention : *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6953).

Justice : coopération franco-anglaise : *André (René)* (p. 6952) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6952).

Police : contrôles frontaliers : *André (René)* (p. 6952) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6952).

Régions : inquiétudes : *André (René)* (p. 6952).

Transports : tunnel sous la Manche et liaison ferroviaire : *André (René)* (p. 6952) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6953).

Travail : sécurité du travail : *André (René)* (p. 6952) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6953).

Discussion et adoption de l'article unique du projet de loi [11 décembre 1992] (p. 6953).

144. Projet de loi n° 2940 autorisant l'approbation d'**amendements à la convention du 2 février 1971** relative aux **zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux, adoptés par la conférence extraordinaire réunie à Regina, Canada, le 28 mai 1987.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 octobre 1992 par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Roland Nungesser (4 novembre 1992). - Rapport **n° 3113** (8 décembre 1992).

145. Projet de loi n° 3032 autorisant l'**approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis** relative à l'**entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.**

Sénat (première lecture). - **N° 338** (1991-1992). - Dépôt le 13 mai 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Rapporteur : M. Roger Poudonson. - Rapport **n° 413** (1991-1992) (17 juin 1992). - Discussion et adoption le 12 novembre 1992. - Projet de loi **n° 16** (1992-1993).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 3032**. - Dépôt le 13 novembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean-Marie Daillet (13 novembre 1992). - Rapport **n° 3097** (3 décembre 1992). - Demande d'examen selon la procédure d'adoption simplifiée (8 décembre 1992). - Adoption définitive le 11 décembre 1992. - Projet de loi **n° 759.**

Loi n° 92-1313 du 18 décembre 1992 publiée au *J.O.* du 19 décembre 1992 (p. 17378).

PREMIERE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [11 décembre 1992] (p. 6954).

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 6954).

146. Projet de loi n° 3033 autorisant la **ratification d'un accord entre la République française et les Emirats arabes unis sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble un protocole interprétatif).

Sénat (première lecture). - **N° 422** (1991-1992). - Dépôt le 17 juin 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Rapporteur : M. Michel Crucis. - Rapport **n° 28** (1992-1993) (28 octobre 1992). - Discussion et adoption le 12 novembre 1992. - Projet de loi **n° 17** (1992-1993).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 3033**. - Dépôt le 13 novembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean-Marie Daillet (13 novembre 1992). - Rapport **n° 3114** (8 décembre 1992). - Demande d'examen selon la procédure d'adoption simplifiée (8 décembre 1992). - Adoption définitive le 11 décembre 1992. - Projet de loi **n° 761.**

Loi n° 92-1315 du 18 décembre 1992 publiée au *J.O.* du 19 décembre 1992 (p. 17378).

PREMIERE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [11 décembre 1992] (p. 6954).

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 6954).

147. Projet de loi n° 3034 autorisant l'**approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble une déclaration).

Sénat (première lecture). - **N° 421** (1991-1992). - Dépôt le 17 juin 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Rapporteur : M. Hubert Durand-Chastel. - Rapport **n° 27** (1992-1993) (28 octobre 1992). - Discussion et adoption le 12 novembre 1992. - Projet de loi **n° 18** (1992-1993).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 3034** . - Dépôt le 13 novembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Pierre Brana (13 novembre 1992). - Rapport **n° 3098** (3 décembre 1992). - Demande d'examen selon la procédure d'adoption simplifiée (8 décembre 1992). - Adoption définitive le 11 décembre 1992. - Projet de loi **n° 762.**

Loi n° 92-1316 du 18 décembre 1992 publiée au *J.O.* du 19 décembre 1992 (p. 17379).

PREMIERE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [11 décembre 1992] (p. 6954).

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 6954).

148. Projet de loi n° 3035 autorisant la **ratification du traité entre la France et la Russie.**

Sénat (première lecture). - **N° 511** (1991-1992). - Dépôt le 20 août 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Claude Estier. - Rapport **n° 30** (1992-1993) (28 octobre 1992). - Discussion et adoption le 12 novembre 1992. - Projet de loi **n° 21** (1992-1993).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 3035**. - Dépôt le 13 novembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. René André (13 novembre 1992). - Rapport **n° 3085** (26 novembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 11 décembre 1992. - Projet de loi **n° 763.**

Loi n° 92-1317 du 18 décembre 1992 publiée au *J.O.* du 19 décembre 1992 (p. 17379).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 décembre 1992] (p. 6954).

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires étrangères : *André (René)* (p. 6955).

Intervention du président de la commission des affaires étrangères : Bellon (André) (p. 6957).

Discussion générale : Coussain (Yves) (p. 6959).

Intervention du Gouvernement : Kiejman (Georges) (p. 6957, 6959).

Principaux thèmes développés :

Administration : mission interministérielle pour les pays d'Europe centrale et orientale (M.I.C.E.C.O.) : vocation : *André (René)* (p. 6956) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6958).

Affaires étrangères : contexte géopolitique : évolution : *Bellon (André)* (p. 6957) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6957).

Armes : ventes d'armes : contrôle : *Coussain (Yves)* (p. 6959).

Audiovisuel : coopération : perspectives : *André (René)* (p. 6956).

Coopération et développement : aide à la nouvelle démocratie : *André (René)* (p. 6955, 6956) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6957).

Créances et privilèges : emprunts russes : *André (René)* (p. 6955) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6959) ; *Coussain (Yves)* (p. 6959).

Défense : désarmement nucléaire : *André (René)* (p. 6955) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6958).

Energie : Russie : parc nucléaire : vétusté : *André (René)* (p. 6956).

Enseignement : enseignement du français en Russie : *André (René)* (p. 6956) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6958).

Entreprises : entreprises françaises : présence en Russie : *André (René)* (p. 6956) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6958).

Espace : coopération : perspectives : *André (René)* (p. 6956).

Etrangers : circulation : visas : *André (René)* (p. 6955) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6959).

Europe :

- Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) : *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6957) ;
- Conseil de l'Europe : adhésion de la Russie en 1993 : *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6958) ;
- construction européenne : *Bellon (André)* (p. 6957) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6957) ;
- monde germanique : rééquilibrage : *André (René)* (p. 6955).

Institutions financières internationales : Banque mondiale et Fonds monétaire international (F.M.I.) : *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6958).

Justice : coopération : *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6958).

Nations Unies : Russie : Etat « continuateur » de l'U.R.S.S. au Conseil de sécurité : *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6957) ; *Coussain (Yves)* (p. 6959).

Russie : ancrage à l'Ouest : *André (René)* (p. 6955).

Yougoslavie : guerre civile : *Bellon (André)* (p. 6957).

Discussion et adoption définitive de l'article unique du projet de loi [11 décembre 1992] (p. 6960).

149. Projet de loi n° 3036 autorisant l'**approbation du protocole au traité sur l'Antarctique,** relatif à la **protection de l'environnement.**

Sénat (première lecture). - **N° 510** (1991-1992). - Dépôt le 20 août 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Rapporteur : M. Jacques Golliet. - Rapport **n° 29** (1992-1993) (28 octobre 1992). - Discussion et adoption le 12 novembre 1992. - Projet de loi **n° 20** (1992-1993).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 3036**. - Dépôt le 13 novembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean-Yves Le Déaut (13 novembre 1992). - Rapport **n° 3054** (20 novembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 11 décembre 1992. - Projet de loi **n° 755.**

Loi n° 92-1318 du 18 décembre 1992 publiée au *J.O.* du 19 décembre 1992 (p. 17379).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 décembre 1992] (p. 6948).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires étrangères : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 6948).

Discussion générale : Coussain (Yves) (p. 6951).

Intervention du Gouvernement : Kiejman (Georges) (p. 6950, 6951).

Principaux thèmes développés :

Accords en matière d'environnement :

- convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques : signature par la France le 13 juin 1992 : *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6950) ;
- convention de Wellington du 2 juin 1988 : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 6949) ;
- protocole de Madrid du 4 octobre 1991 : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 6949) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6950).

Accords militaires : traité de Washington de 1958 : démilitarisation du continent austral : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 6948).

Antarctique : particularités géographiques : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 6948).

Coopération scientifique et technique : Comité scientifique pour la recherche en Antarctique (C.S.A.R.) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 6948).

Eau : Antarctique : 70 p. 100 des réserves mondiales d'eau douce : *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6950).

Environnement :

- couche d'ozone : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 6948) ;
- droit « d'ingérence écologique » : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 6950) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6950) ; *Coussain (Yves)* (p. 6951).

Mines et carrières : ressources minérales du continent antarctique : respect : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 6949) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6950).

Pétrole : exploitation : perspectives : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 6949).

Recherche : vocation de l'Antarctique : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 6949) ; *Coussain (Yves)* (p. 6951).

Tourisme et loisirs : zones d'intérêt touristique : création : perspectives : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 6949) ; *Coussain (Yves)* (p. 6951).

Transports : piste aérienne en terre Adélie : *Coussain (Yves)* (p. 6951) ; *Kiejman (Georges) (G)* (p. 6951).

Discussion et adoption définitive de l'article unique du projet de loi [11 décembre 1992] (p. 6951).

150. Projet de loi n° 3037 autorisant l'**approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay.**

Sénat (première lecture). - **N° 340** (1991-1992). - Dépôt le 13 mai 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. - Rapport **N° 414** (1991-1992). - Discussion et adoption le 12 novembre 1992. - Projet de loi **n° 19** (1992-1993).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 3037**. - Dépôt le 13 novembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Paul Dhaille (13 novembre 1992). - Rapport **n° 3104** (3 décembre 1992). - Demande d'examen selon la procédure d'adoption simplifiée (8 décembre 1992). - Adoption définitive le 11 décembre 1992. - Projet de loi **n° 760.**

Loi n° 92-1314 du 18 décembre 1992 publiée au *J.O.* du 19 décembre 1992 (p. 17378).

PREMIERE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [11 décembre 1992] (p. 6954).

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 6954).

151. Projet de loi n° 3039 autorisant l'approbation d'un **accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse** concernant l'**exercice de la pêche et la protection des milieux aquatiques dans la partie du Doubs formant frontière entre les deux Etats** (ensemble une annexe, un réglement d'application et une déclaration).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 novembre 1992 par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Paul Dhaille (20 novembre 1992). - Rapport **n° 3096** (3 décembre 1992). - Demande d'examen selon la procédure d'adoption simplifiée (8 décembre 1992). - Adoption le 11 décembre 1992. - Projet de loi **n° 758.**

Sénat (première lecture). - **N° 113** (1992-1993). - Dépôt le 11 décembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jacques Golliet. - Rapport **n° 132** (1992-1993) (16 décembre 1992).

PREMIERE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [11 décembre 1992] (p. 6953).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 6953).

152. Projet de loi n° 3047 autorisant l'**approbation de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française** relatif à la **suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1992 par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, et Mme Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes. - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

153. Projet de loi n° 3048 autorisant l'**approbation de l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française** relatif à la **suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1992 par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et Mme Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes. - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

154. Projet de loi n° 3150 autorisant l'**approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Mongolie, relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 16 décembre 1992 par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

155. Projet de loi n° 3151 autorisant l'**approbation d'un protocole additionnel à la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures signée à Bonn le 3 décembre 1976** (ensemble quatre annexes).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 16 décembre 1992 par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

156. Projet de loi n° 3152 autorisant l'**approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 16 décembre 1992 par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Questions au Gouvernement :

- **n° 1188 - Négociations du G.A.T.T. :** *Planchou (Jean-Paul).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur [22 avril 1992] (p. 609, 610) :

Uruguay Round : objectif de libéralisation du commerce international ; Etats-Unis - Europe : différend agricole ; libération des services : opposition américaine ; propriété intellectuelle : protection ; Etats-Unis : année électorale ; 22 avril 1992 : rencontre Bush-Delors.

- **n° 1339 - Négociations du G.A.T.T. :** *Le Déaut (Jean-Yves).* Réponse : *Durieux (Bruno),* ministre délégué au commerce extérieur [7 octobre 1992] (p. 3426, 3427) :

Négociations agricoles entre la Communauté européenne et les Etats-Unis ; position de la France : fermeté ; attitude des Etats-Unis.

- **n° 1343 - Négociations du G.A.T.T. :** *Planchou (Jean-Paul).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur [14 octobre 1992] (p. 3666, 3667) :

Libération des échanges internationaux : blocage des négociations ; fermeté de la France et de l'Europe ; rôle de l'agriculture dans les négociations ; France : second exportateur mondial de services.

- **n° 1407 - Négociations du G.A.T.T. :** *Charzat (Michel).* Réponse : *Strauss-Kahn (Dominique),* ministre de l'industrie et du commerce extérieur [12 novembre 1992] (p. 5209, 5210) :

Isolement de la France dans les négociations commerciales avec les Etats-Unis : compatibilité des accords avec la réforme de la politique agricole commune (P.A.C.) : menaces de mesures de rétorsion ; risque de guerre commerciale.

- **n° 1412 - Négociations du G.A.T.T. :** *Rigal (Jean).* Réponse : *Soisson (Jean-Pierre),* ministre de l'agriculture et du développement rural [18 novembre 1992] (p. 5678, 5679) :

Négociations de Washington sur le volet agricole ; isolement de la France ; Commission européenne : mandat pour négocier dans le cadre de la politique agricole commune (P.A.C.) ; Conseil de la Communauté : décision finale.

- **n° 1415 - Négociations du G.A.T.T. :** *Ollier (Patrick).* Réponse : *Bérégovoy (Pierre),* Premier ministre [18 novembre 1992] (p. 5680, 5681, 5682) :

Pressions des Etats-Unis pour conclure sur le volet agricole ; mandat confié aux commissaires européens ; réforme du système monétaire international ; relance de l'économie mondiale ; droit de veto de la France ; débat au Parlement.

Voir *Affaires étrangères.*
Agriculture **31.**
Agriculture : questions au Gouvernement.
Commerce extérieur.
Communautés européennes.
Constitution **7.**
Défense.
Environnement : questions au Gouvernement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Affaires étrangères.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Agriculture et développement rural : B.A.P.S.A.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Affaires européennes.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : transports aériens et météorologie ; budget annexe de l'aviation civile.
Marchés publics **3.**

Promulgation de la loi autorisant la ratification du traité sur l'Union européenne.

Voir *J.O.* du 25 septembre 1992 (p. 13294).

TRANSPORTS

22. Proposition de loi n° 2431 tendant à modifier l'article 18 de la **loi d'orientation des transports intérieurs** permettant la **participation de financements privés à la mise en œuvre du achéma national des trains à grande vitesse.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 11 décembre 1991 par M. Gilles de Robien. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Charles Fèvre (14 mai 1992).

23. Proposition de résolution n° 2763 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur la **mise en œuvre du schéma directeur national des trains à grande vitesse** adopté par le comité interministériel du 14 mai 1991 et sur le **respect des priorités données aux études de lancement du T.G.V. Méditerranée et du T.G.V.-Est.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 9 juin 1992 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

24. Rapport d'information n° 2812 déposé en application de l'article 146 du règlement par M. Michel Inchauspé, rapporteur spécial, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur les **remèdes à apporter à l'encombrement aérien** [18 juin 1992].

25. Proposition de loi n° 2854 tendant à **instituer l'obligation de service minimum au secteur des transports en commun en cas de grève.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1992 par M. Michel Noir. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

26. Proposition de résolution n° 2897 tendant à la **création d'une commission d'enquête** sur la **situation et l'avenir du transport routier des marchandises en France.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 8 juillet 1992 par M. Michel Voisin. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jacques Fleury (9 octobre 1992). - Rapport **n° 3002** (4 novembre 1992).

27. Projet de loi n° 2919 relatif aux **relations entre transporteurs routiers de marchandises donneurs d'ordres et sous-traitants.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 16 septembre 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, et Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jacques Fleury (30 septembre 1992). - Urgence déclarée le 24 novembre 1992. - Rapport **n° 3063** (25 novembre 1992). - Discussion et adoption le 1er décembre 1992. - Projet de loi **n° 742.**

Sénat (première lecture). - **N° 77** (1992-1993). - Dépôt le 2 décembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Jean-Paul Emin. - Rapport **n° 91** (1992-1993) (8 décembre 1992). - Discussion et adoption le 10 décembre 1992. - Projet de loi **n° 34** (1992-1993).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 3130.** - Dépôt le 11 décembre 1992. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 17 décembre 1992] (p. 17283). - Réunion le 18 décembre 1992. - Bureau [*J.O.* du 19 décembre 1992] (p. 17438).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jacques Fleury. - Rapport **n° 3192** (18 décembre 1992). - Discussion et adoption le 19 décembre 1992. - Projet de loi **n° 765.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean-Paul Emin. - Rapport **n° 149** (1992-1993) (18 décembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 20 décembre 1992. - Projet de loi **n° 56** (1992-1993).

Loi n° 92-1445 du 31 décembre 1992 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1993 (p. 18).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er décembre 1992] (p. 6336).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :
- rapport de la commission de la production : *Fleury (Jacques)* (p. 6336).

Intervention du Gouvernement : Bianco (Jean-Louis) (p. 6337).

Discussion générale : Carpentier (René) (p. 6338) ; *Fèvre (Charles)* (p. 6339) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 6341) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6342).

Réponse du Gouvernement : Bianco (Jean-Louis) (p. 6343).

Principaux thèmes développés :

Délinquance et criminalité : infractions : peines : *Fleury (Jacques)* (p. 6337) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6338) ; *Carpentier (René)* (p. 6338, 6339) ; *Fèvre (Charles)* (p. 6340) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 6341).

Entreprises :
- P.M.E. : part du marché et chiffre d'affaires : *Fleury (Jacques)* (p. 6336) ; *Carpentier (René)* (p. 6338, 6339) ;
- sous-traitance : relations avec le donneur d'ordre : *Fleury (Jacques)* (p. 6337) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6337, 6338, 6343) ; *Carpentier (René)* (p. 6338, 6339) ; *Fèvre (Charles)* (p. 6339, 6340) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 6341) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6342).

Justice : tribunaux : difficultés d'« ester » en justice : *Carpentier (René)* (p. 6339) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 6341) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6343).

Police de la route et circulation routière :
- code de la route : transporteurs routiers : respect : *Fleury (Jacques)* (p. 6336) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6337, 6338) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6342) ;
- permis de conduire : permis à points : professionnels de la route : *Fleury (Jacques)* (p. 6336) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6342).

Prix et concurrence :
- contrôle : *Fleury (Jacques)* (p. 6337) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6337, 6338) ; *Carpentier (René)* (p. 6338) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 6341) ;
- tarifs : *Fleury (Jacques)* (p. 6336, 6337) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6337, 6338, 6343) ; *Carpentier (René)* (p. 6338, 6339) ; *Fèvre (Charles)* (p. 6339, 6340) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 6341) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6342).

Transports ferroviaires des marchandises : insuffisance : *Carpentier (René)* (p. 6339) ; *Fèvre (Charles)* (p. 6340).

Transports fluviaux des marchandises : insuffisance : *Carpentier (René)* (p. 6339).

Transports internationaux : *Fèvre (Charles)* (p. 6340).

Transports routiers :
- chargement partiel : *Jacquemin (Michel)* (p. 6341) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6343) ;
- conditions de travail : contrôle : *Fleury (Jacques)* (p. 6336, 6337) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6337, 6338) ; *Carpentier (René)* (p. 6338) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 6341) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6342) ;
- trafic : accroissement : *Carpentier (René)* (p. 6339) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6342).

Travail :
- grèves de juillet 1992 : causes ; effets : *Fèvre (Charles)* (p. 6340) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 6341) ; *Bonnet (Alain)* (p. 6342) ;
- organisations professionnelles : *Fleury (Jacques)* (p. 6337) ; *Carpentier (René)* (p. 6338) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 6341).

Discussion des articles [1er décembre 1992] (p. 6343).

Article 1er *(champ d'application de la loi)* (p. 6343) : adopté après modifications (p. 6344).

Amendement n° 10 de M. Charles Fèvre (précise que n'entrent dans le champ d'application de la loi que les contrats relatifs à plusieurs opérations de transport) (p. 6343) : rejeté (p. 6344).

Défavorables : *Fleury (Jacques)* (p. 6344) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6344).

Discussion commune des amendements nos 11 et 1.

Amendement n° 11 de M. Charles Fèvre (prévoit que la loi ne s'applique qu'aux contrats portant sur des chargements complets) : rejeté (p. 6344).

Défavorable : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6344).

Amendement n° 1 de la commission (prévoit que la loi ne s'applique qu'aux contrats nécessitant l'utilisation intégrale d'au moins un véhicule) : adopté (p. 6344).

Soutenu par : *Fleury (Jacques)* (p. 6344).

Favorable : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6344).

Article 2 *(obligation d'indiquer le prix de la prestation de transport ou de location)* (p. 6344) : adopté après modifications (p. 6345).

Amendement n° 12 de M. Charles Fèvre (rédactionnel) : adopté (p. 6344).

Défavorables : *Fleury (Jacques)* (p. 6345) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6345).

Amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 6344) : adopté (p. 6345).

Soutenu par : *Fleury (Jacques)* (p. 6344).

Favorable : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6344).

Amendement n° 13 de M. Charles Fèvre (de précision) : adopté (p. 6345).

Favorables : *Fleury (Jacques)* (p. 6345) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6345).

Article 3 *(sanction pénale du refus de communication du prix)* : supprimé (p. 6345).

Amendement n° 3 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6345).

Soutenu par : *Fleury (Jacques)* (p. 6345).

Favorable : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6345).

Défavorable : *Fèvre (Charles)* (p. 6345).

Article 4 *(sanction pénale du « prix manifestement trop bas »)* (p. 6345) : adopté après modifications (p. 6349).

Amendement n° 4 de la commission (rédactionnel et de précision) (p. 6345) : adopté (p. 6347).

Soutenu par : *Fleury (Jacques)* (p. 6345).

Favorables : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6345) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 6346).

Sous-amendement n° 23 de M. Charles Fèvre (réduit de 1 million de francs à 300 000 F le montant de l'amende en cas de prix insuffisant pour couvrir les charges des transporteurs) (p. 6345) : rejeté (p. 6347).

Favorable : *Clément (Pascal)* (p. 6346).

Défavorables : *Fleury (Jacques)* (p. 6346) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6346).

Délinquance et criminalité : peines : appréciation des juges : *Clément (Pascal)* (p. 6346, 6347) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6347).

Transports routiers : prix et concurrence : tarifs : *Fleury (Jacques)* (p. 6345, 6346) ; *Fèvre (Charles)* (p. 6346, 6347) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6346) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 6346) ; *Clément (Pascal)* (p. 6346).

Sous-amendement n° 24 de M. Charles Fèvre (précise que le donneur d'ordre ne peut être puni que si c'est bien « en connaissance de cause » qu'il a rémunéré le transporteur à un prix tel que celui-ci ne pouvait couvrir ses charges) (p. 6345) : rejeté (p. 6347).

Défavorables : *Fleury (Jacques)* (p. 6346) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6346) ; *Clément (Pascal)* (p. 6346, 6347).

Sous-amendement n° 25 de M. Charles Fèvre (réduit de 2 millions de francs à 60 000 F le montant de l'amende en cas de récidive) (p. 6345) : rejeté (p. 6347).

Défavorables : *Fleury (Jacques)* (p. 6346) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6346).

Amendement n° 17 de M. Charles Fèvre (propose d'introduire dans la loi des critères permettant de prouver l'insuffisance du prix) : rejeté (p. 6347).

Défavorables : *Fleury (Jacques)* (p. 6347) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6347).

Amendement n° 19 de M. Charles Fèvre (retire aux organisations professionnelles la possibilité de se porter partie civile) (p. 6347) : rejeté (p. 6348).

Défavorables : *Fleury (Jacques)* (p. 6348) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6348) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 6348).

Amendement n° 26 de M. Michel Jacquemin : retiré (p. 6348).

Discussion commune des amendements nos 5 et 18.

Amendement n° 5 de la commission (retire au sous-traitant la possibilité de se porter partie civile) : adopté (p. 6348).

Soutenu par : *Fleury (Jacques)* (p. 6348).

Favorable : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6348).

Amendement n° 18 de M. Charles Fèvre (retire au transporteur ou au loueur sous-traitant la possibilité de se porter partie civile) : devenu sans objet (p. 6348).

Amendement n° 20 de M. Charles Fèvre (prévoit la réparation des conséquences des procédures abusives) (p. 6348) : rejeté (p. 6349).

Défavorables : *Fleury (Jacques)* (p. 6348) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6348).

Article 5 *(constatation des infractions)* : adopté après modifications (p. 6349).

Amendement n° 6 de la commission (rappelle la compétence générale des officiers et agents de la police judiciaire pour constater les infractions) : adopté (p. 6349).

Soutenu par : *Fleury (Jacques)* (p. 6348).

Défavorable : *Fèvre (Charles)* (p. 6349).

Amendement n° 7 de la commission (donne aux agents de contrôle des transports terrestres l'accès aux locaux de l'entreprise entre huit et vingt heures ; punit d'une amende de 300 F à 15 000 F le refus de communiquer aux agents le document justifiant le prix conclu) : adopté (p. 6349).

Soutenu par : *Fleury (Jacques)* (p. 6349).

Favorable : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6349).

Article 6 *(rapport du Gouvernement au Parlement)* : adopté (p. 6349).

Article 7 *(entrée en vigueur de la loi)* (p. 6349) : adopté après modifications (p. 6350).

Amendement n° 21 de M. Charles Fèvre (renvoie à un décret la date d'entrée en vigueur de la loi) (p. 6349) : rejeté (p. 6350).

Défavorables : *Fleury (Jacques)* (p. 6350) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6350) ; *Clément (Pascal)* (p. 6350).

Amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6350).

Soutenu par : *Fleury (Jacques)* (p. 6350).

Favorable : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6350).

Titre :

Discussion commune des amendements n°s 9 et 22.

Amendement n° 9 de la commission (propose le titre suivant : « Projet de loi relatif aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises ») (p. 6350) : adopté (p. 6351).

Soutenu par : *Fleury (Jacques)* (p. 6350).

Observations : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6351).

Amendement n° 22 de M. Charles Fèvre (propose le titre suivant : « Projet de loi relatif aux relations entre transporteurs routiers de marchandises et commissionnaires de transport donneurs d'ordre et sous-traitants ») : devenu sans objet (p. 6351).

Défavorable : *Fleury (Jacques)* (p. 6351).

Observations : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6351).

Explications de vote : *Jacquemin (Michel)* (p. 6351) ; *Clément (Pascal)* (p. 6351) ; *Carpentier (René)* (p. 6351).

Réponse du Gouvernement : Bianco (Jean-Louis) (p. 6351).

Entreprises : sous-traitance : *Jacquemin (Michel)* (p. 6351) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6351).

Transports routiers :

- délinquance et criminalité : peines : *Clément (Pascal)* (p. 6351) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6351) ;
- transports internationaux : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 6351).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Carpentier (René)* (p. 6351).

Groupe U.D.C. : abstention : *Jacquemin (Michel)* (p. 6351).

Groupe U.D.F. : abstention : *Clément (Pascal)* (p. 6351).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6351).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 1992] (p. 7617).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission mixte paritaire : *Fleury (Jacques)* (p. 7617).

Intervention du Gouvernement : Sarre (Georges) (p. 7617).

Discussion générale : Chamard (Jean-Yves) (p. 7618).

Principaux thèmes développés :

Entreprises : sous-traitance : relations avec le donneur d'ordre : *Fleury (Jacques)* (p. 7617) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 7618).

Police de la route et sécurité routière : permis à points : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7618).

Prix et concurrence : tarifs : *Fleury (Jacques)* (p. 7617) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 7618).

Transports internationaux : *Fleury (Jacques)* (p. 7617) ; *Sarre (Georges) (G)* (p. 7618).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7618).

Explications de vote : *Préel (Jean-Luc)* (p. 7619).

Prix et concurrence : tarifs : *Préel (Jean-Luc)* (p. 7619).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7619).

Groupe U.D.F. : pour : *Préel (Jean-Luc)* (p. 7619).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 7619).

28. Projet de loi n° 3038 relatif à l'**exploitation commerciale des voies navigables.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 novembre 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, et Georges Sarre, secrétaire d'État aux transports routiers et fluviaux. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Baeumler (25 novembre 1992).

29. Rapport d'information n° 3111 déposé par M. Maurice Ligot, au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, sur l'**évolution de la politique communautaire de libéralisation du transport aérien** [8 décembre 1992].

30. Proposition de loi n° 3261 portant **organisation des transports** et de la **circulation en région Ile-de-France.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 24 mars 1993 par M. Michel Giraud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Questions au Gouvernement :

- **n° 1192 - Trains de grande banlieue : dégradation du service public :** *Cuq (Henri).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [22 avril 1992] (p. 612, 613) :

Fonctionnement : retards ; confort et sécurité des passagers ; investissements de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. ; mise à disposition de fonctionnaires.

- **n° 1237 - T.G.V.-Est :** *Masson (Jean-Louis).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [13 mai 1992] (p. 1172, 1173) :

S.N.C.F. : attitude attentiste ; S.N.C.F. : pouvoir de décision ; T.G.V. franco-allemand : rentabilité incertaine ; T.G.V.-Rhin-Rhône : priorité de réalisation.

- **n° 1278 - Fonctionnement des transports aériens :** *Briane (Jean).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [3 juin 1992] (p. 1879, 1880) :

Intensification du trafic aérien ; encombrement de l'espace aérien ; situation de la France ; libéralisation du marché du transport aérien : maîtrise : réglementation ; contrôleurs aériens : augmentation des effectifs ; organisation et harmonisation des dispositifs européens.

- **n° 1329 - Licenciements à Air France et sécurité des transports aériens :** *Lefort (Jean-Claude).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [7 octobre 1992] (p. 3416, 3417) :

Catastrophe d'Amsterdam ; sécurité des transports aériens ; déréglementation ; ouverture du ciel français à toutes les compagnies étrangères ; situation d'Air France ; crise du transport aérien ; licenciements dans toutes les grandes compagnies ; réglementation française relative à la sécurité.

- **n° 1338 - T.G.V. - Est :** *Zeller (Adrien).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [7 octobre 1992] (p. 3425, 3426) :

Financement : collectivités locales : participation ; rapport de M. Essig ; rentabilité du T.G.V.-Est ; participation allemande.

- **n° 1410 - Grèves dans les transports urbains :** *Mesmin (Georges).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [18 novembre 1992] (p. 5676, 5677) :

Droit de grève dans le secteur public ; exaspération des usagers ; service minimum ; modernisation de la R.A.T.P. ; sécurité des usagers : personnels de la R.A.T.P. : carrières : réforme ; report du projet concernant les conducteurs.

- **n° 1426 - Fonctionnement des services publics :** *Foucher (Jean-Pierre).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [26 novembre 1992] (p. 6076) :

Grèves dans le métro parisien ; démission du président de la R.A.T.P. ; services publics : droit de grève ; service minimum ; négociation : nécessité ; modernisation du service public ; retenues sur salaire en cas de grève dans les services publics : loi de juillet 1982 : application.

- **n° 1432 - Situation du secteur aéronautique et de la compagnie Air France :** *Gayssot (Jean-Claude).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [26 novembre 1992] (p. 6081, 6082) :

Situation des services publics en France ; grève à Air France ; déréglementation : opposition de la France ; Etats-Unis : concurrence exacerbée ; accord de 1946 entre la France et les Etats-Unis : dénonciation par le gouvernement français.

- **n° 1467 - T.G.V.-Est européen :** *Caro (Jean-Marie).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [9 décembre 1992] (p. 6798, 6799) :

Strasbourg : capitale parlementaire européenne ; politique d'aménagement du territoire du Grand Est ; financement du T.G.V.-Est ; schémas directeurs français et allemand ; montage financier : aide de la Communauté européenne.

- **n° 1471 - Déréglementation des services publics :** *Lajoinie (André).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [16 décembre 1992] (p. 7302, 7303) :

Recherche de rentabilité des transports publics ; avenir du service public ; S.N.C.F. ; marine marchande ; qualité et sécurité des transports ; déréglementation ; modernisation des services publics.

Questions orales sans débat :

- **n° 556 - S.N.C.F. (T.G.V.) :** *Masson (Jean-Louis)* à M. le Premier ministre : publiée au *J.O.* du 29 avril 1992 (p. 757) : non appelée :

T.G.V.-Est : construction ; T.G.V.-Rhin-Rhône : réalisation préalable.

- **n° 568 - S.N.C.F. (T.G.V.) :** *Masson (Jean-Louis)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : publiée au *J.O.* du 16 mai 1992 (p. 1321) : non appelée :

T.G.V.-Est : construction : retards ; T.G.V.-Rhin-Rhône : liaison prioritaire.

- **n° 623 - S.N.C.F. (lignes) :** *Dosière (René)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : publiée au *J.O.* du 7 octobre 1992 (p. 3407). Réponse : *Billardon (André),* ministre délégué à l'énergie [9 octobre 1992] (p. 3545, 3546) :

Liaison ferroviaire : Paris-Laon-Hirson : fonctionnement et avenir ; désenclavement de l'est du département de l'Aisne.

- **n° 629 - Transports urbains (politique et réglementation : Ile-de-France) :** *Montdargent (Robert)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : publiée au *J.O.* du 14 octobre 1992 (p. 3654). Réponse : *Sarre (Georges),* secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux [16 octobre 1992] (p. 3792, 3793, 3794).

Schéma directeur pour la région Ile-de-France ; infrastructures ferroviaires et routières supplémentaires : perspectives.

- **n° 652 - S.N.C.F. (ateliers) :** *Carpentier (René)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : publiée au *J.O.* du 2 décembre 1992 (p. 6403). Réponse : *Loncle (François),* secrétaire d'Etat à la ville [4 décembre 1992] (p. 6531, 6532) :

Réseau S.N.C.F. classique : entretien des voies ; ateliers-voies : charge de travail : réduction ; maintien de l'emploi et du potentiel de production.

Voir *Droit pénal* **21,** première lecture.
Environnement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Aménagement du territoire.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Environnement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : transports terrestres, routes et sécurité routière.
Marchés publics **3.**
Mer et littoral **11.**
Secteur public : questions au Gouvernement.
Tourisme et loisirs **8.**
Traités et conventions **143.**
Travail : questions au Gouvernement.
Urbanisme.
Voirie : questions au Gouvernement.

Versement transport.

Voir *Lois de finances* **11,** article 79.

TRAVAIL

32. Proposition de loi n° 2590 visant à **interdire le travail de nuit pour les femmes.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 mars 1992 par Mme Muguette Jacquaint. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Retirée le 15 avril 1992.

33. Proposition de loi n° 2651 relative à l'**interdiction du travail de nuit pour les femmes.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 avril 1992 par Mme Muguette Jacquaint. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

34. Projet de loi n° 2738 relatif à l'**abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail** et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale.

Sénat (première lecture). - **N° 314** (1991-1992). - Dépôt le 30 avril 1992 par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Franck Sérusclat. - Rapport **n° 350** (19 mai 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 21 mai 1992. - Projet de loi **n° 134** (1991-1992).

Assemblée nationale (première lecture). - **N° 2738.** - Dépôt le 22 mai 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : Mme Janine Ecochard (27 mai 1992). - Rapport **n° 2809** (18 juin 1992). - Discussion et adoption le 22 juin 1992. - Projet de loi **n° 683.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 434** (1991-1992). - Dépôt le 24 juin 1992. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Jean Madelain. - Rapport **n° 444** (1991-1992). - Discussion et adoption le 29 juin 1992. - Projet de loi **n° 168** (1991-1992).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 2847.** - Dépôt le 29 juin 1992. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : Mme. Janine Ecochard. - Rapport **n° 2850** (30 juin 1992). - Discussion et adoption le 30 juin 1992. - Projet de loi **n° 701.**

Sénat (troisième lecture). - **N° 471** (1991-1992). - Dépôt le 1er juillet 1992. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Louis Souvet. - Rapport **n° 6** (1992-1993) (15 octobre 1992).

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 2 octobre 1992] (p. 13688). - Réunion le 15 octobre 1992. - Bureau [*J.O.* du 16 octobre 1992] (p. 14541).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : Mme Janine Ecochard. - Rapport n° **2975** (15 octobre 1992). - Discussion et adoption le 19 octobre 1992. - Projet de loi **n° 724.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean Madelain. - Rapport **n° 16** (1992-1993) (21 octobre 1992). - Discussion et adoption définitive le 22 octobre 1992. - Projet de loi **n° 4** (1992-1993).

Loi n° 92-1179 du 2 novembre 1992 publiée au *J.O.* du 4 novembre 1992 (p. 15255).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1992] (p. 2670).

Déroulement de la séance :

Intervention du Gouvernement : Neiertz (Véronique) (p. 2671).

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires culturelles : *Ecochard (Janine)* (p. 2670).

Discussion générale : Jacquaint (Muguette) (p. 2672) ; *Haby (Jean-Yves)* (p. 2674) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2674) ; *Testu (Jean-Michel)* (p. 2676).

Réponse du Gouvernement : Neiertz (Véronique) (p. 2676).

Principaux thèmes développés :

Associations et syndicats : rôle : *Ecochard (Janine)* (p. 2670) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2671, 2672, 2676) ; *Testu (Jean-Michel)* (p. 2671) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2673).

Comités d'hygiène et de sécurité : rôle : *Ecochard (Janine)* (p. 2670) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2671) ; *Haby (Jean-Yves)* (p. 2674) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2675).

Communautés européennes :

- Commission, Conseil et Parlement : recommandations et résolutions : *Ecochard (Janine)* (p. 2670) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2671) ; *Testu (Jean-Michel)* (p. 2676) ;
- rapport Rubenstein : *Ecochard (Janine)* (p. 2670) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2671).

Délinquance et criminalité : harcèlement sexuel et abus d'autorité en matière sexuelle :

- définition : *Ecochard (Janine)* (p. 2670) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2671) ; *Haby (Jean-Yves)* (p. 2674) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2674) ; *Testu (Jean-Michel)* (p. 2676) ;
- fonctionnaires et salariés : *Ecochard (Janine)* (p. 2670) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2673) ; *Haby (Jean-Yves)* (p. 2674) ; *Testu (Jean-Michel)* (p. 2676) ;
- licenciement : interdiction et droit à réintégration : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2671) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2671) ;
- preuve : *Toubon (Jacques)* (p. 2675) ; *Testu (Jean-Michel)* (p. 2676) ;
- responsabilité de l'employeur : *Ecochard (Janine)* (p. 2670) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2671) ; *Testu (Jean-Michel)* (p. 2676) ;
- sanctions : publicité : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2674) ;
- sanctions disciplinaires et sanctions pénales : *Ecochard (Janine)* (p. 2670) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2671, 2677) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2675) ;
- témoins : *Ecochard (Janine)* (p. 2670) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2671) ; *Haby (Jean-Yves)* (p. 2674) ; *Testu (Jean-Michel)* (p. 2676).

Droits de l'homme et libertés publiques : droit au travail et vie privée : *Ecochard (Janine)* (p. 2670) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2671) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2672).

Femmes :

- centre national d'information des femmes et des familles (CNIDFF) : *Toubon (Jacques)* (p. 2675) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2677) ;
- statut et égalité professionnelle : *Ecochard (Janine)* (p. 2670) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2671) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2673) ; *Testu (Jean-Michel)* (p. 2676).

Inspection du travail : intervention : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2671, 2677) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2675).

Jeunes : chômage : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2673).

Justice : jurisprudence : harcèlement sexuel : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2671).

Lois : lois et mœurs : harcèlement sexuel : *Ecochard (Janine)* (p. 2670) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2671) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2673) ; *Haby (Jean-Yves)* (p. 2674).

Parlement : projets de loi : réforme du code pénal : *Toubon (Jacques)* (p. 2675) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2677).

Sénat : texte adopté : *Ecochard (Janine)* (p. 2670) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2672, 2677) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2673) ; *Haby (Jean-Yves)* (p. 2674).

Discussion des articles [22 juin 1992] (p. 2670).

Article 1er *(définition des actes d'abus d'autorité en matière sexuelle)* (p. 2677) : adopté après modifications (p. 2682).

Article L. 122-46 du code du travail (protection du salarié contre le harcèlement sexuel) :

Amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2677)

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 2677).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2677).

Amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 2677) : adopté (p. 2678).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 2677).

Défavorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2677).

Discussion des amendements identiques n°s 3 et 13 (supprimant le renvoi superfétatoire à l'article 373 du code pénal relatif à la dénonciation calomnieuse).

Amendement n° 3 de la commission : adopté (p. 2678).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 2678).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2678).

Amendement n° 13 de Mme Muguette Jacquaint : adopté (p. 2678).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2678).

Amendement n° 4 de la commission (prévoit la nullité de plein droit du licenciement ou de la sanction prononcés contre la victime du harcèlement sexuel) : adopté (p. 2678).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 2678).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2678).

Défavorable : *Haby (Jean-Yves)* (p. 2678).

Amendement n° 14 de Mme Muguette Jacquaint (précise que l'action en dommages-intérêts de la victime du harcèlement sexuel vise l'auteur de ce dernier et ses complices) : devenu sans objet (p. 2678).

Amendement n° 15 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit l'octroi d'une indemnité minimale, égale à douze mois de salaire, à la victime de harcèlement sexuel qui n'exerce pas son droit à réintégration) (p. 2678) : rejeté (p. 2679).

Défavorables : *Ecochard (Janine)* (p. 2678) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2678).

Article L. 122-47 du code du travail (sanctions disciplinaires) :

Amendement n° 26 de M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 2679) : rejeté (p. 2681).

Soutenu par : *Haby (Jean-Yves)* (p. 2679).

Défavorables : *Ecochard (Janine)* (p. 2679) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2679, 2680, 2681).

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2679) ; *Tranchant (Georges)* (p. 2680, 2681).

Amendement n° 28 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (précise que la sanction disciplinaire vise toute personne ayant commis un abus d'autorité en matière sexuelle) (p. 2681) : adopté (p. 2682).

Favorables : *Ecochard (Janine)* (p. 2681) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2682).

Amendement n° 16 de Mme Muguette Jacquaint (reconnaît au salarié victime de harcèlement sexuel de la part de son employeur la possibilité de demander à l'inspecteur du travail d'appliquer à ce dernier une des sanctions disciplinaires prévues par le règlement intérieur) : retiré (p. 2682).

Article 2 *(interdiction de prendre en considération, lors de l'embauche et dans les actes de gestion du personnel, les faits liés à un harcèlement sexuel : article L. 123-1 du code du travail)* (p. 2682) : adopté après modifications (p. 2683).

Amendement n° 27 de M. Jacques Toubon (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2682).

Amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2682).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 2682).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2682).

Amendement n° 17 de Mme Muguette Jacquaint (ajoute aux interdictions prononcées par l'article, celle de prendre des mesures disciplinaires à l'encontre du salarié victime ou témoin de harcèlement sexuel) : adopté (p. 2682).

Favorable : *Ecochard (Janine)* (p. 2682).

Amendement n° 18 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit la nullité de plein droit de toute décision prenant en considération des faits liés à un harcèlement sexuel) : rejeté (p. 2682).

Défavorables : *Ecochard (Janine)* (p. 2682) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2682).

Amendement n° 19 de Mme Muguette Jacquaint (interdit l'extension des entretiens d'embauche et des questionnaires aux éléments touchant à la vie privée et à l'aspect physique des intéressés) : adopté (p. 2682).

Favorable : *Ecochard (Janine)* (p. 2682).

Amendement n° 6 de la commission (rend applicable aux employés de maison l'interdiction de prendre en considération des faits liés au harcèlement sexuel) : adopté (p. 2683).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 2683).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2683).

Après l'article 2 :

Amendement n° 20 de Mme Muguette Jacquaint (fixe le quantum de la sanction pénale du harcèlement sexuel) : rejeté (p. 2683).

Défavorables : *Ecochard (Janine)* (p. 2683) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2683).

Article 3 *(droit d'agir des organisations syndicales : article L 123-6 du code du travail)* : adopté (p. 2683).

Article 4 *(exercice par les associations des droits reconnus à la partie civile)* : adopté après modifications (p. 2683).

Amendement n° 29 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 2683).

Soutenu par : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2683).

Favorable : *Ecochard (Janine)* (p. 2683).

Amendement n° 7 de la commission (prévoit de recueillir l'avis de la personne mineure intéressée en vue de l'exercice de l'action civile par une association) : adopté (p. 2683).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 2683).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2683).

Article 5 supprimé par le Sénat *(compétences du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail)* (p. 2684) : rétabli (p. 2685).

Amendement n° 8 de la commission (rétablit l'article permettant au comité d'hygiène et de sécurité de proposer des actions d'information et de prévention en matière de harcèlement sexuel) (p. 2684) : adopté (p. 2685).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 2684).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2684, 2685).

Défavorable : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2684).

Observations : *Tranchant (Georges)* (p. 2684).

Article 6 nouveau *(protection du fonctionnaire contre le harcèlement sexuel)* : adopté après modifications (p. 2685).

Amendement n° 30 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 2685).

Soutenu par : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2685).

Favorable : *Ecochard (Janine)* (p. 2685).

Amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2685).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 2685).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2685).

Amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2685).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 2685).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2685).

Amendement n° 11 de la commission (supprime le renvoi superfétatoire à l'article 373 du code pénal relatif à la dénonciation calomnieuse) : adopté (p. 2685).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 2685).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2685).

Après l'article 6 :

Amendement n° 31 du Gouvernement (rend applicables à la fonction publique des sanctions pénales de même quantum que celles prévues par le code du travail) : adopté (p. 2686).

Soutenu par : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2686).

Favorable : *Ecochard (Janine)* (p. 2686).

Amendement n° 21 corrigé de Mme Muguette Jacquaint (sanctionne pénalement l'abus d'autorité en matière sexuelle) : rejeté (p. 2686).

Défavorables : *Ecochard (Janine)* (p. 2686) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2686).

Article 7 nouveau *(exception au principe général de la publicité des débats des juridictions civiles et pénales)* (p. 2686) : adopté après modifications (p. 2687).

Amendement n° 12 de la commission (prévoit, en cas de poursuites pénales, que le huis clos est de droit à la demande de la victime ou ne peut être ordonné, dans les autres cas, que si la victime ne s'y oppose pas) (p. 2686) : adopté après modifications (p. 2687).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 2686).

Défavorables : *Lordinot (Guy)* (p. 2686) ; *Haby (Jean-Yves)* (p. 2687).

Sous-amendement n° 32 du Gouvernement (étend cette restriction à la publicité des débats aux juridictions autres que pénales) : adopté (p. 2687).

Soutenu par : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2686).

Favorable : *Ecochard (Janine)* (p. 2686).

Sous-amendement n° 33 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2686) : adopté (p. 2687).

Soutenu par : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2686).

Favorable : *Ecochard (Janine)* (p. 2686).

Sous-amendement n° 34 du Gouvernement (étend cette restriction à la publicité des débats aux juridictions autres que pénales) : (p. 2686) : adopté (p. 2687).

Soutenu par : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2686, 2687).

Favorables : *Ecochard (Janine)* (p. 2686) ; *Testut (Jean-Michel)* (p. 2687).

Observations : *Lordinot (Guy)* (p. 2687) ; *Haby (Jean-Yves)* (p. 2687).

Amendement n° 22 de Mme Muguette Jacquaint (réserve à la victime le droit de demander le huis clos) : devenu sans objet (p. 2687).

Après l'article 7 :

Amendement n° 23 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit l'affichage dans l'entreprise de la condamnation pour discrimination ou pour harcèlement sexuel) (p. 2687) : rejeté (p. 2688).

Défavorables : *Ecochard (Janine)* (p. 2688) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2688).

Amendement n° 35 du Gouvernement (étend le champ d'application du projet de loi aux cas des marins de commerce, gardiens et employés d'immeubles, employés de maison et assistants maternels) : adopté (p. 2688).

Soutenu par : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2688).

Favorable : *Ecochard (Janine)* (p. 2688).

Amendement n° 25 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit l'affichage des dispositions de la loi sur le harcèlement sexuel dans les locaux de travail) : adopté (p. 2688).

Favorable : *Ecochard (Janine)* (p. 2688).

Amendement n° 24 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit la création d'une ligne téléphonique d'accès à l'intention des victimes de harcèlement sexuel) (p. 2688) : rejeté (p. 2689).

Défavorables : *Ecochard (Janine)* (p. 2688) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 2688).

Explications de vote : *Haby (Jean-Yves)* (p. 2689).

Sénat : texte adopté : *Haby (Jean-Yves)* (p. 2689).

Vote des groupes :

Groupes U.D.C. et U.D.F. : abstention : *Haby (Jean-Yves)* (p. 2689).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2689).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1992] (p. 3056).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des affaires culturelles : *Ecochard (Janine)* (p. 3056).

Discussion générale : Jacquaint (Muguette) (p. 3057).

Principaux thèmes développés :

Comité d'hygiène et de sécurité : rôle : *Ecochard (Janine)* (p. 3056).

Délinquance et criminalité : délits : dénonciation calomnieuse : *Ecochard (Janine)* (p. 3056).

Entreprises : affichage : loi relative à l'abus d'autorité en matière sexuelle : *Ecochard (Janine)* (p. 3056).

Femmes : statut et égalité professionnelle : *Ecochard (Janine)* (p. 3057) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3057).

Procédure civile :

- harcèlement sexuel : droits de la victime : *Ecochard (Janine)* (p. 3056) ;
- huis clos : *Ecochard (Janine)* (p. 3056).

Salariés : entretiens et questionnaires d'embauche : *Ecochard (Janine)* (p. 3056).

Sénat : texte adopté : *Ecochard (Janine)* (p. 3056).

Discussion des articles [30 juin 1992] (p. 3057).

Article 1er *(définition de l'abus d'autorité en matière sexuelle)* (p. 3057) : adopté après modifications (p. 3059).

Discussion des amendements identiques nos 1 et 11 (suppriment le renvoi superfétatoire à l'article 373 du code pénal relatif à la dénonciation calomnieuse) (p. 3057).

Amendement no 1 de la commission (p. 3057) : adopté (p. 3058).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 3057).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3057).

Amendement no 11 de Mme Muguette Jacquaint (p. 3057) : adopté (p. 3058).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3057).

Discussion des amendements nos 12 et 19.

Amendement no 12 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit la nullité de plein droit du licenciement ou de la sanction prononcés contre la victime du harcèlement sexuel et octroie une indemnité minimale, égale à douze mois de salaire, si la victime n'exerce pas son droit à réintégration) : rejeté (p. 3058).

Défavorables : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3058) ; *Ecochard (Janine)* (p. 3058).

Amendement no 19 du Gouvernement (prévoit la nullité de plein droit du licenciement ou de la sanction prononcés contre la victime du harcèlement sexuel) : adopté (p. 3058).

Soutenu par : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3058).

Défavorable : *Ecochard (Janine)* (p. 3058).

Article L. 122-47 du code du travail (sanctions disciplinaires) :

Amendement no 13 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3058) : rejeté (p. 3059).

Favorable : *Millet (Gilbert)* (p. 3059).

Défavorables : *Ecochard (Janine)* (p. 3059) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3059).

Article 2 *(interdiction de prendre en considération, lors de l'embauche et dans les actes de gestion du personnel, les faits liés au harcèlement sexuel : article L. 123-1 du code du travail)* (p. 3059) : adopté après modifications (p. 3061).

Discussion des amendements identiques nos 2 et 14 (limitent l'objet des entretiens d'embauche ou préalables à une promotion ou à un changement d'affectation à l'évaluation de la capacité professionnelle ; interdisent tout questionnaire concernant la vie privée et l'aspect physique du demandeur d'emploi ou du salarié) (p. 3059).

Amendement no 2 de la commission (p. 3059) : adopté (p. 3061).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 3059).

Défavorable : *Haby (Jean-Yves)* (p. 3060).

Amendement no 14 de Mme Muguette Jacquaint (p. 3059) : adopté (p. 3061).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 3059).

Défavorable : *Haby (Jean-Yves)* (p. 3060).

Après l'article 2 :

Amendement no 15 de Mme Muguette Jacquaint (fixe le quantum de la sanction pénale pour harcèlement sexuel) : rejeté (p. 3061).

Défavorables : *Ecochard (Janine)* (p. 3061) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3061).

Article 4 *(exercice par les associations des droits reconnus à la partie civile) :* adopté après modifications (p. 3061).

Amendement no 3 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3061).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 3061).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3061).

Article 5 supprimé par le Sénat *(compétence du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail)* (p. 3061) : rétabli (p. 3062).

Amendement no 4 de la commission (rétablit l'article permettant au comité d'hygiène et de sécurité de proposer des actions d'information et de prévention en matière de harcèlement sexuel) (p. 3061) : adopté (p. 3062).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 3061).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3061).

Défavorables : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3061, 3062) ; *Millet (Gilbert)* (p. 3062).

Article 6 *(protection du fonctionnaire contre le harcèlement sexuel) :* adopté après modifications (p. 3062).

Discussion des amendements identiques nos 5 et 16 (suppriment le renvoi superfétatoire à l'article 373 du code pénal relatif à la dénonciation calomnieuse) (p. 3062).

Amendement no 5 de la commission : adopté (p. 3062).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 3062).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3062).

Amendement no 16 de Mme Muguette Jacquaint : adopté (p. 3062).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3062).

Article 6 *bis* *(sanctions pénales applicables à la fonction publique) :* adopté après modifications (p. 3062).

Amendement no 6 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3062).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 3062).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3062).

Article 7 *(restrictions apportées à la publicité des débats devant les juridictions civiles et pénales)* (p. 3062) : adopté après modifications (p. 3063).

Amendement no 7 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 3063).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 3063).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3063).

Amendement no 8 de la commission (limite aux juridictions pénales l'exception au principe de la publicité des débats devant les juridictions) : adopté (p. 3063).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 3063).

Défavorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3063).

Amendement no 9 de la commission (limite la possibilité de demander le huis clos à la victime qui s'est portée partie civile) : adopté (p. 3063).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 3063).

Article 8 *(extension de la loi aux marins de commerce, gardiens et employés d'immeuble, employés de maison et assistants maternels) :* adopté après modifications (p. 3063).

Amendement no 21 de Mme Janine Ecochard (de coordination) : adopté (p. 3063).

Favorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3063).

Après l'article 8 :

Amendement n° 17 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit l'affichage dans l'entreprise de la condamnation pour discrimination ou pour harcèlement sexuel) : rejeté (p. 3064).

Défavorables : *Ecochard (Janine)* (p. 3064) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3064).

Article 9 supprimé par le Sénat *(affichage de la loi dans l'entreprise et sur les lieux d'embauche)* (p. 3064) : rétabli (p. 3065).

Discussion commune des amendements identiques n°s 10 et 18 et de l'amendement 20.

Amendements identiques n°s 10 et 18 (rétablissent l'article prévoyant l'affichage dans les locaux de travail et d'embauche de la loi sur le harcèlement sexuel) (p. 3064).

Amendement n° 10 de la commission (p. 3064) : adopté (p. 3065).

Soutenu par : *Ecochard (Janine)* (p. 3064).

Défavorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3064).

Amendement n° 18 de Mme Muguette Jacquaint (p. 3064) : adopté (p. 3065).

Défavorable : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3064).

Amendement n° 20 du Gouvernement (prévoit l'affichage des articles L. 122-46 et L. 122-47 du code du travail dans les lieux de travail et locaux d'embauche) (p. 3064) : devenu sans objet (p. 3065).

Soutenu par : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3064).

Défavorable : *Ecochard (Janine)* (p. 3065).

Vote des groupes

Groupe communiste : pour : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3065).

Groupe R.P.R. : abstention : *Toubon (Jacques)* (p. 3065).

Groupe U.D.F. : abstention : *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 3065).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3065).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [19 octobre 1992] (p. 3940).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission mixte paritaire : *Bohbot (David)* suppléant *Ecochard (Jeanne)* (p. 3940).

Intervention du Gouvernement : *Neiertz (Véronique)* (p. 3941).

Discussion générale : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3941).

Réponse du Gouvernement : *Neiertz (Véronique)* (p. 3942).

Principaux thèmes développés :

Comités d'hygiène et de sécurité : rôle : *Bohbot (David)* (p. 3940) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3941) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3941).

Communautés européennes : directives : congés de maternité et travail de nuit des femmes : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3941).

Délinquance et criminalité : délits : dénonciation calomnieuse : *Bohbot (David)* (p. 3940) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3941).

Délinquance et criminalité : harcèlement sexuel et abus d'autorité en matière sexuelle : fonctionnaires et employés de maison : *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3941).

Elections et référendums : référendums : traité de Maastricht : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3941).

Entreprises : loi relative à l'abus d'autorité en matière sexuelle :

- affichage et réglement intérieur : *Bohbot (David)* (p. 3940) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3941) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3942) ;
- rôle de l'employeur : prévention : *Bohbot (David)* (p. 3940) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3941) ;
- sanctions à l'encontre des victimes : nullité de plein droit : *Bohbot (David)* (p. 3940) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3941).

Femmes : statut et égalité professionnelle : *Bohbot (David)* (p. 3940) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3941).

Lois : projets de loi : réforme du code pénal : *Bohbot (David)* (p. 3940).

Parlement : commission mixte paritaire : accord : *Bohbot (David)* (p. 3940) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3941, 3942) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3941, 3942).

Procédures civile et pénale : huis clos et publicité des débats : *Bohbot (David)* (p. 3940) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3941) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3942).

Salariés : entretiens et questionnaires d'embauche : réglementation : *Bohbot (David)* (p. 3940) ; *Neiertz (Véronique) (G)* (p. 3941) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3941).

Texte de la commission mixte paritaire [19 octobre 1992] (p. 3942, 3943).

Explications de vote : *Papon (Christiane)* (p. 3943) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3943) ; *Haby (Jean-Yves)* (p. 3943).

Parlement : commission mixte paritaire : réunion et texte adopté : *Papon (Christiane)* (p. 3943) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3943) ; *Haby (Jean-Yves)* (p. 3943).

Procédures civile et pénale : huis clos et publicité des débats : *Haby (Jean-Yves)* (p. 3943).

Salariés : entretiens et questionnaires d'embauche : réglementation : *Haby (Jean-Yves)* (p. 3943).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3943).

Groupe R.P.R. : pour : *Papon (Christiane)* (p. 3943).

Groupes U.D.C. et U.D.F. : pour : *Haby (Jean-Yves)* (p. 3943).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 3943).

35. Rapport d'information n° 2758 déposé par M. Jean-Paul Durieux, au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, sur la **proposition de directive communautaire** concernant certains aspects de l'**aménagement du temps de travail** [3 juin 1992].

36. Rapport d'information n° 3227 déposé en application de l'article 145 du règlement par Mme Yvette Roudy, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur l'**aménagement du temps de travail** [22 décembre 1992].

Questions au Gouvernement :

- **n° 1242 - Ouverture des magasins le dimanche :** *Bachy (Jean-Paul).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle [20 mai 1992] (p. 1439, 1440) :

Repos dominical : loi sociale : principe intangible ; équilibre familial : respect ; équilibre entre les petites et les grandes surfaces ; dérogations individuelles : accord préfectoral ; évolution du droit : concertations syndicales et rôle du Parlement ; directive européenne : respect du principe du repos dominical.

- **n° 1246 - Travail de nuit des femmes :** *Jacquaint (Muguette).* Réponse : *Aubry (Martine),* ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle [20 mai 1992] (p. 1444, 1445) :

Convention n° 89 de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) : dénonciation par la France ; directive de 1976 : égalité des salaires ; Cour de justice européenne : rejet de la réglementation française ; projet de loi équilibré.

- **n° 1381 - Mouvement syndical européen :** *Fleury (Jacques).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [28 octobre 1992] (p. 4474, 4475) :

Emergence d'un syndicalisme européen ; défense du service public ferroviaire ; directive européenne du 20 juin 1991 ; principe de subsidiarité : mise en jeu : perspectives ; notion du service public européen du chemin de fer.

- **n° 1457 - Droits des salariés :** *Loiseau (Bernard).* Réponse : *Aubry (Martine)*, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle [9 décembre 1992] (p. 6788, 6789) :

Période de difficultés économiques ; licenciements : politique de certains chefs d'entreprises ; consultation des personnels ; préretraites progressives ; exemple de l'Allemagne ; plans sociaux d'accompagnement.

Questions à Mme le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle [21 mai 1992] (p. 1498).

Déroulement de la séance :

Questions de : Zeller (Adrien) (p. 1498) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1498) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1499, 1500) ; *Mandon (Thierry)* (p. 1500) ; *Jacq (Marie)* (p. 1501) ; *Bohbot (David)* (p. 1501) ; *Testu (Jean-Michel)* (p. 1502) ; *Colcombet (François)* (p. 1502) ; *Millet (Gilbert)* (p. 1503) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1504).

Réponses de : Aubry (Martine) (G) (p. 1498 à 1505).

Principaux thèmes développés :

Contrats de retour à l'emploi (C.R.E.) :
- conditions d'ouverture et quota dérogatoire : *Aubry (Martine) (G)* (p. 1499) ;
- extensions aux veuves de plus de cinquante ans : *Jacquat (Denis)* (p. 1499) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1499).

Contrats emploi-solidarité (C.E.S.) :
- contribution des employeurs : *Jacquat (Denis)* (p. 1499) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1499) ;
- fonds de compensation : *Aubry (Martine) (G)* (p. 1499) ;
- jeunes : *Jacquat (Denis)* (p. 1500) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1500).

Emploi :
- Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) : accueil des chômeurs de longue durée : moyens supplémentaires : *Bohbot (David)* (p. 1501) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1502) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1504) ;
- Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) : contrat de progrès avec l'Etat (1990-1993) : bilan : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1505) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1505) ;
- Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) : réforme : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1505) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1505) ;
- chômage des cadres âgés : dégradation : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1504) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1504) ;
- chômage partiel : aides ménagères : *Jacquat (Denis)* (p. 1499) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1499) ;
- chômeurs de longue durée : situation : *Millet (Gilbert)* (p. 1503) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1503) ;
- emplois familiaux : aide fiscale et simplification des formalités : bilan : *Jacq (Marie)* (p. 1501) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1501).

Handicapés : insertion professionnelle : rôle du Fonds national d'insertion professionnelle des personnes handicapées (A.G.E.F.I.P.H.) : *Jacquat (Denis)* (p. 1500) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1500).

Inspection du travail : fonctionnement et moyens : *Testu (Jean-Michel)* (p. 1502) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1502).

Jeunes :
- allocation d'insertion : suppression : *Millet (Gilbert)* (p. 1503) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1504) ;
- apprentissage : dépôt d'un projet de loi : *Aubry (Martine) (G)* (p. 1499) ;
- contrats Exo-jeunes : bilan : *Jacq (Marie)* (p. 1501) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1501) ;
- insertion professionnelle : apprentissage et formation en alternance : développement : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1498) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1498) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1499) ;
- insertion professionnelle : « programme PAQUE » : *Aubry (Martine) (G)* (p. 1504) ;
- revenu minimum d'insertion (R.M.I.) : extension aux jeunes de moins de vingt-cinq ans : *Jacquat (Denis)* (p. 1500) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1500).

Licenciements :
- groupe Adidas : *Zeller (Adrien)* (p. 1498) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1498) ;
- groupe Peugeot : *Colcombet (François)* (p. 1502) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1503).

Syndicats : financement dans l'entreprise : chèque syndical : *Mandon (Thierry)* (p. 1500) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1501).

Travail clandestin : loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 : bilan : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1505) ; *Aubry (Martine) (G)* (p. 1505).

Voir *Communautés européennes :* questions au Gouvernement.
D.O.M.-T.O.M. **35.**
Droit pénal **21,** première lecture.
Emploi.
Environnement **54.**
Formation professionnelle et promotion sociale.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Travail, emploi et formation professionnelle.
Mer et littoral **11.**
Motions de censure **18.**
Politique économique et sociale **20.**
Professions sociales **2.**
Risques professionnels.
Transports **27.**

Grèves.

Voir *Postes et télécommunications* : questions au Gouvernement.
Secteur public : questions au Gouvernement.

Licenciements.

Voir *D.M.O.S.* **1,** première lecture : avant l'article 21.

Partage.

Voir *Lois de finances rectificatives* **5,** avant la discussion des articles.

T.V.A.

2. Projet de loi n° 2698 relatif à l'**anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 mai 1992 par MM Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et Michel Charasse, ministre du budget. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Alain Richard (22 mai 1992). - Urgence déclarée le 19 mai 1992. - Rapport **n° 2712** (20 mai 1992). - Discussion et adoption le 26 mai 1992. - Projet de loi **n° 646.**

Sénat (première lecture). - **N° 364** (1991-1992). - Dépôt le 26 mai 1992. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Roger Chinaud. - Rapport **n° 405** (11 juin 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption le 18 juin 1992. - Projet de loi **n° 153** (1991-1992). - Nouveau titre : « Projet de loi **portant diverses dispositions d'ordre fiscal ».**

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 1er juillet 1992] (p. 8653). - Réunion le 1er juillet 1992. - Bureau [*J.O.* du 2 juillet 1992] (p. 8775).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Christian Pierret. - Rapport **n° 2876** (1er juillet 1992).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Roger Chinaud. - Rapport **n° 474** (1er juillet 1992) (1991-1992).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 2813.** - Dépôt le 18 juin 1992. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Christian Pierret en remplacement de M. Alain Richard, démissionnaire (7 juillet 1992). - Rapport **n° 2882** (2 juillet 1992). - Discussion et adoption le 3 juillet 1992. - Projet de loi **n° 711.**

Sénat (deuxième lecture). - **N° 488** (1991-1992). - Dépôt le 3 juillet 1992. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Roger Chinaud. - Rapport **n° 494** (7 juillet 1992) (1991-1992). - Discussion et adoption définitive le 8 juillet 1992. - Projet de loi **n° 190** (1991-1992).

Loi n° 92-655 du 15 juillet 1992 publiée au *J.O.* du 16 juillet 1992 (p. 9527).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 mai 1992] (p. 1639).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des finances : *Richard (Alain)* (p. 1639).

Intervention du Gouvernement : Charasse (Michel) (p. 1640).

Discussion générale : Lombard (Paul) (p. 1640) ; *Fréville (Yves)* (p. 1641) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1642) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1643).

Réponse du Gouvernement : Charasse (Michel) (p. 1643).

Principaux thèmes développés :

Automobiles et cycles : *Lombard (Paul)* (p. 1640) ; *Fréville (Yves)* (p. 1641).

Chômage : *Lombard (Paul)* (p. 1640).

Communautés européennes :

- Allemagne : *Lombard (Paul)* (p. 1640) ;
- harmonisation fiscale : *Richard (Alain)* (p. 1639) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 1640) ; *Fréville (Yves)* (p. 1641, 1642) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1643) ;
- Maastricht : *Lombard (Paul)* (p. 1641).

Entreprises :

- fiscalité : impôt sur les sociétés et taxe professionnelle : *Charasse (Michel) (G)* (p. 1644) ;
- investissements : *Gantier (Gilbert)* (p. 1642, 1643).

Finances publiques :

- déficit budgétaire : *Fréville (Yves)* (p. 1642) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1642, 1643) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 1644) ;
- dépenses : maîtrise : *Gantier (Gilbert)* (p. 1642) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 1644) ;
- justice fiscale : *Richard (Alain)* (p. 1639) ; *Lombard (Paul)* (p. 1640) ; *Fréville (Yves)* (p. 1641) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1643).

Lois de finances : modification par le Gouvernement : *Gantier (Gilbert)* (p. 1643) ;

Lois de finances rectificatives : dépôt ou non d'un projet : *Fréville (Yves)* (p. 1642) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1643) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1643) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 1644).

Parlement : respect : *Charasse (Michel) (G)* (p. 1640) ; *Fréville (Yves)* (p. 1641) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1642, 1643).

Partis et mouvements politiques : parti communiste : propositions en matière économique et fiscale : *Lombard (Paul)* (p. 1641).

Politique économique :

- croissance : *Richard (Alain)* (p. 1639) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 1640) ;
- inflation : *Richard (Alain)* (p. 1639) ; *Fréville (Yves)* (p. 1641) ;
- salaires : *Lombard (Paul)* (p. 1641).

Secteur public : privatisations : *Lombard (Paul)* (p. 1640, 1641) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1642).

T.V.A. : allégements : coût pour les finances publiques : *Richard (Alain)* (p. 1639) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 1640) ; *Fréville (Yves)* (p. 1641) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1643).

T.V.A. : baisses de taux et reclassements de produits et de services : *Charasse (Michel) (G)* (p. 1640, 1643).

T.V.A. : décalage d'un mois et rémanences : *Gantier (Gilbert)* (p. 1643).

T.V.A. : taux majoré :

- anticipation de sa suppression : *Richard (Alain)* (p. 1639) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 1640, 1643) ; *Fréville (Yves)* (p. 1641) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1642) ;
- mouvement de réduction depuis 1988 : *Richard (Alain)* (p. 1639) ;
- tabacs, jeux et pornographie : maintien du taux majoré : *Richard (Alain)* (p. 1639) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 1640, 1644) ; *Fréville (Yves)* (p. 1641).

T.V.A. : taux zéro : *Lombard (Paul)* (p. 1640) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 1643).

Discussion de l'article unique [26 mai 1992] (p. 1644).

Article unique *(anticipation partielle de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 1644) : adopté après modifications (p. 1645).

Amendement n° 1 rectifié de la commission (rectifie une erreur matérielle) (p. 1644) : adopté (p. 1645).

Soutenu par : *Richard (Alain)* (p. 1644).

Favorable : *Charasse (Michel) (G)* (p. 1645).

Explications de vote : *Auberger (Philippe)* (p. 1644).

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1645).

Lois de finances rectificatives : dépôt d'un projet (p. 1645).

T.V.A. : taux majoré : mouvement de réduction depuis 1988 (p. 1644, 1645).

Vote des groupes :

Groupe R.P.R. : pour : *Auberger (Philippe)* (p. 1644, 1645).

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 1992] (p. 3213).

Déroulement de la séance :

Rappel au règlement de : *Fréville (Yves) :* s'élève contre le dépôt au Sénat d'un amendement du Gouvernement relatif à la réduction d'impôt pour investissement locatif (p. 3213) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3213).

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des finances : *Pierret (Christian)* (p. 3213).

Question préalable opposée par : Dosière (René) (p. 3214) : retirée (p. 3219).

Discussion générale : Fréville (Yves) (p. 3219) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3220).

Principaux thèmes développés :

Bâtiment et travaux publics : *Fréville (Yves)* (p. 3219).

Collectivités locales : autonomie : *Dosière (René)* (p. 3216, 3218).

Finances publiques : coût des exonérations, dégrèvements et plafonnements d'impôts locaux : *Dosière (René)* (p. 3216).

Impôts locaux : impôt local sur le revenu : *Dosière (René)* (p. 3216).

Impôts locaux : réforme fiscale : spécialisation de l'impôt par collectivité : *Dosière (René)* (p. 3218) ; *Fréville (Yves)* (p. 3219).

Impôts locaux : taxe départementale sur le revenu :

- amendement de la commission des finances : *Pierret (Christian)* (p. 3214) ; *Fréville (Yves)* (p. 3220) ;
- cumul d'impôts assis sur le revenu : *Fréville (Yves)* (p. 3220) ;
- départements : inégalités et sensibilité de la taxe à la conjoncture : *Fréville (Yves)* (p. 3220) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3221) ;

- genèse et versions successives : *Dosière (René)* (p. 3216, 3217) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3220) ;
- suspension de son application : amendement du Sénat : *Pierret (Christian)* (p. 3213) ; *Dosière (René)* (p. 3215) ; *Fréville (Yves)* (p. 3219) ;
- suspension de son application : conséquences : *Dosière (René)* (p. 3217, 3218).

Impôts locaux : taxe d'habitation :
- exonérations, dégrèvements et plafonnement : *Dosière (René)* (p. 3216) ;
- injustice : *Dosière (René)* (p. 3215, 3216) ;
- lien fiscal entre le citoyen et sa collectivité : nécessité : *Dosière (René)* (p. 3216) ;
- mode de calcul : *Dosière (René)* (p. 3215) ;
- non-imposition sur le revenu : modification du calcul : *Dosière (René)* (p. 3216).

Impôts locaux : valeurs locatives : *Dosière (René)* (p. 3215).

Logement :
- impôt sur le revenu : déduction forfaitaire : *Pierret (Christian)* (p. 3214) ; *Fréville (Yves)* (p. 3219) ;
- impôt sur le revenu : grosses réparations : *Pierret (Christian)* (p. 3214) ;
- parc locatif privé : diminution : *Gantier (Gilbert)* (p. 3221) ;
- réduction d'impôt pour investissement locatif : *Pierret (Christian)* (p. 3213, 3214) ; *Fréville (Yves)* (p. 3219) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3221).

Lois : modifications répétées de la législation : *Fréville (Yves)* (p. 3219).

Parlement :
- amendements : recevabilité : lien avec le texte en discussion : *Dosière (René)* (p. 3217, 3218) ;
- rôle : *Dosière (René)* (p. 3214, 3215, 3217) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3221).

Discussion des articles [3 juillet 1992] (p. 3221).

Article 2 nouveau *(réduction d'impôt pour l'acquisition ou la construction de logements destinés à la location)* (p. 3221) : supprimé (p. 3222).

Amendement n° 19 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 3222).

Soutenu par : *Charasse (Michel) (G)* (p. 3222).

Défavorable : *Fréville (Yves)* (p. 3222).

Observations : *Pierret (Christian)* (p. 3222).

Article 3 nouveau *(réduction d'impôt pour les dépenses de grosses réparations afférentes à l'habitation principale)* : adopté (p. 3222).

Article 4 nouveau *(modalités d'application de la taxe départementale sur le revenu)* (p. 3222) : adopté (p. 3226).

Favorable : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3223).

Défavorable : *Richard (Alain)* (p. 3223).

Gouvernement : attitude à l'égard de la majorité : *Richard (Alain)* (p. 3223).

Impôts locaux : spécialisation par collectivité : *Richard (Alain)* (p. 3223).

Impôt sur le revenu : réforme : *Richard (Alain)* (p. 3223).

Parlement : rôle : *Richard (Alain)* (p. 3223).

Politique générale :
- clivage droite, gauche : *Richard (Alain)* (p. 3223) ;
- parti socialiste : alliances avec la droite : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3223).

Amendement n° 4 de M. René Dosière (de suppression) : rejeté (p. 3224).

Défavorable : *Pierret (Christian)* (p. 3224).

Observations : *Charasse (Michel) (G)* (p. 3224).

Discussion commune des amendements n°s 2 et 15.

Amendement n° 2 de la commission (reporte à 1993 l'entrée en vigueur de la taxe départementale sur le revenu, supprime le seuil de 500 F déclenchant les mécanismes de réduction temporaire des cotisations et affecte en totalité aux départements défavorisés la taxe sur les revenus soumis à prélèvement libératoire) ; rectifié par le Gouvernement (suppression du financement de l'amendement) (p. 3225) : rejeté au scrutin public (p. 3226).

Soutenu par : *Pierret (Christian)* (p. 3214).

Favorable : *Le Garrec (Jean)* (p. 3226).

Défavorables : *Fréville (Yves)* (p. 3225) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3225, 3226) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3226) ; *Millet (Gilbert)* (p. 3226).

Observations : *Charasse (Michel) (G)* (p. 3225) ; *Richard (Alain)* (p. 3225) ; *Pierret (Christian)* (p. 3226).

Parlement : conditions de travail : *Le Garrec (Jean)* (p. 3226).

Amendement n° 15 de M. René Dosière (supprime le seuil de 500 F déclenchant l'application du mécanisme de réduction temporaire des nouveaux assujettis à la taxe départementale sur le revenu) (p. 3225) : rejeté (p. 3226).

Défavorables : *Fréville (Yves)* (p. 3225) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3226).

Observations : *Charasse (Michel) (G)* (p. 3225).

Après l'article 4 :

Amendement n° 17 rectifié du Gouvernement (exonère des droits de succession les indemnités versées aux personnes ayant contracté le sida à la suite de transfusions sanguines) (p. 3226) : adopté (p. 3227).

Soutenu par : *Charasse (Michel) (G)* (p. 3226, 3227).

Favorables : *Pierret (Christian)* (p. 3227) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3227).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3227).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3227).

T.V.A.

Voir *Agriculture* : questions au Gouvernement.
Bois et forêts **15,** après l'article 11.
Impôts et taxes **19.**
Lois de finances **11,** deuxième partie : Agriculture et développement rural : B.A.P.S.A.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Jeunesse et sports, après l'article 70 : amendement n° 37.
Lois de finances rectificatives.
Politique générale **3.**
Prix et concurrence **5.**

Classification des produits et services et exonérations.

Voir *Lois de finances* **11,** après l'article 19, après l'article 21 et après l'article 29.
Lois de finances rectificatives **5,** après les articles 14 *bis* et 29 A.

Décalage d'un mois et remboursement.

Voir *Lois de finances* **11,** avant la discussion des articles, après l'article 17, après l'article 21 et après l'article 28.
Lois de finances rectificatives **5,** après l'article 28.

Horticulture.

Voir *Agriculture.*
Lois de finances **11,** après l'article 9 et article 59.

U

URBANISME

13. Proposition de loi n° 2570 améliorant la **sécurité financière des bénéficiaires de permis de construire.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 février 1992 par M. Michel Giraud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Louis Debré (16 avril 1992).

14. Proposition de loi n° 2571 sur la **transformation d'usage des logements.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 février 1992 par M. Michel Giraud. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Richard Cazenave (14 mai 1992).

15. Proposition de loi n° 2572 tendant à **moraliser l'exercice du droit de préemption.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 février 1992 par M. Michel Giraud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Louis Debré (16 avril 1992).

16. Proposition de loi n° 2574 tendant à instaurer la **transparence foncière.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 février 1992 par M. Michel Giraud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Louis Debré (16 avril 1992).

17. Projet de loi n° 3077 portant **réforme du code de l'urbanisme.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 25 novembre 1992 par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Guy Malandain (1er décembre 1992).

Questions au Gouvernement :

- **n° 1249 - Mesures concernant la ville :** *Baudis (Dominique).* Réponse : *Tapie (Bernard),* ministre de la ville [20 mai 1992] (p. 1447, 1448) :

Situation dans les quartiers défavorisés ; chômage, insécurité ; déqualification professionnelle ; immigration clandestine ; action des maires ; rôle des pouvoirs publics ; « maison du citoyen » ; formation ; association des élus et des acteurs économiques.

- **n° 1297 - Politique de la ville :** *Brunhes (Jacques).* Réponse : *Loncle (François),* secrétaire d'Etat à la ville [17 juin 1992] (p. 2466, 2467) :

Loi d'orientation pour la ville : rôle des maires dans les attributions de logements : décrets d'application en juin ; jeunes : chômage et délinquance ; sécurité à l'école ; appelés du contingent : service national dans les quartiers en difficulté ; ville : politique globale d'intégration et de solidarité.

Questions orales sans débat :

- **n° 590 - Urbanisme (P.O.S) :** *Bassinet (Philippe)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : publiée au *J.O.* du 3 juin 1992 (p. 1862). Réponse : *Sarre (Georges),* secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux [5 juin 1992] (p. 1995, 1996) :

Plan d'occupation des sols (P.O.S.) ; annulation d'un P.O.S. révisé : conséquences ; jurisprudence du Conseil d'Etat : revirement avec l'arrêt du 25 novembre 1991.

Voir *Aménagement du territoire.*
Audiovisuel **17.**
Collectivités locales : questions à un ministre.
Délinquance et criminalité : questions au Gouvernement.
D.M.O.S. **1.**
Environnement **62.**
Jeunes : questions au Gouvernement.
Logement et habitat.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Commerce et artisanat.
Lois de finances **11:** deuxième partie : Equipement, logement et transports : urbanisme, logement et services communs.
Mines et carrières **3.**
Ordre public : questions au Gouvernement.
Politique économique et sociale.
Ville.

V

VETERINAIRES

Voir *Pharmacie* **6.**

VIE, MEDECINE ET BIOLOGIE

28. Rapport d'information n° 2565 déposé en application de l'article 145 du règlement par M. Bernard Bioulac, au nom des commissions des affaires culturelles, familiales et sociales et des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la **bioéthique** [18 février 1992].

29. Proposition de loi n° 2577 tendant à **autoriser les établissements pharmaceutiques publics ou privés** à **préparer les produits dérivés du plasma** et tendant à favoriser une **adaptation de la pratique des dons du plasma.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 février 1992 par M. Ladislas Poniatowski. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

30. Rapport n° 2588 déposé par M. Jean-Yves Le Déaut au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les **sciences de la vie et les droits de l'homme. - Bouleversement sans contrôle ou législation à la française ?** [27 février 1992].

31. Projet de loi n° 2599 relatif au **corps humain** et modifiant le code civil.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 25 mars 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Renvoi à une commission spéciale. - Composition [*J.O.* du 10 avril 1992] (p. 5317). - Lettre de M. le Premier ministre, en date du 17 avril 1992, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur ce projet de loi. - Rapporteur : M. Bernard Bioulac (28 avril 1992). - Rapport **n° 2871** (30 juin 1992), commun aux projets n° 2600 et n° 2601 (voir *Vie, médecine et biologie* **32, 33**). - Discussion les 19, 20, 23, 25 novembre 1992. - Adoption le 25 novembre 1992. - Projet de loi **n° 733.** - Nouveau titre : « Projet de loi relatif au **corps humain** ».

Sénat (première lecture). - **N° 66** (1992-1993). - Dépôt le 26 novembre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles : discussion générale commune du projet de loi n° 2599 relatif au corps humain et modifiant le code civil, du projet de loi n° 2600 relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique et du projet de loi n° 2601 relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé, et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [19 novembre 1992] (p. 5717, 5737), [20 novembre 1992] (p. 5779, 5812).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission spéciale : *Bioulac (Bernard)* (p. 5717).

Intervention de la présidente de la commission spéciale : Roudy (Yvette) (p. 5723).

Interventions du Gouvernement : Kouchner (Bernard) (p. 5726) ; *Curien (Hubert)* (p. 5732).

Exception d'irrecevabilité soulevée par : Boutin (Christine) (p. 5737) : retirée (p. 5751).

Interruption de : Kouchner (Bernard) (G) (p. 5742) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 5745) ; *Forni (Raymond) (VP)* (p. 5746).

Observations de : Forni (Raymond) (VP) (p. 5751, 5752) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5751) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 5751).

Question préalable opposée par Millon (Charles) (p. 5781) : rejetée au scrutin public (p. 5789).

Soutenue par : *Mattei (Jean-François)* (p. 5781).

Inscrit contre : *Calmat (Alain)* (p. 5788).

Observations : *Hage (Georges) (VP)* (p. 5789).

Discussion générale : Toubon (Jacques) (p. 5789) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5793) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5796) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5798) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5800) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 5803) ; *Hage (Georges)* (p. 5812) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5814) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5816) ; *Robert (Dominique)* (p. 5817) ; *Catala (Nicole)* (p. 5820) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5821) ; *Reymann (Marc)* (p. 5823) ; *Dinet (Michel)* (p. 5823) ; *Koehl (Emile)* (p. 5825).

Réponses du Gouvernement : Vauzelle (Michel) (p. 5825) ; *Curien (Hubert)* (p. 5829) ; *Kouchner (Bernard)* (p. 5829).

Interruption de : Toubon (Jacques) (p. 5832).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères :

- Nord-Sud : inégalités : santé publique : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5727, 5728) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5800) ;
- organisations non gouvernementales (O.N.G.) : Association médicale mondiale : déclarations d'Helsinki, de Tokyo et de Manille : *Boutin (Christine)* (p. 5739) ;
- organisations non gouvernementales (O.N.G.) : code de Nuremberg : *Boutin (Christine)* (p. 5739).

Assemblée nationale :

- commission spéciale sur les projets de loi sur la bioéthique : travaux : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718, 5722, 5723) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5724) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5728, 5730) ; *Boutin (Christine)* (p. 5741, 5750) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5790) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5794) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5801) ; *Hage (Georges)* (p. 5812) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5817) ; *Robert (Dominique)* (p. 5818) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5821, 5822) ; *Dinet (Michel)* (p. 5823, 5824) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5829) ;
- conditions de travail : ordre du jour : *Bioulac (Bernard)* (p. 5717) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5724) ; *Boutin (Christine)* (p. 5750) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5781, 5799) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5790) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 5803) ; *Hage (Georges)* (p. 5812) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5814) ; *Robert (Dominique)* (p. 5819) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5821, 5822) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5830) ;
- exceptions d'irrecevabilité : *Forni (Raymond) (VP)* (p. 5746, 5751, 5752) ; *Boutin (Christine)* (p. 5751) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 5751, 5803) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5830) ;
- incidents : applaudissements dans les tribunes du public : *Roudy (Yvette)* (p. 5751) ; *Forni (Raymond) (VP)* (p. 5751) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5751) ; *Dinet (Michel)* (p. 5824) ;
- propositions d'actes communautaires : résolutions: directive sur le traitement des données informatisées : *Toubon (Jacques)* (p. 5790) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5828) ;
- questions préalables : *Calmat (Alain)* (p. 5789) ; *Hage (Georges) (VP)* (p. 5789) ;
- rapports d'information : rapport sur la bioéthique : *Bioulac (Bernard)* (p. 5717, 5718, 5720) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5724) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5728) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5790) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5796) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5798) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5801) ; *Robert (Dominique)* (p. 5817) ; *Dinet (Michel)* (p. 5824) ; *Koehl (Emile)* (p. 5825) ;
- vote personnel : *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 5803).

Associations : France Transplant : statut : *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5816) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5831).

Audiovisuel ; télévision : information : *Millet (Gilbert)* (p. 5794) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5814) ; *Dinet (Michel)* (p. 5824) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5829) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5832).

Communautés européennes :

- droit communautaire : directive du 14 juin 1989 sur les médicaments dérivés du sang ou du plasma humains : *Millet (Gilbert)* (p. 5793) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ;
- Parlement européen : euthanasie : *Mattei (Jean-François)* (p. 5782) ;
- traité de Maastricht : *Millet (Gilbert)* (p. 5793).

Constitution : Déclaration des droits de 1789 et Préambule de 1946 : *Boutin (Christine)* (p. 5738, 5741).

Contrats :

- interdiction et nullité des conventions à titre onéreux sur le corps humain : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726) ; *Boutin (Christine)* (p. 5748) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5782, 5799) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ; *Hage (Georges)* (p. 5812, 5813) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5815) ; *Catala (Nicole)* (p. 5820) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5826, 5827) ;
- interdiction et nullité des conventions de procréation pour le compte d'autrui : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718, 5719) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5724) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5727, 5730) ; *Boutin (Christine)* (p. 5738, 5747) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5785) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5801) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5816) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5827).

Délinquance et criminalité : infractions et sanctions :

- atteintes à l'intégrité du corps humain : *Boutin (Christine)* (p. 5750) ;
- conventions portant sur le corps humain : *Bioulac (Bernard)* (p. 5719, 5721) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5830) ;
- intermédiaires entre un couple stérile et une mère porteuse : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5816) ;
- interruption volontaire de grossesse après diagnostic prénatal : *Bioulac (Bernard)* (p. 5722) ;
- médecins : actes médicaux permettant d'exécuter une convention de procréation pour le compte d'autrui : *Bioulac (Bernard)* (p. 5719) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5816) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5827).

Droits de l'homme et libertés publiques :

- citoyenneté : *Millet (Gilbert)* (p. 5794) ;
- corps humain : atteintes à l'intégrité : nécessité thérapeutique, intérêt légitime et consentement éclairé : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718, 5719) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5724) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5799) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5816) ; *Koehl (Emile)* (p. 5825) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5826) ;
- corps humain, produits et éléments du corps humain : statut : garantie légale : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718, 5719) ; *Boutin (Christine)* (p. 5749) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5799) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5816) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5826) ;
- corps humain, produits et éléments du corps humain : statut : inviolabilité et indisponibilité : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718, 5719) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5724) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726) ; *Boutin (Christine)* (p. 5747, 5750) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795, 5796) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5797) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5799) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ; *Hage (Georges)* (p. 5812) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5816) ; *Robert (Dominique)* (p. 5818) ; *Catala (Nicole)* (p. 5820) ; *Koehl (Emile)* (p. 5825) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5826) ;
- droit à la santé : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5728) ;
- droits sociaux : *Millet (Gilbert)* (p. 5793) ;
- être humain : commencement de la vie et mort : définitions: *Curien (Hubert) (G)* (p. 5732) ; *Boutin (Christine)* (p. 5738) *Mattei (Jean-François)* (p. 5782) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5792) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5821) ; *Koehl (Emile)* (p. 5825) ;
- être humain : droit au respect : *Boutin (Christine)* (p. 5742) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ;
- libertés : conditions réelles d'exercice : *Millet (Gilbert)* (p. 5793) ;

- intégrité de l'espèce humaine et intégrité du patrimoine génétique humain : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718, 5719) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726) ; *Boutin (Christine)* (p. 5747, 5748) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ; *Robert (Dominique)* (p. 5818) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5826, 5827) ;
- primauté de la personne et recherche scientifique : conciliation : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718) ;
- vie privée : droit au respect : *Boutin (Christine)* (p. 5749).

Enfants :
- adoption : régime : *Mattei (Jean-François)* (p. 5800) ; *Robert (Dominique)* (p. 5818) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5828) ;
- adoption internationale : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5728, 5832) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5800) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ;
- Convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989 : *Boutin (Christine)* (p. 5746) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5822) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5831) ;
- droits de l'enfant : protection : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5796).

Enseignement secondaire : éthique biomédicale : *Hage (Georges)* (p. 5812) ; *Dinet (Michel)* (p. 5824).

Enseignement supérieur : philosophie : *Dinet (Michel)* (p. 5824).

Entreprises : conditions de travail : postes informatiques de travail à domicile : *Mattei (Jean-François)* (p. 5781).

Ethique :
- bioéthique : législateur : rôle : *Boutin (Christine)* (p. 5737, 5738, 5750) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5781) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5790, 5791, 5792) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5796) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5800, 5802) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 5803) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5814) ; *Robert (Dominique)* (p. 5818) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5822) ; *Dinet (Michel)* (p. 5823) ;
- bioéthique : législation : nécessité, contenu et révision périodique : *Bioulac (Bernard)* (p. 5723) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5723, 5725) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726, 5829) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5726, 5727, 5732) ; *Boutin (Christine)* (p. 5738, 5739, 5750, 5751) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5784, 5788, 5799) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5789, 5791) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5793) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795, 5797) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5798) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5801) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 5803, 5804) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5814) ; *Robert (Dominique)* (p. 5817, 5820) ; *Catala (Nicole)* (p. 5820) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5821) ; *Dinet (Michel)* (p. 5824) ;
- Comité consultatif national d'éthique : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5724, 5725) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5728, 5731, 5832) ; *Boutin (Christine)* (p. 5741, 5744, 5749, 5750) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5784, 5798) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5790, 5792, 5832) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5794) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5798) ; *Reymann (Marc)* (p. 5823) ; *Dinet (Michel)* (p. 5824) ; *Koehl (Emile)* (p. 5825) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5827) ;
- Comité de transparence des greffes et des transplantations : *Roudy (Yvette)* (p. 5725) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5730, 5831) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5793) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5816) ;
- Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal : *Bioulac (Bernard)* (p. 5721, 5722) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5725) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5730, 5831) ; *Boutin (Christine)* (p. 5744, 5749, 5750) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5817) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5822) ;
- définition et contenu : *Bioulac (Bernard)* (p. 5717, 5723) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5723) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5727, 5728, 5732) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5732) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5788) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5793) ; *Hage (Georges)* (p. 5812) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5814) ;
- éthique et déontologie médicales : enseignement et respect : *Roudy (Yvette)* (p. 5725) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5728, 5729) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5799, 5800) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5714) ;
- mission pour le droit de la bioéthique et des sciences de la vie (rapport Lenoir) : *Bioulac (Bernard)* (p. 5717) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5724) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726, 5733) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5728) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5790) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5796) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5798) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5801) ; *Robert (Dominique)* (p. 5817) ; *Reymann (Marc)* (p. 5823) ;
- rôle et prise en compte par le législateur : *Boutin (Christine)* (p. 5749).

Europe :
- Observatoire européen de la bioéthique : projet : *Robert (Dominique)* (p. 5820) ;
- réseau européen des offices parlementaires d'évaluation technologique : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5798).

Europe : Conseil de l'Europe :
- convention-cadre pour la protection de l'être humain : élaboration : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5724) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5798) ; *Robert (Dominique)* (p. 5818, 5820) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5825) ;
- convention du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel : *Bioulac (Bernard)* (p. 5722) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5733).

Europe : législations nationales sur la bioéthique : diversité :
- Allemagne : *Boutin (Christine)* (p. 5742,5744, 5746) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5788, 5799) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5792) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5798) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5817) ; *Robert (Dominique)* (p. 5819) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5830, 5831) ;
- Espagne : *Mattei (Jean-François)* (p. 5788, 5799) ; *Robert (Dominique)* (p. 5819) ;
- Pays-Bas : *Mattei (Jean-François)* (p. 5782) ;
- Royaume-Uni : *Robert (Dominique)* (p. 5819) ;
- Suède : *Boutin (Christine)* (p. 5746) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 5804) ; *Robert (Dominique)* (p. 5819).

Euthanasie : *Mattei (Jean-François)* (p. 5782) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5792) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795) ; *Koehl (Emile)* (p. 5825).

Famille : politique familiale : *Mattei (Jean-François)* (p. 5800).

Femmes : interruption volontaire de grossesse (I.V.G.) : *Boutin (Christine)* (p. 5740, 5741) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5786, 5799, 5800) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795).

Filiation :
- accouchement sous X : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5730) ; *Boutin (Christine)* (p. 5745) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 5745) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5822) ;
- action en recherche de paternité : législation : historique : *Reymann (Marc)* (p. 5823) ;
- action en recherche de paternité : procréation médicalement assistée : régime : *Bioulac (Bernard)* (p. 5719) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5796) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5816) ; *Robert (Dominique)* (p. 5819) ; *Catala (Nicole)* (p. 5821) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5827, 5828) ;
- identité sociale et identité biologique : procréation médicalement assistée avec tiers donneur : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718, 5719) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726) ; *Boutin (Christine)* (p. 5745, 5746) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5783, 5784) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5801) ; *Robert (Dominique)* (p. 5819) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5822) ; *Dinet (Michel)* (p. 5824) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5827) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5831).

Génétique :
- historique et projet « génome » : *Mattei (Jean-François)* (p. 5783, 5787) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5791) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5797) ;
- pratiques géniques : eugénisme : dangers et interdiction : *Bioulac (Bernard)* (p. 5719) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5725) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5727, 5732) ; *Boutin (Christine)* (p. 5739, 5740, 5742, 5743) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5786, 5799) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5791) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5798) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ; *Robert (Dominique)* (p. 5819) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5822) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5827) ;
- tests d'identification génétique : autorisation judiciaire et consentement préalable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5719) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ;

Léonard (Gérard) (p. 5816) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5822) ; *Reymann (Marc)* (p. 5823) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5828) ;

- tests génétiques : réglementation : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718, 5719) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5816) ; *Reymann (Marc)* (p. 5822) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5828) ;
- thérapies géniques : *Bioulac (Bernard)* (p. 5719) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5731) ; *Boutin (Christine)* (p. 5747) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5786,5787) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5791) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5798) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ; *Hage (Georges)* (p. 5812,5813) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5827).

Handicapés : politique d'aide : *Mattei (Jean-François)* (p. 5800).

Hôpitaux et cliniques : centres hospitaliers universitaires (C.H.U.) :

- comités d'éthique : *Toubon (Jacques)* (p. 5790) ;
- soins aux mourants et unités de soins palliatifs : *Mattei (Jean-François)* (p. 5782) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5792) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795) ;
- transplantations d'organes : monopole et régime d'autorisation : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5729, 5730).

Informatique :

- certificats de décès : exploitation : *Bioulac (Bernard)* (p. 5722) ;
- Comité consultatif national sur le traitement de l'information en matière de recherche en santé : création : *Bioulac (Bernard)* (p. 5722) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5733) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ;
- Commission nationale de l'informatique et des libertés (C.N.I.L.) : *Bioulac (Bernard)* (p. 5722) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5733) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ;
- fichiers épidémiologiques : régime, information individuelle et secret professionnel : *Bioulac (Bernard)* (p. 5722) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5733, 5829) *Mattei (Jean-François)* (p. 5799) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ;
- Institut national de la statistique et des études économiques (I.N.S.E.E.) : accès aux informations de santé : *Bioulac (Bernard)* (p. 5722) ;
- transmission d'informations épidémiologiques : régime, codage et droit d'opposition : *Bioulac (Bernard)* (p. 5722) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5733, 5829) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5799) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ;
- transmission d'informations épidémiologiques à l'étranger : régime : *Bioulac (Bernard)* (p. 5722).

Justice :

- Conseil d'Etat : avant-projet de loi sur les sciences de la vie et les droits de l'homme : *Bioulac (Bernard)* (p. 5717) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5728) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5733) ; *Boutin (Christine)* (p. 5739, 5741) ; *Robert (Dominique)* (p. 5817) ;
- Conseil d'Etat : section du rapport et des études : rapport sur les sciences de la vie, l'éthique et le droit : *Bioulac (Bernard)* (p. 5717) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5724) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726, 5733) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5728) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5788) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5790) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5796) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5801) ; *Robert (Dominique)* (p. 5817) ; *Catala (Nicole)* (p. 5820) ;
- Cour de cassation : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5796) ; *Catala (Nicole)* (p. 5820) ;
- experts judiciaires : liste des experts agréés pour pratiquer des tests d'identification génétique : *Bioulac (Bernard)* (p. 5719) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5828).

Lois :

- lois n° 49-890 du 7 juillet 1949 permettant la pratique de la greffe de la cornée grâce à l'aide de donneurs d'yeux volontaires (loi Lafay) : *Bioulac (Bernard)* (p. 5720) ;
- loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse (loi Veil) : *Boutin (Christine)* (p. 5740,5741) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5785, 5799) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 5803) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5822) ;
- loi n° 76-1181 du 22 décembre 1976 relative aux prélèvements d'organes (loi Caillavet) : *Bioulac (Bernard)* (p. 5720, 5721) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5782, 5799) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5791) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5798) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5815) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5816) ;
- loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (loi Informatique et libertés) : *Bioulac (Bernard)* (p. 5722) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5733, 5734, 5829) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5799) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ;
- loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales (loi Huriet) : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5730) ; *Boutin (Christine)* (p. 5747) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5782, 5799) ;
- loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991 portant diverses dispositions d'ordre social : article 13 : *Bioulac (Bernard)* (p. 5721) ;
- loi n° 92-683 du 22 juillet 1992 portant réforme des dispositions générales du code pénal : article 223-12 du nouveau code pénal : *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 5804) ;
- projet de loi n° 2599 relatif au corps humain et modifiant le code civil : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718, 5719) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726) ; *Boutin (Christine)* (p. 5739, 5746) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5801) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5826) ;
- projet de loi n° 2600 relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718, 5719) ; *Boutin (Christine)* (p. 5739) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5801) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5817) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5826) ;
- projet de loi n° 2601 relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou de l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718, 5722) ;
- projet de loi n° 3003 relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine : *Bioulac (Bernard)* (p. 5717, 5719) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5790) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5793, 5794) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5826) ;
- projets de loi sur la bioéthique : loi-cadre : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5727, 5829) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5793, 5795) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5798, 5799) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5814).

Parlement :

- Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : rapport sur les sciences de la vie et les droits de l'homme (rapport Sérusclat) : *Bioulac (Bernard)* (p. 5717) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5724) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5728) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5796, 5798) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5798) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5801) ; *Dinet (Michel)* (p. 5824) ; *Koehl (Emile)* (p. 5825) ;
- Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : rôle : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5796) ;
- parlementaires : cumul des mandats : interdiction : *Dinet (Michel)* (p. 5823).

Prélèvements sur le corps humain :

- dons d'organes : anonymat : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718, 5719) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5724) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5726) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5727, 5729) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5796) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5797) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ; *Dinet (Michel)* (p. 5824) ;
- dons d'organes : dépistage sanitaire : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5729) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ;
- dons d'organes : gratuité : *Bioulac (Bernard)* (p. 5719) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5727, 5729) ; *Boutin (Christine)* (p. 5747, 5748) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5797) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ; *Dinet (Michel)* (p. 5824) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5827) ;

- dons d'organes et greffes : pratique : évolution : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5729, 5831) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5782) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5791, 5792) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5814) ; *Koehl (Emile)* (p. 5825) ;
- expérimentations sur le corps humain : buts thérapeutique et scientifique et gratuité : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5730) ;
- kératoplastie : affaire d'Amiens : *Bioulac (Bernard)* (p. 5717, 5720) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5782) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5814) ; *Robert (Dominique)* (p. 5817) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5832) ;
- prélèvements d'organes : don affectif : *Bioulac (Bernard)* (p. 5720) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5729) ;
- prélèvements d'organes : réforme ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5720) *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5729) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5816) ;
- prélèvements sur donneur décédé : régime : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5729) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5782) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5796) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5815) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5816) ; *Koehl (Emile)* (p. 5825) ;
- prélèvements sur donneur vivant : consentement : *Bioulac (Bernard)* (p. 5720) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5724) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5729) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5815) ;
- prélèvements sur mineurs : interdiction et dérogations : *Bioulac (Bernard)* (p. 5720) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5729) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ;
- produits du corps et produits non soumis au statut du corps humain : définition : *Bioulac (Bernard)* (p. 5719) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5799) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5826) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5831) ;
- résidus opératoires : régime : *Bioulac (Bernard)* (p. 5719, 5720) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5729, 5831) ; *Boutin (Christine)* (p. 5748) ;
- tissus du corps humain : don gratuit et valorisation : *Bioulac (Bernard)* (p. 5720) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5730, 5830) ; *Boutin (Christine)* (p. 5748, 5749) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5794) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5826) ;
- tissus du corps humain : utilisation dans un but lucratif : interdiction : *Bioulac (Bernard)* (p. 5720) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5730, 5830) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5794) ; *Koehl (Emile)* (p. 5825).

Procréation médicalement assistée (P.M.A.) :
- caractère médical et thérapeutique : *Bioulac (Bernard)* (p. 5720) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5724) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5730) ; *Boutin (Christine)* (p. 5740, 5743, 5745) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5797) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5801) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5817) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5822) ;
- couples : âge, consentement, projet parental, information préalable et délai de réflexion : *Bioulac (Bernard)* (p. 5719, 5721) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5724) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5730) ; *Boutin (Christine)* (p. 5740, 5742, 5745) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5783, 5784, 5785) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5791) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795, 5796) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5797) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5801) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5817) ; *Robert (Dominique)* (p. 5819) ; *Catala (Nicole)* (p. 5821) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5822) ;
- diagnostic pré-implantatoire : interdiction : *Boutin (Christine)* (p. 5743) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5487, 5799) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ;
- diagnostic prénatal : centres de référence de médecine anténatale : création : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5731) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5791) ;
- diagnostic prénatal et médecine prédictive : régime : *Bioulac (Bernard)* (p. 5721) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5725) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5731) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5784, 5785, 5786, 5787, 5799) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5791) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5814) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5822) ; *Koehl (Emile)* (p. 5825) ;
- donneurs : réglementation : *Bioulac (Bernard)* (p. 5721) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5730) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5784, 5799) ;
- dons : anonymat et gratuité : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718, 5720, 5721) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5730, 5731) ; *Boutin (Christine)* (p. 5740, 5745) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5784) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5794) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5797) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5801) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 5804) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5816) ; *Robert (Dominique)* (p. 5819) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5822) ; *Dinet (Michel)* (p. 5824) ;
- dons de gamètes et d'ovocytes : régime : spécificités : *Bioulac (Bernard)* (p. 5721) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5783) ; *Robert (Dominique)* (p. 5819) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5822) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5831) ;
- fœtus et embryon : embryon : expérimentation scientifique : rapport Warnock : *Boutin (Christine)* (p. 5743) ;
- fœtus et embryon : embryons surnuméraires : conservation, dons, transferts et recherche scientifique : *Bioulac (Bernard)* (p. 5721) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5724) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5731, 5831) ; *Boutin (Christine)* (p. 5742, 5743, 5744, 5745, 5750) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5784, 5785) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5791, 5792) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795, 5796) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5797) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5801, 5802) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5817) ; *Robert (Dominique)* (p. 5819) ; *Catala (Nicole)* (p. 5820) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5822) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5828) ;
- fœtus et embryon : statut ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5731, 5831) ; *Boutin (Christine)* (p. 5738, 5739, 5740, 5741, 5742, 5748) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5784, 5785) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5795) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5797) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 5803) ; *Hage (Georges)* (p. 5814) ; *Koehl (Emile)* (p. 5825) ;
- mise en œuvre : évolution : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5730) ; *Boutin (Christine)* (p. 5745) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5783) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5801) ; *Robert (Dominique)* (p. 5818) ;
- P.M.A. *post mortem* : interdiction : *Bioulac (Bernard)* (p. 5720, 5721) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5725) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5730) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5783, 5784) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5797) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5801) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5817) ; *Robert (Dominique)* (p. 5819) ; *Catala (Nicole)* (p. 5820) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5822) ;
- projet de loi spécifique : nécessité : *Léonard (Gérard)* (p. 5817).

Professions médicales :
- banques d'embryons, de sperme et de tissus : régime : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5730, 5742, 5830) ; *Boutin (Christine)* (p. 5742) ;
- établissements autorisés à exercer des activités de procréation médicale assistées (P.M.A.) : autorisation, évaluation et sanctions : *Bioulac (Bernard)* (p. 5721) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5725) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5730) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5794) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ; *Léonard (Gérard)* (p. 5817) ; *Robert (Dominique)* (p. 5818) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5822) ;
- établissements autorisés à effectuer des prélèvements d'organes ou de produits du corps humain : autorisation, évaluation et sanctions : *Bioulac (Bernard)* (p. 5720) ; *Boutin (Christine)* (p. 5748) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ;
- formation : échographie fœtale et génétique médicale : *Mattei (Jean-François)* (p. 5800) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5832) ;
- formation : humanisation de la médecine : *Mattei (Jean-François)* (p. 5800) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5832) ;
- médecins : clause de conscience : *Mattei (Jean-François)* (p. 5784) ;
- publicité : éléments et produits du corps humain : interdiction : *Bioulac (Bernard)* (p. 5719) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5729) ;
- secret médical : obligations, évaluation des dépenses de santé et transmissions de données épidémiologiques : *Bioulac (Bernard)* (p. 5722) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5782, 5783) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802).

Propriété intellectuelle :
- brevets d'invention : convention de Munich sur le brevet européen : *Catala (Nicole)* (p. 5821) ;
- brevets d'invention : gènes : patrimoine commun de l'humanité : *Boutin (Christine)* (p. 5748) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5787) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5798) ;

Hubert (Elisabeth) (p. 5802) ; *Hage (Georges)* (p. 5813) ; *Catala (Nicole)* (p. 5821) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5822) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5829) ;

- brevets d'invention : régime : *Millet (Gilbert)* (p. 5794) ;
- droits d'auteur : droit moral : inaliénabilité : *Boutin (Christine)* (p. 5747, 5749).

Recherche :

- financement : *Millet (Gilbert)* (p. 5794) ;
- recherche médicale : progrès et limites : *Bioulac (Bernard)* (p. 5717) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5723, 5725) ;*Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5726, 5830) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5732, 5829) ; *Boutin (Christine)* (p. 5738, 5739, 5742) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5781, 5782, 5788) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5790, 5791) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5793) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5796, 5798) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 5803,5804) ; *Hage (Georges)* (p. 5812) ; *Robert (Dominique)* (p. 5817) ;
- recherche médicale : recherche épidémiologique : *Bioulac (Bernard)* (p. 5722) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5733) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802).

Santé publique : gestion administrative :

- dons d'organes : campagne d'information et de promotion : *Bioulac (Bernard)* (p. 5719, 5720) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5792) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5815) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5832) ;
- liste nationale des personnes en attente d'une greffe : légalisation : *Bioulac (Bernard)* (p. 5720) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5830, 5831) ;
- prélèvements d'organes *post mortem :* registre national de consentement ou de refus : création : *Bioulac (Bernard)* (p. 5720) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5725) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5729) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* ; (p. 5798) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5802) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5815).

Sécurité sociale : dépenses de santé :

- procréation médicalement assistée (P.M.A.) : prévention des maladies coûteuses : *Boutin (Christine)* (p. 5739, 5740) ;
- procréation médicalement assistée (P.M.A.) : remboursements : *Roudy (Yvette)* (p. 5724) ;
- rationalisation : rôle du médecin : *Toubon (Jacques)* (p. 5790) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5800).

Transfusion sanguine :

- dons du sang : gratuité : *Bioulac (Bernard)* (p. 5718, 5719) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5794) ;
- hémophiles et transfusés atteints du sida : *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5814) ; *Dinet (Michel)* (p. 5823).

Discussion des articles [20 novembre 1992] (p. 5833) ; [23 novembre 1992] (p. 5851, 5868).

Titre Ier : *du corps humain.*

Avant l'article 1er :

Amendement n° 1 de la commission (fait de la primauté de la personne le fondement de la société ; prévoit que la loi concilie ce principe avec les exigences du progrès de la connaissance scientifique et de la sauvegarde de la santé publique et qu'elle garantit le respect de tout être humain dès le commencement de la vie) (p. 5833) : adopté (p. 5835).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5833, 5835).

Favorables : *Cacheux (Denise)* (p. 5834) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5834).

Observations : *Millet (Gilbert)* (p. 5835).

Sous-amendement n° 26 de Mme Christine Boutin (supprime la notion de conciliation entre le principe de primauté de la personne et les exigences du progrès de la connaissance scientifique et de la sauvegarde de la santé publique) (p. 5833) : rejeté (p. 5834).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5833) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5834).

Discussion commune des sous-amendements nos 40 et 60.

Sous-amendement n° 40 de M. Georges Hage (supprime la référence au « commencement de la vie » comme point de départ de la garantie qu'apporte la loi au respect de tout être humain) (p. 5833) : rejeté (p. 5835).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5833).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 5834).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5833) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5834) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5834).

Sous-amendement n° 60 de M. Jean-François Mattei (précise que le respect garanti par la loi à tout être humain l'est dès le commencement de sa vie (p. 5833) : rejeté (p. 5835).

Défavorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5833).

Article 1er *(intitulé du titre premier du livre premier du code civil) :* adopté (p. 5835).

Article 2 *(chapitre II du titre premier du livre premier du code civil : articles 17 à 24 du code civil)* (p. 5835) : adopté après modifications (p. 5860).

Observations : *Boutin (Christine)* (p. 5835) ; *Forni (Raymond) (VP)* (p. 5835) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5836) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5836) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5836).

Assemblée nationale : incidents : applaudissements dans les tribunes du public : *Boutin (Christine)* (p. 5835) ; *Forni (Raymond) (VP)* (p. 5835).

Lois :

- loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales (loi Huriet) : mise en œuvre et réforme : *Toubon (Jacques)* (p. 5836) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5836) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5836) ;
- projet de loi sur l'organisation de la santé publique : nécessité : *Toubon (Jacques)* (p. 5836) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5836) ;
- projet de loi sur la responsabilité médicale : nécessité : *Toubon (Jacques)* (p. 5836) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5836).

Professions médicales : médecins :

- rapport Ewald : dépôt : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5836) ;
- responsabilités pour faute et pour risque : *Toubon (Jacques)* (p. 5836) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5836).

Avant l'article 17 du code civil :

Amendement n° 27 de Mme Christine Boutin (intitule le chapitre II : « De la dignité de l'être humain et du genre humain ») : rejeté (p. 5837).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5837) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5837).

Article 17 du code civil (respect du corps humain) :

Discussion commune des amendements nos 47 et 2 rectifié.

Amendement n° 47 de M. Jean-François Mattei (prévoit que les dispositions relatives au corps humain doivent garantir sa dignité et sont d'ordre public) : retiré (p. 5837).

Amendement n° 2 rectifié de la commission (dispose que tout être humain a droit au respect de son corps ; que la loi garantit la dignité du corps humain, fixe les conditions de son inviolabilité et de son indisponibilité et protège l'intégrité de l'espèce humaine) (p. 5837) : adopté après une deuxième rectification (précise que la loi assure l'inviolabilité et l'indisponibilité du corps humain (p. 5838).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5837).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5837).

Sous-amendement n° 63 de Mme Christine Boutin (précise que le corps humain est inviolable et indisponible) (p. 5837) : rejeté (p. 5838).

Défavorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5838).

Sous-amendement n° 41 de M. Georges Hage (prévoit que la loi garantit la non-commercialisation du corps humain et de ses dérivés) (p. 5837) : rejeté (p. 5838).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5837).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5838) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5838).

Amendements n° 28 de Mme Christine Boutin et n° 48 de M. Jean-François Mattei : devenus sans objet (p. 5838).

Amendement n° 30 de Mme Christine Boutin (précise que la loi garantit le respect dû à l'être humain dès la fécondation sous réserve des dispositions de la loi du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse) : rejeté (p. 5838).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5838) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5838).

Après l'article 17 du code civil :

Amendement n° 31 de Mme Christine Boutin (dispose que l'être humain est une personne dès la première étape de la conception) : rejeté (p. 5838).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5838) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5838).

Article 18 du code civil (intervention du juge) :

Amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 5838) : adopté (p. 5839).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5839).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5839).

Amendement n° 4 de la commission (précise que les pouvoirs du juge visent les agissements illicites portant sur des parties du corps humain) : adopté (p. 5839).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5839).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5839).

Observations : *Calmat (Alain)* (p. 5839).

Article 19 du code civil (consentement et intérêt légitime) :

Amendement n° 49 de M. Jean-François Mattei (de suppression) : rejeté (p. 5839).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5839) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5839).

Amendement n° 5 rectifié de la commission (prévoit que la nécessité thérapeutique ou la loi autorisent seules une atteinte à l'intégrité du corps humain ; que le consentement éclairé de l'intéressé est recueilli au préalable sauf dispense de la loi ou si l'état de ce dernier ne lui permet pas de l'exprimer ; que l'intervention ne peut avoir pour effet de porter atteinte à la santé d'autrui et à celle des générations futures) (p. 5839) : adopté (p. 5840) ;

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5839).

Favorable : *Toubon (Jacques)* (p. 5840).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5840).

Sous-amendement n° 65 de M. Georges Hage (précise que le consentement de l'intéressé doit être recueilli en tout état de cause compte tenu des conditions sociales dans lesquelles il se trouve afin de respecter sa libre détermination) (p. 5839) : rejeté (p. 5840).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5840).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5840) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5840).

Article 20 du code civil (protection du patrimoine génétique humain) :

Amendement n° 50 de M. Jean-François Mattei (de suppression) : retiré (p. 5841).

Amendement n° 6 rectifié de la commission (prévoit que nul ne peut porter atteinte à l'intégrité de l'espèce humaine ; interdit toute pratique eugénique fondée sur la sélection des gènes, du sexe, des caractères plysiques ou sociaux de même que toute modification du génome ou des cellules d'une personne dans le but d'en altérer la descendance) (p. 5841) : adopté (p. 5843).

Soutenu par : *Roudy (Yvette)* (p. 5841).

Favorables : *Mattei (Jean-François)* (p. 5841, 5842) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5841, 5842) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5842) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5842) ; *Calmat (Alain)* (p. 5842).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5841, 5842).

Observations : *Boutin (Christine)* (p. 5842).

Sous-amendement n° 64 de Mme Christine Boutin (prévoit que la thérapie génique est limitée aux cellules somatiques et interdit toute tentative de modification du génome des cellules germinales) (p. 5841) : rejeté (p. 5843).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5841) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5841).

Amendements n° 32 de Mme Christine Boutin et n° 67 du Gouvernement : devenus sans objet (p. 5843).

Amendement n° 43 de M. Georges Hage : satisfait (p. 5843).

Article 21 du code civil (non-commercialisation du corps humain) :

Amendement n° 7 de la commission (précise que les organes, tissus, cellules et produits du corps ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial) : adopté (p. 5843).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5843).

Favorable : *Mattei (Jean-François)* (p. 5843).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5843).

Amendement n° 51 de M. Jean-François Mattei (prévoit la nullité de toute convention portant sur le corps ou ses éléments) : retiré (p. 5843).

Amendement n° 8 corrigé de la commission (précise qu'une convention à titre onéreux s'entend d'un échange d'obligations de toute nature au sens de l'article 1106 du code civil) : adopté (p. 5843).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5843).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5843).

Amendement n° 9 de la commission (punit les auteurs d'une convention portant sur le corps humain d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 12 000 F à 200 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement) (p. 5843) : retiré (p. 5844).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5843).

Favorable : *Toubon (Jacques)* (p. 5843).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5843, 5844).

Amendement n° 10 de la commission (prévoit que les organes, tissus, cellules, génomes et produits du corps humain ne peuvent pas en tant que tels faire l'objet d'un brevet) (p. 5844) : adopté (p. 5846).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5844, 5845).

Sous-amendement n° 42 de M. Georges Hage (supprime les mots « en tant que tels » pour éviter la limitation du caractère non brevetable) (p. 5844) : rejeté (p. 5846).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5844, 5846).

Défavorables : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5844) ; *Boutin (Christine)* (p. 5845) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5845) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5845) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5845).

Observations : *Roudy (Yvette)* (p. 5845).

Discussion des amendements identiques n°s 11 et 45 (suppriment la mention d'une loi particulière aux conditions d'application de l'article pour le sang) (p. 5846) : adoptés (p. 5847).

Amendement n° 11 de la commission :

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5846).

Amendement n° 45 de M. Georges Hage :

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5846).

Après l'article 21 du code civil :

Amendement n° 33 de Mme Christine Boutin (interdit les prélèvements d'organes en vue d'un don sur les mineurs ou les majeurs protégés vivants) : rejeté (p. 5851).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5851) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5851).

Article 22 du code civil (gratuité) :

Amendement n° 12 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5852).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5852).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5852).

Amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5852).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5852).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5852).

Article 23 du code civil (nullité des conventions de procréation ou de gestation pour le compte d'autrui) :

Amendement n° 71 de M. Jacques Toubon (limite la nullité aux conventions souscrites par les intermédiaires) (p. 5852) : retiré (p. 5853).

Soutenu par : *Mattei (Jean-François)* (p. 5852).

Défavorables : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5852) ; *Boutin (Christine)* (p. 5852).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 5852) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5852).

Contrats : interdiction et nullité des conventions de procréation pour le compte d'autrui : généralité de l'interdiction et de la nullité : conventions de procréation et de gestation : *Mattei (Jean-François)* (p. 5852) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5852) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5852) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5852) ; *Boutin (Christine)* (p. 5852).

Amendement n° 52 de M. Jean-François Mattei (supprime la référence aux conventions de procréation) : retiré (p. 5853).

Défavorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5853).

Observations : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5853).

Article 24 du code civil (anonymat) :

Discussion des amendements identiques n°s 14 et 53 (de coordination) : adoptés (p. 5853).

Amendement n° 14 de la commission (p. 5853).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5853).

Amendement n° 53 de M. Jean-François Mattei (p. 5853).

Amendement n° 68 du Gouvernement (précise que ni le donneur ni le receveur ne peuvent connaître l'identité de l'autre) : adopté (p. 5853).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5853).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5853) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5853).

Amendement n° 34 de Mme Christine Boutin (autorise la levée de l'anonymat du don si l'enfant né d'une procréation médicalement assistée avec tiers donneur qui a atteint sa majorité veut connaître l'identité de son père biologique) (p. 5853, 5856) : rejeté (p. 5857).

Défavorables : *Roudy (Yvette)* (p. 5853) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5853, 5856) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5854) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5854) ; *Calmat (Alain)* (p. 5855) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5855) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5855) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5856).

Après l'article 24 du code civil :

Amendement n° 15 de la commission (donne le caractère d'ordre public aux dispositions du chapitre II du livre Ier du code civil) (p. 5857) : adopté (p. 5860).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5857).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5857).

Interventions avant le vote de l'article (p. 5857 à 5860).

Favorables : *Toubon (Jacques)* (p. 5857, 5859) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5858) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5858) ; *Robert (Dominique)* (p. 5858) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5859).

Défavorables : *Boutin (Christine)* (p. 5857) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 5858).

Abstention : *Millet (Gilbert)* (p. 5858, 5859).

Observations : *Calmat (Alain)* (p. 5859) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5860).

Assemblée nationale : conditions de travail : scrutin public : *Calmat (Alain)* (p. 5859) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5860).

Droits de l'homme et libertés publiques : corps humain, produits et éléments du corps humain : statut : *Toubon (Jacques)* (p. 5757) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5858) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5858, 5859) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5859).

Ethique : bioéthique : législation : nécessité et contenu : *Bioulac (Bernard)* (p. 5859).

Lois : loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse : *Roudy (Yvette)* (p. 5858) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5858).

Prélèvements sur le corps humain : tissus du corps humain : don gratuit et valorisation : *Millet (Gilbert)* (p. 5859).

Procréation médicalement assistée (P.M.A.) : embryon : statut : *Boutin (Christine)* (p. 5857) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 5858) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5858) ; *Robert (Dominique)* (p. 5858) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5859).

Article 3 *(sanction de l'entremise favorisant la maternité de substitution : article 353-2 du code pénal) :* adopté (p. 5860).

Amendement n° 16 de la commission (étend les sanctions aux médecins ou à toute autre personne ayant accompli les soins médicaux qui permettent la maternité de substitution) : retiré (p. 5860).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5860).

Favorables : *Roudy (Yvette)* (p. 5860) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5860).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5860).

Après l'article 3 :

Amendement n° 69 du Gouvernement (insère dans le nouveau code pénal la sanction de l'entremise favorisant la maternité de substitution) (p. 5860) : adopté (p. 5861).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5861).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5861).

Observations : *Boutin (Christine)* (p. 5861).

Titre II : *des tests génétiques et de l'identification des personnes par leurs empreintes génétiques.*

Avant l'article 4 :

Amendement n° 25 de la commission (supprime la référence aux tests génétiques dans l'intitulé du titre II) : réservé (p. 5861) ; devenu sans objet (p. 5869).

Article 4 *(tests génétiques et identification des personnes par leurs empreintes génétiques : articles 25 à 29 du code civil)* (p. 5861) : adopté après modifications (p. 5871).

Observations : *Stirbois (Marie-France)* (p. 5861).

Avant l'article 25 du code civil :

Discussion des amendements identiques n°s 22 de la commission et 54 M. Jean-François Mattei (suppriment la référence aux tests génétiques dans l'intitulé du chapitre III du titre premier du livre Ier du code civil) : réservés (p. 5862) : devenus sans objet (p. 5869).

Article 25 du code civil (finalités des tests génétiques) :

Discussion des amendements identiques n°s 17 et 55 (de suppression).

Amendement n° 55 de M. Jean-François Mattei (p. 5862) : retiré (p. 5868).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5862) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5865).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5863).

Amendement n° 17 de la commission : retiré (p. 5863).

Amendement n° 73 du Gouvernement (prévoit que l'étude des caractéristiques d'une personne par son examen génétique ne peut être entreprise qu'à des fins médicales, de recherche ou dans les cas prévus par la loi et avec son consentement préalable sauf nécessité médicale) : adopté (p. 5868).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5868).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5868).

Amendements n° 56 et 57 de M. Jean-François Mattei : devenus sans objet (p. 5868).

Avant l'article 25 du code civil (suite) :

Amendement n° 75 du Gouvernement (intitule le chapitre III du titre Ier du livre Ier du code civil : « De l'identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique ») (p. 5868) : adopté (p. 5869).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5868).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5868).

Amendements identiques n° 22 de la commission et n° 54 de M. Jean-François Mattei précédemment réservés : devenus sans objet (p. 5869).

Avant l'article 4 (précédemment réservé) :

Amendement n° 74 du Gouvernement (intitule le titre II du projet de loi : « De l'identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique ») : adopté (p. 5869).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5869).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5869).

Amendement n° 25 de la commission précédemment réservé : devenu sans objet (p. 5869).

Article 4 (suite) :

Article 26 du code civil (identification d'une personne par ses empreintes génétiques) :

Amendement n° 70 du Gouvernement (de coordination) (p. 5869) : adopté aprés rectification (p. 5870).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5869, 5870).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5869).

Observations : *Mattei (Jean-François)* (p. 5869) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5869) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5869) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5870).

Amendement n° 18 de la commission (prévoit le consentement préalable de la personne dont l'identification est recherchée par ses empreintes génétiques) : retiré (p. 5870).

Sous-amendement n° 66 de M. Georges Hage (limite le consentement préalable aux recherches à des fins scientifiques ou médicales) : devenu sans objet (p. 5870).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5870).

Observations : *Bioulac (Bernard)* (p. 5870) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5870).

Article 27 du code civil (identification d'une personne lors d'une procédure judiciaire civile) :

Amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté aprés modifications (p. 5870).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5870).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5870).

Sous-amendement n° 76 du Gouvernement (prévoit que le consentement de l'intéressé n'est pas requis en matière pénale) : adopté (p. 5870).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5870).

Article 28 du code civil (identification d'une personne à des fins médicales ou scientifiques) :

Amendement n° 20 de la commission (de suppression) (p. 5870) : retiré (p. 5871).

Amendement n° 58 de M. Jean-François Mattei (impose de recueillir le consentement préalable de l'intéressé pour toute identification à des fins scientifiques) : retiré (p. 5871).

Amendement n° 77 du Gouvernement (dispense de recueillir le consentement préalable de l'intéressé lorsque des raisons médicales l'empêchent) : adopté (p. 5871).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5871).

Amendement n° 59 de M. Jean-François Mattei (prévoit que le consentement du mineur ou du majeur protégé est donné expressément par écrit par le titulaire de l'autorité parentale ou par le représentant légal) : retiré (p. 5871).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5871).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5871).

Article 29 du code civil (personnes habilitées à procéder à l'identification) :

Amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5871).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5871).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5871).

Après l'article 4 :

Amendement n° 46 de M. Georges Hage (interdit l'identification par empreintes génétiques pour l'accés à un emploi ou la participation à une compétition sportive) (p. 5871) : retiré (p. 5873).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5871).

Favorables : *Toubon (Jacques)* (p. 5872) ; *Boutin (Christine)* (p. 5872).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5872) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5872) ; *Calmat (Alain)* (p. 5872).

Observations : *Roudy (Yvette)* (p. 5872).

Article 5 *(inscription sur une liste des experts judiciaires habilités à procéder à l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques : article 6-1 de la loi n° 71-498 du 29 juin 1971 relative aux experts judiciaires) :* adopté (p. 5873).

Article 6 *(sanction du détournement d'informations recueillies sur une personne au moyen d'un test génétique : article 374 du code pénal) :* adopté (p. 5873).

Article 7 *(sanction de l'identification d'une personne en dehors des cas prévus par la loi ou en l'absence d'agrément : article 375 du code pénal) :* adopté (p. 5873).

Après l'article 7 :

Amendement n° 72 du Gouvernement (insère dans le nouveau code pénal la sanction du détournement d'informations recueillies sur une personne au moyen d'un examen ou d'une empreinte génétique et celle de l'identification d'une personne par ces mêmes moyens, en dehors des cas prévus par la loi ou en l'absence d'agrément ; fixe à 2 millions de francs d'amende le quantum de la peine) (p. 5873) : adopté (p. 5874).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5873).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5873).

Sous-amendement oral de M. Jacques Toubon (fixe à six mois de prison ou 2 millions de francs d'amende le quantum de la peine) : retiré (p. 5874).

Favorables : *Roudy (Yvette)* (p. 5873) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5873) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5873).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5874).

Sous-amendement oral de M. Bernard Bioulac (de coordination) : retiré (p. 5874).

Titre III : *de la filiation et de la procréation médicalement assistée.*

Article 8 *(filiation et procréation médicalement assistée)* (p. 5874) : adopté (p. 5880).

Favorable : *Toubon (Jacques)* (p. 5875) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5875).

Observations : *Bioulac (Bernard)* (p. 5875) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5875).

Avant l'article 311-19 du code civil :

Amendement n° 35 de Mme Christine Boutin (n'autorise les procréations médicalement assistées qu'entre conjoints vivants et au profit d'un homme et d'une femme dont l'union présente un caractére notoire de stabilité) (p. 5875) : rejeté (p. 5877).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5875, 5876) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5875) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5876).

Observations : *Mattei (Jean-François)* (p. 5876) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5876) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5876).

Amendement n° 36 de Mme Christine Boutin (n'autorise les procréations médicalement assistées qu'entre conjoints vivants et au profit d'un homme et d'une femme) : rejeté (p. 5877).

Favorable : *Toubon (Jacques)* (p. 5877).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5877) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5877).

Observations : *Calmat (Alain)* (p. 5877).

Article 311-19 du code civil (absence de lien de filiation entre l'auteur du don et l'enfant issu de la procréation médicalement assistée) :

Amendement n° 37 de Mme Christine Boutin (supprime l'interdiction de toute action en responsabilité ou à fins de subsides à l'encontre du donneur) (p. 5877) : rejeté (p. 5878).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5878) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5878).

Article 311-20 du code civil (caractère incontestable de la filiation d'un enfant issu d'une procréation médicalement assistée) :

Amendement n° 38 de Mme Christine Boutin (permet de contester, dans les conditions du droit commun, la filiation d'un enfant issu d'une procréation médicalement assistée et engage envers la mère et l'enfant la responsabilité de celui qui, après avoir consenti à la P.M.A., désavoue l'enfant qui en est issu) (p. 5878) : rejeté (p. 5879).

Favorable : *Calmat (Alain)* (p. 5879).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5878) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5878) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5879).

Amendement n° 23 de la commission (précise que le père légitime ne peut exercer d'action en désaveu d'un enfant conçu par insémination avec donneur) : retiré (p. 5879).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5879).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5879).

Article 311-21 du code civil (responsabilité en l'absence de reconnaissance d'un enfant issu d'une procréation médicalement assistée) :

Amendement n° 39 de Mme Christine Boutin (de suppression) : rejeté (p. 5879).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5879) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5879).

Article 9 *(application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte) :* adopté (p. 5880).

Titre :

Amendement n° 24 de la commission (supprime la référence au code civil dans le titre du projet de loi) : adopté (p. 5880).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5880).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 5880).

Observations : *Millet (Gilbert)* (p. 5880).

Explications de vote : explications de vote communes sur le projet de loi n° 2599 relatif au corps humain, le projet de loi n° 2600 relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé et le projet de loi n° 2601 relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé, et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [25 novembre 1992] (p. 6052) : *Toubon (Jacques)* (p. 6052) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 6052) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6053) ; *Auroux (Jean)* (p. 6054) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6055).

Intervention de la présidente de la commission spéciale : Roudy (Yvette) (p. 6055).

Interventions du Gouvernement : Vauzelle (Michel) (p. 6056) ; *Kouchner (Bernard)* (p. 6055).

Affaires étrangères : Nord-Sud : inégalités : *Auroux (Jean)* (p. 6054) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6055).

Assemblée nationale :

- conditions de travail : ordre du jour : *Auroux (Jean)* (p. 6054) ; *Roudy (Yvette)* (p. 6055) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6056) ;
- vote personnel : *Barrot (Jacques)* (p. 6053).

Droits de l'homme et libertés publiques :

- citoyenneté : *Millet (Gilbert)* (p. 6055) ;
- corps humain : statut : garantie légale, inviolabilité et indisponibilité : *Toubon (Jacques)* (p. 6052) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 6052, 6053) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6054) ; *Auroux (Jean)* (p. 6054) ;
- intégrité de l'espèce humaine et intégrité du patrimoine génétique humain : *Toubon (Jacques)* (p. 6052) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 6053) ; *Auroux (Jean)* (p. 6054).

Ethique :

- bioéthique : législateur : rôle : *Toubon (Jacques)* (p. 6052) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 6052) ; *Auroux (Jean)* (p. 6054) ; *Roudy (Yvette)* (p. 6055) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 6056) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6056) ;
- bioéthique : législation : nécessité, contenu et révision périodique : *Toubon (Jacques)* (p. 6052) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 6052, 6053) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6053) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6055) ; *Roudy (Yvette)* (p. 6055, 6056).

Euthanasie : *Mattei (Jean-François)* (p. 6052).

Filiation : identité sociale et identité biologique : *Mattei (Jean-François)* (p. 6053) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6054).

Génétique : pratiques géniques : eugénisme : interdiction : *Toubon (Jacques)* (p. 6052) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 6053) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6054) ; *Auroux (Jean)* (p. 6054).

Hôpitaux et cliniques : soins aux mourants et unités de soins palliatifs : *Mattei (Jean-François)* (p. 6052).

Informatique : transmission d'informations épidémiologiques : codage : *Millet (Gilbert)* (p. 6055).

Lois :

- loi n° 76-1181 du 22 décembre 1976 relative aux prélèvements d'organes (loi Caillavet) : *Mattei (Jean-François)* (p. 6053) ;
- loi n° 78-17 du 16 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (loi Informatique et libertés) : *Mattei (Jean-François)* (p. 6053) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6055) ;
- loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales (loi Huriet) : *Mattei (Jean-François)* (p. 5053) ;
- projets de loi sur la bioéthique : loi-cadre : *Millet (Gilbert)* (p. 6055).

Prélèvements sur le corps humain :

- dons d'organes : gratuité, anonymat, consentement et but thérapeutique : *Toubon (Jacques)* (p. 6052) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 6053) ; *Auroux (Jean)* (p. 6054) ;
- prélèvement sur donneur décédé : régime : *Mattei (Jean-François)* (p. 6053) ;
- tissus du corps humain : don gratuit et valorisation : *Millet (Gilbert)* (p. 6055).

Procréation médicalement assistée :

- diagnostic prénatal : *Mattei (Jean-François)* (p. 6052) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6054) ;
- fœtus et embryon : statut et embryons surnuméraires : *Toubon (Jacques)* (p. 6052) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 6053) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6054).

Professions médicales : secret médical : *Mattei (Jean-François)* (p. 6052).

Propriété intellectuelle : brevets : valorisation des produits du corps humain : *Millet (Gilbert)* (p. 6055).

Recherche : recherche médicale : progrès et limites : *Toubon (Jacques)* (p. 6052) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 6052) ; *Auroux (Jean)* (p. 6054).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi [25 novembre 1992] (p. 6056).

32. Projet de loi n° 2600 relatif au **don** et à l'**utilisation des éléments et produits du corps humain** et à la **procréation médicalement assistée,** et modifiant le code de la santé publique.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 25 mars 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Renvoi à une commission spéciale. - Composition [*J.O.* du 10 avril 1992] (p. 5317). - Rapporteur : M. Bernard Bioulac (28 avril 1992). - Rapport **n° 2871** (30 juin 1992), commun aux projets n° 2599 et n° 2601 (voir *Vie, médecine et biologie* **31, 33**). - Discussion les 19, 20, 24, 25 novembre 1992. - Adoption le 25 novembre 1992. - Projet de loi **n° 735.** - Nouveau titre : « Projet de loi relatif au **don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** ».

Sénat (première lecture). - **N° 67** (1992-1993). - Dépôt le 26 novembre 1992. - Renvoi à la commission des affaires sociales.

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles : discussion générale commune du projet de loi n° 2600 relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique, du projet de loi n° 2599 relatif au corps humain et modifiant le code civil, et du projet n° 2601 relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé, et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [19 novembre 1992] (p. 5717, 5737) ; [20 novembre 1992] (p. 5779, 5812) : voir *Vie, médecine et biologie* **31.**

Discussion des articles [24 novembre 1992] (p. 5920, 5944, 5970) ; [25 novembre 1992] (p. 6002) :

Avant l'article 1er :

Amendement n° 113 de M. Bernard Bioulac (donne un fondement législatif à l'existence, à la composition et aux modalités d'organisation et de fonctionnement du Comité consultatif national d'éthique prévues par le décret du 23 février 1983 ; fixe son régime budgétaire et financier) : réservé jusqu'après l'article 15 (p. 5920) : devenu sans objet (p. 6015).

Sous-amendement n° 189 du Gouvernement (renvoie à un décret la composition et les modalités d'organisation et de fonctionnement du comité) : réservé (p. 5920) ; devenu sans objet (p. 6015).

Article 1er *(modification de l'intitulé du livre VI du code de la santé publique) :* réservé jusqu'après l'article 10 (p. 5920) : adopté après modifications (p. 5995).

Article 2 *(création au livre VI du code de la santé publique d'un titre premier relatif aux principes et règles applicables au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain) :* adopté (p. 5920).

Article 3 *(principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain)* (p. 5920) : adopté après modifications (p. 5931).

Article L. 666-1 du code de la santé publique (application des principes généraux du code civil relatifs au respect du corps humain) :

Amendement n° 121 du Gouvernement (exclut le sang du champ d'application de l'article) (p. 5920) : adopté (p. 5921).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5920).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5920).

Observations : *Robert (Dominique)* (p. 5920) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5921) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5921) ; *Boutin (Christine)* (p. 5921) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5921).

Article L. 666-2 du code de la santé publique (principe du consentement) :

Amendement n° 188 de M. Bernard Bioulac (exclut le sang du champ d'application de l'article) : adopté (p. 5921).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5921).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5921).

Amendement n° 62 de Mme Christine Boutin (impose un consentement explicite du donneur) (p. 5921) : rejeté (p. 5922).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5921) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5922).

Amendement n° 111 de M. Denis Jacquat (prévoit la mention du consentement ou du refus sur la carte d'assuré social) : retiré (p. 5922).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5922) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5922).

Article L. 666-3 du code de la santé publique (interdiction de la publicité) :

Discussion commune des amendements identiques n°s 3 et 103 (excluent le sang du champ d'application de l'article) (p. 5922).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5922).

Amendement n° 3 de la commission (p. 5922) : adopté (p. 5923).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5922).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5923).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5922) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5922).

Amendement n° 103 de M. Jean-François Mattei (p. 5922) : adopté (p. 5923).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5923).

Amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5923).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5923).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5923).

Amendement n° 5 de la commission (précise que l'information du public sur les dons de parties et produits du corps humain est réalisée « sous l'autorité du ministère de la santé selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat ») (p. 5923) : adopté après rectification (information réalisée « sous l'autorité du ministère de la santé ») (p. 5924).

Soutenu par : *Mattei (Jean-François)* (p. 5923, 5924).

Favorables : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5923, 5924) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5924).

Sous-amendement n° 203 du Gouvernement (prévoit un régime de déclaration auprès du ministre qui peut s'opposer à la réalisation de la campagne de publicité selon des modalités fixées par décret) (p. 5923) : retiré (p. 5924).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5923, 5924).

Défavorable : *Millet (Gilbert)* (p. 5923).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 5923).

Article L. 666-4 du code de la santé publique (principe de la gratuité du don) :

Amendement n° 6 de la commission (exclut le sang du champ d'application de l'article) : adopté (p. 5924).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5924).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5924).

Amendement n° 7 de la commission (précise que l'indemnisation des frais exposés est possible) (p. 5924) : adopté après modifications (p. 5925).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5924).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5924).

Sous-amendement n° 122 du Gouvernement (précise qu'un décret fixe les modalités de remboursement des frais exposés) (p. 5924) : adopté (p. 5925).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5924, 5925).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5924).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5924, 5925).

Article L. 666-5 du code de la santé publique (principe de l'anonymat du don) :

Amendement n° 123 du Gouvernement (précise que ni le donneur et ni le receveur ne peuvent connaître l'identité de l'autre) : adopté (p. 5925).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5925).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5925).

Amendement n° 8 de la commission (exclut le sang du champ d'application de l'article) : adopté (p. 5925).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5925).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5925).

Amendement n° 124 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 5925) : adopté (p. 5926).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5925, 5926).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5925).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5925).

Amendement n° 63 de Mme Christine Boutin (autorise la levée de l'anonymat du don si l'enfant né d'une procréation médicalement assistée avec tiers donneur qui a atteint sa majorité veut connaître l'identité de son père biologique) (p. 5926) : rejeté (p. 5828).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5926, 5928) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5926, 5927, 5928) ; *Robert (Dominique)* (p. 5926) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5927) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5928) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5928).

Observations : *Dinet (Michel)* (p. 5926, 5927) ; *Boutin (Christine)* (p. 5927) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5927, 5928).

Rappel au règlement : *Toubon (Jacques) :* déplore qu'un débat s'engage à nouveau sur des questions auxquelles l'Assemblée nationale a déjà répondu lors du débat sur le projet de loi relatif au corps humain [24 novembre 1992] (p. 5928) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 5929).

Article L. 666-6 du code de la santé publique (garanties sanitaires) :

Amendement n° 9 de la commission (soumet l'utilisation thérapeutique des parties ou produits du corps humain au dépistage préalable des maladies transmissibles du donneur qu'elles soient infectieuses ou génétiques (p. 5929) : adopté après modifications (p. 5930).

Soutenu par : *Mattei (Jean-François)* (p. 5929).

Sous-amendement n° 125 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 5926).

Sous-amendement n° 126 du Gouvernement (supprime la référence aux maladies infectieuses ou génétiques) (p. 5929) : adopté (p. 5930).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5929).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5929).

Sous-amendement n° 127 du Gouvernement (renvoie à un décret la fixation des conditions du dépistage) (p. 5929) : adopté (p. 5930).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5929).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5929).

Amendement n° 104 de M. Jean-François Mattei (supprime la référence aux maladies génétiques) : devenu sans objet (p. 5930).

Article L. 666-7 du code de la santé publique (exclusion de certains produits de l'application des principes et règles applicables au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain) :

Amendement n° 128 du Gouvernement (permet d'étendre les dispositions qui régissent l'utilisation des produits du corps humain à ceux d'entre eux qui en étaient exclus par l'usage) : rejeté (p. 5930).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5930).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5930) ; *Mesmin (Georges)* (p. 5930) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5930) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5930).

Amendement n° 10 de la commission (précise que l'exclusion peut ne viser que certains principes seulement) : adopté (p. 5931).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5931).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5931).

Amendement n° 129 du Gouvernement (de conséquence) : devenu sans objet (p. 5931).

Article 4 *(prélèvement et transplantation d'organes)* (p. 5931) : adopté après modifications (p. 5953).

Article L. 667-3 du code de la santé publique (conditions du prélèvement d'organe sur une personne vivante) :

Amendement n° 77 de M. Georges Hage (supprime la limitation du prélèvement aux ascendants, descendants et frères et sœurs du receveur) (p. 5932) : retiré (p. 5933).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5932, 5933).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5932, 5933) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5932) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5932) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5932) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5933) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5933).

Amendement n° 175 du Gouvernement (autorise en cas d'urgence le prélèvement sur le conjoint du receveur ou la personne vivant maritalement avec lui) : adopté après rectification (limite la dérogation au conjoint) (p. 5993).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5933).

Amendement n° 176 du Gouvernement (autorise le procureur de la République à recueillir par tout moyen le consentement du donneur en cas d'urgence) (p. 5933) : adopté (p. 5934).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5933).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5934).

Amendement n° 64 de Mme Christine Boutin (précise que le don ne doit porter atteinte ni aux facultés physiques ni à l'intégrité psychologique du donneur) : retiré (p. 5934).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5934) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5934).

Article L. 667-5 du code de la santé publique (conditions du prélèvement de moelle osseuse sur un mineur) :

Amendement n° 11 de la commission (corrige une erreur matérielle) : adopté (p. 5934).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5934).

Amendement n° 131 du Gouvernement (autorise en cas d'urgence le procureur de la République à recueillir par tout moyen les consentements requis) : adopté (p. 5934).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5934).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5934).

Amendement n° 12 de la commission (prévoit que le comité d'experts s'assure que le mineur a été informé du prélèvement envisagé) (p. 5934) : adopté après modifications (p. 5935)

Sous-amendement n° 130 du Gouvernement (rédactionnel) : retiré (p. 5934) rectifié et repris par M. Bernard Bioulac : adopté (p. 5935).

Article L. 667-6 du code de la santé publique (composition et modalités de délibération du comité habilité à autoriser les prélèvements de moelle osseuse sur des mineurs) :

Amendement n° 132 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 5935) : retiré (p. 5936).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5935).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5935) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5936) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5936).

Observations : *Mattei (Jean-François)* (p. 5935).

Article L. 667-7 du code de la santé publique (conditions des prélèvements post -mortem) *:*

Amendement n° 97 de M. Jean-Michel Dubernard (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 5936).

Soutenu par : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5936).

Favorables : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5936) ; *Boutin (Christine)* (p. 5936).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 5936) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5936).

Amendement n° 105 M. Jean-François Mattei (limite le consentement présumé au prélèvement d'organe à des fins thérapeutiques) (p. 5937, 5938) : retiré (p. 5940).

Soutenu par : *Boutin (Christine)* (p. 5937, 5939, 5940).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5937, 5938, 5939) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5937, 5939) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5938, 5939).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 5937) ; *Dinet (Michel)* (p. 5939).

Discussion commune des amendements n°s 65 et 98.

Amendement n° 65 de Mme Christine Boutin (précise que la mort doit être constatée par deux encéphalogrammes plats ; exige l'autorisation écrite de la famille si le défunt n'avait pas consenti au prélèvement) : rejeté (p. 5945).

Soutenu par : *Jacquat (Denis)* (p. 5945).

Défavorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5945).

Amendement n° 98 de M. Jean-Michel Dubernard (précise que les conditions dans lesquelles la mort est établie sont définies « par voie réglementaire ») (p. 5945) : rejeté (p. 5945).

Soutenu par : *Jacquat (Denis)* (p. 5945).

Défavorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5945).

Discussion commune des amendements n°s 179 rectifié et 13.

Amendement n° 179 rectifié du Gouvernement (précise les conditions dans lesquelles toute personne peut faire connaître son refus ou son acceptation d'un prélèvement d'organe après sa mort ; crée à cet effet un registre national facultatif) (p. 5945) : adopté après modifications (p. 5949).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5946).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5946, 5948) ; *Calmat (Alain)* (p. 5947) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5947) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5947).

Défavorable : *Boutin (Christine)* (p. 5948).

Observations : *Mattei (Jean-Français)* (p. 5946) ; *Charles (Bernard)* (p. 5948).

Sous-amendement n° 209 de M. Jacques Toubon (précise que l'expression sur le registre national est périodiquement renouvelée et révocable à tout moment) (p. 5948) : adopté après rectification (supprime l'obligation de renouvellement périodique) (p. 5949).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5948) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5948).

Observations : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5949).

Sous-amendement n° 205 rectifié de M. Denis Jacquat (prévoit la mention du consentement ou du refus sur la carte d'assuré social ou une carte spécifique) : adopté après modifications (p. 5949).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5949) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5949) ; *Robert (Dominique)* (p. 5949).

Amendement n° 13 de la commission et sous-amendements n°s 171, 172 rectifié, 173 rectifié, 174 et 177 de Mme Christine Boutin ; amendements n° 99 de M. Jean-Michel Dubernard et n° 106 de M. Jean-François Mattei : devenus sans objet (p. 5949).

Article L. 667-8 du code de la santé publique (prélèvements post-mortem sur des mineurs ou majeurs protégés) :

Amendement n° 133 du Gouvernement (limite l'obligation de recueillir le consentement des titulaires de l'autorité parentale au cas de prélèvement en vue d'un don) (p. 5949) : adopté (p. 5950).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5949).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5950).

Après l'article L. 667-8 du code de la santé publique :

Amendement n° 207 du Gouvernement (soumet le prélèvement à des fins scientifiques autres que l'autopsie à un régime de consentement explicite) : adopté (p. 5950).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5950).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5950).

Observations : *Mattei (Jean-François)* (p. 5950) ; *Boutin (Christine)* (p. 5950).

Article L. 667-10 du code de la santé publique (restauration du corps) :

Amendement n° 134 du Gouvernement (précise que cette restauration doit être décente) : adopté (p. 5950).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5950).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5950).

Avant l'article L. 667-11 du code de la santé publique :

Amendement n° 78 de M. Georges Hage (précise que le « ministère de la santé » garantit le respect des régles éthiques du prélèvement d'organes et son caractère non commercial) (p. 5950) : rejeté (p. 5951).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5950).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5951) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5951).

Article L. 667-13 du code de la santé publique (conditions techniques sanitaires et médicales de l'autorisation d'effectuer des prélèvements d'organes) :

Discussion commune des amendements n°s 79 rectifié et 14.

Amendement n° 79 rectifié de M. Georges Hage (autorise le prélèvement d'organes uniquement dans les établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier « dans le cadre de la responsabilité publique, nationale, excluant tout profit » : retiré (p. 5951).

Amendement n° 14 de la commission (précise que les établissements de santé autorisés à pratiquer le prélèvement d'organes sont les établissements publics ou privés participant au service public hospitalier) : adopté (p. 5951).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5951).

Favorable : *Millet (Gilbert)* (p. 5951).

Défavorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5951).

Avant l'article L. 667-14 du code de la santé publique :

Amendement n° 135 rectifié du Gouvernement (soumet à autorisation les établissements de santé qui transforment ou conservent des organes) : adopté (p. 5951).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5951).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5951).

Article L. 667-14 du code de la santé publique (liste nationale des personnes en attente d'une transplantation d'organe) :

Amendement n° 136 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 5952).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5952).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5952).

Amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5952).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5952).

Favorables : *Toubon (Jacques)* (p. 5952) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5952)).

Amendement n° 100 de M. Jean-Michel Dubernard (précise que les modalités d'établissement et de gestion de la liste ainsi que les critères de répartition et d'attribution des organes sont déterminés « par voie réglementaire » : rejeté (p. 5952).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 5952).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5952) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5952).

Article L. 667-15 du code de la santé publique (régime d'autorisation des établissements effectuant des transplantations d'organes) :

Amendement n° 16 de la commission (autorise les transplantations d'organes dans les établissements de santé liés par convention aux C.H.U. dans le cadre du service public hospitalier) (p. 5952) : adopté (p. 5953).

Soutenu par : *Mattei (Jean-François)* (p. 5953).

Article 5 *(dispositions relatives aux tissus et produits)* (p. 5953) ; vote réservé (p. 5961) : adopté après modifications (p. 5984).

Observations : *Millet (Gilbert)* (p. 5953).

Avant l'article L. 668-1 du code de la santé publique :

Amendement n° 191 du Gouvernement (fait référence aux cellules dans l'intitulé du chapitre III du titre Ier du livre VI du code de la santé publique) (p. 5953) : adopté (p. 5954).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5954).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5954).

Article L. 668-1 du code de la santé publique (champ d'application des dispositions légales concernant les tissus et les produits) :

Amendement n° 137 du Gouvernement (exclut du champ d'application de la loi les cellules détachées du corps humain pour un acte diagnostique ou thérapeutique sans faire l'objet d'un don ; soumet les résidus opératoires susceptibles d'être utilisés à des fins thérapeutiques ou scientifiques aux règles de conservation et d'utilisation applicables aux prélèvements en vue de don ; rédactionnel pour le surplus) : réservé (p. 5954) : adopté après modifications (p. 5984).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5954).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5954).

Observations : *Mattei (Jean-François)* (p. 5954) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5954).

Amendement n° 17 de la commission (rectifie une erreur matérielle) : réservé (p. 5954) : adopté (p. 5984).

Amendement n° 18 de la commission (soumet les résidus opératoires susceptibles d'être utilisés à des fins thérapeutiques ou scientifiques aux règles de conservation et d'utilisation applicables aux tissus prélevés en vue d'un don) : réservé (p. 5954) : devenu sans objet (p. 5984).

Avant l'article L. 668-4 du code de la santé publique :

Amendement n° 192 du Gouvernement (fait référence aux cellules dans l'intitulé de la section 2 du chapitre III du titre Ier du livre VI du code de la santé publique) (p. 5954) : adopté (p. 5955).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5954).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5954).

Amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5955).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5955).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5955).

Article L. 668-4 du code de la santé publique (conditions du prélèvement de tissus ou produits du corps humain sur donneur vivant) :

Amendement n° 193 du Gouvernement (étend le champ d'application de l'article au prélèvement de cellules) : adopté (p. 5955).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5955).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5955).

Amendement n° 194 du Gouvernement (supprime la mention superfétatoire du consentement du donneur) : adopté (p. 5955).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5955).

Article L. 668-5 du code de la santé publique (interdiction des prélèvements de tissus et de produits sur les mineurs et les majeurs protégés vivants) :

Amendement n° 195 du Gouvernement (étend l'interdiction au prélèvement de cellules) : adopté (p. 5955).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5955).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5955).

Article L. 668-6 du code de la santé publique (conditions des prélèvements post-mortem de tissus et produits) :

Amendement n° 107 de M. Jean-François Mattei (autorise ces prélèvements à des fins uniquement thérapeutiques) : adopté (p. 5955).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5955) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5955) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5955).

Amendement n° 20 de la commission (corrige une erreur matérielle) : adopté (p. 5955).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5955).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5955).

Avant l'article L. 668-7 du code de la santé publique :

Amendement n° 138 du Gouvernement (fait référence aux prélèvements de tissus et de cellules du corps humain en vue de dons dans l'intitulé de la section 3 du chapitre III du titre Ier du livre VI du code de la santé publique) (p. 5955) : adopté (p. 5956).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5956).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5956).

Amendement n° 82 de M. Georges Hage (prévoit que le « ministère de la santé » garantit le respect des règles éthiques du prélèvement de tissus et son caractère non commercial) : rejeté (p. 5956).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5956).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5956) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5956).

Article L. 668-7 du code de la santé publique (autorisation des établissements effectuant des prélèvements de tissus du corps humain) :

Amendement n° 83 de M. Georges Hage (prévoit que l'autorisation peut être retirée à tout moment ; précise que l'établissement est responsable dans les conditions du droit commun envers la victime d'un dommage) : rejeté (p. 5956).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5956).

Défavorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5956) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5956).

Article L. 668-10 du code de la santé publique (autorisation des activités de transformation ou de conservation de tissus) :

Amendement n° 139 rectifié du Gouvernement (exclut d'autoriser les organismes privés autres que ceux à but non lucratif sauf, à titre exceptionnel, si la transformation de prélèvements ou la culture de cellules ne peuvent être faites dans des conditions équivalentes dans le secteur public ou privé à but non lucratif ; rédactionnel pour le surplus) (p. 5956) : adopté après modifications (p. 5958).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5956, 5957, 5958).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5956) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5956) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5957, 5958) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5957).

Observations : *Boutin (Christine)* (p. 5957).

Sous-amendement n° 210 de M. Gilbert Millet (limite à une durée de cinq ans l'autorisation donnée, à titre exceptionnel, aux organismes privés à but lucratif qui disposent d'une technique non maîtrisée par le secteur public ou privé non lucratif) : adopté (p. 5958).

Amendements nos 21 et 22 de la commission, n° 85 de M. Georges Hage et n° 66 de Mme Christine Boutin : devenus sans objet (p. 5958).

Article L. 668-11 du code de la santé publique (réglementation de la distribution et de la cession de tissus et cellules) :

Discussion commune des amendements nos 140 et 23.

Amendement n° 140 du Gouvernement (crée une liste nationale des personnes en attente d'une greffe ; renvoie au décret les modalités d'établissement de cette liste ainsi que la détermination des tissus et cellules en cause, de leurs principes de répartition et d'attribution) (p. 5958) : réservé après rectification (p. 5959) : adopté après modifications (p. 5960).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5958).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5959).

Sous-amendement n° 211 de M. Jacques Toubon (renvoie au décret la fixation des « critères » de répartition et d'attribution des tissus et cellules (p. 5958) : réservé (p. 5959) : adopté (p. 5960).

Amendement n° 23 de la commission (précise que la transformation, la distribution et la cession des tissus et cellules sont, en tant que de besoin, assujetties à des règles, notamment financières et économiques, propres à assurer le respect des principes qui régissent le don et l'utilisation des éléments du corps humain) (p. 5958) : adopté (p. 5959).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5958).

Défavorable : *Millet (Gilbert)* (p. 5954).

Observations : *Fréville (Yves)* (p. 5959).

Amendement n° 86 de M. Georges Hage : devenu sans objet (p. 5959).

Amendement n° 87 rectifié de M. Georges Hage (interdit la commercialisation dans un but lucratif de tissus et cellules du corps humain) (p. 5959) : rejeté (p. 5960).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5959).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5959) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5959).

Amendement n° 66 rectifié de Mme Christine Boutin (impose la tenue d'une comptabilité matière dans les établissements autorisés à valoriser des prélèvements de tissus humains ; affecte les bénéfices retirés de cette valorisation à la recherche scientifique ou à une institution humanitaire) : rejeté (p. 5960).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5960) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5960).

Après l'article L. 668-11 du code de la santé publique :

Amendement n° 140 rectifié du Gouvernement *(précédemment réservé)* (crée une liste nationale des personnes en attente d'une greffe : renvoie au décret les modalités d'établissement de cette liste ainsi que la détermination des tissus et cellules en cause, de leurs principes de répartition et d'attribution) : adopté après modifications (p. 5960).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5960).

Sous-amendement n° 211 *(précédemment réservé)* de M. Jacques Toubon (renvoie au décret la fixation des « critères » de répartition et d'attribution des tissus et cellules) : adopté (p. 5960).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5960).

Article L. 668-12 du code de la santé publique (régime d'autorisation des établissements effectuant des greffes de tissus et de cellules) :

Amendement n° 24 de la commission (rectifie une erreur matérielle) : adopté (p. 5960).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5960).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5960).

Amendement n° 88 rectifié de M. Georges Hage (interdit d'effectuer des greffes de tissus et de cellules en dehors des établissements de santé publics ou privés participant au service public hospitalier dans le cadre de la responsabilité publique nationale excluant tout profit) : rejeté (p. 5961).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5961).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5961) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5961).

Article L. 668-13 du code de la santé publique (conditions de délivrance des autorisations) :

Amendement n° 25 de la commission (rectifie une erreur matérielle) : adopté (p. 5961).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5961).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5961).

Amendement n° 141 du Gouvernement (précise que la délivrance des autorisations relatives au prélèvement et à l'utilisation des tissus et cellules du corps humain est subordonnée, en tant que de besoin, à des conditions financières) : adopté (p. 5961).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5961).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5961).

Observations : *Fréville (Yves)* (p. 5961).

Réserve du vote sur l'article 5 (p. 5961).

Après l'article 5 :

Amendement n° 181 du Gouvernement (donne un fondement législatif à la création du comité de transparence des transplantations et des greffes dont la composition est fixée par arrêté du ministre de la santé ; prévoit qu'il participe à l'évaluation et au suivi des activités de prélèvements, transplantations ou greffes à l'exception de celles relatives au sang et aux gamètes ; prévoit qu'il possède une compétence consultative et de proposition et présente un rapport annuel) (p. 5961) : adopté après rectification rédactionnelle (p. 5965).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5962, 5964, 5965).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5962, 5965) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5962) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5965).

Défavorables : *Hubert (Elisabeth)* (p. 5962, 5965) ; *Boutin (Christine)* (p. 5963) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5963) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5964).

Administration : inspection générale des affaires sociales (I.G.A.S.) : enquêtes et propositions : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5962, 5964) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5965).

Assemblée nationale : conditions de travail : *Millet (Gilbert)* (p. 5962) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5963) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5964) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5965).

Associations : France-Transplant : statut : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5962, 5964).

Ethique :

- Comité consultatif national d'éthique : compétences : *Bioulac (Bernard)* (p. 5962, 5965) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5965) ;

- Comité d'évaluation des techniques et pratiques médicales : compétences : *Hubert (Elisabeth)* (p. 5962, 5965) ;

- Comité de transparence des greffes et des transplantations : compétences et composition : *Bioulac (Bernard)* (p. 5962) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5962) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5963) ; *Boutin (Christine)* (p. 5963) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5963) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 5964) ;

- comités d'experts : multiplication : *Bioulac (Bernard)* (p. 5962, 5965) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5962) ; *Boutin (Christine)* (p. 5963) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5963) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5965).

Prélèvements sur le corps humain : greffes et transplantations : information et transparence : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5962, 5964) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5965) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5965).

Article 6 *(coordination)* (p. 5965) : adopté aprés modifications (p. 5966).

Amendement n° 182 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 5966).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5966).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5966).

Article 7 *(procréation médicalement assistée) :* adopté (p. 5956).

Article 8 *(chapitre Ier du titre II du livre VI du code de la santé publique : dispositions communes)* (p. 5966) : adopté après modifications (p. 5982).

Défavorable : *Boutin (Christine)* (p. 5966).

Assemblée nationale : commission spéciale sur les projets de loi sur la bioéthique : travaux : *Boutin (Christine)* (p. 5967).

Enfants : Convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989 : *Boutin (Christine)* (p. 5967).

Ethique : Comité consultatif national d'éthique : *Boutin (Christine)* (p. 5966).

Lois : loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales (loi Huriet) : *Boutin (Christine)* (p. 5966).

Procréation médicalement assistée (P.M.A.) :

- dons : gratuité : *Boutin (Christine)* (p. 5966) ;

- fœtus et embryon : statut : *Boutin (Christine)* (p. 5966, 5967) ;

- fœtus et embryon : embryons surnuméraires : conservation, dons, transferts et recherche scientifique : *Boutin (Christine)* (p. 5966, 5967).

Article L. 671-1 du code de la santé publique (définition de la procréation médicalement assistée) :

Amendement n° 26 de la commission (définit la procréation médicalement assistée comme les techniques médicales et biologiques permettant la procréation en dehors des processus naturels) : adopté (p. 5967).

Soutenu par : *Mattei (Jean-François)* (p. 5967).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5967).

Sous-amendement n° 142 du Gouvernement (précise que la procréation médicalement assistée s'entend d'actes cliniques) : retiré (p. 5967).

Sous-amendement n° 143 du Gouvernement (substitue l'énumération des pratiques de procréation médicalement assistée à la notion de « procréation en dehors des processus naturels » : retiré (p. 5967).

Article L. 671-2 du code de la santé publique (finalité de la procréation médicalement assistée) :

Amendement n° 27 rectifié de la commission (précise que la procréation médicalement assistée est destinée à répondre au projet parental d'un couple ; rédactionnel pour le surplus) (p. 5973) : adopté après modifications (p. 5975).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5973).

Favorables : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5974) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5974) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5974) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5975).

Sous-amendement n° 185 de Mme Dominique Robert (retient la notion de projet de procréation) (p. 5973) : rejeté (p. 5975).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5973) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5974) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5974) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5974) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5975).

Sous-amendement n° 144 du Gouvernement (impose un caractère pathologique à la stérilité justifiant la P.M.A.) (p. 5973) : adopté (p. 5975).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6973).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5973) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5975).

Observations : *Mattei (Jean-François)* (p. 5974).

Discussion commune des sous-amendements n°s 117 et 145.

Sous-amendement n° 117 de Mme Christine Boutin (interdit la P.M.A. en vue de prévenir le risque de transmission à l'enfant d'une maladie grave et incurable) (p. 5973) : rejeté (p. 5976).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5974) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5974) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5974) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5975).

Sous-amendement n° 145 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 5973) : adopté (p. 5975).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5973).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5974) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5974) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5975).

Défavorable : *Boutin (Christine)* (p. 5974).

Amendement n° 67 de Mme Christine Boutin : devenu sans objet (p. 5975).

Amendement n° 146 du Gouvernement (impose un caractère « particulièrement » grave à la maladie incurable dont la P.M.A. a pour objet d'éviter la transmission à l'enfant) : adopté (p. 5975).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5975).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5975).

Amendement n° 108 de M. Georges Mesmin (supprime l'interdiction des P.M.A. *post mortem*) (p. 5975) : rejeté (p. 5976).

Favorable : *Millet (Gilbert)* (p. 5976).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5976) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5978).

Observations : *Roudy (Yvette)* (p. 5976).

Amendement n° 28 de la commission (précise que les deux membres du couple doivent être en âge de procréer et consentants au moment de l'insémination ou de l'implantation des embryons) (p. 5976) : adopté après modifications (p. 5977).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5977).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5977).

Sous-amendement n° 118 de Mme Christine Boutin (précise que le couple est formé d'un homme et d'une femme) : adopté (p. 5977).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5977) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5977).

Défavorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5977).

Amendement n° 147 du Gouvernement (rédactionnel) : retiré (p. 5977).

Amendement n° 148 du Gouvernement (rédactionnel) : retiré (p. 5977).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5977).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5977).

Défavorable : *Toubon (Jacques)* (p. 5977).

Amendement n° 68 de Mme Christine Boutin : devenu sans objet (p. 5977).

Discussion commune des amendements n°s 109 et 114.

Amendement n° 109 de M. Georges Mesmin (autorise la P.M.A. *post mortem* à laquelle le défunt avait consenti) (p. 5977) : rejeté (p. 5978).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5978) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5978).

Sous-amendement n° 183 de M. Georges Hage (rédactionnel) (p. 5977) : rejeté (p. 5978).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5978).

Sous-amendement n° 184 de M. Georges Hage (autorise cette P.M.A. après qu'un délai de six mois s'est écoulé depuis le décès) (p. 5977) : rejeté (p. 5978).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5978).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5978) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5978).

Amendement n° 114 de Mme Yvette Roudy (autorise la P.M.A. *post mortem* à laquelle le défunt avait consenti, dans les trois ans qui suivent son décès ; exige l'accord du Comité consultatif national d'éthique saisi au plus tôt un an après le décès ; garantit la conservation des embryons pendant trois ans) (p. 5977) : rejeté (p. 5978).

Après l'article L. 671-2 du code de la santé publique (embryons surnuméraires) :

Amendement n° 29 de la commission (autorise, à la demande du couple, la conservation pendant cinq ans des embryons non implantés ; prévoit la consultation annuelle du couple sur la poursuite de cette conservation ; permet à tout moment, à la demande du couple, l'arrêt de la conservation ou le transfert des embryons à un autre couple ; soumet au juge des affaires familiales les désaccords sur ce choix ; autorise à titre exceptionnel des projets de recherche médicale sur des embryons après avis de la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction ; prévoit le transfert à d'autres couples, dans le délai de cinq ans, des embryons surnuméraires conservés à la date de promulgation de la loi) (p. 5978) : retiré (p. 5980).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5979).

Défavorable : *Boutin (Christine)* (p. 5980).

Observations : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5979).

Sous-amendements n°s 119 de Mme Christine Boutin et 89 de M. George Hage : devenus sans objet (p. 5980).

Amendement n° 180 rectifié du Gouvernement (interdit la création d'embryons en dehors d'un projet parental ; autorise, à la demande du couple, la conservation pendant cinq ans des embryons non implantés ; prévoit la consultation annuelle du couple sur la poursuite de cette conservation ; prévoit l'arrêt de la conservation à tout moment sur demande de l'un ou des deux membres du couple ; permet au couple de consentir au transfert des embryons en vue de réaliser un autre projet parental ou un projet de recherche scientifique après que la conservation aura pris fin ; impose aux établissements autorisés une obligation annuelle d'information sur le devenir des embryons conservés ; fixe à la date de promulgation de la loi le point de départ du délai de conservation des embryons surnuméraires existants) (p. 5978) : adopté après modifications (p. 5982).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5979).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 5979).

Sous-amendement n° 214 de Mme Christine Boutin (interdit l'utilisation des embryons à des fins de recherche médicale ou scientifique) (p. 5980) : rejeté (p. 5981).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5981) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5981).

Sous-amendement n° 212 de M. Jacques Toubon (confère un caractère exceptionnel au projet de recherche scientifique) (p. 5981) : adopté (p. 5982).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5981) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5981) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5981).

Défavorable : *Boutin (Christine)* (p. 5982).

Sous-amendement n° 213 de M. Jacques Toubon (prévoit de proposer, dans un délai de cinq ans, le transfert à un autre couple des embryons existants à la date de promulgation de la loi dont il a été vérifié qu'ils ne font plus l'objet d'un projet parental ; soumet ce transfert à l'avis de la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction) (p. 5981) : adopté (p. 5982).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5981) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5981).

Amendement n° 30 de la commission (interdit l'utilisation commerciale et industrielle des embryons) : adopté (p. 5982).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5982).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5982) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5982).

Après l'article L. 671-3 du code de la santé publique :

Amendement n° 31 corrigé de la commission (prévoit un entretien particulier entre le couple qui sollicite une P.M.A. et un médecin en vue de vérifier la motivation du couple, de l'informer des possibilités en matière d'adoption et des conditions de réalisation des techniques de P.M.A., de lui remettre un dossier-guide ; impose au couple de confirmer par écrit sa demande après un mois de réflexion) (p. 5982) : adopté après modifications (p. 5982).

Soutenu par : *Roudy (Yvette)* (p. 5982).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5982).

Sous-amendement n° 149 du Gouvernement (renvoie à un arrêté la fixation du contenu du dossier-guide) : retiré (p. 5982).

Sous-amendement n° 150 du Gouvernement (rédactionnel) : retiré (p. 5982).

Sous-amendement n° 151 du Gouvernement (impose de proposer un entretien médical au couple qui modifie son projet parental ou y renonce) : adopté (p. 5982).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5982).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5982).

Après l'article 8 :

Amendement n° 93 de M. Georges Hage (interdit l'utilisation commerciale et industrielle des embryons) : satisfait (p. 5983).

Article 5 *(dispositions relatives aux tissus et produits) (précédemment réservé)* : adopté après modifications (p. 5984).

Article L. 668-1 du code de la santé publique (champ d'application des dispositions légales concernant les tissus et les produits) :

Amendement n° 137 rectifié du Gouvernement (exclut du champ d'application de la loi les cellules détachées du corps humain pour un acte diagnostique ou thérapeutique sans faire l'objet d'un don ; rédactionnel pour le surplus) : adopté après rectification rédactionnelle (p. 5983).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5983).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5983).

Amendement n° 17 de la commission (rectifie une erreur matérielle) : adopté après rectification (p. 5984).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5984).

Amendement n° 18 de la commission : devenu sans objet (p. 5984).

Article 9 *(procréation médicalement assistée avec tiers donneur)* (p. 5984) : adopté après modifications (p. 5986).

Défavorable : *Boutin (Christine)* (p. 5984).

Article L. 672-1 du code de la santé publique (définition du don de gamètes) :

Amendement n° 69 de Mme Christine Boutin (interdit le don d'ovules) (p. 5984) : rejeté (p. 5985).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5984) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5985).

Observations : *Roudy (Yvette)* (p. 5984).

Article L. 672-3 du code de la santé publique (consentement du donneur et du couple receveur) :

Amendement n° 115 de Mme Yvette Roudy (supprime le consentement de l'autre membre du couple dont le donneur fait partie) : adopté (p. 5985).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5985).

Défavorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5985).

Amendement n° 32 de la commission : devenu sans objet (p. 5985).

Amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5985).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5985).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5985).

Article L. 672-6 du code de la santé publique (don d'embryon) :

Amendement n° 70 de Mme Christine Boutin (de suppression) : rejeté (p. 5985).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5985) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5985).

Discussion commune des amendements n°s 152, 110 et 34.

Amendement n° 152 du Gouvernement (précise que le don d'embryon est soumis aux principes applicables au don d'éléments et de produits du corps humain ; réserve ce don au bénéfice des couples dont chacun des membres présente une stérilité pathologique ou risque de transmettre une maladie particulièrement grave et incurable) (p. 5985) : adopté (p. 5986).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5985).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5985).

Amendement n° 110 de M. Jean-François Mattei (rédactionnel) (p. 5985) : devenu sans objet (p. 5986).

Défavorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5986).

Observations : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5986).

Enfants : adoption internationale : *Mattei (Jean-François)* (p. 5985) : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5986).

Amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) (p. 5985) : devenu sans objet (p. 5986).

Amendement n° 90 de M. Georges Hage : devenu sans objet (p. 5986).

Après l'article L. 672-6 du code de la santé publique :

Amendement n° 153 rectifié du Gouvernement (soumet les projets de recherche sur l'embryon à l'avis préalable de la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction ; renvoie à un décret en Conseil d'Etat la fixation des conditions d'autorisation de ces projets ; prévoit la publication annuelle d'une liste des établissement autorisés et des recherches) : adopté (p. 5986).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5986).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5986).

Article 10 *(autorisation des activités de procréation médicalement assistée)* : vote réservé (p. 5992) : adopté après modifications (p. 5995).

Observations : *Millet (Gilbert)* (p. 5987) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5987).

Professions médicales : établissements autorisés à exercer des activités de procréation médicalement assistée : établissements privés : *Millet (Gilbert)* (p. 5987) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5987).

Article L. 673-1 du code de la santé publique (régime d'autorisation des activités de procréation médicalement assistée) :

Amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5987).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5987).

Défavorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5987).

Amendement n° 71 de Mme Christine Boutin : devenu sans objet (p. 5987).

Amendement n° 155 du Gouvernement (interdit les banques de sperme et d'embryons à but lucratif) (p. 5987) : adopté (p. 5989).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5988, 5989).

Défavorable : *Toubon (Jacques)* (p. 5988, 5989).

Observations : *Millet (Gilbert)* (p. 5988).

Amendement n° 72 de Mme Christine Boutin (impose aux laboratoires d'analyses de biologie médicale qui exercent des activités de P.M.A. d'obtenir en outre la dérogation pour cumul d'activités prévues à l'article L. 761 du code de la santé publique) : rejeté (p. 5989).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5989) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5989).

Amendement n° 73 de Mme Christine Boutin (de conséquence) : rejeté (p. 5989).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5989) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5989).

Amendement n° 156 du Gouvernement : devenu sans objet (p. 5989).

Amendement n° 157 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 5989).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5989).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5989).

Observations : *Boutin (Christine)* (p. 5989).

Article L. 673-2 du code de la santé publique (rapport annuel d'activité) :

Amendement n° 160 rectifié du Gouvernement (impose aux établissements qui pratiquent des activités de diagnostic prénatal le dépôt annuel d'un rapport d'activité) (p. 5989) : adopté (p. 5990).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5989).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5990).

Amendement n° 74 de Mme Christine Boutin (de conséquence) : devenu sans objet (p. 5990).

Article L. 673-3 du code de la santé publique (institution d'un Conseil national de médecine et de biologie de la procréation et du développement) :

Amendement n° 75 de Mme Christine Boutin (modifie l'intitulé de la commission en « Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal » ; lui donne compétence pour évaluer le fonctionnement des établissements et laboratoires autorisés à exercer une activité de P.M.A.) : rejeté (p. 5990).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5990) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5990).

Amendement n° 36 de la commission (remplace la création d'un Conseil national par la pérennisation de la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction existante ; de cohérence pour le surplus) : adopté (p. 5990).

Soutenu par : *Mattei (Jean-François)* (p. 5990).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5990).

Amendement n° 162 du Gouvernement (prévoit l'avis de la commission sur les demandes d'agrément des centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal) réservé (p. 5990) : adopté (p. 5995).

Amendement n° 163 du Gouvernement (impose à la commission le dépôt d'un rapport annuel sur l'évolution de la médecine et de la biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal) : adopté (p. 5991).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5991).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5991).

Amendement n° 37 de la commission (précise que les praticiens membres de la commission sont désignés par leurs organisations représentatives ; précise les domaines d'action des personnalités qualifiées ; prévoit la nomination d'un représentant des associations familiales) (p. 5990) : adopté (p. 5991).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5991).

Défavorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5991).

Observations : *Millet (Gilbert)* (p. 5991).

Sous-amendement n° 91 de M. Georges Hage (prévoit la nomination de représentants des associations familiales, du planning familial et des organisations féminines) : rejeté (p. 5991).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5991).

Sous-amendement n° 186 de Mme Dominique Robert (prévoit la nomination de représentants du Parlement) : retiré (p. 5991).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5991) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5991).

Amendement n° 38 rectifié de la commission (précise que la commission désigne son président) (p. 5991) : adopté (p. 5992).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5992).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5992).

Amendement n° 39 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5992).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5992).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5992).

Article L. 673-4 du code de la santé publique (mission d'évaluation du Conseil) :

Amendement n° 60 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5992).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5992).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5992).

Article L. 673-5 du code de la santé publique (secret professionnel) :

Amendement n° 61 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5992).

Réserve du vote sur l'article 10 (p. 5992).

Après l'article 10 :

Amendement n° 40 de la commission (limite l'objet du diagnostic prénatal à des buts diagnostique ou thérapeutique ; soumet l'activité de diagnostic prénatal à l'autorisation du ministre de la santé dans les conditions prévues pour les activités de P.M.A. ; crée des centres de diagnostic prénatal pluridisciplinaires ; impose de confirmer tout diagnostic prénatal par deux médecins agréés ; prévoit l'établissement d'un registre des causes de l'interruption thérapeutique de grossesse) (p. 5992) : adopté après modifications (p. 5995).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5992).

Favorables : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5993) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5993) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5994).

Observations : *Boutin (Christine)* (p. 5993).

Sous-amendement n° 198 rectifié du Gouvernement (limite au conseil génétique et aux analyses de génétique moléculaire et chromosomique l'obligation d'effectuer le diagnostic prénatal dans un établissement spécialement autorisé à exercer des activités de P.M.A.) (p. 5992) : adopté (p. 5995).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5993).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5993) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5994).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 5993).

Sous-amendement n° 199 du Gouvernement (renvoie à un décret en Conseil d'Etat la définition des conditions de création, d'agrément et des missions des centres de diagnostic prénatal pluridisciplinaires) (p. 5992) : adopté (p. 5995).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5993).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5993) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5994) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5994).

Sous-amendement n° 200 du Gouvernement (impose d'obtenir confirmation d'un diagnostic prénatal par deux médecins agréés uniquement lorsqu'il conduit à envisager une interruption de grossesse pour motif thérapeutique) (p. 5992) : adopté (p. 5995).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5993, 5994).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5993) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5994).

Défavorable : *Boutin (Christine)* (p. 5993).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 5994).

Sous-amendement n° 201 du Gouvernement (de précision) (p. 5992) : adopté (p. 5995).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5993).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5993) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5994).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 5993).

Sous-amendement n° 202 du Gouvernement (confie aux centres de diagnostic prénatal pluridisciplinaires l'établissement des registres consignant les causes des interruptions thérapeutiques de grossesse) (p. 5992) : adopté (p. 5995).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5993).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5993) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5994).

Sous-amendement n° 92 corrigé de M. Georges Hage (précise que le « ministère de la santé » assure la garantie que ces activités sont effectuées conformément aux régles éthiques de la présente loi (p. 5992) : rejeté (p. 5995).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5995).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5995) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 5995).

Article 10 *(autorisation des activités de procréation médicalement assistée) précédemment réservé :* adopté après modifications (p. 5995).

Article L. 673-3 du code de la santé publique (institution d'un Conseil national de médecine et de biologie de la procréation et du développement) :

Amendement n° 162 précédemment réservé du Gouvernement (prévoit l'avis de la commission nationale de médecine et de biologie de la procréation sur les demandes d'agrément des centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal) : adopté (p. 5995).

Article 1er (précédemment réservé) *(modification de l'intitulé du livre VI du code de la santé publique) :* adopté après modifications (p. 6002).

Amendement n° 1 de la commission (rédactionnel et de coordination) : adopté (p. 6002).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 6002).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6002).

Amendement n° 120 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 6002).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6002).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 6002).

Amendement n° 2 de la commission (insère la référence au diagnostic prénatal dans l'intitulé du livre VI du code de la santé publique) : adopté (p. 6002).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 6002).

Favorables : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6002) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6002).

Après l'article 10 :

Discussion commune des amendements n°s 96 et 102.

Amendement n° 96 de M. Adrien Zeller (prévoit que l'interruption volontaire de grossesse pratiquée sur diagnostic prénatal a lieu dans un centre pluridisciplinaire de diagnostic prénatal aprés que l'un des spécialistes de pathologie fœtale de ce centre a joint son avis conforme à celui du médecin expert auprès des tribunaux ; impose un examen post mortem si l'anomalie qui a justifié l'avortement n'est pas patente ; consigne le résultat de cet examen dans un registre, couvert par le secret médical, tenu par le médecin inspecteur régional de la santé) (p. 6002) : rejeté (p. 6003).

Soutenu par : *Boutin (Christine)* (p. 6003).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 6003) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6003).

Amendement n° 102 de M. Jean-François Mattei (prévoit que les médecins qui donnent leur avis sur l'interruption volontaire de grossesse aprés diagnostic prénatal doivent exercer l'un dans un établissement d'hospitalisation privé autorisé à recevoir des femmes enceintes, l'autre dans un centre autorisé à pratiquer le diagnostic prénatal) : retiré (p. 6003).

Avant l'article 11 :

Intervention de la présidente de la commission spéciale : Roudy (Yvette) (p. 6003).

Réponse du Gouvernement : Kouchner (Bernard) (p. 6003).

Femmes : procréation médicalement assistées : dépôt d'un rapport sur les effets de la P.M.A. sur la santé : *Roudy (Yvette)* (p. 6003) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6003).

Article 11 *(création d'un titre relatif aux sanctions pénales et administratives) :* adopté aprés modifications (p. 6004).

Amendement n° 41 de la commission (corrige une erreur matérielle) : adopté (p. 6004).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 6004).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6004).

Article 12 *(sanctions administratives et pénales relatives à l'utilisation des organes, tissus et produits du corps humain)* (p. 6004) : adopté aprés modifications (p. 6006).

Article L. 681-1 du code de la santé publique (retrait de l'autorisation administrative) :

Amendement n° 42 de la commission (prévoit le retrait obligatoire de l'autorisation d'exercer aux établissements qui ont méconnu les régles relatives aux prélévements et transplantations d'organes, prélévements, conservation et utilisation de tissus, greffes de tissus ou de cellules du corps humain) : adopté (p. 6004).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 6004).

Article L. 681-2 du code de la santé publique (sanction du trafic d'organes) :

Discussion commune des amendements n°s 43 et 94.

Amendement n° 43 de la commission (étend l'application des peines prévues aux cas d'obtention contre paiement d'organes en provenance d'un pays étranger) (p. 6004) : adopté (p. 6005).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 6005).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6005).

Amendement n° 94 de M. Georges Hage (étend l'application des peines prévues aux personnes qui ont importé ou tenté d'importer un organe prélevé dans un pays étranger) : devenu sans objet (p. 6005).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 6005)

Défavorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6005).

Article L. 681-3 du code de la santé publique (sanction des atteintes au principe de consentement du donneur d'organe vivant) :

Amendement n° 95 de M. Georges Hage (punit d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 50 000 F à 1 million de francs « toute personne qui a importé ou tenté d'importer un organe prélevé dans un pays étranger » (p. 6004) : retiré (p. 6005).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 6005).

Défavorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 6005).

Amendement n° 44 de la commission (porte à sept ans la peine maximale d'emprisonnement en cas de prélèvement ou de tentative de prélèvement d'organe sans consentement du donneur vivant) : adopté (p. 6005).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 6005).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6005).

Article L. 681-5 du code de la santé publique (sanction des atteintes au principe du consentement du donneur vivant de tissus, de produits ou de sang) :

Amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6005).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 6005).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6005).

Article L. 681-6 du code de la santé publique (sanction du défaut ou du non-respect de l'autorisation administrative) :

Amendement n° 101 de M. Jean-Michel Dubernard (précise que le délit d'utilisation illégale d'organes ou de produits du corps humain est constitué par le fait de les utiliser dans un établissement non autorisé) (p. 6005) : adopté (p. 6006).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 6005) ; *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6005).

Amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6006).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 6006).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6006).

Article L. 681-7 du code de la santé publique (sanction du défaut de test de dépistage des maladies transmissibles) :

Amendement n° 47 de la commission (étend la sanction au défaut de dépistage à l'occasion de tout prélèvement ou de toute collecte de parties ou de produits du corps humain) : adopté après modifications (p. 6006).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 6006).

Favorables : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6006) ; *Boutin (Christine)* (p. 6006).

Sous-amendement n° 204 du Gouvernement (reporte à la distribution ou à la cession des parties, produits du corps humain ou du sang le fait constitutif du délit) : adopté (p. 6006).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6006).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 6006).

Article 13 *(sanctions administratives et pénales relatives à la procréation médicalement assistée)* (p. 6006) : adopté après modifications (p. 6008).

Avant l'article L. 682-1 du code de la santé publique :

Amendement n° 48 de la commission (ajoute la référence au diagnostic prénatal dans l'intitulé du chapitre II du titre VII du livre VI du code de la santé publique) : adopté (p. 6007).

Soutenu par : *Mattei (Jean-François)* (p. 6007).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6007).

Article L. 682-1 du code de la santé publique (retrait de l'autorisation administrative) :

Amendement n° 49 de M. Jean-François Mattei (étend la sanction aux cas de violation des prescriptions applicables au diagnostic prénatal) : adopté (p. 6007).

Amendement n° 50 de la commission (prévoit le retrait obligatoire de l'autorisation d'exercer aux établissements qui ont méconnu les régles relatives à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal) : adopté (p. 6007).

Amendement n° 197 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 6007).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6007).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 6007).

Amendement n° 166 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 6007).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6007).

Discussion commune des amendements n°s 51 et 167 rectifié.

Amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6007).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 6007).

Favorable : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 6007).

Amendement n° 167 du Gouvernement (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 6007).

Amendement n° 168 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 6007).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6007).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 6007).

Article L. 682-2 du code de la santé publique (sanction du défaut de consentement du donneur de gamètes) :

Amendement n° 52 de la commission (sanctionne le défaut de consentement écrit) : adopté (p. 6008).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 6008).

Défavorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6008).

Amendement n° 53 de la commission (sanctionne pénalement l'obtention d'embryons humains sans le consentement écrit des deux membres des couples donneur et receveur) : adopté (p. 6008).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 6008).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6008).

Article L. 682-3 du code de la santé publique (sanction du trafic de gamètes ou d'embryons) :

Amendement n° 54 de la commission (fixe à 50. 000 F le montant minimal de l'amende pour obtention contre paiement de gamètes ou embryons humains) : adopté (p. 6008).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 6008).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6008).

Après l'article L. 682-7 du code de la santé publique :

Amendement n° 55 de la commission (punit de deux mois à deux ans de prison et d'une amende de 5 000 F à 50 000 F l'interruption de grossesse illégale après diagnostic prénatal) : adopté (p. 6008).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 6008).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6008).

Article L. 682-8 du code de la santé publique (sanction du défaut ou du non respect de l'autorisation administrative) :

Amendement n° 56 de la commission (punit de deux mois à deux ans de prison et d'une amende de 5 000 F à 50 000 F l'activité de diagnostic prénatal sans autorisation ou en violation des prescriptions applicables) : adopté (p. 6008).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 6008).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6008).

Amendement n° 169 du Gouvernement (de cohérence) : adopté après rectification (p. 6008).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6008).

Amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6008).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 6008).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6008).

Article 14 *(dispositions transitoires) :* adopté après modifications (p. 6009).

Amendement n° 170 du Gouvernement (oblige les établissements qui pratiquent le diagnostic prénatal à demander une nouvelle autorisation dans le délai de six mois à compter de la publication du décret d'application de la loi relatif à cette activité) : adopté après modifications (p. 6009).

Soutenu par : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6009).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 6009).

Article 15 *(dispositions abrogées) :* adopté (p. 6009).

Avant l'article 1er (précédemment réservé) **et après l'article 15 :**

Discussion commune des amendements nos 113 et 187.

Amendement n° 113 précedemment réservé de M. Bernard Bioulac (donne un fondement législatif à l'existence, à la composition et aux modalités d'organisation et de fonctionnement du Comité consultatif national d'éthique prévues par le décret du 23 février 1983 ; fixe son régime budgétaire et financier) (p. 6009) : devenu sans objet (p. 6015).

Sous-amendement n° 208 du Gouvernement (précise que la liste des membres du comité est publiée par arrêté conjoint des ministres de la justice, de la santé et de la recherche) : devenu sans objet (p. 6015).

Sous-amendement n° 189 du Gouvernement (renvoie à un décret la composition et les modalités d'organisation et de fonctionnement du comité) : devenu sans objet (p. 6015).

Amendement n° 187 de M. Jacques Toubon (donne un fondement législatif à l'existence du Comité consultatif national d'éthique ; prévoit qu'il rend des avis, publie des recommandations et un rapport annuel d'activité, organise l'information du public et des professionnels, donne son avis sur les projets de loi et de décret dans les domaines de sa compétence ; fixe sa composition ; prévoit qu'il élit son président ; renvoie à un décret en Conseil d'Etat la fixation des modalités de son fonctionnement ; prévoit son avis avant la mise en œuvre des projets de recherche qui ont fait l'objet d'un avis défavorable d'un comité consultatif de protection des personnes dans la recherche scientifique) : devenu sans objet (p. 6015).

Observations : *Millet (Gilbert)* (p. 6012).

Amendement n° 215 de M. Bernard Bioulac (donne fondement législatif à l'existence, à la composition et aux modalités d'organisation et de fonctionnement du Comité consultatif national d'éthique telles qu'elles ressortent du décret du 23 février 1983 ; prévoit qu'il publie un rapport annuel d'activité et des recommandations, donne son avis sur les projets de loi et participe à l'information du public et des professionnels dans les domaines de sa compétence ; prévoit qu'il participe au développement de l'enseignement de l'éthique biomédicale ; fixe son régime budgétaire et financier ; renvoie à un décret en Conseil d'Etat sa composition et ses modalités d'organisation et de fonctionnement) (p. 6012) : adopté (p. 6015).

Favorables : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6013, 6015) ; *Roudy (Yvette)* (p. 6013) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 6014) ; *Millet (Gilbert)* (p. 6014) ; *Charles (Bernard)* (p. 6015) ; *Toubon (Jacques)* (p. 6015).

Défavorable : *Boutin (Christine)* (p. 6014).

Amendement n° 58 de la commission (prévoit que la loi sera réexaminée par le Parlement après évaluation de son application dans le délai de cinq ans après son entrée en vigueur et au plus tard le 31 décembre 1997) (p. 6015) : adopté (p. 6016).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 6016).

Observations : *Boutin (Christine)* (p. 6016) ; *Toubon (Jacques)* (p. 6016) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 6016).

Titre :

Discussion commune des amendements nos 116 rectifié, 59 et 112.

Amendement n° 116 rectifié de M. Bernard Bioulac (ajoute la référence au diagnostic prénatal et au Comité consultatif national d'éthique ; supprime la mention du code de la santé publique) (p. 6016) : adopté (p. 6017).

Favorable : *Kouchner (Bernard) (G)* (p. 6017).

Amendements n° 59 de la commission et 112 de M. Jean-François Mattei : devenus sans objet (p. 6017).

Explications de vote : explications de vote communes sur le projet de loi n° 2600 relatif au don et à l'utilisation des partie et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, le projet de loi n° 2599 relatif au corps humain et le projet de loi n° 2601 relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé, et modifant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [25 novembre 1992] (p. 6052) : voir *Vie, médecine et biologie* **31.**

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi [25 novembre 1992] (p. 6057).

33. Projet de loi n° 2601 relatif au **traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 25 mars 1992 par Mme Edith Cresson, Premier ministre, et M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Renvoi à une commission spéciale. - Composition [*J.O.* du 10 avril 1992] (p. 5317). - Rapporteur : M. Bernard Bioulac (28 avril 1992). - Rapport **n° 2871** (30 juin 1992), commun aux projets n° 2599 et n° 2600 (voir *Vie, médecine et biologie* **31, 32**). - Discussion les 19, 20, 23 et 25 novembre 1992. - Adoption le 25 novembre 1992. - Projet de loi **n° 734.**

Sénat (première lecture). - **N° 68** (1992-1993). - Dépôt le 26 novembre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles : discussion générale commune du projet de loi n° 2601 relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé, et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, du projet de loi n° 2599 relatif au corps humain et modifiant le code civil et du projet de loi n° 2600 relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée et modifiant le code de la santé publique [19 novembre 1992] (p. 5717, 5737), [20 novembre 1992] (p. 5779, 5812) : voir *Vie, médecine et biologie* **31.**

Discussion des articles [23 novembre 1992] (p. 5880, 5902).

Article 1er *(insertion dans la loi du 6 janvier 1978 de dispositions particulières aux fichiers ayant pour fin la recherche en santé publique)* (p. 5880) : adopté (p. 5910).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 5881) *Mattei (Jean-François)* (p. 5882) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5882) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5882) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5882) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5883).

Assemblée nationale : propositions d'actes communautaires : résolutions : directive sur le traitement des données informatisées : *Toubon (Jacques)* (p. 5881) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5883).

Communautés européennes : droit communautaire : directive sur le traitement des données automatisées : projet : *Toubon (Jacques)* (p. 5881) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5882) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5883).

Informatique :

- Commission nationale de l'informatique et des libertés (C.N.I.L.) : *Toubon (Jacques)* (p. 5881) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5882) ;

- fichiers épidémiologiques : régime, information individuelle et secret professionnel : *Toubon (Jacques)* (p. 5881) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5882) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5882) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5883).

Lois :

- loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (loi Informatique et libertés) : *Toubon (Jacques)* (p. 5881) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5882) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5882) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5883) ;

- loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales (loi Huriet) : *Toubon (Jacques)* (p. 5881) ;

- loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés : *Toubon (Jacques)* (p. 5882) ;

- projet de loi n° 2601 relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou de l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 75-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés : *Toubon (Jacques)* (p. 5881) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5882) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5882, 5883) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5883) ;

- projet de loi sur la bioéthique : loi-cadre : *Bioulac (Bernard)* (p. 5883) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5883).

Recherche : recherche médicale : épidémiologie :

- projet de loi : nécessité : *Mattei (Jean-François)* (p. 5882) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5882) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5883) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5883) ;

- situation française : *Toubon (Jacques)* (p. 5881) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5882) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5882) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 5882) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5883) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5883).

Avant l'article 40-1 de la loi du 6 janvier 1978 :

Amendement n° 18 de la commission (de coordination) (p. 5903) : adopté (p. 5903).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5903).

Favorables : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5903) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5903).

Article 40-1 de la loi du 6 janvier 1978 (champ d'application et dispositions générales applicables) :

Amendement n° 1 de la commission (étend le champ d'application de la loi aux recherches en vue de la promotion de la santé) (p. 5903) : adopté (p. 5904)

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5903).

Favorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5903).

Amendement n° 38 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 5904).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5904).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5904) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5904).

Amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5904).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5904).

Favorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5904).

Amendement n° 3 de la commission (exclut du champ d'application de la loi les recherches qui utilisent des données d'un même service ou d'un même département médical ainsi que la gestion des dossiers des praticiens dans leurs relations avec les patients) : adopté (p. 5904).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5904).

Favorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5904).

Après l'article 40-1 de la loi du 6 janvier 1978 :

Amendement n° 31 de M. Jean-François Mattei (définit la notion de « registre nominatif ») : rejeté (p. 5904).

Défavorables : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5904) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5904).

Article 40-2 de la loi du 6 janvier 1978 (Comité consultatif national sur le traitement de l'information en matière de recherche en santé) :

Amendement n° 33 de M. Jean-François Mattei (modifie la dénomination du comité) : rejeté (p. 5905).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5905) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5905).

Amendement n° 32 de M. Jean-François Mattei (modifie la dénomination du comité et renvoie à un décret en Conseil d'Etat la fixation des critères de ses avis et du délai dans lequel ils interviennent) : retiré (p. 5905).

Amendement n° 20 de la commission (élargit la composition du comité aux personnes compétentes en matière de recherche épidémiologique) : adopté (p. 5905).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5905).

Favorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5905).

Amendement n° 21 de Mme Christine Boutin (prévoit une saisine facultative du comité par la C.N.I.L. ou l'organisme utilisateur ; limite les critères d'appréciation du comité à l'intérêt scientifique de la recherche) (p. 5905) : rejeté (p. 5906).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5905) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5905).

Amendement n° 41 du du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 5906).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5906).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5906).

Amendement n° 42 du Gouvernement (impose à la C.N.I.L. d'avoir connaissance de l'avis du comité avant de prendre sa décision) : adopté (p. 5906).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5906).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5906).

Défavorable : *Boutin (Christine)* (p. 5906).

Amendement n° 40 du Gouvernement (prévoit qu'un décret en Conseil d'Etat fixera la procédure d'autorisation des traitements automatisés visés par la loi) (p. 5906) : adopté (p. 5907).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5906).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5906).

Observations : *Mattei (Jean-François)* (p. 5906) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5906).

Article 40-3 de la loi du 6 janvier 1978 (conciliation du secret professionnel et de la transmission des données) :

Amendement n° 25 de M. Georges Hage (institue un régime de transmission codée des données nominatives) : retiré (p. 5907).

Soutenu par : *Millet (Gilbert)* (p. 5907).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5907) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5907).

Discussion commune des amendements n°s 45 et 4.

Amendement n° 45 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 5907).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5907).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5907).

Amendement n° 4 de la commission (de précision) : devenu sans objet (p. 5907).

Amendement n° 49 du Gouvernement (impose la transmission codée des données dès lors que ces données permettent l'identification des personnes sauf dérogation justifiée par les particularités de la recherche) : adopté après modifications (p. 5907).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5907).

Sous-amendement oral de M. Gilbert Millet (confère un caractère exceptionnel à cette dérogation) : adopté (p. 5907).

Favorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5907).

Amendement n° 5 de la commission (précise que toute personne ayant accès aux données nominatives est astreinte au secret professionnel) (p. 5907) : adopté (p. 5908).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5908).

Favorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5908).

Article 40-4 de la loi du 6 janvier 1978 (anonymat des résultats de la recherche) :

Amendement n° 6 rectifié de la commission (prévoit que les informations ne peuvent être conservées sous forme de données nominatives au-delà de la durée nécessaire à la recherche sauf autorisation de la C.N.I.L) : adopté (p. 5908).

Soutenu par : *Mattei (Jean-François)* (p. 5908).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5908) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5908).

Article 40-5 de la loi du 6 janvier 1978 (droit d'opposition) :

Amendement n° 39 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 5908).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5908).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5908).

Amendements n°s 22 de Mme Christine Boutin et amendements identiques n° 23 de Mme Christine Boutin, n° 26 de M. Georges Hage et n° 37 de M. Jean-François Mattei : devenus sans objet (p. 5908).

Article 40-6 de la loi du 6 janvier 1978 (information individuelle et exceptions) :

Discussion des amendements identiques n°s 7 et 34 (obligent d'informer le patient sur la nature des données transmises).

Amendement n° 7 de M. Jean-François Mattei : adopté (p. 5908).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5908) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5908).

Amendement n° 34 de la commission : adopté (p. 5908).

Discussion des amendements identiques n°s 8 de M. Jean-François Mattei et 35 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 5908).

Soutenus par : *Mattei (Jean-François)* (p. 5908).

Favorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5908) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5908).

Amendement n° 36 de M. Jean-François Mattei (rédactionnel) : rejeté (p. 5908).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5908).

Article 40-7 de la loi du 6 janvier 1978 (exercice des droits pour les mineurs et les majeurs sous tutelle) :

Amendement n° 46 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 5909).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5909).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5909).

Amendement n° 9 de la commission (précise que les mineurs émancipés sont destinataires de l'information et exercent les droits d'accès et d'opposition) : adopté (p. 5909).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5909).

Favorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5909).

Article 40-10 de la loi du 6 janvier 1978 (cas de retrait de l'autorisation) :

Amendement n° 10 rectifié de la commission (prévoit le retrait automatique de l'autorisation en cas de violation des conditions légales de mise en œuvre) : adopté (p. 5909).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5909).

Amendement n° 11 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5909).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5909).

Favorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5909).

Amendement n° 12 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5909).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5909).

Favorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5909).

Après l'article 40-11 de la loi du 6 janvier 1978 :

Amendement n° 13 de la commission (soumet la transmission à l'étranger de données épidémiologiques nominatives à la condition que l'Etat destinataire assure une protection équivalente à la loi française) : adopté (p. 5909).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5909, 5910).

Favorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5909, 5910).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 5909) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5909).

Amendement n° 15 rectifié de la commission (punit de 200 000 francs d'amende, de trois ans d'emprisonnement et d'une interdiction professionnelle pour dix ans au plus le défaut d'autorisation pour le traitement d'informations nominatives à caractère médical) : retiré (p. 5910).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5910).

Défavorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5910).

Observations : *Millet (Gilbert)* (p. 5910).

Amendement n° 16 de la commission (punit de 2 millions de francs d'amende, de cinq ans d'emprisonnement et d'une interdiction professionnelle de dix ans au plus le détournement d'informations nominatives à caractère médical) : retiré (p. 5910).

Amendement n° 17 de la commission (punit d'une amende de 200 000 F et de trois ans d'emprisonnement la transmission d'informations nominatives à caractère médical à des tiers non autorisés) : retiré (p. 5910).

Après l'article 1er :

Amendement n° 14 rectifié de la commission (fixe à six mois à compter de la publication du décret d'application de la loi le délai dans lequel les traitements automatisés déjà mis en œuvre doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation ; fixe respectivement à six mois non renouvelables et deux mois les délais pendant lesquels la C.N.I.L. et le Comité consultatif doivent rendre leur avis) (p. 5910) : adopté après modifications (p. 5911).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5911).

Favorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5911).

Sous-amendement n° 48 rectifié du Gouvernement (limite l'application de ce régime transitoire aux traitements qui n'ont pas reçu d'avis de la C.N.I.L. ; porte à un an le délai pendant lequel la demande d'autorisation doit être présentée) (p. 5910) : adopté (p. 5911).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5911).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5911).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 5911).

Amendement n° 19 de la commission (de coordination des dispositions pénales de la loi du 6 janvier 1978 avec les dispositions résultant du projet de loi) : adopté (p. 5911).

Soutenu par : *Bioulac (Bernard)* (p. 5911).

Favorable : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5911).

Article 2 *(sanctions pénales de droit commun) :* adopté après modifications (p. 5911).

Amendement n° 47 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 5911).

Soutenu par : *Curien (Hubert) (G)* (p. 5911).

Favorable : *Bioulac (Bernard)* (p. 5911).

Article 3 *(non-application à Mayotte et aux territoires d'outre-mer) :* adopté (p. 5911).

Article 4 *(traitements effectués par l'I.N.S.E.E. et les services statistiques ministériels) :* adopté (p. 5912).

Amendement n° 24 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 5911, 5912) : rejeté (p. 5912).

Défavorables : *Bioulac (Bernard)* (p. 5912) ; *Curien (Hubert) (G)* (p. 5912).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 5912) ; *Mattei (Jean-François)* (p. 5912) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5912).

Lois : projet de loi n° 2601 relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant le loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés :

– amendements du Gouvernement : *Mattei (Jean-François)* (p. 5912) ; *Millet (Gilbert)* (p. 5912) ;

– autonomie par rapport à la loi Informatique et libertés : *Toubon (Jacques)* (p. 5912) ; *Bioulac (Bernard)* (p. 5912) ;

– complexité : *Boutin (Christine)* (p. 5912).

Recherche : recherche médicale : épidémiologie : nécessité d'une loi : *Mattei (Jean-François)* (p. 5912).

Explications de vote : explications de vote communes sur le projet de loi n° 2601 relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou de l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le projet de loi n° 2599 relatif au corps humain, et le projet n° 2600 relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal

ainsi qu'au Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [25 novembre 1992] (p. 6052) : voir *Vie, médecine et biologie* **31.**

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi [25 novembre 1992] (p. 6056).

34. Proposition de loi n° 2649 tendant à déterminer les **règles fondamentales de l'éthique biomédicale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 avril 1992 par M. Jacques Toubon. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

35. Rapport n° 2713 fait par M. Daniel Chevallier, au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur la **biodiversité et la préservation du patrimoine génétique** [20 mai 1992].

38. Proposition de loi n° 2971 relative à l'**interruption volontaire de grossesse et supprimant la pénalisation de l'auto-avortement.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 14 octobre 1992 par Mme Yvette Roudy. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Questions au Gouvernement :

- **n° 1268 - Greffes de la cornée :** *Bioulac (Bernard).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire [27 mai 1992] (p. 1732, 1733) :

Affaire d'Amiens ; prélèvements de cornée ; loi sur la bioéthique ; prélèvements : autorisation préalable.

- **n° 1284 - Indemnisation des hémophiles contaminés :** *Colin (Daniel).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire [10 juin 1992] (p. 2153, 2154) :

Hémophiles contaminés par le virus du sida à la suite de transfusions sanguines ; loi d'indemnisation ; montant des sommes attribuées et délais de paiement ; constitution et instruction des dossiers ; paiement en quatre versements : perspectives.

- **n° 1295 - Commandos anti-I.V.G. :** *Bohbot (David).* Réponse : *Neiertz (Véronique),* secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la consommation [10 juin 1992] (p. 2163) :

Droit d'avorter en France : respect ; sécurité des hôpitaux : renforcement ; poursuites pénales et création d'un délit spécifique.

- **n° 1314 - Sida :** *Debré (Bernard).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire [24 juin 1992] (p. 2714, 2715) :

Mise sur le marché du test de dépistage du sida : retard : 1er août 1985 ; fixation au 1er octobre 1985 pour le non-remboursement par la sécurité sociale des produits non chauffés ; responsabilité du corps médical et du gouvernement Fabius ; loi d'indemnisation du 31 décembre 1991 ; transfusion sanguine : réforme pour une plus grande sécurité.

- **n° 1317 - Transfusion sanguine :** *Charette (Hervé de).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire [24 juin 1992] (p. 2718) :

Procès des dirigeants du Centre national de transfusion sanguine (C.N.T.S.) ; ministres du gouvernement Fabius : responsabilité pénale ; Haute Cour de justice : saisine du dossier : perspectives ; responsabilité morale du corps médical.

- **n° 1370 - Affaire du sang contaminé :** *Barrot (Jacques).* Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire [28 octobre 1992] (p. 4464, 4465) :

Transfusion sanguine et contamination des hémophiles ; fonctionnement et responsabilité de l'Etat ; statut juridique des hommes politiques ; Haute Cour de justice ; réforme de la Constitution : perspectives.

Voir *Commerce extérieur* **4.**
Droit civil **1.**
Etat : questions au Gouvernement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Affaires sociales et santé.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Recherche et espace.
Parlement **48, 51.**
Recherche **2.**
Santé publique **23, 24.**
Système pénitentiaire : questions au Gouvernement.

VIE PUBLIQUE

1. Projet de loi n° 2918 relatif à la **prévention de la corruption** et à la **transparence de la vie économique et des procédures publiques.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 septembre 1992 par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Yves Durand (2 octobre 1992). - Rapport **n° 2941** (10 octobre 1992). - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur pour avis : M. Jean-Marie Le Guen (2 octobre 1992). - Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur pour avis : M. Alain Brune (2 octobre 1992). - Lettre de M. le Premier ministre, en date du 8 octobre 1992, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur ce projet de loi. - Urgence déclarée le 13 octobre 1992. - Discussion les 13, 14, 15 et 16 octobre 1992. - Adoption le 16 octobre 1992. - Projet de loi **n° 723.**

Sénat (première lecture). - **N° 10** (1992-1993). - Dépôt le 20 octobre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Christian Bonnet. - Rapport **n° 61** (1992-1993) (25 novembre 1992). - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur pour avis : M. Jacques Mossion. - Avis **n° 43** (1992-1993) (12 novembre 1992). - Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur pour avis : M. Jean Huchon. - Avis **n° 53** (1992-1993) (18 novembre 1992). - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Adrien Gouteyron. - Avis **n° 62** (1992-1993) (25 novembre 1992). - Discussion les 1er, 2 et 3 décembre 1992. - Adoption le 3 décembre 1992. - Projet de loi **n° 25** (1992-1993). - Nouveau titre : « Projet de loi portant **diverses dispositions** relatives à **certaines activités économiques et** à **certaines procédures publiques** ».

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 8 décembre 1992] (p. 16776). - Réunion le 9 décembre 1992. - Bureau [*J.O.* du 10 décembre 1992] (p. 16861).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Yves Durand. - Rapport **n° 3123** (9 décembre 1992).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Christian Bonnet. - Rapport **n° 100** (1992-1993) (9 décembre 1992).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - **N° 3108.** - Dépôt le 4 décembre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Yves Durand. - Rapport **n° 3126** (10 décembre 1992). - Discussion les 15, 16, 17 et 18 décembre 1992. - Adoption le 18 décembre 1992. - Projet de loi **n° 777.** - Nouveau titre : « Projet de loi relatif à la **prévention de la corruption et** à la **transparence de la vie économique et des procédures publiques** ».

Sénat (deuxième lecture). - **N° 152** (1992-1993). - Dépôt le 18 décembre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Christian Bonnet. - Rapport **n° 153** (1992-1993) (18 décembre 1992). - Discussion et adoption le 19 décembre 1992. - Projet de loi **n° 47** (1992-1993).

Assemblée nationale (troisième lecture). - **N° 3204.** - Dépôt le 19 décembre 1992. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Yves Durand. - Rapport **n° 3206** (19 décembre 1992). - Discussion et adoption définitive le 19 décembre 1992. - Projet de loi **n° 784.**

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2, de la Constitution). - Décision le 20 janvier 1993 [*J.O.* du 22 janvier 1993] (p. 1118). - Déclarés non conformes à la Constitution : le cinquième alinéa de l'article 1er ; l'article 5 ; dans le texte de l'article 40, la dernière phrase du *b* ; dans le texte du *b* de l'article 41, les mots : « ... ou à une société dont le capital est, directement ou indirectement, majoritairement détenu par la collectivité publique délégante », et les mots : « ... ou de la société. Toutefois, lorsque la délégation a lieu au bénéfice d'une société d'économie mixte, les articles 40 et 42 sont applicables » ; dans le texte de l'article 48, l'alinéa 2 du I ; dans le texte de l'article 49, au deuxième alinéa du I, les mots : « autres que ceux qui ont le caractère industriel et commercial » ; l'article 53 ; l'article 54 ; l'article 83 ; l'article 86.

Loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 publiée au *J.O.* du 30 janvier 1993 (p. 1588).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 2918 relatif à la prévention de la corruption et ceux de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 (Certaines dispositions ont été déclarées non conformes à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 92-316 DC du 20 janvier 1993)

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
1 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Création d'un service interministériel de lutte contre la corruption.	Première lecture : 14 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3694 7242	1 partiellement non conforme
2 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Saisine du procureur de la République par le service.	Première lecture : 14 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3701 7243	2
3 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Dessaisissement du service dès ouverture d'une procédure judiciaire.	Première lecture : 14 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3703 7243	3
4 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Communication aux autorités judiciaires des renseignements recueillis par le service.	Première lecture : 14 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3703 7243	4
5 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Communication des documents et audition des personnes nécessaires à l'accomplissement de la mission du service.	Première lecture : 14 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3704 7243	5 non conforme à la Constitution
6 Supprimé (A.N. et Sénat)		Sanction de l'opposition à l'exercice des fonctions des membres du service.	Première lecture : 14 octobre 1992	3708	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
7 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Décret d'application.	Première lecture : 14 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3709 7244	6
		TITRE Ier **FINANCEMENT DES CAMPAGNES ÉLECTORALES ET DES PARTIS POLITIQUES**			
	8 AA (Sénat) Supprimé (A.N.) Rétabli (Sénat) Supprimé (A.N.)	Inéligibilités.	Deuxième lecture : 15 décembre 1992	7244	
	8 A (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. L. 52-5 et L. 52-6 du code électoral) : dévolution de l'actif des associations de financement électorales ou des mandataires financiers des candidats.	Première lecture : 15 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3733 7245	7
	8 B (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Rapport d'activité de la Commission nationale des comptes de campagne.	Première lecture : 15 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3734 7246	8
8 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		(Art. L. 52-8 et L. 52-12 du code électoral) : interdiction des dons des personnes morales aux candidats.	Première lecture : 15 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3735 7246	9
	8 *bis* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. L. 52-11 du code électoral) : plafond de dépenses électorales des candidats aux élections législatives.	Première lecture : 15 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3757 7250	10
	8 *ter* A (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. 11-9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) : audition de la commission nationale des comptes de campagne par une commission composée par des représentants de partis politiques.	Deuxième lecture et seconde délibération : 18 décembre 1992	7498	11

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	8 *ter* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. L. 167 du code électoral) : plafond de remboursement des frais de campagne non officielle.	Première lecture : 15 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3759 7250	12
9 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		(Art. 11-4 de la loi du 11 mars 1988) : interdiction des dons des personnes morales aux partis politiques.	Première lecture : 15 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3760 7250	13
	9 *bis* A (A.N.) Supprimé (Sénat) Suppression conforme (A.N.)	(Art. L. 52-8 du code électoral) : conditions de donation des ressortissants de la C.E.E. aux partis politiques.	Deuxième lecture : 15 décembre 1992 Lecture définitive : 19 décembre 1992	7252 7615	
	9 *bis* B (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) : nombre de candidats à partir duquel un parti politique peut bénéficier du financement public.	Deuxième lecture : 15 décembre 1992	7252	14
	9 *bis* C (A.N.) Supprimé (Sénat) Suppression conforme (A.N.)	(Art. 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) : conditions de donation des ressortissants de la C.E.E. aux partis politiques.	Deuxième lecture : 15 décembre 1992 Lecture définitive : 19 décembre 1992	7252 7615	
	9 *bis* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. 9 de la loi du 11 mars 1988) : répartition de l'aide publique aux partis politiques.	Première lecture : 15 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3766 7254	15
10 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Application à Mayotte.	Première lecture : 15 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3767 7254	16
	10 *bis* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Entrée en vigueur du titre Ier.	Première lecture : 15 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3770 7254	17
		TITRE II **DISPOSITIONS RELATIVES A LA TRANSPARENCE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES** CHAPITRE Ier ***Dispositions générales***			
11		(Art. 33 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986) : conditions de vente et de rémunération des prestataires de services.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992 Seconde délibération : 18 décembre 1992	3773 7255 7498	18
12		(Art. 31 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986) : sanctions de la réglementation de la facturation.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3801 7257	19

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		CHAPITRE II ***Prestations de publicité***			
13 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		L'acheteur d'espace publicitaire mandataire de l'annonceur.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3809 7258	20
14 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Rémunération exclusive de l'exercice du mandat du mandataire par son mandant.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992	3828 7262	21
15 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Interdiction de rémunération des fonctions de conseil de l'agence de publicité par le vendeur d'espaces publicitaires.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 15 décembre 1992 Seconde délibération : 18 décembre 1992	3830 7263 7498	22
16 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Information de l'annonceur par le vendeur d'espaces publicitaires et le mandataire.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 16 décembre 1992	3832 7285	23
17 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Liens financiers entre les agences de publicité de conseil en plan média ou de préconisation de support et les vendeurs d'espaces publicitaires.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 16 décembre 1992	3833 7285	24
18 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Sanctions et pouvoirs d'enquêtes.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 16 décembre 1992	3834 7286	25
	18 *bis* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Régie publicitaire, statut du mandataire et protection des directeurs de publication.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 16 décembre 1992	3837 7287	26

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	18 *ter* A (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Territorialité des dispositions du chapitre II.	Deuxième lecture : 16 décembre 1992	7287	27
	18 *ter* (A.N.)	Entrée en vigueur des chapitres Ier et II.	Première lecture : 16 octobre 1992	3837	28
			Deuxième lecture : 16 décembre 1992	7287	
	18 *quater* (A.N.)	Observatoire du marché publicitaire.	Première lecture : 16 octobre 1992	3839	29
			Deuxième lecture : 16 décembre 1992	7290	
		CHAPITRE III			
		Urbanisme commercial			
19		Obligation de dépôt des contrats conclus à l'occasion des opérations d'équipement commercial auprès du préfet et de la chambre régionale des comptes.	Première lecture : 16 octobre 1992	3848	30
			Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7432	
			Lecture définitive : 19 décembre 1992	7615	
20		(Art. 3, 27 et 28 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 modifiée) : critères des décisions prises par les commissions départementales d'équipement commercial. - Identification des enseignes associées aux projets soumis à ces commissions.	Première lecture : 16 octobre 1992	3851	31
			Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7432	
			Seconde délibération : 18 décembre 1992	7499	
21		(Art. 30 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 modifiée) : composition des commissions départementales d'équipement commercial.	Première lecture : 16 octobre 1992	3858	32
			Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7434	
22		(Art. 31 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 modifiée) : délibérations des commissions départementales d'équipement commercial.	Première lecture : 16 octobre 1992	3863	33
			Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7437	
23		(Art. 32 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 modifiée) : décisions des commissions départementales d'équipement commercial.	Première lecture : 16 octobre 1992	3863	34
			Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7437	
			Lecture définitive : 19 décembre 1992	7615	
24		(Art. 33 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 modifiée) : composition de la commission nationale d'équipement commercial. - Recours contre les décisions de la commission.	Première lecture : 16 octobre 1992	3865	35
			Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7437	
25		Coordination.	Première lecture : 16 octobre 1992	3869	36
26		Dispositions transitoires.	Première lecture : 16 octobre 1992	3869	37
			Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7439	
		CHAPITRE IV			
		Délégation de service public			
		Section 1 : dispositions générales			
27 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Appel public de candidatures.	Première lecture : 16 octobre 1992	3870	38
			Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7439	
			Seconde délibération : 18 décembre 1992	7499	
	27 *bis* (Sénat)	Abrogation de l'article 52 de la loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République.	Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7441	39

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
28		Durée et renouvellement des contrats de délégation.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992 Seconde délibération : 18 décembre 1992	3877 7441 7500	40 partiellement non conforme
29 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Exceptions au régime des délégations.	Première lecture : 16 octobre 1992 Seconde délibération : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992 Seconde délibération : 18 décembre 1992	3881 3922 7445 7500	41 partiellement non conforme
		Section 2 : dispositions applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics			
30		Délibération sur le principe de la délégation.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3885 7447	42
31		Ouverture des plis.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3886 7447	43
32 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Choix du délégataire.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3887 7447	44
33 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Négociation directe.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3888 7447	45
34		(Art. L. 314-1 du code des communes) : transmission au représentant de l'Etat. - Application du texte aux groupements de collectivités territoriales.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3888 7449	46
	34 *bis* (Sénat)	Date d'application des dispositions nouvelles.	Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7449	47
		CHAPITRE V ***Marchés publics***			
35		Contrats passés par les S.E.M., les sociétés anonymes d'H.L.M. et les S.E.M. de construction de logements sociaux.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3889 7449	48 partiellement non conforme
		CHAPITRE VI ***Dispositions communes aux délégations de service public et aux marchés publics***			
36 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		(Art. 1er, 2 et 7 de la loi du 3 janvier 1991) : compétence de la mission interministérielle d'enquête.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992 Seconde délibération : 18 décembre 1992	3892 7450 7501	49 partiellement non conforme

ARTICLES Projet de loi	ARTICLES Additionnels	OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
37 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		(Art. L. 22 du code des tribunaux administratifs) : extension du référé pré-contractuel.	Première lecture : 16 octobre 1992 Seconde délibération : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3893 3922 7451	50
		CHAPITRE VII ***Activités immobilières***			
38 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Publicité des cessions foncières ou immobilières des collectivités locales et des sociétés d'économie mixte locales.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3895 7451	51
39		Cessions par les professionnels de l'immobilier des droits attachés aux promesses de vente.	Première lecture : 16 octobre 1992	3897	52
	39 *bis* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. 6 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975) : protection des occupants de locaux à usage d'habitation.	Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7452	53 non conforme à la Constitution
	39 *ter* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. L. 430-2, L. 430-4-3, L. 430-5, L. 430-7, L. 430-9, L. 480-1, L. 480-4 du code de l'urbanisme) : permis de démolir.	Deuxième lecture : 17 décembre 1992 Seconde délibération : 18 décembre 1992	7454 7501	54 non conforme à la Constitution
40 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		(Art. L. 311-4-1 du code de l'urbanisme) : participation des constructeurs pour la réalisation d'équipements publics au titre des zones d'aménagement concerté et des programmes d'aménagement d'ensemble.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3897 7456	55
41 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		Participations ponctuelles des constructeurs pour la réalisation d'équipements publics.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3899 7456	56
42		Publicité des participations pour la réalisation d'équipements publics et actions en répétition. (Art. L. 332-28 du code de l'urbanisme) : fait générateur de participations pour la réalisation d'équipements publics. (Art. L. 332-29 du code de l'urbanisme) : publicité en mairie des participations pour la réalisation d'équipements publics. (Art. L. 332-30 du code de l'urbanisme) : actions en répétition contre les participations pour la réalisation d'équipements publics indues.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3900 7456	57
	42 *bis* (Sénat)	Exonérations de participation.	Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7457	58
43		Abrogation d'articles du code de la construction relatifs à la cession d'actions de sociétés anonymes d'H.L.M.	Première lecture : 16 octobre 1992	3902	59
44		(Art. L. 423-4 du code de la construction) : plafonnement du prix de cession des actions des sociétés anonymes d'H.L.M.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3902 7457	60

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
45		(Art. L. 423-5 du code de la construction) : moralisation des opérations sur le capital des sociétés anonymes d'H.L.M.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3903 7457	61
	45 *bis* (Sénat)	(Art. L. 313-1-2 du code de la construction) : plafonnement du prix des parts des sociétés immobilières dont la moitié du capital est souscrit avec les fonds du « 1 p. 100 logement ».	Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7457	62
	45 *ter* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. L. 313-1-3 du code de la construction) : statut des sociétés immobilières constituées au titre du « 1 p. 100 logement ».	Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7458	63
46		(Art. L. 313-7-1 du code de la construction) : organismes collecteurs du « 1 p. 100 logement ».	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3906 7458	64
	46 *bis* (A.N.)	(Art. L. 313-10, 313-11 et 313-12 du code de la construction) : associations et organismes collecteurs du « 1 p. 100 logement ».	Première lecture : 16 octobre 1992	3906	65
	46 *ter* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. L. 313-14 du code de la construction) : dissolution administrative d'un C.I.L.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3906 7459	66
	46 *quater* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. L. 313-15 du code de la construction) : transfert à une autre association agréée des actifs d'une association liquidée.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3906 7459	67
	46 *quinquies* (A.N.)	(Art. L. 313-7 du code de la construction) : contrôle des opérations réalisées à l'aide du « 1 p. 100 logement ».	Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7459	68
47		(Art. L. 313-13 du code de la construction) : interventions de l'agence nationale. Sanctions pécuniaires.	Première lecture : 16 octobre 1992	3906	69
48		(Art. L. 313-16 du code de la construction) : extension du champ des interdictions.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3906 7460	70
49		(Art. L. 313-16 du code de la construction) : sanctions pénales.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3908 7460	71
		CHAPITRE VII *BIS* ***Dispositions relatives aux entreprises***			
	49 *bis* A (Sénat) Supprimé (A.N.)	(Art. 46 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985) : droits des créanciers des entreprises en liquidation.	Lecture définitive : 19 décembre 1992	7613-7617	
	49 *bis* B (Sénat) Supprimé (A.N.)	(Art. 90 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985) : droits des créanciers bénéficiaires d'un nantissement ou d'une hypothèque.	Lecture définitive : 19 décembre 1992	7613-7617	
		CHAPITRE VIII ***Dispositions relatives au blanchiment de capitaux provenant de l'activité d'organisations criminelles***			
	49 *bis* (A.N.)	(Art. 3 et 5 de la loi n° 90-614 du 12 juillet 1990) : participation des organismes financiers ; pouvoirs du TRACFIN.	Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7462	72
	49 *ter* (A.N.)	(Art. 6 de la loi n° 90-614 du 12 juillet 1990) : régime déclaratif.	Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7463	73

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE III **DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITÉS LOCALES** CHAPITRE Ier ***Transparence des procédures***			
50		(Art. L. 323-1, L. 323-9 et L. 323-13 du code des communes) : exploitation directe par les communes de services d'intérêt public à caractère administratif.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3909 7464	74
51 Supprimé (A.N. et Sénat)		(Art. 3 et 46 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et art. 7 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972) : information des assemblées locales sur les déférés préfectoraux.	Première lecture : 16 octobre 1992	3909	
52		(Art. 87 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) : transmission aux assemblées délibérantes des collectivités locales des avis et observations des chambres régionales des comptes.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3910 7464	75
53		(Art. 6 de la loi n° 83-517 du 7 juillet 1983) : contrôle des sociétés d'économie mixte locales.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3910 7465	76
54 Supprimé (A.N. et Sénat)		Non-exécution des jugements par les personnes morales de droit public.	Première lecture : 16 octobre 1992	3912	
	54 *bis* (Sénat)	(Art. 1er de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980) : mandatement d'office en matière d'exécution des décisions de justice.	Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7466	77
55		Inclusion des élus locaux investis de fonctions exécutives dans le champ de compétence de la cour de discipline budgétaire.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3912 7466	78
56		(Art. 9 de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 ; art. 5 de la loi n° 82-594 du 10 juillet 1982) : délit d'obstacle à l'exercice des pouvoirs des membres de la Cour des comptes ou des chambres régionales des comptes.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3913 7466	79
	56 *bis* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. 9 de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 ; art. 6 de la loi n° 82-594 du 10 juillet 1982) : caractère contradictoire des audiences de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3913 7467	80
	56 *ter* (A.N.) Supprimé (A.N.)	(Art. 9 de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 ; art. 5 de la loi n° 82-594 du 10 juillet 1982) : demandes d'audition par la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3913 7467	
	56 *quater* (A.N.)	(Art. 29 de la loi n° 84-148 du 1er mars 1984) : obligations des associations bénéficiaires de subventions.	Première lecture : 16 octobre 1992	3915	81
		CHAPITRE II ***Modernisation du contrôle***			
57		(Art. 2 et 45 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 ; art. 7 de la loi du 5 juillet 1972) : contrôle *a posteriori* des décisions des sociétés d'économie mixte locales traduisant l'exercice de prérogatives de puissance publique.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3916 7467	82
58 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)		(Art. 3 et 46 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 ; art. 7 de la loi du 5 juillet 1972) : effet suspensif de la demande de sursis à exécution présentée par le préfet.	Première lecture : 16 octobre 1992 Deuxième lecture : 17 décembre 1992	3916 7467	83 non conforme à la Constitution

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	58 *bis* A (A.N.)	(Art. 68 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992) : délai d'établissement des schémas départementaux relatifs à l'intercommunalité.	Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7468	84
	58 *bis* (Sénat)	(Art. L. 167-3 du code des communes) : constitution des communautés de communes en milieu urbain.	Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7468	85
	58 *ter* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	(Art. L. 26 du code électoral) : inscriptions sur les listes électorales.	Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7468	86 non conforme à la Constitution
59 Supprimé (A.N. et Sénat)		(Art. 89-1 à 89-3 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) : intervention de l'inspection générale de l'administration.	Première lecture : 16 octobre 1992	3918	
60 Supprimé (A.N. et Sénat)		(Art. 31 de l'ordonnance n° 58-896 du 23 septembre 1958) : pouvoirs des membres de l'inspection générale de l'administration à l'égard des organismes ayant fait appel au concours des collectivités locales.	Première lecture : 16 octobre 1992	3920	
	61	(Art. 72 de la loi n° 84-16 du 16 janvier 1984 ; art. 95 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; art. 90 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986) : commission d'étude sur les incompatibilités avec des fonctions électives	Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7469	87
TITRE		Intitulé initial : Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques.			
Modifié (Sénat) Rétabli (A.N.)		Intitulé du Sénat : Projet de loi portant diverses dispositions relatives à certaines activités économiques et à certaines procédures publiques.	Deuxième lecture : 17 décembre 1992	7472	

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1992] (p. 3602, 3625) ; [14 octobre 1992] (p. 3677).

Déroulement de la séance :

Interventions du Gouvernement : Bérégovoy (Pierre) (p. 3602) ; *Quilès (Paul)* (p. 3604) ; *Sapin (Michel)* (p. 3605).

Présentation du rapport et des avis :

- rapport de la commission des lois : *Durand (Yves)* (p. 3608) ;
- avis de la commission des affaires culturelles : *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 3615) ;
- avis de la commission de la production : *Brune (Alain)* (p. 3620).

Exception d'irrecevabilité soulevée par : Millon (Charles) (p. 3625) : rejetée au scrutin public (p. 3629).

Soutenue par : *Clément (Pascal)* (p. 3625).

Explications de vote : *Dosière (René)* (p. 3628).

Conseil constitutionnel : saisine ; décisions : *Dosière (René)* (p. 3629).

Délinquance et criminalité : corruption : généralités : *Dosière (René)* (p. 3628, 3629, 3631).

Entreprises : relations avec les pouvoirs publics et les partis politiques : *Dosière (René)* (p. 3629).

Partis et mouvements politiques : financement : *Dosière (René)* (p. 3628, 3629).

Question préalable opposée par : Pons (Bernard) (p. 3629) : rejetée au scrutin public (p. 3632).

Soutenue par : *Debré (Jean-Louis)* (p. 3629).

Explications de vote : *Dosière (René)* (p. 3631).

Délinquance et criminalité : corruption : généralités : *Dosière (René)* (p. 3632).

Partis et mouvements politiques : financement : *Dosière (René)* (p. 3632).

Discussion générale : Auroux (Jean) (p. 3632) ; *Péricard (Michel)* (p. 3634) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3636) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3638) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3640) ; *Dosière (René)* (p. 3642) ; *Perben (Dominique)* (p. 3643) ; *Madelin (Alain)* (p. 3644) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 3645) ; *Broissia (Louis de)* (p. 3647) ; *Gaillard (Claude)* (p. 3648) ; *Dassault (Olivier)* (p. 3648) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3649) ; *Estrosi (Christian)* (p. 3650).

Réponses du Gouvernement : Quilès (Paul) (p. 3677) ; *Vauzelle (Michel)* (p. 3678) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3680).

Motion de renvoi en commission de : *Barrot (Jacques)* (p. 3683) : rejetée au scrutin public (p. 3685).

Soutenue par : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3683).

Explications de vote : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3684) ; *Dosière (René)* (p. 3684) ; *Delattre (Francis)* (p. 3685).

Administration : services publics et concessions de services publics : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3683).

Collectivités locales : inspection générale de l'administration : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3683).

Délinquance et criminalité :

- corruption : généralités : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3683) ;
- corruption : rapport Bouchery : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3683).

Parlement : Assemblée nationale : commissions : conditions de travail : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3683, 3684) ; *Dosière (René)* (p. 3684, 3685).

Principaux thèmes développés :

Administration : services publics et concessions de services publics : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3607) ; *Durand (Yves)* (p. 3610) ; *Brune (Alain)* (p. 3620) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3631) ; *Perben (Dominique)* (p. 3644) ; *Gaillard (Claude)* (p. 3648).

Banques et établissements financiers : intermédiaires : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3609) ; *Brune (Alain)* (p. 3619) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 3616) ; *Madelin (Alain)* (p. 3645).

Collectivités locales :
- élus locaux : honnêteté et dévouement : *Quilès (Paul) (G)* (p. 3605) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3639) ; *Dosière (René)* (p. 3643) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3680) ;
- inspection générale de l'administration : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3639) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3681) ; *Delattre (Francis)* (p. 3685) ;
- relations avec les sociétés d'économie mixte locales : *Quilès (Paul) (G)* (p. 3605) ; *Durand (Yves)* (p. 3611) ; *Gaillard (Claude)* (p. 3648) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3681) ;
- transparence des procédures : relations avec les pouvoirs administratifs et judiciaires : *Quilès (Paul) (G)* (p. 3605) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3607) ; *Durand (Yves)* (p. 3611) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3639) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3681).

Commerce et artisanat : urbanisme commercial : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3603) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3606) ; *Durand (Yves)* (p. 3610) ; *Brune (Alain)* (p. 3619) ; *Gaillard (Claude)* (p. 3648).

Conseil constitutionnel : saisine ; décisions : *Clément (Pascal)* (p. 3628).

Défense : industries aéronautiques ; industries d'armement : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3650).

Délinquance et criminalité :
- corruption : généralités : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3603) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3604. 3677) ; *Durand (Yves)* (p. 3609) ; *Clément (Pascal)* (p. 3625, 3626, 3627) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3629, 3630, 3631) ; *Péricard (Michel)* (p. 3634) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3636) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3638) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3641) ; *Dosière (René)* (p. 3642) ; *Madelin (Alain)* (p. 3644) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 3646) ; *Dassault (Olivier)* (p. 3649) ; *Estrosi (Christian)* (p. 3650) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3678) ;
- corruption : délinquance financière : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3603) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3606) ; *Durand (Yves)* (p. 3610) ; *Péricard (Michel)* (p. 3634) ; *Madelin (Alain)* (p. 3645) ;
- corruption : Mafia : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3641) ; *Estrosi (Christian)* (p. 3651) ;
- corruption : rapport Bouchery : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3602) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3606) ; *Durand (Yves)* (p. 3609) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 3616) ; *Brune (Alain)* (p. 3620) ; *Clément (Pascal)* (p. 3627) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3639) ; *Dosière (René)* (p. 3642) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3650) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3679).

Elections et référendums :
- campagne présidentielle : frais de campagne : *Dosière (René)* (p. 3642) ;
- campagnes électorales : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3603) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3604, 3677) ; *Durand (Yves)* (p. 3613) ; *Clément (Pascal)* (p. 3627) ;*Debré (Jean-Louis)* (p. 3630, 3631) ; *Auroux (Jean)* (p. 3632) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3637) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3638) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3640) ; *Dosière (René)* (p. 3642) ; *Perben (Dominique)* (p. 3644) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 3646) ;
- comptes de campagnes : *Durand (Yves)* (p. 3613) ; *Dosière (René)* (p. 3642).

Entreprises : relations avec les pouvoirs publics et les partis politiques : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3603) ; *Durand (Yves)* (p. 3609) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 3615) ; *Clément (Pascal)* (p. 3627) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3631) ; *Auroux (Jean)* (p. 3633) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3677) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3639) ; *Perben (Dominique)* (p. 3644) ; *Madelin (Alain)* (p. 3645) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3677).

Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires : « pantouflage » : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3639) ; *Dosière (René)* (p. 3642).

Gouvernement :
- ministère de la justice : instauration d'un service de lutte contre la corruption : *Quilès (Paul) (G)* (p. 3604) ; *Durand (Yves)* (p. 3609) ; *Clément (Pascal)* (p. 3628) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3630) ; *Péricard (Michel)* (p. 3635) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3641) ; *Perben (Dominique)* (p. 3643) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 3646) ; *Estrosi (Christian)* (p. 3650) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3678) ;
- patrimoine des ministres : *Estrosi (Christian)* (p. 3651).

Logement et habitat :
- H.L.M. : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3608) ; *Durand (Yves)* (p. 3612) ; *Brune (Alain)* (p. 3619) ;
- logement : 1 p. 100 logement : contrôle : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3608) ; *Durand (Yves)* (p. 3612) ; *Brune (Alain)* (p. 3619) ;
- permis de construire : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3608) ; *Durand (Yves)* (p. 3612) ; *Brune (Alain)* (p. 3619).

Marchés publics : règles : transparence : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3603) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3607) ; *Durand (Yves)* (p. 3610) ; *Brune (Alain)* (p. 3620) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3641) ; *Perben (Dominique)* (p. 3644) ; *Estrosi (Christian)* (p. 3651).

Parlement :
- Assemblée nationale : commissions : conditions de travail : *Delattre (Francis)* (p. 3685) ;
- commissions d'enquête et de contrôle : demande du groupe communiste relative à la constitution d'une commission d'enquête sur la Mafia : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3641) ;
- patrimoine des parlementaires : *Estrosi (Christian)* (p. 3651).

Partis et mouvements politiques : financement : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3603) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3604) ; *Durand (Yves)* (p. 3613) ; *Clément (Pascal)* (p. 3625) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3630, 3631) ; *Auroux (Jean)* (p. 3633) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3637) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3640) ; *Dosière (René)* (p. 3642) ; *Perben (Dominique)* (p. 3644) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 3646) ; *Broissiu (Louis de)* (p. 3647) ; *Estrosi (Christian)* (p. 3651).

Politique économique et sociale : *Brune (Alain)* (p. 3619) ; *Perben (Dominique)* (p. 3644).

Prix et concurrence : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3603) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3606) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 3615).

Publicité : transparence du marché de l'espace publicitaire : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3603) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3606) ; *Durand (Yves)* (p. 3609) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 3615) ; *Brune (Alain)* (p. 3620) ; *Clément (Pascal)* (p. 3626) ; *Péricard (Michel)* (p. 3634) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3634) ; *Madelin (Alain)* (p. 3644) ; *Broissia (Louis de)* (p. 3647) ; *Dassault (Olivier)* (p. 3649) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3650) ; *Estrosi (Christian)* (p. 3651).

Salaires : disproportion travail/salaire : *Dosière (René)* (p. 3642).

Rappel au règlement : *Broissia (Louis de) :* s'élève contre les interruptions du rapporteur de la commission des lois (p. 3652).

Rappel au règlement : *Mazeaud (Pierre) :* réitère son regret que l'Assemblée nationale n'ait pas eu communication des avis du Conseil d'Etat relatifs au projet de loi sur la corruption (p. 3680) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 3680) ; *Gouzes (Gérard) :* ses observations sur le rôle du Conseil d'Etat (p. 3680).

Rappel au règlement : *Aubert (François d') :* souhaite que le ministre de la défense, le ministre délégué au commerce extérieur, le ministre de la coopération et le ministre de la jeunesse et des sports viennent s'exprimer (p. 3682) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 3682) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3682) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3682).

Rappel au règlement : *Broissia (Louis de) :* regrette que les travaux en commission relatifs à la publicité aient été « bâclés » (p. 3685) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 3686).

Discussion des articles [14 octobre 1992] (p. 3686, 3694) ; [15 octobre 1992] (p. 3733, 3756) ; [16 octobre 1992] (p. 3796, 3809, 3848).

Titre Ier : *service interministériel de lutte contre la corruption.*

Avant l'article 1er :

Amendement n° 38 de la commission (substitue le titre : « Service central de prévention de la corruption » au titre initial) : adopté (p. 3686)

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3686)

Défavorable : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3686).

Articler 1er *(création d'un service interministériel de lutte contre la corruption)* (p. 3694) : adopté après modifications au scrutin public (p. 3701).

Défavorables : *Stirbois (Marie-France)* (p. 3687) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3687) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3687) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3688).

Observations : *Pierna (Louis)* (p. 3686).

Discussion des amendements identiques nos 289 de M. Jean-Jacques Hyest et 359 de M. Jean-Louis Debré (de suppression).

Amendement no 289 de M. Jean-Jacques Hyest (p. 3694) : rejeté au scrutin public (p. 3696).

Soutenu par : *Birraux (Claude)* (p. 3694).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3694) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3695).

Observations : *Delattre (Francis)* (p. 3694) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 3694).

Amendement no 359 de M. Jean-Louis Debré (p. 3694) : rejeté au scrutin public (p. 3696).

Soutenu par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3694).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3694) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3695).

Observations : *Delattre (Francis)* (p. 3694) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 3694).

Amendement no 342 de M. Pierre-André Wiltzer (crée une commission nationale de la transparence chargée de prévenir les comportements frauduleux en matière économique et de veiller à la sincérité des procédures publiques) : rejeté (p. 3697).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3697) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3697).

Amendement no 360 de M. Jean-Louis Debré (supprime le service) : rejeté (p. 3697).

Soutenu par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3697).

Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 3697) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3697).

Discussion commune des amendements nos 474 et 22.

Amendement no 474 de M. Pierre-André Wiltzer (rattache le service au procureur général près la Cour de cassation) (p. 3697) : rejeté au scrutin public (p. 3699).

Favorables : *Delattre (Francis)* (p. 3698) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3698).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3698) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3698).

Amendement no 22 de la commission (de conséquence) (p. 3697) : adopté (p. 3699).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3698).

Rappel au règlement : *Mazeaud (Pierre) :* estime indécent que, dans un débat sur la corruption, M. Jean-Michel Boucheron (Charente) participe aux votes (p. 3699) ; *Forni (Raymond) (VP)* (p. 3699) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3699) ; *Bêche (Guy)* (p. 3699).

Discussion des amendements identiques nos 23 de la commission et 137 de M. Pascal Clément (rédactionnels) (p. 3699) : adoptés (p. 3700).

Soutenus par : *Durand (Yves)* (p. 3699).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3700).

Amendement no 24 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3700).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3700).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3700).

Amendement no 25 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3700).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3700).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3700).

Amendements nos 26 et 27 de la commission (de conséquence) : adoptés (p. 3700).

Soutenus par : *Durand (Yves)* (p. 3700).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3700).

Discussion des amendements identiques nos 28 de la commission, 290 de M. Jean-Jacques Hyest et 365 de M. Pierre Mazeaud (suppriment « l'atteinte à la liberté et à l'égalité des candidats dans les marchés publics », de la liste des faits susceptibles de fonder la compétence du service) : adoptés (p. 3700).

Soutenus par : *Durand (Yves)* (p. 3700).

Amendement no 291 de M. Jean-Jacques Hyest (substitue les faits constitutifs du délit visé à l'article 7 de la loi du 3 janvier 1991 à l'atteinte à la liberté et à l'égalité des candidats dans les marchés publics) : devenu sans objet (p. 3700).

Amendement no 361 de M. Jean-Louis Debré (supprime la disposition relative au concours susceptible d'être apporté par le service aux autorités judiciaires) : rejeté (p. 3700).

Soutenu par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3700).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3700) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3700).

Amendement no 362 de M. Michel Péricard (supprime la disposition relative aux avis susceptibles d'être donnés par le service) : rejeté (p. 3700).

Soutenu par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3700).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3700) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3700).

Amendement no 363 de M. Pierre Mazeaud (supprime la disposition qui fixe la composition du service) : rejeté (p. 3700).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3700) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3700).

Amendement no 138 de M. Pascal Clément (précise que les membres du service sont assermentés) : rejeté (p. 3701).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3701).

Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 3701).

Amendement no 29 de la commission (de précision) : adopté (p. 3701).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3701).

Amendement no 30 de la commission (précise que le service peut recourir, pour des investigations de caractère technique, à toutes personnes qualifiées) : adopté (p. 3701).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3701).

Défavorable : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3701).

Amendement no 364 de M. Jean-Louis Debré (supprime les dispositions qui soumettent les membres du service au secret professionnel) : retiré (p. 3701).

Soutenu par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3701).

Amendement no 31 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3701).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3701).

Article 2 *(saisine du procureur de la République par le service)* (p. 3701) : adopté après modifications (p. 3703).

Discussion des amendements identiques nos 292 de M. Jean-Jacques Hyest et 366 de M. Michel Péricard (de suppression) : rejetés (p. 3701).

Soutenus par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3701).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3702) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3702).

Amendement no 32 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3702).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3702).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3702).

Amendement no 139 de M. Pascal Clément (précise que le service, s'il a décidé de saisir le procureur, doit avertir la personne visée par cette saisine) : rejeté (p. 3702).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3702).

Favorable : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3703).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3702) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3702).

Article 3 *(dessaisissement du service dès l'ouverture d'une procédure judiciaire) :* adopté après modifications (p. 3703).

Discussion des amendements identiques nos 293 de M. Jean-Jacques Hyest et 367 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) : rejetés (p. 3703).

Soutenus par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3703).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3703) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3703).

Amendement no 33 de la commission (de précision) : adopté (p. 3703).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3703).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3703).

Article 4 *(communication aux autorités judiciaires des renseignements recueillis par le service)* (p. 3703) : adopté après modifications (p. 3704).

Discussion des amendements identiques nos 294 et 368 (de suppression).

Amendement no 294 de M. Jean-Jacques Hyest : rejeté (p. 3704).

Soutenu par : *Delattre (Francis)* (p. 3703, 3704).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3704) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3704).

Amendement no 368 de M. Jacques Toubon : rejeté (p. 3704).

Soutenu par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3703).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3704) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3704).

Amendement no 34 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3704).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3704).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3704).

Amendement no 140 de M. Pascal Clément (propose que les parties puissent se faire assister d'un conseil) : rejeté (p. 3704).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3704).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3704) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3704).

Article 5 *(communication des documents et audition des personnes nécessaires à l'accomplissement de la mission du service)* (p. 3704) : adopté après modifications (p. 3708).

Discussion des amendements identiques nos 295 et 369 (de suppression).

Amendement no 295 de M. Jean-Jacques Hyest (p. 3704) : rejeté (p. 3706).

Soutenu par : *Delattre (Francis)* (p. 3705).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3705) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3705).

Amendement no 369 de M. Jean-Louis Debré (p. 3704) : rejeté (p. 3706).

Soutenu par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3704)

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3705) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3705).

Discussion des amendements identiques nos 370 de M. Michel Péricard et 453 de Mme Nicole Catala (retirent au service le droit de se faire communiquer tout document) : rejetés (p. 3706).

Soutenus par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3706).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3706) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3706).

Amendement no 35 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3706).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3706).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3706).

Amendement no 141 de M. Pascal Clément (précise que la demande de communication d'un document par le service doit être faite par écrit) : adopté (p. 3706).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3706).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3706).

Amendement no 371 de M. Pierre Mazeaud (retire au service le droit d'entendre toute personne susceptible de lui fournir des informations) : rejeté (p. 3706).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3706) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3706).

Amendement no 142 de M. Pascal Clément (précise que toute personne entendue par le service doit avoir été convoquée par lettre recommandée 48 heures au moins avant l'entretien) (p. 3706) : retiré (p. 3707).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3706).

Observations : *Durand (Yves)* (p. 3706).

Discussion des amendements identiques nos 372 de M. Pierre Mazeaud et 454 de Mme Nicole Catala (suppriment la disposition relative au secret professionnel) : rejetés (p. 3707).

Soutenus par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3707).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3707) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3707).

Amendement no 143 de M. Pascal Clément (précise que les personnes à qui la communication d'un document est réclamée ou qui sont entendues ont le droit de se faire assister par un conseil) : rejeté (p. 3707).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3707).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3707) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3707) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3707).

Amendement no 373 de M. Jean-Louis Debré (supprime la disposition interdisant la divulgation des informations recueillies par le service) (p. 3707) : rejeté (p. 3708).

Soutenu par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3707).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3708) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3708).

Amendement no 36 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3708).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3708).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3708).

Amendement no 144 de M. Pascal Clément (prévoit que les décisions du service peuvent être contestées par voie de recours hiérarchique auprès du ministre de la justice) : retiré (p. 3708).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3708).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3708) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3708) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3708).

Article 6 *(sanction de l'opposition à l'exercice des fonctions des membres du service)* (p. 3708) : supprimé (p. 3709).

Discussion des amendements identiques nos 37, 296 et 374 (de suppression) (p. 3708).

Amendement no 37 de la commission : adopté (p. 3709).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3708).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3709).

Amendement no 296 de M. Jean-Jacques Hyest : adopté (p. 3709).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3709).

Amendement no 374 de M. Jean-Louis Debré : adopté (p. 3709).

Soutenu par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3709).

Défavorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 3709).

Article 7 *(décret d'application)* : adopté (p. 3709).

Discussion des amendements identiques nos 298 et 375 (de suppression).

Amendement no 298 de M. Jean-Jacques Hyest : retiré (p. 3709).

Amendement no 375 de M. Michel Péricard : retiré (p. 3709).

Soutenu par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3709).

Rappel au règlement : *Mazeaud (Pierre) :* trouve anormal que l'Assemblée nationale apprenne par une dépêche de l'A.F.P. l'accord passé entre le Gouvernement et le parti socialiste visant à réserver le titre II du projet de loi (p. 3709) ; *Forni (Raymond) (VP)* (p. 3710) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3710).

Rappel au règlement : *Wiltzer (Pierre-André) :* s'étonne de la réserve du titre II du projet de loi et évoque les incidences d'une telle réserve sur l'organisation des travaux de l'Assemblée (p. 3710) ; *Forni (Raymond) (VP)* (p. 3710) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3710) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3710) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3711).

Demande de réserve du titre II jusqu'après la discussion du titre III : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3711).

Observations : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3711) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3711) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3711) ; *Auroux (Jean)* (p. 3711) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3712).

Levée de la réserve du titre II : *Quilès (Paul) (G)* (p. 3730).

Rappel au règlement : *Mazeaud (Pierre) :* regrette que le Gouvernement revienne sur sa décision de réserver le titre II sans que les députés « spécialistes » du titre II en aient été préalablement prévenus (p. 3730).

Rappel au règlement : *Delattre (Francis) :* souligne le caractère contradictoire des déclarations des ministres et l'imprécision du texte sur lequel va s'engager la discussion ; réclame la présence du Premier ministre (p. 3731).

Rappel au règlement : *Vivien (Robert-André) :* s'indigne des conditions dans lesquelles l'Assemblée nationale est appelée à travailler (p. 3731).

Rappel au règlement : *Toubon (Jacques) :* considère que le Gouvernement réduit le débat parlementaire à une « pantalonnade » et demande la réunion de la commission des lois (p. 3732).

Rappel au règlement : *Mazeaud (Pierre) :* demande la réunion de la commission des lois afin d'examiner les amendements déposés par le Gouvernement (p. 3732, 3733) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3732, 3733).

Rappel au règlement : *Auroux (Jean) :* souhaite que l'agitation cesse (p. 3733).

Titre II : *financement des campagnes électorales et des partis politiques.*

Avant l'article 8 :

Discussion des amendements identiques nos 39 de la commission et 299 de M. Jean-Jacques Hyest (suppriment la disposition selon laquelle une association de financement électoral, quand elle est dissoute, peut reverser les fonds non dépensés à une association autre qu'un parti politique) (p. 3733) : adoptés (p. 3734).

Soutenus par : *Durand (Yves)* (p. 3734).

Favorable : *Quilès (Paul) (G)* (p. 3735).

Amendement no 146 de M. Pierre-André Wiltzer (propose que la commission nationale des comptes de campagnes établisse un rapport annuel d'activité contenant des éléments sur l'application des lois et règlements relatifs au financement de la vie politique) : adopté (p. 3734).

Favorable : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3734).

Observations : *Durand (Yves)* (p. 3734) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3734).

Amendement no 450 de M. Jean-Claude Lefort (crée une commission de contrôle « pluraliste et représentative » constituée à l'initiative des partis politiques et chargée de recueillir et de publier les informations financières que ces partis sont tenus de fournir) : rejeté (p. 3735).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3735) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3735).

Article 8 *(art. L. 52-8 et L. 52-12 du code électoral : interdiction des dons des personnes morales aux candidats)* (p. 3735) : adopté au scrutin public dans la rédaction de l'amendement no 491 (p. 3747).

Favorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 3738) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3739).

Défavorables : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3735) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 3736) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3737) ; *Clément (Pascal)* (p. 3737).

Observations : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3735) ; *Gaits (Claude)* (p. 3739).

Conseil constitutionnel : recours : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3736) ; *Clément (Pascal)* (p. 3737).

Délinquance et criminalité : corruption : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3735, 3736) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 3737) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3739).

Elections et référendums : campagnes électorales : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3735) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3735, 3736) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 3736) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3737) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3738) ; *Gaits (Claude)* (p. 3739) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3739).

Entreprises : dons aux partis politiques : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3735) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3735, 3736) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 3736) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3737) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3739) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3740).

Partis et mouvements politiques : financement : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3735) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3735, 3736) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 3736) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3737) ; *Clément (Pascal)* (p. 3737) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3739) ; *Gaits (Claude)* (p. 3739) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3740).

Vie publique : transparence et pluralisme : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3735) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3735, 3736) ; *Stirbois (Marie-France)* (p. 3736) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3737) ; *Clément (Pascal)* (p. 3737) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3739) ; *Gaits (Claude)* (p. 3739) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3740).

Discussion des amendements identiques nos 147de M. Pierre-André Wiltzer, 224 de M. Jean-Louis Masson, 300 de M. Jean-Jacques Hyest et 376 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 3740) : rejetés au scrutin public (p. 3741).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3741) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3741).

Discussion commune des amendements nos 491, 40 et 343.

Elections et référendums : campagnes électorales : financement : *Durand (Yves)* (p. 3742) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3742, 3743, 3744, 3747) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3742) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3742, 3743, 3744) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 3744) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3744, 3745) ; *Fleury (Jacques)* (p. 3745) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 3745) ; *Delattre (Francis)* (p. 3745) ; *Clément (Pascal)* (p. 3746).

Entreprises : dons aux partis politiques : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3742) ; *Durand (Yves)* (p. 3742) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3743) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3743, 3744) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 3744) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3745) ; *Fleury (Jacques)* (p. 3745).

Partis et mouvements politiques : financement : *Quilès (Paul) (G)* (p. 3743, 3744, 3747) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3744, 3745) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 3744, 3745, 3746) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3745, 3746) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3746) ; *Durand (Yves)* (p. 3746) ; *Clément (Pascal)* (p. 3746).

Amendement no 491 du Gouvernement (prévoit la publication de la liste exhaustive des personnes morales ayant consenti des dons à un candidat avec indication de chaque montant) (p. 3742) : adopté au scrutin public (p. 3747).

Soutenu par : *Quilès (Paul) (G)* (p. 3742).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3742).

Défavorable : *Lamassoure (Alain)* (p. 3745).

Observations : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3742) ; *Delattre (Francis)* (p. 3745) ;

Amendement no 40 de la commision (prévoit la publication du nom de toute personne morale ayant consenti à un candidat des dons excédant 5 p. 100 du plafond des dépenses électorales autorisé) (p. 3742) : devenu sans objet (p. 3747).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3742).

Défavorable : *Quilès (Paul) (G)* (p. 3742).

Sous-amendement no 288 corrigé de M. Jacques Fleury (précise que cette publication est faite avant le premier tour des élections) (p. 3742, 3745) : devenu sans objet (p. 3747).

Amendement no 343 de M. Pierre-André Wiltzer (prévoit que le conseil d'administration d'une société commerciale ayant consenti un don à un candidat est tenue informée de ce don) (p. 3742) : devenu sans objet (p. 3747).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3742) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 3744).

Rappel au règlement : *Mazeaud (Pierre) :* souhaite que l'Assemblée nationale ne siège pas le samedi (p. 3756) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 3756).

Après l'article 8 :

Discussion commune des amendements nos 41, 306, 126, 307, 308 et 309.

Amendement no 41 de la commission (dispose que le plafond des dépenses pour l'élection des députés est de 250 000 F par candidat majoré de un franc par habitant de la circonscription) (p. 3757) : adopté (p. 3759).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3757).

Favorables : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3757) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3757).

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3757) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3758) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3758) ; *Dosière (René)* (p. 3759).

Sous-amendement no 497 de M. Pierre-André Wiltzer (porte ce plafond de 250 000 à 500 000 F) (p. 3757) : rejeté (p. 3759).

Favorable : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3758).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3758) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3758).

Sous-amendement no 498 de M. Pierre-André Wiltzer (porte la majoration par habitant de un à deux francs) (p. 3757) : rejeté (p. 3759).

Favorable : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3758)

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3758) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3758).

Amendement no 306 de M. Jean-Jacques Hyest (diminue de 500 000 F à 300 000 F le plafond des dépenses autorisées dans les circonscriptions dont la population est supérieure à 80 000 habitants) (p. 3757) : devenu sans objet (p. 3759).

Observations : *Durand (Yves)* (p. 3757).

Amendement no 126 de M. Jean-Claude Lefort (diminue le plafond des dépenses autorisées de 500 000 F à 400 000 F dans les circonscriptions dont la population est supérieure à 80 000 habitants et de 400 000 F à 300 000 F dans celles où la population est inférieure à 80 000 habitants) (p. 3757) : devenu sans objet (p. 3759).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3757).

Observations : *Durand (Yves)* (p. 3757).

Amendement no 307 de M. Jean-Jacques Hyest (diminue de 500 000 F à 400 000 F le plafond des dépenses dans les circonscriptions dont la population est supérieure à 80 000 habitants) (p. 3757) : devenu sans objet (p. 3759).

Observations : *Durand (Yves)* (p. 3757).

Amendement no 308 de M. Jean-Jacques Hyest (diminue de 400 000 F à 250 000 F le plafond des dépenses dans les circonscriptions dont la population est inférieure à 80 000 habitants) (p. 3757) : devenu sans objet (p. 3759).

Observations : *Durand (Yves)* (p. 3757).

Amendement no 309 de M. Jean-Jacques Hyest (diminue de 400 000 F à 300 000 F le plafond des dépenses dans les circonscriptions dont la population est inférieure à 80 000 habitants) (p. 3757) : devenu sans objet (p. 3759).

Amendement no 493 du Gouvernement (fixe au dixième du plafond des dépenses de campagne le remboursement des frais de campagne autres que ceux de la campagne officielle que l'Etat alloue aux candidats ayant obtenu au moins 5 p. 100 des suffrages) (p. 3759) : adopté (p. 3760).

Soutenu par : *Quilès (Paul) (G)* (p. 3759).

Favorables : *Durand (Yves)* (p. 3760) ; *Auroux (Jean)* (p. 3760).

Observations : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3760).

Article 9 *(art. 11-4 de la loi du 11 mars 1988 : interdiction des dons des personnes morales aux partis politiques)* (p. 3760) : adopté au scrutin public dans la rédaction de l'amendement no 492 (p. 3766).

Favorable : *Bonnet (Alain)* (p. 3761).

Défavorables : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3760) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3761).

Discussion des amendements identiques nos 148, 225, 310 et 382 (de suppression).

Amendement no 148 de M. Pascal Clément (p. 3761) : retiré (p. 3762).

Amendement no 225 de M. Jean-Louis Masson (p. 3761) : retiré (p. 3762).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3761).

Amendement no 310 de M. Jean-Jacques Hyest (p. 3761) : retiré (p. 3762).

Amendement no 382 de M. Jean-Louis Debré (p. 3761) : retiré (p. 3762).

Soutenu par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3762).

Discussion commune des amendements nos 492, 301 rectifié et 42.

Amendement no 492 du Gouvernement (prévoit que les dons consentis par des personnes morales aux partis politiques sont versés aux instances nationales de ces partis, ne dépassent pas 25 p. 100 de leurs ressources, figurent en annexe de leurs comptes annuels et sont rendus publics) (p. 3762) : adopté après modifications au scrutin public (p. 3766).

Soutenu par : *Quilès (Paul) (G)* (p. 3762, 3765).

Favorables : *Durand (Yves)* (p. 3762) ; *Dosière (René)* (p. 3763).

Défavorable : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3763).

Sous-amendement no 496 de M. Gérard Gouzes (n'impose la règle des 25 p. 100 qu'aux partis représentés par un groupe à l'Assemblée nationale) (p. 3762) : rejeté (p. 3764).

Défavorables : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3764) ; *Durand (Yves)* (p. 3764).

Observations : *Quilès (Paul) (G)* (p. 3764).

Sous-amendement no 499 de M. Jean-Jacques Hyest (porte de 25 à 30 p. 100 des ressources des partis le plafond assigné aux dons des personnes morales) (p. 3762) : rejeté au scrutin public (p. 3766).

Défavorables : *Clément (Pascal)* (p. 3765) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3765) ; *Dosière (René)* (p. 3766).

Sous-amendement no 494 de M. Yves Durand (précise qu'il s'agit des comptes du dernier exercice) (p. 3762) : adopté (p. 3766).

Favorable : *Quilès (Paul) (G)* (p. 3766).

Amendement no 301 rectifié de M. Jean-Jacques Hyest (stipule que le montant des dons consentis chaque année à un parti politique par des personnes morales ne peut être supérieur au montant du financement public versé à ce parti) (p. 3762) : retiré (p. 3763).

Amendement no 42 de la commission (stipule que, lorsque le montant annuel des dons d'une personne morale à un parti politique excède de 10 p. 100 le plafond de 500 000 F fixé par l'article 11-4 de la loi no 88-227 du 11 mars 1988, il est fait état du nom de cette personne dans les comptes de ce parti et dans le document publié par la commission nationale des comptes de campagne) (p. 3762) : devenu sans objet (p. 3763).

Après l'article 9 :

Amendement no 43 de la commission (dispose que la seconde fraction de l'aide destinée au financement des partis laquelle, conformément aux articles 8 et 9 de la loi no 90-55 du 15 janvier 1990, est fonction du nombre des parlementaires inscrits au groupe ou au parti, n'est attribuée qu'aux partis qui, ayant présenté des candidats dans au moins soixante-quinze circonscriptions, sont déjà bénéficiaires de la première fraction) (p. 3766) : adopté (p. 3767).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3766).

Favorables : *Quilès (Paul) (G)* (p. 3766) ; *Clément (Pascal)* (p. 3766).

Observations : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3767).

Article 10 *(application à Mayotte)* : adopté (p. 3767).

Discussion des amendements identiques nos 149, 226, 314 et 389 (de suppression).

Observations : *Clément (Pascal)* (p. 3767) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3767) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3767).

Amendement no 149 de M. Pascal Clément : retiré (p. 3767).

Amendement n° 226 de M. Jean-Louis Masson : non soutenu (p. 3767).

Amendements n°s 314 de M. Jean-Jacques Hyest et 389 de M. Jean-Louis Debré : retirés (p. 3767).

Après l'article 10 :

Discussion commune des amendements n°s 127, 128 et 130.

Amendement n° 127 de M. Gilbert Millet (précise que les services de radio et de télévision, quel que soit leur statut juridique, concourrent à l'expression pluraliste des partis ; fixe les règles qui déterminent le temps d'antenne auquel a droit chaque parti) (p. 3767) : rejeté (p. 3768).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3767).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3768) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3768) ; *Péricard (Michel)* (p. 3768).

Amendement n° 128 de M. Louis Pierna (fixe les règles qui déterminent le temps d'antenne en période électorale) : rejeté (p. 3768).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3767).

Amendement n° 130 de M. Gilbert Millet (abroge l'interdiction d'afficher en dehors des emplacements prévus à cet effet trois mois avant le premier jour du mois d'une élection) (p. 3768) : rejeté (p. 3769).

Soutenu par : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3767).

Amendement n° 216 de M. Jean-Paul Virapoullé (établit les règles déontologiques susceptibles de s'imposer aux collaborateurs des services de radio et de télévision candidats à des élections) : rejeté (p. 3769).

Soutenu par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3769).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3769) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3769).

Discussion des amendements identiques n°s 44 et 150 (reportent l'entrée en vigueur des dispositions du présent titre à la première élection qui suivra le prochain renouvellement de l'Assemblée nationale) (p. 3769).

Amendement n° 44 de la commission : rejeté au scrutin public (p. 3770).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3769).

Amendement n° 150 de M. Pascal Clément : rejeté au scrutin public (p. 3770).

Favorable : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3769).

Amendement n° 500 de M. Yves Durand (précise que les articles 8 *bis* et 8 *ter* ne sont pas applicables à la campagne en vue des prochaines élections législatives) : adopté (p. 3770).

Favorable : *Quilès (Paul) (G)* (p. 3770).

Défavorable : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3770).

Rappel au règlement : *Briand (Maurice) :* regrette le report de la discussion sur le projet de loi relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits, dont il est le rapporteur (p. 3771) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 3771).

Rappel au règlement : *Mazeaud (Pierre) :* s'élève contre le non-examen en commission de l'amendement n° 500 présenté par M. Yves Durand à titre personnel (p. 3771) ; *Bouvard (Loïc) (VP)* (p. 3771) ; *Quilès (Paul) (G)* (p. 3771) ; *Dosière (René)* (p. 3771) ; *Clément (Pascal)* (p. 3771).

Titre III : *dispositions relatives à la transparence des activités économiques.*

Chapitre Ier : *dispositions générales.*

Article 11 *(art. 33 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 : conditions de vente et de rémunération des prestataires de services) :* adopté après modifications (p. 3801).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3773).

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3774) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3775) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3775) ; *Broissia (Louis de)* (p. 3775).

Publicité :

- emploi : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3775) ;

- presse et audiovisuel : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3774) ;

- transparence du marché et de l'espace publicitaire : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3775).

Amendement n° 398 de M. Jacques Boyon (excepte les professions de « pur conseil » de la catégorie des « prestataires de services ») (p. 3796) : retiré (p. 3797).

Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 3797).

Observations : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3797) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3797).

Amendement n° 196 de M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) : adopté (p. 3798).

Favorables : *Durand (Yves)* (p. 3798) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3798).

Amendement n° 198 de M. Jean-Paul Charié (dispose que les conditions de vente font partie intégrante du barème de prix) : rejeté (p. 3798).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3798) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3798).

Amendement n° 197 de M. Jean-Paul Charié (stipule que tout producteur ou prestataire est également tenu de communiquer toute modification de son barème) (p. 3798) : rejeté (p. 3799).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3798) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3799).

Amendement n° 195 de M. Jean-Paul Charié (stipule qu'il ne peut y avoir qu'un seul barème de prix par entreprise) (p. 3799) : rejeté (p. 3800).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3799) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3799).

Amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 3800).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3800).

Amendement n° 344 de M. Alain Brune (rédactionnel) : adopté (p. 3800).

Favorables : *Durand (Yves)* (p. 3800) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3800).

Amendement n° 199 de M. Jean-Paul Charié (prévoit, de même, la communication des modifications au barème dans le cas où un distributeur se fait rémunérer par un fournisseur) (p. 3800) : rejeté (p. 3801).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3800) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3800).

Article 12 *(art. 31 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 : sanctions de la réglementation de la facturation)* (p. 3801) : adopté après modifications (p. 3802).

Amendement n° 390 corrigé de M. Michel Péricard (limite la sanction à l'absence de facture ; exclut toute sanction en cas d'irrespect du libellé devant figurer sur ladite facture) : retiré (p. 3801).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3801).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3801) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3801).

Discussion commune des amendements n°s 46 et 200.

Amendement n° 46 de la commission (précise que l'amende prévue par l'article ne peut excéder 500 000 F) (p. 3801) : rejeté (p. 3802).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3801).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3801).

Amendement n° 200 de M. Jean-Paul Charié (précise que l'amende prévue par l'article peut varier de 5 000 F à 500 000 F) (p. 3801) : rejeté (p. 3802).

Observations : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3801).

Discussion commune des amendements n°s 455 et 315.

Amendement n° 455 de Mme Nicole Catala (abaisse le plafond de l'amende prévue par l'article de 500 000 F à 150 000 F) : retiré (p. 3802).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3802).

Amendement n° 315 de M. Jean-Jacques Hyest (abaisse le plafond de l'amende prévue par l'article de 500 000 F à 100 000 F) : retiré (p. 3802).

Soutenu par : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3802).

Discussion commune des amendements n°s 391 et 151.

Amendement n° 391 de M. Jean-Louis Debré (limite au cas de pratique frauduleuse la possibilité de porter le montant de l'amende à 50 p. 100 de la somme facturée) : rejeté (p. 3802).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3082).

Amendement n° 151 de M. Pascal Clément (limite au cas de pratique frauduleuse la possibilité de porter le montant de l'amende à 50 p. 100 de la somme facturée) : non soutenu (p. 3802).

Amendement n° 316 de M. Jean-Jacques Hyest (rédactionnel) : non soutenu (p. 3802).

Amendement n° 47 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3802).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3802).

Après l'article 12 :

Amendement n° 235 de M. François d'Aubert (prévoit de porter à la connaissance des commissions de la défense du Parlement les autorisations d'exporter des matériels d'armement pour un montant supérieur à 10 millions de francs) (p. 3802) : rejeté (p. 3803).

Soutenu par : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3802).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3802) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3803) ; *Dosière (René)* (p. 3803).

Amendement n° 236 de M. François d'Aubert (crée une commission financière spéciale chargée de contrôler les garanties liées aux risques politiques qui sont accordées par la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) : rejeté (p. 3803).

Soutenu par : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3802).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3802) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3803) ; *Dosière (René)* (p. 3803).

Amendement n° 237 de M. François d'Aubert (prévoit le dépôt annuel sur le bureau des assemblées de la liste des contrats assurés par la Coface auxquels est accordée la garantie des risques politiques) : rejeté (p. 3803).

Soutenu par : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3803).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3802) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3803) ; *Dosière (René)* (p. 3803).

Amendement n° 238 de M. Francis Delattre (limite à 20 p. 100 du budget des clubs sportifs et des équipes de compétition automobile les subventions provenant de personnes morales de droit public ou de sociétés dont le capital est détenu à plus de 50 p. 100 par l'Etat) (p. 3803) : rejeté (p. 3804).

Soutenu par : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3804).

Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 3804)

Observations : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3804).

Chapitre II : *prestations de publicité.*

Article 13 *(l'acheteur d'espace publicitaire mandataire de l'annonceur)* (p. 3809) : adopté après modifications (p. 3828).

Favorables : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3809) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3815).

Défavorables : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3810) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3811) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3811) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3812).

Observations : *Audinot (Gautier)* (p. 3811) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3813).

Audiovisuel : télévision :

- disparition de La Cinq : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3809) ;

- marchés publicitaires : *Vivien (Robert-André)* (p. 3813) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3813).

Elections et référendums : campagnes électorales : crédits du S.I.D. : *Vivien (Robert-André)* (p. 3812).

Presse, édition et imprimerie : entreprises : communication : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3810, 3811) ; *Audinot (Gautier)* (p. 3811) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3813) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3815).

Publicité :

- annonceurs : droits et responsabilités : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3810) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3810) ; *Audinot (Gautier)* (p. 3811) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3812) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3813) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3815) ;

- concurrence internationale : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3810) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3812) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3813) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3813) ;

- facturation : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3810) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3812) ;

- intermédiaires : centrales d'achat d'espace : agences : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3809) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3810) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3812) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3812) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3813) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3815) ;

- intermédiaires : commissions et ristournes, tarifs dégressifs : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3810) ; *Audinot (Gautier)* (p. 3811 ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3815) ;

- publicité comparative : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3810) ;

- transparence du marché de l'espace publicitaire : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3809) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3810) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3811) ; *Audinot (Gautier)* (p. 3811) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3811) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3813, 3814) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3815).

Rappel au règlement : *Vivien (Robert-André) :* s'indigne que le secrétaire d'Etat chargé de la communication n'ait pas répondu à ses questions (p. 3814) ; *Clément (Pascal) (VP)* (p. 3814).

Amendement n° 317 de M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) (p. 3814) : retiré (p. 3817).

Soutenu par : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3814).

Favorables : *Debré (Jean-Louis)* (p. 3816) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3816).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3814) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3815) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3815).

Elections et référendums : campagnes électorales : crédits du S.I.D. : *Debré (Jean-Louis)* (p. 3816) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3816).

Publicité :

- annonceurs : droits et responsabilités : *Vivien (Robert-André)* (p. 3816) ;

- concurrence internationale : *Debré (Jean-Louis)* (p. 3816) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3816) ;

- Conseil de la concurrence : rapport : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3814) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3815) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3815) ;

- intermédiaires : centrales d'achat d'espace : agences : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3815) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3815) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3816) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3816) ;

- transparence du marché de l'espace publicitaire : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3814) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3815).

Discussion des amendements identiques n°s 327 et 456 (définissent l'insertion publicitaire comme un message payant publié dans un journal ou diffusé par les moyens audiovisuels) (p. 3817).

Amendement n° 327 de M. Louis de Broissia : rejeté (p. 3817).

Soutenu par : *Audinot (Gautier)* (p. 3817).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3817) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3817).

Amendement n° 456 de M. Christian Kert : rejeté (p. 3817).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3817).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3817) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3817).

Discussion commune des amendements n°s 326 et 3.

Amendement n° 326 de M. Louis de Broissia (prévoit que toute commande d'insertion publicitaire réalisée par un intermédiaire pour le compte d'un annonceur ne peut l'être que dans le cadre d'un contrat écrit de mandat) (p. 3817) : rejeté (p. 3818).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3817).

Hors-médias, dépliants, prospectus : application des régles de la transparence : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3817).

Amendement n° 3 de la commission des affaires culturelles (prévoit que tout achat d'espace publicitaire réalisé par un intermédiaire, pour le compte d'un annonceur, ne peut l'être que dans le cadre d'un contrat écrit de mandat) (p. 3817) : rejeté (p. 3820).

Soutenu par : *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 3818, 3819).

Favorables : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3819) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3820).

Défavorables : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3818) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3818, 3819) ; *Durand (Yves)* (p. 3818, 3819).

Hors-médias : définition et réglementation : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3818) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3818, 3819) ; *Durand (Yves)* (p. 3818, 3819) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3819) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3820).

Sous-amendements identiques n°s 328 de M. Louis de Broissia et 457 de M. Christian Kert (substituent aux termes « tout achat d'espace » les termes « toute commande d'insertion ») : rejetés (p. 3818).

Soutenus par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3818).

Défavorables : *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 3818) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3818).

Discussion commune de l'amendement n° 393 et des amendements identiques n°s 325 et 459.

Amendement n° 393 de de M. Michel Péricard (substitue aux mots « achat d'espace » les mots « prestations de services ») : rejeté (p. 3820).

Soutenu par : *Audinot (Gautier)* (p. 3820).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3820) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3820.

Amendements n°s 325 de M. Louis de Broissia et 459 de M. Christian Kert (substituent aux mots « achat d'espace » les mots « commande d'insertion ») : rejetés (p. 3820).

Soutenus par : *Audinot (Gautier)* (p. 3820).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3820) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3820).

Observations : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3820).

Amendement n° 168 de Mme Nicole Catala (exclut du champ de l'article les agences de communication de recrutement) : retiré (p. 3820).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3820).

Discussion commune des amendements n°s 394, 239 et 395.

Amendement n° 394 de M. Michel Péricard (substitue aux termes « contrat écrit de mandat » les termes « contrat écrit ») (p. 3820) : retiré (p. 3821).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3821).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3821) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3821).

Observations : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3821).

Amendement n° 239 de M. Ladislas Poniatowski (prévoit que tout achat d'espace publicitaire ne peut l'être que pour le compte soit d'un annonceur, soit d'un mandataire commissionnaire) (p. 3820) : rejeté (p. 3821).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3821) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3821).

Amendement n° 395 de M. Michel Péricard (prévoit que tout achat d'espace publicitaire a lieu dans le cadre soit d'un contrat écrit de mandat, soit dans celui d'une commission) : retiré (p. 3821).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3821).

Amendement n° 153 de M. Pierre-André Wiltzer (autorise le mandataire à regrouper deux ou plusieurs mandats) (p. 3821) : rejeté (p. 3822).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3821) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3821).

P.M.E. : regroupement de petits annonceurs : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3821) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3821).

Amendement n° 48 de la commission (prévoit que tout achat de produits ou de services par un intermédiaire, autre que l'achat d'espace publicitaire, doit également faire l'objet d'un contrat de mandat) : adopté (p. 3822).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3822).

Sous-amendement n° 475 de M. Jean-Marie Le Guen (rédactionnel) : retiré (p. 3822).

Amendement n° 49 de la commission (prévoit que le contrat mentionne également les autres prestations rendues par l'intermédiaire en dehors du contrat de mandat) : adopté (p. 3822).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3822).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3822).

Défavorable : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3822).

Amendement n° 396 de M. Michel Péricard (substitue au mot « mandataire » le mot « intermédiaire ») : devenu sans objet (p. 3822).

Amendement n° 154 de M. Pierre-André Wiltzer (de conséquence) : devenu sans objet (p. 3822).

Amendement n° 504 du gouvernement : vote réservé jusqu'à la discussion de l'amendement n° 331.

Discussion commune des amendements n°s 50 et 4.

Amendement n° 50 de la commission (précise que la facture est directement communiquée par le vendeur à l'annonceur même si les achats ne sont pas payés directement de l'un à l'autre) (p. 3822) : adopté (p. 3823).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3822).

Défavorable : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3822).

Amendement n° 4 de la commission des affaires culturelles (de conséquence) : devenu sans objet (p. 3822).

Soutenu par : *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 3822).

Sous-amendements identiques n°s 329 de M. Louis de Broissia et 458 de M. Christian Kert (remplacent le terme « vendeur d'espace » par celui de « support ») : devenus sans objet (p. 3822).

Amendement n° 397 de M. Michel Péricard (substitue aux termes « achat d'espace » les termes « prestation de services publicitaires ») : devenu sans objet (p. 3823).

Amendement n° 330 de M. Louis de Broissia (interdit toute ristourne ou abattement supplémentaire dans les cas de multiples mandats ou de regroupement d'annonceurs) : retiré (p. 3823).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3823).

Observations : *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3823).

Rappel au règlement : *Vivien (Robert-André) :* s'élève contre le silence du secrétaire d'Etat à la communication à l'occasion d'un débat qui concerne directement la presse (p. 3823).

Discussion commune des amendements n°s 504 précédemment réservé et 331.

Amendement n° 504 du Gouvernement (stipule que tout rabais ou avantage tarifaire accordé par le vendeur doit figurer sur la facture délivrée à l'annonceur et que cet avantage ne peut être conservé par l'intermédiaire qu'en vertu d'une stipulation expresse) (p. 3824) : adopté (p. 3828).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3824, 3825, 3826).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3828).

Défavorables : *Vivien (Robert-André)* (p. 3826) ; *Delattre (Francis)* (p. 3827).

Observations : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3825, 3826, 3828) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 3825, 3826).

Sous-amendement n° 505 de M. Jean-Paul Charié (supprime la possibilité offerte à l'intermédiaire de conserver à son profit l'avantage tarifaire) (p. 3824) : retiré (p. 3827).

Défavorables : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3825) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3827).

Amendement n° 331 de M. Louis de Broissia (précise que dans le cas où la commande d'insertion publicitaire est effectuée par un mandataire de l'annonceur, le support peut consentir une remise sur le prix de vente qui ne peut dépasser 15 p. 100 et doit figurer sur la facture) (p. 3824) : devenu sans objet (p. 3828).

Soutenu par : *Audinot (Gautier)* (p. 3826, 3827).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3827).

Après l'article 13 :

Amendement n° 178 de M. Pierre Mazeaud (précise que le prix de l'espace est négocié en fonction des tarifs publiés par le support et assimile toute disparité de tarifs à une rémunération prohibée) : rejeté (p. 3828).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3828).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3828) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3828).

Article 14 *(rémunération exclusive de l'exercice du mandat du mandataire par son mandant)* (p. 3828) : adopté après modifications (p. 3830).

Discussion des amendements identiques n°s 201 de M. Jean-Paul Charié, 318 de M. Jean-Jacques Hyest et 400 de M. Michel Péricard (de suppression) : rejetés (p. 3829).

Soutenus par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3829).

Favorables : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3829) ; *Audinot (Gautier)* (p. 3829).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3829) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3829).

Amendement n° 332 de M. Louis de Broissa (précise que l'intermédiaire qui agit en qualité de mandataire ne peut recevoir d'autre paiement que celui qui lui est versé par son mandant) : devenu sans objet (p. 3829).

Discussion commune de l'amendement n° 51, des amendements identiques n°s 333 et 461 et des amendements n°s 401 et 5.

Amendement n° 51 de la commission (de coordination) (p. 3829) : adopté (p. 3830).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3830).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3830).

Amendements n°s 333 de M. Louis de Broissia et 461 de M. Christian Kert (substituent aux mots « l'achat d'espace » les mots « la commande d'insertion ») (p. 3829) : devenus sans objet (p. 3830).

Amendements n°s 401 de M. Michel Péricard (substitue au mot « espace » les mots « prestation de services ») (p. 3829) : devenu sans objet (p. 3830).

Amendement n° 5 de la commission des affaires culturelles (étend les dispositions de l'article à « toute prestation de services ») : devenu sans objet (p. 3830)

Amendement n° 6 de la commission des affaires culturelles (précise que le mandataire visé par l'article est le mandataire de l'annonceur) : devenu sans objet (p. 3830).

Discussion commune des amendements identiques n°s 334 et 460 (substituent aux mots « vendeur d'espace publicitaire » le mot « support ») et de l'amendement n° 52.

Amendement n° 334 de M. Louis de Broissia : rejeté (p. 3830).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3830).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3830) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3830).

Amendement n° 460 de M. Christian Kert : non soutenu (p. 3830).

Amendement n° 52 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3830).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3830).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3830).

Amendement n° 192 de M. Jacques Barrot (dispose que le prestataire qui procède à l'achat d'espace publicitaire peut recevoir, outre le paiement versé par son mandant, la commission réservée aux agences) : non soutenu (p. 3830).

Amendement n° 169 de Mme Nicole Catala (exclut du champ de l'article les agences de communication de recrutement) : retiré (p. 3830).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3830).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3830) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3830).

Observations : *Audinot (Gautier)* (p. 3830).

Amendement n° 451 de M. Michel Péricard (dispose que ni l'exercice de mandats multiples ni le regroupement d'annonceurs ne peuvent donner lieu à ristourne ou rémunération supplémentaires) : retiré (p. 3830).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3830).

Article 15 *(interdiction de rémunération des fonctions de conseil de l'agence de publicité par le vendeur d'espace publicitaire)* (p. 3830) : adopté (p. 3831).

Discussion des amendements identiques n°s 319 et 402 (de suppression).

Amendement n° 319 de M. Jean-Jacques Hyest (p. 3830) : rejeté (p. 3831).

Soutenu par : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3831).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3831).

Amendement n° 402 de M. Michel Péricard (p. 3830) : rejeté (p. 3831).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3831).

Défavorables : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3831) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3831).

Discussion commune des amendements identiques n°s 17 et 452 et des amendements n°s 462 et 240.

Amendements n°s 17 de M. André Santini et 452 de M. Michel Péricard (prévoient que le prestataire qui fournit des services de conseil en plan média ne peut recevoir des rémunérations de la part du vendeur d'espace que si ces rémunérations correspondent à des services promotionnels) : retirés (p. 3831).

Amendement n° 462 de M. Christian Kert (prévoit que le prestataire qui fournit des services de conseil en plan média ne peut recevoir des rémunérations de la part du support que si ces rémunérations correspondent à des services promotionnels) : retiré (p. 3831)

Amendement n° 240 de M. Ladislas Poniatowski (précise que le prestataire qui fournit des services de conseil en plan média ne peut recevoir de rémunération de la part du vendeur d'espace à l'exception de la commission d'agence) : retiré (p. 3831).

Amendement n° 7 de la commission des affaires culturelles (précise que le prestataire fournit des services à l'annonceur) : devenu sans objet (p. 3831).

Amendement n° 403 de M. Michel Péricard (substitue au mot « espace » les mots « prestation de service ») : devenu sans objet (p. 3831).

Amendement n° 8 de la commission des affaires culturelles (introduit en sus de la notion « d'espace publicitaire » celle « d'action publicitaire ») : devenu sans objet (p. 3831).

Discussion des amendements identiques n°s 155 et 230 et de l'amendement n° 336.

Amendements n°s 155 de M. André Santini et 230 de M. Jean-Paul Fuchs (précisent que le prestataire qui fournit des services de conseil ne peut recevoir de rémunérations de la part du vendeur que si ces rémunérations correspondent à des services rendus en matière de promotion commerciale) : devenus sans objet (p. 3831).

Amendement n° 336 de M. Louis de Broissia (substitue aux mots « vendeur d'espace » le mot « support ») : devenu sans objet (p. 3831).

Amendement n° 193 de M. Jacques Barrot (précise que le prestataire qui fournit des services de conseil en plan média ne peut recevoir de rémunérations de la part du vendeur d'espace à l'exception de la commission réservée aux agences) : devenu sans objet (p. 3831).

Amendement n° 170 de Mme Nicole Catala (exclut des dispositions de l'article les agences de communication de recrutement) : devenu sans objet (p. 3831).

Article 16 *(information de l'annonceur par le vendeur d'espace publicitaire et le mandataire)* : adopté après modifications (p. 3832).

Discussion des amendements identiques n°s 320 de M. Jean-Jacques Hyest et 404 de M. Michel Péricard (de suppression) : non soutenus (p. 3832).

Amendement n° 337 de M. Louis de Broissia (substitue aux termes « organismes vendeurs d'espace publicitaire en qualité de support ou de régie » les termes « support ou organismes de régie » et aux termes « achat d'espace publicitaire » les termes « commande d'insertion publicitaire ») : non soutenu (p. 3832).

Amendement n° 405 de M. Michel Péricard (remplace le terme « d'espace » par celui de « prestations de service ») : non soutenu (p. 3832).

Discussion commune des amendements n°s 53 et 468.

Amendement n° 53 de la commission (prévoit l'information de l'annonceur par l'organisme vendeur d'espace publicitaire au cours de la campagne publicitaire et non à l'issue de celle-ci) : retiré (p. 3832).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3832)

Amendement n° 468 du Gouvernement (prévoit l'information de l'annonceur à l'issue de tout message publicitaire) : adopté (p. 3832).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3832).

Observations : *Durand (Yves)* (p. 3832).

Amendement n° 338 de M. Louis de Broissia (substitue aux mots « achat d'espace » les mots « commande d'insertion ») : devenu sans objet (p. 3832).

Après l'article 16 :

Amendement n° 135 de M. Jean-Claude Lefort (fait obligation aux ministères et établissements publics nationaux de prévoir l'achat d'espaces dans la presse écrite en ayant le souci du pluralisme) (p. 3832) : rejeté (p. 3833).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 3832).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3832) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3832).

Article 17 *(liens financiers entre les agences de publicité de conseil en plan média ou de préconisation de support et les vendeurs d'espace publicitaire)* : adopté après modifications (p. 3834).

Discussion des amendements identiques n°s 321 et 406 (de suppression).

Amendement n° 321 de M. Jean-Jacques Hyest : retiré (p. 3833).

Soutenu par : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3833).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3833).

Amendement n° 406 de M. Michel Péricard : retiré (p. 3833).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3833).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3833).

Amendement n° 9 de la commission des affaires culturelles (interdit à toute personne qui fournit des services de conseil en plan média d'entretenir des liens financiers avec des supports d'espace publicitaire) (p. 3833) : rejeté (p. 3834).

Soutenu par : *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 3833).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3834) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3834) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3834).

Amendement n° 54 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3834).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3834).

Article 18 *(sanctions et pouvoirs d'enquêtes)* (p. 3834) : adopté après modifications (p. 3837).

Discussion des amendements identiques n°s 322 et 407 (de suppression).

Amendement n° 322 de M. Jean-Jacques Hyest : retiré (p. 3835).

Soutenu par : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3834).

Amendement n° 407 de M. Michel Péricard : retiré (p. 3835).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3834).

Discussion des amendements identiques n°s 55 et 10 (de coordination).

Amendement n° 55 de la commission : adopté (p. 3835).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3835).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3835).

Amendement n° 10 de la commission des affaires culturelles : adopté (p. 3835).

Soutenu par : *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 3835).

Amendement n° 11 de la commission des affaires culturelles : devenu sans objet (p. 3835).

Amendement n° 339 rectifié de M. Louis de Broissia (substitue au mot « espace » le mot « insertion ») : rejeté (p. 3835).

Soutenu par : *Audinot (Gautier)* (p. 3835).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3835).

Amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3835).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3835).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3835).

Discussion commune des amendements n°s 57, deuxième correction, et 12.

Amendement n° 57, deuxième correction, de la commission (sanctionne le fait pour un vendeur d'espace publicitaire de ne pas communiquer directement la facture à l'annonceur) : adopté (p. 3835).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3835).

Amendement n° 12 de la commission des affaires culturelles (sanctionne le fait pour un vendeur d'espace publicitaire ou un prestataire de services de ne pas communiquer directement la facture à l'annonceur) : devenu sans objet (p. 3835).

Soutenu par : *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 3835).

Observations : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3835).

Amendement n° 13 corrigé de la commission des affaires culturelles (sanctionne toute personne qui, fournissant des services de conseil en plan média, entretient des liens financiers, sous forme de participations, avec des suports d'espace publicitaire) (p. 3835) : devenu sans objet (p. 3836).

Amendements n°s 408 et 409 de M. Michel Péricard (substituent aux mots « de l'espace » les mots « de la prestation de services ») : devenus sans objet (p. 3836).

Discussion commune des amendements n°s 58, 463 et 410.

Amendement n° 58 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3836).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3836).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3836).

Amendement n° 463 de M. Christian Kert (substitue aux mots « acheteur d'espace » les mots « mandataire commandant une insertion ») : non soutenu (p. 3836).

Amendement n° 410 de M. Michel Péricard (substitue au mot « espace » les mots « prestation de services ») : non soutenu (p. 3836).

Amendement n° 14 de la commission des affaires culturelles (ajoute à la notion « d'acheteur d'espace publicitaire » celle de « prestataire de services pour le compte d'un annonceur ») : devenu sans objet (p. 3836).

Amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3836).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3836).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3836).

Discussion commune des amendements nos 464, 60 et 411.

Amendement no 464 de M. Christian Kert (substitue au mot « vendeur » le mot « support ») : devenu sans objet (p. 3836).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3836).

Amendement no 60 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3836).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3836).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3836).

Amendement no 411 de M. Michel Péricard substitue au mot « espace » les mots « prestation de services ») : devenu sans objet (p. 3836).

Amendement no 15 de la commission des affaires culturelles (ajoute aux mots « vendeur d'espace publicitaire » les mots « prestataire de services ») : devenu sans objet (p. 3836).

Soutenu par : *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 3836).

Amendement no 412 de M. Michel Péricard (substitue au mot « espace » les mots « prestation de services ») : devenu sans objet (p. 3836).

Amendement no 16 de la commission des affaires culturelles (précise les notions « d'action publicitaire » et « de prestation de services ») : devenu sans objet (p. 3836).

Amendement no 61 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3836).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3836).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3836).

Amendement no 62 de la commission (prévoit une peine complémentaire d'exclusion des marchés publics pour toute personne morale coupable d'infractions prévues au 2o de l'article) : adopté (p. 3837).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3837).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3837).

Après l'article 18 :

Amendement no 469 du Gouvernement (précise que la régie publicitaire est considérée comme vendeur d'espace) : adopté (p. 3837).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3837).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3837).

Amendement no 470 du Gouvernement (fixe la date d'effet des chapitres Ier et II du titre III du projet de loi au 31 mars 1993) : adopté (p. 3837).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3837).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3837).

Observations : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3837).

Amendement no 129 de M. Jacques Brunhes (crée une commission nationale chargée d'établir un rapport annuel indiquant au Parlement le montant des ressources publicitaires des journaux) (p. 3837) : rejeté (p. 3838).

Soutenu par : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3837).

Observations : *Durand (Yves)* (p. 3838) ;*Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3838).

Presse d'opinion : avenir : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3838) ; *Jeanneney (Jean-Noël) (G)* (p. 3838).

Amendement no 202 de M. Jean-Paul Charié (interdit, par modification de l'article 36 de l'ordonnance no 86-1243 du 1er décembre 1986, qu'un partenaire économique obtienne des conditions non justifiées par des contreparties réelles et différentes de celles mentionnées dans le barème de prix et de conditions de vente) (p. 3838) : rejeté (p. 3839).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3839) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3839).

Amendement no 156 de M. Pascal Clément (prévoit une évaluation des effets des dispositions du chapitre III à l'issue d'un délai de trois ans après l'entrée en vigueur de la loi) (p. 3839) : adopté (p. 3840).

Soutenu par : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3839).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3839).

Observations : *Durand (Yves)* (p. 3839) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3840) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3840).

Chapitre III : *urbanisme commercial.*

Article 19 *(obligation de dépôt des contrats conclus à l'occasion des opérations d'équipement commercial auprès du préfet et de la chambre régionale des comptes)* (p. 3848) : adopté après modifications (p. 3851).

Défavorable : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3848).

Observations : *Micaux (Pierre)* (p. 3849).

Aménagement du territoire : liens avec la politique d'urbanisme commercial : *Micaux (Pierre)* (p. 3849).

Commerce et artisanat : grandes surfaces :

– autorisation préalable d'implantation ou d'agrandissement : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3848) ;

– prix et concurrence ; liberté et loyauté : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3828) ; *Micaux (Pierre)* (p. 3849).

Commerce et artisanat : urbanisme commercial : généralités : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3848) ; *Micaux (Pierre)* (p. 3849).

Amendement no 203 de M. Jean-Paul Charié (de suppression) (p. 3849) : rejeté (p. 3850).

Défavorables : *Brune (Alain)* (p. 3849) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3849) ; *Durand (Yves)* (p. 3849).

Amendement no 63 de la commission (insère l'article 19 dans la loi no 73-1193 du 27 décembre 1973) : adopté (p. 3850).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3850).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3850).

Défavorable : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3850).

Amendement no 64 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3850).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3850).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3850).

Amendement no 471 du Gouvernement (renvoie à un décret la fixation des modalités de communication des marchés et contrats) : adopté (p. 3850).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3850).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3850).

Amendement no 413 de M. Jean-Louis Debré (supprime l'obligation de communiquer les marchés, contrats et conventions antérieurs à l'autorisation) : rejeté (p. 3850).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3850) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3850).

Amendement no 65 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3850).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3850).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3850).

Amendement no 414 de M. Michel Péricard (impose de satisfaire à l'obligation de dépôt dans le délai de deux mois suivant l'obtention de l'autorisation) : retiré (p. 3850).

Amendement no 66 de la commission (punit d'une amende de 100 000 F toute infraction à l'article) : adopté (p. 3850).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3850).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3850).

Amendement no 415 de M. Jacques Boyon (exclut du champ de l'article les sociétés d'économie mixte locales) (p. 3850) : adopté (p. 3851).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3851).

Article 20 *(art. 3, 27 et 28 de la loi no 73-1193 du 27 décembre 1973 modifiée : critères des décisions prises par les commissions départementales d'équipement commercial ; identification des enseignes associées aux projets soumis à ces commissions)* (p. 3851) : adopté après modifications (p. 3857).

Amendement no 204 de M. Jean-Paul Charié (supprime la commission départementale de l'équipement commercial) : rejeté (p. 3851).

Défavorables : *Brune (Alain)* (p. 3851) ; *Durand (Yves)* (p. 3851) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3851).

Amendement n° 263 de M. Jean-Jacques Hyest (donne compétence au préfet pour statuer, en lieu et place de la commission, sur les demandes d'autorisation, après avis motivé des élus locaux directement concernés, des présidents des chambres consulaires et des métiers et du représentant des associations départementales de consommateurs) (p. 3851) : retiré (p. 3854).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3852) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3852).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 3853) ; *Micaux (Pierre)* (p. 3853) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3853).

Commerce et artisanat : urbanisme commercial :

- commissions départementales d'équipement commercial : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3852, 3854) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3852) ; *Durand (Yves)* (p. 3853) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3853) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3853) ;

- grandes surfaces : implantation : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3852) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3852) ;

- remise en cause ou aménagement de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 dite « loi Royer » : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3852) ; *Durand (Yves)* (p. 3852) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3852, 3853) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3852) ; *Micaux (Pierre)* (p. 3853).

Amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3854).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3854).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3854).

Amendement n° 205 de M. Jean-Paul Charié (complète la dénomination de la commission départementale de l'équipement commercial par les mots « artisanal et de prestations de services ») : rejeté (p. 3854).

Défavorables : *Brune (Alain)* (p. 3854) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3854).

Amendement n° 264 de M. Jean-Jacques Hyest (de cohérence) : devenu sans objet (p. 3855).

Amendement n° 68 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3855).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3855).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3855).

Amendement n° 207 de M. Jean-Paul Charié (prévoit de prendre également en compte l'état de l'artisanat du secteur) : adopté (p. 3855).

Favorables : *Brune (Alain)* (p. 3855) ; *Durand (Yves)* (p. 3855) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3855).

Amendement n° 69 corrigé de la commission (impose à la commission de tenir compte de la nécessité d'une concurrence suffisante au sein de chaque forme de commerce) : adopté (p. 3855).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3855).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3855).

Discussion commune des amendements n°s 345 et 171.

Amendement n° 345 de M. Alain Brune (impose à la commission de prendre en compte les travaux de l'observatoire départemental d'équipement commercial) (p. 3855) : adopté (p. 3856).

Favorables : *Durand (Yves)* (p. 3856) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3856).

Amendement n° 171 de Mme Nicole Catala (impose à la commission de prendre en compte les travaux de l'observatoire départemental d'équipement commercial) : retiré (p. 3856).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3856).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3856).

Amendement n° 208 de M. Jean-Paul Charié (précise que, dans les agglomérations où sont mis en œuvre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat ou des programmes de référence, la commission prend en compte les actions destinées à assurer le maintien ou l'implantation d'artisans et d'activités artisanales) : adopté (p. 3856).

Favorables : *Durand (Yves)* (p. 3856) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3856).

Amendement n° 206 de M. Jean-Paul Charié (généralise l'obligation d'indiquer à la commission l'enseigne du futur exploitant) : rejeté (p. 3856).

Défavorables : *Brune (Alain)* (p. 3856) ; *Durand (Yves)* (p. 3856) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3856).

Discussion commune des amendements n°s 179 corrigé, 416 et 417.

Amendement n° 179 corrigé de M. Claude Wolff (impose d'indiquer à la commission la qualité du demandeur pour les projets de grande surperficie) (p. 3856) : rejeté (p. 3857).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3856).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3856) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3857).

Amendement n° 416 de M. Jacques Boyon (impose d'indiquer à la commission la qualité du demandeur autre que le futur exploitant pour les projets de grande superficie) (p. 3856) : rejeté (p. 3857).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3856) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3857).

Amendement n° 417 de M. Jacques Toubon (impose d'indiquer à la commission la qualité du demandeur autre que le futur exploitant pour les projets de grande superficie) (p. 3856) : rejeté (p. 3857).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3856) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3857).

Amendement n° 346 de M. Alain Brune (précise que le certificat d'urbanisme accompagnant le projet doit déclarer que le terrain peut être utilisé pour l'opération envisagée) : adopté (p. 3857).

Favorables : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3857) ; *Durand (Yves)* (p. 3857).

Discussion commune des amendements n°s 70, 265 et 266.

Amendement n° 70 de la commission (astreint à une nouvelle autorisation le projet qui subit des modifications substantielles relatives à la nature du commerce, aux enseignes ou aux surfaces de vente) : adopté (p. 3857).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3857).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3857).

Amendement n° 265 de M. Jean-Jacques Hyest (astreint à une nouvelle autorisation le projet qui subit des modifications substantielles relatives à la nature du commerce ou aux surfaces de vente) : devenu sans objet (p. 3857).

Amendement n° 266 de M. Jean-Jacques Hyest (astreint à une nouvelle autorisation le projet qui subit des modifications substantielles d'enseignes) : devenu sans objet (p. 3857).

Amendement n° 180 de M. Claude Wolff (supprime le paragraphe III de l'article instituant une obligation d'adaptation des implantations d'entreprises commerciales et artisanales aux exigences de l'aménagement du territoire) : rejeté (p. 3857).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3857).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3857).

Amendement n° 157 de M. Francis Delattre (prévoit l'élaboration d'un schéma départemental d'équipement commercial) : rejeté (p. 3857).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3857).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3857) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3857).

Après l'article 20 :

Amendement n° 194 de M. Jean-Jacques Hyest (institue une taxe départementale sur les surfaces de vente de superficies supérieures à 3000 m²) (p. 3857) : rejeté (p. 3858).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3858) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3858).

Article 21 *(art. 30 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 modifiée : composition des commissions départementales d'équipement commercial)* (p. 3858) : adopté après modifications (p. 3863).

Défavorables : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3863) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3863).

Amendement n° 268 de M. Jean-Jacques Hyest (supprime l'article 30 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 qui fixe la composition de la commission départementale d'urbanisme commercial) : retiré (p. 3858).

Amendement n° 227 de M. Jean-Louis Masson (dispose que la composition de la commission départementale de l'équipement commercial est identique à celle de la commission départementale d'urbanisme commercial qu'elle remplace) : retiré (p. 3858).

Amendement n° 71 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3858).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3858).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3858).

Amendement n° 158 de M. Pierre-André Wiltzer (accorde un siège supplémentaire aux professions commerciales et artisanales) (p. 3858) : rejeté (p. 3859).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3859) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3859).

Discussion commune des amendements n°s 210, 175 et 172.

Amendement n° 210 de M. Jean-Paul Charié (substitue aux présidents des chambres de commerce et de métiers trois représentants des différentes formes de distribution et un représentant des artisans) (p. 3859) : rejeté (p. 3860).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3860) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3860).

Amendement n° 175 de M. Pierre-André Wiltzer (substitue aux présidents des chambres de commerce et de métiers trois représentants des activités industrielles, commerciales et artisanales) : rejeté (p. 3860).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3860) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3860).

Amendement n° 172 de Mme Nicole Catala (ajoute deux représentants des activités commerciales) : rejeté (p. 3860).

Amendement n° 211 de M. Jean-Paul Charié (substitue, pour le département de Paris, trois représentants des différentes formes de distribution et un représentant des artisans aux présidents des chambres de commerce et de métiers) : rejeté (p. 3860).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3860) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3860).

Amendement n° 347 de M. Alain Brune (rédactionnel) : réservé jusqu'à la discussion des amendements n°s 159 et 160 corrigé (p. 3860).

Amendement n° 159 de M. Pierre-André Wiltzer (porte à quatre le nombre des membres conseillers d'arrondissement dans le département de Paris) : rejeté (p. 3860).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3860) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3860).

Amendement n° 160 corrigé de M. Pierre-André Wiltzer (substitue, pour le département de Paris, trois représentants des activités industrielles, commerciales et artisanales aux présidents des chambres de commerce et d'industrie) : rejeté (p. 3860).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3860) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3860).

Amendement n° 347 de M. Alain Brune précédemment réservé (rédactionnel) (p. 3860) : adopté (p. 3861).

Favorables : *Durand (Yves)* (p. 3861) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3861).

Amendement n° 348 de M. Alain Brune (précise que l'obligation pour les membres de la commission d'informer le préfet des intérêts qu'ils détiennent dans une activité économique, s'étend aux intérêts de toute nature) : retiré (p. 3861).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3861) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3861) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3861) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3861).

Amendement n° 72 de la commission (précise que tout membre de la commission doit aviser le préfet des intérêts qu'il vient d'acquérir) : adopté (p. 3861).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3861).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3861).

Défavorables : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3861) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3861) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3861).

Amendement n° 73 de la commission (interdit aux membres de la commission de délibérer d'une affaire à laquelle ils ont un intérêt) (p. 3862) : adopté après modifications (p. 3863).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3862).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 3862) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3862).

Sous-amendement n° 349 de M. Alain Brune (précise que l'exclusion des délibérations est décidée par un vote secret) (p. 3862) : retiré (p. 3863).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3862).

Sous-amendement n° 508 du Gouvernement (précise qu'il s'agit d'un intérêt personnel et direct) (p. 3862) : adopté (p. 3863).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3862).

Favorables : *Durand (Yves)* (p. 3862) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3862) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3862).

Amendement n° 209 de M. Jean-Paul Charié (supprime la disposition réservant aux services déconcentrés de l'Etat l'instruction des demandes d'autorisation) : rejeté (p. 3863).

Favorable : *Toubon (Jacques)* (p. 3863)

Défavorable : *Brune (Alain)* (p. 3863) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3863).

Amendement n° 74 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 3863).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3863).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3863).

Article 22 *(art. 31 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 modifiée : délibérations des commissions départementales d'équipement commercial)* : adopté (p. 3893).

Amendement n° 269 de M. Jean-Jacques Hyest (supprime l'article 31 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 relatif à l'instruction des décisions des commissions départementales d'urbanisme commercial) : retiré (p. 3863).

Amendement n° 228 de M. Jean-Louis Masson (précise que la commission se prononce par vote à bulletins nominatifs) : retiré (p. 3863).

Article 23 *(art. 32 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 modifiée : décisions des commissions départementales d'équipement commercial)* (p. 3863) : adopté (p. 3865).

Amendements n°s 270, 271 et 272 de M. Jean-Jacques Hyest (donnent compétence au préfet pour statuer en lieu et place de la commission) : retirés (p. 3864).

Amendement n° 419 de M. Jacques Toubon (supprime le rôle de recours de la commission nationale) (p. 3864) : rejeté au scrutin public (p. 3865).

Soutenu par : *Debré (Jean-Louis)* (p. 3864).

Favorable : *Toubon (Jacques)* (p. 3864).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3864) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3864).

Amendement n° 273 de M. Jean-Jacques Hyest (de conséquence) : retiré (p. 3865).

Discussion des amendements identiques n°s 173 de Mme Nicole Catala et 212 de M. Jean-Paul Charié (réduisent à deux le nombre de membres de la commission nécessaire pour intenter un recours à l'encontre d'une de ses décisions) : rejetés (p. 3865).

Soutenus par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3865).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3865) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3865).

Avant l'article 24 :

Amendement n° 229 de M. Jean-Louis Masson (transfère à la commission nationale d'équipement commercial les pouvoirs actuellement détenus par le ministre du commerce en matière d'urbanisme commercial) : retiré (p. 3865).

Article 24 *(art. 33 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 modifiée : composition de la commission nationale d'équipement commercial ; recours contre les décisions de la commission)* (p. 3865) : vote réservé (p. 3868) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Demande de réserve du vote de l'article et des amendements s'y rapportant : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3866).

Discussion des amendements identiques nos 131 et 420 (de suppression).

Amendement no 131 de M. Jean-Claude Lefort : vote réservé (p. 3866) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 3866).

Amendement no 420 de M. Jean-Louis Debré : vote réservé (p. 3866) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3866).

Rappel au règlement : *Toubon (Jacques) :* considère que la réserve demandée par le Gouvernement sur l'amendement qu'il vient de défendre vise à faire échec à la volonté de la majorité de l'Assemblée (p. 3866) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 3866).

Discussion commune des amendements nos 350 et 75.

Amendement no 350 de M. Alain Brune (précise que le représentant du corps des inspecteurs généraux de l'équipement est désigné par le vice-président du conseil général des ponts et chaussées) : vote réservé (p. 3866) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3866).

Amendement no 75 de la commission (précise que le représentant du corps de l'inspection générale de l'équipement est désigné par le vice-président du conseil général des ponts et chaussées) : vote réservé (p. 3868) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3866).

Amendement no 174 corrigé de Mme Nicole Catala (prévoit que quatre personnalités, et non trois, sont désignées en raison de leur compétence par le ministre du commerce) : vote réservé (p. 3868) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Soutenu par : *Debré (Jean-Louis)* (p. 3867).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3867) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3867).

Amendement no 351 de M. Alain Brune (rédactionnel) : retiré (p. 3867).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3867).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3867).

Amendement no 76 de la commission (rédactionnel) : vote réservé (p. 3867) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3867).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3867).

Amendement no 352 de M. Alain Brune (précise qu'il s'agit des intérêts de toute nature) : retiré (p. 3867).

Amendement no 77 de la commission (précise que cette obligation s'étend aux intérêts qu'un membre vient d'acquérir) : retiré (p. 3867).

Amendement no 509 de M. Yves Durand (précise que cette obligation vise un intérêt personnel et direct) : vote réservé (p. 3867) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3867).

Amendement no 214 de M. Jean-Paul Charié (supprime l'interdiction faite aux membres de la commission de participer aux débats auxquels ils ont un intérêt) : vote réservé (p. 3868) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3867) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3867).

Amendement no 78 de la commission (rédactionnel) : vote réservé (p. 3868) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3868).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3868).

Amendement no 79 de la commission (de coordination) : vote réservé (p. 3868) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3868).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3868).

Discussion des amendements identiques nos 80, 213 et 353 (suppriment le caractère de plein contentieux des recours contre les décisions de la commission nationale d'équipement commercial devant le Conseil d'Etat).

Amendement no 80 de la commission : vote réservé (p. 3868) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3868).

Amendements nos 213 de M. Jean-Paul Charié et 353 de M. Alain Brune : vote réservé (p. 3868) ; adoptés : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 3868) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3868).

Amendement no 421 de M. Jean-Louis Debré (précise les conditions de vote au sein de la commission) : vote réservé (p. 3868) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Favorable : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3869).

Défavorables : *Brune (Alain)* (p. 3868) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3868).

Article 25 *(coordination) :* vote réservé (p. 3869) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Amendement no 422 de M. Jean-Louis Debré (supprime le remplacement de l'appellation « commission nationale d'urbanisme commercial » par celle de « commission nationale d'équipement commercial » dans les textes législatifs où elle est mentionnée) : vote réservé (p. 3869) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3869) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3869).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 3869).

Amendement no 274 de M. Jean-Jacques Hyest (de conséquence) : devenu sans objet (p. 3869).

Article 26 *(dispositions transitoires)* (p. 3869) : adopté après modifications (p. 3870).

Amendement no 81 de la commission (rédactionnel) (p. 3869) : adopté (p. 3870).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3869).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3869).

Amendement no 472 du Gouvernement (prévoit une mesure transitoire pour maintenir le droit de recours, dans un délai de deux mois, des membres des anciennes commissions départementales) : adopté (p. 3870).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3870).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3870).

Amendement no 354 de M. Alain Brune (prévoit que le délai de trois mois dont dispose la commission pour statuer court à compter de la publication de son arrêté de constitution) : adopté (p. 3870).

Favorables : *Durand (Yves)* (p. 3870) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3870).

Amendement no 355 de M. Alain Brune (prévoit que la commission nationale d'équipement commercial statue sur un recours formé contre une décision prise par une commission départementale d'urbanisme commercial selon les lois et réglements en vigueur au moment où celle-ci a pris sa décision) : adopté (p. 3870).

Favorables : *Durand (Yves)* (p. 3870) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3870).

Chapitre IV : *délégations de service public.*

Section I : *dispositions générales.*

Article 27 *(appel public de candidatures)* (p. 3870) : adopté après modifications (p. 3877).

Défavorables : *Debré (Jean-Louis)* (p. 3871) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3871) ; *Catala (Nicole)* (p. 3872) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3873).

Observations : *Micaux (Pierre)* (p. 3871) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3873).

Administration : délégations de service public :

- concurrence européenne : réciprocité : *Debré (Jean-Louis)* (p. 3871) ; *Catala (Nicole)* (p. 3872) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3873) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3873) ;

- entreprises publiques : distribution d'eau : *Micaux (Pierre)* (p. 3871) ; *Catala (Nicole)* (p. 3872) ;

- grandes entreprises : investissements alimentés par le contribuable : *Micaux (Pierre)* (p. 3871) ;

- grandes entreprises : monopole de fait : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3871) ;

- petites et moyennes entreprises : défense : *Micaux (Pierre)* (p. 3871).

Marchés publics : concurrence : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3871) ; *Catala (Nicole)* (p. 3872) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3873).

Discussion des amendements identiques nos 217 et 423 (de suppression).

Amendement no 217 de Mme Nicole Catala (p. 3873) : rejeté (p. 3874).

Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 3874).

Amendement no 423 de M. Michel Péricard : rejeté (p. 3874).

Soutenu par : *Debré (Jean-Louis)* (p. 3874).

Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 3874).

Amendement no 424 de M. Jean-Louis Debré (supprime la soumission des délégations de service public à l'appel public de candidatures) : rejeté (p. 3874).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3874) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3874).

Discussion commune des amendements nos 275, 182, 425, 426 et 467.

Amendement no 275 de M. Jean-Jacques Hyest (prévoit des conditions de publicité préalable pour les délégations de service public) (p. 3874) : rejeté (p. 3875).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3875) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3875).

Amendement no 182 de M. Claude Wolff (prévoit des conditions de publicité préalable pour les délégations de service public) : non soutenu (p. 3875).

Amendement no 425 de M. Jean-Louis Debré (prévoit des conditions de publicité préalable pour les délégations de service public) (p. 3874) : rejeté (p. 3875).

Soutenu par : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3875).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3875) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3875).

Amendement no 426 de M. Jean-Louis Debré (prévoit que les délégations de service public des personnes morales de droit public sont soumises à l'appel de candidature dans les conditions prévues à l'article 52 de la loi d'orientation no 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République) (p. 3874) : rejeté (p. 3875).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3875) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3875).

Amendement no 467 de M. Christian Pierret (précise que les délégations de service public des personnes morales de droit public sont soumises à appel de candidatures dans les conditions prévues à l'article 52 de la loi d'orientation no 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République) (p. 3874) : rejeté (p. 3875).

Soutenu par : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3875).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3875) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3875).

Amendement no 161 de M. Pierre-André Wiltzer (introduit une réserve de réciprocité pour la participation des entreprises étrangères à un appel public de candidatures ; impose à l'appel public de respecter les conditions de publicité visées à l'article 52 de la loi no 92-125 du 6 février 1992) : rejeté (p. 3875).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3875) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3875).

Amendement no 181 de M. Claude Wolff (précise que les candidats admis à présenter une offre doivent offrir des garanties de leur aptitude à exercer les prérogatives qu'implique la réalisation de leur mission) : non soutenu (p. 3875).

Amendement no 241 de M. François d'Aubert (accorde à la collectivité publique le droit de ne pas admettre à présenter une offre les candidats dont la présence est susceptible de constituer un trouble pour l'ordre public) (p. 3875) : retiré (p. 3876).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3875).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3875) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3876).

Ordre public : Mafia : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3875) ; *Catala (Nicole)* (p. 3875).

Discussion commune des amendements nos 82, 276 et 427.

Amendement no 82 de la commission (prévoit que la collectivité publique adresse à chaque candidat un document définissant les prestations) : adopté (p. 3876).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3876).

Favorables : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3876) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3876).

Amendement no 276 de M. Jean-Jacques Hyest (prévoit que la collectivité publique adresse à chaque candidat une notice détaillée définissant les prestations) (p. 3876) : devenu sans objet (p. 3877).

Amendement no 427 de M. Jean-Louis Debré (prévoit que la collectivité publique adresse à chaque candidat un projet détaillé définissant les prestations) (p. 3876) : devenu sans objet (p. 3877).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3876).

Discussion des amendements identiques nos 83 et 277 (rédactionnels).

Amendement no 83 de la commission : adopté (p. 3877).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3877).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3877).

Amendement no 277 de M. Jean-Jacques Hyest : adopté (p. 3877).

Après l'article 27 :

Amendement no 278 de M. Jean-Jacques Hyest et sous-amendement no 507 de M. Pierre-André Wiltzer : rectifiés pour être discutés après l'article 56 (p. 3877).

Article 28 *(durée et renouvellement des contrats de délégation)* (p. 3877) : adopté aprés modifications (p. 3881).

Défavorable : *Catala (Nicole)* (p. 3878).

Discussion des amendements identiques nos 218 et 428 (de suppression).

Amendement no 218 de Mme Nicole Catala : rejeté (p. 3878).

Amendement no 428 de M. Jean-Louis Debré : rejeté (p. 3878).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3878).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3878) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3878).

Amendement no 183 de M. Jean-Pierre Philibert (rédactionnel) : non soutenu (p. 3878).

Discussion commune des amendements nos 429 et 279.

Amendement no 429 de M. Michel Péricard (précise que la durée de la convention de délégation est déterminée en fonction des engagements demandés au délégataire ; rédactionnel pour le surplus) (p. 3878) : rejeté (p. 3879).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3879).

Amendement n° 279 de M. Jean-Jacques Hyest (précise que la durée de la convention de délégation est déterminée en fonction des prestations demandées au délégataire ; rédactionnel pour le surplus) (p. 3878) : adopté (p. 3879).

Favorables : *Durand (Yves)* (p. 3878) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3879).

Amendement n° 162 de M. Pierre-André Wiltzer (prévoit une possibilité, soit de reconduction du contrat, soit d'indemnisation du délégataire, dans certains cas d'investissements réalisés en cours de contrat) : rejeté (p. 3879).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3879) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3879).

Amendement n° 430 de M. Michel Péricard (supprime l'interdiction de reconduire les conventions) : rejeté (p. 3879).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3879).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3879) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3879).

Amendement n° 431 de M. Jean-Louis Debré (prévoit une possibilité de prorogation si le délégataire doit faire face à des charges plus importantes que prévues en raison d'un changement des circonstances de fait ou de droit) (p. 3879) : rejeté (p. 3880).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3880).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3880) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3880).

Amendement n° 280 de M. Jean-Jacques Hyest (supprime la limitation à un an des prolongations de délégation pour motifs d'intérêt général) : rejeté (p. 3880).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3880) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3880).

Amendement n° 281 de M. Jean-Jacques Hyest (prévoit une possibilité de modifier la durée de la délégation dans le cas où l'élargissement des obligations du délégataire met à sa charge la réalisation d'investissements non prévus initialement) : rejeté (p. 3880).

Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 3880) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3880).

Amendement n° 324 de M Pierre Micaux (impose de justifier dans la convention le montant et le mode de calcul des droits et redevances exigés du délégataire) (p. 3880) : adopté (p. 3881).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3880).

Article 29 *(exceptions au régime des délégations)* (p. 3881) : adopté au scrutin public après modifications (p. 3885).

Favorable : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3881).

Défavorable : *Catala (Nicole)* (p. 3881).

Administration : délégations de service public :

- concessionnaires ; personnes juridiques privées et collectivités : *Catala (Nicole)* (p. 3881) ;

- concurrence européenne : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3881) ;

- entreprises nationales : E.D.F. : monopole : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3881).

Marchés publics : concurrence : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3881).

Discussion des amendements identiques n°s 185, 219, 282 et 432 (de suppression).

Amendement n° 185 de M. Jean-Pierre Philibert : rejeté (p. 3881).

Soutenu par : *Lequiller (Pierre)* (p. 3881).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3881) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3881).

Amendements n°s 219 de Mme Nicole Catala et 282 de M. Jean-Jacques Hyest : rejetés (p. 3881).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3881) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3881).

Amendement n° 432 de M. Jean-Louis Debré : rejeté (p. 3881).

Soutenu par : *Catala (Nicole)* (p. 3881).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3881) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3881).

Amendement n° 84 de la commission (rédactionnel) (p. 3881) : rejeté (p. 3882).

Soutenu par : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3882).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3882).

Amendement n° 283 de M. Jean-Jacques Hyest (exclut les services visés dans la directive n° 90-531 C.E.E. relative aux procédures de marché en matière d'eau, d'énergie, de transports et de télécommunications de l'application du chapitre IV relatif aux délégations de service public) : rejeté (p. 3882).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3882) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3882).

Amendement n° 284 de M. Jean-Jacques Hyest (supprime le deuxième alinéa de l'article qui exclut de l'application du chapitre V les délégations au profit d'un établissement public ou d'une société dont le capital est détenu majoritairement par la collectivité publique délégante) (p. 3882) : rejeté (p. 3883).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3883) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3883).

Discussion commune des amendements n°s 19 et 340.

Amendement n° 19 de M. Pierre Micaux (exclut de l'application du chapitre IV les délégations au profit d'autres collectivités publiques, de coopératives d'usagers, de sociétés d'intérêt collectif agricole) : rejeté (p. 3883).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3883) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3883).

Amendement n° 340 de M. Edmond Gerrer (exclut de l'application du chapitre IV les délégations au profit d'autres collectivités publiques, de coopératives d'usagers, de sociétés d'intérêt collectif agricole) : rejeté (p. 3883).

Soutenu par : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3883).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3883) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3883).

Amendement n° 85 de la commission (exclut de l'application du chapitre IV les délégations au profit d'autres collectivités publiques) (p. 3883) : adopté (p. 3884).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3883).

Favorable : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3884).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3883).

Amendement n° 86 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3884).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3884).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3884).

Amendement n° 87 de la commission (précise que, si la délégation a lieu au bénéfice d'une société d'économie mixte, les articles 28 et 30 sont applicables) : adopté (p. 3884).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3884).

Favorable : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3884) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3884).

Amendement n° 285 de M. Jean-Jacques Hyest (exclut de l'application du chapitre IV les délégations portant sur des concessions d'autoroutes) : adopté (p. 3884).

Favorable : *Catala (Nicole)* (p. 3884).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3884).

Amendement n° 286 de M. Jean-Jacques Hyest (exclut de l'application du chapitre IV les délégations pour lesquelles, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, un délégataire a expressément pressenti des études ou travaux préliminaires) (p. 3884) : retiré (p. 3885).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3885) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3885).

Après l'article 29 :

Amendement n° 88 de la commission (institue une clause de réciprocité pour l'application aux entreprises étrangères des dispositions relatives aux délégations de service public) : retiré (p. 3885).

Section II : *dispositions applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics.*

Avant l'article 30 :

Discussion commune de l'amendement n° 163 et des amendements identiques n°s 89 et 287.

Amendement n° 163 de M. Jean-Pierre Philibert (rédactionnel) : non soutenu (p. 3885).

Amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3885).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3885).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3885).

Amendement n° 287 de M. Jean-Jacques Hyest (rédactionnel) : adopté (p. 3885).

Article 30 *(délibération sur le principe de la délégation)* (p. 3885) : adopté après modifications (p. 3886).

Amendement n° 220 de Mme Nicole Catala (de suppression) : rejeté (p. 3885).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3885) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3885).

Discussion commune des amendements n°s 90, 244 et 433.

Amendement n° 90 de la commission (de coordination) (p. 3885) : adopté (p. 3886).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3886).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3886).

Amendement n° 244 de M. Jean-Jacques Hyest (de coordination) (p. 3885) : devenu sans objet (p. 3886).

Amendement n° 433 de M. Jean-Louis Debré (de coordination) (p. 3885) : devenu sans objet (p. 3886).

Article 31 *(ouverture des plis)* (p. 3886) : adopté après modifications (p. 3887).

Discussion des amendements identiques n°s 221 et 434 (de suppression).

Amendement n° 221 de Mme Nicole Catala : rejeté (p. 3886).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3886) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3886).

Amendement n° 434 de M. Jean-Louis Debré : rejeté (p. 3886).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3886).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3886) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3886).

Amendement n° 435 de M. Pierre Mazeaud (précise que l'appel public de candidatures est effectué dans les conditions prévues à l'article 27 par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale) (p. 3886) : devenu sans objet (p. 3887).

Discussion des amendements identiques n°s 245 et 436.

Amendement n° 245 de M. Jean-Jacques Hyest (prévoit que l'appel public de candidatures donne lieu au dépôt de plis contenant des candidatures et non des offres) : rejeté (p. 3887).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3887) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3887).

Amendement n° 436 de M. Jean-Louis Debré (prévoit que l'appel public de candidatures donne lieu au dépôt de plis contenant des candidatures et non des offres) : rejeté (p. 3887).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3886).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3887) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3887).

Amendement n° 164 corrigé de M. Pierre-André Wiltzer (rédactionnel) : adopté (p. 3887).

Favorables : *Durand (Yves)* (p. 3887) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3887).

Amendements n°s 437 de M. Jean-Louis Debré et 246 de M. Jean-Jacques Hyest (substituent le mot « offres » à celui de « candidatures ») : devenus sans objet (p. 3887).

Amendement n° 91 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 3887).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3887).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3887).

Défavorable : *Toubon (Jacques)* (p. 3887).

Article 32 *(choix du délégataire)* (p. 3887) : adopté (p. 3888).

Discussion des amendements identiques n°s 186, 247, 440 et 465 (de suppression).

Amendement n° 186 de M. Jean-Pierre Philibert : non soutenu (p. 3887).

Amendement n° 247 de M. Jean-Jacques Hyest (p. 3887) : rejeté (p. 3888).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3888) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3888).

Amendements n°s 440 de M. Jean-Louis Debré et 465 de Mme Nicole Catala (p. 3887) : rejetés (p. 3888).

Soutenus par : *Toubon (Jacques)* (p. 3887).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3888) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3888).

Article 33 *(négociation directe)* : adopté (p. 3888).

Discussion des amendements identiques n°s 222, 248 et 338 (de suppression).

Amendement n° 222 de Mme Nicole Catala : rejeté (p. 3888).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3888).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3888) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3888).

Amendement n° 248 de M. Jean-Jacques Hyest : rejeté (p. 3888).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3888) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3888).

Amendement n° 438 de M. Pierre Mazeaud : rejeté (p. 3888).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3888).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3888) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3888).

Article 34 *(art. L. 314-1 du code des communes : transmission au représentant de l'Etat ; application du texte aux groupements de collectivités territoriales)* : adopté (p. 3888).

Discussion des amendements identiques n°s 223 de Mme Nicole Catala et 439 de M. Michel Péricard (de suppression) : rejetés (p. 3888).

Soutenus par : *Toubon (Jacques)* (p. 3888).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3888) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3888).

Après l'article 34 :

Amendement n° 473 rectifié du Gouvernement (prévoit que les dispositions du chapitre sur les délégations de service public s'appliquent aux conventions signées à compter du 1er juin 1993) : adopté (p. 3888).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3888).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3888).

Chapitre V : *marchés publics.*

Article 35 *(contrats passés par les S.E.M., les sociétés anonymes d'H.L.M. et les S.E.M. de construction de logements sociaux)* (p. 3889) : adopté après modifications (p. 3891).

Défavorable : *Boyon (Jacques)* (p. 3889).

Marchés publics : sociétés d'économie mixte :

– contrôle et procédures ; lourdeur : *Boyon (Jacques)* (p. 3889) ;

– suspicion : *Boyon (Jacques)* (p. 3889).

Amendement n° 232 de M. Eric Doligé (de suppression) (p. 3889) : rejeté (p. 3890).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3889).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3890) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3890).

Amendement n° 441 de M. Jacques Boyon (supprime le premier paragraphe de l'article qui soumet certains contrats passés par les sociétés d'économie mixte au régime des marchés publics) : rejeté (p. 3890).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3890) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3890).

Amendement n° 92 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3890).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3890).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3890).

Amendement n° 93 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3890).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3890).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3890).

Amendement n° 442 de M. Jacques Boyon (supprime le paragraphe III de cet article qui soumet les contrats conclus par les sociétés d'économie mixte de construction et d'aménagement de logements sociaux au régime des marchés publics) (p. 3890) : rejeté (p. 3891).

Favorable : *Toubon (Jacques)* (p. 3891).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3890) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3890).

Amendement n° 94 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3891).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3891).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3891).

Après l'article 35 :

Amendement n° 125 de M. Pierre Mazeaud (prévoit que les marchés conclus par les assemblées parlementaires sont soumis à des obligations de publicité et de mise en concurrence arrêtés par leurs bureaux respectifs) (p. 3891) : rejeté (p. 3892).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3891).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3891) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3892).

Chapitre VI : *dispositions communes aux délégations de service public et aux marchés publics.*

Article 36 *(art. 1er, 2 et 7 de la loi du 3 janvier 1991 : compétence de la mission interministérielle d'enquête)* (p. 3892) : adopté (p. 3893).

Amendement n° 233 de M. Eric Doligé (de suppression) : rejeté (p. 3892).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3892).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3892) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3892).

Amendement n° 132 de M. Jean-Claude Lefort (exclut de la compétence de la mission interministérielle d'enquête les établissements publics à caractère industriel et commercial) : rejeté (p. 3893).

Soutenu par : *Pierna (Louis)* (p. 3893).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3893) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3893).

Amendement n° 249 de M. Jean-Jacques Hyest (exclut de la compétence de la mission interministérielle d'enquête les contrats visés par la directive européenne n° 90-531 relative aux procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications) : retiré (p. 3893).

Amendement n° 250 de M. Jean-Jacques Hyest (exclut du champ d'application des sanctions prévues à l'article 7 de la loi du 3 janvier 1901 les contrats visés par la directive précitée n° 90-531) : retiré (p. 3893).

Article 37 *(art. L. 22 du code des tribunaux administratifs : extension du référé précontractuel)* (p. 3893) : adopté au scrutin public après modifications (p. 3895).

Défavorable : *Toubon (Jacques)* (p. 3894).

Amendement n° 234 de M. Eric Doligé (de suppression) : rejeté (p. 3893).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3893).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3893) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3893).

Amendement n° 95 de la commission (rédactionnel) (p. 3893) : adopté (p. 3894).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3893).

Discussion des amendements identiques n°s 251, 443 et 466 (limitent la saisine du président du tribunal administratif au titre du référé précontractuel aux contrats d'un montant supérieur ou égal au montant de mise en concurrence communautaire obligatoire).

Amendement n° 251 de M. Jean-Jacques Hyest : rejeté (p. 3894).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3894) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3894).

Amendements n°s 443 de M. Jean-Louis Debré et 466 de Mme Nicole Catala : rejetés (p. 3894).

Soutenus par : *Toubon (Jacques)* (p. 3894).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3894) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3894).

Amendement n° 96 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3894).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3894).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3894).

Amendement n° 97 de la commission (soumet l'application du référé précontractuel au bénéfice de ressortissants d'un Etat étranger à une condition de réciprocité au bénéfice des ressortissants français dans ces Etats) : adopté (p. 3894).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3894).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 3894).

Chapitre VII : *activités immobilières.*

Article 38 *(publicité des cessions foncières ou immobilières des collectivités locales et des sociétés d'économie mixte locales) :* vote réservé (p. 3895) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Demande de réserve du vote sur l'article 38 et l'ensemble des amendements s'y rapportant : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 3895).

Discussion commune des amendements n°s 98 et 476.

Amendement n° 98 de la commission (intègre le présent article dans le code de l'urbanisme) : retiré (p. 3895).

Amendement n° 476 du Gouvernement (intègre le présent article dans le code des communes) : vote réservé (p. 3895) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Soutenu par : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 3895).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3895).

Discussion des amendements identiques n°s 99 corrigé de la commission et 252 de M. Jean-Jacques Hyest (précisent que les concessionnaires de services publics locaux sont seuls visés par les dispositions de l'article) (p. 3895) : vote réservé (p. 3896) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Soutenus par : *Durand (Yves)* (p. 3895).

Défavorable : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 3896).

Amendement n° 357 de M. Alain Brune (exclut du champ d'application de l'article les ventes destinées à la réalisation de certains logements locatifs sociaux) : rectifié par le Gouvernement (cette réalisation étant le fait d'organismes d'H.L.M. ou de sociétés d'économie mixte) ; vote réservé (p. 3896) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Favorables : *Durand (Yves)* (p. 3896) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 3896).

Amendement n° 100 de la commission (étend l'obligation de publicité à la réception des propositions des candidats) : vote réservé (p. 3896) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3896).

Favorable : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 3896).

Amendement n° 444 de M. Jacques Boyon (autorise les collectivités locales à déroger à l'obligation de publicité par délibération préalable motivée) : vote réservé (p. 3896) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Favorable : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3896).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3896) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 3896).

Discussion commune des amendements nos 101 et 445.

Amendement no 101 de la commission (exclut du champ d'application de l'article les Z.A.C. et les programmes d'aménagement d'ensemble) (p. 3896) : vote réservé (p. 3897) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3896).

Défavorable : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 3897).

Observations : *Malandain (Guy)* (p. 3897).

Amendement no 445 de M. Jacques Toubon (exclut du champ d'application de l'article les Z.A.C. et les programmes d'aménagement d'ensemble) (p. 3896) : vote réservé (p. 3897) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 octobre 1992] (p. 3922).

Défavorable : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 3897).

Observations : *Malandain (Guy)* (p. 3897).

Article 39 *(cessions par les professionnels de l'immobilier des droits attachés aux promesses de vente)* : adopté (p. 3897).

Article 40 *(art. L. 311-4-1 du code de l'urbanisme : participation des constructeurs pour la réalisation d'équipements publics au titre des zones d'aménagement concerté et des programmes d'aménagement d'ensemble)* (p. 3897) : adopté après modifications (p. 3898).

Discussion des amendements identiques nos 102, 1 et 253 (de suppression).

Amendement no 102 de la commission (p. 3897) : rejeté (p. 3898).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3898).

Amendement no 1 de la commission de la production (p. 3897) : rejeté (p. 3898).

Soutenu par : *Brune (Alain)* (p. 3898).

Défavorable : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 3898).

Observations : *Durand (Yves)* (p. 3898).

Amendement no 253 de M. Jean-Jacques Hyest (p. 3897) : rejeté (p. 3898).

Défavorable : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 3898).

Observations : *Durand (Yves)* (p. 3898).

Amendements nos 477 et 478 du Gouvernement (précisent que les équipements publics, dont le coût peut être mis à la charge des constructeurs, sont ceux réalisés dans l'intérêt principal des usagers des constructions) : adoptés (p. 3898).

Soutenus par : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 3898).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3898).

Amendement no 133 corrigé de M. André Santini (renvoie à un décret en Conseil d'Etat la fixation des conditions d'application de l'article) : retiré (p. 3898).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3898).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3898) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 3898).

Article 41 *(participations ponctuelles des constructeurs pour la réalisation d'équipements publics)* (p. 3899) : adopté après modifications (p. 3900).

Discussion des amendements identiques nos 103, 2, 21, 134 et 254 (de suppression).

Amendement no 103 de la commission (p. 3899) : rejeté (p. 3900).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3899).

Amendement no 2 de la commission de la production (p. 3899) : rejeté (p. 3900).

Soutenu par : *Brune (Alain)* (p. 3899).

Amendement no 254 de M. Jean-Jacques Hyest (p. 3899) : rejeté (p. 3900).

Observations : *Durand (Yves)* (p. 3899) ; *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 3899) ; *Malandain (Guy)* (p. 3899) ; *Pierna (Louis)* (p. 3900).

Amendements nos 21 de M. Pierre Micaux et 134 de M. André Santini (p. 3899) : rejetés (p. 3900).

Amendement no 479 du Gouvernement (maintient la possibilité de demander aux constructeurs une participation pour réaliser des équipements de service public industriels ou commerciaux dès lors qu'ils sont réalisés dans l'intérêt principal des usagers des constructions) : adopté (p. 3900).

Soutenu par : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 3899).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3899).

Amendements nos 480 et 481 du Gouvernement (de coordination) : adoptés (p. 3900).

Soutenus par : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 3899).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3899).

Article 42 *(publicité des participations pour la réalisation d'équipements publics et actions en répétition)* (p. 3900) : adopté après modifications (p. 3902).

Article L. 332-28 du code de l'urbanisme (fait générateur de participations pour la réalisation d'équipements publics) :

Amendement no 20 corrigé de M. Pierre Micaux (précise les dispositions relatives au calcul des participations des demandeurs d'extension des réseaux des services publics industriels et commerciaux) : rejeté (p. 3900).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3900).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3900) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3900).

Discussion des amendements identiques nos 104 corrigé et 323 (précisent que, pour les services publics, industriels et commerciaux en régie, le fait générateur est constitué par le cahier des charges ou le règlement du service).

Amendement no 104 corrigé de la commission (p. 3900) : adopté (p. 3901).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3900).

Observations : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 3901).

Amendement no 323 de M. Jean-Jacques Hyest (p. 3900) : adopté (p. 3901) :

Observations : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 3901).

Article L. 332-29 du code de l'urbanisme (publicité en mairie des participations pour la réalisation d'équipements publics) :

Amendement no 358 de M. Alain Brune (précise que le registre mis à la disposition du public indique le montant et les caractéristiques des participations) : adopté (p. 3901).

Favorables : *Durand (Yves)* (p. 3901) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 3901).

Article L. 332-30 du code de l'urbanisme (action en répétition contre les participations pour la réalisation d'équipements publics indues) :

Amendement no 105 de la commission (de conséquence) : devenu sans objet (p. 3901).

Discussion commune des amendements nos 106 et 438.

Amendement no 106 de la commission (vise à n'ouvrir le droit à répétition qu'aux seuls premiers acquéreurs) : retiré (p. 3901).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3901).

Amendement no 483 du Gouvernement (retire le droit à répétition aux ayants droit des acquéreurs) : adopté (p. 3901).

Soutenu par : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 3901).

Discussion des amendements identiques nos 107 et 482 (portent de cinq à dix ans le délai de prescription de l'action en répétition).

Amendement no 107 de la commission : adopté (p. 3901).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3901).

Amendement no 482 du Gouvernement : retiré (p. 3901).

Soutenu par : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 3901).

Article 43 *(abrogation d'articles du code de la construction relatifs à la cession d'actions de sociétés anonymes d'H.L.M.)* : adopté (p. 3902).

Article 44 *(art. L. 423-4 du code de la construction : plafonnement du prix de cession des actions des sociétés anonymes d'H.L.M.)* (p. 3902) : adopté après modifications (p. 3903).

Amendement n° 484 du Gouvernement (étend les dispositions de l'article aux sociétés coopératives et aux sociétés de crédit immobilier) : adopté (p. 3092).
Soutenu par : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 3902).
Observations : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3902).

Amendement n° 108 rectifié de la commission (de précision) : adopté (p. 3902).
Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3902).
Favorable : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 3902).

Amendement n° 510 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 3902).
Soutenu par : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 3902).

Amendement n° 485 corrigé du Gouvernement (étend les dispositions de l'article aux sociétés anonymes de crédit immobilier) (p. 3902) : adopté (p. 3903).
Soutenu par : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 3902).
Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3902).
Défavorable : *Toubon (Jacques)* (p. 3903).
Observations : *Dosière (René)* (p. 3902).

Amendement n° 109 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3903).
Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3903).
Favorable : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 3903).

Article 45 *(art. L. 423-5 du code de la construction : moralisation des opérations sur le capital des sociétés anonymes d'H.L.M.)* (p. 3093) : adopté après modifications (p. 3904).

Amendement n° 110 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3904).
Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3904).
Favorable : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 3904).

Amendement n° 486 rectifié du Gouvernement (étend les dispositions de l'article à l'ensemble des organismes privés d'H.L.M.) : adopté (p. 3904).
Soutenu par : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 3904).
Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3904).

Article 46 *(art. L. 313-7-1 du code de la construction : organismes collecteurs du « 1 p. 100 logement »)* (p. 3905) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 487 (p. 3906).

Amendement n° 215 de M. Jacques Toubon (de suppression) : retiré (p. 3904).
Discussion commune des amendements identiques n°s 18, 152, 190, 255, 446 et 487 (étendent la compétence de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction - A.N.P.E.E.C. - à l'ensemble des organismes habilités à collecter la participation des employeurs).

Amendement n° 18 de M. Léonce Deprez (p. 3904) : non soutenu (p. 3905).

Amendement n° 152 de M. Pierre Micaux (p. 3904) : non soutenu (p. 3905).

Amendement n° 190 de M. Eric Doligé (p. 3904) : retiré (p. 3905).
Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 3905).

Amendement n° 255 de M. Jean-Jacques Hyest (p. 3904) : retiré (p. 3905).

Amendement n° 446 de M. Jacques Toubon (p. 3904) : retiré (p. 3905).

Amendement n° 487 du Gouvernement (p. 3904) : adopté (p. 3905).
Soutenu par : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 3904).
Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3904).

Amendement n° 111 de la commission : devenu sans objet (p. 3905).

Après l'article 46 :

Amendement n° 488 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 3906).
Soutenu par : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 3906).
Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3906).

Amendement n° 489 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 3906).
Soutenu par : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 3906).
Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3906).

Amendement n° 490 du Gouvernement (de cohérence) : adopté (p. 3906).
Soutenu par : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 3906).
Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3906).

Article 47 *(art. L. 313-13 du code de la construction : interventions de l'Agence nationale ; sanctions pécuniaires)* : adopté (p. 3906).

Article 48 *(art. L. 313-16 du code de la construction : extension du champ des interdictions)* : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 112 (p. 3906).

Amendement n° 112 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3906).
Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3906).
Favorable : *Bianco (Jean-Louis) (G)* (p. 3906).

Après l'article 48 :

Amendement n° 341 corrigé de M. Guy Malandain (dispose que, par analogie avec les dispositions relatives aux organismes d'H.L.M., les logements locatifs réalisés à l'aide de la participation des employeurs à l'effort de construction ne peuvent être aliénés que dix ans après leur acquisition ou leur construction) (p. 3906) : retiré (p. 3908).
Défavorables : *Toubon (Jacques)* (p. 3907) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 3907).
Observations : *Durand (Yves)* (p. 3907).

Article 49 *(art. L. 313-16 du code de la construction : sanctions pénales)* : adopté (p. 3908).

Après l'article 49 :

Amendement n° 511 du Gouvernement (précise que les logements à usage locatif faisant l'objet d'un contrat de réservation conclu au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction « ne sont pas affectés à un autre usage pendant la durée initiale du contrat ») : retiré (p. 3908).

Titre IV : *dispositions relatives aux collectivités locales.*

Chapitre Ier : *transparence des procédures.*

Article 50 *(art. L. 323-1, L. 323-9 et L. 323-13 du code des communes : exploitation directe par les communes de services d'intérêt public à caractère administratif)* : adopté (p. 3909).
Observations : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3909).

Après l'article 50 :

Amendement n° 165 de M. Pascal Clément (prévoit la communication aux membres des conseils municipaux, généraux et régionaux des concours publics accordés aux groupes politiques constitués au sein de ces assemblées) : rejeté (p. 3909).
Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3909).
Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3909) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3909).

Article 51 *(art. 3 et 46 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 ; art. 7 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 : information des assemblées locales sur les déférés préfectoraux)* (p. 3909) : supprimé (p. 3910).

Amendement n° 113 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3910).
Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3910).
Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3910).

Amendements n°s 256, 257 et 258 de M. Jean-Jacques Hyest : devenus sans objet (p. 3910).

Article 52 *(art. 87 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 : transmission aux assemblées délibérantes des collectivités locales des avis et observations des chambres régionales des comptes)* : adopté après modifications (p. 3910).

Amendement n° 114 de la commission (supprime la possibilité accordée au représentant de l'Etat de se substituer aux exécutifs locaux lors de la transmission des avis de la chambre régionale des comptes aux assemblées délibérantes) : adopté (p. 3910).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3910).

Observations : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3910).

Amendement n° 115 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3910).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3910).

Article 53 *(art. 6 de la loi n° 83-517 du 7 juillet 1983 : contrôle des sociétés d'économie mixte locales)* (p. 3910) : adopté après modifications (p. 3912).

Amendement n° 188 de M. Claude Wolff (de suppression) : retiré (p. 3911).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3911).

Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 3911) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3911).

Observations : *Boyon (Jacques)* (p. 3911).

Amendement n° 116 de la commission (de précision) : adopté (p. 3911).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3911).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3911).

Amendement n° 501 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 3911).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3911).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3911).

Discussion des amendements identiques n°s 259 de M. Jean-Jacques Hyest et 447 de M. Jacques Boyon (suppriment la disposition selon laquelle toute prise de participation d'une société mixte locale dans le capital d'une société commerciale est subordonnée à l'accord des assemblées délibérantes des collectivités territoriales) : retirés (p. 3911, 3912).

Observations : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3912).

Amendement n° 187 de M. Claude Wolff (prévoit la simple information et non l'accord des assemblées délibérantes) : non soutenu (p. 3912).

Discussion commune des amendements n°s 448 et 506.

Amendement n° 448 de M. Jacques Boyon (limite cet accord à la collectivité territoriale qui est l'actionnaire le plus important) (p. 3911) : retiré (p. 3912).

Amendement n° 506 du Gouvernement (limite cet accord aux collectivités territoriales qui disposent d'un siège au sein du conseil d'administration de la société d'économie mixte) : adopté (p. 3912).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3912).

Article 54 *(non-exécution des jugements par les personnes morales de droit public)* : supprimé (p. 3912).

Amendement n° 117 de la commission (transfère à l'article 55 les dispositions de l'article 54) : adopté (p. 3912).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3912).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3912).

Article 55 *(inclusion des élus locaux investis de fonctions exécutives dans le champ de compétence de la cour de discipline budgétaire)* (p. 3912) : adopté après modifications (p. 3913).

Amendement n° 118 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3912).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3912).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3912).

Amendement n° 119 de la commission (de précision) (p. 3912) : adopté (p. 3913).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3913).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3913).

Amendement n° 120 de la commission (de forme) : adopté (p. 3913).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3913).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3913).

Amendement n° 121 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3913).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3913).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3913).

Article 56 *(art. 9 de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 ; art. 5 de la loi n° 82-594 du 10 juillet 1982 : délit d'obstacle à l'exercice des pouvoirs des membres de la Cour des comptes ou des chambres régionales des comptes)* : adopté (p. 3913).

Après l'article 56 :

Discussion commune des amendements n°s 122 et 502.

Amendement n° 122 de la commission (prévoit que les jugements, avis, propositions, rapports et observations de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes sont délibérés à la suite d'une audience contradictoire) (p. 3913) : adopté (p. 3915).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3913).

Défavorable : *Toubon (Jacques)* (p. 3914).

Amendement n° 502 du Gouvernement (précise que toute personne susceptible d'être convoquée par la Cour des comptes, conformément à la loi n° 67-783 du 22 juin 1967, peut, pour sa part, demander à être entendue par elle) (p. 3913) : adopté (p. 3915).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3914).

Favorable : *Boyon (Jacques)* (p. 3915).

Défavorable : *Toubon (Jacques)* (p. 3914).

Amendement n° 278 rectifié de M. Jean-Jacques Hyest (astreint les associations bénéficiaires de subventions supérieures à un million de francs à l'obligation de faire procéder à un bilan annuel et à la nomination d'un commissaire aux comptes qui certifie, entre autres, le montant des rémunérations des dirigeants et administrateurs) (p. 3915) : adopté après modifications (p. 3916).

Favorables : *Durand (Yves)* (p. 3915) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3915).

Sous-amendement n° 507 de M. Pierre-André Wiltzer (ajoute la certification des avantages et remboursements de frais) (p. 3915) : retiré (p. 3916).

Sous-amendement n° 512 du Gouvernement (prévoit de fixer par décret le seuil des subventions visées ; supprime la certification des rémunérations des dirigeants) (p. 3915) : adopté (p. 3916).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3916).

Favorable : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3916).

Associations : bénévolat des dirigeants : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3914).

Chapitre II : *modernisation du contrôle.*

Article 57 *(art. 2 et 45 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 ; art. 7 de la loi du 5 juillet 1972 : contrôle a posteriori* des décisions des sociétés d'économie mixte locales traduisant l'exercice de prérogatives de puissance publique) : adopté (p. 3916).

Article 58 *(art. 3 et 46 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 ; art. 7 de la loi du 5 juillet 1972 : effet suspensif de la demande de sursis à exécution présentée par le préfet)* (p. 3916) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 503 (p. 3918).

Défavorable : *Toubon (Jacques)* (p. 3916).

Collectivités locales : demande de sursis à exécution d'une délibération ; suspension de l'exécution de l'acte : *Toubon (Jacques)* (p. 3916).

Tribunaux administratifs : pouvoirs : *Toubon (Jacques)* (p. 3916).

Amendement n° 189 de M. Claude Wolff (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 3917).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3917).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3917) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3917).

Amendement n° 503 du Gouvernement (fixe à trois mois le délai de sursis) (p. 3917) : adopté (p. 3918).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3917).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3917).

Défavorable : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3917).

Amendements nos 123 de la commission et 260 de M. Jean-Jacques Hyest : devenus sans objet (p. 3918).

Article 59 *(art. 89-1 à 89-3 de la loi no 82-213 du 2 mars 1982 : intervention de l'inspection générale de l'administration)* (p. 3918) : supprimé (p. 3920).

Défavorable : *Toubon (Jacques)* (p. 3918).

Collectivités locales : libre administration : *Toubon (Jacques)* (p. 3918).

Discussion des amendements identiques nos 124 et 261 (de suppression).

Amendement no 124 de la commission (p. 3918) : adopté (p. 3920).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 3918).

Amendement no 261 de M. Jean-Jacques Hyest (p. 3918) : adopté (p. 3920).

Favorable : *Dosière (René)* (p. 3918).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3918).

Collectivités locales : décentralisation : *Toubon (Jacques)* (p. 3918, 3919).

Article 60 *(art. 31 de l'ordonnance no 58-896 du 23 septembre 1958 : pouvoirs des membres de l'inspection générale de l'administration à l'égard des organismes ayant fait appel au concours des collectivités locales)* : rejeté (p. 3920)

Amendement no 262 de M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) : rejeté (p. 3920).

Favorable : *Toubon (Jacques)* (p. 3920).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3920) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3920).

Après l'article 60 :

Amendement no 191 rectifié de M. Edmond Alphandéry (établit des sanctions pénales à l'encontre des personnes ayant tenté d'obtenir un marché dans un pays étranger par la corruption et des fonctionnaires ayant facilité l'action du corrupteur) : rejeté (p. 3920).

Soutenu par : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3920).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3920) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3920).

Sous-amendement no 495 de M. Jean-Jacques Hyest (prévoit la publication, sous forme d'annexe à la loi de finances, du nombre des contrats d'exportations bénéficiaires d'une aide publique vers chaque pays en voie de développement) : rejeté (p. 3920).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3920) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3920).

Amendement no 242 rectifié de M. Francis Delattre (instaure une commission consultative placée auprès du Premier ministre, chargée de statuer sur la compatibilité entre l'activité qu'un fonctionnaire projette d'exercer dans le secteur privé et les obligations qu'il exerce présentement au nom de l'Etat) : rejeté (p. 3921).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3921).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3921) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3921).

Amendement no 243 de M. Pierre-André Wiltzer (donne aux services d'inspection générale le pouvoir d'effectuer, à leur initiative, des missions sur tout comportement ou fait pouvant constituer des manquements des fonctionnaires à leur déontologie) (p. 3921) : rejeté (p. 3922).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3921) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3921).

Titre :

Amendement no 167 de M. Pascal Clément (supprime du titre du projet de loi les termes « prévention de la corruption ») : non soutenu (p. 3922).

Discussion des amendements identiques nos 177 de M. Pierre Mazeaud et 449 de M. Jean-Louis Debré (suppriment du titre du projet de loi les termes « prévention de la corruption et... ») : rejetés (p. 3922).

Soutenus par : *Boyon (Jacques)* (p. 3922).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 3922) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3922).

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3922).

Adoption de l'article 24 modifié par les amendements nos 350, 76, 509, 78, 80, 213 et 353, de l'article 25 dans le texte présenté par le Gouvernement et de l'article 38 modifié par les amendements nos 476, 357 rectifié et 100 (p. 3922).

Seconde délibération [16 octobre 1992] (p. 3922).

Article 29 *(exceptions au régime des délégations).*

Amendement no 1 du Gouvernement (réintroduit les sociétés d'autoroutes dans le champ d'application de la loi) : adopté (p. 3922).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3922).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3922).

Défavorables : *Toubon (Jacques)* (p. 3923) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3923).

Article 37 *(art. L. 22 du code des tribunaux administratifs : extension du référé pré-contractuel).*

Amendement no 2 du Gouvernement (supprime, en cas de litige relatif aux règles de publicité, l'application de l'article L. 22 du code des tribunaux administratifs au bénéfice de requérants étrangers) : adopté (p. 3923).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3922).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 3923).

Explications de vote : *Toubon (Jacques)* (p. 3923) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3923) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3924) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3925) ; *Dosière (René)* (p. 3925).

Administration : délégations de services publics : fonctionnement : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3923) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3924).

Collectivités locales : élus locaux : honnêteté et dévouement : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3925) ; *Dosière (René)* (p. 3925).

Commerce et artisanat : urbanisme commercial : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3924).

Délinquance et criminalité : corruption : généralités : *Toubon (Jacques)* (p. 3923) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3923).

Elections et référendums : campagnes électorales : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3923) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3924) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3926).

Entreprises :

- entreprises publiques : subventions et budgets : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3925) ;
- relations avec les pouvoirs publics et les partis politiques : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3924) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3924).

Gouvernement : ministère de la justice : instauration d'un service de lutte contre la corruption : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3923) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3924).

Marchés publics : règles, transparence : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3923) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3925).

Partis et mouvements politiques : financement : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3924) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3924) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3924) ; *Dosière (René)* (p. 3925) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 3926).

Publicité : réglementation : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3924) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3925) ; *Dosière (René)* (p. 3925).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 3924).

Groupe R.P.R. : contre : *Toubon (Jacques)* (p. 3923).

Groupe socialiste : pour : *Dosière (René)* (p. 3925).

Groupe U.D.C. : contre : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3924).

Groupe U.D.F. : contre : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 3923).

Intervention du Gouvernement : Sueur (Jean-Pierre) (G) (p. 3926).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 3926).

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 1992] (p. 7199, 7237).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des lois : *Durand (Yves)* (p. 7199).

Intervention du Gouvernement : Sapin (Michel) (p. 7201).

Discussion générale : Lefort (Jean-Claude) (p. 7237) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7238) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7240) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7241).

Interruption du Gouvernement : Sueur (Jean-Pierre) (p. 7240).

Rappel au règlement de : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7239).

Principaux thèmes développés :

Administration : services publics et concessions de services publics : *Durand (Yves)* (p. 7200) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7201) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7238) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7240).

Collectivités locales :

- coopération intercommunale : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7240) ;
- relations avec les sociétés d'économie mixte locales : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7202) ;
- transparence des procédures : relations avec les pouvoirs administratifs et judiciaires : *Durand (Yves)* (p. 7200) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7202).

Commerce et artisanat : urbanisme commercial : *Durand (Yves)* (p. 7200) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7202) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7240) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7242).

Délinquance et criminalité :

- corruption : généralités : *Durand (Yves)* (p. 7200) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7201) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7237) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7239) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7242) ;
- corruption : Mafia : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7202) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7238) ;
- corruption : rapport Bouchery : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7201).

Elections et référendums : campagnes électorales : *Durand (Yves)* (p. 7200) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7238) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7239) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7241) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7241).

Entreprises : relations avec les pouvoirs publics et les partis politiques : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7238) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7239).

Gouvernement :

- ministère de la justice : instauration d'un service de lutte contre la corruption : *Durand (Yves)* (p. 7200) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7201) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7240) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7241) ;
- ministère de l'économie et des finances : service de lutte contre le trafic de stupéfiants : TRACFIN : fonctionnement ; pouvoirs : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7202) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7240).

Marchés publics : règles : transparence : *Durand (Yves)* (p. 7200) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7202) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7242).

Partis et mouvements politiques : financement : *Durand (Yves)* (p. 7200) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7201) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7238) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7239) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7241) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7241).

Prix et concurrence : *Durand (Yves)* (p. 7200) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7202) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7239).

Publicité : transparence du marché de l'espace publicitaire : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7202) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7239) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7240) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7242).

Rappel au règlement : *Wiltzer (Pierre-André) :* s'élève contre l'organisation des travaux ; constate l'absence de représentants du groupe socialiste (p. 7239) ; *Bartolone (Claude) (VP)* (p. 7240).

Discussion des articles [15 décembre 1992] (p. 7242) ; [16 décembe 1992] (p. 7285) ; [17 décembre 1992] (p. 7432) ; [18 décembre 1992] (p. 7497).

Avant l'article 1er :

Amendement n° 13 de la commission (rétablit ainsi le titre premier : « Titre 1er : Service central de prévention de la corruption ») : rejeté au scrutin public (p. 7242).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7242).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7242).

Titre 1er : *service interministériel de lutte contre la corruption.*

Article 1er supprimé par le Sénat *(création d'un service interministériel de lutte contre la corruption)* (p. 7242) : rétabli (p. 7243).

Amendement n° 14 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7242) : adopté après modifications (p. 7243).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7243).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7243).

Sous-amendement n° 112 du Gouvernement (rétablit la compétence du service en matière d'infraction d'atteinte à la liberté et à l'égalité des candidats dans les marchés publics) : adopté (p. 7243).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7243).

Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 7243).

Sous-amendement n° 113 du Gouvernement (de simplification) : adopté (p. 7243).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7243).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7243).

Article 2 supprimé par le Sénat *(saisine du procureur de la République par le service) :* rétabli (p. 7243).

Amendement n° 15 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté au scrutin public (p. 7243).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7243).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7243).

Article 3 supprimé par le Sénat *(dessaisissement du service dès l'ouverture d'une procédure judiciaire) :* rétabli (p. 7243).

Amendement n° 16 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7243).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7243).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7243).

Article 4 supprimé par le Sénat *(communication aux autorités judiciaires des renseignements recueillis par le service) :* rétabli (p. 7243).

Amendement n° 17 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7243).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7243).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7243).

Article 5 supprimé par le Sénat *(communication des documents et audition des personnes nécessaires à l'accomplissement de la mission du service)* (p. 7243) : vote réservé (p. 7244) ; rétabli : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7264).

Amendement n° 18 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7243) : vote réservé (p. 7244) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : adopté après modifications (p. 7264).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7244).

Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7244).

Sous-amendement n° 159 de M. Pascal Clément (précise que toute personne entendue par le service doit avoir été convoquée par lettre recommandée 48 heures au moins avant l'entretien) : adopté (p. 7244).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7244).

Observations : *Durand (Yves)* (p. 7244) ; *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7244).

Sous-amendement n° 198 du Gouvernement (de cohérence) : adopté (p. 7244).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7244).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7244).

Sous-amendement n° 114 du Gouvernement (punit d'une amende de 50 000 F le refus de déférer à une audition ou de délivrer les documents demandés) : adopté (p. 7244).

Soutenu par : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7244).
Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7244).

Article 7 supprimé par le Sénat *(décret d'application)* : rétabli (p. 7244).

Amendement n° 19 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7244).
Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7244).
Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7244).

Avant l'article 8 AA :

Amendement n° 20 de la commission (rétablit l'intitulé du titre II : « Titre II : Financement des campagnes électorales et des partis politiques ») : adopté (p. 7244).
Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7244).
Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7244).

Article 8 AA *(rejet du compte de campagne)* : supprimé (p. 7244).

Amendement n° 21 de la commission (de suppression) (p. 7244) : adopté (p. 7245).
Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7244).
Favorable : *Vauzelle (Michel) (G)* (p. 7245).

Après l'article 8 AA :

Amendement n° 126 de M. René Dosière (donne la possibilité d'effectuer des placements des fonds déposés sur des comptes de campagne) : retiré (p. 7245).
Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7245) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7245).

Article 8 A supprimé par le Sénat *(art. L. 52-5 et L. 52-6 du code électoral : dévolution de l'actif des associations de financement électorales ou des mandataires financiers des candidats)* : rétabli (p. 7245).

Amendement n° 22 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7245).
Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7245).
Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7245).

Amendement n° 125 rectifié de M. René Dosière (ouvre la possibilité de reverser les fonds de financement d'une élection sur une autre) : devenu sans objet (p. 7245).
Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7245) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7245).

Après l'article 8 A :

Amendement n° 116 de M. Jean-Claude Lefort (prévoit la publication intégrale des comptes de campagne par la commission nationale des comptes de campagne) (p. 7245) : rejeté (p. 7246).
Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7246) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7246).

Article 8 B supprimé par le Sénat *(rapport d'activité de la commission nationale des comptes de campagne)* : rétabli (p. 7246).

Amendement n° 23 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7246).
Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7246).
Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7246).

Amendement n° 160 de M. Pierre-André Wiltzer : retiré (p. 7246).

Article 8 supprimé par le Sénat *(plafonnement des dons aux candidats)* (p. 7246) : rétabli (p. 7250).

Amendement n° 115 de M. Jean-Claude Lefort (reprend l'interdiction des dons des personnes morales aux candidats qui figurait dans le projet de loi) (p. 7246) : rejeté au scrutin public (p. 7247).
Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7246) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7247) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7247).
Elections et référendums : campagnes électorales : financement : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7246, 7247) ; *Durand (Yves)* (p. 7247) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7247).

Amendement n° 24 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7247) : adopté au scrutin public (p. 7250).
Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7247, 7248).
Favorables : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7248) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 7249).
Défavorables : *Toubon (Jacques)* (p. 7247, 7248) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7248) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7248, 7249).
Elections et référendums : campagnes électorales : financement : *Toubon (Jacques)* (p. 7247, 7248) ; *Durand (Yves)* (p. 7247, 7248, 7249) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7248) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7248) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7248, 7249) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 7249).

Sous-amendement n° 229 de M. Jean-Yves Chamard (excepte du champ de l'application de l'article les dons reçus avant la promulgation de la présente loi) (p. 7249) : rejeté au scrutin public (p. 7250).
Favorables : *Bayon (Jacques)* (p. 7249) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7249).
Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7249) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7249).

Article 8 *bis* supprimé par le Sénat *(plafonnement des dépenses pour l'élection des députés)* : rétabli (p. 7250).

Amendement n° 25 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7250).
Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7250).
Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7250).

Après l'article 8 *bis* :

Amendement n° 117 de M. Louis Pierna (ajoute à la Commission des comptes de campagne des représentants des formations politiques représentatives) : adopté (p. 7250).
Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7250) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7250) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 7250).

Article 8 *ter* supprimé par le Sénat *(art. L. 167 du code électoral : plafond de remboursement des frais autres que ceux de la campagne officielle)* : rétabli (p. 7250).

Amendement n° 26 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7250).
Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7250).
Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7250).

Article 9 supprimé par le Sénat *(art. 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 : dons des personnes morales aux partis politiques)* (p. 7250) : rétabli (p. 7251).

Amendement n° 27 de la commission (fixe comme plafond 25 p. 100 du total des ressources de chaque parti ou groupement politique ou 5 p. 100 du total des crédits inscrits à l'article 9 de la loi de finances si celui-ci est supérieur ; impose la publication de la liste des donataires) (p. 7250) : adopté après modifications (p. 7251).
Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7250).
Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7250).

Discussion commune des sous-amendements identiques n°s 176 de M. Jean-Jacques Hyest et 181 de M. Pierre-André Wiltzer (portent de 25 à 30 p. 100 des ressources des partis le plafond assigné aux dons des personnes morales) : rejetés (p. 7251).
Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 7251).
Observations : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7251).

Discussion commune des sous-amendements n°s 182 et 180.

Sous-amendement n° 182 de M. Pascal Clément (porte de 5 à 10 p. 100 la référence au montant total des crédits inscrits à l'article 9 de la loi de finances) : rejeté (p. 7251).
Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7251).
Observations : *Durand (Yves)* (p. 7251) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7251).

Sous-amendement n° 180 de M. Gérard Gouzes (réduit de 5 à 2,5 p. 100 la référence au montant total des crédits inscrits à l'article 9 de la loi de finances) : adopté (p. 7251).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7251).

Observations : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7251).

Après l'article 9 :

Amendement n° 28 de la commission (admet les dons de ressortissants de la C.E.E. pour les élections auxquelles ils peuvent participer) (p. 7251) : adopté (p. 7252).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7251).

Favorable : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7252).

Défavorables : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7251) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7252).

Amendement n° 29 de la commission (abaisse de soixante-quinze à cinquante le nombre de candidats nécessaire à un parti politique pour bénéficier du financement public) : adopté (p. 7252).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7252).

Observations : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7252).

Amendement n° 30 de la commission (de conséquence) : rejeté (p. 7252).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7252).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7252).

Amendement n° 118 de M. Jean-Claude Lefort (astreint les personnes morales en position d'effectuer un don à consulter le comité d'entreprise ou les délégués du personnel) : rejeté (p. 7252).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7252) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7252).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 7252).

Amendement n° 199 de M. Jean-Paul Charié (prévoit que la réduction d'impôt accordée au titre de dons faits par les particuliers porte sur la totalité de leur montant) (p. 7253) : rejeté au scrutin public (p. 7254).

Soutenu par : *Toubon (Jacques)* (p. 7253).

Favorables : *Longuet (Gérard)* (p. 7253) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7253).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7253) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 7253) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7253).

Impôts et taxes : dons déductibles : *Toubon (Jacques)* (p. 7253) ; *Durand (Yves)* (p. 7253) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7253) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7253).

Article 9 *bis* supprimé par le Sénat *(art. 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 : répartition de l'aide publique aux partis politiques)* : rétabli (p. 7254).

Amendement n° 31 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7254).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7254).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7254).

Article 10 supprimé par le Sénat *(application à Mayotte)* : rétabli (p. 7254).

Amendement n° 32 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7254).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7254).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7254).

Article 10 *bis* supprimé par le Sénat *(entrée en vigueur du titre II)* (p. 7254) : rétabli (p. 7255).

Discussion commune des amendements n°s 161 et 33.

Amendement n° 161 de M. Pascal Clément (rend les dispositions du titre II applicables à compter de la première élection qui suivra le renouvellement intégral de l'Assemblée nationale) : rejeté (p. 7254).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7254).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7254) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7254).

Amendement n° 33 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7254) : adopté (p. 7255).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7255).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7255).

Sous-amendement n° 228 rectifié de M. Jacques Toubon (reporte aux élections législatives suivantes la publication de la liste exhaustive des dons des personnes morales) (p. 7254) : rejeté au scrutin public (p. 7255).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7255) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7255) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 7255).

Titre III : *dispositions relatives à la transparence des activités économiques.*

Chapitre Ier : *dispositions générales.*

Article 11 *(art. 33 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 : conditions de vente et de rémunération des prestataires de services)* (p. 7255) : adopté après modifications (p. 7257).

Amendement n° 111 du Gouvernement (astreint les professions libérales à l'obligation de communiquer leur barème) (p. 7255) : rejeté (p. 7257).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7255, 7256).

Favorable : *Charié (Jean-Paul)* (p. 7256, 7257).

Défavorables : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7256) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 7256).

Observations : *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 7256) ; *Durand (Yves)* (p. 7256, 7257).

Prix et concurrence : publicité des barèmes : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7255, 7256) ; *Durand (Yves)* (p. 7256, 7257) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 7256) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7256) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7256, 7257).

Professions libérales et travailleurs indépendants : professions libérales : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7255, 7256) ; *Durand (Yves)* (p. 7256, 7257) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 7256) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7256) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7256, 7257).

Amendement n° 93 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7257).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7257).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7257).

Amendement n° 139 corrigé de M. Jean-Jacques Hyest (réduit de cinq à deux ans la peine maximale d'exclusion des marchés publics pour les entreprises coupables d'infraction en matière de concurrence) : rejeté (p. 7257).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7257) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7257).

Article 12 *(art. 31 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 : sanctions de la réglementation de la facturation)* : adopté après modifications (p. 7257).

Amendement n° 34 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, à l'exception de la peine d'exclusion définitive des marchés publics) : adopté (p. 7257).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7257).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7257).

Sous-amendement n° 140 corrigé de M. Jean-Jacques Hyest (de cohérence) : rejeté (p. 7257).

Après l'article 12 :

Amendement n° 141 de M. Jean-Jacques Hyest (interdit toute déduction fiscale pour les avantages versés en vue d'obtenir, par la corruption, un marché étranger ; sanctionne pénalement cette interdiction) : rejeté (p. 7258).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7258) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7258).

Amendement n° 183 de M. Alain Brune (insère dans le présent titre les dispositions relatives aux délais de paiement inter-entreprises pour les produits périssables, bétail sur pied et boissons alcooliques) : retiré (p. 7258).

Avant l'article 13 :

Amendement n° 104 de de la commission (rétablit l'intitulé du « Chapitre II : Prestations de publicité », adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7258).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7258).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7258).

Article 13 supprimé par le Sénat *(l'acheteur d'espace publicitaire mandataire de l'annonceur)* (p. 7258) : rétabli (p. 7262).

Défavorables : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7258) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7259).

Observations : *Audinot (Gautier)* (p. 7259) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 7259, 7260) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7259, 7260).

Publicité :

– annonceurs : droits et responsabilités ; cumuls des mandats : *Audinot (Gautier)* (p. 7259) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7259) ;

– « hors-médias » : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7258) ; *Audinot (Gautier)* (p. 7259) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 7259) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7260) ;

– presse, édition et imprimerie : difficultés : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7258) ; *Audinot (Gautier)* (p. 7259) ;

– transparence du marché de l'espace publicitaire : *Audinot (Gautier)* (p. 7259) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7259) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 7259, 7260) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7260).

Amendement n° 35 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7260) : adopté après modifications (p. 7262).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7261).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7261).

Sous-amendement n° 110 du Gouvernement (applique aux « hors-médias » imprimés les mêmes conditions de transparence qu'aux médias) (p. 7260) : adopté (p. 7262).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7261).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7261).

Observations : *Charié (Jean-Paul)* (p. 7261).

Discussion des sous-amendements identiques n°s 127 de M. Louis de Broissia et 193 de M. Christian Kert (appliquent aux « hors-médias » imprimés les mêmes conditions de transparence qu'aux médias) : devenus sans objet (p. 7261).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7261) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7262).

Publicité : « hors-médias » : *Broissia (Louis de)* (p. 7261).

Sous-amendement n° 190 de M. Ladislas Poniatowski (n'étend aux « hors-médias » imprimés les mêmes conditions de transparence qu'aux médias que dans les cas de prestations effectuées par une entreprise ayant un lien direct avec l'intermédiaire) (p. 7261) : devenu sans objet (p. 7262).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7261) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7262).

Amendement n° 207 deuxième correction de M. Jean-Marie Le Guen (applique à tous les « hors-médias » les mêmes conditions de transparence qu'aux médias) (p. 7261) : devenu sans objet (p. 7262).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7261) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7262).

Article 14 supprimé par le Sénat *(rémunération exclusive du mandataire par son mandant)* : rétabli (p. 7262).

Amendement n° 36 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7262).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7262).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7262).

Après l'article 14 :

Discussion des amendements identiques n°s 128 de M. Louis de Broissia et 194 de M. Christian Kert (disposent que ni l'exercice de mandats multiples ni le regroupement d'annonceurs ne peuvent donner lieu à ristourne ou rémunération supplémentaires) (p. 7262) : rejetés (p. 7263).

Favorable : *Audinot (Gautier)* (p. 7263).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7262) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7262).

Publicité : annonceurs : droits et responsabilités : cumul des mandats : *Broissia (Louis de)* (p. 7262) ; *Durand (Yves)* (p. 7262) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7262) ; *Audinot (Gautier)* (p. 7263).

Article 15 supprimé par le Sénat *(interdiction de rémunération des fonctions de conseil de l'agence de publicité pour le vendeur d'espace publicitaire)* : rétabli (p. 7264).

Discussion commune des amendements n°s 185 et 37.

Amendement n° 185 de M. Ladislas Poniatowski (précise que le prestataire qui fournit des services de conseil en plan média ne peut recevoir de rémunération de la part du vendeur d'espace à l'exception de la commission d'agence) (p. 7263) : adopté au scrutin public (p. 7264).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7263) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7263).

Publicité : transparence du marché de l'espace publicitaire : rémunération d'agence : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7263) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7263).

Amendement n° 37 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7263) : devenu sans objet (p. 7264).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7263).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7263).

Article 5 précédemment réservé *(communication des documents et audition des personnes nécessaires à l'accomplissement de la mission du service)* : rétabli (p. 7264).

Demande de levée de la réserve du vote sur l'amendement n° 18 de la commission précédemment réservé : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7264).

Amendement n° 18 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté après modifications (p. 7264).

Observations sur le scrutin public : *Sapin (Michel) (G)* : constate que pour des raisons mécaniques, certaines touches de vote électronique du groupe socialiste n'ont pas fonctionné (p. 7264).

Parlement : scrutins : défaillance technique : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7264).

Article 16 supprimé par le Sénat *(information de l'annonceur par le vendeur d'espace publicitaire et le mandataire)* : rétabli (p. 7285).

Amendement n° 38 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en précisant que les obligations d'information incombent tant au vendeur à l'égard du mandataire qu'au mandataire à l'égard de l'annonceur) : adopté après rectification (p. 7285).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7285).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7285).

Article 17 supprimé par le Sénat *(liens financiers entre les agences de publicité de conseil en plan média ou de préconisation de support et les vendeurs d'espace publicitaire)* : rétabli (p. 7285).

Amendement n° 39 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7285).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7285).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7285).

Après l'article 17 :

Discussion des amendements identiques nos 129 de M. Louis de Broissia et 195 de M. Christian Kert (excluent les rubriques « petites annonces » de la presse écrite du champ d'application des articles 13 à 18 de la présente loi) : (p. 7285) : rejetés (p. 7286).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7286) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7286).

Observations : *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 7286).

Presse, édition et imprimerie : presse : petites annonces : *Broissia (Louis de)* (p. 7286) ; *Durand (Yves)* (p. 7286) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7286) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 7286).

Article 18 supprimé par le Sénat *(sanctions et pouvoirs d'enquêtes)* (p. 7286) : rétabli (p. 7287).

Amendement no 40 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale à l'exception de la peine d'exclusion définitive des marchés publics) : adopté (p. 7287).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7287).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7287).

Observations : *Broissia (Louis de)* (p. 7287).

Article 18 *bis* supprimé par le Sénat *(régie publicitaire, statut du mandataire et protection des directeurs de publication)* : rétabli (p. 7287).

Amendement no 41 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; précise que la responsabilité du directeur de publication n'est pas limitée par l'expression « achat d'espace publicitaire ») : adopté (p. 7287).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7287).

Favorable : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7287).

Après l'article 18 *bis* :

Amendement no 42 de la commission (précise que les dispositions du présent chapitre s'appliquent si le message est réalisé au bénéfice d'une entreprise française et concerne le territoire français) : adopté (p. 7287).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7287).

Favorable : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7287).

Article 18 *ter* *(entrée en vigueur des articles 11 et 12)* (p. 7287) : vote réservé (p. 7290) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Discussion des amendements identiques nos 130 de M. Louis de Broissia et 196 de M. Christian Kert (prévoient l'entrée en vigueur des dispositions des deux premiers chapitres du titre III le 1er janvier 1994) : vote réservé (p. 7288) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Favorable : *Audinot (Gautier)* (p. 7289).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7289) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7289).

Publicité : transparence du marché et de l'espace publicitaire : *Broissia (Louis de)* (p. 7288) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7288) ; *Audinot (Gautier)* (p. 7288).

Demande de réserve des votes : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7288, 7289, 7290).

Amendement no 43 de la commission (prévoit l'entrée en vigueur des dispositions des deux premiers chapitres du titre III le 31 mars 1993 à l'exception des dispositions du III de l'article 11, des trois derniers alinéas de l'article 12 et du deuxième alinéa - *d* 2o - de l'article 18 qui ne prendront effet que le 1er septembre 1993) : vote réservé (p. 7288) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7288, 7289).

Favorable : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7289).

Sous-amendement no 147 de M. Jean-Jacques Hyest (substitue à la date du 31 mars 1993 celle du 1er janvier 1994) ; rectifié (retient la date du 31 décembre 1993) : vote réservé (p. 7290) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Favorables : *Broissia (Louis de)* (p. 7289) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 7289) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7289) ; *Audinot (Gautier)* (p. 7290).

Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 7289).

Sous-amendement no 148 de M. Jean-Jacques Hyest (rédactionnel) : vote réservé (p. 7289) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Sous-amendement no 184 de M. Ladislas Poniatowski (prévoit l'entrée en vigueur des dispositions du présent chapitre le 1er janvier 1994) : vote réservé (p. 7289) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7289).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7289) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7289).

Après l'article 18 *ter* :

Amendement no 212 de M. Jean-Marie Le Guen (exclut du champ de la loi l'information du marché pour les sociétés cotées en bourse) : retiré (p. 7290).

Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 7290).

Article 18 *quater* *(observatoire du marché publicitaire)* (p. 7290) : adopté après modifications (p. 7292).

Amendement no 44 de la commission (de suppression) (p. 7290) : retiré (p. 7292).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7290, 7291).

Défavorables : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7291) ; *Audinot (Gautier)* (p. 7291).

Observations : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7290).

Discussion commune des amendements nos 94 rectifié et 162.

Amendement no 94 rectifié du Gouvernement (prévoit, dans un délai de trois ans après l'entrée en vigueur des dispositions du présent chapitre, la publication d'un rapport par le Gouvernement sur les conditions d'application de la loi) : adopté (p. 7292).

Soutenu par : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7292).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7292).

Défavorable : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7292).

Amendement no 162 de M. Pierre-André Wiltzer (prévoit, dans un délai de trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi, la publication d'un rapport sur l'évaluation des effets des dispositions du présent chapitre) : devenu sans objet (p. 7292).

Soutenu par : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7292).

Observations : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7292).

Chapitre III : *urbanisme commercial.*

Article 19 *(obligation de dépôt des contrats conclus à l'occasion des opérations d'équipement commercial auprès du préfet et de la chambre régionale des comptes)* : adopté après modifications (p. 7432).

Amendement no 133 de M. Jacques Boyon (exclut du champ de l'article les sociétés d'économie mixte locales) : adopté (p. 7432).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7432).

Défavorable : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7432).

Article 20 *(art. 3, 27 et 28 de la loi no 73-1193 du 27 décembre 1973 modifiée : critères des décisions prises par les commissions départementales d'équipement commercial ; identification des enseignes associées aux projets soumis à ces commissions)* (p. 7432) : adopté après modifications (p. 7434).

Amendement no 45 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7433) : adopté (p. 7434).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7433).

Favorable : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7433).

Amendement n° 46 de la commission (exclut la prise en compte par la commission du commerce non sédentaire) : adopté (p. 7433).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7433).

Favorable : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7433).

Défavorables : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7433) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7433).

Commerce et artisanat : marchés : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7433) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7433).

Amendement n° 47 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7433) : rejeté (p. 7434).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7433).

Sous-amendement n° 205 de M. Jean-Paul Charié (supprime la référence en matière de concurrence à « chaque forme de commerce et d'artisanat ») (p. 7433) : rejeté (p. 7434).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7434) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7434).

Amendement n° 48 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7434).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7434).

Favorable : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7434).

Article 21 *(art. 30 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 modifiée : composition des commissions départementales d'équipement commercial)* (p. 7434) : adopté après modifications (p. 7437).

Amendement n° 49 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7435).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7435).

Sous-amendement n° 142 de M. Jean-Jacques Hyest (accroît la composition de la commission du président du conseil général, d'une personnalité désignée par le préfet et, au cas où le président du conseil général est conseiller général du canton d'implantation, d'un autre conseiller général d'arrondissement) : rejeté (p. 7435).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7435) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7435).

Amendement n° 165 rectifié de M. Pierre-André Wiltzer : devenu sans objet (p. 7435).

Amendement n° 204 de M. Jean-Paul Charié : devenu sans objet (p. 7435).

Amendements n°s 169 de M. Pierre Micaux et 164 de M. Pierre-André Wiltzer : devenus sans objet (p. 7436).

Discussion commune des amendements n°s 50 et 166.

Amendement n° 50 de la commission (substitue, dans le département de Paris, deux conseillers d'arrondissements et le maire d'arrondissement du lieu d'implantation aux deux conseillers de Paris ou d'arrondissement et au conseiller d'arrondissement du lieu d'implantation) : adopté (p. 7436).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7436).

Favorable : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7436).

Observations : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7436).

Amendement n° 166 de M. Pierre-André Wiltzer (porte de deux à trois le nombre de conseillers de Paris ou d'arrondissement, membres de la commission pour le département de Paris) : retiré (p. 7436).

Discussion commune des amendements n°s 167 de M. Pierre-André Wiltzer et 171 de M. Pierre Micaux (de conséquence) : retirés (p. 7436).

Amendement n° 105 de M. André Thien Ah Koon (interdit aux membres de la commission de délibérer d'une affaire à laquelle ils ont un intérêt) : rejeté (p. 7436).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7436).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7436) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7436).

Amendement n° 170 de M. Pierre Micaux (donne accès aux séances de la commission au directeur des services du conseil général ou son représentant) : rejeté (p. 7437).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7436).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7437) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7437).

Article 22 *(art. 31 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 modifiée : délibérations des commissions départementales d'équipement commercial)* : adopté après modifications (p. 7437).

Amendement n° 51 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7437).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7437).

Favorable : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7437).

Article 23 *(art. 32 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1993 modifiée : décisions des commissions départementales d'équipement commercial)* : adopté après modifications (p. 7437).

Amendement n° 52 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7437).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7437).

Favorable : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7437).

Article 24 *(art. 33 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 modifiée : composition de la commission natinale d'équipement commercial ; recours contre les décisions de la commission)* (p. 7437) : adopté après modifications (p. 7439).

Amendement n° 53 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7437) : adopté (p. 7438).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7437).

Favorable : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7438).

Défavorables : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7438) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7438).

Amendement n° 206 de M. Jean-Paul Charié (dispose que les personnalités désignées pour leur compétence en matière de distribution le sont en matière de commerce et d'artisanat en général) : rejeté (p. 7438).

Favorable : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7438).

Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 7438).

Amendement n° 54 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale donnant voix prépondérante au président de la commission) : adopté (p. 7438).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7438).

Favorable : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7438).

Observations : *Charié (Jean-Paul)* (p. 7438) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 7438).

Amendement n° 106 de M. André Thien Ah Koon (de coordination) (p. 7438) : rejeté (p. 7439).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7439) ; *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7439).

Article 26 *(dispositions transitoires)* : adopté après modifications (p. 7439).

Amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7439).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7439).

Favorable : *Baumet (Gilbert) (G)* (p. 7439).

Chapitre IV : *délégations de service public.*

Section I : *dispositions générales.*

Article 27 supprimé par le Sénat *(appel public de candidatures)* (p. 7439) : vote réservé (p. 7441) ; rétabli : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Amendement n° 56 de la commission (rétablit l'article supprimé par le Sénat en substituant à l'obligation d'appel public de candidatures celle d'une « procédure de publicité permettant la présentation de plusieurs offres concurrentes ») (p. 7439) : vote réservé (p. 7441) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7439).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7440).

Défavorable : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7439).

Sous-amendement n° 237 de M. Jean-Pierre Fourré (limite le champ d'application de l'article aux délégations contractuelles de service public) (p. 7439) : retiré (p. 7440).

Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 7440).

Observations : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7440).

Sous-amendement n° 187 de M. Jacques Boyon (supprime la possibilité d'appel d'offre à l'égard de pays qui ne pratiquent pas le principe de réciprocité) (p. 7439) : rejeté (p. 7440).

Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 7440).

Sous-amendement n° 191 de M. Jean-Claude Lefort (introduit la notion de « procédure d'information » à la place de celle de « procédure de publicité ») (p. 7439) : vote réservé (p. 7440) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7440) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7440).

Observations : *Charié (Jean-Paul)* (p. 7440).

Sous-amendement n° 172 de M. Pierre-André Wiltzer (introduit une réserve de réciprocité pour la participation des entreprises étrangères à un appel public de candidatures) (p. 7439) : adopté au scrutin public (p. 7441).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7441) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7441).

Article 27 *bis* *(abrogation de l'article 52 de la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République)* : adopté (p. 7441).

Observations : *Durand (Yves)* (p. 7441).

Article 28 *(durée et renouvellement des contrats de délégation)* (p. 7441) : vote réservé (p. 7445) ; adopté avec modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Amendement n° 57 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7441).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7441).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7441).

Amendement n° 173 de M. Pierre-André Wiltzer (prévoit une prolongation de la durée de la délégation pour motifs d'intérêt général) : rejeté (p. 7442).

Observations : *Durand (Yves)* (p. 7441) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7442).

Discussion commune des amendements n°s 95 deuxième rectification, 58 et 138.

Amendement n° 95, deuxième et troisième rectifications du Gouvernement (rétablit la possibilité de proroger des délégations pour des motifs d'intérêt général ; précise que les prorogations pour réalisation de travaux imprévus décidés après la date de publication de la loi ne peuvent augmenter la durée de la convention de plus d'un tiers de sa durée initiale) (p. 7445) : vote réservé (p. 7445) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7442, 7445).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7442).

Observations : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7442) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7444).

Administration : délégations de services publics : fonctionnement : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7442, 7443) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7442).

Sous-amendement n° 232 de M. Pierre-André Wiltzer (impose l'accord du délégant pour réaliser les travaux imprévus) (p. 7442) : rejeté (p. 7444).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7443).

Sous-amendement n° 233 de M. Pierre-André Wiltzer (prévoit la possibilité de prolonger la délégation de la moitié, au lieu d'un tiers, de sa durée initiale) (p. 7442) : rejeté (p. 7445).

Favorable : *Boyon (Jacques)* (p. 7443).

Défavorables : *Gouzes (Gérard)* (p. 7443) ; *Durand (Yves)* (p. 7443) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7443).

Sous-amendement n° 240 de M. Jacques Boyon (supprime la limite de renouvellement au tiers de la durée initiale) (p. 7444) : vote réservé (p. 7445) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7444).

Amendement n° 58 de la commission (rétablit la possibilité de proroger les délégations pour des motifs d'intérêt général ; précise que la prorogation pour travaux imprévus ne peut intervenir qu'une seule fois et à condition que la délégation soit parvenue à la moitié de sa durée ; limite la durée de celle-ci au tiers de la durée initiale) (p. 7443) : retiré (p. 7445).

Observations : *Durand (Yves)* (p. 7443, 7444, 7445).

Sous-amendement n° 230 de M. Jean-Claude Lefort (prévoit que la nouvelle durée contractuelle est établie obligatoirement selon les critères initiaux) (p. 7444) : devenu sans objet (p. 7445).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7444).

Sous-amendement n° 177 de M. Jean-Jacques Hyest (prévoit le cas d'extension du champ géographique de la délégation) (p. 7444) : devenu sans objet (p. 7445).

Discussion des sous-amendements identiques n°s 178 et 188 (suppriment la limite de renouvellement au tiers de la durée initiale ainsi que l'obligation d'unicité de ce renouvellement).

Sous-amendement n° 178 de M. Jean-Jacques Hyest (p. 7444) : devenu sans objet (p. 7445).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7444).

Sous-amendement n° 188 de M. Jacques Toubon (p. 7444) : devenu sans objet (p. 7445).

Observations : *Boyon (Jacques)* (p. 7444).

Sous-amendement n° 234 de M. Pierre-André Wiltzer (supprime la condition d'une durée minimale de mise en œuvre de la délégation pour autoriser sa prolongation pour travaux imprévus ; porte la durée maximale de prolongation à la moitié de la durée initialement prévue) : devenu sans objet (p. 7445).

Sous-amendement n° 179 de M. Jean-Jacques Hyest (limite la durée de la prolongation pour travaux imprévus à la durée normale de leur amortissement) (p. 7444) : devenu sans objet (p. 7445).

Amendement n° 138 de M. Jacques Boyon (prévoit la possibilité de proroger la délégation pour réaliser des investissements ou des dépenses de fonctionnement non prévus au contrat initial mais résultant de prescriptions nationales ou communautaires en matière de sécurité publique, de santé publique, d'environnement ou d'urbanisme) (p. 7444) : devenu sans objet (p. 7445).

Amendement n° 238 de M. Jean-Pierre Fourré (précise que les associations remplissant une mission d'intérêt général font partie des délégations de service public exclues du dispositif) : rejeté (p. 7445).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7445) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7445).

Article 29 supprimé par le Sénat *(exceptions au régime des délégations)* : rétabli (p. 7445).

Amendement n° 59 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7445) : adopté après modifications (p. 7447).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7446).

Favorables : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7446) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7447).

Sous-amendement n° 144 rectifié de M. Jean-Jacques Hyest (exclut de l'application du chapitre IV les marchés de travaux d'intérêt général auxquels continuent de s'appliquer les dispositions de la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative aux marchés publics) (p. 7445) : adopté (p. 7446).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7446) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7446).

Sous-amendement n° 143 de M. Jean-Jacques Hyest (exclut de l'application du chapitre IV les délégations relatives aux marchés de travaux d'intérêt général auxquels continuent de s'appliquer les dispositions de la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative aux marchés publics) (p. 7445) : adopté (p. 7446).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7446) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7446).

Sous-amendement n° 145 de M. Jean-Jacques Hyest (exclut de l'application du chapitre IV les délégations portant sur des concessions d'infrastructures de transport) (p. 7445) : adopté après rectification (p. 7446).

Favorables : *Durand (Yves)* (p. 7446) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7446).

Sous-amendement n° 146 de M. Jean-Jacques Hyest (exclut de l'application du chapitre IV les délégations portant sur des concessions d'autoroutes) (p. 7445) : adopté après rectification (p. 7447).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7446) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7446).

Sous-amendement n° 201 de M. René Beaumont (exclut de l'application du chapitre IV les délégations portant sur les entreprises de transports) : non soutenu (p. 7446).

Sous-amendement n° 203 de M. René Beaumont (exclut de l'application du chapitre IV les délégations concernant les transports scolaires) : non soutenu (p. 7446).

Amendement n° 134 de M. Jacques Boyon (exclut du champ d'application du chapitre IV, à l'exception de ses articles 28 et 30, les délégations de service public confiées à une société d'économie mixte locale dont la collectivité délégante est actionnaire) (p. 7446) : devenu sans objet (p. 7447).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7446) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7446).

Après l'article 29 :

Amendement n° 186 de M. René Beaumont (interdit la tacite reconduction des délégations concernant les transports non urbains de personnes) : non soutenu (p. 7447).

Section II : *dispositions applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics.*

Article 30 *(délibération sur le principe de la délégation) :* adopté (p. 7447).

Article 31 *(ouverture des plis) :* adopté après modifications (p. 7447).

Amendement n° 60 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7447).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7447).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7447).

Article 32 supprimé par le Sénat *(choix du délégataire) :* rétabli (p. 7447).

Amendement n° 61 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7447).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7447).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7447).

Article 33 supprimé par le Sénat *(négociation directe)* (p. 7447) : vote réservé (p. 7448) ; rétabli : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Amendement n° 62 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7447) : vote réservé (p. 7448) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7447).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7447, 7448).

Défavorable : *Charié (Jean-Paul)* (p. 7448).

Observations : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7448) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 7448).

Parlement : Assemblée nationale : procédure de vote réservé : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7447, 7448) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7447, 7448) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7448) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 7448).

Article 34 *(art. L. 314-1 du code des communes : transmission au représentant de l'Etat ; application du texte aux groupements de collectivités territoriales) :* vote réservé (p. 7449) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Article 34 *bis* *(date d'application des dispositions nouvelles) :* vote réservé (p. 7449) ; adopté après modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Amendement n° 96 corrigé du Gouvernement (prévoit que les dispositions des articles 27 et 30 à 34 s'appliquent aux conventions signées à compter du 31 mars 1993, mais ne sont pas applicables si, avant la publication de la présente loi, le délégataire a engagé des études et des travaux préliminaires) : vote réservé (p. 7449) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7449).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7449).

Amendement n° 63 de la commission (prévoit que les dispositions des articles 27 et 29 et 29 à 34 s'appliquent aux conventions signées à compter du 31 mars 1993) : retiré (p. 7449).

Sous-amendement n° 149 de M. Jean-Jacques Hyest (remplace la date du 31 mars 1993 par celle du 1er juin 1993) : devenu sans objet (p. 7449).

Chapitre V : *marchés publics.*

Article 35 *(contrats passés par les S.E.M., les sociétés anonymes d'H.L.M. et les S.E.M. de construction de logements sociaux)* (p. 7449) : vote réservé (p. 7450) ; adopté après modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Amendement n° 222 de M. Jacques Boyon (de suppression) : vote réservé (p. 7449) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7449) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7449).

Amendement n° 135 de M. Jacques Boyon (exclut du champ d'application de l'article les contrats conclus en leur nom par les sociétés d'économie mixte) : vote réservé (p. 7449) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7449) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7449).

Amendement n° 64 de la commission (supprime la mention introduite par le Sénat qui prévoit des dispositions particulières pour certains contrats conclus par les sociétés d'économie mixte) (p. 7449) : vote réservé (p. 7450) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7449).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7449).

Discussion des amendements identiques nos 131 et 175 (suppriment la non-application des dispositions de l'article aux marchés d'étude et de maîtrise d'œuvre passés entre des sociétés d'économie mixte d'intérêt national et des sociétés filiales si les deux cocontractants sont contrôlés par l'Etat) (p. 7450).

Amendement n° 131 de M. Patrick Devedjian : vote réservé (p. 7450) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Charié (Jean-Paul)* (p. 7450).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7449) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7449).

Amendement n° 175 de M. Michel Pelchat : vote réservé (p. 7450) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7450).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7450) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7450).

Amendement n° 65 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : vote réservé (p. 7450) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7450).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7450).

Amendement n° 136 de M. Jacques Boyon (supprime la référence au code des marchés publics) : vote réservé (p. 7450) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Chapitre VI : *dispositions communes aux délégations de service public et aux marchés publics.*

Article 36 supprimé par le Sénat *(art. 1er, 2 et 7 de la loi du 3 janvier 1991 : compétence de la mission interministérielle d'enquête)* (p. 7450) : vote réservé (p. 7451) ; rétabli : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Amendement n° 66 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7450) : vote réservé (p. 7451) ; adopté après modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7451).

Sous-amendement n° 151 de M. Jean-Jacques Hyest (exclut de la compétence de la mission interministérielle d'enquête les contrats visés par la directive européenne n° 90-531 relative aux procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications) (p. 7450) : vote réservé (p. 7451) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Sous-amendement n° 124 de M. Jean-Marie Bockel (exclut l'application des sanctions pour atteinte à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés aux exploitants publics et aux établissements publics à caractère industriel et commercial - E.P.I.C. - de l'Etat non dotés d'un agent comptable public) (p. 7450) : vote réservé (p. 7451) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 7451).

Sous-amendement n° 150 de M. Jean-Jacques Hyest (de coordination) : vote réservé (p. 7451) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Sous-amendement n° 239 du Gouvernement (sanctionne pénalement les atteintes à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés des collectivités et organismes publics pour les secteurs visés par la loi n° 92-1282 du 11 décembre 1992) (p. 7450) : vote réservé (p. 7451) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7451).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7451).

Article 37 supprimé par le Sénat *(art. L. 22 du code des tribunaux administratifs : extension du référé précontractuel)* : vote réservé (p. 7451) ; rétabli : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Amendement n° 67 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : vote réservé (p. 7451).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7451).

Favorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7451).

Chapitre VII : *activités immobilières.*

Article 38 supprimé par le Sénat *(publicité des cessions foncières ou immobilières des collectivités locales et des sociétés d'économie mixte locales)* (p. 7451) : vote réservé (p. 7452) ; rétabli : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Amendement n° 5 du Gouvernement (rétablit l'article supprimé par le Sénat ; étend son champ d'application à toute cession de terrains constructibles ou de droits de construire) (p. 7451) : rejeté (p. 7452).

Soutenu par : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7452).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7452).

Amendement n° 68 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : vote réservé (p. 7452) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7452).

Sous-amendement n° 152 de M. Jean-Jacques Hyest (limite le champ de l'amendement aux concessionnaires de services publics locaux) : vote réservé (p. 7452) ; non soumis a vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7452).

Défavorable : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7452).

Amendement n° 119 de M. Guy Malandain (supprime l'obligation de mentionner, dans l'avis annonçant la vente, le lieu de réception des propositions, le délai de présentation et leur forme) : vote réservé (p. 7452) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7452).

Après l'article 39 :

Discussion commune des amendements nos 1 et 210.

Amendement n° 1 du Gouvernement (impose, à peine de nullité, d'offrir un local de relogement correspondant aux besoins du locataire avant toute signature d'un contrat résiliant un bail en cours de validité afin de permettre la libération de l'immeuble) : vote réservé (p. 7453) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7453).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7453).

Observations : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7453).

Sous-amendement n° 120 de M. Guy Malandain (fait référence à la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 en matière de priorité de relogement des personnes évincées) : vote réservé (p. 7453) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7453).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7453).

Défavorable : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7453).

Sous-amendement n° 121 de M. Guy Malandain (prévoit une sanction pénale de quinze jours à deux ans d'emprisonnement et de 1 500 F à 1 500 000 F d'amende pour le propriétaire contrevenant) : vote réservé (p. 7453) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7453).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7543).

Observations : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7453).

Amendement n° 210 de M. Jean-Claude Lefort (fait référence à la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 en matière de priorité de relogement des personnes évincées) : retiré (p. 7453).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7453) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7453).

Amendement n° 2 rectifié du Gouvernement (fixe les conditions de la mise en œuvre du permis de démolir et celles de relogement des occupants) (p. 7454) : vote réservé (p. 7455) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7454, 7455).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7454).

Défavorables : *Charié (Jean-Paul)* (p. 7454) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7454) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7454).

Parlement : Assemblée nationale : usage du droit d'amendement : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7455) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7454) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7454) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7454, 7455).

Urbanisme : permis de construire : permis de démolir : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7454, 7455) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7454) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7454) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7454, 7455).

Sous-amendement n° 122 de M. Guy Malandain (précise que la demande de permis de démolir doit être accompagnée de la liste des occupants deux ans avant le dépôt de cette demande) (p. 7454) : vote réservé (p. 7455) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Observations : *Durand (Yves)* (p. 7454).

Amendement n° 211 de M. Jean-Claude Lefort (précise les cas d'infractions en matière de relogement des occupants à la suite d'une démolition) : vote réservé (p. 7455) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7455) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7455).

Amendement n° 192 de M. Jean-Claude Lefort (interdit, sauf en cas de force majeure, au propriétaire qui a acquis un immeuble occupé, d'invoquer la vente du logement pendant les dix ans suivant son achat, pour refuser de renouveler le bail) : vote réservé (p. 7455) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7455) ; *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7455).

Amendement n° 123 de M. Guy Malandain (impose, en cas de procédure d'expulsion la présence d'un mandataire du représentant de l'Etat dans le département) (p. 7455) : vote réservé (p. 7456) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 7456).

Article 40 supprimé par le Sénat *(art. L. 311-4-1 du code de l'urbanisme : participation des constructeurs pour la réalisation d'équipements publics au titre des zones d'aménagement concerté et des programmes d'aménagement d'ensemble)* : vote réservé (p. 7456) ; rétabli : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Discussion des amendements identiques n°s 6 corrigé et 69 (rétablissent le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale).

Amendement n° 6 corrigé du Gouvernement : retiré (p. 7456).

Amendement n° 69 de la commission : vote réservé (p. 7456) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7456).

Favorable : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7456).

Article 41 supprimé par le Sénat *(participations ponctuelles des constructeurs pour la réalisation d'équipements publics)* : vote réservé (p. 7456) ; rétabli : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Discussion des amendements identiques n°s 7 et 70 (rétablissent le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale).

Amendement n° 7 du Gouvernement : retiré (p. 7456).

Amendement n° 70 de la commission : vote réservé (p. 7456) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7456).

Favorable : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7456).

Article 42 *(art. L. 332-28 à L. 332-30 du code de l'urbanisme : publicité des participations pour la réalisation d'équipements publics et actions en répétition)* (p. 7456) : vote réservé (p. 7457) ; adopté après modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Discussion des amendements identiques n°s 107 et 71 (rétablissent le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale).

Amendement n° 107 du Gouvernement : retiré (p. 7457).

Amendement n° 71 de la commission : vote réservé (p. 7457) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7457).

Favorable : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7457).

Discussion des amendements identiques n°s 108 et 72 (réduisent de dix à cinq ans le délai de prescription de l'action en répétition).

Amendement n° 108 du gouvernement : retiré (p. 7457).

Amendement n° 72 de la commission : vote réservé (p. 7457) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7457).

Favorable : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7457).

Article 42 *bis* *(exonérations de la participation)* : vote réservé (p. 7457) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Article 44 *(art. L. 423-4 du code de la construction : plafonnement du prix de cession des actions des sociétés anonymes d'H.L.M.)* : vote réservé (p. 7457) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Article 45 *(art. L. 423-5 du code de la construction : moralisation des opérations sur le capital des sociétés anonymes d'H.L.M.)* : vote réservé (p. 7457) ; adopté après modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Discussion des amendements identiques n°s 8 et 73 (substituent à l'appellation « sociétés d'H.L.M. » celle « d'organismes privés d'H.L.M. »).

Amendement n° 8 du gouvernement : retiré (p. 7457).

Amendement n° 73 de la commission : vote réservé (p. 7457) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7457).

Favorable : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7457).

Article 45 *bis* *(art. L. 313-1-2 du code de la construction : plafonnement du prix des parts des sociétés immobilières dont la moitié du capital est souscrit avec les fonds du « 1 p. 100 logement »)* (p. 7457) : vote réservé (p. 7458) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Après l'article 45 *bis* :

Amendement n° 9 du Gouvernement (prévoit la fixation par décret d'un statut type des sociétés visées à l'article L. 312-1-2 du code de la construction et leur concède un délai de douze mois pour leur mise en conformité) : vote réservé (p. 7458) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7458).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7458) ; *Boyon (Jacques)* (p. 7458).

Article 46 *(art. L. 313-7-1 du code de la construction : organismes collecteurs du « 1 p. 100 logement »)* : vote réservé (p. 7458) ; adopté après modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Amendement n° 10 du Gouvernement (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7458) : retiré (p. 7459).

Soutenu par : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7458).

Observations : *Forni (Raymond) (VP)* (p. 7459).

Amendements n°s 74 et 75 de la commission (rétablissent le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : vote réservé (p. 7459) ; adoptés : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenus par : *Durand (Yves)* (p. 7459).

Favorable : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7459).

Article 46 *ter* supprimé par le Sénat *(art. L. 313-14 du code de la construction : dissolution administrative d'un comité interprofessionnel du logement - C.I.L.)* : vote réservé (p. 7459) ; rétabli : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Discussion des amendements identiques n°s 11 et 76 (rétablissent le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale).

Amendement n° 11 du Gouvernement : retiré (p. 7459).

Amendement n° 76 de la commission : vote réservé (p. 7458) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7459).

Article 46 *quater* supprimé par le Sénat *(art. L. 313-15 du code de la construction : transfère à une autre association agréée des actifs d'une association liquidée)* : vote réservé (p. 7459) ; rétabli : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Discussion des amendements identiques n°s 12 et 77 (rétablissent le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale).

Amendement n° 12 du Gouvernement : retiré (p. 7459).

Amendement n° 77 de la commission : vote réservé (p. 7458) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7459).

Après l'article 46 *quater* :

Amendement n° 225 du Gouvernement (autorise l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction - A.N.P.E.E.C. - à contrôler, à la demande du ministre chargé du logement, les opérations réalisées par des organismes non agréés sur des fonds collectés au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 7459) : vote réservé (p. 7460) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7459, 7460).

Défavorable : *Charié (Jean-Paul)* (p. 7460).

Logement et habitat : « 1 p. 100 logement » : contrôle : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7460) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7460).

Article 48 *(art. L. 313-16 du code de la construction : extension du champ des interdictions) :* vote réservé (p. 7460) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Article 49 *(art. L. 313-16 du code de la construction : sanctions pénales) :* vote réservé (p. 7460) ; adopté après modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Amendement n° 92 du Gouvernement (rédactionnel) : vote réservé (p. 7460) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Lienemann (Marie-Noëlle) (G)* (p. 7460).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7460).

Après l'article 49 :

Amendement n° 79 de la commission (donne aux créanciers d'une entreprise en redressement judiciaire la possibilité de désigner une ou plusieurs personnes pour défendre leurs intérêts auprés du tribunal ou de son mandataire) (p. 7460) : vote réservé (p. 7461) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7461).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7461).

Discussion commune des sous-amendements n°s 226 et 235 (limitent cette possibilité aux créanciers détenant au moins 15 p. 100 des créances).

Sous-amendement n° 226 de M. Jean-Paul Charié : vote réservé (p. 7461) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Favorable : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7461).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7461) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 7461).

Sous-amendement n° 235 de M. Jean-Jacques Hyest : retiré (p. 7461).

Amendement n° 80 de M. Gérard Gouzes (renforce les obligations du cessionnaire en donnant aux premiers créanciers inscrits une priorité sur les biens vendus) : vote réservé (p. 7462) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7462).

Défavorable : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7461).

Sous-amendement n° 236 de M. Jean-Jacques Hyest (rédactionnel) : vote réservé (p. 7462) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 7462).

Chapitre VIII : *dispositions relatives aux entreprises.*

Amendement n° 78 de la commission (de coordination) : vote réservé (p. 7462) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7462).

Amendement n° 98 du Gouvernement (étend les pouvoirs de l'organisme « TRACFIN » précédemment limités à la lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue, à la lutte contre le blanchiment de tout argent gagné à l'occasion d'activités criminelles) (p. 7462) : vote réservé (p. 7463) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7462).

Favorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 7462, 7463).

Défavorables : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7462, 7463) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7463).

Justice : organismes et structures : TRACFIN : pouvoirs : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7462) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 7462) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7463) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7463).

Amendement n° 99 du Gouvernement (modifie les conditions de saisine de TRACFIN) : vote réservé (p. 7463) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7462).

Favorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 7462).

Amendement n° 97 du Gouvernement (insère l'intitulé suivant : « Chapitre VIII : Dispositions relatives au blanchiment de capitaux provenant de l'activité d'organisations criminelles ») : vote réservé (p. 7463) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7462).

Favorable : *Gouzes (Gérard)* (p. 7462).

Parlement : Assemblée nationale : organisation des débats : *Forni (Raymond) (VP)* (p. 7463) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 7463) ; *Sapin (Michel) (G)* (p. 7463).

Titre IV : *dispositions relatives aux collectivités locales.*

Chapitre Ier : *transparence des procédures.*

Article 50 *(art. L. 323-1, L. 323-9 et L. 323-13 du code des communes : exploitation directe par les communes de services d'intérêt public à caractère administratif) :* vote réservé (p. 7464) ; adopté aprés modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Amendement n° 81 de la commission (supprime la disposition introduite par le Sénat relative aux délibérations fixant les modalités de fonctionnement des groupes d'élus) : retiré (p. 7464).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7464).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7464).

Amendement n° 224 rectifié de M. Alain Brune (donne la possibilité aux collectivités locales d'apporter dans les communes de plus de 100 000 habitants certaines aides au fonctionnement des groupes d'élus) : vote réservé (p. 7464) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7464).

Favorables : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7464) ; *Durand (Yves)* (p. 7464).

Après l'article 51 :

Amendement n° 82 de la commission (prévoit l'apurement administratif des comptes des établissements publics locaux d'enseignement lorsque le montant de leur budget est inférieur à deux millions de francs) : vote réservé (p. 7464) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7464).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7464).

Article 52 *(art. 87 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 : transmission aux assemblées délibérantes des collectivités locales des avis et observations des chambres régionales des comptes)* (p. 7464) : vote réservé (p. 7465) ; adopté aprés modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Amendement n° 132 du Gouvernement (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : vote réservé (p. 7464) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7465).

Défavorable : *Durand (Yves)* (p. 7465).

Observations : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7465).

Parlement : Assemblée nationale : conditions de travail : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7465) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7465).

Article 53 *(art. 6 de la loi n° 83-517 du 7 juillet 1983 : contrôle des sociétés d'économie mixte locales)* (p. 7465) : vote réservé (p. 7466) ; adopté après modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Amendement n° 137 de M. Jacques Boyon (supprime l'obligation faite aux sociétés d'économie mixte locales qui exercent des prérogatives de puissance publique de déposer un rapport sur les conditions de cet exercice ; prévoit l'information préalable des collectivités locales actionnaires de la société en cas de prise de participation) : vote réservé (p. 7465) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7465) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7465).

Amendement n° 83 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : vote réservé (p. 7466) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7466).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7466).

Article 54 bis *(art. 1er de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 : mandatement d'office en matière d'exécution des décisions de justice)* : vote réservé (p. 7466) ; adopté après modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Amendement n° 84 de la commission (supprime l'intervention de la chambre régionale des comptes en cas de règlement par le préfet en matière d'astreinte) : vote réservé (p. 7466) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7466).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7466).

Article 55 *(inclusion des élus locaux investis de fonctions exécutives dans le champ de compétence de la cour de discipline budgétaire)* : vote réservé (p. 7466) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Article 56 *(art. 9 de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 ; art. 5 de la loi n° 82-594 du 10 juillet 1982 : délit d'obstacle à l'exercice des pouvoirs des membres de la Cour des comptes ou des chambres régionales des comptes)* (p. 7466) : vote réservé (p. 7467) ; adopté après modifications : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Discussion commune des amendements nos 85 et 153.

Amendement n° 85 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7466) : vote réservé (p. 7467) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7466).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7466).

Amendement n° 153 de M. Jean-Jacques Hyest (précise qu'est puni le délit commis « intentionnellement » au lieu de « sciemment ») (p. 7466) : vote réservé (p. 7467) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7467) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7467).

Discussion commune des amendements nos 86 et 154 (de cohérence).

Amendement n° 86 de la commission : vote réservé (p. 7467) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7467).

Amendement n° 154 de M. Jean-Jacques Hyest : vote réservé (p. 7467) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Article 56 bis supprimé par le Sénat *(art. 9 de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 ; art. 6 de la loi du 10 juillet 1982 : caractère contradictoire des audiences de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes)* : vote réservé (p. 7467) ; rétabli : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Discussion commune des amendements nos 87 et 202.

Amendement n° 87 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale sous la réserve que la procédure d'audience contradictoire n'est mise en œuvre que si la personne concernée le demande) : retiré (p. 7467).

Amendement n° 202 de M. René Dosière (précise que les délibérations ont lieu après l'audition, à sa demande, de la personne concernée) : vote réservé (p. 7467) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7467).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7467).

Article 56 ter *(demande d'audition par la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes)* : vote réservé (p. 7467) ; supprimé : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Amendement n° 227 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé (p. 7467) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7467).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7467).

Chapitre II : *modernisation du contrôle.*

Article 57 *(art. 2 et 45 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 ; art. 7 de la loi du 5 juillet 1972 : contrôle* a posteriori *des décisions des sociétés d'économie mixte locales traduisant l'exercice de prérogatives de puissance publique)* : vote réservé (p. 7467) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Article 58 supprimé par le Sénat *(art. 3 et 46 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 ; art. 7 de la loi du 5 juillet 1972 : effet suspensif de la demande de sursis à exécution présentée par le préfet)* : vote réservé (p. 7468) ; rétabli : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Amendement n° 88 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : vote réservé (p. 7468) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7468).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7468).

Après l'article 58 :

Amendement n° 100 du Gouvernement (porte du 6 février 1993 au 6 juin 1993 la date limite d'établissement des schémas départementaux dans tous les départements) : vote réservé (p. 7468) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7468).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7468).

Sous-amendement n° 189 de M. Gérard Gouzes (repousse au 6 août 1993 cette date limite) : vote réservé (p. 7468) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Favorables : *Durand (Yves)* (p. 7468) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7468).

Amendement n° 109 de M. Maurice Adevah-Pœuf : non soutenu (p. 7468).

Article 58 bis *(art. L. 167-3 du code des communes : constitution de communautés de communes en milieu urbain)* : vote réservé (p. 7468) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Après l'article 58 *bis* :

Amendement n° 101 du Gouvernement (prévoit qu'en cas de contestation par le préfet du motif retenu pour une inscription sur une liste électorale, l'électeur établit devant le juge à quel titre il estime que cette inscription doit être maintenue) : vote réservé (p. 7468) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7468).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7468).

Défavorable : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7468).

Amendement n° 200 de M. François d'Aubert (prévoit une approbation législative du schéma directeur de la région Ile-de-France) (p. 7468) : vote réservé (p. 7469) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7469).

Défavorables : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7469) ; *Durand (Yves)* (p. 7469) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 7469) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7469).

Après l'article 60 :

Discussion commune des amendements n°s 89, 223 corrigé, 174 et 155.

Amendement n° 89 de la commission (prévoit la consultation préalable, par l'administration d'origine du fonctionnaire mis en disponibilité, d'une commission chargée d'apprécier la compatibilité de l'activité projetée avec ses obligations précédentes) : vote réservé (p. 7469) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7469).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7469).

Amendement n° 223 corrigé du Gouvernement (donne pouvoir à l'administration d'origine du fonctionnaire de consulter une commission chargée d'apprécier la compatibilité de l'activité du fonctionnaire en disponibilité ou ayant cessé ses activités avec ses obligations précédentes) : vote réservé (p. 7469) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7469).

Favorable : *Durand (Yves)* (p. 7469).

Amendement n° 174 de M. Francis Delattre (prévoit la constitution d'une commission, placée auprès du Premier ministre, chargée d'apprécier la compatibilité de l'activité projetée du fonctionnaire mis en disponibilité ou ayant cessé ses fonctions avec ses obligations précédentes et confie la responsabilité de sa saisine à l'administration d'origine) : vote réservé (p. 7470) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7470).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7470) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7470).

Amendement n° 155 de M. Jean-Jacques Hyest (de coordination) : vote réservé (p. 7470) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7471).

Amendement n° 90 de la commission (donne composition de la commission chargée d'apprécier la compatibilité de l'activité projetée des fonctionnaires avec leurs fonctions précédentes) : vote réservé (p. 7470) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7470).

Observations : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7470).

Amendement n° 156 de M. Jean-Jacques Hyest (prévoit des sanctions pour le fonctionnaire qui ne respecterait pas les règles d'incompatibilités) : vote réservé (p. 7470) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7470).

Amendement n° 157 de M. Jean-Jacques Hyest (prévoit des sanctions pour le fonctionnaire territorial qui ne respecterait pas les règles d'incompatibilité) : vote réservé (p. 7470) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Défavorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7470).

Amendement n° 197 de M. Claude Bourdin (instaure un centre national de gestion géré par les représentants élus des collectivités locales distinct du Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 7470) : vote réservé (p. 7471) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Gouzes (Gérard)* (p. 7471).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7471).

Défavorables : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7471) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7471).

Observations : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7471).

Collectivités locales : centre national de gestion géré par les représentants élus des collectivités locales : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7471) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 7471) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 7471) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7471).

Discussion commune des amendements n°s 158 et 103, deuxième rectification.

Amendement n° 158 de M. Edmond Alphandéry (ajoute un titre V intitulé « Relations avec l'étranger » qui prévoit des sanctions pénales pour toute tentative en vue d'obtenir par la corruption des avantages à l'étranger) : vote réservé (p. 7472) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7472).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7472) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7472).

Amendement n° 103 deuxième rectification de M. Jean-Pierre Fourré (ajoute un titre V intitulé « Dispositions relatives aux échanges internationaux » qui prévoit des sanctions pénales pour toute tentative en vue d'obtenir par la corruption des avantages à l'étranger) : vote réservé (p. 7472) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Défavorables : *Durand (Yves)* (p. 7472) ; *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7472).

Titre :

Amendement n° 91 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : vote réservé (p. 7472) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1992] (p. 7497).

Soutenu par : *Durand (Yves)* (p. 7472).

Favorable : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7472).

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Sapin (Michel) (G)* [18 décembre 1992] (p. 7497).

Texte sur lequel le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote à l'exclusion de tout autre amendement (p. 7497) : adoption au scrutin public (p. 7498).

Seconde délibération [18 décembre 1992] (p. 7498).

Après l'article 8 *bis* :

Amendement n° 10 du Gouvernement (prévoit l'audition de la commission nationale des comptes de campagne par une commission composée d'un représentant par parti ayant présenté au moins 50 candidats aux élections législatives) : adopté (p. 7498).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7498).

Favorable : *Lordinot (Guy)* rapporteur suppléant *Durand (Yves)* (p. 7498).

Article 8 *ter* A *(composition de la commission nationale des comptes de campagne)* : supprimé (p. 7498).

Amendement n° 8 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 7498).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7498).

Favorable : *Lordinot (Guy)* (p. 7498).

Après l'article 9 :

Amendement n° 7 du Gouvernement (de cohérence) : adopté (p. 7498).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7498).

Favorable : *Lordinot (Guy)* (p. 7498).

Article 11 *(art. 33 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 : conditions de vente et de rémunération des prestataires de services)* : adopté après modifications (p. 7498).

Amendement n° 1 du Gouvernement (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7498).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7498).

Favorable : *Lordinot (Guy)* (p. 7498).

Article 15 *(interdiction de rémunération des fonctions de conseil de l'agence de publicité par le vendeur d'espace publicitaire)* (p. 7498) : adopté après modifications (p. 7499).

Amendement n° 2 du Gouvernement (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7499).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7498).

Favorable : *Lordinot (Guy)* (p. 7498).

Article 20 *(art. 3, 27 et 28 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 modifiée : critères des décisions prises par les commissions départementales d'équipement commercial ; identification des enseignes associées aux projets soumis à ces commissions)* : adopté après modifications (p. 7499).

Amendement n° 3 du Gouvernement (précise que la commission prend en compte la nécessité d'une concurrence commerciale et artisanale) : adopté (p. 7499).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7499).

Favorable : *Lordinot (Guy)* (p. 7499).

Article 27 *(appel public de candidatures)* (p. 7499) : adopté après modifications (p. 7500).

Amendement n° 4 du Gouvernement (supprime la réserve de réciprocité pour la participation des entreprises étrangères à un appel public de candidatures ; prévoit que la présentation des offres concurrentes se déroulera dans des conditions prévues par un décret en Conseil d'Etat) (p. 7499) : adopté (p. 7500).

Article 28 *(durée et renouvellement des contrats de délégation)* : adopté après modifications (p. 7500).

Amendement n° 5 du Gouvernement (précise que les modalités d'application de l'article sont fixées par décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 7500).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7500).

Favorable : *Lordinot (Guy)* (p. 7500).

Article 29 *(exceptions au régime des délégations)* (p. 7500) : adopté après modifications (p. 7501).

Amendement n° 6 du Gouvernement (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7500) : adopté (p. 7501).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7501).

Favorable : *Lordinot (Guy)* (p. 7501).

Article 36 *(art. 1er, 2 et 7 de la loi du 3 janvier 1991 : compétence de la mission interministérielle d'enquête)* : adopté après modifications (p. 7501).

Amendement n° 11 du Gouvernement (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7500) : adopté après modifications (p. 7501).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7501).

Favorable : *Lordinot (Guy)* (p. 7501).

Sous-amendement n° 12 de M. Jean-Claude Lefort (exclut de la compétence de la mission interministérielle d'enquête les établissements publics à caractère industriel et commercial) : adopté (p. 7501).

Favorable : *Lordinot (Guy)* (p. 7501).

Observations : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7501).

Article 39 ter *(permis de démolir)* (p. 7501) : adopté après modifications (p. 7502).

Amendement n° 9 du Gouvernement (de cohérence) : adopté (p. 7502).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7502).

Favorable : *Lordinot (Guy)* (p. 7502).

Explications de vote : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7502).

Administration : services publics et concessions de services publics : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7502).

Elections et référendums : listes électorales : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7502).

Partis et mouvements politiques : financement : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7502).

Publicité : transparence du marché et de l'espace publicitaire : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7502).

Vote des groupes :

Groupe communiste : abstention : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 7502).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 7502).

LECTURE DEFINITIVE

Avant la discussion des articles [19 décembre 1992] (p. 7605).

Déroulement de la séance :

Présentation du rapport :

- rapport de la commission des lois : *Lambert (Jérôme)* suppléant *Durand (Yves)* (p. 7605).

Question préalable opposée par : Pons (Bernard) (p. 7605) ; rejetée au scrutin public (p. 7606).

Soutenue par : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7605, 7606).

Réponse du rapporteur suppléant : Lambert (Jérôme) (p. 7606).

Discussion générale : Préel (Jean-Luc) (p. 7606).

Principaux thèmes développés :

Collectivités locales :

- élus locaux : honnêteté et dévouement : *Préel (Jean-Luc)* (p. 7606) ;
- transparence : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7605).

Conseil constitutionnel : saisine : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7606).

Corruption : généralités : *Préel (Jean-Luc)* (p. 7606).

Entreprises : conséquences : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7605).

Gouvernement : ministère de la justice : service de lutte contre la corruption : *Préel (Jean-Luc)* (p. 7606).

Parlement : conditions d'examen du projet de loi : *Lambert (Jérôme)* (p. 7605, 7606) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7606).

Publicité : transparence du marché et de l'espace publicitaire : *Préel (Jean-Luc)* (p. 217606).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [19 décembre 1992] (p. 7606).

Article 9 *bis* A *(interdiction des dons de personnes de nationalité étrangère n'appartenant pas à la C.E.E. aux partis politiques).*

Amendement n° 1 du Gouvernement (supprime cette interdiction) : adopté (p. 7615).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7615).

Favorable : *Lambert (Jérôme)* (p. 7615).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7615).

Article 9 *bis* C *(interdiction des dons des personnes de nationalité étrangère n'appartenant pas à la C.E.E. aux partis politiques).*

Amendement n° 2 du Gouvernement (supprime cette interdiction) : adopté (p. 7615).

Soutenu par : *Sueur (Jean-Pierre) (G)* (p. 7615).

Favorable : *Lambert (Jérôme)* (p. 7615).

Article 19 *(obligation de dépôt des contrats conclus à l'occasion des opérations d'équipement commercial auprès du préfet et de la chambre régionale des comptes).*

Amendement n° 3 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 7615).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7615).

Favorable : *Lambert (Jérôme)* (p. 7615).

Article 23 *(art. 32 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 modifiée : décisions des commissions départementales d'équipement commercial).*

Amendement n° 4 du Gouvernement (supprime les dispositions permettant aux commissions départementales d'équipement commercial de modifier les projets d'implantation qui leur sont soumis) (p. 7615) : adopté (p. 7616).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7615).

Favorable : *Lambert (Jérôme)* (p. 7616).

Amendement n° 5 du Gouvernement (précise que l'autorisation ou le refus émanant d'une commission départementale d'équipement commercial vaut pour le projet dans sa totalité) : adopté (p. 7616).

Soutenu par : *Sapin (Michel) (G)* (p. 7616).

Favorable : *Lambert (Jérôme)* (p. 7616).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 7616).

Explications de vote : *Toubon (Jacques)* (p. 7616).

Parlement : conditions de travail : *Toubon (Jacques)* (p. 7616).

Urbanisme : code de l'urbanisme : réforme : *Toubon (Jacques)* (p. 7616).

Vote des groupes :

Groupes R.P.R., U.D.C. et U.D.F. : contre : *Toubon (Jacques)* (p. 7616, 7617).

Adoption définitive, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du texte voté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, modifié par les amendements adoptés (p. 7617).

Voir *Parlement* **34.**
Partis et mouvements politiques **5.**

VILLES

Voir *Lois de finances* **11,** deuxième partie : Commerce et artisanat.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : urbanisme, logement et services communs.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Services généraux du Premier ministre.
Politique économique et sociale.
Urbanisme.

VILLES NOUVELLES

Voir *Urbanisme.*

VOIRIE

Questions au Gouvernement :

- **n° 1175 - Schéma autoroutier :** *Robien (Gilles de).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [15 avril 1992] (p. 483, 484, 485) :

Retard autoroutier ; environnement : respect ; procédure d'enquête d'utilité publique : réforme.

- **n° 1236 - Autoroute A 1 *bis* :** *Daubresse (Marc-Philippe).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [13 mai 1992] (p. 1171, 1172) :

Liaison entre l'Ile-de-France et l'Europe du nord-ouest ; enquête d'utilité publique ; concertation avec les maires concernés ; schéma autoroutier ; surcoûts : financement par l'Etat : perspectives.

- **n° 1243 - Politique routière et autoroutière :** *Baeumler (Jean-Pierre).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [20 mai 1992] (p. 1440, 1441) :

Cour des comptes : rapport ; réseau autoroutier : financement et péage ; collectivités locales : charges financières ; parts respectives des intervenants financiers ; complémentarité entre les différents moyens de transport : renforcement.

- **n° 1292 - Programme autoroutier :** *Alphandéry (Edmond).* Réponse : *Sarre (Georges),* secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux [10 juin 1992] (p. 2160, 2161) :

Autoroute Angers-Tours : retard de construction ; société Cofiroute : désaccord sur les péages ; schéma directeur routier national : confirmation avec le décret d'avril 1992.

- **n° 1458 - Tunnel du Somport :** *Inchauspé (Michel).* Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [9 décembre 1992] (p. 6789, 6790) :

Décision du tribunal administratif de Pau d'annulation de la déclaration d'utilité publique ; continuation des travaux ; traité franco-espagnol ; protection de l'environnement ; décision du Gouvernement de ne pas faire appel du jugement ; étude d'impact.

Questions orales sans débat :

- **n° 551 - Voirie (autoroutes) :** *Becq (Jacques)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : publiée au *J.O.* du 22 avril 1992 (p. 596). Réponse : *Bianco (Jean-Louis),* ministre de l'équipement, du logement et des transports [24 avril 1992] (p. 706, 707) :

Autoroutes A 16 et A 1 *bis* : construction : perspectives ; habitants d'Amiens : inquiétude ; Picardie : désenclavement.

- **n° 569 - Voirie (routes) :** *Daillet (Jean-Marie)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : publiée au *J.O.* du 20 mai 1992 (p. 1429, 1430). Réponse : *Kouchner (Bernard),* ministre de la santé et de l'action humanitaire [22 mai 1992] (p. 1583, 1584) :

Schéma directeur routier national : inscription prioritaire de la R.N. 174 ; Basse-Normandie : risque de détournement de trafic.

- **n° 604 - Voirie (routes) :** *Fleury (Jacques)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : publiée au *J.O.* du 17 juin 1992 (p. 2461) : non appelée :

Routes à deux fois deux voies : réalisations et financement.

- **n° 633 - Voirie (autoroutes : Seine-Saint-Denis) :** *Raoult (Eric)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : publiée au *J.O.* du 15 octobre 1992 (p. 3719). Réponse : *Sarre (Georges),* secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux [16 octobre 1992] (p. 3794, 3795) :

Couverture de la future liaison autoroutière ; lutte contre le bruit ; respect de l'environnement.

- **n° 658 - Voirie (routes : Bretagne) :** *Desanlis (Jean)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : publiée au *J.O.* du 2 décembre 1992 (p. 6404). Réponse : *Loncle (François),* secrétaire d'Etat à la ville [4 décembre 1992] (p. 6532, 6533) :

Plan routier breton : financement ; aides de l'Etat ; désenclavement de la Bretagne.

- **n° 660 - Voirie (autoroute : Ile-de-France) :** *Baumel (Jacques)* à M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports : publiée au *J.O.* du 9 décembre 1992 (p. 6781). Réponse : *Baumet (Gilbert),* ministre délégué au commerce et à l'artisanat [11 décembre 1992] (p. 6944, 6945) :

A 86 : couverture intégrale ; respect des sites ; protection acoustique.

Voir *Aménagement du territoire.*
Lois de finances **11,** deuxième partie : Aménagement du territoire.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Environnement.
Lois de finances **11,** deuxième partie : Equipement, logement et transports : transports terrestres, routes et sécurité routière.

CONGRES DU PARLEMENT DU 23 JUIN 1992

Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne ».

Voir *Constitution* **7.**

Vote [23 juin 1992] (*J.O.*, congrès, p. 3).

Communication du président de l'Assemblée nationale, président du congrès : Emmanuelli (Henri) : lecture du décret de convocation du congrès du Parlement [J.O. du 20 juin 1992 (p. 8056)] (p. 3).

Règlement du congrès (p. 4).

Intervention du Premier ministre : Bérégovoy (Pierre) (p. 4).

Explications de vote : *Hoeffel (Daniel)* (Sénateur) (p. 5) ; *Estier (Claude)* (Sénateur) (p. 5) ; *Barrot (Jacques)* (Député) (p. 6) ; *Lederman (Charles)* (Sénateur) (p. 7) ; *Fabius (Laurent)* (Député) (p. 8) ; *Millon (Charles)* (Député) (p. 9) ; *Marchais (Georges)* (Député) (p. 10) ; *Cartigny (Ernest)* (Sénateur) (p. 11) ; *Lucotte (Marcel)* (Sénateur) (p. 12).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères :

- Danemark : traité de Maastricht : rejet par référendum : conséquences : *Estier (Claude)* (p. 5, 6) ; *Lederman (Charles)* (p. 7) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 11) ;
- paix, sécurité et équilibre géopolitique mondial : rôle de l'Europe et de l'Union : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5) ; *Fabius (Laurent)* (p. 9) ; *Millon (Charles)* (p. 10) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 11) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 12).

Communautés européennes :

- citoyenneté européenne : droit de vote et éligibilité dans le pays de résidence pour les élections municipales : *Estier (Claude)* (p. 6) ; *Barrot (Jacques)* (p. 7) ; *Fabius (Laurent)* (p. 8) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 11) ;
- « construction européenne » : historique, rôle de la France et perspectives : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5) ; *Estier (Claude)* (p. 6) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6) ; *Millon (Charles)* (p. 9) ;
- institutions européennes : démocratisation : nécessité : *Hoeffel (Daniel)* (p. 5) ; *Fabius (Laurent)* (p. 9) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 12) ;
- monnaie unique et Union économique et monétaire : *Barrot (Jacques)* (p. 6) ; *Fabius (Laurent)* (p. 9) ;
- politique agricole commune : réforme : rôle du Parlement français : *Lucotte (Marcel)* (p. 12) ;
- Union européenne : contenu, perspectives d'ensemble et importance pour la France : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5) ; *Estier (Claude)* (p. 6) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6, 7) ; *Millon (Charles)* (p. 9, 10) ; *Marchais (Georges)* (p. 10) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 11) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 12).

Europe :

- Europe de l'Est, Association européenne de libre échange (A.E.L.E.) et Europe méditerranéenne : ouverture de l'Union : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4, 5) ; *Estier (Claude)* (p. 6) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6) ; *Millon (Charles)* (p. 9) ;
- Europe des peuples : alternative à l'Union : *Marchais (Georges)* (p. 10).

France : indépendance, souveraineté, place en Europe et dans le monde : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5) ; *Estier (Claude)* (p. 6) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6, 7) ; *Lederman (Charles)* (p. 8) ; *Millon (Charles)* (p. 10) ; *Marchais (Georges)* (p. 10).

Lois : projet de loi constitutionnelle : lien avec le traité de Maastricht : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4) ; *Estier (Claude)* (p. 6) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6) ; *Lederman (Charles)* (p. 7, 8).

Parlement :

- Assemblée nationale et Sénat : modification du projet : qualité des travaux et accord final : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5) ; *Estier (Claude)* (p. 5, 6) ; *Fabius (Laurent)* (p. 8) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 11) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 12) ;
- construction européenne, budget et décisions communautaires : information et contrôle du Parlement français : *Estier (Claude)* (p. 6) ; *Fabius (Laurent)* (p. 8) ; *Millon (Charles)* (p. 10) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 12).

Référendum : article 11 : ratification du traité de Maastricht : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 5) ; *Lederman (Charles)* (p. 8) ; *Marchais (Georges)* (p. 10, 11) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 11).

Révision de la Constitution : article 89 : congrès : choix de la procédure : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 4) ; *Fabius (Laurent)* (p. 8).

Traités et conventions :

- traité de Maastricht : caractère inapplicable et renégociation : *Estier (Claude)* (p. 5) ; *Lederman (Charles)* (p. 7) ; *Fabius (Laurent)* (p. 8) ; *Marchais (Georges)* (p. 10) ;
- traité de Maastricht : contenu et engagement de la France : acceptation ou refus : absence de choix partisan : *Lederman (Charles)* (p. 7) ; *Fabius (Laurent)* (p. 8, 9) ; *Marchais (Georges)* (p. 10, 11) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 11) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 12) ;
- traité de Maastricht : texte : diffusion, publication et information : *Lederman (Charles)* (p. 8) ; *Fabius (Laurent)* (p. 9) ; *Marchais (Georges)* (p. 10).

Vote des groupes :

Assemblée nationale :

Groupe communiste : contre : *Marchais (Georges)* (p. 10).

Groupe socialiste : pour : *Fabius (Laurent)* (p. 9).

Groupe de l'Union du centre : pour : *Barrot (Jacques)* (p. 6).

Groupe de l'Union pour la démocratie française : pour : *Millon (Charles)* (p. 10).

Sénat :

Groupe communiste : contre : *Lederman (Charles)* (p. 8).

Groupe du Rassemblement démocratique et européen : pour : *Cartigny (Ernest)* (p. 12).

Groupe socialiste : pour : *Estier (Claude)* (p. 5).

Groupe de l'Union centriste : pour : *Hoeffel (Daniel)* (p. 5).

Groupe de l'Union des Républicains et des Indépendants : pour : *Lucotte (Marcel)* (p. 12).

Les groupes du Rassemblement pour la République de l'Assemblée nationale et du Sénat ne participent pas au vote.

Adoption définitive, au scrutin public à la tribune, de l'ensemble du projet de loi constitutionnelle (p. 13).